

**Université Marc Bloch Strasbourg 2**  
**ÉCOLE DOCTORALE DES HUMANITÉS**

**Conflits identités cultures**

**Centre de recherches et d'études en sciences sociales**

**Doctorat de sociologie**

# Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique

Sébastien Michon

*Thèse dirigée par Christian de Montlibert, professeur de sociologie à  
l'Université Marc Bloch Strasbourg 2*

Soutenue le 12 décembre 2006

Jury :

Mme Anne Muxel, directrice de recherche au CNRS (CEVIPOF-FNSP)

M. Maurice Blanc, professeur de sociologie à l'Université Strasbourg 2

M. Bertrand Geay, professeur de sociologie à l'Université de Picardie

M. Didier Georgakakis, professeur de science politique à l'IEP de Strasbourg

M. Gérard Mauger, directeur de recherche au CNRS



## Remerciements

Merci à Christian de Montlibert pour sa confiance et ses critiques.

Merci à Anne Muxel, Bertrand Geay, Didier Georgakakis, Gérard Mauger pour leur participation au jury.

Merci également à Maurice Blanc pour sa participation au jury et pour ses conseils dispensés à l'une ou l'autre occasion.

Un grand merci à Jacqueline Igersheim, non seulement pour sa formation à l'analyse des correspondances multiples et au logiciel SAS, mais aussi pour son soutien dans mes activités d'enseignement.

Une pensée pour le Centre de recherches et d'études en sciences sociales (CRESS EA 1334) qui a hébergé cette thèse, pour le Groupe de sociologie politique européenne (GSPE-PRISME, CNRS UMR 7012) qui m'a permis de développer mes « autres » sujets de recherche sur les eurodéputés et leurs collaborateurs, et pour la Faculté des sciences sociales de l'Université Marc Bloch de Strasbourg qui me donne la possibilité, depuis quelques années, d'apprendre mon métier d'enseignant.

Merci à Yves Déloye d'avoir pris quelques minutes pour regarder l'un de mes questionnaires et me signaler quelques références bibliographiques, à Lucie Bargel et Karel Yon pour la communication de leurs travaux, à Gaylord Mochel pour sa lecture de plusieurs chapitres.

Merci à Antoine, Christophe, Delphine, Éric, Grégory, Jean-Philippe, Julien, Marie, Martin, Matthieu, Nicolas, Romain, Saïda, Samir, Willy, que ce soit pour nos discussions, leurs informations ou leurs encouragements à différents moments de cette recherche.

Merci à tous les enquêtés, à ceux qui m'ont donné des contacts et ont facilité l'accès à des données, et surtout aux étudiants qui ont été sans le savoir des sujets d'observation, notamment mes étudiants.



# Sommaire

Sommaire .....	5
Introduction générale.....	7
Les effets de l'expérience étudiante : un angle mort des recherches sur la socialisation politique.....	9
Une sociologie des carrières étudiantes : approche dispositionnaliste et interactionniste	18
Une pluralité de méthodes.....	32
<b>Partie I : Études et politisation.....</b>	<b>51</b>
Chapitre I : Héritage et adhésion au jeu scolaire.....	53
I. La politisation en héritage .....	56
A. Des étudiants « héritiers » .....	57
B. La politisation parentale plus clivante.....	80
II. Études, culture et politisation .....	92
A. Dissonances politiques et distinction scolaire.....	92
B. Formation de dispositions à la politisation : l'action de la carrière scolaire ....	98
Chapitre II : La politisation par le contexte d'études .....	113
I. Activation de dispositions en sciences humaines et sociales .....	117
A. Sciences humaines et sociales versus sciences et techniques .....	119
B. L'activation des dispositions héritées fonction du contexte d'études .....	126
C. Des dispositions culturelles sous la contrainte du type d'études .....	136
II. Formation d'une compétence politique au sein de contextes d'études favorables	141
A. Enseignements et groupe des pairs : des intermédiaires de politisation .....	143
B. Le métier politisé d'étudiant à l'IEP de Strasbourg.....	160
<b>Partie II : Études et orientation politique .....</b>	<b>179</b>
Chapitre III : L'action du contexte étudiant sur l'orientation politique .....	181
I. « Pas de chrysanthèmes » pour les variables de l'héritage .....	187
A. Des ressources économiques clivantes.....	187
B. Prégnance des identifications parentales.....	193
II. Changements d'identifications politiques en sociologie et sciences politiques.....	205
A. Effet de contexte.....	206
B. Action des enseignements .....	218
Chapitre IV : Opposition politique et changements d'opinions politiques : la carrière étudiante productrice de crises identitaires et de contextes hétérogènes .....	227
I. Des dispositions au changement .....	232
A. Promotion culturelle et politisation .....	233
B. Tourner le dos à l'héritage .....	242
II. Changements dans les études, changements d'identification politique : études de cas .....	260
A. De l'extrême droite à l'abstention : les changements d'arènes d'un repentant .	261
B. Le gaullisme comme sortie de crise (identitaire) .....	271
C. De l'UDF à l'extrême gauche : une révélation sociologique .....	280

<b>Partie III : Études et militantisme .....</b>	<b>297</b>
Chapitre V : Des dispositions au militantisme .....	299
I. Prédipositions militantes.....	307
A. Le militantisme en héritage .....	307
B. Les logiques du recrutement militant : un espace de positions .....	317
II. Autonomisation et construction de dispositions à l'engagement .....	331
A. Effets de génération et effets de scolarisation .....	332
B. Des engagements pré-universitaires .....	347
Chapitre VI : Les entrées en militantisme : variations de contextes au cours de la carrière étudiante .....	359
I. Effets des contextes politiques et scolaires .....	363
A. Le rôle d'un événement : le 21 avril 2002 .....	364
B. Un contexte d'études favorable.....	377
II. Déplacements scolaires et sociaux .....	389
A. Une réponse aux contraintes de la mobilité étudiante.....	390
B. Des positions en porte-à-faux.....	409
Chapitre VII : Le cursus parallèle des étudiants militants : apprentissage, reconstruction identitaire, lutte contre un déclassement .....	429
I. Le militantisme : une formation parallèle .....	433
A. Un apprentissage politique .....	434
B. Espace de formation et dispositions à l'apprentissage .....	453
II. La professionnalisation politique : effets de carrières.....	474
A. Les effets de la carrière militante .....	476
B. La politique comme refuge .....	488
Conclusion.....	497
Bibliographie .....	507
<b>Annexes .....</b>	<b>533</b>
Liste des tableaux .....	752
Liste des figures .....	764
Table des matières .....	766

# Introduction générale

N'est-il pas commun de dire que les étudiants de sociologie sont de gauche et les étudiants de droit de droite ? La période d'études n'est-elle pas régulièrement présentée comme favorable à la politisation, à la réflexion, à l'engagement, à la mobilisation ? Représentations héritées de Mai 1968 ? Sans doute. Il est vrai qu'en France, études et politique sont fréquemment associées aux « événements de Mai ». Les imaginaires attachés à cette période, chargés d'une nostalgie d'un passé magnifié, sont encore très présents. En attestent les slogans réactivés lors des mobilisations des dernières années qui rassemblaient de nombreux étudiants. Que ce soit lors de l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002 suite à la présence de J.-M. Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle, ou au printemps 2006 suite à la mise en place du Contrat première embauche (CPE), certains journalistes, commentateurs, personnalités politiques, militants ou autres, ont tour à tour évoqué « la naissance d'une génération politique » ou « un nouveau Mai 68 ». On pourrait multiplier les intuitions et les remarques, voire consacrer une thèse aux effets socialisateurs des mouvements étudiants depuis Mai 68, à l'histoire du militantisme étudiant, ou encore aux variations de politisation des étudiants selon les générations. Tel n'est pas notre choix. Si l'on met fréquemment en relation études et politique avec Mai 68<sup>1</sup>, nous considérons que c'est là réduire trop largement la focale. Cette thèse de sociologie politique et de sociologie de l'éducation a pour objectif d'étudier les effets socialisateurs des études supérieures sur le rapport à la politique. Nous souhaitons participer à une meilleure compréhension des processus de socialisation politique, contribuer à la connaissance de la socialisation de l'enseignement supérieur dans un contexte de transformation de ses publics, compléter les

---

<sup>1</sup> Pour différents travaux relatifs à Mai 1968, voir entre autres Touraine (Alain), *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Éd. du Seuil, 1968 ; le n°39 de la revue *Pouvoirs* en 1986 ; Bertaux (Daniel), Linhart (Danièle), Le Wita (Béatrice), « Mai 68 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n°143, 1988, p. 75-89 ; Mauger (Gérard), « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "génération de Mai 68" », in Chevallier (Jacques) (dir.), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226 ; le numéro 158 de *Actes de la recherche en sciences sociales* en 2005 : « Le capital militant (2). Crises politiques et reconversions : Mai 68 ».

travaux sur ce sujet, et mettre en place une grille théorique adaptée à la réalité des études supérieures en France.

Si ce sujet attire notre attention, ce n'est pas sans lien avec notre éducation dans une famille au sein de laquelle voter est un devoir, s'informer une habitude, analyser les stratégies et les intérêts des acteurs un jeu, et faire des études supérieures un passage obligé – avec un père professeur des Universités, il serait étonnant qu'il en soit autrement. Ce n'est pas non plus sans lien avec notre position dans l'espace universitaire : nous sommes depuis quelques années chargé d'enseignements au sein d'une faculté de sociologie et aspirons à poursuivre dans cette voie. Ce n'est pas non plus sans lien avec nos études de sociologie et de science politique qui nous ont sensibilisé à la nécessité de dépasser les évidences premières. Enfin, ce n'est pas non plus sans lien avec quelques observations effectuées lors de notre scolarité. Pour avoir participé à plusieurs manifestations, comme beaucoup d'autres étudiants, lors de l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002, notre sentiment a souvent été mitigé à l'écoute de divers commentaires et interprétations. Le contraste entre l'extrême gravité de certains étudiants et l'indifférence totale d'autres, nous interrogeait sur ces deux types de postures et sur l'homogénéité que l'on pouvait donner, ici ou là, à l'investissement et à l'intérêt de la population étudiante. Les étudiants militants de gauche nous apparaissaient beaucoup plus impliqués que ceux de droite. Et si à l'Université des sciences humaines de Strasbourg, les actions étaient fréquentes et les étudiants nombreux à en discuter et à participer aux manifestations, notamment en sociologie, l'Université des sciences était beaucoup plus calme. Les étudiants y semblaient beaucoup moins concernés. C'était là un constat qui faisait sens pour nous, par rapport à notre propre expérience scolaire. Tout au long de notre scolarité dans le secondaire au sein d'une filière scientifique d'un lycée d'une ville moyenne, nous avons été parfois surpris par le niveau de méconnaissance de nos pairs sur les questions de société et d'actualité, et par leur désintérêt pour la politique – certainement car cela allait de soi pour nous. Toutefois, scolarisé dans un environnement où la politique n'était guère présente, il était rare que nous l'évoquions en dehors de la structure familiale. Si au lycée, les discussions avec nos pairs ne portaient guère sur l'actualité, elles ont été au cours de notre cursus universitaire beaucoup plus fréquentes. Au fur et à mesure de nos études de sociologie et de science politique, nous avons côtoyé des étudiants politisés et militants, avec lesquels les discussions étaient majoritairement centrées sur les événements politiques, les faits d'actualité, et la compréhension des stratégies des acteurs politiques. Les variations selon le contexte scolaire nous interpellaient aussi s'agissant des identifications partisans. Les prises de position politiques quasiment absentes dans notre lycée, étaient beaucoup plus nombreuses en



sociologie et science politique, que ce soit de la part de nos pairs ou des enseignants. Plus nombreuses, mais néanmoins quelque peu différentes dans ces deux arènes. Car nous avons rapidement perçu un rapport à la politique plus convenu en science politique qu'en sociologie. Nous suscitons parfois de la perplexité auprès de certains étudiants en science politique lorsque nous énonçons des arguments, pourtant communs au sein de la communauté des étudiants de sociologie. C'est à partir de là que nous avons mené notre recherche. Comment appréhender les rapports entre études et politique ? Quelle est l'action de l'expérience étudiante sur les comportements politiques ? Quels effets les études supérieures ont-elles sur la socialisation politique ?

### **Les effets de l'expérience étudiante : un angle mort des recherches sur la socialisation politique**

Ce n'est pas tant sur l'influence des études ou de l'école que sur les effets et les limites des caractéristiques sociales et familiales que portent la plupart des recherches sur les comportements politiques<sup>2</sup>.

Les rapports entre position sociale et vote ont tout d'abord été mis en avant. Dès 1944, *The people's choice*, enquête dirigée par P. Lazarsfeld à l'Université de Columbia, établit que le vote est un comportement non pas individuel mais réglé par des normes collectives : « Une personne pense politiquement comme elle est socialement. Les caractéristiques sociales déterminent les préférences politiques<sup>3</sup> ». Les membres des catégories sociales peu favorisées, catholiques, qui résident en zone urbaine, votent plus fréquemment pour les Démocrates. Ceux au statut social élevé, protestants, qui habitent en zone rurale préfèrent les candidats Républicains. Les études sur les comportements politiques des français trouvent par la suite des résultats assez proches, G. Michelat et M. Simon notamment. En s'intéressant au poids

---

<sup>2</sup> Le but n'est pas ici d'être exhaustif. Il s'agit seulement de donner quelques repères au lecteur, et de mettre en perspective notre problématique par rapport à la littérature. Pour un traitement plus complet, voir notamment Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992 ; Ihl (Olivier), *Le vote*, Paris, Montchrestien, 1996 ; Matonti (Frédérique), *Le comportement politique des français*, Paris, Armand Colin, 1998.

<sup>3</sup> Lazarsfeld (Paul), Berelson (Bernard), Gaudet (Hazel), *The People's Choice*, New York, Columbia University Press, 1944, p. 27.

explicatif de différentes variables sociologiques<sup>4</sup>, ils soulignent que le vote à droite est corrélé aux éléments de patrimoine détenu, à la pratique religieuse, et à l'âge<sup>5</sup>.

Les caractéristiques sociales clivent également la participation politique – que ce soit la participation électorale, l'inscription sur les listes, l'intérêt politique ou le sentiment de compétence politique<sup>6</sup>. Par exemple, dans les années 1960, A. Lancelot étudie l'abstention en France<sup>7</sup>. S'inspirant des travaux de É. Durkheim sur le suicide, notamment du concept d'anomie<sup>8</sup>, il considère la participation comme un acte de conformité sociale et suppose qu'une faible intégration à la communauté conduit à l'abstention, contrairement à une forte intégration. L'abstention caractérise « les rôles sociaux subordonnés ». Les catégories sociales dominantes se distinguent au contraire par leur intérêt politique et leur fréquence de vote. Un autre type d'interprétation s'attache à expliquer l'étroitesse du public politisé. P. Bourdieu évoque une coupure entre gouvernants et gouvernés, et l'existence d'un champ politique constitué de professionnels de la politique<sup>9</sup>. Non seulement une élite monopolise l'accès à la profession politique<sup>10</sup>, mais la propension à s'intéresser au fonctionnement du champ politique, à participer à la politique ou à exprimer une opinion n'est pas distribuée au hasard de la population, et reflète assez largement la stratification sociale des sociétés. En ce sens, D. Gaxie, qui reprend dans *Le cens caché* des éléments de réflexion de P. Bourdieu<sup>11</sup>, constate des inégalités principalement dues au milieu social d'origine et au niveau de diplôme<sup>12</sup>.

---

<sup>4</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion, et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977 ; Michelat (Guy), Simon (Michel), « Déterminations socio-économiques, organisation symbolique et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, XXVI, 1985, p. 32-69.

<sup>5</sup> Résultats confirmés par la suite, voir Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), « Que reste-t-il des variables lourdes ? », in Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur à ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 101-138.

<sup>6</sup> Pour des définitions de la participation politique, voir Lancelot (Alain), *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1974 ; Memmi (Dominique), « L'engagement politique », in Grawitz (Madeleine), Leca (Jean) (dir.), *Traité de science politique*, tome III, Paris, PUF, 1985, p. 43-70 ; Leca (Jean), « Réflexions sur la participation politique des citoyens en France », in Mény (Yves) (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p. 43-70 ; Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), *Les comportements politiques*, op. cit. ; Braud (Philippe), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 1992.

<sup>7</sup> Lancelot (Alain), *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968.

<sup>8</sup> Durkheim (Émile), *Le suicide. Étude de sociologie*, Paris, PUF, 1986, 10<sup>ème</sup> tirage (1897).

<sup>9</sup> Bourdieu (Pierre), « La représentation politique, éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°36-37, 1981, p. 3-24.

<sup>10</sup> En ce sens, voir Gaxie (Daniel), *Les professionnels de la politique*, Paris, PUF, 1973.

<sup>11</sup> Voir en ce sens, Bourdieu (Pierre), « Questions de politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°16, 1977, p. 55-89.

<sup>12</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.

Outre la position sociale, le rôle de la famille est mis en exergue, notamment pour le vote. Selon P. Lazarsfeld et ses collaborateurs, la famille crée un « climat d'influence politique<sup>13</sup> ». Ils constatent une homogénéité politique de la famille qui peut s'étendre sur plusieurs générations<sup>14</sup>. De même pour les représentants du paradigme de Michigan, qui s'inscrivent en rupture avec l'approche « béhavioriste » de Columbia en insistant sur la signification du vote. Campbell, Converse, Miller et Stokes consacrent leur ouvrage, *The American Voter*, à démontrer la prégnance des identifications partisanses à l'un des deux grands partis – l'électeur a tendance à toujours voter pour le même parti –, et la proximité des préférences politiques des enfants avec leurs parents<sup>15</sup>. Les identifications forgées dès l'enfance sont le plus souvent transmises par les parents. En accordant une importance décisive à la famille comme instance de socialisation, plusieurs auteurs poursuivent ensuite à leur manière ce questionnement à partir d'enquêtes auprès d'enfants<sup>16</sup>. Ainsi, pour Hyman : « Les orientations politiques individuelles sont essentiellement le produit de la socialisation familiale<sup>17</sup> ». La famille forme un lieu d'inculcation de préceptes, d'échanges, de familiarisation avec des objets politiques, des pratiques politiques – à commencer par le vote et le suivi de l'actualité –, des représentations, un vocabulaire, et des connaissances sur l'espace politique, un lieu « où se façonnent et se transmettent les valeurs et les modèles culturels entre les générations [...] à partir desquels tout citoyen va établir ses liens élémentaires au monde politique<sup>18</sup> ».

Dispositions explicatives des comportements politiques, la position sociale et les comportements politiques familiaux font néanmoins l'objet de quelques réserves, dès les années 1950 et 1960, lorsque A. Downs<sup>19</sup> transpose le modèle de « l'homo oeconomicus » au domaine de la politique. Il présente la démocratie comme un marché et l'électeur comme un consommateur, rationnel et calculateur. Le choix politique est, sur le modèle d'un choix

---

<sup>13</sup> Lazarsfeld (Paul), Berelson (Bernard), Gaudet (Hazel), *The people's choice, op. cit.*, p. 145.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>15</sup> Campbell (Angus), Converse (Philip E.), Miller (E. Warren), Stokes (Donald E.), *The American Voter*, New York, Wiley and Sons, 1960.

<sup>16</sup> Voir Hyman (Herbert), *Political socialization. A study in the psychology of political behaviour*, Glencoe, The free Press, 1959 ; Greenstein (F.I.), *Children and Politics*, New Haven, Yale University Press, 1965 ; Hess (R.D.), Torney (J.), *The development of political attitudes in children*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967 ; Easton (D.), Dennis (J.), *Children in the Political System*, New York, McGraw-Hill, 1969.

<sup>17</sup> Hyman (Herbert), *Political socialization, op. cit.*, p. 85.

<sup>18</sup> Muxel (Anne), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

<sup>19</sup> Downs (Anthony), *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper, 1957 ; Downs (Anthony), « Théorie économique et théorie politique », *Revue française de science politique*, vol.11, 1961, p. 380-412.

économique, le fruit d'un calcul rationnel. Chaque électeur maximise ses préférences en fonction de son utilité<sup>20</sup>. En fait, « l'approche économique du vote développe l'idée que les attitudes acquises durant l'enfance sont toujours susceptibles de changer<sup>21</sup> ». Les critiques s'étendent particulièrement dans les années 1970, lorsque la notion de génération<sup>22</sup>, opposée à la famille<sup>23</sup>, s'impose<sup>24</sup>. Au regard des mouvements protestataires de la deuxième moitié des années 1960, les auteurs de *The changing American voter* jugent le paradigme de Michigan trop déterministe<sup>25</sup>. Dans cet ouvrage d'inspiration plus rationnelle, ils relèvent une crise des identifications partisans qu'illustrent, l'accroissement du nombre de ceux qui refusent de se déclarer Républicain ou Démocrate, la moindre efficacité de la transmission de l'héritage familial (les électeurs votent moins systématiquement comme leurs parents), et la plus faible corrélation entre l'appartenance sociale et les préférences partisans<sup>26</sup>. Deux principales explications à ces changements de comportements. D'une part, des facteurs démographiques, notamment le renouvellement des générations qui modifie le corps électoral. D'autre part, l'émergence de nouveaux enjeux (les « *issues* »<sup>27</sup>), plus proches de l'électeur, tels que la guerre du Vietnam, le Watergate, les droits civils, les conflits raciaux, ou le chômage. Les électeurs deviennent plus compétents et comprennent mieux les programmes et les *issues*<sup>28</sup>. Plusieurs auteurs, dont R. Inglehart<sup>29</sup>, interprètent alors cette hausse de la compétence comme

---

<sup>20</sup> En ce sens, voir Tullock (Gordon), *Le Marché politique. Analyse économique des processus politiques*, Paris, Economica, 1978.

<sup>21</sup> Ihl (Olivier), « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 125-144.

<sup>22</sup> Pour un ensemble de réflexions sur les générations : Crête (Jean), Favre (Pierre) (dir.), *Génération et politique*, Laval et Paris, Les presses de l'Université de Laval et Economica, 1989.

<sup>23</sup> Voir notamment Rosenmayr (Leopold), « Nouvelles orientations théoriques de la sociologie de la jeunesse », *Revue internationale des sciences sociales*, vol.24, n°2, 1972, p. 227-270.

<sup>24</sup> Sur ce point, voir l'exposé argumenté et critique de Vincent Tournier, *La politique en héritage ? Socialisation, famille et politique : bilan critique et analyse empirique*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Grenoble 2, 1997, p. 330-343.

<sup>25</sup> Nie (N.H.), Verba (S.), Petrocik (J.R.), *The changing American voter*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1976.

<sup>26</sup> Pour le cas français voir Lavau (Georges), « L'électeur devient-il individualiste ? », in Birnbaum (Pierre), Leca (Jean) (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, PFNSP, 1986, p. 301-329 ; Habert (Philippe), Lancelot (Alain), « L'émergence d'un nouvel électeur », in Habert (Philippe), Ysmal (Colette), *Élections législatives, 1988 : résultats, analyses et commentaires*, Paris, Le Figaro-Études politiques, juin 1988, p. 16-23.

<sup>27</sup> Pour une définition, cf. Grunberg (Gérard), « L'instabilité du comportement électoral », in Gaxie (Daniel) (dir.), *Explication du vote, un bilan des études électorales en France*, Paris, PFNSP, 1989, p. 418-446, p. 420.

<sup>28</sup> En ce sens voir également Himmelweit (H.T.), Humphreys (P.), Jaeger (M.), *How voters decide*, London, Academic Press, 1981.

<sup>29</sup> Inglehart (Ronald), *The Silent Revolution. Changing values and political styles among western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

une conséquence de l'extension de la scolarisation, l'accroissement du niveau culturel étant corrélatif d'une prise de distance avec l'héritage familial. Si de nombreuses limites sont ensuite formulées à l'égard du modèle du vote sur enjeux, notamment l'enquête *The Changing American Voter*<sup>30</sup> – l'étude de Nie, Verba, Petrocik repose sur une analyse secondaire des sondages du *Survey Research Center*, qui a plusieurs fois modifié la formulation des questions –, un élément attire notre attention : les limites de la reproduction des comportements familiaux laissent entrevoir d'autres vecteurs de socialisation politique<sup>31</sup>. Plus précisément, la scolarisation pourrait agir sur les pratiques politiques et les transformer.

Le niveau d'études constitue, certes, une variable décisive dans la plupart des études sur l'explication des comportements politiques, que ce soit par ses liens avec la position sociale ou parce qu'elle favorise une prise de distance avec l'héritage. Mais rares sont les recherches à s'être intéressées plus largement aux effets de la scolarisation. C'était pourtant une problématique centrale de la science politique naissante<sup>32</sup>. Au début du vingtième siècle, dans le *Tableau politique de la France de l'Ouest*, A. Siegfried interprète la fréquence des identifications à droite dans les écoles privées comme un moyen pour le clergé d'exercer son emprise sur les consciences<sup>33</sup>. P. Bois nuance ce constat plusieurs années après. Il préfère y voir un effet plutôt qu'une cause : « La présence des écoles religieuses est sans doute une cause, mais c'est encore plus sûrement un effet : elles sont installées dans les régions où elles sont sûres de trouver une clientèle<sup>34</sup> ». Par la suite, les études sur la socialisation politique traitent peu de l'action de l'école. Comme le précise V. Tournier<sup>35</sup>, H. Hyman oublie l'école,

---

<sup>30</sup> Sur ce débat, voir entre autres Gaxie (Daniel), « Mort et résurrection du paradigme de Michigan », *Revue française de science politique*, vol.32, n°2, 1982, p. 251-269 ; Blondiaux (Loïc), « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol.46, n°5, 1996, p. 753-791.

<sup>31</sup> Tournier (Vincent), « École publique, école privée, le clivage oublié. Le rôle des facteurs politiques et religieux dans le choix de l'école et les effets du contexte scolaire sur la socialisation politique des lycéens français », *Revue française de science politique*, vol.47, n°5, 1997, p. 560-588.

<sup>32</sup> Nous désignons au singulier la discipline scientifique qu'est la science politique, et au pluriel le cursus de sciences politiques effectuée dans les Instituts d'Études Politiques qui comporte, outre des enseignements de science politique, des enseignements de droit, d'économie, d'histoire, etc.

<sup>33</sup> Siegfried (André), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>ème</sup> République*, Paris, Armand Colin et PFNSP, 2<sup>ème</sup> éd., 1964 (1<sup>ère</sup> éd. 1913), p. 398-400. Sur ce point, même si ce n'est pas la même perspective que A. Siegfried, voir Déloye (Yves), *La citoyenneté au miroir de l'école républicaine et de ses contestations : politique et religion en France XIX-XXe siècle*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris I, 1991. Dans sa thèse, il relève une opposition entre une citoyenneté républicaine inculquée par l'école publique et un modèle de citoyenneté diffusé dans les écoles libres dans lequel prédomine le catholicocentrisme, avec une correspondance avec le clivage droite/gauche.

<sup>34</sup> Bois (Paul), *Paysans de l'Ouest : des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Le Mans, Imprimerie Maurice Vilaire, 1960, p. 109.

<sup>35</sup> Tournier (Vincent), « La politique en héritage ?... », Thèse citée.

F. Greenstein l'évoque à peine et, en France, A. Percheron, à qui l'on doit de nombreux travaux sur les enfants et les adolescents, ne s'y intéresse que sur les marges. C'est dans un article sur les « pouvoirs de l'école », qu'elle met en avant la formation technique sur les questions politiques qu'on y acquiert, sans toutefois développer son propos<sup>36</sup>. Elle reprend en fait une étude américaine des années 1970, selon laquelle la socialisation politique parentale demeure prépondérante sur celle des enseignants<sup>37</sup>. Les recherches américaines sur ce sujet sont effectivement plus nombreuses. Outre Jennings, Langton et Niemi, deux références un peu plus anciennes sont à relever. G. Almond et S. Verba, d'une part, signalent l'influence d'un enseignement explicite sur le sentiment de compétence politique<sup>38</sup>. R. Hess et J. Torney, d'autre part, évoquent le rôle de l'école sur l'acquisition de connaissances, le développement du sentiment de l'efficacité politique, le sens de l'engagement et de la responsabilité politique, et donc le développement de la vie civique<sup>39</sup>. C'est ainsi que D. Gaxie qui fait référence à ces derniers travaux ne néglige pas complètement les enseignements. Il souligne dans le *Cens caché* que : « L'école permet d'acquérir une disposition à s'intéresser aux problèmes politiques en même temps que les instruments intellectuels nécessaires à leur compréhension<sup>40</sup> ». Grâce à un enseignement plus axé sur « les savoirs nécessaires à l'acquisition d'une compétence politique », il serait possible de « compenser le handicap culturel de ceux qui ne peuvent se familiariser avec l'univers politique en dehors de l'école<sup>41</sup> ». Il faudrait que les enseignements assurent « une présentation systématique des forces politiques, de leur histoire, de leur organisation, de leur programme, de leurs prises de position sur les principaux enjeux, et surtout de leur idéologie<sup>42</sup> ». Mais ces aspects ne sont pas davantage explorés dans le cadre d'enquêtes approfondies. Même les recherches les plus récentes, à l'attention marquée pour les socialisations secondaires, les réseaux sociaux (familiaux, professionnels, amicaux, culturels, communautaires, confessionnels, associatifs,

---

<sup>36</sup> Percheron (Annick), « L'école en porte-à-faux. Réalités et limites des pouvoirs de l'école dans la socialisation politique », *Pouvoirs*, n°30, 1984, p. 15-29.

<sup>37</sup> Jennings (Kent), Langton (Kenneth), Niemi (Richard), « Effects of the High school civics curriculum », in Jennings (M.K.), Niemi (Richard) (ed.), *The Political Character of Adolescence: The Influence of Families and Schools*, Princeton, Princeton University Press, 1974, p. 181-206.

<sup>38</sup> Almond (Gabriel), Verba (Sidney), *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 370.

<sup>39</sup> Hess (Robert), Torney (Judith), *The development of political attitudes in children*, op. cit.

<sup>40</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit., p. 168.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 242.

syndicaux, etc.) et les aspects conjoncturels (situations de crise, de guerre, de mobilisation, etc.)<sup>43</sup>, ne traitent pas de l'influence de la scolarité.

En conséquence, les chercheurs se sont plus intéressés à la position sociale et à la famille qu'à l'école, et les rares travaux sur les liens entre politique et scolarisation restreignent l'influence de l'école à celle des enseignements politiques<sup>44</sup>. La thèse de V. Tournier fait un peu figure d'exception. À partir d'une enquête par questionnaire, il conclut à l'action du contexte scolaire sur les comportements politiques des lycéens, en mettant en avant le rôle du groupe des pairs<sup>45</sup>. On pourra toutefois regretter qu'il interroge peu la relation avec le capital scolaire et ce que peut représenter la scolarité pour des jeunes, c'est-à-dire un facteur d'ascension sociale, un vecteur de distance avec l'héritage. Questionnement pour lequel une enquête quantitative n'est pas, il est vrai, la plus appropriée.

Force est de constater qu'outre le peu d'intérêt pour les effets de la scolarisation sur la socialisation politique, ce sont les enfants et les adolescents qui ont le plus attiré l'attention des chercheurs. Les étudiants ont certes fait l'objet de quelques enquêtes qui portent surtout sur l'influence ou non du contexte d'études par le biais du type d'études. Toutefois, elles présentent certaines limites. S. Lipset, dans les années 1960, signale par exemple la plus grande proportion d'activistes au sein des filières de sciences humaines et sociales. Si le lien entre enseignements et politisation lui paraît évident, Y. Delsaut quelques années plus tard, avance une limite à cette interprétation en mettant en exergue les variations des propriétés sociales et scolaires des étudiants suivant les filières d'études, et les limites de la seule variable filière<sup>46</sup>. Cette enquête qui interpelle sur la nécessité de ne pas occulter l'origine sociale et le capital scolaire, y compris auprès d'un groupe en construction comme les étudiants, porte néanmoins davantage sur l'activisme et les revendications concernant l'Université que sur les identifications politiques et la politisation. Elle ne prend pas non plus en compte la socialisation politique au sein de la structure familiale, variable pourtant décisive. Plus proches dans le temps, deux enquêtes avant tout quantitatives sont consacrées

---

<sup>43</sup> Joignant (Alfredo), « La socialisation politique : stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », *Revue française de science politique*, vol.47, n°5, 1997, p. 535-559 ; le n°2-3 du volume 52 de la *Revue française de science politique* en 2002 « Dimensions de la socialisation politique », avec en particulier : Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique à l'aune des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 145-178 ; Ihl (Olivier), « Socialisation et événements politiques », art. cit.

<sup>44</sup> Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> Delsaut (Yvette), « Les opinions politiques dans le système des attitudes : les étudiants en lettres et la politique », *Revue française de sociologie*, XI, 1970, p. 45-65.

dans les années 1990 aux étudiants français<sup>47</sup>. Si les comptes-rendus de celles-ci valorisent le contexte scolaire – notamment la filière d'études –, leurs démonstrations respectives ne sont pas totalement convaincantes par rapport à son effet sur l'identité politique. D'une part, elles abordent peu les socialisations primaires dont on vient d'évoquer le poids décisif sur les comportements politiques : les variations suivant le lieu d'études ne sont-elles pas expliquées par des variables exogènes telles que l'origine sociale et/ou les pratiques politiques parentales ? D'autre part, elles ne permettent pas vraiment de comprendre le processus : si l'action du contexte scolaire il y a, comment se produit-elle, selon quelles logiques ?

Une limite plus générale à ces enquêtes est de ne pas prendre en compte la pluralité de l'expérience étudiante. On ne peut effectivement pas réduire cette dernière à la position scolaire. Certes la filière subsume un ensemble de propriétés socioculturelles et scolaires, et constitue une entrée possible pour interroger le contexte d'études<sup>48</sup>. Cependant, s'intéresser à la seule variable filière au moyen d'une enquête quantitative ne permet pas d'appréhender le rôle des acteurs présents en son sein, ni les représentations des étudiants sur leur position et leur parcours. Perspective *a priori* non dénuée d'intérêt dans un contexte de massification des effectifs, avec l'accès au supérieur d'étudiants primo entrants au sein de leur famille et peu dotés en capital culturel hérité, pour reprendre la terminologie de P. Bourdieu. Deux enquêtes sont néanmoins éclairantes. Celle de T. Newcomb, tout d'abord, au sein d'un *college* américain à la fin des années 1930<sup>49</sup>. L'auteur observe des changements d'attitudes politiques d'étudiantes – la population étant exclusivement féminine – qu'il explique par leur ajustement à la « communauté étudiante » formée des élèves et des enseignants<sup>50</sup>. Cette étude peu connue en France laisse entrevoir des pistes intéressantes. Elle se limite cependant à un groupe d'étudiantes d'un *college* américain avec ses caractéristiques propres (éloigné du reste de la ville, effectifs relativement restreints, etc.). Dès lors, peut-on retrouver des résultats proches dans un contexte différent ? Plus récente est l'enquête de Y. Bruneau, qui s'intéresse au processus de politisation frontiste d'un militant au regard de ses dispositions et de son

---

<sup>47</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique et la société », in Galland (Olivier) (dir.), *Le monde des étudiants*, Paris, PUF, 1995, p. 127-163 ; Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante, intégration, participation, mobilisation*, Paris, PUF, 1997.

<sup>48</sup> Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante et catégories scolaires de l'entendement lectoral », *Sociétés Contemporaines*, n°48, 2002, p. 87-107, p. 90.

<sup>49</sup> Newcomb (Theodore M.), *Personality and social change. Attitude Formation in a Student Community*, New York, Dryden Press, 1957 (1<sup>st</sup> ed. 1943).

<sup>50</sup> Pour une présentation des travaux de T. Newcomb, voir Baudelot (Christian), Leclercq (François) (dir.), *Les effets de l'éducation*, Rapport à l'intention du PIREF, Paris, La documentation Française, 2005, chapitre 14, p. 267-303.



expérience scolaire<sup>51</sup>. Il y étudie la trajectoire biographique de celui-ci, notamment deux étapes successives de sa trajectoire scolaire, l'une antérieure à l'obtention du baccalauréat, l'autre postérieure. L'accession au monde étudiant et les échecs scolaires de ce militant primo entrant dans le supérieur au sein de sa famille provoquent sa radicalisation. Des étapes scolaires et des changements de contexte d'études peuvent donc transformer les attitudes politiques. L'étrangeté du monde étudiant dû à la faiblesse du capital culturel hérité et plus largement à l'expérience scolaire, ainsi que la position en porte-à-faux avec l'arène étudiante sont des éléments explicatifs. Sont-ce les seuls à considérer ? D'autres étapes sont-elles significatives ? L'auteur fonde son étude sur la trajectoire d'un militant du Front national. Retrouve-t-on des résultats équivalents auprès d'autres militants ? Auprès de non militants ?

Les recherches à notre disposition laissent un ensemble d'angles morts. Elles ne permettent pas d'établir de manière satisfaisante l'action des études supérieures sur la socialisation politique, et de comprendre ce qui se joue et comment ça se joue. Elles n'interrogent pas davantage le rapport à la politique au regard de la réalité de l'enseignement supérieur en France suite aux différentes « explosions scolaires<sup>52</sup> ». Fréquenté par une frange non négligeable de la population (2 260 812 étudiants en France en 2003-2004), il accueille depuis plusieurs décennies des cohortes de jeunes adultes dans des proportions toujours plus élevées. La « massification » des effectifs s'est accompagnée d'une transformation des publics et de l'accès de « nouveaux étudiants<sup>53</sup> ». Pour résumer, on ne sait que peu de choses sur les effets et les limites, sur le rapport à la politique, du contexte d'études, du type d'études, des enseignants, des enseignements, du groupe des pairs, du déroulement de la scolarité, notamment la manière dont ils l'ont vécue et la vivent, à commencer par les étudiants issus de la « démocratisation scolaire »<sup>54</sup>. La socialisation politique au cours de l'expérience étudiante étant susceptible de déterminer de manière durable les pratiques politiques<sup>55</sup>, comprendre ce qui s'y joue présente un intérêt certain. Quel est l'impact du

---

<sup>51</sup> Bruneau (Yvan), « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, n°57, 2002, p. 183-211.

<sup>52</sup> Chauvel (Louis), *Le destin des générations*, Paris, PUF, 2002, 2<sup>ème</sup> éd. (1998).

<sup>53</sup> Erlich (Valérie), *Les nouveaux étudiants, un groupe social en mutation*, Paris, Armand Colin, 1998 ; Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire : les bacheliers technologiques en question », *Revue française de sociologie*, vol.41, n°4, 2000, p. 747-775 ; Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La découverte, 2002.

<sup>54</sup> Nous employons cette expression avec des guillemets dans l'ensemble du texte. La démocratisation de l'accès aux études supérieures ne signifie en aucun cas que les inégalités sociales ne persistent pas.

<sup>55</sup> Voir les travaux de T. Newcomb qui s'est intéressé à la permanence des changements dus à la communauté étudiante, sur les comportements ultérieurs, Newcomb (T.M.), Koenig (K.E.), Flacks (R.), Warwick (D.P.), *Persistence and Change: Bennington College and its Students after 25 Years*, New York, Wiley, 1967.

contexte d'études sur le rapport à la politique ? Comment se manifeste-il ? Dans quelle mesure les étudiants acquièrent-ils des schèmes d'interprétation des faits politiques, et quelle action ont-ils ? En quoi le déroulement de la scolarité intervient-t-il sur le rapport à la politique ? À quel degré, des événements scolaires modifient-ils les pratiques ? Sachant que la mobilité sociale influence les comportements et les attitudes politiques<sup>56</sup>, quel est le poids des variables de l'héritage ? Quelles sont leurs limites ? Dans quelles situations, les socialisations primaires sont-elles moins clivantes ? Comment rendre compte des différences avec les parents ? Au regard des situations en porte-à-faux que suscite l'enseignement supérieur<sup>57</sup> et des taux d'accès croissants à l'enseignement supérieur, comment interpréter les écarts par rapport aux parents ?

### **Une sociologie des carrières étudiantes : approche dispositionnaliste et interactionniste**

C'est en appréhendant les effets de l'expérience étudiante sur la socialisation politique que l'on peut répondre à ces questions. On considère ici que la socialisation politique, « jamais totale ni terminée<sup>58</sup> », est un processus en construction, consécutif des interactions entre l'individu et la société<sup>59</sup>, qui ne s'arrête pas avec le passage à l'âge adulte<sup>60</sup>. La définition de la socialisation proposée par C. Dubar semble appropriée : « Processus biographique d'incorporation des dispositions sociales issues non seulement de la famille et de la classe d'origine, mais de l'ensemble des systèmes d'action traversés par l'individu au cours de son existence. Elle implique certes une causalité historique de l'avant sur le présent, de l'histoire vécue sur les pratiques actuelles, mais cette causalité est probabiliste : elle exclut toute détermination mécanique<sup>61</sup> ». Si les étudiants ne sont pas des êtres sans passé<sup>62</sup>, la socialisation politique n'est pas seulement liée aux dispositions incorporées lors de l'enfance et l'adolescence, dont les effets porteraient dans tous les contextes traversés par les individus. Elle dépend aussi de la trajectoire biographique et des systèmes d'interaction dans lesquels se

---

<sup>56</sup> Barber (J. A.), *Social mobility and voting behavior*, Chicago, Rand McNally and Co, 1970.

<sup>57</sup> Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ?...*, *op. cit.*

<sup>58</sup> Pour reprendre à notre compte l'expression de : Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.

<sup>59</sup> Percheron (Annick), *L'univers politique des enfants*, Paris, Presses de la FNSP/Armand Colin, 1974, p. 25.

<sup>60</sup> Percheron (Annick), « La socialisation politique, défense et illustration », in Grawitz (Madeleine), Leca (Jean), *Traité de science politique*, Tome III, *op. cit.*, p. 166-235.

<sup>61</sup> Dubar (Claude), *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2004 (3<sup>e</sup> éd.) (1991), p. 77.

<sup>62</sup> Cf. Lahire (Bernard), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998, p. 3.

trouvent les acteurs, les pratiques étant susceptibles de produire et de transformer des perceptions et d'autres pratiques<sup>63</sup>. Elle se construit à partir d'un ensemble de dispositions plus ou moins activées en fonction des contextes d'action traversés<sup>64</sup>, des contacts et des interactions, des lieux fréquentés, ainsi que des connaissances, des compétences discursives, et des savoir-faire acquis. Les comportements politiques, l'identité politique et le rapport à la politique sont des indicateurs de la socialisation politique.

Pour interroger les effets de la période d'études sur celle-ci, le recours au concept de *carrière étudiante* semble heuristique. Le concept de carrière a été introduit par E. Hughes dans l'étude des professions, afin d'appréhender les étapes d'accès et d'exercice d'une profession comme une suite de changements non seulement objectifs mais aussi subjectifs<sup>65</sup>. Ce que résume H. Becker : « dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive<sup>66</sup> ». Appliqué à l'expérience étudiante, ce concept permet de considérer les études comme une somme d'étapes ou de séquences, de prendre en compte la dimension temporelle<sup>67</sup>, de porter une attention particulière aux processus de l'action, aux variations des contextes traversés – notamment d'études –, aux changements d'étapes au cours de la scolarité, de cerner les facteurs qui jouent à des moments différenciés des études, et de considérer le sens donné par les étudiants à leurs actions<sup>68</sup>. En même temps, son usage ne minimise pas les prédispositions des étudiants, leurs caractéristiques sociales et politiques familiales, à condition bien sûr de ne pas s'intéresser au seul passage à l'acte, et de situer à

---

<sup>63</sup> Pour le cas de la pratique humanitaire, voir Siméant (Johanna), « Un humanitaire « apolitique » ? », in Lagroye (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 163-196.

<sup>64</sup> Lahire (Bernard), *L'homme pluriel...*, *op. cit.*

<sup>65</sup> Hughes (Everett), *Men and Their Work*, New York, The Free Press of Glencoe, 1958.

<sup>66</sup> Becker (Howard S.), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (éd. originale : New York, The Free Press of Glencoe, 1963), p. 126.

<sup>67</sup> Hughes (Everett), *Men and Their Work*, *op. cit.* ; Becker (Howard), *Outsiders*, *op. cit.*

<sup>68</sup> Sur l'usage du concept de carrière pour étudier des pratiques politiques, voir notamment Dubar (Claude), *Socialisation politique et identités partisans : pistes de recherche*, in CURAPP, *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 227-236 ; Agrikoliansky (Éric), « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 27-46 ; Fillieule (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 199-217 ; Lafont (Valérie), « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 175-198.

quel moment, dans la trajectoire sociale et scolaire, interviennent les événements<sup>69</sup>. « La notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir<sup>70</sup> ».

Rendre compte des effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique, considérée comme un processus fruit de l'interaction entre une histoire individuelle et un contexte structurel<sup>71</sup>, consiste à s'intéresser au rapport à la politique des étudiants suivant leurs dispositions, leur position objective dans l'espace des institutions supérieures, l'importance de leur translation en son sein, la manière dont ils se représentent leur parcours et leur position, le contexte d'action tant au niveau scolaire (les acteurs qu'ils rencontrent) que personnel (événements, trajectoire biographique, etc.), ainsi que les changements d'étapes au cours de leurs études. En ce sens, nous entendons aborder le rôle de la *carrière étudiante* sur la socialisation politique à partir de quatre fils directeurs complémentaires : les dispositions héritées et scolaires, le contexte d'études, les étapes de la carrière étudiante, et les situations de promotion culturelle.

#### - **Dispositions héritées et scolaires**

Les étudiants ne sont pas des êtres sans passé<sup>72</sup>, nous l'avons déjà signalé. On peut dès lors appréhender la formation de dispositions au moyen de l'habitus, considéré comme générateur et organisateur de pratiques et de représentations politiques. Un « système de dispositions durables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes<sup>73</sup> ». Compte tenu des travaux précédemment évoqués, qui insistent sur le rôle de dispositions sociales telles que la position sociale et le capital culturel – pris le plus souvent en tant que niveau d'études –, il convient de circonscrire plus précisément l'habitus de classe des étudiants – composante de l'habitus –, produit de l'intériorisation des conditions

---

<sup>69</sup> Sur la nécessité de considérer le moment dans la trajectoire sociale où interviennent les engagements et les modifications dans les carrières militantes : Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales », in Collovald (Annie), Lechien (Marie-Hélène), Rozier (Sabine), Willemez (Laurent), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229.

<sup>70</sup> Fillieule (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », art. cit., p. 201.

<sup>71</sup> Voir Strauss (Anselm), *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan, textes réunis et présentés par Isabelle Baszanger, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. *Social Organization of medical work*, 1985).

<sup>72</sup> Sur la perspective dispositionnaliste, voir Lahire (Bernard), *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002.

<sup>73</sup> Bourdieu (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Minuit, 1972.

objectives, et du fait de leur jeune âge – mais pas seulement –, de l’inculcation et de l’apprentissage au cours de l’enfance et l’adolescence. L’habitus de classe renvoie à ce que J.-C. Kaufmann appelle la théorie 1 de l’habitus<sup>74</sup> qui privilégie l’étude des différences entre les groupes sociaux. Si P. Bourdieu relève des habitus de classe, c’est parce qu’il y a des « classe(s) de conditions d’existence et de conditionnements identiques ou semblables<sup>75</sup> ». Les personnes positionnées au sein d’un même groupe social présentent des probabilités plus élevées d’effectuer des expériences communes. L’étude de la position sociale des étudiants est particulière. Non définis par une activité professionnelle, ils ne se positionnent pas directement dans l’espace social. Dans un entre-deux entre la position de leurs parents et leur position future, ils ont toutefois été éduqués dans un contexte familial socialement situé, lié à la position sociale de leurs parents.

Les recherches sur la socialisation politique présentent également la famille comme agent de socialisation déterminant. Constat non contradictoire avec le rôle de la position sociale. Les comportements familiaux étant dépendants de la position sociale des parents, le lien entre le vecteur familial et la trajectoire sociale paraît évident. La prééminence de la classe sociale d’origine est communément admise<sup>76</sup>. Pour B. Bernstein, c’est la classe sociale qui détermine le plus profondément les formes de socialisation : « la structure des classes influence le travail et les rôles éducatifs, commande les rapports que les familles peuvent avoir les unes avec les autres, et façonne profondément l’expérience sociale primaire acquise dans la famille. Le système des classes influence profondément la distribution du savoir entre les membres d’une société. Il conditionne le sentiment que l’on peut agir sur le monde<sup>77</sup> ». La catégorisation des modèles d’éducation de P. Bourdieu dans l’article « Avenir de classe et causalité du probable »<sup>78</sup> se trouve dans une perspective assez proche. Dès lors, avec des pratiques politiques familiales produit de la trajectoire sociale, les étudiants les plus politisés sont issus des familles les plus politisées qui ont les dispositions sociales les plus favorables, c’est-à-dire un volume important de capital culturel.

Ce lien entre position sociale et politisation familiale est avéré. Cependant, on ne doit pas négliger la pluralité des modes de socialisation et des dispositions préalablement

---

<sup>74</sup> Kaufmann (Jean-Claude), *L’invention de soi. Une théorie de l’identité*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 59.

<sup>75</sup> Bourdieu (Pierre), *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 100.

<sup>76</sup> Percheron (Annick), *Socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 103.

<sup>77</sup> Bernstein (Basil), *Langage et classes sociales*, Paris, Minuit, 1975, p. 230.

<sup>78</sup> Bourdieu (Pierre), « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, vol.15, 1974, p. 3-42.

incorporées<sup>79</sup>. Plusieurs études mettent en valeur une indépendance relative de la variable familiale par rapport aux propriétés socioculturelles. F. de Singly par exemple montre que les lectures des étudiants dépendent davantage des pratiques des parents que de l'origine sociale et du niveau de diplôme des parents<sup>80</sup>. Concernant la socialisation politique, A. Percheron observe des mécanismes de structuration des normes et des pratiques domestiques et éducatives des parents, ainsi que des processus de transmission des valeurs et attitudes entre parents et enfants<sup>81</sup>. Et comme le souligne J. Lagroye : « les conceptions politiques peuvent introduire une différence entre des familles appartenant pourtant aux groupes sociaux favorisés selon que les débats y sont considérés comme légitimes ou illégitimes<sup>82</sup> ». S'intéresser au rapport à la politique des étudiants nécessite de ne pas réduire l'influence de la structure familiale au positionnement dans l'espace social des parents.

Ceci étant, la socialisation politique des étudiants ne s'explique pas uniquement par les variables de l'héritage, que ce soit le capital culturel des parents (le capital culturel hérité) ou le rapport à la politique de ces derniers. B. Lahire établit effectivement que la transmission du capital culturel n'est pas automatique, mais fonction du contexte familial : « Les personnes qui ont les dispositions culturelles susceptibles d'aider l'enfant et, plus généralement, de le socialiser dans un sens scolairement harmonieux, n'ont pas toujours le temps ou les occasions de véritablement produire des effets de socialisation. Ils ne parviennent pas toujours à construire les dispositifs familiaux qui permettraient de « transmettre » certains de leurs savoirs<sup>83</sup> ». Tout laisse à penser que la transmission d'un héritage politique au sein de la structure familiale ne va pas toujours de soi. En d'autres termes, tous les étudiants avec des parents politisés ne sont pas forcément politisés. Il paraît également probable que tous les étudiants politisés n'ont pas des parents politisés, et par extension que l'inculcation et l'assimilation ne s'arrêtent pas à l'enfance. Pour cela, il est nécessaire de ne pas se focaliser sur les seuls variables de l'héritage, notamment sur la dimension héritée du capital culturel des étudiants. Au cours de leur scolarité, les étudiants construisent leur position sociale à

---

<sup>79</sup> Passeron (Jean-Claude), Singly (François de), « Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle », *Revue française de science politique*, vol.34, n°1, 1984, p. 48-73 ; Lahire (Bernard), *L'homme pluriel*, *op. cit.*

<sup>80</sup> Singly (François de), « Savoir hériter : la transmission du goût de la lecture chez les étudiants », in Fraisse (Emmanuel) (dir.), *Les étudiants et la lecture*, Paris, PUF, 1993, p. 49-71.

<sup>81</sup> Percheron (Annick), « Le domestique et le politique », *Revue française de science politique*, vol.35, n°5, 1985, p. 840-891.

<sup>82</sup> Lagroye (Jacques), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 1993, p. 375-376.

<sup>83</sup> Lahire (Bernard), *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1995, p. 274.

venir, et développent leur capital culturel, dont le capital scolaire est une composante. Le niveau d'études relativement proche entre les étudiants doit justement permettre d'approfondir la connaissance des effets du capital culturel sur le rapport à la politique, d'autant que le capital culturel ne se réduit pas au capital scolaire, qui ne se réduit pas au niveau d'études.

En conséquence, au regard des recherches existantes, toute étude sur la socialisation politique doit dans un premier temps rendre compte de l'influence des variables de l'héritage sur la socialisation politique, et questionner leur poids respectif sans se limiter à la position sociale héritée – dont la profession et le niveau de diplôme des parents sont des indicateurs. Dans un deuxième temps, il s'agit de discuter des limites d'une explication qui se baserait sur les seules socialisations primaires. La compréhension des pratiques politiques nécessite d'ouvrir l'analyse aux dispositions culturelles et scolaires acquises tout au long de la scolarité, lors des études supérieures mais aussi avant.

#### - Effets du contexte d'études

Deuxième piste de recherche, les effets du contexte d'études. Une recherche sur la socialisation politique ne peut pas négliger les contextes d'action par rapport à deux dimensions au moins. D'une part, les dispositions préalablement incorporées ne sont pas automatiquement activées. Elles sont « sous condition »<sup>84</sup>. Elles dépendent du contexte d'action. D'autre part, si le contexte d'action active les dispositions, il peut aussi favoriser l'acquisition de dispositions. Il est en effet possible d'appréhender « les structures sociales » avec une double dimension : le structurel est toujours à la fois contraignant et habilitant<sup>85</sup>. C'est là s'intéresser à la deuxième dimension de l'habitus<sup>86</sup>, qui fait référence à des sous-univers sociaux structurant des habitus spécifiques<sup>87</sup>.

Comme le précise F. Dubet : « Ce n'est céder à aucun idéalisme et à aucun romantisme scolaire que de considérer qu'un élève est aussi un sujet confronté à des connaissances, à des modèles culturels, et que son travail proprement intellectuel est aussi une forme de subjectivation, d'appropriation personnelle d'une culture<sup>88</sup> ». Les étudiants sont, de

---

<sup>84</sup> Cf. Lahire (Bernard), *L'homme pluriel...*, *op. cit.*, p. 63 et s., notamment la métaphore du sucre, p. 64-65.

<sup>85</sup> Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, trad. franç., Paris, PUF, 1987 (1<sup>ère</sup> éd. 1984).

<sup>86</sup> Kaufmann (Jean-Claude), *L'invention de soi...*, *op. cit.*

<sup>87</sup> Cf. par exemple l'acquisition du capital militant : Matonti (Frédérique), Poupeau (Franck), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 5-11.

<sup>88</sup> Dubet (François), « Pour une conception dialogique de l'individu », *EspacesTemps.net*, 2005.

fait, confrontés à l'organisation scolaire et pédagogique<sup>89</sup>, au contenu des enseignements<sup>90</sup>, mais aussi aux interactions avec les acteurs universitaires<sup>91</sup>, enseignants et groupes des pairs dont l'influence à ces âges là n'est pas négligeable<sup>92</sup>. Les contextes scolaires, composés d'élèves, d'enseignants et d'enseignements, sont des univers de socialisation dans lesquels les étudiants acquièrent des connaissances, endossent des rôles, développent des manières de faire, d'être et de penser. En lien avec un apprentissage des rôles, on peut évoquer un « métier » pour désigner l'ensemble des pratiques, savoir-faire, savoir-être, croyances, codes et compétences caractéristiques des contextes d'études<sup>93</sup>. À leur entrée dans le supérieur, les étudiants découvrent en situation, dans les interactions qu'ils ont avec les élèves et les enseignants, la signification des règles (dites et non dites) et le fonctionnement de l'institution<sup>94</sup>. Ils doivent s'adapter à de nouveaux réseaux sociaux, en essayant de réduire l'écart par rapport au groupe de référence (le groupe des pairs) et d'ajuster leurs comportements à celui-ci. L'affiliation à la communauté étudiante repose sur la familiarisation avec les conduites, les routines et les allants de soi de l'enseignement supérieur<sup>95</sup>. Les étudiants développent des compétences qui leur permettent d'agir dans cet univers<sup>96</sup>. Ils procèdent par mimétisme en observant les réactions des autres quant à leurs manières de faire et d'agir. Autant d'éléments qui leur indiquent, tel un apprentissage réciproque, les conduites à tenir. Pour réussir à l'Université, il faut montrer sa compétence d'étudiant, en ayant appris à manipuler la praticalité des règles fondatrices du travail universitaire : un étudiant fait reconnaître sa compétence en exhibant socialement qu'il est

---

<sup>89</sup> Sur la socialisation silencieuse, voir Lahire (Bernard), *L'homme pluriel*, *op. cit.*

<sup>90</sup> L'étude des aspects socialisateurs de l'espace universitaire au regard des transformations qui l'affectent l'illustre, cf. Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ?...*, *op. cit.* Sur le rapport aux savoirs, l'effet du passé scolaire ou du contexte scolaire, voir le n°48 de *Sociétés Contemporaines* : « La construction sociale des savoirs étudiants », 2002.

<sup>91</sup> Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant. L'entrée dans la vie universitaire*, Paris, PUF, 1997.

<sup>92</sup> Galland (Olivier), « Socialisation et entrée dans la vie adulte », in Lambert (Yves), Michelat (Guy), *Crépuscule des religions chez les jeunes ?*, Paris, L'Harmattan, 1992, p.23-33.

<sup>93</sup> Si Alain Coulon conceptualise une approche du métier d'étudiant, notre définition doit beaucoup à la problématique du métier politique, voir Lagroye (Jacques), « Être du métier », *Politix*, n°28, 1994, p. 5-15 ; « On ne subit pas son rôle », *Politix*, n°38, 1997, p. 7-17.

<sup>94</sup> Voir Mehan (Hugh), *Learning Lessons*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979.

<sup>95</sup> Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant*, *op. cit.*

<sup>96</sup> Pour le parallèle, voir Felouzis (Georges), *La condition étudiante. Sociologie des étudiants et de l'université*, Paris, PUF, 2001, p. 27.



devenu membre<sup>97</sup>, c'est-à-dire qu'il catégorise désormais le monde de la même façon que la « communauté universitaire » (*cf. collectivity membership*<sup>98</sup>)<sup>99</sup>.

L'approche du métier d'étudiant telle qu'envisagée par A. Coulon présente plusieurs limites. Outre le fait qu'il néglige le passé des acteurs qui permet pourtant de comprendre les représentations à l'entrée dans le supérieur et l'espace des possibles, il ne prend pas en compte les variations entre les contextes d'études. Accompagnant la croissance des effectifs, depuis les années 1960, les filières d'études se sont multipliées (création de STS, IUT, MST, MSG, DESS, etc.). L'espace des études supérieures, qui regroupe une multitude de contextes, est hétérogène en termes de recrutement social (âge, origine sociale, sexe) et scolaire (passé scolaire, mention au bac, etc.), de la durée des études (filières courtes ou longues), du type d'études (techniques, scientifiques, littéraires, etc.), du type d'activités (connaissances, nombre d'heures de cours, rapport au savoir, etc.), et du devenir professionnel<sup>100</sup>. Chaque contexte d'études a ses codes, routines, pratiques et usages qui pèsent sur les comportements des acteurs qui y évoluent. Les connaissances et les compétences acquises y sont variées. Compte tenu de ces différences, le métier d'étudiant ne peut être exactement le même en physique ou en sociologie par exemple. En fait, dans la routine de leurs activités pratiques quotidiennes, les étudiants s'adaptent à leur environnement scolaire et à la communauté des élèves de leur filière – ou tout du moins d'une partie –, afin de pouvoir y évoluer et en devenir membre. Et si la politique n'est pas *a priori* centrale dans les contextes d'études, il convient de ne pas préjuger de son absence dans tous les enseignements et toutes les discussions, et d'étudier les variations en son sein. V. Tournier, dans sa comparaison entre des lycées du public et du privé, valorise l'intervention du groupe des pairs sur la socialisation politique<sup>101</sup>. Nous avons évoqué les travaux de T. Newcomb. On connaît également l'effet du

---

<sup>97</sup> Par définition, un membre est « une personne dotée d'un ensemble de procédures, de méthodes, d'activités, de savoir-faire, qui la rendent capable d'inventer des dispositifs d'adaptation pour donner sens au monde qui l'entoure », Coulon (Alain), *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF, QSJ n°2393, 1996 (1<sup>ère</sup> éd. 1987), p. 44-45.

<sup>98</sup> Sur la notion de « *collectivity membership* », voir Parsons (Talcott), *Eléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon, 1955 ; Garfinkel (H.), Sachs (H.), « On Formal Structures of Practical Action », in McKinney (J.C.), Tiryakian (E.A.) (eds.), *Theoretical Sociology : Perspectives and Developments*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1970, p. 337-366.

<sup>99</sup> Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant*, *op. cit.*

<sup>100</sup> Voir Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, Paris, La documentation française, Cahiers de l'OVE n°2, 1997 ; Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vue des étudiants, enquête OVE*, Paris, PUF, 2000. Sur les étudiants en médecine et en sociologie, voir Millet (Mathias), *Les étudiants et le travail universitaire*, Lyon, PUL, 2003.

<sup>101</sup> Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée.

type d'études sur les lectures, notamment la lecture de quotidiens<sup>102</sup>, pratique qui se rapporte au suivi de l'actualité et à une forme de participation politique.

Si différentes recherches mentionnent le caractère décisif du niveau d'études sur le rapport à la politique, nous supposons que le type et le lieu d'études le sont aussi. Le contexte scolaire n'est pas homogène. Les filières d'études constituent autant de sous-univers sociaux où le rapport à la politique semble varier. On peut, à partir de là, mettre l'accent sur l'activation et l'acquisition différentielle de dispositions politiques suivant le contexte d'études et le métier d'étudiant en son sein, ainsi que sur la participation des enseignements, des enseignants, et du groupe des pairs, à la construction du rapport à la politique. L'effet des enseignements renseigne sur le processus de double herméneutique, processus récursif par lequel « les métalangages qu'inventent les scientifiques des sciences sociales » pour rendre raison du « monde social tel que le constituent les acteurs ordinaires » fait retour dans celui-ci<sup>103</sup>. C'est aussi en tant que lieu d'acquisition de connaissances, savoir-faire, compétences, et dispositions que le contexte d'études peut intervenir dans la construction de l'identité politique.

#### - **Effets des changements d'étapes de la carrière étudiante**

Entrée dans le supérieur, choix d'une filière, passage dans l'année supérieure, échecs, réorientations, rencontres, insertion dans un groupe, modification du cadre amical, changements de configuration scolaire et sociale, ruptures, forment un ensemble d'événements qui correspondent à des changements – plus ou moins importants – de séquences ou d'étapes dans les carrières étudiantes. Ces changements doivent être situés par rapport à la trajectoire scolaire et sociale<sup>104</sup>. Les échecs, par exemple, sont des changements d'étapes parmi les plus marquants parce qu'ils remettent en cause les projets professionnels. Les étudiants sont toujours plus nombreux à accéder à l'enseignement supérieur, mais tous ne peuvent pas obtenir les plus hauts diplômes, tous ne peuvent pas intégrer les filières les plus prestigieuses. Les échecs suivis d'abandons ou de réorientations dans des filières d'études moins prestigieuses symbolisent un éloignement des parcours universitaires les plus légitimes,

---

<sup>102</sup> Lahire (Bernard), « Conditions d'études, manières d'étudier et pratiques culturelles », in Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vue...*, op. cit., p. 241-381.

<sup>103</sup> Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, op. cit., p. 43 et s.

<sup>104</sup> Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales », art. cit.

et une relégation dans les classements scolaires<sup>105</sup>. Les étudiants en situation d'échec, ou dans l'impossibilité d'entrer dans les formations souhaitées, doivent renoncer à leurs projets initiaux, et réajuster à la baisse leurs ambitions. L'éloignement de la position scolaire envisagée correspond à un éloignement de la position sociale envisagée. Les échecs au cours des études peuvent alors se rapporter à un déclassement objectif, pour les étudiants issus des catégories supérieures de l'espace social qui ont des difficultés à reproduire la position parentale, et à un déclassement subjectif, pour ceux qui ont investi dans leurs études et en attendaient davantage.

Les étapes des carrières étudiantes, plus ou moins durement vécues<sup>106</sup>, sont décisives dans la construction identitaire. Sachant que les étudiants construisent leur avenir au cours de leurs études supérieures et que l'activité scolaire est une dimension constitutive de l'identité<sup>107</sup>, les étapes de la carrière étudiante suscitent plus ou moins des questionnements, des pertes de repères, des crises identitaires, et des réorganisations identitaires<sup>108</sup>. L'approche sociologique des crises identitaires « consiste à comprendre en quoi ces crises résultent de chocs biographiques liés à des processus sociaux et en quoi elles impliquent, en même temps que des difficultés matérielles une mise en cause, plus ou moins radicale, d'un « modèle identitaire », d'un système de croyances (sur soi, les autres, le monde) socialement construit, notamment de définitions (images, estime...) de soi devenues intenable pour les autres<sup>109</sup> ». Lors de ces moments particuliers que constituent les « rectifications du cours de l'existence », les étudiants tentent de répondre aux questions : « Qui suis-je, et qui serai-je dans l'avenir, quel est le sens de ma vie ? »<sup>110</sup>. Ils s'interrogent sur leur identité, et les crises identitaires favorisent des quêtes identitaires<sup>111</sup> : « c'est bien parce qu'il y a « crise », mise en flottement des repères de définition de soi, que se développe avec tant de vigueur la quête identitaire<sup>112</sup> ».

---

<sup>105</sup> Sur la structure de l'espace des institutions d'enseignement supérieur, voir Bourdieu (Pierre), *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984 ; Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

<sup>106</sup> Cf. Felouzis (Georges), *La condition étudiante...*, *op. cit.*

<sup>107</sup> Si l'activité étudiante n'est pas une activité salariée, le parallèle semble possible. Sur l'activité salariée constitutive de l'identité, voir Hughes (Everett), *Men and Their Work*, *op. cit.* ; Dubar (Claude), *La socialisation*, *op. cit.*

<sup>108</sup> Sur la réorganisation identitaire, voir Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité : l'exemple de l'entrée en couple », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XCVII, 1994, p. 301-328.

<sup>109</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités*, *op. cit.*, p. 170.

<sup>110</sup> Pour reprendre le raisonnement de : Kaufmann (Jean-Claude), *L'invention de soi...*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>111</sup> Erikson (Erik), *Adolescence et crise. La quête de l'identité*, Paris, Flammarion, 1972 (1<sup>ère</sup> éd. 1968).

<sup>112</sup> Kaufmann (Jean-Claude), *L'invention de soi...*, *op. cit.*, p. 31.

À l'instar de l'entrée en couple, les échecs mais aussi les entrées à l'Université, dans un nouveau cycle d'études, ou une nouvelle institution scolaire représentent, à des degrés variables, des exemples de « réorganisation du patrimoine identitaire incorporé, la force nominale et la transformation du contexte de socialisation conduisant la personne à opérer des choix de mise en sommeil de certains schémas, de réactivation voire d'invention d'autres schémas<sup>113</sup> ». Ainsi, « le processus de réorganisation identitaire s'inscrit dans un jeu complexe entre contraintes de l'interaction présente et passé social (contradictoire) individuellement incorporé<sup>114</sup> ». Ce processus peut concerner l'identité politique. Comme le note J. Lagroye, « Un changement dans ses conditions de vie (ou l'espérance entretenue d'une possibilité de changement), la rencontre de partenaires différents, l'expérience d'un échec, la découverte de comportements insoupçonnés à l'occasion d'événements imprévisibles, peuvent dès lors contraindre l'individu à *ajuster ses croyances et à modifier ses attitudes*, à réinterpréter son passé, voire à revêtir « une identité autre que celle qui a été déterminée objectivement et intériorisée auparavant au cours de la socialisation primaire<sup>115</sup> »<sup>116</sup> ». La radicalisation du militant FN présentée par Y. Bruneaux<sup>117</sup> est en ce sens une conséquence d'un changement d'étape de la carrière étudiante et d'une incapacité à réaliser son projet d'ascension sociale.

La carrière étudiante est faite de nombreuses étapes qu'il s'agit de situer par rapport à la trajectoire sociale et scolaire. Les changements d'étapes et les prises de rôle au cours de la carrière sont susceptibles d'amorcer une réorganisation identitaire, notamment de l'identité politique. On peut en ce sens envisager des effets des changements d'étapes de la carrière étudiante sur les comportements politiques.

#### - Effets des situations de promotion culturelle

L'accroissement de la scolarisation depuis plusieurs décennies cristallise toujours plus les attentions que ce soit par rapport aux succès ou aux échecs<sup>118</sup>. La multiplication des diplômes et des filières<sup>119</sup> a entraîné un brouillage de la valeur des propriétés scolaires<sup>120</sup>. Les

---

<sup>113</sup> Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité... », art. cit., p. 308.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 308.

<sup>115</sup> Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, op. cit., p. 233.

<sup>116</sup> Lagroye (Jacques), *Sociologie politique*, op. cit., p. 380.

<sup>117</sup> Bruneau (Yvan), « Un mode d'engagement singulier au Front national... », art. cit.

<sup>118</sup> Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ?...*, op. cit.

<sup>119</sup> Pour une réflexion sur l'inflation des diplômes, voir Passeron (Jean-Claude), « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. XXIII, n°4, 1982, p. 551-583.

familles ont petit à petit intériorisé le rôle de plus en plus déterminant des diplômes les plus élevés dans l'insertion sur le marché de l'emploi, y compris les familles ouvrières au sein desquelles « un modèle de prolongation maximale des cursus scolaires [...] tend à s'imposer<sup>121</sup> ». Dès lors, on remarque « une redéfinition des rapports entre les générations, [...] le développement d'un modèle étudiantin de la jeunesse ouvrière et le vieillissement précoce des parents ouvriers par la distance culturelle qui les éloigne de leurs enfants<sup>122</sup> ». Si l'accès massif des élèves aux filières générales représente, en France, une des illustrations majeures des crises identitaires<sup>123</sup>, le questionnement peut être étendu aux études supérieures. L'accroissement de la scolarisation contraint de plus en plus de jeunes peu dotés en capital culturel hérité à s'adapter à l'enseignement supérieur<sup>124</sup>. Dans un contexte de « démocratisation » de l'accès au supérieur<sup>125</sup>, d'exposition prolongée au système scolaire et d'intensification de la concurrence en son sein, cet entre-deux entre socialisations primaires et position envisagée interroge le rapport aux socialisations primaires.

Les étudiants ne sont déjà plus ce qu'ils étaient, mais ne sont pas encore ce qu'ils seront. Cette transition entre la position des parents et leur position future, c'est-à-dire entre l'adolescence et l'accès complet au statut d'adulte<sup>126</sup>, s'apparente à une phase « d'apesanteur sociale » ou de « *no man's land* social<sup>127</sup> », et correspond à une réflexion sur l'avenir professionnel et la place qui en découle dans la société. Les études suscitent des rêves et une certaine indétermination. Elles induisent également des changements de contextes sociaux –

---

<sup>120</sup> Voir Bourdieu (Pierre), Champagne (Patrick), « Les exclus de l'intérieur », in Bourdieu (Pierre) (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 597-603.

<sup>121</sup> Poullaouec (Tristan), « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *Économie et statistique*, n°371, 2004, p. 3-22, p. 15. Il précise que : « Les parents se sont adaptés aux transformations de l'institution scolaire d'une part (les ouvriers ont pris au sérieux l'idéologie méritocratique de l'école unique) et du marché de l'emploi d'autre part (les ouvriers n'ignorent pas le rôle de plus en plus déterminant des titres scolaires dans les recrutements professionnels). »

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>123</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités*, Paris, PUF, 2000, p. 183.

<sup>124</sup> Le processus inverse est également valable puisque l'enseignement supérieur s'adapte de plus en plus aux nouveaux étudiants, voir en ce sens Soulié (Charles), « L'adaptation aux « nouveaux publics » de l'enseignement supérieur : auto-analyse d'une pratique d'enseignement magistral en sociologie », *Sociétés contemporaines*, n°48, 2002, p. 11-40.

<sup>125</sup> Pour une réflexion critique sur la « démocratisation » des études supérieures, Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire... », art. cit.

<sup>126</sup> Grignon (Claude), Gruel (Louis), « L'étudiant moyen n'existe pas », *Informations sociales*, n°99, 2002, p. 4-13.

<sup>127</sup> Bourdieu (Pierre), « La jeunesse n'est qu'un mot », in *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, p. 95-112.

tels que le départ du domicile parental –, et une prise d'autonomie avec la famille<sup>128</sup>. Elles constituent surtout un facteur de promotion, une sorte de référentiel de transformation sociale. Le rapport aux socialisations primaires se pose plus précisément pour les étudiants en promotion culturelle, c'est-à-dire ceux qui accèdent à un niveau de diplôme supérieur à leurs parents, à commencer par les primo-entrants dans le supérieur au sein de leur famille<sup>129</sup>. « Le fait de poursuivre des études supérieures conduit à anticiper un mode de vie qui peut se révéler éloigné de celui adopté par les parents<sup>130</sup>. »

La position en porte-à-faux générée par la situation scolaire peut s'accompagner d'une modification de la perception du monde, susceptible de représenter une « infidélité de l'enfant » à ses parents<sup>131</sup>. L'ascension sociale et culturelle suppose au départ une « allocation de rôle<sup>132</sup> », et les trajectoires promotionnelles sont marquées par la coupure entre l'individu et sa famille : « le boursier se dirige vers le monde des « autres »<sup>133</sup> ». Les personnes en promotion connaissent ainsi une tension entre leur identité héritée et leur identité acquise au cours du cursus scolaire<sup>134</sup>. Corrélatrice de l'acquisition de connaissances et de contacts avec d'autres jeunes, les situations de promotion culturelle<sup>135</sup> offrent des conditions favorables à une socialisation secondaire qui ne reproduise pas les mécanismes de la socialisation primaire<sup>136</sup>. Il s'agit en cela d'un « dispositif de médiation » entre l'ancien soi et le nouveau soi-même, un « appareil de conversation » et la rencontre d'un Autrui significatif capable de reconnaître la nouvelle identité « latente »<sup>137</sup>. Par les études supérieures, les étudiants se trouvent plus ou moins dans « des situations hétérogènes, concurrentes et parfois même en contradiction les unes avec les autres du point de vue des principes de socialisation qu'elles

---

<sup>128</sup> Sur ce point voir Cicchelli (Vincenzo), *La construction de l'autonomie. Parents et jeunes adultes face aux études*, Paris, PUF, 2001.

<sup>129</sup> Par l'acquisition d'un capital scolaire, ces étudiants ont le sentiment de réaliser une promotion sociale, perception subjective mais pas forcément objective en raison de la dévaluation des diplômes. Sur ces questions : Bourdieu (Pierre), *Questions de sociologie, op. cit.* ; Lacroix (Bernard), *L'utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 1981.

<sup>130</sup> Galland (Olivier), Oberti (Marco), *Les étudiants*, Paris, La Découverte, 1996, p. 63.

<sup>131</sup> Singly (François de), *Fortune et infortune de la femme mariée*, Paris, PUF, 1987, p. 180.

<sup>132</sup> Stouffer (S.), Suchman (E.), De Vinney (L.), Star (S.), Williams Jr. (R.), *The American Soldier*, Princeton, Princeton University Press, 1949.

<sup>133</sup> Hoggart (Richard), *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970, p. 350.

<sup>134</sup> En ce sens, voir Ernaux (Annie), *Les armoires vides*, Paris, Gallimard, 1974 ; Ernaux (Annie), *La place*, Paris, Gallimard, 1984.

<sup>135</sup> Sur ce point, voir Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan, 1992.

<sup>136</sup> Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale..., op. cit.*

<sup>137</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités, op. cit.*, p. 172.

développent<sup>138</sup> ». Et ce sont les « multiples occasions de désajustement, de découplage » entre ce que les acteurs ont incorporé et ce que les situations exigent d'eux qui créent des situations de crise<sup>139</sup>, favorables à l'effet de socialisations secondaires et d'éléments propres au contexte d'action. En tant que changement de sphère d'activité, la scolarisation est un vecteur possible de transformation, de crise et de réorganisation identitaire, qui, là aussi, peut concerner l'identité politique. J. Lagroye indique en ce sens : « on ne peut pas écarter l'hypothèse que l'école soit à l'origine de mainte rupture avec les préférences politiques des parents, ne serait ce que par les attentes de promotion sociale (ou les craintes de régression) qu'elle peut faire naître chez les adolescents ; ces attentes ou ces craintes peuvent en effet inciter un individu à rompre avec l'univers de signification que son origine sociale impliquait, et donc avec les choix politiques qui s'y rapportent<sup>140</sup> ».

Dans un contexte de « démocratisation » de l'accès à l'enseignement supérieur qui génère un accroissement des situations de crises identitaires, cette thèse souhaite mettre l'accent sur leurs effets sur la réorganisation des identités politiques et sur les pratiques politiques. La promotion culturelle induite par les études supérieures suscite des crises identitaires ainsi que des changements de pratiques et d'identifications politiques.

Ces quatre fils directeurs doivent nous permettre de montrer que la carrière étudiante détermine la socialisation politique. Cette dernière s'est dans un premier temps effectuée lors de l'enfance et l'adolescence. Cette socialisation primaire conserve un poids explicatif important sur les attitudes et les pratiques politiques lors des études. Si la position sociale des parents (le capital culturel hérité notamment) est décisive, les comportements politiques parentaux ont une influence privilégiée. Toutefois, l'explication des pratiques politiques nécessite d'ouvrir l'analyse à d'autres éléments relatifs à la scolarité. Les contextes d'études traversés, les placements et déplacements au cours de la carrière étudiante, ainsi que les étapes qui jalonnent son déroulement influencent l'activation et l'acquisition de dispositions politiques. Les dispositions s'actualisent tout d'abord en fonction du capital culturel des étudiants, notamment de leur capital scolaire. Toutefois, si le niveau d'études est décisif sur le rapport à la politique, le type et le lieu d'études ne le sont pas moins. Les filières d'études constituent autant de sous-univers sociaux où le rapport à la politique varie. Les

---

<sup>138</sup> Lahire (Bernard), *L'homme pluriel*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>139</sup> Lahire (Bernard), « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », in Lahire (Bernard) (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu, dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 1999, p. 121-152, p. 150.

<sup>140</sup> Lagroye (Jacques), *Sociologie politique*, *op. cit.*, p. 379.

enseignements, les enseignants, et le groupe des pairs ont une action sur le rapport à la politique et différentes prises de rôle. Suivant ce que représente la politique en son sein, le contexte d'études favorise l'activation ou la mise en veille de dispositions. C'est aussi en tant que lieu d'acquisition de connaissances, de savoir-faire, de compétences, et de dispositions que le contexte d'études est susceptible de provoquer des changements de comportements politiques. Les dispositions s'ajustent également en fonction des étapes de la carrière étudiante. Les variations de contexte et de configuration scolaire et sociale, ainsi que les ruptures au cours des études, les positions en porte-à-faux et les échecs constituent des vecteurs de changements de comportements politiques. La carrière étudiante a d'autant plus de chances d'influer qu'elle est décisive sur les parcours. Les situations de crise identitaire et de promotion culturelle que suscitent les études supérieures expliquent fréquemment les modifications. Les conflits d'identité politique et les « ruptures d'identification » avec l'identité héritée, corrélatifs de situations de promotion culturelle, favorisent l'acquisition de dispositions au changement par rapport à l'héritage, une prise d'autonomie, l'adaptation à la communauté étudiante et au groupe d'arrivée. Les situations de promotion culturelle que génère la « démocratisation » de l'enseignement supérieur créent des conditions d'instabilité de l'identité politique. Ainsi, les étudiants les plus prompts aux changements de pratiques sont ceux en crise identitaire, scolarisés dans un contexte où la politique a du sens, et pour lesquels la politique est constitutive de leur identité.

### **Une pluralité de méthodes**

Nous avons pris le parti de rendre compte de l'effet de la carrière étudiante sur la socialisation politique en menant des enquêtes auprès d'étudiants en cours d'études sur trois types de comportements politiques : la politisation, l'orientation politique, et le militantisme. Le problème à traiter était de saisir les effets des carrières étudiantes. Afin de cerner la pluralité des situations, cette recherche repose sur une synergie de méthodes (questionnaires, entretiens, observations ethnographiques et expériences directes), regroupées en deux types d'approches : l'une quantitative, l'autre plus qualitative.



## - Des enquêtes par questionnaires

Le recours à l'inférence statistique visait à mettre en évidence les variations des comportements politiques des étudiants et les facteurs qui les déterminent. Concernant cet objet, recueillir ses propres données était nécessaire<sup>141</sup>. Trois questionnaires ont été construits. Leur élaboration s'est faite à chaque fois après une pré-enquête (avec entretiens exploratoires et tests de pré-questionnaires), dans un souci de clarté et de concision, afin d'éviter de trop nombreuses non-réponses et des abandons en cours d'interrogation. Les données sur la politisation et l'orientation politique sont avant tout issues du premier questionnaire (enquête n°1, n=801). Le deuxième (enquête n°2, n=702) interroge plus précisément les liens entre politisation et rapport aux études. Le troisième (enquête n°3, n=459), distribué à des étudiants de sociologie et de Sciences Po<sup>142</sup>, avait pour but, à partir d'effectifs plus importants au sein de ces deux filières, d'approfondir la connaissance des effets du contexte d'études sur la politisation et les identifications politiques. Enfin, une quatrième enquête de type quantitatif porte sur les militants (enquête n°4). L'échantillon est constitué par les militants interrogés lors de l'enquête n°1 (soit 48 individus), auxquels ont été ajoutés d'autres (24 individus) qui ont rempli le même questionnaire à la fin d'entretiens semi-directifs. Cet échantillon de militants (n=72) a été comparé avec les non militants (n=752) issus de l'enquête n°1, nous y reviendrons plus en détails dans l'introduction du chapitre V.

L'objectif du premier questionnaire (**enquête n°1**) était de comparer la politisation et les identifications politiques des étudiants d'une part, à celles de leurs parents et à leurs caractéristiques sociodémographiques et scolaires d'autre part<sup>143</sup>. La politisation y est abordée – comme dans l'ensemble de cette thèse – sous le prisme de la politique légitime, c'est-à-dire comme « attention accordée au déroulement de la compétition politique<sup>144</sup> » dans le champ politique national. Est donc laissée de côté la pluralité des rapports au politique<sup>145</sup> – problématique pour laquelle les entretiens semblent plus adaptés que les sondages. Les questions retenues pour appréhender la politisation sont relatives aux pratiques de

---

<sup>141</sup> Il faut préciser que les questions relatives à la politique – comme la religion – ne sont pas autorisées par la commission informatique et liberté dans les enquêtes nationales de l'INSEE et de l'INED.

<sup>142</sup> Nous utilisons alternativement Sciences Po et IEP (Institut d'Études Politiques).

<sup>143</sup> Pour le détail du questionnaire, voir en annexe figure A1 (les tableaux et les figures avec un A se trouvent en annexe).

<sup>144</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>145</sup> Voir entre autres Gaxie (Daniel), « Vu du sens commun », *Espaces Temps*, 76-77, 2001, p. 82-94 ; Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique... », *art. cit.* ; Joignant (Alfredo), « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », *Politix*, n°65, 2004, p. 149-173.

participation politique et à la compétence subjective et non à la culture politique, c'est-à-dire les connaissances, sentiments et jugements vis-à-vis d'objets politiques<sup>146</sup>. Le questionnaire inclut tout d'abord des indicateurs de participation politique. Certes, P. Bréchon souligne à juste titre que : « La participation politique, si elle est liée à la politisation, constitue cependant un phénomène distinct. On peut être politisé, c'est-à-dire s'intéresser à la politique et valoriser ce domaine d'activité et ne jamais participer à une action politique. Ou au contraire, on peut participer à des actions politiques sans être politisé. Cette attitude est même fréquente en ce qui concerne le vote, acte souvent accompli de manière rituelle pour manifester sa conformité à l'idéal du bon citoyen, mais sans avoir une maîtrise forte des codes de la politique et sans particulièrement s'intéresser aux débats politiques<sup>147</sup> ». Mais notre objectif est ici de cerner la participation politique au sens large en se focalisant davantage sur l'intérêt et le suivi de l'actualité politique que le vote et les actions militantes. Ensuite, le questionnaire ne sonde pas les opinions sur la politique et la compétence politique objective ou dimension cognitive de la culture politique. En fait, lorsque l'on traite quantitativement les opinions, les sentiments et les jugements sur la politique, il semble difficile de ne pas tomber dans le piège de l'imposition de problématique. Les enquêtes d'opinions qui sondent la dimension évaluative et affective de la culture politique tendent à postuler la maîtrise de l'interviewé des thèmes abordés<sup>148</sup>, sans prendre en compte le fossé qui sépare le monde mental des citoyens et des élites politiques<sup>149</sup>. Ce type d'interrogation<sup>150</sup> peut engendrer des réponses de fuite (par exemple : « – *Les différences droite-gauche sont-elles réelles ? – Droite-gauche ? Oui elles sont réelles.* »<sup>151</sup>), ou de façade (« – *Que pensez-vous des élections ? – Elles sont bien parce qu'elles permettent aux citoyens de donner leur avis sur les différents*

---

<sup>146</sup> Sur la définition de la culture politique, cf. Almond (Gabriel), Verba (Sidney), *The civic culture...*, op. cit.

<sup>147</sup> Bréchon (Pierre), « Les valeurs politiques en Europe : effet du contexte national et des attitudes religieuses », *Archives de sciences sociales des religions*, n°93, 1996, p. 99-128, p. 104.

<sup>148</sup> Sur ce point voir Bourdieu (Pierre), « L'opinion publique n'existe pas », in *Questions de sociologie*, op. cit. ; Perrineau (Pascal), « La dimension cognitive de la culture politique. Les Français et la connaissance du système politique », *Revue française de science politique*, vol.35, n°1, 1985, p. 72-90 ; Champagne (Patrick), *Faire l'opinion*, Paris, Minuit, 1990 ; Gaxie (Daniel), « Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesure des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, 1990, p. 93-112.

<sup>149</sup> Pour une discussion des arguments de P. Bourdieu au sujet de l'opinion publique, voir Sniderman (Paul M.), Jackman (Simon), Tiberj (Vincent), « Argumentation et raisonnement politique », in Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), Sniderman (Paul M.) (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 239-272.

<sup>150</sup> Pascal Perrineau donne un exemple particulièrement éclairant d'une question évaluative où la connaissance est postulée : « Vous savez qu'actuellement au Portugal il y a, en gros, six tendances. Pouvez-vous me dire pour laquelle de ces tendances vous avez personnellement le plus de sympathie ? » Suit l'énumération des six tendances (SOFRES-Journaux de province, février 1975). Cf. « La dimension cognitive... », art. cit., p. 73.

<sup>151</sup> Entretien étudiante en STS, décembre 2002 (hors échantillon).

partis politiques. »<sup>152</sup>), avec par exemple l'attraction d'un registre de réponses négatives (« – *Les hommes politiques sont-ils honnêtes ?* – »), et un « effet de halo » sur d'autres réponses<sup>153</sup>. Formuler des questions de ce type dans le cadre d'une enquête par questionnaire paraît difficile. Pour l'explication des critiques profanes de la politique, la technique de l'entretien, plus adaptée, permet un contrôle plus efficace des effets d'enquête<sup>154</sup>.

C'est également dans le but de limiter un autre effet que l'évocation de la compétence politique subjective est préférée à la compétence objective et à la dimension cognitive de la culture politique. La compétence politique qui donne sens à l'univers politique renvoie à une connaissance phénoménologique du champ politique<sup>155</sup>. Certes, comme le souligne P. Perrineau, « l'étude de la dimension cognitive de la culture politique permet de mesurer le degré de familiarité des citoyens avec le système politique<sup>156</sup> ». Certes, les travaux français se sont peu intéressés aux mécanismes proprement cognitifs, aux enjeux de connaissance et d'information ou à l'étude des perceptions politiques<sup>157</sup>. Certes, les connaissances des acteurs, des événements politiques, des enjeux politiques et du fonctionnement du champ politique (par exemple les noms de ministres ou de partis politiques, l'appartenance de pays à l'Union européenne ou les résultats d'élection), ou encore les opinions sur les problèmes politiques, demeurent des éléments de connaissance de la politisation – à ce propos, P. Favre et M. Offerlé en montrent la distribution auprès des étudiants de droit et sciences politiques<sup>158</sup>, de même que A. Muxel sur les élèves de l'Institut d'Études Politiques de Paris<sup>159</sup>. Cependant, la culture politique ne constitue qu'une des manières possibles de fonder un rapport au politique « tant sont variés et hétérogènes les savoirs excipés et mobilisés par les individus<sup>160</sup> ». Pour A.

---

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> Sur l'effet de halo dans le cadre des enquêtes par questionnaire, voir Javeau (Claude), *L'enquête par questionnaire. Manuel à l'usage du praticien*. Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 1988 (3<sup>ème</sup> éd.).

<sup>154</sup> Gaxie (Daniel), « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements », in Briquet (Jean-Louis), Garraud (Philippe) (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 215-240.

<sup>155</sup> Bourdieu (Pierre), « Questions de politique », art. cit.

<sup>156</sup> Perrineau (Pascal), « La dimension cognitive... », art. cit.

<sup>157</sup> Chiche (Jean), Haegel (Florence), « Les connaissances politiques », in Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), Sniderman (Paul M.) (dir.), *La démocratie...*, op. cit., p. 273-292.

<sup>158</sup> Favre (Pierre), Offerlé (Michel), « Connaissances politiques, compétence politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 201-232.

<sup>159</sup> Muxel (Anne) avec Catzaras (Nicolas), Chiche (Jean), Maurer (Sophie), Tiberj (Vincent), *Les étudiants de Sciences Po. Leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

<sup>160</sup> Joignant (Alfredo), « Pour une sociologie cognitive... », art. cit., p. 153.

Joignant, « les sondages d'opinion atteignent seulement une partie des connaissances disponibles pour les sujets, à savoir des connaissances plus ou moins différenciées et concernées par le fonctionnement routinier du champ politique, de ses agents et de ses enjeux<sup>161</sup> ». En outre, si les questions sur les connaissances – dont les réponses sont d'ailleurs corrélées aux autres types d'indicateurs de politisation<sup>162</sup> – n'ont pas été retenues, c'est également parce qu'elles renvoient trop, à notre sens, à l'examen ou à l'interrogatoire, d'autant plus que, sur ce type d'interactions constitutives du métier d'étudiant, les représentations des enquêtés sont susceptibles de s'avérer plus ou moins négatives en fonction de leur expérience scolaire. Enfin, dans un questionnaire qui se veut de taille réduite, entre autres afin de ne pas récolter un trop grand nombre de non-réponses en raison du manque de temps lors de sa passation, il semble plus difficile de sélectionner un petit nombre de questions sur les compétences cognitives des étudiants que sur les pratiques de participation politique ou la dimension subjective de la compétence politique.

Les indicateurs de politisation choisis ne concernent pas uniquement les étudiants mais aussi leurs parents. Les données sur les comportements des parents ont comme principale limite d'être produites par les étudiants eux-mêmes. Elles reposent sur les perceptions qu'ils ont de leurs parents<sup>163</sup>. Il est vrai que : « l'un des problèmes les plus évidents – et en même temps l'un des plus persistants – auxquels sont confrontées les enquêtes de socialisation politique, c'est que les informations sur la famille sont habituellement fournies par les répondants qui constituent l'unité de base de l'analyse sans que soient vérifiées leurs indications<sup>164</sup> ». L'interrogation directe des parents aurait apporté une plus grande précision<sup>165</sup>. Mais il a semblé difficile de faire remplir le questionnaire par les parents *via* les étudiants<sup>166</sup>. Notamment en raison de l'éloignement d'une partie d'entre eux du domicile familial, du risque de faibles retours et de taux de réponses plus conséquents pour les étudiants les plus

---

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 155.

<sup>162</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.*

<sup>163</sup> En ce sens, voir les remarques de Tournier (Vincent), « Filiation et politique, la construction de l'identité et ses conséquences », in Bréchon (Pierre), Laurent (Annie), Perrineau (Pascal) (dir.), *Les cultures politiques des français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 189-208.

<sup>164</sup> Niemi (Richard), « Collecting information about the family: a problem in survey methodology », in Dennis (J.), *Socialization to politics: a reader*, New York, John Wiley and Sons, 1973, p. 464-490, cité par Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée, p. 350.

<sup>165</sup> Pour une enquête qui adopte ce protocole, voir Tournier (Vincent), « La politique en héritage ?... », Thèse citée. Voir également, sur un autre objet, l'enquête par entretiens réalisée par Cicchelli (Vincenzo), *La construction de l'autonomie...*, *op. cit.*

<sup>166</sup> Voir en ce sens les remarques de Connel (R. W.), « Political socialization and the family : the evidence reexamined », *Public Opinion Quarterly*, 36 (3), 1972, p. 323-333.

proches de leurs parents. Toutefois, d'après plusieurs enquêtes, le degré d'exactitude du positionnement des parents par leurs enfants est élevé<sup>167</sup>. R. Niemi insiste également sur la nette concordance entre les réponses des parents et les indications des lycéens sur les préférences électorales<sup>168</sup>. Puis, les réponses des étudiants indiquent aussi la manière dont ils se positionnent par rapport à leurs parents.

Autre type d'indicateurs, ceux relatifs à l'orientation politique. Ils sont au nombre de deux : le positionnement sur un axe gauche/droite de l'étudiant et l'éventuelle proximité avec un parti politique. La question du positionnement sur l'axe gauche/droite, habituelle des enquêtes sur les comportements politiques<sup>169</sup>, se base sur une échelle de sept cases allant de l'extrême gauche à l'extrême droite : trois à gauche, trois à droite, une au centre – c'est-à-dire la quatrième case. Demander un positionnement sur une échelle gauche/droite de sept cases signifie qu'un positionnement politique va de soi. Le chercheur contribue ainsi à faire l'opinion par la mise en forme statistique des réponses des enquêtés et risque l'imposition de problématique<sup>170</sup>. L'axe gauche/droite ne fait pas forcément sens pour l'ensemble des étudiants. En conséquence, deux autres possibilités sont offertes aux répondants : ne pas répondre – il s'agit d'une non-réponse – ou cocher la case « ne sait pas ». L'autre question, sur la proximité avec un parti, a pour intitulé exact : « De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ? » Là aussi, elle équivaut non seulement à postuler de l'existence d'une préférence politique, mais aussi que cette préférence s'exprime en direction d'un parti<sup>171</sup>. Cependant, elle contrôle la correspondance avec le positionnement sur l'axe, et évalue le rapport à la politique de manière un peu plus précise. Ici, afin d'atténuer l'effet d'imposition, elle demeure ouverte avec la possibilité de répondre : aucun parti.

D'autres indicateurs complètent le questionnaire : adhésions à des organisations (associations, syndicats, partis) des étudiants et de leurs parents, indicateurs sociodémographiques (sexe, âge, pratique d'une religion, loisirs, puis les professions, diplômes et nationalités des parents) et scolaires (filière d'études, année d'études, type de bac,

---

<sup>167</sup> Voir Tedin (K. L.), « The influence of Parents on the Political Attitudes of Adolescence », *The American Political Science Review*, 68, 1974, p. 1579-1592, cité par Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée, p. 389 ; Percheron (Annick), Jennings (Kent), « Political Continuities in French Families. A New Perspective on an Old Controversy », *Comparative Politics*, 13, 1981, p. 421-436.

<sup>168</sup> Niemi (Richard), « Collecting information... », art. cit.

<sup>169</sup> Voir Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion...*, op. cit.

<sup>170</sup> Bourdieu (Pierre), « L'opinion publique n'existe pas », art. cit. ; Champagne (Patrick), *Faire l'opinion*, op. cit.

<sup>171</sup> Gaxie (Daniel), « Au-delà des apparences... », art. cit.

mention au bac et nombre d'années de retard). Les questions formulées à partir de ceux-ci sont le plus souvent ouvertes.

Le choix de l'échantillonnage nous a amené à déterminer des critères de sélection des individus. En concordance avec notre objet, la filière d'études a été retenue. Cet indicateur synthétise un ensemble de propriétés sociales, telles que le sexe, l'origine sociale, le type d'enseignement, le prestige et la sélectivité des études. Quel type d'interrogation choisir ensuite ? En souhaitant vérifier des hypothèses construites sur des relations, la représentativité n'est pas indispensable<sup>172</sup>. Elle peut même être un obstacle. Car en limitant les sous populations à leur poids réel dans la population, elle rend difficile les analyses plus fines<sup>173</sup>. Avec un échantillon représentatif de l'ensemble de l'espace des études supérieures, l'inconvénient est de disposer d'un trop petit nombre de personnes au sein de certaines filières, numériquement peu nombreuses mais importantes pour le problème étudié<sup>174</sup>. Or, les croisements de variables sur des effectifs réduits peuvent être sans intérêt. Les petits effectifs rendent la plupart des tests statistiques invalides – le test du khi-deux notamment. De plus, une enquête sur les étudiants politisés doit à notre sens interroger des étudiants en sciences politiques, qui forment une sous population concernée par la politique<sup>175</sup>, et ce même s'ils ne représentent qu'une infime proportion de la population étudiante. Un échantillon de type stratifié construit à partir d'une sélection de filières d'études a semblé le plus adapté.

Il a été établi en fonction des caractéristiques des filières : formations courtes ou longues ; université ou écoles ; type d'études littéraires, scientifiques ou « sécularisées »<sup>176</sup>. À ces critères, a également été ajouté celui de la faisabilité (connaissance d'enseignants, accessibilité des bâtiments). Treize filières de l'enseignement supérieur présentes dans l'agglomération strasbourgeoise ont été choisies : biologie, droit, histoire, mathématiques-informatique, pharmacie, sciences économiques, sociologie, STAPS, IEP (Institut d'Études Politiques), deux IUT (Institut Universitaire de Technologie), l'un information-communication, l'autre génie civil, enfin deux écoles qui recrutent au niveau bac+2 après un

---

<sup>172</sup> Ghiglione (Rodolphe), Matalon (Benjamin), *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1978, p. 54 ; Singly (François de), *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Nathan, 1992, p. 42-44.

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> Sur ce type de problème, voir Ghiglione (Rodolphe), Matalon (Benjamin), *Les enquêtes sociologiques...*, *op. cit.*, p. 29-56 ; Singly (François de), *L'enquête et ses méthodes...*, *op. cit.*, p. 42-44.

<sup>175</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, *op. cit.*

<sup>176</sup> On reprend le terme de B. Lahire, pour qui sécularisé signifie « qui appartient au « siècle », qui vit dans le siècle (opposé à régulier) », ce qui renvoie à un rapport avec l'actualité et la société, *Les manières d'étudier*, *op. cit.*, p. 137. Sur ce type de catégorisation : p. 155 et s.

cycle préparatoire, l'une d'ingénieur (École Nationale Supérieure des Arts et de l'Industrie de Strasbourg), l'autre de commerce (Institut d'Études Commerciales de Strasbourg). De la sorte, droit et sciences économiques représentent les facultés « sécularisées », histoire celles plutôt littéraires, biologie, mathématiques et pharmacie, les sciences et techniques, etc. Les deux IUT regroupent des étudiants de formations courtes, techniques et professionnalisantes : celui en communication est plus proche des filières sécularisées, celui en génie civil des sciences et techniques. Enfin, les IUT, l'IEP, les écoles d'ingénieur et de commerce incluent des étudiants sélectionnés à divers degrés, là encore représentatifs de plusieurs types de filières (sciences de la société ou sciences et techniques).

Procédant à un échantillonnage simple en nombre suffisant ( $N > 30$  pour correspondre à la loi des grands nombres), le protocole d'enquête a fixé l'interrogation à 40 étudiants par filière et par cycle. Seuls les étudiants de premier (première et deuxième année) et de deuxième cycle (troisième et quatrième année) ont été retenus. Nous avons renoncé à tirer au sort les enquêtés à partir des listes d'inscription des établissements. L'obtention de celles-ci est apparue peu évidente. De plus, cette procédure représente un coût assez élevé au regard des frais d'envoi des questionnaires, sans qu'un taux de retour satisfaisant ne soit garanti. Notre choix s'est finalement porté sur une interrogation directe sur les lieux d'études, soit au début ou à la fin d'enseignements avec l'introduction d'un enseignant<sup>177</sup>, soit dans les couloirs des établissements. L'échantillon est de ce fait composé d'étudiants qui assistaient aux enseignements le jour de la passation. Cette enquête a eu lieu à Strasbourg entre novembre 2001 et mars 2002 auprès de 801 étudiants, dont le tableau suivant décrit la ventilation selon la filière et le cycle d'études.

---

<sup>177</sup> Que soient remerciés Géraldine Bertrand, Claudine Faber, Jacqueline Igersheim, Marine de Lassalle, Mohamed Ouadani, Benoît Verrier de m'avoir permis de faire passer des questionnaires lors de leurs enseignements.

**Tableau 1 : Répartition de l'échantillon n°1 selon la filière et l'année d'études (nombre d'étudiants interrogés), enquête n°1, n=801**

	1 <sup>er</sup> cycle (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> année)	2 <sup>ème</sup> cycle (3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> année)	Total
Sociologie	43	62	105
STAPS	50	52	102
Histoire	44	23	67
Droit	41	38	79
IEP	44	32	76
Economie	41	22	63
Mathématiques	30	41	71
Biologie	42	12	54
Pharmacie	37	17	54
École de commerce	-	31	31
École d'ingénieur	-	36	36
IUT communication	30	-	30
IUT génie civil	33	-	33
Total	435	366	801

Afin d'éviter certains effets (autocensure devant l'enquêteur) et de gagner du temps, les étudiants ont systématiquement rempli directement le questionnaire. Ce dernier a toujours été présenté comme relatif à un travail de recherche en sociologie. L'anonymat a également été mis en relief. Il a été globalement bien accueilli par les étudiants, qui l'ont néanmoins souvent trouvé trop long.

Puisque peu d'indicateurs sur le rapport aux études avaient été insérés dans ce premier questionnaire – en raison d'un manque de place et de l'état embryonnaire de certaines hypothèses –, un deuxième, davantage axé sur ceux-ci, a été élaboré (**enquête n°2**)<sup>178</sup>. À partir d'un ensemble de travaux, le rapport aux études est appréhendé par un ensemble de variables objectives et de représentations : le passé scolaire, c'est-à-dire le capital scolaire<sup>179</sup> ; l'intérêt et la satisfaction à l'égard des études qui renvoient pour partie à « la vocation<sup>180</sup> » ; les pratiques scolaires dans le monde étudiant ; l'investissement passé en son sein ; les

<sup>178</sup> Voir le détail en annexe, figure A9.

<sup>179</sup> Pour son importance sur les comportements étudiants, voir Soulié (Charles) : « L'adaptation aux « nouveaux publics » de l'enseignement supérieur... », art. cit.

<sup>180</sup> Dubet (François), « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse », *Revue française de sociologie*, XXXV, 1994, p. 511-532, p. 517.



représentations sur l'avenir scolaire et professionnel – c'est-à-dire d'une certaine manière des indicateurs faisant référence au « projet<sup>181</sup> » et au champ des possibles avec les dimensions de « choix négatif » ou de « choix par élimination<sup>182</sup> » – ; enfin les représentations des étudiants sur leur position scolaire qui sondent leur point de vue sur leur situation scolaire. Complètent le questionnaire des indicateurs qui ont trait à la sociographie et à la politisation (seuls les plus significatifs lors de l'enquête n°1 ont été retenus : l'intérêt politique, le sentiment de maîtrise des questions politiques, la lecture de journaux). Cette enquête, qui suit un protocole assez proche de l'enquête n°1, a été menée entre décembre 2002 et décembre 2003. 702 étudiants de premier et deuxième cycle ont été interrogés directement dans leur salle de cours ou dans le couloir des établissements en AES, biologie, droit, IEP, lettres, mathématiques-informatique-physique, sociologie, STAPS à Strasbourg, en premier cycle d'AES et de droit à Mulhouse, et en IUT carrières juridiques, STS action commerciale, STS informatique-gestion à Colmar<sup>183</sup> :

**Tableau 2 : Répartition de l'échantillon n°2 selon la filière et le cycle d'études (nombre d'étudiants interrogés), enquête n°2, n=702**

	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>ème</sup> cycle	Total
Sociologie	86	42	128
STAPS	35	85	120
IEP	64	28	92
Droit	44	41	85
Lettres	48	-	48
AES	59	7	66
Mathématiques/physique	4	37	41
IUT carrières juridiques	29	-	29
STS action commerciale	25	-	25
Biologie	18	19	37
STS informatique/gestion	31	-	31
Total	443	259	702

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> Sur ces questions, voir Duru-Bellat (Marie), Mingat (Alain), « Les disparités des carrières individuelles à l'Université : une dialectique de la sélection et de l'autosélection », *L'Année sociologique*, vol.38, 1988, p. 309-340 ; Dubet (François), *Les lycéens*, Paris, Le Seuil, 1991 ; Berthelot (Jean-Michel), *École, orientation, société*, Paris, PUF, 1993.

<sup>183</sup> Merci à Willy Beauvallet, Grégoire Brault, Magali Boumaza, Aurélie Campana, Claudine Faber, Jacqueline Igersheim, Marine de Lassalle, et les enseignants des IUT et STS de Colmar qui m'ont permis de faire passer des questionnaires dans leurs enseignements.

Afin de préciser l'action du contexte d'études, un troisième questionnaire (**enquête n°3**)<sup>184</sup> a été construit. Le but de cette enquête était de disposer d'un échantillon plus important auprès des étudiants de l'IEP – en raison de leur politisation élevée. Dans un but de comparaison, des étudiants de sociologie ont également été interrogés. Trois raisons à ce choix : un accès facile en tant qu'enseignant, des étudiants avec des caractéristiques socioculturelles différentes, et une politisation qui n'y est pas absente – le contraste avec une filière scientifique aurait certainement été trop important et finalement moins intéressant. Le questionnaire aborde la politisation, l'identification politique, et le rapport à l'Europe regroupé sous un intitulé « citoyenneté européenne »<sup>185</sup>. Il reprend les principaux indicateurs du premier questionnaire. L'ajout de la thématique européenne s'est imposé à nous en raison de l'europanisation de l'IEP de Strasbourg, que ce soit par les enseignements (droit communautaire, science politique de l'Europe, etc.), l'internationalisation croissante des cursus au regard du développement des échanges Erasmus (la troisième année se passe à l'étranger), des perspectives de carrières professionnelles dans l'espace politique européen avec les concours ou les postes de l'action publique dans l'espace politique européen (lobbies, institutions européennes, assistants parlementaires, etc.), et de la proximité avec les institutions européennes (Parlement européen, Conseil de l'Europe et Cour européenne des droits de l'homme)<sup>186</sup> qui facilite la réalisation de stages<sup>187</sup>. Compte tenu du peu d'enquêtes sur le rapport à l'Europe, les questions choisies sont soit inspirées de celles sur la politisation (Êtes-vous intéressé par les questions européennes ?), soit empruntées aux enquêtes de l'eurobaromètre (« Êtes-vous favorable ou non à l'appartenance de votre pays à l'Union européenne ? », « Selon vous, est-ce que votre pays a jusqu'à présent bénéficié de l'appartenance à la communauté européenne ? », « Vous arrive-t-il de penser que vous êtes non seulement un citoyen de votre pays mais aussi un citoyen européen ? », etc.). Nous avons conscience des limites de celles-ci. Que ce soit l'imposition de problématique dans la formulation de questions auxquelles les enquêtés n'ont généralement pas réfléchi au

---

<sup>184</sup> Voir le détail du questionnaire en annexe, figure A11.

<sup>185</sup> Sur la citoyenneté européenne, voir entre autres Duchesne (Sophie), Frogner (André-Paul), « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, vol.52, n°4, 2002, p. 355-373. Se reporter également à : Percheron (Annick), « Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, vol.41, n°3, 1991, p. 388-406.

<sup>186</sup> Michel (Hélène), « Satisfaire son public au risque de le désenchanter ? Le cours de « Science politique de l'Europe » à Strasbourg », *Politique européenne*, n°14, 2004, p. 81-104.

<sup>187</sup> Sur les stages au Parlement européen, voir Michon (Sébastien), « Devenir stagiaire au Parlement européen : une entrée dans l'espace politique européen », *Regards sociologiques*, n°27-28, 2004, p. 85-95.

préalable, ou l'usage de méthodes quantitatives qui n'est pas forcément le plus adapté pour comprendre les attitudes à l'égard de l'Europe<sup>188</sup>. Ce faisant, nous avons essayé d'éviter les questions dont le libellé suggère la réponse, procédé à des corrélations systématiques entre les indicateurs sélectionnés afin de déceler les plus liés entre eux, et surtout considéré ces questions comme des indicateurs généraux sur l'intérêt pour les questions européennes et la proximité avec la thématique européenne, et non comme des opinions préconstituées sur l'Europe. À noter qu'après d'une population plutôt familiarisée avec les questions européennes telle que les étudiants de l'IEP de Strasbourg, l'imposition de problématique est moins forte. Les étudiants ont été interrogés entre mars 2004 et mars 2005, systématiquement dans le cadre d'un enseignement<sup>189</sup>.

**Tableau 3 : Composition de l'échantillon n°3 selon la filière et l'année d'études (nombre d'étudiants interrogés), enquête n°3, n=459**

	1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>ème</sup> année	3 <sup>ème</sup> année	4 <sup>ème</sup> année	Total
Sociologie	0	161	2	49	212
IEP	80	64	0	103 <sup>190</sup>	247
Total	80	225	2	152	459

Les réponses aux trois questionnaires ont été traitées et analysées à partir des logiciels SAS et SPAD, avec différentes méthodes et techniques statistiques : statistiques descriptives (tris à plat, tris croisés), analyses factorielles (analyses de correspondances multiples (ACM)), classifications (hiérarchique ascendante), régressions logistiques (modèle logit). Nous avons toujours cherché à éviter d'écraser les particularités, à caractériser les sous-groupes, et à garder à l'esprit la maxime : « une variable peut en cacher une autre ».

Par les méthodes quantitatives, on peut déterminer les facteurs explicatifs des comportements politiques. Elles ne sont cependant pas les plus adaptées pour recueillir des discours, des représentations, des justifications et le sens donné aux actions. Les questionnaires ne permettent pas d'atteindre une pluralité d'aspects liés à la manière dont les

<sup>188</sup> Voir ce sens le projet CONCORDE coordonné par D. Gaxie qui vise à comprendre et expliquer la diversité des rapports à l'Europe au moyen d'enquêtes qualitatives.

<sup>189</sup> Merci à Willy Beauvallet, Aurélie Campana, Marion Girod, Nicolas Hubé, Corentine Leroy, Gaylord Mochel, Éric Schultz et Juan Torreiro de m'avoir ouvert la porte de leurs enseignements à l'IEP de Strasbourg. En sociologie, ils ont été interrogés à l'un de mes enseignements en deuxième année de deug (TD de statistiques), et à deux de ceux de Jacqueline Igersheim (TD de statistiques en deuxième année et cours magistral de statistiques en maîtrise).

<sup>190</sup> Respectivement 35, 31, 37 en administration publique, économie et finance (le nom officiel de cette option est désormais économie et entreprise), et études européennes, les trois options de quatrième année.

acteurs se considèrent. Les enquêtes quantitatives privilégient quelques facteurs et simplifient l'explicitation des connexions causales, le nombre des variables ne pouvant épuiser la complexité des réalités observées<sup>191</sup>. Des limites maintes fois énoncées : « L'enquête par questionnaire n'est jamais qu'un pis-aller, imposé par la nécessité d'obtenir un nombre important d'informations comparables sur une population suffisamment nombreuse pour autoriser le traitement statistique<sup>192</sup> ». Un questionnaire ne décrit pas exhaustivement une pratique, son but étant, plus que l'objectivité totale, d'expliquer ce que les acteurs font par ce qu'ils sont<sup>193</sup>. Il agrège des comportements, noie les cas particuliers, et ne permet pas de reconstruire l'ensemble des éléments pertinents de la biographie des individus. Le recours à des données qualitatives, spécialement à des entretiens, était dès lors primordial.

#### - **Des données qualitatives obtenues au cours d'une enquête ethnographique**

L'enquête ethnographique s'est étalée de septembre 2001 à mai 2006 avec des moments d'immersion plus ou moins intenses. Entretiens, observations et expériences directes ont été nos « outils »<sup>194</sup>.

Notre non militantisme n'a *a priori* pas posé problème. En n'étant pas identifié comme un acteur de l'espace – voire « un ennemi » pour utiliser un terme indigène –, et en endossant le rôle de celui qui découvre l'arène militante – ce qui était effectivement le cas –, nous estimons qu'il a même été assez souvent un avantage. Cette posture permettait de clarifier les choses, comme lorsque les militants nous voyaient en train de discuter avec des militants d'organisations concurrentes. À l'une ou l'autre reprise, nous avons tiré profit de cette situation. Par exemple, persuader des militants de l'UNEF (syndicat étudiant de gauche) de répondre à nos questions en leur signalant que ceux de l'UNI (syndicat étudiant de droite) l'avaient fait. En souhaitant enquêter auprès d'un maximum d'organisations, nous avons dû adopter, dès le départ, une certaine retenue concernant notre positionnement politique. Aux questions sur nos opinions, nous répondions toujours que, compte tenu de notre enquête auprès de militants issus de différentes tendances, nous devions rester neutre. Nous nous sommes tenus à cette ligne de conduite à une exception : notre absence de sympathie pour

---

<sup>191</sup> Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique... », art. cit., p. 174.

<sup>192</sup> Bourdieu (Pierre), « L'anatomie du goût », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°5, 1976, p. 2-81.

<sup>193</sup> Bourdieu (Pierre), Chamboredon (Jean-Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1968.

<sup>194</sup> Sur l'enquête ethnographique : Beaud (Stéphane), Weber (Florence), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte et Syros, 1997 et 1998.

l'extrême droite – ce qui est un moyen de se dévoiler sans se dévoiler, compte tenu de l'homogénéité rencontrée par rapport à ce sentiment, finalement très politiquement correct au sein de l'arène étudiante. Plusieurs enquêtés étaient convaincus de notre sympathie pour leur propre organisation ou mouvement<sup>195</sup>, comme en témoigne le commentaire d'un responsable de l'UNEF, heureux d'apprendre que, du fait de notre inscription dans deux universités, nous pouvions voter aux élections étudiantes de ces deux universités : « C'est cool, une voix de plus pour nous ! » Ce sentiment était certainement encouragé par nos discussions fréquentes avec les militants, quelle que soit leur organisation, sur l'actualité politique, leur engagement, leurs activités, leurs projets, ou les autres militants. Discussions qui de notre point de vue intégraient complètement notre enquête ethnographique en étant des moments privilégiés d'information<sup>196</sup>. Toujours est-il que nous n'avons jamais encouragé, ni vraiment démenti ces suppositions. Nous avons bien évidemment suivi quelques règles et prescriptions, découvertes au fur et à mesure. Certaines plutôt évidentes : voter à chaque élection (étudiante également), ne pas dénigrer l'engagement. D'autres davantage en rapport avec la présentation de soi. Plusieurs situations d'entretiens nous ont fait prendre conscience de la nécessité d'adapter notre présentation aux interlocuteurs. Par exemple à une réunion politique ou à des entretiens avec des militants d'extrême gauche, préférer un blouson de cuir plutôt qu'une chemise blanche et mettre en avant l'identité de sociologue, qui comme nous l'avons évoqué au début de l'introduction est souvent associée à la gauche ou à l'extrême gauche. Au contraire à droite et avec des militants plus aguerris – devenus collaborateurs politiques par exemple –, éviter une mise trop négligée, notamment pour un entretien dans un lieu prestigieux tel que le Parlement européen. Et surtout, dans tous les cas, insister sur le sérieux de l'enquête car liée à un doctorat.

L'objectif des entretiens auprès des non militants était d'obtenir des informations sur leurs représentations et leurs pratiques politiques, celles de leurs amis et des membres de leur famille (notamment des parents), et bien évidemment sur leur *background* social, et leur carrière scolaire. Ceux avec les militants visaient à caractériser leur carrière étudiante et militante, leur rapport à la politique, leurs pratiques militantes, leur participation politique, et à mettre en évidence les intérêts relatifs au militantisme, mais aussi les satisfactions, insatisfactions, compétences, savoir-faire, pratiques, dispositions, cadres de socialisation dans

---

<sup>195</sup> Lucie Bargel fait des observations assez proches : *La socialisation politique dans les syndicats étudiants. Apprentissages de pratiques politiques et des identités de genre. SUD Étudiant Sciences Po et UNI Sciences Po*, Mémoire de DEA, EHESS, 2002.

<sup>196</sup> Cf. Beaud (Stéphane), Weber (Florence), *Guide de l'enquête de terrain*, op. cit., p. 294-295 notamment.

lesquels ils ont évolué (famille, événements avec le premier tour de la présidentielle de 2002 notamment, etc.). Bref, « [...] tous ces investissements sociaux multiples, diachroniques et synchroniques, qui font comprendre en quoi cet engagement est le lieu de création et d'actualisation de dispositions sociales et politiques acquises en d'autres circonstances et dans d'autres situations et se réalisant dans une expérience personnelle nouvelle<sup>197</sup> ». Ces entretiens de type semi-directif et biographique ont été réalisés avec le souci d'accorder une place importante aux discours des enquêtés et de recueillir des anecdotes. Deux guides d'entretien ont été construits, l'un pour les étudiants non militants<sup>198</sup>, l'autre pour les militants<sup>199</sup>. Mais leur usage a très vite été abandonné. À notre tour, nous avons observé que : « le guide d'entretien peut changer la relation d'enquête. Il confère notamment un caractère officiel et presque scolaire à la situation d'entretien qui la fait ainsi se rapprocher de la passation d'un examen<sup>200</sup> ».

Le corpus d'entretiens est composé de 110 étudiants ou anciens étudiants<sup>201</sup> interrogés entre septembre 2001 et avril 2006 (20 non militants ; 90 militants actifs ou précédemment actifs sur lesquels nous reviendrons plus en détails dans l'introduction du chapitre V)<sup>202</sup>. En tout, 130 entretiens environ, d'une durée comprise entre 40 minutes et 3 heures, sont ici utilisés, certains militants ou anciens militants ayant été vus plusieurs fois. Des entretiens plus informels – hors échantillon – ont également été réalisés avec des enseignants à l'IEP, et en sociologie. Au cours de l'enquête, le souci a été de disposer d'un échantillon aussi varié que possible du point de vue du positionnement politique, de l'âge, du sexe et, pour les militants, de l'ancienneté dans le militantisme. Au fur et à mesure de nos investigations, nous avons cherché à rencontrer un nombre relativement conséquent d'enquêtés en opposition politique (une quinzaine), d'élèves ou d'anciens élèves de Sciences Po (un peu plus d'une vingtaine), et d'étudiants militants devenus collaborateurs politiques (une vingtaine<sup>203</sup>) – autant de

---

<sup>197</sup> Collovald (Annie), « Introduction », in Collovald (Annie) et al., *L'humanitaire ou le management des dévouements...*, op. cit., p. 7-18, p. 13.

<sup>198</sup> Voir en annexe, la figure A12. Afin de respecter l'anonymat les prénoms ont été modifiés.

<sup>199</sup> Voir en annexe, la figure A13.

<sup>200</sup> Beaud (Stéphane), « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour « l'entretien ethnographique » », *Politix*, n°35, 1996, p. 226-257, p. 239.

<sup>201</sup> Que soient à nouveau remerciés tous les enquêtés ainsi que ceux qui ont permis des prises de contact.

<sup>202</sup> Un numéro a été attribué à chaque enquêté. Leurs caractéristiques sont présentées en annexe : pour les militants (numéros de 1 à 90) dans le tableau A33, et pour les non militants (numéros de 91 à 110) dans le tableau A35.

<sup>203</sup> Dont une dizaine sont communs à notre enquête réalisée par ailleurs sur les assistants parlementaires au Parlement européen (cf. Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen. Sociologie d'un groupe d'auxiliaires politiques », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*,

caractéristiques qui nous sont apparues nécessaires d’approfondir. Si la méthode de proche en proche a été privilégiée avec l’usage de recommandations de personnes précédemment interrogées – suivant le principe de l’échantillon « boule de neige » –, plusieurs enquêtés ont été contactés spontanément (dans des couloirs, lors de meetings, de réunions militantes ou de tractages).

Sur l’ensemble des entretiens, nous avons mené une centaine d’entre eux, alors qu’une trentaine l’ont été par des étudiants de sociologie (en deuxième, troisième, et quatrième année) dans le cadre d’un groupe d’enquête sur les jeunes et la politique que nous encadrions à la faculté des sciences sociales de l’Université Marc Bloch de Strasbourg au cours des années scolaires 2002/2003 et 2003/2004<sup>204</sup>. Ce groupe avait pour objectif – pour nous par rapport à ce travail – de multiplier les points de vue, de stimuler les réflexions de l’enquête, de confronter des pré-hypothèses et d’en découvrir de nouvelles. Le nombre important d’entretiens effectués par les étudiants de ce groupe (plus de 300) a également permis d’avoir une vue d’ensemble, de recouper des informations sur l’espace militant et d’accéder à des étudiants en opposition politique par rapport à leurs parents, l’opposition politique n’étant, ni visible ou publicisée dans l’arène étudiante, ni, comme on l’abordera, très développée.

Les entretiens ont tous été enregistrés. Certaines informations ont néanmoins été obtenues en « off », pour reprendre un terme journalistique, ou lors de discussions informelles. Nous avons pris le parti de prendre au sérieux « ce dont les gens sont capables<sup>205</sup> ». Les enquêtés sont ici appréhendés comme dotés d’une compétence sociale, « une connaissance remarquable des conditions et des conséquences de ce qu’ils font dans leur vie de tous les jours », compétence qui « loge le plus souvent au niveau de la conscience pratique », mais aussi au niveau de « la conscience discursive » sous la forme d’un « compte-rendu de ce qu’ils font et des raisons pour lesquelles ils le font<sup>206</sup> ». En phase de transformation, d’apprentissage et de construction, les étudiants, qui savent ce qu’ils font et pourquoi ils le font<sup>207</sup>, paraissent particulièrement sujets aux mécanismes de double

---

Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2005, p. 118-135), permettant de faire varier les points d’entrée et les caractéristiques. Il s’agit là fréquemment de militants venant de terminer leurs études.

<sup>204</sup> Que soient remerciés tous les étudiants qui ont participé à ce groupe d’enquête, et en particulier, pour leur investissement et leur intérêt : Yacine Bachtli, Elise Bain, Clément Cotinaut, Renaud Engel, Anne-Claire Hoeffler, Pernelle Issenhudt, Sophie Mayer, Simla Ramphul.

<sup>205</sup> Boltanski (Luc), *L’Amour et la Justice comme compétences*, Paris, Métailié, 1990.

<sup>206</sup> Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, *op. cit.*, p. 343.

<sup>207</sup> Sur la capacité à comprendre les phénomènes sociaux et d’élaborer une perception organisée du monde social non pas réservée aux catégories supérieures de l’espace social : Willis (Paul), *Learning to labour*, Farnborough,

herméneutique<sup>208</sup>. Ceux qui ont suivi des enseignements de sociologie et de science(s) politique(s) disposent à des degrés variables d'une connaissance des instruments cognitifs d'analyse de la société et des comportements politiques<sup>209</sup>. Plusieurs étudiants font ainsi référence à des auteurs (à commencer par P. Bourdieu) et à des explications sociologiques (la reproduction des comportements politiques). Quelques exemples en rendent compte :

« **C'est la reproduction sociale dans ce qu'il y a de plus fort**<sup>210</sup>, parce que j'ai une grande partie de ma famille qui est dans l'enseignement, je vais pas te faire toute la liste, parce que mon père était instit, il est maintenant directeur d'école, toutes les tantes que j'ai sont ou ont été dans l'enseignement, donc j'ai une sœur qui est déjà instit, et l'autre qui est à l'IUFM, donc c'est vraiment la reproduction sociale. » (Laurent/11).

« **C'est un peu la thèse de Bourdieu**, je pense que tu connais en socio, on reprend ce que les gens pensent et finalement y a pas d'échanges, c'est une sorte de cercle vicieux. » (Laurent/11).

« – *Et lui (son père), il était également dans le même parti, ou il appartenait à une autre formation ?* – Oui. Mais non c'est clair... **J'avais étudié tout ce qui est influence des parents sur le comportement des enfants**. C'est clair je pense que ça joue. Simplement, on n'est pas d'accord sur tous les points. » (Mathias/10).

Nombreux sont ceux qui recourent à un « savoir discursif », des notions, concepts, éléments de métalangages, et autres schèmes issus des sciences sociales – nous y reviendrons. Dotés de connaissances sur le monde social qui les entoure, notamment par leurs études, il est nécessaire de prendre au sérieux le récit des enquêtés et d'y accorder une attention particulière.

Des observations et des expériences directes complètent les entretiens. Notre position d'étudiant d'une part (en maîtrise, DEA de sociologie, mais aussi en maîtrise de science politique dans une faculté de droit, et en DEA de science politique dans un IEP), ainsi que notre position d'enseignant d'autre part (allocataire-moniteur de l'enseignement supérieur puis attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) dans une faculté de sociologie), ont permis de multiplier les situations d'observation. Tout au long de l'enquête, nous avons également fréquenté divers lieux étudiants, cafétérias, bibliothèques – à l'IEP de

---

Saxon House, 1977 ; Grignon (Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le savant et le populaire*, Paris, Hautes Études – Gallimard – Le Seuil, 1989.

<sup>208</sup> Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, op. cit.

<sup>209</sup> Pour un constat assez proche auprès des énarques, voir Eymery (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, Paris, Economica, 2001.

<sup>210</sup> C'est nous qui soulignons.



Strasbourg notamment –, afin de prêter attention aux discours et aux discussions. De fréquentes observations ont aussi été menées dans l'arène militante (réunions de diverses organisations, meetings, tractages, manifestations, élections étudiantes), observations qui étaient davantage participantes lors de l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002 et des mobilisations contre le Contrat Première Embauche (CPE) au printemps 2006. Des discussions régulières avec des militants et le recueil de tracts ont également contribué à la connaissance de l'espace militant.

\*                      \*  
\*

Nous avons choisi d'organiser notre travail en trois parties, chacune d'entre elles étant consacrée à un type de pratiques. La **première partie** a trait à la politisation. Elle vise à appréhender les dispositions à la politisation héritées et acquises au cours de la scolarité, et les situations scolaires qui produisent leur activation et leur acquisition. Le **premier chapitre** s'intéresse aux dispositions à la politisation des étudiants. Plusieurs techniques statistiques appliquées aux données quantitatives recueillies permettent d'observer et de comparer les effets de trois variables associées aux socialisations primaires (capital culturel hérité, sexe, et politisation parentale). L'étude de cas d'étudiants politisés alors que leurs parents ne le sont pas, et celle du rapport aux études et à la culture légitime, met ensuite l'accent sur le capital scolaire comme disposition favorable. Le **deuxième chapitre** analyse l'effet du contexte d'études sur la politisation, notamment des enseignements et du groupe des pairs. Par le prisme du type d'études, il renseigne sur la politisation comme une norme plus ou moins présente dans l'espace des études supérieures. Nous envisageons le contexte d'études comme lieu d'activation, de mise en veille ou d'acquisition de dispositions. Dans un deuxième temps, avec des données qualitatives et une monographie des étudiants de Sciences Po Strasbourg, l'objectif est de faire émerger les principaux vecteurs de politisation au sein du contexte d'études.

La **deuxième partie** discute des facteurs explicatifs de l'orientation politique des étudiants, mais aussi des changements d'identification politique, des variations attribuées au contexte d'études et plus largement à la carrière étudiante. Le **troisième chapitre** étudie le rôle des socialisations primaires et du contexte d'études sur l'orientation politique. Si les variables de l'héritage sont prégnantes, il s'attache à exposer les conditions de possibilité d'un effet du contexte d'études, *via* les enseignements et certaines prises de rôle en son sein. Le

**quatrième chapitre** se penche sur les étudiants en opposition politique à leurs parents ou en changement d'identification politique. Par le recours essentiellement à des entretiens de type biographique, il traite de l'action de la carrière étudiante sur les identifications politiques, auprès de ceux pour qui elle est la plus décisive.

La **troisième partie** est destinée à mieux connaître les liens entre études supérieures et militantisme, et plus précisément à cerner la sociogenèse des dispositions au militantisme des étudiants, rendre compte des conditions de leur activation, restituer la signification donnée à l'engagement, et mettre en évidence les logiques de la réalisation d'une socialisation militante et ses conséquences. Le **cinquième chapitre** dégage les dispositions favorables au militantisme des étudiants, et mobilise des éléments liés à l'héritage, à la distance à l'héritage, aux socialisations secondaires, et à la socialisation militante lors des études secondaires au sein d'associations ou de mouvements de jeunesse. Le **sixième chapitre** cherche à comprendre le processus d'entrée en militantisme. À quels moments les étudiants adhèrent-ils à une organisation politique ? Comment l'expliquer ? Le choix d'une perspective interactionniste permet de mettre en correspondance les carrières militantes avec les carrières étudiantes. Les contextes politiques et scolaires, ainsi que des changements d'étapes de la carrière étudiante sont mis en avant. Le **septième chapitre** rend compte des effets du militantisme des étudiants par les pratiques militantes, les apprentissages qui en découlent avec l'acquisition d'un capital militant, et les possibilités de professionnalisation politique qu'il ouvre. C'est notamment en s'intéressant au sens donné par les étudiants au militantisme que l'on peut saisir les effets des carrières étudiantes sur les carrières militantes.

# **Partie I : Études et politisation**



# Chapitre I : Héritage et adhésion au jeu scolaire

Ce chapitre vise à s'intéresser à la formation de l'identité politique et de dispositions à la politisation au cours de la socialisation primaire et de la scolarité. Selon une conception idéale, la participation des citoyens donne à la démocratie sa véritable légitimité. Les individus éprouvent un intérêt pour la politique et participent volontiers à sa mise en œuvre. Cependant, la politisation ne va pas de soi. Les recherches inscrites dans le paradigme de Michigan mettent en valeur le faible intérêt politique des individus, leur méconnaissance des institutions politiques et leur passivité<sup>211</sup>. Pour sa part, D. Gaxie établit que la politisation varie en fonction du niveau de compétence politique, c'est-à-dire de la capacité à opérer une construction proprement politique du champ politique et à donner un sens aux événements en son sein<sup>212</sup>. Ceux qui ne maîtrisent pas les schèmes politiques de classification et d'évaluation du monde politique se réfugient dans l'indifférence. Même si tous les citoyens apparaissent égaux devant le droit de vote, seuls quelques-uns sont compétents en matière de politique, d'où l'expression, en référence au scrutin censitaire, de « cens caché ». Finalement plus qu'une égalité devant le vote, D. Gaxie relève des inégalités liées au milieu social d'origine, au niveau culturel, mais aussi au sexe. Les comportements politiques constituent effectivement un ensemble de pratiques qui appartiennent davantage à l'univers masculin<sup>213</sup>. D'après plusieurs études, les écarts de comportements politiques entre les sexes<sup>214</sup> ne s'observent plus vraiment au niveau de la participation électorale. Les femmes votent à peu de choses près comme les hommes, c'est-à-dire non seulement autant qu'eux – leurs taux d'abstention sont très proches –, mais aussi presque comme eux. En revanche, des variations

---

<sup>211</sup> Campbell (Angus), Converse (Philip E.), Miller (Warren), Stokes (Donald E.), *The American Voter*, New York, Wiley and Sons, 1964.

<sup>212</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché, op. cit.*

<sup>213</sup> Sur les rapports entre les sexes, voir Bourdieu (Pierre), *La domination masculine*, Paris, Le Seuil, 1998.

<sup>214</sup> À défaut de citer une bibliographie importante, voir Sineau (Marianne), *Profession femme politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001 ; Bihr (Alain), Pfefferkorn (Roland), *Hommes femmes, quelle égalité ?*, Paris, L'Atelier, Éd. Ouvrières, 2002.

demeurent pour d'autres pratiques avec des taux d'intérêt, d'expression d'opinions politiques, et d'adhésion à des associations, syndicats ou partis politiques inférieurs pour les femmes<sup>215</sup>. Une explication réside dans la socialisation politique différenciée entre garçons et filles au cours de l'enfance avec « la prégnance d'un modèle masculin d'interprétation de l'intérêt comme de l'engagement politique<sup>216</sup> ». Outre l'origine sociale et le sexe, plusieurs études établissent l'importance du cadre familial<sup>217</sup>. Les parents « disposent d'une influence potentiellement importante, qui tient à leur situation de double proximité : proximité subjective (par la nature des relations entre parents et enfants) et objective (les échanges quotidiens)<sup>218</sup> ». De la sorte, une recherche sur la politisation des étudiants ne peut faire l'économie d'une analyse en termes de dispositions sociales, que ce soit l'origine sociale, le sexe et la politisation familiale. L'*habitus* est dès lors un concept heuristique en tant que générateur et organisateur des pratiques et des représentations. Au cours de leur enfance, au contact de leurs parents, les étudiants ont intériorisé des connaissances et des schèmes de compréhension de la politique qui divergent selon leur sexe, leur origine sociale, et la politisation de leurs parents.

Mais, l'assimilation ne s'arrête pas à l'enfance. C'est là en effet un point obscur des processus de socialisation politique : « On sait peu de choses sur ce qui se joue ensuite, entre l'enfance et les étapes les plus avancées dans une carrière politique<sup>219</sup> ». En ce sens, on ne doit pas négliger ce que représentent l'incorporation, le travail d'inculcation dans l'actualisation des prédispositions et la construction des *habitus*<sup>220</sup>, au cours de la socialisation primaire mais aussi de la socialisation secondaire et de l'ensemble de la scolarité. Les prédispositions sont actualisées tout au long de la scolarité suivant les contextes sociaux traversés et les étapes de

---

<sup>215</sup> Ces dissimilitudes s'observent de manière beaucoup plus forte, malgré la parité, pour ce qui est de l'exercice d'un mandat (à l'Assemblée nationale ou au Sénat où on relève 10% de femmes environ), même si les écarts diffèrent suivant les assemblées. Dans les Conseils Régionaux la féminité peut en effet constituer une propriété positive, voir Nay (Olivier), « Institutions and Representation : How Institutional Rules Shape Political Recruitment in French Regional Elections », *West European Politics*, vol.24, n°3, 2001, p. 151-172. De même au Parlement européen : Beauvallet (Willy), Michon (Sébastien), « Les femmes élues au Parlement européen (1979-2004) : modes de recrutement et stratégies d'investissement », *Regards Sociologiques*, n°27-28, 2004, p. 70-84.

<sup>216</sup> Muxel (Anne), « Socialisation et lien politique », in Blöss (Thierry) (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 27-44.

<sup>217</sup> Voir Hyman (Herbert), *Political socialization*, op. cit. ; Greenstein (Fred), *Children and Politics*, op. cit. ; Hess (Robert), Torney (Judith), *The Development of Political Attitudes in Children*, op. cit. ; Easton (David), Dennis (Jack), *Children in the Political System*, op. cit.

<sup>218</sup> Tedin (K. L.), « The influence of parents on the political attitudes of adolescents », art. cit.

<sup>219</sup> Bargel (Lucie), « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s », *Nouvelles Questions Féministes*, vol.24, n°3, 2005, p. 36-49, p. 36.

<sup>220</sup> Voir Bourdieu (Pierre), « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°30, 1979, p. 3-6.

la carrière scolaire. Le capital culturel des étudiants ne se résume pas seulement à leur capital culturel hérité. En ce sens, il s'agit de considérer les effets du capital culturel des étudiants, dans sa dimension héritée mais aussi acquise. D. Gaxie souligne l'importance du capital culturel dans l'explication de la politisation, notamment du niveau d'études<sup>221</sup>. Ce dernier étant ici plus ou moins neutralisé – les étudiants ont tous au moins le bac –, nous souhaitons appréhender le capital culturel des étudiants par leur capital culturel hérité, leur capital scolaire et leur rapport à la culture, en mesurant pour ces deux dernières dimensions ce qui se rapporte ou pas à une reproduction des comportements parentaux et à la position dans l'espace social. En bref, pour mettre en évidence l'action du capital culturel acquis, il s'agit de pointer les limites des variables de l'héritage. Dans quelle mesure le contexte scolaire favorise-t-il l'acquisition d'une compétence politique, de dispositions à la politisation, connaissances et autres schèmes de compréhension ? Un moyen de répondre est de s'intéresser aux étudiants qui sont politisés alors que leurs parents ne le sont pas. Quels étudiants ne satisfont pas à la matrice explicative des socialisations primaires ? Une piste est de considérer ce que représentent les études supérieures : un moment favorable au développement de dispositions culturelles et scolaires, qui forment des dispositions au changement.

Si la politisation parentale constitue la variable de l'héritage la plus clivante, la politisation des étudiants est aussi consécutive de l'acquisition de dispositions scolaires et culturelles. En période d'apprentissage, de changement et d'instabilité, nombreux sont les étudiants en crise identitaire et en promotion culturelle qui, au cours de leur carrière scolaire, se dotent de diplômes et de propriétés culturelles dont on connaît le poids explicatif sur la politisation. Ce chapitre analyse les écarts de politisation suivant les variables de l'héritage (I), puis les effets des dispositions scolaires et culturelles (II).

---

<sup>221</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.*

## I. La politisation en héritage

Les enquêtes sur l'explication de la politisation des étudiants abordent peu la position sociale héritée, le sexe et la socialisation familiale. La famille, élément pourtant central dans les études sur la politisation des jeunes et des lycéens<sup>222</sup>, ne l'est même pas du tout<sup>223</sup>. Des écarts d'intérêt politique suivant l'origine sociale et le sexe sont toutefois évoqués par Y. Delsaut<sup>224</sup>, plus rapidement par P. Le Galès et par C. Le Bart et P. Merle<sup>225</sup>. De manière assez proche de la population française, les plus favorisés socialement et les garçons s'affirment davantage intéressés par la politique. Auprès des étudiants de l'IEP de Paris, le genre est même la variable la plus discriminante sur le niveau de connaissances politiques, celui des étudiantes étant assez nettement inférieur<sup>226</sup>. Néanmoins, ces travaux ne traitent pas de l'influence de la famille, ni de celle du sexe sur d'autres indicateurs de politisation que les connaissances proprement dites. Ils n'appréhendent pas non plus le poids respectif de chacune des trois variables explicatives (position sociale héritée, sexe, politisation familiale).

L'effet de ces prédispositions semble évident. Le poids de chaque variable de l'héritage l'est déjà moins. Quelles sont les plus clivantes ? Doit-on considérer l'origine sociale comme la plus explicative de la politisation des étudiants ? Bien que le sexe et la classe sociale soient deux variables générales, leur croisement ne s'effectue qu'assez rarement dans le but de cerner l'hétérogénéité des pratiques suivant celles-ci<sup>227</sup>. Quels sont les effets spécifiques qui tiennent à la différence de sexe et à la différence d'origine sociale ? Le rôle de la famille peut certes s'analyser en lien avec la position sociale, mais il est réducteur d'expliquer toutes les pratiques familiales par la position sociale. Quel est le poids explicatif de la famille par rapport à l'origine sociale et au sexe ?

Si les propriétés socioculturelles héritées et le sexe ont un effet sur la politisation des étudiants, la politisation parentale constitue la variable la plus clivante. Après avoir souligné l'influence des variables liées à l'héritage (A), on étudiera leur poids respectif (B).

---

<sup>222</sup> Percheron (Annick), *Socialisation politique*, *op. cit.* ; Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée ; Muxel (Anne), *L'expérience politique*, *op. cit.*

<sup>223</sup> On relève néanmoins sur l'IEP de Paris : Muxel (Anne) *et al.*, *Les étudiants de Sciences Po*, *op. cit.*, p. 65-70.

<sup>224</sup> Delsaut (Yvette), « Les opinions politiques... », art. cit.

<sup>225</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique... », art. cit., p. 132 ; Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, *op. cit.*, p. 184.

<sup>226</sup> Muxel (Anne) *et al.*, *Les étudiants de Sciences Po*, *op. cit.*, p. 106.

<sup>227</sup> Passeron (Jean-Claude), Singly (François de), « Différences dans la différence... », art. cit.



## A. Des étudiants « héritiers »

Dès les années 1960, P. Bourdieu et ses collaborateurs relatent des variations significatives entre les pratiques scolaires des étudiants suivant leur origine sociale (usage de la bibliothèque universitaire, tenue d'un répertoire, lieu d'études, etc.)<sup>228</sup>. Plusieurs recherches relèvent également des écarts entre garçons et filles<sup>229</sup>, que ce soit au niveau des orientations scolaires<sup>230</sup> ou des pratiques d'études (« zèle scolaire », « docilité scolaire »<sup>231</sup>, etc.). Enfin, concernant le cadre socialisateur familial, F. de Singly met en exergue – comme nous l'avons évoqué – l'importance des habitudes prises au sein de la structure familiale sur les lectures des étudiants<sup>232</sup>. C'est à partir de ces trois variables qu'est constituée la matrice explicative de la politisation des étudiants par leurs socialisations primaires (position sociale héritée, sexe et politisation parentale). Cette partie s'attache à l'étude successive des écarts suivant la position sociale héritée, le sexe, et les propriétés politiques parentales, trois variables déterminantes.

### 1. La significativité de la position sociale héritée

La vérification de l'influence du système de positions et des trajectoires sociales sur le rapport à la politique des étudiants s'effectue tout d'abord par l'étude des variations des volumes de capital économique et culturel hérité ainsi que de leur répartition. C'est-à-dire si l'agent détient un volume de capital culturel supérieur à celui de capital économique, ou l'inverse. Car « la distribution des pratiques ou des représentations est étroitement liée à la distribution de la structure du capital hérité des différents élèves, ou pour être plus clair, au poids relatif du capital économique et du capital culturel dans leur patrimoine<sup>233</sup> ». Les catégories socioprofessionnelles des parents et leurs styles de vie permettent de sonder plus précisément cet aspect. C'est en observant la distribution du capital économique et culturel

---

<sup>228</sup> Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964 ; Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), avec la collaboration de Éliard (Michel), *Les étudiants et leurs études*, Paris, Mouton, 1964 ; Bourdieu (Pierre), Saint-Martin (Monique) (de) : « Les utilisateurs de la bibliothèque universitaire de Lille », in *Rapport pédagogique et communication*, Paris, Mouton, 1968, p. 109-120.

<sup>229</sup> Voir entre autres Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers, op. cit.* ; Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), avec la collaboration de Eliard (Michel), *Les étudiants et leurs études, op. cit.* ; Baudelot (Christian), Establet (Roger), *Allez les filles !*, Paris, Le Seuil, 1992.

<sup>230</sup> Duru-Bellat (Marie), *L'École des filles. Quelle formation pour quels rôles sociaux ?*, Paris, L'Harmattan, 1991 ; Terrail (Jean-Pierre), « Destins scolaires de sexe : une perspective historique et quelques arguments », in *Population*, n°3, 1992, p. 645-676.

<sup>231</sup> Bourdieu (Pierre), Saint-Martin (Monique de) : « Les utilisateurs de la bibliothèque universitaire... », art. cit.

<sup>232</sup> Sur les pratiques de lecture, voir Singly (François de), « Savoir hériter... », art. cit.

<sup>233</sup> Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 226.

hérité, puis la position sociale héritée – ici mesurée par les catégories socioprofessionnelles des parents et leurs styles de vie du fait de leur distribution dans l'espace social<sup>234</sup> –, que se perçoit la dépendance des pratiques de participation politique des étudiants avec leur trajectoire sociale<sup>235</sup>.

La politisation des étudiants est tout d'abord la plus élevée pour les plus dotés en *capital économique*. Ceux qui déclarent les revenus parentaux les plus conséquents sont les plus nombreux à suivre l'actualité politique, s'intéresser à la politique, estimer connaître les questions politiques, ou encore consulter régulièrement un quotidien. Les croisements de variables font part de différences probantes, comme en rend compte le tableau suivant :

**Tableau 4 : Indicateur de politisation des étudiants selon les revenus mensuels du père (Source : enquête n°1, n=801)**

Revenus mensuels du père	Effectifs	Intérêt politique <sup>236</sup>	Maîtrise des questions politiques <sup>237</sup>	Lecture du Monde
Non-réponse	142	30% (43) <sup>238</sup>	18% (26)	30% (43)
< 915€ (6 000F)	39	36% (14)	26% (10)	41% (16)
915€ à 1 524€ (6 000F à 10 000F)	145	28% (41)	24% (34)	31% (45)
1 524€ à 3 049€ (10 000F à 20 000F)	289	31% (91)	23% (66)	30% (86)
3 049€ à 4 573€ (20 000F à 30 000F)	98	45% (44)	38% (36)	43% (42)
> 4 573€ (30 000F)	88	52% (46)	37% (32)	51% (45)
Total	801	35% (279)	26% (204)	35% (277)

<sup>234</sup> *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

<sup>235</sup> Les questions sur les professions, les diplômes, les revenus ont, comme souvent, des taux de non-réponses assez élevés (6% et 4% pour les professions du père et de la mère, respectivement 25% et 24% pour leur niveau de diplôme, 18% et 16% pour leurs revenus) (Source : enquête n°1, n=801). Ces derniers n'empêchent toutefois pas l'analyse. Ces proportions s'expliquent non seulement par la méconnaissance des étudiants des diplômes et des revenus de leurs parents – ce que tendent à confirmer les « ne sait pas » apposés par plusieurs étudiants sur le questionnaire –, mais aussi par un refus de toute détermination sociale, d'autant plus que les étudiants sont occupés à se construire un avenir (*cf.* Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers, op. cit.*, p. 39). Lors de la passation du questionnaire, plusieurs étudiants ont par exemple signifié à l'enquêteur ou écrit sur le questionnaire qu'ils ne voyaient pas l'utilité de ces questions.

<sup>236</sup> Dans la suite du texte, l'intérêt politique correspond à la réunion des modalités « assez » et « beaucoup ». À noter que nous avons utilisé une échelle de cinq modalités, et non quatre comme le CEVIPOF, ce qui rend ici les comparaisons avec leurs enquêtes assez peu pertinentes.

<sup>237</sup> Dans la suite du texte, estimer maîtriser les questions politiques correspond à la réunion des modalités assez et beaucoup.

<sup>238</sup> Entre parenthèses, les effectifs : dans cette case 43 étudiants sur les 142 qui n'ont pas donné de réponse à la question sur les revenus de leur père s'intéressent à la politique.

Valeur de $p^{239}$		0,012	0,009	0,002
V de Cramer <sup>240</sup>		0,126	0,129	0,161

Lire : parmi les étudiants dont le père a des revenus supérieurs à 4 573€ (soit 88 étudiants), 52% s'intéressent à la politique (soit 46 étudiants), contre 35% sur l'ensemble de l'échantillon (801 étudiants).

52% des étudiants dont les revenus du père sont supérieurs à 4 573€ s'intéressent à la politique contre 28% avec des revenus compris entre 915€ et 1 524€. Les revenus maternels élevés accentuent les écarts. Aux plus hauts revenus déclarés des parents correspond plus fréquemment la politisation des étudiants la plus élevée – et inversement (cf. la représentation graphique des deux premiers facteurs de l'analyse des correspondances multiples (ACM), figure 1).

**Figure 1 : ACM sur la politisation des étudiants et les indicateurs de capital économique (Source : enquête n°1, n=801)<sup>241</sup>**

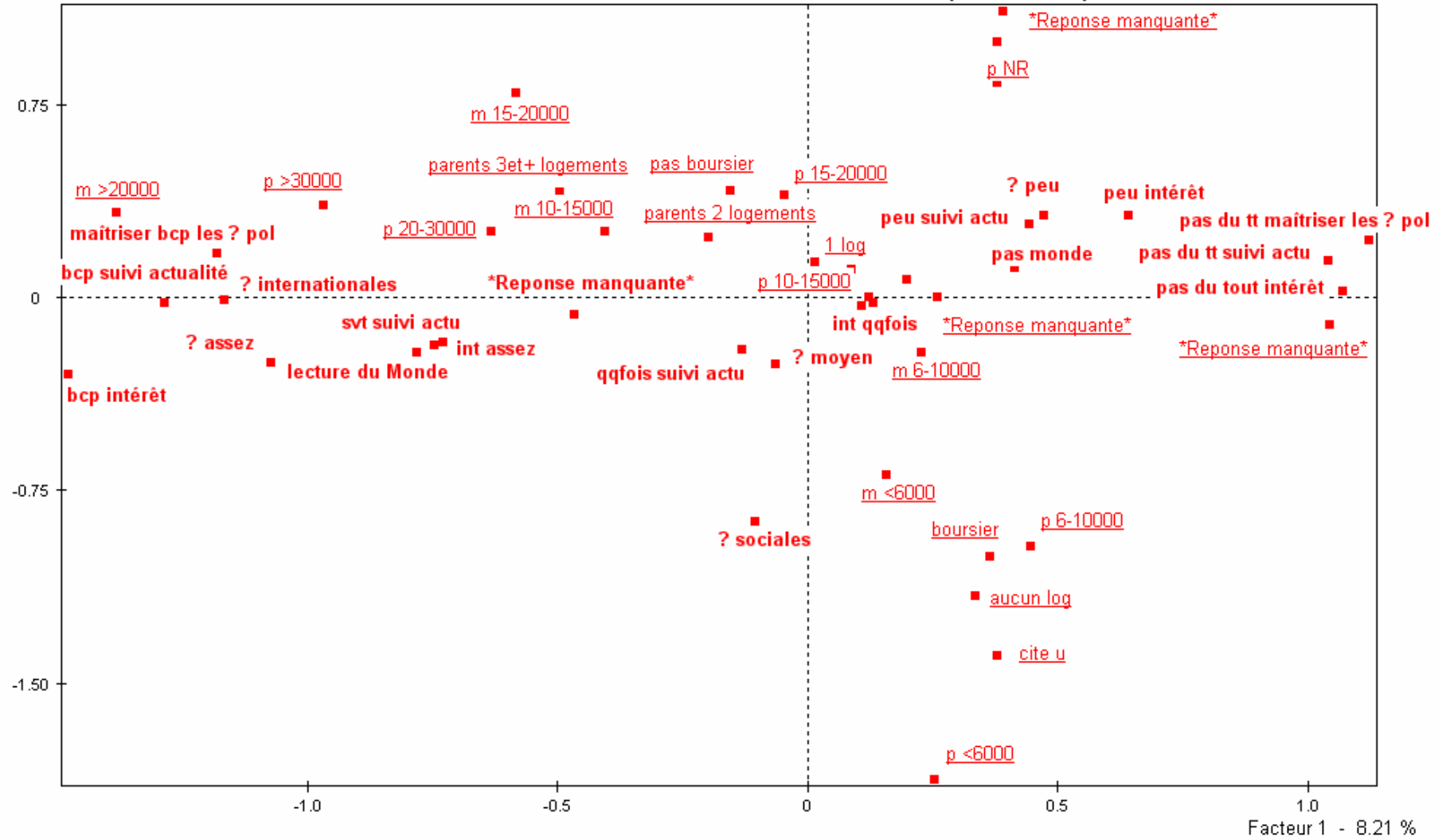
<sup>239</sup> La valeur de  $p$  est obtenue lors de la mise en œuvre du test du khi-deux d'indépendance. Le  $p$  correspond au risque d'erreur quant à l'affirmation de dépendance des deux variables croisées. Ici, l'intérêt politique des étudiants est dépendant des revenus mensuels de leur père au seuil de 1%, et la lecture du *Monde* par l'étudiant est dépendante des revenus de leur père au seuil de 2%. Les croisements utilisés sont la plupart du temps significatifs au seuil de 5% ( $p \leq 0,05$ ), de 1% ( $p \leq 0,01$ ), voire de 1‰ ( $p \leq 0,001$ ).

<sup>240</sup> Le V de Cramer est le résultat d'un test statistique qui discerne le taux de corrélation entre deux variables. Sa valeur varie entre 0 et 1. Plus on est proche de 1, plus la dépendance est effective. La dépendance commence à être assez importante pour un V de Cramer supérieur à 0,15, importante pour un V supérieur à 0,20, très importante au-dessus de 0,25/0,30. Elle est totale pour un V égal à 1.

<sup>241</sup> L'ACM permet de préciser les liens entre la politisation des étudiants et leur capital économique hérité. Elle est fondée sur sept indicateurs de politisation (intérêt politique, sentiment de maîtrise des questions politiques, suivi de l'actualité, lecture du *Monde*, intérêt pour les questions internationales ou sociales) et quatre de capital économique (revenus des parents, allocation d'étude, type de logement, nombre de logements détenus par les parents) (44 modalités associées après apurement) (voir le détail de la légende, figure 19). Le premier facteur rend compte de 8,21% de l'inertie totale, le deuxième de 6,43%, ce qui est loin d'être négligeable. Même avec des V de Cramer plutôt élevés, les pourcentages d'inertie peuvent apparaître à première vue relativement faibles, car les taux d'inertie dépendent du nombre de variables et de modalités. La multiplication des colonnes dans le tableau disjonctif fait baisser les taux d'inertie. Plus le nombre de modalités est important, plus les taux d'inertie décroissent : « les taux d'inertie sont toujours des mesures très pessimistes de l'information extraite, car le codage disjonctif induit une orthogonalité artificielle des colonnes du tableau » (Lebart (Ludovic), Morineau (Alain), Piron (Marie), *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Paris, Dunod, 2000 (3<sup>ème</sup> éd.), p. 137). L'axe 1 oppose ceux qui sont très politisés, fortement dotés en capital économique hérité (parents avec des salaires supérieurs à 20 000F mensuels (3 049 euros) pour la mère et à 30 000F (4 573 euros) pour le père), à ceux qui sont très peu politisés, qui répondent peu aux questions sur les revenus des parents ou sont peu dotés en capital économique. L'axe 2 différencie surtout les étudiants les moins dotés en capital économique qui s'intéressent aux questions sociales.

Facteur 2 - 6.43 %

### Politisation des étudiants et indicateurs de capital économique



Cependant, les V de Cramer n'apparaissent pas si élevés : au plus 0,161 pour la lecture du *Monde*. En ce sens, considérons les deux premiers facteurs de l'ACM réalisée à partir des principaux indicateurs de politisation des étudiants et de capital économique hérité (figure 1). Si les plus politisés sont plus souvent dotés en capital économique hérité, les moins politisés ne sont pas les moins dotés en ressources économiques, mais ceux qui s'abstiennent le plus de répondre aux questions sur les caractéristiques économiques. Ce résultat met en évidence la corrélation quelque peu relative entre politisation et capital économique. Les étudiants issus des catégories peu dotées économiquement au sein de l'espace social peuvent davantage s'intéresser à la politique que des étudiants économiquement plus favorisés. D'autres nuances s'observent. La moitié des syndicalistes – considérés comme politisés – perçoivent une allocation d'études, et ce sont les étudiants dont le père présente des revenus intermédiaires (compris entre 1 524€ et 3 049€) – donc pas les moins dotés en capital économique –, pour qui le sentiment de compétence politique et la lecture de la presse nationale (que ce soit *Le Monde*, *Libération*, *Le Courrier international* ou *Le Monde diplomatique*) se trouvent les plus faibles. L'explication ne peut pas se focaliser sur les seules propriétés économiques.

L'appréhension du lien entre la politisation des étudiants et leur *capital culturel hérité*, – qui représente pour nous le niveau de diplôme des parents et des grands-parents –, s'effectue ici par les propriétés scolaires de leurs parents et grands-parents. La politisation des étudiants dépend du niveau de diplôme des parents comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau 5 : Indicateurs de politisation des étudiants selon le diplôme le plus élevé de la mère (Source : enquête n°1, n=801)**

Diplôme de la mère	Effectifs	Intérêt politique	Lecture du <i>Monde</i>
Non-réponse	195	29% (57)	28% (54)
Sans diplôme	79	39% (31)	32% (25)
CAP/BEP, BEPC	127	28% (35)	27% (34)
Bac	113	26% (29)	35% (39)
Bac+2	67	39% (26)	36% (24)
Bac+3 ou Bac+4	156	44% (68)	37% (57)
≥ Bac+5	64	52% (33)	69% (44)
Ensemble	801	35% (279)	35% (277)
Valeur de p		0,006	<0,001
V de Cramer		0,1315	0,227

Lire : parmi les étudiants dont la mère n'a pas de diplôme (79 étudiants), 32% citent *Le Monde* (25 étudiants).

De la sorte, 52% des étudiants dont la mère détient un diplôme au moins égal à bac+5 s'intéressent à la politique contre 28% pour un CAP/BEP. Les différences sont surtout significatives avec les parents diplômés du supérieur. Parmi les indicateurs utilisés, une opposition de pratiques paraît particulièrement prégnante : les lectures du *Monde diplomatique*, du *Courrier international* et de quotidiens nationaux (notamment du *Monde*) sont plus fréquentes pour les étudiants dont les parents présentent un diplôme au moins égal à cinq années après le bac, au contraire des quotidiens régionaux, à la légitimité culturelle moindre, plus souvent cités par ceux dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur<sup>242</sup>.

**Figure 2 : ACM sur la politisation des étudiants et les diplômes de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801)<sup>243</sup>**

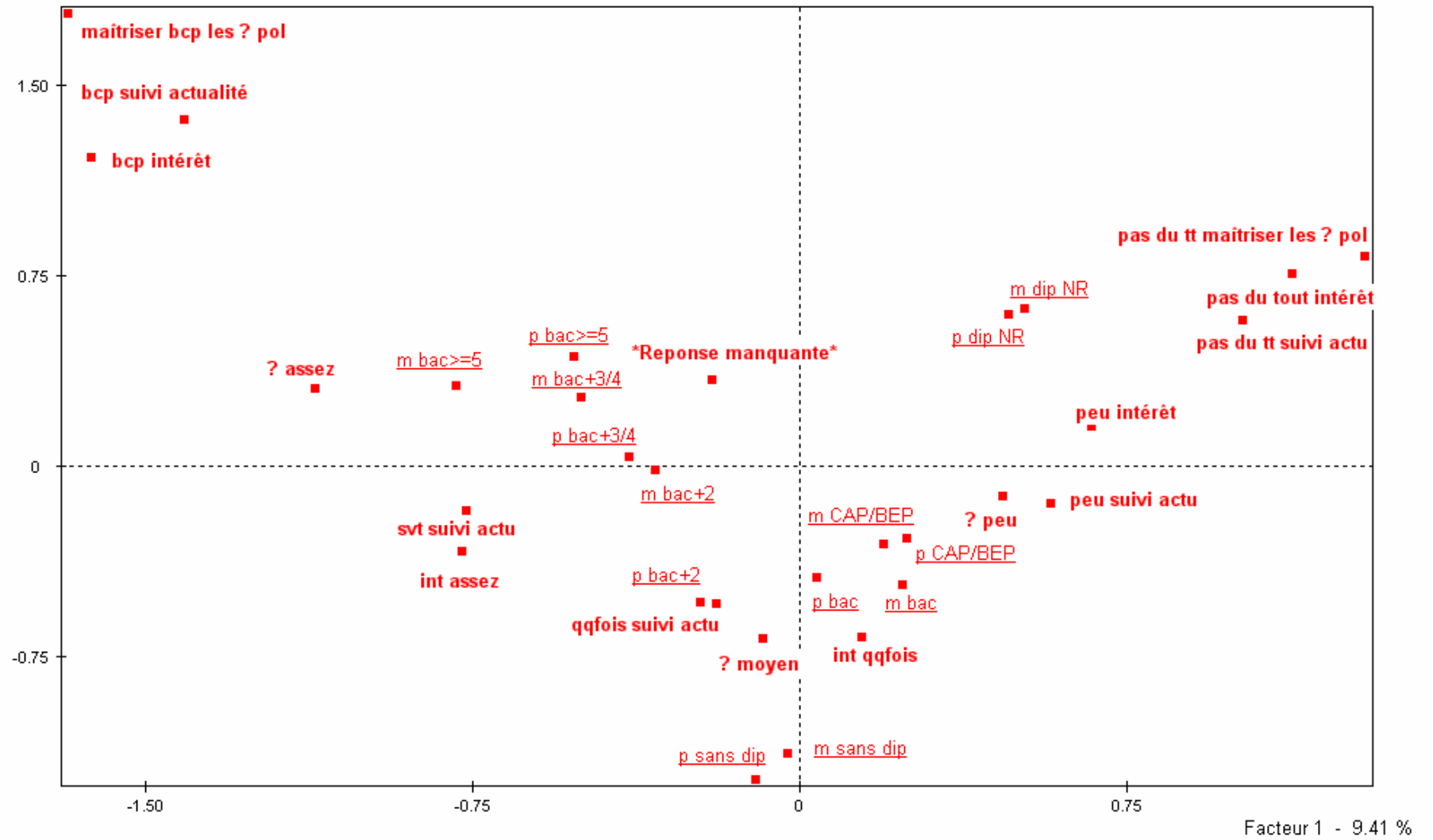
---

<sup>242</sup> Pour des résultats en ce sens sur la lecture de la presse des étudiants, voir Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, op. cit., p. 107.

<sup>243</sup> ACM effectuée à partir de trois indicateurs de politisation (intérêt politique, suivi de l'actualité, sentiment de maîtrise des questions politiques), du niveau de diplôme du père et de la mère (29 modalités). Le premier facteur rend compte de 9,41% de l'inertie totale. Il oppose les étudiants politisés aux non politisés. Il oppose également les étudiants dont les parents sont les plus diplômés à ceux qui ne répondent pas aux questions sur les diplômes de leurs parents. Le deuxième axe (6,75% de l'inertie) différencie les valeurs extrêmes et médiantes attestant d'un effet Guttman sur le plan formé par les deux premiers axes.

Facteur 2 - 6.75 %

### Politisation des étudiants et diplômés de leurs parents



Entre les deux parents, le niveau de diplôme de la mère est plus clivant que celui du père (voir sur l'ACM effectuée (figure 2), les points relatifs à la mère un peu plus excentrés que ceux du père). Les V de Cramer apparaissent toujours plus élevés pour la mère que pour le père (par exemple pour la lecture du *Monde* par l'étudiant, 0,227 avec le niveau de diplôme de la mère contre seulement 0,136 pour celui du père). Enfin, la distribution des comportements politiques des étudiants dépend des propriétés culturelles non seulement de leurs parents, mais aussi de leurs grands-parents. Les étudiants avec au moins un grand-père doté d'un diplôme supérieur ou égal au bac s'intéressent davantage à la politique, et consultent plus fréquemment un quotidien national ou des magazines d'actualité. Compte tenu des effets des capitaux hérités tant économiques que culturels sur la politisation des étudiants, il convient à présent de s'intéresser aux différences suivant la position des parents dans l'espace social *via* les professions.

Les croisements entre les indicateurs de politisation des étudiants et les *catégories socioprofessionnelles de leurs parents et grands-parents* attestent logiquement – à la suite des développements précédents – de variations significatives (V de Cramer compris entre 0,14 et 0,19).

**Tableau 6 : Indicateurs de politisation des étudiants selon la profession du père (Source : enquête n°1, n=801)**

Profession du père	Effectifs	Intérêt politique	Lecture du <i>Monde</i>
Non-réponses	45	40% (18)	22% (10)
Artisan/commerçant	89	34% (30)	26% (23)
Profession libérale	64	34% (22)	34% (22)
Cadre supérieur fonction publique	68	53% (36)	56% (38)
Cadre supérieur privé	66	38% (25)	50% (33)
Profession intermédiaire public	52	37% (19)	31% (16)
Profession intermédiaire privé	71	39% (28)	35% (25)
Technicien	73	30% (22)	30% (22)
Employé	84	36% (30)	33% (28)
Ouvrier	118	23% (27)	31% (36)
Sans	70	31% (22)	34% (24)
Ensemble	800	35% (279)	35% (277)
Valeur de p		0,026	0,001
V de Cramer		0,146	0,189

Lire : parmi les étudiants avec un père artisan/commerçant, 34% s'intéressent à la politique.



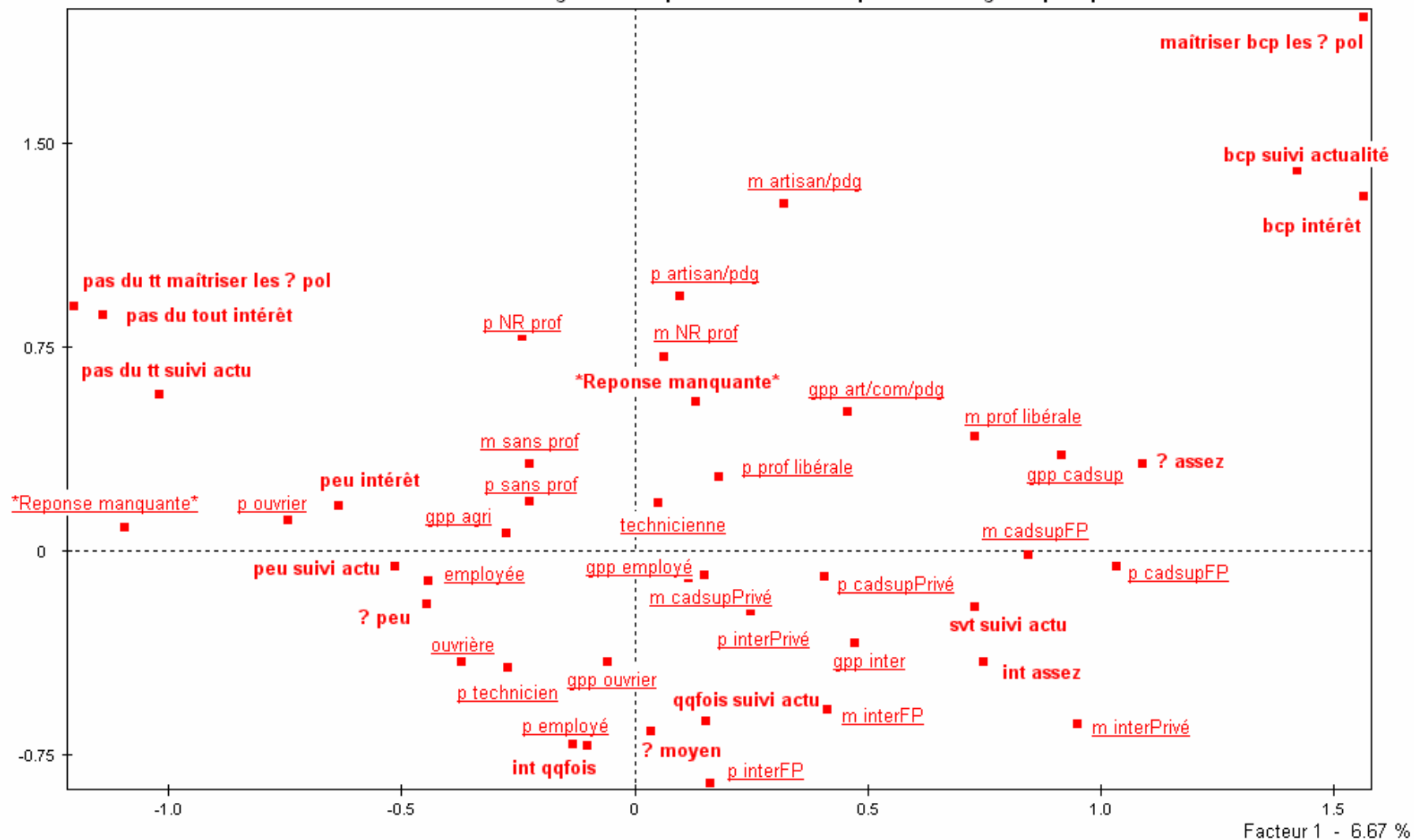
**Figure 3 : ACM sur la politisation et les catégories socioprofessionnelles des parents et du grand-père paternel (Source : enquête n°1, n=801)<sup>244</sup>**

---

<sup>244</sup> ACM réalisée à partir de trois indicateurs de politisation des étudiants (intérêt politique, suivi de l'actualité, sentiment de maîtrise des questions politiques), et des professions des parents et du grand-père paternel (42 modalités). Le premier facteur rend compte de 6,67% de l'inertie totale, le deuxième de 4,69%. Le premier axe distingue les étudiants les plus politisés dont les parents se positionnent dans les catégories supérieures, aux moins politisés dont les parents sont, lorsqu'ils donnent une réponse, ouvriers ou employés.

Facteur 2 - 4.69 %

### Politisation et catégories socioprofessionnelles des parents et du grand-père paternel



La politisation des étudiants est liée aux catégories socioprofessionnelles de leurs parents. Les enfants d'ouvriers présentent les taux de politisation les plus faibles, et lorsqu'ils s'intéressent à des sujets politiques il s'agit essentiellement de questions sociales (emploi, chômage, etc.), c'est-à-dire des thématiques susceptibles de concerner plus ou moins directement leurs parents. La politisation s'accroît en revanche avec le nombre de parents positionnés dans les professions supérieures<sup>245</sup>. Les étudiants à l'origine sociale la plus élevée font également part de modes de participation politique plus actifs comme le fait d'assister à des meetings politiques ou d'adhérer à des associations culturelles, politiques ou environnementales – contrairement aux enfants de techniciens sur-représentés dans les associations sportives<sup>246</sup>. Ce haut niveau de participation, en comparaison avec le reste de l'échantillon, va de pair avec un sentiment de compétence élevé, l'intérêt le plus marqué pour les questions internationales, et le positionnement le plus fréquent sur l'axe gauche/droite. En participant le plus, les étudiants issus des catégories sociales supérieures se distinguent de ceux des catégories les moins favorisées économiquement et culturellement. Plus précisément, au sein des catégories supérieures de l'espace social, les enfants de cadres supérieurs de la fonction publique (enseignants du secondaire et du supérieur, hauts fonctionnaires, etc.) sont les plus intéressés, suivis par les cadres d'entreprises et, en retrait, les professions libérales, spécialement pour la participation à un meeting politique. À titre illustratif, les pères des étudiants les plus politisés exercent les professions de maîtres de conférences ou de professeurs des Universités, de hauts fonctionnaires (diplômés de l'ÉNA ou dotés d'un doctorat), et de cadres dirigeants d'entreprise (diplômés d'une grande école). De manière analogue, au sein des catégories intermédiaires, ceux dont les parents exercent une profession intermédiaire de la fonction publique s'intéressent davantage à la politique que les fils et filles d'employés, de techniciens, d'agents de maîtrise et de contremaîtres, dont les comportements politiques se rapprochent de ceux des enfants d'ouvriers. Pour résumer, l'enquête montre que le niveau de politisation des étudiants s'accroît avec leur capital culturel hérité, et dépend de la position sociale de leurs parents.

---

<sup>245</sup> Sur l'inégale distribution de la lecture de la presse suivant la profession du père, voir Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>246</sup> Sur le recrutement des associations, voir Héran (François), « Un monde sélectif : les associations », *Économie et statistique*, n°208, 1988, p. 17-31.

Les comportements politiques des étudiants se distribuent également en fonction des styles de vie des parents<sup>247</sup>, qui illustrent la structure du capital global hérité<sup>248</sup>. L'intérêt politique des étudiants est ainsi plus fréquent lorsque leurs parents apprécient la lecture et/ou les loisirs culturels, à l'inverse de la pêche, la chasse, le sport ou la télévision (54% des étudiants dont le père a la lecture comme loisir préféré affirment lire fréquemment un quotidien, contre 22% pour ceux dont le père se consacre régulièrement à la chasse ou à la pêche). Le lien avec le positionnement des parents dans l'espace social paraît d'autant plus évident que la lecture est relativement commune pour les parents diplômés du supérieur (38% des pères avec un diplôme supérieur ou égal à bac+5 ont la lecture comme loisir préféré, contre moins de 8% pour un niveau inférieur ou égal au bac), au contraire de la pêche et la chasse davantage pratiquées par les pères avec un CAP/BEP. La politisation des étudiants et l'intérêt pour les sujets politiques les plus légitimes (politique intérieure, questions internationales et européennes), également dépendants des lectures des parents, s'accroissent sensiblement lorsque leurs parents parcourent les quotidiens ou hebdomadaires nationaux, notamment *Le Monde* (56% des étudiants dont le père consulte la presse nationale s'intéressent à la politique contre 26% pour les quotidiens régionaux). Au même titre que les autres indicateurs de position sociale héritée, la description des styles de vie renseigne sur la distribution de la politisation des étudiants dans l'espace social. Les plus politisés s'avèrent être ceux qui, parmi les mieux dotés en capital global, détiennent un volume supérieur de capital culturel à celui de capital économique. Par conséquent, la politisation des étudiants apparaît non seulement déterminée par leur volume de capital global mais aussi et surtout par sa structure, c'est-à-dire au poids relatif du capital économique et du capital culturel.

Enfin, toujours en lien avec la « trajectoire sociale », l'étude des professions des grands-parents témoigne d'une politisation corrélée à l'ancienneté d'appartenance aux catégories sociales supérieures, celle-ci accentuant les oppositions<sup>249</sup> :

---

<sup>247</sup> Une première limite aux données recueillies concerne les réponses aux questions sur les pratiques parentales données par les étudiants eux-mêmes. Une deuxième limite réside dans la part élevée de non-réponses aux questions concernant les indicateurs de style de vie. Malgré celles-ci, les variations ne sont pas inintéressantes.

<sup>248</sup> Bourdieu (Pierre), *La distinction, op. cit.*

<sup>249</sup> Pour une enquête abordant l'effet des positions sociales des grands-parents sur les trajectoires de leurs petits enfants, voir Montlibert (Christian de), *Crise économique et conflits sociaux*, Paris, L'Harmattan, 1989.

**Tableau 7 : Indicateurs de politisation des étudiants selon la profession du grand-père paternel (Source : enquête n°1, n=801)**

Profession du grand-père paternel	Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Lecture du <i>Monde</i>
Non-réponses	233	22% (52)	25% (58)	25% (59)
Agriculteur	72	24% (17)	35% (25)	<b>32%</b> (23)
Artisan/commerçant	90	36% (32)	43% (39)	47% (42)
Cadre supérieur	56	50% (28)	52% (29)	<b>59%</b> (33)
Cadre intermédiaire	56	41% (23)	43% (24)	30% (17)
Employé	113	38% (41)	33% (37)	33% (38)
Ouvrier	181	31% (56)	37% (67)	<b>36%</b> (65)
Total	801	31% (249)	35% (279)	35% (277)
Valeur de p		0,006	0,007	<0,0001
V de Cramer		0,131	0,130	0,194

Lire : parmi les étudiants dont le grand-père paternel était agriculteur 32% suivent régulièrement l'actualité politique.

Les petits-enfants de cadres supérieurs apparaissent globalement les plus politisés, mais plus par leur lecture de la presse (près de six sur dix citent *Le Monde* contre environ un sur trois pour ceux d'ouvriers et d'agriculteurs) que par leur adhésion à des syndicats étudiants – qui recrutent pour moitié des petits-fils d'ouvriers. L'étude de la politisation des étudiants selon trois sous-groupes construits à partir de la profession du père (catégories supérieures, intermédiaires et populaires) précise l'incidence de l'ancienneté d'appartenance aux différentes catégories sociales. Parmi les étudiants dont le père appartient aux catégories supérieures, ceux avec les propriétés culturelles les plus conséquentes et la longévité la plus importante au sein des catégories supérieures participent le plus à la politique. En revanche, les propriétés culturelles les moins élevées et la plus faible ancienneté parmi les catégories supérieures correspondent à la participation la plus basse.

L'enquête réaffirme auprès de cette population le poids déterminant du capital culturel hérité et de l'ancienneté d'appartenance aux catégories supérieures de l'espace social des parents. Partant, l'explication de la politisation des étudiants ne peut pas occulter les prédispositions héritées en lien avec les conditions sociales d'existence au cours de l'enfance et même après. Néanmoins, les corrélations assez peu élevées signalent que ce ne sont pas les seules variables à interroger.

## 2. Des étudiantes un peu plus distantes

Deuxième variable de la matrice retenue : le sexe. Comme l'indiquent les résultats des précédentes études<sup>250</sup>, les écarts entre les sexes semblent explicables par l'incorporation de la « domination masculine », la politique étant davantage associée à l'univers masculin<sup>251</sup>. On distingue des manières de voir, de penser et d'agir qui sont sexuées, des pratiques plus féminines, d'autres plus masculines, dont la politique.

Si les V de Cramer ne s'avèrent pas très élevés (entre 0,10 et 0,13), les croisements des indicateurs de politisation avec le sexe attestent tout de même de différences non négligeables : 61,5% des étudiants intéressés par la politique sont de sexe masculin<sup>252</sup>. Les variations s'observent également qualitativement. Les écarts entre les sexes portent tout d'abord sur les personnalités politiques préférées. Alors que les garçons ne citent jamais une femme, les étudiantes évoquent davantage Martine Aubry, Roselyne Bachelot, Arlette Laguiller ou Marlyse Lebranchu. De même, pour la question sur les sujets politiques préférés. Éducation, affaires sociales, famille, PACS, minorités, discriminations, immigration forment les sujets principalement énoncés par les filles. Les garçons choisissent plutôt la politique intérieure, l'emploi, l'économie, l'insécurité, les affaires politico-judiciaires, et la légalisation du cannabis – cette dernière réponse étant exclusivement masculine. Cette distribution sexuée rappelle l'étude de Ch. de Montlibert sur les sujets de mémoire des étudiants<sup>253</sup>. Il relève des garçons davantage intéressés par le travail, l'économie, l'emploi, la politique, alors que les filles traitent en plus grand nombre de sujets sur la famille et le travail social. Certains thèmes relatifs à des secteurs d'activité qui prennent en compte « l'humain » paraissent plus féminins que d'autres, plus théoriques. Les garçons sont ensuite un peu plus attirés par l'actualité :

---

<sup>250</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique... », art. cit. ; Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, op. cit. ; Muxel (Anne) et al., *Les étudiants de Sciences Po*, op. cit.

<sup>251</sup> Voir Bourdieu (Pierre), *La domination masculine*, op. cit.

<sup>252</sup> Les écarts suivant le sexe pourraient être dus à la structure de l'échantillon et à l'interrogation plus fréquente des filles au sein des filières les moins politisées. Or les moins intéressés de l'échantillon étudient en IUT génie civil et en école d'ingénieur où l'on ne retrouve que 15% et 11% de filles. À l'inverse, au sein des filières les plus politisées, droit et Institut d'Études Politiques (IEP), l'échantillon comprend respectivement 68% et 59% de filles. Les écarts enregistrés seraient donc plutôt à majorer.

<sup>253</sup> Montlibert (Christian de), « L'emprise de la féminisation sur les savoirs sociologiques », *Regards Sociologiques*, n°22, 2001, p. 41-48.

**Tableau 8 : Indicateurs du suivi de l'actualité des étudiants selon le sexe (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Suivre fréquemment l'actualité politique	Regarder régulièrement les émissions politiques à la télévision	Consulter fréquemment un quotidien
Garçons	399	54% (135)	57% (80)	56% (165)
Filles	402	46% (114)	43% (60)	44% (130)
Total	801	100% (249)	100% (140)	100% (295)
Valeur de p		0,027	0,002	0,008
V de Cramer		0,095	0,1233	0,11

Lire : parmi les étudiants qui suivent fréquemment l'actualité politique 54% sont des garçons contre 46% des filles.

54% d'entre eux suivent régulièrement l'actualité politique contre 46% des filles, et 56% consultent fréquemment un quotidien contre 44%. Ils citent aussi davantage *Le Canard Enchaîné*, *Charlie Hebdo*, *Les Échos*, mais aussi la presse sportive (*L'Équipe*, *Onze mondial*, *Tennis magazine*, etc.), les magazines de vulgarisation scientifique (*Science et vie*) et d'informatique (*PC magazine*). Les filles se distinguent en revanche par leur lecture de magazines féminins ou *people*. Compte tenu des V de Cramer peu élevés – entre 0,9 et 0,12 –, les dépendances restent relatives, comme en atteste la lecture du *Monde* pour laquelle les résultats s'inversent même : 37% des filles le citent contre 32% des garçons. On entrevoit en fait pour cet indicateur le rôle d'autres facteurs – nous y reviendrons.

Les écarts sont beaucoup moins négligeables concernant les non-réponses. Plus que le positionnement politique entre la gauche et la droite, les variations entre les sexes concernent le non positionnement politique. Les V de Cramer aux deux questions sur l'orientation politique, assez supérieurs aux précédents, s'élèvent à 0,149 et 0,201 :

**Tableau 9 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants selon le sexe (V=0,149 ; p=0,022) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Garçons	3% (12)	6% (24)	14,5% (58)	24% (96)	14% (56)	17,5% (69)	6% (24)	1% (4)	<b>14%</b> (56)	100% (399)
Filles	4% (16)	6% (24)	13% (53)	23% (92)	13% (52)	14% (56)	2,5% (10)	1% (5)	<b>23%</b> (94)	100% (402)

Lire : 23% des filles interrogées se positionnent au centre gauche (case 3) contre 24% des garçons.

**Tableau 10 : Déclaration de proximité avec un parti politique des étudiants selon le sexe (V=0,201 ; p=0,002) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Réponses manquantes	Aucun	LCR/LO	PC	PS/MDC	Verts	UDF+DL	RPR	FN	Total
Garçons	<b>33%</b> (133)	16,5% (66)	2% (7)	2% (7)	19% (76)	11% (44)	5,5% (22)	10,5% (42)	0,5% (2)	100% (399)
Filles	<b>48%</b> (194)	13% (53)	1% (3)	2% (9)	18% (73)	7,5% (31)	2,5% (10)	7,5% (28)	0,5% (1)	100% (402)

Lire : 48% des filles interrogées ne donnent pas de réponse quant à leur proximité avec un parti politique contre 33% des garçons.

Sur l'axe gauche/droite, une fille sur quatre choisit la réponse « ne sait pas » contre un garçon sur sept. Deux tiers des réponses « ne sait pas » sont le fait de filles. Une fille sur deux ne répond pas à la question concernant la proximité partisane contre un garçon sur trois. Ajoutons que près de 60% des non-réponses aux deux questions d'identification politique sont données par les étudiantes. Sur ce point, ces dernières ne se différencient pas des lycéennes<sup>254</sup>. Ces non-réponses<sup>255</sup> invitent à sonder la compétence subjective. En fait, avec des non-réponses aux questions politiques, indicatives d'un sentiment d'incompétence politique<sup>256</sup>, les filles souhaitent moins s'exprimer. Outre le positionnement politique, les variations les plus significatives entre les sexes portent en effet sur le sentiment de compétence politique (V de Cramer à 0,188) : deux tiers des enquêtés qui s'estiment compétents sont de sexe masculin, et la moitié des étudiantes estiment peu ou ne pas du tout maîtriser les questions politiques<sup>257</sup>.

En soulignant la plus grande distance des filles avec la politique<sup>258</sup>, l'enquête corrobore la thèse de la différenciation de la socialisation politique entre garçons et filles.

<sup>254</sup> Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée, p. 598.

<sup>255</sup> Les non-réponses des étudiantes ne se limitent pas à l'identification politique. Les filles sont également plus nombreuses à s'abstenir de répondre aux questions sur le sujet politique préféré, le positionnement politique des parents, et leurs revenus (plus de 60% des non-réponses à chaque fois).

<sup>256</sup> En ce sens, voir Gaxie (Daniel), *Le cens caché, op. cit.*

<sup>257</sup> Les différences se situent également au niveau de la compétence proprement dite. À âge égal et à niveau d'études égal, les femmes ont un niveau de connaissances politiques inférieur à celui des hommes. Voir Chiche (Jean), Haegel (Florence), « Les connaissances politiques », in Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), Sniderman (Paul M.) (dir.), *La démocratie...*, op. cit., p. 273-292.

<sup>258</sup> Voir sur ce point Bourdieu (Pierre), *La distinction, op. cit.* ; Gaxie (Daniel), « Le vote désinvesti, quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, n°22, 1993, p. 138-164.



### 3. La politisation par les parents

Troisième type de variable : la politisation parentale. Même si les étudiants n’habitent plus dans leur grande majorité chez leurs parents – plus de deux tiers de l’échantillon –, la socialisation familiale doit être interrogée<sup>259</sup>. Son action demeure prégnante au-delà de l’enfance et de l’adolescence, notamment sur le rapport à la politique<sup>260</sup>. Les études de socialisation politique insistent sur le rôle, non seulement des parents dans la familiarisation avec la politique<sup>261</sup>, mais aussi de l’homogénéité des choix politiques parentaux qui rend les identifications politiques plus fréquentes<sup>262</sup>. Plusieurs questions se posent *de facto* sur ces deux points : l’intensité de la corrélation entre étudiants et parents, et l’influence de l’homogénéité des choix politiques des parents.

En étant formulée dans les mêmes termes, la question sur l’intérêt politique peut faire l’objet d’une comparaison entre étudiants et parents. D’une manière globale, les étudiants se perçoivent moins politisés que leur père, mais davantage que leur mère. Au sein de l’échantillon, 35% des étudiants s’intéressent à la politique contre 47% des pères et 24% des mères. Les garçons se rapprochent de leur père (41%) tout en demeurant à un niveau inférieur. Discerne-t-on un effet d’âge ? Difficile de répondre en l’état. Ceci dit, cette interprétation n’est pas complètement satisfaisante pour les filles qui, plus proches dans leurs réponses de leur mère que de leur père, présentent un niveau d’intérêt supérieur à leur mère (29%). Compte tenu du niveau de diplôme des étudiantes, plus élevé que celui de leur mère, distinguerait-on les effets du capital culturel ou les moindres effets de la domination masculine ? Ces résultats sont certainement la conjugaison de plusieurs variables. L’enquête renseigne par ailleurs sur l’homogamie entre les parents :

---

<sup>259</sup> Cicchelli (Vincenzo), *La construction de l’autonomie...*, *op. cit.*

<sup>260</sup> Lazarsfeld (Paul F.), Berelson (Bernard), Gaudet (Hazel), *The people’s choice*, *op. cit.*

<sup>261</sup> Percheron (Annick), *Socialisation politique*, *op. cit.*

<sup>262</sup> Percheron (Annick), « Peut-on encore parler d’héritage politique en 1989 ? », in Mény (Yves) (dir.), *Idéologies partis politiques et groupes sociaux, Études réunies pour Georges Lavau*, Paris, PFNSP, 1991 (1<sup>ère</sup> éd. 1989), p. 157-174, p. 167.

**Tableau 11 : Homogamie politique entre les parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	%	
Père et mère intéressés <sup>263</sup>	153	20%	
Uniquement père intéressé	207	27%	} 31%
Uniquement mère intéressée	30	4%	
Ni père ni mère intéressés	377	49%	
Total	767	100%	

Lire : 20% des étudiants interrogés ont un père et une mère intéressés par la politique.

Bien que les pères soient plus participatifs que les mères, on relève une forte proximité dans les comportements entre les deux parents – on retrouve là des résultats conformes aux travaux sur le choix du conjoint<sup>264</sup>. Lorsqu'un seul parent est politisé, il s'agit le plus souvent du père, ce qui renvoie une fois encore à l'inscription de la politique comme pratique plutôt masculine. Sur le suivi de l'actualité, les questions n'étant pas posées en des termes identiques, la comparaison semble plus aléatoire. On observe néanmoins un plus faible suivi par rapport au père (34% pour les garçons et 28% pour les filles contre 53% pour le père et 28% pour la mère). La moindre politisation des étudiants que leur père, et ceci quel que soit leur sexe – avec des différences moins importantes pour les garçons – laisse envisager les effets de l'âge, mais aussi ceux du facteur générationnel.

Abordons les croisements de variables. Confirmant les travaux sur la socialisation politique, la politisation des étudiants est nettement corrélée à celle de leurs deux parents : les V de Cramer sont supérieurs à 0,15 pour la plupart des indicateurs, et à 0,20 pour l'intérêt politique, la compétence subjective et la lecture du *Monde*. Dépendance plus prégnante que pour les lycéens : V. Tournier, qui prolonge les enquêtes de K. Jennings et R. Niemi sur les adolescents<sup>265</sup>, obtient effectivement des V de Cramer de 0,13 avec le père et 0,12 avec la mère<sup>266</sup>. La détention d'un bagage culturel supérieur aux lycéens et un contexte plus politisé pourrait favoriser la transmission et la mise en action des prédispositions. La lecture du

<sup>263</sup> Les questions sont identiques pour le père et la mère.

<sup>264</sup> Girard (Alain), *Le choix du conjoint*, Paris, PUF/INED, 2<sup>e</sup> édition, 1974 (1<sup>ère</sup> édition, Cahiers de l'INED, n°44, PUF, 1964) ; Singly (François de), *Fortune et infortune de la femme mariée*, *op. cit.* ; Bozon (Michel), Héran (François), « La découverte du conjoint I. Évolution et morphologie des scènes de rencontre », *Population*, 6, 1987, p. 943-986, et « La découverte du conjoint II. Les scènes de rencontre dans l'espace social, *Population*, 1, 1988, p. 121-150.

<sup>265</sup> Jennings (Kent), Niemi (Richard), *The Political character of adolescence...*, *op. cit.*, p. 178.

<sup>266</sup> Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée.

*Courrier international* ou du *Monde diplomatique* est toutefois plus spécifique, en étant moins dépendante des indicateurs parentaux : V de Cramer compris entre 0,085 et 0,146. Ce type de lecture s'avère en fait particulièrement lié à la filière d'études (cf. chapitre II). Concernant la distribution des pratiques, plus les parents des étudiants suivent l'actualité politique, consultent la presse politisée, expriment des opinions politiques, s'intéressent à la politique et adhèrent à des organisations politiques, plus leurs enfants suivent l'actualité politique, s'intéressent à la politique, s'estiment politiquement compétents, se rendent à des meetings politiques, adhèrent à une association politique, consultent la presse d'actualité tant au niveau des quotidiens que des hebdomadaires ou des mensuels.

**Tableau 12 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de l'intérêt politique des parents (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

	<b>Intérêt politique</b>	<b>Maîtrise des questions politiques</b>	<b>Lecture du Monde</b>
Père intéressé par la politique (366)	48% (174)	36% (131)	44% (161)
Père peu ou pas intéressé par la politique (213)	21% (45)	12% (25)	23% (48)
Mère intéressée par la politique (186)	63% (118)	44% (81)	50% (92)
Mère peu ou pas intéressée par la politique (385)	23% (87)	16% (62)	26% (98)

Lire : parmi les étudiants dont le père est intéressé par la politique, 48% sont eux-mêmes intéressés.

**Tableau 13 : Indicateurs de politisation de l'étudiant suivant le nombre de parents intéressés par la politique (Source : enquête n°1, n=801)**

	<b>Intérêt politique</b>			<b>Maîtrise des questions politiques</b>		
	Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup	Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup
2 parents intéressés (153)	14,5% (22)	21,5% (33)	64% (98)	21,5% (33)	32,5% (50)	46% (70)
1 parent intéressé (237)	32,5% (77)	29% (69)	38,5% (91)	38,5% (89)	32% (74)	29,5% (69)
Aucun parent intéressé (377)	51% (192)	28,5% (108)	20,5% (77)	34,5% (222)	27,5% (95)	38% (54)
Total	38% (291)	27% (210)	35% (266)	45,5% (344)	29% (219)	25,5% (193)
Valeur de p	<0,001			<0,001		
V de Cramer	0,2610			0,2372		

Lire : Parmi les étudiants avec deux parents intéressés par la politique, ils sont 48,5% à suivre assez ou beaucoup l'actualité politique, 22% moyennement, et 29,5% peu ou pas.

Près de trois quarts des étudiants politisés ont un père politisé<sup>267</sup>, et 80% de ceux dont le père ne s'intéresse pas à l'actualité politique suivent peu ou pas l'actualité politique. Si les apports de chaque parent sont plutôt additionnels, la politisation de la mère apparaît particulièrement décisive : sur l'ACM réalisée à partir des indicateurs de politisation des étudiants et des parents, les points relatifs à la mère sont plus excentrés du côté de la politisation (voir figure 4). Avec la mère pour seul parent politisé, les étudiants ont une probabilité plus élevée d'être politisés : 64% à s'intéresser à la politique contre 35% lorsque seul leur père est politisé. Ces résultats réaffirment, d'une certaine manière, le rôle prédominant de la mère dans les processus de socialisation<sup>268</sup>. Si la corrélation est forte avec les parents, on est cependant loin d'une reproduction à l'identique du type « Tel père, tel fils<sup>269</sup> » : un tiers des étudiants dont les deux parents s'intéressent à la politique ne le sont pas.

**Figure 4 : ACM sur les indicateurs de participation politique des étudiants suivant ceux de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801)<sup>270</sup>**

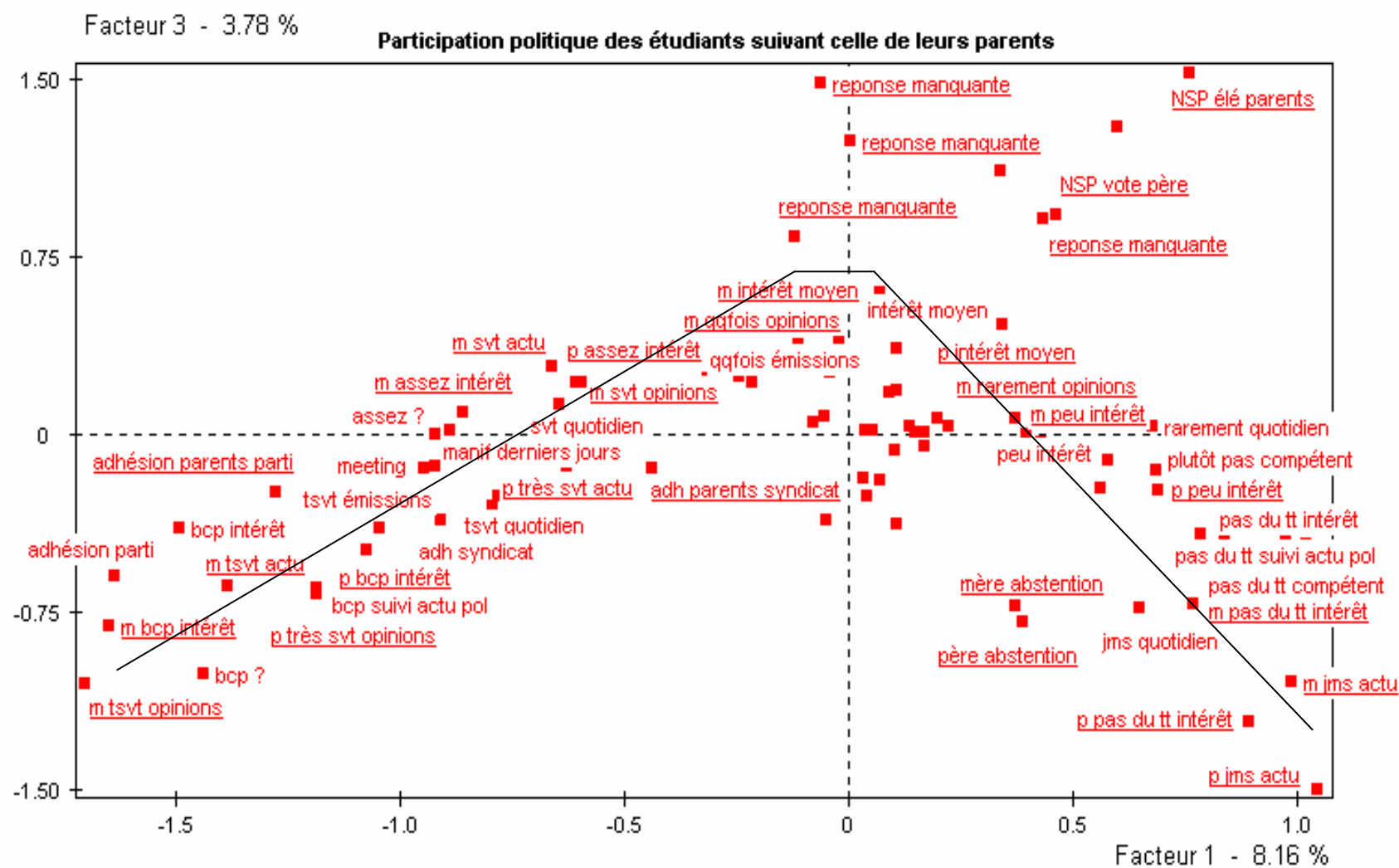
---

<sup>267</sup> Analysant le degré d'implication dans les mobilisations collectives de la Lorraine sidérurgique, Montlibert (Christian de) constate la même relation : *Crise économique...*, *op. cit.*

<sup>268</sup> Singly (François de), *Lire à 12 ans. Une enquête sur les lectures des adolescents*, Paris, Nathan, 1989.

<sup>269</sup> Pour reprendre le titre de Thélot (Claude), *Tel père, tel fils*, Paris, Dunod, 1982.

<sup>270</sup> ACM réalisée à partir des principaux indicateurs de politisation des étudiants et de leurs parents, soit 26 questions actives, 100 modalités associées. Le premier facteur explicatif de 8,16% de l'inertie totale dessine un axe de la fréquence de participation politique des étudiants et des parents – le pourcentage d'inertie est particulièrement élevé compte tenu du nombre élevé de questions. Il s'appuie sur les contributions des variables les plus représentatives de la participation non seulement des étudiants – l'intérêt politique (8,9%), le sentiment de maîtrise des questions politiques (7,1%), le suivi de l'actualité politique (5,7%), le suivi d'émissions politiques (4,9%) – mais aussi des parents – l'intérêt porté sur la politique (7% pour la mère, 6,1% pour le père), l'expression d'opinions (6,9% pour la mère, 6% pour le père, le suivi des débats et de l'actualité politique (6,7% pour la mère, 5,7% pour le père). Il oppose toutes les pratiques de participation politique des étudiants et de leurs parents des plus aux moins fréquentes (respectivement côté négatif et positif de l'axe). La fréquence s'échelonne entre les deux extrêmes. Le deuxième facteur (4,78% de la variance totale) différencie les non-réponses. Le troisième axe (3,78% de la variance totale) distingue les modalités les plus extrêmes (faible et forte participation) des réponses manquantes et moyennes. Le plan constitué des axes 1 et 3 permet d'observer un effet *Guttman* qui représente la proximité des comportements politiques des étudiants avec ceux de leurs parents.



Deuxième élément de discussion : l'incidence de l'homogénéité des choix politiques parentaux. D'après les études sur la socialisation politique, le positionnement politique est plus fréquent pour ceux dont les parents présentent une homogénéité dans leurs choix politiques<sup>271</sup>. Les étudiants dont les parents n'ont pas une orientation politique homogène sont-ils moins politisés ? Ce faisant, nous avons construit un indicateur d'homogénéité politique des parents<sup>272</sup>. Le croisement de cette variable avec les principaux indicateurs de politisation signale que les étudiants avec des parents aux choix politiques non homogènes ne sont pas moins politisés, bien au contraire. Le positionnement sur l'axe gauche/droite est plus fréquent pour les étudiants dont les choix politiques parentaux ne sont pas homogènes : seulement 12% à ne pas se positionner sur l'axe ou à répondre « ne sait pas » contre 23% pour ceux avec une homogénéité politique. Ces écarts s'observent également pour d'autres indicateurs. Les étudiants avec des parents aux positionnements non homogènes s'intéressent davantage à la politique et présentent une politisation subjective plus élevée : 44% à s'intéresser à la politique contre 34% pour ceux avec des parents aux choix homogènes ; 38% à estimer maîtriser les questions politiques contre 24,5%. Afin d'expliquer ces résultats, ne peut-on pas se référer à la théorie socialisatrice du conflit ? M. Weber a effectivement montré que les concurrences étaient constitutives des relations sociales par lesquelles se fondent des sociations<sup>273</sup>. G. Simmel a pu démontrer que, loin d'être un facteur de dissociation, le conflit intervenait dans la socialisation des agents à un collectif<sup>274</sup>, ce que des recherches récentes illustrent<sup>275</sup>. En ce sens, les parents aux positionnements politiques différents favorisent un climat de débats et de discussions qui clarifie les positions, et rend plus facile la transmission d'une connaissance du monde politique ainsi qu'un intérêt politique.

L'enquête confirme le poids de la socialisation politique au sein de la famille. Dans l'acquisition d'un intérêt voire d'un goût politique, le rôle des parents est déterminant. Le rapport à la politique des étudiants demeure assez largement dû aux conditions de sa construction au sein de la famille, avec, étant enfant, le suivi des discussions des adultes et les

---

<sup>271</sup> Percheron (Annick), « Peut-on encore parler d'héritage politique en 1989 ? », art. cit., p. 167.

<sup>272</sup> Sont ainsi distingués les étudiants avec des parents au positionnement non homogène (vote à gauche de l'un et à droite de l'autre) (66), de ceux dont le positionnement parental n'est pas contradictoire (quand un parent se situe à gauche ou à droite sans que l'autre soit opposé) (735).

<sup>273</sup> Weber (Max), *Économie et société*, Paris, Plon, 1971 (1<sup>ère</sup> éd. 1922).

<sup>274</sup> Simmel (Georg), *Le conflit*, Paris, Circée, 1992.

<sup>275</sup> Voir Georgakakis (Didier), « Une mobilisation formatrice : les eurofonctionnaires contre la réforme du statut (printemps 1998) », in Georgakakis (Didier) (dir.), *Les métiers de l'Europe politique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2002, p. 55-83.

questions posées aux parents sur les événements politiques<sup>276</sup>. Les données recueillies permettent de souligner trois types de résultats : une politisation des étudiants supérieure à leur mère mais inférieure à leur père ; la forte corrélation avec les comportements parentaux ; enfin, l'absence d'homogénéité n'est pas un frein à la transmission politique, incitant à ne pas négliger les conflits sur les questions politiques au sein de la famille comme élément socialisateur.

Soulignons que, dans l'étude de la socialisation politique, il est réducteur de se limiter aux parents. Sur la transmission d'un intérêt pour la politique, divers entretiens font part du rôle de grands-parents, notamment lorsqu'il s'agit de « sauts générationnels » de politisation<sup>277</sup>. Quelques étudiants, plus intéressés que leurs parents, partagent en fait ce goût avec au moins un de leurs grands-parents, un grand-père le plus souvent. Pour ceux-ci, les grands-parents occupent une place prépondérante dans l'éducation, comme par exemple Olivier/21 :

« – *Est-ce que dans ta famille des personnes sont engagées ?* –

Non, personne. Mais j'étais très proche de mon grand-père : instituteur, directeur d'école protestante, etc. Mon grand-père lisait *Libé*, *Le Canard Enchaîné*, il parlait de politique, il regardait les infos, il critiquait et discutait, il me faisait lire *Libé* et *Le Canard Enchaîné* alors que j'avais dix ans. Je pense que ça a contribué à me forger. Mes parents sont plutôt apolitiques. Ma mère apolitique de droite, prête à voter un peu n'importe quoi, dès qu'il a une gueule sympathique à voter pour lui, un peu dans logique « tous pourris ». Mon père c'est un coup à gauche, un coup à droite, donc pas de cohérence de ce point de vue là. [...] Je pense que je me suis fait tout seul avec mon grand-père, c'est vraiment ce que je pense, les discussions sur l'actualité, c'est à force de débattre de l'actualité, etc. Et comme le débat n'est jamais neutre, je pense que j'étais aussi imprégné de ses idées. [...] **Je restais chez lui pendant des heures à lire la presse, il achetait *Libé*, *L'humanité*, *Le Monde*, des trucs transversaux, et on discutait.** » (Olivier/21).

Très intéressé par la politique depuis son plus jeune âge, ses parents sont pourtant assez peu politisés et parfois mobiles sur l'axe gauche/droite. En fait, Olivier insiste sur l'influence de son grand-père très politisé qui suivait l'actualité politique, avec lequel il discutait très fréquemment. C'est en considérant son enfance que cette filiation se comprend. En raison de l'activité professionnelle de ses parents, Olivier se rendait quotidiennement après l'école chez son grand-père avec lequel il lisait le journal – *Libération* dès l'âge de dix ans –,

---

<sup>276</sup> Percheron (Annick), *L'univers politique des enfants*, op. cit.

<sup>277</sup> Voir Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, op. cit.

regardait le journal télévisé, et surtout évoquait l'actualité et les événements politiques. Son grand-père a eu un rôle essentiel dans sa familiarisation avec l'actualité et la politique. Le rôle des grands-parents dans la socialisation politique des enfants dépend évidemment de la fréquence des contacts et du type de rapports entretenu.

La position sociale héritée, le sexe et l'héritage politique forment trois facteurs explicatifs dans l'étude de la politisation des étudiants. Mais plus précisément, comment se combinent et s'assemblent leurs effets ? Quelles sont leurs limites respectives ? Quelle est la variable la plus clivante ?

## **B. La politisation parentale plus clivante**

Dans la comparaison entre les variables de la matrice, une première possibilité est de considérer la position sociale héritée comme la variable la plus explicative. D'une part, la domination masculine pourrait être moins prégnante au niveau des catégories supérieures de l'espace social. Ce serait les étudiantes issues des catégories intermédiaires et populaires qui, compte tenu de leur éducation, auraient davantage intériorisé la domination masculine et de ce fait, seraient moins prédisposées à s'intéresser à la politique. D'autre part, les résultats qui attestent du poids de la famille rendraient compte de la politisation plus fréquente dans les familles les plus dotées en capital culturel<sup>278</sup>. Les variables considérées sont liées entre elles. Mais l'explication par la seule position sociale héritée occulte les spécificités des autres variables. L'effet du sexe ne peut pas être réduit à la position sociale héritée. Comme l'ont montré J.-C. Passeron et F. de Singly, ces deux variables renvoient à une hétérogénéité de pratiques<sup>279</sup>. L'étude de la politisation familiale ne doit pas non plus être trop vite écartée au profit de la position sociale héritée<sup>280</sup>. Le niveau de politisation des parents dépend certes de leur niveau culturel, mais aussi du degré de légitimité de la politique au sein de la famille<sup>281</sup>. Les écarts de politisation entre des familles au profil social proche sont particulièrement importants en présence de militants<sup>282</sup>. Les différences sexuées se réduisent-elles à des

---

<sup>278</sup> Il est vrai que les discussions politiques entre parents et enfants se distribuent différemment suivant la position sociale : Galland (Olivier), « Parler en famille : les échanges entre parents et enfants », *Économie et statistique*, n°304-305, 1997, p. 163-177.

<sup>279</sup> Passeron (Jean-Claude), Singly (François de), « Différences dans la différence... », art. cit.

<sup>280</sup> Percheron (Annick), « Le domestique et le politique », art. cit.

<sup>281</sup> En ce sens, Lagroye (Jacques), *Sociologie politique, op. cit.*, p. 375-376.

<sup>282</sup> Sur les processus de compensation générés par l'action militante : Gaxie (Daniel), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol.27, n°1, 1977, p. 123-154 ; Gaxie (Daniel), *Le cens caché, op. cit.*, chapitre V ; Pudal (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du*



différences d'origine sociale ? La socialisation familiale est-elle plus clivante que l'inscription sociale ? La comparaison des variables permet de constater, dans l'explication de la politisation des étudiants, la prégnance de la politisation parentale sur la position sociale héritée et le sexe – ces deux variables gardant chacune une part explicative. Après avoir apprécié le poids du sexe par rapport au capital culturel et la politisation parentale, cette partie insistera sur l'héritage politique familial.

### 1. La part explicative du sexe

L'influence du sexe sur la politisation des étudiants pose la question de son poids relatif par rapport au capital culturel hérité et à la politisation parentale. Une analyse multivariée à partir de croisements de variables doit permettre de déterminer les effets de chaque variable<sup>283</sup>. Le poids du sexe ne se réduit pas à celui du capital culturel hérité :

**Tableau 14 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le sexe et le nombre de parents diplômés du supérieur (Source : enquête n°1, n=801)**

Sexe	Nombre de parents diplômés du supérieur	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>
Garçons (399)	Deux (107)	<b>45%</b> (48)	52% (56)	41% (43)	47% (50)
	Un (97)	34% (33)	44% (43)	34% (33)	34% (33)
	Zéro (195)	28% (54)	32% (63)	30% (58)	23% (44)
	Valeur de p	0,037	0,012	0,025	<0,001
Filles (402)	Deux (93)	<b>27%</b> (25)	<b>34%</b> (32)	<b>25%</b> (23)	47% (44)
	Un (93)	33% (31)	<b>32%</b> (30)	<b>17%</b> (16)	32% (30)
	Zéro (216)	27% (58)	<b>25%</b> (55)	<b>15%</b> (31)	35% (76)
	Valeur de p	0,023	0,243	0,174	0,067

Lire : 45% des garçons avec deux parents diplômés du supérieur suivent l'actualité politique, contre 34% pour ceux avec un seul parent diplômé, et 28% avec zéro parent diplômé.

Pour les garçons, quel que soit le nombre de parents diplômés, leur politisation est supérieure ou égale à celle des filles (pour le sentiment de compétence politique au minimum 30% pour les garçons et au plus 25% pour les filles). De la sorte, en neutralisant l'effet du

---

PCF, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989 ; Pannetier (Claude), Pudal (Bernard), « La certification scolaire », *Politix*, n°35, 1996, p. 69-88.

<sup>283</sup> Pour un exemple de ce type de procédure : Singly (François de), « Savoir hériter... », art. cit.

capital culturel hérité, le sexe conserve un poids explicatif dans la distribution des indicateurs de politisation, la lecture du *Monde* mise à part. Cette dernière pratique dépend en fait assez fortement du capital culturel hérité et, comme nous le verrons par la suite, de la position scolaire<sup>284</sup>. *De facto*, l'influence du sexe et du capital culturel hérité varie en fonction du type de pratique<sup>285</sup> : plus prégnante sur l'intérêt politique, le suivi de l'actualité, le sentiment de compétence que sur la lecture du *Monde*. Outre le maintien d'un effet sexué, l'enquête relate une plus faible influence du capital culturel hérité pour les filles, les variations intra-sexes étant assez dissemblables. Quel que soit le nombre de parents diplômés et l'indicateur de politisation – toujours la lecture du *Monde* mise à part –, les taux de politisation des filles sont plus indifférenciés. Les écarts sont inférieurs à 10% entre les filles (entre 25% et 34% pour l'intérêt politique) et autour de 20% entre les garçons (entre 32% et 52% pour l'intérêt politique). Les filles présentent une politisation plus homogène. Enfin, « contrairement à une idée reçue sur le traditionalisme de l'éducation populaire, la spécialisation des deux éducations (sexuées) n'est pas d'autant plus poussée que l'on descend dans la hiérarchie sociale<sup>286</sup> ». Les étudiants et étudiantes dont les parents ne sont pas diplômés du supérieur se distinguent moins sur le suivi de l'actualité (respectivement 27% et 28%), que les plus dotés en capital culturel hérité (27% et 45% avec deux parents diplômés) – c'est-à-dire un écart de 1% contre 18%. Les effets de la domination masculine sont ici plus prégnants pour les étudiants aux prédispositions sociales les plus favorables.

La comparaison des effets du sexe avec ceux des variables politiques héritées rend compte de résultats plus contrastés. En dehors du sentiment de compétence, la politisation des étudiants demeure beaucoup plus marquée par la politisation parentale que par le sexe :

---

<sup>284</sup> Cf. chapitre II.

<sup>285</sup> Passeron (Jean-Claude), Singly (François de), « Différences dans la différence... », art. cit.

<sup>286</sup> *Ibid.*, p. 65.

**Tableau 15 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le sexe et le nombre de parents intéressés par la politique (Source : enquête n°1, n=801)**

Sexe	Nombre de parents politisés	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>
Garçons (380)	Deux (72)	<b>54%</b> (39)	<b>74%</b> (53)	<b>57%</b> (41)	49% (35)
	Un (106)	34% (36)	45% (48)	<b>43%</b> (45)	36% (38)
	Zéro (202)	26% (52)	26% (52)	20% (39)	23% (47)
	Valeur de p	<0,001	<0,001	<0,001	<0,001
Filles (387)	Deux (81)	<b>43%</b> (35)	<b>56%</b> (45)	<b>36%</b> (29)	52% (42)
	Un (131)	33% (43)	33% (43)	19% (24)	44% (58)
	Zéro (175)	18% (31)	14% (25)	9% (15)	26% (45)
	Valeur de p	<0,001	<0,001	<0,001	<0,001

Lire : 54% des garçons avec deux parents politisés suivent l'actualité politique.

S'agissant du sentiment de compétence politique, le sexe est indiscutablement décisif : les filles avec deux parents politisés s'estiment moins compétentes sur les questions politiques que les garçons avec un seul parent politisé (36% contre 43%), et les filles avec un seul parent politisé quasiment autant que les garçons sans parent politisé (19% contre 20%). Cependant, pour les autres indicateurs, les variables politiques parentales prédominent. Si les étudiantes avec deux parents politisés s'intéressent moins à la politique que les garçons avec deux parents politisés, leurs réponses sont tout de même supérieures à celles des garçons avec un seul parent politisé (56% contre 45%) – *idem* pour le suivi de l'actualité.

Par conséquent, si la politisation parentale est prégnante, le sexe demeure tout de même prédictif de la politisation des étudiants. L'effet de la position sociale héritée qui diffère suivant le sexe invite à tester le poids des variables politiques parentales par rapport à celles de la position sociale.

## **2. La politisation parentale plus significative que la position sociale**

Avant toute chose, il convient de préciser que les comportements politiques des parents dépendent statistiquement de leurs propriétés socioculturelles. Deux profils s'opposent. Une politisation parentale plus effective pour les parents qui exercent une

profession supérieure<sup>287</sup> (profession libérale et surtout cadre supérieur de la fonction publique), détiennent des diplômes supérieurs ou égaux à cinq années après le bac ainsi que plusieurs logements, et dont les pères (les grands-pères des étudiants) étaient eux-mêmes cadres supérieurs. Une politisation parentale en revanche plus faible lorsqu'ils sont sans diplôme, ouvriers ou employés, et ont comme loisir préféré la télévision, le sport, la chasse ou la pêche. Cette typification ne permet pourtant pas de cerner la complexité des processus de socialisation. Certes corrélée à la position sociale, la politisation parentale garde un poids explicatif plus important, comme l'illustrent non seulement les étudiants issus de l'immigration mais aussi diverses opérations statistiques.

L'étude des variations des pratiques de participation politique selon la nationalité des parents permet de relever l'effet de l'histoire familiale. À l'instar des résultats de A. Muxel sur un groupe de jeunes<sup>288</sup>, les étudiants issus de l'immigration sont plus politisés, comme s'ils adoptaient des comportements politiques spécifiques<sup>289</sup>. Avec des parents ayant connu des situations précaires ou instables, il semble que les étudiants issus de l'immigration développent plus fréquemment un intérêt politique, et sont davantage concernés par des sujets relatifs à l'histoire familiale : l'immigration, les conflits internationaux (conflit israélo-palestinien, guerre en Irak, etc.), le pays d'origine, le racisme ou encore les questions religieuses (les débats sur le voile et la laïcité). De ce point de vue, de nombreux étudiants issus de l'immigration maghrébine suivent davantage l'actualité lorsqu'il s'agit de problématiques relatives au pays d'origine de leurs parents, ou plus largement au « monde arabe ». D'autre part, les prises de position au sein du champ politique sur l'islam, l'immigration ou les étrangers attirent leur attention. Les étudiants ayant un père étranger affirment également plus souvent suivre l'actualité politique. Parmi les enquêtés, nombreux sont ceux qui bénéficient des chaînes de télévision de leur pays d'origine *via* le satellite, et donc d'une offre plus variée en matière d'informations. Cet intérêt politique va de pair avec un sentiment de compétence plus élevé, et un positionnement plus fréquent sur l'axe gauche/droite (seuls 6% choisissent le centre de l'axe gauche/droite et 9,5% la modalité « ne sait pas », contre respectivement 14% et 20% sur l'ensemble de l'échantillon). Les propriétés

---

<sup>287</sup> Parmi les indicateurs de position sociale, la profession est le plus significatif (V de Cramer égal ou supérieur à 0,20).

<sup>288</sup> Muxel (Anne), « Les attitudes socio-politiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne », *Revue française de science politique*, vol.38, n°6, 1988, p. 927-940.

<sup>289</sup> L'échantillon comporte un peu moins de 10% d'étudiants issus de l'immigration. Pour des raisons pratiques, le développement qui suit se base uniquement sur la nationalité du père (63 étudiants sur 801 ont un père étranger, soit environ 8%).

économiques et culturelles héritées des étudiants issus de l'immigration étant moins élevées que la moyenne de l'échantillon, leur politisation pourrait apparaître paradoxale si on ne considérait que ces variables<sup>290</sup>. D'après une explication en termes de position sociale héritée, ils devraient présenter une politisation peu élevée. Or, la nationalité étrangère des parents forme une propriété positive quant à la politisation. En fait, leur socialisation politique familiale explique pour partie cet écart : 41% des pères étrangers exposent fréquemment des opinions politiques (contre 36% pour les pères de nationalité française) et surtout 61% suivent régulièrement l'actualité (contre 53%).

Pour spécifier davantage les effets de la politisation familiale, quatre techniques statistiques sont mises à contribution : une ACM, une étude des taux de corrélation, une analyse multivariée associée à une technique de segmentation, enfin une régression logistique. Premièrement, d'après une ACM effectuée à partir des indicateurs de politisation des étudiants et de leurs parents ainsi que des propriétés socioculturelles, la socialisation familiale est déterminante. Sur le premier et le deuxième facteur (explicatifs de 7,12% et 4,08% de l'inertie totale), la politisation des parents est plus clivante que la position sociale héritée<sup>291</sup>, ce que l'on distingue graphiquement avec les modalités de politisation parentale plus excentrées, notamment celles de la mère (cf. figure 5).

**Figure 5 : ACM sur la politisation des étudiants suivant les indicateurs de socialisations primaires (Source : enquête n°1, n=801)<sup>292</sup>**

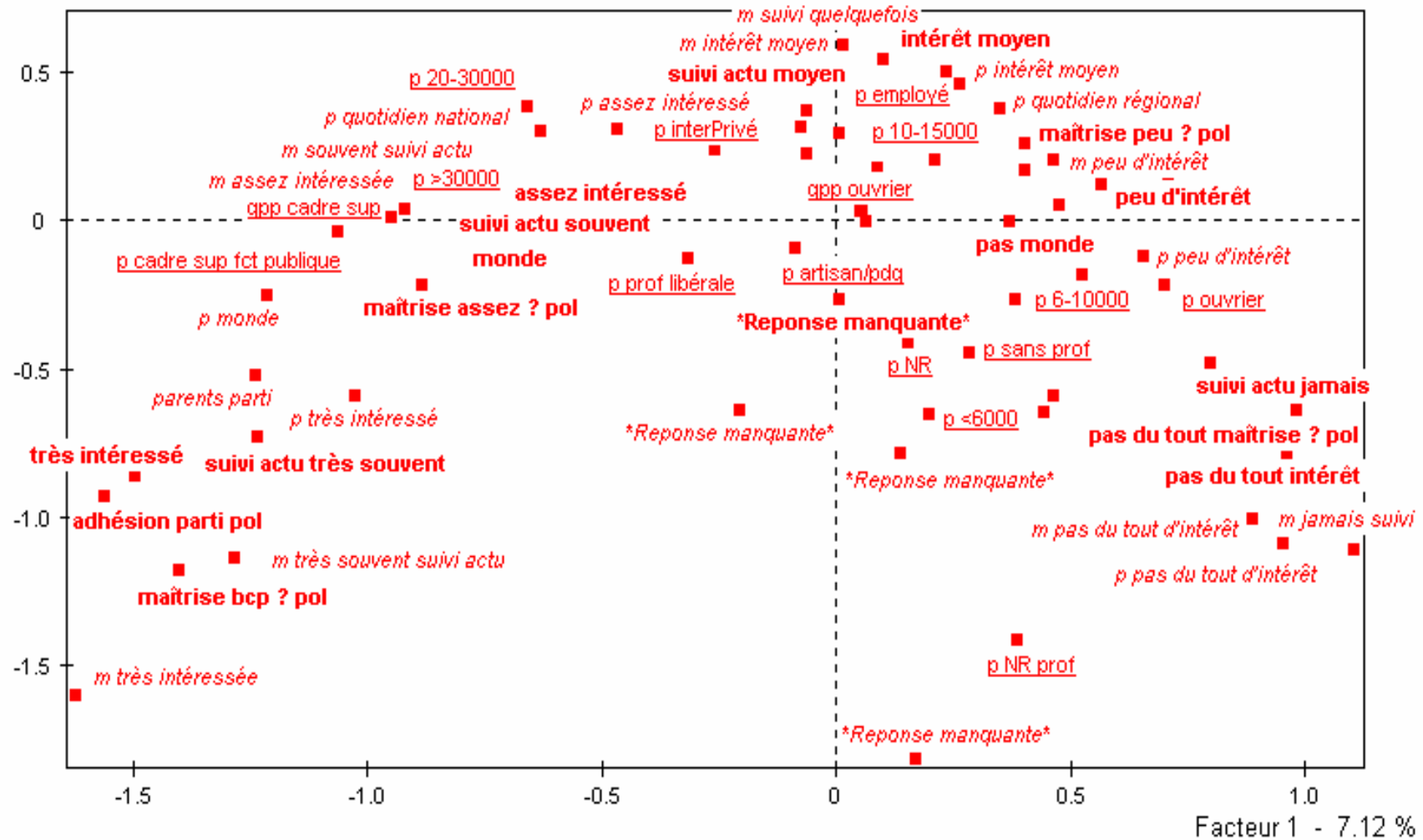
<sup>290</sup> 29% des étudiants avec un père étranger résident en cité universitaire (contre 10% pour ceux avec un père français) ; 55% touchent une allocation d'études (contre 26%) ; 38% ont un père ouvrier (contre 13%) ; plus de 50% des pères disposent de revenus inférieurs à 1 524€ (contre 20%) ; 30% des pères ne détiennent aucun logement (contre 15%) ; 27% présentent un diplôme égal ou supérieur au bac (contre 50%).

<sup>291</sup> Pour le premier facteur, l'intérêt politique des étudiants contribue à 13,3% à la détermination du facteur, le sentiment de maîtrise des questions politiques à 10,2%, le suivi de l'actualité politique à 9,3%, la lecture du *Monde* à 6,6%, l'intérêt politique du père à 9%, celui de la mère à 12,2%, la profession et les revenus du père seulement à 5,8% et 4,6%. Pour le deuxième facteur, le suivi de l'actualité politique de la mère à 16,8%, l'intérêt pour la politique du père et de la mère à 12,9% et 19,5%, l'intérêt politique de l'étudiant à 10,9%, et 9,5% pour la profession du père.

<sup>292</sup> ACM effectuée à partir des indicateurs de politisation des étudiants et de leurs parents, ainsi que des propriétés socioculturelles (13 questions actives, soit 68 modalités associées). Le premier axe explicatif de 7,12% de l'inertie totale, oppose les étudiants les plus politisés, aux comportements politiques proches de leurs deux parents et/ou issus des catégories fortement pourvues en capital culturel, à ceux qui ne participent pas et ne s'intéressent pas du tout à la politique, à l'instar de leurs parents et/ou peu dotés en capital culturel hérité. Le deuxième facteur (4,08% de l'inertie totale) oppose les modalités illustrant la politisation la plus ou la moins fréquente aux réponses médiantes. Dès lors, sur le dessin représentant les axes 1 et 2, les modalités d'intérêt et de participation s'ajustent plus ou moins en un effet *Guttman*. Voir en annexe le détail de cette ACM et la classification hiérarchique correspondante.

Facteur 2 - 4.08 %

### Participation politique des étudiants suivant leurs socialisations primaires



Constat confirmé par les taux de corrélations de la politisation des étudiants systématiquement plus élevés pour les croisements avec les indicateurs de politisation parentale (V de Cramer le plus fréquemment supérieurs ou égaux à 0,20) qu’avec les professions, les diplômes et les revenus des parents (V quasiment toujours inférieurs à 0,15). S’agissant de l’intérêt politique, les V de Cramer sont de 0,209 et 0,2875 pour les croisements avec l’intérêt politique du père et de la mère, contre seulement 0,116 et 0,1315 pour les diplômes du père et de la mère. Hormis la lecture du *Monde* – réaffirmant à nouveau la spécificité de cette pratique –, tous les autres indicateurs de politisation sont toujours plus corrélés aux indicateurs de politisation parentale (intérêt politique des parents, etc.) qu’à ceux de la position sociale héritée (professions des parents, niveau de diplôme, etc.).

Troisièmement, une analyse multivariée à trois variables permet, par l’introduction de variables tests, d’isoler des sous populations :

**Tableau 16 : Variations des indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents politisés et diplômés du supérieur (Source : enquête n°1, n=801)**

	Nombre de parents politisés	Effectifs	Suivi de l’actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>
Deux parents diplômés du supérieur (189)	Deux	70	54% (38)	<b>70%</b> (49)	56% (39)	60% (42)
	Un	59	<b>34%</b> (20)	<b>41%</b> (24)	32% (19)	49% (29)
	Zéro	60	20% (12)	<b>20%</b> (12)	9% (5)	33% (20)
	Valeur de p		0,001	<0,001	<0,001	0,01
Aucun parent diplômé du supérieur (395)	Deux	49	<b>49%</b> (24)	<b>63%</b> (31)	43% (21)	45% (22)
	Un	118	<b>31%</b> (37)	<b>36%</b> (42)	28% (32)	40% (47)
	Zéro	228	19% (43)	<b>17%</b> (38)	13% (30)	20% (45)
	Valeur de p		<0,001	<0,001	<0,001	<0,001

Lire : parmi les étudiants dont les deux parents sont diplômés du supérieur, ceux avec deux parents politisés sont 54% à suivre l’actualité politique.

Considérons le sous groupe des étudiants avec deux parents politisés. La politisation parentale caractérise davantage la politisation des étudiants. Certes, 70% des étudiants dont les deux parents sont politisés et diplômés du supérieur s’intéressent à la politique contre 17% des étudiants dont les parents ne sont ni politisés, ni diplômés du supérieur. C’est le cas de seulement 20% des étudiants avec des parents non politisés mais pourtant diplômés du supérieur, et au contraire de 63% des étudiants avec des parents politisés mais non diplômés

du supérieur. Quand un seul parent est politisé, les écarts entre ceux avec deux parents diplômés du supérieur et ceux sans parent diplômé du supérieur sont restreints (34% à suivre l'actualité politique contre 31%, et 41% intéressés par la politique contre 36%). L'effet de la politisation héritée s'avère encore plus significatif auprès des étudiants avec deux parents politisés mais sans diplôme du supérieur, plus politisés que les étudiants avec deux parents diplômés du supérieur et un seul parent politisé (49% à suivre l'actualité politique contre 34%, et 63% intéressés par la politique contre 41%).

Dernière technique : une régression logistique. Elle permet d'isoler l'effet propre d'une variable en neutralisant les effets respectifs des autres variables et de raisonner « toutes choses étant égales par ailleurs »<sup>293</sup>. À partir du sexe, du niveau de diplôme des parents et de leur politisation, elle vise à faire apparaître les variables les plus prédictives, comme nous l'avons signalé : « toutes choses étant égales par ailleurs ». Les variables introduites dans le modèle, choisies en fonction du nombre de modalités et des effectifs relatifs à chaque modalité, participent toutes à des degrés divers à l'explication de l'intérêt politique des étudiants :

---

<sup>293</sup> Son usage est ici d'ordre complémentaire aux données exposées précédemment. Il convient en effet d'être conscient des limites de cette technique, notamment de la singularité du contexte. En ce sens, voir Passeron (Jean-Claude), *Le Raisonnement sociologique. L'espace non popérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991, p. 111 et s.



**Tableau 17 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. *Odds-ratio*) (c=0,729)**  
 (Source : enquête n°1, n=801)<sup>294</sup>

	<i>Odds-ratio</i>	Intérêt politique de l'étudiant	Significativité
<b>Sexe</b>			
Masculin	Réf.	Réf.	Réf.
Féminin	0,518	-0,3292	<0,001
<b>Niveau de diplôme de la mère</b>			
<bac	0,712	-0,2047	NS <sup>295</sup>
Bac/bac+2	0,623	-0,3389	<0,05
Bac+3/4	Réf.	Réf.	Réf.
Bac+5	1,316	0,4092	<0,10
<b>Nombre de parents politisés</b>			
Zéro	0,389	-0,9680	<0,001
Un	Réf.	Réf.	Réf.
Deux	2,764	0,9923	<0,001
<b>Effectifs</b>			
Étudiants intéressés par la politique		279	
Étudiants non intéressés		522	
<b>Ensemble</b>		<b>801</b>	

<sup>294</sup> La modalité que l'on cherche à expliquer est l'intérêt politique obtenu par le recodage des modalités « assez intéressé par la politique » et « très intéressé par la politique ». Le modèle utilisé ici est de type logit. Une valeur statistiquement significative et positive indique que l'on est en présence d'un facteur qui accroît les chances pour un étudiant d'être intéressé par la politique, *toutes autres choses égales par ailleurs*. Une valeur statistiquement significative et négative indique que l'on est en présence d'un facteur qui diminue les chances pour un étudiant d'être intéressé par la politique. La valeur de c est un indicateur d'évaluation de la qualité du modèle : plus il est élevé, meilleur est le modèle (c dépend du pourcentage des paires concordantes). L'*odds-ratio* est l'exponentielle du coefficient  $\beta$  d'ajustement logistique, c'est-à-dire le coefficient multiplicateur associé à une modalité par rapport à la modalité de référence. Les *odds-ratio*, les « rapports de chances », sont calculés par rapport à la modalité de référence. La situation de référence est un étudiant masculin, dont le niveau de diplôme de la mère est à bac+3/4 et dont un seul parent est politisé. On perçoit donc que le sexe féminin, un niveau de diplôme de la mère à bac/bac+2, et aucun parent politisé, sont des modalités corrélatives d'une moindre politisation. Les résultats sont proches avec le nombre de parents diplômés (voir en annexe, tableau A70).

<sup>295</sup> NS : non significatif.

**Tableau 18 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. *Odds-ratio*) (c=0,737)**  
 (Source : enquête n°1, n=801)<sup>296</sup>

	<i>Odds-ratio</i>	Intérêt politique de l'étudiant	Significativité
<b>Sexe</b>			
Féminin	0,509	-0,3374	<0,001
Masculin	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Niveau de diplôme de la mère</b>			
<bac	0,687	-0,1930	NS
Bac/bac+2	0,606	-0,3181	<0,05
Bac+3/4	Réf.	Réf.	Réf.
Bac+5	1,158	0,3288	NS
<b>Intérêt politique père</b>			
Oui	1,928	0,3283	<0,001
Non	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Intérêt politique mère</b>			
Oui	3,943	0,6860	<0,001
Non	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Nationalité du père</b>			
Etrangère	2,352	0,4275	0,001
Française	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Effectifs</b>			
Étudiants intéressés par la politique		279	
Étudiants non intéressés		522	
<b>Ensemble</b>		<b>801</b>	

Le premier modèle spécifie le nombre de parents politisés comme la variable la plus explicative devant le sexe et le niveau de diplôme de la mère. Les modalités de cette dernière variable sont moins significatives (significativité entre 3% et 11% selon les modalités, tableau 17) – les *odds-ratio* des modalités significatives du sexe féminin étant néanmoins proches de ceux des modalités du niveau de diplôme. L'introduction de variables supplémentaires dans le deuxième modèle indique que la nationalité du père garde sa pertinence explicative, et que

<sup>296</sup> La modalité à expliquer est toujours l'intérêt politique obtenu par le recodage des modalités « assez intéressé par la politique » et « beaucoup intéressé par la politique ». Le modèle utilisé ici est toujours de type logit. La situation de référence est un étudiant masculin, dont le niveau de diplôme de la mère est à bac+3/4, dont le père et la mère ne sont pas intéressés par la politique. Là aussi, le sexe féminin, un niveau de diplôme de la mère à bac ou bac+2 sont des modalités corrélatives d'une moindre politisation. En revanche, l'intérêt politique du père et de la mère favorise la politisation.

l'intérêt politique de la mère constitue la variable la plus clivante (*odds-ratio* à 3,943 pour l'intérêt politique de la mère contre 1,928 pour le père, tableau 18). À l'instar des résultats sur la population lycéenne<sup>297</sup>, la politisation héritée compense l'absence de capital culturel hérité.

L'enquête renseigne ainsi sur le caractère explicatif des socialisations primaires sur la politisation des étudiants. Les trois variables considérées ont chacune une influence, que ce soit le capital culturel hérité, le sexe, ou la politisation parentale particulièrement déterminante, notamment celle de la mère. Ajoutons que, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, l'absence d'homogénéité des choix politiques entre les parents n'est pas un frein à la transmission politique. Nous avons également montré que les trois types de variables qui composent notre matrice n'ont pas les mêmes effets. La position sociale héritée n'explique pas complètement l'influence du sexe et de la politisation parentale. Si la position sociale héritée et le sexe ont un effet propre, c'est la politisation parentale qui est la variable la plus prédictive. La prégnance des socialisations primaires ne peut que nous interroger sur la réalité de l'action de la carrière scolaire.

---

<sup>297</sup> Tournier (Vincent), *La politique en héritage...*, Thèse citée, p. 574.

## II. Études, culture et politisation

Tous les étudiants avec des parents politisés ne s'intéressent pas à la politique, de même que tous les étudiants politisés n'ont pas des parents intéressés par la politique. Certains parents présentent des comportements relativement semblables, et leurs enfants des pratiques politiques distinctes. S'il est fréquent qu'un parent ne soit pas politisé mais que l'autre le soit, une partie des étudiants ont une politisation différente de leurs deux parents. Deux archétypes sont envisageables : le *décrochage politique* et la *promotion politique* – termes préférés à ceux de « re-politisation » et de « dé-politisation »<sup>298</sup> car leur terminologie renvoie trop, à notre sens, à un passé politisé, ce qui n'est pas forcément le cas. D'un côté, les étudiants non politisés mais pour lesquels, d'après les indicateurs parentaux, il aurait dû y avoir transmission, font l'objet d'un décrochage. L'autre cas est celui des étudiants politisés qui ne bénéficient pas d'un héritage politique familial. Le décrochage et la promotion politique attestent d'effets socialisateurs extérieurs à la famille. Ce faisant, le modèle d'analyse par l'héritage n'est pas le plus approprié pour expliquer les comportements en porte-à-faux ou en rupture. Alors que le décrochage peut correspondre à la mise en veille de prédispositions politiques, les cas de promotion politique ne satisfont pas au principe de l'activation de prédispositions. Comment rendre compte des cas d'étudiants dépourvus de prédispositions politiques qui deviennent politisés ? Notre hypothèse est ici de considérer la politisation pour partie due à la formation de dispositions scolaires et culturelles lors des études. Après avoir abordé les caractéristiques des étudiants en promotion politique, il s'agira d'analyser les rapports entre politisation d'une part, et pratiques culturelles et scolaires d'autre part.

### A. Dissonances politiques et distinction scolaire

Quel est le profil des étudiants non politisés qui pourtant, d'après le modèle en termes de socialisations primaires, devraient faire état d'une politisation élevée ? D'autre part, quels sont ceux qui, politisés, ne devraient pas, au regard des pratiques de leurs parents, s'intéresser à la politique ? Comment interpréter les limites de l'héritage parental ? Afin de cerner les caractéristiques des étudiants en décrochage et en promotion, les variables *promotion politique* et *décrochage politique* ont été construites à partir des indicateurs d'intérêt politique du père, de la mère et de l'étudiant<sup>299</sup>. Le recours à des entretiens biographiques doit ensuite

---

<sup>298</sup> Termes utilisés par Vincent Tournier, *La politique en héritage...*, Thèse citée.

<sup>299</sup> L'indicateur d'intérêt politique est retenu en raison de sa pertinence dans l'étude de la politisation (les dépendances avec les autres indicateurs de politisation sont très fortes), et de son identique formulation dans le

faciliter le recueil des représentations de ces étudiants. Si les cas de décrochage correspondent pour partie à l'incapacité de reproduire ou de poursuivre la trajectoire parentale, la promotion culturelle peut expliquer la promotion politique. L'étude des caractéristiques des étudiants en promotion et en décrochage (1) est suivie de celle de deux cas, l'un en décrochage (2), l'autre en promotion (3).

### 1. Les effets de la carrière scolaire

Assez logiquement, les étudiants en promotion apparaissent plus politisés que la moyenne de l'échantillon – surtout par rapport à ceux en décrochage –, et leurs parents moins politisés. Concernant les indicateurs sociodémographiques, deux étudiants en promotion sur trois sont des hommes, deux tiers de ceux en décrochage des femmes, ce qui confirme une fois encore le poids de la variable sexuée. Les parents des étudiants en promotion, davantage positionnés au sein des catégories sociales intermédiaires ou populaires-supérieures<sup>300</sup>, se trouvent nettement moins diplômés du supérieur que la moyenne de l'échantillon et surtout que ceux en décrochage : 29% des pères et 38% des mères sont diplômés du supérieur (contre respectivement 49% et 56% pour ceux en décrochage). Parmi eux, plusieurs ont entamé une promotion sociale : les pères sont un peu moins souvent ouvriers (8% contre 15% sur l'ensemble de l'échantillon), les grands-pères paternels l'étaient par contre davantage (31% contre 23%). Peu dotés en capital culturel hérité, les étudiants en promotion politique font néanmoins preuve d'une « bonne volonté culturelle<sup>301</sup> ». Celle-ci se matérialise par leurs pratiques culturelles légitimes plus fréquentes (47% des étudiants en promotion vont assez régulièrement au théâtre ou à l'opéra (contre 39% sur l'ensemble de l'échantillon, 33% pour

---

questionnaire pour les étudiants et leurs parents (« Êtes-vous intéressé par la politique ? 1 = pas du tout 2 = un peu 3 = moyennement 4 = assez 5 = beaucoup », avec les mêmes modalités, « Votre père est-il intéressé par la politique ? » et « Votre mère est-elle intéressée par la politique ? »). Sont en promotion les étudiants qui affirment être assez ou beaucoup intéressés par la politique alors que leurs parents le sont moyennement, peu, ou pas du tout. Se trouvent en décrochage les étudiants moyennement, peu, ou pas du tout intéressés alors que leurs parents le sont assez ou beaucoup. Afin de disposer d'une variable robuste, les étudiants moyennement intéressés avec des parents faiblement intéressés ne sont pas considérés en promotion, pas plus qu'en décrochage les peu ou pas du tout intéressés avec des parents à l'intérêt moyen. À partir de ce mode de construction, 37% des étudiants ont un intérêt politique contradictoire par rapport à leur père (12,5% sont en promotion politique, 24,5% en décrochage), et 28% par rapport à leur mère (19,5% en promotion et 8,5% en décrochage). Et ce sont 10% des étudiants en promotion par rapport à leurs deux parents (77 individus), 7% en décrochage (55 individus). Seules ces deux dernières modalités sont retenues dans l'analyse qui suit.

<sup>300</sup> Les parents sont plus souvent cadres intermédiaires (19,5% des pères contre 16% sur l'ensemble de l'échantillon) ou employés (16% des pères contre 11% sur l'ensemble) que cadres supérieurs (18% des pères contre 25%). Leurs revenus sont peu élevés : 29% des pères avec des revenus mensuels supérieurs à 2 288€ contre 38%. Les étudiants sont plus fréquemment boursiers (34% contre 17% de ceux en décrochage et 28,5% sur l'ensemble).

<sup>301</sup> Voir en ce sens Bourdieu (Pierre), *La distinction*, *op. cit.*

ceux en décrochage)). Leurs lectures sont également parmi les plus légitimes : plus souvent *Le Monde* (40% contre 35% sur l'ensemble et 31% pour ceux en décrochage), mais aussi *Le Courrier international*, *Le Monde diplomatique*, *Le Canard Enchaîné* ou *Charlie Hebdo*, que les quotidiens régionaux (26% contre 46% et 56%) et les magazines féminins ou *people*. Au regard des pratiques culturelles et de leur fréquente position de primo entrant dans le supérieur au sein de leur famille, une part importante des étudiants en promotion politique se trouvent en promotion culturelle. Les propriétés scolaires accréditent cette thèse. La mention au bac, indicateur d'investissement scolaire, est plutôt commune pour ceux-ci (59% contre 46% sur l'ensemble, 32% avec une mention bien ou très bien contre 15% sur l'échantillon). Quant aux étudiants en décrochage, davantage dotés en capital culturel hérité, mais qui restent pourtant plus distants des pratiques culturelles les plus légitimes, ils se distinguent plus par leur retard scolaire<sup>302</sup>. Les caractéristiques socioculturelles clivent ainsi les situations de promotion politique et de décrochage.

## 2. Le décrochage : une mise en veille des dispositions

Une interprétation possible du décrochage est l'inefficacité du contexte familial sur la transmission politique : « à capital culturel équivalent, deux contextes familiaux peuvent produire des situations scolaires très différentes dans la mesure où le rendement scolaire de ces capitaux culturels dépend beaucoup des configurations familiales d'ensemble<sup>303</sup> ». La complexification des instances de socialisation induit des variations dans les contextes familiaux, comme l'évoquent P. Berger et T. Luckmann avec le cas d'une nurse issue d'un monde social différent de celui des parents de l'enfant<sup>304</sup>. La configuration des relations d'interdépendance familiales<sup>305</sup> explique les écarts de politisation. Pour appliquer une formule de B. Lahire relative au capital culturel<sup>306</sup> : des compétences politiques peuvent rester sans effet lorsqu'elles ne trouvent pas les conditions de leur mise en œuvre.

Soit le cas de Alexandre/102, étudiant en première année de sociologie. Ses parents, politisés, suivent régulièrement l'actualité. Leur politisation et leur vote à droite (J. Chirac à la présidentielle de 2002) ne semblent pas très surprenants au regard de leur position sociale :

---

<sup>302</sup> Une ACM à partir des étudiants en promotion et en décrochage résume graphiquement les principales liaisons entre les indicateurs étudiés, voir en annexe, figure A17.

<sup>303</sup> Lahire (Bernard), *Tableaux de familles...*, *op. cit.*, p. 274.

<sup>304</sup> Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, *op. cit.*, p. 229-230.

<sup>305</sup> Lahire (Bernard), « La variation des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales Histoire Sciences Sociales*, n°2, 1996, p. 381-407, p. 385.

<sup>306</sup> Sur la transmission du capital culturel, voir Lahire (Bernard), *Tableaux de familles...*, *op. cit.*, p. 275.

dentiste et infirmière scolaire. Alexandre, en revanche, ne s'intéresse absolument pas à la politique. Il ne lit pas du tout les pages politiques des quotidiens (« ça ne me viendrait même pas à l'esprit »), et préfère les magazines automobiles ou les revues de sport, voire quelquefois les pages sportives des *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Il participe certes une fois à une manifestation quand il est au lycée, mais sans but précis. Il s'agit plutôt, pour reprendre ses termes, « d'un amusement » avec ses copains, et « d'un moyen de sécher les cours » :

« Je ne me rappelle plus le sujet de la manif, je suis même pas sûr qu'à l'époque je le savais. [...] Avec des copains on est allés sur Strasbourg, c'est là que se passait la manif. On y a participé peut-être pendant une heure, même pas, et après on est allés dans un bar ! (rire) Pour nous, c'était plus un amusement, on n'avait pas envie d'y participer dans un but précis. » (Alexandre/102).

Son peu d'intérêt pour la politique correspond également à de faibles connaissances dans ce domaine. Par exemple, il ignore le nom des personnalités politiques et des partis politiques : « Je ne pourrais même pas te citer deux noms de partis politiques, parce que je n'y connais rien ». Son positionnement de J. Chirac à gauche, sans ironie, illustre sa méconnaissance des questions politiques. Lorsqu'on lui demande où il situe le vote de ses parents sur l'axe gauche/droite, il avoue son ignorance concernant la structuration de l'espace politique, et finit par déduire que ses parents doivent être de gauche puisqu'ils étaient satisfaits de la victoire de J. Chirac à la présidentielle de 2002. À cette élection, ne sachant pas qui choisir, il vote comme ses parents pour le Président sortant lors des deux tours. Selon toute vraisemblance, dans son cas, les dispositions politiques familiales restent sans effet. Les conditions de transmission de la politisation ne paraissent pas réunies<sup>307</sup>.

L'inhibition des prédispositions familiales se comprend au regard d'éléments spécifiques de la configuration familiale. L'accès à la politisation d'Alexandre semble non seulement freiné par l'absence de discussions politiques des parents avec, et devant, leurs enfants, mais aussi par leur absence physique. Préoccupés par leur vie professionnelle, les parents ont délégué une partie de l'éducation de leurs enfants à « des gardiennes » pour reprendre son terme. Il commente en ce sens :

« – *Te considères-tu issu d'une famille favorisée ?* –

Oui, sur le plan financier, c'est clair, on n'a jamais manqué de rien d'un point de vue matériel. Mais sur le plan affectif... je sais pas... on ne se voit pas souvent comme j'habite Strasbourg maintenant. Mais

---

<sup>307</sup> Pour une analyse des conditions de transmission du capital culturel, voir Lahire (Bernard), « La variation des contextes... », art. cit.

même avant, mes parents ont toujours été très pris pour différentes affaires auxquelles je ne m'intéresse pas d'ailleurs. Chacun vit sa petite vie comme il l'entend. » (Alexandre/102).

Il évoque un déficit affectif que l'aisance matérielle ne comble pas. La distance avec ses parents est un élément d'explication du décalage de ses pratiques. L'investissement modéré des parents dans l'éducation de leurs enfants est perceptible par la faible transmission du capital culturel hérité, pourtant non négligeable (doctorat de médecine pour le père). En effet, la sœur d'Alexandre suit une filière technologique (terminale Sciences médico-sociales). Quant à lui, son choix pour la sociologie est un choix par défaut :

« – Dans quelle optique as-tu choisi cette filière ? As-tu une idée de profession pour plus tard ? –

Non, je n'en ai aucune idée ! Je ne pouvais pas faire de fac de math, de lettres ou d'histoire, parce qu'il faut vraiment être bon dans ces matières là pour y arriver et je pense que la sociologie, c'est accessible à tout le monde... (rire). » (Alexandre/102).

C'est l'accessibilité des études de sociologie qui motive son orientation. Au regard de son parcours scolaire très moyen, il ne se juge pas assez fort pour entamer un autre cursus tel que mathématiques, histoire et encore moins médecine, comme son père. L'exemple de cet étudiant, incapable de reproduire la trajectoire scolaire de son père, rend ainsi compte des limites de la transmission du capital culturel et de la politisation au sein de la famille.

### **3. Promotion politique et promotion culturelle**

Contrairement aux étudiants en décrochage, une caractéristique de ceux en promotion politique est leur fréquente situation de promotion culturelle. L'acquisition de ressources culturelles supérieures à celles de leurs parents crée un éloignement qui peut concerner la politisation.

Soit le cas de William/96, 24 ans, étudiant en licence de sociologie, qui vote à gauche, même « assez à gauche » pour reprendre ses termes (Verts, Parti communiste, LCR selon les scrutins). Il ne se reconnaît pas pour autant dans un parti. Il formule son choix en fonction, précise-t-il, « de ce qu'ils disent dans le débat, de ce qui nous est présenté », et ce faisant considère son vote comme réfléchi. Par exemple à la présidentielle et aux législatives de 2002, il préfère le candidat des Verts à chaque fois, non seulement en raison de leur discours sur le nucléaire et le commerce équitable, mais aussi de leur positionnement par rapport au PS. Sa stratégie est de donner plus de poids au parti écologiste dans le cadre des négociations post-élections avec le PS. Il justifie cette prise de position par une forme de répulsion pour les



dirigeants du PS en citant « des sales affaires, des trucs louches » avec « des écoutes téléphoniques, du sang contaminé », et le scandale de la MNEF. Il souhaite que le PS se renouvelle. Capable d'explicitier son vote, il discute fréquemment de l'actualité et témoigne d'une connaissance des sujets politiques et d'une compétence politique plutôt élevée, comme lorsqu'il évoque le rapport entre dépenses publiques et croissance : « Les dépenses publiques, ils ne les freinent pas. Et l'an prochain ils tablent sur une croissance de 3% qui ne sera jamais ». William suit l'actualité politique assez régulièrement par la radio (*France Infos*, *France Inter*), les journaux télévisés – envers lesquels il est assez critique : « que ce soit *TF1* ou *France 2*, c'est de la complaisance de premier ordre » –, et surtout la presse. De fait, il lit les *Dernières nouvelles d'Alsace* quotidiennement, *Libération* de temps en temps et, pratiquement toutes les semaines *Le Canard Enchaîné* qu'il apprécie beaucoup : « Je trouve qu'il a une bonne forme, qu'il soulève des problèmes [...] Je trouve que c'est un journal qui est amené à faire bouger les choses, à éclaircir le côté du système qu'on ne connaît pas ou qu'on ne veut pas nous faire connaître ». Son discours critique, dénonciateur et revendicatif, n'est pas sans rapport avec le ton du *Canard Enchaîné*, qui participe à la construction de ses opinions et de sa compétence politique. Intéressé par la politique, il ne souhaite pas pour autant s'engager dans un parti, évoquant des organisations « trop formatées ». Il assiste certes à un moment à des réunions d'Attac, mais ne se reconnaît « pas totalement dedans », trouvant leur discours « un peu trop policé », « trop consensuel, trop gentil », toujours pour reprendre ses propos. Il est néanmoins actif lors de diverses mobilisations : manifestations lycéennes, anti-FN, et contre la guerre en Afghanistan.

La politisation de William ne peut se comprendre avec le seul facteur familial. Ses parents sont moins politisés que lui. William évoque un décalage avec les membres de sa famille qui ne maîtrisent pas autant que lui le fonctionnement et les codes du champ politique. Sa position en porte-à-faux se manifeste par son incompréhension des votes de son père et de son oncle : « Le gros problème c'est que les gens n'arrivent pas à se situer. Ils n'arrivent pas à se situer sur un échiquier politique, ils n'ont pas les données pour. Non seulement ils n'ont pas les données, et même s'ils ont les données, ils ne savent pas forcément les décrypter ». Les prises de position des membres de sa famille lui font prendre conscience de sa plus grande compétence politique et de sa capacité à distinguer les rapports de force à l'intérieur du champ politique. À la présidentielle de 2002, son père, *a priori* plutôt de gauche, vote pour C. Lepage sans connaître son positionnement plutôt à droite, ce dont William a en revanche conscience. Il ne comprend pas non plus comment son oncle vote depuis une quinzaine d'années pour le Front national : « L'autre fois, j'étais invité chez mes parents. Il y avait le

frère de mon père qui était là et on a discuté beaucoup. Justement de politique, tu vois. Et le gars, il avait des idées de gauche, et il me dit ça fait quinze ans qu'il vote Front national. Je n'ai pas compris, je ne comprends pas ». Son incompréhension est d'autant plus grande que son oncle tient des propos de gauche. Le discours très anti-FN de William et le parallèle qu'il effectue entre la deuxième guerre mondiale et l'extrême droite, atteste de son appartenance à une génération dont la politisation s'est effectuée contre la figure de Le Pen et de l'extrême droite<sup>308</sup>. Le décalage entre William et les membres de sa famille illustre aussi les effets possibles de la promotion culturelle sur la politisation. Car ses parents sont davantage dotés en ressources économiques, en raison de leurs nombreuses heures de travail – son père « n'hésite pas à faire 60, 70 heures » –, qu'en capital culturel. Son père, cuisinier, a commencé à travailler à l'âge de 14 ans. Sa mère, serveuse, a arrêté ses études un an avant d'obtenir un bac technique. En étant titulaire d'un deug de sociologie, William présente le niveau scolaire le plus élevé au sein de sa structure familiale élargie. Son frère, ses grands-parents, ses oncles et tantes, n'ont pas non plus fait d'études supérieures.

Une mise en veille des dispositions héritées ou une absence de transmission au sein de la famille peut expliquer les cas de décrochage politique. En revanche, l'approche en termes d'activation de dispositions héritées semble moins appropriée quant à l'explication des cas de promotion politique. En fait, la promotion politique concerne plus souvent des étudiants qui, par leur scolarité, se trouvent en promotion culturelle. C'est à ceux-ci que nous allons nous intéresser à présent.

### **B. Formation de dispositions à la politisation : l'action de la carrière scolaire**

Si la politisation est favorisée par les dispositions culturelles et scolaires acquises lors de la scolarité, c'est parce que la politique est une pratique culturelle légitime et que le système d'enseignement permet d'acquérir, rappelons-le, des dispositions à l'intérêt politique et « les instruments intellectuels » nécessaires à sa compréhension<sup>309</sup>. Mais mesurer leurs effets nécessite de cerner ce qui relève de l'héritage<sup>310</sup>, et de s'intéresser aux étudiants en promotion culturelle. Quel est le poids des dispositions culturelles non héritées dans

---

<sup>308</sup> Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de science politique*, vol.52, n°5-6, 2002, p. 521-544.

<sup>309</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.*, p. 167-168.

<sup>310</sup> Sur le poids de l'origine sociale, voir Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers*, *op. cit.* ; Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minituit, 1970

l'explication de la politisation des étudiants ? Dans quelle mesure la politisation dépend-elle du rapport aux études et à la culture ? C'est en analysant la distribution des dispositions culturelles et scolaires des étudiants (1), particulièrement auprès de ceux en promotion culturelle (2) que l'on peut répondre à ces questions.

### **1. Adhésion au jeu scolaire et déférence envers la culture légitime**

Les étudiants politisés adhèrent davantage au jeu scolaire, et sont les plus proches de la culture légitime.

#### **Dispositions scolaires**

F. Bonnal et D. Boy signalaient le poids de la réussite scolaire sur les connaissances politiques des enfants et des adolescents<sup>311</sup>. Dès lors, quel est l'effet de la scolarité sur la politisation des étudiants ? Trois dimensions du rapport aux études sont ici privilégiées : l'investissement dans les études, les représentations sur l'avenir et le capital scolaire<sup>312</sup>.

**Tableau 19 : Corrélations entre indicateurs de politisation et indicateurs du rapport aux études (V de Cramer) (Source : enquête n°2, n=702)**

	Intérêt politique	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>
Intérêt pour les études	<b>0,1995</b>	0,1498	<b>0,2322</b>
Niveau d'études envisagé	<b>0,2538</b>	<b>0,2255</b>	<b>0,32</b>
Etude le week-end	<b>0,2091</b>	<b>0,1524</b>	<b>0,2105</b>
Fréquentation d'une bibliothèque universitaire	<b>0,1668</b>	0,1280	<b>0,2079</b>
Représentation sur ses chances de réussite aux examens	<b>0,1814</b>	<b>0,1784</b>	<b>0,1944</b>
Optimisme par rapport à l'avenir scolaire	<b>0,1685</b>	<b>0,1652</b>	<b>0,1897</b>
Sentiment de compétence pour effectuer des études longues	<b>0,2408</b>	<b>0,2085</b>	<b>0,2297</b>
Type de bac	<b>0,1686</b>	<b>0,1542</b>	<b>0,2138</b>
Mention au bac	<b>0,2015</b>	<b>0,1554</b>	<b>0,2446</b>

<sup>311</sup> Bonnal (Françoise), Boy (Daniel), « Avenir social et univers politique », in Percheron *et al.*, *Les 10-16 ans et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978, p. 95-137.

<sup>312</sup> Rappelons que si quelques indicateurs de l'enquête n°1 portent sur le rapport aux études, une deuxième enquête avec davantage d'indicateurs a été menée (enquête n°2, n=702) auprès de onze filières de l'enseignement supérieur : AES, biologie, BTS action commerciale, BTS informatique-gestion, droit, IEP, IUT carrières juridiques, lettres, mathématiques/physique, sociologie, et STAPS.

Comme le montre ce tableau, politisation et rapport aux études sont assez fortement liées. La politisation est tout d'abord corrélée à l'investissement dans les études. Divers indicateurs en rendent compte : 50% des étudiants intéressés par leurs études s'intéressent à la politique, contre seulement 19% des peu ou pas intéressés par leurs études ; 52% de ceux qui se consacrent souvent ou très souvent à leur travail scolaire le week-end s'intéressent à la politique, contre 20% pour ceux qui répondent rarement ou jamais ; 48% de ceux qui fréquentent très régulièrement une bibliothèque s'intéressent à la politique, contre 19% de ceux n'y allant que rarement ou jamais<sup>313</sup>. La politisation va également de pair avec une représentation positive de l'avenir scolaire. Plus les étudiants sont politisés, plus ils sont optimistes quant à leur avenir, et plus ils s'estiment compétents pour effectuer des études longues (49% de ceux qui s'attribuent de fortes ou très fortes chances de réussite aux examens s'intéressent à la politique contre 22% de ceux aux chances faibles ou très faibles). Confirmant que « la situation scolaire peut se lire comme un début de réalisation du futur social<sup>314</sup> », l'intérêt politique varie suivant la position sociale envisagée à la fin des études, ce qui laisse entrevoir une socialisation anticipatrice<sup>315</sup>. Plus le niveau scolaire envisagé est élevé, plus s'accroît la politisation (66% des étudiants qui souhaitent acquérir un niveau supérieur à bac+5 s'intéressent à la politique, contre 43% pour un bac+5, 23% un bac+4, 13% un bac+2). Troisième dimension : le capital scolaire. Les étudiants, dont la scolarité s'éloigne le plus des exigences scolaires légitimes, et dont finalement les propriétés scolaires favorisent le moins la réussite dans l'espace des études supérieures, apparaissent les moins politisés. Les bacheliers technologiques et professionnels, c'est-à-dire les étudiants dotés des bacs les moins performants quant à la réussite dans le supérieur<sup>316</sup>, se signalent très nettement par leur faible politisation. Selon la logique du « ce n'est pas pour nous », ils s'affirment dans leur grande majorité peu ou pas du tout intéressés par la politique (59% pour les bacheliers professionnels et techniques contre 32% pour les bacs généraux) et incompetents en matière de politique (73% des bacs professionnels et 60% des bacs techniques contre 39% pour les bacs généraux).

---

<sup>313</sup> Source : enquête n°2, n=702.

<sup>314</sup> Bonnal (Françoise), Boy (Daniel), « Avenir social et univers politique », art. cit., p. 108.

<sup>315</sup> Sur ce point : Merton (Robert K.), *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965 (2<sup>ème</sup> éd.) ; Galland (Olivier), « Perspectives d'ascension sociale chez les jeunes de milieu populaire : le cas des jeunes ruraux », in Baudelot (Christian), Mauger (Gérard) (dir.), *Jeunesses populaires : les générations de crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 155-171.

<sup>316</sup> Sur les différences de réussite dans le supérieur selon le type de bac, voir Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire... », art. cit.

La politisation est également corrélée à la mention au bac, comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau 20 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de leur mention au bac (Source : enquête n°1, n=801)**

		Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>
Mention	Sans (437)	29% (127)	20% (87)	28% (122)
	Bien/très bien (124)	52% (64)	36% (45)	48% (60)
Valeur de p		<0,001	<0,001	<0,001
V de Cramer		0,135	0,115	0,159

Lire : 48% des étudiants avec une mention bien ou très bien citent *Le Monde* contre 28% des sans mentions.

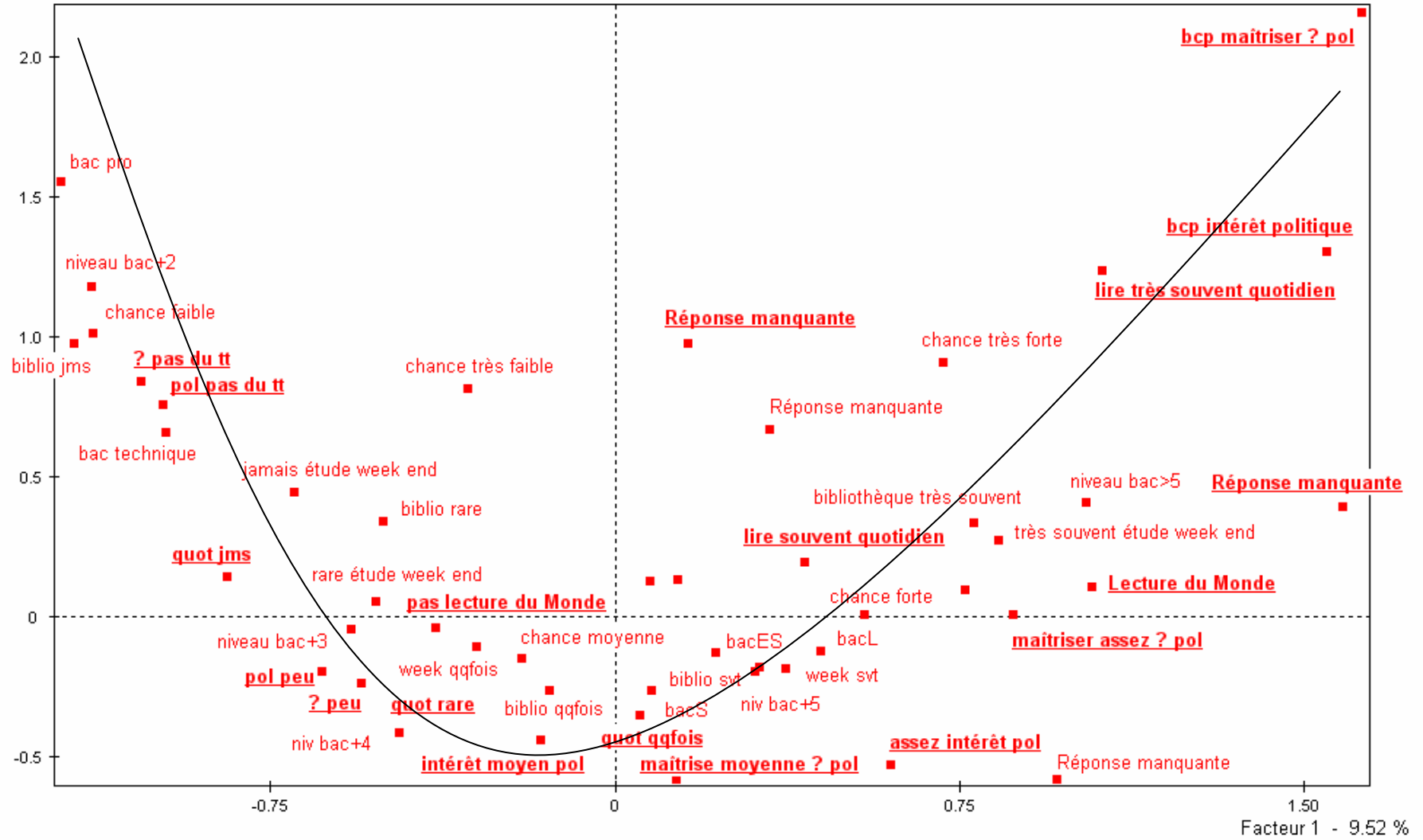
52% des étudiants avec une mention bien ou très bien au bac s'intéressent à la politique contre 29% des sans mentions. Une ACM à partir des principaux indicateurs de politisation et du rapport aux études résume l'opposition de politisation des étudiants suivant leur rapport à l'enseignement supérieur :

**Figure 6 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leur rapport aux études (Source : enquête n°2, n=702)<sup>317</sup>**

<sup>317</sup> Cette ACM regroupe les principaux indicateurs de politisation – l'intérêt politique, le sentiment de compétence politique, la fréquence de lecture d'un quotidien et la lecture du *Monde* – et de rapport aux études – l'activité scolaire le week-end, la fréquentation d'une bibliothèque, le niveau scolaire projeté, la perception subjective des chances de réussite scolaire et le type de bac (soit 9 questions actives et 42 modalités associées). Rassemblant 9,52% de l'inertie totale, le premier facteur est construit à partir des indicateurs de politisation – intérêt politique (20,1%) et sentiment de maîtrise des questions politiques (17,3%) –, du type de bac (7,1%), de pratiques scolaires – étude le week-end (8,4%) et fréquentation d'une bibliothèque (7,4%) –, et de représentations quant à l'avenir scolaire – niveau scolaire envisagé (12,2%) et chances de réussite (6,2%). Le long de ce facteur se hiérarchisent : la politisation, le niveau d'études envisagé et les représentations quant à l'avenir scolaire. Plus en détails, ce premier axe oppose, d'un côté, les étudiants les plus politisés, c'est-à-dire avec l'intérêt pour la politique et le sentiment de compétence les plus élevés, dotés d'un bac général, qui aspirent à un niveau d'études au moins égal à bac+5 et perçoivent leur avenir scolaire avec optimisme, à d'un autre côté, les moins politiquement participatifs, dotés d'un bac technique ou professionnel, qui envisagent avec pessimisme leur avenir scolaire, ne souhaitant d'ailleurs pas effectuer de trop longues études (bac+2). Le deuxième facteur (5,3% de l'inertie totale) associe sensiblement les mêmes variables que précédemment : intérêt politique (24,6%), sentiment de compétence politique (26,4%), fréquence de lecture d'un quotidien (12%), niveau d'études envisagé (11,8%), chances de réussite aux examens (5,9%) et type de bac (10,1%). Cet axe distingue les valeurs extrêmes aux valeurs moyennes attestant d'un effet *Guttman* (dans le plan 1-2, les points se placent sur une parabole). Ainsi, les étudiants à la politisation élevée ou faible, percevant leur avenir scolaire avec optimisme ou pessimiste, envisageant d'acquérir des diplômes à bac+2 ou bac+5 s'opposent à ceux à la politisation moyenne, évoquant leur avenir scolaire ni avec optimisme, ni avec pessimisme et aspirant à un niveau bac+3/4.

Facteur 2 - 5.30 %

### Politisation et rapport aux études (enquête n°2)



Le premier facteur oppose les étudiants les plus politisés qui sont aussi les plus intégrés à l'institution universitaire (les « vrais étudiants<sup>318</sup> »), des moins politisés qui s'avèrent les moins intégrés (« les nouveaux étudiants<sup>319</sup> », « les enfants de la démocratisation scolaire<sup>320</sup> »).

D'après l'enquête, la distance à la politique des étudiants est corrélative d'une distance à la culture scolaire légitime. Ce sont les étudiants les plus en difficulté scolaire et les plus éloignés de la culture scolaire qui s'intéressent le moins à la politique.

### **Proximité avec les pratiques culturelles légitimes**

Dépendante du rapport aux études, la politisation l'est aussi des pratiques culturelles légitimes. Les étudiants avec la lecture comme loisir préféré sont plus politisés que ceux qui répondent le sport (50% des premiers s'intéressent à la politique contre moins de 30% pour les seconds). De fait, la politisation s'accroît avec le nombre de livres lus par an (tableau 21). Les écarts concernent également le type de pratiques. Les non sportifs et les adeptes de sports individuels (jogging, natation) sont plus politisés que les pratiquants de sports collectifs (football, handball) (un non sportif sur deux cite *Le Monde*, contre un sur quatre pour les sports collectifs ; les trois quarts des adeptes de sports à base d'endurance et des non sportifs s'estiment compétents contre moins de deux tiers des pratiquants de sports collectifs). Enfin, la politisation varie suivant le type de sorties. Inversement corrélée à la fréquentation de spectacles sportifs, elle est en revanche corrélée à la fréquentation de spectacles culturels :

---

<sup>318</sup> Pour reprendre une expression de F. Dubet, c'est-à-dire : « ceux qui se définissent comme portés par un projet professionnel, par une vocation intellectuelle et par une forte intégration dans le milieu universitaire et étudiant », cf. « Dimensions et figures de l'expérience étudiante... », art. cit., p. 520.

<sup>319</sup> Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire... », art. cit.

<sup>320</sup> Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ?...*, op. cit.

**Tableau 21 : Fréquentation de l'opéra ou du théâtre et nombre de livres lus par an suivant la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01)**

Indicateurs de politisation	Fréquentation de l'opéra ou du théâtre		V de Cramer	Livres lus par an			V de Cramer
	Jamais	Souvent		>25 livres	1 à 2 livres	0 livre	
Effectifs	238	79		75	92	32	
Suivi de l'actualité politique	21% (50)	52% (41)	<b>0,173</b>	47% (35)	22% (20)	17% (5)	<b>0,175</b>
Intérêt politique	24% (57)	56% (44)	<b>0,176</b>	57% (43)	16% (15)	9% (3)	<b>0,221</b>
Maîtriser les questions politiques	20% (48)	42% (33)	<b>0,156</b>	45% (34)	17% (16)	3% (1)	<b>0,232</b>
Lecture régulière d'un quotidien	26% (62)	61% (48)	<b>0,170</b>	52% (39)	22% (20)	22% (7)	<b>0,175</b>
Lecture d'un quotidien régional	55% (131)	28% (22)	<b>0,182</b>	32% (24)	50% (46)	47% (15)	<b>0,169</b>
Lecture du <i>Monde</i>	17% (40)	71% (56)	<b>0,348</b>	63% (47)	14% (13)	6% (2)	<b>0,316</b>
Lecture du <i>Courrier international</i> ou du <i>Monde diplomatique</i>	5% (12)	37% (29)	<b>0,271</b>	29% (22)	1% (1)	0% (0)	<b>0,243</b>

Lire : 17% de ceux qui ne se rendent jamais au théâtre ou à l'opéra citent *Le Monde*.

Plus les étudiants vont à l'opéra ou au théâtre, plus leur participation politique s'intensifie. Avec des V de Cramer particulièrement élevés, la lecture du *Monde* (0,348), du *Courrier international* ou du *Monde diplomatique* (0,271) représentent les indicateurs les plus liés à la fréquentation de spectacles culturels. Politisation et familiarisation avec la culture légitime vont de pair.

En conséquence, les étudiants les plus politisés sont de bons élèves, intéressés par leurs études, qui adhèrent au jeu scolaire, projettent leur avenir scolaire et professionnel de manière optimiste, et présentent des pratiques et des goûts proches de la culture légitime. Il reste à savoir si ces liaisons statistiques sont seulement dues aux variables de l'héritage.



## 2. L'effet de la promotion culturelle

C'est en raisonnant sur les étudiants en promotion politique et culturelle qu'il est possible de cerner l'effet des dispositions scolaires et culturelles sans qu'elles soient uniquement le produit statistique des variables de l'héritage.

### Les dispositions scolaires

Sans surprise, l'enquête confirme le poids explicatif des propriétés socioculturelles héritées sur les dispositions à la réussite scolaire<sup>321</sup>. Par exemple, 55% des étudiants interrogés dont le père a des revenus supérieurs à 3 049€ estiment leurs chances de réussite élevées ou très élevées contre 19% avec des revenus inférieurs à 1 524€. Les données réaffirment également que le statut social de la famille exerce une influence sur les aspirations<sup>322</sup> : 77% de ceux dont le père est cadres supérieurs envisagent un niveau d'études au moins égal à bac+5 contre 38% pour les enfants d'ouvriers.

Si effet des variables scolaires sur la politisation il y a, compte tenu des liens entre rapport aux études et propriétés socioculturelles héritées, il faut essayer de neutraliser les variables héritées telles que le niveau de diplôme des parents. L'indicateur du nombre de parents dotés d'un diplôme supérieur au bac permet en ce sens de raisonner sur le sous-groupe des étudiants sans parent diplômé du supérieur (56% des étudiants, soit 392 individus). En limitant l'analyse à ceux-ci, les écarts de politisation se maintiennent, que ce soit avec le capital scolaire, l'investissement dans les études, ou les représentations sur l'avenir. Comme sur l'ensemble de l'échantillon, parmi les étudiants primo entrants dans le supérieur par rapport à leurs parents, les bacheliers généraux demeurent plus politisés que les bacheliers technologiques ou professionnels (24% des bacheliers généraux estiment maîtriser les questions politiques contre 9% des bacheliers technologiques ou professionnels). Les différences apparaissent particulièrement élevées pour la mention au bac :

---

<sup>321</sup> Voir en annexe les V de Cramer sur les croisements entre les indicateurs de propriétés socioculturelles héritées et ceux du rapport aux études.

<sup>322</sup> Kellerhals (Jean), Montandon (Cléopâtre), *Les stratégies éducatives des familles. Milieu social, dynamique familiale et éducation des pré-adolescents*, Neuchâtel-Paris, Delachaux-Niestlé, 1991.

**Tableau 22 : Indicateurs de politisation des étudiants dont les parents ne sont pas diplômés du supérieur suivant la mention au bac (Source : enquête n°1, n=801)**

		<b>Intérêt politique</b>	<b>Maîtrise des questions politiques</b>	<b>Lecture régulière d'un quotidien</b>
Aucun parent diplômé du supérieur (408)	Sans mention (250)	25% (63)	18% (45)	29% (73)
	Mention assez bien (112)	<b>30%</b> (34)	26% (29)	<b>28%</b> (31)
	Mention bien ou très bien (46)	<b>43%</b> (20)	31% (14)	<b>61%</b> (28)
	Valeur de p	0,004	0,006	<0,001

Lire : parmi les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur, les étudiants avec une mention bien ou très bien au bac sont 39% à suivre l'actualité politique contre 25% pour les étudiants sans mentions

Les taux de politisation des étudiants dotés de mentions bien ou très bien, sans parent diplômé du supérieur, s'avèrent plus élevés que ceux des « sans-mentions » avec deux parents diplômés du supérieur. La mention a un effet à l'intérieur des sous-groupes constitués. De ce fait, l'origine sociale perd de sa significativité pour les étudiants les plus méritants au niveau scolaire<sup>323</sup>, qui sont aussi les plus investis dans leurs études et les plus optimistes concernant leur avenir (parmi les étudiants dont les parents ne sont pas diplômés du supérieur, 49% de ceux qui aspirent à un niveau supérieur à bac+5 s'intéressent à la politique contre seulement 16% pour un niveau inférieur à bac+5) – il faudrait évidemment analyser l'intériorisation d'un *ethos* promotionnel pour compléter l'analyse.

D'autre part, l'enquête confirme les variations des manières d'étudier suivant le sexe. Mais ici, ce sont les étudiantes – moins politisées – qui apparaissent les plus appliquées dans leurs études (49% à étudier fréquemment le week-end contre 35% pour les garçons)<sup>324</sup>. Le sexe ne constitue effectivement pas la principale variable explicative de la politisation suivant le rapport aux études. Les écarts de politisation selon la mention au bac ne sont pas négligeables quel que soit le sexe :

<sup>323</sup> Voir en ce sens Felouzis (Georges), « Repenser les inégalités à l'université. Des inégalités sociales aux inégalités locales dans trois disciplines universitaires », *Sociétés contemporaines*, n°38, 2000, p. 67-98.

<sup>324</sup> Pour des résultats en ce sens, voir Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, op. cit. ; Frickey (Alain), Primon (Jean-Luc), « Les manières sexuées d'étudier en première année d'Université », *Sociétés Contemporaines*, n°48, 2002, p. 63-85.

**Tableau 23 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant la mention au bac et leur sexe (Source : enquête n°1, n=801)**

		Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques
Garçons (399)	Sans mention (226)	34% (79)	29% (63)
	Mention (169)	47% (80)	42% (70)
	Valeur de p	0,031	0,024
Filles (402)	Sans mention (250)	23% (48)	12% (24)
	Mention	36% (69)	25% (46)
	Valeur de p	<0,001	0,001

Lire : parmi les garçons, les étudiants avec une mention au bac sont 47% intéressés par la politique contre 34% pour ceux sans mentions.

Si les garçons non dotés d'une mention sont quasiment autant intéressés par la politique que les filles avec mentions, ceux avec une mention sont 47% à s'y intéresser contre 34% pour les sans mentions (pour les filles 36% contre 23%).

On peut également raisonner de la sorte avec la politisation parentale – troisième type de variable de la matrice abordée :

**Tableau 24 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents politisés et la mention au bac (Source : enquête n°1, n=801)**

		Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Lecture du Monde
Deux parents politisés (152)	Sans mention (59)	42% (25)	61% (36)	39% (23)	34% (20)
	Mention assez bien (56)	48% (27)	64% (36)	48% (27)	54% (30)
	Mention bien ou très bien (37)	57% (21)	68% (25)	51% (19)	70% (26)
	Valeur de p	0,352	0,754	0,331	0,002
Aucun parent politisé (355)	Sans mention (216)	18% (39)	14% (30)	10% (22)	21% (45)
	Mention assez bien (103)	25% (26)	20% (21)	19% (20)	28% (29)
	Mention bien ou très bien (56)	30% (17)	43% (24)	24% (13)	29% (16)
	Valeur de p	0,009	<0,001	0,006	0,246

Lire : parmi les étudiants dont les deux parents sont politisés, ceux avec une mention bien ou très bien au bac sont 57% à suivre l'actualité politique contre 42% pour ceux sans mention.

Quelle que soit la mention au bac, les étudiants avec deux parents politisés ont systématiquement une politisation plus élevée que ceux sans parent politisé. Mais là aussi, l'effet de la mention est patent à l'intérieur des sous-groupes – et ce même si d'après le test du khi-deux les croisements ne sont pas toujours significatifs. Pour les étudiants avec deux parents politisés comme pour ceux sans parent politisé, la politisation est corrélée à la mention au bac. Une régression logistique à partir des principaux indicateurs de socialisations primaires (politisation des parents, capital culturel hérité), de sexe et de la mention au bac confirme, « toutes choses étant égales par ailleurs », le poids de la mention au bac :

**Tableau 25 : Modèle explicatif de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique, c= 0,7416) (Source : enquête n°1, n=801)<sup>325</sup>**

	<i>Odds-ratio</i>	Intérêt politique	Significativité
<b>Mention au bac</b>			
Sans mention	0,733	-0,4340	<0,001
Assez bien	Réf.	Réf.	Réf.
Bien ou très bien	1,975	0,5573	<0,001
<b>Nombre de parents politisés</b>			
Zéro	0,364	-0,9734	<0,001
Un	Réf.	Réf.	Réf.
Deux	2,454	0,9356	<0,001
<b>Sexe</b>			
Masculin	Réf.	Réf.	Réf.
Féminin	0,495	-0,3520	<0,001
<b>Diplôme de la mère</b>			
Inférieur au bac	0,771	-0,1571	NS
Bac/bac+2	0,650	-0,3288	<0,05
Bac+3/4	Réf.	Réf.	Réf.
Bac+5	1,324	0,3832	<0,10
<b>Effectifs</b>			

<sup>325</sup> La modalité que l'on cherche à expliquer est l'intérêt politique obtenu par le recodage des modalités « assez intéressé par la politique » et « beaucoup intéressé par la politique ». Le modèle utilisé est de type logit. La situation de référence est un étudiant avec une mention assez bien au bac, avec un seul parent politisé, de sexe masculin, et dont le niveau de diplôme de la mère est à bac+3/4. Dans ce modèle, une absence de mention au bac correspond à un niveau d'intérêt politique de l'étudiant inférieur, alors qu'une mention bien ou très bien équivaut à un niveau d'intérêt supérieur.

Étudiants intéressés par la politique	279
Étudiants non intéressés	522
<b>Ensemble</b>	<b>801</b>

Dans le modèle élaboré, le nombre de parents politisés s'avèrent certes plus significatif que la mention au bac (significativité inférieure à 1 pour 1000, *odds-ratio* à 2,454 avec deux parents politisés contre 1,975 avec une mention bien ou très bien), mais la mention l'est davantage que le niveau de diplôme de la mère, dont les modalités ne sont pas toutes significatives.

### **Attention portée à la culture légitime**

D'une manière assez proche à l'analyse des variables relatives au rapport aux études, les propriétés socioculturelles héritées sont des éléments explicatifs des pratiques culturelles des étudiants, notamment des plus légitimes d'entre elles telles que la fréquentation de spectacles culturels (plusieurs *V* de Cramer supérieurs à 0,15). Ce sont les enfants d'enseignants qui se distinguent le plus des enfants d'employés et d'ouvriers (60% des étudiants dont la mère est cadre supérieur de la fonction publique – quasiment exclusivement des enseignantes du secondaire – affirment fréquenter régulièrement les spectacles culturels contre 32% pour les employées). Mais là aussi, les liens entre styles de vie et propriétés socioculturelles héritées ne font pas toujours l'objet d'une corrélation, notamment pour ce qui est de la fréquentation de spectacles sportifs et des pratiques de lecture (*V* de Cramer inférieurs à 0,13). Si l'effet des propriétés héritées demeure incontestable, le contrôle d'indicateurs du capital culturel hérité, du sexe et de la politisation parentale met en exergue, ici aussi, le poids des dispositions culturelles et politiques des étudiants dans leurs dimensions acquises et pas seulement héritées. Le niveau de politisation dépend assez fortement des pratiques culturelles des étudiants avec deux parents non diplômés :

**Tableau 26 : Indicateurs de politisation des étudiants dont aucun des deux parents n'est diplômé du supérieur suivant leurs pratiques lectorales et culturelles (Source : enquête n°1, n=801)**

		<b>Suivi de l'actualité politique</b>	<b>Intérêt politique</b>	<b>Maîtrise des questions politiques</b>	<b>Lecture du <i>Monde</i></b>
Aucun parent diplômé du supérieur (411)	Livre les derniers jours (188)	35% (66)	37% (70)	32% (60)	44% (83)
	Livre au-delà (233)	21% (47)	22% (49)	14% (31)	17% (38)
	Valeur de p	0,001	0,008	<0,001	<0,001
	Spectacle culturel quelquefois ou souvent (134)	39% (52)	40% (54)	30% (40)	54% (72)
	Spectacle culturel rarement ou jamais (277)	22% (61)	23% (64)	18% (50)	17% (47)
	Valeur de p	0,001	0,019	0,004	<0,001

Lire : parmi les étudiants dont parents n'ont pas de diplôme du supérieur, les étudiants qui vont quelquefois ou souvent à des spectacles culturels sont 54% à lire *Le Monde*.

Parmi les étudiants dont aucun parent n'est diplômé du supérieur, ceux qui ont lu un livre les derniers jours et ceux qui fréquentent le plus les spectacles culturels sont toujours plus politisés<sup>326</sup>. De même, les étudiants dont aucun des deux parents ne s'intéressent à la politique sont davantage politisés lorsqu'ils ont des pratiques culturelles légitimes (54% de ceux qui fréquentent régulièrement l'opéra ou le théâtre citent *Le Monde* contre 17% pour ceux qui s'y rendent peu ou pas). La politisation des étudiants va ainsi souvent de pair avec des pratiques culturelles légitimes. Et c'est par la neutralisation des indicateurs des propriétés politiques et socioculturelles héritées que l'on constate un lien entre politisation et pratiques culturelles, lien qui n'est pas seulement dû aux variables de l'héritage.

L'étude de sous-groupes constitués à partir des indicateurs de capital culturel hérité, sexe et politisation parentale montre que la politisation est souvent associée à une adhésion au jeu scolaire et à une attention marquée à la culture légitime. La politisation est favorisée par les dispositions scolaires et culturelles. Plus souvent primo entrants dans le supérieur au sein de leur famille, les étudiants en promotion politique font état de pratiques scolaires et culturelles plus

<sup>326</sup> Les variations demeurent également quel que soit le sexe – on ne détaille pas davantage.

légitimes. Les étudiants en promotion culturelle qui ont le plus investi dans leurs études et les « choses culturelles » sont plus enclins à être politisés que certains *héritiers* qui n'ont pas la même déférence par rapport aux études et à la culture, et pour lesquels la transmission des prédispositions est demeurée inefficace. La situation promotionnelle par les études est favorable à la politisation – une situation promotionnelle produit de l'incorporation d'un *ethos* promotionnel, aspect que nous n'avons pas ici développé. Si l'influence des dispositions scolaires et culturelles acquises au cours de la scolarité sur la politisation est plus frappante auprès des étudiants en promotion culturelle, elle n'est pas nulle auprès des étudiants dotés de prédispositions favorables.

\*                    \*  
\*

L'étude de la politisation des étudiants ne peut pas se faire sans prendre en compte leurs prédispositions. L'enquête par questionnaire met en évidence l'action de l'origine sociale, du sexe et de la politisation parentale. Les étudiants les plus dotés en capital culturel hérité, de sexe masculin, dont les parents sont politisés présentent les probabilités les plus élevées d'être eux-mêmes politisés. Néanmoins, ces variables de l'héritage n'ont pas toutes les mêmes effets. La socialisation politique familiale est plus clivante que le sexe et la position sociale héritée, ces deux variables gardant une part explicative. L'analyse de sous groupes de la population étudiante établit la nécessité de ne pas se limiter à la socialisation primaire et de prendre en compte les effets de la scolarité sur la politisation. C'est effectivement le contrôle des variables de l'héritage qui permet de mettre en évidence le processus, au cours de la carrière étudiante, d'autonomisation par rapport aux parents qui se porte sur la politisation. L'enquête renseigne plus précisément sur la formation de dispositions au changement que sont les dispositions culturelles et scolaires. Les plus enclins à la politisation, notamment parmi les moins dotés en prédispositions, sont ceux qui font état d'une attention marquée aux pratiques culturelles et scolaires.





## Chapitre II : La politisation par le contexte d'études

« Maintenant j'ai un rapport à la politique de celui qui l'étudie. » Tom/24.

Les étudiants sont définissables non seulement par leur position sociale mais aussi par leur position dans l'espace d'études. En ce sens pour B. Lahire : « le type d'études [...] est à l'espace de l'enseignement supérieur ce que la catégorie socioprofessionnelle est à l'espace social global, la division du travail scolaire préfigurant la division du travail social<sup>327</sup> ». Le prisme des matrices disciplinaires présente un intérêt particulier au regard de l'hétérogénéité de l'espace des études supérieures, et de ses transformations depuis plusieurs décennies, ne serait-ce que par la multiplication des filières et l'entrée de « nouveaux étudiants »<sup>328</sup>. Il offre aussi un cadre d'analyse des effets du contexte d'études.

Pour expliquer la participation politique des étudiants, P. Le Galès donne le primat à la filière d'études, ou plutôt à l'UFR – la nuance étant qu'une UFR peut regrouper plusieurs filières. Pour lui, « l'UFR » exerce « une influence beaucoup plus importante (que l'origine sociale)<sup>329</sup> [...]. L'UFR est peut-être plus que nous le supposons une communauté de socialisation, peut-être d'acculturation qui se distingue dans certains cas par l'imposition d'une série de normes plus ou moins fortes<sup>330</sup> ». Mais l'explication par la seule filière d'études présente des limites : l'orientation scolaire diffère suivant les variables de l'origine sociale, du sexe et du passé scolaire<sup>331</sup>, et certainement des propriétés politiques parentales. Isoler le rôle de la filière demeure

---

<sup>327</sup> Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante... », art. cit., p. 89.

<sup>328</sup> Sur les effets de ces transformations, voir entre autres Bourdieu (Pierre), Champagne (Patrick), « Les exclus de l'intérieur », art. cit. ; Erlich (Valérie), *Les nouveaux étudiants...*, op. cit. ; Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire... », art. cit. ; Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ?...*, op. cit.

<sup>329</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique... », art. cit.

<sup>330</sup> *Ibid.*

<sup>331</sup> Pour des résultats récents, voir Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vue des étudiants*, op. cit.

ardu, spécialement par rapport à l'origine sociale. En effet, pour P. Bourdieu, l'origine sociale intervient lors des choix d'orientation, la restriction des choix s'impose plus aux classes populaires qu'aux classes privilégiées : « Dans une population d'étudiants, on ne saisit plus que la résultante finale d'un ensemble d'influences qui tiennent à l'origine sociale et dont l'action s'exerce depuis longtemps<sup>332</sup> ». Ce faisant, Y. Delsaut rejette de manière catégorique, dans un article daté de 1970, une action de la discipline sur le rapport à la politique des étudiants en arguant de l'inégale distribution de ces derniers dans les différentes filières selon l'origine sociale, la réussite antérieure et le sexe<sup>333</sup> : « C'est seulement par une illusion de la sociologie spontanée que l'on peut voir dans la discipline une variable explicative des attitudes particulières des étudiants en matière de politique, alors qu'elle n'est qu'une sténographie commode pour désigner un phénomène en réalité très complexe, à savoir la rencontre entre le système des disciplines et ce que des individus socialement déterminés apportent dans leur choix<sup>334</sup> ». Il convient, d'après elle, d'interroger la discipline « non pas comme substance dotée d'un dynamisme propre mais comme un réseau complexe de relations à un moment donné du temps<sup>335</sup> ». P. Bourdieu critique en ce sens l'étude de S.M. Lipset sur les étudiants et la politique : il oublie selon lui que « les différences de position universitaire à un moment donné sont la retranscription scolaire de différences d'origine sociale et cela même au niveau des aspirations, puisque l'orientation vers une discipline exprime les ambitions qui sont accessibles aux individus d'une certaine origine sociale pour un niveau déterminé de réussite scolaire<sup>336</sup> ». Dès lors, les écarts de politisation entre les filières d'études ne sont-ils pas la transcription de l'influence des socialisations primaires ? Les travaux existants n'y répondent pas vraiment. P. Le Galès minimise le rôle des socialisations primaires sur la position scolaire, mais il étudie assez peu leur poids respectif, notamment la politisation des parents. C. Le Bart et P. Merle sont plus interrogatifs. S'ils relèvent un intérêt politique plus élevé pour les étudiants d'origine populaire à l'IEP qu'en AES<sup>337</sup>, ils considèrent que leurs données ne permettent pas de trancher : « Faut-il prendre en

---

<sup>332</sup> Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers*, *op. cit.*, p. 26.

<sup>333</sup> Delsaut (Yvette), « Les opinions politiques... », art. cit.

<sup>334</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>335</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>336</sup> Bourdieu (Pierre), *La distinction...*, *op. cit.*, p. 494.

<sup>337</sup> Compte tenu de la très faible proportion d'étudiants d'origine populaire dans les IEP (moins de 3% des élèves avec un père ouvrier à l'IEP de Strasbourg), ce résultat demeure très relatif.

compte un « effet propre » de la filière universitaire ou considérer que tel type de socialisation familiale, y compris les conversations politiques, favorise telle scolarisation universitaire plutôt que telle autre ? Les données recueillies permettent de poser la question mais n'apportent pas de réponses<sup>338</sup> ».

Sans occulter les variables de l'héritage, l'effet de la matrice disciplinaire ne doit pas être rejeté. La variable « type d'études » est une variable synthétique<sup>339</sup> qui subsume diverses propriétés : non seulement l'origine sociale, le sexe et le passé scolaire, mais aussi « le poids du degré de sélectivité de la formation, de son degré d'encadrement pédagogique, de la nature (plus scientifique ou littéraire) des études, du degré d'ascétisme scolaire exigé, de rapports très spécifiques à l'avenir professionnel et au monde social<sup>340</sup> ». Suivant la filière, le type d'enseignement, le nombre d'heures de cours, le lieu d'études, la durée des études, le travail scolaire, les enseignants, les élèves, les projets professionnels, les débouchés, les loisirs, la lecture ou encore le rapport à la culture varient<sup>341</sup>. B. Lahire, en s'intéressant à la distribution des pratiques de lecture et des manières d'étudier, présente, au-delà de l'action de l'origine sociale, la filière comme un agent de socialisation possible, et souligne la différence entre les études littéraires et les études scientifiques et techniques<sup>342</sup>. De même, M. Millet insiste sur les spécificités sociocognitives des matrices disciplinaires fréquentées<sup>343</sup>. Ce faisant, en envisageant la filière comme un lieu de socialisation et plus précisément de familiarisation avec les questions politiques, il s'agit de replacer les études et les apprentissages au cœur des expériences sociales des étudiants. Ceci étant, on peut considérer la politisation comme une dimension du métier d'étudiant. Rappelons que pour réussir à l'Université, il faut montrer sa compétence d'étudiant, en ayant appris à manipuler la praticité des règles fondatrices du travail universitaire : un étudiant fait reconnaître sa compétence en exhibant socialement qu'il est devenu membre, c'est-à-dire qu'il catégorise désormais le monde de la même façon que la « communauté

---

<sup>338</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, op. cit., p. 181.

<sup>339</sup> Desrosières (Alain), Goy (Alain), Thévenot (Laurent), « L'identité sociale dans le travail statistique. La nouvelle nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles », *Économie et statistique*, n°152, 1983, p. 55-81.

<sup>340</sup> Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante... », art. cit., p. 90.

<sup>341</sup> Pour un ensemble de résultats, voir les cahiers de l'OVE et Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vue des étudiants*, op. cit.

<sup>342</sup> Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, op. cit. ; Lahire (Bernard), « Conditions d'études... », art. cit. ; Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante... », art. cit.

<sup>343</sup> Millet (Mathias), *Les étudiants et le travail universitaire*, op. cit., p. 10.

universitaire »<sup>344</sup>. Les étudiants s'adaptent aux contextes d'études dans lesquels ils se trouvent. Reste à établir qu'en fonction du contexte d'études, les étudiants acquièrent (ou pas) des connaissances en rapport avec la politique, des aptitudes à suivre l'actualité, et des schèmes de compréhension de la politique.

Si les dispositions scolaires et culturelles, héritées ou développées lors de la carrière étudiante, favorisent la politisation, ce sont plus précisément les contextes d'études où la politisation constitue une dimension de l'identité des étudiants et où les codes institutionnels sont construits sur des connaissances politiques et d'actualité, qui activent les dispositions favorables et permettent son accroissement. Le désaccord entre l'identité au sein de la filière (comme par exemple à l'IEP où la norme est d'être politisé) et l'identité sociale réelle (être peu politisé à l'entrée dans le supérieur) entraîne une stratégie identitaire pour réduire l'écart<sup>345</sup>. C'est en multipliant les points de vue d'observation et en variant les techniques d'enquête que l'on a pu cerner ces aspects. D'une part, les enquêtes quantitatives caractérisent un effet du contexte d'études – les enquêtes par questionnaire n°1 et n°3 ont ici été utilisées. D'autre part, on peut plus précisément percevoir les vecteurs de politisation en ouvrant « la boîte noire » du contexte d'études au moyen d'observations et d'entretiens. Ce chapitre est organisé en deux temps : le contexte d'études comme lieu d'activation et d'actualisation de dispositions (I), puis la formation d'une compétence politique dans les contextes d'études favorables (II).

---

<sup>344</sup> Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant*, *op. cit.*

<sup>345</sup> Sur ce type de processus, voir Dubar (Claude), *La socialisation*, *op. cit.*

## I. Activation de dispositions en sciences humaines et sociales

Au sein de l'espace des études supérieures, la politisation varie. Plus importante à l'IEP qu'en droit et surtout en AES d'après l'enquête de C. Le Bart et P. Merle<sup>346</sup>. Supérieure en droit-science économiques à celle en sciences humaines, langues, lettres, et surtout en sciences, IUT, STAPS d'après P. Le Galès<sup>347</sup>. Concernant la lecture de quotidiens, et donc le suivi de l'actualité, B. Lahire spécifie de son côté : « un pôle d'étudiants (étudiants des STS et d'IUT production, étudiants de formation scientifique et technique plus fréquemment que ceux de formation « littéraire ») caractérisés par les goûts les plus « populaires » (quotidien régional et sportif), et un pôle d'étudiants (Prépas lettres, Droit et sciences économiques, Lettres et sciences humaines...) qui ont les goûts les plus légitimes culturellement (quotidien national et étranger)<sup>348</sup> ».

Cependant, le constat de différenciation des filières ne peut pas faire l'impasse d'une étude de la dépendance des orientations scolaires avec les caractéristiques sociales et politiques héritées. Même avec la « démocratisation » de l'entrée dans le supérieur, pour reprendre une expression commune, il est impossible de faire comme si l'origine sociale perdait toute influence<sup>349</sup>, comme si les propriétés héritées étaient des variables indépendantes<sup>350</sup>. Tout d'abord, l'entrée dans le supérieur, fonction de l'origine sociale<sup>351</sup>, demeure réservée à une partie seulement des jeunes en âge de faire des études<sup>352</sup>. L'orientation en son sein, ensuite, est inégale suivant l'origine sociale<sup>353</sup>, que ce soit les chances de mener des études longues ou d'accéder aux diverses filières de l'enseignement supérieur<sup>354</sup>. Les étudiants les plus dotés en propriétés

---

<sup>346</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, *op. cit.*

<sup>347</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique... », art. cit.

<sup>348</sup> Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, *op. cit.*, p. 103-104.

<sup>349</sup> Pour un exemple de constat d'une perte d'influence de l'origine sociale dans l'explication des comportements étudiants voir Galland (Olivier) (dir.), *Le Monde des étudiants*, *op. cit.* Pour une analyse critique de « l'éclipse des classes », voir Pfefferkorn (Roland), *Inégalités et rapports sociaux : l'éclipse des classes, l'émergence du genre*, Habilitation à diriger les recherches, Université Marc Bloch de Strasbourg, 2004.

<sup>350</sup> Sur ce point, on rejoint donc la critique de Millet (Mathias), *Les étudiants et le travail universitaire*, *op. cit.*, p. 21.

<sup>351</sup> Bihr (Alain), Pfefferkorn (Roland), *Déchiffrer les inégalités*, Paris, Syros, 1999, p. 267-271.

<sup>352</sup> Voir Terrail (Jean-Pierre), *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?*, Paris, PUF, 1990 ; Erlich (Valérie), *Les nouveaux étudiants...*, *op. cit.*

<sup>353</sup> Pour un ensemble de chiffres, voir Bihr (Alain), Pfefferkorn (Roland), *Déchiffrer les inégalités*, *op. cit.*, p. 270.

<sup>354</sup> Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire... », art. cit. ; Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vie...*, *op. cit.*

socioculturelles suivent plus fréquemment des études longues et les cursus les plus prestigieux. Isoler le rôle de la filière d'études abrège l'explication. *De facto*, les écarts de politisation entre filières sont à étudier au prisme des propriétés sociales héritées. Peut-on expliquer les différences de politisation suivant le type d'études par le recrutement social des filières ? D'une part, la distribution des indicateurs de politisation selon la filière ne paraît pas indépendante de celle des catégories sociales dans l'espace de l'enseignement supérieur. D'autre part, à la suite de V. Tournier qui montre les parcours scolaires des lycéens influencés par les caractéristiques politiques et religieuses des parents<sup>355</sup>, l'hypothèse selon laquelle la politisation héritée se répartit inégalement entre les cursus d'études paraît probable.

Néanmoins, la matrice disciplinaire comme cadre de socialisation ne doit pas être minimisée, ni la nature des savoirs transmis dans la définition des formes du travail universitaire des étudiants<sup>356</sup>. Tout en accordant une importance décisive au passé des acteurs, il est possible de ne pas occulter le rôle du contexte d'action : « La situation présente [...] est ce qui ouvre ou laisse fermé, réveille ou laisse à l'état de veille, mobilise ou maintient à l'état de lettre morte les habitudes incorporées par les acteurs<sup>357</sup> ». Et c'est en pointant les écarts entre des filières au recrutement social proche, les limites des variables des propriétés politiques et socioculturelles héritées, et l'effet différentiel du capital scolaire sur la politisation, que l'on peut envisager le rôle de la matrice disciplinaire. Les dispositions politiques des étudiants préalablement incorporées sont plus ou moins activées ou inhibées suivant les filières d'études, considérées comme de véritables contextes d'action<sup>358</sup>.

Après avoir relevé la distribution de la politisation des étudiants dans l'espace des études supérieures (A), il s'agira de considérer les limites des socialisations primaires et une activation différentielle des prédispositions à la politisation en fonction du contexte d'études (B), puis l'influence différentielle du capital scolaire sur la politisation suivant le type d'études (C).

---

<sup>355</sup> Tournier (Vincent), « École publique, école privée, le clivage oublié... », art. cit.

<sup>356</sup> Millet (Mathias), *Les étudiants et le travail universitaire*, op. cit.

<sup>357</sup> Lahire (Bernard), *L'homme pluriel*, op. cit., p. 62.

<sup>358</sup> Cette première section s'appuie uniquement sur l'enquête n°1, n=801.

## A. Sciences humaines et sociales versus sciences et techniques

L'espace des études supérieures n'est pas homogène. Plusieurs recherches traitent des différenciations internes à l'enseignement supérieur, notamment entre les filières : suivant leur côté « populaire » ou « bourgeois », leur durée, leur degré de professionnalisation, d'encadrement pédagogique, d'ascétisme, et le type de connaissance (sciences et techniques versus littéraires au sens large)<sup>359</sup>. D'autres variations ont trait au projet, à l'intégration, à la vocation, aux normes de travail ou à la réussite scolaire<sup>360</sup>. Qu'en est-il de la répartition de la politisation des étudiants suivant le type d'études ?

Les croisements des indicateurs de politisation avec la filière d'études sont particulièrement significatifs que ce soit d'après le test du khi-deux au seuil de 1%, ou les V de Cramer pour la plupart supérieurs à 0,2, et même à 0,3 pour l'intérêt politique et la lecture de magazines d'actualité, à 0,45 pour la lecture du *Courrier international* ou du *Monde diplomatique*, à 0,5 pour celle du *Monde*. La distribution de la politisation selon la filière se rapproche de celle des pratiques de lecture<sup>361</sup>, en opposant étudiants en sciences humaines et sociales et étudiants en sciences et techniques. Au regard de la variable qui regroupe les huit principaux indicateurs de politisation<sup>362</sup>, les étudiants en sciences humaines et sociales s'avèrent quasiment toujours au moins 40% avec une politisation assez ou très élevée (figure 7) – certes avec des nuances entre les filières (41% en sociologie, 50% en histoire, 56,5% en économie, 62% en droit et 86% à l'IEP) – tandis que ceux en sciences et techniques sont toujours au moins 80% avec une faible politisation.

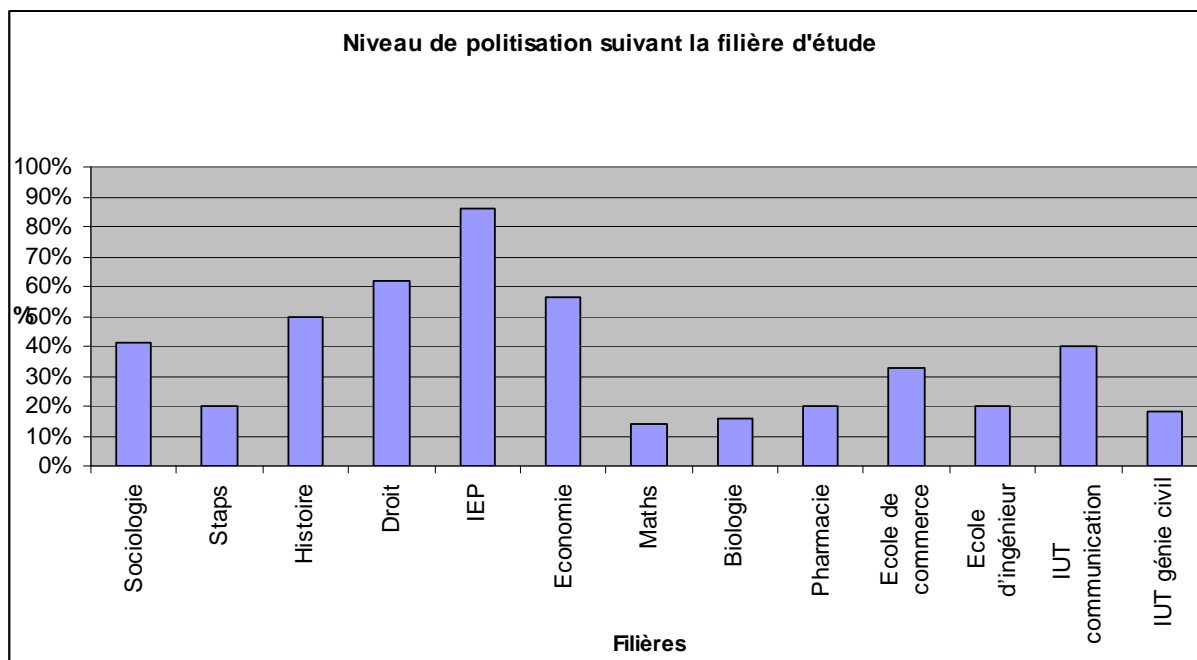
---

<sup>359</sup> Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, op. cit., p. 156-162.

<sup>360</sup> Dubet (François), « Dimensions et figures de l'expérience étudiante... », art. cit. ; Montfort (Valérie), « Normes de travail et réussite scolaire chez les étudiants de première année de sciences », *Sociétés Contemporaines*, n°40, 2000, p. 57-76 ; Montfort (Valérie), *Les étudiants de première année à l'université et le travail scolaire. L'exemple de deux filières : Sciences et AES*, Doctorat de sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2003.

<sup>361</sup> Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante... », art. cit.

<sup>362</sup> Voir en annexe son mode de construction.



**Figure 7 : Le niveau de politisation des étudiants suivant leur filière d'étude (Source : enquête n°1, n=801)**

Deux autres opérations statistiques, un test non paramétrique de Friedman et une classification hiérarchique ascendante à partir d'une ACM, précisent les résultats. À partir du test de Friedman<sup>363</sup>, les comparaisons multiples distinguent les filières les plus participatives d'une part – IEP, droit, histoire, IUT communication, école de commerce, sociologie et économie –, et les moins participatives d'autre part – IUT génie civil, école d'ingénieur, pharmacie, biologie, STAPS et mathématiques. À l'intérieur de ces deux entités, l'analyse sépare quelque peu d'un côté, mathématiques de l'IUT génie civil – où les étudiants se présentent comme les moins politisés de l'échantillon –, de l'autre droit et surtout l'IEP de trois filières plus médiantes : école de commerce, sociologie et économie. Une classification hiérarchique ascendante isole quant à elle quatre catégories avec leur poids respectif au sein de l'échantillon<sup>364</sup> : 10% d'étudiants très

<sup>363</sup> Voir en annexe une présentation du test de Friedman et le détail de l'analyse.

<sup>364</sup> Le but d'une classification hiérarchique ascendante est de produire des groupements de lignes et de colonnes d'un tableau, afin de construire des classes d'individus ou de caractères et donc de créer une partition en agrégeant les éléments les plus proches. La classification complète et nuance les résultats de l'analyse des correspondances multiples, en remédiant aux difficultés d'interprétation, à la compression excessive des données, à la robustesse imparfaite des données, et enfin en facilitant la lecture des liaisons en ne focalisant pas l'analyse sur quelques facteurs (Lebart (Ludovic), Morineau (Alain), Piron (Marie), *Statistique exploratoire multidimensionnelle, op. cit.*, p. 185-186). En réalisant une partition des individus de sorte à ce que chaque classe soit non seulement la plus différente des autres classes mais aussi la plus homogène en fonction de ses caractéristiques, elle regroupe les étudiants interrogés selon leur politisation. À partir du dendrogramme, c'est-à-dire l'arbre hiérarchique qui agglomère



politisés majoritairement scolarisés à l'IEP et en droit (*cf.* la classe 2 sur la figure 8) ; un tiers assez politisés qui évoluent plutôt à l'IEP, en économie, droit ou école de commerce (classe 1) ; 40% peu intéressés et peu participatifs plutôt situés en mathématiques et STAPS (classe 3) ; enfin 15% pas du tout intéressés par la politique, le plus souvent en biologie, pharmacie ou école d'ingénieur (classe 4).

**Figure 8 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leur filière d'études avec la classification hiérarchique ascendante en quatre classes (Source : enquête n°1, n=801)<sup>365</sup>**

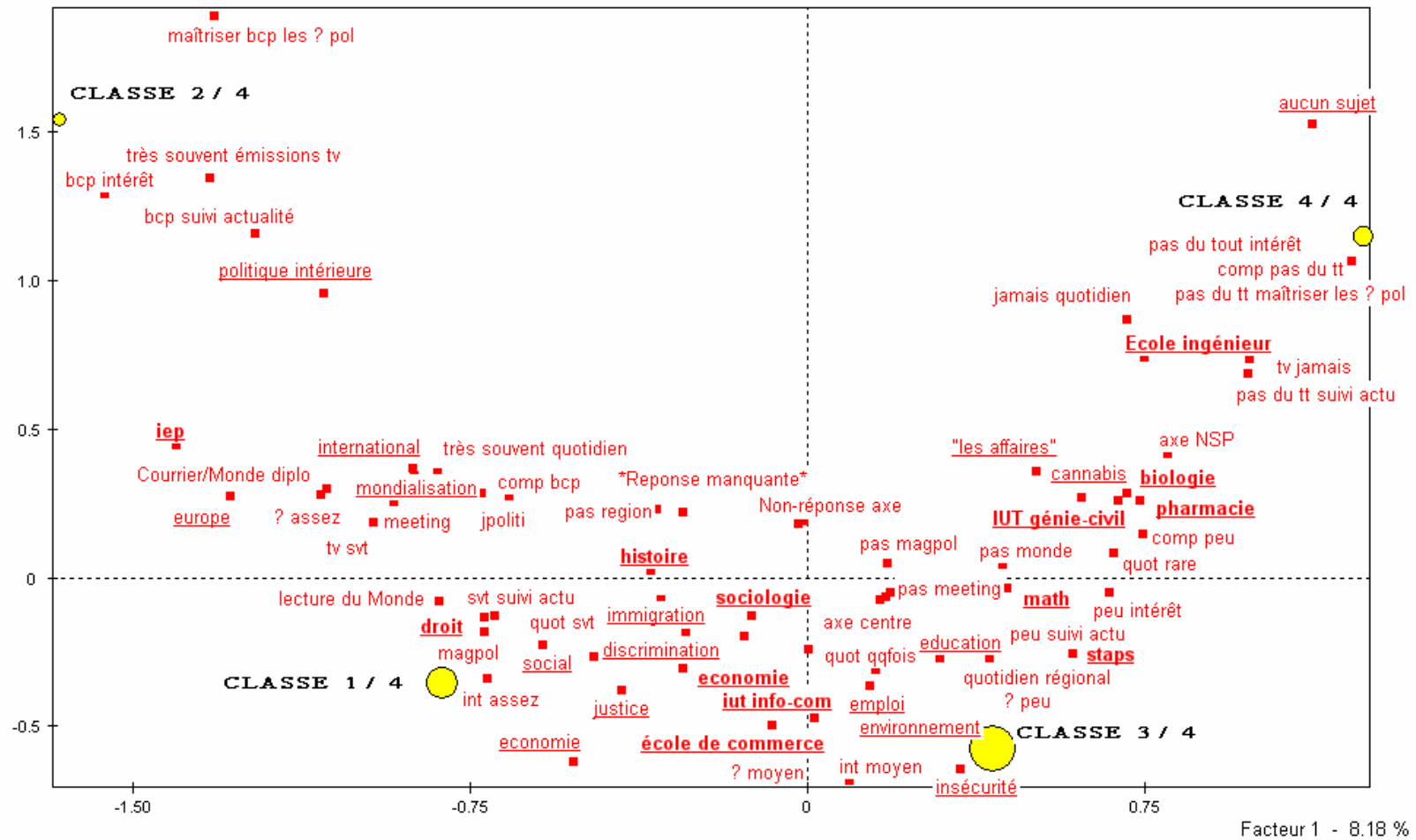
---

les individus au fur et à mesure de leurs ressemblances, la meilleure partition apparaît être en quatre classes représentatives.

<sup>365</sup> L'ACM proposée est réalisée à partir des indicateurs de politisation des étudiants et de la filière d'études, soit 20 questions actives, 86 modalités associées. Le premier facteur, explicatif 8,18% de l'inertie totale, dessine un axe de la fréquence de participation selon la filière. Le deuxième facteur (3,67% de la variance totale), construit à partir des mêmes indicateurs de participation, différencie les modalités extrêmes (par exemple pas du tout intéressé et très intéressé) à celles plus médiantes (moyennement intéressé), ce qui signale la présence d'un effet *Guttman*. Voir le détail en annexe.

Facteur 2 - 3.67 %

### Politisation des étudiants suivant la filière d'études



Plus en détails : 78% des élèves de l'IEP se disent intéressés par la politique, 56% en droit, 46% en économie, contre 15% en biologie et 17% en école d'ingénieur. Seuls 16% des élèves de l'IEP affirment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques, 30% en droit ou en économie, en revanche 67% en biologie et 72% en école d'ingénieur. Le suivi de l'actualité et des questions politiques est beaucoup plus fréquent à Sciences Po (seuls 7% suivent peu l'actualité politique), en économie, histoire et droit (environ 30%) qu'en IUT génie civil, pharmacie et biologie (plus de deux tiers d'entre eux). De même, la consultation d'un quotidien est plus régulière à Sciences Po, en histoire et droit, qu'en école d'ingénieur, mathématiques et pharmacie<sup>366</sup>. Les variations sont d'autre part qualitatives<sup>367</sup> :

---

<sup>366</sup> Constat proche de l'enquête OVE, Lahire (Bernard), « Conditions d'études... », art. cit.

<sup>367</sup> Voir la représentation graphique de l'analyse factorielle des correspondances à partir des lectures et de la filière d'études, figure A22.

**Tableau 27 : Lecture de la presse selon la filière d'études (p<0,0001) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture de quotidiens nationaux (hormis <i>Le Monde</i> )	Lecture de magazines d'actualité <sup>368</sup>	Lecture d'un quotidien régional	<i>Courrier international/ Monde diplomatique</i>
Sociologie	105	33% (35)	25% (26)	13% (14)	52% (55)	18% (19)
Staps	102	16% (16)	6% (6)	12% (12)	<b>78%</b> (80)	1% (1)
Histoire	67	42% (28)	<b>40%</b> (27)	22% (15)	55% (37)	12% (8)
Droit	79	<b>65%</b> (51)	15% (12)	34% (27)	28% (22)	<b>29%</b> (23)
IEP	76	<b>86%</b> (65)	<b>33%</b> (25)	<b>39%</b> (30)	<b>8%</b> (6)	<b>58%</b> (44)
Économie	63	51% (32)	8% (5)	21% (13)	32% (20)	6% (4)
Mathématiques	71	17% (12)	21% (15)	14% (10)	34% (24)	7% (5)
Biologie	54	11% (6)	13% (7)	<b>6%</b> (3)	59% (32)	9% (5)
Pharmacie	54	<b>7%</b> (4)	15% (8)	<b>9%</b> (5)	<b>65%</b> (35)	2% (1)
École de commerce	31	52% (16)	26% (8)	<b>45%</b> (14)	29% (9)	6% (2)
École d'ingénieur	36	<b>8%</b> (3)	14% (5)	<b>3%</b> (1)	25% (9)	3% (1)
IUT communication	30	20% (6)	27% (8)	<b>40%</b> (12)	53% (16)	10% (3)
IUT génie civil	33	<b>9%</b> (3)	<b>6%</b> (2)	<b>9%</b> (3)	<b>58%</b> (19)	3% (1)
Ensemble	801	35% (277)	19% (154)	20% (159)	45% (364)	15% (117)
Valeur de p <sup>369</sup>		<0,001	<0,001	<0,001	<0,001	<0,001
V de Cramer		V=0,514	V=0,266	V=0,311	V=0,411	V=0,459

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 33% consultent régulièrement *Le Monde* (35 sur 105).

Une majorité d'étudiants à l'IEP, en droit, école de commerce et économie citent *Le Monde*, une infime minorité en pharmacie, école d'ingénieur, IUT génie civil et biologie. *A contrario*, les quotidiens régionaux sont le plus souvent lus par les étudiants en STAPS (78%) – notamment pour le suivi des résultats des manifestations sportives régionales et départementales,

<sup>368</sup> *Le Nouvel observateur* étant surtout cité à l'IEP et en droit, *Le Point* et *L'Express* très peu en sociologie et sciences et surtout en école de commerce (30% des élèves environ), d'autant plus qu'ils y sont distribués gratuitement.

<sup>369</sup> On rappelle qu'avec le test du khi-deux, p<0,05 signifie qu'il y a dépendance entre les deux variables au seuil de 5%.

d'autant plus lorsqu'ils concernent directement les étudiants –, pharmacie (65%) et IUT génie civil (58%) qu'en IEP (8%). Un lien avec la filière encore plus évident pour les lectures plus spécialisées : les étudiants en STAPS se caractérisent par leur lecture de *L'Équipe* et de magazines sportifs (*Tennis magazine*, *France football*, *Snow Surf*, etc.), ceux en économie par des magazines relatifs au domaine économique (*Capital*, *Challenges*, *Alternatives Économiques*), ceux en histoire par des magazines culturels (*Historia*, *L'Histoire*, *National Geographic*, *Géo*), ceux en sociologie par *Sciences humaines*. Fréquemment en rapport avec les enseignements suivis et les projets professionnels, les lectures ne sont toutefois pas toujours spécifiques à une filière (par exemple 22% des étudiants en école d'ingénieur et 18% en IUT génie civil citent également des magazines sportifs).

Les écarts entre étudiants ne portent pas tant sur une absence de lecture que sur leur qualité<sup>370</sup>. Les étudiants des filières scientifiques et techniques ne s'avèrent effectivement pas des non lecteurs, mais plutôt des non lecteurs de la presse d'actualité la plus légitime<sup>371</sup>. La distance avec l'actualité et la politique a certes été davantage perçue lors de la passation du questionnaire en sciences, lorsque certains (spécialement en mathématiques, école d'ingénieur et IUT génie civil) ont fait preuve de réactions « potaches », de dénégation ou d'indifférence (« ça ne m'intéresse pas ! », « la politique c'est nul ! »). Toutefois, on ne peut pas pour autant parler d'étudiants en sciences, apolitiques ou incompetents. En appréhendant la distance à la politique comme une distance à la culture politique légitime, le questionnaire tend à occulter les multiples rapports à la politique<sup>372</sup> et les pratiques politiques invisibles<sup>373</sup>. Si les étudiants en sciences citent moins souvent les pratiques politiques et les sujets les plus légitimes (lecture du *Monde*, intérêt pour les questions internationales, la politique intérieure ou l'économie, etc.), ils peuvent tout de même réagir sur certains objets (insécurité, légalisation du cannabis, dopage, etc.), d'autant plus lorsqu'ils les concernent directement (cognition chaude). Par exemple, l'intérêt pour l'actualité des étudiants en STAPS apparaît relativement faible. En même temps, ils ont une propension à organiser des manifestations de rue et à y participer pour dénoncer la baisse du nombre de postes

---

<sup>370</sup> Cf. Lahire (Bernard), « Conditions d'études... », art. cit.

<sup>371</sup> En ce sens, d'après une enquête par questionnaire effectuée dans le cadre d'un TD de deuxième année de sociologie de l'Université Marc Bloch de Strasbourg au cours de l'année scolaire 2005/2006 auprès de 883 étudiants strasbourgeois, les gratuits (*Métro*, *20 minutes*) sont cités par 42% des étudiants en sciences, 41% en sociologie, et 34% des étudiants en droit.

<sup>372</sup> Joignant (Alfredo), « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », art. cit.

<sup>373</sup> Par rapport aux pratiques culturelles, voir Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante... », art. cit.

au CAPES, et les modifications des statuts des professionnels du sport. Si les étudiants en sciences font état d'une politisation moins élevée, c'est aussi en raison de différences de motivation à s'y intéresser<sup>374</sup>, notamment marquée par la réussite scolaire. Pour obtenir leur diplôme, l'intérêt à suivre l'actualité et la politique est moindre qu'en sciences humaines et sociales. Car les enseignements abordent plus ou moins les questions politiques et d'actualité en histoire (histoire des idées), IUT information et communication (histoire, géographie, questions d'actualité), école de commerce et économie (histoire des faits et doctrines économiques, politiques économiques, étude du marché du travail, macroéconomie), sociologie (sociologie politique, sociologie économique, politiques de l'immigration, mobilisations collectives<sup>375</sup>), droit et sciences politiques (relations internationales, science politique de l'Europe, sociologie politique, science administrative, politiques publiques, histoire des idées politiques, communication politique<sup>376</sup>). Ce n'est en revanche pas le cas – ou extrêmement rarement – en sciences et techniques. Mais mettre en avant le rôle du contexte d'études ne semble possible qu'à condition de préciser, dans un premier temps, le poids explicatif des variables de l'héritage.

## **B. L'activation des dispositions héritées fonction du contexte d'études**

Au regard du premier chapitre, la répartition de la politisation au sein de l'espace universitaire doit dépendre des caractéristiques socioculturelles et politiques héritées<sup>377</sup>. De fait, les V de Cramer qui atteignent entre 0,15 et 0,2, illustrent des dépendances non négligeables. Sans surprise, les étudiants ne présentent pas, suivant leur cursus, le même héritage politique. Les parents des étudiants en IEP, droit et IUT communication sont les plus politisés, au contraire de ceux en biologie, IUT génie civil et école d'ingénieur. Par exemple à l'IEP, seuls 7% des pères et 20% des mères suivent rarement ou jamais l'actualité politique (contre 26% et 63% en biologie). Le lien entre politisation parentale et orientation scolaire inciterait à relativiser l'action de la

---

<sup>374</sup> Sur les divers types de compétences, voir Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, *op. cit.* Sur la compétence politique : Joignant (Alfredo), « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales de civisme ordinaire au Chili, ou les logiques de la compétence du citoyen », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 233-249, spécialement p. 248.

<sup>375</sup> Il s'agit de cours dispensés à la faculté des sciences sociales de l'Université Marc Bloch de Strasbourg.

<sup>376</sup> Ces enseignements sont obligatoires ou optionnels à l'IEP de Strasbourg ainsi qu'en maîtrise de science politique et de droit à l'Université Robert Schuman de Strasbourg. Plusieurs cours sont en effet communs à ces deux maîtrises.

<sup>377</sup> Le sexe n'est pas le principal facteur explicatif des variations entre les filières. Les filières les plus masculines (école d'ingénieur, IUT génie civil, mathématiques) apparaissent comme les moins politisées, au contraire de sociologie et droit qui sont les plus féminisées.

filière sur celui de la famille. L'étude des propriétés socioculturelles héritées invite à un constat assez proche : les filières plutôt politisées regroupent un peu plus les enfants de cadres supérieurs, et les moins politisées ceux d'ouvriers. Les étudiants avec un père cadre supérieur se retrouvent davantage en droit (41% des pères y sont cadres supérieurs), sciences politiques (39%) et économie (33%) qu'en IUT génie civil (9%) et biologie (13%)<sup>378</sup>. Les filières plutôt politisées que sont l'IEP, droit, école de commerce et économie, accueillent plus souvent les étudiants avec les parents les plus dotés en capital économique et en capital culturel hérité : 37% des pères des étudiants de l'IEP ont des revenus mensuels supérieurs à 3 049 euros contre environ 10% en biologie et école d'ingénieur (filières parmi les moins politisées) ; les pères diplômés du supérieur, majoritaires à l'IEP (58%), en école de commerce (58%) et économie (51%), sont nettement moins nombreux en biologie (20%) et école d'ingénieur (28%). En conséquence, les écarts de politisation entre les filières d'études ne feraient que refléter des disparités d'héritage tant d'un point de vue social que politique suivant le type d'études. Cependant, les ACM qui montrent graphiquement la répartition des propriétés héritées en fonction des filières laissent envisager une explication plus complexe (cf. figure 9 et 10).

**Figure 9 : ACM sur les propriétés socioculturelles des étudiants suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)<sup>379</sup>**

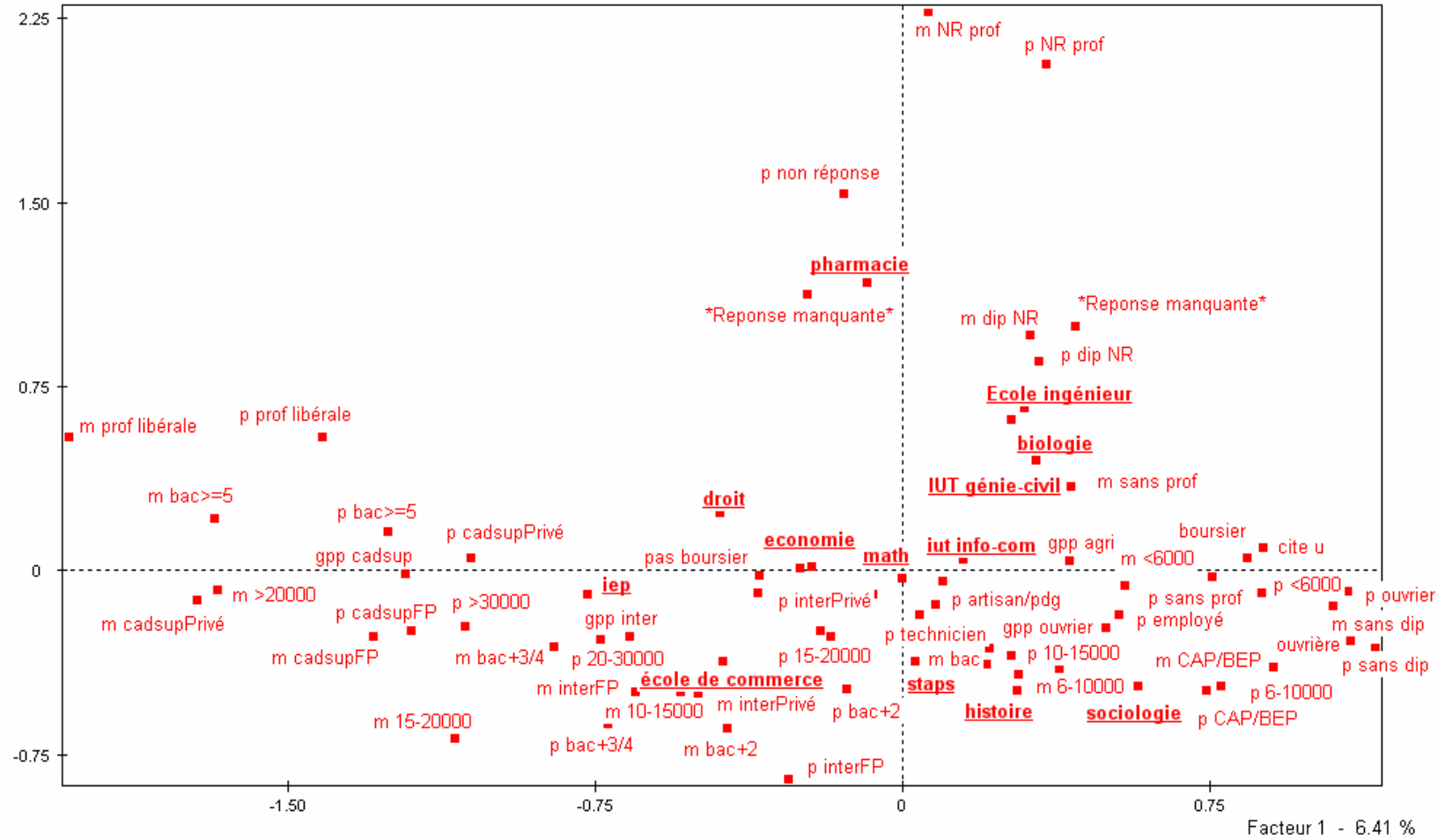
**Figure 10 : ACM sur la politisation des parents suivant la filière d'études de leur enfant (Source : enquête n°1, n=801)<sup>380</sup>**

<sup>378</sup> Les étudiants avec des parents positionnés dans les catégories intermédiaires évoluent assez fréquemment au sein de filières à la politisation moyenne ou faible : davantage en STAPS (35% des pères exercent une profession intermédiaire) qu'en droit (16%), mais aussi en biologie, IUT génie civil et pharmacie (44%, 39% et 37% des mères y sont employées) qu'à l'IEP. Les enfants d'ouvriers sont plus nombreux en IUT génie civil (27% des pères) ou biologie (20%) qu'en sciences politiques (3%) et école de commerce (6%).

<sup>379</sup> ACM réalisée à partir de la filière d'études, des professions des parents, et de leurs niveaux de diplôme et de revenus (10 questions, 72 modalités). Elle vise à étudier la répartition des propriétés socioculturelles héritées des étudiants suivant la filière d'études. Le premier axe oppose les étudiants les mieux dotés en propriétés socioculturelles héritées (parents cadres supérieurs, niveau de diplôme supérieur ou égal à bac+5, salaires les plus élevés), en IEP, école de commerce et droit, à d'un autre côté les moins dotés (parents ouvriers, sans diplôme), plutôt en sociologie. Le deuxième axe est l'axe des non-réponses aux questions sur l'origine sociale, plus fréquentes en pharmacie et école d'ingénieur.

<sup>380</sup> ACM réalisée à partir de la filière d'études et des indicateurs de politisation des parents (12 questions, 60 modalités). Elle vise à étudier l'intensité de la liaison entre la filière d'études et le niveau de politisation des parents. Le premier axe oppose les parents les moins politisés des plus politisés. Le deuxième axe différencie les non-réponses et les modalités médiantes. Nous sommes une fois encore en présence d'un effet Guttman sur les deux premiers axes.

Facteur 2 - 4.38 %





Facteur 2 - 6.51 %



Une première ACM (figure 9) réalisée à partir des principales variables socioculturelles (professions, diplômes et revenus des parents, profession du grand-père paternel, indicateur de bourse, type de logement) et de la filière d'études caractérise sur le premier facteur (6,41% de l'inertie) les propriétés socioculturelles héritées des étudiants, tandis que le deuxième facteur (4,38%) isole les non-réponses. Et si les étudiants de l'IEP et de l'école de commerce (filières plutôt politisées) se rapprochent le plus du pôle des ressources sociales les plus élevées, ce sont ceux en sociologie et histoire (filières également plutôt politisées) qui apparaissent les moins pourvus, et non ceux en sciences (les moins politisés) plus proches du pôle des non-réponses. Une deuxième ACM (figure 10) effectuée à partir de la filière d'études et des principaux indicateurs de la politisation parentale illustre d'autres variations : alors que l'IEP est la filière où les parents sont les plus politisés, économie et sociologie (plutôt politisées) jouxtent pharmacie et mathématiques (peu politisées). Les différences observées entre les étudiants ne se retrouvent pas forcément au niveau des parents.

La distribution de la politisation selon la filière n'est effectivement pas seulement expliquée par la répartition des caractéristiques politiques et socioculturelles héritées. Tous les étudiants non politisés n'ont pas des parents non politisés, et tous les étudiants issus des catégories supérieures de l'espace social ne sont pas scolarisés au sein de filières politisées. En essayant de neutraliser les indicateurs de la politisation parentale, ainsi que ceux de la profession du père et du niveau de diplôme des parents, puis en comparant les filières qui accueillent des étudiants aux propriétés sociales relativement proches, un effet filière est avéré. Les résultats valorisent l'hypothèse du contexte d'études qui active plus ou moins les dispositions à la politisation.

### **Limites des propriétés politiques parentales**

Premièrement, l'examen des données statistiques de manière plus précise et moins généralisante<sup>381</sup> permet de mettre en perspective certaines limites à l'explication de l'effet filière par les seules propriétés politiques parentales. La dépendance des pratiques politiques des parents avec la filière d'études est tout d'abord moins forte que pour les étudiants (les V

---

<sup>381</sup> Ce qui prend en compte les remarques de Passeron (Jean-Claude), *Le Raisonnement sociologique...*, op. cit. ; Lahire (Bernard), *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La découverte, 2004 ; Lahire (Bernard), *L'esprit sociologique*, Paris, La découverte, 2005.

de Cramer sont nettement moins élevés pour les parents : 0,173 pour l'intérêt politique du père contre 0,313 pour l'intérêt politique de l'étudiant). En détaillant les résultats statistiques obtenus, la proportion de pères intéressés par la politique en sciences politiques (61%) est sensiblement équivalente en école de commerce et en IUT communication (respectivement 63% et 59%). Cette relative homogénéité de la politisation parentale entre ces trois filières ne transparait pourtant pas au niveau des étudiants. Les élèves de l'IEP étant deux fois plus intéressés que ceux en IUT communication ou école de commerce (respectivement 78%, 37% et 32%)<sup>382</sup>. En tant que technique qui regroupe les variables en fonction de leur proximité, l'ACM effectuée à partir de la filière d'études et des indicateurs de politisation parentale rend compte de ces faibles écarts (figure 10). La filière est l'une des variables qui contribuent le moins à la construction du premier axe (3,7%), contrairement à celles relatives à la politisation des parents qui se situent toutes entre 11% et 14%. Le lien entre la filière et la politisation parentale n'est pas très ténu. La filière ne participe pas plus à la construction du deuxième axe (0,7%), bien au contraire là encore des indicateurs de politisation des parents (l'expression d'opinions (10,9% pour le père et 12,4% pour la mère), l'intérêt politique (12,3% pour le père et 10,3% pour la mère), et le suivi de l'actualité (13% pour le père et 10,2% pour la mère)). De ce fait, sur le plan constitué par les deux premiers facteurs, les filières se regroupent autour de l'intersection des deux axes (figure 10).

Une autre stratégie de mise en évidence de l'effet filière sur la politisation des étudiants consiste à concentrer l'analyse sur les étudiants avec au moins un parent politisé, ou ceux avec aucun parent politisé<sup>383</sup>. Si l'influence de la filière n'était expliquée que par les propriétés politiques familiales, en contrôlant l'indicateur du nombre de parents intéressés par la politique, on devrait observer une baisse significative des écarts entre les filières. Pourtant, au sein des deux sous groupes constitués, ils demeurent. D'un côté, parmi les étudiants avec au moins un parent intéressé par la politique, 84% s'intéressent à la politique à l'IEP, 65% en droit, 56% en économie, et seulement 20% en mathématiques, 13% en école d'ingénieur.

---

<sup>382</sup> De même, le suivi de l'actualité politique des pères des étudiants en sociologie, STAPS et pharmacie est très proche (compris entre 48% et 50%, soit 2% de différence), celui des étudiants s'avère beaucoup plus variable (entre 31%, 25% et 17%, soit 14% de différence pour le plus gros écart), l'expression d'opinions par le père est relativement égale entre des filières plutôt politisées (33% en sociologie et école de commerce, 34% en économie) et d'autres peu politisées (35% en STAPS et 36% en pharmacie), le suivi de l'actualité politique des mères des étudiants en STAPS, mathématiques, pharmacie et IUT génie civil (entre 21% et 28%) à peu de choses près équivalent à celui des mères en sociologie, économie, histoire et école de commerce (entre 20% et 25%), et l'intérêt pour la politique des mères en sociologie, histoire et économie assez similaire à celui en STAPS et mathématiques (entre 18% et 23%).

<sup>383</sup> Il n'est en revanche pas possible de se référer à ceux avec deux parents intéressés par la politique compte tenu d'effectifs trop restreints.

D'un autre côté, parmi les étudiants sans parent intéressé par la politique, 68% sont intéressés par la politique à l'IEP, 37% en droit, seulement 10% en biologie et 3% en STAPS. S'il ne s'agit pas de « fétichiser » telle ou telle technique statistique, pas plus que les variables et les indicateurs utilisés, des points de vue différents permettent néanmoins de mettre en exergue le poids du contexte d'études.

### **Limites des propriétés socioculturelles**

Avec un raisonnement assez proche, la prégnance de la matrice disciplinaire sur les propriétés socioculturelles héritées peut aussi être discutée. Il s'agit de détailler la distribution des indicateurs de professions des parents, de capital économique, et de capital culturel hérité, puis de se focaliser sur les étudiants issus des catégories supérieures.

Les enfants de cadres supérieurs étudient certes plus fréquemment en IEP et droit qu'en IUT génie civil et biologie. Cependant, leur proportion n'est pas négligeable en mathématiques (34% des pères) – filière pourtant peu politisée –, et d'un autre côté peu élevée en histoire, sociologie et IUT communication (19% des pères en sociologie, 17% en IUT communication, et 15% en histoire) – filières plutôt politisées. Ces dernières accueillent en effet des étudiants parmi les moins dotés en ressources économiques et culturelles : presque un étudiant sur deux perçoit une allocation d'études en sociologie et IUT communication (contre moins de 30% sur l'ensemble de l'échantillon), et seuls un tiers de ceux en sociologie et histoire ont un père diplômé du supérieur (contre 51% sur l'ensemble de l'échantillon)<sup>384</sup>.

Un deuxième type d'analyse consiste à considérer les seuls étudiants issus des catégories supérieures de l'espace social. En se plaçant sous l'hypothèse de l'absence d'un effet filière, le contrôle des variables de la profession du père et des diplômes des parents – sans avoir la prétention d'y parvenir totalement – ne doit pas modifier significativement les résultats entre les filières<sup>385</sup>. Pourtant, les variations entre les filières se maintiennent :

---

<sup>384</sup> Le classement des filières, établi à partir des indicateurs de capital économique – procédé inspiré des tests statistiques non paramétriques, dont le principe est d'étudier le rang des occurrences (voir en annexe, tableau A135) – situe l'école de commerce au premier rang, suivie par l'IEP, droit et pharmacie – cette dernière étant pourtant peu politisée –, tandis que se partagent les derniers rangs, non seulement l'école d'ingénieur, mais aussi sociologie, histoire et l'IUT communication. Le classement des indicateurs de capital culturel hérité oppose quant à lui les étudiants de l'IEP et en école de commerce à ceux en biologie et en école d'ingénieur (tableau A135). Cependant, là aussi, les étudiants en mathématiques s'intercalent en troisième position devant ceux de droit et d'économie alors que ceux en histoire et en sociologie se situent entre ceux en IUT génie civil et en école d'ingénieur.

<sup>385</sup> Cette démarche vise à construire trois sous groupes à partir de l'échantillon de l'enquête n°1 (n=801) : le premier, celui des étudiants dont le père est situé dans les catégories supérieures ; le deuxième, celui des étudiants dont le père détient un diplôme du supérieur ; le troisième, celui des étudiants dont la mère détient un diplôme du supérieur. La profession de la mère ne fait pas l'objet d'une étude approfondie en raison des faibles effectifs pour certaines professions (mère cadre supérieur du privé ou exerçant une profession libérale). Sous une

**Tableau 28 : Répartition d'indicateurs de politisation des étudiants suivant la filière pour ceux dont le père est positionné dans les catégories supérieures de l'espace social (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques
IEP	30	90% (27)	57% (17)	73% (22)	37% (11)
Droit	32	72% (23)	41% (13)	59% (19)	39% (12)
Économie	21	67% (14)	48% (10)	57% (12)	43% (9)
Sociologie	20	25% (5)	30% (6)	45% (9)	30% (6)
STAPS	20	30% (6)	25% (5)	20% (4)	15% (3)
Mathématiques	24	25% (6)	8% (2)	17% (4)	13% (3)
Valeur de p		<0,001	0,003	<0,001	0,309

Lire : 45% des étudiants de sociologie dont le père exerce une profession supérieure s'intéressent à la politique (9 sur 20) contre 20% de ceux en STAPS (4 sur 20).

**Tableau 29 : Répartition d'indicateurs de politisation des étudiants suivant la filière pour ceux dont le père détient un diplôme du supérieur (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques
IEP	44	89% (39)	66% (29)	77% (34)	51% (22)
Droit	32	69% (22)	47% (15)	66% (21)	48% (15)
Économie	32	53% (17)	53% (17)	50% (16)	34% (11)
Sociologie	31	23% (7)	26% (8)	39% (12)	32% (10)
STAPS	37	24% (9)	27% (10)	22% (8)	14% (5)
Mathématiques	32	22% (7)	16% (5)	16% (5)	13% (4)
Valeur de p		<0,001	<0,001	<0,001	0,005

Lire : 39% des étudiants de sociologie dont le père détient un diplôme du supérieur s'intéressent à la politique (12 sur 31) contre 22% de ceux en STAPS (8 sur 37).

même modalité, sont tout d'abord associés les étudiants dont les pères exercent la profession de cadres supérieurs de la fonction publique et du privé ou une profession libérale. À partir du niveau de diplôme du père et de la mère, deux autres variables sont construites. Elles distinguent les parents avec un diplôme du supérieur de ceux qui ont un diplôme inférieur ou égal au bac – les non-réponses ne sont pas ici retenues pour des raisons de clarté des données. C'est la taille de l'échantillon qui induit la logique d'assemblage de ces regroupements de modalités, ainsi que le nombre limité de filières retenues. Pour la variable de l'appartenance à la catégorie supérieure des pères, seules six filières disposent d'effectifs compris entre 20 et 32 : sociologie (20), STAPS (20), droit (32), IEP (30), économie (21) et mathématiques (24). La limite inférieure est de ce fait fixée à 20 individus par filière, une limite à 30 individus ne permettrait de ne retenir que droit et IEP. En fixant une limite à 30, la théorie des grands nombres invite à considérer avec précaution les résultats par rapport à cette variable. Les deux autres variables (niveau de diplôme du père et de la mère) s'avèrent moins problématiques. Pour les six mêmes filières, les effectifs sont plus élevés : pour le père, entre 31 et 44 (sociologie (31), STAPS (37), droit (32), IEP (44), économie (32) et mathématiques (32)) ; pour la mère, entre 24 et 47 (sociologie (27), STAPS (35), droit (31), IEP (47), économie (24) et mathématiques (28)).

Au sein du sous groupe des étudiants issus des catégories supérieures, 73% s'intéressent à la politique à l'IEP contre 59% en droit, 57% en économie, 45% en sociologie et moins de 20% en STAPS et mathématiques. La lecture du *Monde* consacre des écarts encore plus importants : 90% le citent à l'IEP, 72% en droit, 67% en économie, et seulement 30% en STAPS, 25% en mathématiques. Parmi le sous-groupe des étudiants les plus dotés en ressources sociales héritées, les étudiants en sciences politiques restent les plus intéressés devant ceux en droit et en économie. À l'opposé se situent ceux en STAPS et surtout en mathématiques qui, bien qu'issus des catégories supérieures de l'espace social, ne sont quasiment jamais politisés. Les apprentis sociologues occupent quant à eux une position intermédiaire entre ces deux groupes. Le regroupement à partir de la profession du père néglige certes l'hétérogénéité des catégories supérieures de l'espace social, mais le contrôle relatif de l'origine sociale atteste de différences de politisation tout de même importantes entre les filières. Les écarts entre les filières persistent aussi pour les étudiants avec des parents diplômés du supérieur : 77% des élèves de l'IEP dont le père est diplômé du supérieur s'intéressent à la politique, 66% en droit, seulement 22% en STAPS, 16% en mathématiques. Ces résultats confortent l'hypothèse de l'activation des prédispositions en fonction du contexte d'études.

### **Comparaison des filières deux à deux**

Après une analyse de sous groupes construits à partir des principales variables de l'héritage, un dernier angle d'analyse des conditions de possibilité de l'effet de la matrice disciplinaire vise à comparer la politisation des étudiants avec leurs propriétés socioculturelles et la politisation parentale suivant quelques filières deux à deux :

**Tableau 30 : comparaison d'indicateurs des étudiants et de leurs parents suivant cinq filières d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Intérêt politique des étudiants	Suivi de l'actualité politique des étudiants	Père cadre supérieur	Mère diplômée à bac+5	Père expriment fréquemment des opinions politiques	Mère intéressée par la politique
Économie	63	46% (29)	41% (26)	33% (21)	6% (4)	34% (21)	20% (13)
Mathématiques	71	14% (23)	17% (12)	34% (24)	11% (8)	29% (21)	18% (13)
Sociologie	105	36% (38)	45% (47)	20% (21)	4% (4)	33% (35)	22% (23)
Droit	79	56% (44)	46% (36)	41% (32)	18% (14)	45% (36)	39% (31)
IEP	76	77% (59)	67% (51)	39% (30)	21% (17)	51% (39)	39% (30)
Valeur de p		<0,001	<0,001	0,012	<0,001	0,063	0,001

Lire : 46% des étudiants en économie s'intéressent à la politique (29 sur 63).

Les propriétés socioculturelles et politiques héritées des étudiants en économie et en mathématiques sont proches (respectivement 33% des pères cadres supérieurs contre 34%, 20% des mères intéressées par la politique contre 18%). Pourtant, la politisation des étudiants de ces deux filières diffère (46% des étudiants en économie affirment un intérêt politique contre seulement 14% en mathématiques), amenant à considérer un effet filière sur la politisation en économie. La comparaison entre les étudiants en mathématiques et ceux en sociologie laisse entrevoir là aussi le rôle du contexte d'études en sociologie. Les étudiants de sociologie, moins dotés en prédispositions que ceux en mathématiques, présentent pourtant une politisation supérieure. Des variations de ce type se retrouvent également auprès des étudiants les plus politisés. Les étudiants en droit et en sciences politiques ont des caractéristiques héritées sensiblement équivalentes (avec des proportions qui varient entre 0 et 6 points), mais un niveau de politisation différent (écarts suivant les indicateurs compris entre 9 et 21 points). La politisation des étudiants n'est pas uniquement expliquée par leurs propriétés sociales et politiques héritées. On doit prendre en compte le contexte d'études. Ces résultats vont dans le sens d'une actualisation des dispositions politiques plus importantes en économie et sociologie qu'en mathématiques, mais aussi à l'IEP qu'en droit.

Les filières de sciences humaines et sociales forment des lieux d'activation des dispositions politiques – avec des nuances entre elles –, celles de sciences et techniques des lieux de mise en veille. Par conséquent, il convient de ne pas négliger l'action du contexte d'études, et plus précisément des enseignements qui sont plus ou moins en rapport avec

l'actualité et la politique. Le rôle du contexte d'études et des enseignements témoigne également d'une absence d'homologie totale entre l'espace social et l'espace scolaire. Si la politisation augmente comme la position dans la hiérarchie sociale<sup>386</sup>, au sein de l'espace scolaire, la politisation est plus élevée en sociologie qu'en école d'ingénieur, mathématiques et pharmacie, filières pourtant plus prestigieuses. Étant donné le poids du contexte d'études, comment appréhender la dépendance entre politisation et dispositions culturelles et scolaires évoquée dans le premier chapitre ?

### **C. Des dispositions culturelles sous la contrainte du type d'études**

La politisation est non seulement plus élevée en sciences humaines et sociales, mais aussi corrélée au capital scolaire. Or, si les plus dotés en capital scolaire sont les plus politisés, ils n'étudient pas tous en sciences humaines et sociales, mais aussi en sciences et techniques. L'enquête auprès des étudiants permet d'établir un effet variable des dispositions culturelles et scolaires sur la politisation selon le type d'études. L'explication de la politisation ne doit pas se limiter au niveau d'instruction, mais également prendre en compte le type d'instruction. Quatre résultats étayent cette thèse.

Tout d'abord les caractéristiques scolaires des étudiants en promotion politique. Ceux-ci sont plus fréquemment titulaires d'un bac économique et social (ES) (43% contre 28% sur l'ensemble) que scientifique (S) (32% contre 50%), et davantage scolarisés en sciences politiques (23% des élèves de l'IEP interrogé) et droit (13%) qu'en sciences et techniques (2% en STAPS et 3% en IUT génie civil). Ceux en décrochage présentent plus souvent un bac S (45%) que ES (32%), et se trouvent proportionnellement plus nombreux en sciences (12% en mathématiques) qu'en sciences humaines et sociales (seulement 3% à l'IEP). Ainsi, la promotion politique concerne surtout des étudiants scolarisés au sein d'un contexte favorable à la politisation.

Deuxième résultat, l'action variable du niveau d'études. Un effet pourrait se percevoir entre les années d'études<sup>387</sup>. C. Le Bart et P. Merle<sup>388</sup> relèvent effectivement un intérêt politique plus élevé en deuxième cycle en AES, droit et IEP<sup>389</sup>. Mais au sein de notre

---

<sup>386</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.*

<sup>387</sup> Sur le niveau de politisation des enfants corrélé au niveau scolaire, voir Hess (Robert), Torney (Judith), *The development of political attitudes in children*, *op. cit.*

<sup>388</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, *op. cit.*

<sup>389</sup> De même, l'enquête n°3 (n=459) signale des étudiants de deuxième cycle en sociologie et IEP davantage politisés (voir *infra*).



échantillon, les écarts de politisation entre étudiants de premier et de deuxième cycle sont assez minimes (33% s'intéressent à la politique en premier cycle (première et deuxième année) contre 37% en deuxième (troisième et quatrième année)). En dehors du sentiment de compétence politique, aucune dépendance n'est constatée (khi-deux non significatifs et V de Cramer inférieurs à 0,1). En fait, les différences de politisation entre cycle d'études sont fonction du contexte d'études : élevées en sciences humaines et sociales, négligeables en sciences et techniques. Par exemple si les étudiants en deuxième cycle de STAPS estiment maîtriser les questions politiques à 21% contre 18% pour ceux en premier cycle, ils sont, en droit, 43% contre 27%. La politisation s'accroît davantage en deuxième cycle de sciences humaines et sociales, c'est-à-dire dans les cursus où la politique a plus de sens. Le niveau d'instruction n'a pas la même incidence sur la politisation suivant la filière d'études.

Autre indicateur de capital scolaire : la mention au bac. L'étude de sous-groupes d'étudiants de sciences humaines et sociales et d'étudiants de sciences et techniques renseigne sur l'effet différentiel du capital scolaire sur la politisation selon le type d'études. Le tableau suivant en rend compte<sup>390</sup> :

**Tableau 31 : Politisation suivant la mention au bac et le type d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

		Lecture du <i>Monde</i>	Suivi de l'actualité	Intérêt politique	Maîtrise questions politiques	Lecture d'un quotidien
<b>Étudiants en sciences humaines et sociales (sans l'IEP) (371)</b>	Sans mention (231)	40% (92)	32% (73)	<b>37%</b> (86)	27% (61)	37% (86)
	Mention (140)	52% (73)	41% (57)	<b>49%</b> (68)	42% (58)	47% (66)
	Valeur de p	0,027	0,173	0,006	0,001	0,054
<b>Étudiants en sciences (349)</b>	Sans mention (201)	13% (26)	20% (41)	<b>18%</b> (36)	12% (24)	25% (50)
	Mention (148)	12% (17)	16% (24)	<b>18%</b> (27)	14% (20)	28% (41)
	Valeur de p	0,809	0,221	0,624	0,938	0,836

Lire : parmi les étudiants en sciences (349), ceux qui n'ont pas de mention au bac (201) sont 13% à citer *Le Monde* (26) contre 12% de ceux avec une mention (17).

<sup>390</sup> Ici les étudiants de l'IEP n'ont pas été insérés dans les calculs afin d'éviter qu'ils interfèrent trop sur les résultats en raison de la proportion de mention au bac beaucoup plus élevée à l'IEP que dans les autres filières.

D'un côté, 49% des étudiants en sciences humaines et sociales (sans l'IEP) avec une mention au bac s'intéressent à la politique contre 37% des sans mentions. D'un autre côté en sciences, qu'ils soient ou non dotés d'une mention, l'intérêt est le même (18% des étudiants intéressés). L'action du capital scolaire sur la politisation est variable selon le type d'études effectué : significatif au sein des cursus où la politique fait sens, non significatif sinon.

Enfin dernier type d'indicateur, la répartition des dispositions culturelles. Au sein de l'espace des études supérieures qui oppose culture lettrée et culture scientifique, la formation de dispositions culturelles n'est pas indépendante du type d'études. Les pratiques culturelles les plus légitimes (opéra, théâtre, lecture) sont plus fréquentes pour les étudiants en sciences humaines et sociales que ceux en sciences et techniques<sup>391</sup> : 12% des élèves de l'IUT génie civil vont quelquefois ou souvent à l'opéra ou au théâtre (contre 76% à l'IEP), 22% ont parcouru un livre les derniers jours (contre 69% en histoire). Comme avec la mention au bac, on peut se demander si les dépendances constatées entre fréquentation de spectacles culturels et politisation ne diffèrent pas en fonction du contexte d'études :

**Tableau 32 : Politisation suivant la fréquentation du théâtre ou de l'opéra et le type d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

		<b>Intérêt politique</b>	<b>Maîtrise questions politiques</b>	<b>Lecture d'un quotidien</b>
<b>Étudiants en sciences humaines et sociales (sans l'IEP)</b> (375)	Théâtre/opéra jamais/rarement (209)	38% (79)	<b>27%</b> (56)	32% (67)
	Théâtre/opéra quelquefois/souvent (166)	47% (78)	<b>39%</b> (64)	52% (87)
	Valeur de p	0,006	0,001	0,054
<b>Étudiants en sciences</b> (350)	Théâtre/opéra jamais/rarement (261)	17% (43)	<b>13%</b> (34)	26% (68)
	Théâtre/opéra quelquefois/souvent (89)	23% (20)	<b>12%</b> (10)	26% (23)
	Valeur de p	0,053	0,015	0,983

<sup>391</sup> Lahire (Bernard), « Conditions d'études... », art. cit.

Lire : parmi les étudiants en sciences, 26% de ceux qui vont rarement ou jamais à l'opéra ou au théâtre (68 sur 261) consultent régulièrement un quotidien contre 26% de ceux qui y vont quelquefois ou souvent (23 sur 89).

De fait, la politisation ne dépend pas autant de la fréquentation de spectacles culturels en sciences et techniques qu'en sciences humaines et sociales. Les étudiants en sciences humaines et sociales estiment davantage maîtriser les questions politiques lorsqu'ils vont souvent ou quelquefois à l'opéra ou au théâtre (39%) que rarement ou jamais (27%). En sciences, la fréquentation de spectacles culturels ne modifie pas leur sentiment de compétence politique (12% contre 13%). La politisation est favorisée par des dispositions culturelles, que la scolarisation au sein des filières de sciences humaines et sociales suscite davantage qu'en sciences et techniques. La promotion politique est certes liée à l'acquisition de dispositions culturelles. Elle a toutefois un sens différent selon le contexte d'études. Les dépendances observées varient en fonction du type d'études.

Les écarts de politisation suivant le niveau d'études, le rapport aux études et à la culture légitime entre filières de sciences humaines et sociales d'une part, et sciences et techniques d'autre part, témoignent de la variabilité des effets des dispositions culturelles et scolaires sur la politisation au sein du contexte d'études.

En conclusion, la politisation des étudiants est nettement plus élevée en sciences humaines et sociales qu'en sciences et techniques. Au sein de ces deux entités, les écarts ne sont pas négligeables. Ce sont les étudiants de Sciences Po puis de droit qui se distinguent le plus par leur politisation élevée. Certes, les prédispositions des étudiants, que ce soit leur capital culturel hérité ou la politisation de leurs parents, sont des facteurs explicatifs de cette répartition. Les étudiants semblent globalement un peu plus prédisposés en sciences humaines et sociales, notamment en raison de la politisation plus élevée de leurs parents. Néanmoins, les variables de l'héritage n'expliquent pas l'ensemble des écarts entre les filières. Dès lors, c'est la thèse de l'activation et de la mise en veille des prédispositions suivant le contexte d'études qui a été retenue. Les filières de sciences humaines et sociales activent davantage les prédispositions à la politisation. La dimension du contexte d'études est également à prendre en compte concernant l'effet du capital scolaire sur la politisation. L'action des dispositions culturelles et scolaires sur la politisation, non homogène dans l'espace des études supérieures, est plus marquée en sciences humaines et sociales. En résumé, la politisation est plus fréquente auprès des bons étudiants aux pratiques culturelles les plus légitimes, scolarisés en sciences humaines et sociales. L'étude de la politique ne doit pas se focaliser sur le niveau

d'instruction, mais prendre aussi en compte le type d'instruction. En ce sens, les résultats obtenus permettent d'introduire une nouvelle dimension dans l'étude des pratiques au sein de l'espace des études supérieures. Si l'opposition entre culture lettrée et culture scientifique est heuristique, on ne doit pas négliger la division entre culture politique et culture scientifique/technique. Il s'agit à présent de s'intéresser au processus de politisation par le contexte d'études.

## II. Formation d'une compétence politique au sein de contextes d'études favorables

Après avoir mis en évidence l'influence du type d'études sur la politisation des étudiants, il s'agit d'ouvrir « la boîte noire » du contexte scolaire<sup>392</sup> en questionnant les vecteurs de politisation en son sein. D'après A. Percheron, l'intervention de l'école sur la socialisation politique s'ordonne suivant trois registres<sup>393</sup>. Tout d'abord, le contenu des enseignements. Le fonctionnement des institutions, les normes, les règles et les mécanismes relèvent plutôt du domaine de la connaissance scolaire. Le savoir concernant les hommes et les partis ou les conflits sociaux et politiques est en revanche laissé à la connaissance spontanée<sup>394</sup>. Si la socialisation politique parentale demeure prépondérante sur celle des enseignants<sup>395</sup>, l'école assure tout de même une formation technique. L'action des enseignements est somme toute fortement relativisée. Effectivement, pour Litt, Jennings et Langton : « l'enseignement civique ne produit quelque effet que dans les milieux où les enfants ne peuvent trouver ailleurs, dans leurs familles notamment, les bases nécessaires à la connaissance des institutions<sup>396</sup> ». Deuxième registre, l'école est un lieu de familiarisation avec des mécanismes et des pratiques proches de la vie politique (participation à la vie de la classe, élections de conseils de classe, etc.). Troisième registre, elle suscite l'apprentissage de certaines formes de relations sociales : rapports horizontaux entre pairs, rapports verticaux institutionnels et informels entre adultes et enfants. Par rapport à la population étudiante, nous souhaitons explorer deux dimensions qui se rapportent plus ou moins à ces trois registres : les enseignements et le groupe des pairs.

En lien avec les enseignements, D. Gaxie souligne que l'école, permet d'acquérir « une disposition à s'intéresser aux problèmes politiques en même temps que les instruments intellectuels nécessaires à leur compréhension », fournit « un matériel verbal et conceptuel autorisant la maîtrise des catégories politiques et donnant ainsi la possibilité de nommer et de

---

<sup>392</sup> Sur ce type de problématique, voir entre autres Derouet (Jean-Louis), « Une sociologie des établissements scolaires : les difficultés de construction d'un nouvel objet scientifique », *Revue française de pédagogie*, n°78, 1987, p. 86-108 ; Derouet (Jean-Louis), *École et justice*, Paris, Métailié, 1992 ; Duru-Bellat (Marie), Van Zanten (Agnès), *Sociologie de l'école*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 73-78.

<sup>393</sup> Percheron (Annick), « L'école en porte-à-faux... », art. cit.

<sup>394</sup> Percheron (Annick), *L'univers politique des enfants*, op. cit.

<sup>395</sup> Jennings (K.), Ehman (L.), Niemi (R.), « Social studies teachers and their pupils », in Jennings (M.K.), Niemi (Richard) (ed.), *The Political Character of Adolescence: The Influence of Families and Schools*, Princeton, Princeton University Press, 1974, p. 207-227.

<sup>396</sup> Percheron (Annick), « L'école en porte-à-faux... », art. cit., p. 22.

constituer des différences à l'intérieur de l'espace politique », inculque « une aptitude à comparer et à classer facilitant l'accumulation des savoirs nécessaires à la construction de l'espace politique », et favorise « l'acquisition d'une disposition à s'intéresser aux grands et aux petits sujets qui alimentent les conversations cultivées<sup>397</sup> ». Dès lors, quelle est l'action des enseignements lorsque la politisation fait sens en leur sein ? D'autre part, au cours de leur scolarisation, les étudiants s'intègrent à un groupe de pairs. Et « faire partie du groupe, c'est adhérer à cet ensemble de valeurs et accepter une somme d'obligations personnelles à l'égard de ceux qui partagent le même environnement et le même système de valeurs<sup>398</sup> ». À leur entrée dans une arène scolaire, les étudiants s'adaptent à ses normes. La dissonance cognitive remet en question l'identité et provoque une pression mentale qui incite l'individu à la résorber<sup>399</sup>. Les travaux de psychologie sociale sur la dynamique des groupes insistent effectivement sur la formation de cadres de références communs au cours des interactions entre individus mis en situation de groupe, ainsi que sur l'intériorisation par chacun de ces cadres de références, que ce soit l'expérience de Coch et French sur la pression du groupe en milieu industriel<sup>400</sup> ou celle de Schérief sur l'illusion autocinétique. Dans cette dernière, si chaque sujet se constitue dans l'obscurité un point de référence et un écart de variation qui lui est propre, la situation de groupe produit très rapidement une convergence, les normes individuelles étant remplacées par une norme unique commune<sup>401</sup>. L'individu modifie sa perception de façon à la rapprocher de la norme du groupe, qu'il conserve ensuite s'il travaille à nouveau seul. Partant, dans quelle mesure, les étudiants se politisent-ils lorsque la politisation est une norme spécifique à leur groupe des pairs ?

L'hypothèse ici construite est que l'entrée dans un rôle d'étudiant au sein d'un contexte politisé produit un déplacement de la construction identitaire<sup>402</sup>. La scolarisation dans un environnement où la politisation fait sens et constitue une dimension du métier d'étudiant, modifie le rapport à la politique et favorise la formation d'une compétence politique. Les enseignements au sein des filières de sciences humaines et sociales fournissent un cadre d'interprétation, donnent du sens à l'actualité, et participent à la structuration des

---

<sup>397</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit., p. 167-168.

<sup>398</sup> Labov (William), *Le parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des Etats-Unis*, Paris, Minuit, 1978, p. 333.

<sup>399</sup> Festinger (Léon), *A Theory of Cognitive Dissonance*, Evanston, Row, Peterson and Co, 1957.

<sup>400</sup> Pour une présentation, voir Anzieu (Didier), Martin (Jean-Yves), *La dynamique des groupes restreints*, Paris, PUF, 1971, p. 167.

<sup>401</sup> Schérief (Muzafer), *The psychology of social norms*, New York, Harper, 1936.

<sup>402</sup> Sur les rapports entre rôle et identité : Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité... », art. cit.

représentations politiques des étudiants, d'où un effet de « cadrage » (*framing*)<sup>403</sup>. Le groupe des pairs en tant que groupe de référence est susceptible de devenir incitateur, déclencheur d'une modification des comportements politiques, afin de réduire l'écart avec les autres membres de l'institution. On peut particulièrement caractériser le poids du contexte d'études auprès des élèves de l'IEP, c'est-à-dire les plus politisés de l'espace étudiant. L'intérêt porté à ceux-ci vise à observer des éléments peut-être plus facilement perceptibles auprès de cette sous population – démarche inspirée par le principe de « l'idéal-type » wébérien<sup>404</sup>. Pour cela, sont associées méthodes qualitatives (observations et entretiens) et quantitatives (outre l'enquête n°1, un troisième questionnaire a été distribué à un échantillon de 459 étudiants de sociologie et sciences politiques (enquête n°3)). Après l'action possible des enseignements et du groupe des pairs sur la politisation (A), cette section abordera la politisation comme dimension du métier d'étudiant en sciences politiques (B).

### **A. Enseignements et groupe des pairs : des intermédiaires de politisation**

Les filières de sciences humaines et sociales proposent des enseignements plus ou moins en rapport avec la politique et l'actualité. En favorisant l'acquisition de schèmes de compréhension de l'actualité et de l'espace politique, ceux-ci peuvent modifier le rapport à la politique. Le groupe des pairs est l'autre intermédiaire à considérer au sein du contexte d'études.

#### **1. La politisation par les enseignements**

La contrainte de rôle liée à l'ajustement au métier d'étudiant, les pratiques pédagogiques et les enseignants peuvent encourager une politisation au sein de contextes d'études où la politisation a du sens. Les étudiants se réapproprient le stock de connaissances acquis lors de leur cursus, ce qui fait référence au principe de double herméneutique. Notre propos s'appuie ici essentiellement sur des données qualitatives : observations, consultation des programmes de plusieurs filières d'études, et entretiens avec des étudiants. Nous évoquerons un effet de la situation d'enseignement, puis les principaux vecteurs de familiarisation, enfin la réappropriation par les étudiants du stock de connaissances acquis.

---

<sup>403</sup> Sur la distinction *framing/priming*, voir Gerstlé (Jacques), « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », *Revue française de science politique*, vol.46, n°5, 1996, p. 731-752.

<sup>404</sup> Sur les caractéristiques de l'idéal-type, voir Weber (Max), *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965 (1<sup>ère</sup> éd. 1922).

## Un effet de la situation d'enseignement

Le suivi de cours qui se rapportent sous certains aspects à des questions politiques, amène généralement les étudiants à s'y intéresser et à se tenir informé, tels que Marine, ancienne élève de l'IEP, actuellement en maîtrise de droit public :

« – *Est-ce que tu as des exemples de cours qui ont influencé ton intérêt ?* –

Le cours de droit constitutionnel certainement. Notamment pour ce qui concerne la vie politique nationale et européenne. Il y a également le cours d'histoire des idées politiques et même l'économie dans une moindre mesure. C'est-à-dire que nous avons étudié les différentes politiques économiques. On peut les comparer à celles appliquées par le gouvernement et par conséquent, savoir si c'est des libéraux ou plutôt des keynésiens. On avait un cours qui s'appelait « sciences sociales » et on avait des séminaires sur les syndicats, et donc effectivement ce genre de cours aide à s'y intéresser. Mais je suis plus attentive à la politique nationale et au fonctionnement de l'État français, dans la mesure où à l'IEP j'ai suivi la spécialité Service public. » (Marine/105).

De la sorte, sans qu'il s'agisse d'une stricte imposition, l'intérêt politique et le suivi de l'actualité forment une contrainte de rôle. L'étude des aspects de « la chose publique », pour reprendre le vocabulaire de plusieurs étudiants en droit ou sciences politiques, participe à la prise de conscience de l'importance de la politique, comme pour Sandra :

« Le fait de faire du droit, je me suis rendue compte de ce que c'était vraiment que la politique et l'importance de la politique dans notre vie, dans notre vie de citoyen. La politique, qu'elle soit de gauche ou de droite, tu la ressens dans ta vie quotidienne, dans les mesures qui sont prises, et puis on a appris tout le fonctionnement politique, etc. » (Sandra/83).

Grâce à ses études de droit, elle estime comprendre ce qu'est la politique, notamment certaines conséquences des décisions politiques sur sa vie quotidienne.

L'action du cadre scolaire se perçoit précisément sur le regard porté à l'actualité. D'autant plus prégnante est la familiarisation avec celle-ci, qu'elle se situe au cœur des enseignements. À Sciences Po par exemple, la presse représente un véritable outil de travail<sup>405</sup>. Les fiches de conférences de méthodes et les exposés sont fréquemment réalisés à partir d'articles de journaux, alors que l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle « reste encore très événementielle et centrée sur la politique, pour laquelle ce sont les hommes (d'État) et les

---

<sup>405</sup> Eymeri (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, op. cit., p. 72 et s.



idées qui mènent le monde<sup>406</sup> ». Selon ce degré de familiarité et le type d'études, les sujets politiques préférés des étudiants se partagent entre « cognition chaude » et « cognition froide »<sup>407</sup> : les sujets relatifs à la mondialisation, à l'emploi ou aux entreprises sont par exemple quasiment exclusivement évoqués en sciences économiques, les thématiques sociales en sociologie et économie – où se tiennent des enseignements sur l'emploi et le chômage –, et les questions européennes et internationales à l'IEP, en droit et école de commerce<sup>408</sup> – en rapport avec une ouverture internationale<sup>409</sup>. Et c'est au regard du rapport avec l'actualité à Sciences Po et en droit, notamment l'actualité internationale, que s'expliquent les très fortes dépendances entre la filière d'études et la lecture du *Monde* (qui concerne près de 86% des étudiants de l'IEP, 65% en droit), et surtout du *Courrier international* ou du *Monde diplomatique* (près de 60% des étudiants de l'IEP et 30% de ceux en droit) (V de Cramer à 0,514 pour *Le Monde*, à 0,459 pour *Le Courrier international* et *Le Monde diplomatique*)<sup>410</sup>.

Autre indicateur : les évolutions de pratiques suite à un changement de contexte. Par exemple, *Le Monde diplomatique* est une des lectures de référence de Géraldine/108 avant son entrée à Sciences Po. Elle suit alors les conseils d'un enseignant de khâgne. Après deux années passées à Sciences Po, elle ne le lit plus du tout :

« En prépa, j'avais un prof d'éco-socio qui était super intéressant et lui, il était super de gauche, enfin, ça se sentait. C'est toute la vague : « il faut lire *Alter Éco*, génial, patate, patate, *Le Monde Diplo*, c'est super. » Bon, j'ai adoré. Maintenant que je suis à Sciences Po, et je vomis *Le Monde Diplo*. C'est un truc qui est, pas bête en soi, mais qui est... orienté idéologiquement. Et donc, du coup, qui n'est pas totalement valable. Parce que tout ce que dit *Le Monde Diplo*, il y a vraiment des fois, c'est trop gros. Pour moi, ça a même plus totalement de validité...

– *Scientifique ?* –

Ouais, il y a des fois où c'est limite « théorie du complot », c'est le nouveau complot capitaliste. » (Géraldine/108).

Elle interprète son changement d'attitude par sa scolarité à l'IEP, au cours de laquelle, elle développe une distance critique et assimile d'autres clés d'analyse du champ politique. La lecture du *Monde diplomatique*, trop militant à son goût, ne la satisfait plus d'un point de vue

---

<sup>406</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>407</sup> Sur cette distinction auprès de « citoyens ordinaires », voir Alfredo Joignant, « Pour une sociologie cognitive... », art. cit., p. 160.

<sup>408</sup> Voir ACM en annexe, figure A25.

<sup>409</sup> Sur l'ouverture internationale à Sciences Po Paris : Muxel (Anne) *et al.*, *Les étudiants de Sciences Po*, *op. cit.*

<sup>410</sup> Source : enquête n°1, n=801.

intellectuel et scientifique. Elle lui préfère *Le Monde*, plus en accord avec son métier d'étudiante en sciences politiques. Sa scolarisation à l'IEP modifie son rapport à l'information. Soit un autre exemple de changement de pratiques suite à l'entrée dans un contexte d'études où la politisation fait partie des normes, avec le cas de Cécile/107, étudiante en licence de sociologie :

« – Dans l'esprit de vouloir participer aussi à la politique pour en revenir à ça ? Par rapport à ça, qu'est-ce qui a changé entre tes dix-huit ans et maintenant ? –

Ben ça évolue. Déjà, je comprends plus la politique, je lis plus de choses. À dix-huit ans je ne m'y intéressais pas de la même manière. Je ne lisais pas *Le Monde*. Et une fois que tu commences à connaître quelque chose, tu t'y intéresses, tu essayes d'approfondir tes connaissances sur un certain domaine. Je pense m'y intéresser toute ma vie. Je pense que la politique te suit toute ta vie. Je ne sais plus qui a dit : « si tu ne t'occupes pas de la politique, c'est la politique qui s'occupera de toi ». Je pense que toute ma vie il y aura un fond politique derrière. » (Cécile/107).

Ses études de sociologie s'apparentent à une phase de politisation. Elle acquiert au cours de celles-ci des connaissances et des habitudes (lire *Le Monde* par exemple) qui transforment son rapport à la politique.

En abordant – à des degrés divers – des objets politiques et en suscitant une proximité – plus ou moins grande – avec des phénomènes politiques, les étudiants des filières de sciences humaines et sociales accèdent également à une compétence technique. C'est par exemple le cas en droit sur le fonctionnement des institutions ou les modifications constitutionnelles suite au quinquennat et à la décentralisation, comme le relève Sandra/83, étudiante en droit :

« Le droit, pour moi, ça a été très, très enrichissant parce que t'apprends vraiment, enfin t'apprends comment fonctionne ton pays, comment fonctionnent les institutions de ton pays, comment fonctionnent toutes les procédures administratives auxquelles chaque citoyen est confronté dans la vie. Ça peut être fiscal, pénal, administratif, civil, le divorce, l'acquisition de la nationalité, etc. Comment fonctionne un tribunal. Très important. Et tu fais de l'histoire, de l'éco, de la socio, tu fais vraiment de tout. » (Sandra/83).

En appréhendant certains mécanismes, les enseignements participent à une familiarisation avec divers faits d'actualité et autres objets politiques. Ceux de sciences humaines et sociales offrent aux étudiants, à des degrés divers, de connaître le fonctionnement des institutions (droit constitutionnel, droit communautaire), les mécanismes de la prise de

décision (politiques publiques) ou du champ politique (sociologie politique, communication politique, science administrative), ainsi que peu ou prou divers auteurs (économistes, philosophes, etc.), théories, faits historiques, et événements présents dans l'actualité. Outre des discussions, leur accès favorise la compréhension et le décryptage de faits d'actualité, du contenu des débats présents dans l'espace public et des prises de position des acteurs du champ politique, et par extension un intérêt pour l'actualité. En ce sens, Pierre-Yves/59 considère ses études d'histoire comme une formation de l'esprit qui « apporte une bien meilleure compréhension de la réalité politique française ». En donnant du sens au monde politique et à ce qu'il produit, certains enseignements aident à comprendre l'actualité et les débats de société. *De facto*, pour Daphné/104, en quatrième année à l'IEP, ses cours lui permettent d'étendre sa culture générale et d'apprendre à lire *Le Monde* : « avoir un minimum de culture générale, savoir ce qui se passe, pouvoir comprendre *Le Monde*. C'est ça au bout de quatre ans, tu sais lire *Le Monde*, toutes les pages, toutes les rubriques, c'est sympa ». Tel est également le cas d'Annie/64, ancienne étudiante de Sciences Po qui prépare le concours de l'ÉNA : « En prép'ÉNA, comme l'essentiel des sujets du concours c'est de l'actualité pure, donc l'année dernière je me suis amusée à faire le lien entre la théorie Sciences Po et l'actualité. Et du coup, c'est assez tripant, parce que n'importe quel article, que ça soit éco, finance, qui étaient un peu mes points faibles à la base, voilà, je comprends ». Quant à William/96, ses études de sociologie l'aident à ordonner sa pensée :

« – *Le fait que tu aies fait des études de socio, ça t'a apporté pour avoir des points de vue politiques ? Est-ce que la socio t'a amené à ça, ou est-ce que tu étais déjà beaucoup intéressé par ça ?* –

Ben, ça m'intéressait déjà quoi. Mais j'ai peut-être réussi à ordonner un petit peu dans ma tête ce à quoi je pensais. Tu vois, **soit ça m'a conforté, soit ça m'a fait changer de position**. [...] Ça m'a permis d'avoir un certain... d'ordonner quoi, de mieux comprendre. Je m'y intéressais, mais je ne comprenais pas forcément comment ça se passait. » (William/96).

Il accède à un vocabulaire, à des clés d'analyse, ainsi qu'à des outils d'analyse et de compréhension des phénomènes politiques. De la sorte en sociologie, ses prédispositions entrent en concordance avec un contexte d'application, contexte qui lui permet de construire d'autres dispositions.

### **Vecteurs de familiarisation**

Au sein du contexte d'études, les exposés, les dossiers à réaliser, les associations, les conférences, les enseignants représentent autant de vecteurs de politisation et d'acculturation

avec des « choses politiques ». La connaissance de l'actualité s'effectue par le contenu des cours mais aussi par la réalisation d'exposés et de dossiers sur des ouvrages et des articles relatifs à des thèmes débattus dans l'espace public, des débats de société (l'euthanasie, l'éthique, le voile islamique) ou des questions d'actualité (l'Afghanistan, l'Irak, le passage à l'euro, l'élargissement de l'Union européenne, etc.). Par exemple, pour préparer un exposé sur l'Afghanistan, Laurent/11, étudiant en deuxième année d'IUT information et communication, explique : « Sur l'exposé que je vais faire sur l'Afghanistan, je vais faire un gros travail sur les sources. Donc je vais me débrouiller pour que l'exposé ait un maximum de sources assez officielles, genre *Le Monde*, un rapport de l'OTAN, du Sénat, etc. ». Il compte réaliser un travail de recherche d'informations qui passe par une familiarisation avec le thème retenu, et divers médias. Là encore, ces pratiques scolaires en rapport avec l'actualité ne se retrouvent pas autant en sciences et techniques qu'en sciences humaines et sociales. Des exposés sur des questions politiques ou d'actualité sont fréquents à Sciences Po, en droit, sociologie, langues, sciences économiques, IUT et STS tertiaires, mais inexistantes en mathématiques, physique, chimie ou biologie.

Les associations présentes dans les établissements offrent d'autres occasions d'être en contact avec l'actualité, que ce soit en éditant un journal<sup>411</sup>, en organisant des débats<sup>412</sup>, ou en s'intéressant aux questions européennes (les Jeunes européens fédéralistes). Le militantisme aux Jeunes européens, par exemple, permet d'aborder sous un autre angle les enseignements de sciences politiques et de droit communautaire, et d'obtenir des informations détaillées et approfondies, comme le souligne un de ses membres : « Ça permet d'avoir des informations sur ce qui ne transparaît pas vraiment dans la presse, des petites anecdotes, le fait de savoir comment s'est déroulée la Convention. [...] En droit communautaire, on apprend la Commission fait ça, le Conseil fait ça, mais c'est très théorique. Et là tu vois plus l'intérieur, et c'est plus intéressant » (Anthony/54). L'entrée dans cette association suscite une plus grande sensibilisation à certains sujets. Les discussions entre militants, ou avec des sympathisants, les listes de courriels, et les documents internes diffusent l'information.

Autre vecteur, les conférences organisées au sein des établissements, qui constituent des compléments de cours – d'autant plus lorsqu'elles sont présentées comme telles par les enseignants – et peuvent participer à la connaissance de sujets d'actualité de personnalités

---

<sup>411</sup> *Propos* à l'IEP de Strasbourg, *L'Umbilic* à l'Université Marc Bloch de Strasbourg.

<sup>412</sup> *Café Babel* à l'IEP de Strasbourg : « réseau de rédactions locales qui réunit des jeunes de toute l'Europe et qui tendent vers un seul but : contribuer à la construction d'une opinion publique européenne en produisant la revue *Café Babel* », revue en ligne, <http://www.cafebabel.com>

médiatiques. De fait, la présence d'une personnalité a parfois plus d'impact qu'un enseignement classique, comme en témoigne Mélanie/55 au sujet d'une conférence du médiateur européen à l'IEP :

« Là, il y avait une conférence organisée sur le médiateur européen. Et là, c'est toujours un aspect, on passe super rapidement dessus quand on est en cours, et là c'était le médiateur européen lui-même qui est venu nous parler, donc déjà ça fait... Je sais pas, ça a un impact différent quand un prof nous parle du médiateur européen et quand c'est le médiateur européen lui-même qui vient parler de son rôle. Donc je pense que ça restera beaucoup plus dans ma mémoire que le cours que j'ai entendu. » (Mélanie/55).

La rencontre d'acteurs politiques contribue à la compréhension de leur activité et de leur discours. L'offre en matière de conférences apparaît là encore inégalement répartie entre les cursus, en se concentrant sur les filières prestigieuses à dominante de sciences sociales, notamment Sciences Po<sup>413</sup>.

La diffusion de normes s'effectue également par ceux qui font fonctionner l'institution<sup>414</sup>. Les enseignants sont des intermédiaires culturels qui inculquent des schèmes de classification des catégories de jugement<sup>415</sup>. Si la presse mise à la disposition des étudiants dans les bibliothèques universitaires facilite le suivi régulier de l'actualité, de nombreux enseignants l'encouragent aussi et surtout s'agissant de la lecture quotidienne du *Monde* et de journaux étrangers à Sciences Po, en droit, ou dans les préparations aux concours administratifs (École nationale d'administration (ÉNA), Instituts régionaux d'administration (IRA), École nationale de la magistrature (ENM)). Maxime/62 commente en ce sens son passage par la prép'ÉNA :

« T'es censé éplucher les pages économiques du *Monde*, du *Figaro*, enfin tu choisis ta revue, t'essayes de prendre à chaque fois des trucs différents. T'es incité aussi à lire des trucs d'actualité en anglais ou en allemand pour la langue. T'es incité à connaître deux-trois trucs dans les domaines annexes, par exemple savoir qui sont les prix Nobel, éventuellement faire une fiche de lecture sur le prix Nobel, ou le prix Goncourt, le cas échéant pour pouvoir le ressortir, que des trucs comme ça, le verni, mais le bon

---

<sup>413</sup> Suivant le modèle de Sciences Po Paris, le bureau des élèves de l'IEP de Strasbourg invite régulièrement des personnalités politiques nationales (en 2002 et 2003 M. Lebranchu, P. Moscovici, C. Pasqua, M. Rocard, N. Sarkozy, D. Strauss-Kahn, etc.) et locales (F. Keller, C. Trautmann).

<sup>414</sup> Sur le discours interne aux institutions, voir Foucault (Michel), *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

<sup>415</sup> Pour un parallèle possible avec le clergé, cf. Déloye (Yves), *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2006.

veni. Et on t'incite aussi à écouter France Cult', notamment la rubrique d'Alexandre Adler pour les questions internationales. C'est bien le matin en prenant ton petit-déj', t'as une rubrique.» (Maxime/62).

Il y a ressenti de fortes incitations de ses professeurs quant au suivi de l'actualité par la lecture quotidienne du *Monde*, du *Figaro*, des pages économiques des *Échos*, de journaux anglais et allemands, et à l'écoute de la chronique d'Alexandre Adler sur les relations internationales tous les matins sur *France Culture*. Les conseils des enseignants s'apparentent à des contraintes de rôle pour les étudiants. La nécessité de suivre l'actualité s'impose alors comme une norme, et le suivi de l'actualité, la connaissance des problématiques débattues dans l'espace médiatique ou la maîtrise des schèmes d'interprétation, participent à la construction d'une compétence politique.

Cette contrainte de rôle relative au suivi de l'information s'inscrit également dans un processus de socialisation anticipatrice, comme en rend compte le propos de Mélanie/55 qui prépare un Master de Politiques publiques en Europe. Motivée par ses études et son intention de travailler dans l'espace politique européen, elle souhaite s'informer sur l'actualité européenne en s'abonnant à une lettre d'information *via* Internet (*Sources d'Europe*) ainsi qu'à *The European Voice* : « Je vais essayer de lire ça. Parce que je crois que c'est la référence, on nous en a parlé à Bruxelles, donc je pense que c'est le truc à lire. Je vais faire un petit effort pour m'orienter vers ça ». En fait, ces références lui ont été présentées par des enseignants de l'IEP, puis lors d'un voyage d'études à Bruxelles par des personnes qui travaillent dans l'action publique européenne, secteur professionnel qu'elle investira une fois son diplôme obtenu. S'adaptant aux normes du groupe qu'elle souhaite intégrer, elle va, pour reprendre son propos, « faire un petit effort » pour s'informer.

### **Réappropriation**

Les auteurs et les théories forment un stock de connaissances réutilisé lors de discussions ou même d'activités militantes, comme en atteste le témoignage d'Alain/7 : « En socio, on t'explique que l'insécurité est beaucoup plus vivace les siècles d'avant que maintenant, ça c'est un argument. Là t'as l'impression que t'es dans un truc de fou quand tu entends les infos, quand tu entends les discours politiques actuellement, ça fait peur. Tu te dis comment on peut, dans une société comme ça, faire autant de désinformation, autant mentir aux gens ». Militant d'extrême gauche et étudiant en maîtrise de sociologie, il énonce une distinction entendue dans un enseignement, entre « l'insécurité objective » basée sur un

ensemble d'indicateurs, et « le sentiment d'insécurité » traité par de nombreux journalistes et hommes politiques. Les étudiants de sociologie sont, il est vrai, prompts à citer des notions, concepts ou auteurs vus en cours (l'individualisme, les effets pervers, le néo-libéralisme, le stigmat, etc.). Nombreux sont ceux parmi eux à faire référence à P. Bourdieu. Sa lecture aide effectivement à prendre conscience des logiques de fonctionnement du champ politique<sup>416</sup>. Certains écrits des années 1990 donnent également des arguments pour mener des discussions sur la télévision, les enjeux du marché de l'information (« la circularité de l'information à la télévision<sup>417</sup> »), la critique de la mondialisation ou la pensée unique (« le mythe de la « mondialisation » et « l'État social européen<sup>418</sup> »). Arguments considérés comme légitimes, car élaborés par un des sociologues les plus légitimes. Leur appropriation permet à certains étudiants de tenir le rôle d'apprenti sociologue. Sur le mode de « faire comme les grands », ils ont le sentiment de faire de la sociologie et de devenir sociologue. Le propos de plusieurs militants étudiants en sociologie est dès lors une forme de bricolage entre notions sociologiques et objectifs politiques. Tel est le sens du propos de Guy/73 :

« On se base généralement sur des auteurs, mais aussi sur des informations que l'on recueille sur les différents médias. Moi j'aime bien écouter France Culture, car il y a plus de contenu que dans les débats télévisés, notamment parce qu'à la télévision le temps de parole est limité et nous n'avons pas le temps de développer nos idées. On est donc obligés de réduire et ainsi de négliger une grande partie de l'information. D'autres font également référence au *Monde Diplomatique*. Mais pour les textes officiels de la réforme que nous combattons (le LMD), on se base sur les textes écrits par Z. (professeur de sociologie). Une information convenable, c'est difficile à trouver mais on est obligés, pour être crédible, d'avoir une bonne information. » (Guy/73).

Les étudiants s'approprient des éléments de « métalangages<sup>419</sup> » entendus à l'Université. Les théories sociologiques font un retour dans le monde social et plus précisément dans l'arène étudiante – les auteurs importés dans l'espace militant, sont d'ailleurs réinterprétés et réutilisés par d'autres militants avec plus ou moins de justesse. Cette circulation des idées et des concepts a dès lors des conséquences sur l'ensemble de l'espace social.

---

<sup>416</sup> Voir par exemple Bourdieu (Pierre), « La représentation politique... », art. cit.

<sup>417</sup> Bourdieu (Pierre), *Sur la télévision*, Paris, Liber Raisons d'agir, 1996.

<sup>418</sup> Bourdieu (Pierre), *Contre-feux*, Paris, Liber Raisons d'agir, 1998.

<sup>419</sup> Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, op. cit.

Par ces divers apports, les étudiants développent une compétence subjective. En fonction de leurs études, ils s'estiment plus ou moins autorisés à parler de politique, notamment sur les sujets abordés lors de leurs études, comme Julie/4 :

« Je me suis toujours spécialisée dans le domaine de l'éco. Depuis que je suis en seconde, je suis des cours d'économie. J'ai fait un bac économie spécialité éco, à la fac j'ai suivi les cours d'éco. Donc, j'ai l'impression de connaître suffisamment de domaines pour prendre conscience de la gravité des choses, et pour pas garder la conscience tranquille face à des phénomènes qu'on laisse faire, que ça soit la spéculation financière et compagnie. » (Julie/4).

Pour expliciter son rejet de la spéculation financière, elle se réfère à son *background* scolaire (un bac ES et des cours d'économie suivis lors d'une année d'hypokhâgne et lors de son cursus de sociologie). Son parcours scolaire lui donne une légitimité à évoquer les sujets économiques.

En conséquence, le contexte d'études a un effet sur la politisation des étudiants que ce soit le contenu des enseignements, la réalisation d'exposés et de dossiers, les associations présentes dans les établissements, les conférences qui y sont organisées, ou encore les enseignants. L'enquête incite à replacer les études et les apprentissages au cœur des expériences sociales des étudiants par les variations sociocognitives qui ont trait à la nature des savoirs transmis<sup>420</sup>. Elle valorise cette dimension du contexte d'études, et pas seulement dans une dimension technique. Le rôle des enseignements et des enseignants ne doit pas être minimisé. Ce sont des vecteurs de familiarisation et des intermédiaires culturels avec la politique et l'actualité. Outre ceux-ci, le contexte d'études renvoie également au groupe de référence.

## **2. Promotion politique et changement de groupe de référence**

Les étudiants mettent en œuvre un ensemble de pratiques pour s'ajuster au groupe considéré comme référent : le groupe des pairs, voire une représentation du groupe professionnel auquel ils souhaitent accéder, qui peut être matérialisée par quelques étudiants aux propriétés jugées idéal-typiques. « C'est aussi en se comparant avec les autres, et en se situant par rapport à eux, que chacun se forge une idée de son « niveau », de ses « compétences »<sup>421</sup>. » Cette socialisation anticipatrice, corrélative d'un ajustement aux

---

<sup>420</sup> Millet (Mathias), *Les étudiants et le travail universitaire*, op. cit.

<sup>421</sup> Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, op. cit., p. 125.



pratiques politiques du groupe d'arrivée, peut être appréhendée par trois études de cas : la socialisation anticipatrice d'une future institutrice, l'ajustement au groupe de référence d'une étudiante en sociologie et d'un élève d'une école de commerce.

### **La socialisation anticipatrice d'une future institutrice**

Le regard des étudiants qui souhaitent devenir membre d'un groupe ou d'une « tribu » tend à se focaliser sur tout ce qui y a trait (cognition chaude), que ce soit dans l'actualité ou l'espace politique. En ce sens, des étudiants non dotés *a priori* de prédispositions à la politisation construisent un intérêt pour l'actualité en référence à une position professionnelle envisagée. Cette forme de socialisation anticipatrice se retrouve chez Françoise/99, fille d'ouvrier, qui va passer le concours de professeur des écoles. Depuis son entrée en licence de sciences de l'éducation dans le but de s'y préparer, son rapport à la politique se modifie. Alors que sa seule pratique politique était le vote – le plus souvent blanc car elle affirme ne pas savoir pour qui voter –, elle commence, depuis quelques mois, à suivre l'actualité, mais uniquement lorsqu'elle se rapporte à l'éducation. Certes, elle affirme toujours que la politique ne sert à rien (« tu peux mettre n'importe qui au gouvernement, ça changera pas ma vie, c'est nécessaire mais je ne me sens pas concernée du tout. »), et que le monde politique est « pourri », « très compliqué » et « inintéressant » (« T'entends toujours qu'il y a des gens qui profitent, et puis vraiment c'est trop compliqué, j'ai jamais rien compris. En plus c'est inintéressant. »). Toutefois, quand on la questionne sur le sujet politique qui l'intéresse, elle répond : « ben l'éducation, ce sera mon futur métier ». Ce faisant, le seul nom de ministre qu'elle est capable de citer est F. Fillon, alors ministre de l'éducation, car : « c'est celui qui me (la) concerne directement ». Cette focalisation sur cette thématique et tout ce qui s'y rapporte se manifeste également par son suivi de l'actualité. Elle ne lit que les pages des quotidiens qui traitent de l'éducation (à la fin de l'année 2004 : le rapport Thélot et le voile à l'école). Et récemment, elle a suivi deux émissions politiques : « un débat sur le rapport Thélot et un autre sur l'éducation ». Si ces débats l'intéressent à présent, c'est parce qu'elle se les représente comme incontournables pour réussir le concours de professeur des écoles : « En fait, les émissions politiques à la télé, je les regarde parce que je me sens obligée, et il faut que je sache de quoi je parle ». Cet investissement dans l'éducation accroît ses connaissances sur cet objet. Elle est par exemple capable de formuler un argumentaire sur le rapport Thélot : « Ce rapport c'est un retour en arrière. Avant on privilégiait la transmission, le savoir, et depuis on s'est centré davantage sur l'élève. Et là, c'est de nouveau basé sur le savoir, ce que je trouve radical et inadapté ». Sa compétence politique cognitive s'accroît donc sur cette

thématique. Le cas de Françoise montre que le contexte d'études, mais aussi les projets scolaires et professionnels avec le souhait de correspondre à un groupe de référence et d'acquiescer ses valeurs, peuvent transformer, sous certains aspects, le rapport à la politique.

### **Ajustement au groupe des pairs en sociologie**

Pour des étudiants en promotion culturelle qui évoluent dans un contexte favorable à la politisation, la bonne volonté politique s'apparente à une dimension du métier d'étudiant. En souhaitant s'adapter et s'ajuster aux pratiques et routines qu'ils estiment légitimes au sein du groupe des pairs, ils travaillent à combler leur retard en investissant du temps sur des biens culturels. Le suivi de l'actualité facilite parfois l'affiliation à leur communauté étudiante, comme en sociologie par exemple. Dans cette discipline, la politisation, dans ses dimensions connaissance de l'actualité et maîtrise de l'espace politique, semble constituer un élément parmi d'autres de la compétence sociale qui agrège l'étudiant à la communauté des apprentis sociologues, bref du métier d'étudiant en sociologie. La connaissance des faits d'actualité est valorisable dans les enseignements et des discussions, que ce soit par la possibilité de comprendre les cours qui s'appuient sur un contexte particulier (par exemple les difficultés à se loger dans un enseignement de sociologie urbaine sur le logement social), ou d'illustrer des théories par des exemples précis (pour reprendre des exemples lus dans des dossiers d'étudiants : les conflits sociaux à la SNCF ou à la SNCM afin de mettre en perspective les théories des mouvements sociaux).

L'exemple de Lila/101, 23 ans, en maîtrise de sociologie, aborde cet aspect. Lila est plutôt intéressée par la politique. Elle feuillette quotidiennement *Les Dernières nouvelles d'Alsace*, et environ une fois par semaine *Libération*. Elle fait part d'une connaissance non négligeable des débats politiques. Elle a manifesté à plusieurs reprises, notamment suite aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Enfin, elle discute fréquemment de l'actualité avec ses camarades de classe. Pourtant, ses parents, ouvrier et employée sans diplôme, d'origine mauricienne, arrivés en France en 1974 « pendant la grosse vague de l'immigration », présentent une politisation peu élevée. Peu compétents sur les questions politiques, ils n'en parlent que rarement. Leur intérêt se porte essentiellement sur les sujets « qui les touchent » : « les licenciements », « les papiers » et « les droits qu'on a en tant qu'étranger », pour la citer. En ne sachant pas bien lire ni écrire, Lila considère qu'ils ont été « abusés » par leurs employeurs successifs. Actuellement, avec ses frères et sœurs, elle les aide à comprendre les documents administratifs. La socialisation politique de Lila s'est pour partie construite à partir de la situation de ses parents, comme en témoigne son propre intérêt

pour les conflits internationaux et le chômage. Mais la comparaison avec ses frères et sœurs permet de relever les limites du facteur familial. Son petit frère, en STS, s'intéresse quelque peu à la politique et à l'actualité en général, « mais pas autant qu'elle ». Sa grande sœur, qui n'a pas fait d'études supérieures, n'y prête pas attention. En fait, les écarts de politisation avec ses parents, et même ses frères et sœurs, peuvent être interprétés par un apport différent des études. Lila, au rapport à la politique auparavant proche de celui de ses frères et sœurs, évoque un intérêt croissant pour la politique en lien avec ses études supérieures. Sa politisation est effectivement à mettre en correspondance avec une bonne volonté culturelle. Il est vrai que les études modifient profondément l'environnement et l'horizon culturel des enfants d'immigrés<sup>422</sup>. D'après Lila, ses études sont importantes. Elles lui permettent, pour reprendre ses termes, d'acquérir « une culture » qui lui a « énormément manqué » étant jeune. Ce sentiment d'être en porte-à-faux du point de vue culturel s'accroît avec la nécessité d'effectuer une activité salariée parallèlement à ses études :

« Le milieu universitaire, ben voilà, c'est un milieu où il y a beaucoup d'échanges, où il y a des gens de toutes les origines, et on est forcément amené à comparer nos vies à chacun, et nos classes sociales. Comme je te disais, moi j'avais l'impression de travailler, d'autres ne travaillaient pas. Déjà là, je voyais des clivages qui se formaient et petit à petit en fait, on s'intéresse tout simplement aux problèmes de la société, et je pense qu'être à l'Université et surtout en socio, **ça m'a presque obligée à me tenir au courant de l'actualité, de... en fait pour rester, pour me sentir à ma place dans ce milieu, quoi.** » (Lila/101).

La perception des écarts de conditions de vie avec les autres élèves l'amène à avoir une posture réflexive. Elle cherche à s'adapter au groupe des pairs.

C'est précisément son orientation en sociologie après une première année de deug en langues étrangères appliquées (LEA) qui influe sur sa politisation et constitue une étape de socialisation politique :

« Mon frère et ma sœur, ils ne parlent pas beaucoup, ou même dans la famille en gros, on n'a pas beaucoup été amenés à parler politique, ce qui fait que moi aussi pendant très longtemps, je ne me suis pas intéressée à la politique. Je me suis intéressée à l'actualité, j'ai toujours beaucoup lu, donc je me tenais au courant, **mais je n'avais pas un milieu propice à parler politique, même dans mon entourage amical. Et ce n'est vraiment qu'arrivée en socio... On traite quand même de la société.** » (Lila/101).

---

<sup>422</sup> Cf. Dubar (Claude), *La crise de identités*, op. cit., p. 190.

La faculté de sociologie représente en effet un milieu propice à l'intérêt politique compte tenu des cours traitant de « la société », pour reprendre ses termes. L'entrée en sociologie est un moment décisif dans la modification de son rapport à la politique :

« Je savais que ça (les études de sociologie) pouvait m'intéresser quoi, une grosse, grosse envie de culture, pour ma part, quelque chose qui m'a énormément manqué quand j'étais jeune, donc d'apprendre, de savoir des choses. [...] Ça... ça te pousse à réfléchir, ça m'a beaucoup amenée à ma réflexion, la sociologie. Voilà, on parle des problèmes de la société, surtout que dès la licence, en fait j'ai fait sociologie politique, les conflits sociaux... [...] Je crois que ça m'intéresse d'autant plus que... par rapport à la situation de mes parents aussi, comprendre un peu... Quand je regarde ou quand je lis le journal, quand je regarde les infos, ça me rappelle souvent mes cours en fait. Et c'est vrai qu'il y a beaucoup de rapport entre les deux, et justement de pouvoir concilier la vie en général, l'actualité, la société, à ce que je j'étudie, pour moi c'est un compromis qui me réjouit, enfin qui me parle. » (Lila/101).

Faisant preuve d'une bonne volonté scolaire, elle s'investit dans ses études. Ce qui, d'après elle, la pousse à « réfléchir », à mettre en perspective l'actualité avec les cours qu'elle suit, et à comprendre la situation de ses parents. Les clés de lecture de l'actualité et de divers aspects de la société, abordées en cours lui permettent de réduire l'écart, notamment culturel, avec les autres étudiants. Elle essaye ainsi d'interpréter les faits d'actualité au moyen de ce qu'elle apprend en sociologie.

Lila atteste d'un ajustement aux comportements qu'elle perçoit comme nécessaires au sein de sa filière d'études. Afin de ne « pas être larguée », pour se sentir à sa place « dans ce milieu », pour reprendre ses termes, elle évoque son travail d'ajustement, qui se matérialise par un suivi plus élevé de l'actualité, et une bonne volonté culturelle et politique. Depuis son entrée à la faculté de sociologie, elle essaye de lire les *Dernières Nouvelles d'Alsace* quotidiennement, d'acheter *Libération* régulièrement, et de lire des ouvrages relatifs à l'actualité ou à la politique. Le suivi de l'actualité est un moyen d'adapter ses pratiques à celles qu'elle se représente comme légitimes au sein du « monde des étudiants », plus précisément des étudiants de sociologie, et en ce sens de combler le sentiment de décalage qu'elle ressent vis-à-vis des autres étudiants.

## **L'ajustement d'un élève d'une grande école de commerce**

La promotion culturelle est, dans un contexte scolaire favorable, un élément d'explication de la socialisation anticipatrice de Françoise/99 et de l'ajustement aux étudiants de sociologie de Lila/101. Cependant, la socialisation anticipatrice et l'ajustement au groupe d'arrivée ne concernent pas uniquement les étudiants primo-entrants dans le supérieur au sein de leur famille, comme le montre l'exemple de Raoul/100, en deuxième année d'une grande école de commerce et, depuis peu, en licence de philosophie.

Rejetant les extrêmes en arguant de leur manque de réalisme, Raoul se positionne politiquement « au centre », proche de F. Bayrou pour qui il a voté au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Ses sujets d'intérêt semblent des plus légitimes : les questions internationales et les débats de société – les retraites au moment de l'entretien. Ses réponses lors de l'entretien attestent de ses connaissances plutôt précises sur les questions politiques et les parcours des hommes politiques. Pour s'informer, il recourt à différents médias, là aussi parmi les plus légitimes. Que ce soit la radio, en écoutant régulièrement une des émissions politiques radiophoniques de référence dans l'espace politique – le jury *RTL-Le Monde* le dimanche soir –, la télévision avec des émissions politiques (« quand il tombe dessus ») ou des débats (sur *LCI* notamment), ou la presse quotidienne nationale (*Le Monde*, *Le Figaro* voire *Libération*). Il justifie la variété de ses sources d'information par un souhait de comparer le traitement des sujets et les angles journalistiques en fonction des tendances politiques des journaux. Cette attitude montre non seulement son niveau de maîtrise de l'espace journalistique français, mais aussi son rapport réflexif à l'information et à la politique. Sa socialisation politique familiale n'est néanmoins pas explicative de son niveau de politisation. Au regard des propriétés socioculturelles de ses parents, son milieu familial paraît de prime abord favorable à la politisation. Son père, titulaire d'un troisième cycle en droit, est responsable d'un service juridique d'une banque ; sa mère, dotée d'un bac+2, a repris le commerce de poterie de ses parents. Mais la politique n'est somme toute pas très présente au sein de sa famille, que ce soit au niveau des discussions ou du suivi de l'actualité qui se limite à la lecture d'un quotidien régional. Si ses parents ne présentent pas une orientation politique très différente, Raoul ne connaît pourtant pas exactement leur vote, ce qui illustrent les discussions politiques peu nombreuses au sein de la famille – ils auraient tous les deux voté Jospin et Bayrou à la présidentielle de 1995, et Bayrou puis Chirac en 2002. En fait, sa socialisation politique familiale apparaît prégnante jusqu'à ses 20 ans environ, tel que semble le confirmer son inscription sur les listes électorales plutôt tardive pour un jeune politisé (21 ans) : « je ne me souciais pas trop de ça », confie-t-il. En fait, les

contextes successifs qu'il a traversés au cours de son parcours scolaire ont modifié son rapport à la politique.

Depuis son bac, et surtout son entrée sur concours dans une école de commerce parisienne, son intérêt politique et son suivi de l'actualité sont croissants. Après sa scolarité dans un des lycées les plus prestigieux de Strasbourg, où il obtient un bac scientifique (mention bien) – parce qu'il « ouvre le plus de portes » et que « c'est ce que tout le monde fait » – et où il effectue deux années de prépa HEC, Raoul intègre l'une des deux premières écoles de commerce française « d'après les classements des magazines », toujours selon son propos. La culture générale étant une matière des concours d'entrée aux grandes écoles commerciales (ESSEC, HEC, Sup'de Co), les élèves des classes préparatoires commerciales sont incités à suivre l'actualité et à lire plusieurs quotidiens. La connaissance des productions de l'espace politique et de l'espace public constitue une dimension des savoirs légitimes au sein des carrières scolaires commerciales. L'école de Raoul organise d'ailleurs plusieurs fois par mois des conférences de personnalités médiatiques (politiques, chefs d'entreprises, journalistes, personnes de « la société civile »), créant des conditions favorables à l'acquisition de connaissances politiques et à la maîtrise du fonctionnement du champ politique. Outre l'accès à ce type de connaissances, l'effet du contexte d'études porte sur ses représentations. Raoul ajuste son comportement à celui des élèves de son école, que ce soit dans sa perspective « économique » de la réforme des retraites, pour reprendre ses termes, la manière dont il défend un service minimum (« tu peux essayer de défendre tes droits sans pour autant... bloquer tout un système, que ce soit un système national... comme c'était le cas avec les grèves »), et surtout dont il se moque des syndicalistes :

« La réforme des retraites... pour moi, ça fait partie du système économique, enfin, je le mets là dedans. Bon c'est vrai que ça a aussi trait avec le style de vie, savoir est-ce qu'on veut travailler, enfin, est-ce qu'une vie doit être consacrée au travail... T'as aussi un aspect culturel là dedans, mais moi, j'ai juste regardé du point de vue économique, parce que c'est... C'est, à mon avis, c'est le truc principal... C'est le truc qui fait... ben qu'il faut réformer. [...] Je suis allé aux manif pour voir, je ne suis pas allé dans la rue pour euh... pour revendiquer quoi que ce soit, moi je n'ai pas d'intérêt particulier à défendre. Non, c'était pour prendre des photos, c'était pour me marrer. J'ai un pote qui est un peu dans le même délire que moi et puis... C'était marrant, on a pris des photos, d'ailleurs, je les ai faites développer...

– De ? –

De la manif !

– Oui mais tu prenais quoi, quels sujets en particulier ? –

**Je prenais les beaufs, les gens, quoi... Les mecs bourrés.**

– Les beaufs... c'est-à-dire ? –

**Les mecs qui étaient dans leur camionnette, autour d'une bouteille de whisky, qui étaient complètement ronds ! Non mais... il ne faut pas se leurrer ! Dans une manif de la CGT, il n'y a que ça ! Enfin, il n'y a pas que ça, mais... » (Raoul/100).**

Lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, il photographie des manifestants, notamment des syndicalistes de la CGT. En les stigmatisant comme des « beaufs » alcooliques, on discerne la distance sociale qu'il construit avec ceux-ci : ils n'appartiennent pas à son monde, et il souhaite s'en différencier. Ses prises de positions politiques correspondent pour partie à sa position scolaire, à sa filière d'études, et à la position à laquelle il se destine. En donnant le primat aux impacts des décisions ou des réformes sur l'économie et les entreprises, et en s'opposant aux grèves qui visent à bloquer le pays ou l'entreprise, il présente un point de vue qu'il qualifie d'économique, point de vue valorisé au sein de son école de commerce. Il évoque en effet la transmission de « valeurs » au sein de son école. De manière plus ou moins consciente, Raoul adopte des comportements, des prises de position et des arguments du groupe qu'il cherche à intégrer : les cadres dirigeants des entreprises et les entrepreneurs.

Les variations de son rapport à la politique se perçoivent également par une tentative d'ajustement au groupe des pairs. Les associations de l'école, tout d'abord, forment de véritables instances de socialisation et d'intégration « des nouveaux » en leur permettant de s'insérer dans un réseau de connaissances et « d'avoir une identité », toujours pour reprendre ses termes. Raoul appartient à deux associations, l'une humanitaire, l'autre œnologique – il en est devenu vice-président –, dans lesquelles il effectue plusieurs activités (organisation de repas, de week-end ou de voyages). Le développement d'un esprit de corps s'effectue également par le partage d'un appartement sur le campus de l'école. De nombreux élèves de cette école, comme d'autres écoles parisiennes, résident sur leur campus, dans des appartements où ils se retrouvent seul, à deux ou trois élèves. Le partage d'une « unité de vie » encourage les activités communes (repas, télévision, discussions sur l'actualité) et l'identification des positions<sup>423</sup>. Lors de sa première année, Raoul noue des liens amicaux, notamment avec Paul avec lequel il partage à présent un appartement en collocation, « un gars qui sait plein de choses, qui lit énormément », fils d'un cadre supérieur parisien d'une grande entreprise alliant ressources culturelles et économiques. Raoul adopte certains comportements de celui-ci qui représente pour lui un modèle. Il s'est inscrit en licence de philosophie à la Sorbonne afin d'accroître sa culture générale, imitant Paul qui, en parallèle à son école de

---

<sup>423</sup> Sur l'esprit de corps dans les grandes écoles : Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État*, *op. cit.*

commerce, effectue un cursus de philosophie. Pour « rattraper son retard », il lit des auteurs « classiques » et envisage d'intégrer avec lui un groupe de réflexion proche de l'UDF qui rassemble des intellectuels, des économistes, des chefs d'entreprise, groupe auquel appartient le père de Paul.

La scolarité au sein d'une école où le suivi de l'actualité est une dimension des enseignements et de la compétence sociale nécessaire quant à l'entrée dans le groupe des élèves, peut favoriser une promotion politique *via* les conditions d'études et l'ajustement à un groupe de référence.

L'analyse de l'effet du contexte d'études ne doit pas occulter les enseignements, les contraintes de rôles, et les rapports avec le groupe des pairs, notamment lorsqu'il est considéré comme groupe de référence. Les enseignements en sciences humaines et sociales familiarisent les étudiants avec des aspects de la politique. La situation d'enseignement, les enseignants, les pratiques pédagogiques (exposés, dossiers sur des questions d'actualité), et certaines activités au sein du contexte d'études (associations, conférences) y participent. La réappropriation du stock de connaissances abordées au cours de la scolarité modifie le rapport à la politique et accroît la compétence subjective. Le groupe des pairs est un vecteur particulièrement clivant. Les étudiants ajustent plus ou moins leur politisation au groupe de référence. Le poids des différents vecteurs varie évidemment suivant l'adhésion des étudiants au jeu scolaire (*cf.* chapitre I), et suivant ce que représente la politisation au sein du contexte d'études. Or celle-ci est particulièrement prégnante à Sciences Po.

## **B. Le métier politisé d'étudiant à l'IEP de Strasbourg**

À l'IEP, comme dans toutes les institutions scolaires, les étudiants sont tenus d'endosser le rôle qui est attendu d'eux. La notion de métier d'étudiant est appropriée pour analyser l'ensemble des pratiques, savoir-faire, savoir-être, croyances, codes et compétences caractéristiques des élèves de l'IEP. Dès leur entrée, les élèves de l'IEP s'adaptent aux codes et aux règles de l'établissement, ainsi qu'à leurs pairs et aux enseignants<sup>424</sup>. À Sciences Po, la politisation est une norme. Comme le précisent C. Le Bart et P. Merle : « l'inscription dans un Institut d'études politiques n'est pas sans produire des injonctions normatives sur ce qu'il est convenu d'apprécier – et de déclarer ! – avec plus ou moins d'intensité<sup>425</sup> ». De ce point de vue, l'IEP de Strasbourg ne fait pas exception. Cependant à la seule politisation, il convient

---

<sup>424</sup> La familiarisation avec le plan Sciences Po en deux parties en est une illustration, *cf.* Eymeri (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, *op. cit.*, p. 75 et s.

<sup>425</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, *op. cit.*, p. 172.



d'ajouter l'eupéanisation<sup>426</sup>. Politisation et eupéanisation sont effectivement deux dimensions constitutives du métier d'étudiant à Sciences Po Strasbourg. Les enquêtes réalisées montrent que la relative homogénéité des comportements politiques à Sciences Po<sup>427</sup> n'est pas seulement due à l'activation de dispositions favorables à la politisation, mais aussi à la formation d'une compétence politique et de représentations. L'entrée dans le rôle d'élève en sciences politiques agit sur leur identité. Une enquête par questionnaire a été réalisée auprès de 247 élèves de l'IEP de Strasbourg (enquête n°3). La distribution du même questionnaire à 212 étudiants de sociologie permet de disposer d'un groupe de comparaison. À ces données quantitatives s'ajoutent des observations menées à l'IEP, ainsi que des entretiens réalisés avec des élèves (un peu plus d'une vingtaine) et des enseignants de l'IEP (de manière plus informelle). Après avoir mis en évidence l'effet Sciences Po sur la politisation et l'eupéanisation, on s'attachera à cerner la prise de rôle du métier d'élève à Sciences Po.

### 1. Politisation et eupéanisation

L'homogénéité des réponses des élèves de l'IEP, leurs propriétés héritées statistiquement peu ou pas clivantes, l'accroissement de la politisation et de l'eupéanisation au cours du cursus, confortent la thèse de l'acquisition d'une compétence politique au sein du contexte d'études.

Dans un premier temps, les dispositions héritées des élèves de l'IEP expliquent leur forte politisation<sup>428</sup>. Ils ont bénéficié d'un environnement favorable à l'éveil politique et à la compréhension du monde politique, au cours de leur enfance puis leur adolescence, que ce soit au regard du niveau élevé de politisation de leurs parents ou de leurs caractéristiques

---

<sup>426</sup> Sur l'eupéanisation de l'IEP de Strasbourg, voir Michel (Hélène), « Satisfaire son public au risque de le désenchanter ?... », art. cit.

<sup>427</sup> Sur Sciences Po Paris : Muxel (Anne) *et al.*, *Les étudiants de Sciences Po*, *op. cit.*

<sup>428</sup> D'après l'enquête n°3 (n=247 à l'IEP et n=212 en sociologie), 85% des élèves de l'IEP sont intéressés par la politique (contre 35% en sociologie). L'absence d'intérêt pour la politique relève ainsi de l'exception : ceux qui ne s'intéressent pas à la politique représentent à peine 5% de l'échantillon. 63% estiment maîtriser les questions politiques (contre 21% en sociologie), 60% suivent régulièrement l'actualité politique (contre 31% en sociologie), et 58% consultent fréquemment un quotidien (contre 29% en sociologie). Non seulement leur niveau d'information est particulièrement élevé, mais leurs canaux pour s'informer sont aussi parmi les plus légitimes. En effet, ils se dirigent très nettement vers les quotidiens nationaux – notamment *Le Monde* – 41% citent *Le Monde* (contre 18% en sociologie), 35% citent un autre quotidien national du type *Libération*, *Le Figaro* ou *Les Échos* (contre 7% en sociologie), 66% des magazines d'actualité du type *L'Express*, *Le Point* ou *Le Nouvel Observateur* (contre 26% en sociologie), 34% le *Courrier international* (contre 7% en sociologie). En revanche, ils sont moins de 10% à citer un quotidien régional.

socioculturelles<sup>429</sup>. Pourtant, leur niveau d'intérêt politique est supérieur à celui de leurs parents (85% contre 71% pour le père et 49% pour la mère), et les indicateurs de politisation héritée ne sont guère clivants, comme en témoigne ce tableau :

**Tableau 33 : Politisation des élèves de l'IEP selon la politisation des parents (Source : enquête n°3, n=247)<sup>430</sup>**

	Effectifs	Intérêt politique	Suivi actualité politique	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>
Père : intérêt politique	171	<b>89%</b> (152)	63% (108)	59% (101)	47%* (80)
Père : intérêt moyen ou faible	55	<b>78%</b> (43)	55% (30)	57% (31)	27%* (15)
Père : suivi de l'actualité politique	180	90%* (162)	<b>53%</b> (95)	60% (108)	45% (81)
Père : suivi moyen ou faible	67	73%* (49)	<b>64%</b> (43)	51% (34)	29% (19)
Mère : intérêt politique	118	92%* (109)	64% (76)	59% (70)	64% (76)
Mère : intérêt moyen ou faible	124	81%* (100)	58% (72)	58% (72)	53% (66)
Mère : suivi de l'actualité politique	134	93%* (125)	65% (87)	60% (80)	44% (59)
Mère : suivi moyen ou faible	108	80%* (86)	56% (60)	56% (60)	37% (40)

Lire : 63% des étudiants de l'IEP dont le père est intéressé par la politique suivent l'actualité politique.

Qu'ils aient ou non des parents politisés, ils font toujours part d'une politisation très élevée : 89% intéressés avec un père intéressé et 78% s'il ne l'est pas – les écarts sont beaucoup plus conséquents pour les étudiants de sociologie, respectivement 56% et 21%<sup>431</sup>. Les étudiants avec les parents les moins politisés se présentent même comme les plus appliqués à suivre l'actualité politique : 64% quand leur père ne la suit pas régulièrement contre 53% lorsqu'il la suit – résultat inverse en sociologie, respectivement 24% et 41%<sup>432</sup>. De même, les caractéristiques socioculturelles héritées ne constituent pas des indicateurs aussi clivants pour les élèves de l'IEP que pour les étudiants de sociologie interrogés par ailleurs,

<sup>429</sup> D'après cette enquête n°3, 72% des pères et 49% des mères des étudiants de l'IEP interrogés s'intéressent à la politique (contre respectivement 45% et 24% en sociologie), 56% des pères et 35% des mères exercent une profession supérieure (contre 14% et 7% en sociologie), 50% des pères ont un diplôme supérieur ou égal à bac+5 (contre 15%), 26% des mères (contre 8%), enfin près de sept parents sur dix détiennent un diplôme supérieur au bac (contre un sur quatre).

<sup>430</sup> \* signifie que les croisements sont significatifs d'après le test du khi-deux au seuil de 5%. Par exemple, la lecture du *Monde* par les étudiants est dépendante de l'intérêt politique du père, d'après le test du khi-deux au seuil de 5%. L'absence d'étoile signifie que les croisements ne sont pas significatifs.

<sup>431</sup> Source : enquête n°3, n=212, tableau A157.

<sup>432</sup> Source : enquête n°3, n=212, tableau A157.

comme en rend compte le tableau suivant où le test du khi-deux n'est jamais significatif au seuil de 5% ( $p > 0,05$ )<sup>433</sup> :

**Tableau 34 : Politisation des élèves de l'IEP selon la position sociale héritée (Source : enquête n°3, n=247) ( $p > 0,05$ )**

	Effectifs	Intérêt politique	Suivi actualité politique	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>
Père : diplômé supérieur au bac	168	<b>85%</b> (143)	59% (99)	57% (96)	43% (72)
Père : pas diplôme du supérieur	78	<b>86%</b> (67)	63% (49)	60% (47)	37% (29)
Père : diplôme > ou = à bac+5	105	85% (89)	59% (62)	57% (60)	43% (45)
Père : pas diplôme > ou = à bac+5	107	86% (92)	64% (68)	58% (62)	43% (46)
Père : catégorie supérieure	137	<b>87%</b> (119)	59% (81)	57% (78)	44% (60)
Père : pas catégorie supérieure	109	<b>83%</b> (90)	62% (68)	60% (65)	38% (41)
Mère : diplôme du supérieur	170	86% (146)	63% (107)	57% (97)	<b>39%</b> (66)
Mère : pas diplôme du supérieur	76	83% (63)	55% (42)	61% (46)	<b>47%</b> (36)

Lire : 85% des étudiants de l'IEP dont le père a un diplôme supérieur au bac s'intéressent à la politique.

Les pratiques de participation politique des étudiants de Sciences Po ne sont pas statistiquement dépendantes de la position sociale et du niveau de diplôme de leurs parents. Alors que l'intérêt politique des étudiants en sociologie est beaucoup plus important avec un père situé dans les catégories supérieures de l'espace social (60% contre 31% quand le père n'y appartient pas)<sup>434</sup>, il est presque le même à l'IEP (87% contre 83%). Le niveau de diplôme des parents ne modifie pas non plus leur intérêt, leur lecture de quotidiens, etc., alors que dans le même temps, l'intérêt politique des étudiants de sociologie avec un père diplômé du supérieur passe de 30% à 51% (27% à 56% pour la mère)<sup>435</sup>. La lecture du *Monde* est même

<sup>433</sup> Pour des résultats en ce sens à Sciences Po Paris : Muxel (Anne) *et al.*, *Les étudiants de Sciences Po*, *op. cit.*

<sup>434</sup> Source enquête n°3, n=212. Voir tableau A156.

<sup>435</sup> Source enquête n°3, n=212, tableau A156.

plus fréquente pour les élèves de l'IEP les moins dotés en capital culturel hérité : 47% de ceux dont la mère n'est pas diplômée du supérieur citent *Le Monde* contre 39% quand elle ne l'est pas. Cette bonne volonté politique des étudiants de Sciences Po les moins dotés en ressources politiques et sociales héritées, montre le rôle de l'enseignement sur une forme de rattrapage des normes dominantes. Le cas des élèves de l'IEP va ainsi dans le sens de la remarque de D. Gaxie qui indiquait que : « seul un enseignement politique qui [...] porterait [...] sur les savoirs nécessaires à l'acquisition d'une compétence politique comme la connaissance des acteurs, des enjeux, des règles du jeu et des idéologies du champ politique, pourrait compenser le handicap culturel de ceux qui ne peuvent se familiariser avec l'univers politique en dehors de l'école<sup>436</sup> ». Un enseignement organisé limite les inégalités de politisation.

Un autre indicateur de l'effet du contexte d'études concerne l'élévation du niveau de politisation au cours du cursus. Les étudiants en première année d'IEP s'intéressent moins à la politique qu'en deuxième et quatrième année (77,5% en première, 92% en deuxième, 87% en quatrième), suivent moins l'actualité (55% en première année contre 63% en deuxième et quatrième), et surtout estiment moins maîtriser les questions politiques (moins d'un élève sur deux en première, deux sur trois en deuxième, et trois sur quatre en quatrième). L'accroissement de la politisation au fur et à mesure du cursus pourrait s'expliquer par des variations de prédispositions<sup>437</sup>. Or, tel n'est pas vraiment le cas. Tout en considérant les limites de l'instrument utilisé, deux éléments sont à signaler. D'une part, en dehors de quelques entrées en deuxième année (moins de 5%), abandons et arrêts (en fin de première année lorsque certains ne sont pas admis à redoubler), le groupe des élèves de l'IEP demeure stable durant les trois années d'études<sup>438</sup>. D'autre part, leurs propriétés sociopolitiques héritées sont relativement homogènes :

---

<sup>436</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit., p. 173.

<sup>437</sup> Là se situe une limite quant à la technique d'enquête utilisée, un panel aurait été plus approprié.

<sup>438</sup> Source : données exhaustives sur l'année 1999/2000 obtenues auprès du secrétariat de l'IEP. Les effectifs restent stables : sur l'année 1999/2000, 158 en première année, 151 en deuxième, et 151 en troisième. Nous n'avons malheureusement pas obtenu les chiffres exacts concernant les admissions parallèles, les abandons et les exclusions. Mais, les étudiants non autorisés à redoubler leur première année (environ 5%) sont plus ou moins remplacés par les admissions parallèles en deuxième année.

**Tableau 35 : Propriétés sociopolitiques héritées des élèves de l'IEP suivant l'année d'études (Source : enquête n°3, n=247)**

	Effectifs	Allocation d'études	Revenus mensuels du père > à 4 500 euros	Père diplômé du supérieur	Mère diplômé du supérieur	Deux parents diplômés du supérieur	Père suit peu l'actualité
1 <sup>ère</sup> année	80	14% (11)	24% (19)	68% (54)	66% (53)	51% (41)	12% (10)
2 <sup>ème</sup> année	64	9% (6)	23% (15)	69% (44)	67,5% (43)	48% (31)	3% (2)
4 <sup>ème</sup> année	103	19% (20)	23% (24)	69% (71)	73% (75)	61% (63)	8% (8)
Valeur de p		0,195	0,585	0,977	0,570	0,116	0,125

Lire : 14% des élèves de 1<sup>ère</sup> année de l'IEP ont une allocation d'études contre 9% en 2<sup>ème</sup>.

Aucun croisement n'est ici significatif avec l'année d'études. À moins d'envisager une activation progressive de leurs dispositions – ce qui n'est pas à rejeter totalement –, l'explication la plus vraisemblable réside dans l'actualisation et la construction d'une compétence politique, de dispositions, et autres schèmes d'interprétation de l'actualité et de la politique. L'IEP constitue une institution de socialisation politique.

Les indicateurs relatifs à l'europanisation accréditent également cette thèse. Si les enquêtés appartiennent à des générations qui ont grandi avec l'accélération de la construction européenne, l'inscription des questions européennes sur l'agenda politique à partir des années 1980-1990, ou encore la chute du mur de Berlin et la structuration du débat sur l'Europe lors du référendum pour la ratification du traité de Maastricht, les questions européennes demeurent une thématique assez peu présente dans la socialisation politique antérieure de ces jeunes gens. Hormis, bien évidemment, pour ceux précédemment scolarisés dans des écoles internationales et/ou dont les parents sont binationaux et/ou vivent à l'étranger<sup>439</sup>. Pour ceux-ci, évoluer à l'IEP ne peut qu'activer leurs prédispositions européennes. Toutefois, les étudiants avec ce profil sont peu nombreux dans l'échantillon : 14% ont été scolarisés dans une école internationale, 6% ont un père de nationalité étrangère (4,5% de l'Union

<sup>439</sup> Sur ce type de population, voir Wagner (Anne-Catherine), *Les nouvelles élites de la mondialisation, une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998.

européenne), 6,5% une mère de nationalité étrangère (4% de l'Union européenne)<sup>440</sup>. De fait, sur le rapport à l'Europe aussi, le contexte d'études influe<sup>441</sup> :

**Tableau 36 : Indicateurs de citoyenneté européenne des élèves de l'IEP suivant l'année d'études (Source : enquête n°3, n=247)**

	Effectifs	Estimer que la France a bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne	Éprouver une déception en cas de dissolution de l'Union européenne	Se sentir européen
1 <sup>ère</sup> année	80	29% (23)	51% (41)	30% (24)
2 <sup>ème</sup> année	64	53% (34)	73% (47)	41% (26)
4 <sup>ème</sup> année	103	56% (58)	80% (82)	49% (50)
Valeur de p		0,001	<0,001	0,020

Lire : 30% des élèves de 1<sup>ère</sup> année de l'IEP se sentent européens contre 41% en 2<sup>ème</sup>.

Plus les étudiants de l'IEP avancent dans leur cursus, plus ils sont européanisés. Les écarts ne portent pas seulement sur une différence entre la deuxième et la quatrième année – la troisième année passée à l'étranger serait alors un facteur très prédictif –, mais aussi entre la première et la deuxième année (30% des élèves de première année se sentent européen, 41% en deuxième, et 49% en quatrième<sup>442</sup>). Institution de socialisation politique, l'IEP est aussi une institution de socialisation européenne.

À titre de comparaison, en sociologie, si les propriétés héritées sont plus clivantes, l'effet filière est aussi à relever sur la politisation : 53% des étudiants de quatrième année s'intéressent à la politique (contre 30% en deuxième année), 61% suivent l'actualité (contre 22% en deuxième), 43% estiment maîtriser les questions politiques (contre 14%)<sup>443</sup>. En

<sup>440</sup> Ces indicateurs sont forcément restrictifs, une interrogation par entretiens permettrait de percevoir d'autres influences possibles.

<sup>441</sup> Sur un institution de socialisation européenne « totale », voir l'exemple du Collège de Bruges : Schnabel (Virginie), « Élités européennes en formation. Les étudiants du "Collège de Bruges" et les études », *Politix*, n°43, 1998, p. 33-52.

<sup>442</sup> Il est également intéressant de souligner le maintien de différences suivant le sexe pour la plupart des indicateurs de politisation, hormis la lecture du *Monde* et surtout la citoyenneté européenne. Le sexe influe donc davantage sur les réponses aux questions les plus éloignées des enseignements.

<sup>443</sup> Source : enquête n°3, n=212. Une limite à ces données tient à la mobilité non négligeable des étudiants de sociologie entre le premier et le deuxième cycle avec notamment des réorientations après le deug (licence de science de l'éducation, concours), des admissions parallèles, et des abandons beaucoup plus nombreux qu'à

revanche, les réponses sur les questions européennes ne font l'objet d'aucune variation significative : 47% sont très favorables à l'appartenance de leur pays à l'Union européenne en quatrième année (contre 43% en deuxième année), 16% se sentent très européen (contre 14%). Une explication réside dans la présence plus importante en sociologie, de la politique nationale, susceptible d'être abordée par des enseignements et des discussions, que de la thématique européenne quasiment absente.

En conséquence, l'analyse engage à ne pas négliger un effet filière à Sciences Po, mais aussi, à des degrés variables, au sein des filières de sciences humaines et sociales.

## **2. Prise de rôle et ajustement aux normes**

La politisation et l'europanisation des élèves de l'IEP incitent à envisager la formation d'une compétence politique et européenne comme une norme nécessaire pour devenir membre de l'institution IEP de Strasbourg, et appartenir au groupe des élèves en son sein. Si les manières d'être à l'IEP et d'y effectuer sa scolarité demeurent multiples et dépendent en grande partie du *background* des étudiants, leurs dispositions, parcours, pratiques, croyances, connaissances et savoir-faire en lien avec l'actualité et le champ politique tendent à s'homogénéiser. Les nouveaux entrants doivent se conformer à des rôles spécifiques.

En étant un cursus pluridisciplinaire et en présentant une dénomination comportant le mot politique, les IEP sont fréquemment perçus comme des lieux d'apprentissage de la politique. Il est vrai que les élèves s'y montrent politiquement compétents que ce soit par leur connaissance de l'actualité politique, leur capacité à formuler des avis, jugements ou idées ou à (re-)formuler des argumentaires. Les enseignements et les recherches effectuées dans le cadre d'exposés, de dossiers ou de mémoires, encouragent l'accroissement des connaissances sur l'actualité ou le fonctionnement des institutions européennes et nationales. Les activités scolaires les familiarisent de manière plus précise avec l'espace politique (par exemple, lors du séminaire sur les méthodes en sciences sociales, les élèves de première année réalisent une observation d'une réunion politique, d'un meeting ou d'une manifestation). Ils se spécialisent sur des questions qui se rapportent à l'actualité nationale (fiches de conférences de méthodes sur la réforme des retraites) et européenne (fiches sur les groupes d'intérêt à Bruxelles ou le fonctionnement du processus de décision au sein de l'Union européenne). Un cursus en sciences politiques correspond à l'acquisition d'une compétence non seulement objective avec

---

l'IEP. L'interrogation d'étudiants de deuxième année a néanmoins permis de limiter l'effet des abandons massifs en première année.

l'accumulation de connaissances économiques, historiques, juridiques et politiques, mais aussi subjective qui leur donne le sentiment d'être légitime pour parler de politique et commenter l'actualité. Nombreux sont les élèves de Sciences Po à s'estimer spécialistes de l'actualité et des questions politiques, et par conséquent, davantage compétents en matière de politique et « autorisés à » se présenter comme politisés<sup>444</sup>. À signaler que pour autrui aussi, les diplômés en sciences politiques, à forte teneur en propriétés symboliques, donnent à ceux qui les détiennent une légitimité à s'intéresser et à parler de politique. La socialisation institutionnelle à l'IEP concerne également un savoir-être. Lors des activités (scolaires et non scolaires), les étudiants développent des aptitudes à s'intéresser à l'actualité et à en discuter. Dans les couloirs de l'établissement, à la cafétéria ou en séminaire de méthodes, de nombreux élèves se rôdent à l'argumentaire et aux débats en exposant leurs connaissances et en menant des discussions argumentées. Ils attestent ainsi d'une maîtrise pratique du débat et de la rhétorique.

Outre l'acquisition d'une compétence politique, de connaissances, d'un capital informationnel, de savoir-faire, et d'un savoir-être, l'expérience de Sciences Po modifie les représentations, et favorise une représentation positive de la politique, du champ politique, de ses pratiques, notamment l'importance qui lui est accordée. Les élèves de l'IEP de Strasbourg rejoignent en cela ceux de Sciences Po Paris où seule une minorité des élèves (un cinquième) associent au mot politique, des mots négatifs (mensonge, corruption, magouilles, démagogie) ; les autres citent les mots de pouvoir, démocratie, élection, débat, engagement, intérêt général, citoyenneté, idées, responsabilité, service, action, efficacité<sup>445</sup>. Confirmant que les nouveaux entrants dans un espace cherchent à se présenter comme les plus orthodoxes<sup>446</sup>, la plupart des étudiants peu dotés en prédispositions politiques à leur entrée font preuve de discours très positifs sur la politique et ses acteurs. Ceci contrairement à la grande majorité des étudiants des diverses facultés qui ont une image négative de la politique. La comparaison entre les réponses de deux étudiantes, l'une à l'IEP, l'autre en sociologie, est en ce sens caractéristique et idéal-typique :

« – *Comment perçois-tu le monde politique ?* –

---

<sup>444</sup> Sur ce principe, Bourdieu (Pierre), « Questions de politique », art. cit.

<sup>445</sup> Muxel (Anne) *et al.*, *Les étudiants de Sciences Po*, *op. cit.*, p. 110-112.

<sup>446</sup> Bourdieu (Pierre), Delsaut (Yvette), « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°1, 1975, p. 7-36 ; Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État*, *op. cit.*, p. 260.



Je le perçois comme un beau monde dans le sens où le métier de politique est un beau métier. Maintenant c'est vrai que c'est pas l'opinion générale, mais moi personnellement, j'ai de l'admiration pour ces hommes, parce qu'ils font un beau métier... Et même s'il y a beaucoup d'affaires de corruption, la majorité donne toute leur personne, et c'est pas une minorité de corrompus qui font un monde. Donc en général c'est plutôt des gens à qui je tire mon chapeau. » (Virginie/86, 4<sup>ème</sup> année IEP).

« Pour moi le milieu politique c'est un peu un milieu pourri en général. [...] Pour moi je pense que de tous bords il y a des affaires financières, le financement des partis. Je vois ça un peu comme une mafia. Ils s'arrangent et y a que des magouilles. » (Cécile/107, licence de sociologie).

D'un côté, Virginie/86 (en quatrième année à l'IEP) expose, comme beaucoup d'autres élèves de Sciences Po, une adhésion à une définition légitime de la politique (« la politique c'est quelque chose de bien », « c'est ce qui fait tourner la démocratie »), et une vision positive des hommes politiques (« c'est un beau métier »). D'un autre, Cécile/107 (en licence de sociologie) évoque, comme la plupart des étudiants d'autres filières, un désenchantement par rapport à l'espace politique, « un manque de confiance », une crise du politique, des acteurs politiques malhonnêtes, le « tous pourris »<sup>447</sup>.

L'effet du contexte d'études est également prégnant dans l'évolution du rapport à la politique d'élèves dotés de dispositions à l'intérêt politique à leur entrée à l'IEP. Tel est le cas de Nils/60, fils d'universitaire. Familiarisé à la politique au sein de sa famille, il n'a pourtant pas, dans un premier temps, une image positive des partis politiques et ne souhaite pas y adhérer. Mais, au fur et à mesure de sa scolarité, les enseignements et les discussions avec ses camarades modifient son rapport à la politique :

« On suit tous la politique d'une manière ou d'une autre, ça je le faisais depuis longtemps. Mais pendant longtemps, j'avais pas l'envie, l'intention d'adhérer à un parti, ça me semblait lointain, les partis politiques j'en avais pas une image très positive. Ça au départ, quand j'étais au lycée c'était ça mon sentiment. Et petit à petit, ça a évolué. **Ça a évolué en partie grâce à Sciences Po. C'est vrai que là avec les cours et avec les discussions avec plein de gens que j'ai pu avoir à Sciences Po, petit à petit ces contacts, ces échanges m'ont donné de plus en plus un sentiment politique au départ, même avant d'avoir l'envie de militer.** C'est ça qui était de plus en plus fort, une manière de m'identifier politiquement. » (Nils/60).

---

<sup>447</sup> Sur la pluri-dimensionnalité de la politique, voir Gaxie (Daniel), « Vu du sens commun », *EspacesTemps* 76-77, 2001, p. 82-94.

Ses études lui donnent « un sentiment politique », puis « l'envie de militer ». C'est également à Sciences Po qu'il commence à s'intéresser à l'Europe, autre dimension du métier d'élève en sciences politiques à Strasbourg.

L'enquête quantitative montre que, corrélativement au temps passé dans l'institution IEP de Strasbourg, les étudiants développent un côté très européeniste. Les entretiens le confirment : « On remarque que les décisions sont de plus en plus prises au niveau européen et imposées aux États nations. C'est pourquoi je me tourne naturellement vers la politique européenne et rarement vers la politique nationale » (Aurélie/106). Comme cette jeune fille, de nombreux élèves justifient leur intérêt pour les questions européennes par la supériorité de l'entité européenne sur le national – le principe de primauté du droit communautaire –, les décisions y étant de plus en plus prises. Cette européanisation va de pair avec une adhésion au jeu institutionnel européen – d'où le désarroi de la plupart d'entre eux suite au non français et hollandais lors des référendums sur le Traité constitutionnel en 2005. Plusieurs enquêtés ont d'ailleurs conscience de la modification de leur regard sur l'Europe et de leur imprégnation du discours de l'institution, comme Aurélie : « À l'IEP, j'ai suivi la spécialisation « études européennes ». Dès le départ, on a bien été formatés sur l'Union européenne. On nous explique que c'est génialissime. L'influence, elle est là, c'est vrai. Mais ce sont des idées auxquelles j'adhère vraiment » (Aurélie/106). Cette ancienne élève de l'IEP évoque un « formatage ». L'option études européennes en quatrième année accroît davantage encore la connaissance des questions européennes.

La présence de l'Europe à l'IEP de Strasbourg est accentuée par l'organisation de la semaine européenne une fois par an au Parlement européen. Les élèves y suivent pendant cinq matinées des conférences de spécialistes et d'acteurs de la construction européenne, en anglais ou en français, avant de participer l'après-midi à des simulations. Ils se trouvent alors dans la position d'eurodéputés, dont ils choisissent la nationalité et le groupe politique – c'est d'ailleurs l'occasion d'affirmer ses opinions. Outre les enseignements et ce type d'événements, les élèves se familiarisent avec le multiculturalisme en étant directement en contact avec l'Europe par les cours de langue (trois langues étudiées), la présence d'étudiants Erasmus, puis l'année Erasmus (l'année de mobilité concernant tous les étudiants)<sup>448</sup>. L'organisation hebdomadaire d'un café Erasmus participe à cette ambiance européenne :

---

<sup>448</sup> À l'IEP de Strasbourg, sur l'année 1999/2000, 411 étudiants (quasiment tous de nationalité française) étaient inscrits dans l'une des trois années du cursus Sciences Po à Strasbourg (première, deuxième et quatrième année), 152 se trouvaient à l'étranger en train d'effectuer leur année de mobilité (la troisième année), et 119 (surtout issus de l'Union européenne) effectuaient un échange international dans l'établissement (Erasmus le plus souvent) (Source : données exhaustives recueillies auprès du secrétariat de l'IEP). Ainsi, en 1999/2000, les 411

« On va dans ce café, on discute avec eux, ça nous permet de rencontrer des étrangers, c'est toujours bien ! [...] Comme nous on passe notre troisième année à l'étranger, c'est vachement porté sur l'étranger. Il faut qu'on rencontre les Erasmus, qu'on s'ouvre à d'autres cultures. » (Léa/2<sup>ème</sup> année IEP, hors échantillon)<sup>449</sup>

Et c'est notamment une socialisation anticipatrice qui oriente les étudiants. Non seulement dans la perspective de la troisième année à l'étranger, mais aussi d'une poursuite d'études sur les questions européennes et d'une aspiration à effectuer un métier de l'Europe (un quart des étudiants de l'IEP énoncent un projet d'étude et/ou professionnel qui se rapporte à l'Europe, contre 0% en sociologie<sup>450</sup>).

Les résultats des enquêtes amènent à considérer le suivi de l'actualité et l'intérêt pour les questions politiques et européennes comme des normes par rapport auxquelles les entrants à l'IEP s'adaptent, pour le dire simplement, pour faire comme les autres. Une acculturation propre à l'institution renforce leurs dispositions à s'intéresser à la politique. Ceux qui n'en présentent pas acquièrent des connaissances dans le but de développer les compétences sociales légitimes au sein de l'établissement que représentent la politisation et l'eupéanisation – l'eupéanisation étant d'ailleurs susceptible de compenser un déficit de politisation. Telle une présentation de soi des élèves, afin de faire concorder leur identité avec le nom de leur filière, la politisation, l'eupéanisation, les discussions sur la politique et l'actualité, la reproduction de discours entendus ou lus dans les médias font partie du métier d'élève à l'IEP, dimensions essentielles des rôles attachés à leur position scolaire, qui renvoie à une forme de « prescription de rôles »<sup>451</sup>. En souhaitant adhérer aux valeurs de leur groupe d'arrivée, les élèves reproduisent et adoptent des attitudes, telles que le suivi de l'actualité, les discussions politiques ou l'intérêt pour des sujets traités dans la presse, qui modifient leur rapport à l'actualité, à la politique et à l'Europe. Il s'agit d'une prise de rôle. Éric analyse particulièrement bien le rapport à l'actualité :

---

étudiants de l'IEP en formation initiale présents à Strasbourg étaient scolarisés avec 119 étudiants venus d'autres pays (soit respectivement 71% et 29%).

<sup>449</sup> Entretien octobre 2004.

<sup>450</sup> Source : enquête n°3, n=459.

<sup>451</sup> Sur la prescription de rôle, bien qu'appliquée à un autre espace voir Briquet (Jean-Louis), « Communiquer en actes. Prescriptions de rôles et exercice du métier politique », *Politix*, n°28, 1994, p. 16-26.

« C'est quand même Sciences Po. Tout le monde achète *Le Monde*. Le lendemain tout le monde l'a lu. C'est vraiment l'information en continu. Personne ne la décrypte. Tout le monde est entré à Sciences Po avec un certain contact à l'actualité, le concours avec la culture générale, de force l'information va tout le temps être là. Donc le rapport à l'actualité, tu te tiens tout le temps au courant, tu te réveilles avec *France Infos*, tu te couches avec *France Infos*, le matin tu prends *Le Figaro* parce qu'il est gratuit, l'après-midi t'achètes *Le Monde*, tout le monde le fait. Après l'autre canal d'information, c'est les profs. » (Éric/40).

La lecture quotidienne de la presse, en premier lieu du *Monde*, fait effectivement partie des outils de travail et des outils fondamentaux de la culture Sciences Po<sup>452</sup>. De nombreux élèves perçoivent cette attitude comme attendue par les enseignants et les autres élèves, en s'apparentant à une des étapes du processus d'affiliation, comme un allant de soi ou une routine de cette institution scolaire<sup>453</sup>. Élèves et enseignants diffusent des idées et des comportements qui, par la pratique, s'institutionnalisent pour devenir des normes pour l'ensemble du groupe. En structurant les échanges entre les acteurs, ces spécificités des interactions entre les élèves définissent progressivement ce que l'on pourrait désigner comme un *ethos* des étudiants de Sciences Po : politisation, adéquation avec l'actualité, culture du compromis, discussions politiques, européanisation<sup>454</sup>. Les acteurs sont tenus de se conformer à cette forme d'éthique, sous peine de s'exclure eux-mêmes du jeu et de rendre difficile leur affiliation à l'institution. Difficile à saisir, cette caractéristique affleure néanmoins dans plusieurs entretiens. Par exemple, c'est au moment où Annie/64, ancienne étudiante de l'IEP, complète son cursus par une maîtrise de sociologie qu'elle se rend compte de son intériorisation des normes Sciences Po, notamment par son décalage avec les étudiants de sociologie :

« – Est-ce que t'as l'impression d'avoir modifié ton intérêt pour la politique depuis que t'es à l'IEP, en socio ? –

Ouais, je pense. À la base, il y a quand même le facteur parental, et puis Sciences Po... c'est pas aussi, beaucoup de gens à l'extérieur le voit comme c'est carré, c'est du formatage, etc. Mais en fait, non, le fait que tu étudies plein de disciplines, une fois qu'on est rentrés là-dedans y a pas la peur de se faire

---

<sup>452</sup> Eymeri (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, op. cit., p. 72 et s.

<sup>453</sup> Pour un aperçu des travaux en ethnométhodologie sur les questions d'éducation, voir Coulon (Alain), *Ethnométhodologie et éducation*, Paris, PUF, 1993.

<sup>454</sup> Sur Sciences Po Paris, A. Muxel *et al.* relèvent des éléments proches : le sentiment d'appartenir à une élite, l'attachement à la démocratie, la lecture assidue du journal, le niveau d'information élevé, les connaissances politiques, une ouverture sur l'Europe, cf. *Les étudiants de Sciences Po*, op. cit. Une comparaison avec d'autres IEP permettrait d'étudier les variations concernant les différents éléments, notamment l'européanisation.

jarreter. Et du coup, comme **on est censé être en phase avec l'actualité**, y a vraiment pas mal de gens assez engagés, mais de tout bord. Ça prête au débat ou à la discussion, que ce soit en soirées un peu éméché ou à la fin d'un cours. Voilà, Sciences Po je trouve qu'il y a pas mal de ça. [...] Tout le monde a une opinion, un avis. Et c'est vrai qu'en plus, y a la culture du compromis à la Sciences Po. Ce qui du coup me place un peu en porte-à-faux avec des gens un peu plus engagés mais en socio, qui eux sont de suite plus... Si j'avais fait tout mon cursus en socio, j'aurais peut-être une autre forme d'engagement. [...] Socio c'est assez contraire avec tout le syndrome Sciences Po qui est « oui mais », « non mais », pouvoir argumenter sur tout et n'importe quoi. » (Annie/64).

Elle insiste sur la nécessité à l'IEP d'être en phase avec l'actualité, la culture du compromis, etc., et ses divergences avec les étudiants de sociologie du fait de sa socialisation Sciences Po. Les différences entre l'IEP et d'autres institutions scolaires sont également évoquées par Anne/98 :

*« – Le fait d'avoir fait Sciences Po n'a-t-il pas influencé ton comportement vis-à-vis des questions politiques en particulier, et des questions de société en général ? –*

Oui effectivement, je m'y intéresse beaucoup plus depuis que je suis entrée à l'IEP. En dehors même des cours, le climat est vraiment propice au suivi de l'actualité politique. [...] Dans l'ensemble, ce sont des étudiants engagés dans des associations et qui suivent beaucoup l'actualité. Depuis que je suis à la fac de droit, je ressens beaucoup moins cette ambiance. Je trouve qu'à la fac, l'intérêt pour la politique n'est pas un acquis alors qu'il l'est davantage à Sciences Po. » (Anne/98).

Étudiante en maîtrise de droit après avoir fait l'IEP de Strasbourg, elle perçoit un écart de comportements avec les élèves de la faculté de droit. D'après elle, l'IEP est plus propice à la politisation et aux discussions politiques, particulièrement par l'intermédiaire du groupe des pairs. Les modifications de comportements sont également physiques avec des changements de coiffure ou de vêtements afin de correspondre à l'établissement, comme l'indique Éric/40 : « Quand je suis arrivé à Sciences Po, j'avais une paire de bottes et un blouson, trois semaines après j'étais comme tout le monde... Mais t'es obligé de suivre, si tu veux t'intégrer un peu, t'es obligé de suivre ». De même, Annie/64 se souvient du changement d'apparence de certains élèves quelques semaines après leur entrée à l'IEP :

« C'était marrant parce qu'en première année, y avait encore des gens avec des dreadlocks ou des trucs comme ça, et au bout de trois mois, tout rasé, le petit costard. Y a une norme Sciences Po, même si on est à Strasbourg, qu'à Strasbourg, et que c'est pas Paris, y a quand même... Et limite, ça vient autant des élèves que du personnel enseignant. On est à Sciences Po, donc y en a certains qui arrivent avec *La Tribune* ou *Les Échos* sous le bras le matin.

– Éco/fi ? –

Ouais ça c'est plus éco/fi. Ensuite, même ceux qui étaient RI (Relations internationales), tout le monde se devait d'aller à la conférence de PPDA qui passait, là y avait Badinter, X, commissaire européen, le juge Costa de la Cour européenne, les immanquables ! » (Annie/64).

Les élèves de l'IEP adoptent le plus souvent les normes comportementales propres à l'établissement, que ce soit en matière de look ou de suivi de l'actualité. Le cadre scolaire étant tellement prégnant – beaucoup plus qu'au sein d'autres institutions –, il est difficile d'échapper à la socialisation institutionnelle, comme en témoigne Éric/40 :

« T'es obligé de développer une socialisation sinon tu te fais broyer par la machine, parce que c'est quand même une machine à absorber les gens. Ou tu te barres la première année, ou tu fais ton cursus sans trop de mal. Même si t'as un groupe d'amis très structuré à l'extérieur que tu vois le soir, c'est pas évident. Je pense que la pression est tellement forte que tu ne peux pas. » (Éric/40).

Il relève ainsi la contrainte de l'institution et la nécessité de se socialiser. L'intégration sociale est forte, le style intellectuel de l'IEP s'impose à tous<sup>455</sup>. Cette socialisation focalisée sur l'établissement renforce un esprit de corps, conforté par l'éloignement des amis d'enfance, du collègue et du lycée, les élèves étant majoritairement originaires d'autres régions<sup>456</sup>. Plus fréquemment confrontés à des changements de configuration sociale, les étudiants de Sciences Po doivent s'adapter à de nouveaux réseaux sociaux.

La prégnance du cadre socialisateur favorise la socialisation institutionnelle. Le lieu d'études assure une coupure avec les étudiants des autres cursus<sup>457</sup>. À Strasbourg, l'IEP est une institution scolaire éloignée de plusieurs centaines de mètres du campus universitaire : « C'est le moule Sciences Po. On est très peu, on n'est pas sur le campus. On est vraiment incité à rester entre nous, on a vraiment tendance à le faire d'ailleurs » (Anne/43). Avec la possibilité de déjeuner sur place, de nombreux élèves ne fréquentent pas les restaurants universitaires, et leur préfèrent la cafétéria de l'établissement, qui constitue un véritable lieu de vie où élèves et enseignants se retrouvent à midi, mais aussi lors des pauses pour prendre un café ou discuter. Les salles informatiques, la bibliothèque ou les associations internes à

---

<sup>455</sup> Sur la forte intégration sociale des élèves des IEP respectivement de Bordeaux et de Rennes : Dubet (François), « Dimensions et figures de l'expérience étudiante... », art. cit., p. 526 ; Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, op. cit.

<sup>456</sup> Sur l'année scolaire 1999/2000, 77% des élèves de l'IEP sont originaires d'un autre région, source : données exhaustives recueillies auprès du secrétariat de l'IEP sur les trois années d'études de l'année 1999/2000.

<sup>457</sup> Sur l'effet de fermeture sur la socialisation étudiante, Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État*, op. cit.

l'établissement, particulièrement nombreuses (*Propos*, le journal de l'école, le BDE (bureau des élèves), le BDS (bureau des sports) ou encore *Et les gosses* (association de soutien scolaire)), représentent autant de lieux propices à la sociabilité, la socialisation et l'interconnaissance. Pour de nombreux élèves, toute leur vie sociale s'effectue à l'IEP : les activités extrascolaires (associations, loisirs), les relations amicales et amoureuses au sein de la promo. En comparaison avec les étudiants d'autres filières, ils s'insèrent davantage dans des réseaux sociaux internes à leur établissement. Que ce soit par les enseignants qui s'appuient sur des informations de première main, des chiffres récents, et font sentir les évolutions<sup>458</sup>, ou par les débats – encouragés – qu'occasionnent les exposés ou les thèmes abordés. Les conférences de méthode, « instance-clé de la socialisation Sciences Po<sup>459</sup> », participent particulièrement à la diffusion des attitudes du groupe de référence. Quelques élèves saisissent toutes les opportunités pour lancer un débat ou des joutes verbales avec les enseignants et/ou les autres élèves – voire un doctorant venu faire passer des questionnaires. Il s'agit pour beaucoup d'un entraînement à la prise de parole en public et à la formulation de questions orales. En recherche de distinction, les plus participatifs à l'oral créent une surenchère. Si le profit maximum reste de mettre en défaut l'enseignant, les objectifs de ce type de jeu sont davantage le nombre de questions posées que leur pertinence. Montrant leur « compétence interactionnelle », « les élèves développent consciemment leurs propres stratégies afin de mener à bien des objectifs indépendants de ceux de l'enseignant<sup>460</sup> ». Les champions de ce jeu posent des questions lors des conférences de personnalités médiatiques organisées par le Bureau des élèves ou les Jeunes européens. Alors qu'au sein des groupes de rue étudiés par W. Labov, « acquiert du prestige [...] celui qui est grand, fort, courageux et sait se battre ; qui sait lancer les insultes rituelles, « baratiner » les filles, chanter, raconter des plaisanteries et des histoires<sup>461</sup>, etc. », à l'IEP acquiert une forme de prestige celui qui est capable d'argumenter et de se mettre en valeur en public par ses connaissances sur la politique et l'actualité. Ces comportements participent à la diffusion des attitudes. De ce fait, les nouveaux entrants découvrent en situation la signification et le fonctionnement des règles de l'institution<sup>462</sup>. Ces joutes verbales constituent des moments d'imposition de valeurs et d'idées, voire de violence symbolique. La compétence orale et l'aisance physique étant des

---

<sup>458</sup> Eymery (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, op. cit., p. 67.

<sup>459</sup> *Ibid.*

<sup>460</sup> Mehan (Hugh), *Learning Lessons*, op. cit.

<sup>461</sup> Labov (William), *Le parler ordinaire...*, op. cit., p. 332.

<sup>462</sup> Mehan (Hugh), *Learning Lessons*, op. cit.

propriétés sociales, ces comportements redoublent les effets de l'origine sociale<sup>463</sup>. Les normes sont aussi mises en place par les mieux nés ou en tout cas plus facilement accessibles par eux<sup>464</sup>. Certains évoquent avec mépris ces attitudes : « À Sciences Po, les étudiants ont lu *Libé* le matin avant de venir en cours, et ils n'en peuvent plus, ils sont obligés de recracher ce qu'ils ont lu » (Aurélie/106). Comme Aurélie, plusieurs étudiants en promotion culturelle ressentent cette violence symbolique comme une domination sociale. S'ils critiquent certains comportements, ils en adoptent une partie.

Illustratif des liens entre promotion culturelle et contexte d'études, la bonne volonté des élèves de l'IEP à l'égard de la politique est plus habituelle auprès des moins dotés en ressources sociales, c'est-à-dire les plus distants de l'institution à leur entrée. Effectivement, certains élèves de l'IEP surinvestissent le rôle de l'étudiant en Sciences Po tel qu'ils sont susceptibles de se le représenter. L'adhésion de ces étudiants, à la structure de ressources *a priori* défavorable à la réalisation d'études supérieures au sein d'une institution prestigieuse telle que l'IEP, prend la forme d'une stratégie de compensation et d'un « rite d'institution ». Les dispositions de ces étudiants tendent à se caractériser par une bonne volonté à l'égard de l'institution et des rôles qui y sont prescrits tels que la politisation. En investissant l'IEP (au sein des associations d'élèves), ses rituels et ses célébrations (organisation du gala, photos des fêtes, compétitions sportives), ces étudiants représentent de véritables défenseurs de la culture de l'établissement. Ce type de dévouement à l'institution et de surinvestissement des rôles leur offre la possibilité de renforcer une légitimité parfois fragile, du fait de leur origine sociale, avec la perspective d'accéder à d'autres groupes sociaux. Les rapports subjectifs à l'institution sont toujours très positifs puisqu'ils s'insèrent d'une part dans le cadre de trajectoires promotionnelles, et d'autre part dans le fait que l'IEP symbolise une position synonyme de rétributions symboliques d'autant plus que son accès fut difficile.

À l'aide de données quantitatives et qualitatives, cette partie a souligné, auprès des élèves de l'IEP de Strasbourg, la formation au sein du contexte scolaire d'une compétence politique, qui n'est pas uniquement expliquée par les variables du capital culturel hérité et de la politisation parentale. À l'IEP de Strasbourg, la politisation et l'eupéanisation sont des normes par rapport auxquelles les élèves s'ajustent. Au cours de leur cursus, outre un intérêt pour les questions politiques et européennes, ils développent un savoir-être, une représentation positive de la politique, un côté très eupéaniste, qui caractérisent un *ethos*

---

<sup>463</sup> Sur l'ÉNA, voir Eyméri (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, *op. cit.*

<sup>464</sup> Ces observations se retrouvent à des degrés divers dans d'autres filières (droit et sociologie notamment).



spécifique à l'IEP. En ce sens, les élèves de Sciences Po se politisent au cours de leur scolarité, parce que la politisation est une dimension constitutive de leur métier. La prégnance du cadre socialisateur et les interactions au sein des conférences de méthode expliquent l'efficacité de la socialisation. La modification des comportements est de fait plus importante pour les étudiants les plus éloignés des normes de l'institution à leur entrée – ceux en promotion culturelle –, qui font davantage preuve d'une bonne volonté à l'égard de l'institution et de ses normes. Les résultats de la monographie réalisée auprès des élèves de l'IEP permettent aussi de comprendre l'action socialisatrice du contexte d'études sur l'ensemble de l'espace scolaire étudié. Si les étudiants d'autres filières de sciences humaines et sociales sont moins politisés, il n'empêche que les enseignements, le groupe des pairs, et plus largement la communauté étudiante dans laquelle ils se situent, peuvent également avoir des effets sur eux. Le cadre socialisateur est certes plus prégnant à Sciences Po. Il n'empêche que tous les contextes d'études sont structurés par des normes, dont fait ou non partie la politisation.

\*            \*  
\*  
\*

À la vue des résultats du premier chapitre, les variations observées suivant le type d'études, avec des étudiants en sciences humaines et sociales plus politisés qu'en sciences et techniques, auraient pu être interprétées comme une conséquence du recrutement social différentiel des filières de l'espace des études supérieures. Pourtant, l'usage de plusieurs techniques statistiques renseigne sur la pertinence de l'hypothèse d'un effet du contexte d'études. Les filières d'études qui ont un rapport avec l'actualité et la politique constituent des contextes propices à l'activation des prédispositions à la politisation des étudiants – alors que les filières de sciences et techniques favorisent leur mise en veille. L'effet du contexte scolaire sur la politisation atteste de la nécessité de considérer non seulement le niveau d'études mais aussi le type d'études. Plus largement, l'étude de la politisation met en évidence le rapport à l'actualité, la politique et la société dans la structuration de l'espace des études supérieures, et finalement la dimension « sécularisée » des filières<sup>465</sup>. Au regard de l'hétérogénéité des pratiques culturelles des étudiants, notamment lectorales, B. Lahire indique que : « la « montée » de la culture scientifico-technique, à la fois en légitimité scolaire et culturelle

---

<sup>465</sup> « Qui appartient au « siècle », qui vit dans le siècle », Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, op. cit.

(valeur accrue depuis la fin des années 60 des filières mathématiques) et en nombre d'étudiants attirés par des études scientifiques et techniques, ne pouvait que modifier le rapport à la culture publique légitime<sup>466</sup> ». D'une culture dominante, la culture littéraire est devenue une dimension de la culture féminine<sup>467</sup>. Si l'approche en termes de cultures littéraire et scientifique est heuristique pour souligner diverses oppositions au sein de l'espace des études supérieures, l'enquête invite à ne pas négliger la culture politique.

Ce chapitre informe également sur la manière dont la politisation s'opère au sein du contexte d'études. Et là, c'est la multiplication des points de vue et des méthodes, quantitatives et surtout qualitatives, qui a permis d'établir l'influence de la communauté étudiante, notamment des enseignements et du groupe des pairs. Les étudiants adaptent leur participation politique aux normes de l'institution scolaire dans laquelle ils évoluent. Les situations d'enseignement, les enseignants, les pratiques pédagogiques, et diverses activités (activités associatives, conférences) y participent. La réappropriation du stock de connaissances, construit lors de la scolarité, modifie le rapport à la politique et accroît la compétence subjective. Les étudiants ajustent également leur politisation à celle du groupe de référence. L'adaptation au métier d'étudiant tel qu'il se définit au sein de chaque institution scolaire agit sur la politisation des étudiants. Ce type de socialisation politique concerne à des degrés variables les étudiants des filières de sciences humaines et sociales qui suivent des enseignements relatifs à des aspects de l'actualité et de la politique, les plus concernés étant ceux en sciences politiques. Le poids des différents vecteurs varie suivant la prégnance de la politisation au sein du contexte d'études ; la prise du rôle de l'étudiant politisé fait toujours sens par rapport à celui-ci.

---

<sup>466</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>467</sup> Singly (François de), « Savoir hériter... », art. cit.

# **Partie II : Études et orientation politique**



## Chapitre III : L'action du contexte étudiant sur l'orientation politique

« Sciences Po a le mérite de te donner beaucoup de connaissances sur la politique, mais a l'énorme inconvénient, enfin c'est plus qu'un inconvénient, c'est de t'enlever tes convictions, ou du moins de les édulcorer très fortement. » (Géraldine/108).

« [...] Beaucoup les idées de Pierre Bourdieu. Je me suis intéressé à l'engagement parce que c'est... il met en avant... une autre, une forme plus atypique de l'engagement politique qui est, je veux dire, qui se distingue d'autres représentations qu'on peut avoir, des préjugés, tu vois. Donc, il a pas mal écrit aussi dessus, sur l'action collective, ce que je t'ai dit avant, oublier ton ego et tout ça, penser au collectif. Il y a aussi tout ce qu'il a écrit sur la mondialisation. Donc ouais, j'ai été influencé par un auteur, et par sa conception de la lutte des classes, capital culturel et tout ça. J'ai été influencé par un auteur certainement. » (Guy/73).

Rendre intelligible les orientations politiques des étudiants impose dans un premier temps de considérer la configuration politique familiale. Les travaux sur la socialisation politique expliquent les identifications partisans avant tout par celles des parents<sup>468</sup>. À la socialisation au sein de la famille se joint le rôle de la position sociale. Comme l'ont souligné P. Lazarsfeld et ses collaborateurs : « on vote comme on est »<sup>469</sup>. Plusieurs recherches sur l'explication du vote réalisées en France sont peu éloignées de cette perspective<sup>470</sup> avec l'opposition entre les secteurs d'activité du public (davantage à gauche) et du privé (davantage à droite)<sup>471</sup>. D'un autre côté, les auteurs représentatifs de l'approche économique

---

<sup>468</sup> Hyman (Herbert), *Political socialization...*, *op. cit.*, p. 85.

<sup>469</sup> Lazarsfeld (Paul F.), Berelson (Bernard), Gaudet (Hazel), *The people's choice*, *op. cit.*

<sup>470</sup> Sur la position sociale comme facteur explicatif de l'orientation politique, voir entre autres Gaxie (Daniel), « Mort et résurrection du paradigme de Michigan », *art. cit.* ; Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), *Les comportements politiques*, *op. cit.* ; Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion...*, *op. cit.* ; Michelat (Guy), Simon (Michel), « Déterminations socio-économiques... », *art. cit.*

du vote développent l'idée que les attitudes acquises durant l'enfance sont toujours susceptibles de changer<sup>472</sup>. L'un des facteurs avancés quant à la progression du nombre d'électeurs rationnels est l'accroissement du niveau de scolarisation<sup>473</sup>. Même si cette approche présente, comme nous l'avons évoqué en introduction, de nombreuses limites<sup>474</sup>, elle soulève l'idée de l'influence de la scolarité.

Sans occulter les variables de l'héritage, ce chapitre souhaite appréhender l'action du contexte d'études. Parmi les rares recherches qui se sont intéressées aux effets de la scolarisation sur les opinions politiques : le *Tableau politique de la France de l'Ouest*<sup>475</sup>. A. Siegfried y présente une correspondance cartographique entre la pratique religieuse, le vote à droite et la fréquentation de l'enseignement privé. Il met alors en avant le rôle de l'école privée pour expliquer l'orientation à droite : elle est le moyen pour le clergé d'exercer son emprise sur les consciences. Cette thèse est par la suite reprise et amendée par P. Bois dans son étude sur les rapports entre politique et enseignement primaire dans la Sarthe<sup>476</sup>. Bien qu'observant le même type de répartition spatiale, il préfère y voir un effet plutôt qu'une cause. Cette question des liens entre scolarité et attitudes politiques fait débat depuis la naissance de la science politique. Trois types de vecteurs sont identifiés : les enseignements, le groupe des pairs, et les enseignants.

Première dimension, peu explorée, les enseignements. Pour A. Percheron, l'école assure certes une formation technique, mais son intervention ne porte pas nécessairement sur le contenu même des choix politiques<sup>477</sup>. Deuxième dimension, les enseignants. Dans sa recherche sur la Sarthe, P. Bois conclut au faible rôle des instituteurs. L'étude de Jennings, Langton et Niemi confirme le poids négligeable des enseignants : la socialisation politique

---

<sup>471</sup> Sur les différences dans le positionnement politique suivant l'activité professionnelle dans le public et le privé, voir entre autres Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Elizabeth), « L'effet patrimoine », in Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Elizabeth), Grunberg (Gérard), Schweisguth (Etienne), Ysmal (Colette), *France de gauche, vote à droite*, Paris, PFNSP, 1981.

<sup>472</sup> Pour une présentation, voir Ihl (Olivier), « Socialisation et événements... », art. cit.

<sup>473</sup> Inglehart (Ronald), *The Silent Revolution...*, op. cit.

<sup>474</sup> L'étude de Nie, Verba, Petrocik repose sur une analyse secondaire des sondages du *Survey Research Center*, qui a plusieurs fois modifié la formulation de ses questions. Voir Gaxie (Daniel), « Mort et résurrection du paradigme de Michigan », art. cit. ; Blondiaux (Luc), « Mort et résurrection de l'électeur rationnel... », art. cit.

<sup>475</sup> Siegfried (André), *Tableau politique de la France de l'Ouest...*, op. cit.

<sup>476</sup> Bois (Paul), « Dans l'Ouest : politique et enseignement primaire », *Annales E.S.C.*, vol.9, n°3, 1954, p. 356-367.

<sup>477</sup> Percheron (Annick), « L'école en porte-à-faux... », art. cit.

parentale demeure prépondérante sur celle des enseignants<sup>478</sup>. D'après ces auteurs, les préférences idéologiques des enseignants s'exercent sur celles des enfants essentiellement lorsqu'elles sont identiques à celles des parents : ceux-ci renforcent ou annulent l'influence des enseignants mais non l'inverse. V. Tournier partage cet avis à propos des lycéens : « Il serait naïf d'accorder un trop grand pouvoir aux enseignants, ne serait-ce qu'en raison de la faiblesse des discussions politiques que les lycéens déclarent avoir avec eux<sup>479</sup> ». Ces divers travaux ne privilégient donc pas les enseignements, ni les enseignants. Mais sachant que l'expérience scolaire confronte à un ensemble de socialisations secondaires, doit-on pour autant abandonner l'idée d'une action du contexte d'études ? Rien n'est moins sûr. Les travaux en ethnométhodologie de l'éducation invitent effectivement à ne pas négliger, au sein du contexte scolaire, l'importance des interactions que ce soit entre élèves ou avec les enseignants<sup>480</sup>. Les élèves sont sujets à une socialisation institutionnelle. C'est en ce sens que pour expliquer le positionnement plus à droite des lycéens dont les parents sont de gauche dans le privé que dans le public, V. Tournier valorise « l'effet établissement », et plus précisément le groupe des pairs – troisième dimension : « La socialisation politique à l'école se rapproche de la socialisation par le « groupe des pairs ». L'école est au fond l'un des lieux privilégiés de l'adolescence où s'expriment, s'échangent, se développent des argumentaires politiques<sup>481</sup> ».

Déjà peu nombreuses auprès des enfants et des adolescents, les enquêtes manquent auprès des étudiants. Tout juste relève-t-on celles de Y. Delsaut et T. Newcomb. Dans un article consacré aux opinions politiques des étudiants, Y. Delsaut rejette l'explication par la discipline, en jugeant artificiel de savoir si le choix de la sociologie « est dicté par les opinions politiques ou si, à l'inverse, les opinions politiques sont modelées par l'enseignement donné en sociologie<sup>482</sup> ». Selon elle, le questionnaire sur les variations des attitudes politiques suivant la filière doit porter sur les caractéristiques sociales des étudiants : « Il faut se garder de voir dans la constellation d'attitudes qui caractérise chacun des groupes d'étudiants un effet de discipline capable d'imprimer chez ceux qui l'ont choisie une disposition d'esprit particulière commandant l'ensemble de leurs attitudes à l'égard de leur

---

<sup>478</sup> Jennings (M.K.), Langton (K.P.), Niemi (R.G.), « Social studies teachers and their pupils », art. cit. ; Percheron (Annick), « L'école en porte-à-faux... », art. cit.

<sup>479</sup> Tournier (Vincent), « École publique, école privée le clivage oublié... », art. cit., p. 585.

<sup>480</sup> Mehan (Hugh), *Learning Lessons*, op. cit. ; Coulon (Alain), *Ethnométhodologie et éducation*, op. cit.

<sup>481</sup> Tournier (Vincent), « École publique, école privée le clivage oublié... », art. cit., p. 587.

<sup>482</sup> Delsaut (Yvette), « Les opinions politiques... », art. cit., p. 53.

travail, de leurs études et de leur avenir professionnel. En effet, on constate que les étudiants se distribuent inégalement dans les différentes disciplines selon leur origine sociale, leur réussite antérieure et leur sexe<sup>483</sup> ». Elle ajoute : « C'est seulement par une illusion de la sociologie spontanée que l'on peut voir dans la discipline une variable explicative des attitudes particulières des étudiants en matière de politique, alors qu'elle n'est qu'une sténographie commode pour désigner un phénomène en réalité très complexe, à savoir la rencontre entre le système des disciplines et ce que des individus socialement déterminés apportent dans leur choix<sup>484</sup> ». Les opinions des étudiants de sociologie ne peuvent pas, d'après elle, être modifiées par le contenu de cette discipline et par l'acquisition de catégories et de concepts propres à penser le monde social. Toujours est-il que, à la lecture de ces arguments, il ne fait aucun doute qu'il soit nécessaire de considérer les propriétés socioculturelles des étudiants, ainsi que la socialisation politique parentale, facteur que Y. Delsaut ne prend cependant pas en compte.

Les résultats de T. Newcomb<sup>485</sup> ne vont pas complètement dans le sens des conclusions de Y. Delsaut. Son enquête menée pendant quatre années entre 1935 et 1939 auprès de 550 étudiantes du *Bennington College* rend compte de changements d'attitudes politiques des élèves par rapport à leurs parents. Issues pour la plupart de familles conservatrices du Nord-Est des États-Unis, elles s'en différencient au fur et à mesure par une plus grande proximité avec les attitudes libérales et les politiques du New Deal. Pour expliquer la socialisation du *College*, Newcomb souligne quatre types de facteurs : les événements dans l'actualité, les changements dans la société américaine, les caractéristiques individuelles des étudiantes, et les normes de la communauté du *Bennington College*. Son interprétation concernant ce dernier point est que le *Bennington College* forme un groupe de référence, au sens donné par H. Hyman. Les modifications d'attitudes politiques sont l'illustration de la pression normative de la communauté formée par les élèves et les enseignants du *College*. Les étudiantes modifient leurs attitudes pour réduire la dissonance avec le groupe de référence au sein de la communauté. Parmi les facteurs favorables, il évoque les caractéristiques de l'établissement : relativement isolé du reste de la ville ; des enseignements sur les arts, la littérature et les sciences sociales ; et des enseignants pour la plupart libéraux et favorables au New Deal. Son étude incite à ne pas rejeter les trois dimensions du contexte scolaire (groupe des pairs,

---

<sup>483</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>484</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>485</sup> Newcomb (Theodore M.), *Personality and social change...*, *op. cit.*



enseignants et enseignements). Celles-ci ont peut-être été trop rapidement écartées – plus pour les enseignants et les enseignements que le groupe des pairs – dans les divers travaux sur la socialisation politique, ce qui n'est pas *a priori* sans lien avec la méconnaissance des travaux de T. Newcomb<sup>486</sup> et les trop rares enquêtes sur ce sujet.

Toutefois si le contexte scolaire forme un tout et si ces dimensions sont interdépendantes, T. Newcomb explore assez peu chacune d'entre elles, notamment celles relatives aux enseignements et aux enseignants. Or au regard de nos résultats concernant la politisation des étudiants, là se situe un angle mort à explorer. Effectivement, au sein des filières de sciences humaines et sociales, les enseignements favorisent – plus ou moins – l'acquisition de connaissances et d'une compétence politique. Les enseignants sont des intermédiaires culturels, des passeurs de connaissances, d'idées ou d'arguments (par exemple sur les conséquences possibles de l'abstention, ou l'impact de l'Union européenne sur la vie quotidienne des citoyens). Or, ils sont d'autant plus écoutés que de nombreux étudiants recherchent des maîtres à penser ou des exemples à suivre : « Un groupe défini par l'aspiration à la culture favorise naturellement l'adhésion aux valeurs culturelles et à la valeur de ceux qui les transmettent ou qui les incarnent. Et il arrive que tel ou tel maître, directement fréquenté présente l'image prestigieuse de l'intellectuel que l'on aspire à réaliser : il n'est pas de *curriculum* d'étudiant qui ne soit traversé par un « grand professeur » et c'est toujours au nom d'un maître prestigieux que l'on refuse la routine des simples pédagogues. Le dédoublement de l'*imago* professorale permet à l'étudiant de s'identifier aux valeurs qu'incarne le « bon professeur » [...]. Le professeur peut même apparaître comme garant et caution de la légitimité des engagements les plus éloignés de l'univers scolaire : les étudiants ne réalisent-ils pas leur « essence singulière », avec la béatitude qui accompagne naturellement une perfection, lorsqu'ils servent les mêmes causes politiques que leurs maîtres<sup>487</sup> ? » Or, confrontés à des contextes d'action hétérogènes<sup>488</sup>, les étudiants, dans la routine de leurs activités quotidiennes, s'adaptent à leur environnement scolaire<sup>489</sup>. Dès lors une hypothèse possible est que, en s'identifiant au groupe d'arrivée dépositaire des valeurs universitaires et intellectuelles auxquelles ils aspirent, les étudiants ajustent plus ou moins

---

<sup>486</sup> Voir néanmoins le compte-rendu dans Baudelot (Christian), Leclercq (François) (dir.), *Les effets de l'éducation*, rapport cité, p. 267-303.

<sup>487</sup> Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers*, *op. cit.*, p. 62.

<sup>488</sup> En ce sens, voir Lahire (Bernard), « La variation des contextes... », *art. cit.* ; Lahire (Bernard), *L'homme pluriel*, *op. cit.*

<sup>489</sup> Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant*, *op. cit.*

leurs comportements et attitudes à la communauté scolaire dans laquelle ils se trouvent – communauté formée par le groupe des pairs mais aussi les enseignants, les connaissances acquises –, et acquièrent son discours<sup>490</sup>. L'identification à des auteurs et des courants théoriques<sup>491</sup> est d'autant plus envisageable au sein des cursus de sciences humaines et sociales (philosophie, sciences politiques, etc.), que les enseignements sont axés sur la présentation voire l'opposition de théories (par exemple en sociologie, apprécier ou pas Bourdieu). Suivant le principe de la double herméneutique, ce stock de connaissances peut dès lors modifier les opinions politiques des étudiants, doués d'une compétence sociale<sup>492</sup>, et les placer en contradiction avec leurs socialisations primaires.

Si les variables de l'héritage expliquent en grande partie les orientations politiques, une influence du contexte d'études est manifeste. C'est avec l'exemple de deux filières de sciences humaines et sociales (sociologie et IEP), au sein desquelles la politisation est assez présente, qu'on discerne un effet de la communauté étudiante, et plus particulièrement des enseignements sur les identifications partisans – effet qui se conjugue aux autres facteurs du contexte d'études. Ce chapitre s'appuie sur deux enquêtes quantitatives (enquête n°1, n=801 ; enquête n°3, n=459), des entretiens semi-directifs, ainsi que des observations menées dans divers établissements de l'enseignement supérieur. Après avoir pris en compte les variables relatives à l'héritage (I), il s'agira de mettre en évidence et d'expliquer l'action du contexte d'études (II).

---

<sup>490</sup> Sur le discours interne aux institutions, voir Foucault (Michel), *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

<sup>491</sup> Sur les choix de courants théoriques et de sujets de mémoire des étudiants, voir Soulié (Charles), « Anatomie du goût philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°109, 1995, p. 3-28 ; Mauger (Gérard), Soulié (Charles), « Le recrutement des étudiants en lettres et sciences humaines et les objets de recherches », *Regards Sociologiques*, n°22, 2001, p. 23-40 ; Montlibert (Christian de), « L'emprise de la féminisation sur les savoirs sociologiques », art. cit.

<sup>492</sup> Boltanski (Luc), *L'Amour et la Justice comme compétences*, op. cit.

## I. « Pas de chrysanthèmes » pour les variables de l'héritage

Dans quelle mesure les socialisations primaires des étudiants rendent-elles compte de leur positionnement politique ? À la différence de la politisation, la matrice explicative des identifications politiques retenue ne comporte que deux types de variables : la position sociale héritée et les identifications parentales. Le sexe ne fait pas ici l'objet d'une analyse particulière, compte tenu de la quasi absence de variations le concernant avec les opinions politiques. Puisque les étudiants apparaissent, pour partie, dépendants de la position sociale de leurs parents, comment leurs opinions politiques varient-elles selon celle-ci ? La socialisation parentale étant la variable la plus clivante dans l'explication de la politisation, qu'en est-il pour le positionnement politique ? Quelle est la part de reproduction des comportements ? Dans quelle proportion les étudiants s'opposent-ils au vote de leurs parents ? À l'instar des résultats sur la politisation, la construction de l'espace de l'orientation politique des étudiants permet d'observer les comportements parentaux comme les variables les plus déterminantes. L'analyse repose ici sur des données quantitatives obtenues par l'enquête n°1 (n=801) à partir de deux questions sur le positionnement politique, d'une part celle – classique – de l'axe gauche/droite en sept cases, d'autre part celle sur la proximité partisane. Après avoir relevé l'effet des ressources économiques, l'analyse portera sur le poids de l'héritage parental.

### A. Des ressources économiques clivantes

Sur l'orientation politique, l'enquête confirme tout d'abord la nécessité de prendre en compte les propriétés économiques, la profession des parents et leur nationalité ainsi que la pratique religieuse des étudiants.

La plupart des recherches sur les identifications politiques s'accordent sur l'importance des propriétés économiques, notamment des éléments de patrimoine<sup>493</sup>. Comme pour la population française, le positionnement des étudiants à droite (en 5, 6 ou 7 sur l'axe gauche/droite) est corrélé à leurs ressources économiques<sup>494</sup>. Plus les revenus de leurs parents s'élèvent, plus ils s'orientent à droite : plus de la moitié de ceux qui se situent à droite ont un père avec des revenus mensuels supérieurs à 3 050€ mensuels (20 000F) contre 40% pour la troisième case (centre gauche), 27% pour la deuxième (gauche), 23% pour la première

---

<sup>493</sup> Sur le rôle des propriétés économiques, voir entre autres Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion...*, *op. cit.* ; Michelat (Guy), Simon (Michel), « Déterminations socio-économiques... », *art. cit.* ; Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Elizabeth), « L'effet patrimoine », *art. cit.*

<sup>494</sup> Compte tenu du nombre élevé de modalités sur les questions de positionnement politique, il n'est pas possible de recourir aux V de Cramer et au test du khi-deux.

(extrême gauche). Le vote à droite apparaît également d'autant plus fréquent que le nombre de logements détenus par leurs parents s'accroît : un tiers de ceux avec des parents propriétaires d'au moins trois logements choisissent la droite de l'axe contre 16% pour ceux dont les parents n'en possèdent aucun. Le capital économique ne se distribue toutefois pas de manière homogène à l'intérieur de l'entité gauche, comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau 37 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction d'indicateurs de capital économique (Source : enquête n°1, n=801)**

	Réponses manquantes	Extrême gauche 1	Gauche 2	Centre gauche 3	Centre 4	Centre droit 5	Droite 6+7	Ne sait pas	Total
Effectifs	28	48	111	188	108	125	42	9	801
Boursier (p<0,001)	36% (10)	46% (22)	43% (48)	24% (45)	32% (35)	21% (26)	21% (11)	23% (35)	29% (232)
Revenus mensuels du père <2 288€ (p<0,001)	46% (13)	63% (30)	64% (71)	47% (88)	45% (49)	29% (36)	37% (16)	39% (59)	45% (362)

Lire : 46% des étudiants positionnées à l'extrême gauche perçoivent une allocation d'étude.

Sans grande surprise les étudiants aux revenus parentaux les plus faibles choisissent davantage les deux premières cases de l'axe (extrême gauche et gauche), comme en rend compte l'ACM suivante :

**Figure 11 : ACM sur les identifications politiques des étudiants suivant leurs propriétés économiques (Source : enquête n°1, n=801)<sup>495</sup>**

<sup>495</sup> ACM effectuée à partir des indicateurs d'orientation politique des étudiants (positionnement sur l'axe gauche/droite et proximité partisane), ainsi que des indicateurs de capital économique (allocation d'études, type de logement, revenus du père, nombre de logements détenu par les parents) (7 variables, 37 modalités associées). L'axe 1 oppose les étudiants les plus à gauche (case 1 et 2 de l'axe gauche-droite, proches de la LCR), les moins dotés en ressources économiques (boursiers, revenus mensuels du père inférieurs à 6 000F (915€)), à ceux qui sont à droite (cinquième et sixième case de l'axe, UDF, RPR), les plus dotés en ressources économiques (revenus mensuels du père et de la mère respectivement supérieurs à 30 000F (4 573€) et à 20 000F (3 049€)). L'axe 2 distingue les non-réponses.



Le capital culturel hérité apparaît moins clivant pour l'identification partisane que pour la politisation. Si l'absence de positionnement est le fait des moins dotés en capital culturel hérité, les écarts sont en revanche faibles entre gauche et droite. Seule exception : les grands-parents. Car plus ceux-ci sont diplômés, moins les étudiants se trouvent à la gauche de l'axe (57% de ceux dont le grand-père paternel ne détient aucun diplôme, contre 44% pour ceux dotés d'un diplôme inférieur au bac, et 41% pour ceux avec un diplôme supérieur ou égal au bac). L'influence de la trajectoire sociale semble plus explicite avec les catégories socioprofessionnelles des parents et grands-pères. Les étudiants dont les parents appartiennent à la fonction publique se placent majoritairement à gauche, ceux dont les parents évoluent dans le privé davantage à droite<sup>496</sup>. Les étudiants de gauche représentent ainsi 31% de ceux dont le père exerce une profession intermédiaire dans le privé, 35% pour les artisans/commerçants, 37% pour les professions libérales, 39% pour les cadres supérieurs des entreprises, contre 52% pour les professions intermédiaires du public, et plus de 63% pour les cadres supérieurs de la fonction publique. L'opposition public/privé illustre une distinction des positions parentales dans l'espace social : ceux de la fonction publique étant proches du pôle culturel, les cadres intermédiaires et supérieurs du privé et les professions libérales à l'opposé du pôle économique<sup>497</sup>. L'étude des professions des grands-pères précise l'analyse suivant la trajectoire sociale. D'après l'enquête, plus l'ancienneté d'appartenance aux catégories supérieures est effective, plus les étudiants préfèrent la droite de l'axe (mais pas l'extrême droite). *A contrario*, ceux issus des classes populaires, que ce soit par leurs parents ou grands-parents, se situent plus souvent à gauche. Cette orientation décroît avec les ressources héritées (46% des petits-enfants d'ouvriers ou d'employés sont à gauche contre 32% pour ceux de cadres supérieurs). En conséquence, l'ancienneté d'appartenance aux catégories supérieures est davantage corrélée à une identification à droite des étudiants, alors que l'appartenance des grands-pères aux catégories les moins favorisées de l'espace social correspond plus à un vote à gauche.

---

<sup>496</sup> Ces résultats vont dans le sens des travaux sur la population française, voir entre autres Boy (Daniel), Mayer (Nonna), *L'électeur à ses raisons*, *op. cit.*

<sup>497</sup> Bourdieu (Pierre), *La distinction*, *op. cit.*

**Figure 12 : ACM sur les identifications politiques des étudiants suivant les professions de leurs parents**  
(Source : enquête n°1, n=801)<sup>498</sup>

---

<sup>498</sup> ACM effectuée à partir des indicateurs d'orientation politique des étudiants (positionnement sur l'axe gauche/droite et proximité partisane), ainsi que des professions des parents et du grand-père paternel (5 questions, 41 modalités). Cette ACM rend compte de la distribution des identifications politiques des étudiants suivant la profession de leur père, mère et grand-père paternel.





En dehors des variables relatives à la position sociale héritée, la pratique de la religion et la nationalité des parents demeurent incontournables dans une analyse de ce type. La pratique de la religion catholique, tout d'abord, constitue un facteur traditionnellement dépendant du positionnement à droite<sup>499</sup>. Dans un contexte de faible pratique religieuse (sur l'échantillon moins d'un quart indiquent une pratique régulière), les étudiants catholiques pratiquants (ici 13,5%) ne font pas exception. Par rapport à une absence de pratique régulière, et surtout à la pratique d'une autre religion (islam, judaïsme, bouddhisme), la religion catholique des étudiants est moins souvent associée à la gauche de l'axe (33% des pratiquants de la religion catholique rejoignent la gauche de l'axe contre 44% des non pratiquants et 55,5% des pratiquants d'une autre religion – davantage l'islam que le protestantisme). La nationalité des parents, d'autre part, intervient également<sup>500</sup>. Les étudiants issus de l'immigration votent plus fréquemment à gauche. Avec un père de nationalité étrangère, ils choisissent majoritairement les trois premières cases de l'axe (66% d'entre eux contre 41% pour les étudiants avec un père français) et les partis de gauche (28% pour le PS et 18,5 % pour les Verts contre respectivement 17,5% et 8,5% pour les étudiants avec un père français). Ces résultats, proches de ceux obtenus par A. Muxel sur les jeunes maghrébins<sup>501</sup>, doivent être complétés par une analyse des caractéristiques sociales héritées. Effectivement le positionnement à gauche de ceux dont le père ne possède pas la nationalité française s'explique en partie par leurs ressources économiques moins élevées (*cf.* chapitre I). Clivantes, les propriétés économiques, la profession et la nationalité des parents, et la pratique religieuse ne sont néanmoins pas les seuls éléments de l'héritage à considérer.

## **B. Prégnance des identifications parentales**

Dans leur ouvrage *The American Voter*, Campbell et Converse insistent sur le rôle des identifications politiques des parents. Des études plus récentes réaffirment cet aspect<sup>502</sup> peu développé dans les enquêtes sur les étudiants. Là encore, ceux-ci ne font pas exception. Les positions sur l'axe gauche/droite du père et de la mère par l'étudiant constituent les

---

<sup>499</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion...*, *op. cit.* ; Michelat (Guy), Simon (Michel), « Déterminations ... », art. cit.

<sup>500</sup> Au niveau des jeunes générations, voir Muxel (Anne), « Les attitudes socio-politiques... », art. cit.

<sup>501</sup> Muxel (Anne), « Les attitudes socio-politiques... », art. cit.

<sup>502</sup> Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur a ses raisons*, *op. cit.*

indicateurs parentaux. L'usage des « filiations politiques<sup>503</sup> », au sens donné par Anne Muxel, c'est-à-dire l'identification des étudiants par rapport à celle(s) de leurs parents, complète l'analyse.

### 1. Proximité avec les parents

Sur l'axe gauche/droite, les étudiants se situent majoritairement comme leurs parents : 63% des étudiants à gauche ont un père à gauche contre seulement 13% à droite et 8% au centre (les autres ne se positionnant pas) ; 73% de ceux à droite placent également leur père de ce côté ci, seulement 5% à gauche et 3% au centre. Les résultats diffèrent quelque peu pour le centre (en 4 sur l'axe) : seuls 18% des étudiants au centre de l'axe orientent identiquement leur père, 26% à gauche, et 32,5% à droite. Il faut souligner qu'en dehors du ni gauche, ni droite, le centre rassemble des sympathisants de l'UDF. Les opinions politiques des étudiants sont donc très rarement différentes de chaque parent mais aussi des deux parents, comme le précise ce tableau :

**Tableau 38 : Orientation gauche/droite des étudiants par rapport à leurs parents (%) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Gauche	Droite
Réponse manquante	15% (52)	18% (30)
Même proximité qu'au moins un parent	75% (260)	78% (131)
Deux parents	52% (180)	61% (102)
Un seul parent	23% (80)	17% (29)
Proximité différente	10% (35)	4% (7)
Total	100% (347)	100% (168)

Lire : parmi les étudiants qui se situent à gauche, 75% ont la même proximité qu'au moins un de leurs parents et 10% une proximité différente.

À gauche, 52% ont le positionnement de leurs deux parents, 23% d'un seul, et seulement 10% d'aucun (à droite, respectivement 61%, 17% et 4%). Plus de trois quarts des étudiants de gauche et de droite présentent le même type d'identification qu'au moins un de leurs parents. Sans surprise, avec une position identique des deux parents, la probabilité que les étudiants aient la même est plus élevée (82% à gauche quand les deux parents sont à gauche, 63% quand un seul et 19% quand aucun ; 67% à droite avec les deux parents à droite, 26% avec un seul, et 7% aucun). Par conséquent, l'effet de l'homogénéité politique au sein de

<sup>503</sup> Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, *op. cit.*

la famille<sup>504</sup>, non vérifié sur la politisation l'est sur l'orientation politique. En prolongement des recherches sur la socialisation politique<sup>505</sup>, la formation des attitudes politiques des étudiants s'explique par celles des parents, la transmission s'effectuant notamment par les discussions au sein de la famille au cours de l'enfance et l'adolescence. Une ACM résume les liens avec les parents :

**Figure 13 : ACM sur les identifications politiques des étudiants selon celles de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801)<sup>506</sup>**

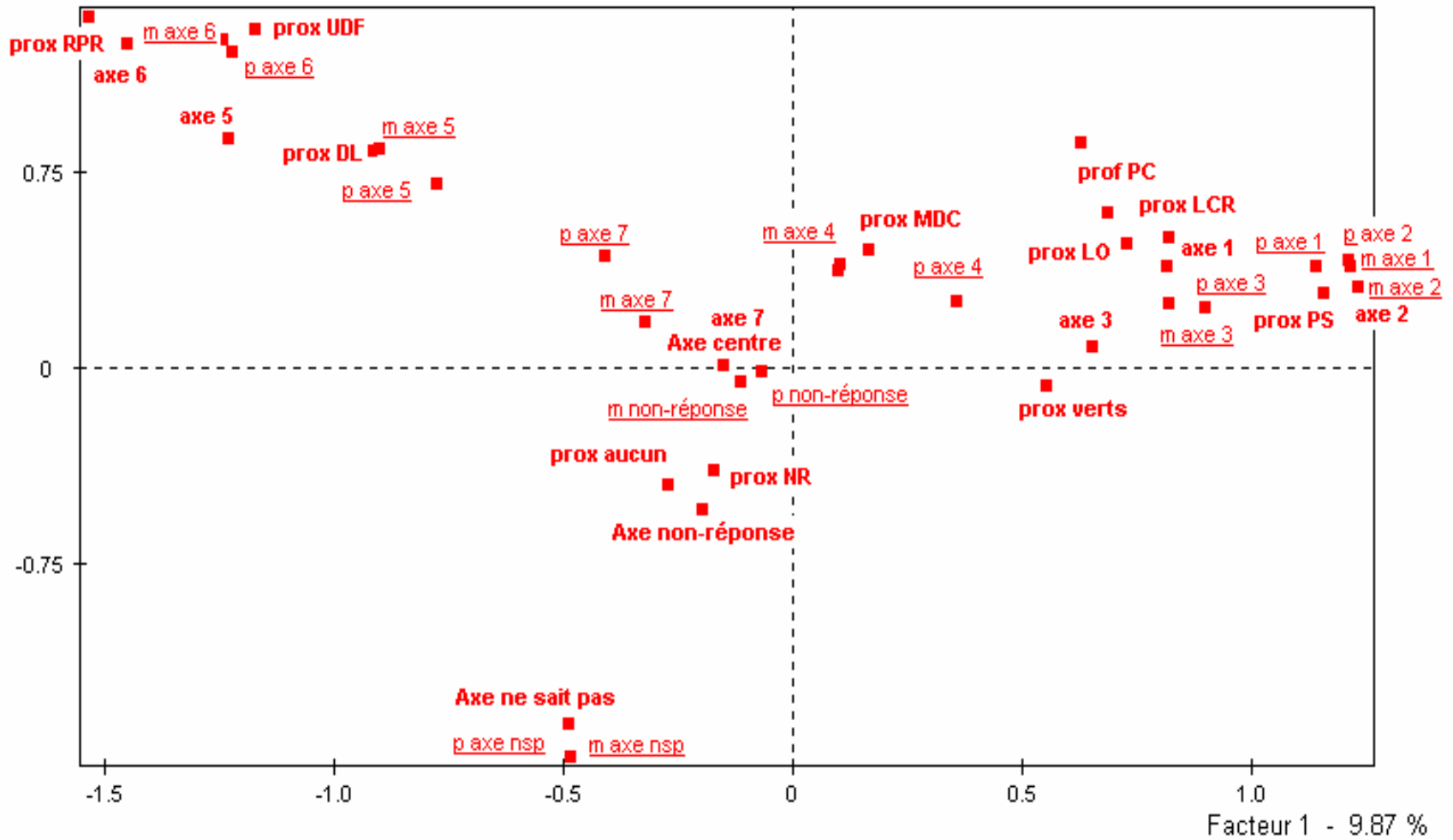
---

<sup>504</sup> Percheron (Annick), « La socialisation politique, défense et illustration », art. cit.

<sup>505</sup> Voir notamment Hyman (Herbert), *Political Socialization*, op. cit. ; Greenstein (F.-I.), *Children and Politics*, op. cit. ; Percheron (Annick), *Socialisation politique*, op. cit.

<sup>506</sup> ACM effectuée à partir des indicateurs d'orientation politique des étudiants et des parents (4 questions, 30 modalités associées). L'axe 1 oppose les étudiants de droite dont les parents sont de droite aux étudiants de gauche dont les parents sont de gauche. L'axe 2 différencie les étudiants et les parents qui ne se positionnent pas politiquement, à ceux de gauche ou de droite.

Facteur 2 - 9.65 %



Les étudiants se positionnent majoritairement comme leurs deux parents, y compris au sein des entités gauche et droite. Des nuances apparaissent toutefois entre la première et la deuxième case de l'axe, entre la troisième et la deuxième ou entre la cinquième et la sixième :

**Tableau 39 : Positionnement politique des étudiants sur l'axe gauche/droite selon la perception qu'ils ont du classement de leur père (%) (Source : enquête n°1, n=801)<sup>507</sup>**

Père Étudiant	Réponse manquante	Extrême Gauche	Gauche	Centre gauche	Centre	Centre droit	Droite	Extrême droite	Ne sait pas	Total
		1	2	3	4	5	6	7		
Réponse manquante	<b>43%</b> (12)	0% (0)	7% (2)	7% (2)	0% (0)	4% (1)	7% (2)	7% (2)	25% (7)	100% (28)
Extrême gauche 1	6,5% (3)	<b>35,5%</b> (17)	<b>12,5%</b> (6)	<b>21%</b> (10)	0% (0)	12,5% (6)	6% (3)	0% (0)	6% (3)	100% (48)
Gauche 2	5,5% (6)	9% (10)	<b>37%</b> (41)	<b>24,5%</b> (27)	9% (10)	2,5% (3)	2,5% (3)	1% (1)	9% (10)	100% (111)
Centre gauche 3	3% (6)	0,5% (1)	18% (34)	38,5% (72)	9% (17)	8,5% (16)	6,5% (12)	0% (0)	16% (30)	100% (188)
Centre 4	4,5% (5)	2% (2)	6,5% (7)	17,5% (19)	17,5% (19)	24% (26)	8,5% (9)	0% (0)	19,5% (21)	100% (108)
Centre droit 5	5% (6)	0% (0)	1,5% (2)	2,5% (3)	4% (5)	<b>49,5%</b> (62)	21,5% (27)	2,5% (3)	13,5% (17)	100% (125)
Droite 6	11,5% (4)	0% (0)	0% (0)	6% (2)	0% (0)	3% (1)	<b>61,5%</b> (21)	9% (3)	9% (3)	100% (34)
Extrême droite 7	11% (1)	11% (1)	0% (0)	0% (0)	0% (0)	22% (2)	0% (0)	<b>45%</b> (4)	11% (1)	100% (9)
Ne sait pas	4,5% (7)	1,5% (2)	3,5% (5)	5,5% (8)	3,5% (5)	10% (15)	2% (3)	0,5% (1)	<b>69%</b> (104)	100% (155)
Total	6% (50)	4% (33)	12% (97)	18% (143)	7% (56)	17% (132)	10% (80)	2% (14)	25% (196)	100% 801

Lire : 21% des étudiants qui se situent à l'extrême gauche (1) placent leur père au centre-gauche (3)

<sup>507</sup> Le test du khi-deux ne peut pas être appliqué ici en raison d'un nombre de cases trop conséquents.

D'après ce tableau, très proche de celui de la mère<sup>508</sup>, 35,5% de ceux en 1 situent leur père en 1, 12,5% en 2 et 21% en 3 ; près de la moitié des étudiants du centre-droit (en 5) classent leurs parents comme eux, environ 20% en 6. Les variations demeurent tout de même peu fréquentes entre l'extrême gauche et le centre gauche – ceux en 3 n'ayant presque jamais un père en 1 (seulement 0,5%). À l'intérieur des entités gauche et droite, les étudiants de droite s'orientent de manière un peu plus automatique par rapport à leurs parents, ce que l'offre politique moins diversifiée à droite et le positionnement stigmatisé à l'extrême droite semblent expliquer. L'offre politique des partis et des candidats correspond ainsi à un espace des possibles. Certains étudiants se reconnaissent davantage dans des candidats plutôt jeunes. Les entités gauche et droite forment un cadre strict, au sein duquel ils prennent davantage de liberté, comme s'ils s'autorisaient des écarts à ce niveau là, comme si le lien était plus lâche. Par exemple, pour ceux dont les parents expriment leurs suffrages en faveur du PS, le vote pour un candidat des Verts apparaît possible et non-contradictoire, les différences n'étant pas excessives entre les deux partis, notamment au moment de l'interrogation (2001/2002) lorsque les Verts appartiennent à « la gauche plurielle » et participent au gouvernement Jospin. En revanche, leur proximité pour un candidat d'extrême gauche paraît moins probable – plus encore pour A. Laguiller qu'O. Besancenot – que pour les étudiants dont le père soutient le PCF ou les partis d'extrême gauche.

## **2. La transmission favorisée par la politisation**

Parmi les facteurs qui favorisent la transmission des identifications politiques au sein de la famille, A. Percheron distingue l'intérêt des parents pour la politique<sup>509</sup>. V. Tournier y ajoute le niveau d'intérêt de l'enfant : la transmission augmente quand l'intérêt des lycéens est élevé<sup>510</sup>. Le recours aux filiations politiques permet de confirmer ces résultats.

A. Muxel distingue deux groupes – les affiliés et les désaffiliés – qui correspondent à six types de filiations<sup>511</sup>. Trois filiations définissent les affiliés. Les filiations « gauche » (les deux parents sont à gauche ou au moins l'un des deux parents sans que l'autre ne soit à droite) et « droite » (les deux parents sont à droite ou au moins l'un des deux parents sans que l'autre ne soit à gauche) vont de pair avec une homogénéité des choix et une absence de choix

---

<sup>508</sup> Voir en annexe, le tableau A195.

<sup>509</sup> Percheron (Annick), « Peut-on encore parler d'héritage... », art. cit., p. 166-167.

<sup>510</sup> Vincent (Tournier), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée, p.658.

<sup>511</sup> Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, op. cit., p. 53 et s.

contradictoire entre père, mère et ego<sup>512</sup>. La filiation « a-politique » (ego ne se positionne pas à l'instar de ses parents) complète ces deux types car : « on peut (aussi) hériter d'une absence de choix, s'y rallier et la reproduire à son tour<sup>513</sup> ». D'autre part, les désaffiliés regroupent trois autres filiations : « non homogène » (choix parentaux divergents ou inexistants), « changement » (des parents à gauche et ego à droite ou inversement), et enfin « décrochage » (les parents à gauche ou à droite alors qu'ego soit ne se positionne ni à gauche, ni à droite, soit ne se positionne pas du tout). De même que pour la population française, l'enquête fait état d'une majorité d'étudiants affiliés. Au sein de l'échantillon, 42,5% ont une filiation, soit à gauche (27,5%), soit à droite (15%), auxquels s'ajoutent les étudiants à la filiation a-politique (25%). De la sorte, deux tiers des étudiants interrogés se rapportent à la catégorie des affiliés et reproduisent les orientations politiques parentales – résultat très proche de celui proposé par A. Muxel sur la population française (66% d'affiliés)<sup>514</sup>. Restent un tiers qui se partagent entre les trois catégories de désaffiliés : 17,5% font état d'une filiation non homogène c'est-à-dire avec des parents aux identifications politiques contradictoires, 10,5% un décrochage, et seulement 4,5% un changement de positionnement. Les étudiants en changement (ou opposition) par rapport à leurs deux parents sont donc très peu nombreux. La distribution des étudiants diffère ici quelque peu de la population française, notamment concernant le changement (4,5% ici contre 11%) et le décrochage (10,5% contre 7%). Ces résultats témoignent-ils d'une socialisation familiale plus présente au niveau des étudiants que des salariés ? Les étudiants se distinguent en effet par une prise d'autonomie plus tardive, en raison du maintien de leur dépendance vis-à-vis de leurs parents<sup>515</sup>.

Du point de vue de la distribution de la politisation parentale selon les filiations, les parents des étudiants à la filiation a-politique s'intéressent et participent politiquement le moins, alors que ceux dont l'enfant présente une filiation droite ou gauche sont les plus politisés (environ 54% des pères des étudiants aux filiations droite et gauche s'intéressent à la politique contre 47% pour la filiation décrochage, 44% en changement, 41% non homogène et seulement 36% pour la filiation a-politique). Confirmant les précédentes enquêtes sur les enfants, la transmission – hormis celle d'une absence de positionnement – est plus prégnante en cas d'intérêt politique des parents. Les indicateurs de politisation des étudiants se distribuent également différemment suivant le type de filiation :

---

<sup>512</sup> Ego correspond à l'étudiant interrogé.

<sup>513</sup> Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, *op. cit.*, p. 57.

<sup>514</sup> *Ibid.*, p. 56 et s.

<sup>515</sup> Cicchelli (Vincenzo), *La construction de l'autonomie...*, *op. cit.*

**Tableau 40 : Filiation suivant les comportements politiques des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)**

	Droite	Gauche	A-politique	Non homogène	Changement	Décrochage	Valeur de p
Effectifs	120	221	201	139	35	85	
Intérêt politique	46% (55)	43% (95)	<b>16%</b> (33)	36% (50)	<b>51%</b> (18)	33% (28)	p<0,001
Suivi de l'actualité politique	<b>42%</b> (50)	35% (78)	<b>20%</b> (41)	33% (46)	<b>43%</b> (15)	22% (19)	p<0,001
Lecture d'un quotidien	<b>50%</b> (60)	42% (92)	<b>24%</b> (49)	32% (45)	<b>46%</b> (16)	39% (33)	p=0,001
Maîtriser les questions politiques	33% (38)	34% (74)	<b>11%</b> (21)	28% (39)	29% (10)	26% (22)	p<0,001

Lire : 42% des étudiants à la filiation droite suivent régulièrement l'actualité politique

La filiation a-politique correspond à la politisation la moins élevée, au contraire des filiations droite, gauche, mais aussi changement. L'intérêt politique est par exemple plus marqué pour les étudiants aux filiations droite (46% intéressés), gauche (43%), changement (51%), que pour ceux des filiations des filiations non homogène (36%), décrochage (33%), et surtout a-politique (16%). L'intérêt politique des parents et des étudiants favorise la transmission d'identification. Seule exception : les étudiants en changement que nous aborderons davantage dans le chapitre IV.

En conséquence, les éléments de position sociale, la politisation et les identifications parentales forment des facteurs à fort pouvoir explicatif. Une ACM permet de résumer les principaux résultats.

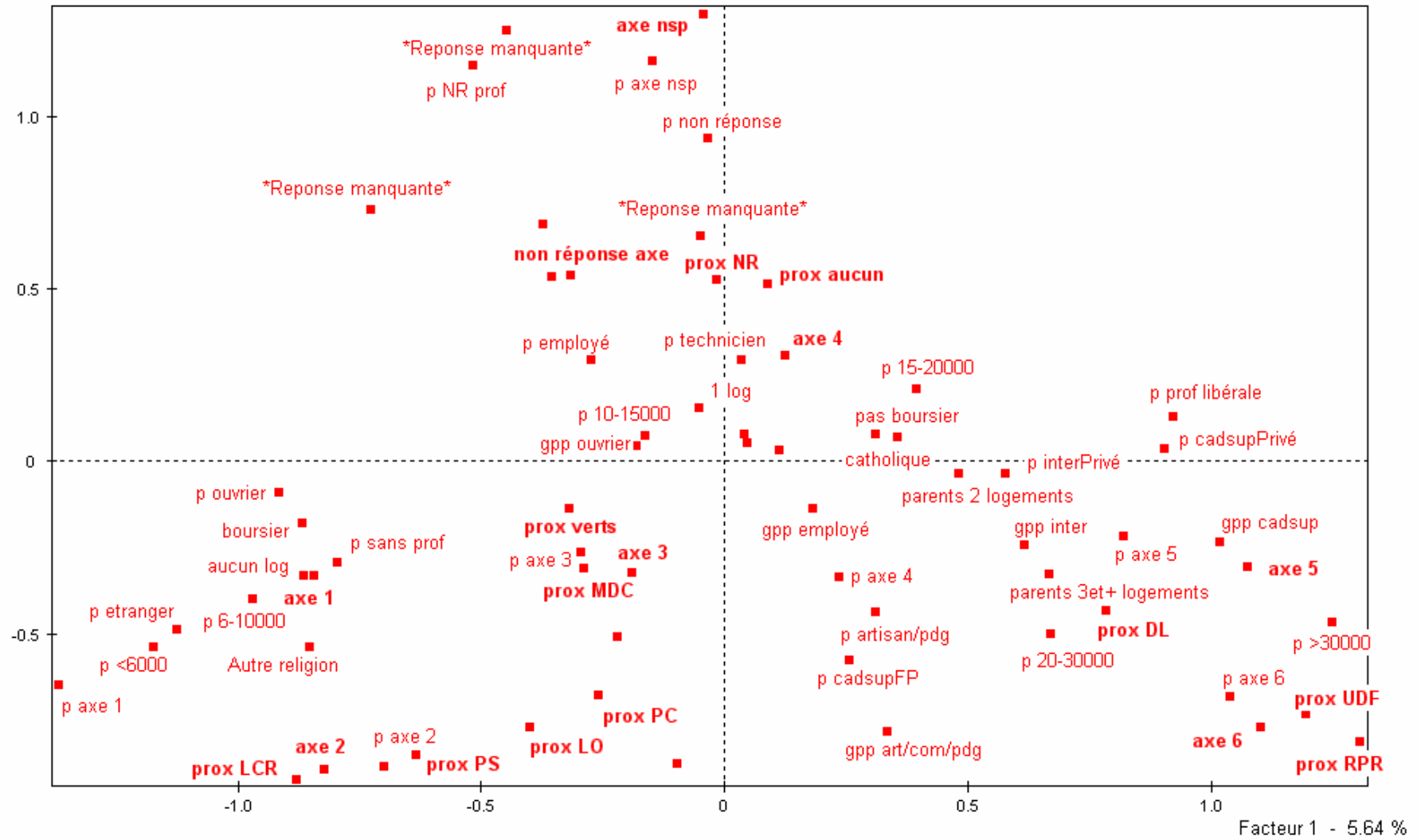
**Figure 14 : ACM sur le positionnement politique des étudiants en fonction de leurs caractéristiques sociopolitiques héritées (enquête n°1, n=801)<sup>516</sup>**

<sup>516</sup> Il s'agit d'expliquer l'orientation politique des étudiants par la mise en évidence des liaisons les plus importantes entre les 10 principaux indicateurs (59 modalités) : généraux (la nationalité du père, la pratique d'une religion), politiques (le positionnement sur l'axe gauche/droite de l'étudiant et de son père, la proximité avec un parti politique) et socioéconomiques (le fait d'être boursier, le nombre de logements détenus par les parents, les revenus mensuels du père, la profession du père et du grand-père paternel) (sur le détail de l'ACM et de la classification hiérarchique ascendante correspondante, voir en annexe).



Facteur 2 - 4.38 %

### Positionnement politique des étudiants et caractéristiques sociopolitiques héritées



L'explication de l'orientation politique des étudiants ne peut pas faire l'impasse sur les variables socioculturelles héritées. Les propriétés économiques distinguent les identifications gauche/droite, le capital culturel hérité le positionnement et le refus de se positionner. Les étudiants dont les parents sont proches du pôle culturel ont plus souvent des opinions de gauche que de droite. L'ancienneté d'appartenance aux catégories supérieures s'accompagne d'une propension plus élevée à voter à droite. L'étude de la pratique religieuse et de la nationalité des parents complète l'analyse et réaffirme les résultats obtenus auprès de la population française. La politisation des parents et des étudiants crée un environnement favorable à la transmission. Qu'en est-il du poids respectif des variables relatives à l'héritage ? Différentes techniques statistiques permettent de montrer le poids plus clivant des pratiques politiques parentales sur les propriétés socioculturelles. La technique de la segmentation tout d'abord. Quel que soit le niveau des revenus du père, les étudiants avec deux parents à droite sont beaucoup plus souvent à droite (plus de 60%) que ceux avec un seul parent à droite (entre 10% et 36%) ou aucun parent à droite (entre 4% et 11%). Les modèles de régression logistique ensuite :

**Tableau 41 : L'explication du positionnement politique des étudiants à gauche (Régression logistique,  $c=0,811$ ) (Source : enquête n°1, n=801)<sup>517</sup>**

	<i>Odds-ratio</i>	Positionnement de l'étudiant à gauche	Significativité
<b>Nationalité du père</b>			
Française	Réf.	Réf.	Réf.
Étrangère	2,687	0,4943	0,001
<b>Revenus du père</b>			
non réponse	0,688	-0,4296	<0,05
<1 524€	1,350	0,2451	NS
1 524€-3 049€	1,342	0,2394	<0,1
>3 049€	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Positionnement du père</b>			
non réponse	1,190	-0,8774	<0,001
gauche	15,027	1,6583	<0,001
centre	3,752	0,2707	NS
droite	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Effectifs</b>			
Étudiants à gauche		347	
Étudiants pas à gauche		454	
<b>Ensemble</b>		<b>801</b>	

<sup>517</sup> La modalité à expliquer est le positionnement à gauche des étudiants obtenu par le recodage des positions 1, 2 et 3 sur l'axe gauche/droite (extrême gauche, gauche, et centre gauche). Le modèle utilisé ici est de type logit. La situation de référence est un étudiant dont le père a la nationalité française, avec des revenus supérieurs à >3 049€, qui vote à droite. La nationalité étrangère, une non réponse à la question des revenus et sur le positionnement du père, et le positionnement du père sont des modalités corrélatives d'un positionnement plus fréquent à gauche.

**Tableau 42 : L'explication du positionnement politique des étudiants à droite (Régression logistique,  $c=0,839$ ) (Source : enquête n°1, n=801)<sup>518</sup>**

	<i>Odds-ratio</i>	Positionnement de l'étudiant à droite	Significativité
<b>Nationalité du père</b>			
Française	Réf.	Réf.	Réf.
Étrangère	1,038	0,0187	NS
<b>Revenus du père</b>			
non réponse	0,782	0,1294	NS
<1 524€	0,484	-0,3495	<0,1
1 524€-3 049€	0,588	-0,1552	NS
>3 049€	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Positionnement du père</b>			
non réponse	0,133	0,00968	NS
gauche	0,028	-1,5575	<0,001
centre	0,081	-0,4813	NS
droite	Réf.	Réf.	Réf.
<b>Effectifs</b>			
Étudiants à droite		168	
Étudiants pas à droite		633	
<b>Ensemble</b>		<b>801</b>	

Sur le modèle explicatif du positionnement des étudiants à gauche, l'orientation à gauche du père est « toutes choses étant égales par ailleurs », pour reprendre l'expression commune à ce type d'analyse, la réponse la plus significative (*odds-ratio* à 15,027 contre 1,350 pour les revenus mensuels du père inférieurs à 1 524€). Contrairement au positionnement et à la nationalité du père, les revenus ne sont pas significatifs au seuil de 5%.

Ainsi, que ce soit pour la politisation ou l'identification politique, les parents, et plus largement la famille, représentent la principale variable explicative des comportements politiques des étudiants. Au regard de ces résultats, on pourrait douter d'un effet du contexte d'études.

<sup>518</sup> La modalité à expliquer est le positionnement à droite des étudiants obtenu par le recodage des positions 5, 6 et 7 sur l'axe gauche/droite (centre droit, droite, extrême droite). Le modèle utilisé ici est de type logit. La situation de référence est un étudiant dont le père a la nationalité française, avec des revenus supérieurs à >3 049€, qui vote à droite. Des revenus du père inférieurs à 1 524€ et un positionnement du père à gauche diminue les chances d'un positionnement à droite de l'étudiant.

## II. Changements d'identifications politiques en sociologie et sciences politiques

Comme nous l'avons évoqué, les enquêtes sur l'explication des identifications partisans des enfants et des adolescents traitent peu de l'action du contexte scolaire. Les rares qui l'abordent insistent sur l'influence du groupe des pairs<sup>519</sup>. L'enquête de T. Newcomb invite à ne pas totalement rejeter auprès des étudiants le rôle des enseignants et des enseignements<sup>520</sup>. Le contexte d'études influence-t-il les opinions politiques ? Les résultats précédents inciteraient à en douter. Pourtant, il est possible de considérer qu'au sein des filières où la politisation fait sens, les prises de position politique font partie des routines et des normes. À l'image de la politisation, un prisme d'analyse consiste à observer les variations suivant le type d'études, tout en prenant en compte l'héritage familial. Compte tenu de l'importance de la socialisation parentale, l'effet du contexte d'études ne peut dans un premier temps se spécifier que par rapport aux parents. L'idée est de se focaliser sur deux filières qui présentent un rapport plus ou moins direct avec l'actualité et la politique, mais *a priori* des opinions politiques différentes. Le choix s'est arrêté sur le couple sociologie/IEP. Il est commun de considérer la sociologie comme ancrée à gauche. D'autre part, Sciences Po apparaît comme un lieu où règne la culture du compromis et non des extrêmes, où « les élèves nuancent leurs convictions politiques<sup>521</sup> » et se situent peu aux extrêmes de l'axe gauche/droite. En ce sens, le propos d'une ancienne élève de l'IEP de Strasbourg est presque caricatural : « J'aime bien la mesure, j'aime bien la modération parce que je pense qu'il n'y a que comme cela qu'on peut réformer, et par conséquent faire avancer les choses » (Aurélie/106). Le compromis « *made in Sciences Po* », pour utiliser des termes indigènes, ou la « marque Sciences Po », « un sens de la mesure », « un mélange de prudence et de certitudes techniques », pour reprendre F. Dubet<sup>522</sup>, sont autant d'appellations, des caractéristiques du métier d'étudiant à Sciences Po, qui font référence au « oui, mais » véhiculé par les enseignants et les élèves, parfois même sous forme de dérision, que ce soit pour expliciter la manière de construire un plan de dissertation ou de mener un exposé oral en deux parties – le plan Sciences Po est une ethnométhode<sup>523</sup>. Afin d'apprécier l'action du

---

<sup>519</sup> Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée.

<sup>520</sup> Newcomb (Theodore M.), *Personality and social change...*, *op. cit.*

<sup>521</sup> Sur les étudiants de l'IEP de Bordeaux, Dubet (François), « Dimensions et figures de l'expérience étudiante... », art. cit., p. 527.

<sup>522</sup> *Ibid.*, p. 527.

<sup>523</sup> Sur le plan Sciences Po comme pensée binaire et ordre des choses : Eymery (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, *op. cit.*, p. 75 et s.

contexte d'études, la méthode la plus appropriée aurait certainement été un panel. Néanmoins, cette entreprise est difficile à mettre en place, en raison de la volatilité de la population des étudiants de sociologie, notamment entre la première et la deuxième année avec de nombreux abandons, puis entre la deuxième et la troisième année avec des réorientations vers d'autres cursus (sciences de l'éducation notamment). La population de l'IEP est plus stable, mais les élèves sont néanmoins absents en troisième année (année de mobilité à l'étranger). Dès lors, ne disposant pas d'un temps suffisant pour cette procédure, nous avons utilisé l'enquête par questionnaire réalisée sur un ensemble de filières (enquête n°1, n=801), et procédé à une autre enquête quantitative auprès d'effectifs plus conséquents en sociologie et à l'IEP (enquête n°3, n=459)<sup>524</sup>.

Si les étudiants de sociologie sont plus à gauche que leurs parents et les étudiants de Sciences Po plus au centre, il s'agit aussi de l'expliquer. C'est à partir d'observations menées régulièrement en sociologie et à l'IEP, ainsi que d'entretiens approfondis auprès d'étudiants – et de quelques enseignants – de ces deux filières qu'il est possible d'envisager un effet du contexte d'études sur les orientations politiques. Une partie des étudiants ajustent leurs comportements à leur environnement scolaire afin de s'y affilier<sup>525</sup>. Si la socialisation anticipatrice et le groupe des pairs sont des vecteurs importants, les données recueillies incitent à ne pas négliger l'importance de la communauté étudiante, notamment des enseignements. L'adoption par certains étudiants des comportements spécifiques à leur communauté étudiante – c'est-à-dire d'un ensemble de rôles significatifs en son sein – réorganise leur identité politique<sup>526</sup>. L'enquête menée invite à réévaluer l'influence de la discipline universitaire sur les choix politiques – non seulement en termes de contexte mais aussi de lieu d'acquisition de connaissances et de compétences susceptibles de participer à la construction identitaire. Après avoir mis en évidence un possible effet du contexte d'études, cette partie s'attachera à analyser des cas de modifications d'identifications partisans en lien avec des prises de rôle qui font sens par rapport aux enseignements.

### **A. Effet de contexte**

Les précédentes enquêtes sur les opinions politiques des étudiants établissent un ensemble de variations suivant les filières. P. Le Galès décrit les lettres et sciences humaines

---

<sup>524</sup> Enquête n°3, n=459 avec n=212 en sociologie et n=247 à l'IEP, voir la méthodologie en annexe.

<sup>525</sup> En ce sens voir Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant*, op. cit.

<sup>526</sup> Sur la réorganisation identitaire suite à la prise de rôle, Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité... », art. cit.

plus à gauche que le droit, les sciences économiques et les sciences ; l'UFR de langue et les IUT se situant entre les deux<sup>527</sup>. C. Le Bart et P. Merle observent une orientation à gauche plus fréquente à l'IEP qu'en AES et droit, la proximité avec la droite se révélant plus importante en droit<sup>528</sup>. Cependant pour percevoir un effet filière, et compte tenu de l'importance de la socialisation familiale sur les opinions politiques, il convient de relever les différences de positionnement avec les parents, ce que ces deux recherches ne font malheureusement pas.

### **1. Variations dans l'espace d'études**

#### **La distribution des identifications partisans dans l'espace des filières clivée par les variables de l'héritage**

Sur la première enquête (n=801), le vote à gauche est majoritaire en sociologie, sciences politiques<sup>529</sup>, mathématiques et IUT communication, mais relativement faible en école d'ingénieur, IUT génie civil, école de commerce et pharmacie :

---

<sup>527</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique... », art. cit., p. 139-140.

<sup>528</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, op. cit.

<sup>529</sup> Ce résultat n'est guère étonnant au regard de l'élection factice organisée à l'IEP de Strasbourg avant la présidentielle de 2002 qui a donné L. Jospin et N. Mamère en tête.

**Tableau 43 : Positionnement politique de l'étudiant sur l'axe gauche/droite selon le type d'études (%)**  
 (Source : enquête n°1, n=801)<sup>530</sup>

Filières	Non-réponses	1	2	3	4	5	6	7	Ne sait pas	Total
Sociologie	5% (5)	<b>17%</b> (18)	<b>27,5%</b> (29)	23% (24)	15% (16)	5% (5)	0% (0)	1% (1)	6,5% (7)	100% (105)
Staps	4% (4)	1% (1)	13,5% (14)	19,5% (20)	<b>19,5%</b> (20)	17% (17)	4% (4)	1% (1)	20,5% (21)	100% (102)
Histoire	1,5% (1)	9% (6)	9% (6)	28% (19)	16,5% (11)	15% (10)	6% (4)	3% (2)	12% (8)	100% (67)
Droit	4% (3)	5% (4)	9% (7)	25% (20)	14% (11)	17,5% (14)	9% (7)	2,5% (2)	14% (11)	100% (79)
IEP	5,5% (4)	2,5% (2)	13% (10)	<b>41%</b> (31)	6,5% (5)	21% (16)	0% (0)	0% (0)	10,5% (8)	100% (76)
Économie	3% (2)	8% (5)	14% (9)	17,5% (11)	14% (9)	17,5% (11)	5% (3)	0% (0)	21% (13)	100% (63)
Mathématiques	3% (2)	5,5% (4)	18% (13)	27% (19)	15,5% (11)	14% (10)	3% (2)	0% (0)	14% (10)	100% (71)
Biologie	3,5% (2)	5,5% (3)	9,5% (5)	22% (12)	15% (8)	13% (7)	2% (1)	0% (0)	29,5% (16)	100% (54)
Pharmacie	3,5% (2)	2% (1)	5,5% (3)	22% (12)	9,5% (5)	11% (6)	7,5% (4)	2% (1)	<b>37%</b> (20)	100% (54)
Ecole de commerce	3% (1)	0% (0)	6,5% (2)	22,5% (7)	6,5% (2)	<b>39%</b> (12)	3% (1)	0% (0)	19,5% (6)	100% (31)
Ecole d'ingénieur	3% (1)	3% (1)	8% (3)	11% (4)	14% (5)	16,5% (6)	5,5% (2)	0% (0)	<b>39%</b> (14)	100% (36)
IUT communication	3% (1)	3% (1)	24% (7)	17% (5)	10% (3)	6% (2)	6% (2)	3% (1)	28% (8)	100% (30)
IUT génie civil	0% (0)	6% (2)	9% (3)	12% (4)	6% (2)	<b>27,5%</b> (9)	<b>12%</b> (4)	3% (1)	24,5% (8)	100% (33)

Lire : 17% des étudiants de sociologie interrogés se positionnent sur la première case de l'axe gauche/droite

L'orientation politique à droite apparaît plus élevée en école de commerce et IUT génie civil (42% environ), puis en droit, mais moins fréquente en biologie et surtout en sociologie (6%). L'absence d'identification (non-réponses et ne sait pas) concerne davantage

<sup>530</sup> Pour ce tableau également, le test du khi-deux ne peut pas être valide en raison du nombre de cases trop élevées.



les filières scientifiques (école d'ingénieur et pharmacie : plus de 40%) que celles de sciences humaines et sociales (sociologie, sciences politiques, histoire et droit : entre 10 et 20%). Enfin, au sein des entités gauche et droite, c'est en sociologie que les étudiants se classent le plus souvent sur les deux premières cases de l'axe (extrême gauche et gauche), à l'IEP sur la troisième (centre gauche), en école de commerce sur la cinquième (centre droit), et à l'IUT génie civil sur la sixième (droite). La sociologie est bien la filière la plus à gauche (68% des étudiants contre 22% en école d'ingénieur). Quant aux étudiants de l'IEP, ils sont effectivement les plus nombreux à se situer sur les trois cases centrales (3, 4 et 5) (69% contre 33% en IUT communication).

Les identifications différentielles des étudiants suivant leur filière ne sont bien évidemment pas indépendantes de leurs propriétés socioculturelles héritées et de l'orientation politique de leurs parents, comme en rend compte l'ACM suivante qui met en correspondance la filière d'études avec le positionnement politique des étudiants et des parents, et leurs propriétés socioculturelles :

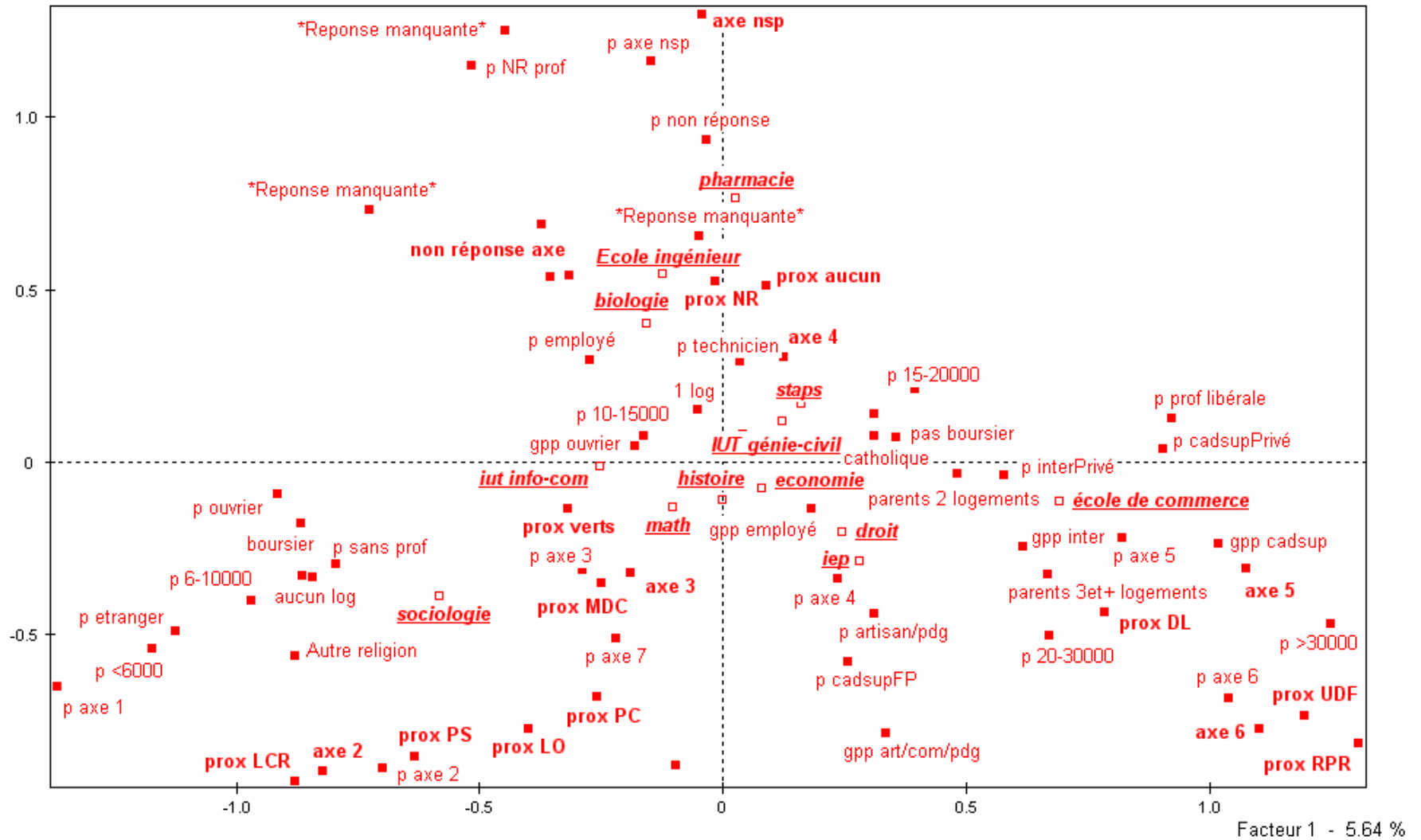
**Figure 15 : ACM sur le positionnement politique étudiants en fonction de leurs caractéristiques sociopolitiques héritées, filière d'études en variable illustrative (source : enquête n°1, n=801)<sup>531</sup>**

---

<sup>531</sup> Il s'agit de l'ACM sur le positionnement politique des étudiants en fonction de leurs caractéristiques héritées, cf. figure 14.

Facteur 2 - 4.38 %

**Positionnement politique des étudiants et caractéristiques sociopolitiques héritées (filière d'études en variable illustrative)**



Une interprétation du positionnement à gauche des étudiants en sociologie réside dans leurs ressources économiques peu élevées (revenus mensuels du père fréquemment inférieurs à 1 524€) et les identifications à gauche ou à l'extrême gauche de leurs parents. De même, les étudiants en école de commerce, plus fréquemment à droite, sont ceux dont les parents se situent le plus souvent sur les cases 5 et 6 de l'axe ainsi que dans les catégories aux revenus mensuels les plus élevés (supérieurs à 3 049€ et 4573€). Quant au positionnement des élèves de l'IEP avant tout en 3, 4 et 5, il concorde avec les professions de leurs parents (39% des pères et 28% des mères y sont cadres supérieurs), professions qui votent plutôt de manière modérée, pour les partis de gouvernement. Dès lors, pour appréhender si effet filière il y a, une stratégie consiste à comparer les positions des étudiants suivant leur filière avec celles de leurs parents. En fait, le classement de l'orientation à gauche du père selon le type d'études est proche de celui des étudiants. Sociologie, mathématiques et IUT communication forment les filières où les pères sont plus souvent à gauche. La moitié des parents se situent à gauche en sociologie, et environ 40% en mathématiques et IUT communication. D'autre part, c'est en école de commerce et IUT génie civil que le vote à droite semble le plus commun, et à l'IEP où les parents se trouvent surtout en 3, 4 ou 5 sur l'axe (56% des pères et 59,5% des mères contre respectivement 42% et 49,5% en sociologie). Les écarts entre étudiants et parents demeurent relativement restreints (le plus fréquemment inférieurs à 10%). Ils apparaissent néanmoins plus importants en sociologie où deux tiers des étudiants (67,5%) se placent à gauche contre seulement la moitié des parents (49,5% pour le père et 54% pour la mère). La taille relative des effectifs au sein des filières ne permet pas d'approfondir l'analyse, notamment sur les deux filières retenues (n=105 en sociologie et n=76 à l'IEP).

### **Un effet filière en sociologie et IEP**

L'enquête n°3 réalisée auprès des étudiants de sociologie et de l'IEP, plus adaptée, fait part de positionnements quasi équivalents à la première enquête<sup>532</sup>. Afin d'appréhender les écarts entre les identifications des étudiants et de leurs parents, la stratégie la plus appropriée est celle de V. Tournier sur les différences entre les lycéens du privé et du public<sup>533</sup>. Il s'agit

---

<sup>532</sup> Près de deux tiers (63%) des étudiants de sociologie sont à gauche (36% sur les deux premières cases), 10,5% au centre, 8,5% à droite, 18% de « ne sait pas ». Deux tiers de ceux de l'IEP se situent sur l'une des trois cases centrales de l'axe (centre gauche, centre ou centre-droit) (66%), 56% à gauche (24% sur les deux premières cases), 14% au centre, 25,5% à droite, 4,5% de « ne sait pas » (enquête n°3, n=459 avec n=212 en sociologie et n=247 à l'IEP).

<sup>533</sup> Tournier (Vincent), « École publique, école privée, le clivage oublié... », art. cit.

de se demander comment se répartissent les préférences politiques des étudiants de sociologie et d'IEP dont les parents sont d'un côté à droite, et de l'autre à l'extrême gauche. L'orientation à gauche des étudiants de sociologie qui ont des parents de droite est tout d'abord plus fréquente qu'à l'IEP, comme le signale le tableau suivant :

**Tableau 44 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont le père est à droite (Source : enquête n°3, n=459) (p<0,01)**

	Filière	Positionnement des étudiants					Total
		Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Non-réponse	
Père à droite	Sociologie	<b>45%</b> (18)	15% (6)	30% (12)	10% (4)	0% (0)	100% (40)
	IEP	<b>24%</b> (20)	18% (15)	55% (46)	2% (2)	1% (1)	100% (84)
Mère à droite	Sociologie	<b>46%</b> (19)	15% (6)	29% (12)	10% (4)	0% (0)	100% (41)
	IEP	<b>15%</b> (11)	19% (14)	63% (45)	1% (1)	1% (1)	100% (72)

Lire : 45% des étudiants de sociologie dont le père se situe à droite se positionnent à gauche

Les étudiants de sociologie dont le père est à droite préfèrent à 45% la gauche contre 24% à l'IEP. De même, 46% des étudiants de sociologie avec une mère à droite choisissent la gauche de l'axe contre seulement 15% à l'IEP. En considérant les deux parents, les résultats sont très proches. Quand au moins un des parents est à droite sans que le positionnement de l'autre soit contradictoire, la proportion des étudiants qui se classent à gauche passe de 36% en sociologie à 14% à l'IEP. Une partie non négligeable des étudiants de sociologie se trouvent donc plus à gauche que leurs parents, ce qui n'est quasiment pas le cas de ceux de l'IEP.

Suivant le même principe, les élèves de l'IEP sont-ils plus au centre que leurs parents ? Parmi les étudiants dont les parents se situent à l'extrême gauche ou à gauche (en 1 ou 2 sur l'axe), ceux de l'IEP apparaissent toujours plus nombreux à la droite de leurs parents (en 3, 4, 5 ou 6) que ceux en sociologie, tel que l'indique ce tableau :

**Tableau 45 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont le père est en 1 ou 2 sur l'axe gauche/droite (Source : enquête n°3, n=459) (p<0,01)**

	Filière	Positionnement des étudiants		Total
		1 ou 2	3,4, 5 ou 6	
Père à l'extrême gauche ou à gauche (en 1 ou 2 sur l'axe)	Sociologie	79% (38)	<b>21%</b> (10)	100% (48)
	IEP	50% (21)	<b>50%</b> (21)	100% (42)
Mère à l'extrême gauche ou à gauche (en 1 ou 2 sur l'axe)	Sociologie	74% (40)	<b>26%</b> (14)	100% (54)
	IEP	62% (28)	<b>38%</b> (17)	100% (45)

Lire : 50% des étudiants de l'IEP dont le père est en 1 ou 2 sur l'axe se positionnent en 1 ou 2

Ainsi, 50% des élèves de l'IEP dont le père est en 1 ou 2 sur l'axe se trouvent plus à droite que lui contre seulement 21% en sociologie (respectivement 38% et 26% pour la mère)<sup>534</sup>. Résultats quasiment équivalents quand on considère les deux parents :

**Tableau 46 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont les parents sont en 1 ou 2 sur l'axe gauche/droite (Source : enquête n°3, n=459) (p<0,01)**

	Filière	Positionnement des étudiants		Total
		1 ou 2	3,4, 5 ou 6	
Au moins un des deux parents à l'extrême gauche ou à gauche (1 ou 2 sur l'axe) sans que le positionnement de l'autre parent ne soit contradictoire <sup>535</sup>	IEP	51% (32)	<b>49%</b> (31)	100% (63)
	Sociologie	73% (49)	<b>27%</b> (18)	100% (67)

Lire : 51% des étudiants de l'IEP dont au moins un des parents est en 1 ou 2 sur l'axe gauche/droite se positionnent en 1 ou 2

Avec au moins un des deux parents en 1 ou 2 sur l'axe (sans un positionnement contradictoire de l'autre parent), 49% des élèves de l'IEP sont plus à droite contre seulement 27% en sociologie<sup>536</sup>. Attraction vers la gauche en sociologie, attraction vers le centre à l'IEP, l'héritage n'a pas le même effet suivant le contexte d'études.

<sup>534</sup> Précisons que, si les étudiants se situent différemment, les oppositions politiques (ego à droite et les deux parents à gauche, ou ego à gauche et les deux parents à droite) sont rares : 9% des étudiants de l'IEP, 7% en sociologie.

<sup>535</sup> Non contradictoire : non réponses, ne sait pas, case 1 ou 2.

<sup>536</sup> Ce sont le plus souvent des étudiants positionnés en 3.

Une première explication consiste à envisager que les étudiants de sociologie à l'orientation politique différente de leurs parents étaient déjà à gauche avant le début de leurs études au sein de cette filière. L'influence du contexte lycéen étant avérée<sup>537</sup>, les limites des socialisations primaires ne suffisent pas à considérer une action de la carrière étudiante. Leur orientation scolaire peut en ce sens être liée à leurs opinions politiques, ce qui impliquerait une perception *a priori* de l'orientation politique au sein des filières. Cet élément n'est pas en soi mesurable par le questionnaire. Néanmoins, on objectera que si la scolarisation au lycée influence les identifications politiques des lycéens, il n'y a pas de raison que le supérieur ne constitue pas également un contexte socialisateur. Deuxièmement, pour les étudiants dont les parents ne partagent pas les mêmes opinions (l'un à gauche, l'autre à droite), la scolarisation en sociologie pourrait par exemple favoriser l'activation de leurs prédispositions à gauche et mettre en veille celles concernant la droite. Cette interprétation n'est cependant pas satisfaisante lorsque les deux parents sont plus à gauche ou plus à droite. Pour appréhender l'aspect socialisateur du contexte d'études, on doit recourir à des données qualitatives.

## **2. Identification à la communauté étudiante et réorganisation identitaire**

C'est par une étude de cas que l'on souhaite montrer plus précisément l'action du contexte d'études et les conséquences de l'ajustement à la communauté étudiante sur les opinions politiques. À son entrée à l'IEP de Strasbourg, Anne/98, aujourd'hui étudiante en maîtrise de droit, se positionne en faveur du Parti communiste français. Son héritage politique familial explique cette identification politique, peu fréquente au niveau des étudiants, qui plus est dans un IEP (2%, soit 6 élèves sur 247, affirment une telle proximité, contre 34% pour le PS par exemple)<sup>538</sup>. Ses parents votent communiste. Sa mère, membre du PCF depuis plusieurs années, est élue régionale : « Il est vrai que c'est difficile de se séparer de cet héritage familial qui est quand même assez fort. Par exemple, le seul quotidien que l'on avait à la maison, c'était *L'Humanité* », dit-elle. On entrevoit le cadre socialisateur au cours de son enfance : des parents communistes, la lecture de *L'Humanité*, des discussions politiques fréquentes, et peu de dissonances au sein de la structure familiale. Consciente de cet héritage et de cette forme de déterminisme – les enseignements de sociologie politique à l'IEP y ayant contribué –, ses propos laissent deviner une prise de distance avec le rôle hérité. Elle perçoit

---

<sup>537</sup> Tournier (Vincent), *La politique en héritage ?...*, Thèse citée.

<sup>538</sup> Source : enquête n°3, n=247.

le poids de son éducation d'autant plus maintenant, qu'elle s'en différencie quelque peu, qu'elle a évolué à l'IEP dans un autre cadre socialisateur, et qu'elle s'est appropriée certaines caractéristiques du métier d'étudiant en Sciences Po.

Outre la connaissance du champ politique, un élément caractéristique des enseignements à Sciences Po (à Strasbourg notamment) est la familiarisation avec la construction européenne et le fonctionnement de l'Union européenne. L'effet Sciences Po est patent sur son européanisation. Ainsi considère-t-elle : « Monnet et Schuman ont eu une formidable idée lorsqu'ils ont jeté les bases de l'Union européenne. Depuis l'état de l'Union a beaucoup évolué et à terme, on se dirige vers la construction d'une Europe politique ». Européenne convaincue, Anne tient un discours enchanté sur la construction européenne et ses pères fondateurs, qui contraste avec son identification partisane en faveur du PCF, parti plutôt méfiant à l'égard de l'Union européenne du point de vue du marché économique, qui a appelé à voter non au référendum sur le Traité constitutionnel européen en 2005. Et c'est en ce sens que pour la première fois, lors des élections européennes de 2004, elle ne vote pas pour le PCF mais pour le Parti socialiste :

« Aux européennes, j'ai voté pour le parti socialiste, parce que je n'avais pas du tout apprécié la campagne du parti communiste. Je trouve que la campagne du PC stigmatisait un peu trop le cliché d'une Europe bourgeoise. Même s'il y a du vrai, je pense qu'après cinquante ans de construction européenne, s'opposer frontalement à l'Union européenne, comme l'a fait le parti communiste, je ne sais pas si c'est vraiment constructif. Donc j'ai voté PS parce que je trouvais la campagne du PC discutable. » (Anne/98).

En porte-à-faux avec le PCF sur la thématique européenne, elle lui est d'une certaine manière infidèle. La scolarisation à l'IEP peut entraîner des formes de conversions à l'Europe, et dès lors une modification des orientations politiques pour des étudiants qui jusque là s'identifiaient à des partis peu favorables à la construction européenne sous sa forme actuelle.

La modification de son vote représente une rupture avec ses parents. Et on distingue là l'action du contexte d'études, du cursus, du groupe des pairs, d'une année à l'étranger dans le cadre d'un échange Erasmus, et des enseignements sur les questions européennes, c'est-à-dire un ensemble de socialisations secondaires générées par sa scolarité à l'IEP. Son intérêt pour l'Europe est lié à une socialisation intensive due à ses études à l'IEP de Strasbourg, institution très européanisée<sup>539</sup> comme ce fut abordé précédemment (chapitre II). Cette européanisation,

---

<sup>539</sup> Michel (Hélène), « Satisfaire son public au risque de le désenchanter ?... », art. cit.

dimension structurante de l'identité des élèves de l'IEP, paraît encore plus évidente au sein de la section « Études européennes » qu'Anne a suivie (97% des élèves de quatrième année de l'IEP de Strasbourg en mention Études européennes sont très favorables à l'appartenance de leur pays à l'Union européenne, contre 86% et 90% dans les autres mentions, 44% en sociologie<sup>540</sup>). Après avoir effectué ce cursus, être favorable à l'Europe va de soi : « Avant de faire une maîtrise en droit, j'étais à Sciences Po dans la section Europe, **donc** je suis naturellement favorable à l'Europe ». Le lien logique « donc » exprime particulièrement cette idée. Compétente sur les questions européennes, elle suit l'actualité concernant la construction européenne, notamment en 2005 avec le projet de référendum sur le traité constitutionnel. Projet sur lequel elle pose un regard positif :

« Je suis attentive à la Constitution et au référendum. Cela fait maintenant plusieurs années que l'on réclame une Europe politique et si c'est pour arrêter à cet état de l'Union, au fond est-ce que cela valait vraiment le coup d'aller aussi loin. À l'heure actuelle, l'Europe est un processus qui n'est pas abouti. Il faut par conséquent ratifier cette Constitution. Et quand bien même cette Constitution comporte de nombreuses limites, il faut la ratifier dans la mesure où le droit n'est pas un instrument figé. [...]

– *Et la Convention Giscard, tu en penses quoi ?* –

Il y a eu un véritable travail intellectuel à l'intérieur de cette commission, et cela a abouti à un beau projet de Constitution. » (Anne/98).

Si elle vote ensuite oui au référendum c'est parce qu'elle se reconnaît dans le traité constitutionnel. On distingue les conséquences possibles de la socialisation à la construction européenne et de l'europanisation des manières de voir des étudiants de Sciences Po sur leurs identifications politiques.

L'empreinte de la socialisation Sciences Po ne concerne pas uniquement son rapport à l'Europe et son vote aux européennes mais aussi son suivi de l'actualité. Sa lecture quotidienne de *L'Humanité* cesse lorsqu'elle quitte le domicile parental pour entrer à Sciences Po. À présent, elle est abonnée au *Monde* :

« Depuis que je suis à Strasbourg, je lis *Le Monde*. J'ai d'ailleurs commencé mon abonnement au *Monde* l'année dernière quand j'étais en quatrième année de Sciences Po. Cela force à lire ce qui se passe dans l'actualité politique, économique et sociale, et cela, aussi bien au niveau national que mondial. D'autant que je n'ai pas le temps de regarder la télévision, ni d'écouter la radio. Ce qui est

---

<sup>540</sup> Source : enquête n°3, n=459.



intéressant, c'est d'avoir une démarche active face à l'information, et non pas passive comme face à la télévision. » (Anne/98).

Le discours Sciences Po est effectivement de considérer *Le Monde* comme préférable aux quotidiens locaux et surtout à la télévision car il s'agit d'adopter « une démarche active face à l'information », pour reprendre ses propos<sup>541</sup>.

Le cas de Anne/98 permet de mettre en exergue plusieurs éléments relatifs aux processus de réorganisation de l'identité politique en raison de la scolarisation à Sciences Po. J.-C. Kaufmann souligne que « le processus de réorganisation identitaire s'inscrit dans un jeu complexe entre contraintes de l'interaction présente et passé social (contradictoire) individuellement incorporé<sup>542</sup> ». Le métier d'élève à l'IEP de Strasbourg est un jeu entre d'une part des contraintes de rôle (les normes en termes de politisation et d'europanisation), et d'autre part l'héritage politique et les socialisations primaires. Cette tension entre passé et présent se perçoit avec deux conditions de modifications des orientations politiques : l'intérêt politique<sup>543</sup> – fréquemment en lien avec les socialisations primaires – et la politisation comme norme au sein du contexte d'études. Il s'agit de la réunion entre des prédispositions et un contexte d'action de celles-ci. Pour que les changements d'attitudes aient du sens, ils doivent être significatifs pour soi, par rapport à l'héritage, et en soi, au sein du contexte d'études. La modification des attitudes politiques s'explique ensuite par un cadre d'études dissonant avec les socialisations primaires. Pour Anne la dissonance ne porte pas tant sur le niveau de politisation que sur l'identification partisane. Le PCF est tout sauf une norme à l'IEP. En étant politisée, ses prédispositions ne sont néanmoins pas en contradiction sur tout. Il convient de remarquer que les changements d'identification partisane peuvent s'effectuer de manière indirecte. Pour Anne, sa conversion se fait sur l'Europe, c'est-à-dire un objet prégnant au sein du contexte d'études non directement lié à sa socialisation primaire. Par conséquent, son intérêt pour les questions européennes n'est pas au départ en conflit avec sa socialisation primaire. C'est ensuite sur les élections européennes et le Traité constitutionnel européen que se produit la disjonction, et l'activation du processus de réorganisation identitaire. Enfin, les changements d'attitudes politiques n'entraînent pas forcément un rejet de l'héritage. Bien que

---

<sup>541</sup> Ce sont là des normes Sciences Po. Sur le rapport à l'information des élèves de Sciences Po : Eymeri (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, *op. cit.*

<sup>542</sup> Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité... », art. cit., p. 308.

<sup>543</sup> Ce qui rejoint les observations de Theodore Newcomb, *Personality and social change...*, *op. cit.*

n'ayant pas voté pour le PCF aux européennes, elle continue à affirmer une certaine proximité avec le PCF. La conversion n'est pas totale. On perçoit la pluralité des dispositions.

Le contexte scolaire et la communauté étudiante peuvent donc avoir des effets sur les identifications partisans. Se pose alors la question des vecteurs significatifs en leur sein.

## **B. Action des enseignements**

La scolarisation en sociologie et à l'IEP équivaut à l'insertion dans un environnement à gauche pour l'une, et plus au centre pour l'autre. Mais quels sont les éléments qui contribuent à construire et entretenir ce contexte ? Les projets professionnels, le groupe des pairs et les enseignants ne sont certes pas à rejeter. L'enquête met toutefois en relief l'action des enseignements.

### **1. Projets professionnels et groupe des pairs**

Si les identifications politiques des enfants dépendent des variables d'« avenir social »<sup>544</sup>, une socialisation anticipatrice pourrait tout d'abord conduire certains étudiants à adopter les comportements des groupes sociaux qu'ils souhaitent intégrer. Les opinions politiques à gauche des étudiants de sociologie peuvent alors être mises en correspondance avec leurs projets professionnels<sup>545</sup> : une partie souhaite s'orienter vers les métiers de l'enseignement (22% professeur des écoles parmi les enquêtés) ou du social (12% éducateur ou assistante sociale)<sup>546</sup>, plutôt à gauche (ceux qui exercent ces métiers appartiennent à la base électorale des partis de gauche). Le souhait d'accéder à ces professions peut s'accompagner d'une bonne volonté à l'égard des questions sociales dans laquelle s'inscrit un vote à gauche. Bonne volonté qu'illustre la fréquence des sujets de mémoire sur la famille, le travail social, l'école ou le travail<sup>547</sup>. De même, le positionnement plus au centre des élèves de l'IEP pourrait résider dans le souhait d'une partie d'entre eux d'accéder à la fonction publique territoriale ou d'État, et de ce fait d'adopter une forme de neutralité politique afin d'incarner l'intérêt général. Cependant, la moitié des étudiants n'indiquent pas de projet professionnel. De plus, dans l'état actuel de nos recherches, une telle causalité, plus ou moins vraisemblable, demeure difficile à vérifier.

---

<sup>544</sup> Bonnal (Françoise), Boy (Daniel), « Avenir social et univers politique », art. cit., p. 132.

<sup>545</sup> Sur le rôle du projet dans la définition des étudiants, voir Dubet (François), « Dimensions et figures de l'expérience étudiante... », art. cit.

<sup>546</sup> 50% n'indiquent pas de projet professionnel, 5% cadre supérieur du privé, 2% enseignant-chercheur, 1% journaliste, etc. (enquête n°3, n=212)

<sup>547</sup> Montlibert (Christian de), « L'emprise de la féminisation sur les savoirs sociologiques », art. cit.

L'effet du groupe des pairs doit également être pris en compte, d'autant qu'au sein des filières où la politique a du sens, les discussions sur l'actualité ou les questions politiques sont fréquentes. L'orientation à gauche des étudiants de sociologie pourrait être rapportée à la forte présence non seulement d'étudiants de gauche mais aussi de militants de gauche et d'extrême gauche (UNEF, LCR, Attac, etc.). Toujours très actifs quant à la diffusion d'informations, ceux-ci participent effectivement à la diffusion d'idées, plus précisément dans les Universités de sciences humaines, sachant qu'elles sont plus souvent la cible des organisations militantes et qu'une proportion non négligeable de militants de gauche et d'extrême gauche étudient en sociologie (cf. chapitre V). La prégnance du groupe des pairs semble plus facile à mettre en évidence à l'IEP, les élèves y sont aussi plus intégrés que dans les filières universitaires<sup>548</sup>, ce qu'explique en partie l'existence de structures intégratives telles que les associations d'élèves (bureau des sports, bureau des élèves, etc.) ainsi que le nombre d'heures passées dans l'établissement relativement élevé (que ce soit pour les enseignements, le travail en bibliothèque ou les activités associatives). Sans être une institution « totale » ou « complète » au sens de E. Goffman et M. Foucault<sup>549</sup>, l'IEP en propose davantage les caractéristiques que les Universités. Et ce processus de socialisation institutionnelle n'est pas sans conséquence sur les prises de position politique. Aurore/103, ancienne membre active du bureau des élèves de l'IEP, souligne effectivement l'importance du groupe des pairs sur les identifications partisans :

« À partir du moment où tu es dans un groupe, y a un côté politiquement correct qui se dit, enfin pas politiquement correct, mais politiquement correct au sein du groupe, on va dire. C'est absolument sûr qu'il y a des personnes qui n'ont pas vraiment d'opinion, et qui vont suivre le groupe majoritaire. [...] On est dans les assocés, donc on suit. Je pense que c'est un truc qui s'observe pas mal. Parce qu'il y a des gens, ouais des leaders d'opinion, une espèce de tendance qui se fait. Soit on stigmatise, parce qu'il y a une partie de l'amphi qui est complètement à droite, donc ça va être les royalistes, on en a eu aussi. Soit c'est... globalement y a une espèce de consensus qui fait que tout le monde se positionne à gauche, on n'a pas besoin de le dire. » (Aurore/103).

À partir de son expérience à l'IEP, elle relève la socialisation par le groupe des pairs, avec la formation et l'intériorisation de cadres de références communs<sup>550</sup>. La prise de rôle dans

---

<sup>548</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, op. cit.

<sup>549</sup> Goffman (Erving), *Asiles*, Paris, Minuit, 1968 ; Foucault (Michel), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

<sup>550</sup> Sur la dynamique des groupes : Anzieu (Didier), Martin (Jean-Yves), *La dynamique des groupes restreints*, op. cit. ; Schérief (Muzaffer), *The psychology of social norms*, op. cit.

une arène universitaire peut amener les étudiants à s'adapter au groupe des pairs et à modifier leurs opinions. Les socialisations secondaires et l'effet du groupe des pairs apparaissent d'autant plus efficaces que les étudiants sont jeunes et éloignés de leur famille, de leurs amis d'enfance et d'adolescence. C'est particulièrement le cas à l'IEP où la plupart des élèves entrent à l'âge de 18 ans et où la majorité sont originaires d'un autre département (trois sur quatre environ)<sup>551</sup>, comme le remarque Aurore/103 : « Pour moi c'est ça, Sciences Po, on arrive à 18 ans, il y en a très peu qui sont positionnés politiquement, sauf ceux dont les parents, beaucoup les fils de profs d'ailleurs, dont les parents ont parlé, parlé, qui les ont emmenés voir des choses ». Effectivement pour elle, ses opinions de gauche se sont affirmées au contact du groupe des pairs, ses « copains » étant quasiment tous de gauche : « Mes copains, c'est beaucoup des fils de profs. Alors je sais pas si c'est quelque chose qui se remarque, mais les fils de profs sont à gauche. Soit des fils de profs, soit Anne (*cf.* Anne/43), dont le grand-père était engagé. Donc oui, c'est aussi des discussions avec mes copains qui ont renforcé cette tendance (à gauche) ». Le groupe des pairs a « renforcé » son identification à la gauche plurielle. Les données recueillies ne permettent pas de valider davantage l'impact de la socialisation anticipatrice et du groupe des pairs. Elles amènent plutôt à valoriser d'autres éléments du contexte d'études.

## **2. Prises de rôle liées aux enseignements**

Au sein des filières où l'on évoque des questions relatives au champ politique, l'influence professorale ou théorique sur le rapport à la politique est possible. On pourrait émettre l'hypothèse d'enseignants de sociologie très fréquemment à gauche, ne serait-ce que lorsque des enseignants déclarent à leurs élèves : « comment ne peut-on pas être de gauche quand on fait des sciences sociales ? » Dans le même sens, les enseignants de l'IEP sont certainement plus au centre, notamment les économistes et les juristes. Mais là encore, mesurer ces aspects semble difficile. En revanche par des études de cas, il est possible de constater des changements d'opinions liés au contexte scolaire. Deux exemples de prises de rôle permettent de souligner cet aspect. Le premier relate celle en sociologie d'un étudiant bourgeois de gauche qui concorde avec sa gauchisation ; le deuxième traite de celle à l'IEP d'une étudiante devenue pragmatique.

---

<sup>551</sup> Source : données exhaustives recueillies auprès du secrétariat de l'IEP sur les trois années d'études de l'année 1999/2000.

## En sociologie : le rôle de l'étudiant bourdieusien de gauche

La sociologie constitue une discipline qui en France s'est institutionnalisée sur l'opposition entre des théories et des débats contradictoires. Les théories sociologiques renvoient fréquemment à des implicites ou des idées qui s'apparentent à des positions politiques. De nombreux étudiants de sociologie s'approprient les théories qu'on leur inculque. Dès lors dans leur discours, ils font référence à des auteurs : « – *Est-ce que ton engagement est un plaisir ?* – Ouais, quand tu peux démonter des dominants, ouais, quand on arrive à leur faire perdre la face, comme dirait Goffman » (Guy/73, deuxième année de sociologie). Si cet étudiant évoque E. Goffman, l'auteur le plus cité dans les entretiens réalisés est P. Bourdieu, l'un des sociologues français les plus adulés et les plus critiqués de la fin du vingtième siècle. Celui-ci ne laisse pas non plus indifférent les étudiants de sociologie. Deux postures opposées sont idéal-typiques. D'une part, celle des étudiants qui, en aspirant à réaliser une promotion sociale par leurs études, n'acceptent pas le principe de reproduction du monde social, car c'est précisément contre celle-ci qu'ils luttent. D'autre part, celle des admirateurs qui vouent au sociologue une forme de culte voire de vénération. Parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui ont intégré la théorie de P. Bourdieu, ce qui permet de soulever l'action de la double herméneutique. Par exemple, en lisant *La distinction*, certains prennent conscience du classement des goûts dans l'espace social. Et il n'est pas si rare, compte tenu de leurs aspirations culturelles, qu'ils adoptent les plus légitimes d'entre eux (lecture du *Monde*, cinéma d'auteurs, fréquentation de musées), au détriment de leurs pratiques trop peu légitimes (la télévision par exemple). La lecture de P. Bourdieu leur permet d'utiliser la théorie sociologique pour eux-mêmes dans le but d'une « alternation<sup>552</sup> ». En promotion culturelle, l'acquisition du savoir sociologique participe à leur transformation. L'effet des auteurs et des théories sociologiques peut aussi se porter sur le rapport à la politique. La sociologie n'est-elle pas « un sport de combat » ?

En ce sens, Guy/73, étudiant en deuxième année de sociologie, semble vivre ses études de sociologie comme « une aventure intellectuelle », à l'image des *héritiers* décrits dans les années 1960 par Bourdieu et Passeron<sup>553</sup>. À une exception près : ses parents ne sont pas diplômés du supérieur. Son entrée en sociologie s'apparente en fait à une prise de rôle. En sociologie, comme dans les autres filières, les étudiants disposent d'un répertoire de rôles, chacun étant sujet à interprétations. Précisons que les rôles disponibles en sociologie ne

---

<sup>552</sup> Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, op. cit.

<sup>553</sup> Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers*, op. cit.

correspondent pas forcément à ceux envisageables en mathématiques ou biologie par exemple, et que le choix d'un rôle dépend des dispositions, des aspirations, du contexte scolaire, et du groupe des pairs, bref d'un ensemble d'éléments qu'il conviendrait de cerner plus méthodiquement. Le rôle endossé est le plus fréquemment compatible avec l'héritage. Il s'agit très rarement d'un changement du tout au tout. Parmi les rôles possibles dans ce contexte scolaire, Guy envisage le sien en fonction des théories de P. Bourdieu, ce qui n'est pas sans rapport avec ses aspirations culturelles, son intérêt politique et un vote initial à gauche<sup>554</sup>. En accord avec certains passages de l'ouvrage *Les héritiers*, il adopte la posture de l'étudiant dilettante et politiquement engagé à gauche. Pour construire ce rôle, il s'inspire des écrits de P. Bourdieu sur les étudiants, mais aussi des plus récents sur « le fléau néolibéral<sup>555</sup> », ou la télévision<sup>556</sup> comme dans cet extrait :

« Parce qu'on ne peut pas parler de politique à la télévision sans parler politiquement. [...] Donc non, je veux dire suivre les infos à la télévision, la politique à travers les médias pour moi c'est pas s'informer de la politique. [...]

– *Est-ce que tu suis plus l'actualité politique depuis que t'es militant ?* –

Mais la suivre comment ? Par la télévision, c'est pas la peine... » (Guy/73).

Suite à la lecture de cet ouvrage, il a acquis le discours critique de l'auteur sur la télévision qu'il rapporte à une dimension politique :

« Au début, t'y comprends trop rien, donc t'essaies de capter de quoi on parle, comment ça marche, les règles du jeu. Et donc automatiquement, je veux dire pour... c'est aussi essayer de... tu vas ajuster les stratégies en fonction de tes capitaux dans la situation, dans ce champ politique. [...] Il y a plein de symboles quand t'utilises certains mots. Par exemple, t'utilises le terme de champ, tu peux pas l'utiliser n'importe comment. C'est symbolique parce que c'est en référence à Bourdieu. Quand t'utilises le terme de capital ou le terme de structure c'est forcément symbolique, donc il faut pas utiliser ces termes n'importe comment. Le discours est prédominant, et même je veux dire, parler c'est le but de la politique. Ce qu'il y a de bien, à quoi te forme Attac, parler dans les réunions de travail, tout le monde a le droit à la parole. Justement, le but n'est pas d'être, mais de parler soi-même, d'avoir son propre discours. De parler par sa propre parole, ne pas être parlé. C'est fondamental. » (Guy/73).

---

<sup>554</sup> Si une sociologie des sociologues et de la sociologie reste à faire, ce sont en tout cas des caractéristiques parmi d'autres qui pourraient favoriser l'intérêt pour la théorie de P. Bourdieu.

<sup>555</sup> Bourdieu (Pierre), *Contre-feux*, op. cit.

<sup>556</sup> Bourdieu (Pierre), *Sur la télévision*, op. cit.

C'est de manière consciente qu'il utilise les concepts sociologiques qui font référence à P. Bourdieu avec le recours à ceux de champ, capital, règle du jeu, stratégie, structure ou délégation. Cet usage un peu scolaire lui permet aussi de donner de l'épaisseur à son discours.

Cette prise de rôle s'apparente à une conversion identitaire de ses représentations et ses croyances, matérialisée par une forme de gauchisation. Se représentant l'étudiant de sociologie comme une personne engagée et intéressée par les questions politiques et le monde qui l'entoure, à commencer par l'Université, Guy s'investit à l'UNEF dès sa première année de deug. Se déportant progressivement sur sa gauche, il assiste ensuite à des réunions de la LCR et rejoint le CVSE (Comité pour un vrai syndicat étudiant) ainsi que le comité étudiant d'Attac, au sein duquel il devient particulièrement actif. Ses opinions changent au cours de son deug. Sa proximité avec l'extrême gauche le différencie à présent de ses parents plutôt proches du PS. Pour expliciter son rapport à la politique, il fait une fois encore référence à P. Bourdieu et à son image d'intellectuel engagé plus particulièrement dans les dernières années de sa vie :

*« – Qu'est-ce que tu penses qui a influencé ton engagement ? Est-ce que tu penses qu'il y a quelque chose qui t'a influencé, ou non ? –*

Ouais, je pense pas que ça soit mes parents qui ont pu influencer mon engagement, genre l'histoire... pas du tout. (il réfléchit) À travers les livres de Pierre Bourdieu, beaucoup les idées de Pierre Bourdieu. Je me suis intéressé à l'engagement parce que c'est... il met en avant... une autre, une forme plus atypique de l'engagement politique qui est, je veux dire, qui est, qui se distingue d'autres représentations qu'on peut avoir, des préjugés, tu vois. Donc, il a pas mal écrit aussi dessus, sur l'action collective, ce que je t'ai dit avant, oublier ton ego et tout ça, penser au collectif. Il y a aussi tout ce qu'il a écrit sur la mondialisation. Donc ouais, j'ai été influencé par un auteur, et par sa conception de la lutte des classes, capital culturel et tout ça. J'ai été influencé par un auteur certainement. » (Guy/73).

Entre présentation de soi et reconstruction de sa trajectoire, il considère le sociologue comme la personne à l'origine de son engagement politique. Si ce n'est sûrement pas le seul facteur explicatif, ses constantes références sociologiques alimentent toutefois la thèse de l'effet des enseignements – au sens large – sur ses prises de position politique. On comprend ici comment des étudiants mettent en perspective les connaissances qu'ils ont acquises au cours de leur carrière étudiante (concepts d'auteurs, explications sociologiques) par rapport à leur propre parcours<sup>557</sup>. Cet exemple invite à nuancer le propos de F. Dubet sur la disparition

---

<sup>557</sup> Pour le parallèle avec les énarques, voir Eyméri (Jean-Michel), *La fabrique des énarques, op .cit.*

de *l'héritier*<sup>558</sup> au sens donné par Bourdieu et Passeron dans les années 1960, et à ne pas occulter les phénomènes de réappropriation de figures, de mythes et de rôles. En ce sens, la figure de *l'héritier* se perpétue partiellement par la réappropriation de certains étudiants qui n'ont pas toujours les caractéristiques sociales décrites par P. Bourdieu et J.-C. Passeron : origine sociale plus modeste, mais aspiration au salut culturel.

### À l'IEP : devenir « strausskiste »

Une analyse en termes de prise de rôle en rapport avec l'effet socialisateur des enseignements est également pertinente à Sciences Po. Comme le montrent les données de l'enquête quantitative, les étudiants de l'IEP se positionnent moins à l'extrême gauche que leurs parents. De ce fait, il s'agit de s'intéresser à ce que produit cette institution scolaire. En suscitant la compréhension du fonctionnement du champ politique et de l'activité politique, les enseignements de science politique favorisent-ils les analyses pragmatiques et la perte des utopies ? Les transformations des identifications politiques de certains, de la gauche ou l'extrême gauche vers le centre-gauche, s'expliquent effectivement par l'acquisition de schèmes d'analyse pragmatique et dès lors une forme de modération des idéaux. Soit le cas de Géraldine/108, pour qui l'IEP transforme ses manières de voir :

« – Est-ce que tu as une affinité plus élective avec un parti précis ? –

Ben, oui. *A priori* PS. Et là, je sais pertinemment que je suis social traître en disant ça parce que mes idées, mes idéaux, seraient plus à gauche que le PS [...] Tout simplement parce que je suis pas révolutionnaire, que Besancenot c'est de la merde. [...] Je pense que Strauss-Kahn, sur certains points est quelqu'un de bien, pas d'admirable, mais quelqu'un de bien, sur plein de points c'est un vrai connard et tout, et pourtant, ben, je suis désolée, sur certains points, pour moi, il a vraiment raison. [...] Je suis strausskiste... Ah, *my god*, je suis social traître ! » (Géraldine/108).

Si avant d'entrer à l'IEP elle se situe à la gauche du PS et lit *Le Monde diplomatique*, après trois années d'IEP elle préfère *Le Monde* au *Monde diplomatique* et se considère comme positionnée au centre-gauche, proche de D. Strauss-Kahn. Pour illustrer sa réorientation politique, elle se qualifie avec facétie de « strausskiste » et de « social traître ». Elle construit le terme de strausskiste à partir des mots Strauss-Kahn et trotskiste, c'est-à-dire deux tendances opposées au sein de la gauche. D. Strauss-Kahn représente la gauche pragmatique. Ceux qui s'y reconnaissent sont stigmatisés par l'extrême gauche – notamment

---

<sup>558</sup> Dubet (François), « Les étudiants », in Dubet (F.), Filatre (D.), Merrien (F.-X.), Sauvage (A.), Vince (A.), *Universités et Villes*, Paris, L'Harmattan, 1994.



les trotskistes – de « social traîtres » (ou de « droitiers »), car représentatifs d'une gauche à tendance plus libérale que sociale, et donc plus proches de la droite que de la gauche telle qu'ils la définissent. Géraldine explique son changement d'identification politique par sa scolarité à Sciences Po :

« Sciences Po a le mérite de te donner beaucoup de connaissances sur la politique mais a l'énorme inconvénient, enfin, c'est plus qu'un inconvénient, c'est de t'enlever tes convictions, ou du moins de les édulcorer très fortement.

– *C'est-à-dire ?* –

Tu comprends tellement la politique, tu sais tellement les mécanismes qu'il y a derrière, les stratégies des acteurs entre eux... Enfin, voilà, une configuration d'intérêt, voilà, c'est un marchandage continu entre des intérêts, des pratiques que tu peux faire, des pratiques que, normalement, tu ne peux pas faire mais qui sont tolérées, des pratiques que tu ne peux pas faire qui ne sont pas tolérées, mais qui sont quand même putain efficaces... donc, t'as les pratiques, t'as les intérêts matériels, symboliques ... et t'as les stratégies des acteurs, les ressources, les répertoires d'action, enfin... c'est que ça, c'est continuellement ça et du coup, moi, je peux plus... ben ouais, j'ai plus de conviction, j'ai plus... Enfin, je garde un idéal mais qui est plus du tout motivant parce qu'il sera pas... atteint, donc voilà. » (Géraldine/108).

Intérêts, stratégie d'acteurs, ressources, répertoire d'action, autant de concepts et de notions plus ou moins développés en science politique. Elle affirme avoir perdu ses idéaux et son innocence d'un point de vue politique. Les enseignements reçus à Sciences Po lui permettent d'accéder à diverses connaissances et surtout, par l'acquisition d'ethnométhodes et de schèmes d'interprétation, de mieux comprendre le fonctionnement du champ politique. Elle s'approprie un stock de connaissances données par les enseignements. Ces derniers contribuent, d'après elle, à lui faire perdre ses convictions. La mise en évidence des intérêts et des ressources dans l'explication des actions politiques modifie son regard utopique et idéalisé de la politique. Outre le groupe des pairs, les enseignants qui participent à la définition de la communauté étudiante l'entretiennent. Il s'agit toutefois de préciser que les enseignements de science politique et de sociologie politique ne concernent pas l'ensemble des étudiants des IEP. De plus, tous les étudiants n'apprécient pas ces enseignements – moins légitimes que ceux d'économie et de droit. D'autres investigations devront dire ce qu'il en est pour d'autres enseignements. Toutefois, « toutes choses égales par ailleurs », nos résultats permettent de souligner le rôle possible des enseignements dans la transformation du rapport à la société et à la politique, et des identifications politiques.

\*            \*  
\*

Le recours à différentes enquêtes et méthodes (quantitatives et qualitatives) a permis de montrer que si les identifications politiques des étudiants sont avant tout expliquées par leurs socialisations primaires, il convient de ne pas occulter le poids du contexte d'études. Les propriétés économiques et la socialisation politique parentale forment deux variables lourdes. Comme pour l'ensemble de la population française, le positionnement à la droite de l'axe gauche/droite est plus fréquent pour les étudiants les plus dotés en ressources économiques, et inversement pour la gauche. C'est toutefois l'identification politique des parents qui constitue la variable la plus clivante. Les opinions des étudiants demeurent proches de celles de leurs parents – ce résultat rejoint celui concernant la politisation. Tout en prenant en compte ces déterminants sociaux, l'analyse des opinions politiques des étudiants ne peut faire comme si aucune socialisation n'avait lieu au sein du contexte d'études. L'étude des écarts avec les parents suivant la filière permet de relever des différences dans deux filières (sociologie et IEP) qui peuvent, *a priori*, se retrouver dans d'autres cursus. Les modifications paraissent plus fréquentes en sciences humaines et sociales, c'est-à-dire là où la politisation est davantage une norme<sup>559</sup>. Changer de positionnement a du sens d'une part vis-à-vis du groupe des pairs, d'autre part par rapport à l'héritage. Les changements d'orientation politique concernent davantage les étudiants politisés qui évoluent dans un contexte d'études dissonant avec leur héritage. La communauté étudiante exerce une influence par la socialisation anticipatrice, le groupe des pairs, mais aussi les enseignants et les enseignements. L'enquête ici présentée valorise des éléments trop vite écartés dans les travaux consacrés à la socialisation politique. Le processus d'acquisition de connaissances par les études n'est pas sans effet sur les opinions politiques en sciences humaines et sociales. Ainsi, l'orientation politique des étudiants de sociologie peut être modifiée par le contenu des enseignements et l'acquisition de connaissances sur le monde social. Les étudiants s'adaptent à leur environnement scolaire, aux enseignements et aux enseignants, et adoptent des rôles qui font sens au sein de leur communauté étudiante, rôles qui peuvent agir sur l'identité politique. Si l'indicateur de la filière d'études apparaît ici pertinent, l'effet de la carrière étudiante ne peut se limiter à celui-ci. L'étude des étudiants en opposition politique doit permettre d'étendre l'analyse.

---

<sup>559</sup> Sur l'enquête n°1, n=801 : 69% des étudiants en opposition sont en sciences humaines et sociales.

# **Chapitre IV : Opposition politique et changements d'opinions politiques : la carrière étudiante productrice de crises identitaires et de contextes hétérogènes**

« De ce point de vue là (l'orientation politique), j'étais un peu perturbé, ça m'a travaillé psychologiquement, j'étais un peu perturbé. Parce que je savais pas quoi penser. J'avais l'impression de mettre en cause tout ce que j'avais pensé avant. [...] En dix ans finalement les choses changent beaucoup, mon regard sur les choses et le monde ont énormément changé. Et c'est sans doute lié je pense aussi à, à partir de la maîtrise où j'ai commencé à faire de la science politique, de la sociologie politique. Tu vois, j'ai incorporé d'autres outils pour comprendre et lire le monde, ce qui fait que les choses ont pas mal évolué dans ce cadre là. » Tom/24.

« Ce sont les études qui m'ont influencée. Parce que jusqu'au bac, on va dire jusqu'à ce que je commence mes études supérieures, j'étais assez du côté... du même avis que mes parents en fait. Je remettait pas vraiment en questions ce qu'ils pensaient. Notamment, j'étais surtout sensibilisée sur des sujets comme l'entreprise, je voulais faire des études en économie, éventuellement faire le même boulot que mes parents plus tard. Et au fur et à mesure de mes études, j'ai découvert d'autres sujets, d'autres centres d'intérêt, j'ai remis en question pas mal de trucs, et j'ai été sensible, plus sensible à certaines questions. Ce qui fait que je me suis éloignée de la droite » Marie/92.

Les étudiants s'orientent politiquement très largement comme leurs parents. Le contexte d'études peut modifier les attitudes politiques, notamment au sein des filières de sciences humaines et sociales. Mais le contexte d'études a-t-il un effet différentiel ? Certains étudiants sont-ils plus sujets au changement ? Les situations d'opposition politique aux parents ou de changement d'orientation politique questionnent plus précisément les limites du modèle explicatif en termes de socialisations primaires, et constituent en cela des analyseurs de l'effet de la carrière étudiante. Comment expliquer l'opposition politique ? Quelles

interprétations donner aux changements d'orientation politique ? Dans quelles circonstances les identifications politiques des étudiants ne correspondent-elles pas à celles de leur héritage ? Quels étudiants ne satisfont pas ou plus au modèle explicatif par les socialisations primaires ?

Les trajectoires problématiques se divisent en séquences, et comportent des points d'option, où s'opère une réarticulation de la trajectoire, en réaction à une désarticulation de celle-ci<sup>560</sup>. Auprès d'individus d'âges variés, D. Gaxie souligne que les changements d'orientation politique sont « longs et coûteux » pour ceux qui accordent de l'importance à leurs choix politiques : ils surviennent à la suite « de phases de malaise, d'interrogation et d'incertitude<sup>561</sup> ». Au regard de la proximité constatée avec les parents, l'opposition politique des étudiants à leurs parents peut être considérée comme l'expression d'une « crise identitaire ». La distinction d'orientation politique traduit en ce sens la différenciation des étudiants à leurs parents, c'est-à-dire une forme de conversion alliée à une réflexivité<sup>562</sup>. L'opposition politique des étudiants à leurs parents correspond à une dissonance cognitive consécutive d'une rupture avec l'identité héritée<sup>563</sup>, c'est-à-dire une « dé-liaison<sup>564</sup> ». Pour le sujet en crise, il s'agit de « retrouver des références, des repères, une nouvelle définition de lui-même et donc des autres et du monde<sup>565</sup> ». L'opposition politique aux parents peut s'interpréter comme une prise de rôle, une « transformation de soi », une « sortie de crise », une « conversion identitaire<sup>566</sup> » ou une « alternation<sup>567</sup> ». S'opposer politiquement à ses parents équivaut au fait de « devenir un autre », de changer de croyances et d'identité. Passage difficile, délicat, douloureux, la sortie de crise est souvent pénible, et implique une « distance au rôle »<sup>568</sup>.

Les limites de l'héritage pour les personnes en crise identitaire invitent à prendre en compte les socialisations secondaires. Quels sont les moments où les socialisations

---

<sup>560</sup> Strauss (Anselm), « Maladie et trajectoire » et « Le travail d'articulation », in *La trame de la négociation, op. cit.*, p. 143-189, p. 191-244.

<sup>561</sup> Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique... », art. cit., p. 170.

<sup>562</sup> Sur les capacités réflexives des acteurs sociaux, voir Giddens (Anthony), *La constitution de la société, op. cit.*

<sup>563</sup> Sur la rupture avec l'identité héritée : Gaulejac (Vincent de), *La névrose de classe. Trajectoire sociale et conflits d'identités*, Paris, Hommes et Groupes Éditeurs, 1987.

<sup>564</sup> Ansart (Pierre), « Structure socio-affective et désidentification », *Bulletin de Psychologie*, n°360, 1983, cité par Gaulejac (Vincent de), *La névrose de classe, op. cit.*, p. 86.

<sup>565</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités, op. cit.*, p. 172.

<sup>566</sup> Strauss (Anselm), *Miroirs et masques*, Paris, A.-M. Métailié, 1990 (1<sup>ère</sup> éd. 1959).

<sup>567</sup> Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité, op. cit.*

<sup>568</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités, op. cit.*

secondaires prennent le dessus sur les socialisations primaires ? Les crises identitaires, les périodes de « gestion » des identifications et de construction des « références identitaires », fréquentes lors de l'adolescence<sup>569</sup>, demeurent très présentes à l'âge étudiant. Le décalage avec les parents, en raison du changement de contexte que suscite la scolarisation, favorise les modifications de références et de valeurs, et l'actualisation de dispositions. Contraints à des ajustements à des univers sociaux différents, les étudiants en promotion culturelle par leurs études supérieures, sont peut-être plus que d'autres, ce que B. Lahire appelle « le produit de formes de vies sociales hétérogènes, voire contradictoires<sup>570</sup> ». La poursuite d'études peut générer une position en porte-à-faux à l'égard du milieu d'origine<sup>571</sup>, particulièrement lorsque l'écart entre les aspirations et le milieu d'origine est important. Or la mobilité sociale influence les attitudes politiques des individus<sup>572</sup>. Les résultats de P. Le Galès sur « les idées des étudiants » – que ce soit sur l'organisation de la société, les relations entre hommes et femmes ou encore la religion – vont dans ce sens. Constatant que les étudiants aux idées divergentes avec leurs deux parents sont plus fréquemment enfants d'ouvriers et d'employés, il évoque une socialisation anticipée au futur groupe d'appartenance et une rupture avec le milieu d'origine, consécutive de la poursuite des études<sup>573</sup>.

Nous voudrions montrer que les situations d'opposition politique et de modification d'opinions politiques peuvent s'analyser comme des conséquences de conflits d'identité et d'un travail sur soi-même suite à des déplacements sociaux<sup>574</sup> provoqués par la carrière étudiante. Les étudiants en promotion culturelle, présentent des dispositions au changement d'identifications politiques, de leur rapport au monde et à la politique. L'acquisition de ces dispositions correspond à la prise de conscience de l'éventualité d'accéder à d'autres groupes sociaux. Il s'agit alors d'une « rupture d'identification ». La promotion culturelle des étudiants, qui induit une socialisation anticipée au groupe social qu'ils envisagent de rejoindre, une socialisation aux autres étudiants et des changements de contextes sociaux, introduit une distance à leurs parents qui émerge au niveau des opinions politiques en raison de l'importance de la politique au sein de la structure familiale. Les changements d'étapes

---

<sup>569</sup> *Ibid.*

<sup>570</sup> Lahire (Bernard), *L'homme pluriel*, *op. cit.*, p. 60.

<sup>571</sup> En ce sens, voir Hoggart (Richard), *La culture du pauvre*, *op. cit.*

<sup>572</sup> Barber (J.A.), *Social mobility and voting behavior*, *op. cit.*

<sup>573</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants et leurs familles » in Galland (Olivier), *Le Monde des étudiants*, *op. cit.*, p. 85-108, p. 93.

<sup>574</sup> Sur les conséquences des déplacements sociaux, voir Gaulejac (Vincent de), *La névrose de classe*, *op. cit.*

dans la carrière étudiante, notamment ceux qui génèrent des variations de contextes, activent et accélèrent le processus de différenciation.

En ce qui concerne les étudiants en changement politique par rapport à leurs parents, les croisements de variables sur l'enquête n°1 (n=801), entre le type de filiations et les propriétés sociopolitiques, donnent un premier type d'indication. Cependant, cette variable présente quelques limites. La seule modalité pertinente est la filiation opposition qui correspond à une opposition politique aux deux parents, sans toutefois considérer les étudiants situés différemment de leurs parents au sein des entités droite ou gauche – par exemple les étudiants positionnés à l'extrême gauche alors que leurs parents sont au centre gauche. Cette enquête ne favorise pas non plus la compréhension du processus de changement d'opinions. Les questionnaires livrent quelques caractéristiques sur les étudiants en opposition, mais pas la manière dont ils se représentent cette situation. Dès lors, des entretiens biographiques visent à reconstruire les trajectoires biographiques des étudiants aux identifications partisans distinctes de leurs deux parents. Ils permettent de procéder à la reconstitution des éléments biographiques pertinents<sup>575</sup> par le recueil d'un discours sur les pratiques et la trajectoire biographique et scolaire reconstruite *a posteriori*, et de la sorte de faire apparaître ce que le langage des variables ignore<sup>576</sup>. En conséquence, ce type d'entretiens doit atteindre l'usage que les enquêtés font de leurs propres catégories – « l'identité personnelle ne devient narrative que mise en récit<sup>577</sup> » – ainsi que la manière dont ils se perçoivent et se situent par rapport à leurs parents. Le corpus d'entretiens constitué ici est composé d'une quinzaine d'étudiants en opposition politique (qui se situent soit à gauche alors que leurs parents sont à droite, soit à droite alors que leurs parents sont à gauche) ou en changement d'orientation politique (qui se situent à gauche après avoir été à droite, à droite après avoir été à gauche, à l'extrême gauche après avoir été au centre gauche, ou encore ni à gauche ni à droite après avoir été à l'extrême droite)<sup>578</sup>. Les nombreux entretiens réalisés (une centaine) et ceux issus du groupe d'enquête qui réunissait des étudiants de sociologie (plus de 300) n'ont pas permis d'en recueillir davantage. La taille réduite du corpus n'empêche pourtant pas l'explication. En effet : « Toute

---

<sup>575</sup> Voir Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique... », art. cit., p. 175. Sur la biographie voir entre autres Passeron (Jean-Claude), « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol.31, n°1, 1990, p. 3-22 ; Pudal (Bernard), « Du biographique entre « science » et « fiction » », *Politix*, n°27, 1994, p. 5-24.

<sup>576</sup> Passeron (Jean-Claude), *Le raisonnement sociologique*, op. cit. ; Lahire (Bernard), « La variation des contextes... », art. cit.

<sup>577</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités*, op. cit., p. 207.

<sup>578</sup> Voir en annexe le tableau A217, qui détaille leurs caractéristiques. Afin de respecter l'anonymat, on rappelle que les prénoms ont été modifiés.

individualité est faite d'éléments partagés avec des classes plus ou moins étendues de « compagnons » d'expériences. En ce sens, les cas particuliers ne sont jamais idiosyncrasiques. Ils sont aussi révélateurs de manières de voir, de sentir, de réagir et de faire, plus ou moins communes à ceux qui présentent des propriétés pertinentes (plus ou moins) analogues<sup>579</sup> ».

Ce chapitre, structuré en deux temps, aborde l'opposition politique des étudiants à leurs parents en tant que manifestation d'une crise identitaire due à une promotion culturelle (I), puis les changements d'étapes de la carrière étudiante comme des éléments explicatifs des changements d'orientation au cours des études supérieures (II).

---

<sup>579</sup> Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique... », art. cit., p. 171.

## I. Des dispositions au changement

L'opposition politique des étudiants à leurs parents est un analyseur de la modification d'identité due à la carrière scolaire, vecteur d'une promotion culturelle et sociale. Dans une perspective de mobilité ascendante, la réussite scolaire est effectivement un facteur de distanciation au groupe d'appartenance et à la famille<sup>580</sup>. Les études supérieures sont susceptibles de cristalliser investissements, espoirs et déceptions. Les trajectoires promotionnelles sont marquées par la coupure entre l'individu et sa famille. Pour reprendre la formule de R. Hoggart, « le boursier se dirige vers le monde des « autres »<sup>581</sup> ». L'acquisition par les enfants d'un niveau de diplôme supérieur à celui de leurs parents peut se traduire par « une dissemblance entre les parents et l'enfant, qui peut elle-même générer une dégradation des rapports affectifs et diminuer le contre don relationnel de la part de l'enfant<sup>582</sup> ». Comme le remarque F. de Singly, les parents peuvent être fiers de leur enfant mais ne plus le reconnaître tout à fait : « L'enfant peut être amené à trahir en quelque sorte sa culture familiale et devenir étranger parmi les siens<sup>583</sup> ». Il cite en ce sens un extrait de l'œuvre d'Annie Ernaux où la réussite scolaire se transforme en échec relationnel<sup>584</sup> : pour les parents « la fierté de la victoire scolaire et sociale de leur fille s'échange contre de l'indifférence teintée de mépris ». Ainsi, « les parents qui ne peuvent pas faire hériter directement leur enfant d'un bon patrimoine culturel doivent l'acheter à tempérament, en le remboursant en partie par des biens affectifs<sup>585</sup> ». Dans ce type de configuration, le conflit avec l'entourage est fréquent parce que les étudiants en promotion se trouvent au « point de friction » entre deux cultures. Friction d'autant plus grande que la réussite scolaire a été juste suffisante pour les couper de leur classe d'origine, sans leur permettre pour autant d'accéder véritablement à une autre catégorie sociale<sup>586</sup>. Ce type de situation d'*hystérésis* génère des souffrances, une instabilité, une perméabilité aux influences extérieures à la structure familiale d'origine et aux socialisations secondaires. Les situations de promotion culturelle provoquent des

---

<sup>580</sup> Voir Galland (Olivier), « Perspectives d'ascension sociale... », art. cit.

<sup>581</sup> Hoggart (Richard), *La culture du pauvre*, op. cit., p. 350.

<sup>582</sup> Singly (François de), *Fortune et infortune...*, op. cit., p. 181.

<sup>583</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>584</sup> Ernaux (Annie), *Les armoires vides*, op. cit. ; Ernaux (Annie), *La place*, op. cit.

<sup>585</sup> Singly (François de), *Fortune et infortune...*, op. cit., p. 182.

<sup>586</sup> Voir en ce sens, Hoggart (Richard), *La culture du pauvre*, op. cit.



changements de groupe d'appartenance et de groupe de référence<sup>587</sup>. La mobilité suppose en effet un processus mental d'identification à un groupe d'appartenance différent de son groupe d'origine, c'est-à-dire le groupe de référence<sup>588</sup>. Pour les primo-entrants dans le supérieur au sein de leur famille, il s'agit de s'adapter et de faire face à une situation inconnue par l'adhésion aux valeurs d'un ou de plusieurs groupe(s). Le souhait de correspondre aux caractéristiques du groupe d'arrivée suscite une modification de leur identité. Ces primo-entrants peuvent basculer du système de valeurs de leurs parents à celui du groupe d'arrivée, ou du groupe envisagé, tel qu'ils se le représentent avec leurs schèmes de perception et de compréhension. Ce changement de référentiel est amorcé et initié par les parents eux-mêmes qui, en inculquant à leur enfant le désir de promotion sociale – donc de changement –, les incitent à changer de groupe de référence, à convertir leurs propriétés, et finalement à ne pas les considérer comme modèle. La famille est le point de départ de la mobilité culturelle et sociale<sup>589</sup>.

L'orientation politique constitue un indicateur et un vecteur de la différenciation en cours pour des étudiants dotés d'un « *ethos* promotionnel<sup>590</sup> ». De fait, pour ceux qui présentent des dispositions au changement, le changement de référentiel amène des modifications dans les prises de positions politiques. L'opposition politique des étudiants en tant que crise identitaire peut être appréhendée en relevant les prédispositions des enquêtés qui suscitent leur différenciation (A) et leur changement de groupe d'appartenance et de référence (B).

### **A. Promotion culturelle et politisation**

Nous avons déjà évoqué des étudiants en changement d'attitudes plus fréquemment scolarisés au sein de filières de sciences humaines et sociales (69% des étudiants en opposition politique<sup>591</sup>). Hormis cet aspect, quelles sont leurs caractéristiques ? Dans son étude sur le rapport à la politique des lycéens, V. Tournier relève que « les lycéens dont les parents sont de gauche et qui sont scolarisés dans le privé, comme les lycéens dont les parents sont de droite et qui sont scolarisés dans le public, présentent au fond un certain nombre de caractéristiques qui forment autant de prédispositions favorables à d'éventuels changements

---

<sup>587</sup> Sur ces concepts, voir Merton (Robert K.), *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, op. cit

<sup>588</sup> Sur les jeunes ruraux, voir Galland (Olivier), « Perspectives d'ascension sociale... », art. cit.

<sup>589</sup> Cf. les réflexions de Rosenmayr (Leopold), « Nouvelles orientations... », art. cit., p. 247.

<sup>590</sup> Sur l'*ethos* promotionnel, voir Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, op. cit.

<sup>591</sup> Source : enquête n°1, n=801.

politiques : ils sont issus de milieux moins aisés, moins diplômés et moins politisés, et les discussions politiques occupent chez eux une place moins importante<sup>592</sup> ». En appliquant ces observations, les étudiants en opposition politique à leurs parents devraient être issus de milieux peu aisés, peu diplômés et peu politisés. En fait, l'enquête ne vérifie que les deux premières caractéristiques : si les étudiants interrogés sont dotés d'un *ethos* promotionnel – comme l'illustrent plusieurs indicateurs –, ils présentent aussi des dispositions à la politisation.

Première caractéristique : les parents des étudiants en opposition politique sont souvent en ascension sociale. Confirmant au niveau de la population étudiante les travaux de A. Muxel<sup>593</sup>, les filiations politiques ne se distribuent pas de manière homogène suivant la position sociale héritée. Les étudiants en opposition sont davantage issus des catégories intermédiaires. Le corpus d'entretiens permet de déceler les situations de promotion culturelle : ce sont soit des primo-entrants dans le supérieur au sein de leur famille, soit des frères ou sœurs de primo-entrants. Ceci ne signifie pas que tous les étudiants en opposition sont originaires des catégories intermédiaires et populaires de l'espace social, mais qu'ils sont en nombre élevé parmi nos enquêtés, et qu'il s'agit d'un élément explicatif. Les parents de ces étudiants, dans leur ensemble sans diplôme du supérieur, apparaissent poussés par le souhait de progresser et de voir progresser leur lignée. Alors que leurs grands-parents se situent au sein des catégories populaires de l'espace social – ouvriers, petits agriculteurs ou employés –, leurs parents prennent place dans les fractions en ascension des catégories populaires ou intermédiaires : directeur adjoint d'une PME, sans diplôme, pour le père de Maxime/62 ; commercial sans diplôme pour le père de Franck/95 ou avec un CAP pour celui de Tom/24 ; ingénieur/technicien de promotion sans diplôme pour Luc/14 ; ouvriers devenus agents de maîtrise, contremaître ou technicien pour Stéphanie/94, Virginie/86 et Guy/73 ; employé devenu « cadre maison » par la formation interne ou les concours internes pour Geoffrey/91 ; employé peu ou pas diplômé devenu chef d'entreprise pour Marie/92 et Bruno/97. Les parents orientent, semble-t-il, leur vie professionnelle dans le but de modifier leur position et celle de leur lignée. Peu diplômés, les pères effectuent pratiquement tous des carrières « maison » en progressant au sein de leur entreprise ou de leur administration. Et souvent, ils sont « au maximum » de ce qu'ils peuvent espérer comme l'exprime Maxime/62 :

---

<sup>592</sup> Tournier (Vincent), « École publique, école privée, le clivage oublié... », art. cit., p. 584.

<sup>593</sup> Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, op. cit.

« Mon père est rentré dans une PME, qui faisait du revêtement de surface pour R. Donc la boîte, la PME, a grossi, et quand il en est parti, il était agent de direction, il y avait une centaine de personnes. Donc c'est quelqu'un qui s'est fait tout seul. Mes parents n'ont pas fait d'études, je sais même pas s'ils ont le certificat d'études, j'en suis même pas sûr. Donc au niveau universitaire, je suis un primo arrivant. [...] Eux étant arrivés un peu au taquet de ce qu'ils pouvaient faire dans une époque favorable. » (Maxime/62).

Son père est donc devenu agent de direction d'une PME sans aucun diplôme. Autre exemple, le père de Guy/73 :

« Dans les CSP, ça se rangerait pour mon père du côté des cadres, il est dessinateur industriel. Mais il faut prendre en compte le niveau de diplôme. Je considère pas mon père comme cadre mais comme ouvrier, parce qu'il est arrivé dans l'entreprise en tant qu'ouvrier dessinateur. [...] Ma mère est sans profession. [...] Et donc, bon elle a pas de diplôme, le certificat d'études, et mon père il doit avoir le bac. » (Guy/73).

Il commence en tant qu'ouvrier, ou plutôt employé, avant de se spécialiser en tant que dessinateur industriel. Les étudiants sont conscients de ces situations de promotion. Pour leurs parents, positionnés dans les catégories intermédiaires ou populaires-supérieures, le travail et les formations professionnelles représentent les seuls moyens de promotion<sup>594</sup>, ce qui limite de fait leurs perspectives personnelles. En revanche, le spectre des possibles leur semble beaucoup plus large pour leurs enfants. Les dispositions à la mobilité des enfants trouvent effectivement leur principe dans l'ascension sociale récente des parents<sup>595</sup>. On perçoit non seulement une transmission des parents à leurs enfants du souhait de promotion mais aussi un investissement pour la réussite de leurs enfants de la plus-value financière réalisée par les parents du fait de leur propre promotion. Ils investissent dans la réussite scolaire de leurs enfants, d'autant plus lorsqu'ils regrettent de ne pas avoir eu la possibilité financière de faire des études<sup>596</sup>. Telle l'anticipation d'un avenir vécu par procuration<sup>597</sup>, de nombreux parents reportent sur leurs enfants leurs espoirs déçus et leurs ambitions, jusqu'à ce que la vie

---

<sup>594</sup> Sur la promotion sociale, voir Montlibert (Christian de), « Promotion et reclassement. Les élèves d'un cours du soir à la recherche de la promotion par le diplôme », *Revue française de sociologie*, IX, 1968, p. 208-217 ; Montlibert (Christian de), *L'institutionnalisation de la formation permanente*, Strasbourg, PUS, 1991 ; Dubar (Claude), Gadéa (Charles) (éds.), *La promotion sociale en France*, Paris, Presses Universitaires Septentrion, 1999.

<sup>595</sup> Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, op. cit., p. 98.

<sup>596</sup> Voir en ce sens les exemples donnés par Laurens (Jean-Pierre), *1 sur 500 ou la réussite scolaire en milieu populaire*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1992.

<sup>597</sup> Bourdieu (Pierre), « Avenir de classe et causalité du probable », art. cit.

familiale soit tournée vers l'objectif de réussite, l'école apparaissant comme une priorité familiale<sup>598</sup>. Ce faisant pour ceux-ci, l'institution scolaire fait figure d'instrument ou de vecteur de promotion, d'où un respect à son égard et une croyance dans les possibilités qu'elle offre.

Deuxième caractéristique : les étudiants en changement ont massivement investi – voire surinvesti – dans leurs études secondaires et supérieures. Plusieurs indicateurs en rendent compte. La mention au bac tout d'abord : 51% d'entre eux détiennent une mention, soit autant que ceux des filiations droite (53%) et gauche (48%), mais nettement plus que ceux des filiations non homogène (42%) et a-politique (35%) ; plus distinctement 23% d'entre eux ont une mention bien ou très bien contre 15,5% sur l'ensemble de l'échantillon<sup>599</sup>. Deuxième indicateur, la scolarisation fréquente dans des établissements scolaires privés (collèges et lycées). De nombreux parents s'avèrent prompts à adopter une posture réflexive à l'égard de l'école<sup>600</sup>, et finalement à assumer une responsabilité vis-à-vis des changements dans le monde social<sup>601</sup>. De ce fait, ils sont en mesure de mobiliser une sociologie spontanée inspirée des grands types d'explications sociologiques<sup>602</sup> : le privé, en sélectionnant les élèves, est pour eux synonyme de qualité des enseignements et d'éloignement des mauvaises fréquentations. Cette stratégie vise fréquemment à contourner la carte scolaire par l'évitement des établissements publics de secteur au recrutement moins sélectionné socialement, pour des parents qui, issus des catégories intermédiaires ou populaires supérieures, résident dans, ou à proximité, des zones d'habitation populaires. À l'origine de la scolarisation dans des établissements privés, se trouve un souhait de distinction des enfants issus des catégories populaires (*cf. infra* l'exemple de Bruno/97 qui rejoint un internat pour éviter le collège de quartier au recrutement social populaire et à la mauvaise réputation au sein de sa petite ville). Les orientations scolaires forment une autre stratégie. Le choix judicieux d'options au lycée (latin, grec, classe européenne ou filières scientifiques) est synonyme d'accès à de « bonnes classes » et/ou à de « bons lycées », pour reprendre des termes d'acteurs. Tel est le cas de Aude/27 dont l'entrée dans une classe européenne lui permet de d'intégrer un des lycées les

---

<sup>598</sup> En ce sens : Laurens (Jean-Pierre), *1 sur 500...*, *op. cit.*.

<sup>599</sup> Source : enquête n°1, n=801.

<sup>600</sup> Sur les stratégies scolaires, voir Van Zanten (Agnès), « La mobilisation stratégique et politique des savoirs sur le social : le cas des parents d'élèves des classes moyennes », *Éducation et Sociétés. Revue internationale de sociologie de l'éducation*, n°9, 2003, p. 39-52.

<sup>601</sup> Boltanski (Luc), Chiapello (Ève), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

<sup>602</sup> Dubet (François), « Vraisemblance : entre les sociologues et les acteurs », *L'Année Sociologique*, vol.44, 1994, p. 83-107.

plus prestigieux du centre-ville de Strasbourg. L'orientation vers les filières les plus cotées (première S) est également perçue comme un gage de qualité. C'est en ce sens que certains élèves du corpus ont redoublé leur seconde pour pouvoir entrer en S l'année suivante. Enfin dernier indicateur d'investissement scolaire, les étudiants en opposition du corpus présentent assez fréquemment des orientations post-bac au sein de filières qui sélectionnent soit sur dossier (classes préparatoires), soit sur concours (IEP) (cf. Geoffrey/91 en prépa HEC, Stéphanie/94 en hypokhâgne, Marie/92 et Virginie/86 à l'IEP). Plusieurs étudiants ont conscience de ces stratégies scolaires et de l'inculcation d'un *ethos* promotionnel, tel Maxime/62, qui lit de nombreux ouvrages de psychologie et de sociologie : « Il y avait une image positive, une valorisation de la réussite scolaire, on sait bien que c'est dans les classes moyennes qu'elle est la plus forte, je suis fils unique, et donc un certain nombre de report sur moi d'espoir d'ascension sociale ». Il évoque ainsi de manière réflexive la valorisation de la réussite scolaire par ses parents.

L'investissement dans la scolarité s'accompagne fréquemment d'une sacralisation de la culture. On sait qu'en milieu populaire, certaines familles créent un climat culturel favorable à des aspirations et à la réalisation de trajectoires ascendantes<sup>603</sup>. Les parents les familiarisent alors avec la culture légitime. Par exemple, pour Stéphanie/94, boursière, les études symbolisent un instrument de promotion sociale. Son père est ouvrier, sa mère employée de cuisine. Son investissement scolaire, encouragé par ses parents, est tout d'abord illustré par une scolarité dans le privé, et ceci en dépit de ressources économiques peu élevées. D'où certains « sacrifices » afin qu'elle « réussisse », pour reprendre ses termes. L'influence des parents s'observe ensuite dans leur encouragement à des activités culturelles (cinéma, lecture, etc.). Ainsi, confie-t-elle : « Ils nous (avec son frère et sa sœur) ont fait beaucoup découvrir le cinéma, la lecture ou même le simple fait d'apprécier de se promener dehors... des trucs tout cons mais je veux dire, ils étaient là... ». Cette transmission, corrélative d'une bonne volonté culturelle, atteste d'investissements dans l'éducation des enfants, d'aspirations culturelles et d'une projection dans l'avenir. Accompagnant cette image positive de la culture transmise par ses parents, Stéphanie/94 affiche une bonne volonté concernant le suivi de l'actualité. Elle achète régulièrement des journaux, notamment ceux qu'on lui conseille, tels *Libération*, le *Canard Enchaîné*, et surtout *Le Monde* : « On m'avait dit que c'était un très, très bon journal ». Les parents de Maxime/62 ont également développé des stratégies d'investissement dans le système éducatif : outre le sérieux à l'égard de l'école, leurs

---

<sup>603</sup> Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, op. cit.

incitations pour l'éveiller à la culture légitime se sont portées sur la lecture. Là encore, Maxime interprète les comportements de ses parents au cours de son enfance par un contrôle familial, principalement exercé par sa mère<sup>604</sup> :

« Souvent à mes anniversaires, on m'offrait plutôt des bouquins. Par un mécanisme assez subtil, quand je voulais commander des Playmobils ou des trucs comme ça, ma mère me disait : « ah non, tu vas pas jouer aux Playmobils, attends ! ». Donc, assez rapidement, je me suis autocensuré et j'étais obligé à chaque fois de demander des bouquins, plutôt que ce qui m'aurait vraiment plu, c'est-à-dire des Meccanos, des Playmobils, des trucs comme ça. Je répondais au désir des mes parents. En même temps, ça m'allait pas trop mal non plus. Je n'étais pas complètement frustré. Je me vengeais, quoi. Je jouais quand même avec des trucs que je m'inventais moi-même, des cartes à jouer comme ça, que je transformais en soldat, etc. Donc je compensais si tu veux.... Mais les bouquins aussi, très tôt, je commençais à les lire. » (Maxime/62).

Il rend compte ici du processus d'inculcation du goût pour la lecture par sa mère. Dans des conditions favorables, les incitations des parents se transforment en dispositions. Ce faisant, les étudiants en opposition politique attestent plus souvent de pratiques politiques et culturelles parmi les plus légitimes. Ils sont davantage attirés par la presse nationale, *Le Monde* (34% contre 20% pour la filiation a-politique) et les autres titres (40% contre 19% pour l'ensemble de l'échantillon, 16% pour ceux en décrochage et 9% pour les a-politiques), que par les quotidiens régionaux (31% contre 57% pour la filiation a-politique)<sup>605</sup>. Ils citent également plus souvent comme loisir préféré un loisir culturel (théâtre, musique, cinéma, etc.) (un quart d'entre eux) et la lecture (20% contre 9% sur l'échantillon – 66% d'entre eux déclarent avoir lu un livre les derniers jours contre 58% pour la filiation gauche, et moins de 45% pour les autres)<sup>606</sup>. Ces résultats apportent une information d'ordre déclaratif qui laisse à voir une présentation de soi construite sur un respect de la culture légitime. Leurs goûts « lectoraux » ne sont d'ailleurs pas contradictoires – bien au contraire – avec leur scolarisation au sein de filières d'études plus familières avec ce type de pratiques (plus de deux tiers des étudiants en opposition sont en sciences humaines et sociales<sup>607</sup> ; au sein du corpus ils

---

<sup>604</sup> En ce sens, voir Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte, op. cit.* Sur le rôle des mères, voir également Pudal (Bernard), « Un usage oblique de la biographie de Marcel Léger, député ouvrier et catholique de 1919 à 1924 », in *Convergences, études offertes à Marcel David*, Paris, Éd. Calligrammes, 1991, p. 371-389.

<sup>605</sup> Source : enquête n°1, n=801. Voir tableau A216.

<sup>606</sup> Source : enquête n°1, n=801. Voir tableau A216.

<sup>607</sup> Source : enquête n°1, n=801.

évoluent pratiquement tous en sciences humaines et sociales : école de commerce, IEP, allemand, anglais, sociologie, ethnologie).

Du point de vue des processus de mobilité, la structure de la famille (le nombre d'enfants, l'ordre de leur naissance et la densité de la fratrie), qui dépend pour partie de la position sociale de la famille<sup>608</sup>, constitue un autre élément à ne pas occulter. Suivant le rang dans la fratrie auquel il convient d'ajouter le sexe, l'investissement dans les institutions scolaires peut s'avérer plus ou moins intense. La promotion culturelle de certains enquêtés est directement liée à leur position de cadet. Pour une partie du corpus, les conditions de leur promotion culturelle apparaissent dépendantes de la taille de la fratrie et de leur position en son sein<sup>609</sup>. Pour les aînés qui accèdent à l'enseignement supérieur, il leur faut inventer, innover, s'ajuster, s'adapter, et se conformer à de nouvelles manières de faire et d'être. Le dernier d'une fratrie bénéficie en revanche de l'expérience et de l'aide des aînés – « le frayage<sup>610</sup> » –, ce qui a d'autant plus d'importance dans des familles où l'enseignement supérieur est un espace inconnu pour les parents<sup>611</sup>. D'autre part, selon la trajectoire sociale de la famille, les enfants n'ont pas toujours les mêmes conditions d'existence. Ils peuvent être confrontés à des attentes parentales variables concernant l'école. Au sein d'une famille en voie d'ascension par le travail, les enfants bénéficient au fur et à mesure de l'amélioration professionnelle et financière des parents au moyen de l'avancement, de cours du soir ou de concours internes (progression du pouvoir d'achat, sentiment de promotion, etc.), à commencer par le cadet d'une fratrie. Tel est l'exemple de Virginie/86. Dernière de sa fratrie, elle profite tout d'abord de l'expérience de ses deux aînés. Le premier, ouvrier intérimaire, a échoué dans ses études. Le deuxième a mieux réussi en devenant ingénieur dans une usine sans toutefois passer par une grande école<sup>612</sup>. L'incapacité de l'aîné à porter le projet d'ascension des parents incite à envisager un investissement plus conséquent sur le parcours scolaire des deux enfants suivants. Intérimaire, le frère aîné de Virginie ne peut *a priori* qu'espérer atteindre la même situation professionnelle que son père. En revanche, son

---

<sup>608</sup> Sur le poids du rang de la fratrie, voir Cherkaoui (Mohamed), « Mobilité sociale », in Boudon (Raymond) (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p. 153-193.

<sup>609</sup> Sur l'effet de personnes diplômées au sein de la famille, voir Montlibert (Christian de), « Promotion et reclassement... », art. cit. ; Grignon (Claude), « L'art et le métier. École parallèle et petite bourgeoisie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°4, 1976, p. 21-46.

<sup>610</sup> Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État*, op. cit., p. 87.

<sup>611</sup> Voir Laurens (Jean-Pierre), *1 sur 500...*, op. cit.

<sup>612</sup> Il convient de prendre l'appellation ingénieur avec précaution. De nombreux techniciens accèdent à la qualité « d'ingénieur maison ». Tout comme le fait d'être considéré comme cadre, l'accès à la catégorie d'ingénieur est un enjeu dans les milieux « techniques ». Voir Boltanski (Luc), *Les cadres*, Paris, Minuit, 1983.

deuxième frère répond davantage aux attentes parentales en effectuant des études supérieures. Virginie tire profit de l'expérience de ses frères, que ce soit l'échec de l'un et la réussite de l'autre. Finalement, à son entrée dans le supérieur, même si le capital culturel hérité est faible, elle ne fait plus figure de primo-entrante au niveau de sa structure familiale. En étant la dernière de sa famille – et peut-être aussi une fille –, elle dispose de quelques atouts – plus importants que son grand frère ouvrier – pour réaliser la promotion sociale, déjà amorcée par son père qui a commencé en tant qu'ouvrier avant de devenir agent de maîtrise dans la même entreprise. Elle présente d'ailleurs cet investissement massif dans ses études comme le fruit des sacrifices de ses parents :

« – *Te considères-tu issue d'une famille favorisée ?* –

Non pas favorisée à la base, mais j'ai toujours eu ce que je voulais, j'ai toujours eu de l'aide grâce à mes parents qui se sont quand même plus ou moins sacrifiés pour moi, donc dans ce sens là j'ai été favorisée. Et puis j'étais la dernière, donc j'ai quand même été favorisée par rapport à mes frères. »  
(Virginie/86).

Elle exprime ici l'avantage de la position de cadette. Ses parents plus à l'aise financièrement au moment de ses études ont davantage investi dans son éducation que dans celle des aînés, en finançant notamment une partie de sa scolarité dans le privé.

Enfin, dernière caractéristique, la politisation. Nous avons déjà signalé leur préférence pour les quotidiens les plus légitimes. Les filiations politiques, construites à partir de l'enquête par questionnaires, et les parcours des étudiants du corpus d'entretiens incitent également à les considérer comme politisés. Différemment de l'enquête sur les lycéens, les étudiants à la filiation opposition se signalent par une politisation élevée (51% d'entre eux sont intéressés par la politique contre 46% pour la filiation droite, 43% gauche, 36% non homogène, 33% décrochage, et 16% a-politique<sup>613</sup>). D'autres indicateurs en rendent compte : leur lecture de quotidiens (46% d'entre eux consultent souvent ou très souvent un quotidien contre 39%, 32% et 24% pour les filiations décrochage, non homogène et a-politique), leur participation plus fréquente à des meetings politiques (29% y ont déjà assisté contre 19% sur l'ensemble de l'échantillon), et leur connaissance de militants politiques (51% contre 41% sur l'ensemble)<sup>614</sup>. L'enquête par entretiens confirme et illustre ces résultats. Au sein du corpus, tous les étudiants en opposition politique s'intéressent à la politique et, lors des entretiens, ils

---

<sup>613</sup> Source : enquête n°1, n=801. De même, 43% des étudiants en opposition suivent régulièrement l'actualité politique contre 42% et 35% pour ceux aux filiations droite et gauche, 22% décrochage et 20% a-politique.

<sup>614</sup> Source : enquête n°1, n=801.



se montrent politiquement compétents en sachant expliciter leurs opinions politiques et leurs choix électoraux<sup>615</sup>. Leur politisation élevée se matérialise pour sept d'entre eux par une adhésion (passée ou présente) à une organisation politique : Aude/27 au PS, Gilles/41 à LO, Maxime/62 au MDC, Guy/73 à Attac, Virginie/86 au Mouvement de jeunes socialistes (MJS), Luc/14 à l'UNI et au Pôle républicain, Tom/24 à l'UDF, puis au PS et à diverses associations. Outre ces engagements, la plupart des enquêtés font état d'un regard positif sur la politique. Elle apparaît effectivement comme importante et prégnante dans leur vie quotidienne. Ce rapport à la politique paraît trouver son origine dans l'héritage politique familial. Les deux parents de tous les étudiants du corpus votent et se positionnent politiquement, et au moins l'un des deux s'intéressent à la politique. Cette politisation se traduit, pour plusieurs parents, par des adhésions à des associations, voire même à des partis politiques. Puisque les étudiants en opposition politique présentent des parents assez politisés, non radicaux, avec des choix homogènes et visibles, l'explication de l'opposition familiale ne se situe pas dans l'absence de facteurs favorisant la transmission familiale, tels que l'intérêt des parents pour la politique, voire même la radicalité des préférences parentales, l'homogénéité et la visibilité des choix des parents<sup>616</sup>. Si les situations en porte-à-faux concernent les opinions politiques, c'est justement parce que la politique fait partie de l'univers des étudiants sous forme de dispositions. Elle est un moyen d'affirmer ses différences sur un objet qui fait sens au sein de l'univers familial. C'est parce que les prises de position politique renvoient à l'éducation reçue et aux socialisations primaires que l'opposition se porte sur celles-ci. On a là une activation des dispositions politiques à l'inverse. Pour reprendre les termes de J.-C. Kaufmann, c'est contre le modèle parental, en partie incorporé, qu'ils se révoltent et construisent par contraste leur nouvelle identité<sup>617</sup>.

Dotés d'un *ethos* promotionnel, les étudiants en opposition présentent des dispositions au changement d'identification politique. Promotion culturelle particulièrement importante, ascension sociale des parents, investissement massif dans la scolarité, sacralisation de la culture, positionnement dans la fratrie, politisation et bonne volonté politique, constituent des

---

<sup>615</sup> Il ne s'agit pas seulement d'un effet de la composition du corpus des entretiens. Car les militants en opposition politique n'ont pas été seulement extraits du corpus des militants, mais aussi du corpus d'entretiens réalisés dans le cadre du groupe d'enquête qui regroupait des étudiants de sociologie (plus de 300 entretiens surtout avec des non militants).

<sup>616</sup> Sur ces facteurs de transmission, voir Percheron (Annick), « Peut-on encore parler d'héritage politique... », art. cit.

<sup>617</sup> Pour un parallèle avec le cas d'Agnès développé par Jean-Claude Kaufmann, « Rôles et identité... », art. cit., p. 305.

éléments explicatifs. Il s'agit à présent de s'intéresser à l'actualisation de ces dispositions dans les comportements politiques.

## **B. Tourner le dos à l'héritage**

L'opposition politique des étudiants à leurs parents est un indicateur d'une différenciation consécutive d'une promotion culturelle, ce qu'illustre le propos de Guy/73 : « Je pense que mon père... je dirais peut-être pas qu'il a les mêmes idées que moi, mais souvent il a pas les mots pour les exprimer. Il voudrait peut-être penser comme nous, les étudiants, comme moi, mais... c'est-à-dire que son travail ne lui permet pas. Il se base toujours sur la réalité, sur son expérience personnelle et professionnelle, tu vois ». Cet étudiant en sociologie considère que son père n'a pas les moyens intellectuels pour exprimer ses idées politiques. La divergence d'opinions politiques transcrit une cassure ou une coupure entre les étudiants et leurs parents. La promotion culturelle par les études supérieures pour des primo-entrants, symbolise un rite de passage qui contraint plus ou moins les étudiants à abandonner leur identité issue de leur socialisation primaire pour construire, à partir des expériences des socialisations secondaires, une nouvelle identité en rupture avec la précédente. Les études supérieures sont susceptibles de représenter « un sas, un « no man's land du sens<sup>618</sup> », un vide, celui où, littéralement, « le je n'est plus rien »<sup>619</sup>. La sortie de crise s'effectue par la recherche de nouvelles références, auprès des enseignants ou du groupe des pairs, susceptibles d'être construites sur des formes de socialisation anticipatrice. Au sentiment de promotion culturelle des étudiants s'associent une différenciation de leurs parents par leurs opinions politiques et un ajustement à un nouveau groupe de référence.

### **1. « Tuer le père », une différenciation par rapport aux parents**

Les situations de promotion culturelle par les études génèrent un processus de différenciation de leurs parents qui se porte, auprès d'étudiants politisés, sur les identifications politiques. Les récits de trois étudiants en rendent compte.

Un premier exemple est celui de Virginie/86, étudiante en quatrième année à l'IEP. Comme les autres étudiants du corpus, Virginie paraît assez politisée. Elle suit quotidiennement le « 20 heures » de TF1, consulte des quotidiens (*Le Monde* et *Libération*), s'intéresse à l'actualité et aux débats politiques. Son attention portée aux sujets concernant le

---

<sup>618</sup> C. Dubar note que cette expression a été utilisée dès 1974 par Renaud Sainsaulieu, « L'effet de la formation sur l'entreprise », *Esprit*, numéro spécial, 1974.

<sup>619</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités*, op. cit., p. 171-172.

chômage et la conjoncture économique ne paraît pas indépendante de la situation professionnelle, dans l'industrie, de son père – agent de maîtrise – et de ses deux frères « ingénieur maison » et intérimaires. Son intérêt pour la politique se matérialise plus précisément par son adhésion au MJS (Mouvement des jeunes socialistes) lors de sa première année à l'IEP. Ses parents et son deuxième frère (l'ingénieur), font également part d'un certain intérêt : ils votent à chaque élection, suivent l'actualité politique avec le quotidien régional *l'Alsace* et le journal télévisé de TF1. Son père était également présent sur une liste aux dernières élections municipales. Les comportements politiques de Virginie diffèrent donc peu de ceux de ses parents pour ce qui est de son suivi de l'actualité par le journal télévisé de 20 heures de TF1. Pratique assez rare à l'IEP parmi les élèves de gauche, encore plus auprès des militants du MJS – les journaux de TF1 y sont stigmatisés comme favorables à la droite gouvernementale. En fait, la différenciation avec les parents est plus ou moins consciente. Elle varie suivant les pratiques : certaines, comme le suivi d'un journal télévisé, échappent à la réflexivité des acteurs et relèvent davantage de l'ordre des habitudes<sup>620</sup>. Mais tel n'est pas le cas de l'orientation politique. Virginie vote pour le parti socialiste à chaque élection, et s'oppose en cela à ses parents et à un de ses frères qui préfèrent le RPR – son frère aîné se singularise également, mais par son vote blanc. Et c'est par une différence de « statut social » – ce qui serait plutôt une tentative de promotion sociale par les études – qu'elle explique son vote et son opposition politique :

*« – Et qu'est ce qui fait, d'après toi, que vous n'avez pas les mêmes tendances politiques, ainsi qu'avec tes parents ? En fait t'es la seule à voter à gauche ! –*

Parce que, je ne sais pas...on a un statut social différent déjà, mon frangin qui est ouvrier ne vote pas, il vote blanc, et l'autre il vote RPR... Oui, je pense que ça peut s'expliquer comme ça, par notre statut social, moi j'ai fait de longues études, et à Sciences Po en plus, donc je pense que ça peut jouer. »  
(Virginie/86).

Son orientation à gauche est une manière de couper avec son milieu d'origine. Elle se distingue par ses études de sciences politiques de ses grands-parents ouvriers à la retraite, de ses parents agent de maîtrise et couturière retoucheuse, de son frère aîné ouvrier, et même de son deuxième frère ingénieur/technicien dans une usine mais aux études moins brillantes qu'elle.

---

<sup>620</sup> Pour une réflexion sur les habitudes, voir Kaufmann (Jean-Claude), *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Paris, Nathan, 2001.

Si cette explication est vraisemblable, on se doit d'approfondir l'analyse du processus. En ce sens, l'exemple d'Aude/27. Cette étudiante en langues explicite son orientation à gauche comme la conséquence, non pas de son éducation, de ses études ou de son entourage amical, mais d'une réflexion personnelle et d'une « sensibilité » : « Je pense que ça a un rapport à une sensibilité c'est tout. [...] Je pense jamais avoir été influencée ». Elle estime s'être construite toute seule. Elle en veut pour preuve, non seulement son vote à gauche et son adhésion au PS qui s'opposent à ses parents positionnés à droite, et plus particulièrement à son père encarté à l'UMP, mais aussi le désintéret de ses amis plutôt adeptes du « tous pourris » :

« La plupart des gens que je connais, ils me disent : « ça sert à rien, de toute façon ils sont tous pourris, gauche ou droite c'est pareil ». C'est pas le choix de se rebeller quand on a une famille qui est plutôt de droite, de partir à gauche. C'est pas une rébellion non plus, une crise d'adolescence un peu tardive. Non, je pense avoir construit ça toute seule. » (Aude/27).

D'après son discours, ce ne serait pas auprès du groupe des pairs qu'il conviendrait de chercher une familiarisation politique. Pour identifier l'origine de son orientation politique, elle se réfère toutefois à son appartenance à la génération Mitterrand, évoquant une influence possible de l'ancien Président de la République et du contexte politique dans lequel elle a grandi : « On parle souvent des générations Mitterrand, et c'est vrai que je suis née un peu avant, je suis née en 77. Mais... enfin l'homme est peut-être ce qu'il est, mais j'ai vraiment l'impression d'avoir été influencée, d'avoir été conditionnée par cet homme là, et puis ses actions ». Si les étudiants en opposition proposent souvent des explications en termes de conjoncture politique plutôt que de socialisations primaires, il convient de relever pour Aude la possible mise en forme de son intérêt avec sa récente adhésion au parti socialiste, et la mise en accord entre sa trajectoire personnelle et sa position de militante du PS<sup>621</sup>. En réinterprétant son histoire passée, elle construit une conception réifiée de son identité pour autrui, une forme narrative qui lui sert de support à la présentation subjective d'elle-même. S'identifier ou être identifié, ce n'est pas seulement « se projeter sur » ou « s'assimiler à », c'est d'abord se mettre en mots<sup>622</sup>. Et : « Raconter sa vie, c'est trouver une intrigue susceptible de guider la sélection des épisodes et leur enchaînement, des personnages et de les influencer. C'est

---

<sup>621</sup> Sur les identités stratégiques, voir Bourdieu (Pierre), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, 1986, p. 69-72 ; Collovald (Annie), « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°73, 1988, p. 29-40.

<sup>622</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités*, op. cit., p. 225.

construire une intrigue articulant ces deux niveaux et permettant de « donner sens » à sa vie, à la fois une direction et une signification compréhensibles par autrui<sup>623</sup> ».

Dans l'explicitation de son positionnement à gauche, Aude évoque également le changement d'environnement social que constitue le fait « de sortir de la campagne » à son entrée en seconde pour rejoindre un lycée du centre-ville de Strasbourg : « je pense que c'est ça vraiment qui a été déclencheur », dit-elle en référence à son rapport à la politique. En quittant son lieu de vie, qu'elle qualifie de « domaine un peu privilégié » et où, d'après son propos, « on est tous pareils », elle fait des rencontres et entrevoit une autre réalité. Son accès à un lycée du centre-ville est un changement de configuration, une transformation de ses repères, voire une rupture avec ses catégories de pensée.

Aude se différencie de sa famille, politiquement mais aussi scolairement. Son opposition politique s'explique par sa promotion culturelle. Que ce soit son père employé de la fonction publique et titulaire du certificat d'étude, sa mère infirmière, ou ses deux sœurs aînées qui travaillent dans la restauration, aucun n'a étudié à l'Université, ni effectué des études supérieures. Dernière de sa fratrie, elle bénéficie de conditions plus favorables que ses sœurs quant à la poursuite d'études – on retrouve là l'effet du positionnement dans la fratrie. Son investissement scolaire est marqué par sa scolarisation dès la seconde dans une classe européenne et l'obtention d'un bac S avec une mention assez bien. Comme elle le relève, c'était là une stratégie scolaire pour accéder à une bonne classe : « c'était plus poussé ». Après le lycée, son entrée en faculté de mathématiques marque un deuxième changement. Le passage à l'Université qu'elle considère comme un accès à une certaine indépendance, une liberté, et « un détachement » de sa famille, pour reprendre une de ses expressions, prolonge sa prise de distance avec sa prime éducation. Sa bonne volonté à l'égard de l'Université qui lui est inconnue, marquée par son souhait de comprendre le fonctionnement de l'espace universitaire, fait également suite à son échec en première année de mathématiques, où elle est surprise par le contenu des études. Rebutée par le côté théorique de cette formation, elle se réoriente en faculté d'anglais, l'une de ses ressources scolaires du fait de son cursus secondaire au sein d'une classe européenne. Corrélativement à son entrée à l'Université, elle commence à suivre l'actualité politique, notamment par la presse écrite :

« Suivre l'actualité politique au sens propre du terme, je m'y suis intéressée après mes années lycée, surtout à mon entrée en fac, surtout par la presse écrite. [...] C'est beaucoup une question de maturité. Par rapport à avant quand on est au lycée, on est assez détaché de ça. Et de toute façon, on n'a pas l'âge

---

<sup>623</sup> *Ibid.*, p. 225.

de voter, donc je pense que ça joue beaucoup. À l'arrivée en fac, j'étais plus consciente peut-être... je voulais m'intéresser. Je trouvais que comme on était plus indépendant, plus libre et détachée, je me suis intéressée à comment... je sais pas vraiment comment exprimer ça, à m'intéresser à ce qu'il y avait autour de moi, à la société, et puis dans la fac même, une fac c'est là. Pourquoi une ville est dotée d'une bonne fac, pourquoi une autre ville en a peut-être une moins bonne. Là aussi y avait le niveau fonctionnement qui m'intéressait, et j'avais plus le temps de rencontrer des gens différents, hors du contexte lycéen d'avant, ou étudiant. Forcément, on discute plus de choses... » (Aude/27).

Cette manifestation d'une bonne volonté culturelle et politique n'est pas indépendante de la manière dont elle considère les études supérieures – un accès à la culture –, et finalement de son nécessaire ajustement. Faisant également preuve d'une bonne volonté scolaire, elle poursuit ses études de langues jusqu'au doctorat, et envisage de devenir maître de conférences.

Par l'acquisition de connaissances au cours de ses études et d'une capacité de réflexion critique, l'apprentissage du champ politique, et la compréhension de nombreux enjeux politiques, elle développe le sentiment d'avoir dépassé ses parents :

« – *Mais vous ne discutez jamais de politique ?* –

Il faut qu'on soit plus nombreux pour mettre le sujet politique sur la table. De toute façon, je suis une des seules personnes à gauche dans ma famille, donc ça devient assez vite conflictuel. Ou alors, c'est pareil, ce sont des gens, bon il faut pas parler comme ça, mais ils restent au niveau de ce qu'ils entendent, de ce que la presse ou les médias veulent bien nous faire passer, donc c'est un peu des discours, ce que j'appelle des discours de comptoirs, avec beaucoup d'idées reçues, beaucoup *d'a priori*. Et souvent il suffit d'avoir un discours un peu plus clair, souvent plus réfléchi, et des fois on arrive à leur faire reconnaître certaines choses. **Mais sinon, y a pas de regard critique vis-à-vis de tout ce que ma famille peut voir, peut avaler comme informations, c'est vraiment ça, ils réfléchissent pas.** » (Aude/27).

Elle présente sa famille comme ne réfléchissant pas et ne disposant ni du même regard critique, ni des moyens intellectuels – la compétence – pour le faire. C'est par son esprit critique et ses connaissances qu'elle souhaite se différencier de sa famille. Cette distinction renvoie également à ses goûts et pratiques : « le « décollage » suppose toujours une rupture dont le reniement des anciens compagnons d'infortune ne représente qu'un aspect<sup>624</sup> ». Ainsi, au goût pour la télévision de ses parents, elle oppose son intérêt pour la lecture. Elle préfère la lecture à la télévision qu'elle ne regarde jamais, contrairement à ses parents qui la laissent

---

<sup>624</sup> Bourdieu (Pierre), « Avenir de classe et causalité du probable », art. cit.

allumée toute la journée. Ce sentiment se manifeste plus précisément par son suivi de l'émission politique *France Europe Express* le dimanche soir à la radio plutôt qu'à la télévision – cette émission étant diffusée simultanément sur *France Infos* et *France 3* –, et ce même si son père suit le débat à la télévision dans le salon de la maison familiale. Dans ses propos, se dégage le sentiment d'être libre de toute détermination, notamment familiale :

« – *Est-ce que t'as pu être influencé par les amis, les personnes que t'as pu rencontrer ?* –

Je pense jamais avoir été influencée. Je veux dire, je suis assez sûre d'avoir réfléchi à ce que je ressentais, à ce que je pensais. Et même si j'ai pu rencontrer des gens, mais je pense pas qu'ils m'aient influencé. Je suis quand même capable d'avoir un raisonnement. » (Aude/27).

Elle fait ici état d'une certaine réflexivité sur son parcours. Cette impression est confirmée par la situation d'entretien au cours duquel, elle n'est pas aussi loquace sur ses parents et sa famille que sur le récit de ses activités et de ses souvenirs de jeune militante. En lui signifiant qu'après avoir évoqué les thèmes concernant sa famille, on allait plus précisément aborder ses pratiques militantes, elle s'est décontractée et décrispée.

Son opposition politique et son engagement au PS donnent lieu à une incompréhension de ses parents voire à des accusations de fierté<sup>625</sup>, qu'ils commentent comme « une crise d'adolescence un peu tardive ». Cependant, Aude demeure fidèle sur plusieurs points à son milieu d'origine comme par exemple lorsqu'elle souhaite s'investir politiquement en milieu rural, et s'occuper de la section du PS à laquelle est rattaché son village d'origine. Son rapport à la politique laisse à voir une tension entre rupture et fidélité à l'égard de ses parents. Son intérêt politique doit être mis en relation avec le parcours politique de son père, maire d'une petite commune depuis plusieurs années et adhérent à l'UMP. De même, sa rédaction d'articles pour le journal de sa commune, sa participation à des réunions politiques publiques dans son canton, ses discussions avec sa mère pour essayer de la persuader de voter différemment, attestent d'un souhait de transmission à son milieu d'origine au sens large, c'est-à-dire l'espace rural : « Alors moi y a un truc que j'aimerais faire, bon je pense pas habiter à la campagne toute ma vie, mais je suis persuadée qu'il y a des terrains qu'on peut conquérir (avec le PS), peut-être pas gagner, mais au moins essayer de diffuser nos idées ». Ce faisant, elle essaye, d'une certaine manière, de convaincre, d'inculquer l'esprit critique qu'elle développe par ses études supérieures, d'ouvrir les yeux à ses semblables, voire

---

<sup>625</sup> Sur ce point : Weber (Florence), *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA, Éditions EHESS, 1989 ; Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte, op. cit.*, p. 193.

finalement de les convertir. Elle souhaite leur divulguer d'autres informations et interprétations que celles qu'ils entendent habituellement, comme pour participer à la transformation des manières de voir de personnes de son milieu d'origine, transformation qu'elle réalise elle-même. Cet entretien illustre la double étrangeté propre aux transfuges qui souhaitent « faire la preuve d'une conversion réussie et de la fidélité à leurs origines<sup>626</sup> ». En ce sens, le constat de J.-C. Kaufmann sur l'entrée en couple est ici approprié : « L'identité passée est recomposée par l'interaction et le cadre de socialisation du moment [...]. Mais cette recombinaison n'opère qu'en lien étroit avec le passé incorporé dans les personnes particulières, le nouveau contexte nomique ne produit pas directement une nouvelle identité mais réactive certains schémas intériorisés plus ou moins mis en sommeil ; réorganise la « réserve d'expériences<sup>627</sup> » accumulées et participe à redéfinir l' « identité »<sup>628</sup> ».

Le cas d'Aude permet d'envisager l'opposition politique comme la conséquence d'une différenciation avec les parents en lien avec une promotion culturelle par l'école et le caractère légitime de la politique au sein de la structure familiale. En effet, le père d'Aude étant maire et encarté, la politique est un élément important de sa socialisation. Avec cet exemple, on perçoit la difficulté de cerner la genèse du processus, compte tenu de certaines résistances à l'objectivation. Le sentiment de différenciation avec les parents étant solidement ancré.

Afin de mieux saisir la formation d'un tel sentiment, soit un autre exemple. Il vise à davantage cerner le processus en train de se faire. Franck/95 est étudiant en licence de sociologie. Son père est commercial, sa mère aide-soignante, ils n'ont pas fait d'études supérieures, ni suivi une scolarité dans un lycée d'enseignement général. Au fur et à mesure de son cursus, Franck se distancie de ses parents du point de vue de son identification partisane. Alors qu'il suit son père dans ses choix politiques pour son premier vote lors du référendum sur le quinquennat, il s'en distingue à l'élection suivante :

« Ma première élection c'était euh, pour ou contre le quinquennat donc par rapport à ça j'avais voté contre. Pourquoi j'ai voté contre, parce que là-dessus je dois dire que mon père m'a beaucoup influencé. [...] Après, ma deuxième élection c'était, c'était les présidentielles (rire), donc là j'avais voté Arlette. Justement par rapport à ça, c'est là justement que j'ai commencé à m'affirmer par rapport à ça parce que les élections présidentielles, bon avec mon père on en avait parlé, et mon père il arrêta pas

---

<sup>626</sup> Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, op. cit., p. 192.

<sup>627</sup> Schutz (Alfred), *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1987.

<sup>628</sup> Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité... », art. cit., p. 305.



de parler du vote stratégique parce que donc il voyait venir ce qui est arrivé, donc Le Pen au second tour et il disait « faut voter Jospin », comme si c'était une nécessité de voter Jospin et je trouve pas que... Enfin voilà, moi par rapport à ça j'ai commencé un petit peu à réfléchir et moi-même j'avais cette idée. » (Franck/95).

À la présidentielle de 2002, alors que son père l'incite à voter L. Jospin, il choisit A. Laguiller. Pour expliciter ce changement, il dit « s'affirmer », ce qui passe pour lui par une radicalisation :

« – *Quel est ton parti préféré ?* –

C'est les partis d'extrême gauche. Ouais je pourrais dire Lutte ouvrière on va dire.

– *Pourquoi ?* –

Ben euh, ouais ben peut être pour me radicaliser euh, pour me radicaliser par rapport à mes parents on peut le dire, mes parents qui se disent de gauche mais voilà euh, la gauche ça veut plus dire grand chose donc voilà. Justement j'essaye de m'affirmer là-dedans mais je crois pas que je sois fixé politiquement, euh, c'est clair il y a des choses auxquelles je crois mais c'est quand même vachement flexible. Bon, alors pourquoi ce parti, c'est peut être mon côté un peu idéaliste un peu, en ce moment j'ai envie de m'affirmer et m'affirmer peut être dans la radicalité. » (Franck/95).

Son suffrage pour les candidats d'extrême gauche et non du PS comme ses parents est un moyen de s'autonomiser. La modification de son positionnement politique correspond également à des changements dans sa participation politique. Alors que son suivi de l'actualité s'effectuait surtout par la lecture du quotidien régional auquel ses parents sont abonnés, il se dirige à présent vers des émissions politiques qui font intervenir des personnalités politiques (*France Europe Express*) et se caractérisent par leur côté pédagogique (*Ripostes* sur ARTE). Quant aux discussions politiques auparavant fréquentes avec son père, il les a remplacées par celles avec ses amis, car d'après lui son père apprécie peu qu'il s'affirme : « On (lui et son père) en parlait, on en parle moins, parce que maintenant je m'affirme et ça lui plaît pas et moi, moi j'évite ». La modification de son rapport à la politique s'accompagne d'une modification du contexte d'expression de ses opinions politiques.

Cette différenciation progressive avec ses parents qui se manifeste dans son rapport à la politique est consciente : elle est un mode d'émancipation. Les changements de comportements politiques de Franck sont des indicateurs de la modification de son rapport aux valeurs et à ses études, et finalement de sa promotion culturelle en cours, matérialisée par l'obtention d'un bac ES, puis d'un deug de sociologie. S'il poursuit une filière générale au

lycée, alors qu'il rencontre quelques difficultés – redoublement de la seconde –, c'est sur l'insistance de ses parents. Sa réussite au bac s'explique aussi par l'intérêt pour les cours d'un enseignant de sciences économiques et sociales (SES) en première et terminale qui le captivent et le familiarisent avec les questions de société tant d'un point de vue économique que sociologique. Il faut dire que ces enseignements activent ses dispositions à la politisation (son père est conseiller municipal depuis une quinzaine d'années, intéressé par la politique et l'actualité avec un suivi quotidien du journal télévisé et la lecture d'un quotidien régional). Enseignements qui lui permettent plus précisément de comprendre les discours politiques qu'il trouvait jusque là peu accessibles :

« J'ai redoublé ma seconde, enfin redoublé, j'ai passé une année sabbatique en fait. J'avais pas assez d'esprit critique, je m'en foutais et voilà. Bon, j'ai refait ma seconde et puis j'ai fait un bac éco parce que ça m'intéressait, je trouvais ça sympa et donc, j'ai fait mes deux ans, et j'ai commencé à prendre goût à apprendre, j'ai commencé à m'interroger, l'économie m'intéressait beaucoup grâce à Monsieur M. Beaucoup de choses ont commencé à changer, j'ai commencé à aller en fac de socio et les contraintes apparaissaient moins comme des contraintes et ça m'intéressait de me poser moult questions parce que je suis quelqu'un de tourmenté, et voilà, c'est ce qu'il me faut, c'est les études qui me conviennent. [...] Le champ politique ça me parle un petit peu parce que bon j'ai été au lycée, euh, j'ai eu la chance de rencontrer donc, un prof, Monsieur M. qui m'a sensibilisé à toutes ces questions politiques et je trouve que le discours n'est pas accessible quoi. Moi-même je regarde des émissions politiques, des fois sur France 3 et je trouve que le discours n'est pas accessible. » (Franck/95).

Ses études secondaires le poussent aussi à s'interroger sur lui-même. Il évoque un côté tourmenté. Là est l'enclenchement d'une posture réflexive. C'est au lycée qu'il commence à se questionner, à s'intéresser à l'économie et plus largement à la société. Il décide alors d'entrer en faculté de sociologie où se poursuivent son acquisition de connaissances et ses interrogations. Une fois encore, le rôle des enseignants est patent :

« J'ai retrouvé cette image de prof de terminale à l'Université et c'est un peu facile pour nous parce qu'on est là pour penser donc c'est un peu notre rôle, et je trouve qu'en sociologie par exemple, les profs nous sensibilisent très bien sur des sujets ou justement après, je vais tomber sur des sujets dans des reportages là-dessus et ça va me permettre de mieux comprendre. » (Franck/95).

La sociologie entre en concordance avec ses propres questionnements, et lui donne l'occasion de continuer à développer des schèmes de compréhension de l'actualité.

Ses études supérieures, mais aussi son départ du domicile parental pour habiter en colocation avec un étudiant de sociologie, ainsi que son activité de surveillant dans un lycée, le détachent de plus en plus du référentiel parental tant du point de vue économique que des expériences de vie. Le mimétisme du vote de Franck avec son colocataire est un indicateur de la socialisation par le groupe des pairs qui prend le dessus sur la socialisation parentale. Si ce processus d'autonomisation se porte sur la politique, c'est en raison de la place de la politique dans son environnement social, que ce soit au niveau de ses amis, plutôt politisés – à commencer par son colocataire –, de son activité salariée avec sa participation aux mobilisations pour la défense du statut de surveillant, et de sa famille. L'exemple de Franck permet de comprendre le processus de différenciation avec les parents concernant les opinions politiques, lié à des dispositions à la politisation, à une situation de promotion culturelle et à des configurations sociales particulières (études, amis, activité salariée). Son exemple montre que la carrière scolaire, la familiarisation avec les sciences sociales mais aussi les rencontres au sein du contexte scolaire, sont susceptibles d'influer sur le positionnement politique.

Plusieurs situations d'opposition politique et de changement d'orientation sont donc les conséquences d'une différenciation des étudiants avec leurs parents, elle-même conséquence de l'activation d'un ethos promotionnel. Certaines pratiques comme les opinions politiques sont plus concernées car plus liées à la réflexivité.

## **2. L'ajustement au groupe de référence**

Deuxième aspect, les étudiants en rupture avec leurs socialisations primaires sont en recherche de nouvelles références. Au sein du corpus, les étudiants en opposition politique font fréquemment l'objet de changement de groupe d'appartenance et de référence. Ce processus n'est pas étranger au fait qu'ils estiment réaliser une promotion culturelle. La mobilité suppose en effet un processus mental d'identification à un groupe d'appartenance (le groupe de référence) différent du groupe d'origine<sup>629</sup>. Empreints d'une bonne volonté scolaire et intellectuelle, ces étudiants sont contraints d'inventer et de trouver de nouvelles références. Une manifestation possible est l'ajustement aux autres élèves et aux règles implicites présentes au sein de leur cursus d'études. Les enseignants et le groupe des pairs peuvent devenir une alternative, c'est-à-dire représenter des modèles de substitution à la référence parentale<sup>630</sup>. Les étudiants cherchent alors à se conformer au groupe qu'ils souhaitent intégrer.

---

<sup>629</sup> Sur les jeunes ruraux, voir Galland (Olivier), « Perspectives d'ascension sociale... », art. cit.

<sup>630</sup> On est là dans une situation différente de celle décrite par Paul Willis, où les « gars », en accord avec le groupe des pairs, adoptent des codes et des pratiques dans la continuité de ceux de leurs parents, voir « L'école

L'adhésion plus fréquente des étudiants en opposition politique à des associations témoigne quelque peu de ce souhait d'intégration. Effectivement, ils semblent *a priori* plus insérés dans des réseaux sociaux de ce type, synonymes de lieux de sociabilité et de socialisation, et véritables vecteurs de socialisations secondaires<sup>631</sup> (43% adhèrent ou ont adhéré à une association contre 32% pour ceux à la filiation a-politique<sup>632</sup>). L'ajustement au groupe de référence n'est pas toujours aisé, notamment lorsque les écarts paraissent plus prégnants en cas d'orientation vers les filières les plus prestigieuses de l'espace des institutions d'études supérieures. Trois exemples d'étudiants en opposition politique visent à appréhender les ajustements plus ou moins réussis au groupe des pairs suite à une promotion culturelle et à l'insertion dans un contexte d'études.

### **La conversion politique d'une étudiante en sciences politiques**

Un premier exemple d'ajustement des opinions à un nouveau groupe de référence est celui de Marie/92, successivement étudiante à Sciences Po et en sociologie. Son vote pour un candidat PS aux législatives a suscité une crise : « J'ai voté socialiste aux législatives. Mais ça a débouché sur une crise familiale. Ma mère m'a dit : « comment peux-tu voter pour des personnes qui font du mal à ton père ? ». ». Le propos de sa mère, femme de chef d'une PME, renvoie à son rejet des 35 heures mises en place par le gouvernement « gauche plurielle ». Son opposition politique semble trouver son origine dans son *ethos* promotionnel.

En fait, ses études de sciences politiques, suite à une scolarité dans le privé et un bac obtenu avec mention très bien, illustre son investissement massif dans les études qui n'est pas sans lien avec le désir de promotion sociale de ses parents. Seule sa mère a entamé des études supérieures qu'elle n'a jamais conclues par un diplôme. En réussissant ses études, Marie estime effectuer une ascension sociale, à l'instar de son père, fils d'employé devenu agent des douanes puis chef d'une petite entreprise. Elle précise : « Mon père, je considère qu'il a eu une ascension sociale forte par rapport à son milieu de départ. Et c'est maintenant moi, par rapport à ma famille ». Elle présente des dispositions au changement. Mais c'est son parcours scolaire et ses études de sciences politiques qui vont les activer. En ayant modifié son orientation politique au cours de ses études supérieures, le rôle du cursus sur son orientation

---

des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, 1978, p. 50-61. Par rapport aux « gars », les étudiants en opposition politique jouent davantage le jeu de l'institution scolaire et adhèrent au jeu. Dotés d'un *ethos* promotionnel, ils seraient plutôt du côté des « fayots ».

<sup>631</sup> Cf. Joignant (Alfredo), « La socialisation politique stratégies d'analyse... », art. cit.

<sup>632</sup> Source : enquête n°1, n=801.

politique est patent. Avant son entrée à Sciences Po, elle se positionne à droite et envisage des études d'économie pour occuper un emploi proche de ses parents (chef d'entreprise). Et au cours de ses études de sciences politiques, elle adopte d'autres façons de voir :

« Ce sont les études qui m'ont influencée parce que jusqu'au bac, on va dire jusqu'à ce que je commence mes études supérieures, j'étais assez du côté... du même avis que mes parents en fait. Je remettais pas vraiment en questions ce qu'ils pensaient. Notamment, j'étais surtout sensibilisée sur des sujets comme l'entreprise, je voulais faire des études en économie, éventuellement faire le même boulot que mes parents plus tard. Et au fur et à mesure de mes études, j'ai découvert d'autres sujets, d'autres centres d'intérêt, j'ai remis en question pas mal de trucs, et j'ai été sensible, plus sensible à certaines questions. Ce qui fait que je me suis éloignée de la droite quoi. Tout simplement. » (Marie/92).

Son cursus la confronte à de nouveaux sujets, ce qui la guide vers d'autres centres d'intérêt que l'entreprise, et vers un vote plus à gauche. L'influence du contexte scolaire se distingue également au niveau de ses représentations sur la politique et de sa définition très académique de la politique :

« La politique, pas au sens du jeu politique, mais au sens du fait de prendre des décisions, et du fait d'élaborer des politiques, c'est quelque chose de très important. Partout, il faut des politiques. Que ça soit des politiques d'entreprises, dans des institutions, il y a des lignes directrices, et tout ça... des programmes. Mais il n'y a pas que ça, il y a aussi un jeu politique. Assez inefficace à mon sens, par rapport aux objectifs qu'elle se donne. [...] Et maintenant, elle est aussi encadrée au niveau européen, au niveau mondial, et au niveau de la marge de manœuvre politique. » (Marie/92).

Son adhésion à une définition légitime de la politique et ses références au niveau européen ou mondial pour décrire les marges de manœuvre au sein de l'espace politique – produit des enseignements qu'elle a reçus – confirment qu'elle a acquis une partie du discours de son institution scolaire.

Le changement d'identification politique de Marie, qui se considère en ascension sociale par ses études, s'explique par la transformation de ses manières de voir, en passant de son groupe d'origine (celui de ses parents) à un autre (les élèves de Sciences Po au recrutement social élevé). Elle réalise une forme de conversion de ses propriétés en s'adaptant à un autre groupe. En effectuant ce changement de perception, en ajustant ses propriétés, ses manières de voir, de faire et de penser, elle acquiert de nouvelles valeurs et de nouveaux schèmes d'interprétation, notamment par l'intermédiaire d'enseignements de science politique et de sociologie, qui l'intéressent beaucoup. Le confirme sa réorientation vers une licence de

sociologie après l'IEP, suite aux refus d'acceptation des Master (DESS) qu'elle souhaite intégrer : « J'ai découvert la sociologie à Sciences Po, et ça m'a beaucoup plu, et j'avais envie d'approfondir, de m'instruire à ce niveau là. Et j'ai voulu faire des DESS que j'ai pas eus donc j'ai choisi de faire une licence de sociologie ». Après sa découverte de la sociologie à l'IEP, elle souhaite approfondir cette voie. Traditionnellement les élèves de l'IEP qui, à leur sortie, ne se dirigent pas directement vers un troisième cycle, rejoignent une licence ou une maîtrise de droit (avant tout en droit public)<sup>633</sup>. Pour des élèves issus d'une formation prestigieuse comme l'IEP, la sociologie, qui leur apparaît assez souvent comme une filière dominée de l'espace des études supérieures qui plus est sans débouché<sup>634</sup>, ne fait pas vraiment partie des souhaits. Si la sociologie l'attire, c'est en grande partie en raison de ses questionnements relatifs à ses déterminations sociales :

« La sociologie, c'est quelque chose qui m'attire aussi parce que j'ai une envie de dépasser mon... mes déterminations sociales, et j'ai envie de remettre en question tout ce qui va de soi à cause de mon éducation, à cause de mes origines sociales, des choses comme ça. [...] Et puis après, ça correspond à une volonté de comprendre le monde, comprendre les autres, et savoir mes situer par rapport à tout ça. »  
(Marie/92).

Son propos soutient la thèse de la crise identitaire. Dans le cas de Marie, son orientation politique se modifie directement suite à sa scolarité à l'IEP de Strasbourg. Orientation scolaire qui s'inscrit dans une logique de promotion sociale par l'école (avec sa scolarité dans le privé et sa mention très bien au bac), elle-même fonction de son origine sociale et de la trajectoire sociale de ses parents. Le changement de groupe de référence *via* les enseignements de sociologie et de science politique est particulièrement prégnant auprès des étudiants dotés de dispositions au changement. Des étudiants se différencient donc de leurs parents par leurs opinions, qui concordent davantage avec leur groupe d'appartenance et leur nouveau groupe de référence.

### **La mutation d'un étudiant en école de commerce**

Soit un deuxième exemple avec Geoffrey/91, étudiant dans une école supérieure de commerce, qui se positionne plutôt au centre de l'échiquier politique : « proche du centre gauche dans le sens de sa volonté d'encadrement du capitalisme, et du centre droit pour la

---

<sup>633</sup> Hormis les cursus en droit, l'intégration d'un cursus universitaire peut se faire dans le cadre d'une maîtrise de science politique, voire très rarement d'une licence ou d'une maîtrise d'histoire.

<sup>634</sup> C'est là des commentaires entendus plusieurs fois lors de la passation des questionnaires.

volonté de construction européenne », dit-il. Aux cantonales, il vote pour le candidat UDF/RPR, aux européennes pour la liste UDF, aux législatives pour le candidat de la gauche plurielle. En revanche, il ne participe pas à l'élection présidentielle de 2002, car en voyage à l'étranger. Ses parents (divorcés) s'orientent tous les deux à gauche. Autant le choix de sa mère ouvrière au chômage ne l'étonne pas (« ça va pas chercher plus loin »), autant il ne comprend pas le vote pour le PS de son père, « cadre bancaire » que l'on pourrait qualifier de cadre « maison ». Cette réaction informe du positionnement de Geoffrey finalement plus au centre droit qu'au centre gauche. Son identification politique distincte de ses parents, qui appartiennent aux classes populaires et intermédiaires, et de ses grands-parents ouvriers, ainsi que son rejet des organisations de défense des ouvriers telles que Lutte Ouvrière, la LCR ou la CGT, amènent à penser à une faiblesse de l'héritage familial et de son origine sociale sur ses prises de position politique : « Lutte Ouvrière, LCR, des vociférateurs populistes et démagos, tout un chapelet de dogmes sortis de leur contexte, complètement déphasés avec la réalité. Ce sont ces gens qui exploitent les peurs, les angoisses des gens ». Il n'hésite d'ailleurs pas à parler « des trous du cul de la CGT ». En ce sens, il prend position en faveur des cadres dirigeants.

Alors que ses grands-parents étaient ouvriers, Geoffrey estime réaliser une ascension sociale, déjà entamée par son père doté du BEPC et devenu cadre bancaire par la voie interne. Bon élève au lycée, il est le premier de sa famille à effectuer des études supérieures en intégrant une prépa HEC, puis une école supérieure de commerce. Ses études lui laissent envisager une intégration dans les catégories supérieures de l'espace social. Ce qui semble correspondre pour lui à une modification de son rapport à la politique, et à un souhait de s'individualiser de ses parents et grands-parents qui appartiennent aux catégories intermédiaires ou populaires de l'espace social. Sa vision élitiste de la politique avec son évocation d'un vote réservé aux individus politiquement compétents rend compte de sa manière de voir :

« – *Que penses-tu des élections ?* –

C'est le fondement de la démocratie. À l'échelle historique, c'est plutôt récent. Ça peut être bien dans le sens où ça permet un vrai processus démocratique, chacun peut exprimer son sentiment, et c'est au final la personne la plus représentative de l'intérêt général qui gagne. Le problème vient du fait que souvent des personnes sont mieux informées que d'autres. Du temps des cités grecques, on s'est forgé l'esprit politique, pour savoir ce qu'il était bon de faire, on faisait appel à des sages. Quand tout le monde donne son avis, tout le monde n'a pas la capacité de savoir ce qui est bon. » (Geoffrey/91).

En se percevant informé et compétent sur les questions politiques, en suivant une formation assez prestigieuse, en se destinant à des postes d'encadrement, en envisageant un salaire élevé, Geoffrey se rattache lui-même à une certaine élite, à laquelle n'appartiennent ni ses parents – surtout sa mère –, ni ses grands-parents.

Son intérêt pour la politique et l'économie, son suivi de l'actualité, sa consultation régulière du *Monde*, du *Monde diplomatique* et du *Point* et son attention pour les émissions de débats politiques comme « *100 minutes pour convaincre* » ou « *Mots Croisés* », en font un étudiant politisé. Il manifeste plus particulièrement un goût pour les questions européennes. Pour lui, « l'Europe est un des éléments les plus importants pour l'avenir de la France ». Cet espace en construction fait appel à la fois à la nouveauté, à l'international, à une autre manière d'appréhender l'espace politique<sup>635</sup>, où l'affrontement ne paraît pas tant pour beaucoup entre gauche et droite qu'entre fédéralistes et eurosceptiques. De fait, la thématique européenne représente un moyen pour lui de se situer au-dessus des clivages politiques traditionnels, et là encore de se particulariser. Il cite d'ailleurs Mitterrand, Kohl et Delors, comme ses personnages politiques préférés en raison de leur investissement dans la construction européenne.

Son rapport à la politique et ses prises de position ne sont pas étrangers à son parcours scolaire, comme l'indique l'extrait suivant :

« À mon sens le problème c'est que les hommes au pouvoir ont perdu du pouvoir d'action à cause de la dépendance de la sphère politique à la sphère économique. Le quasi-mépris est dangereux car il fait le nid de tous les extrêmes. On n'a plus l'impression de l'utilité des hommes politique. [...]

– *Les différences droite/gauche sont-elles réelles ?* –

Elles l'étaient, y a un demi-siècle, du temps où le clivage était marqué. Les vraies oppositions idéologiques c'était fort avant la guerre. Avant la gauche c'était le communisme jusqu'à la scission avec l'apparition du socialisme. Par exemple, le gouvernement sous Mitterrand a nationalisé c'était une politique encore ancrée à gauche, puis le gouvernement sous Chirac a privatisé. Mais aujourd'hui on a une information à l'échelle mondiale, c'est un système social libéral qui se généralise partout. L'économie fonctionne sur la mondialisation du coup les partis se nivellent. » (Geoffrey/91).

Ses références constantes à « la sphère économique » et à « la mondialisation » ne peuvent qu'inciter à rapprocher ce discours de ses études de commerce, notamment lorsqu'il évoque « une information à l'échelle mondiale », « un système social libéral qui se généralise

---

<sup>635</sup> L'intérêt pour la thématique européenne est pour partie lié à son côté « dépassement des clivages ». En ce sens, voir l'humanitaire qui « présente l'aspect d'une idéologie morale et neutralisée », Siméant (Johanna), « Un humanitaire « apolitique » ?... », art. cit., p. 183, note 22.



partout » ou « la mondialisation (qui) ouvre des marchés aux entreprises nationales et peut créer des emplois ». C'est en prépa HEC et en école de commerce qu'il acquiert ses connaissances sur l'économie et l'actualité. Son rapport intellectualisé à la politique donne parfois le sentiment qu'il reproduit un discours entendu dans son institution scolaire. Sa fierté d'avoir accru sa culture générale en prépa HEC indique qu'il est très attaché à ses études qui sont un moment d'apprentissage et d'accumulation de connaissances, et un vecteur de promotion sociale.

Son souhait de s'investir un jour en politique uniquement pour faire carrière laisse à voir un côté stratégique et calculateur susceptible de correspondre à certains schèmes dispensés dans les écoles de commerce, qui apparaissent nécessaires pour entamer une carrière dans le commerce<sup>636</sup>. Finalement, son discours, ses connaissances, sa compétence politique, son intérêt, son suivi de l'actualité, son positionnement au centre, sa volatilité électorale, la faiblesse de son héritage familial et de son origine sociale sur son positionnement politique ne sont pas sans laisser penser à l'électeur rationnel tel qu'ont pu le caractériser P. Habert et A. Lancelot<sup>637</sup>. Sa position en porte-à-faux avec son milieu d'origine, liée à son sentiment de réaliser une promotion sociale par la voie scolaire, l'amène à se différencier de ses parents en se situant plutôt à droite. Comme si *l'hystérésis* de ses dispositions le poussait à adopter, selon le principe d'une socialisation anticipatrice, les attitudes qu'il perçoit comme légitimes au sein de son groupe d'arrivée (les élèves des écoles de commerce) et du groupe auquel il souhaite accéder (les managers). Ses activités associatives au sein de son école (président d'une association multimédia, membre du bureau des sports) témoignent de sa bonne volonté d'intégration à son école et au groupe des élèves de l'école. Cependant, il garde un regard critique sur son école et ses camarades de promotion : « crétinissant, pseudo esprit de groupe, superficiel, hypocrite ». Son propos atteste ici des efforts que nécessite l'ajustement de ses dispositions, et du difficile passage d'un groupe à l'autre notamment lorsque l'on ne détient pas toutes les propriétés efficientes<sup>638</sup>.

---

<sup>636</sup> Sur ce point se reporter à : Villette (Michel), « Vendre et se vendre, notes sur une attitude « libérale » devant la vie », *Regards sociologiques*, n°21, 2001, p. 87-98 ; Villette (Michel), « L'apprentissage de la vente, d'après le journal de Lissia B. », *Genèses*, n°42, 2001, p. 145-157.

<sup>637</sup> Habert (Philippe), Lancelot (Alain), « L'émergence d'un nouvel... », art. cit.

<sup>638</sup> Sur ce point voir la difficile conversion de Thierry Sausez, de conseiller en communication en homme politique, Legavre (Jean-Baptiste), « D'un groupe à l'autre. Le passage de l'expertise en communication à la pratique politique professionnelle », *Politix*, n°35, 1996, p. 131-148.

### **Lorsque les écarts sont trop grands ou l'incapacité à s'ajuster au groupe d'arrivée**

Si les étudiants qui se différencient des identifications de leurs parents s'ajustent à un nouveau groupe de référence, un décalage trop important avec le groupe peut également modifier les opinions politiques.

Confrontée à deux ruptures successives, Stéphanie/94 se positionne de plus en plus à gauche. Son identification aux partis de gauche semble accompagner sa transformation sociale, amorcée et encouragée par ses parents qui reportent sur elle leurs espoirs de promotion sociale. La scolarité de Stéphanie rend compte du souhait d'ascension de ses parents pour leurs enfants, et finalement de changement par rapport à eux-mêmes. Elle a incorporé cette volonté de changement qui se manifeste aussi par une variation d'orientation politique. Son rapport à la politique est non seulement lié à son *ethos* promotionnel, mais également à sa trajectoire scolaire après le lycée. Son identification politique à gauche dès la fin du lycée évolue suite à son passage en hypokhâgne qui constitue pour elle un choc, au regard du niveau scolaire attendu et de ses difficultés d'intégration au groupe des pairs. Les bons élèves en zone rurale ou dans des petites villes sont susceptibles de devenir des étudiants moyens dans les meilleurs lycées. La prise de conscience de la différence de niveau peut être vécue comme une rupture et un réajustement à la baisse des ambitions au regard du futur envisagé initialement. Dans un contexte de massification et de concurrence croissante, certains étudiants éprouvent des difficultés à transformer leur promotion culturelle en ascension sociale. Telle une « crise de succession<sup>639</sup> », les enfants ne réalisent pas toujours l'avenir imaginé par leurs parents. Cette situation est redoublée pour Stéphanie par un écart important aux autres élèves. Fille d'ouvrier, elle est, en prépa, entourée d'élèves issus des classes supérieures : « des enfants d'enseignants, d'avocats ». Cette position en porte-à-faux lui « pose problème »<sup>640</sup> :

« Une fois en prépa, c'est pas que ce soit trop dur mais... je me sentais pas dans mon milieu... j'ai vraiment eu un clash en fait. Mon père est ouvrier... et ma mère voilà quoi ... et là-bas c'est en majorité des fils d'enseignants, d'avocats machin. Alors je sais pas, ça m'a vraiment posé problème en fait. Et j'ai remarqué qu'en parlant des parents et de ce qu'ils faisaient, j'étais pas à l'aise du tout. Mais je trouve que la fac c'est vraiment plus ouvert... Il y a vraiment un mélange... Alors qu'en prépa il y a une espèce d'élitisme, que d'ailleurs les profs ne cachent pas du tout, que les élèves non plus, ils en sont très

---

<sup>639</sup> Muel-Dreyfus (Francine), *Le métier d'éducateur*, Paris, Minit, 1983.

<sup>640</sup> Pour une illustration des positions en porte-à-faux comme sources de souffrances, voir Pudal (Bernard), « Les dirigeants communistes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°71-72, 1988, p. 46-70.

fiers pour certains. Et ça, ça me correspondait plus du tout, alors je suis allée en fac d'Allemand... » (Stéphanie/94).

Dès lors, le décalage entre ses attentes (l'intégration d'une grande école) et ses conditions objectives (fille d'ouvrier)<sup>641</sup>, l'amène à changer d'orientation scolaire en rejoignant un deug d'allemand moins élitiste, plus ouvert et moins socialement clivé. À cet échec et à cette prise de conscience de sa position objective correspond une « gauchisation » de son discours politique avec non seulement un rejet de la droite « capitaliste », pour reprendre son propos, mais aussi de « la gauche caviar », dont les élèves de prépa semblent à ses yeux caractéristiques :

« La gauche est censée être plus imprégnée de... enfin non, euh, s'occuper un peu plus du peuple. [...] Il y a l'expression « la gauche caviar ». Je trouve qu'elle reflète quand même assez bien la gauche actuelle. C'est-à-dire qu'elle est plus attirée par les paillettes et tout ça... Enfin, je trouve quand on dit socialiste, où est le social ? » (Stéphanie/94).

Elle prend désormais fait et cause pour la défense du « social ». Le rejet du groupe de référence entraîne ici la formation de normes opposées<sup>642</sup>. L'opposition politique et plus largement les identifications politiques ne sont donc pas seulement liées à *l'ethos* promotionnel mais aussi aux rapports avec le groupe de référence. Ces exemples renseignent sur l'importance du changement de groupe d'appartenance et sur l'ajustement au groupe des pairs dans l'explication des modifications d'orientation politique des étudiants.

Plus largement, cette partie a interprété l'opposition politique aux parents en tant que crise identitaire liée à une promotion culturelle et à une identification à d'autres groupes de référence tels que le groupe des pairs. Ceci étant, nous avons aussi observé le rôle de l'entrée dans un nouveau contexte d'études et des échecs scolaires. L'analyse des effets de la carrière étudiante sur les oppositions politiques aux parents et les changements d'orientation politique doit plus précisément prendre en compte les séquences des carrières scolaires et des contextes sociaux traversés.

---

<sup>641</sup> Bourdieu (Pierre), « Avenir de classe et causalité du probable », art. cit.

<sup>642</sup> Merton (Robert K.), *Éléments de théorie... op. cit.*

## **II. Changements dans les études, changements d'identification politique : études de cas**

Les modifications d'identification politique correspondent à des modifications de goûts, à l'acquisition de nouvelles manières de voir et de penser. Elles attestent d'une perte d'efficacité des socialisations primaires et du modèle familial au profit d'autres référentiels, inspirés d'un ou plusieurs groupe(s) de référence. Des dispositions sont inhibées ou désactivées pour laisser place à la formation, à l'actualisation ou à l'activation d'autres dispositions. L'un des facteurs explicatifs de ce type de modification est le changement d'étapes au cours de la carrière étudiante, notamment les changements de contexte. Les étudiants sont plus ou moins confrontés à des choix d'orientation scolaire, des réorientations, des modifications de configuration scolaire et de lieu de vie, avec notamment le départ du domicile parental, des ruptures de sociabilité, et l'adaptation à un nouvel environnement social. Les ruptures sont plus ou moins prégnantes entre ceux qui, au cours de leur scolarité, doivent déménager à plusieurs centaines de kilomètres, et ceux qui effectuent leurs études dans leur ville d'origine. En ce sens, on ne peut que relever ce type de situations auprès des étudiants en opposition politique, que ce soit au niveau de l'enquête quantitative, avec leur origine rurale plus fréquente (41% d'entre eux ont des parents qui résident dans une commune de moins de 2 000 habitants contre 25% sur l'ensemble de l'échantillon<sup>643</sup>), ou des entretiens, avec des changements de lieu d'habitation et un éloignement du domicile familial pour la quasi-totalité des enquêtés (Geoffrey/91 change de ville pour effectuer une prépa HEC, puis de région afin d'intégrer une école de commerce ; Tom/24 arrive à Strasbourg dans le but d'y préparer une maîtrise de droit, Stéphanie/94 une prépa, Marie/92 et Virginie/86 l'IEP ; enfin Luc/14 et Aude/27 quittent respectivement le microcosme de forces françaises en Allemagne (FFA) et la campagne alsacienne pour faire leurs études secondaires dans un lycée du centre-ville). Tous investissent alors des lieux scolaires où leur cercle de connaissance est restreint ou inexistant. Pour des primo-entrants dans le supérieur au sein de leur famille, ces changements de configuration scolaire et sociale renforcent la confrontation avec des contextes sociaux hétérogènes. Dès lors, se pose la question des effets de ces changements sur les identifications partisans. Les étudiants n'évoluent toutefois pas que dans des contextes scolaires. Et c'est ainsi qu'aux transformations liées aux études s'ajoutent parfois des événements voire des chocs biographiques (tels que des décès au sein de la structure

---

<sup>643</sup> Source : enquête n°1, n=801.

familiale). En quoi ces événements participent-ils aux perceptions sur la société ? Comment les divers facteurs se combinent-ils entre eux ?

L'explication du rapport à la politique d'étudiants en opposition politique à leurs parents ou en changement vise à relever l'influence des passages d'une étape à une autre au cours de la carrière étudiante. Cerner le système des facteurs explicatifs du rapport à la politique permet d'observer l'ajustement entre les dispositions acquises au cours des socialisations successives, ainsi que les conditions des changements et la mise en correspondance de propriétés en voie d'acquisition avec d'autres précédemment acquises. Par l'étude de trois cas, nous souhaitons montrer la complexité des facteurs explicatifs du changement d'orientation politique, et la nécessité de considérer l'ensemble de la trajectoire biographique des étudiants. Les étudiants en changement expriment une volonté de se différencier au fur et à mesure de leur carrière étudiante en fonction de celle-ci. Les variations d'orientation politique concordent avec des étapes de la carrière étudiante. Le premier enquêté, après avoir voté à l'extrême droite, s'abstient désormais à chaque élection ; le deuxième anti-gaulliste est devenu gaulliste ; le troisième est passé d'un positionnement en faveur de l'UDF à une proximité avec les gauches alternatives.

#### **A. De l'extrême droite à l'abstention : les changements d'arènes d'un repentir**

En correspondant à un changement de configuration scolaire, l'entrée dans le supérieur est un moment clé des carrières étudiantes, susceptible d'agir sur l'identité politique. La modification d'orientation politique a d'autant plus d'intérêt qu'elle concerne un positionnement stigmatisé comme celui de l'extrême droite. Sympathisant d'extrême droite à l'âge de 18 ans, Bruno/97 participe quelques années après à la manifestation contre la tenue du congrès du Front National à Strasbourg en 1997. Comment interpréter ce changement d'identification ? Que signifie-t-il ? Sa carrière scolaire et les variations successives de contextes dans lesquels il se positionne permettent de le comprendre. Il s'agit d'expliquer ses sympathies en faveur de l'extrême droite montante, puis son changement d'attitudes (à quoi est-il dû ?) en s'intéressant à son identité pour soi et pour autrui. Cette analyse s'appuie sur deux entretiens et des éléments de connaissance dus à la fréquentation du même lycée que lui<sup>644</sup>.

---

<sup>644</sup> Nous avons fréquenté le même lycée pendant un an. Nous n'étions pas amis, ni dans les mêmes classes car pas du même âge (il est plus âgé). Nous nous connaissions cependant de vue, comme la plupart des membres de cette arène lycéenne.

## Dispositions et prise de rôle du « facho » dans l'arène lycéenne

Grâce aux informations recueillies, on peut reconstruire le parcours de Bruno/97 et, finalement, sa carrière déviante<sup>645</sup>. Très tôt, Bruno se familiarise avec le discours de l'extrême droite. Très intéressé par les thèses d'extrême droite, il revendique « la France aux Français » : « Moi ce qui me plaisait, c'était « la France aux français », je trouvais ça dans la logique des choses. Être français, ça s'héritait ou ça se méritait. C'était histoire de rester entre nous, ensemble ». L'un de ses premiers souvenirs politiques est l'audience record de J.-M. Le Pen à *L'Heure de vérité* en 1984, émission qu'il regarde avec son père<sup>646</sup> : « Je regardais « *L'Heure de vérité* » avec mon père, quand l'invité l'intéressait. Je me rappelle l'avoir regardée en 1984 quand Jean-Marie Le Pen était invité, c'était l'audience record de l'émission ». S'il est attiré par cette idéologie, c'est notamment en raison de dispositions familiales : « C'est vrai que j'ai peut-être pas côtoyé l'extrême droite par hasard. Mon père a fait la guerre d'Algérie. Alors tout ce qui est maghrébins, il peut pas encadrer. Et c'est pareil pour mes oncles et tantes ». À noter que ses caractéristiques sociales correspondent à celle d'une partie de l'électorat du Front national : son père est alors chef d'une petite entreprise et sa mère femme de ménage dans une banque. Tous deux n'ont pas de diplôme ou tout juste un CAP<sup>647</sup>.

L'élaboration de son intérêt pour l'extrême droite n'est pas seulement dû à ses caractéristiques familiales – il est d'ailleurs plus radical que ses parents – mais aussi à un élément de sa trajectoire scolaire. Au collège, Bruno est inscrit par ses parents dans un internat pour bénéficier d'un cadre favorable à l'étude, et surtout pour éviter l'établissement de secteur (en respectant la carte scolaire). Le collège de quartier a « mauvaise réputation », pour reprendre ses propos, compte tenu de sa situation à proximité d'une ZUP et de la présence de nombreux enfants d'ouvriers et d'immigrés. La ville de plus 10 000 habitants dans laquelle réside Bruno jusqu'à l'âge de 20 ans est plus ou moins divisée en trois secteurs :

---

<sup>645</sup> Sur les carrières déviantes de militants d'extrême droite, voir Lafont (Valérie), « Les jeunes militants du Front national... », art. cit. ; Boumaza (Magali), *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Robert Schuman Strasbourg 3, 2002.

<sup>646</sup> Yvan Bruneau a souligné la prégnance des souvenirs relatifs aux prestations de J.-M. Le Pen à *L'Heure de vérité* auprès des jeunes militants frontistes qu'il a interrogés. Cf. « Un mode d'engagement singulier au Front National... », art. cit.

<sup>647</sup> Sur les caractéristiques des électeurs du Front national, voir entre autres Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal) (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996 ; Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002.

à l'Ouest des petits quartiers résidentiels et pavillonnaires ; à l'Est un quartier – où habitent les parents de Bruno – d'une surface assez importante avec des lotissements de maisons individuelles mais aussi de nombreux immeubles dont une part importante d'HLM ; entre les deux le centre-ville. Les enfants de cette décapole sont répartis entre deux collèges. L'un au recrutement assez bourgeois, situé au centre-ville où sont scolarisés ceux qui habitent le centre-ville et la partie Ouest de la ville. Un deuxième au recrutement nettement plus populaire, situé dans la partie Est de la ville. Dans l'impossibilité de scolariser Bruno dans le collège le plus prestigieux de la ville, ses parents se tournent vers un collège public doté d'un internat dans une autre ville distante d'une dizaine de kilomètres. Cependant, au sein de ce collège se cristallise une opposition entre des internes « français de souche », pour reprendre les termes de Bruno, et des externes d'origine maghrébine et turque. Une interprétation de l'animosité entre ces deux groupes, au sein de ce collège public, réside dans la différence d'origine sociale, entre des collégiens plutôt issus des catégories intermédiaires dont les parents font preuve de stratégies éducatives en plaçant leur enfant dans un internat, et des collégiens d'origine immigrée le plus souvent issus des classes populaires<sup>648</sup>. Et c'est à ce moment là que Bruno commence avec ses amis à lire des journaux d'extrême droite, et à parler, dit-il, « des Arabes, qu'il fallait les foutre dehors, qu'ils n'avaient rien à faire ici ». Cette période de conflit met en activation ses prédispositions extrémistes. Son éveil à la politique s'effectue dans un contexte de progression de l'audience du Front national et de son positionnement dans le champ politique, avec diverses prises de position et événements médiatiques. C'est en effet une période au cours de laquelle le Front national gagne des parts électorales et devient un phénomène médiatique. Pour qualifier les événements de Carpentras qui participent au positionnement du FN comme « figure-repère » dans les médias, Bruno évoque d'ailleurs « une mode »<sup>649</sup>. Il indique : « J'étais jeune, tu vois. Et puis aussi à ce moment là y avait une forme de mode extrême droite avec Carpentras, tout ça. Tout le monde parlait de ça, y avait plein de reportages sur l'extrême droite, sur les skins. Moi ça me plaisait bien ».

Après quelques années effectuées en internat, il rejoint le lycée de sa ville d'origine. Entouré de quelques amis aux idées politiques relativement proches, dont certains se trouvaient avec lui au collège, il s'intéresse toujours plus au discours de l'extrême droite,

---

<sup>648</sup> Pour une analyse de la distinction entre différentes catégories sociales qui se côtoient dans un même espace : voir Chamboredon (Jean-Claude), Lemaire (Madeleine), « Proximité spatiale et distance sociale », *Revue française de sociologie*, XI, n°1, 1970, p. 3-33.

<sup>649</sup> Pour des résultats convergents : Bruneau (Yvan), « Un mode d'engagement... », art. cit.

notamment à celui de ses composantes radicales (PNF/PNFE : Parti National Français (et Européen)). Il entame alors une collection d'objets (affiches, badges, etc.) qui ont trait à l'extrême droite et au fascisme. Il ne devient pas pour autant militant au sein d'une organisation et ne participe pas aux activités des organisations, tractages ou « ratonnades », pour reprendre ses termes.

– *Et as-tu été militant au sein d'une association d'extrême droite ?* –

Non, j'avais des potes, ça me suffisait, j'avais pas besoin de plus. On militait pas, mais on se revendiquait quand même. Déjà... par notre tenue vestimentaire, mais on n'était pas des méchants ! (rire) J'ai jamais participé à une ratonnade ou quelque chose comme ça. Mais on le montrait, je pense que déjà le montrer, c'était déjà pas mal, **c'était une façon de se différencier des autres, de ne pas faire partie de la masse**. Mais tu vois, même si on essayait de rallier des gens à nos idées, on tractait pas, on en parlait autour de nous.

[...]

– *Tu m'as parlé de cette solidarité exceptionnelle que tu as ressentie avec ton groupe. Tu saurais me dire sur quoi elle était fondée ?* –

Je pense que c'était tout simplement un rapport au sein d'une minorité... (sourire) On avait beau être français, on était tout de même une minorité, une minorité à penser la même chose, à penser différemment, on partageait nos idées, on se protégeait mutuellement.

– *Différemment ?* –

Oui, il fallait qu'on reste entre français, quoi. Et puis de toute façon, ça se voyait, on le montrait qu'on était différent. Ça m'allait, c'était parce que je faisais partie de ce courant politique, je vais dire que je m'extériorisais de la masse. [...] J'aimais bien aussi les fringues, la coupe de cheveux. Et j'ai pas mal lu, j'ai lu *Mein Kampf, La France aux français* de Jean-Marie Le Pen, je lisais aussi quelques fois les journaux d'extrême droite, le *National Hebdo*, *Minute*, voilà... ».

En fait, plus que le discours, il apprécie « les formes de communautarisme ». De son groupe d'amis, se dégage une véritable solidarité : « on était ensemble, la France aux français, quoi. [...] Moi ce qui me plaisait là-dedans c'était les formes de communautarisme, y avait une grande solidarité que je n'ai jamais retrouvée ailleurs, jamais ! ». Il partage ses idées et cette identification avec ses amis. Cette attention au communautarisme semble renforcée par sa qualité de fils unique. Le caractère provocateur des idées de l'extrême droite contribue à l'intérêt que lui et ses amis leur portent. La position minoritaire du Front national est effectivement un moyen pour ceux qui s'y associent de se distinguer<sup>650</sup>. Si avec ses amis, il apprécie l'extrême droite, c'est dans le but de « se différencier » de ses camarades de classes

---

<sup>650</sup> Orfali (Birgitta), « Le droit chemin et les mécanismes de l'adhésion politique », in Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal) (dir.), *Le Front national à découvert*, op. cit., p. 119-134, p. 122.



et « de ne pas faire partie de la masse ». Son intérêt pour l'extrême droite et ses signes distinctifs correspond à un style de vie<sup>651</sup>, c'est-à-dire des lectures (*Minute, Mein Kampf*, les ouvrages de Le Pen), des habits de marques signifiantes pour les jeunes d'extrême droite (*Lonsdale, Fred Perry*), une coiffure (crâne rasé), et plus généralement une manière d'être (blagues racistes, allusions antisémites). De la sorte, il endosse le rôle du lycéen « facho », pour reprendre son terme. Telle une micro société, les élèves de son lycée – comme d'autres<sup>652</sup> – se répartissent suivant un ensemble de positions. Au sein des arènes lycéennes, le look, les conquêtes amoureuses, la participation aux fêtes les plus en vues, les performances scolaires ou sportives, les liens de filiation (être le frère ou la sœur de) forment, entre autres, des éléments de classement, d'identification, de prise de rôle et de construction des réputations. L'identité des lycéens est fonction de ce que chacun souhaite montrer de lui-même mais aussi de ce que les autres perçoivent<sup>653</sup>. En effet, « les lycéens ne sont pas égaux mais infiniment hiérarchisés par les jugements qu'ils portent sur eux-mêmes<sup>654</sup> ». De petite taille, portant de grosses lunettes, n'étant ni un dragueur, ni un élève brillant, l'identité de « facho » permet à Bruno de se particulariser au sein de l'arène lycéenne, lieu de jugements.

Il acquiert ainsi une reconnaissance par la provocation<sup>655</sup>. La relative faiblesse de son capital culturel hérité et son niveau scolaire assez moyen – il redouble une classe au lycée – accentue, semble-t-il, ce rapport au lycée et aux lycéens. En tant que fils d'un petit entrepreneur et d'une femme de ménage qui n'ont pas le bac, il ne présente pas les propriétés sociales les plus légitimes dans ce lycée qu'il qualifie de bourgeois. La politique, structurante de ses rapports avec ses pairs, lui permet de s'opposer au collègue à des élèves issus des catégories populaires, et au lycée à ceux issus des catégories supérieures.

### **L'entrée à l'Université : le début de la rédemption**

L'obtention du bac et son entrée à l'Université en 1993 marque ensuite une rupture dans son rapport à l'extrême droite (« j'ai commencé à en sortir à la fac »), qui concorde avec sa prise de distance à l'égard de ses parents et la dissolution de son groupe d'amis, chacun

---

<sup>651</sup> En ce sens, voir Mauger (Gérard), Fossé-Poliak (Claude), « Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°50, 1983, p. 49-67.

<sup>652</sup> Sur les lycéens, voir Dubet (François), *Les lycéens*, op. cit. ; Juhem (Philippe), « Les relations amoureuses des lycéens », *Sociétés Contemporaines*, n°21, 1995, p. 29-42.

<sup>653</sup> Sur l'identité sociale réelle et virtuelle, voir Goffman (Erving), *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974.

<sup>654</sup> Juhem (Philippe), « Les relations amoureuses... », art. cit.

<sup>655</sup> Ce qui rejoint l'analyse de Bruneau (Yvan), « Un mode d'engagement... », art. cit., sur l'enquêté A. qui ne se distingue « ni dans la classe, comme « intello », ou amuseur de troupes, ni dans la cour, comme « tombeur », « fêtard » ou plus simplement comme « mec cool ».

s'orientant vers des horizons divers. *A priori* assez peu dans l'espace des études supérieures – ou alors en STS – plus sûrement dans le monde du travail. Il n'évolue alors plus dans un contexte aussi favorable aux idées d'extrême droite. En s'inscrivant à la faculté de droit de Strasbourg, ville distante de quelques dizaines de kilomètres de sa ville d'origine, Bruno côtoie des « personnes différentes » : « À la fac, tu côtoies plein de personnes différentes, ça change de mon lycée de campagne, forcément c'est plus la même chose ». L'entrée à l'Université s'apparente à une tentative d'ascension sociale pour lui, primo entrant dans le supérieur au sein de sa famille. Elle est aussi un changement de configuration sociale. Ses amis ne sont plus les mêmes, et finalement sa position subjective se transforme. Son identité pour autrui ne s'exerce plus sur le même espace amical et scolaire. Le passage du lycée à l'Université contribue à brouiller ses repères et ses références relationnelles. Son rôle de « facho » avait plus de sens dans un lycée d'une petite ville qu'à la faculté de droit de Strasbourg où il n'est pas sur un terrain familial. Il ne connaît pas les personnes, ni leurs réactions, ni les profits symboliques et les coûts d'une telle prise de rôle. Si à l'Université il ne revendique pas ses idées d'extrême droite, c'est en rapport avec son isolement et les coûts trop élevés d'une telle présentation de soi, que ce soit en droit mais plus encore en sociologie, filière au sein de laquelle il se réoriente en septembre 1994 suite à son échec en droit lors de l'année scolaire 1993/94. Il n'a pas autant intérêt à se distinguer des autres étudiants que dans son lycée, où sa position s'est construite au fur et à mesure de sa scolarité, au contact de son groupe des pairs en marge des autres élèves :

*« – Et tu faisais part (à la faculté de droit) de tes idées, de ton idéologie d'extrême droite ? Tu le revendiquais ? –*

Non ! Fallait se taire à la fac, je faisais même plus partie d'un groupe minoritaire, j'étais une minorité à moi tout seul. Donc vaut mieux se taire dans ces cas là, ça aurait pu être dangereux, ça me servait à rien de prendre des risques pour ça. »

Dans un contexte universitaire, où comme tant d'autres « étudiants de masse », il vit une « expérience de désocialisation<sup>656</sup> », il s'agit plutôt pour lui de s'adapter et de trouver de nouveaux amis. D'autant plus qu'il ne voyait plus ses camarades. Il ne cherche plus à se mettre en évidence au sein d'une arène de taille plutôt réduite – le lycéen un peu facho dans son lycée –, mais à profiter de son indépendance acquise, « comme n'importe quel étudiant »

---

<sup>656</sup> Lapeyronnie (Didier), Marie (Jean-Louis), *Campus blues. Les étudiants face à leurs études*, Paris, Le seuil, 1992.

pour reprendre ses termes. D'une individualisation forcée au lycée, il souhaite se fondre, à l'Université, dans la masse. Or en sociologie, les étudiants sont dans leur très grande majorité positionnés à gauche, voire à l'extrême gauche, et plutôt sensibles à la lutte contre l'extrême droite avec la présence de militants d'organisations dont c'est la « marque » politique : Scalp (Section carrément anti-Le Pen), Ras le Front ou encore les JCR (Jeunesses communistes révolutionnaires).

En première année de sociologie (près de deux ans après son bac), il vote pour J.-M. Le Pen au premier tour de la présidentielle de 1995. Mais ses propos incitent à envisager une rupture définitive avec l'extrême droite qui s'effectue petit à petit au cours de cette période de crise identitaire. Rétrospectivement il considère s'être fait à ce moment là « une nouvelle vie », pour reprendre ses termes, à commencer par son installation à Strasbourg :

« – Et comment s'est passé ta rupture définitive avec les mouvements d'extrême droite ? –

Petit à petit aussi, comme s'est venu, à force de rencontrer des gens, d'autres musiques, aussi le hard core *Sick of it all*, ça a pas été une coupure nette, j'ai pas fait de travail d'introspection, ça s'est fait petit à petit. Je voyais plus du tout mes autres potes, je vivais plus de la même façon même. J'habitais seul, je ne connaissais pas grand monde, **j'avais pas intérêt à me faire fiché comme facho**. Voilà quoi, je me suis fait une nouvelle vie. Je me suis adapté comme je pouvais, mais j'étais surtout content d'être seul, de plus vivre chez mes parents. Je voulais surtout profiter de mon indépendance comme n'importe quel étudiant quoi. J'étais jeune. [...] À la fac, j'ai rencontré d'autres personnes, j'étais tranquille, je fumais mes pètes tranquille. »

En phase de changement et de conversion, Bruno modifie ses fréquentations tout d'abord, en côtoyant des étudiants de sociologie qui sont, on l'a vu, majoritairement de gauche – et non plus des jeunes d'extrême droite – ; ses goûts musicaux ensuite, en écoutant des groupes de musique qui se positionnent contre le racisme – il cite un groupe de la scène « *hard core* » américaine (*Sick of it all*) dont les textes expriment un rejet du racisme – ; ses loisirs enfin, avec la consommation fréquente de drogue douce. Attiré par les drogues, il commence à fumer de plus en plus de cannabis, et découvre les champignons hallucinogènes. La consommation de drogues intègre un autre style de vie et correspond à une prise d'identité pour autrui, significative au sein de l'arène étudiante pour une part non négligeable de personnes<sup>657</sup>. Le rôle de l'étudiant fumeur de joints remplace en quelque sorte celui du lycéen

---

<sup>657</sup> Une enquête par questionnaire auprès de 883 étudiants strasbourgeois en droit, sciences, sociologie et STAPS, réalisée fin 2005 dans le cadre d'un TD de deuxième année de sociologie que nous encadrions, indique que 10% des personnes interrogées déclarent consommer souvent des drogues douces, 10% parfois, 13% rarement, 67% jamais.

facho. Ces deux identités ne procurent pas les mêmes avantages. Dans l'arène étudiante, le joint présente un potentiel de sociabilité indubitablement plus important que la sympathie pour l'extrême droite. Le cannabis est une pratique déviante aux coûts moins élevés en termes de réputation que celle de facho. Son nouveau loisir, dont le partage d'un joint avec d'autres est un usage répandu<sup>658</sup>, lui fait rencontrer des personnes éloignées de l'extrême droite. Il est vrai que l'usage de stupéfiants est peu en rapport avec l'idéologie d'extrême droite. Souhait de changer, de voir la réalité différemment, de se convertir ? En tout cas, cet intérêt pour le cannabis le rapproche du comité d'information et de recherche cannabique (CIRC) qui préconise la légalisation du cannabis : « Chaque année, ils font un truc qu'ils appellent l'appel du 18 juin en référence à de Gaulle. J'y étais allé près de Nancy, c'était sympa, et donc le CIRC participe à l'organisation ». Attestant d'un « effet de transfert<sup>659</sup> » de ses dispositions sociabilisatrices et communautaristes, il participe à des activités de cette organisation. Enfin, à ces éléments, doit être ajoutée son orientation en sociologie suite à son échec en droit – hormis l'attrait pour une filière plus accessible que le droit, les éléments d'explication de ce choix manquent. C'est lors de son cursus en sociologie qu'il change de positionnement politique. Outre le groupe des pairs positionnés à gauche, on devine le rôle des enseignements qui lui permettent d'acquérir des éléments de réflexion sur la société et un goût pour la lecture, ce qui devient, avec la musique, une de ses activités de détente. Au cours de ce processus de conversion, Bruno manifeste contre la tenue du congrès du Front national à Strasbourg en 1997 (il est alors en licence de sociologie), soit un peu moins de quatre ans après son entrée à l'Université et deux ans après avoir voté en faveur de J.-M. Le Pen à l'élection présidentielle de 1995. Finalement, depuis cette date il ne vote plus. Selon lui, la politique ne l'intéresse plus. Néanmoins, au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, il vote à nouveau, contre le leader du Front national cette fois-ci, en portant son suffrage à J. Chirac, ce qu'il commente de la manière suivante :

*« – Tu m'as dit ne pas avoir voté au premier tour, mais au second, tu pourrais me dire ce qui a motivé ta décision ? –*

Sinon, on m'aurait pris la tête. On m'aurait traité de facho. Pour qu'on me foute la paix, parce que c'est clair que ma voix, elle changeait rien, Chirac allait gagner. C'est clair, si j'avais pas voté, on m'aurait fait chier grave. Je ne comptais pas aller voter. Tout le monde était choqué, y avait plus que ça qui comptait. »

---

<sup>658</sup> Sur les fumeurs de marijuana, voir Becker (Howard S.), *Outsiders...*, *op. cit.*

<sup>659</sup> Sur ce point : Elster (Jon), *Psychologie politique*, Paris, Minuit, 1990.

Pour expliciter ce changement d'attitude, il affirme vouloir qu'on lui « foute la paix » et qu'on ne le traite pas de « facho », ce qui laisse à penser qu'il ne souhaite plus être catégorisé parmi les extrémistes de droite, qu'il se sent encore stigmatisé par ses anciennes sympathies pour l'extrême droite, et qu'il en a certainement souffert.

Actuellement, son intérêt pour la politique et l'actualité porte sur les seuls sujets qui l'intéressent, c'est-à-dire la toxicomanie, mais aussi l'extrême droite. Il indique ainsi à une question sur ce qu'il retient de l'actualité des jours qui précèdent l'entretien : « Là dernièrement, j'avais vu dans les DN (Dernières nouvelles d'Alsace), y avait un gros rassemblement skinhead le 20 avril pour l'anniversaire d'Adolf Hitler, je sais pas quel bled, mille skinheads. Et là aujourd'hui j'ai vu qu'il y a un toxicomane qui a été écroué parce qu'il a buté une vieille ». En lien avec son intérêt pour les drogues et finalement ses dispositions communautaristes et une certaine bonne volonté sociale, telle qu'en font état de nombreux étudiants de sociologie, Bruno fait du bénévolat, depuis plusieurs années, auprès de personnes toxicomanes et/ou SDF :

« Moi ça me fait du bien, je le fais presque de manière égoïste. Ça fait du bien d'avoir des rapports avec ces gens, d'avoir des discussions avec des personnes avec qui t'en aurais pas forcément. Ça me fait du bien à moi, voilà de me dire je fais quelque chose, quelque chose d'intéressant, quelque chose d'utile. [...]

– *D'où te vient ce besoin d'aider l'autre ?* –

La pauvreté m'a toujours exaspéré, la misère que je vois, à laquelle je peux faire quelque chose. Je peux pas dire, j'ai manqué de rien, je suis fils unique, je crois avoir toujours eu tout ce que je voulais. Y a des injustices, c'est pour ça que je veux travailler dans le social. Faut que je me sente utile, ça me donne bonne conscience, je me dis que je fais quelque chose d'utile. Non, vraiment ça me plaît, le contact avec les gens, t'as des discussions que t'aurais jamais eu autrement, c'est vraiment intéressant. Ils me parlent de leurs expériences, des produits qu'ils prennent, les effets... [...]

– *Et pour faire bouger les choses tu fais du bénévolat ? C'est noble...* –

Ouais si tu veux. Ça me donne bonne conscience, pour me racheter.

– *De quoi ?* –

De tout ce que j'ai pu faire avant.

– *C'est-à-dire ?* –

Ben tout ce que je t'ai raconté.

– *Tu t'en veux ?* –

Ouais, peut-être, je me rachète une conduite peut-être. Enfin, je m'en veux, je pense qu'il faut vivre avec des regrets ou des remords, mais j'en parle pas à tout le monde, c'est clair.

– *Pourquoi tu n'en parles pas ?* –

Je sais pas, j'ai pas envie de me souvenir peut-être. C'est pas que j'en ai honte, mais j'ai pas envie d'en parler quoi, c'est pas évident, y a des gens qui vont voir en toi un facho ou des trucs comme ça. [...]

– *Et toi, tu as un idéal de vie, aujourd'hui que revendiques-tu ? Au lycée, tu revendiquais ta différence dans le look, une certaine identité, et aujourd'hui ?* –

... Moi je revendique rien. Je revendique la paix, c'est tout. Je veux qu'on me foute la paix. C'est tout ce que je demande, qu'on soit gentil, voilà... Je revendique le bien-être et la paix. Voilà ce que je revendique.

– *Et ça se traduit comment dans tes actes ?* –

Ben je pense ouais, j'essaye d'être ouvert, je fais chier personne, je dis de mal de personne, je porte de jugements sur personne, et j'aimerais pareil qu'on me laisse tranquille. Avant ok, j'étais plutôt du genre à juger les gens, je montrais ce que je pensais. Maintenant non. »

Il évoque une pauvreté qui l'a toujours exaspéré. Par ses activités associatives, il transfère une fois encore ses dispositions communautaristes. Mais son engagement représente aussi une manière de « se racheter », de se donner « bonne conscience » au regard de ses anciennes prises de position en faveur de l'extrême droite. Il prend de ce fait la forme d'un « militantisme moral<sup>660</sup> » particulier. C'est un moyen de rédemption, comme s'il luttait pour modifier son identité pour autrui. Mais attendu que son entourage ne connaît pas forcément son passé, c'est aussi et surtout un moyen de changement de son identité pour lui-même. Malgré ses distances avec l'extrême droite, il en conserve quelques prises de position – et finalement des dispositions – par exemple lorsqu'il se distingue fermement des « arabes des quartiers » : « je pense que les arabes des quartiers, j'ai rien à leur dire franchement, et encore maintenant, rien du tout, j'ai rien en commun avec eux ». Ce retour sur ses prédispositions confirme la construction de son positionnement en faveur de l'extrême droite au collège dans un souhait de distinction, lui issu des catégories intermédiaires, des maghrébins issus des classes populaires : « j'ai des amis étrangers aujourd'hui, d'origine étrangère, et ça se passe très bien, j'ai aussi des amis maghrébins, mais pas des quartiers ».

En conséquence, dans le cas de Bruno, son changement d'orientation politique doit être mis en correspondance avec le changement de configuration sociale, le départ de la maison familiale et de son village natal peu de temps après son entrée à l'Université, la coupure avec ses amis, l'entrée dans l'arène universitaire aux normes différentes, les coûts de l'identification à l'extrême droite au sein de l'arène étudiante, et la scolarisation en sociologie.

---

<sup>660</sup> Sur le militantisme moral, voir Reynaud (Emmanuelle), « Le militantisme moral », in Mendras (Henri) (dir.), *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, NRF, 1980, p. 271-286.

Au fur et à mesure de sa carrière scolaire, il ajuste ses dispositions en fonction des arènes dans lesquelles il évolue, ce qui lui permet d'en acquérir d'autres.

### **B. Le gaullisme comme sortie de crise (identitaire)**

Soit avec Luc/14, doctorant en ethnologie, un deuxième exemple de changement d'orientation politique. Anti-gaulliste comme son père, il devient gaulliste convaincu suite à la rencontre d'un eurodéputé. Comment expliquer cette modification ? Sa trajectoire permet de relever l'influence d'éléments conjoncturels tant politiques que biographiques qu'il s'agit d'interpréter en fonction de son *background*, de sa carrière étudiante, et des arènes fréquentées. Son rapport à la politique se comprend au regard de son *ethos* promotionnel et de ses prédispositions intellectualistes qui sont activées lors d'étapes de sa carrière étudiante et de chocs biographiques. Cette analyse s'appuie sur plusieurs entretiens menés en 2002 avec lui et l'eurodéputé pour lequel il a travaillé.

### **Héritier d'un *ethos* promotionnel et de dispositions intellectualistes**

En entrant à l'Université, Luc ne bénéficie que de l'expérience de sa sœur aînée, étudiante en histoire. Ses parents, fils et fille de petits agriculteurs, n'ont pas fait d'études. L'éducation de Luc semble construite sur la poursuite de l'ascension amorcée par son père. Alors que son grand-père paternel est un petit paysan, « très catho », « très attaché à la terre » et « très pétainiste », son père quitte l'école à 14 ans et devient ouvrier chez Peugeot. À 19 ans, son frère ayant repris la petite exploitation familiale, il s'engage dans l'armée au moment des guerres de décolonisation, ce qui constitue pour lui un moyen d'échapper à un destin de fils de paysan devenu ouvrier<sup>661</sup>, à l'instar de ses camarades de classe. Il fait le tour du monde en étant sous les ordres en Indochine, en Algérie et à Madagascar. Luc voit les voyages de son père comme une ouverture d'esprit, une opportunité de sortir de son milieu d'origine et de « rencontrer d'autres personnes ». D'après lui, les voyages ont, humainement, beaucoup apporté à son père, issu « d'un milieu rural extrêmement pauvre ». Dans les années 1970, il quitte l'armée, reprend ses études par l'intermédiaire de cours du soir, et obtient un poste dans le génie auprès des Forces françaises en Allemagne (FFA). Luc, qui grandit dans un milieu qu'il qualifie de petit bourgeois, présente son père comme un « intellectuel » de droite, non encarté, doté d'une « véritable réflexion politique ». Son positionnement à droite paraît assez logique pour cet ancien militaire, fils de petits agriculteurs. Mais au sein de la droite, il préfère

---

<sup>661</sup> Sur ce type de destin, voir entre autres Beaud (Stéphane), Pialoux (Michel), *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

très clairement les centristes – en premier lieu R. Barre – aux gaullistes, et plus particulièrement à J. Chirac, leur principal représentant dans les années 1980 et 1990. Cette aversion est la conséquence de la rancœur qu’il porte au Général de Gaulle pour son action en faveur de l’indépendance de l’Algérie. Pied noir, ancien proche de l’OAS et favorable à l’Algérie française, son père n’a jamais pardonné à de Gaulle son attitude en 1962. Il prolonge son ressentiment à tous ceux qui se revendiquent comme les héritiers du gaullisme<sup>662</sup>. Très tôt familiarisé à la politique par l’intermédiaire des discussions familiales, Luc reproduit les positions politiques paternelles.

### **L’entrée en militantisme**

Hors de la structure familiale, Luc exprime ses opinions au sein de l’arène lycéenne, dans son lycée privé catholique sous contrat qu’il rejoint en tant qu’interne pour accéder à un établissement d’un meilleur niveau. Rapidement après son arrivée à l’internat, il adhère à l’UNI, le syndicat étudiant et lycéen de droite. Cet engagement lui sied tout à fait « comme tous les jeunes de droite un peu réacs », se souvient-il. En concordance avec ses prédispositions politiques, il adopte un style de vie qui fait sens pour lui : le rôle du « jeune de droite un peu réac » par opposition aux lycéens gauchistes plutôt que les styles lycéens sportif, punk, baba, rappeur<sup>663</sup>, etc. Il interprète cette prise de rôle comme caricaturale car fortement influencée par le milieu parental : « Je subissais l’influence du milieu parental. Je suis issu d’un milieu plutôt de droite, assez conservateur, et j’ai reproduit de façon caricaturale un schéma tout à fait prédéterminé ». Il se positionne même un peu plus à droite que son père.

Son investissement politique à l’UNI se relâche lors de ses premières années universitaires car, d’après lui, il pense plus à « faire la fête » et à écrire des compositions qu’il chante dans les bars. Son cercle amical change. Il rencontre diverses personnes proches des milieux culturels qui remplacent en quelques sortes les militants de droite précédemment fréquentés. Un de ses amis, comédien, l’incite à mettre en oeuvre ses talents d’écriture dans le théâtre. Son goût pour l’écriture et le théâtre n’est pas sans lien avec son entrée en faculté de lettres. Cet intérêt pour les lettres trouve son origine non seulement dans le contact d’enseignants et d’amis, mais également dans un certain rejet de sa culture familiale. En

---

<sup>662</sup> Sur J. Chirac comme héritier du gaullisme : Collovald (Annie), *Jacques Chirac et le gaullisme*, Paris, Belin, 1999.

<sup>663</sup> Sur les styles lycéens, voir Dubet (François), *Les lycéens*, *op. cit.* ; Juhem (Philippe), « Les relations amoureuses... », *art. cit.*



quittant le domicile parental relativement jeune (à 16-17 ans), en effectuant des études, en aspirant à une vie d'intellectuel et à une promotion sociale – amorcée par ses parents –, il souhaite se différencier de ses parents, et plus particulièrement de sa mère qui, au contraire de son père, n'a pas effectué de rattrapage culturel. En le questionnant sur l'origine de son goût pour le théâtre, il évoque spontanément ce positionnement en porte-à-faux :

« – *Et le théâtre ?* –

Alors, quand je te dis que je suis un peu un extraterrestre dans ma famille, y a de ça. Je suis parti très jeune de chez moi. J'étais en plus assez vite hostile à mon milieu familial, surtout pour ce qui est de ma mère. [...] Du côté de chez ma mère, c'est du Zola : grand-père alcoolique, une grand-mère qui en a chié pour élever ses six gosses, c'est en gros ce que je sais. Vu ce que ma mère a reçu en héritage, y avait pas grand chose à la base, des conditions sociales qui étaient telles. [...] **Ma mère n'est pas une intellectuelle du tout. Ma mère n'a pas fait d'études, pas du tout, du tout. La pauvre dispose de très peu de culture.** »

À présent, son rejet de l'inculture de sa mère se transforme en de la compassion. En se passionnant pour le théâtre et en n'étant pas à ce moment là dans un environnement politisé, il se désintéresse totalement du référendum pour la ratification du traité de Maastricht, ses dispositions politiques étant alors inhibées. Il demeure néanmoins sympathisant de l'UNI, y reprenant par la suite une adhésion, ce qui témoigne du poids de la socialisation militante primaire sur le rapport à l'espace militant (*cf.* chapitre V).

Et c'est justement par l'intermédiaire de son engagement à l'UNI qu'il devient responsable départemental au niveau des jeunes de la campagne d'É. Balladur lors de la présidentielle de 1995. Il s'agit d'une réactivation de son intérêt politique et militant qui s'explique par la conjoncture politique. Suite au faible investissement des élus alsaciens auprès de Balladur, il prend même en charge l'ensemble de la campagne sur le département, avant de s'occuper de la campagne municipale du candidat UDF/RPR à Gastrorubs<sup>664</sup>. Percevant, jusque là, la politique d'un point de vue idéalisé, voire candide, les comportements d'autres militants le déçoivent profondément. Ambitieux et cyniques, tous ne partagent pas le même rapport à la politique que lui. Au cours de ces deux expériences électorales, il apprend que les amitiés en politique sont peu évidentes. De plus, doté de dispositions politiques intellectualistes, héritées de son père, qui se manifestent par un attrait pour les idées politiques et l'histoire des idées, mais aussi de dispositions culturelles (goût pour la lecture et le théâtre),

---

<sup>664</sup> Nom fictif. Ville de plus de 200 000 habitants.

Luc a très tôt l'impression d'une « inculture » des autres jeunes militants, pour reprendre ses termes. Ses dispositions sont en porte-à-faux avec la norme militante. C'est en raison de ses aspirations insatisfaites quant à la participation à des débats d'idées et des échanges intellectuels que sa déception à l'égard des jeunes militants est telle :

« J'ai côtoyé toutes sortes de jeunes militants : des libéraux, des centristes, des gaullistes, avec un parcours familial toujours déterminant, et des jeunes d'un cynisme, qui militaient avec un cynisme qui étaient là par ambition. Et moi, j'étais quand même un peu idéaliste. C'est un peu paradoxal d'être idéaliste, mais je croyais vraiment dans la méthode de l'homme. J'étais peu cultivé sans doute à l'époque, en tout cas pas avec un esprit suffisamment critique, j'étais assez naïf dans ma démarche. Et puis, après la défaite de Balladur, les règlements de compte entre chiraquiens et balladuriens m'ont très vite renseigné sur ce qu'était le milieu politique. Il commençait à avoir des choses qui m'ont un peu refroidi. Après, les municipales à Gastrorubs ont été affligeantes. [...] Moi, c'est ce qui m'a frappé, c'est le manque d'intérêt des gens, une platitude extrême, une inculture crasse, c'était désespérant. [...] J'ai toujours été assez idéaliste, et très naïf, et pas du tout calculateur, et je l'avais fait tout à fait passionnément. Et je pensais que tout le monde était comme moi. »

Si la concurrence et la jalousie de ses camarades militants le déçoivent, ce n'est pas sans lien avec son côté « naïf », pour utiliser son propos, une définition idéalisée de la politique, et certainement aussi son déficit de propriétés militantes héritées : aucun membre de sa famille n'a milité dans une organisation.

### **Choc biographique et sortie de crise**

Suite à ses déceptions dans l'espace militant et à l'échec des candidats qu'il soutient lors des deux campagnes électorales qu'il a menées – ce qui illustre d'ailleurs le rôle d'éléments propres à la conjoncture politique sur le rapport à la politique –, il demeure quelque temps à l'écart de tout engagement. À ce moment là, se produit un événement tragique : le décès de son père, qui lui a transmis ce goût pour la politique, qu'il estimait beaucoup et avec lequel il conversait fréquemment de politique :

« Le destin a voulu que mon père décède à ce moment là, donc je me suis retrouvé plongé dans une véritable crise existentielle. J'étais assez proche de mon père. Et pendant un an, je me suis complètement replié sur moi, je suis devenu très asociable. Et le seul intérêt de tout ça, c'est qu'en fait c'est la lecture qui a compensé la sociabilité perdue. J'ai énormément lu, et beaucoup de choses politiques. Et là, ça a été une remise en question totale, qui a duré quelques temps, et qui dure encore puisque je suis dans un total doute. [...] Le fait de découvrir un peu plus de choses en ethno, m'a énormément ouvert l'esprit, et m'a donné envie de développer la chose, de voir autre chose, et d'élargir

mes horizons. En fait, toute ma remise en question est venue à ce moment là. Donc fatalement, tu te poses des questions sur la société, sur le rapport au politique, au religieux. Après c'est aussi philosophique, religieux, et forcément la remise en question est totale. »

Dès lors, il se replie sur lui-même et se remet en question. C'est là pour lui l'occasion de lire de nombreux ouvrages politiques<sup>665</sup>. Cette phase de « crise existentielle », selon ses propres mots, est marquée par sa réorientation universitaire. Peu attiré par les aspects techniques de l'étude de la langue française, il se dirige vers une licence d'ethnologie qui lui « ouvre l'esprit » en lui faisant découvrir l'Afrique et d'autres religions, « l'islam, les sociétés animistes, le bouddhisme ». Il trouve là l'occasion de mettre en œuvre quelques prédispositions au voyage héritées de son père. Toujours guidé par une bonne volonté intellectuelle, l'intérêt pour de nouveaux sujets et d'autres horizons est à rapporter à ses questionnements sur la société, la politique, la religion – à lier à son éducation catholique – et finalement sur lui-même.

Peu de temps après le décès de son père, ancien militaire, il choisit de faire son service militaire, alors qu'il était jusque là plutôt antimilitariste. Ce revirement prend la forme d'une tentative de sortie de crise et d'un retour sur habitus. Grâce à l'intervention de son frère, militaire de carrière, il obtient une affectation en Bretagne. Il passe dix mois très difficiles qui lui apprennent beaucoup sur lui-même :

« Avec le recul, je me suis rendu compte que ça m'avait beaucoup apporté, et que ce que j'avais détesté à l'armée, en réalité, ça m'avait appris des choses. C'est un peu paradoxal, très confus, mais c'est une réalité. Ça m'a d'abord appris sur moi-même, sur mes limites, sur mon rapport à autrui. »

Ce retour sur les dispositions familiales, en lien avec la mort de son père, constitue un autre choc biographique qui affecte profondément son rapport à la vie et à la société, le faisant entrer durablement dans une période d'instabilité. Toujours emprunt d'une bonne volonté intellectuelle, il commence à s'intéresser à « la culture bretonne, la musique bretonne, la littérature bretonne ». À la fin de son service militaire, il rencontre et travaille avec des personnes investies dans cette culture : « beaucoup d'écrivains, chanteurs, des gens parfois assez célèbres ». Il se rapproche ainsi d'un militantisme plus associatif et culturel. Mais, plus il côtoie les militants de la culture bretonne, plus il devient méfiant quant à ce type de régionalisme, voire même « dégoûté » par « le fond politique extrêmement douteux »,

---

<sup>665</sup> Sur la lecture boulimique suite à des chocs biographiques, voir Mauger (Gérard), Poliak (Claude F.), Pudal (Bernard), *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999.

toujours pour reprendre ses propos – ce sera d’ailleurs le point de départ de ses recherches de troisième cycle. Cette nouvelle déception en rapport avec l’espace militant le conduit à écrire son premier roman, attestant d’un processus de sortie de crise qui repose sur la politique, la lecture et l’écriture.

### **Un eurodéputé intermédiaire**

Concordant avec ses préoccupations sur les dérives possibles du régionalisme, les niveaux de décision, et donc la place de la France au sein de l’Union européenne, la candidature de C. Pasqua et de P. de Villiers aux élections européennes de 1999 l’interpelle. Tel un ensemble d’affinités électives, cet intérêt pour la liste de C. Pasqua se comprend ici par divers éléments parmi lesquels, outre la marque électorale des deux candidats (le souverainisme), on peut rapidement évoquer le positionnement à droite de Luc, son rejet de J. Chirac – le RPF se construit en marge du RPR –, et son précédent soutien à É. Balladur – à l’instar de C. Pasqua<sup>666</sup>. Cette liste lui permet de se jouer des contradictions de sa socialisation politique. La curiosité suscitée par cette liste n’est également pas sans rapport avec son atypisme. Luc recherche d’autres manières de faire de la politique que celles qu’il a jusqu’alors rencontrées. Or, la liste Pasqua/de Villiers souhaite proposer une nouvelle offre électorale en ajoutant, à un discours en rupture, la constitution d’une liste avec des personnes peu connues et pour certaines présentées comme issues de la « société civile »<sup>667</sup>. Stimulé par cette offre politique, disponible (il est étudiant en ethnologie), il fréquente à Strasbourg « des cercles de réflexion » auxquels participent les nouveaux députés européens souverainistes élus sur la liste de C. Pasqua : « des gens comme Paul-Marie Coûteaux, Florence Kuntz », précise-t-il. Il y rencontre un jeune militant aux idées proches des siennes qui dirige, dans le département, la composante jeune du Mouvement des citoyens de J.-P. Chevènement – autre figure du souverainisme<sup>668</sup>. Avec ce militant, ils commencent à se voir « énormément » et

---

<sup>666</sup> Sur la liste Pasqua-de Villiers aux européennes de 1999, voir Ivaldi (Gilles), « La liste Pasqua-de Villiers », *Revue française de science politique*, vol.49, n°4-5, 1999, p. 643-652.

<sup>667</sup> Sur la liste de C. Pasqua et P. de Villiers, on relève des personnalités jusqu’à ce moment non élues : William Abitbol, Georges Berthu, Paul-Marie Coûteaux, Florence Kuntz, le Colonel Thierry de La Perrière, le préfet Jean-Charles Marchiani, et Elizabeth Montfort. Pour une réflexion critique sur le concept de société civile : Lochak (Danielle), « La société civile : du concept au gadget », in CURAPP, *La société civile*, Paris, PUF, 1986, p. 44-75 ; Offerlé, « Avant propos », *Problèmes politiques et sociaux*, n°888, « La société civile en question », Paris, La documentation Française, 2003, p. 5-12 ; Weisben (Julien), « Instituer la « société civile européenne » : la contribution des mouvements fédéralistes. L’expérience du Forum permanent de la société civile », à paraître.

<sup>668</sup> Sur la trajectoire de J.-P. Chevènement et l’histoire du Mouvement des citoyens, voir Verrier (Benoît), *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Robert Schuman Strasbourg 3, 2003.

mènent une réflexion sur « l'Europe, la République et les régions ». Lors des sessions parlementaires à Strasbourg (une semaine par mois environ), ils côtoient tous deux les souverainistes. Représentatifs du mode de recrutement des assistants parlementaires suivant une voie militante<sup>669</sup>, ils deviennent, pendant un an, collaborateurs du député européen P.-M. Coûteaux<sup>670</sup>, à temps partiel, c'est-à-dire uniquement pour les sessions parlementaires mensuelles à Strasbourg. Impressionné par la culture de son collègue et plus encore par celle du député, Luc prend conscience de son « manque cruel de connaissances », pour reprendre ses propos : « j'étais qu'une merde ». Dans le but de progresser et de se doter d'une culture politique, il « se plonge dans le travail » en lisant « énormément », en étudiant et en écrivant – ce qui renvoie toujours au même triptyque : politique, lecture, écriture. Il commente ainsi : « Plus tu as de connaissances, plus tu as envie de comprendre ». P.-M. Coûteaux, charismatique, affable et cultivé<sup>671</sup>, suscite le doute dans son esprit, et l'amène à une profonde remise en cause de ses croyances :

« Il y avait beaucoup de choses où je sentais qu'il y avait chez moi un manque cruel de connaissances, et j'avais envie de comprendre. [...] J'ai eu la chance de fréquenter quelques personnes suffisamment intéressantes pour me motiver à bosser. [...] La rencontre d'un type comme Coûteaux a été pour moi tout à fait déterminante. Pendant deux ans, je me suis plongé dans le travail parce que je me suis rendu compte que j'étais qu'une merde, et que c'était vraiment déstabilisant de se rendre compte que tu crois saisir et contrôler certaines données, et en fait pas du tout. Et si tu es ambitieux, pas du tout au sens matériel du terme, mais au sens intellectuel, ben tu n'as pas le choix. Tu te mets à bosser, à lire, et à réfléchir. »

L'atypisme de ce député tranche avec les personnes qu'il a connues lors de ses expériences militantes précédentes. Cette rencontre concorde avec sa quête d'un investissement politique intellectualisé. Le parcours de Coûteaux, proche de C. Pasqua mais aussi membre d'Attac, qui a travaillé pour des leaders de gauche puis de droite<sup>672</sup>, semble

---

<sup>669</sup> Sur ce point, voir Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.

<sup>670</sup> Ex membre du RPF, réélu en juin 2004 au Parlement européen sur la liste de P. de Villiers en Ile-de-France, il siège depuis 1999 au sein du groupe Europe des démocraties et des différences (EDD).

<sup>671</sup> Dans le cadre d'une recherche sur les eurodéputés, plusieurs entretiens ont été effectués avec P.-M. Coûteaux au Parlement européen en 2002 et 2003.

<sup>672</sup> Après avoir adhéré au CERES de J.-P. Chevènement en étant étudiant et occupé des fonctions au sein de plusieurs cabinets ministériels des gouvernements socialistes dans les années 80 (administrateur civil au ministère de l'éducation nationale, directeur de cabinet du commissaire général à la langue française auprès du Premier ministre, chargé de mission auprès du directeur d'Afrique du ministère des affaires étrangères), il est la plume de Boutros Boutros Ghali à l'ONU pendant deux ans, puis de P. Seguin à l'Assemblée nationale. Par la

répondre aux déceptions politiques de Luc, à son rejet de la politique partisane et du fonctionnement classique du champ politique. Le *background* de Coûteaux ensuite, défenseur de la souveraineté nationale et de la langue française<sup>673</sup> qui se donne à voir comme un intellectuel « lettré »<sup>674</sup>, fait particulièrement sens pour Luc au regard de ses dispositions politiques et intellectuelles : c'est-à-dire à la fois fils de militaire, attentif aux dérives du régionalisme, mais aussi ancien étudiant en lettres, essayiste, déçu et critique quant à l'anti-intellectualisme des militants politiques et leur faible niveau de réflexion. Le rôle de P.-M. Coûteaux sur son rapport à la politique est patent non seulement dans sa volonté de se cultiver et d'accroître ses connaissances, mais aussi dans la modification de son attitude vis-à-vis du Général de Gaulle. Jusqu'à la rencontre de cet eurodéputé, Luc reproduit l'aversion de son père pour le gaullisme, ancien pieds-noirs et proche de l'OAS : « Moi jusqu'à vingt ans, de Gaulle c'était un personnage presque risible dans le culte et la dévotion dont il faisait l'objet » – ce qui explique également, compte tenu de la configuration électorale de la présidentielle de 1995 avec l'absence d'un candidat UDF, le parti pris pour É. Balladur plutôt que pour J. Chirac qui se présente comme l'héritier du gaullisme. Guidé par P.-M. Coûteaux qui a publié un ouvrage sur le Général<sup>675</sup>, Luc se plonge dans l'étude du gaullisme :

« Je me suis plongé dans l'étude du gaullisme. J'ai lu beaucoup d'œuvres exégèses. Et puis, dans les écrits du général lui-même, ça a été une découverte totale. Et c'est là que je me dis que le milieu familial peut parfois être une véritable prison, parce que là où on m'avait enseigné plutôt une hostilité au général, ben moi en le lisant par moi-même j'ai découvert au contraire une idée, une certaine idée de la France pour le citer, qui m'a mis dans un profond émoi, et qui m'a amené à revoir profondément mon jugement. »

Avec un autre regard, il lit de nombreux ouvrages sur le Général, et devient un gaulliste convaincu, allant à l'encontre de sa socialisation politique familiale.

Au terme de son expérience au Parlement européen, Luc se voit proposer une place sur la liste des municipales à Gastrorubs par un homme politique local, influent, qui appartient à l'alliance RPR/UDF. Cependant, il refuse et préfère s'investir au Pôle républicain avec son ami et ancien collègue du Parlement. Cet engagement n'est d'ailleurs pas incompatible avec

---

suite, il soutient successivement la liste Pasqua-de Villiers aux européennes de 1999 et la candidature de Chevènement à l'élection présidentielle de 2002.

<sup>673</sup> P.-M. Coûteaux a été directeur de cabinet en charge de la langue française à Matignon.

<sup>674</sup> Entretien avec P.-M. Coûteaux, mai 2002.

<sup>675</sup> Coûteaux (Paul-Marie), *De Gaulle philosophe. Le génie de la France*, Paris, Lattès, 2000.

la proximité de P.-M. Coûteaux<sup>676</sup>. Luc et son collègue participent tous deux à la campagne de Chevènement lors de l'élection présidentielle de 2002, que P.-M. Coûteaux et d'autres souverainistes soutiennent également. Mais une fois encore, Luc est déçu par le faible niveau intellectuel des militants qu'il fréquente dans ce cadre, et particulièrement ceux du parti de Chevènement. Au lendemain du deuxième tour, désillusionné, il démissionne – tout comme son ancien collègue d'ailleurs. Son départ du Pôle républicain concorde avec le repli de J.-P. Chevènement sur ses positions de gauche lors de la campagne, provoquant la démission de P.-M. Coûteaux<sup>677</sup>. Même si Luc valorise un dépassement du clivage gauche/droite, son orientation politique demeure construite sur un rejet des partis de gauche. Au moment des entretiens (à l'été et à l'automne 2002, soit entre deux et six mois après la présidentielle), Luc, resté proche de Coûteaux, se montre désenchanté et « très sceptique » à l'égard du champ politique, des hommes politiques et des militants : « Je suis affligé par le niveau du débat politique actuel, de l'inculture totale de nos élus, de nos représentants, que je côtoie quand même régulièrement, qui me désespère au plus haut point ». Toujours en rapport avec ses dispositions intellectualistes, ce qui le déçoit le plus est le manque de réflexion de ce milieu, lui qui apprécie plus que tout le débat sur les idées politiques.

Dans les modifications du rapport à la politique de Luc, interviennent : sa trajectoire sociale (fils de militaire, origine populaire de ses grands-parents), son *ethos* promotionnel, sa carrière scolaire (études secondaires, études en lettres et en ethnologie), les réseaux sociaux (la participation à des cercles de réflexion, la rencontre des souverainistes, l'influence d'un député européen pour lequel il travaille pendant un an), et des éléments conjoncturels (le décès de son père, son service militaire, la défaite d'É. Balladur et de J.-P. Chevènement). Les divers changements de son rapport à la politique, notamment de ses identifications politiques, doivent être rapportés à des changements de contextes successifs, corrélatifs d'une actualisation de dispositions. Le parcours de Luc rend compte de deux différences majeures avec Bruno/97. D'une part, alors que pour ce dernier, le contexte scolaire suscite une activation puis une inhibition de ses dispositions extrémistes, pour Luc l'activation de ses dispositions intellectualistes ne s'effectue pas uniquement en rapport avec le contexte scolaire mais aussi par l'action de facteurs biographiques et de réseaux sociaux extérieurs à l'Université – néanmoins liée à sa carrière étudiante. Le cas de Luc met en évidence l'effet de

---

<sup>676</sup> Ancien militant du CERES de J.-P. Chevènement, celui-ci occupe à sa sortie de l'ÉNA diverses fonctions ministérielles dont celle de chargé de mission au cabinet du ministre de la défense nationale, qui était alors J.-P. Chevènement, fonction dont il démissionne au moment de la guerre du Golfe, juste avant J.-P. Chevènement.

<sup>677</sup> *Le Monde* du 25 avril 2002 signale la démission « avec fracas » de P.-M. Coûteaux du Pôle républicain.

divers réseaux sociaux qui ne sont pas seulement issus du contexte d'études. D'autre part, pendant que Bruno fait état d'un basculement de son orientation politique et d'une dépolitisation, Luc atteste d'arrangements et de va-et-vient avec le champ politique en rapport avec ses prédispositions construites sur une quête d'un idéal d'engagement et d'un idéal politique. On distingue l'interdépendance des facteurs, et l'action différentielle des éléments significatifs en fonction des configurations dans lesquelles se trouvent les étudiants.

### **C. De l'UDF à l'extrême gauche : une révélation sociologique**

Soit à présent la trajectoire de Tom/24. Doctorant en science politique, il se situe politiquement à gauche, non loin de la LCR. Cette orientation n'est pas incompatible avec sa position sociale actuelle – attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en science politique – c'est-à-dire une position précaire et dominée du pôle culturel et intellectuel de l'espace social, qui est le produit de l'accumulation de diplômes du supérieur (maîtrise de droit et de science politique, DEA de science politique). Néanmoins, son orientation politique en faveur de groupes « contestataires » du champ politique, pour reprendre ses termes, n'est pas totale. Il éprouve par exemple des difficultés à manifester dans la rue, car cette pratique ne correspond pas à ses prédispositions. En fait, d'un militantisme au sein de l'UDF à l'instar de ses parents, Tom s'est gauchisé en se rapprochant tour à tour du PS, des Verts et de la LCR. Son parcours permet de mettre en exergue l'interdépendance des facteurs évoqués précédemment (le rapport à la politique des parents, la position sociale héritée, la trajectoire sociale, le rang dans la fratrie, la promotion sociale subjective par les études supérieures, le type d'études, le changement de configuration sociale et scolaire, les réseaux sociaux, ainsi que des éléments conjoncturels et biographiques), et de montrer le poids des diverses socialisations et des contextes socialisateurs successifs. Les modifications de son identification partisane se donnent à voir comme des modifications de sa manière de voir la société suivant une tension, ou plutôt un va et vient, entre socialisations primaires et secondaires, fonction d'éléments biographiques et des séquences de sa carrière étudiante. Après avoir expliqué son positionnement primaire, il s'agira d'apporter des éléments d'interprétation de ses changements d'orientation. Cette analyse s'appuie sur plusieurs entretiens formels et informels. Elle a été enrichie par les connaissances sociologiques de Tom et ses précisions suite à la lecture d'une version antérieure<sup>678</sup>.

---

<sup>678</sup> Que Tom soit remercié.



## L'influence de la socialisation primaire

À 18 ans, intéressé par la politique, Tom adhère au CDS (qui deviendra Forces démocrates) – une des composantes de l'UDF. Ce faisant, il participe activement à la campagne du référendum pour la ratification du traité de Maastricht – l'Europe constituant alors un de ses thèmes politiques préférés. Il partage les positionnements politiques de ses parents, qu'il définit *a posteriori* comme optimistes, modernes, libéraux et européens : « À 18 ans, je pensais un peu comme mes parents, et je me retrouvais tout à fait dans ce côté démocrate chrétien ». La filiation est plus précisément paternelle. Plus politisé que sa mère, son père, militant UDF, soutient V. Giscard d'Estaing lors des élections présidentielles de 1974 et 1981, puis R. Barre en 1988. Se rapprochant des quadras de l'UDF dans les années 1980 – notamment par une même appartenance générationnelle –, il s'oppose à F. Mitterrand mais aussi aux gaullistes et à J. Chirac.

La politisation du père de Tom se matérialise par ses fréquentes « réactions » sur l'actualité, pour reprendre ses propos, sa lecture quotidienne du journal local (*Ouest-France*) et d'ouvrages sur des thématiques politiques ou sociales. L'orientation politique en faveur de la démocratie chrétienne va de soi pour ses parents, qui appartiennent au pôle économique des catégories intermédiaires de l'espace social, et pratiquent très régulièrement la religion catholique<sup>679</sup>. Les parents de Tom représentent une fraction en ascension des catégories intermédiaires de la France rurale de l'Ouest qui bénéficie d'une conjoncture favorable dans les années 1960 et 1970. Ses arrière-grands-parents paternels étaient des commerçants issus de la paysannerie de base devenus assez aisés avec le commerce du porc. Son père, doté d'un CAP en charcuterie, se trouve successivement commercial, et chef d'une petite entreprise de machines agricoles. Ce désir d'ascension sociale se perçoit également pour le frère de son père, titulaire d'un CAP de mécanique, devenu « cadre maison » dans une entreprise automobile à Paris à la faveur de son passage par les jeunes chambres économiques. La perspective ascensionnelle est également manifeste pour la mère de Tom. Fille d'un petit paysan devenu ouvrier à l'Équipement, elle souhaitait être institutrice. Afin de réaliser ce projet, les grands-parents maternels de Tom « se sont mis en quatre pour lui offrir une scolarité dans un bon lycée, chez des sœurs à quarante kilomètres, en pension », dit-il. La mère de Tom est la première de sa famille à obtenir le bac « qui était vécu comme un diplôme

---

<sup>679</sup> Sur certaines propriétés des électeurs et militants de l'UDF et de ses différentes composantes voir Birenbaum (Guy), « L'échec du système d'action barriste », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°6, 1990, p. 777-792 ; Dreyfus (François G.), « Le poids de la démocratie chrétienne », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°6, 1990, p. 845-863.

important ». Dans son milieu social, être bachelière la distingue des autres membres de sa famille : « La seule de la famille comme on disait parfois avec un sourire », commente Tom. Cependant, après son bac, avec l'envie « d'avoir un boulot et de fonder une famille », elle se marie rapidement et ne réalise pas son rêve de petite fille. Après quelques années comme mère au foyer, elle s'occupe d'un petit commerce, avant d'exercer la fonction de secrétaire de mairie. D'après Tom, cette trajectoire n'est pas indépendante de l'influence de son père, peu favorable aux fonctionnaires : « Mon père n'était pas très fonctionnaire, c'est une constante chez lui ». Ce qui paraît assez logique pour ce petit entrepreneur, petit-fils d'agriculteur : « Je me souviens des blagues étant jeunes, celles sur les fonctionnaires, genre les yeux sur l'horloge ou les jeux de cartes, qui étaient fréquentes. Jamais méchantes mais souvent sujettes à plaisanterie avec la tante qui est elle-même fonctionnaire ». Ce type de positions anti-fonctionnaires renseigne également sur le décalage actuel de Tom qui, bien que n'appartenant pas à la fonction publique, travaille dans le secteur public et aspire y accéder.

Dans leur petit village en zone rurale, dont étaient déjà originaires les arrière-grands-parents paternels de Tom, ses parents sont des petits notables investis dans la vie communale. Son père est tour à tour adjoint, maire et représentant à la communauté de communes. Sa mère, élue en tant que parents d'élèves, participe aux activités scolaires (organisation de diverses manifestations pour financer les activités de l'école privée catholique, etc.). Suivant l'exemple parental, Tom fait du scoutisme jusqu'à l'âge de 21 ans, et crée une association de jeunes de son village. Hormis la sphère familiale, les lieux de socialisation de Tom sont donc la paroisse catholique, le scoutisme, l'association du village – qui regroupent tous trois des jeunes aux caractéristiques proches des siennes (origine paysanne et rurale) –, enfin les établissements scolaires privés et catholiques qu'ils fréquentent jusqu'à son bac. Cette scolarisation n'est pas incompatible avec les croyances des parents de Tom qui sont attachés aux références catholiques « modernes », toujours pour reprendre ses propos. Sa mère assure le catéchisme et le respect d'une pratique religieuse minimum, avec la participation aux « grandes fêtes ». Comme tous ses frères et sœurs, Tom est baptisé, communiqué et confirmé. Toutefois, cette pratique religieuse demeure assez lâche en comparaison de celle vécue par ses parents étant enfants. Il ne va pas à la messe tous les dimanches, et la morale chrétienne, bien que présente n'est pas, d'après lui, trop « rétrograde », notamment au niveau des rapports entre les sexes : « La morale sexuelle était assez nettement relâchée chez l'ensemble de ma famille en ce qui concerne l'usage de la contraception ou la relative tolérance aux histoires de cœurs des enfants à partir du lycée ». Cette inscription dans la religion catholique se situe dans la tendance moderniste pénétrée de l'esprit de Vatican II, du Pape Jean XXIII, proche

des mouvements chrétiens sociaux (JAC, Scouts de France, MEJ, CCFD, etc.), plutôt que dans celle, conservatrice et traditionaliste, qui suit davantage les prescriptions de Vatican I. En se rangeant du côté des Scouts de France, des curés modernes et sans soutane, Tom et ses parents s'opposent résolument aux Scouts d'Europe, aux traditionalistes et aux messes en latin. Ce qui se veut aussi un positionnement en faveur de ceux qui auraient évolué avec la société, en opposition à ceux qui seraient restés dans le passé. Ce clivage rejoint également d'autres oppositions idéologiques : modernes *versus* traditionalistes, pro-européen *versus* anti-européen, centristes *versus* droite eurosceptique (villieristes et une partie du RPR). Il est à noter qu'au sein de son groupe de militants du CDS, les combats politiques sont avant tout dirigés vers la droite « dure », incarnée par le Front national et les villieristes. La socialisation politique de Tom s'effectue dans le contexte politique du début des années 1990 en France, dont certains aspects font particulièrement sens compte tenu de sa socialisation politique primaire : progression du Front national et poursuite de son institutionnalisation dans le champ politique, inscription des questions européennes sur l'agenda politique, débat sur la construction européenne avec le référendum relatif au traité de Maastricht, émergence des souverainistes dans le champ politique. Face à ces événements politiques, la plupart des jeunes militants de l'UDF défendent leur marque électorale (l'Europe) et leurs valeurs (la modernité et la démocratie chrétienne). Au sein du groupe de Tom, les débats portent principalement sur les questions européennes et la peine de mort. Se perçoit ici la rencontre entre des prises de positions et des personnes avec des dispositions pour les défendre.

### **Investissement scolaire**

Ce positionnement en faveur de la modernité des parents de Tom, n'est pas sans rapport avec leur trajectoire sociale : guidés par une volonté d'ascension sociale que leurs enfants sont en mesure de poursuivre. La mère de Tom, qui souhaitait devenir institutrice, semble avoir toujours regretté le fait de ne pas poursuivre ses études après le bac. D'autre part, le père de Tom n'a pas pu faire d'études en raison de la maladie de son père : « Mon père me dit souvent : « j'étais le seul de ma famille, j'aurais pu faire des études et j'ai pas pu les faire à cause de ça. » Il a toujours un peu ce regret qui lui reste ». C'est d'ailleurs au prisme de ce regret que peut s'interpréter son intérêt pour la politique et l'actualité, entre bonne volonté culturelle et entreprise de rattrapage culturel. Toujours est-il que pour les membres des catégories intermédiaires, l'école constitue un moyen parmi les plus sûrs d'ascension sociale. De ce fait, les parents de Tom encouragent leurs enfants à étudier, à commencer par Tom, l'aîné de la famille et le porteur de l'avenir de la lignée : « Ils (ses

parents) m'ont toujours poussé dans les études, ils ont toujours fait attention à ça. [...] Il est clair que l'investissement de mes parents sur l'école a été intensif ». Cet investissement scolaire est notamment marqué par une scolarité dans des écoles privés, « car elles assuraient selon eux (ses parents) un meilleur suivi, un meilleur encadrement ». L'attention des parents sur la scolarité passe ensuite par les associations de parents d'élèves et « les actions pour récolter de l'argent pour les voyages scolaires, des trucs comme ça ». Ce rapport à l'école se construit enfin sur un respect de l'institution scolaire et de l'autorité de l'enseignant : « jamais je ne les (ses parents) ai entendus critiquer un de mes enseignants ». *A posteriori*, Tom se souvient également de son comportement respectueux : « J'avais tendance à être très respectueux de la discipline et de l'institution. Très rarement puni, poli, gentil, de bonne volonté comme on dit ». Dans cette configuration, sa mère, titulaire du bac, participe au suivi des devoirs : « Ma mère surtout m'a souvent aidé du fait des connaissances qu'elle possédait en maths par exemple. L'année de quatrième, je crois que cela m'a rendu un fier service parce que je patinais un peu. On a fait et refait des exercices ensemble ». De plus, Tom bénéficie d'un environnement favorable à l'étude : « suivi des devoirs de façon très rigoureuse, organisation de l'espace, pas de bruit, studieux, travail scolaire attablé à un bureau, encouragement à la lecture, contrôle de la télé, devoir de vacances, etc. ». L'éducation culturelle intègre également la découverte de musées parisiens : « Ayant de la famille proche à Paris, j'allais régulièrement voir les musées parisiens, surtout ceux consacrés à la science, l'espace, la marine, des trucs comme ça. Je suis allé très tôt aussi visiter le Louvre, Beaubourg et d'autres ». Par ailleurs, Tom va un peu au cinéma avec ses parents, mais rarement au théâtre, « hormis le théâtre populaire *via* les associations de village », et jamais à des concerts de musique classique et à l'opéra : « Mes parents n'y seraient pas allés, cela aurait fait trop snob, trop m'as-tu vu. Il y avait cependant une forme de respect devant la grande musique et la culture légitime en général, mais jamais de tentative de se l'approprier. En ce sens, ça restait assez populaire ». L'encouragement à la lecture passe par des cadeaux des parents et des grands-mères :

« - *Qu'est-ce que tu lisais lors de ton enfance, ton adolescence ?* -

Des encyclopédies pour enfants, des bandes dessinées, des romans pour enfants aux collections adaptées à l'âge. [...] En fait, j'avais deux types de lecture. Les encyclopédies d'une part portée sur la science, la technique, la nature, les animaux, en particulier sur l'astronomie, j'en ai des collections, c'était ma passion jusqu'à 12 ans. Et d'autre part, les romans, bibliothèque rose d'abord, j'étais un grand fan du club des cinq, puis verte, *Le dernier des Mohicans*, *Croc blanc*, et *Les Six compagnons*. Ça correspond à la cinquième, c'est l'époque où j'ai lu le plus ce type de bouquins. Enfin, il faut rajouter les BD (*Alix*

surtout) et les abonnements aux revues, *Sciences et vie* au lycée. Mais littérature, non. J'ai découvert ça au lycée, quoiqu'il y en avait quelques uns, des classiques, dans la petite bibliothèque parentale, datant souvent de l'époque scolaire de ma mère, avec Stendhal, Baudelaire, etc. Ça me gonflait pas mal dans l'ensemble. »

Revue de vulgarisation scientifique (*Sciences et vie*) et romans d'aventure constituent à ce moment l'essentiel de ses lectures.

Au niveau de son parcours scolaire, Tom s'oriente vers la filière considérée comme la plus prestigieuse au lycée : la filière scientifique (première S puis bac C). Son souhait de réussir dans cette filière d'excellence, malgré le redoublement de sa première (« J'ai redoublé en partie pour m'assurer un passage en C ».) montre sa volonté – et celle de ses parents – d'acquiescer des propriétés scolaires pertinentes dans le secondaire – quitte à avoir un parcours laborieux. Au sein de sa structure familiale au sens large qui comprend ses cousins, il est le premier à entrer à l'Université. Mais plus que le domaine scientifique privilégié par certaines fractions des catégories intermédiaires en ascension<sup>680</sup>, Tom choisit des études juridiques. Ce changement d'orientation intervient suite à son année de terminale au cours de laquelle il a des résultats très moyens en sciences. En revanche, il apprécie la philosophie, ce qui le laisse envisager dans un premier temps une orientation post-bac en deug de philosophie. Cet intérêt ne semble pas sans rapport avec sa politisation croissante et son militantisme au CDS : « C'est l'année de terminale, où j'avais commencé à traîner au CDS, je me sentais finalement plus intéressé par la politique, l'histoire, la philosophie que par les sciences ». Mais c'est suite à une discussion avec son professeur de philosophie de terminale à qui il expose son intérêt pour la politique, l'histoire et la philosophie, et son intention de rejoindre une faculté de philosophie qu'il change d'avis : « En terminale, avec les cours d'histoire et de philo, j'ai complètement modifié mon point de vue, mon prof de philo m'a réorienté. Je voulais faire de la philo, et mon prof de philo m'a dit : « non c'est pas le bon plan, en philo y a pas de débouchés. T'as un bac C, vaut mieux valoriser ton bac, je te conseille Sciences Po ou droit ». ». Celui-ci lui conseille de se diriger vers des études de sciences politiques ou de droit en raison de son bac C. Tom ne connaît pas alors les cursus du type hypokhâgne ou Sciences Po.

« Jusqu'à ce que j'en ai quelques précisions assez vagues, en discutant avec des profs en terminale, la perception des trajectoires universitaires privilégiées se limitait aux domaines scientifiques : math sup,

---

<sup>680</sup> Voir Saint-Martin (Monique), *Les fonctions sociales de l'enseignement scientifique*, Paris, Mouton, 1971.

école d'ingénieur etc. [...] Passé le bac, mes parents se repéraient plus difficilement sur le marché scolaire, sauf en ce qui concerne les filières scientifiques. Les filières courtes type BTS les rassuraient. Mon père surtout craignait de me voir « rien faire » et me perdre dans le système fac. »

Le rôle de personnes extérieures à la famille sur l'orientation scolaire, et plus précisément dans le supérieur, paraît en effet plus décisif pour ceux qui ne bénéficient pas de l'expérience de membres de leur famille sans diplôme du supérieur. Suivant le conseil de son professeur de philosophie, il s'inscrit au concours de Sciences Po juste après son bac. Mais il ne peut le préparer en raison de son activité rémunérée dans une usine durant l'été. Là aussi, les élèves avec les probabilités les plus élevées de réussir le concours d'entrée à Science Po sont soit ceux qui ont acquis des connaissances lors d'une année de classe préparatoire du type hypokhâgne, soit ceux qui ont préparé le concours au sein d'une prépa d'été dans un établissement privé<sup>681</sup>. En conséquence, la sélection des impétrants à Sciences Po s'effectue pour partie sur des critères financiers. Ceux qui peuvent financer une prépa d'été ont les chances de réussite au concours les plus élevées, au contraire de ceux qui comme Tom travaillent durant l'été. D'une manière finalement assez logique compte tenu de sa préparation et de son *background*, il échoue à ce concours, et se dirige vers un deug de droit à Laval, c'est-à-dire l'Université la plus proche du domicile familial.

### **Entrée dans le supérieur, investissement à l'UDF et intérêt pour l'Europe**

Suite à son investissement massif au sein de l'UDF, Tom devient vice-président des jeunes démocrates sociaux de son département. Parallèlement, il poursuit ses études de droit avec la préparation d'une licence à Angers, où il ne se plaît pas beaucoup. Une fois ce diplôme obtenu, il décide, avec l'envie de changer et de se spécialiser sur les questions européennes, de partir à Strasbourg pour faire de la science politique et du droit communautaire dans une des capitales de l'Europe : « J'en avais marre, ça me pesait l'ambiance d'Angers, j'avais envie de changer. Puis finalement, j'ai été scout pendant un certain temps, puis dans cette association. Finalement depuis deux/trois ans je tournais un peu en rond ». La construction européenne l'intéresse. La campagne en faveur du « oui » lors du référendum pour la ratification du traité de Maastricht qui a participé à sa socialisation militante correspond à son entrée au CDS, et à son premier souvenir militant, tel un rite

---

<sup>681</sup> À présent, avec le concours en juillet, cette stratégie est plus ou moins révolue.

d'initiation<sup>682</sup>. À nouveau en 1994, lors de la campagne des européennes, il soutient activement la liste de son parti. La distribution de drapeaux européens en Vendée dans le fief de P. de Villiers, pourfendeur des « anti-Maastricht », est une de ses actions militantes les plus marquantes. Pour lui, la construction européenne représente un thème « neuf », « moderne » qui émerge sur les agendas politique et médiatique au cours de sa socialisation politique<sup>683</sup>, et concorde avec la vision « moderne » et « libérale » de ses parents. Ensuite, il s'agit d'une opportunité par rapport à ses études de droit. Peu attiré par les procédures juridiques, le développement du droit communautaire, forme une alternative aux cursus juridiques habituels (droit public, droit privé, histoire du droit, droit des affaires, etc.). Puis, la faculté des sciences juridiques offre la possibilité de suivre, en même temps qu'une maîtrise de droit orientée sur l'Europe, une maîtrise de science politique, ce qui fait particulièrement sens au regard de son échec au concours d'entrée post-bac, à son intérêt politique ainsi qu'à son militantisme. À ces motivations scolaires quant à un départ pour Strasbourg s'ajoute enfin la possibilité de se rapprocher de sa petite amie, partie étudier en Allemagne.

Ce départ pour Strasbourg coïncide également avec sa rupture avec Forces démocrates. Dans cette première modification de son rapport à la politique, interviennent des éléments qui se rapportent à la conjoncture politique. En 1995, il quitte son parti, suite à des désaccords, d'une part sur la campagne des européennes de 1994, où les centristes ont, dit-il, « mis de côté tout leur côté fédéraliste », et d'autre part sur le soutien à É. Balladur lors de la présidentielle de 1995. Certains électeurs centristes comme Tom ne se sont pas « retrouvés » dans la candidature d'É. Balladur, pour utiliser son propre terme, notamment du fait de son association avec des souverainistes du RPR, tels que C. Pasqua, militant en faveur du non au référendum pour la ratification du traité de Maastricht. Des éléments conjoncturels participent à la transformation de son rapport à la politique. Par ailleurs, son envie de changer correspond à son sentiment de promotion culturelle suscité par son avancement dans les études supérieures. Tom commence à acquérir un certain niveau d'études, se différenciant petit à petit des membres de sa famille, de ses cousins et amis (qui suivent plus souvent des cursus d'études de courte durée après le bac, du type STS ou IUT) :

---

<sup>682</sup> Sur les événements politiques socialisateurs, voir McAdam (Doug), *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988.

<sup>683</sup> Sur la perspective générationnelle dans l'étude de la socialisation politique, voir Muxel (Anne), *L'expérience politique des jeunes*, *op. cit.*

« Je pense que mes parents me considèrent comme quelqu'un qui a brillamment réussi. [...] Ma mère a toujours gardé tout ce que j'ai pu écrire, religieusement, dans des classeurs. Dans ma famille proche, entre mes cousins, c'est moi qui ai fait les études le plus longtemps, les autres ont fait des études plus courtes. Je suis en plus l'aîné, tu vois ce côté... Alors moi je me considère pas... mais pour eux, un parcours réussi à l'Université c'est formidable. »

Le décalage subjectif se perçoit par exemple dans le regard de ses parents, qui voient en lui quelqu'un qui réussit.

### **Changement de configuration sociale et découverte de la sociologie**

Son départ de sa région d'origine symbolise pour lui l'arrêt de son engagement à Forces démocrates, et de son investissement au sein de l'association qu'il a créée dans son village, le départ de la maison familiale, et la distension de certaines relations amicales. Rapidement après son arrivée à Strasbourg, il rompt avec sa copine et se retrouve là sans connaître personne, ce qui représente un profond changement avec ses années de jeunesse où il était constamment entouré de sa famille et de nombreux amis. Il commente ainsi :

« Je suis arrivé ici, je connaissais personne. Donc rapidement, tu te fais de nouveaux amis, tu mets de côté plein de choses, tu recherches avant tout le contact. [...] J'ai rencontré un tas de personnes très sympas qui sont devenus d'excellents amis et avec qui j'ai gardé pour certains d'entre eux de forts liens d'amitié. Je me suis d'entrée bien entendu avec eux, alors même qu'ils ne correspondaient pas du tout à ce qu'avaient été mes amis en Mayenne, au lycée ou aux premières années de fac. C'est à ce moment d'ailleurs que je perds contact avec nombre de mes anciens amis... C'était pour la plupart des gens de gauche voir d'extrême gauche, certains étant passés pas loin de « l'anarchisme humaniste » comme dit Bourdieu. Je me rendais compte en même temps que leurs différences étaient aussi liées à d'autres lieux, d'autres vies, d'autres professions, etc. Du coup, il y avait des discussions étonnantes qui ont contribué à modifier les choses. Avoir soutenu Ballardur, avoir été à l'UDF était vraiment dans ce groupe une identité illégitime, sujet à discussion. Je me faisais gentiment chambrer, comme on dit. C'est aussi un élément qui a pesé. »

Dans cette situation inconnue, il s'agit pour lui de se construire une position distincte de sa position initiale, et de rencontrer de nouveaux amis. Ceux-ci sont différents de ses amis d'enfance : urbains, diplômés, et dans leur quasi-totalité positionnés à gauche et à l'extrême gauche – ce qui est rare dans son village.



Effectuant en parallèle à sa maîtrise de droit une maîtrise de science politique, il découvre la sociologie, ce qui constitue une forme de « révélation » pour lui, pour utiliser son propre terme :

« Quand j'ai été en maîtrise, où j'ai fait de la sociologie, moi qui ai un parcours de juriste, j'ai vraiment eu l'impression que le monde s'éclairait, qu'il y a un voile qui se levait soudainement. J'avais le décor avec le droit. Là j'avais l'envers du décor, les mécanismes. À l'opéra t'as la scène, et derrière t'as tout ce qui fonctionne, donc ça c'est la première chose. Et puis, j'ai commencé à être beaucoup plus sensible à un certain nombre de misères, de conflits, de choses qui m'ont un peu révolté. J'ai eu un autre point de vue moral sur le monde en fait. Et là, j'ai comme l'impression qu'il y a le côté chrétien de mon éducation, donc un point de vue moral, qui se rencontre avec un point de vue plus sociologique, plus scientifique, qui finalement produit une radicalisation plus forte. »

Ayant l'impression que le monde s'éclaire, la sociologie devient une passion. Cet intérêt n'est pas sans lien avec sa situation personnelle, sa période d'introspection, sa position de primo-entrant dans l'enseignement supérieur au sein de sa famille, et son départ de Forces démocrates. De ce fait, les cours de sociologie politique et la lecture d'ouvrages sur les comportements politiques, les partis politiques et le champ politique participent à sa compréhension de mécanismes auparavant rencontrés en tant que militant. Au fur et à mesure de sa maîtrise, la science politique devient une alternative au droit. La sociologie lui donnant des réponses à des questions qu'il se pose alors, il décide de poursuivre ses études avec un DEA de science politique et d'arrêter le droit. Par l'intermédiaire des enseignements qu'il suit, il évoque également un intérêt croissant pour les questions religieuses et « un certain nombre de misères, de conflits ». Ces interrogations font sens avec son éducation catholique et son précédent investissement dans le scoutisme. Ses dispositions religieuses sont activées tout en étant réactualisées au regard des modifications de sa trajectoire et de sa position. Petit à petit, il suit de plus en plus les conflits internationaux et les sujets de société comme le conflit israélo-palestinien ou le foulard islamique, sur lequel il fait d'ailleurs un mémoire dans le cadre de sa maîtrise de science politique. Illustrant la modification de son rapport à la société et sa perméabilité au changement, il débute son mémoire en s'opposant au foulard islamique dans les institutions scolaires, avant de prendre le contre-pied à la fin de celui-ci en changeant de position pour prôner la liberté de choix. Le sujet « en crise » retrouve « des

références, des repères, une nouvelle définition de lui-même et donc des autres et du monde<sup>684</sup> ».

Le changement de configuration sociale, c'est-à-dire son passage de la maison familiale de son village en zone rurale, entouré de sa famille et de ses amis d'enfance, à un petit appartement à Strasbourg, en ville, où il ne connaît personne, agit sur son rapport à la société et à la politique.

« Les études ont joué beaucoup, et le fait que j'ai quitté ma région, j'ai quitté la configuration d'origine en quelque sorte pour me retrouver à Strasbourg dans un environnement social complètement différent, urbain... Et j'imagine plus détaché de ce milieu familial. »

À Strasbourg, Tom fréquente des personnes différentes, il entame des études de science politique, il s'intéresse à la sociologie, il prête attention à divers problèmes, il est confronté à d'autres points de vue :

« J'ai eu une période finalement, entre ma maîtrise et y a deux ans, j'ai eu une période de flottement. Je savais pas... finalement de ce point de vue là (l'orientation politique), j'étais un peu perturbé, ça m'a travaillé psychologiquement, j'étais un peu perturbé. Parce que je savais pas quoi penser. J'avais l'impression de mettre en cause tout ce que j'avais pensé avant, tu vois. Et depuis deux ans, les choses sont plus stabilisées. Je suis toujours à remettre des choses en cause, à essayer d'en savoir toujours plus, de découvrir, de questionner, de découvrir d'autres milieux. Alors que j'ai eu... alors que j'étais stabilisé entre 18 et 22/23 ans, où j'étais très européen, etc. Et puis là maintenant, à un moment j'ai eu des choses où je savais pas trop, j'étais en conflit un peu avec pas mal de choses. »

Selon lui, cette période de changement équivaut à une période de doute et « de flottement » qui l'a « travaillé psychologiquement ». Au cours de cette phase, il s'oriente vers une thèse de science politique – donc la recherche et l'enseignement –, et s'intéresse au PS *a priori* plus proche de la position qu'il envisage. Il fait connaissance avec des adhérents de ce parti et s'y engage peu de temps après. En ayant auparavant adhéré à l'UDF, Tom est déjà socialisé au champ politique. L'adhésion à un parti politique fait partie de son monde de choses. Cet engagement s'apparente à « un effet de transfert » ou « de débordement », au sens de J. Elster<sup>685</sup>, d'un militantisme de centre-droit à un militantisme de gauche. L'effet de transfert s'explique par l'analyse des situations passées et présentes. Ayant construit une

---

<sup>684</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités*, op. cit., p. 172.

<sup>685</sup> Elster (Jon), *Psychologie politique*, op. cit.

partie de ses dispositions au cours de son enfance et son adolescence (dans le scoutisme, les associations de jeunes, un parti politique), Tom les met en action dans des situations analogues<sup>686</sup>. Cette adhésion partisane s'inscrit dans une période de reconstruction d'un relationnel. L'engagement politique représente un moyen de se créer un réseau amical. Le PS symbolise une solution à son souhait de rencontrer de nouvelles personnes plus en accord avec la position sociale qu'il envisage, c'est-à-dire proche du pôle intellectuel.

À la fin de son DEA de science politique, surviennent deux événements qui participent à son introspection. Tout d'abord le décès accidentel de sa sœur à l'âge de 14 ans. Puis, peu de temps après, non sans rapport avec son intérêt pour le Proche-Orient, il rencontre une libanaise, avec laquelle il se marie rapidement :

« Ma sœur est morte aussi, d'un accident de voiture, elle avait 14 ou 15 ans, donc ça, pas directement, mais je pense que ça a joué aussi, quand tu te retrouves confronté à un drame familial comme ça, y a beaucoup de choses...

– *T'étais à Strasbourg ?* –

Oui, l'année de DEA, au moment où je terminais mon mémoire de DEA. Ma sœur est morte cet été là. Donc là aussi, ça fait un choc. Je pense indirectement, pas radical sur le coup, mais je pense que ça modifie la façon d'aborder les choses. Et puis cet été là, j'ai rencontré ma femme maintenant, qui est libanaise, qui habitait au Liban, l'année suivante on s'est mariés.

– *Carrément ?* –

Oui, je suis marié avec une libanaise. Donc là aussi je pense que ça fait un ensemble de choses. »

De fait, en l'espace d'un an, il perd sa petite sœur et se marie, ce qui bouleverse son univers et sa configuration familiale.

### **Nouvelle modification de son positionnement politique : rupture biographique et effet du type d'études**

Parallèlement à ces deux événements qui modifient à nouveau la configuration dans laquelle il se trouve et alimentent ses questionnements, il quitte le PS et prend ses distances avec la gauche gouvernementale, qui ne répond pas à ses attentes. Sa prise de distance vis-à-vis du PS est également à mettre en rapport avec ses études de science politique qui participent à son auto-analyse :

---

<sup>686</sup> Lahire (Bernard), *Portraits sociologiques...*, *op. cit.*

« J'ai 28 ans, en dix ans finalement les choses changent beaucoup, mon regard sur les choses et le monde ont énormément changé. Et c'est sans doute lié je pense aussi à, à partir de la maîtrise où j'ai commencé à faire de la science politique, de la sociologie politique. Tu vois, j'ai incorporé d'autres outils pour comprendre et lire le monde, ce qui fait que les choses ont pas mal évolué dans ce cadre là. »

Son œil de sociologue et de politiste se construit notamment à partir d'auteurs tels que P. Bourdieu. En suivant les cours de science politique en maîtrise puis en DEA et en consultant de nombreux ouvrages de sociologie critique, il acquiert des connaissances, une capacité d'analyse, et des outils de compréhension sur sa trajectoire tant personnelle que politique. Les enseignements et les lectures sur l'espace social lui donnent des outils d'interprétation de sa trajectoire, ceux sur les partis politiques des outils de compréhension du fonctionnement du champ politique et du recrutement des partis auxquels il a adhéré. Ses études de science politique et son goût pour la sociologie participent à ce changement de perception, et lui permettent d'accéder à des clés de réflexion « pour comprendre et lire le monde », qui influencent son regard et sa vision du monde :

« Je me suis un peu déporté sur le PS, sans que j'y trouve jamais mon compte. Le PS, ils m'ont gonflé, enfin les choses que je reproche principalement au PS, c'est d'une part de tromper leur électoralat, l'électorat populaire. Ils ont un rapport à mon avis un peu paternaliste avec l'électorat populaire, c'est-à-dire : « on sait ce qui est bon pour vous, on le fait, maintenant votez pour nous ». Ils prétendent qu'ils sont socialistes, et qu'ils font du socialisme, alors qu'en vérité, et **ça les cours que j'ai eus l'ont amplement montré**, en vérité ils se sont convertis au néolibéralisme depuis longtemps. »

Suite à un cours sur le tournant néo-libéral en France, il découvre l'analyse de Bruno Jobert qui montre comment le PS a changé de référentiel et entamé la conversion à un référentiel néo-libéral<sup>687</sup>. Puis en s'appropriant une sociologie critique, il s'oppose rapidement à des intellectuels médiatiques, « doxosophes », « nouveaux philosophes », et nouveaux intellectuels tels que B.-H. Lévy ou A. Finkielkraut<sup>688</sup>. En ce sens, ses études de science politique participent à son changement d'attitude à l'égard du PS, à la modification de sa vision du monde et à la construction de son analyse critique des espaces politiques et médiatiques. Cet exemple réaffirme la nécessité de considérer le rôle possible des enseignements dans la formation des attitudes politiques.

---

<sup>687</sup> Jobert (Bruno) (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994.

<sup>688</sup> Comme illustration, voir Pinto (Louis), « Le journalisme philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, 1994, p. 25-38.

Petit à petit, il se rapproche des « gauches alternatives », et de plus en plus de l'extrême gauche. Il vote par exemple pour O. Besancenot, candidat de la LCR au premier tour de la présidentielle de 2002, ce qui constitue une forte rupture familiale :

« Si tu veux ma grand-mère, c'est des commerçants à l'origine, c'est très anticommuniste. Dans les années 60, c'était très anticommuniste, maintenant ça l'est moins. Et comme ils disent : « t'as voté pour Besancenot, tes grands-pères vont se retourner dans leurs tombes ».

Son vote suscite la désapprobation de sa grand-mère. Cette orientation politique est plutôt cohérente avec son positionnement au sein d'une fraction dominée du pôle intellectuel de l'espace social, et ses prises de position en faveur de catégories dominées. Il participe par exemple à une mission de soutien à la paix entre israéliens et palestiniens au cours de laquelle il rencontre Yasser Arafat. Il décide également d'emménager dans un immeuble HLM au cœur d'un quartier dit sensible de Strasbourg, afin de voir de plus près les banlieues et de s'investir dans le tissu associatif. Son changement de positionnement politique se perçoit aussi dans son adhésion à d'autres discours :

« C'est étonnant, quand j'y repense, de voir comment des analyses comme celles du *Monde diplomatique* me saoulaient, il y a encore sept ans, ce qui n'est plus le cas. Il y a eu une évolution qui a fait que je suis depuis quelques années plus disposé à faire mienne ces analyses, ou plus exactement à les entendre. C'est intéressant parce que le même discours, je ne l'ai pas reçu de la même façon à dix ans d'intervalle. »

Par exemple, il lit *Le Monde diplomatique* et partage une grande partie de leurs analyses alors qu'il n'appréciait pas ce type de presse voici encore quelques années. Pour lui, il est à présent « disposé à entendre » le point de vue du *Monde diplomatique*. Son regard et son approche de la politique ont changé.

### **Ruptures et fidélités : construction et bricolage entre ses diverses socialisations**

Brillant pour sa famille, Tom perçoit pourtant son parcours comme éloigné des cursus les plus légitimes. Sa distance à la culture légitime à laquelle il est peu socialisé, lui semble demeurer importante. Sa trajectoire atteste d'un télescopage entre d'un côté des propriétés le disposant à un discours critique sur l'ordre social, notamment sur les noblesses économiques et culturelles, et d'un autre des outils intellectuels d'une sociologie critique, entrés en phase avec sa trajectoire sociale par l'intermédiaire de positionnements dans divers contextes

sociaux. Son rapport à son milieu d'origine est fait de ruptures et de fidélités. D'une part, par son vote à gauche et notamment à l'extrême gauche lors du premier tour de l'élection présidentielle, son positionnement du côté du pôle intellectuel, ses diplômes, et sa résidence dans un HLM d'une cité, Tom atteste de plusieurs ruptures géographiques, politiques et sociales avec ses parents qui votent à droite, se situent du côté du pôle économique, détiennent des diplômes inférieurs ou égaux au bac, et résident en zone rurale dans un petit village de l'Ouest de la France. D'autre part, en gardant un attachement à sa famille, en se rendant régulièrement chez ses parents, en poursuivant une certaine pratique religieuse dans le cadre familial (avec son mariage et son souhait de baptiser ses enfants), et en continuant à voter dans son village, Tom demeure fidèle à son milieu d'origine.

Cette ambivalence entre rupture et fidélité peut prendre plusieurs aspects concernant ses prises de positions. Tout d'abord, son positionnement. Il conserve une partie de ses dispositions primaires. Comme il l'évoque, outre le fait que la manifestation de rue n'est pas une action « naturelle » pour lui, il n'adhère pas totalement au côté « un peu dogmatique » de l'extrême gauche et à son aspect « très laïcard », lui qui garde un certain attachement à la religion en défendant son rôle. Ensuite, son militantisme. Ses engagements associatifs (scoutisme, association de jeunes) se sont transformés en investissement dans deux associations, l'Union juive française pour la paix et un collectif judéo-arabe, qui lui font rencontrer des personnes des communautés juives et musulmanes de Strasbourg et visiter des mosquées et des synagogues. On distingue là aussi un effet de débordement et de compensation<sup>689</sup>. Ses habitudes acquises dans sa région d'origine sont tout d'abord transférées dans d'autres sphères à Strasbourg. Et il recherche dans d'autres engagements ce qu'il ne trouvait plus dans ses engagements militants. Tom met en œuvre une partie de ses dispositions construites lors d'engagements associatifs précédents dans des situations analogues. Sa socialisation à des mouvements catholiques « modernistes » semble mise en rapport avec d'autres socialisations. Son intérêt pour le Proche Orient se renforce avec la rencontre de sa femme d'origine libanaise et ses voyages au Liban, en Palestine et en Israël. Par ailleurs, il perçoit ses prises de position dans la défense de groupes auxquels il n'appartient plus contre des groupes auxquels il n'appartient pas encore, comme une ambivalence due à sa position en porte-à-faux et une manière de préserver une continuité entre deux périodes :

---

<sup>689</sup> Elster (Jon), *Psychologie politique*, *op. cit.*



situation promotionnelle. Le type d'études, la politisation, les dispositions politiques héritées, les réseaux sociaux, le groupe des pairs, des éléments conjoncturels, accompagnent le changement. L'opposition politique correspond à un changement de groupe social et d'identité, pour ne plus être ce que l'on était et devenir ce que l'on sera, qui impose un ensemble d'épreuves. Les étudiants acquièrent des dispositions qui sont actualisées suivant les contextes sociaux et scolaires traversés. C'est en ce sens qu'il convient de considérer les étapes de la carrière étudiante. Les changements de contextes, notamment d'études, et les contextes sociaux hétérogènes sont décisifs sur les modifications d'orientation politique. Les études de cas renseignent plus précisément sur le rôle du contexte d'études et de la sociologie. L'étude de cette discipline est déterminante auprès de plusieurs étudiants en changement d'identification partisane. La sociologie donne en effet à penser sur soi-même, sur sa place dans la société ou encore sur ses déterminations, et finalement permet de mener une réflexion sur son parcours et celui de sa famille. Elle développe la réflexivité, et participe à la modification de certaines manières de voir la société, d'être et d'agir.



## **Partie III : Études et militantisme**



## Chapitre V : Des dispositions au militantisme

« Je suis issu d'une famille où mes parents se sont rencontrés dans un parti politique, où j'avais un grand-père ministre de Rocard. C'est pas par hasard, j'étais vraiment dans une famille où on parlait de politique, et je baignais dedans. » (Matthieu/3/MJS).

« – *Depuis quant tu t'intéresses à la politique ?* –

Alors ça m'est venu... plutôt dans les années collèges. Donc c'était assez tôt, c'était à ce moment là que j'ai commencé à m'intéresser à la CNT, sans vraiment trop adhérer à leurs idées, mais c'était peut-être aussi par rapport à une démarcation politique par rapport à mes parents. [...] Avoir un côté un peu rebelle. » (Antoine/17/UNEF/CUVED).

« – *Et comment ta famille, tes parents, tes sœurs, voit ton engagement militant ?* –

C'est compliqué. C'est assez difficile à faire passer. C'est quelque chose qui n'est pas intégré dans la famille d'être militant, surtout militant anar, si j'avais été au MJS, ça aurait été plus, ça aurait été peut-être plus facile. » (Laurent/11/FA).

« Si je me suis un peu séparée de mon éducation familiale, ma prime éducation, c'est pas pour devenir rien du tout, c'est pour aussi retrouver des gens qui existent, qui sont comme moi ailleurs. » (Julie/4/Attac).

S'intéresser aux étudiants militants permet non seulement de mieux connaître leur rapport au militantisme, mais aussi d'apporter des éléments de connaissance sur l'engagement d'une manière générale et plus précisément des jeunes – les jeunes militants, particulièrement dans les mouvements de jeunesse étant surtout des étudiants<sup>690</sup>.

---

<sup>690</sup> Les étudiants se retrouvent dans les syndicats étudiants ; majoritairement dans les mouvements de jeunesse (MJS, Jeunes populaires (Jeunes UMP), Souris verte (Jeunes Verts), etc.) – les lycéens n'y étant pas très nombreux et les salariés extrêmement rares – ; et en minorité par rapport aux autres catégories d'âge, dans les autres organisations politiques (LCR, PS, UMP, Attac, etc.).

Si, d'après le rapport sur le développement du bénévolat étudiant : « les jeunes et les étudiants sont tout disposés à agir plus et mieux<sup>691</sup> », et si 70% des jeunes et des étudiants déclarent leur désir d'engagement associatif<sup>692</sup>, très peu sautent le pas, particulièrement au sein des organisations politiques (6% auprès de notre échantillon<sup>693</sup>). Guère plus adhérents à un parti que l'ensemble de la population française (3%) ou les autres jeunes<sup>694</sup>, la plupart des étudiants rejettent les groupements politiques et organisés<sup>695</sup>, en étant même moins fréquemment syndiqués (4% contre 9%)<sup>696</sup>. À l'instar des autres syndicats étudiants<sup>697</sup>, l'UNEF semble quelque peu marginalisée. Dans l'enquête de C. Le Bart et P. Merle, ce sont près de 90% des étudiants qui se déclarent largement éloignés des organisations syndicales<sup>698</sup>. Dès lors, qui sont les étudiants militants ? Comment expliquer qu'ils s'engagent ?

Pour comprendre l'engagement étudiant, il faut dans un premier temps s'intéresser à leurs propriétés socioculturelles héritées et aux dispositions qui y sont associées. Ce raisonnement part du principe que les prises de position dans l'espace militant dépendent des positions des militants dans l'espace social et de leur trajectoire sociale. Ceux-ci ayant incorporé au cours de leur socialisation primaire, non seulement des manières de faire (« s'engager », « donner de son temps et de son énergie ») mais aussi des schèmes de compréhension du monde social, des manières de voir, des croyances, en fonction desquels ils agissent ensuite. Pour reprendre la définition de l'habitus de P. Bourdieu, il s'agit d'une « structure structurée » qui fonctionne comme « structure structurante<sup>699</sup> ». Ce faisant, les étudiants s'engagent parce que le militantisme fait partie de leur univers. Ils rejoignent des organisations politiques qui partagent – au moins en grande partie – leur vision du monde, ou plutôt dont les prises de positions correspondent, ou sont compatibles, avec leur manière

---

<sup>691</sup> Houzel (Guillaume), *Rapport sur le développement du bénévolat étudiant*, Paris, La Documentation française, 2003.

<sup>692</sup> Baromètre CIDEM de la citoyenneté, sondage Sofres, décembre 2002.

<sup>693</sup> Source : enquête n°1, n=801.

<sup>694</sup> Muxel (Anne), « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, vol. XXXIII, 1992, p. 233-263.

<sup>695</sup> Erlich (Valérie), *Les nouveaux étudiants*, op. cit.

<sup>696</sup> Source : enquête n°1, n=801.

<sup>697</sup> Sur le syndicalisme étudiant, voir Blainrue (Alain), « Le syndicalisme étudiant », *Pouvoirs*, n°26, 1983, p. 117-123 ; Fournière (Michel), Borella (François), *Le syndicalisme étudiant*, Paris, Seuil, 1957 ; Bargel (Lucie), *La socialisation politique dans les syndicats étudiants...*, Mémoire cité. Sur l'histoire de l'UNEF : Monchablon (Alain), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983 ; voir également le site de l'UNEF plutôt bien documenté : [www.unef.fr](http://www.unef.fr)

<sup>698</sup> Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, op. cit., p. 135.

<sup>699</sup> Bourdieu (Pierre), *Le sens pratique*, op. cit.

d'appréhender le monde. Les organisations politiques construisent leur identité politique sur des référents, un cadre cognitif (l'appartenance sociale, le positionnement politique, l'antiracisme, la défense de l'environnement, l'altermondialisme, etc.) qui fait sens dans l'espace public et leur permet d'être identifiées et classées : par exemple le parti des ouvriers<sup>700</sup>, une association de défense des droits de l'homme<sup>701</sup>, une association antiraciste<sup>702</sup>, etc.

Sans surprise au regard des chapitres précédents, les étudiants militants sont majoritairement dotés de dispositions favorables à l'engagement et ne choisissent pas leur organisation au hasard. Néanmoins les variables de l'héritage n'expliquent pas tous les engagements. Les événements des années 1960 ont en effet mis en évidence les limites des modèles explicatifs des comportements politiques jusque là centrés sur l'héritage familial<sup>703</sup>. D'autres éléments d'interprétation du militantisme peuvent se rapporter à l'appartenance à une génération différente de celle des parents, et à la confrontation à d'autres contextes, conjonctures et événements<sup>704</sup>. Jeunes adultes, les étudiants sont en phase de prise d'autonomie vis-à-vis de leurs parents<sup>705</sup>. Celle-ci peut se matérialiser par d'autres vecteurs de socialisation que la famille, notamment les associations<sup>706</sup> et les mouvements de jeunesse, au sein desquels s'acquièrent des dispositions à l'engagement. C'est pourquoi, il convient de ne pas occulter les dispositions au changement, les socialisations secondaires susceptibles de les avoir familiarisés avec l'action militante, et leurs conditions d'action.

Outre les variables de l'héritage<sup>707</sup>, les différences générationnelles, l'âge, les situations de promotion culturelle, la socialisation militante antérieure, sont autant d'éléments à prendre en compte pour comprendre la pluralité des dispositions favorables à l'engagement

---

<sup>700</sup> Lazar (Marc), *Maisons rouges*, Paris, Aubier, 1992 ; Pudal (Bernard), *Prendre parti*, *op. cit.*

<sup>701</sup> Agrikoliansky (Éric), *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.

<sup>702</sup> Sur SOS Racisme : Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique ». Contribution à l'analyse des transformations des représentations politiques après 1981*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris X Nanterre, 1998.

<sup>703</sup> Voir Rosenmayr (Leopold), « Nouvelles orientations théoriques de la sociologie de la jeunesse », art. cit.

<sup>704</sup> Sur les différences entre générations, voir Chauvel (Louis), *Le destin des générations*, *op. cit.*

<sup>705</sup> Cicchelli (Vincenzo), *La construction de l'autonomie...*, *op. cit.*

<sup>706</sup> Élément souligné par Becquet (Valérie), « Fondements et dimensions de la participation associative des étudiants à l'Université », Thèse pour le doctorat de sciences de l'éducation, Université de Caen, 2001, p. 129 et s.

<sup>707</sup> Nous n'abordons pas les différences sexuées ou « genrées » dans le militantisme. Sur ce point, voir la thèse en cours de Lucie Bargel, et son article : « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre... », art. cit.

des étudiants. Ce chapitre s'appuie sur deux enquêtes, l'une par entretiens, l'autre par questionnaires (enquête n°4) (voir le détail ci-dessous). Après avoir souligné dans la première partie l'importance des variables de l'héritage (militantisme des parents, propriétés socioculturelles héritées), la deuxième partie portera sur les socialisations secondaires en lien avec la carrière scolaire.

### **Éléments méthodologiques**

Les données sur les militants sont donc de deux types : qualitatives et quantitatives. Premièrement, depuis 2002, plus d'une centaine d'entretiens ont été menés auprès d'étudiants militants. Une dizaine d'entre eux ont été revus à deux ou trois reprises. Les enquêtés (90 individus) sont (ou ont été) militants actifs au sein de partis politiques – DL (2 personnes), LCR (7), LO (1), MDC/MRC (3), PCF (1), PS et/ou MJS (28), RPR/UMP (15), UDF (5), Verts et/ou Souris verte (9) –, de syndicats – UNEF (23), UNI (6), SUD-étudiant (2), CVSE (Comité pour un vrai syndicat étudiant) devenu Comité d'action étudiant (CAE) (3) –, d'associations politiques – Alsace nature (1), Attac (9), CNT (1), Collectif anarchiste (1), Comité israélo-palestinien pour la paix (1), CUVED (Comité universitaire de vigilance contre l'extrême droite) (5), FA (Fédération anarchiste) (3), GAG (Groupe anti-globalisation) (1), Greenpeace (1), JEF (Jeunes européens fédéralistes) (8), Festival permanent contre les lois racistes/MIB (Mouvement immigration banlieue) (3), MIL (Mouvement initiative et liberté) (1), MRAP (1), Ras le front (1), Réseau « Sortir du nucléaire » (2), SOS-Racisme (2) –, enfin de diverses associations – pour la scolarisation des jeunes filles au Burkina-Faso (1), Les Restos du cœur (1), aide au devoir (3), humanitaires (3), défense des droits de l'homme (2), de réfugiés politiques (1) ou des droits homosexuels (1). À ceux-ci ont été ajoutés, à des fins de comparaison, des étudiants parmi les plus actifs au sein de plusieurs associations étudiantes, qui ont été candidats voire élus lors des élections des conseils centraux des Universités – AFGES (Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg) (2), associations de doctorants (4), UEJF (Union des étudiants juifs de France) (1)). Quelques militants, assez peu nombreux tout de même, n'ont pas donné suite aux demandes d'entretiens – notamment un ancien militant du FN et du MNR et l'un ou l'autre adhérent de DL, du PS et des Verts.

Deuxièmement, nous avons souhaité disposer de données quantitatives. En raison de la difficulté d'accès à l'ensemble des organisations et des militants, construire un échantillon représentatif des étudiants militants demeure peu évident. Quels critères retenir pour délimiter l'espace militant ? Comment accéder aux listes des adhérents (lorsqu'elles existent) ? Est-ce

pertinent ? Le nombre de cartes étant un enjeu au sein des organisations, il est difficile d'obtenir des chiffres fiables, qui plus est d'isoler les militants actifs des non actifs ou « fantômes », pour reprendre une expression indigène. La stratégie adoptée a été de combiner une méthode aléatoire et une méthode raisonnée. Dans un premier temps, ont été extraits de l'enquête n°1 (n=801) les adhérents à un parti politique, un syndicat et une association à caractère politique<sup>708</sup>, soit 48 individus. Si cet échantillon ne distingue pas les militants suivant leur niveau d'investissement, l'extraction permet d'obtenir une certaine variété et de comparer les propriétés politiques et socioculturelles des militants avec les non militants au sein de l'enquête n°1. Il a été complété avec 24 militants rencontrés dans le cadre d'entretiens semi directifs, qui ont rempli le questionnaire<sup>709</sup>. L'échantillon « militants » – qui présente de fait des spécificités locales – regroupe 72 étudiants (38 garçons et 34 filles) (enquête n°4). Concernant leurs identifications partisans, un quart d'entre eux se déclarent proche d'un parti de droite (UDF, DL, RPR, UMP), les autres se positionnent en faveur d'un parti de gauche (30% pour le PS, 14% pour les Verts, 17% pour la LCR ou LO), ou ne répondent pas à la question (14%) (les anarchistes notamment). Un tiers adhère à un syndicat (24 étudiants : 18 UNEF, 5 UNI, 1 CVSE), plus de la moitié (54%) à un parti politique (39 étudiants dont 16 PS, 9 RPR, 7 Verts, 2 DL, 1 UDF, 1 LO, 1 Socialisme par en bas (SPEB), 1 MDC, 1 PCF), et deux tiers à une association (46 étudiants dont 5 Attac, 5 association de défense des droits de l'homme (dont Amnesty international), 4 JEF, 3 SOS Racisme, 3 MIB, 1 SCALP (Section carrément anti Le Pen), 1 UEJF, 1 GAG, 1 Femmes de parole, 1 FA, 1 CUVED, 1 MIL, etc.).

Cependant, ces données recueillies sur la base du questionnaire de l'enquête n°1 n'abordent pas certains aspects centraux de notre questionnement, qui peuvent pourtant faire l'objet d'un traitement statistique, notamment des éléments relatifs à la carrière militante, aux engagements précédents (les questions n'étant pas sur ce point assez précises) et à la scolarité, susceptibles d'être mis en correspondance avec les étapes de la carrière militante (mobilité scolaire, changements d'institution scolaire, déplacements géographiques, échecs scolaires). Or, ce sont là des informations présentes dans la quasi-totalité des entretiens. En ce sens, nous avons constitué un deuxième échantillon de militants. Sur les 90 étudiants militants interrogés dans le cadre des entretiens, 77 ont été retenus afin de former ce que nous appellerons désormais « le corpus d'entretiens des étudiants militants » (n=77). Les autres militants (13)

---

<sup>708</sup> Cet échantillon ne regroupe pas les adhérents à des associations qui n'ont pas de lien avec l'espace militant, les associations sportives notamment.

<sup>709</sup> Plusieurs raisons expliquent que tous les militants du corpus n'aient pas rempli le questionnaire. Certains d'entre eux ne l'ont pas retourné, sans qu'il soit possible d'interpréter cela comme un oubli intentionnel ou non. Puis, pour ceux interrogés plus tardivement, le traitement de l'enquête quantitative était déjà entamé.

n'y ont pas été insérés – ils ne font pas non plus partie des 72 militants (enquête n°4) – en raison d'informations incomplètes concernant les données recherchées, ou parce qu'ils ne militent pas dans des organisations liées au champ politique (associations étudiantes ou de doctorants). Selon les besoins, nous utiliserons soit l'enquête quantitative (enquête n°4), soit le corpus d'entretiens des étudiants militants.

Les enquêtes menées renseignent dans un premier temps sur une caractéristique relativement commune aux étudiants militants : leur multipositionnement<sup>710</sup>. 39% des membres de syndicats et 60% des membres de parti politique sont dans une association. 20% des membres d'une association adhèrent à un syndicat, 50% à un parti politique. La moitié des syndicalistes appartiennent à un parti politique. Un peu moins d'un tiers des membres d'un parti sont en même temps dans un syndicat<sup>711</sup>. Plusieurs engagements sont liés entre eux : par exemple l'UNEF et le PS (et plus précisément, au moment de l'enquête, les courants République sociale puis Nouveau Monde), le MJS et le PS, la Souris verte et les Verts, les JCR et la LCR, l'UNI et l'UMP. Si la double appartenance n'est pas automatique, elle est encouragée et fréquente, surtout en période de congrès pour peser sur les scrutins internes (choix d'un candidat pour la présidentielle ou d'une motion pour le leadership au sein du parti).

Bien qu'ayant plusieurs appartenances, les militants se définissent toujours par un engagement principal. Tous les multipositionnés hiérarchisent leurs engagements. Les actifs au sein des partis politiques adhèrent assez fréquemment à un syndicat étudiant de manière plus symbolique qu'active : des membres du MJS, des JCR et de la LCR payent leur cotisation à l'UNEF. De même, quelques militants de DL ou de l'UMP présentent leur engagement à l'UNI comme « un complément [...] pas trop axé sur la politique, plus axé sur les problèmes concrets » (Thibault/29/UMP/UNI). Pour les militants Verts, les adhésions à des associations de défense de la nature entrent en cohérence avec leur engagement. En revanche, pour les syndicalistes les plus actifs, un engagement partisan est complémentaire, que ce soit : pour les militants de l'UNEF qui, dans la tendance majoritaire, ont la double appartenance UNEF et Nouveau Monde/PS ; ceux de l'ancienne UNEF-RE, devenue ensuite UNEF-SE et UNEF, qui adhéraient souvent au PCF ou à la LCR ; ou ceux de l'UNI en même temps au RPR, à DL, puis à l'UMP.

---

<sup>710</sup> C'est aussi une caractéristique fréquente auprès des militants altermondialistes, voir Fillieule (Olivier), Blanchard (Philippe), Agrikoliansky (Éric), Bandler (Marko), Passy (Florence), Sommier (Isabelle), « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militants, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, vol.17, n°68, 2004, p. 13-48.

<sup>711</sup> Source : enquête n°4.



Autre caractéristique, les militants n'affichent pas toujours leur multipositionnement, d'après l'un d'entre eux, « pour ne pas mélanger les genres ». Dans le cadre d'engagements syndicaux ou associatifs (associations étudiantes ou Jeunes européens), les militants se doivent de garder une réserve quant à leur positionnement politique, et finalement se conformer au rôle qui est attendu d'eux en tant que militant. Par exemple, pour les Jeunes européens, organisation présentée comme pluraliste par ses membres, qui regroupe effectivement des jeunes de droite et de gauche, il convient d'être pro-européen, adepte du compromis et de la discussion, et ne pas publiciser son identification partisane, comme le précise Anthony/54/JE/UMP, militant aux Jeunes européens et à l'UMP :

*« – Tu ne connais pas forcément les options politiques de tes camarades, et eux ne connaissent pas forcément les tiennes ? –*

On a pu les échanger avec l'un ou l'autre, mais disons que je n'ai pas fait de pub comme quoi je suis à l'UMP, comme d'autres, je sais que l'un ou l'autre ancien membre de l'année dernière était membre du parti socialiste, comme eux-mêmes n'ont pas fait de publicité comme quoi ils étaient aux jeunes socialistes. » (Anthony/54/JE/UMP).

De la sorte, si de nombreux militants UMP et PS affirment dans leur parti leur engagement aux Jeunes européens – ce qui peut constituer un positionnement vis-à-vis de certaines formes d'euro-scepticisme –, ils sont tenus au sein des Jeunes européens de ne pas afficher leurs préférences et engagements politiques (plutôt PS, UDF, ou UMP), sous peine de disqualification et de marginalisation au sein de l'association. Tel est également le cas des militants des partis, en même temps investis au sein des associations étudiantes, qui déclarent ne pas vouloir publiciser leur engagement politique afin d'éviter un étiquetage de l'association. Marc/39/PS, militant PS, prend en effet soin de ne pas écrire dans le journal de sa section afin de ne pas nuire à l'association de doctorants dans laquelle il occupe des responsabilités : « C'est vrai que j'ai mis beaucoup de précautions. J'ai pas écrit de papier pour le journal de la section. Je ne voulais pas que mon engagement au PS, qui est un engagement personnel, nuise à l'association des doctorants. On a eu assez de mal pour la faire vivre cette association, je voulais pas qu'en plus, on prenne prétexte justement du fait que j'ai une carte d'un parti politique pour la casser par derrière ». Outre cet aspect, la non publicisation de l'adhésion à d'autres organisations fait partie d'une stratégie politique. C'est celle des militants UNEF qui, s'ils revendiquent au sein du PS leur filiation syndicale – être de l'UNEF étant un gage de compétence militante et un signe de positionnement à la gauche du PS –, n'affichent pas à l'extérieur du parti leur engagement au PS. Le but est de rassembler

l'ensemble des étudiants de gauche et de ne pas apparaître comme « le bras armé » du PS, pour reprendre une désignation commune des militants d'extrême gauche. Certaines organisations cherchent aussi à occuper les postes de direction d'associations dont l'étiquette « apolitique » attire un autre public que les formations partisans ou syndicales classiques – et par conséquent des militants potentiels.

## I. Prédilections militantes

Deux pistes sont éclairantes pour appréhender les caractéristiques sociopolitiques des étudiants militants. Premièrement, la distinction classique entre *in group* et *out group*, entre militants et non militants. Les arènes qui permettent de s'investir sont nombreuses : activités physiques, artistiques, scolaires, etc. Dès lors pourquoi la politique ? Que représente-t-elle pour les étudiants militants ? Par l'étude de la politisation, nous avons montré le poids des variables de l'héritage, que ce soit les propriétés socioculturelles ou les caractéristiques politiques familiales. Qu'en est-il pour le militantisme ? Dans quelle mesure les propriétés politiques et socioculturelles héritées des militants diffèrent-elles des non militants ? Deuxièmement, la structure de la population, c'est-à-dire les écarts entre les militants. Si on vote comme on est, on s'engage aussi le plus souvent comme on est<sup>712</sup>. Quelles sont les variations entre militants suivant leur organisation ? Après le constat de la prégnance de l'héritage politique familial sur l'engagement, la seconde partie abordera le rôle des propriétés socioculturelles héritées sur l'organisation choisie.

### A. Le militantisme en héritage

Pour S. Verba et N. Nie, plus le statut social des individus s'élève, plus leur participation politique est probable<sup>713</sup>. Même si tous ont le statut étudiant, il est légitime de questionner l'influence de la position sociale héritée. De même pour la variable familiale, la plupart des études sur le militantisme signalant que « la familiarité précoce avec le discours politique, un intérêt pour la politique apparu tôt dans le cycle de vie prédisposent à l'engagement partisan<sup>714</sup> ». Les étudiants militants sont-ils issus des catégories supérieures de l'espace social ? Les parents des militants sont-ils eux-mêmes engagés ? En fait, pour des étudiants dotés de dispositions militantes, devenir militant fait partie « des soi possibles<sup>715</sup> ».

---

<sup>712</sup> À défaut de pouvoir donner une bibliographie abondante sur toutes les organisations, sur le recrutement des partis politiques voir entre autres Gaxie (Daniel), « Les logiques du recrutement politique », *Revue Française de Science Politique*, vol.30, n°1, 1980, p. 5-45 ; Bréchon (Pierre), Derville (Jacques), Lecomte (Patrick), *Les Cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987 ; Ysmal (Colette), *Les partis sous la cinquième République*, Paris, Montchrestien, 1990 ; Rey (Henri), Subileau (Françoise), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, PFNSP, 1991 ; Fretel (Julien), « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 77-89.

<sup>713</sup> Verba (S.), Nie (N.H.), *Participation in America*, New York, Harper and Row, 1972.

<sup>714</sup> Rey (Henri), Subileau (Françoise), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, *op. cit.*, p. 32.

<sup>715</sup> Pour reprendre l'expression de J.-C. Kaufmann, *L'invention de soi*, *op. cit.*

## 1. Héritage culturel

Les étudiants militants sont un peu plus fréquemment issus des catégories supérieures de l'espace social à dominante culturelle que l'on sait plus favorables à l'intérêt politique et à l'engagement<sup>716</sup> :

**Tableau 47 : Profession du père des étudiants suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05)<sup>717</sup>**

	Non-réponse	Artisan/commerçant	Profession libérale	Cadre supérieur fonction publique	Cadre supérieur privé	Prof. intermédiaire	Employé	Ouvrier	Sans	Total
Militants	0% (0)	13% (9)	10% (7)	18% (13)	7% (5)	21% (17)	8% (6)	13% (9)	7% (5)	100% (71)
Non militants	6% (45)	11% (81)	8% (61)	9% (64)	9% (64)	23% (178)	10% (77)	15% (114)	9% (67)	100% (751)

Lire : dans notre échantillon, 13% des étudiants militants interrogés ont un père artisan/commerçant

35% des pères (contre 26% pour les non militants) et 25% des mères (contre 14%) exercent une profession supérieure (dont pour les cadres supérieurs du public : 18% des pères (contre 9%) et 18% des mères (contre 10%)) – à signaler que ces résultats font état de l'absence d'une base sociale homogène. Malgré tout, sur l'ensemble de l'échantillon, leurs propriétés socioculturelles demeurent assez peu distinctes des non militants. Quelques variations non significatives concernent certes les mères, davantage cadres intermédiaires et moins souvent employées ; les grands-pères, un peu plus fréquemment cadres supérieurs (13% contre 7%) ; la dotation d'une allocation d'étude (22% contre 28%) ; l'exercice régulier d'une activité rémunérée (31% contre 18%) ; et la distribution des revenus parentaux (cf. tableau 48). Mais les militants interrogés ne sont pas, sur le plan économique, ni moins, ni plus favorisés.

<sup>716</sup> Sur l'investissement différencié des groupes sociaux selon les secteurs associatifs : Héran (François), « Un monde sélectif : les associations », art. cit.

<sup>717</sup> On rappelle qu'avec le test du khi-deux, il y a dépendance entre les deux variables au seuil de 5% pour p<0,05.

**Tableau 48 : Revenus mensuels du père suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Non-réponse	< 915€	915€-1 524€	1 524€-3 049€	3 049€-4 573€	>4 573€	Total
Militants	5,5% (4)	8% (6)	19,5% (14)	39% (28)	18% (13)	10% (7)	100% (72)
Non militants	18% (135)	5% (38)	18% (135)	36% (271)	12% (90)	11% (83)	100% (752)

Lire : dans notre échantillon, 8% des militants déclarent des revenus mensuels de leur père inférieur à 915€

Leur capital culturel hérité est en revanche plus élevé : 54% avec au moins un parent diplômé du supérieur (contre 48,5%), et surtout 39,5% avec deux parents diplômés du supérieur (contre 24,5%). Les écarts de propriétés culturelles parentales se confirment avec leurs loisirs plus fréquemment lectoraux que sportifs, et leur lecture de quotidiens nationaux dont *Le Monde* :

**Tableau 49 : Loisirs et lectures des parents des étudiants suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Père préfère la lecture	Mère préfère la lecture	Père lit <i>Le Monde</i>	Mère lit <i>Le Monde</i>	Père lit un autre quotidien national que <i>Le Monde</i>	Mère lit un autre quotidien national que <i>Le Monde</i>
Militants (72)	15% (11)	33% (24)	25% (18)	22% (16)	28% (20)	21% (15)
Non militants (752)	6% (45)	15% (113)	11% (83)	4% (30)	11% (83)	11% (83)

Lire : dans notre échantillon 25% des pères des étudiants militants interrogés consultent régulièrement *Le Monde*

Sur les variables socioculturelles héritées, les militants se positionnent donc un peu plus fréquemment dans les catégories supérieures les plus dotées en capital culturel. Là n'est pas le facteur qui clive le plus les entrées en militantisme.

## 2. Filiations militantes

Plus que les propriétés socioculturelles héritées, l'intérêt politique des étudiants militants s'avère avant tout expliqué par la politisation parentale :

**Tableau 50 : Indicateurs de politisation des parents suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Père suit actualité politique	Père exprime des opinions politiques	Père s'intéresse à la politique	Mère suit actualité politique	Mère expriment des opinions politiques	Mère s'intéresse à la politique
Militants (72)	73% (53)	67% (48)	69% (49)	54% (39)	46% (33)	49% (35)
Non militants (752)	55% (414)	35% (263)	46% (346)	26% (196)	18% (135)	23% (173)

Lire : dans notre échantillon 49% des étudiants militants ont une mère intéressée par la politique

Plus de deux militants sur cinq ont deux parents intéressés par la politique (contre un sur cinq pour les non militants). 69% des pères et 49% des mères s'intéressent à la politique (contre respectivement 46% et 23%). Plus politisés que la moyenne, leurs parents ont participé à leur éveil politique au cours de leur enfance et adolescence. *De facto*, de nombreux militants se remémorent le suivi du journal télévisé avec leurs parents : « Je me rappelle que, quand j'étais gamin, je regardais souvent les informations avec mes parents. Donc j'ai été baigné assez rapidement dans le milieu politique et sur la situation politique dans la France. Donc ça m'a peut-être marqué de manière inconsciente » (Antoine/17/UNEF/CUVED). D'autres évoquent la récurrence des débats lors des repas de famille :

« C'est la culture familiale. C'est-à-dire que c'est des débats dans les repas de famille, etc. On ne s'improvise pas acteur, ou militant du jour au lendemain. [...] »

– *Donc discussions au sein de la famille, j'imagine que vos parents s'intéressent aussi ?* –

Oui bien sûr mes parents, et d'autres personnes de ma famille puisqu'il y a plusieurs sensibilités politiques qui sont réunies, ce qui permet d'avoir quelques débats animés en fin de repas. Donc c'est ce qui m'a déjà ouvert l'esprit sur ce qui se passe en France et dans le monde. » (Adrien/34/UNEF/PS).

Lorsque la politique est un sujet central des conversations parentales, elle devient une thématique habituelle pour les enfants. La participation à des manifestations avec les parents (par exemple celle en rapport avec l'Éducation nationale pour les enfants d'enseignants) constitue un autre vecteur :

« Depuis que je suis né, ma mère m'emmène à la manif du 1<sup>er</sup> mai, et quand j'étais bébé, j'étais dans le sac à dos pour gamin » (Francis/76/UNEF/PS/ex-LCR).

« Mon père m'amenait déjà à des manifs quand j'étais tout gamin. Au collège, j'avais déjà participé à des manifestations avec mes parents, quand c'était l'éducation nationale qui faisait des manifestations. Même en tant que collégien, j'ai participé assez rapidement en fait à une forme d'engagement. » (Antoine/17/UNEF/CUVED).

De nombreux enfants d'enseignants se familiarisent très tôt avec les rites des mobilisations collectives, que ce soit de défense du service public ou des acquis sociaux. Il est évident qu'ils intègrent alors des connaissances et une habitude à parler politique et à s'y intéresser.

La politisation peut également être moins directe, avec par exemple la présence de journaux ou d'ouvrages en lien avec la politique que les adolescents consultent. Francis/76/UNEF/PS/ex-LCR, qui connaît certainement la théorie du capital culturel de P. Bourdieu, mentionne l'influence d'ouvrages présents dans la bibliothèque familiale :

« Les gens qui ont une bibliothèque à la maison, les différents auteurs qui sont là, un gamin il va aller chercher là-dedans, et donc à la base je pense que c'est ceux là qu'il va plutôt lire, et je pense qu'il sera quand même conditionné après, ce à quoi il va penser, par exemple, chez ma mère, ce sont des auteurs qui sont plutôt de gauche, y avait des ouvrages de sociologie, et même un livre qui parle de Che Guevara, ce genre de choses, pas beaucoup, mais plutôt ancrés à gauche, c'est clair, et donc c'est pas comme s'il y avait des bouquins de De Gaulle dans la bibliothèque ou ce genre de choses... *Le Manifeste du Parti Communiste* qui traînait quelque part aussi, donc voilà, je pense que c'est clair que ça a influencé sur ce que j'ai pu penser après. » (Francis/76/UNEF/PS/ex-LCR).

Reste à savoir si ce sont les ouvrages politiques qui ont éveillé son intérêt pour la politique ou si c'est son intérêt qui l'a poussé à lire des ouvrages relatifs à la politique. Toujours est-il qu'il s'agit d'un indicateur de la politisation de sa mère. Car détenir des ouvrages de, ou à propos de, Che Guevara, De Gaulle et Marx témoigne d'un intérêt pour la politique et, plus précisément, pour certaines figures historiques.

La reproduction des comportements concerne également les indicateurs d'engagement<sup>718</sup> :

---

<sup>718</sup> Valérie Becquet obtient des résultats assez proches sur les étudiants oeuvrant dans des associations, cf. *Fondements et dimensions de la participation associative des étudiants à l'Université*, Thèse citée, p. 116 et s.

**Tableau 51 : Type de militantisme des parents suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Parent dans une association	Parent dans un syndicat	Parent dans un parti	Parent candidat à une élection
Militants (72)	54% (39)	35% (25)	39% (28)	28% (20)
Non militants (752)	24% (180)	20% (150)	9% (68)	17% (128)

Lire : 28% des étudiants militants interrogés ont un parent qui a été candidat à une élection

Les parents des militants adhèrent beaucoup plus souvent à une organisation (54% à une association contre 24% pour les non militants, 35% à un syndicat contre 20%, 39% à un parti contre 9%). Au total, ils militent (ou ont milité) presque deux fois plus fréquemment dans un parti, un syndicat ou une association – qu'elle soit politique, humanitaire, culturelle ou sportive (78% contre 41% pour les non militants). Par exemple, les parents de Flavie/30/Souris verte sont membres d'une association de résidents de leur village. Son père, qui était sur une liste lors d'élections municipales d'une petite commune, a œuvré dans la coopération en Afrique, avant de s'occuper d'humanitaire avec l'envoi de médicaments en Albanie. Les parents de Sara/31/Attac ont eu divers engagements (humanitaire avec le Kosovo ou la Bosnie, cours d'alphabétisation pour les immigrés). Après s'être investi dans le club de foot de son fils, le père de Benjamin/33/Attac adhère à deux associations culturelles (théâtre) ainsi qu'aux Restos du cœur : « une fois par semaine, il est dans le bus qui distribue les repas ». On pourrait multiplier les exemples. L'engagement des parents est plus particulièrement politique pour plus de deux tiers d'entre eux (contre moins d'un tiers pour ceux des non militants) : deux sur cinq adhèrent à un syndicat (contre un sur cinq), deux sur cinq à un parti (contre un sur dix) ; 62% ont un engagement actuel ou passé dans un parti et/ou un syndicat ; trois sur dix ont été candidats à une élection (contre moins de deux sur dix). Enfin, une partie est en charge de mandats de type local (maire, adjoint ou conseiller municipal de petites communes) ou autres (délégué syndical, conseiller prud'homal).

Pour les étudiants militants, l'engagement politique fait partie de leur « monde de choses<sup>719</sup> ». Ils ont vu leurs parents s'investir dans une organisation, préparer des manifestations, consacrer des journées à militer, ce que souligne par exemple Julie/4/Attac,

<sup>719</sup> Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la société*, op. cit.



dont le père est secrétaire départemental d'un syndicat enseignant : « Depuis toute petite, je voyais que mon père consacrait sa journée du jeudi à son activité syndicale. Il était détaché de ses fonctions professionnelles. Donc je voyais le B-O, le bulletin officiel. Des fois, il ramenait les banderoles la veille de la manif. Des fois, il nous emmenait pour faire bien ». Elle a grandi aux côtés d'un père militant, d'où sa connaissance de certaines pratiques militantes. L'engagement est souvent au centre des discussions entre les parents, puis très vite entre parents et enfants. Xavier/18/Souris verte en témoigne : « Mon père a été militant au PS de longues années. Ça lui est un peu passé. Bon entre temps, il avait monté une association humanitaire au Sénégal, ça a plutôt dévié de ce côté. Mais y a toujours eu, dans la famille on a toujours énormément discuté de politique, que ce soit avec mon père, ma mère, on a baigné là-dedans ». Des expressions particulièrement récurrentes dans les entretiens que le fait « d'avoir baigné dans un environnement politisé » ou « d'être tombé dedans ». Cependant, l'héritage familial n'est pas une simple reproduction à l'identique, mais plutôt une réinterprétation et une réappropriation.

L'adhésion à une organisation politique peut se faire par l'activation de dispositions héritées, mais contre l'avis parental, comme pour Mansour/12/UNEF/PS :

« Mon père avant était militant, il a fait la révolution islamique en Iran. C'était un militant de la gauche islamique, on va appeler ça comme ça. Lui, il a fait, ce qui est marrant c'est que lui maintenant aujourd'hui il me dit : « faut pas faire ça », mais lui à l'époque il a fait pire que moi. C'est-à-dire, il était dans des manifs où on tirait sur des gens. Il était en première ligne, y a un de ses cousins qui s'est fait tuer à côté de lui. Je sais pas. Parallèlement lui il l'a refoulé. Et depuis le début il essaye de me dire : « faut arrêter, faut arrêter ». Et quelque part je pense que ça contribue au fait qu'aujourd'hui je milite. » (Mansour/12/UNEF/PS).

Réfugiés politiques, ses parents ont quitté l'Iran suite à la prise de pouvoir de Khomeiny. Son père a été militant actif, son oncle est mort lors d'une manifestation. Si Mansour milite aujourd'hui, ce n'est pas sans lien avec ce passé familial. Néanmoins, la transmission ne va pas forcément de soi pour son père qui le dissuade depuis toujours de militer, en raison de ce passé douloureux. Cet exemple permet de souligner que le militantisme, lié aux dispositions héritées, n'est ni automatique, ni directement provoqué par les parents, ni le produit de la volonté des parents.

Les comportements politiques des étudiants militants semblent en grande partie explicables par la politisation de leurs parents. Également observable avec les grands-parents, cette hérédité les inscrit dans une « lignée » militante. Élodie/25/Souris Verte, par exemple,

évoque l'influence de son père, vice-président d'un syndicat national de médecins et son grand-père, agrégé de lettres, syndicaliste, qui a milité pour l'indépendance de l'Algérie :

« J'ai grandi dans l'actualité, mon père lit des journaux quotidiennement, il en lit trois/quatre, j'ai toujours été bercée par des journaux. Depuis très longtemps, j'ai commencé à lire *Libé* en seconde, c'est un peu ma bible. [...] Et c'est vrai que je vois mon père depuis toute petite, mon père aller à gauche, à droite en réunions au niveau local, du moins régional, et au niveau national. [...] Mon grand-père était prof et il faisait du syndicalisme dans le cadre des profs. Et pareil, il avait des fonctions nationales et il était engagé politiquement, il militait pour l'indépendance de l'Algérie. Y a eu pas mal d'histoire autour de ça, il était assez rouge. » (Élodie/25/Souris verte).

L'engagement est ancré dans son histoire familiale. Il fait sens au regard d'événements historiques. De même, David/26/ex-UNEF grandit dans un environnement politisé notamment en raison de l'histoire familiale. Que ce soit du côté de son père « arrivé en 67 pour fuir la dictature militaire grecque », ou de sa mère, « des juifs polonais qui ont fui la Pologne au début du siècle, après la première guerre, ils se sont retrouvés pris en Allemagne ensuite dans la Seconde Guerre mondiale, puis Pétain, ils étaient d'ailleurs en Lorraine, donc ils ont dû refuir le Reich, ce genre de choses, des histoires de Résistance tout ça ». Ses parents parlent depuis toujours de politique, suivent l'actualité. Son père s'est même engagé « dans la vie municipale » dans les années 1980/1990 en soutenant une liste, en organisant des campagnes électorales et en participant à des actions contre le Front national. Autre exemple : Matthieu/3/MJS, adhérent au MJS depuis l'âge de 16 ans, très investi dans la démocratie lycéenne. Il développe l'Union nationale lycéenne (UNL) dans son département avant d'accéder au bureau national. Après son bac, il intègre l'IEP de Strasbourg et poursuit son engagement au MJS. Cet engouement se matérialise par son suivi de l'actualité. Il lit *Le Monde* depuis qu'il est au collège. Son père s'est présenté deux fois à des élections cantonales. Ancien attaché parlementaire, énarque, il exerce actuellement la fonction de secrétaire général d'une mairie d'une grande ville. Le grand-père paternel de Matthieu (ENS, ENA) a été ministre. En concordance avec ces éléments, Matthieu se présente comme un héritier d'une lignée politique familiale :

« Je suis issu d'une famille où mes parents se sont rencontrés dans un parti politique, où j'avais un grand-père ministre de Rocard. C'est pas par hasard, j'étais vraiment dans une famille où on parlait de politique, et je baignais dedans, et puis par ailleurs j'ai bénéficié d'une éducation à gauche, d'une éducation chrétienne, qui à mon avis convergeait. Je pense aussi que le scoutisme a aussi été le moyen de penser, penser en tant qu'acteur par rapport à ce qui était. Donc pour moi à un moment c'était naturel

à un moment donné de m'engager, voilà donc je l'ai fait, donc c'est comme ça que j'ai été amené à prendre ma carte. Et par la suite, logiquement pour voir un peu la politique telle qu'elle se pratique au niveau national à aller au PS par la suite parce que c'est le débouché naturel du MJS. [...]

– *Est-ce que tes parents sont engagés ?* –

Ils ne sont plus engagés.

– *Mais ils l'ont été ?* –

Ils l'ont été fortement. [...] Mais ils ont arrêté assez tôt la politique. Enfin j'étais vraiment très, très jeune quand mon père était candidat pour être conseiller général.

– *Il a été candidat ?* –

Oui, il a été candidat deux fois en Normandie, et puis il a été attaché parlementaire d'un député.

– *Et il n'a pas été élu ?* –

Non il n'a pas été élu.

– *Et donc ton grand-père était...* –

Il était ministre. [...]

– *Et ton arrière-grand-père était aussi dans la politique ou...* –

Oui c'est vrai que j'ai un arrière-grand-père qui était par exemple ministre sous Pétain, bon c'est moins glorieux, qui entre temps a fini dans le maquis. Je crois pas que ça remonte plus haut. Mais bon, y a quelque chose. **Y a une histoire.** On retrouve Leroy-Ladurie qui était ministre de la culture. » (Matthieu/3/MJS).

Depuis tout petit, il entend des discussions politiques. Il a aidé à coller les affiches de son père candidat. Il faisait ses devoirs à la permanence électorale de son père. Il a suivi le passage au gouvernement de son grand-père. La politique est constitutive de son identité. Elle est centrale au sein de sa famille. L'image « être tombé dedans quand il était petit » lui sied particulièrement bien.

La socialisation politique par les grands-parents paraît plus évidente encore auprès de militants dont les parents ne sont pas eux-mêmes militants. L'engagement est alors l'objet d'un saut générationnel. Le plus souvent, leur socialisation politique s'est avant tout effectuée aux côtés de leurs grands-parents. Soit le cas d'Anne/43/UNEF/PS, militante à l'UNEF, qui insiste sur le rôle socialisateur de son grand-père maternel. Ancien résistant et militant du PCF, il discutait régulièrement de politique avec elle et l'emmenait à des commémorations, notamment au Struthof (l'ancien camp de concentration près de Strasbourg) :

« En quoi mon éducation a influencé sur mon militantisme ? Énormément. Mais surtout mon grand-père, en fait. Parce que j'étais très proche de mon grand-père. Il était résistant pendant la guerre, après il a milité au PC pendant longtemps. Et puis, pendant toute sa retraite, il allait dans les écoles en Allemagne ou en Allemagne pour raconter la résistance, pour parler de la guerre. Donc il travaillait beaucoup sur la mémoire, le souvenir, etc. Il m'a toujours raconté, emmenée avec lui aux cérémonies, il

m'avait emmenée au Struthof pour mes dix ans, donc évidemment ça marque. Et chez lui, il y avait plein de bouquins sur la Résistance... C'est vraiment des choses, enfin, j'ai pas l'impression d'avoir appris un jour qu'il a été résistant. C'est vraiment quelque chose qu'on m'a toujours raconté, même après. Bon le PC, il avait laissé tomber. Mais il avait vraiment été le militant politique qui organisait des réunions politiques chez lui, qui faisait plein de trucs. Donc ça, **ça fait vraiment partie de mon histoire personnelle.** » (Anne/43/UNEF/PS).

Grandir avec l'exemple de son grand-père militant lui a donné envie de s'engager. Ce type de « saut générationnel » s'observe également auprès de militants qui ont pourtant peu ou pas connu leurs grands-parents comme Philippe/13/UNI/UMP. Ses deux grands-pères étaient communistes et syndicalistes dans les mines de Lorraine. Dans ce cas précis, le saut générationnel ne semble pas sans rapport avec la rupture politique de ses grands-pères, communistes devenus gaullistes par dégoût du PC. Philippe a néanmoins hérité de dispositions militantes, *via* la transmission par ses parents des histoires de vie et des récits des grands-pères :

« Je viens d'une famille qui est incontestablement... politique. Mon grand-père s'occupait pour tout ce qui est des mineurs en Lorraine, c'était le secrétaire général du PCF, enfin de la CGT, pour les mines dans tout ce qui est le bassin Forbach/Merlebach. En 36, il a fait partie de la délégation du PCF chez Staline. Il a accompagné le secrétaire général du PCF à l'époque qui s'appelait... (il réfléchit), je crois que c'était déjà Maurice Thorez. Il l'a accompagné. Il en est revenu anticommuniste. Ils ont été accueillis, ça était champagne et caviar. Et... je peux te le dire comme ça parce qu'il a fait ses mémoires et je les ai lues, il en est revenu anticommuniste, il a rendu sa carte, ce qui fait qu'il s'est fait parfois... mais bon je pense que tu dois savoir une fois qu'on est dans un mouvement, ou une secte, une fois qu'on en sort on est frappé d'opprobre. Alors ça, il l'a fait, et après jusqu'en 40 il a été un militant autonome anticommuniste, parce qu'il a été aussi virulent dans l'anticommunisme qu'il l'avait été dans le pour. Et en 40, il est devenu gaulliste. Le fils de mon arrière-grand-mère qui était son beau-fils est mort en 41 dans les bombardements, parce qu'il faisait partie des forces françaises navales libres. Et donc, ça leur a donné autant de raisons au fait d'être gaulliste. Donc ça c'est du côté de ma mère. Et du côté de mon père là aussi, un grand-père charpentier dans les mines, il était responsable de tout ce qui est consolidation et tout le barzingue. Communiste aussi, et puis 40 : le général de Gaulle ça les a aussi marqués. J'ai un frère de ce grand-père là qui lui s'est engagé dans les forces françaises libres. Il était en Algérie où il est mort en 43. Donc ça c'est l'histoire de ma famille, et une histoire qu'on m'a racontée. » (Philippe/UNI/UMP).

Ses dispositions militantes sont prégnantes. Si ses parents ne sont pas militants et s'il n'a pas connu son grand-père maternel communiste, puis anti-communiste et gaulliste, c'est par la lecture de ses mémoires et l'écoute des comptes-rendus de ses parents qu'il a pris

connaissance de cette histoire familiale. On imagine sans peine la vision idéalisée du passé familial et l'impact des récits historiques sur un adolescent. Puisque les étudiants et leurs grands-parents sont inscrits dans des générations distinctes, une reproduction à l'identique ne peut avoir lieu. Ils ne vivent pas les mêmes époques, ni les mêmes événements. Leur rapport à la politique est souvent construit sur des éléments de la mémoire familiale, des interprétations et des souvenirs<sup>720</sup>.

L'ensemble des résultats de l'enquête par questionnaire et des témoignages atteste du poids de la socialisation politique familiale sur l'engagement, plus important que les propriétés socioculturelles. Après les différences entre militants et non militants, il s'agit de traiter de celles au sein de la population militante.

### **B. Les logiques du recrutement militant : un espace de positions**

Les étudiants militants se positionnent dans un espace qui regroupe plusieurs organisations. Parmi eux, beaucoup se connaissent quelle que soit leur organisation. Néanmoins, dans une logique qui s'apparente à « faire comme les grands », pour reprendre une expression au second degré d'un enquêté, ils reproduisent les luttes des espaces politiques et militants : oppositions gauche/droite (PS/UMP, UNEF/UNI lors des élections universitaire) ; intra gauche (Gauche socialiste/JCR concernant le leadership au sein de l'UNEF, Gauche socialiste/Nouvelle gauche au sein du MJS, etc.) ; intra droite (avec les tensions entre UNI et jeunes RPR/UMP pour le monopole de la représentation de la jeunesse au sein de la droite gouvernementale). La concurrence entre organisations se traduit par des codes comme la discrétion sur les activités et les prises de position de son organisation. Farid/16 des Verts remarque ainsi la transformation de ses rapports avec des militants du MJS, avec l'usage et l'apprentissage des contraintes militantes : « C'est marrant parce que ça change même les rapports avec d'autres gens. J'ai des amis qui sont au MJS, et c'est déjà des gens que je ne peux plus côtoyer comme avant. Si on discute, c'est la langue de bois, on ne peut pas discuter franchement de tout. Parce que untel risque de lâcher une information sur un événement, sur la façon d'appréhender un événement qu'auraient les Verts ou les socialistes ». L'appartenance politique fait varier les attitudes et les prises de positions. Mais l'analyse est incomplète si on ne considère pas les logiques politiques et sociales du

---

<sup>720</sup> Sur les caractéristiques de la mémoire, voir Halbwachs (Maurice), *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1950 ; Halbwachs (Maurice), postface de Gérard Namer, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1<sup>ère</sup> éd. 1925). Voir également Muxel (Anne), « La mémoire familiale », in Singly (François de) (dir.), *La famille, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1991, p. 250-261.

recrutement des organisations politiques. L'analyse des données confirme, auprès des étudiants, le poids des propriétés socioculturelles héritées sur le choix de l'organisation militante. Outre la comparaison entre organisations, une Analyse des correspondances multiples (ACM) permet d'appréhender les facteurs qui structurent l'espace, et de construire une catégorisation des étudiants militants en fonction de leur organisation.

### Position sociale et type d'organisation

Premier niveau d'analyse : l'étude des variations entre partis, syndicats et associations. Les niveaux de politisation des étudiants et de leurs parents apparaissent relativement homogènes :

**Tableau 52 : Type de militantisme des parents suivant celui des étudiants militants (Source : enquête n°4)<sup>721</sup>**

	Parent dans une association	Parent dans un syndicat	Parent dans un parti	Parent candidat à une élection
Syndicat (24)	54% (13)	29% (7)	46% (11)	22% (16)
Association (46)	63% (29)	43% (20)	33% (15)	30% (14)
Parti (39)	56% (22)	26% (10)	44% (17)	33% (13)
Non militant (752)	24% (180)	20% (150)	9% (68)	17% (128)

Lire : parmi les étudiants interrogés qui militent dans un parti, 33% ont un père ou/et une mère qui a été candidat à une élection

<sup>721</sup> Ici le test du khi-deux n'a pas été appliqué en raison d'effectifs trop faibles, notamment concernant les syndicalistes.

**Tableau 53 : Politisation des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4)**

	Intérêt politique	Maîtriser les questions politiques	Suivi de l'actualité	Lecture régulière d'un quotidien
Syndicat (24)	87,5% (21)	75% (18)	58% (14)	62,5% (15)
Association (46)	98% (45)	77% (35)	80% (37)	80% (37)
Parti (39)	95% (37)	85% (33)	85% (33)	87% (34)
Non militant (752)	33% (248)	24% (180)	29,5% (222)	35% (263)

Lire : 87,5% des étudiants interrogés qui militent dans un syndicat s'intéressent à la politique

Les syndicalistes sont toutefois un peu moins politisés et dotés en dispositions politiques héritées. Leur plus jeune âge et le recrutement intensif de l'UNEF au moment des inscriptions universitaires, expliquent en partie ces résultats. Certains étudiants rejoignent l'UNEF sans qu'il s'agisse d'une décision mûrement réfléchie, ce qui entraîne des abandons rapides ou des départs dans d'autres organisations. Plus significatives sont les caractéristiques scolaires. Les syndicalistes étant moins dotés d'une mention au bac (43% de sans mentions contre 23% dans les partis politiques et 27% dans les associations politiques) et plus souvent en retard par rapport à l'âge normal (17% avec au moins deux années de retard contre 5% dans les partis et 11% dans les associations). Les croisements spécifient surtout les propriétés socioculturelles, avec des syndicalistes moins pourvus en ressources économiques, comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau 54 : Caractéristiques économiques des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4)**

	Boursier	Résident en cité universitaire	Parents propriétaires	Revenus mensuels du père <1500 euros
Syndicat (24)	42% (10)	17% (4)	78% (19)	37,5% (9)
Association (46)	15% (7)	4% (2)	91% (42)	26% (12)
Parti (39)	26% (10)	11% (4)	81% (32)	31% (12)
Non militant (752)	28% (211)	10% (75)	84% (632)	23% (173)

Lire : 42% des étudiants interrogés qui militent dans un syndicat sont boursiers

Davantage boursiers et résidents en cité universitaire, leurs parents détiennent moins fréquemment un logement et présentent des revenus un peu moins élevés. À l'UNEF particulièrement, cette position dans l'espace social entre en concordance avec les revendications sur la défense des intérêts des boursiers – on retrouve certains aspects du militantisme concerné<sup>722</sup>. Les syndicalistes se caractérisent également par un moindre niveau de capital culturel hérité, comme le précise ce tableau qui fait référence au niveau de diplôme des parents selon le type d'organisation :

**Tableau 55 : Capital culturel hérité des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4)**

	Père >= bac+5	Père >=bac	Mère >= bac+5	Mère >=bac
Syndicat (24)	21% (5)	62,5% (15)	8% (2)	58% (14)
Association (46)	35% (16)	61% (28)	26% (12)	70% (32)
Parti (39)	31% (12)	67% (26)	18% (7)	69% (27)
Non militant (752)	21,5% (162)	47% (353)	8% (60)	50% (376)

Lire : 21% des étudiants interrogés qui militent dans un syndicat ont un père diplômé à bac+5

<sup>722</sup> Sur certaines caractéristiques de ce type de militantisme, voir Siméant (Johanna), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.



De ce fait, dans les syndicats, 58% ont une mère avec au moins le bac, contre 70% environ dans les associations et les partis. Assez logiquement compte tenu de ces résultats, la lecture de la presse nationale des parents est plus élevée dans les partis et les associations que dans les syndicats (pour *Le Monde*, trois parents sur dix, contre un sur sept au sein des syndicats). Moins souvent originaires des catégories supérieures, les syndicalistes ne sont pas pour autant fils d'ouvriers (seulement 7% des pères) :

**Tableau 56 : Profession du père des militants suivant leur organisation (Source : enquête n°4)**

	Non réponse	Artisan/commerçant	Professions supérieures	Professions intermédiaires	Employé	Ouvrier	Sans	Total
Syndicat	0% (0)	21% (5)	<b>25%</b> (6)	25% (6)	17% (4)	8% (2)	4% (1)	100% (24)
Association	2% (1)	9% (4)	<b>43%</b> (20)	22% (10)	7% (3)	13% (6)	4% (2)	100% (46)
Parti	2% (1)	15% (6)	<b>32%</b> (12)	22% (9)	5% (2)	13% (5)	10% (4)	100% (39)
Non militant	6% (45)	11% (83)	<b>25%</b> (188)	24% (180)	10% (75)	15% (113)	9% (68)	100% (752)

Lire : 21% des étudiants interrogés qui militent dans un syndicat ont un père artisan/commerçant

En fait, hormis les catégories supérieures, les professions des parents varient assez peu. En revanche, les différences gauche/droite ne sont pas négligeables. Elles confirment les logiques classiques du recrutement politique<sup>723</sup>. D'une part, des militants de gauche dont les parents sont plus fréquemment dans le secteur public et positionnés à proximité du pôle culturel des catégories supérieures, avec des professions d'origine telles qu'universitaires, enseignants, ou éducateurs. D'autre part, des militants de droite plus proches des fractions économiques (professions libérales, chef d'entreprise, cadres du privé). La distinction selon l'orientation politique illustre les limites d'un raisonnement sur le type d'organisation qui ne prend pas en compte les variations de positionnement politique. Une perspective plus relationnelle semble plus adaptée aux données recueillies.

<sup>723</sup> Gaxie (Daniel), « Les logiques du recrutement politique », art. cit.

### **Les propriétés socioculturelles héritées et le positionnement politique structurants**

Afin d'appréhender avec un autre point de vue les variations entre les militants, le choix s'est arrêté sur une ACM, qui permet de présenter l'espace des propriétés héritées des étudiants militants, et d'étudier les proximités et les distinctions entre les variables et les groupes d'individus.

**Figure 16 : ACM : Espace des propriétés sociopolitiques des étudiants militants (Source : enquête n°4, n=72)**



L'ACM proposée est une sélection de 29 variables (140 modalités associées, 72 militants étudiants)<sup>724</sup> qui réunit plusieurs caractéristiques militantes (type d'organisation) et politiques des étudiants (positionnement politique, sentiment de compétence, etc.), et de leurs parents (intérêt, suivi de l'actualité, lecture de quotidiens) ; des indicateurs de position sociale héritée (professions, niveaux de diplômes et revenus des parents), ainsi que de styles de vie (loisirs, sorties, lectures). Comme toutes les ACM, elle est définie par un ensemble de facteurs explicatifs qui regroupent les variables suivant leur proximité. Les propriétés socioculturelles héritées et le positionnement politique forment deux dimensions structurantes de l'espace des étudiants militants. Le premier facteur rend compte des variations dans le recrutement social des militants, et des liens entre origine sociale et type de militantisme. Explicatif de 6,8% de l'inertie totale<sup>725</sup>, il est construit à partir des variables relatives aux propriétés sociales des parents (la profession du père (8,1%), de la mère (9,5%) et des grands-pères (6,3% et 6,5%), le diplôme le plus élevé du père (9,6%) et de la mère (8,8%), les lectures des parents (6,2% et 6,6%)). Il différencie les militants avec les propriétés sociales héritées les plus élevées à ceux qui en sont le moins pourvus : d'un côté, les parents et grands-pères, dotés de diplômes supérieurs ou égaux à bac+5, cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale ; d'un autre, les étudiants fils et filles d'ouvriers ou d'employés. L'étude des propriétés socioculturelles met en exergue les variations de la politisation parentale : les parents les moins dotés en ressources sociales étant aussi les moins politisés (intérêt moyen, lecture de journaux peu fréquente, absence d'engagement). Cet axe oppose également les adhérents des syndicats de ceux des partis et surtout des associations. Les syndicalistes de l'UNEF et de l'UNI étant moins dotés en ressources sociales et politiques héritées que les militants des associations de défense des droits de l'homme, des Jeunes européens, des Verts, d'Attac et du PS. Les syndicalistes de gauche et de droite ne se singularisant pas entre eux par le niveau de leurs propriétés socioculturelles héritées. Enfin, les militants de la gauche radicale, libertaire et révolutionnaire (FA, GAG, MIB, etc.), dont certains se définissent comme à la gauche de l'extrême gauche, ou en dehors du champ politique, se distinguent par leurs faibles ressources héritées. Enfants d'ouvriers ou d'employés, avec des parents peu diplômés et peu politisés, ils sont un peu à l'écart des autres militants, plus proches du centre du jeu politique.

---

<sup>724</sup> Source : enquête n°4.

<sup>725</sup> Compte tenu du nombre de variables (29) et de modalités (140), la variance expliquée est loin d'être négligeable. Voir Lebart (Ludovic), Morineau (Alain), Piron (Marie), *Statistique exploratoire multidimensionnelle, op. cit.*, p. 137.

Le deuxième axe rend compte de variations dans le rapport à la politique et au militantisme. Représentatif de 5,4% de l'inertie totale, il se fonde avant tout sur les variables indicatrices du positionnement des étudiants, non seulement dans l'espace militant (le type de syndicat (6,3%), de parti (9,3%) et d'association (5,1%)) mais aussi dans l'espace politique (le positionnement sur l'axe gauche/droite (10,3%), la proximité avec un parti politique (11,1%)). Il dépend également de la position sociale des parents (profession (5,1%), revenus (6,8%) et niveau de diplôme (3,3%) du père). Ce facteur symbolise l'axe gauche/droite : droite (RPR-UDF) versus gauche (Verts-LCR-LO) et surtout versus gauche libertaire et révolutionnaire (MIB-GAG-FA). Le PS se trouve au centre de la représentation graphique à proximité de l'UDF. Et si plusieurs indicateurs de position sociale (notamment la profession du père et son niveau de revenus) contribuent à sa construction, c'est en raison des liens entre orientation politique et propriétés économiques héritées. D'une part, se situent les pères des militants positionnés au centre ou à droite, artisans/commerçants ou exerçant une profession intermédiaire du privé, avec des revenus mensuels supérieurs à 3 050€. D'autre part, les parents des militants d'extrême gauche, plutôt ouvriers, avec des revenus compris entre 915€ et 1 524€. Cet axe consacre des oppositions en termes de prises de positions entre, par exemple, l'UNI (défense du mérite, de la proximité de l'Université avec les entreprises, de la valorisation des partenariats avec les entreprises, des débouchés et de l'insertion professionnelle), l'UNEF (défense d'une éducation pour tous, lutte contre toute sélection scolaire et financière à l'entrée dans le supérieur, demande d'augmentation des moyens alloués à la pédagogie, aux dispositifs d'aide sociale, et à l'amélioration de l'accueil des étudiants étrangers), et la mouvance libertaire et révolutionnaire comme le MIB (défense des jeunes issus de l'immigration, mobilisation contre les dérives policières), la CNT, la FA et le GAG (abolition du capitalisme, défense de l'autogestion, réaction contre les lois sécuritaires, mobilisation contre la guerre en Afghanistan ou en Irak)<sup>726</sup>. Il isole à nouveau les militants de la gauche libertaire et révolutionnaire, actifs au sein d'associations sur les marges du champ politique qui refusent de voter<sup>727</sup>, et de se positionner en faveur d'un quelconque parti (y compris ceux d'extrême gauche), comme le relève Laure/5/GAG/CNT :

---

<sup>726</sup> Autant de thèmes relevés sur les tracts.

<sup>727</sup> En ce sens, les militants de la gauche libertaire et révolutionnaire participent également à la construction du troisième facteur de l'ACM (4,50% de l'inertie totale) qui représente l'axe des non-réponses, principalement aux questions de positionnement politique (axe gauche/droite et proximité avec un parti politique).

« – *Pourquoi tu ne votes pas ?* –

Parce que je pense que c'est pas comme ça qu'on va changer les choses. Le plus grand mensonge qu'il y ait, c'est de dire tu votes pour quelqu'un qui après fait ce qu'il veut et y a pas de retour au niveau de la base. Et je pense que la participation politique passe pas par une fois par an je vais voter, mais par tous les jours par plein d'actions du quotidien, être présent quand il y a des manifs importantes, etc. » (Laure/5/GAG/CNT).

Elle justifie son abstention par une préférence pour des formes plus actives de participation politique, telles que les manifestations. Partageant ce point de vue, Alain/7/MIB présente les militants de son collectif, le festival permanent contre les lois racistes associé au MIB, comme des rupturistes : « Nous, on estime être des rupturistes. On veut aller au-delà des réformes. Et on a conscience que c'est pas par le droit de vote, ou par le vote qu'on arrivera à ce qu'on veut ». Ces militants s'opposent aux « réformateurs », dans lesquels Alain classe l'UNEF et tous les partis politiques, y compris la LCR ou LO. En concordance avec ce positionnement, Laure/5/GAG/CNT explique ce qui la séduit dans le militantisme libertaire et révolutionnaire :

« – *Qu'est-ce qui te séduit dans le GAG ?* –

Son côté radical. Son côté, à la fois mode d'action différent, un peu ludique et un peu radical, toujours à la limite de la légalité, toujours du bon côté. C'est ça, le côté radical, pas de concession vis-à-vis de parti politique qui sont au gouvernement et qui après vont revendiquer dans la rue des choses qu'ils ont mis en place eux-mêmes. » (Laure/5/GAG/CNT).

La tendance libertaire et révolutionnaire attire des étudiants qui recherchent une certaine radicalité.

C'est donc par l'adoption d'une perspective relationnelle que l'on distingue les écarts de propriétés sociopolitiques, entre droite et gauche, et à l'intérieur de l'entité gauche, entre d'un côté les militants de la mouvance libertaire et révolutionnaire, et d'un autre ceux de la gauche « social-démocrate » et même « altermondialiste »<sup>728</sup>.

---

<sup>728</sup> On reprend les catégories présentées par H. Duriez (« Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, vol.17, n°68, 2004, p. 165-199), sachant que nos observations sur le terrain strasbourgeois rejoignent en grande partie les siennes sur le terrain lillois. Notamment lorsqu'elle remarque, au sujet des militants de la mouvance libertaire et révolutionnaire que « en dehors des grands rendez-vous transnationaux que sont les contre-sommets et forums sociaux, le terme altermondialiste n'est que peu (voire pas) utilisé par ces militants », et que le terme d'altermondialiste est principalement utilisé par les membres d'Attac et les participants du FSL (Forum social local) (p. 171). C'est là un élément structurant de la gauche mouvementiste. La mouvance libertaire et révolutionnaire se différencie de la mouvance altermondialiste (notamment d'Attac), non seulement au niveau de leurs prises de position, mais aussi de leurs propriétés sociales.

## **Catégorisation**

Outre la mise en évidence des propriétés sociales héritées et du positionnement politique comme variables structurantes de l'espace militant, cette ACM donne la possibilité de procéder à une classification hiérarchique ascendante, qui réalise une partition des individus de sorte à ce que chaque classe soit non seulement la plus différente des autres classes, mais aussi la plus homogène en fonction de ses caractéristiques. Cependant, compte tenu des faibles effectifs, il n'est pas fait ici référence aux chiffres et aux pourcentages obtenus. Ces classes s'appuient sur des éléments statistiques que complètent les observations et les entretiens réalisés. La combinaison de la méthode statistique et de données qualitatives vise à déterminer des catégories de militants, et non à les quantifier – ce qui n'aurait guère de sens au regard de la méthode de constitution de l'échantillon ici adoptée. Si ces catégories ne prennent pas en compte la pluralité des situations et les cas particuliers, elles permettent néanmoins d'identifier des éléments caractéristiques. En fonction de leurs propriétés sociales, les militants se répartissent différemment dans cinq types d'organisations, trois de gauche, deux de droite : les associations de gauche (droits de l'homme, protection de l'environnement, antiracisme, altermondialisme) et les partis de la gauche gouvernementale (PS/Verts) ; l'UNEF ; les organisations de la gauche libertaire et révolutionnaire (anarchistes, GAG, MIB) ; les partis de droite (UMP/UDF) ; l'UNI.

**Figure 17 : ACM : Espace des propriétés sociopolitiques des étudiants militants (catégories ajoutées)**  
(Source : enquête n°4, n=72)





Du fait de la proximité de leurs variables sociodémographiques, leur positionnement et leur socialisation politique familiale le plus souvent à gauche, *les militants des partis* (PS, Verts) *et des associations de gauche* (Amnesty international, Attac, associations antiracistes) appartiennent à la même catégorie. Plus précisément, ces organisations recrutent, parmi les étudiants, deux types de public : les plus dotés en capital culturel hérité ; ceux davantage positionnés dans les catégories intermédiaires proches de la fonction publique. D'une part, les étudiants dont les parents relativement bien dotés en capital culturel se trouvent cadres supérieurs de la fonction publique (universitaires, hauts fonctionnaires) ou, dans une moindre proportion, exercent une profession libérale. Leurs grands-pères étaient souvent cadres supérieurs. Leur niveau de capital culturel se matérialise par leur lecture particulièrement fréquente du *Monde*. Parmi ces militants aux loisirs davantage culturels que sportifs, les femmes sont assez nombreuses. L'autre partie rassemble des étudiants qui souhaitent accéder aux catégories supérieures par leurs études, tout en étant issus des catégories intermédiaires à dominante culturelle (grands-pères employés, parents avec des professions intermédiaires dans le secteur public (instituteur, PEGC ou éducateur)). Pour ces étudiants, le militantisme peut prendre la forme d'une socialisation anticipatrice à la profession envisagée (assez souvent dans la fonction publique et l'enseignement).

La deuxième catégorie de gauche regroupe *les militants de l'UNEF*. Eux aussi avec une socialisation politique à gauche, ils se caractérisent par leur projet professionnel : la plupart d'entre eux se destinent à devenir enseignants (professeur des écoles, professeur du secondaire, voire universitaire). Les prises de position sur l'égalité des chances ou la défense du service public entrent en concordance avec leurs aspirations. Par rapport à la précédente classe, ces étudiants, plus fréquemment masculins et parmi les plus jeunes de la population étudiée, se positionnent quasiment exclusivement au sein des catégories intermédiaires. Plus exactement, deux types d'étudiants émergent : des boursiers (la moitié des boursiers de l'échantillon appartiennent à cette classe) avec des parents peu diplômés du supérieur ; des fils et filles d'enseignants du primaire et du secondaire. Certains militants se situent entre ces deux catégories en étant plus dotés en capital culturel hérité (bac+2/3) qu'en ressources économiques (souvent boursiers). Il s'agit notamment d'étudiants dont l'immigration parentale a entraîné une forme de déclassement<sup>729</sup>.

---

<sup>729</sup> Sur le cas des déclassements des immigrants susceptible de favoriser un engagement politique : Siméant (Johanna), *La cause des sans-papiers, op. cit.*

*Les militants de la gauche libertaire et révolutionnaire* (FA, CNT, collectifs libertaires, MIB)<sup>730</sup> représentent le troisième groupe, dont une part non négligeable de filles. Lecteurs de *L'Écho des cités*, de *Charlie Hebdo* et du *Canard Enchaîné*, ces militants un peu plus âgés s'avèrent les moins dotés en propriétés sociales héritées. Les pères sont fréquemment ouvriers, avec un CAP/BEP et des revenus mensuels inférieurs à 1 524€. Peu dotés en dispositions politiques héritées, leurs parents ont néanmoins pour habitude de voter à gauche (PS, PCF). Les militants libertaires se différencient des militants partisans et associatifs par leurs propriétés sociales peu élevées. Distance en revanche moins évidente avec une partie des syndicalistes, notamment les boursiers, hormis leur âge.

*Les étudiants militants des partis de droite (UDF-DL-RPR-UMP)* constituent le quatrième regroupement, avant tout masculin. Assez fortement dotés en ressources économiques (une majorité des pères présentent des revenus mensuels supérieurs à 4 573€), leurs parents, qui s'orientent à droite, sont le plus souvent chefs d'entreprise et médecins.

La dernière catégorie, également très masculine, regroupe *les militants de l'UNI*, dont les parents se trouvent à droite. Par rapport aux militants des partis de droite, ils sont toutefois moins dotés en ressources économiques et surtout culturelles (parents employés, cadres intermédiaires du privé, non diplômés du supérieur). Une partie d'entre eux réalisent une conversion de leurs propriétés grâce à l'école. Fils de commerçants ou d'employés, ils investissent une arène souvent inconnue au sein de leur famille.

L'effet des socialisations primaires est patent, que ce soit l'héritage familial dans le fait de devenir militant, ou les propriétés socioculturelles dans le choix de l'organisation. Les prédispositions des étudiants permettent d'expliquer le militantisme d'une grande partie d'entre eux. Cependant, cette analyse n'est pas totalement satisfaisante pour comprendre la complexité des engagements étudiants. Disposition favorable à l'engagement, le militantisme familial ne concerne pas l'ensemble des militants. Pour rendre intelligible l'engagement des étudiants, dotés ou non de dispositions héritées, il s'agit de s'intéresser à d'autres dispositions et à diverses socialisations secondaires.

---

<sup>730</sup> Il est difficile de classer plusieurs militants, notamment ceux de la LCR. Compte tenu de leur fréquent multipositionnement, certains d'entre eux sont plus proches des syndicalistes de l'UNEF, d'autres très actifs à Attac se rattachent davantage à la mouvance altermondialiste. Quant aux militants de Sud-étudiant, si la radicalité de la mouvance libertaire et révolutionnaire les attire, ils se rapprochent des syndicalistes de l'UNEF par leurs activités et leurs propriétés socioculturelles.

## II. Autonomisation et construction de dispositions à l'engagement

Le rapport au militantisme au sein de la structure familiale permet de comprendre les adhésions d'une large majorité d'étudiants. Mais d'une partie seulement. Plusieurs observations invitent tout d'abord à ne pas s'arrêter à la seule proximité avec le militantisme au sein de la famille. Premièrement, les parents d'un quart des étudiants militants ne s'intéressent pas à la politique<sup>731</sup> ; et au sein du corpus d'entretiens, ce sont quatre étudiants sur dix qui n'ont ni parents, ni grands-parents militants ou ex militants<sup>732</sup>. Deuxièmement, les étudiants ne s'engagent que très rarement dans les mêmes organisations que leurs parents. Au sein du corpus, un dixième adhère ou ont adhéré dans la même formation politique que leur père ou grand-père<sup>733</sup>. Troisièmement, plus d'un tiers ne se positionnent pas identiquement à leurs parents<sup>734</sup>. Quatrièmement, les frères et sœurs de la plupart des militants dotés de dispositions militantes héritées ne s'engagent pas. Si caricaturaux sont les exemples de Matthieu/3/MJS, dont la sœur milite également au MJS, ou de Ludovic/23/UNI/UMP et Francis/76/UNEF/PS/ex-LCR, dont les petits frères collent dans leur chambre des autocollants, respectivement de l'UNI et de l'UNEF, le cas le plus fréquent est une absence d'engagement<sup>735</sup>. Un écart avec la fratrie particulièrement visible pour Mansour/12/UNEF/PS : « Mon petit frère, il me dit souvent : « pourquoi tu fais ça, tu crois que les autres ils vont t'aider en retour ? » Il me dit : « Non ! Donc ça te sert à rien. » ». Son petit frère ne comprend pas le don de soi que représente son militantisme. Bien qu'ayant reçu une éducation assez proche, nombreux sont les étudiants militants avec des comportements distincts de leurs frères et sœurs. Il est dès lors probable qu'ils n'aient pas eu exactement la même familiarisation avec la politique au cours de leur enfance et leur adolescence, notamment lorsque les différences d'âge ne sont pas négligeables. Argument pas toujours adapté, comme pour Julie/4/Attac qui « est la seule à avoir fait bouger sa tête de ce côté-là »,

---

<sup>731</sup> Source : enquête n°4.

<sup>732</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants. Nous rappelons que les proportions sont effectuées sur 77 militants interrogés dans le cadre des entretiens.

<sup>733</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants (Mathias/10 à DL avec son père, Tom/24 à l'UDF comme son père, Robert/50 au RPR comme son grand-père, Albert/71 à l'UNEF comme ses parents l'avaient fait lorsqu'ils étaient étudiants, Claire/79 à ATTAC avec sa mère, Sandra/83 au PS comme son père, Arnaud/88 au PS comme son père, Jean-Claude/89 à l'UMP comme ses parents au RPR).

<sup>734</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>735</sup> Julie/4, Xavier/18, Olivier/21, Alex/22, Aude/27, Sara/31, Éric/40, Julia/42, Nicolas/51, René/58, Nils/60, Patrick/67, Guy/73, sont par exemple les seuls au sein de leur fratrie à appartenir à une organisation politique.

pour reprendre son propos, et dont la sœur jumelle ne s'intéresse pas du tout à la politique. Des dissonances également observables avec les propriétés socioculturelles héritées. Celles des enfants d'enseignants militants à l'UNEF sont par exemple assez semblables à une partie des militants des partis et associations de gauche. Ensuite, alors que les militants de la gauche libertaire sont majoritairement issus des catégories populaires, on observe pourtant des cas particuliers. Comme ceux de Laurent/11/FA, dont le père est directeur d'une école primaire, et d'Anna/69/Collectif anarchiste, dont les parents sont directeur de recherches au CNRS et psychologue. Certains se positionnent également dans deux ou trois organisations avec des caractéristiques différentes (PS et UNEF, UMP et UNI par exemple). Puis, plusieurs étudiants militent activement au sein d'organisations qui ne correspondent pourtant pas à leurs propriétés socioculturelles héritées : Aude/27 au PS alors que ses parents votent à droite ; Farid/16 chez les Verts alors que son père est ouvrier. Si l'héritage des étudiants caractérise les militants suivant leur organisation, les frontières entre organisations ne sont pas toujours si nettes. Comment expliquer le militantisme des étudiants non familiarisés à celui-ci au sein de leur famille ? De quelle manière interpréter les différences avec la fratrie ? Par quels facteurs peut-on appréhender les adhésions qui ne correspondent pas aux propriétés socioculturelles héritées ?

Deux éléments sont à souligner. D'une part, les militants dont les parents et grands-parents n'ont pas milité présentent des dispositions au changement. Non seulement dues à leur position de jeunes adultes en voie d'autonomisation, mais aussi à leur carrière scolaire. D'autre part, plusieurs militants ont été socialisés à l'engagement, en dehors de leur famille, au cours de l'enfance et l'adolescence. Ils ont alors développé des dispositions non directement héritées de leur famille qu'ils mettent ensuite en action. Après s'être intéressé aux effets générationnels et scolaires sur les entrées en militantisme (A), la deuxième partie de cette section sera consacrée à la socialisation militante au cours de l'adolescence en dehors de la sphère familiale (B).

### **A. Effets de génération et effets de scolarisation**

Quelles sont les conditions d'action des socialisations secondaires ? Les différences générationnelles et la carrière scolaire constituent des éléments explicatifs des variations de comportements par rapport à la famille.

## 1. *Generation gap?*

Si l'influence des variables de l'héritage est patente, la reproduction à l'identique de l'engagement des parents demeure assez rare. En fait, ceux dont les parents militent ou ont milité rejoignent fréquemment une organisation différente, sans que cela soit le plus souvent assimilable à une opposition politique.

L'offre militante ou l'histoire familiale explique parfois ces variations. Par exemple, l'investissement de René/58 au PS plutôt que dans un syndicat, à l'instar de son père ancien de la CGT, peut se comprendre au regard des déceptions paternelles :

« Mon père était délégué syndical, il a d'ailleurs jamais évolué dans son usine à cause de ça, parce qu'il l'ouvrait tout le temps. Y a des syndicalistes qui bossent pour leur pomme, lui l'a jamais fait, c'est pour ça qu'il a... mais il y a d'autres syndicalistes avec qui il a commencé qui ont retourné leur veste qui ont gardé l'étiquette CGT, mais qui l'ont éclipsé, des syndicalistes qui ne l'étaient plus, et mon père vivait ça très mal. Les trois-quarts des gens qui sont dans des syndicats, c'est pour faire passer des dossiers. Chez les surveillants tu te syndiques pour avoir ta mutation là et là. Et lui, à la fin avant qu'on ferme l'usine, il a mis une banderole chez O. : « Non à la fermeture ». T'as ses potes de la CGT : « ils sont en train de faire un bon plan social, tu vas pas nous faire chier » et ils ont enlevé la banderole. Et lui a arrêté de militer syndicalement à cause de ça. » (René/58/PS).

De l'engagement syndical de son père, René retient les freins quant à sa promotion professionnelle, les trahisons, l'éclatement de la solidarité syndicale face aux difficultés et aux plans de licenciement. Fort de cet exemple, il ne souhaite pas rejoindre un syndicat. En même temps, le militantisme est un élément important au sein de sa famille. Après avoir, enfant et adolescent, observé et écouté son père, il désire à son tour passer à l'action. C'est pour cela qu'il rejoint le PS. Les dispositions militantes sont donc mises en action en fonction des contextes, mais aussi du stock de connaissances accumulé sur l'espace militant. S'il milite au sein d'une organisation différente, son vote reste le même que celui de son père. Tel n'est pas le cas de nombreux militants (on le rappelle, plus d'un tiers votent différemment de leurs parents<sup>736</sup>). Le plus fréquemment relativement minimales, les écarts d'identification ne sont néanmoins pas insignifiants. Pour les expliciter, une perspective consiste à considérer les effets générationnels et le souhait d'autonomisation de ces jeunes adultes.

La plupart des militants dont les parents militent également s'engagent dans une organisation différente, ce qui coïncide le plus souvent avec des translations en termes de positionnement sur l'axe gauche/droite. Outre les cas d'opposition politique (*cf.* chapitre IV),

---

<sup>736</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

nombreuses sont les variations à l'intérieur de l'entité gauche. Le cas des jeunes Verts dont les parents votent le plus souvent pour le PS est de ce point de vue intéressant pour mettre en perspective l'effet générationnel. Le militantisme de Xavier/18 à la Souris verte fait suite à une prise de conscience de l'importance des questions écologiques, ce qui le différencie de ses parents restés fidèles au PS. Son père y a d'ailleurs milité :

« – *Donc j'imagine qu'enfant t'as entendu les discussions sur la politique, des opinions ?* –

Oui, bien sûr. Sans pour autant... aujourd'hui on n'est plus forcément d'accord sur tout. Eux ils ont plutôt gardé la ligne PS. Ils sentent pas vraiment l'intérêt de l'aspect écologique, de la réflexion écologique. » (Xavier/18/Souris verte).

Ses positions politiques s'éloignent de celles de ses parents. Ce décalage se retrouve auprès d'Élodie/25/Souris verte, dont le père, dirigeant d'un syndicat de médecin et « mitterrandien », pour reprendre ses termes, n'aime pas les Verts. Cette posture ne l'empêche pas de s'y investir, ce qui provoque chez son père des plaisanteries, pas tant sur le fait de s'engager que sur l'organisation choisie :

« – *Je suppose que ton père suit l'actualité politique, qu'il en parle ?* –

Oui bien sûr, il parle des Verts, il n'aime pas les Verts. C'est un mitterrandien, il est triste parce qu'il le retrouve nulle part. [...]

– *Et ton père, il voit ça comment ton engagement ?* –

Il est vachement content, mais c'est les Verts, il trouve que c'est des rigolos. » (Élodie/25/Souris verte).

De nombreux militants Verts se démarquent effectivement de leurs parents par leur intérêt pour les questions environnementales, et l'importance qu'ils y donnent, et ce déjà à leur entrée en militantisme. Comment interpréter cette récurrence ? Des militants Verts donnent eux-mêmes des éléments de réponse. Un responsable des jeunes Verts témoigne ainsi de la sociologie des militants de son organisation, notamment de leur socialisation à l'environnement :

« À la Souris Verte, chez les jeunes Verts, les gens qu'on recrute entre guillemets, les gens qui viennent nous voir, c'est l'archétype de l'électeur Vert. C'est-à-dire que c'est l'étudiant supérieur, c'est le futur jeune bobo, c'est celui dont les parents ont voté socialiste et ont voté Mitterrand, etc. Autre critère, c'est des gens qui ont été éduqués à l'environnement. C'est-à-dire que dès petit, ils ont appris à trier leurs déchets, appris à ne pas gaspiller l'eau. Ils ont déjà une culture environnementale derrière eux. » (Alex/22/Souris verte).

L'exemple de Julia/42/Souris verte conforte cette analyse :

« – *Est-ce que tes parents sont écolos ? Ils ont une tendance un peu écolo ?* –

**Ouais, mais c'est pas des super écolos, pas des ultras.** Mais oui, ils évitent de prendre trop la voiture, ils sont très contre tout ce qui est tout voiture. Mon père, il roule en scooter, il fait du vélo. Donc, ça oui, ça c'est quelque chose qui fait aussi partie de ce qu'on m'a appris, c'est l'environnement, c'est de faire attention. Après, c'est venu de moi. Puis, ouais... on a toujours trié les bouteilles, trié les cartons, enfin c'est des choses qui moi me semblent naturelles. [...] C'est une réflexion que je me suis faite moi-même, à tout ce qui est effet de serre et tout ça. Dans ma tête, je me suis toujours dit : « il faut que tout le monde soit écolo, que sinon le monde, tout le monde va mourir étouffé, quoi ». Donc c'est aussi quelque chose qui est venu de moi. J'étais assez révoltée, enfin je suis assez révoltée contre tout ce qui est pollution, et ça depuis longtemps. » (Julia/42/Souris verte).

Les prédispositions sont actualisées en fonction du contexte. Dotée de dispositions militantes par ses parents et familiarisée à l'écologie par différents vecteurs, ses parents certes, mais aussi les médias, les enseignements, ou le groupe des pairs – sa meilleure amie est la fille d'un leader régional des Verts –, Julia/42 est devenue très réceptive à cette thématique. Beaucoup plus que ses parents. Ceux-ci ont bien entendu participé à son intérêt politique et à son attention à l'environnement. Mais ils n'ont pas été socialisés dans le même contexte. L'écologie est moins décisive dans la construction de leurs choix politiques, comme en attestent leurs suffrages qui continuent à se porter sur le PS. Ces écarts d'identification politique peuvent s'interpréter par l'appartenance à des générations distinctes. Générations qui n'ont pas le même rapport à l'écologie. Si les militants de la Souris verte ont été socialisés depuis leur plus jeune âge dans un cadre familial attentif aux questions environnementales, ce n'est pas le cas de leurs parents. Pour ceux-ci, cette thématique, qui est devenue une préoccupation, comme en témoignent par exemple leur tri des déchets, ne modifie pas leur rapport à la politique et leurs suffrages portés le plus fréquemment au PS. L'exemple des jeunes Verts permet de mettre en exergue les différences générationnelles entre les étudiants militants et leurs parents, ainsi que l'importance de la socialisation politique lors de l'enfance et l'adolescence. Effet générationnel non spécifique à l'écologie, qui concerne également l'antiracisme ou l'altermondialisme. C'est-à-dire des thématiques qui font davantage sens

pour les étudiants, et plus largement les jeunes, parce qu'ils ont construit leurs repères politiques en rapport avec celles-ci<sup>737</sup>.

Les écarts Verts/PS ne sont pas toujours intelligibles comme des écarts de positionnement politique sur l'axe gauche/droite. Toutefois, nombreux sont les militants plus à gauche que leurs parents (près d'un tiers<sup>738</sup>). Il s'agit souvent d'étudiants positionnés à l'extrême gauche alors que leurs parents votent à gauche, comme Christophe/75/SUD, militant à SUD-étudiant dont le père porte ses suffrages au PS, voire au PCF :

« – *Est-ce que vous discutez politique entre vous (lui et son père) ?* –

Alors, assez rarement et brièvement, maintenant un petit peu plus. Mais disons que ça se passe toujours un peu comme une sorte de... c'est un peu toujours des attaques frontales, donc il aime bien quand je lui dis un truc, il aime bien prendre systématiquement le point de vue opposé, histoire de m'emmerder un peu, je suis son fils, ou des fois ça passe un peu par l'ironie ou ce genre de chose. Surtout que lui, il est plus proche de la gauche centre on va dire, enfin le PS, peut-être le PC dans une moindre mesure. Et moi je suis peut-être plus proche de l'extrême gauche. » (Christophe/75/SUD).

Certes, SUD et le PCF paraissent peu éloignés. Mais l'important est que l'enquêté exprime un décalage par rapport à son père. D'autres petites différences se retrouvent également auprès d'étudiants pourtant engagés dans la même formation politique qu'un de leur parent, tels que Mathias/10/DL :

« – *Et lui (son père), il était également dans le même parti, ou il appartenait à une autre formation ?* –

Oui. Mais non c'est clair... J'avais étudié tout ce qui est influence des parents sur le comportement des enfants. C'est clair je pense que ça joue. Simplement, on n'est pas d'accord sur tous les points. Y a un point qui est très différent, c'est que lui est croyant, catholique, pas forcément super pratiquant mais croyant. Je ne le suis pas. Donc déjà sur tout ce qui concerne le débat religieux, même si on a des idées qui sont assez libérales, on peut être en contradiction. Donc c'est clair que ça joue un rôle dans l'éducation, dans la socialisation, mais y a quand même des différences. » (Mathias/10/DL).

Celui-ci milite à DL comme son père. Cependant, lorsqu'on lui demande si son père appartient à la même organisation, il reconnaît certes une influence paternelle, mais s'empresse de s'individualiser en évoquant ses divergences sur les croyances religieuses. Si

---

<sup>737</sup> Voir Percheron (Annick), *La socialisation politique*, op. cit. ; Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, op. cit.

<sup>738</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants. Si les étudiants à l'identification politique différente de celle de leurs deux parents sont le plus souvent plus à gauche, quelques uns – très peu nombreux – sont plus à droite, d'où la distinction entre plus d'un tiers (cf. note 734) et près d'un tiers.



cet exemple conforte l'interprétation en termes d'âge et de génération, il invite à souligner le souhait de différenciation de certains militants vis-à-vis de leurs parents. Même quand le militantisme fait l'objet d'une reproduction familiale, les militants insistent sur les points divergents.

Cette distinction à l'égard des parents, sans qu'il s'agisse le plus souvent d'une opposition, est assez fréquente. Les militants expriment, par leur engagement, un désir d'autonomisation, comme l'interprète Antoine/17/UNEF/CUVED :

*« – Depuis quand tu t'intéresses à la politique ? –*

Alors ça m'est venu... plutôt dans les années collèges. Donc c'était assez tôt, c'était à ce moment là que j'ai commencé à m'intéresser à la CNT, sans vraiment trop adhérer à leurs idées, **mais c'était peut-être aussi par rapport à une démarcation politique par rapport à mes parents**. Donc maintenant par rapport à ça, je suis plutôt quelqu'un qui est plutôt alternatif, dans le sens où je peux tout aussi bien être libertaire que communiste. [...]

*– Pourquoi t'as souhaité te démarquer de tes parents ? –*

Je pense que c'est peut-être comme dans toutes les familles où y a une politisation au niveau des idées. Par exemple, je vais prendre un peu le cas extrême : dans une famille qui parle tout le temps d'immigration, qui ont des idées un peu réactionnaires, d'extrême droite, leur fils pourrait avoir des influences au niveau de ses idées, mais avoir des méthodes plus radicales, donc aller dans des structures comme Unité Radicale, ou le GUD anciennement, ou maintenant dans d'autres structures d'extrême droite qui sont proches des idées néo-nazies, donc **avoir un côté un peu rebelle**. » (Antoine/17/UNEF/CUVED).

Il considère l'engagement politique comme un objet sur lequel les militants se démarquent de leurs parents. Les exemples des militants d'extrême gauche plus à gauche que leurs parents, ou d'extrême droite plus à droite que leurs parents, lui servent à illustrer son cas. Successivement proche de la CNT et de la LCR, le positionnement politique représente un mode de différenciation avec ses parents qui votent PS. Et comme pour les cas d'opposition politique, si la différenciation concerne le positionnement sur l'axe gauche/droite, c'est en raison de la place de la politique au sein de la structure familiale. Contrairement à d'autres, ce n'est pas le fait de s'engager qui lui permet de se distinguer – sa mère étant dans un syndicat enseignant –, mais le type d'identification – en l'occurrence l'anarchisme. Cette explication concorde avec la position des étudiants qui, en phase de transition, aspirent à l'indépendance. Cette attitude est surtout fréquente auprès des étudiants encore confrontés aux règles parentales en vivant chez leurs parents. Sachant que l'entrée

dans l'âge adulte passe par une individualisation des trajectoires biographiques<sup>739</sup>, devenir militant s'apparente alors à devenir responsable. Ce souhait d'autonomisation se retrouve auprès de Laurent/11/FA. Son militantisme à la Fédération anarchiste (FA) est un moyen parmi d'autres de se singulariser des membres de sa famille, non militants, proches du PS. Dans ses pratiques et son discours, d'autres éléments renseignent sur ce souhait de distinction. Outre son orientation politique, plusieurs points sont sources de conflit avec ses parents. Son approche de la religion tout d'abord. Laurent/11/FA se revendique athée, ce qui désole sa mère, croyante et catéchiste.

« – Et comment ta famille, tes parents, tes sœurs, voient ton engagement militant ? –

C'est compliqué. C'est assez difficile à faire passer. C'est quelque chose qui n'est pas intégré dans la famille d'être militant, surtout militant anar, si j'avais été au MJS, ça aurait été plus, ça aurait été peut-être plus facile. Sinon y a une certaine difficulté à discuter. Y a pas non plus la volonté de ma part spécialement de discuter. Genre sur la religion on va absolument pas être d'accord, car mes parents sont assez croyants, et surtout ma mère fait du catéchisme. » (Laurent/11/FA).

Outre son athéisme, ses opinions politiques et son militantisme à la FA inquiètent ses parents :

« On cohabite, y a pas de grands échanges, il peut y avoir des échanges plus ou moins politiques sur un certain nombre de thèmes, mais pas sur mon militantisme. Ils s'inquiètent un petit peu, c'est surtout ma mère qui est un peu parano, qui s'inquiète plus de ce que je fais. C'est pas toujours évident, surtout que j'habite chez mes parents. » (Laurent/11/FA).

Le fait de résider chez ses parents cristallise les oppositions. La distinction est également marquée concernant son projet professionnel. Alors que son père, ses tantes et ses deux sœurs aînées sont professeurs des écoles ou en voie de l'être, Laurent n'envisage pas du tout le même métier. Il s'amuse d'ailleurs des instituteurs :

« C'est la reproduction sociale dans ce qu'il y a de plus fort, parce que j'ai une grande partie de ma famille qui est dans l'enseignement, je vais pas te faire toute la liste, parce que mon père était instit, il est maintenant directeur d'école. Toutes les tantes que j'ai sont ou ont été dans l'enseignement. J'ai une sœur qui est déjà instit, et l'autre qui est en deuxième année d'IUFM. Donc c'est vraiment la reproduction sociale, et ça discute que CAMIF. » (Laurent/11/FA).

---

<sup>739</sup> Cicchelli (Vincenzo), *La construction de l'autonomie...*, op. cit.

Il manifeste sa différence en ironisant sur les discussions familiales souvent centrées sur la CAMIF (une centrale d'achat pour enseignants).

Effet d'âge, le militantisme est un moyen d'autonomisation par rapport à la famille, aux parents, et à l'héritage. Des dispositions plus ou moins conscientes peuvent servir à contrer une partie de l'héritage de manière réflexive. Comme pour la politisation et l'orientation politique, on se doit de sonder si les écarts par rapport aux parents ne sont pas aussi dus au rapport aux études et à la culture.

## 2. Effets des études

À l'instar de la politisation, le militantisme s'accompagne fréquemment d'un investissement dans les études secondaires, d'une attention marquée pour la culture et d'aspirations culturelles. La scolarisation en sciences humaines et sociales, l'investissement dans les études et les pratiques culturelles, sont effectivement des éléments plutôt fréquents. Certains étudiants en promotion culturelle rejoignent également des organisations politiques afin de s'ajuster au groupe de référence.

Assez logiquement au regard du chapitre sur la politisation, les militants évoluent au sein d'un contexte d'études relativement favorable à l'activation de dispositions à la politisation, au développement d'un intérêt politique, de questionnements sur l'actualité et soi-même, et de dispositions à une forme d'autonomisation politique qui peut se manifester par des entrées en militantisme. Les militants sont plutôt scolarisés en sciences humaines et sociales<sup>740</sup> (au sein de l'échantillon, un quart à l'IEP, un quart en droit, un sur cinq en sociologie, et à peine plus d'un sur dix dans les filières de sciences et techniques)<sup>741</sup>. Ce positionnement dans le supérieur va de pair avec une plus grande proportion de bac ES (37% contre 28%) ou L (28% contre 13%) que S (30% contre 52%)<sup>742</sup>. Il est vrai que lorsque l'on fait remarquer aux militants le non engagement de leurs frères et sœurs, ils énoncent assez souvent des divergences dans leurs centres d'intérêt ou leurs études, comme Olivier/21/PS à

---

<sup>740</sup> S. Lipset relevait déjà dans les années 1960 un activisme plus intense dans les humanités et la plupart des sciences sociales, cf. *Student politics*, New York, London, Basics books, 1967. Cf. également : « Les étudiants et la politique dans une perspective comparative », *Articles et documents*, 5-12, juillet 1968. Ces résultats rejoignent également ceux de F. Moncourtois sur les responsables nationaux des mouvements de jeunesse politiques : *Les jeunes dirigeants politiques français, le cas des responsables nationaux des mouvements de jeunesse politiques*, Thèse de science politique, Université Paris I, 1997, p. 90.

<sup>741</sup> Source : enquête n°4. Dans l'échantillon, les militants associatifs étudient davantage à l'IEP, en droit et sociologie ; les syndicalistes en histoire, sociologie, droit et IEP ; et les militants partisans à l'IEP et en droit.

<sup>742</sup> Source : enquête n°4.

propos de son frère : « Lui (son frère), il comprend rien, il comprend plutôt la politique à travers les *Guignols*. L'actualité, c'est pas son truc, c'est un scientifique plutôt ». Son frère en école d'ingénieur a de ce fait moins de stimuli concernant l'actualité qu'Olivier, étudiant en droit.

La position dans l'espace universitaire mise à part, les indicateurs d'investissement passé ou présent dans les études et d'adhésion au jeu scolaire, vecteur possible de promotion sociale, sont particulièrement clivants. Confirmation des liens entre politisation et capital scolaire, les militants, toujours en comparaison avec les non militants, présentent moins souvent un retard scolaire, et surtout plus fréquemment une mention au bac : 68,5% contre 44% (37,5% avec une mention assez bien contre 29%, 31% avec une mention bien ou très bien contre 15%)<sup>743</sup>. En consacrant un temps non négligeable à leurs études secondaires, ils ont effectué des choix judicieux d'options au lycée (classes européennes ou trilingues, apprentissage d'une langue dite rare), qui forment autant d'indicateurs de stratégies scolaires pour accéder aux établissements les plus prestigieux et aux classes les plus cotées. Par exemple, Stéphane/65/UMP fait son collège dans sa ville natale à une vingtaine de kilomètres de Strasbourg. Afin d'accéder à un lycée prestigieux de Strasbourg, ses parents envisagent deux solutions : une classe européenne ou une section « sport-étude jeu d'échecs ». C'est cette deuxième possibilité qu'ils choisissent, car elle permet d'intégrer le lycée le plus réputé de Strasbourg pour les filières scientifiques. Une attention portée aux études avec également, pour quelques uns, des doubles cursus, des formations complémentaires (certification en allemand ou anglais du *Cambridge* ou *Toefl*), et plus encore la fréquentation du « secteur fermé », et en son sein les filières les plus prestigieuses. Au sein du corpus, un tiers des militants interrogés ont suivi une classe préparatoire aux grandes écoles (hypokhâgne, Cachan, Chartes, HEC, vétérinaire) ou un cursus comportant un cycle préparatoire (médecine, pharmacie, IEP, école d'ingénieur)<sup>744</sup>. Proportion particulièrement significative par rapport à l'ensemble de la population étudiante, puisque les élèves de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et de préparations intégrées représentaient, en 2003/2004, 3,3% de la population étudiante<sup>745</sup> (soit dix fois moins). Néanmoins, l'investissement scolaire des

---

<sup>743</sup> Source : enquête n°4.

<sup>744</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>745</sup> *Recueil d'études sociales*, n°32, 2004, p. 154.

militants est à présent moindre. Ils ne sont pas ou plus dans la concurrence scolaire la plus intense<sup>746</sup>, comme l'illustre l'exemple de Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF :

« Mes projets personnels, je crois encore que je peux avoir cette licence (de lettres). Donc en principe je devrais l'avoir cette année. Je pense que je tenterai le Capes, parce que je veux le faire depuis un moment. De toute façon, y a pas le choix, faut la licence. Et selon les réussites dans le Capes je me dirigerai vers d'autres possibilités. Si ça ne marche pas, j'habite en Allemagne, donc je parle relativement bien allemand. Donc je peux donner des cours de français en Allemagne, c'est possible. Je suis pas dans une stratégie, c'est un peu mon tort d'ailleurs, je suis pas dans une stratégie de carrière professionnelle. » (Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF).

Après avoir refait plusieurs fois ses deux années de deug, il ne se fait pas beaucoup d'illusions quant à sa réussite au CAPES. Cette situation se retrouve auprès d'autres personnes comme Valentine/6/JCR/UNEF : « Au départ je me voyais bien prof, maintenant c'est plus le cas. Je suis beaucoup plus réaliste par rapport aux postes qu'il y a ». Si elle avait pour projet de devenir professeur de philosophie dans le secondaire, elle revoit ses objectifs à la baisse.

À présent moins investis dans leurs études, les militants ont néanmoins très fréquemment construit leur identité sur leur réussite scolaire, notamment au sein de leur famille comme l'exprime Julie/4/Attac : « Dans ma famille, je passais pour l'intello parce que j'étais souvent dans mes livres, et que ça n'allait pas de soi chez nous ». Une partie d'entre eux ont endossé le rôle de bon élève – c'est là une variation fréquente avec leurs frères et sœurs. Quelle que soit leur origine sociale, la posture « d'intello » est patente au regard de leurs propos. Julie/4/Attac confie en ce sens : « Je suis passée par la classe d'hypokhâgne, et j'ai beaucoup étudié des auteurs comme Aristote, etc. Et j'ai une conception de la politique peut-être un peu trop profonde ». Dans cet extrait, elle cherche une filiation intellectuelle, en faisant référence à son passage en hypokhâgne et aux pères de la philosophie. L'intellectualisme est une caractéristique fréquente parmi les enquêtés. Et si l'on considère que la distance de l'individu aux institutions contribue à définir son niveau « d'intégration sociale<sup>747</sup> », les étudiants militants apparaissent, du fait de leurs bons résultats scolaires dans le secondaire principalement et de leur adhésion au jeu scolaire, parmi les plus intégrés au système scolaire. Ils sont en quelque sorte plus étudiants, notamment lors de leur entrée à

---

<sup>746</sup> C'est également le cas des fondateurs de SOS-Racisme, Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée, notamment note 1494, p. 651.

<sup>747</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion...*, *op. cit.*, p. 8.

l'Université<sup>748</sup>, ce qui constitue une interprétation possible de leur participation à la vie universitaire (en se présentant aux élections universitaires), et plus largement de leur engagement.

Autre caractéristique des militants qui concorde avec leur capital culturel hérité, leur investissement scolaire et le rôle d'intellectuel : une attention marquée à la culture, comme le souligne le tableau ci-dessous qui regroupe plusieurs pratiques :

**Tableau 57 : Loisirs suivant le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Lecture comme loisir préfééré	Sport comme loisir préfééré	Jouer d'un instrument de musique	Avoir consulté un livre les derniers jours	Lire plus 25 livres par an	Lire plus de 10 livres par an	Aller souvent ou très souvent au théâtre ou à l'opéra	Aller rarement ou jamais au théâtre ou à l'opéra
Militants (72)	24% (17)	26% (19)	42% (30)	69% (50)	27% (19)	46% (33)	29% (21)	32% (23)
Non militants (752)	8% (60)	39% (293)	33% (248)	47% (353)	9% (68)	28% (211)	9% (68)	63% (474)

Lire : dans notre échantillon 24% des étudiants militants citent la lecture comme loisir préféré

Entre héritage et bonne volonté, les étudiants militants font preuve d'une attirance avérée pour les loisirs culturels (lecture, musique, théâtre, opéra) : par exemple ils sont 24% à citer la lecture comme loisir préféré contre 8% pour les non-militants, 29% à aller souvent ou très souvent au théâtre ou à l'opéra contre 9%. La distribution des pratiques culturelles parmi les militants laisse à voir une certaine homogénéité dans leur rapport à la culture. Quels que soit la tendance politique, le type d'organisation ou l'origine sociale, la fréquentation de spectacles culturels apparaît assez semblable. Si les pratiques culturelles des étudiants ne sont pas sans lien avec leur position scolaire, ce que leur plus fréquente scolarisation en sciences humaines et sociales qu'en sciences et techniques pourrait pour partie expliquer<sup>749</sup>, les militants étudiants en sciences font également part d'une attention beaucoup plus marquée pour les choses culturelles que ce que l'on observe généralement<sup>750</sup>. Par exemple,

<sup>748</sup> Pour un raisonnement en ce sens qui différencie les étudiants de l'IEP de ceux en AES, voir Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante*, op. cit., p. 171.

<sup>749</sup> Sur les pratiques culturelles des étudiants : Lahire (Bernard), « Conditions d'études... », art. cit.

<sup>750</sup> *Ibid.*

Alex/22/Souris verte en biochimie apprécie beaucoup la lecture, le théâtre et l'opéra ; Mansour/12/UNEF/PS en médecine se passionne pour le cinéma ; Benjamin/33/Attac en pharmacie s'intéresse au théâtre d'improvisation ; René/58/PS en géographie fait du théâtre. Le goût pour des activités culturelles est relativement homogène. Récurrent pour les étudiants en sciences humaines, en sciences et techniques, mais aussi pour ceux issus des catégories supérieures, intermédiaires ou populaires. En effet, les militants dont les parents ne sont pas diplômés du supérieur, évoquent très fréquemment des loisirs culturels parmi les plus légitimes : René/58/PS dont le père était ouvrier fait du théâtre ; Luc/14/ex-UNI/ex-Pôle républicain, dont les parents n'ont pas fait d'études, écrit des pièces de théâtre et des romans ; Jean/52/UMP, dont le père est contremaître prépare un recueil de poèmes ; quant à Clara/49/UMP, dont les parents n'ont pas le bac, le piano est son principal loisir. La promotion culturelle et la réussite scolaire sont des éléments qui peuvent les différencier de leurs parents, frères et sœurs, d'un point de vue culturel mais également, par extension, d'un point de vue de la participation politique et de l'engagement.

Il s'agit aussi de situer les études par rapport à ce qu'elles permettent d'envisager. Une majorité de militants perçoivent les études supérieures comme un moyen de réaliser une promotion sociale, qui va les démarquer de leurs parents, voire de leurs frères et sœurs. Outre les primo-entrants dans l'enseignement supérieur au sein de leur famille (près d'un sur deux)<sup>751</sup>, les enquêtés issus des catégories intermédiaires ou populaires supérieures cherchent à transformer leurs propriétés héritées grâce à un investissement scolaire conséquent dans le but d'accéder aux catégories supérieures de l'espace social. Souhait de promotion sociale des militants d'autant plus prégnant qu'il a été amorcé par leurs parents – on entrevoit l'incorporation d'un *ethos* promotionnel durant l'enfance. La trajectoire des parents est plus fréquemment ascendante pour les militants que pour les non militants (52% des pères et 34% des mères contre respectivement 32% et 24%)<sup>752</sup>, avec de nombreux cas de parents devenus « cadres maisons » grâce à la promotion interne au sein de leur établissement<sup>753</sup>. Divers exemples illustrent ces trajectoires ascendantes : Benjamin/33/Attac, étudiant en pharmacie, dont les parents, dotés du bac, sont tous deux cadres intermédiaires alors que le grand-père paternel était boulanger ; Anthony/54/JE/UMP à Sciences Po, petit-fils de boulanger et fils

---

<sup>751</sup> Source : enquête n°4.

<sup>752</sup> Source : enquête n°4. Cet indicateur compare les professions du père et de la mère avec celles des grands-pères paternel et maternel.

<sup>753</sup> Sur les enjeux de la promotion voir Montlibert (Christian de), « Promotion et reclassement... », art. cit. ; Dubar (Claude), Gadéa (Charles) (éd.), *La promotion sociale en France, op. cit.*

d'un employé de banque devenu cadre par la voie interne ; Mathias/10/DL, élève en prépa HEC puis en école de commerce, dont le grand-père mécanicien, qui « s'est fait tout seul », pour reprendre son propos, était propriétaire d'un petit garage, et le père commercial avec un bac+3. L'adhésion à l'idéal républicain de l'école comme facteur de réussite émerge dans le discours de certains militants tels qu'Adrien/34/UNEF/PS :

« On a un certain héritage, on va dire. Surtout au niveau de la France, où les vrais changements sociaux sont intervenus ces quarante dernières années. En fait, mes parents sont issus de générations 68, etc. Donc ce qui a permis, par rapport à l'ascension sociale, etc. Ce qui donnait un certain terreau à l'enfant, qui soit poursuivra ou soit s'arrêtera. Pour ma part, j'ai poursuivi ce que mes parents avaient commencé. C'est-à-dire que ma mère s'était arrêtée au bac, je suis à l'Université à l'heure actuelle. »  
(Adrien/34/UNEF/PS).

Son père et sa mère sont respectivement commerçant avec un bac professionnel et agent administratif avec un bac technique. Ses grands-pères étaient maçon et boulanger. C'est au regard de la trajectoire sociale de sa famille qu'il évoque son rapport au système scolaire et aux opportunités de promotion sociale qu'il offre. La scolarité favorise la différenciation par rapport à la famille et l'acquisition de dispositions au changement.

La promotion militante – c'est-à-dire le fait de devenir militant alors que les parents ne le sont pas – peut s'expliquer par l'accès à un niveau d'études supérieur aux parents (promotion culturelle). Les étudiants militants avec des parents sans engagement s'avèrent effectivement moins dotés en capital culturel hérité (60% de leurs parents n'ont pas de diplôme du supérieur, contre 42% pour les parents avec au moins un engagement, 32% pour ceux avec au moins deux engagements)<sup>754</sup>. Certains font directement correspondre leur engagement politique avec leur situation de promotion culturelle, tels que Julie/4/Attac : « Si je me suis un peu séparée de mon éducation familiale, ma prime éducation, ce n'est pas pour devenir rien du tout, c'est pour aussi retrouver des gens qui existent, qui sont comme moi ailleurs, donc là c'est pas du tout un engagement politique, c'est identitaire, c'est dans ma transition vers ma vie d'adulte ». Son engagement politique est, d'après elle, « identitaire » et se rapporte à sa promotion culturelle, qui la conduit à intégrer d'autres groupes sociaux que son groupe d'origine, en suivant un processus de socialisation anticipatrice. Il est vrai que, à leur arrivée dans l'enseignement supérieur, certains étudiants ajustent leurs comportements à ceux de leurs camarades, au niveau des pratiques scolaires mais aussi des comportements

---

<sup>754</sup> Source : enquête n°4.



politiques, spécialement au sein des institutions scolaires où la politique est une composante de l'identité des étudiants, à commencer par les IEP. L'adaptation des entrants s'effectue par comparaison avec les anciens et/ou ceux qui présentent déjà à leur entrée les propriétés les plus légitimes, comme la politisation à l'IEP. Des étudiants s'ajustent à leur environnement scolaire et au groupe d'arrivée en adhérant à une organisation politique qui fait sens au sein de l'arène étudiante qu'ils fréquentent. Cette stratégie d'adhésion n'est pas sans rapport avec la phase d'adaptation énoncée par D. Lapeyronnie et J.-L. Marie, phase qui se traduit par le conformisme<sup>755</sup>. Guidés par un souhait d'intégration à un groupe qui n'est pas le leur, la position *in situ* permet aux postulants de se constituer un réseau amical, et d'observer les comportements de ceux qu'ils posent en référents, d'accorder leurs pratiques et leurs propriétés, et ainsi de se fondre dans le groupe de référence<sup>756</sup>. Pour des étudiants qui réalisent une promotion culturelle, l'engagement dans une organisation étudiante est un moyen d'accéder à des informations et à des conseils sur le déroulement des études et de côtoyer des pairs. On retrouve des éléments d'analyse donnés par C. Charle sur les normaliens socialistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : « En majorité étrangers à l'Université au sens napoléonien, les normaliens socialistes trouvent dans leur engagement politique, par le jeu des camaraderies plus intenses, un facteur d'intégration sociale qui leur donne une deuxième famille<sup>757</sup> ». Parmi les étudiants ici interrogés, tel est notamment le cas de militants de l'UNEF, de l'UMP, du MJS et des Jeunes européens.

L'exemple de Virginie/86/MJS, élève en quatrième année à l'IEP, illustre ce processus d'ajustement et d'intégration au groupe d'arrivée – exemple déjà développé en raison de son opposition politique. Politisée, elle s'oppose à ses parents et ses frères par son vote en faveur du PS. En promotion culturelle (père agent de maîtrise, grands-pères ouvriers), dotée de dispositions politiques (père conseiller municipal), elle insiste sur le rôle de sa scolarisation à l'IEP dans le développement de sa compétence politique. Si son orientation à gauche est un moyen de se différencier de sa famille, son adhésion au MJS lui permet d'appartenir au groupe des étudiants de Sciences Po. En devenir membre la conduit à en adopter certaines conduites et « allants de soi »<sup>758</sup>. Pour elle, montrer « sa compétence », au sens

---

<sup>755</sup> Lapeyronnie (Didier), Marie (Jean-Louis), *Campus-blues*, *op. cit.*

<sup>756</sup> Voir Duriez (Bruno), Sawicki (Frédéric), « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, vol.16, n°63, 2003, p. 17-51.

<sup>757</sup> Charle (Christophe), *Paris fin de siècle. Culture et politique*, Paris, Seuil, 1998, p. 239.

<sup>758</sup> En ce sens, voir Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant*, *op. cit.*

ethnométhodologique du terme<sup>759</sup>, passe par l'affirmation d'une politisation, d'un positionnement et d'un engagement à gauche. À l'IEP de Strasbourg, l'écart avec son milieu d'origine apparaît particulièrement élevé. Les enfants d'ouvriers ne représentent qu'une infime minorité des élèves : en 1999/2000, 1,3% des élèves de première et deuxième année et 2,8% des élèves de troisième et quatrième année<sup>760</sup>. L'adhésion de Virginie au MJS s'interprète comme une forme de socialisation anticipatrice au groupe qu'elle souhaite intégrer. Le MJS, alors composé de nombreux étudiants de l'IEP<sup>761</sup>, est un lieu de socialisation, d'intégration et d'acquisition d'attitudes du groupe d'arrivée. Par les activités communes avec des élèves à qui elle souhaite correspondre, elle accède à une connaissance du groupe. On se trouve ici en présence d'un « conformisme anticipateur » : « Les individus non encore intégrés qui désirent une affiliation à part entière vont toujours avoir tendance à partager les valeurs du noyau le plus prestigieux du groupe auquel ils aspirent à appartenir<sup>762</sup> ». Son adhésion est même une manière de sur-jouer le rôle d'étudiant à Sciences Po, tel que le font fréquemment les moins dotés en ressources sociales. L'adhésion à une organisation politique représente également une stratégie qui vise à acquérir une connaissance supplémentaire de l'espace politique, type de connaissance que certains étudiants de l'IEP pensent nécessaire pour leurs études. C'est d'ailleurs un argument formulé par des militants qui essayent de recruter des élèves de première année. La socialisation anticipatrice amène ainsi des étudiants à rejoindre une organisation politique alors qu'ils n'ont pas développé de prédispositions militantes au sein de leur famille.

Tel est également le cas des militants qui mettent en correspondance leur engagement avec leur projet professionnel, sans qu'ils soient toujours en promotion culturelle. Par exemple, pour les étudiants qui aspirent à travailler en rapport avec les questions européennes, l'adhésion aux Jeunes européens est un vecteur de familiarisation avec l'Europe, alternatif aux enseignements. Autre exemple : le militantisme à Attac favorise l'accès à des connaissances, susceptibles d'être réinvesties dans le cursus d'études. Soit le cas de Sara/31/Attac qui souhaite préparer les concours d'entrée aux écoles de journalisme. Sa filière ne lui offre pas un environnement favorable, que ce soit par le contenu des enseignements, des conférences ou des discussions avec les autres élèves. Avec l'offre proposée par Attac, les militants ont la possibilité de s'informer et d'accéder à des connaissances :

---

<sup>759</sup> Coulon (Alain), *L'ethnométhodologie, op. cit.*, p. 44-45.

<sup>760</sup> Données exhaustives recueillies auprès du secrétariat de l'IEP de Strasbourg en juin 2000.

<sup>761</sup> Voir le chapitre VI et le rôle de Matthieu/3/MJS sur les adhésions de ses camarades de promotion à l'IEP.

<sup>762</sup> Galland (Olivier), « Perspectives d'ascension sociale... », art. cit., p. 158.

« Pour moi Attac, c'était aussi un moyen... Je me suis dit : « voilà c'est un truc qui va me forcer à écrire des articles, à essayer de réfléchir sur la question de... l'écriture journalistique par exemple, ça pourrait être bénéfique ». **C'est vrai que je cherche peut-être aussi à Attac un complément de mes études, je pense que ça peut m'apporter pas mal.** Rien que le fait de se tenir un peu au courant de l'actualité, d'aller à des conférences qui sont en rapport avec l'actualité, moi ça me sert après dans mes études ici.

– *Donc c'est un complément...* –

Je le vois un peu comme ça.

– *C'est vrai que la géographie, surtout la géographie humaine, n'est pas coupée de l'actualité, de la société.* –

C'est ça qui me manquait un peu ici. » (Sara/31/Attac).

Son engagement à Attac lui permet non seulement de combler son désir de connaissances et de familiarisation avec l'actualité (renforcé par la présence d'étudiants de l'école de journalisme cette année là), mais aussi de passer à la pratique avec la possibilité de s'investir dans des commissions « presse », qui effectuent des revues de presse, et surtout d'écrire des articles dans le journal local d'Attac, d'acquérir une expérience, et un complément de formation par rapport aux objectifs professionnels.

Le capital scolaire, l'intellectualisme, l'adhésion au jeu scolaire, la promotion culturelle et la socialisation anticipatrice forment des dispositions à la différenciation avec la famille et à l'ajustement à d'autres groupes de référence, qui se portent sur le militantisme dans un contexte d'études favorable. Cependant les propriétés scolaires et culturelles ne sont pas les seuls éléments à considérer. Parmi les cas de promotion politique, tous ne font pas état d'une socialisation anticipatrice. Ils présentent alors une socialisation antérieure à l'engagement.

## **B. Des engagements pré-universitaires**

Pour plusieurs enquêtés, le militantisme s'inscrit dans la continuité d'engagements précédents (délégués de classe, activités associatives, syndicalisme lycéen, militantisme au sein des sections jeunes des partis politiques), autant d'étapes d'une carrière militante corrélatives de l'acquisition de dispositions à l'engagement mises en action pendant la période étudiante.

## 1. Une initiation : représentant d'élève et militant associatif

Une partie des étudiants militants ont acquis des dispositions en tant que représentant d'élève et/ou militant associatif. L'école, le collège, le lycée sont des lieux d'apprentissage de règles du jeu démocratique. Par leur étude sur l'élection des responsables de classe, N. Déhan et A. Percheron ont souligné la complexité des facteurs en présence<sup>763</sup>. Toujours est-il que l'exercice de fonctions de représentation au sein des établissements (délégué de classe, représentant des élèves au conseil d'administration) est fréquente parmi les étudiants militants (un tiers environ)<sup>764</sup>. Ce type d'expériences socialise à la représentation et aux règles de la délibération. Les plus habitués à ces activités développent des dispositions qui les amènent à s'engager au sein d'organisations politiques. Tel est le cas de Pierre/81/MJS, dont les parents ne sont ni militants, ni très intéressés par la politique :

*« – Pourquoi ton engagement politique ? Quelles sont tes motivations ? –*

Parce que j'étais délégué de classe en fait. [...] J'ai pris l'habitude d'aller à des conseils d'administration et des trucs comme cela. Et je me suis rendu compte que c'est par là que cela passait, que les décisions en conseil d'administration, on disait : « oui, ça c'est le conseil machin ou bien la région ou ceci ou cela... qui prend la décision ? ». Je me disais : « comment on fait pour enchaîner au-dessus ? ». [...] Après, j'ai un peu regardé les différents partis par rapport auxquels je me sentais le plus proche. Et j'ai découvert le parti socialiste, ses déclarations de principes et tout... C'est vraiment quelque chose auquel j'ai voulu adhérer. » (Pierre/81/MJS).

En siégeant à des conseils de classe et d'administration au sein de son lycée, il a acquis des dispositions propres à la représentation qu'il met à présent en action au sein du PS. Les lycéens délégués s'habituent alors à la représentation et entrevoient des rétributions de l'engagement d'ordre symbolique : être sur la scène, parler en public, participer à la prise de décision. La position de représentant permet de se confronter au monde des adultes et de prendre la parole devant les enseignants. En ce sens, Matthieu/3/MJS se souvient : « À chaque fois, c'était un petit challenge. Et c'est très agréable, vaincre ses peurs, comme ça pendant une heure, puis allez on se lance ». Exercice peu évident et en même temps source de plaisir, car il oblige à se surpasser.

---

<sup>763</sup> Déhan (Nadia), Percheron (Annick), avec la collaboration de Barthélémy-Thomas (Martine), « La démocratie à l'école », *Revue française de sociologie*, XXI, 1980, p. 379-407.

<sup>764</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

L'entrée dans une organisation politique fait aussi souvent suite à des investissements dans le secteur associatif (un militant sur sept a eu une activité associative dans le scoutisme, le domaine culturel (théâtre, musique), sportif, paroissial, villageois (comités des fêtes), étudiant (amicales, bureau d'élèves), ou encore dans l'éducation populaire, et le soutien scolaire<sup>765</sup>. Les exemples sont multiples : Tom/24/ex-UDF/ex-PS a encadré une association de jeunes de son village et été responsable scouts. Ludovic/23/UNI/UMP a créé une association qui organisait des soirées et des manifestations afin de récolter des fonds pour la recherche contre le sida. Il se trouvait également dans le comité directeur de son club de football au sein duquel, en dénonçant, pour le citer, des « entraînements de faible qualité », il a participé au renvoi de son entraîneur. Olivier/21/PS était organiste de paroisse, responsable d'un groupe de jeunes de sa paroisse et, depuis quelques années, membre du conseil d'administration d'une association d'éducation populaire, qui organise des colonies de vacances pour les enfants défavorisés. Benjamin/33/Attac adhère depuis six ans à une association de théâtre d'humour où il aide en tant que bénévole. Il a également créé une association, dont il était trésorier, qui avait pour but de publier un journal dans sa faculté. Thibault/29/UMP/UNI a été délégué de classe, défenseur d'une motion et d'une pétition au conseil d'administration de son collège qui visait à modifier l'heure du début des cours, mais aussi responsable de la section judo de son lycée, titulaire du « deuxième prix régional de Lorraine au concours d'éducation civique », responsable des enfants de chœur de sa paroisse pendant sept ans, et « chef de fraternité » dans un groupe de jeunes catholiques. Quant à Samson/77/UNEF/PS, avant d'entrer à l'UNEF il a participé pendant de nombreuses années à l'activité associative d'une troupe de théâtre :

« Je faisais partie d'une troupe, d'atelier de formation théâtrale, etc.

– *Donc même au niveau scolaire, tu avais pris, c'était une option théâtre ou ça n'avait rien à voir avec les cours ?* –

Non, c'était en dehors, c'était une association dont j'étais membre du CA. Une association de... c'était quoi exactement... « Atelier de formation aux techniques théâtrales » plus, dans les buts de l'association, il y avait aussi « insertion par le théâtre ». Donc il y avait beaucoup de travail social... avec des gens qui étaient en rupture. Donc dans mon passé associatif il y a aussi dix ans dans une autre association qui m'a permis de m'affranchir, disons, de tout ce qui peut être de la timidité, etc.

– *Dix ans tu as dit ?* –

---

<sup>765</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

Oui. Pendant dix ans j'ai fait du folklore polonais, c'est-à-dire que j'ai dansé et j'ai chanté des chants et du folklore polonais. Je n'ai aucune origine polonaise. C'est sûr ! Mais voilà, ça aide, hein, ça aide ! Surtout quand tu es au collège, etc. » (Samson/77/UNEF/PS).

Son activité théâtrale, couplée à une forme de travail social, lui a permis de vaincre sa timidité et de développer un ensemble de dispositions à l'engagement.

Lorsqu'ils adhèrent à une organisation politique, ces étudiants ont donc une habitude de la représentation et/ou du fonctionnement des associations. Ils ont également accumulé des ressources et des savoir-faire qu'ils peuvent convertir dans diverses activités militantes. C'est aussi parce qu'ils ont apprécié leurs activités initiatrices qu'ils rejoignent une organisation politique. Ces engagements, parfois précoces, renvoient souvent aux pratiques parentales. Nombreux sont les parents investis dans la vie associative, élus de communes rurales, ou représentants de parents d'élèves. Mais il ne s'agit pas que d'enfants de militants. De plus, la mise en action des dispositions ne va pas forcément de soi. L'exemple de Samson/77/UNEF/PS est de ce point de vue instructif. S'il rejoint une association de folklore, c'est parce que dans son village, où son père est conseiller municipal et sa mère institutrice, il ne peut pas refuser la proposition de la responsable de l'association. Il se souvient du processus d'entrée :

« Je suis originaire d'un petit village dans lequel il y a une petite école euh... il y a plein de vieux... Et donc chaque année, en décembre, il doit y avoir la fête des vieux, organisée par la mairie, et les enfants du village viennent chanter lors de la fête des vieux. Voilà, donc c'est l'institutrice qui fait chanter... Et ma maman étant l'institutrice et mon père conseiller municipal, donc on allait à la fête des vieux aussi pendant toute la journée. Donc je chantais, etc. Et il y a une dame qui a vu que j'étais très enthousiaste quand je chantais et donc elle m'a mis le grappin dessus. Elle m'a dit : « Ah ! J'ai un truc très bien, tu verras ! » Et voilà, ça y est, j'étais coincé. » (Samson/77/UNEF/PS).

De la sorte, ce n'est pas parce que ses parents adhèrent à cette association qu'il y entre – ils n'y ont jamais adhéré. Mais plutôt, parce qu'en raison de la position de ses parents dans cette petite commune, il doit montrer l'exemple. Ensuite, s'il y reste pendant dix ans, c'est parce qu'il y trouve un intérêt. La reproduction n'est pas automatique. Les parcours antérieurs sont souvent la conjonction de différents facteurs, la famille n'étant pas l'unique lieu d'acquisition de dispositions à l'engagement.

## 2. La politique en herbe : syndicats lycéens et mouvements de jeunesse

Une partie des étudiants militants présentent une expérience politique antérieure à leur entrée à l'Université (près d'un quart)<sup>766</sup>, que ce soit au sein d'un syndicat lycéen (Fidl (Fédération indépendante et démocratique lycéenne), UNL (Union nationale lycéenne)), ou de mouvements de jeunesse (JCR, MJS, Souris verte) dans lesquels ils poursuivent leur engagement dans une forme de continuité<sup>767</sup>. Les militants dans ce cas ont ici tous été scolarisés dans des lycées de centre-ville, plus précisément dans des villes de taille relativement importante, à l'offre politique plus élevée que dans les villes moyennes ou de taille plus réduite. En effet, « les jeunes scolarisés de milieux urbains ont plus de chances d'avoir un engagement militant ou de formuler des idées politiques “ radicales ” que les jeunes scolarisés de milieux ruraux<sup>768</sup> ». Si les parents de ces étudiants, militants avant leur entrée dans le supérieur, adhèrent souvent (ou ont adhéré) à des organisations politiques, ce n'est pas le cas de tous (la moitié d'entre eux)<sup>769</sup>. Et l'intérêt porté à ceux-ci permet de relever diverses socialisations secondaires (groupe des pairs, conjoncture politique, événement, hasard des rencontres) qui, plus visibles auprès d'eux, ne sont pas inexistantes auprès de ceux dotés de dispositions héritées.

Intéressons-nous tout d'abord au processus d'entrée en militantisme au lycée. Plusieurs enquêtés adhèrent à une organisation après avoir été approchés dans, ou à proximité de, leur lycée. Effectivement, les militants des mouvements de jeunesse (MJS, LO ou JCR notamment) effectuent un travail de repérage, de sensibilisation et de recrutement à proximité des lycées, comme en témoigne Érika/44 du MJS qui, lycéenne, tractait devant plusieurs établissements du centre-ville de Strasbourg : « à huit heures ou à midi, à l'entrée ou à la

---

<sup>766</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>767</sup> Les rétributions du militantisme au lycée sont connues : « Pratique élitiste et considérée en milieu lycéen, elle est aussi une activité ludique qui permet de se rassembler entre pairs face à tout ce qui est perçu comme une autorité (administration du lycée, corps professoral ou parents). L'excellence reconnue des causes défendues – lutte contre le “ fascisme ”, les inégalités de richesses et un système économique qui apparaît fondé sur “ l'exploitation ” – procure en outre à leurs défenseurs les profits de la participation à des mouvements apparaissant justes. » Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée, p. 649.

<sup>768</sup> Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée, p. 648. Sur ce point, voir également Mossuz-Lavau (Janine), *Les jeunes et la gauche*, Presses de Sciences Po, 1979 ; Mauger (Gérard), Fossé-Poliak (Claude), « La politique des bandes », *Politix*, n° 14, 1991, p. 27-43.

<sup>769</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

sortie ». Les organisations cherchent à sensibiliser les lycéens sur des thèmes qui les attirent (antiracisme, altermondialisme, défense de l'environnement), comme le précise Éric/40/LCR/ex-UNEF, ancien des JCR : « C'est le processus classique, tu fais des campagnes spécifiques, tu prends des gens qui sont susceptibles d'être intéressés par tes campagnes ». Dans son cas, c'est par l'antiracisme qu'il s'est rapproché des JCR. Outre des campagnes spécifiques, le processus d'entrée de lycéens est consécutif à des événements politiques socialisateurs, tels que des mobilisations lycéennes<sup>770</sup>. Pour Francis/76/UNEF/PS/ex-LCR, l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002 forme une expérience initiatrice à la mobilisation collective : « Avec mes potes on avait préparé les banderoles, et on avait réussi à sortir tout notre lycée – ça fait 1200 élèves dans la rue –, et on était rentré en force dans les autres lycées pour les vider aussi ensuite... Ouais c'était un bon souvenir ». Leader de la mobilisation lycéenne dans sa ville, il est repéré par des militants de la LCR, organisation qu'il rejoint par la suite. Le premier contact avec le militantisme en tant que lycéen se fait également par l'intermédiaire du réseau amical. C'est ainsi qu'Érika/44/MJS, dont aucun parent n'a jamais été engagé, entend parler du MJS par une copine de lycée :

« – *Le MJS parce que c'est eux qui t'ont contactée, et parce que tu t'en sens plus proche ?* –

En fait, à l'époque, j'étais pas du tout au courant des différentes organisations de jeunesse des différents partis qui existaient. Et c'est par une amie, en fait, que j'ai entendu parler du MJS. Et j'ai été une fois à une réunion avec elle, et j'y suis restée. » (Érika/44/MJS).

C'est grâce à cette amie qu'elle prend connaissance du MJS et qu'elle se rend à une première réunion.

La socialisation par le groupe des pairs est particulièrement prégnante pour les lycéens scolarisés avec des jeunes politisés, voire militants. La socialisation se construit alors sur des discussions, débats, convergences et oppositions<sup>771</sup>. Par exemple, Matthieu/3/MJS, Lionel/9/RPR et Mathias/10/DL, qui ont fréquenté les mêmes classes dans un collège/lycée catholique du centre-ville (Saint-Z.), occupent chacun, au moment des entretiens, des responsabilités au sein de leur formation politique (MJS, RPR et DL). Tous les trois soulignent l'effet des discussions avec le groupe des pairs dans l'enceinte de l'établissement,

---

<sup>770</sup> En ce sens, voir Muxel (Anne), « Jeunes des années 90 : à la rescousse d'une politique « sans étiquette » » in Perrineau (Pascal) (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation*, Paris, PFNSP, 1994, p. 239-266.

<sup>771</sup> Sur les caractéristiques de la socialisation, notamment le conflit socialisateur : Simmel (Georg), *Le conflit*, op. cit.



les débats lors de la présidentielle de 1995, puis des législatives de 1997, et la concurrence au niveau politique au sein de l'arène lycéenne qui se portait sur le terrain politique. En lien avec des dispositions familiales plus ou moins importantes, le contexte scolaire contribue à leurs engagements, au lycée pour Matthieu et Lionel, l'année après le bac pour Mathias. Lionel se souvient :

« Le déclic, ça a été 95, je pense, et les présidentielles où je sais qu'à l'école on en parlait beaucoup. Moi, je m'affichais pas pour un candidat plus qu'un autre, mais c'est vrai qu'au fond de moi-même j'avais fait mon choix déjà. Et cette envie très tôt de vouloir voter, vouloir voter alors que je pouvais pas encore. Alors quand tu peux pas voter, ben j'exprimais mon opinion à travers les discussions avec les copains, et voilà on échangeait, notamment avec Matthieu à l'époque, je me rappelle, et avec d'autres. » (Lionel/9/RPR).

Alors que ses parents n'ont pas de passé militant, c'est plus précisément l'action du contexte lycéen politisé qui explique son adhésion à un parti politique à l'âge de 17 ans.

Un autre aspect de la socialisation lycéenne correspond à ce que représente l'établissement et les élèves en son sein. En ayant accueilli plusieurs enquêtés, deux lycées strasbourgeois, géographiquement proches l'un de l'autre – un pont et une centaine de mètres les séparent –, méritent qu'on s'y attarde. Être à Saint-Z, le lycée privé catholique, ou au lycée public P. ne renvoie pas aux mêmes codes<sup>772</sup>. L'image rapportée *a posteriori* par les enquêtés scolarisés dans ces deux lycées est celle d'une opposition entre le lycée « catho de droite », ne serait-ce que par la scolarisation de plusieurs militants du RPR, de l'UNI mais aussi du FN, au lycée « gaucho » accueillant plusieurs militants du MJS et de la LCR. L'exemple de Luc/14/ex-UNI/ex-Pôle Républicain est en ce sens éclairant. Socialisé à la politique dans une famille de droite – son père militaire est favorable à R. Barre –, mais pas pour autant militante – aucun militant en son sein –, son adhésion à l'UNI s'inscrit dans sa prise de rôle du lycéen de droite « un peu réac », rôle qui s'accorde avec l'étiquette de son lycée (Saint-Z) :

« Quand je suis arrivé à Strasbourg en première, j'ai fait mon bac ici, comme tous les jeunes de droite un peu réac, j'étais à l'UNI, je collais à l'UNI, et c'était la grosse provoc avec ce qu'on appelait à l'époque les *red skins*. Donc t'avais l'opposition entre le lycée facho – Saint-Z – où j'étais, face au lycée international – P. – gauchiste. C'était le schéma des plus caricatural dans lequel je me retrouvais tout à fait. [...] C'était un peu de la provoc, et j'étais dans un bahut de facho, j'étais vraiment marqué par ça, on allait bouffer du gaucho, on était complètement... » (Luc/14/ex-UNI/ex-Pôle Républicain).

---

<sup>772</sup> Sur les différences de politisation entre les lycées privés et publics, voir Tournier (Vincent), *La politique en héritage...*, Thèse citée.

Par conséquent, il met en correspondance son militantisme à l'UNI avec la forte identification à son lycée, d'autant plus qu'elle concorde avec son orientation politique et son groupe des pairs. L'influence de ses camarades de classe particulièrement politisés explique son militantisme, et même son positionnement un peu plus à droite que ses parents :

« – *Et y a des gens qui t'en avaient parlé, des copains de classe ?* –

Oui, j'étais arrivé dans une classe qui était hyper militante, j'étais à Saint-Z. À l'époque, y avait beaucoup de gens qui étaient militants à droite, voire à l'extrême droite. J'étais un peu galvanisé, voire porté par l'élan collectif et tout. Et donc voilà, je sortais un peu d'un milieu para militaire, assez à droite, etc. J'étais même plus à droite que mon milieu familial. Ça c'était mon côté adolescent exalté, c'était une forme de romantisme. J'aurais pu très bien finir, devenir un vrai fachos je pense. [...]

– *T'y allais avec des camarades ?* –

Ah complètement, t'y vas pas seul. T'es forcément influencé par d'autres, ou alors c'est toi qui en entraînes d'autres, y a quelque chose de collectif, tu pars pas seul. Nous quand on faisait des collages de nuit, on était une dizaine.

– *Y avait un peu le côté...* –

Ouais, c'était un peu de l'aventure, pour pas laisser le terrain aux mouvements de gauche. Pour dire qu'on peut être de droite et avoir aussi l'envie de s'investir quand on a 15 ans. » (Luc/14/ex-UNI/ex-Pôle Républicain).

Son exemple permet d'insister sur le rôle du groupe des pairs, et le sentiment d'appartenance à un groupe que renforcent la camaraderie ou encore les plaisirs des collages de nuit. Le rôle de lycéen militant de droite par opposition à celui de gauchiste participe à la construction de sa socialisation politique et de ses dispositions au militantisme.

De la sorte, les événements politiques et le groupe des pairs forment des vecteurs favorables à l'engagement pré-universitaire. L'exemple du parcours d'Éric/40/ex-UNEF/LCR, militant particulièrement prompt à l'autoanalyse en raison de sa connaissance des concepts sociologiques et des théories explicatives des comportements politiques – il est doctorant en science politique –, illustre précisément l'enchevêtrement de ces facteurs. Sa politisation s'élabore davantage au contact de son groupe des pairs et des parents de ses copains d'enfance, actifs à la FCPE et militants PS, que de ses propres parents, non militants et peu politisés :

« En 84, t'avais les manifs école libre, école publique. J'avais beaucoup de copains dont les parents étaient militants socialistes, union de la gauche, ceux qui ont porté Mitterrand au pouvoir. Moi j'étais au

collège. Donc je fréquentais par le biais parental les milieux de gauche sans savoir vraiment ce que c'était, et c'est des gens qui étaient très investis dans la FCPE, les associations de parents d'élèves. Donc de fait, quand tu as eu les manifs pour défendre l'école publique contre l'école privée, ben je me suis retrouvé avec les copains dans ces manifs. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

Via le groupe des pairs, il est socialisé aux mobilisations collectives, quand collégien dans les années 1980, il prend part aux manifestations de défense de l'école publique. Enfant et adolescent, sa socialisation politique ne s'effectue pas prioritairement au sein de sa famille mais au contact des familles de ses pairs. Sa socialisation politique se construit également sur l'antiracisme :

*« – Comment toi, t'expliques cette sensibilisation à l'antiracisme, cet intérêt ? –*

Le lien, c'est certain, c'est le phénomène de groupe. On était au collège à C. (quartier périphérique de Strasbourg) à côté de la cité. Donc on était d'entrée de jeu dans une population mixte, avec laquelle on a grandi pendant au moins quatre ans, c'était les années collège. T'as des familles militantes très impliquées dans la cité. Et c'est vrai que par rapport à mes expériences personnelles, moi c'est des choses que j'arrive pas à comprendre, que ça soit la peur des banlieues, la peur des autres, c'est des trucs qui me passent au-dessus. Donc pour moi, c'est des mobilisations qui vont de soi. Moi quand j'ai manifesté pour la marche des beurs, je me suis pas posé la question, les copains y allaient, j'y suis allé avec. Parce que le FN, j'aime pas ces gens. Le point de départ, c'est vraiment le niveau zéro de la politique. Si tu veux quand je repense aux questions antiracistes aujourd'hui, je me dis que le fait d'avoir été au collège avec les gens qui étaient en cours avec moi ou que j'ai croisés dans la cour de l'école, ça a énormément aidé à cet espèce de vaccin antiraciste, qui a été consolidé par la pratique politique, la socialisation, etc. Mais au début, c'est vraiment ça, C., je sais pas si tu vois, la cité, mes copains étaient là. Quand t'as 14/15 ans, t'entends que Le Pen il veut les mettre tous dehors, il tient les pires propos sur tes copains, la manifestation, elle se fait vraiment naturellement. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

Doté de capacités réflexives sur sa trajectoire, il interprète sa préoccupation du racisme par sa fréquentation d'un collège, proche d'une cité accueillait différentes nationalités, et de ses copains, membres de SOS-Racisme. Là encore, le groupe des pairs est déterminant dans la construction de son rapport à la politique. À partir de cette socialisation politique, il en vient à participer à une manifestation de soutien à la marche des beurs, qui est le théâtre d'affrontements avec l'extrême droite :

*« Mes copains membres de SOS m'avaient emmené à la manif du 1<sup>er</sup> mai à Strasbourg, qui tombait le jour du passage de la marche des beurs à Strasbourg. T'avais énormément de monde, et où tu as eu des*

incidents assez violents avec l'extrême droite, et où là je me suis retrouvé fortuitement avec les militants d'extrême gauche. Quand je dis fortuit, c'est vraiment fortuit. On était dans cette manifestation entre copains, ça dégénère, tu te retrouves pris dans un groupe qui est ce qu'il est, d'extrême gauche, et de fait tu fais des choses avec eux, tu commences à discuter avec eux. On décide de se voir la semaine d'après, parce que la semaine d'après, le 8 mai y avait Ronald Reagan qui venait à Strasbourg, donc tu avais une manifestation anti-américaine, déjà à l'époque<sup>773</sup>. Et ils m'avaient demandé de repasser. Je suis repassé. Et de fil en aiguille, on a discuté, je les voyais toutes les semaines, et je suis rentré aux JCR.

– *C'était des potes aussi les JCR ?* –

Non, c'est devenu des copains après. Mais au début, je ne les connaissais pas, il y en avait aucun dans mon lycée. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

C'est au cours de cette manifestation qu'il rencontre des militants des JCR qu'il revoit ensuite. Il devient alors actif en leur sein, finalement par le biais de l'antiracisme. Le contexte politique est également prégnant puisque, outre la marche des beurs et l'émergence de SOS-Racisme, le Front national arrive sur la scène médiatique<sup>774</sup> : « Ce qui m'intéressait au départ, c'était en termes d'intérêt politique. C'est pas la révolution. Ce qui m'intéressait, c'était l'antiracisme, la lutte contre le Front National. Chose qui m'énerve toujours beaucoup, le Front National ». Le groupe des pairs et le contexte politique ont ainsi une action manifeste dans la construction de sa socialisation politique et sur sa carrière militante postérieure. L'entrée à l'Université est donc pour une partie l'occasion de prolonger une carrière militante.

Outre les dispositions héritées, le contexte politique, le contexte scolaire, le lieu des études secondaires, l'offre militante, les rencontres de militants, et le réseau amical, représentent autant de facteurs à prendre en compte dans l'entrée en militantisme des lycéens. La socialisation lycéenne est particulièrement décisive pour les membres du corpus aux expériences politiques pré-universitaires, puisque tous font état par la suite de véritables carrières militantes, avec la prise de responsabilités. La socialisation lycéenne est d'autant plus importante qu'elle explique certaines limites du modèle de l'héritage (on le rappelle, la moitié des militants engagés au lycée n'ont pas des parents militants)<sup>775</sup>. Afin d'affiner la connaissance des processus de socialisation militante auprès des lycéens, il serait évidemment intéressant d'interroger ceux auprès de qui cette socialisation n'a pas eu le même effet.

---

<sup>773</sup> Entretien réalisé au moment de la guerre en Irak.

<sup>774</sup> Sur le contexte politique de cette période, voir Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée.

<sup>775</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

\*                    \*  
\*

Une analyse en termes de dispositions permet de comprendre ce qui amène les étudiants à militer. Et c'est le recours à des données quantitatives et qualitatives qui éclaire les caractéristiques des militants. Le militantisme des étudiants s'explique tout d'abord par le militantisme de leurs parents et grands-parents – les prédispositions militantes. Familiarisés au cours de leur enfance à ce type de pratique, ils s'engagent à leur tour. Si les propriétés socioculturelles spécifient assez peu les militants des non militants (hormis un capital culturel hérité un peu plus élevé), elles sont en revanche beaucoup plus significatives concernant l'orientation au sein de l'espace militant, c'est-à-dire le choix de l'organisation politique. Outre le positionnement politique, l'espace des étudiants militants caractérise les militants selon leurs propriétés sociopolitiques héritées. Les militants de la mouvance radicale, libertaire et révolutionnaire se distinguent en cela des militants d'Attac, de la Souris verte, de défense des droits de l'homme, des Jeunes européens et des partis gouvernementaux (PS, Verts, UDF, UMP). Les syndicalistes se situent entre ces deux pôles. Cinq catégories de militants fonction de ces caractéristiques ont été identifiées, issus : des partis et des associations de gauche, de l'UNEF, de la gauche libertaire et révolutionnaire, des partis de droite, ou de l'UNI.

Ce chapitre renseigne également sur l'effet de socialisations secondaires au cours de la carrière scolaire pré-universitaire. L'appartenance générationnelle, la prise d'autonomie, les dispositions politiques acquises lors du cursus dans le secondaire *via* les enseignements, les situations de promotion culturelle, et le militantisme au cours de l'adolescence, permettent d'interpréter les cas qui ne satisfont pas à l'explication en termes de socialisations primaires (que ce soit la promotion militante, les différences avec la fratrie, etc.). Ce sont là autant de vecteurs d'acquisition de dispositions au changement en rapport avec la carrière scolaire qui amènent des étudiants à se différencier de leurs parents, et à militer en s'ajustant au groupe des pairs. La carrière étudiante peut ainsi agir sur le militantisme, non seulement par la familiarisation avec la politique, mais aussi par la prise d'autonomie avec la famille qu'elle suscite. Pour ceux qui poursuivent une carrière militante entamée au lycée, que ce soit en tant que représentant d'élève, militant associatif, syndicaliste lycéen ou militant d'un mouvement de jeunesse, la période d'études est l'occasion d'entrer dans une autre séquence de leur carrière militante, et de convertir des dispositions et des ressources militantes dans une autre arène.



## **Chapitre VI : Les entrées en militantisme : variations de contextes au cours de la carrière étudiante**

« Le clash ça a été le 21 avril, et là je me suis posé la question. C'est bien beau d'en parler dans des aires fermées, où de toute façon on est d'accord puisqu'on est des potes, mais ça, ça n'avance pas des masses. Et même si t'es pas d'accord avec tout ce qui se fait dans un parti, il y en a toujours un dans lequel tu vas trouver des affinités, qui te correspond plus. » (Xavier/18/Souris verte).

« Le matin, tu te réveilles UNEF. T'arrives à Sciences Po, tu retrouves les copains dans le hall, tu prends un café, tu te mets à la table, tu prends les tracts, tu manges avec eux. La fin de la journée approche. Éventuellement tu vas en TD quand tu es vraiment obligé, où tu vois les étudiants de ton groupe. Sorti de TD, tu retournes à la table. Le soir, on bouffe ensemble, après tu rentres chez toi, tu dors UNEF, ou tu dors pas UNEF. Le lendemain, ça recommence. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

« Y avait peut-être un petit effet : « j'ai envie de me démarquer », parce qu'après l'hypokhâgne et la khâgne où tout le monde rabâche les oreilles avec « je vote à gauche, je vote à gauche, oulala tu votes à droite, oulala. » Donc peut-être aussi cet effet là de : « moi je vote à droite et je le vis bien. » » (Jean/52/UMP).

Les étudiants qui présentent des prédispositions au militantisme forment une part non négligeable de la population étudiante. Nous avons vu que les étudiants militants se distinguent par un intérêt politique, un investissement scolaire notamment dans le secondaire, une carrière associative pré-universitaire, enfin la politisation et le militantisme de leurs parents. Dans l'échantillon étudiant<sup>776</sup>, 35% sont intéressés par la politique ; 45% ont une mention au bac ; 38% adhèrent ou ont adhéré à une association quelle qu'elle soit ; 48% des pères et 24% des mères s'intéressent à la politique ; près de 18% ont au moins un parent qui a

---

<sup>776</sup> Source : enquête n°1, n=801.

été candidat à une élection ; plus de 25% ont au moins un parent qui adhère ou a adhéré à une association, 22% à un syndicat, 10,5% à un parti. Pourtant, seuls 4% des étudiants adhèrent à un syndicat et 3% à un parti<sup>777</sup>. Il est certes difficile de construire des indicateurs qui englobent la réalité, néanmoins les écarts ne sont pas négligeables. Si les militants présentent des prédispositions à l'engagement (acquises au sein de la famille ou d'autres structures de socialisation), cette perspective ne permet pas de comprendre pourquoi les étudiants s'engagent au moment où ils le font, pourquoi ils entrent en militantisme à un instant précis et pas à un autre. Évoquer des dispositions susceptibles de structurer le rapport au militantisme ne dit rien de leur activation<sup>778</sup> : « Les dispositions à l'engagement ne dépendent pas *directement* des appartenances sociales. Elles trouvent leur impulsion dans la *rencontre* entre des dynamiques de trajectoires sociales qui destinent plus ou moins à se dévouer et des opportunités, socialement et politiquement construites, offertes aux aspirations, projets ou idéaux préconstitués pour se réaliser<sup>779</sup> ». Un « cadre d'analyse qui fait reposer les ressorts de l'engagement sur les caractéristiques sociales et biographiques des agents pose d'importants problèmes d'interprétation. Il est en effet difficile de relier de façon complètement convaincante les particularités de la trajectoire sociale de l'agent et les formes prises par son engagement. En faisant de dispositions “lointaines” des agents l'origine principale des conduites d'engagement, un tel système explicatif “prête trop aux dispositions et trop peu aux situations dans lesquelles ces dernières sont appelées à jouer”, sous-estimant les logiques pratiques de l'engagement et de l'activité politique et notamment le rôle des configurations locales [...] qui sont susceptibles d'engendrer les stratégies d'engagement politiques congruentes d'agents dotés de trajectoires hétérogènes<sup>780</sup> ». L'interprétation par les socialisations primaires, les ressources sociales, et le capital culturel hérité, présente quelques limites quant à l'étude des entrées en militantisme des étudiants. Dans l'explication de l'engagement par les déterminants structurels en termes de classe sociale, tout comme d'ailleurs par l'intentionnalité de l'acteur, « la connaissance sociologique des conditions et des formes du *passage à l'acte* y demeure opaque<sup>781</sup> ». Plus précisément, « on ne sait pas

---

<sup>777</sup> Source : enquête n°1, n=801.

<sup>778</sup> En ce sens, Siméant (Johanna), « Un humanitaire « apolitique » ? », art. cit.

<sup>779</sup> Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales », art. cit., p. 200.

<sup>780</sup> Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée, note 1485, p. 647. En ce sens P. Juhem cite : Lacroix (Bernard), *L'utopie communautaire*, op. cit., p. 158, Giugni (Marco), *Entre stratégie et opportunité. Les nouveaux mouvements en Suisse*, Zurich, Seismo, 1995, p. 44-49 ; Dobry (Michel), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, p. 47-60.

<sup>781</sup> Fillieule (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », art. cit., p. 199.



selon quelle modalité une *disposition* à se traduit par une *action effective* ou par l'inaction<sup>782</sup> ». Comment expliquer, pour reprendre un terme indigène, « qu'ils sautent le pas » ?

Pour comprendre pourquoi des étudiants s'investissent et comment leurs dispositions politiques et militantes ont été activées, il est nécessaire de considérer « les déterminations expérientielles<sup>783</sup> ». On sait effectivement que : « L'entrée en militantisme est le résultat d'une rencontre entre les dispositions de ceux qui franchissent le pas et des propriétés efficaces de situations constituées par le hasard, les rencontres ou les efforts déployés par les organisations pour recruter de nouveaux adhérents<sup>784</sup> ». Dès lors, il s'agit de situer les moments d'entrée en militantisme (que ce soit l'adhésion ou le passage à une phase d'engagement plus intense) par rapport à la trajectoire biographique, et d'adopter un point de vue micrologique, en se concentrant sur l'étude des trajectoires et/ou des carrières individuelles<sup>785</sup>. Plusieurs travaux renseignent à cet égard sur la complexité des trajectoires individuelles et les effets d'événements ou d'expériences personnelles. En mettant en exergue les propriétés sociales plurielles des fondateurs de MSF, et pour une partie de la socialisation catholique, des voyages, des liens avec l'univers militaire voire colonial, du militantisme, de la confrontation à des situations de violence et de danger, de ruptures biographiques, de l'origine étrangère et/ou juive, de dispositions valorisant le risque et l'aventure, ou encore du rôle des événements de mai 1968 comme épisode d'activation de ces dispositions, J. Siméant permet de comprendre ce qui les a amenés à s'engager<sup>786</sup>. Dans l'étude des militants de la Ligue française des droits de l'homme et du citoyen, si É. Agrikoliansky met quant à lui en évidence l'action de plusieurs facteurs, dont les dispositions culturelles, les contraintes de l'interaction militante, les expériences militantes, et la trajectoire biographique, il insiste sur l'entrée de nombreux ligueurs dans l'association suite à des moments de rupture ou de réorientation familiale ou professionnelle<sup>787</sup>.

---

<sup>782</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>783</sup> Voir Berlivet (Luc), Sawicki (Frédéric), « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, n°27, 1994, p. 111-142.

<sup>784</sup> Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de Science Politique*, vol.11, n°1, 2005, p. 157-188, p. 175.

<sup>785</sup> Sawicki (Frédéric), « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Lagroye (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146, p. 124.

<sup>786</sup> Dauvin (Pascal), Siméant (Johanna) et C.A.H.I.E.R., *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 48-50.

<sup>787</sup> Agrikoliansky (Éric), *La Ligue française des droits de l'homme.... op. cit.*, notamment la deuxième partie.

Les parcours des étudiants doivent être questionnés, et plus précisément ce qui en leur sein explique l'entrée dans une phase de militantisme actif. Pour cela, le recours au concept de « carrière » et à « une analyse processuelle de l'engagement individuel<sup>788</sup> » est éclairant en permettant l'intégration de la dimension temporelle dans l'analyse. Ce faisant, nous souhaitons appréhender les carrières militantes des étudiants au regard de leur carrière étudiante. Cette perspective implique de ne pas s'intéresser au seul passage à l'acte, mais de situer le moment dans la carrière étudiante où intervient l'engagement<sup>789</sup>. L'analyse doit en ce sens prendre en compte les collectifs et les institutions avec lesquels les individus sont en interactions, le sens du vécu, et la « carrière morale », telle que A. Collovald la conceptualise à partir du concept de Goffman<sup>790</sup>. Ainsi, outre les étapes des carrières militantes et étudiantes, ce chapitre souhaite interroger le « va et vient entre public et privé, du moi à son environnement social », « le cheminement identitaire des individus », « les modifications qui interviennent dans la personnalité », et les transformations des cadres de pensée, de la perception de soi<sup>791</sup>. Quels sont les effets de la trajectoire biographique des étudiants et plus particulièrement des carrières étudiantes sur les entrées dans un militantisme actif ? C'est en mettant en correspondance l'entrée en militantisme des étudiants avec le contexte de l'engagement – tant d'un point de vue politique, biographique, que scolaire – et le sens qu'ils lui attribuent, que peut se comprendre leur engagement.

Le recours à des entretiens biographiques a permis d'interroger les étapes des carrières militantes et étudiantes et de recueillir des éléments de discours susceptibles d'éclairer le sens que les étudiants militants donnent à leurs actions. Les entrées dans un militantisme actif sont liées au contexte dans lequel les étudiants évoluent et aux étapes de leur carrière étudiante. Les changements de contexte et de configuration scolaire ainsi que les moments de rupture dans la carrière étudiante favorisent l'activation de dispositions au militantisme et les engagements. Après avoir considéré les effets des contextes politiques et scolaires sur les entrées en militantisme, il s'agira d'évoquer ceux des étapes de la carrière étudiante, tout en les situant dans les configurations sociales dans lesquelles se trouvent les militants.

---

<sup>788</sup> Fillieule (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle... », art. cit.

<sup>789</sup> Sur la nécessité de considérer le moment dans la trajectoire sociale où intervient l'engagement : Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales », art. cit.

<sup>790</sup> Collovald (Annie), « Introduction », in Collovald (Annie), et al., *L'humanitaire ou le management des dévouements*, op. cit., p. 7-18, p. 15

<sup>791</sup> *Ibid.*, p. 15.

## I. Effets des contextes politiques et scolaires

La forte participation des étudiants à diverses mobilisations suite à la présence de J.-M. Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002, et leurs adhésions non négligeables à des organisations politiques, questionnent les conséquences de l'événement sur le rapport à la politique et plus précisément sur les entrées en militantisme. Leur attention, comme celle des médias et de nombreux citoyens, s'est cristallisée sur le résultat du 21 avril 2002 et le sens qu'ils lui ont donné. Des journalistes et commentateurs de la vie politique ont rapidement interprété leur réaction comme « l'avènement d'une classe politique » ou « la naissance de la citoyenneté et d'une génération de militants<sup>792</sup> ». Cependant, force est de constater que peu de recherches ont été directement consacrées au rôle des événements politiques sur cette frange de la population<sup>793</sup>. O. Ihl remarque néanmoins que : « Les expressions politiques des jeunes adultes, parce que fondées sur une base d'expérience limitée, sont toujours plus affectées par le surgissement de l'événement que ne le sont les cohortes plus anciennes, qu'il s'agisse d'enjeux relativement extérieurs (dépression économique, intervention militaire) ou plus personnels (mobilité géographique, entrée à l'Université, mariage)<sup>794</sup> ». Certains épisodes historiques et autres expériences politiques confèrent une conscience spécifique à ceux qui les vivent en ordonnant leur système de références<sup>795</sup>. D. McAdam montre par exemple que certaines circonstances modifient les trajectoires biographiques des militants<sup>796</sup>. Qu'en est-il auprès des étudiants ? Outre l'effet du contexte politique, il s'agit de s'intéresser au contexte scolaire. Effectivement, nous avons vu que ce dernier est favorable au développement de la politisation. Les étudiants des filières de sciences humaines et sociales se familiarisent davantage avec la politique et l'actualité que ceux en sciences et techniques.

L'hypothèse ici construite est que les contextes politiques et scolaires agissent sur les entrées en militantisme des étudiants en activant des dispositions au militantisme jusque là mises en veille. V. Lafont souligne en ce sens que « les expériences passées – qu'elles aient été vécues par l'individu ou qu'il les ait incorporées sous forme de savoir historique non vécu

---

<sup>792</sup> *Le Monde*, 10 mai 2002.

<sup>793</sup> Voir néanmoins Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures... », art. cit.

<sup>794</sup> Ihl (Olivier), « Socialisation et événements politiques », art. cit., p. 135.

<sup>795</sup> *Ibid.*

<sup>796</sup> McAdam (Doug), *Freedom Summer*, *op. cit.*

– constituent à la fois un cadre dispositionnel et une grille de lecture, d’appréciation et d’adaptation aux événements<sup>797</sup> ». Des expériences et des événements peuvent redéfinir des dispositions déjà présentes<sup>798</sup> et expliquer le passage à l’acte. On abordera successivement le rôle des contextes politiques (A) et étudiants (B) sur les entrées en militantisme.

### **A. Le rôle d’un événement : le 21 avril 2002**

D’une manière très générale, les étudiants sont souvent présentés comme sensibles à la conjoncture, à la mode et au changement, comme s’ils étaient plus à même d’être influencés par les événements politiques. En évoquant ces jeunes adultes, beaucoup d’observateurs se réfèrent à leur capacité de mobilisation soudaine et spontanée, et à des imaginaires hérités de Mai 1968. Les réactions des étudiants ne sont néanmoins pas homogènes face aux événements. Les adhésions relativement nombreuses suite à des élections sont à rapprocher du sens donné au scrutin. Confirmant les effets des contextes sociaux<sup>799</sup> et des conjonctures<sup>800</sup>, plusieurs militants s’engagent suite à des élections<sup>801</sup>. Des résultats électoraux jugés positifs ou négatifs favorisent les entrées dans le militantisme.

Au sein du corpus, plusieurs militants ont adhéré suite à des consultations électorales : législatives de 1997, régionales de 1998, européennes de 1999, présidentielle et législatives de 2002. Certes, il convient de prêter attention au mode de présentation de soi des enquêtés et à la manière dont ils peuvent, dans le cadre d’une interaction telle que l’entretien, mettre en cohérence leur trajectoire avec les événements politiques, et par conséquent ne pas interpréter l’ensemble des adhésions au prisme des résultats électoraux et de la conjoncture politique. En effet, dans l’exposition de leur parcours, les militants se réfèrent tout d’abord à leur mémoire. Or, celle-ci s’inscrit toujours au présent. Tout souvenir appartient à la fois au passé et au présent, et se trouve nécessairement modifié par ce dernier. L’individu ne mobilise que les éléments qui lui apparaissent significatifs pour sa pratique présente. La mémoire est une

---

<sup>797</sup> Lafont (Valérie), « Les jeunes militants du Front national... », art. cit., p. 176.

<sup>798</sup> En ce sens, Siméant (Johanna), « Un humanitaire « apolitique » ?... », art. cit.

<sup>799</sup> Joignant (Alfredo), « La socialisation politique stratégies d’analyse... », art. cit.

<sup>800</sup> Cayrol (Roland), « Le rôle des campagnes électorales », in Gaxie (Daniel) (dir.), *L’explication du vote : un bilan des études électorales en France*, PFNSP, 1985, p. 385-417 ; Garrigou (Alain), « Conjoncture politique et vote », in Gaxie (Daniel) (dir.), *L’explication du vote...*, op. cit., p. 357-384 ; Gerstlé (Jacques), « L’information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », art. cit.

<sup>801</sup> Pour des résultats en ce sens sur les jeunes dirigeants : Moncourtois (Florence), *Les jeunes dirigeants politiques français...*, Thèse citée, p. 307 et s.

reconstruction, et les souvenirs évoqués subissent une transformation<sup>802</sup>. D'autre part, des éléments conjoncturels sont aussi mobilisés dans le but de construire une identité, celle que les enquêtés souhaitent proposer aux autres, une forme « d'identité virtuelle<sup>803</sup> » susceptible de participer à la construction d'une biographie et d'une identité stratégique<sup>804</sup>. Certains militants surévaluent effectivement le poids du contexte politique sur leur entrée en politique afin de correspondre à l'image qu'ils se font du militantisme et souhaitent donner. Tel est le cas de Daniel/72/PS pour qui la politique de la droite en 1995 – il est alors adolescent – l'a inscrit politiquement à gauche, alors qu'il était certainement déjà à gauche. Hypothèse que ses prédispositions confortent : tous les membres de sa famille votent à gauche, son père milite au PS, et son grand-père appartenait au PCF. Cependant, d'autres adhésions ont un rapport avec les résultats d'élections, non pas tant d'un point de vue de la thématique (l'Europe, la région) que du changement de configuration qu'ils impliquent. Plusieurs étudiants « sautent le pas de l'engagement », pour reprendre leurs termes, car ils perçoivent une modification de la structure du champ politique (défaite électorale, progression de l'extrême droite, etc.). Les militants du RPR qui ont adhéré en 1997 (Lionel/9/RPR, Robert/50/UMP, Nicolas/51/UMP, Anthony/54/JE/UMP) invoquent leur malaise suite à la dissolution et la nécessité de rejoindre cette formation politique dans « un moment assez difficile pour la droite » (Lionel/9/RPR). Toujours au sein du corpus, les adhésions en 1998 après les régionales concernent le PS, l'UNEF et l'UDF (Valentine/6/UNEF/JCR, Marc/39/PS, Erika/44/MJS, Jérémie/84/UDF). Les militants mettent alors en avant le danger que représente le Front national (FN). Ce sont surtout les négociations entre élus du FN et de l'UDF (J. Blanc, C. Baur, C. Million, J.-P. Soisson) qui les interpellent alors, comme Marc/39/PS :

« J'ai adhéré à un parti politique, le parti socialiste, en 1998, après les régionales de 98, où la perspective d'alliance entre les partis de la droite classique et l'extrême droite pour diriger certaines régions m'a fait un peu froid dans le dos, donc je me suis dit : « il faut un peu se réveiller de ce côté-là. » [...]

– *Tu penses vraiment que ce qui s'est passé au niveau des régionales, le rapprochement...* –

C'est ça qui m'a fait sauter le pas, ça c'est certain. Parce que je me suis dit, le score du Front National aux régionales, la perspective qu'il y ait des alliances avec la droite classique, le fait qu'il y en ait, je me suis dit : « un jour je vais me réveiller, il y aura le Front National au pouvoir, et qu'est-ce que j'aurais

---

<sup>802</sup> Halbwachs (Maurice), *La mémoire collective*, op. cit. ; Halbwachs (Maurice), postface de Gérard Namer, *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit.

<sup>803</sup> Goffman (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne, la présentation de soi*, Paris, Minuit, 1973 (1956).

<sup>804</sup> Voir Collovald (Annie), « Identités stratégiques », art. cit.

fait ? » Je savais pas trop quoi faire, je me suis dit : « le premier acte en tout cas qu'on peut faire, c'est de militer, d'adhérer à un parti politique autre que ça et qui combat ces idées ». » (Marc/39/PS).

Pour lui, le moyen de lutter contre le FN est de s'engager dans un parti et d'y militer. C'est véritablement l'événement politique qui suscite son adhésion. Les cas d'engagements après les européennes sont moins fréquents, mais ils illustrent particulièrement bien le lien avec le sens donné à l'élection. Alex/22/Souris verte adhère chez les Verts en 1999, en rapport non seulement avec la campagne de D. Cohn-Bendit mais aussi avec la participation d'élus Verts dans le gouvernement « gauche plurielle » (alliance PS, PCF, Verts). Enfin, particulièrement médiatisées, les adhésions suite à la présence de J.-M. Le Pen au deuxième tour de la présidentielle de 2002 sont bien évidemment à mettre en rapport avec la crainte de l'extrême droite.

L'effet du contexte politique sur les entrées en militantisme doit être rattaché aux résultats d'élections mais aussi aux campagnes électorales qui, en raison de l'effervescence qu'elles créent (meetings et réunions publiques, accroissement des minutes consacrées à la politique dans les journaux télévisés, etc.), peuvent agir sur le niveau de politisation. L'exemple du premier tour de la présidentielle de 2002 permet de montrer que le contexte politique active des dispositions à la politisation (1), et pour une petite partie des dispositions militantes (2).

### **1. Activation de dispositions à la politisation**

*A priori*, tous les étudiants n'accordent pas la même importance aux événements, et tous ne sont pas concernés de la même manière par ceux-ci. L'exemple de l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002 auprès des étudiants qu'ils soient militants ou non permet de souligner le lien entre le sens donné à l'événement politique et les dispositions à s'y intéresser. L'enquête menée après le 21 avril 2002 témoigne de l'incidence de la présence au second tour de J.-M. Le Pen sur les comportements politiques des étudiants à court terme – c'est-à-dire lors de l'entre-deux tours<sup>805</sup>. Pour la première fois depuis le début de la Cinquième République, un candidat d'extrême droite se retrouve dans cette position. Il s'agit en cela d'une rupture avec les précédents scrutins. Au côté inattendu s'ajoute aussi et surtout ce que

---

<sup>805</sup> Outre nos entretiens, ceux effectués entre octobre 2002 et mai 2003 par les étudiants du groupe d'enquête sur les jeunes et la politique, notre propos s'appuie sur des observations avant, pendant et après le premier tour de l'élection présidentielle de 2002, et des éléments de sondage (CEVIPOF, CIDSP, CECOP, ministère de l'intérieur, FNSP (n=4107) extraits de : Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures... », art. cit.

symbolisent J.-M. Le Pen et le FN pour la grande majorité des étudiants : « l'inquiétude » et « la peur »<sup>806</sup>. Cet événement ne laisse pas indifférents de nombreux étudiants. Dès la proclamation des résultats le soir du 21 avril, des jeunes descendent dans la rue et manifestent leur rejet du FN et de son dirigeant. Ces mobilisations se poursuivent le lendemain et régulièrement pendant deux semaines. Aussi, un tiers des étudiants participent-ils à une manifestation. En leur sein, certains regrettent de ne pas avoir voté lors du premier tour, faisant partie de ceux qui s'inscrivent tardivement sur les listes électorales après leurs 18 ans<sup>807</sup>, ou des abstentionnistes particulièrement nombreux au niveau des jeunes générations (34% des 18-25 ans se sont abstenus lors du premier tour de l'élection présidentielle contre 26% des 40-49 ans et des 50-59 ans<sup>808</sup>). Une partie d'entre eux se sentent « mal à l'aise » par rapport à leur abstention, et les mobilisations représentent fréquemment un moyen de « se rattraper », pour reprendre des termes plusieurs fois entendus. L'élévation de la politisation s'observe également par des échanges verbaux plus fréquents et concentrés sur l'événement, puis par l'intensification du suivi de l'actualité qui coïncide avec une offre médiatique particulièrement accrue, la multiplication du nombre de pages dans les quotidiens et du nombre de minutes dans les journaux télévisés consacrés à l'événement. L'intérêt pour l'actualité politique s'étend : beaucoup cherchent à comprendre. Des universités sont le théâtre d'actions telles que des « journées fac morte » ou des débats regroupant étudiants et enseignants. Sur l'ensemble du territoire national, les organisations politiques (partis, syndicats, associations), notamment de gauche, se saisissent de l'événement en se mobilisant très activement<sup>809</sup>. Les adhésions d'étudiants à des formations politiques progressent notablement<sup>810</sup>, ce qui suscite l'intérêt de journalistes en recherche de sujets au cours de cette période de forte mobilisation. Cette effervescence ne décline pas pendant les deux semaines de l'entre-deux tours. Le 5 mai, lors du deuxième tour, la participation électorale des étudiants

---

<sup>806</sup> Dans les entretiens réalisés, de nombreux étudiants évoquent : « un choc », « une consternation », « une grande inquiétude », « une révolte », « une honte », « une peur » et une appréhension de voir « basculer la France dans une dictature ».

<sup>807</sup> Muxel (Anne), « Le moratoire politique des années de jeunesse », in Percheron (Annick), Rémond (René) (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991, p. 203-232.

<sup>808</sup> Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures... », art. cit., p. 522.

<sup>809</sup> Par exemple, l'UNEF, le MJS, la Souris Verte, la LCR, SOS-Racisme multiplient les tractages, les collages d'affiches et l'organisation de manifestations avec notamment la mise en place de services d'ordre.

<sup>810</sup> Dans leur article du *Monde* du 10 mai 2002, L. Bronner et M.-L. Phélippeau évoquent 100 nouveaux adhérents à la Souris verte en Ile-de-France, 500 au RPR, 1 600 au Mouvement des jeunes communistes français, etc. Il est toutefois impossible de vérifier ces chiffres issus des organisations politiques. *L'Hebdo des Socialistes* du 2 novembre 2002 évoque plus de 12 500 nouvelles adhésions entre le 22 avril 2002 et la mi-octobre 2002, p. 12.

est massive, y compris de la part de ceux qui ne votaient pas ou plus. Les non-inscrits ne peuvent évidemment pas voter, mais seuls 45% des 18-25 ans qui se sont abstenus au premier tour ne se rendent pas aux urnes pour le second tour. Ainsi le 5 mai, les étudiants votent-ils massivement pour J. Chirac, y compris des étudiants se positionnant à gauche : 89% des 18-25 ans qui ont voté pour la gauche plurielle au premier tour portent leur suffrage à J. Chirac au second tour<sup>811</sup>. Par conséquent, à court terme, la présence de J.-M. Le Pen au second tour modifie les comportements politiques des étudiants : la participation politique augmente sensiblement, le vote peut se transformer (avec un vote pour J. Chirac d'étudiants de gauche), et les adhésions militantes s'accroissent, de même que le militantisme actif. Les campagnes électorales sont propices à l'accroissement du suivi de l'actualité politique et à la rencontre de militants.

On peut appréhender l'effet des événements politiques comme une activation de dispositions politiques. Les adhésions suite aux scores élevées du FN aux régionales de 1998 ou la « réplique » de la majorité des étudiants au « séisme du 21 avril », pour utiliser le vocabulaire de nombreux militants, s'expliquent *a priori* par leur répulsion pour l'extrême droite. Les entretiens menés auprès de la population estudiantine témoignent d'une quasi-unanimité dans le refus du FN et de ses dirigeants. Ce rejet est partagé par les étudiants de gauche, de droite, et par ceux qui ne se positionnent pas. Dès lors, comment expliquer d'un point de vue sociologique cette relative homogénéité des réactions « repoussoirs » à la présence de J.-M. Le Pen au second tour de la présidentielle ? Dans le rejet du FN par les étudiants, il s'agit de relever tout d'abord leurs propriétés socioculturelles qui sont peu ou pas celles de l'électorat traditionnel du FN. Parmi les jeunes générations, le vote pour l'extrême droite est plutôt le fait des peu diplômés que des étudiants : 29% des 18-30 ans n'ayant pas le bac ont voté pour J.-M. Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2002 contre 13% des 18-30 ans détenteurs du bac, et seulement 8% des étudiants<sup>812</sup>. En fait, ceux-ci, même avec la « massification » des effectifs, demeurent – « toutes choses équivalentes par ailleurs » – les plus favorisés de leurs catégories d'âge. Et en poursuivant leurs études, ils acquièrent un certain bagage culturel, ce qui ne concorde généralement pas avec un vote en faveur de l'extrême droite<sup>813</sup>. Il convient ensuite de souligner ce que représentent J.-M. Le Pen et

---

<sup>811</sup> Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures... », art. cit., p. 537.

<sup>812</sup> *Ibid.*, p. 531.

<sup>813</sup> Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal) (dir.), *Le Front national à découvert*, op. cit. ; Perrineau (Pascal), *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du FN*, Paris, Fayard, 1998 ; Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Le Pen*, op. cit.



l'extrême droite. La place du phénomène « Le Pen » dans les médias, sa présence dans les débats politiques et ses succès électoraux ont fait de lui une « figure-repère » dans les discours politiques. L'émergence d'organisations spécialisées dans la lutte contre l'extrême droite (SOS-Racisme, Ras le Front, etc.) en atteste<sup>814</sup>. De même, dans le cadre des manifestations de rue des jeunes générations, l'extrême droite est le deuxième thème mobilisateur après les thématiques éducatives (lycéennes ou étudiantes). À l'instar de nombreux jeunes, les étudiants se montrent effectivement plus disponibles que les autres classes d'âge à l'égard de certaines actions, mouvements et mobilisations exprimant un rejet de l'extrême droite<sup>815</sup>. Ces manifestations initiatrices constituent des moments socialisateurs à la politique<sup>816</sup>. Tout se passe comme si J.-M. Le Pen et l'extrême droite en tant que figures repoussoirs, avaient une fonction de mise en ordre et de reconnaissance du monde politique. De plus, pour une partie des étudiants généralement peu intéressés, l'espace politique se définit assez simplement. Dans les entretiens effectués, beaucoup connaissent relativement peu les acteurs politiques – dont l'évocation du « tous pourris » paraît idéal-typique. Dans cette configuration, l'extrême droite et J.-M. Le Pen sont des référents qui permettent d'ordonner simplement l'espace politique : « tous pourris mais surtout pas Le Pen ». Ceci correspond également au référentiel que semble constituer J.-M. Le Pen en étant devenu une figure médiatique<sup>817</sup>. L'homogénéité dans le rejet de l'extrême droite de la très grande majorité des étudiants tend à confirmer leur appartenance à une communauté d'expérience générationnelle, dans laquelle, outre la référence aux générations « Mitterrand » et de l'alternance politique pour ces fils et filles de parents ayant vécu les événements de mai 1968, naît au moment du choc pétrolier ou de l'arrivée de la gauche au pouvoir en France en 1981, se trouve également une attention à la lutte contre le FN. En ce sens, A. Muxel souligne « l'importance qu'a pu revêtir dans le cours même de la socialisation politique des jeunes générations la figure de Le Pen et, plus encore, sa rhétorique politique. Celles-ci ont constitué un pôle d'identification négative focalisant l'essentiel du repérage politique en désignant un ennemi commun, par-delà les clivages

---

<sup>814</sup> Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée.

<sup>815</sup> Percheron (Annick), *Socialisation politique, op. cit.* ; Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, *op. cit.*

<sup>816</sup> Favre (Pierre), Fillieule (Olivier), « La manifestation comme indicateur de l'engagement politique », in Perrineau (Pascal) (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, PFNSP, 1994, p. 115-139.

<sup>817</sup> Les prises de positions du FN ne sont pas sans rapport avec leur objectif de récolter le vote protestataire de tous les déçus et membres de catégories en déclin (notamment la "boutique"). Sa position s'est également construite grâce à ses succès électoraux, son parti devenant une formation politique incontournable.

traditionnels entre la gauche et la droite, devenus moins lisibles au fil des trois cohabitations successives<sup>818</sup> ».

À l'appartenance à la même génération se joignent également les repères construits à partir de l'enseignement. Au cours de leur scolarité, les élèves abordent la seconde guerre mondiale, les horreurs du nazisme, les camps de concentration et la Shoah. Plusieurs éléments permettent d'envisager une sensibilisation relativement conjointe aux conséquences de l'extrême droite, du fascisme, du nazisme et à l'ensemble de cette période tragique de l'histoire, faisant partie de la « mémoire collective<sup>819</sup> ». Les enseignants forment alors des agents de socialisation en participant à cette prise de conscience, en présentant à leurs élèves les dangers du nazisme et du totalitarisme par la diffusion de films ou l'incitation à la lecture d'ouvrages qui abordent des sociétés effrayantes proches de l'idéologie fasciste<sup>820</sup>. Or, par l'association entre Front National/Le Pen d'une part et fascisme/nazisme/Hitler d'autre part, comme en témoignent certains slogans entendus lors des manifestations de l'entre-deux tours – par exemple : « F comme fascisme, N comme nazisme, à bas, à bas, le Front National » –, il est fréquemment fait appel aux souvenirs de la seconde guerre mondiale et à ses imaginaires. La référence à la seconde guerre mondiale ne laisse pas indifférents les étudiants dont les familles ont été « marquées » ou « traumatisées » par cette période de l'histoire, pour reprendre des termes évoqués dans les entretiens. De fait, la nouvelle génération grandit immergée dans les comportements, sentiments et attitudes hérités<sup>821</sup>.

Enfin, en lien avec la marque électorale du FN, les prises de position de ses dirigeants sur l'immigration, les étrangers, notamment symbolisées par « la préférence nationale », ajoutées à celles sur « le point de détail de l'histoire » ou l'islam, les étudiants issus de l'immigration et ceux de confession juive et musulmane semblent aussi particulièrement préoccupés par le résultat du 21 avril. Tel est le cas de Lila/101 dont les parents sont originaires de l'Île Maurice. Tout au long de l'entre-deux tours, elle manifeste car elle a peur pour elle et pour ses parents :

« Pour moi c'était vraiment important. Là vraiment, c'était important d'être dans la rue. C'est une des rares fois où je me suis dit : « là il faut vraiment que j'y sois. » Enfin, il n'y avait plus rien à ce moment

---

<sup>818</sup> Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures... », art. cit., p.523.

<sup>819</sup> Halbwachs (Maurice), *La mémoire collective*, op. cit.

<sup>820</sup> Plusieurs enquêtés citent la lecture au collège, au lycée ou à l'Université de : Boule (Pierre), *La Planète des singes*, Paris, Julliard, 1963 ; Bradbury (Ray), *Fahrenheit 451*, Denoël, 1995 ; Simak (Clifford D.), *Demain les chiens*, J'ai lu, 2002 ; Orwell (George), *1984*, Gallimard, 1978.

<sup>821</sup> Mannheim (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

là, il n'y avait que ça qui comptait. Et... contre Le Pen et... voilà enfin bon, j'ai eu peur aussi quoi. [...] J'ai voté contre Le Pen et pour Chirac parce que j'avais peur, parce qu'il y avait beaucoup trop... Le Pen au pouvoir ça aurait entraîné beaucoup, beaucoup trop de conséquences sur ma vie personnelle, et celle de mes parents quoi. [...] Les gens qui votent blanc, qui de par leur situation ont voté blanc, c'est quelque chose qui m'a traversé l'esprit, quoi. Évidemment, c'est juste après, en resituant ma situation et beaucoup, beaucoup celle de mes parents, de ma famille en fait, que je n'étais pas prête à prendre ce risque. [...] Mais c'est vrai que j'ai vraiment eu peur. C'est pour ça que j'ai vraiment eu l'impression de ne pas avoir eu le choix et que je n'ai pas pris le risque. » (Lila/101).

Lors du deuxième tour, contrairement à certains de ses amis qui s'abstiennent, elle vote pour J. Chirac, parce qu'elle ne souhaite pas prendre de risque avec ses parents. Tel est aussi le cas de Karim/110, de nationalité française, dont les parents sont de nationalité marocaine :

« Je peux te dire que quand Le Pen était au deuxième tour, mes parents avaient une peur bleue, on va dire. [...] ça m'a choqué le fait de voir Le Pen au deuxième tour. [...]

– *Tu t'intéresses pas à la politique, en fait ?* –

Franchement non, mais bon **y a des moments où faut bien tu vois comme avec Le Pen, bien sûr là t'as une part de militantisme qui se réveille en toi parce que bon, ça te fait peur quand même tu vois.** Tu vois Le Pen au deuxième tour, bon d'accord voilà quoi, il avait aucune chance d'être président, mais d'être au deuxième tour c'est déjà un symbole pour moi quoi. [...] Quand tu as des événements comme ça, **t'es obligé de prendre parti, de t'intéresser à la politique.** » (Karim/110).

La présence de Le Pen au deuxième tour suscite chez lui et ses parents un sentiment de peur. Karim considère que, si J.-M. Le Pen devient président, ses parents doivent retourner « au pays », pour reprendre ses termes, et sa vie serait très différente. Cet événement a pour effet de mobiliser Karim pendant l'entre-deux tours – il manifeste pour la première fois dans la rue – et d'accroître ses discussions politiques et son intérêt pour la politique. Pendant les deux semaines qui séparent les deux tours de l'élection, son attention se cristallise en quelque sorte sur cet événement.

Les variations des comportements, incontestables à court terme, restent à interroger à moyen (quelques semaines) et long terme (plusieurs mois). Une fois l'élection terminée et l'effervescence atténuée, l'enquête laisse entrevoir un retour proche aux comportements antérieurs. La participation électorale des étudiants comme celle des jeunes générations aux élections législatives de juin 2002, c'est-à-dire quelques semaines après la présidentielle, diminue nettement par rapport à celle du 5 mai 2002, pour être peu éloignée de celle du 21

avril : 88% des 18-25 ans qui se sont abstenus au premier tour de la présidentielle ne votent pas au premier tour des législatives ; 40% des 18-25 ans ayant voté au premier tour de la présidentielle s'abstiennent au premier tour des législatives<sup>822</sup>. Puis, parallèlement à une plus faible offre médiatique, le suivi de l'actualité politique et l'expression d'opinions politiques apparaissent en forte diminution. Et, parmi les étudiants interrogés dans le cadre de l'enquête, aucun des non-inscrits lors de la présidentielle ne s'est inscrit sur les listes dans les mois qui ont suivi, et ce même s'ils avaient participé aux mobilisations, et même s'ils regrettaient de ne pas avoir pu voter. Une fois le danger passé, les étudiants semblent retrouver leurs comportements précédents, ce qui atteste des limites du seul événement dans la matrice des facteurs explicatifs du rapport à la politique. Ce faisant, les militants restés actifs après l'événement font figure d'exception.

## **2. Activation de dispositions à l'engagement contre l'extrême droite**

La prégnance de l'événement concerne plus précisément les nouveaux militants de l'entre-deux tours demeurés actifs à moyen et long terme. Nombreux sont les étudiants à présenter des dispositions à la mobilisation contre l'extrême droite. Néanmoins, ils ne sont que quelques uns à avoir rejoint une organisation politique, et y être demeurés actifs. C'est en considérant plus précisément leur socialisation politique construite sur la lutte contre l'extrême droite que l'on peut comprendre ces engagements.

Les nouveaux militants présentent des dispositions à l'engagement. Politisés avant de s'engager, leurs parents, eux-mêmes politisés pour la plupart, sont, ou étaient, pour une partie engagés. Tel est l'exemple de Xavier/18/Souris verte, étudiant en médecine, qui adhère à la Souris verte le lendemain du premier tour de la présidentielle. Son adhésion lui apparaît relativement logique car il est politisé depuis son plus jeune âge et plutôt participatif, que ce soit par son suivi de l'actualité politique (journal télévisé, informations à la radio et sur Internet, lecture de quotidiens, *Le Monde* notamment) et ses discussions politiques avec ses amis, ses camarades de classe, et sa famille :

« J'ai toujours été politisé. Je pense depuis le lycée, je me suis toujours intéressé à la politique. Je suis dans une famille, mon père était au PS à l'époque, militant et tout ça. [...] Puis progressivement ça lui est un peu passé. Bon entre temps, il avait monté une association humanitaire au Sénégal, ça a plutôt dévié de ce côté là. Mais y a toujours eu, dans la famille on a toujours énormément discuté de politique,

---

<sup>822</sup> Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures... », art. cit., p. 541.

que ce soit avec mon père, ma mère, on a baigné là-dedans. [...] Mais j'avais aussi une certaine méfiance par rapport à la politique, j'avais pas cette envie de m'engager, de me lancer dans un parti, je ressentais pas le besoin de militer en fait. C'était des discussions avec des potes, m'intéresser aux infos, lire des bouquins, des choses comme ça. [...] Ça a pas été non plus le réveil du gars qui dit je m'en fous. Parce que t'as énormément de jeunes qui disent : « je m'en fous de la politique, ça change rien gauche/droite et tout ça ». Non ça, j'ai toujours été convaincu qu'il y avait une différence. » (Xavier/18/Souris verte).

Cette politisation plutôt élevée n'est pas sans rapport avec l'intérêt politique de ses parents. Son père, professeur de lettres dans le secondaire, a adhéré et milité au PS pendant plusieurs années. De même, sa mère, médecin scolaire, est depuis longtemps sympathisante du PS. Ses parents ont aussi été actifs dans plusieurs associations, son père a fondé une association humanitaire en Afrique. Cependant, Xavier ne ressentait pas le besoin de s'engager, peut-être en raison de la déception de son père suite à son engagement au PS. Politisé, mais jusque là sans envie de militer, le 21 avril déclenche son adhésion. En fait, l'événement remet en cause sa socialisation politique construite sur l'antiracisme et la lutte contre l'extrême droite. Sa participation à la manifestation contre la tenue du congrès du Front National à Strasbourg en 1997 témoigne de sa familiarité à la lutte contre l'extrême droite déjà effective à l'adolescence :

« La grande manif contre le FN qu'avait organisée Trautmann, c'était la première grosse, grosse manif en tant que lycéen en 97. Et au-delà de la manif, c'était deux jours de paix à Strasbourg. [...] Y avait eu le pique-nique citoyen, tu croisais les gens dans la rue, tu commençais à discuter. Y avait un climat qui n'est jamais revenu. Moi je me rappelle que quand on est rentré de la manif, on était passés Place de l'Étoile, et y avait des gens qui venaient d'une autre ville qui s'étaient arrêtés pour demander quelque chose. Et on les connaissait pas, on s'est arrêtés, on s'est mis à discuter, il y avait une envie de partage. Ce jour là, il s'est passé quelque chose. Après le pique-nique citoyen j'avais trouvé ça super, c'était excellent. » (Xavier/18/Souris verte).

La mobilisation à laquelle il fait référence contribue à la construction de son rapport à la politique, et la manière dont il évoque ce souvenir montre à quel point il compte pour lui. Son rejet de l'extrême droite s'explique également par d'autres agents de socialisation. Xavier cite ses grands-parents maternels qui associent Le Pen à la deuxième guerre mondiale qui les a fortement traumatisés :

« Du côté de ma mère, j'ai un grand-père qui est très politisé. Je sais pas s'il a été... il était plutôt tendance communiste avant la guerre. Il était jeune, il a fait la guerre, il avait 17 ou 18 ans. Ce que je sais, ce qu'il a toujours été écoeuré, c'est qu'après la guerre, lui avait réussi à échapper à l'armée allemande, il était rentré en résistance en passant par la Suisse, et à son retour en Alsace, il a vu des personnes qui avaient plutôt collaboré, et qui se faisaient décorer comme résistants, parce qu'ils avaient des positions politiques gaullistes, des choses comme ça. Et lui, il était communiste, en tant que communiste il a été rapidement oublié. Mais sinon, pareil c'est quelqu'un qui s'intéresse énormément, aujourd'hui encore. » (Xavier/18/Souris verte).

Son grand-père, ancien communiste, a participé à la deuxième guerre mondiale avant d'entrer en résistance et de se réfugier en Suisse. Et le soir du premier tour, ses grands-parents « fondent en larmes quand ils voient le visage de Le Pen à la télévision » : « Eux ça les a marqués. Eux ça leur a rappelé les pages les plus sombres de notre siècle. [...] Ils ont vu l'extrême droite, et ils avaient peur ». Puis, pendant l'entre-deux tours sa grand-mère l'appelle, en pleurs, pour lui dire que « c'est fantastique que les jeunes se bougent ». Ces attitudes renseignent sur l'importance que revêt le souvenir de la deuxième guerre mondiale dans la famille de Xavier. Cette histoire familiale transmise par ses grands-parents, ajoutée aux idées, discours, débats exposés au sein de la famille, combinés à d'autres éléments de socialisation, forment des dispositions intériorisées qui font de Xavier un opposant convaincu à l'extrême droite, et un militant anti-FN. De la sorte, le 21 avril évoque chez lui « un clash » :

« Le clash ça a été le 21 avril, et là je me suis posé la question. C'est bien beau d'en parler dans des aires fermées, où de toute façon on est d'accord puisqu'on est des potes. Mais ça, ça n'avance pas des masses. Et même si t'es pas d'accord avec tout ce qui se fait dans un parti, il y en a toujours un dans lequel tu vas trouver des affinités, qui te correspond plus. Et si t'as envie de faire changer les choses, c'est là-dedans qu'il faut aller. Comme dit, on a la chance d'avoir une démocratie avec ses bons côtés et ses défauts aussi, mais dans l'ensemble elle fonctionne quand même. C'est une chance à saisir. Si tu compares à d'autres pays, si tu regardes le référendum en Irak. Tout ça, ce sont des arguments qui te font dire qu'il faut un peu se bouger les fesses parfois, et au-delà de la critique il faut aussi se mettre un peu les mains dans le cambouis. » (Xavier/18/Souris verte).

Pour réagir à cette situation, il s'interroge sur les moyens d'action possibles, et adhère chez les jeunes Verts. À noter que les autres militants du 21 avril interrogés présentent aussi des dispositions à l'engagement politique (le père d'Aude/27/PS est maire d'une petite commune, les parents d'Albert/71/UNEF/PS ont milité à l'UNEF étant jeunes, la mère d'Antoine/17/CUVED/UNEF dans un syndicat enseignant), et sont sensibilisés aux dangers

de l'extrême droite. Pour tous, l'événement demeure décisif, comme l'explique Aude/27/PS : « Si y avait pas eu le 21 avril, je sais pas si, je suis pas persuadée que j'aurais rejoint le PS. Mais je pense que ça a été un coup de boutoir dans la mesure où j'ai jamais imaginé que je puisse avoir le choix qu'entre la droite et l'extrême droite ». Sans le 21 avril, ces militants ne se seraient pas forcément engagés.

Alors que plusieurs étudiants poursuivent leur investissement actif au niveau des organisations politiques après le second tour de l'élection présidentielle, d'autres militants « *post* 21 avril » se désinvestissent rapidement. Après être venus à une ou deux réunions, ils affirment qu'ils ont agi sur un coup de tête<sup>823</sup>, comme si le militantisme ne leur convenait pas et ne répondait pas à leurs attentes initiales. Qu'est-ce qui différencie les militants qui se sont engagés « sur un coup de tête » de ceux restés actifs ? Comment expliquer la permanence de l'engagement de certains militants par rapport à d'autres ? C'est en s'intéressant aux différences entre les nouveaux militants restés actifs et ceux qui abandonnent rapidement que l'on peut montrer l'effet des dispositions politiques sur l'entrée en militantisme. L'exemple de Sophie/82/ex-PS<sup>824</sup>, qui adhère au PS juste après le 21 avril, est en cela éclairant. Comme de nombreux étudiants, la présence de J.-M. Le Pen au deuxième tour l'interpelle. Tout au long de l'entre-deux tours, elle participe à diverses manifestations, assiste aux débats organisés dans son université, discute politique beaucoup plus que d'habitude, et, avec une amie, écrit un tract qu'elles distribuent dans des petits villages ayant massivement voté pour J.-M. Le Pen. Afin d'aller plus loin dans son investissement, elle décide de s'engager au Parti socialiste :

« C'est trop un coup de tête. C'était au lendemain des élections, je veux dire les jours après on parlait vachement de ça à la fac, en famille, c'était le gros sujet quoi... le fait d'avoir vu le FN dans cette position je crois que ça m'a trop chamboulé l'esprit. Donc là, c'était après le coup des tracts qu'on a distribué, j'ai eu un genre de révélation soudaine, c'était trop bizarre, mais je me suis dit, ça y est, je veux m'engager en politique, c'est mon truc et tout et tout... j'ai craqué quoi. Non, enfin bref, voilà je me suis dit : « je vais adhérer au PS, je suis à fond dedans ». » (Sophie/82/ex-PS).

Mais elle n'est pas disposée au militantisme partisan. Certes, sa participation semble un peu plus élevée que la moyenne des étudiants : elle discute un peu de l'actualité avec sa

---

<sup>823</sup> Mayer (Sophie), *L'engagement politique au lendemain du 21 avril 2002 : exemple des nouveaux jeunes adhérents dans les partis politiques*, Mémoire de maîtrise de sociologie, Université Marc Bloch de Strasbourg, 2003.

<sup>824</sup> Entretien emprunté à Mayer (Sophie), *L'engagement politique au lendemain du 21 avril 2002...*, Mémoire cité.

mère et son grand-père, lit les *Dernières nouvelles d'Alsace*, suit les *Guignols*, regarde parfois des émissions comme *Mots croisés* sur France 2 ou *Le Vrai journal* sur Canal +. Cependant, aucun membre de sa famille n'a jamais été engagé dans une organisation politique. Ses amis ne sont pas non plus encartés. Pour elle, le militantisme ne constitue pas une activité connue :

« Et voilà que je me retrouve dans une galère de ouf. J'y suis allée toute seule en plus, j'en ai parlé à personne, j'ai filé mon chèque, donc j'ai pris ma carte et me voilà au PS à une réunion. Et là, je me suis dit : « mais qu'est-ce que je fous ici ? » C'était pas du tout, mais pas du tout ce que je voulais, et puis pourquoi le PS ? Non, donc j'ai stoppé tout de suite car non, je ne voulais pas. » (Sophie/82/ex-PS).

En se rendant à une réunion du PS, elle découvre une ambiance et des activités qui ne correspondent pas à ses attentes. Dès lors, elle décide de ne pas poursuivre cet engagement qui ne lui convient pas. Si d'autres étudiants militants du 21 avril qui arrêtent rapidement leur activité militante présentent un profil relativement proche, pour ceux qui demeurent actifs leurs dispositions sont non seulement favorables à la politisation mais également au militantisme. Par exemple, quand Xavier/18 rejoint la Souris verte, il s'y investit rapidement et massivement en participant aux diverses activités : tractages, organisation de débats, écriture d'articles. Plutôt à l'aise dans l'arène militante, il devient en l'espace de trois mois le président de la Souris verte à Strasbourg. À la différence de Sophie/82/ex-PS, Xavier/18/Souris verte a, avec l'exemple paternel, une certaine familiarité avec l'engagement et le fonctionnement des associations.

Par conséquent, le rôle des événements politiques ne doit pas être écarté dans l'explication des comportements politiques des étudiants. L'étude des éléments explicatifs de la réaction des étudiants au résultat du premier tour de la présidentielle de 2002 – notamment la trajectoire biographique, l'effet générationnel, les propriétés socioculturelles, l'origine étrangère, la religion, la socialisation familiale à l'extrême droite – invite à replacer les événements au regard des prédispositions militantes. L'étude du rapport entre événement et entrée en militantisme ne peut pas faire l'économie d'une analyse de ce type. Cependant elle n'est pas la seule à considérer. Si l'héritage militant de Xavier/18/Souris verte est prégnant dans l'explication de son engagement, il n'en est pas tout à fait de même pour d'autres militants qui poursuivent leur engagement au-delà de l'événement (que ce soit suite à une élection ou une campagne électorale) (exemples de Alex/22/Souris verte, Jérémie/84/UDF, Lionel/9/RPR, Nicolas/51/UMP, Anthony/54/JE/UMP). La mère d'Alex est certes élue municipale d'une petite commune rurale, cependant elle n'a jamais adhéré à un parti. Les



parents de Jérémie, Lionel, Nicolas ou Anthony n'ont quant à eux jamais milité dans une organisation politique. Par ailleurs, les entrées en militantisme ne correspondent pas pour l'ensemble des militants à un événement politique. D'autres éléments de réponse se trouvent dans l'étude du contexte scolaire.

## **B. Un contexte d'études favorable**

L'étude des entrées en militantisme ne doit pas se limiter au contexte politique : « Il est des événements non politiques qui ont des effets politiques<sup>825</sup> ». Suivant cette perspective, plusieurs recherches renseignent sur le rôle structurant des réseaux interpersonnels qui conduisent à l'engagement<sup>826</sup>. Parmi les facteurs qui prédisposent à l'engagement pour une cause, la présence de militants de la cause parmi les relations amicales et personnelles est déterminante<sup>827</sup>. On doit dès lors analyser plus en détails le processus d'investissement des étudiants dans une organisation politique. Comment les militants entrent-ils en contact avec leur organisation ? Quel est le processus d'adhésion ? Comment deviennent-ils actifs ? Si quelques militants ont pris contact avec une organisation par téléphone ou par Internet – les nouveaux militants du 21 avril 2002 notamment –, pour la plupart l'adhésion est liée à la connaissance de militants et des rencontres, dont une partie sur le lieu d'études (1). Ces interactions activent alors les prédispositions militantes familiales d'une partie, mais d'une partie seulement, le contexte d'études étant aussi un lieu de politisation (2).

### **1. Le jeu des cercles sociaux**

Certains militants jouent le rôle « d'intermédiaires<sup>828</sup> » entre leur organisation et de nouveaux entrants. Les adhésions dépendent alors de la connaissance de militants<sup>829</sup> et de leur

---

<sup>825</sup> Lafont (Valérie), « Les jeunes militants du Front national... », art. cit., p. 176.

<sup>826</sup> McAdam (Doug), « Recruitment to High Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol.92, n°1, 1986, p. 64-90 ; McAdam (Doug), Paulsen (Ronnelle), « Specifying Relationship Between Social Ties and Activism », *American Journal of Sociology*, vol.99, n°3, 1993, p. 640-667 ; Passy (Florence), *L'Action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Droz, 1998 ; Sawicki (Frédéric), *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

<sup>827</sup> McAdam (Doug), *Freedom Summer*, op. cit.

<sup>828</sup> Voir Goffman (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne*, op. cit.

<sup>829</sup> Sur ce point, voir par exemple Agrikoliansky (Éric), *La Ligue française des droits de l'homme...*, op. cit. Chapitre 4, p. 191-224.

présence sur le lieu d'études<sup>830</sup>. Sur l'échantillon, ce sont les étudiants d'IEP et de droit qui affirment le plus connaître des militants (66% et 57%), au contraire de ceux en biologie, IUT génie civil, pharmacie, école d'ingénieur et mathématiques (entre 25% et 30%)<sup>831</sup>. Toujours est-il que sur les lieux d'études, les militants les plus actifs sont les syndicalistes étudiants (SUD, UNEF, UNI). Ils axent leurs actions sur les établissements d'enseignement supérieur, et recherchent la visibilité auprès des étudiants par l'usage de leur répertoire d'action (collage, tractage, intervention dans les amphis, signature de pétitions, etc.) avec, pour SUD et l'UNEF, une attention particulière portée aux étudiants des facultés de sciences humaines. Leur proximité supposée avec leurs revendications (manque de moyens, réévaluation des allocations d'études, etc.) motive cette stratégie, comme le précise François/1/UNEF/PS, alors trésorier de l'UNEF à Strasbourg : « On a un électorat traditionnel, qui sont les étudiants boursiers, les étudiants étrangers, plus les facs de sciences humaines puisque généralement y a pas de tunes dans les facs de sciences humaines, donc y a des problèmes, donc on a vocation à essayer de les résoudre ». L'électorat de l'UNEF étant concentré sur les facultés de sciences humaines, c'est principalement là qu'ils conduisent leurs actions.

Par les tractages et les permanences, les militants essayent d'informer, mais aussi de convaincre d'adhérer les sympathisants et autres militants potentiels. C'est parfois efficace. Par exemple, c'est en rencontrant des militants de l'UNI en train de tracter sur son lieu d'études que Philippe/13/UNI/UMP rejoint ce syndicat : « La première fois que je vois une distribution de tracts de l'UNI, je leur tombe dessus, dans les dix minutes je sors mon chéquier, je signe, je remplis le bulletin, je prends les tracts et je continue de tracter avec eux ». Le recrutement de l'UNEF<sup>832</sup> est de ce point de vue particulièrement rationalisé. Les militants sont régulièrement chargés de « faire des cartes » d'adhésion, comme se souvient Éric/40/ex-UNEF/LCR, ancien responsable de l'UNEF (ex UNEF-SE) :

« Nous on faisait faire des cartes. Chacun avait des cartes à faire, obligatoires. On les emmenait dans le hall, on faisait : « Regarde ». « Tu connais l'UNEF ? » C'était ça la phrase avec toutes les réactions possibles et imaginables, et comment réagir. Et le but c'était d'avoir sur le talon, le nom et le numéro de téléphone. Et ça, t'apprends... ça c'est extrêmement formateur, c'est le modèle Mao : « faut faire une affiche par jour, un tract par semaine, et deux-trois analyses par jour » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

---

<sup>830</sup> Concernant le jeu des cercles sociaux sur les entrées dans la vie associative, voir Becquet (Valérie), *Fondements et dimensions de la participation associative des étudiants à l'Université*, Thèse citée.

<sup>831</sup> Source : enquête n°1, n=801.

<sup>832</sup> Que ce soit l'UNEF, l'UNEF-ID, l'UNEF-RE ou SE.

Généralement peu mise en avant, l'activité de recrutement fait pourtant partie du militantisme. À l'UNEF, les campagnes d'adhésion ont surtout lieu au début des années universitaires. Les militants se postent à proximité des bureaux d'inscription des Universités – notamment celles de sciences humaines, quasiment jamais celles de droit –, et démarchent les étudiants pour qu'ils payent leur cotisation. Ce travail intensif d'adhésion, appelé « chaîne d'inscription » par les militants, est décrit de la manière suivante par Mansour/12/UNEF/PS, alors président de l'UNEF à Strasbourg : « T'as des gens qu'on recrute essentiellement sur les chaînes d'inscription au mois de septembre, on met des tables, on va voir les gens, on les fait s'asseoir, contre leur gré des fois et puis après ça devient des vrais militants ». Ce type d'action est plus précisément destinée à convaincre les nouveaux entrants à l'Université, comme le confie Éric/40/ex-UNEF/LCR :

« C'est toujours pareil. Une organisation syndicale recrute des gens qui arrivent dans le milieu. À la fac c'est simple. Quand tu es en position de syndicaliste, tu sais que tel jour c'est la rentrée des premières années, tu vas avec tes tracts, ton stock de cartes. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

Les actions de recrutement de l'UNEF ne portent pas uniquement sur les chaînes d'inscription. À l'approche des élections du CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires), si tous les syndicalistes étudiants recherchent des candidats issus des différentes cités universitaires, dans l'idée d'avoir une certaine représentativité, c'est particulièrement le cas à l'UNEF (voire à SUD), toujours en raison de la proximité de leurs prises de position avec les propriétés sociales des résidents des cités universitaires aux faibles ressources économiques. Le processus d'adhésion de Nadia/19/ex-UNEF est de ce point de vue éclairant :

« – Comment tu entres à l'UNEF-ID ? –

Par des connaissances, dont un qui est en DEA à l'IEP de Strasbourg qui monte un journal qui s'appelle « Cité campus », et qui était tiré à 50 000 exemplaires, donc c'était quand même un gros tirage, qui était distribué sur tout le campus universitaire. [...] J'avais écrit un article sur la pratique du ramadan chez de jeunes étudiants. Et il se trouve que là, étant résidente à la cité universitaire P., y a un des veilleurs de P., qui vient me voir et qui me dit : « j'ai vu que t'as écrit un article dans Cité campus, c'est vachement bien ce que t'as écrit, tu m'as l'air d'être assez active comme fille, moi voilà je monte une association pour les étudiants ». Moi je lui demande quoi comme. Il me dit : « en fait c'est une association qui est au niveau national, on est là pour défendre les étudiants. » (Nadia/19/ex-UNEF).

Suite à la rédaction d'un article sur le ramadan dans un journal étudiant, un militant de l'UNEF-ID la contacte à la cité universitaire où elle réside. Il lui propose de rejoindre l'UNEF-ID et de prendre place sur les listes pour les prochaines élections. C'est suite à ce contact qu'elle devient militante active. Sans cette interaction, elle n'y aurait pas adhéré.

L'UNEF se distingue par des actions de recrutement rationalisées, ce qui n'est pas le cas de toutes les organisations. Toutefois quelle que soit l'organisation, tous les militants effectuent, ce qu'on appellera, du prosélytisme. Dans chacune de leurs interventions, ils gardent à l'esprit le fait de sensibiliser, de convaincre et de recruter, ce qui paraît dans les propos de Mansour/12/UNEF/PS : « À un moment tu te dis que le fait de parler, ça peut toucher une ou deux personnes, et ces une ou deux personnes c'est peut-être des gens qui après viendront militer comme toi ». Par conséquent, l'efficacité de ce travail de prosélytisme explique aussi pourquoi certains étudiants adhèrent à une organisation plutôt qu'à une autre.

Le prosélytisme porte notamment sur l'entourage proche. Comme l'ont montré de précédentes recherches, le recrutement des mouvements sociaux procède le plus souvent de l'activation de réseaux amicaux, familiaux ou professionnels<sup>833</sup>. Les étudiants militants ne négligent pas les réseaux sociaux, que ce soit leurs camarades de classe, amis, ou membres de la famille. Cette mise à contribution des entourages amicaux et familiaux est patent pour un ensemble d'adhésions. Par exemple, Ludovic/23/UNI/UMP entre à l'UNI par l'intermédiaire d'un camarade de classe en droit, avant qu'il convainque à son tour Fabien/28/UNI, lui aussi ami rencontré à la faculté de droit. David/26/ex-UNEF commence à s'engager à l'UNEF-ID en complétant une liste pour des élections étudiantes : « Ça a commencé par une élection, mon engagement, tout simplement. Il manquait une personne pour se présenter à une élection à la fac de droit, parce qu'il y avait relativement peu de gens qui étaient engagés. On m'a demandé de remplir une liste ». Par conséquent, c'est en rendant service à des amis de la faculté de droit qu'il entame sa carrière militante. Politiquement moins visibles au sein des établissements, les militants partisans et associatifs ne sont pas pour autant inactifs en matière de prosélytisme. Vanda/32/UEJF, par exemple, adhère à l'UEJF en répondant à la sollicitation d'une de ses amies récemment élue à la tête du bureau de l'association. Ceux qui investissent pleinement leur rôle de militant se donnent même un nombre d'adhésions à accomplir parmi leurs camarades de classe, tels que Matthieu/3/MJS : « Il faut que je prenne contact avec les gens, mais aussi que je réfléchisse à comment faire en sorte que parmi ces cent, cent

---

<sup>833</sup> Passy (Florence), *L'action altruiste, op. cit.* ; Snow (David A.), Zurcher (Louis A.), Elkand-Olson (Sheldon), « Social Networks and Social Movements: a Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American sociological Review*, 45-5, 1980, p. 787-801.

cinquante personnes, il y en ait dix ou quinze qui prennent leur carte à la fin de l'année. C'est une démarche active permanente ». En début d'année scolaire, il souhaite persuader une dizaine d'élèves au sein de sa « promo » de Sciences Po de payer leur cotisation au MJS. En ayant fait adhérer plusieurs militants parmi ses proches, il bénéficie de soutiens à l'intérieur du MJS, favorisant par la suite sa prise de responsabilité en son sein. Il est effectivement fréquent que les adhésions d'amis ou de proches permettent de conquérir le leadership d'une section locale sachant que les effectifs y sont plus élevés. La mise à contribution des réseaux amicaux et familiaux explique aussi pourquoi les militants adhèrent à une organisation qui ne correspond pas forcément à leurs propriétés socioculturelles : si David/26/ex-UNEF, fils d'universitaire, rejoint l'UNEF plutôt que le MJS ou une association de défense des droits de l'homme, alors qu'ils partagent davantage les caractéristiques socioculturelles de leurs membres, c'est parce que ses amis sont à l'UNEF.

L'activité de prosélytisme a également lieu entre militants. Les actions communes (manifestations, débats, occupations de locaux, etc.) facilitent les rencontres avec des militants d'autres organisations, d'autant plus que, comme ce fut évoqué, ils sont nombreux à être multipositionnés. Ces interactions peuvent être à l'origine d'entrées en militantisme, et donc d'autres étapes des carrières militantes. Par exemple, lorsque Julie/4/Attac commence à s'intéresser à Attac, elle œuvre à l'AFEV :

*« – Comment tu as eu connaissance d'Attac ? Est-ce qu'on t'en a parlé ou c'est au fur et à mesure d'en entendre parler ? –*

Je faisais l'AFEV au Neuhof, le soutien scolaire aux gamins. Et là j'ai rencontré un étudiant en philo qui préparait l'agreg, qui est devenu le secrétaire actuel. Et à travers cette rencontre j'ai pu savoir où aller, quand aller pour m'engager à Attac. » (Julie/4/Attac).

C'est au cours d'une activité de soutien scolaire qu'elle rencontre un militant très actif à Attac. Un militant fait office d'intermédiaire. Autre exemple, Anna/69/Collectif anarchiste fait la connaissance de militants d'un collectif libertaire en partant manifester à Nice contre l'adoption du Traité de Nice en 1999 :

« Je suis partie à Nice pour manifester contre l'adoption de la charte européenne. À cette époque là, j'étais à Nanterre. Et pour partir j'avais entendu par un copain de M. que les libertaires de M. organisaient une opération train gratuit, donc j'ai décidé de partir avec eux. Et finalement quand je suis arrivée à Nice, j'ai fait les manifs avec eux et voilà. Et finalement en revenant à M. quand j'ai quitté

Paris, il me semblait tout naturel de rejoindre le collectif libertaire avec qui, par la suite, je suis partie à Gênes et Bruxelles. » (Anna/69/Collectif anarchiste).

Et lorsqu'elle vient habiter dans la ville dont sont originaires les membres de ce collectif, elle rejoint ce dernier après avoir quitté l'UNEF. Les interactions entre militants sont autant d'occasions d'effectuer du prosélytisme en essayant parfois de « débaucher », pour transposer une expression du secteur de l'emploi, des militants d'autres organisations. Il est vrai que par rapport à des étudiants non politisés, difficiles à captiver, les militants sont en général déjà convaincus de l'intérêt de militer. Ce type d'action a d'autant plus de chances de réussir que les militants présentent des propriétés proches.

Et les effets de ce type de prosélytisme se traduisent parfois en termes de changements d'organisation. La connaissance d'un acteur multipositionné contribue alors au passage d'une scène militante à une autre. Des militants jouent le rôle de pivot entre différents groupes<sup>834</sup>. Tel est le cas à l'UNEF, où plusieurs militants qui n'appartenaient pas au courant majoritaire entrent ensuite aux JCR<sup>835</sup>. En ne se trouvant pas sur la même ligne politique que « la majo », pour utiliser un terme indigène, ceux de « la mino » se réunissent autour des leaders de l'opposition interne au syndicat qui militent par ailleurs aux JCR et au CUVED. C'est là le résultat d'une combinaison entre des affinités électives et l'insertion dans des réseaux sociaux, comme pour Valentine/6/UNEF/JCR :

« – *Et au JCR, tu es entrée comment ?* –

Au JCR, c'est parce que c'est des gens que j'ai rencontrés dans le syndicat (l'UNEF). Je pensais la même chose qu'eux. Je me retrouvais dans leur discours en fait. Donc c'est comme ça que je suis venue à la première réunion. » (Valentine/6/UNEF/JCR).

C'est par l'intermédiaire de militants du courant minoritaire de l'UNEF qu'elle rejoint les JCR. Ces engagements correspondent à des accointances relationnelles et politiques. Les militants de l'UNEF qui intègrent les JCR ne trouvent pas à l'UNEF, les débats politiques et les mobilisations antiracistes qu'ils recherchaient en y entrant. D'autre part, en étant dans l'opposition, leurs perspectives d'action et d'évolution dans le syndicat demeurent réduites.

---

<sup>834</sup> Pour des observations en ce sens : Duriez (Hélène), « Modèles d'engagement... », art. cit.

<sup>835</sup> Ce type de recrutement est proche de celui de l'OCI *via* l'UNEF dans les années 1970, voir Yon (Karel), « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, 2005, p. 137-167, p. 163.

Sans les rencontres avec des militants, il n'est pas sûr que tous se seraient engagés, et que tous se seraient engagés au sein de la même organisation, comme le précise Mansour/12/UNEF/PS :

« Moi la première fois que j'ai vu l'UNEF, c'est des gens qui sont venus de Paris à la fac de médecine de Strasbourg, parce que la fac de médecine de Strasbourg c'est assez, un milieu assez interdit pour nous, et les camarades qui sont venus, ils m'ont distribué des tracts, j'ai pris les tracts, et si jamais ils étaient pas venus, peut-être qu'aujourd'hui je serais pas là. » (Mansour/12/UNEF/PS).

Il considère que s'il n'avait pas croisé les militants de l'UNEF sur son lieu d'études, il n'aurait probablement pas milité en son sein.

Les rencontres avec des militants sont décisives dans le processus d'entrée dans une organisation et dans l'orientation de la carrière militante. Ce serait néanmoins réducteur que de considérer les rencontres avec des militants comme s'effectuant uniquement sur le lieu d'études. Pour plusieurs enquêtés, elles ont également lieu dans le cercle amical en dehors de l'Université. Il convient à présent de comprendre pourquoi les entrées dans une organisation suite à des rencontres sont plus probables pour certains étudiants.

## **2. Des dispositions qui prennent sens et forme**

Le rôle des rencontres et des réseaux sociaux doit être mis en rapport avec les dispositions des militants, qu'elles soient héritées et/ou développées au cours de la scolarité.

Les processus de recrutement ont pour but d'enregistrer de nouvelles adhésions, mais aussi de détecter des militants potentiellement actifs, c'est-à-dire ceux dont les dispositions entrent en cohérence avec le discours et les arguments de l'organisation. Dès lors, les contacts établis suscitent l'intérêt d'étudiants déjà familiarisés avec le militantisme ou susceptibles de l'être, comme en témoigne Éric/40, ancien responsable de l'UNEF : « Tu essayes d'accrocher les gens qui te paraissent le plus compatibles avec ce que tu défends et le profil de ton organisation. Ta tâche de militant, c'est ça. Et d'essayer de faire rapidement des cartes pour les emmener avec toi, et aller plus loin ». Il a lui-même adhéré de la sorte :

« Je suis arrivé à la rentrée pour faire mon inscription, y avait plein de gens partout qui distribuaient des tracts. J'ai pris les uns et les autres. Y en a qui m'ont plus accroché que d'autres. Et voilà, j'étais déjà encarté ailleurs auparavant, quand quelqu'un me disait : « UNEF », je savais ce que c'était UNEF. C'était plus facile de discuter avec lui qu'avec les clubs Jean Moulin, les machins, et les trucs. Donc

moi, j'avais mon système de référence, l'UNEF était dedans, donc on a commencé à discuter ensemble. Et le rapport de force intellectuel s'est fait assez rapidement, il (le responsable de l'UNEF) a mis trois semaines à me faire adhérer, mais c'était gagné. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

Ancien militant aux JCR, le discours de l'UNEF proche du PCF (ex UNEF-SE) est compatible avec son « système de référence » politique, et son *background* militant.

Si par exemple à l'UNEF, nombreux sont ceux qui militent dès leur arrivée à l'Université (Adrien/34, Sébastien/68, Francis/76 ou Samson/77), c'est parce que le travail militant effectué sur « les chaînes d'inscriptions » est efficace, mais aussi parce que le discours sur la défense des droits sociaux interpellent les jeunes étudiants qui l'entendent en rapport avec leurs caractéristiques : une politisation assez élevée (avec un suivi régulier de l'actualité, un fort intérêt politique), une participation à des manifestations lycéennes, une aspiration à devenir fonctionnaire – enseignant surtout –, une socialisation politique à gauche (PS ou un peu plus à gauche), des parents anciens militants (notamment au sein de syndicats enseignants) ou tout du moins politisés. Sébastien/68, dont les parents politisés se situent à la gauche du PS, commente de la sorte son adhésion : « Quand je suis arrivé à la fac, je suis tombé directement sur le stand de l'UNEF, c'était début septembre, où évidemment on me parlait de l'UNEF, du syndicat étudiant, des prises de position face à des questions de société et tout ça. Donc moi, ça me paraissait tout à fait normal, donc j'ai adhéré comme ça naturellement ». Son entrée à l'UNEF va de soi en s'accordant avec ses opinions politiques et son rapport à la politique. Pour reprendre quelques cas présentés précédemment, si Nadia/19 rejoint l'UNEF-ID, c'est parce que le discours et les arguments mis en avant (défendre les étudiants), concorde avec sa socialisation à gauche et l'engagement de son père à la CGT :

« Moi je suis assez sensible à ce discours, parce que si on veut c'est par rapport à mon père, c'est un syndicaliste CGT depuis le début des années 70. Donc on a toujours vu ça à la maison, mon père militait, il milite autant trente ans après, il démerite pas, donc syndicaliste devant l'éternel, syndicaliste CGT. Le premier mai à aller chanter l'Internationale, donc voilà des choses qui restent. Alors au bout d'un moment je lui dis : « c'est quoi ton association ? » Il me dit : « ça s'appelle l'UNEF-ID ». Je dis : « mais c'est quoi ? » Mais moi je savais absolument pas ce que c'était. Alors il m'explique *grosso modo* le sigle, Union nationale des étudiants de France indépendante et démocratique. « Mais c'est une association qui fait quoi ? » « On est là pour les étudiants, pour défendre les étudiants, on organise une réunion, si tu veux bien venir pour voter, ça serait bien, et même si tu veux accepter d'être membre de l'association ça serait très bien. » Alors en deux semaines, je suis catapultée secrétaire générale de l'UNEF-ID Strasbourg, sans savoir trop de quoi il en retourne. » (Nadia/19/ex-UNEF).



Elle adhère à l'UNEF-ID, non pas parce qu'elle connaît cette organisation et son positionnement dans l'espace politique, mais parce que le discours sur la défense des intérêts des étudiants fait écho au discours de son père, militant CGT. Toujours à l'UNEF-ID, l'engagement de David/26 renvoie également à sa culture politique familiale :

« J'étais déjà politisé depuis longtemps, parce que c'est la culture familiale tout simplement. Donc j'avais pas d'*a priori* du tout, d'*a priori* négatif, c'était quelque chose dont j'avais envie avant que ça se présente. Bon il se trouve que quand ça s'est présenté, je connaissais tout simplement des gens qui étaient dans un syndicat étudiant. C'était l'UNEF-ID. Du point de vue des idées défendues, ce sont des choses dont je me suis senti proche. » (David/26/ex-UNEF).

L'opportunité de rejoindre l'UNEF-ID ne fait qu'activer ses dispositions. Le militantisme fait partie, pour lui, des possibles. Parfois, il s'agit même d'une reproduction des comportements des parents, quand ils sont ou ont été militants dans la même organisation. À noter que ces observations ne concernent pas que les militants de l'UNEF, mais aussi ceux d'autres organisations.

L'entrée en militantisme suite à la rencontre de militants n'est pas toujours due à une activation de dispositions héritées au sein de la famille ou développées lors d'une expérience militante antérieure, mais aussi à l'entrecroisement de plusieurs facteurs en grande partie liés à la carrière scolaire et au contexte d'études. Par exemple Adrien/34/UNEF/PS, dont les parents sont de gauche, assez politisés mais non militants, raconte son adhésion :

« – Ça s'est passé comment ? Vous vous êtes rendu à l'UNEF ? –

Disons qu'au début de l'année, il y a eu des tables qui ont été faites par l'UNEF, qui permettaient une certaine lisibilité au niveau des inscriptions, et des facilités pour les démarches administratives sur la faculté. Et j'ai discuté avec un représentant de l'UNEF qui était un peu sur la même longueur d'ondes que moi, qui voyait certaines choses, donc c'était une adéquation au niveau idéologique, et engager... y a vraiment des actions qui sont faites et c'est au quotidien, c'est vraiment ça qui m'intéressait. **Parce que la réflexion, je l'ai eue au lycée, j'ai eu le temps de réfléchir sur ce qui se passait, notamment vu que je sors d'un bac économique et social**, ce qui m'a permis d'avoir une certaine réflexion sur l'économie et sur la société. Donc après j'avais plus qu'à faire un choix sur ce qui était disponible. » (Adrien/34/UNEF/PS).

Si le discours de l'UNEF est cohérent avec sa socialisation politique, intervient également son parcours scolaire qui lui a permis d'acquérir des éléments de compréhension de la société. Mais outre l'effet de la scolarité qui, comme on l'a abordé, peut favoriser

l'acquisition de dispositions à la politisation, les adhésions à des organisations politiques sont à rapprocher de l'influence du groupe des pairs. C'est principalement le cas des étudiants qui se trouvent dans un environnement scolaire et amical politisé. La scolarisation au sein de filières où la politisation est une norme (IEP, droit), que ce soit par les enseignements ou les discussions entre élèves, crée des conditions favorables à l'engagement. Le contexte d'études active les prédispositions. Il permet également de développer des connaissances politiques qui peuvent, avec l'intervention du groupe des pairs, conduire à l'engagement.

Le processus d'adhésion de Nicolas/51/UMP et Olivier/22/PS – ils sont tous les deux amis et se sont rencontrés en faculté de droit –, rend particulièrement compte de l'impact du contexte d'études et du groupe des pairs. Tous deux s'intéressent à la politique et à l'actualité (lecture de quotidiens, suivi du journal télévisé), ce qui n'est pas sans rapport avec leur socialisation politique au sein de leur famille, que ce soit pour Olivier dont la familiarisation avec la politique s'est effectuée très tôt avec son grand-père ou Nicolas, lui aussi pour partie socialisé par ses grands-parents :

« Beaucoup, beaucoup d'échanges avec mes grands-parents d'une manière générale, sur la guerre, sur un certain nombre de choses qui moi me passionnaient, donc un intérêt vif pour l'histoire, pour la société. C'est clair que la sphère familiale a été un terrain tout à fait privilégié pour s'intéresser à la chose publique. » (Nicolas/51/UMP).

Dotés de dispositions à l'intérêt pour la politique, au débat d'idées et au suivi de l'actualité, Nicolas et Olivier ne sont pourtant pas issus de familles de militants. En fait, leurs engagements respectifs sont à mettre en rapport avec leur politisation par le contexte d'études. La préparation du concours de Sciences Po pour Nicolas, une année dans un IEP pour Olivier, puis l'entrée dans une communauté étudiante politisée et certains enseignements de la faculté de droit (droit constitutionnel, sociologie politique, etc.), éveillent leur curiosité et leur esprit critique s'agissant de l'actualité et du champ politique, renforcent leurs connaissances, et transforment leur manière d'appréhender l'action politique. Olivier explique ainsi :

« – *Pourquoi cette envie, pourquoi à ce moment ?* –

Je sais pas, à force de plus en plus en parler avec des potes, à force de lire de plus en plus les journaux, à force d'évoluer dans le droit aussi t'as des notions... J'avais pris des options d'histoire, de sociologie, des trucs d'économie, c'est tout un ensemble de choses qui m'ont fait plus réfléchir. » (Olivier/22/PS).

Les discussions avec les pairs, la lecture de quotidiens, et les enseignements de la faculté de droit, participent à sa socialisation politique. Dans ce contexte scolaire où la politisation est une norme, et où Nicolas et Olivier discutent et débattent de plus en plus à propos d'idées et d'événements politiques, certains de leurs camarades adhèrent à des partis, comme l'évoque Nicolas :

« Je sors du lycée, je crois pas qu'à 17 ans, je sois... On discutait avec mes parents tout ça, mais l'arène politique en tant que telle ne m'intéressait pas. Je m'intéressais aux politiques publiques, mais on sait pas encore que c'est ça, aux choix qui sont faits par les gouvernements, etc. Mais les choix gauche/droite, RPR, UDF, PS, je m'intéressais pas trop. Et c'est en préparant le concours d'entrée à Sciences Po que ça m'a beaucoup plus intéressé. Là, j'ai eu un regard neuf, un regard mieux documenté, plus averti, une lecture plus critique de l'actualité qui m'a beaucoup aidé. Puis après, je suis pas rentré à Sciences Po, mais à la fac de droit, c'est pareil grand intérêt pour les matières périphériques de la fac de droit, c'est-à-dire science politique, ce genre de matière, déjà un très grand intérêt pour ça à l'époque. Et je pense que ça, ça a été un catalyseur de l'investissement, clairement. [...] **Ça m'intéressait, c'était une première raison, un intérêt croissant pour la politique, et l'autre raison, c'était parce que j'avais des amis personnels qui y étaient**, qui m'ont dit que c'était une enceinte de débats, de discussions, d'apprentissage de la vie publique qui était tout à fait intéressante. [...] J'avais un copain avec qui j'étais au lycée, qui était en droit avec moi après, et qui a adhéré là-bas (au RPR) avec une autre amie avec qui on était au lycée, qui ont adhéré là-bas, qui me disaient que ça se passait très bien. Parallèlement à ça, j'avais un excellent ami, avec qui j'ai commencé mes études de droit qui, à peu près à la même époque, a commencé à militer pour l'autre côté, au MJS. Donc un certain nombre de circonstances ont été réunies qui ont fait que, oui dans mes contacts privilégiés, je dirais même plus quotidiens, j'avais de plus en plus de gens qui s'investissaient dans des mouvements politiques. **C'est vrai que bon forcément il y avait aucune... on se sent pas obligé, il y avait pas du tout... mais on se dit : « pourquoi pas », quand on les voit revenir avec des débats, des idées, des nouvelles notions, une nouvelle manière de voir les choses.** » (Nicolas/51/UMP).

Pour Nicolas, c'est précisément la combinaison entre son intérêt croissant et l'adhésion de certains amis du lycée et de la faculté de droit à divers partis qui fait entrer l'engagement dans son espace des possibles. Le militantisme est devenu plus proche, plus familier.

Si le cas d'Olivier est semblable, il apparaît différent sur un point : la plupart de ses amis (dont Nicolas) sont de droite. Il se trouve en dissonance par rapport à sa socialisation politique primaire. Contrairement à d'autres étudiants, le contexte scolaire n'entraîne pas une modification de ses opinions politiques. Du fait de sa socialisation familiale primaire solidement ancrée à gauche, un basculement à droite n'est pas envisageable. La fidélité à son

grand-père ne semble pas permettre un tel changement. Il faut dire que le vote à gauche, associé à son identification religieuse n'est pas non plus sans avantage. Il lui permet de tenir un rôle particulier dans son groupe d'amis, celui de l'étudiant protestant de gauche :

*« – Tu m'as dit qu'en droit, tu avais des amis qui étaient pas mal politisés. Je suppose que tu discutais pas mal avec tes camarades de classe ? –*

Oui. Globalement, ils étaient tous de droite... J'avais des positions marginales en droit, c'est toujours comme ça que je l'ai ressenti, on n'était carrément pas nombreux.

*– Et ça t'a posé un problème ? –*

Aucun, ça me faisait marrer, parce qu'ils étaient tous à me tomber dessus. Ça tournait très vite court, parce qu'il y avait pas moyen de se convaincre mutuellement, donc ça n'avait pas beaucoup d'intérêt, c'était plus pour échanger des opinions. Des fois ça tournait à la guerre de religion, avec Cédric, un ultra-catho, je sortais ma croix en cours : « salut papiste, salut parpaillot ». Et on discutait religion, machin. Mais la plupart de mes potes sont de droite. » (Olivier/22/PS).

Cette prise de rôle ne lui déplait pas car elle lui permet de se singulariser. Le contexte scolaire a d'autres effets sur son rapport à la politique. Son intérêt pour l'Europe : certains enseignements et le contact avec des étudiants Erasmus l'incitent à effectuer un stage au Parlement européen, puis une année Erasmus en Irlande, ce qui l'oriente assez logiquement vers un DESS « Politiques publiques en Europe ». Les enseignements et le groupe des pairs renforcent ensuite sa politisation : il discute de plus en plus de politique, s'y intéresse toujours plus, et suit très régulièrement l'actualité. Enfin, comme pour Nicolas, le contexte d'études constitue un des facteurs qui l'amène à adhérer à un parti politique (au PS).

Pour des étudiants non dotés de prédispositions militantes mais d'un intérêt politique, un contexte scolaire et amical dans lequel la politisation et l'engagement sont de l'ordre du possible – voire des normes –, peut les décider à adhérer.

En conclusion, cette partie permet de comprendre le rôle du contexte politique et du contexte scolaire sur les entrées en militantisme. Des événements politiques, des interactions avec des militants, des réseaux sociaux et la scolarisation au sein d'une filière où la politisation est une norme, expliquent le militantisme de nombreux étudiants qui y sont disposés et le type d'organisation choisie. Si l'étude du moment de l'engagement en rapport avec les contextes traversés est importante, on ne doit pas occulter la séquence de la carrière étudiante<sup>836</sup>.

---

<sup>836</sup> Sur les limites d'une étude sur les seuls passages à l'acte militant, Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales », art. cit., notamment la note 107, p. 211-212.

## II. Déplacements scolaires et sociaux

Pour comprendre le déroulement des carrières militantes des étudiants, il est important de s'intéresser aux contextes politique et scolaire mais aussi aux seuils, aux temps de passage, et aux points de bascule. Les carrières étudiantes comportent différentes étapes qui renvoient chacune à une variété d'implicites. Par exemple à l'entrée dans le supérieur, les étudiants se métamorphosent au contact de l'Université et des autres étudiants<sup>837</sup> ; ou encore en cas de redoublement, ils décident d'agir sur eux-mêmes<sup>838</sup>. Le point commun de ces étapes est de constituer des phases de rupture<sup>839</sup>. L'entrée à l'Université, les réorientations scolaires, les échecs, bref les divers changements de configuration scolaire, amènent les étudiants à se questionner voire à douter. Et à la suite de E. Hugues, on connaît le rôle des transitions statutaires dans le processus de définition de l'identité individuelle<sup>840</sup>. Certaines étapes de la carrière étudiante suscitent des pertes de repères, des crises identitaires et des réorganisations identitaires. Concernant le militantisme, É. Agrikoliansky montre bien que si l'adhésion à la Ligue de droits de l'homme constitue une expérience restructurante, c'est parce qu'« elle intervient à une étape spécifique de la trajectoire de vie, surgissant souvent dans les interstices qu'ouvrent dans une biographie les moments de rupture ou de réorientation professionnelle et familiale<sup>841</sup> ». En conséquence, il s'agit d'étudier l'action de la carrière étudiante sur le déroulement de la carrière militante, notamment l'entrée en militantisme ou dans une phase d'activité plus intense. En quoi les étapes des carrières étudiantes influencent-elles une nouvelle séquence de la carrière militante ? Quels sont les effets des modifications de la carrière étudiante ? Quel est le processus à l'œuvre ? Que représente le militantisme au regard du déroulement de la scolarité et du sens donné aux études ?

Les ruptures consécutives à des étapes scolaires facilitent l'investissement politique d'étudiants dotés de dispositions favorables. À certains moments des carrières étudiantes, le militantisme répond à des situations de crise identitaire, car il correspond à des opportunités de sociabilité et à des prises de rôle dans l'arène étudiante. Des insatisfactions liées à la

---

<sup>837</sup> Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>838</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>839</sup> Pour l'étape d'entrée à l'Université, Alain Coulon illustre bien cette phase de rupture avec l'état précédent, *Le métier d'étudiant*, *op. cit.*

<sup>840</sup> Hugues (Everett C.), *Le regard sociologique. Essais choisis*, Éditions de l'EHESS, 1996.

<sup>841</sup> Agrikoliansky (Éric), *La Ligue française des droits de l'homme...*, *op. cit.*, p. 257.

promotion culturelle ainsi que des difficultés d'accès aux positions scolaires espérées sont également à l'origine de l'engagement de nombreux militants. Après avoir envisagé le militantisme comme réponse aux contraintes scolaires de mobilité (A), nous développerons l'engagement suite à des positions scolaires en porte-à-faux (B).

### **A. Une réponse aux contraintes de la mobilité étudiante**

Les changements de configuration scolaire et sociale représentent des phases interstitielles de la vie sociale au cours desquelles les étudiants, en position d'extériorité à l'institution scolaire, cherchent à s'intégrer et à s'insérer dans de nouveaux réseaux sociaux. Contrainte de la carrière étudiante, la mobilité s'apparente à un moment de crise. Les rétributions du militantisme permettent d'y faire face.

#### **1. Mobilité scolaire et mobilité géographique**

Les étudiants militants sont nombreux à adhérer à une organisation militante suite à une mobilité scolaire et/ou géographique (deux militants du corpus sur trois)<sup>842</sup>.

Une majorité d'étudiants entre en militantisme après un *déplacement dans l'espace scolaire* (un militant du corpus sur deux) : entrée dans le supérieur (un peu plus d'un sur trois) ou changement d'institution scolaire en cours de scolarité (un sur sept)<sup>843</sup>. Une partie d'entre eux rejoignent une organisation dans les mois qui suivent leur première inscription dans le supérieur<sup>844</sup> – les primo militants et ceux avec une précédente expérience militante, ont tous adhéré sur leur lieu d'études ou par l'intermédiaire de militants rencontrés dans l'arène étudiante. Pour ceux déjà engagés au lycée, le militantisme est une activité constitutive de leur identité, « une activité qui est devenue étroitement attachée à leur identité sociale, à l'organisation quotidienne de leur temps et à l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes<sup>845</sup> ». Ils y sont socialisés, et y ont déjà consacré du temps et de l'énergie. Dès lors, à l'entrée dans une nouvelle arène – Université, IEP, École –, ils se tournent « naturellement », pour reprendre l'expression de plusieurs enquêtés, vers les organisations compatibles avec leur positionnement politique. Militer constitue une forme de réflexe, et s'inscrit dans une

---

<sup>842</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>843</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>844</sup> Ces observations vont dans le sens des enquêtes sur les membres d'associations étudiantes : Becquet (Valérie), *Fondements et dimensions de la participation associative des étudiants à l'Université*, Thèse citée.

<sup>845</sup> Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée, p. 680.

continuité. Si à leur entrée à l'Université, plusieurs militants inscrits au lycée dans une section jeune d'un parti – quasiment tous à gauche dans l'échantillon (MJS, JCR) – poursuivent leur engagement au sein de la même organisation, la plupart adhèrent à un syndicat étudiant. Illustration des liens entre carrière militante et carrière étudiante, ils se dirigent vers des organisations plus en rapport avec leur contexte d'action (le contexte étudiant) et leur position scolaire. Les ex syndicalistes lycéens (UNL, FIDL) désirent généralement retrouver la même ferveur à SUD-étudiant ou à l'UNEF, tels Matthieu/3/MJS : « L'année dernière, j'ai fait l'UNEF-ID. Parce que je sortais du syndicalisme lycéen qui est une espèce de paradis dans la mesure où c'est du vrai syndicalisme, tout est à reconstruire parce qu'il y a un *turn-over* très rapide entre les générations, et qu'on part plus ou moins de zéro à chaque fois, que c'est quelque chose d'assez peu développé en France ». En souhaitant poursuivre l'expérience enchantée du syndicalisme lycéen, ce militant s'est tourné vers l'UNEF. Outre les anciens syndicalistes lycéens, plusieurs membres du MJS rejoignent l'UNEF, que ce soit dans le but d'expérimenter un nouveau type de militantisme, ou de respecter les statuts de leur parti qui invitent ses militants à se syndiquer, comme Érika/44/MJS : « Les statuts du parti disent qu'il faut aussi être dans un syndicat ou être syndiqué, donc je me suis dit : « je vais le faire ». ».

Dotés d'une expérience politique, les étudiants militants effectuent leur choix parmi les possibilités qui s'offrent à eux, et gagnent l'organisation la plus conforme à leur positionnement politique et scolaire. Par exemple, ceux des JCR se doivent « d'intervenir dans leur milieu », pour reprendre le terme de Patrick/67ex-UNEF/LCR, ancien militant des JCR et de l'UNEF, et dès lors d'inscrire leur action politique sur leur lieu d'études :

« Nous, on n'a pas de religion. Donc, on voit ce qui nous semble le plus efficace et le plus pertinent pour intervenir dans notre milieu. Donc ça peut être l'UNEF-ID dans certaines Universités, ça peut être l'UNEF-SE, ça peut être SUD-étudiant maintenant. Donc c'est vraiment un truc très ouvert. Y a pas de sectarisme anti-syndical par rapport à telle organisation ou telle autre. » (Patrick/67/ex-UNEF/LCR).

Ceux-ci investissent alors l'organisation, à leurs yeux, la plus efficace et la plus en phase politiquement avec les JCR, le tout étant de ne pas confondre les deux engagements :

« On faisait les JCR et l'UNEF en essayant de ne pas confondre, de ne pas transformer l'UNEF en succursale des JCR, ou que l'UNEF soit une base arrière de chaire à canon pour les JCR. Donc c'était un exercice, un apprentissage, mais on avait déjà le mauvais modèle du MJS et de l'UNEF-ID qui a instrumentalisé cet outil là, ou de la Jeunesse communiste, de l'USC qui instrumentalisait l'UNEF-SE.

On a essayé de faire une séparation des rôles, et des tâches, et du niveau de conscience, et du niveau de réflexion. » (Patrick/67/ex-UNEF/LCR).

Pour les étudiants multipositionnés dans au moins deux organisations, le piège est effectivement que l'on juxtapose leurs adhésions. En conséquence, certains militants s'attachent à éviter l'imbrication de leurs engagements afin de ne pas nuire à leur action dans l'arène étudiante. Une partie donne alors le primat à l'action syndicale en maintenant une certaine distance avec l'autre organisation. Mais, si l'activité syndicale prend le dessus pour ceux-ci, d'autres l'abandonnent progressivement, car peu en phase avec leurs attentes. C'est notamment le cas de militants MJS en même temps à l'UNEF qui ne se retrouvent pas dans la ligne politique du syndicat, comme Érika/44/MJS :

« – T'as arrêté parce que ça ne t'intéressait pas ? –

C'était moins mon truc, ça m'intéressait moins. En plus, c'était plus le terrain en fait, la chasse gardée de...

– La Gauche socialiste ? –

Voilà. » (Erika/44/MJS).

C'est là, la manifestation d'une différence de positionnement au sein du PS, l'UNEF étant à ce moment là proche de la Gauche socialiste, le MJS d'un autre courant (Nouvelle gauche).

Outre les primo entrants dans le supérieur, d'autres étapes de la carrière étudiante qui se rapportent à un processus de mobilité scolaire sont favorables à l'engagement : le changement d'institution scolaire (un militant sur sept) et l'accès à un cycle d'études supérieur (deuxième ou troisième cycle) (entre un sur quatre et un sur cinq)<sup>846</sup>. Plusieurs étudiants s'investissent à des moments où ils bénéficient d'un temps accru par rapport à leur situation scolaire antérieure : entrée à l'Université, passage dans un cycle d'études supérieur, réorientation. L'engagement concorde avec une « disponibilité biographique<sup>847</sup> » et la fin d'une période d'études éprouvante<sup>848</sup>. La disponibilité est en cela un élément favorable au

---

<sup>846</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>847</sup> McAdam (Doug), Paulsen (Ronnelle), « Specifying Relationship... », art. cit.

<sup>848</sup> Sur la concurrence qui oppose les investissements militants aux autres investissements sociaux, notamment amoureux, familiaux, scolaires, professionnels ou de loisirs, voir Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », art. cit., p. 180.



militantisme actif des étudiants, qui est souvent synonyme d'investissement en temps<sup>849</sup>. L'inscription dans une filière aux contraintes temporelles moins élevées, ainsi que le passage dans un cycle supérieur et/ou du cap d'une sélection, correspondent fréquemment à un gain de temps et à une diminution de la pression scolaire. Précisons que les étudiants qui disposent de temps libre sont ceux qui ont peu d'heures de cours et de TD-TP, et relativement peu de travail personnel. C'est-à-dire ceux qui étudient à l'Université (hormis en médecine et pharmacie), voire ceux avec de nombreuses heures de cours et de TD-TP et relativement peu d'heures de travail personnel, que l'on retrouve en IUT et STS<sup>850</sup>. À ces deux catégories, se joignent les étudiants avancés (préparation de concours, troisième cycle) qui ont peu ou pas de cours, et ceux qui, en ayant passé le barrage d'une classe ou année préparatoire (math sup, prépa HEC, première année d'IEP, de médecine ou pharmacie), jouissent d'un temps accru et de conditions d'études plus relâchées. En revanche, engagés dans une concurrence intense et une lutte contre le temps, les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles ou des cycles préparatoires n'ont que peu de temps à consacrer à des loisirs et au militantisme. Et c'est en raison de ces contraintes scolaires que plusieurs militants n'ont pas commencé à s'investir plus tôt dans le militantisme. C'est alors qu'il est en licence avec moins d'heures de cours que Denis/80/CUVED adhère à une association contre l'extrême droite : « Comme j'avais un peu moins de cours en licence, je me suis dit que ça serait pas mal de bouger un peu ». Assez proche est le cas de Mansour/12/UNEF/PS qui débute à l'UNEF après ses trois premières années de médecine : « J'ai réellement commencé à militer en 2000 en fait, puisque j'étais pris par mes études ». De même, Alex/22/Souris verte entre à la Souris verte après deux années de prépa vétérinaire : « – *Et c'est vraiment à partir de la licence que t'as commencé à aller voir ?* – Parce que j'avais le temps, parce que j'étais étudiant et non plus stakhanoviste de la classe prépa, j'avais du temps, et plus d'infos ». Quant à Marc/39/PS, il rejoint le PS et une association de doctorants au début de sa thèse : « Jusqu'à cette époque là, j'avais beaucoup investi sur mes études, donc j'ai très peu participé à la vie associative et publique. Ça a commencé quand je suis arrivé à Strasbourg en 97, quand je suis arrivé à Strasbourg, en septembre 97 pour faire ma thèse. Avant j'avais fait tout mon cursus à Paris. Et donc, finalement, le fait de partir, le fait d'être en thèse, là du coup je me suis plus investi ». Le début de sa carrière militante concorde avec une nouvelle étape de sa carrière étudiante (le

---

<sup>849</sup> Pour un parallèle auprès d'une population différente, voir l'effet de la disponibilité des fondateurs de MSF : Siméant (Johanna), « 1968-1976. Le « coup » des fondateurs » (chapitre 1), in Dauvin (Pascal), Siméant (Johanna) et C.A.H.I.E.R., *Le travail humanitaire...*, op. cit., p. 50.

<sup>850</sup> On reprend là les catégories élaborées par B. Lahire : *Les manières d'étudier*, op. cit., p. 20-21.

doctorat), étape qui lui apparaît moins stressante que les précédentes (entrée à l'ÉNS et concours de l'agrégation).

Pour les étudiants qui ressentent un vide après avoir terminé un cycle d'études, disposent de temps, et sont moins soumis à la pression scolaire, l'engagement s'apparente à une forme de compensation. Cette configuration se retrouve auprès de Victor/38/ex-JE/UMP qui, en 2002, rejoint l'UEM (Union en Mouvement), devenue l'UMP. S'il commence à y militer, c'est parce qu'il rencontre son président dans un café politique :

« J'ai rencontré Renaud Dutreil dans un café politique qui était organisé par des jeunes UDF à Paris. Renaud Dutreil était déjà chiraquien et président de l'Union en Mouvement. Comme on s'est retrouvés à cinq autour de la table, on a discuté à fond. L'échange s'est très bien passé. On s'est revus, il m'a proposé de me faire rentrer au conseil politique. J'étais un peu vierge d'engagement politique, vu que j'arrêtais les Jeunes européens. Puis, je me suis dit : « pourquoi pas ». » (Victor/38/ex-JE/UMP).

Il s'intéresse alors à la campagne de l'UMP pour la présidentielle de 2002. Mais c'est l'analyse de sa carrière étudiante qui permet de comprendre un peu mieux pourquoi il se rend à ce café politique et accepte la proposition de R. Dutreil. En 2001/2002, il bénéficie de temps, ses contraintes scolaires sont moins fortes. Il prépare le concours d'avocat sans grande conviction, notamment après avoir effectué un stage de quelques mois, stage qu'il a écourté par manque d'intérêt. Il se trouve de ce fait dans une phase de questionnement quant à son avenir, et devant un dilemme : devenir avocat ou entamer une carrière européenne. Cette période coïncide avec l'arrêt de son engagement associatif aux Jeunes européens et la fin de son cursus d'études juridiques marqué par l'obtention d'un DEA en droit communautaire. Après une année intense pendant son DEA et son mandat de président des JE (« j'ai passé une année terrible »), il ressent un vide qu'il comble avec l'investissement à l'UEM, puis à l'UMP.

Le cas de Nils/60/PS est assez proche. Il adhère au PS au tout début de l'année 2000, juste après avoir terminé l'IEP. Se situant dans une année intermédiaire, il s'inscrit à un diplôme sur les questions européennes à l'Institut des Hautes Études européennes de Strasbourg :

« J'avais envie de faire de l'Europe. J'avais envie d'étudier l'Europe pendant une année. Je trouvais que dans le contenu du diplôme c'était vraiment ce que j'avais envie de faire. Et je sais que c'était pas tout à fait dans un cursus classique après Sciences Po SP (service public). Mais je m'étais aussi dit que j'avais pas fait d'année à l'étranger. Et cette année, c'était une année un peu à part, qui me donnait quand

même un diplôme, qui me donnait quand même une autre formation, mais que j'envisageais comme une année un peu plus cool que je m'accordais en plus du cursus classique ». (Nils/60/PS).

Il aspire à étudier les questions européennes, passer une année plus tranquille, et rester à Strasbourg avec sa copine : « J'avais une copine qui était polonaise, et qui devait faire Sciences Po en trois ans, elle pouvait pas partir à l'étranger. Et donc, je suis aussi resté à Strasbourg parce qu'elle restait à Strasbourg. C'est aussi bête que ça ». Mais, les trajectoires biographiques sont aussi faites d'événements non prévus, il rompt avec sa copine :

« Avant que je me décide, je voulais d'abord savoir ce que j'allais faire. Si je bougeais, je me disais : « je ne vais pas adhérer si je bouge dans trois mois et que je fasse un diplôme ailleurs en Europe ». Et c'est vrai que quand j'ai su que j'allais rester à Strasbourg, j'ai pris ma carte. J'ai pris ma décision à un moment de m'engager, j'ai pris ma carte, je suis allé à une réunion de section, j'ai rempli le coupon quand j'ai su que j'allais rester sur Strasbourg. Ça faisait partie de ma décision, qui a aussi faite effectivement que j'avais plus de temps à moi, parce que j'avais plus la copine polonaise en question (rire) et donc je me suis dit : « c'est le moment ». (Nils/60/PS).

De ce fait, son engagement politique a lieu dans une configuration particulière. Il se trouve dans une année intermédiaire au cours de laquelle il est disponible, d'autant plus que la rupture avec sa petite amie lui accorde un surcroît de temps, et lui donne quelques regrets de ne pas être parti à l'étranger. Son adhésion au PS peut être interprétée comme une compensation du vide laissé par l'IEP et sa déception amoureuse, le tout combiné avec un intérêt croissant pour la politique dû à son cursus en sciences politiques. Ces étudiants ont moins de pression scolaire, moins à prouver à leurs parents. Ils ont, pour reprendre l'expression d'un militant, « assuré le minimum ». La carrière militante dépend pour ceux-ci du déroulement de leur carrière étudiante.

Les changements de configuration scolaire s'accompagnent le plus souvent de *déplacements géographiques*<sup>851</sup>, que représentent les départs pour une ville universitaire, soit pour entamer des études supérieures, soit pour les poursuivre dans une université à l'offre de formation plus élevée qu'au sein « des antennes régionales<sup>852</sup> ». Nombreux sont les militants qui adhèrent à une organisation non seulement à leur entrée dans le supérieur, mais aussi suite

---

<sup>851</sup> Cet élément est signalé par É. Agrikoliansky à propos des départs à la retraite des « ligueurs » : *La Ligue française des droits de l'homme...*, *op. cit.*, p. 258.

<sup>852</sup> Sur les antennes régionales : Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, *op. cit.*

à un déplacement géographique (un sur trois)<sup>853</sup> – ces deux événements étant fréquemment corrélés. Tels sont les exemples de Victor/38/ex-JE/UMP, originaire du Var, et d'Émilie/56/JE, originaire de Franche-Comté, qui rejoignent chacun les Jeunes européens peu de temps après leur arrivée à Paris pour l'un, à Strasbourg pour l'autre. Ce moment d'adhésion est très fréquent pour les militants de l'UNEF à Strasbourg (François/1, originaire du sud de la France, Francis/76 et Sébastien/68 de Mulhouse, Samson/77 de Franche-Comté, etc.). Cependant, en dehors de l'entrée dans le supérieur, les déplacements géographiques apparaissent comme des facteurs favorables à l'engagement (près d'un militant du corpus sur cinq adhère suite à un déplacement géographique qui n'est pas dû à l'entrée en première année)<sup>854</sup>. En fait, plus que le passage dans un cycle d'étude supérieur, c'est le changement de configuration scolaire et sociale qui doit être mis en avant. Par exemple, c'est peu de temps après leur arrivée à Strasbourg que Tom/24, originaire de l'Ouest de la France, adhère au PS ; Bastien/2, natif de Lyon, à Attac ; Alex/22, originaire des Vosges, à la Souris verte ; Marc/39, venu de la région parisienne, au PS et à une association de doctorants. Les motifs des déménagements sont toujours scolaires : Tom/24 souhaite effectuer deux maîtrises spécialisées sur les questions européennes, l'une en droit, l'autre en science politique, Bastien/2 une école d'ingénieur, Alex/22 une licence de biochimie, Marc/39 un doctorat en droit communautaire. Ce dernier remarque d'ailleurs cette correspondance : « C'est vrai que c'est la thèse, le fait de venir ici (à Strasbourg), tout ça... et l'engagement politique ont coïncidé ». Les engagements suite à des déplacements géographiques sont assez fréquents. L'accès des étudiants à une offre militante plus élevée peut l'expliquer (la moitié des militants interrogés ont adhéré à une organisation politique suite à l'entrée dans une configuration sociale à l'offre politique plus importante)<sup>855</sup>.

Pour de nombreux militants précédemment scolarisés au sein d'un lycée « de campagne », comme l'évoquent certains, le déménagement dans une ville universitaire est l'occasion de profiter d'une offre politique plus conséquente. Les possibilités de militer augmentent généralement avec la taille des villes. La mobilité dans une ville de taille plus importante accroît les chances de trouver une organisation qui corresponde à ses envies. Les témoignages de plusieurs militants l'illustrent, tels que ceux d'Alex/22/Souris verte, originaire

---

<sup>853</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>854</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

<sup>855</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

d'un petit village des Vosges, de Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF, natif de Savoie, et Juliette/45/UMP, originaire d'un petit village de Touraine :

« Je ne suis pas originaire d'Alsace. Je viens d'un petit bled paumé dans les Vosges, et le contact avec des assocés ou même un parti politique, faut faire cinquante bornes pour arriver à la plus grande ville du coin pour y aller, donc matériellement c'était pas possible avant. Y avait pas la disponibilité géographique. À Strasbourg, y avait les assocés sous la main, j'avais les infos en temps réel quasiment, c'est-à-dire tu sors du RU t'as un tract qui t'appelle à aller voir telle réunion, tel débat. Et là, j'avais la disponibilité, j'y suis allé. Je suis allé voir plusieurs trucs. » (Alex/22/Souris verte).

« – *Le moment où t'as franchi le pas, pourquoi avoir choisi le moment où t'es arrivé à Strasbourg ?* – Parce que c'est à Strasbourg où j'ai découvert... parce qu'avant je venais d'une zone plutôt rurale en fait où la politique se faisait de manière différente. Et c'est à Strasbourg où j'ai découvert de grandes organisations, etc. J'en connaissais d'autres avant, mais j'avais peut-être pas assez de connaissances pour avoir la volonté directe d'y aller en fait. Et là, j'y ai été confronté tout de suite puisque quand on rentre à l'Université, on a forcément dans les mains des tracts, des choses comme ça, à plusieurs reprises dans l'année. » (Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF).

« J'ai pris ma carte quand je suis arrivée à Paris. Mais c'est aussi vachement plus facile. Parce que j'allais à la fac à Tours, mais j'habitais pas Tours même, j'étais dans un bled de 4000 habitants, la politique c'est pas... T'entends pas non plus parler des sections jeunes, et tout ça. À Paris beaucoup plus, ne serait-ce que dans les facs. » (Juliette/45/UMP).

Ces militants mettent donc en avant l'offre militante. L'entrée à l'Université et l'arrivée dans une ville universitaire constituent des changements de contexte, et s'apparentent à une insertion dans un environnement plus politisé, avec une offre militante plus importante. Mais l'entrée dans une carrière militante ne peut pas se réduire à une disponibilité biographique et à une offre militante accrue. Là est le lien entre changements de configuration scolaire et rétribution du militantisme.

## **2. Sociabilité et prise de rôle : des rétributions du militantisme**

On sait que l'entrée dans le militantisme « est favorisée par l'attractivité de la cause (aux yeux de ceux qu'elle attire), mais aussi par divers bénéfices liés à l'adhésion, que le nouvel adhérent entrevoit ou s'approprié<sup>856</sup> ». Quels sont les apports d'une entrée en militantisme suite à un changement de configuration scolaire ? Les étudiants se trouvent dans une phase d'expérimentation et de réflexion sur eux-mêmes, leur position dans l'arène

---

<sup>856</sup> Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », art. cit., p. 175.

étudiante, et la position sociale qu'ils souhaitent occuper. En recherche de sociabilité, de conjoints, d'amis ou d'une tribu, ils se trouvent pourtant confrontés à un espace scolaire plutôt « désocialisateur<sup>857</sup> ». Le sentiment de délaissement est d'autant plus prégnant qu'ils entrent dans le supérieur, quittent le lycée<sup>858</sup>, et/ou changent de lieu d'habitation. Cette position en porte-à-faux avec un espace qui ne répond pas à leurs attentes entraîne des formes d'adaptation. Pour des étudiants dotés de dispositions à l'engagement, l'adhésion à une organisation politique constitue une réponse, car elle favorise la sociabilité et la prise de rôle dans l'arène étudiante.

### **Le militantisme comme lieu de sociabilité**

Les étudiants qui rejoignent une organisation suite à un déplacement géographique sont originaires de villes éloignées de leur lieu d'études, et ne rentrent pas tous les soirs, ni tous les week-end chez leurs parents. Corrélatif d'un éloignement de la famille et des amis, ainsi que d'une perte de repères, le changement de cadre de vie, motivé par la poursuite d'études, constitue une rupture avec la configuration sociale précédente, comme l'exprime Flavie/30/Souris verte :

« – *Et comment t'as vécu le fait d'arriver à Strasbourg ?* –

Y a eu une période très difficile, je pense. Parce que... quitter la famille, se retrouver toute seule à 19 ans. J'étais pas... donc y a eu une transition difficile, ça a duré un an, puis après... J'ai changé complètement de cadre. Parce qu'avant j'étais complètement à la campagne, maintenant je suis à la ville, et maintenant ça va. » (Flavie/30/Souris verte).

Son arrivée à Strasbourg correspond à une coupure avec le milieu familial, ce qui dans un premier temps n'a pas été facile à vivre. Sachant que les changements de configuration scolaire, l'entrée à l'Université notamment, constituent des moments désocialisateurs voire « désidentificateurs », et que l'identité individuelle est en partie construite à partir de l'appartenance à un groupe<sup>859</sup>, on comprend que leur identité soit, à ces moments là, mise à mal. Un corollaire à la mobilité géographique est la perte du statut occupé dans l'arène scolaire précédente (école, prépa, IUT, lycée). Les étudiants ont dès lors le sentiment de ne plus appartenir à un groupe et d'être isolés. La différence est d'autant plus marquante pour

---

<sup>857</sup> Lapeyronnie (Didier), Marie (Jean-Louis), *Campus-blues*, *op. cit.*

<sup>858</sup> Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, *op. cit.*

<sup>859</sup> Sur l'identité individuelle en grande partie construite à partir de l'appartenance à un groupe professionnel : Dubar (Claude), *La socialisation*, *op. cit.*

ceux qui sortent du lycée, où les amitiés ont eu le temps de se construire. Si lors des premières années universitaires, les réseaux relationnels demeurent construits le plus souvent à partir du lycée, les plus éloignés de leur région d'origine et de leurs amis sont davantage contraints à de nouvelles amitiés. L'engagement dans une organisation politique est un moyen de rencontrer d'autres jeunes, de s'insérer dans des réseaux sociaux, et dès lors de compenser un déficit de sociabilité, comme le rapporte Juliette/45/UMP :

« – *Et quand t'arrives à Paris, l'entrée au RPR te permet aussi de connaître des gens ?* –

Exactement. Autant à la fac c'était hyper impersonnel, hyper dur de nouer des contacts, et du jour où j'ai mis les pieds dans la permanence RPR de mon arrondissement, plutôt que de rencontrer des gens, je me suis fait des amis. On organise un dîner de vingt personnes entre 25 et 35 ans la semaine prochaine de gens que je connais depuis cinq ans, depuis que je suis là-bas... c'est comme des gens qui font du sport, en gros. C'est pas qu'une bataille, c'est aussi un loisir sympa, et je veux que ça reste ça. »  
(Juliette/45/UMP).

Ce faisant, elle ne considère pas le militantisme uniquement comme une lutte politique, mais aussi comme un loisir qui permet de rencontrer d'autres jeunes, parce qu'elle s'est fait davantage d'amis au RPR que dans son université. La sociabilité représente effectivement une rétribution du militantisme qui aide à l'attachement à l'organisation<sup>860</sup>. Réunissant des individus autour d'un « projet commun<sup>861</sup> », les activités militantes favorisent les relations, les contacts, les échanges, les discussions, et offrent la possibilité de faire des rencontres, d'appartenir à un groupe, de partager des codes, un vocabulaire et des informations. Les militants les plus investis estiment y trouver une deuxième famille, comme Mansour/12/UNEF/PS : « Le local de l'UNEF est devenu un deuxième chez moi, et les camarades avec qui je milite, pour certains une deuxième famille ». Les notions de groupe, d'intérêts communs et de liens entre militants sont fréquentes :

« L'avantage du militantisme, c'est qu'on a le sentiment de faire partie d'un groupe. On a des intérêts communs. Donc ça peut créer... on peut avoir des liens très forts entre militants. Ça veut dire que ça va un peu plus que la simple amitié ou les simples rencontres au sein de l'université. C'est pas juste des contacts de passage comme ça, ça permet de se connaître aussi. Parce que si on est dans une structure où ça fait plus de trois ans qu'on y est par exemple, y aura forcément des liens très forts entre ces

---

<sup>860</sup> Gaxie (Daniel), « Économie des partis et rétributions du militantisme », art. cit.

<sup>861</sup> Pour utiliser librement la notion de Reynaud (Jean-Daniel), *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin, 1997.

personnes là. Ça permet de se détacher à la fois d'une structure familiale, tout en recherchant peut être une autre structure familiale. » (Antoine/17/UNEF/CUVED).

De la sorte, Antoine/17/UNEF/CUVED voit le militantisme comme un lieu de sociabilité qui permet de construire des liens avec d'autres militants, ce qui en fait une structure proche de la famille.

L'attachement des militants à leur organisation et à leurs camarades semble d'autant plus fort que le nombre d'heures passées à militer est conséquent. Plus les étudiants s'investissent dans le militantisme, qui constitue pour beaucoup un loisir (se retrouver pour le collage ou le boîtage), plus l'ensemble de leurs pratiques sociales s'effectue avec leurs « camarades », que ce soit les amitiés, les sorties ou les loisirs. Et la communauté d'expériences favorise les attaches et les fidélités. En effet, les activités militantes se poursuivent fréquemment par des moments de détente (boire un verre), ce qui tisse davantage encore les liens amicaux, comme le relève Sara/31/Attac :

« – Tu m'as dit que t'as trouvé des gens intéressants. Est-ce que tu as trouvé des amis ? –

Oui. Ça je peux le dire. C'est vrai que le contact se passe très bien. C'est vrai que quand on retrouve les mêmes personnes au fil des conférences, ça crée des liens. Voilà maintenant, des gens que j'ai rencontrés dans l'association, ce sont des amis, on va boire des cafés ensemble. » (Sara/31/Attac).

Son militantisme à Attac lui donne l'occasion de construire de nouvelles amitiés. Outre la sociabilité, le militantisme représente un loisir, « où il se passe quelque chose » pour reprendre le propos d'enquêtés. Mansour/12/UNEF/PS confie en ce sens : « T'as des journées bien remplies, t'as pas le temps d'avoir le blues, t'as pas le temps de déprimer, ce qui m'arrivait souvent avant. J'étais un petit peu genre mélancolique. Et maintenant j'ai carrément plus le temps ». Par son militantisme, il est ainsi toujours occupé. Sa vie est devenue beaucoup plus intense.

Enfin, l'espace militant représente non seulement un espace de sociabilité et de loisir mais aussi un « micro-marché amoureux »<sup>862</sup>. P. Juhem relève, à juste titre au sein d'organisations comme la LCR, l'UNEF-ID ou SOS-Racisme, un cercle de sociabilité qui se mêle aux personnes fréquentées au cours des activités politiques, une endogamie, et donc une certaine « confusion entre la sphère « militante » et la sphère « privée »<sup>863</sup> ». Plusieurs

---

<sup>862</sup> Voir Gaxie (Daniel), « Économie des partis et rétributions du militantisme », art. cit.

<sup>863</sup> Juhem (Philippe), « La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 131-154, p. 138.



enquêtés gardent en effet à l'esprit la recherche d'une âme sœur. Certains nouent des relations amoureuses comme Philippe/13/UNI/UMP : « Personnellement je me suis fait une petite copine, il fut un temps. [...] Et je pense aussi à me marier, une demoiselle qui est à l'UNI. Donc là encore, l'UNI vaste monde où j'ai réussi à trouver j'ose l'espérer ma moitié ». Ces liens ne sont pas à négliger, car les ruptures politiques concordent parfois avec des ruptures sentimentales : des militants quittent leur organisation consécutivement à une rupture amoureuse<sup>864</sup>.

L'impact de la sociabilité est plus élevé auprès des étudiants qui vivent leur militantisme de manière intensive, tel un « style de vie<sup>865</sup> ». Au sein des syndicats étudiants, où les notions de groupe et d'équipe s'avèrent prépondérantes, les dirigeants (président, trésorier, membres du bureau) créent la cohésion entre les membres et le sentiment d'appartenance avec les activités collectives. Les pratiques de l'UNEF à l'IEP de Paris dans les années 1980-90 permettent plus précisément de comprendre la fonction d'intégration des syndicats étudiants. À Sciences Po Paris, les militants de l'UNEF organisent alors, chaque week-end, des « AG nouilles » : un militant invite à manger des pâtes un ensemble de militants et de sympathisants. Éric/40, ancien responsable de l'UNEF, se souvient :

« Ce sur quoi on reposait très clairement en tant qu'UNEF Sciences Po, et ce sur quoi on a joué jusqu'à la fin, c'est qu'on était l'instrument de socialisation de la province à Paris. C'est qu'on était plus sympas que le BDE par rapport à des gens qui arrivaient de province, qui avaient perdu leurs repères, plutôt issus des classes moyennes, fils de profs, ce genre de choses. Les gens qui étaient adhérents à l'UNEF, c'était pas la haute bourgeoisie, y avait personne en cravate, ou très rarement. C'était plutôt des gens de gauche au niveau des convictions. Soit des fils de provinciaux qui étaient là, et comme ils arrivaient pas à trouver leurs marques dans leurs conférences parce qu'ils se sentaient ne pas appartenir à ce milieu très intégré, ils se retrouvaient dans des cadres conviviaux à Sciences Po, à l'UNEF. Et nous ce qu'on faisait, t'avais des structures formelles, t'avais des réunions, des assemblées générales, mais t'avais, toutes les semaines, t'avais deux ou trois chez les uns et les autres, où on intégrait, on appelait ça les AG nouilles. Et donc on faisait, moi quand j'étais responsable de l'UNEF, c'était simple, on prenait les nouveaux, on les appelait le week-end : « tu veux pas venir à une AG nouille chez machin ? » Et on intégrait comme ça. Et c'était communément admis par les uns et par les autres, ils savaient, ils étaient pas dupes, c'était pour de la socialisation syndicale voire politique. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

---

<sup>864</sup> Sur les processus de désengagement : Fillieule (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

<sup>865</sup> Sur le militantisme des fondateurs de SOS-Racisme comme style de vie, voir Juhem (Philippe), « La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », art. cit. Plus largement sur ce concept, voir Bourdieu (Pierre), *La distinction, op. cit.* ; Mauger (Gérard), « Espace des styles de vie déviants des jeunes de milieux populaires », in Baudelot (Christian), Mauger (Gérard) (dir.), *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 347-384.

Les AG nouilles – que l'on retrouve dans d'autres villes – allient sociabilité et discussions politiques, moments de détente et d'intégration pour une catégorie d'élèves : des provinciaux de gauche, éloignés de leur famille et de leurs amis, plutôt politisés, issus des catégories intermédiaires de l'espace social qui, à leur arrivée à Paris, ne jouissent pas de réseaux amicaux. Scolarisés à Sciences Po Paris, ils se tournent en premier lieu vers les structures de l'établissement. Pour eux, l'UNEF représente un lieu de sociabilité, ce dont ont conscience les responsables du syndicat qui organisent en ce sens des « AG nouilles »<sup>866</sup>.

Cette situation se retrouve auprès d'autres militants. Mais si la sociabilité est très présente au sein des syndicats étudiants, c'est qu'à la différence de la plupart des partis ou des associations, ils proposent des activités quotidiennes. À l'UNEF, la présence quasi continue de militants au bureau de la vie étudiante et à la coopérative des étudiants, qui offre divers services (photocopies, café à tarifs réduits), facilite la sociabilité. Ces lieux de vie constituent des points de rencontre et de ralliement où les plus investis passent une partie de leur journée. Ils se rapprochent en cela des foyers d'élèves dans les lycées. Tout juste, les discussions portent-elles davantage sur l'actualité politique ou les militants des autres organisations que sur les émissions de télévision, les élèves ou les profs. Tout juste, le mobilier est-il composé de bureaux où s'entassent des tracts et des affiches plutôt que d'un baby-foot ou d'une table de ping-pong. Les militants les plus actifs à l'UNEF adoptent un style militant où se mêlent réunions, discussions, avec évocation des événements qui font l'actualité du jour ou des stratégies à adopter sur les actions à mener et celles des concurrents, lecture de *Libération*, tractages, déjeuners au restaurant universitaire, interventions dans les amphithéâtres, présences aux conseils centraux, collages le soir, la nuit ou tôt le matin, le tout accompagné de cafés, cigarettes, et pour quelques uns de cannabis. Pour les plus investis, leur militantisme prend largement le dessus sur les activités scolaires. La sociabilité est dès lors centrée sur le syndicat :

« Le matin, tu te réveilles UNEF. T'arrives à Sciences Po, tu retrouves les copains dans le hall, tu prends un café, tu te mets à la table, tu prends les tracts, tu manges avec eux, la fin de la journée approche. Éventuellement tu vas en TD quand tu es vraiment obligé, où tu vois les étudiants de ton

---

<sup>866</sup> Karel Yon observe également cet aspect : « En tant qu'organisation de jeunesse, l'UNEF-ID offre aux étudiants un cadre de sociabilité dans lequel ils pourront trouver leurs amis ou former un couple. Cette situation paraît consciemment exploitée par les groupes politiques intervenant dans le syndicat qui " gagnent des gens " en leur proposant une grande famille de " potes ". » « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID. Production et reproduction d'une " élite militante ", *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, mars 2003.

groupe. Sorti de TD, tu retournes à la table. Le soir, on bouffe ensemble, après tu rentres chez toi, tu dors UNEF ou tu dors pas UNEF. Le lendemain, ça recommence. Le week-end c'est pareil. Tu te fais chier, tu vois... c'est tes copains.

– *Et j'imagine que les relations matrimoniales...* –

Y a endogamie, très grande proportion. » (Éric/40/ex-UNEF/LCR).

Toutes les activités militantes, mais aussi non militantes, la semaine comme le week-end, sont effectuées avec des camarades. D'où un parallèle possible avec le « Parti-société<sup>867</sup> » qui encadre tous les moments de la vie sociale. Cette forme de vie collective influence la socialisation syndicale et encourage la poursuite de l'activisme<sup>868</sup>. Par conséquent, l'UNEF offre un espace de sociabilité qui répond à une demande de la part d'étudiants nouveaux entrants à l'Université. Et c'est aussi en lien avec ce que représente l'entrée à l'Université qu'il convient de situer l'action des militants de l'UNEF au mois de septembre, lors des inscriptions. Les étudiants approchés sont rapidement contactés par téléphone pour assister à des réunions. Or, les premières semaines de cours à l'Université s'apparentent à l'acquisition du métier d'étudiant<sup>869</sup>, à une rupture avec la situation antérieure, à la découverte « d'une situation d'incertitude » et « de la raison universitaire »<sup>870</sup>, et à une période de questionnements. Effectivement pour les étudiants de première année, « il s'agit de résoudre un problème « personnel », au sens où de nouveaux rapports s'instaurent avec « les autres »<sup>871</sup> ». L'Université leur propose une nouvelle manière d'être un individu. Les propositions de participer à des réunions avec d'autres étudiants, prennent tout leur sens pour ceux qui n'ont pas accès à un relationnel très développé dans leur ville universitaire. Elles s'apparentent à un mode « d'affiliation<sup>872</sup> ».

L'interprétation de la recherche de sociabilité quant à l'engagement dans une organisation quelle qu'elle soit, implique que les militants soient conscients des rétributions du militantisme (en lien avec des dispositions héritées), qu'ils les discernent *a priori* (par des amis), ou qu'ils les découvrent rapidement. En effet, en assistant aux premières réunions, puis en participant à l'une ou l'autre activité militante (les collages par exemple), les nouveaux

---

<sup>867</sup> Kriegel (Annie), avec la collaboration de Bourgeois (Guillaume), *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Le Seuil, 1985.

<sup>868</sup> En ce sens : Passy (Florence), « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in Fillieule (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant, op. cit.*, p. 111-130.

<sup>869</sup> Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant, op. cit.*

<sup>870</sup> Felouzis (Georges), *La condition étudiante, op. cit.*

<sup>871</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>872</sup> Voir la troisième étape du métier d'étudiant présenté par : Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant, op. cit.*

entrants entrevoient une opportunité de rencontrer d'autres étudiants, de se constituer un réseau amical et d'occuper un temps libre plus conséquent qu'au lycée, notamment pour les étudiants en sciences humaines, dont le volume horaire de cours excède très rarement une vingtaine d'heures par semaine. On retrouve là des observations classiques des études sur le militantisme : « Les agents rejoignent rarement un mouvement pour lui-même de leur propre initiative. Ils sont sollicités de participer à certaines activités. C'est la plupart du temps au cours de cette participation initiale qu'ils découvrent les "raisons" ou les "justifications" de ce qu'ils ont déjà fait et la motivation de continuer<sup>873</sup> ». C'est précisément ce qu'illustrent les cas de plusieurs militants de l'UNEF. C'est à leur entrée en première année, qu'Adrien/34, Sébastien/68 et Samson/77, respectivement originaires de Montbéliard, Mulhouse, et d'un petit village de Haute-Saône, sont approchés par l'UNEF. Le discours de l'UNEF fait sens par rapport à leurs dispositions (intérêt politique, positionnement à gauche) et leur situation (ils ne connaissent quasiment personne à Strasbourg et disposent de temps). Ils s'associent rapidement à des collages et des manifestations. Et quelques mois après leur arrivée à l'Université, ils ne fréquentent quasiment que des militants. C'est-à-dire ceux de leurs organisations (UNEF et PS), et ceux d'organisations qui mènent de temps à autre des actions communes avec eux (Attac, SOS-Racisme, LCR), ce qu'Adrien/34 relève : « Les trois-quarts des personnes que je fréquente régulièrement sont soit à l'UNEF, soit sont dans d'autres organisations, donc sont aussi impliqués, et en cela, on est presque tous sur la même longueur d'onde ». Sébastien/68/UNEF/PS explique le processus de la manière suivante : « À force de discuter avec les militants et d'être dans le local, d'aider un petit peu les gens, au fur et à mesure on accroche de plus en plus, et on rencontre des gens qui sont intéressants, qui pensent. Et puis c'est vraiment de pouvoir discuter avec les autres ». Au fur et à mesure des jours passés au local de l'UNEF, il découvre un intérêt à militer en termes de sociabilité, de discussions et de politisation. En conséquence, ces militants construisent surtout leur relationnel dans l'arène militante et non dans leur filière d'études au sein de laquelle ils connaissent assez peu les étudiants.

### **La prise de rôle dans l'arène étudiante**

Autre rétribution que la prise de rôle dans l'arène étudiante. Pour exprimer le sentiment des étudiants « de ne pas exister, ni pour les enseignants, ni pour l'Université elle-

---

<sup>873</sup> Snow (David A.), Zurcher (Louis A.), Elkand-Olson (Sheldon), « Social Networks.... », art. cit., p. 795.

même », G. Felouzis cite la formule de Berkeley : « Exister, c'est être perçu. »<sup>874</sup>. Or, dans une arène désocialisatrice où les étudiants vivent leur expérience « d'étudiant de masse », soit sur un mode traumatique, soit sur un mode purement utilitaire, soit encore sur le mode du retrait<sup>875</sup>, le répertoire des rôles visibles est moins étendu qu'au lycée – exception faite du secteur fermé où, en raison de faibles effectifs et de l'organisation scolaire, on retrouve un cadre socialisateur assez proche. Le militantisme actif est une prise de rôle<sup>876</sup> possible au sein de l'arène étudiante et une forme de « grandissement de soi disponible<sup>877</sup> ». Il est vrai que : « Le militantisme est souvent une occasion d'affirmation et de valorisation de soi. Il permet à certains de trouver une utilité, une visibilité, un rôle social gratifiant<sup>878</sup> ». Plus précisément, il est un facteur de différenciation de la masse des étudiants, pour soi, lorsque l'activité s'effectue en dehors de son lieu d'études, pour soi et pour autrui<sup>879</sup>, lorsqu'elle fait l'objet de prosélytisme, d'une publicisation sur le lieu d'études<sup>880</sup>, et s'accompagne d'une mise en valeur de soi, notamment avec la participation à des jeux sérieux. L'entrée dans le rôle de militant agit ainsi sur l'identité.

La prise du rôle de militant concorde avec diverses activités qui les rendent visibles, qu'elles soient sur le lieu d'études, dans la rue ou ailleurs (restaurants universitaires, cafétéria de l'université, cinéma, etc.). Par leur militantisme, ils se mettent en valeur et en lumière. Les interventions publiques dans les amphithéâtres, le passage de communiqués de presse dans un quotidien, d'images d'une manifestation ou d'une interview à la télévision, les placent dans une position de représentation. Une position au sein de l'arène étudiante en tant qu'étudiants investis et reconnus comme tels. Ces pratiques publicisent leur engagement et leur orientation politique. Ils sont dès lors identifiés et reconnus en tant que militant de telle organisation. C'est plus particulièrement le cas des tractages et des interventions publiques. Ces prises de contact avec des inconnus, mais aussi des étudiants qui suivent les mêmes cours ou leurs

---

<sup>874</sup> Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, op. cit., p. 61.

<sup>875</sup> Lapeyronnie (Didier), Marie (Jean-Louis), *Campus-blues*, op. cit.

<sup>876</sup> Nous adoptons la définition de J.-C. Kaufmann sur le rôle qui peut : « recouvrir parfois les notions de position, de place, de statut, d'attitude, voire de contexte d'interaction. », in « Rôles et identité... », art. cit., p. 303.

<sup>877</sup> Juhem (Philippe), « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS... », art. cit., p. 137.

<sup>878</sup> Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », art. cit., p. 163.

<sup>879</sup> Cette distinction fait référence à la distinction « identité pour soi », « identité pour autrui » de Claude Dubar, *La socialisation*, op. cit.

<sup>880</sup> Cette posture est ainsi plus optimiste que celle de D. Lapeyronnie et J.-L. Marie qui considèrent que : « aucune vie étudiante ou universitaire ne peut se développer », Lapeyronnie (Didier), Marie (Jean-Louis), *Campus-blues*, op. cit.

propres enseignants, s'apparentent au processus d'entrée dans une carrière militante et plus précisément à l'étape de « la désignation publique » et d'acquisition d'une identité militante, avec pour conséquences un « étiquetage » et divers jugements<sup>881</sup>. La prise du rôle de militant n'est certes pas toujours aisée, mais le militantisme leur donne une identité, pour reprendre les termes d'acteurs : « le gauchiste », « l'altermondialiste », « le militant de droite un peu réac », « le royaliste », etc. Que les jugements sur l'identité politique affichée soient positifs ou négatifs, toujours est-il que jugements il y a. Ce processus est un mode de distinction, tel que l'exprime Anna/69/collectif libertaire : « Quand je suis arrivée en droit, j'ai ressenti un besoin incommensurable de me démarquer vis-à-vis de mes camarades de classe. Et à l'époque, j'étais à l'UNEF-ID, et je passais déjà pour une dangereuse gauchiste ». En favorisant une visibilité et en intervenant dans la construction identitaire, le militantisme offre aux étudiants de ne pas passer inaperçus. Arnaud/88/PS résume ce type de rétribution : « les gens savent qui tu es, ça permet d'être reconnu. Ça a quelque chose de jubilatoire ».

Le militantisme permet aussi de prendre part à un « jeu sérieux » et à « des jeux du sérieux »<sup>882</sup>. La politique est une activité qui présente tous les appareils du sérieux. S'y intéresser participe de l'entrée dans le monde des adultes. Il est vrai que le registre des militants est souvent de l'ordre du sérieux, voire même de la gravité (par exemple : « si on ne fait rien, la planète va exploser », « si on ne fait rien, c'est la fin de l'Université pour tous »). Ils mettent en avant des préoccupations et des problèmes. Intègre également ce registre le recours à des symboles (« le communautarisme », « l'impérialisme ») ou à des postures « misérabilistes » (« les étudiants n'ont pas le temps de faire leurs études car ils sont obligés de faire des petits boulots »). Le but étant de publiciser des indignations et des situations jugées inacceptables selon le processus de « scandalisation<sup>883</sup> ». Dans cette configuration, les militants bénéficient d'un capital symbolique non négligeable auprès de différents acteurs, universitaires ou politiques. Non seulement parce qu'ils se donnent l'apparence du sérieux, mais aussi parce qu'ils se considèrent, et que leurs interlocuteurs les considèrent comme des porte-parole de la jeunesse (pour les responsables des mouvements de jeunesse) ou des étudiants (pour les syndiqués), comme l'exprime Mansour/12/UNEF/PS :

---

<sup>881</sup> Pour faire le parallèle avec les étapes des carrières déviantes, Becker (Howard), *Outsiders*, *op. cit.*

<sup>882</sup> Pour reprendre l'expression de P. Bourdieu et J.-C. Passeron : « jeux sérieux et jeux du sérieux », *Les héritiers*, *op. cit.*, p. 45.

<sup>883</sup> Sur ce point : Offerlé (Michel), *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 122.

« Tu ne peux être responsable que devant les étudiants, moi j'en ai rien à foutre des présidents d'Université, ni des recteurs, ni du ministère, je peux les insulter, je peux faire n'importe quoi, mais ta responsabilité c'est que devant les étudiants. T'es mandaté, ou même si t'es pas mandaté, quand tu te poses comme un syndicat étudiant, comme un représentant du monde étudiant, tu t'attribues une responsabilité de facto, et après t'es obligé de défendre cette responsabilité là. » (Mansour/12/UNEF/PS).

En revendiquant cette représentation, les étudiants militants bénéficient d'un certain crédit auprès de différentes instances. Des enseignants sollicitent les élus étudiants que ce soit sur des projets de textes ou lors d'élections universitaires – pour l'élection des vice-présidents des trois conseils (conseil d'administration, conseil scientifique et conseil des études et de la vie universitaire) –, ou encore pour discuter des modalités d'occupation des locaux lors de la mobilisation contre le CPE. Être reçu par des enseignants dans ce type de situations permet de tenir une position très différente de celle de l'étudiant perdu dans la masse. Ce sont là des occasions de les côtoyer dans un rapport plus égal que ne l'est la relation pédagogique. C'est ce que souligne Stéphane/65/UMP, ancien élu étudiant : « T'es jeune, t'es dans le monde des adultes, tu leur tiens tête, t'as une forme de pouvoir, tu peux faire avancer les dossiers, et tu peux faire avancer les réponses ». Dans une logique assez proche, les responsables de mouvements de jeunesse prennent part aux tractations concernant les élections internes d'un parti, ou leur participation à une campagne électorale (exemples de l'UNI et du MJS sur les législatives, les régionales ou les municipales)<sup>884</sup>.

Jeu sérieux, la politique donne de l'importance aux militants, et agit du même coup sur leur identité et la manière dont ils se perçoivent. Le passage à l'action est corrélatif d'un accomplissement, d'une réalisation ou de l'estime de soi<sup>885</sup>. Il accroît la confiance en soi, l'ego est valorisé. Certes tous les militants n'effectuent pas des activités visibles par les autres étudiants ; tous ne publicisent pas leur engagement ; tous ne sont pas concernés par les négociations avec des partenaires plus âgés qu'eux. Néanmoins, tous se sentent habités par

---

<sup>884</sup> Si les militants participent à des jeux sérieux, certains se prennent aussi très au sérieux, tels qu'Adrien/34/UNEF/PS qui, à une question sur la manière dont il envisage son avenir politique, déclare sans ironie : « Je pense d'ici quelques années reprendre ma ville natale au maire UMP, qui depuis une quinzaine d'années est assis sur son fauteuil de maire et de sénateur et qui, j'estime n'a pas fait son travail correctement. Donc j'espère, après avoir acquis une certaine maturité on va dire, lui faire concurrence. » Étudiant en première année de sociologie, il se voit conquérir la mairie de sa ville natale – de plus de 100 000 habitants. Son témoignage est celui d'un jeune étudiant militant, qui se perçoit en ascension sociale par son accès à l'Université, et qui, pris par le jeu militant, entrevoit une carrière politique couronnée de succès. Il donne l'impression que tout est possible. Il abandonnera la sociologie quelques mois plus tard sans réussir sa première année.

<sup>885</sup> Pour reprendre certains termes de la théorie des motivations et des besoins : Maslow (Abraham H.), *Motivation and Personality*, New York, Harper and Row, 1954.

leur rôle ; tous sont convaincus de la nécessité de militer ; nombreux sont ceux qui en parlent autour d'eux. Aucun ne cache ses engagements et son militantisme. Certains sur-jouent même leur rôle en affichant leurs idées avec des autocollants, des badges ou des pin's, en le publicisant inlassablement, comme avant le référendum relatif au Traité constitutionnel européen, lorsque des militants portaient des tee-shirts et des badges qui appelaient à voter non ou oui, ou encore lors des mobilisations contre le CPE où les plus investis gardaient leurs autocollants fluorescents sur leur veste ou leur sac. Certains activistes, étudiants en sociologie, justifiaient cette attitude en évoquant les écrits de E. Goffman et la logique du « stigmatisme volontaire », « l'affirmation de ses idées par le visuel ». Pris par le jeu, les militants s'identifient à leur organisation et/ou à leur mobilisation. Pour les plus « acharnés », pour reprendre les termes de certains militants, ceux à l'investissement le plus élevé en temps et en énergie et au don de leur personne, le militantisme – voire le surmilitantisme – représente un style de vie<sup>886</sup>, comme l'exprime François/1/UNEF/PS : « Je m'épanouis totalement dans le militantisme parce que c'est comme ça que je vois la manière de vivre ». Évoquer le militantisme comme une manière de vivre consiste également à valoriser les conditions parfois extrêmes de l'engagement, et à mettre en avant son exceptionnalité. Le militantisme actif, voire total, contraint les militants à se surpasser et à repousser leurs limites. Dès lors, cette prise de rôle les aide à construire positivement leur identité. Par la prise de rôle et la modification de leur identité pour autrui, la construction d'une nouvelle « face<sup>887</sup> » est un moyen de modifier leur identité pour eux-mêmes, c'est-à-dire le regard qu'il porte sur eux-mêmes.

De la sorte, l'étude des rétributions du militantisme en termes de sociabilité et de prise de rôle permet de comprendre pourquoi les étudiants demeurent actifs et pourquoi l'engagement représente une possibilité dans une situation de déficit relationnel, et plus largement de crise identitaire. Les militants acceptent d'autant mieux le discours des organisations qu'elles peuvent leur offrir des rétributions qui forment des réponses à leur situation. Reste à étudier l'engagement suite à d'autres étapes de la carrière étudiante telles que des situations scolaires en porte-à-faux.

---

<sup>886</sup> Pour des observations en ce sens sur les membres du bureau national : Yon (Karel), « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID... », art. cit.

<sup>887</sup> Cf. Goffman (Erving), *Les rites d'interaction*, op. cit.



## B. Des positions en porte-à-faux

Avec des attentes fortes à l'égard de l'institution scolaire, qui ne peut pas toujours y faire face<sup>888</sup>, les étudiants ne sont pas à l'abri de déceptions scolaires. Atteindre les objectifs familiaux n'est pas toujours aisé. Dès lors, ils ne peuvent pas être ce qu'ils devaient être, et ne peuvent pas être ce qu'ils auraient dû être. Cet entre-deux est difficile pour ceux qui n'arrivent pas à porter leur héritage, ou ceux dont la réussite scolaire est suffisante pour les couper de leur classe d'origine<sup>889</sup> sans toutefois leur permettre la réussite initialement espérée. Les déceptions scolaires associées à d'autres éléments, que ce soient des réorientations, changements de configuration scolaire, déclassements dans la hiérarchie universitaire des diplômes<sup>890</sup>, ou confrontations à d'autres étudiants, bousculent le système de référence des étudiants. Ces événements, sources d'instabilité, génèrent des phénomènes de compensation, qui sont souvent des schémas « d'expression d'une logique identitaire incomplètement mise en sommeil<sup>891</sup> ». Et « plus le vieux soi est en mémoire, plus il a des chances d'inciter à des prises de rôle lui permettant de se réactiver<sup>892</sup> ». Pour les étudiants dotés de connaissances politiques et d'une compétence politique plutôt élevée, l'investissement militant est un moyen de se valoriser – nous avons déjà évoqué une forme de grandissement de soi –, et dès lors de mettre en question les classements subis dans les arènes traversées (scolaires, amicales, etc.), que ces classements soient objectifs ou subjectifs<sup>893</sup>. L'activité militante permet d'inverser des dominations ressenties dans d'autres sphères, et de contester une domination sociale. Elle forme « une revanche sur les expériences de désinsertion familiale ou professionnelle, de précarité, de chômage ou de marginalité<sup>894</sup> ». Après avoir envisagé les échecs et les déceptions scolaires comme des étapes de la carrière étudiante favorables à l'entrée en militantisme (1), il s'agira d'interroger les effets des positions en porte-à-faux avec le groupe des pairs (2).

---

<sup>888</sup> Voir Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, op. cit.

<sup>889</sup> Hoggart (Richard), *La culture du pauvre*, op. cit.

<sup>890</sup> Sur l'espace universitaire, voir Bourdieu (Pierre), *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984 ; Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État*, op. cit.

<sup>891</sup> Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité... », art. cit., p. 310.

<sup>892</sup> *Ibid.*, p. 311.

<sup>893</sup> Sur la lutte contre le déclassement : Bourdieu (Pierre), « Classements, déclassements, reclassements », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, 1978, p. 2-22. Voir également, Mauger (Gérard), « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme... », art. cit.

<sup>894</sup> Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », art. cit., p. 163. Voir également Péchu (Cécile), « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol.51, 2001, p. 73-103.

## 1. Des échecs scolaires

L'entrée en militantisme aide certains militants à reconstruire leur identité car elle compense la perte d'un statut scolaire, ou diverses déceptions que l'arène universitaire peut susciter. La vie militante permet de ne pas perdre partout. Plusieurs étudiants cherchent dans les organisations politiques ce qu'ils n'ont pas trouvé dans le cadre scolaire. L'exemple de Bastien/2 illustre cet aspect. Outre sa politisation plutôt élevée, s'il adhère à Attac peu de temps après son arrivée à Strasbourg, ce n'est pas tant le déplacement géographique qu'il met en avant, que sa déception sur la qualité et les débouchés de son école d'ingénieur. Il insiste effectivement sur la causalité entre son engagement et ce choix d'orientation peu pertinent :

« J'ai été un peu déçu parce que, d'ailleurs ils ont fait une fausse publicité à l'école en promettant des choses que j'ai pas pu faire, des partenariats qui sont fermés. Et je me suis retrouvé dans un truc... **d'ailleurs je pense que ça n'y est pas pour rien dans mon implication à Attac, je pense que ça n'y est pas pour rien, je pense que c'est important...** un truc beaucoup plus technique qui formait des ingénieurs à but de venir dans des... Enfin j'avais le choix soit d'aller dans la recherche agronomique, dans l'agronomie plutôt, donc ce qui est soit agroalimentaire, soit... bon après toutes les portes sont ouvertes si tu es motivé. Là je me suis quelque part enfermé de par ma position de futur fonctionnaire qui doit du temps à l'État. Déjà ça m'empêche... ma mobilité est réduite, je dois rester en France, le choix du poste, il est imposé, bon j'aurais quelques choix mais ça sera vraiment réduit. Et de fait j'ai perdu quelques cartes que j'avais dans ma main pour choisir mon avenir. Parfois je le regrette. [...] Je pense que c'est peut-être pas le Pérou. » (Bastien/2/Attac).

Son engagement compense la déception vis-à-vis de la technicité de son école et son propre enfermement dans une position de futur fonctionnaire qui le contraint à diverses obligations. C'est alors dans le militantisme qu'il trouve des satisfactions. Des situations analogues se retrouvent auprès de militants ayant connu des déceptions en dehors de l'arène scolaire (relations amoureuses, monde associatif, musique, sport). Mais, à un moment où la scolarité cristallise toujours plus les attentions, ce sont les échecs scolaires qui constituent un terrain particulièrement favorable à l'engagement des étudiants (un cinquième des militants adhèrent dans les semaines ou les mois qui suivent un échec scolaire)<sup>895</sup>. Les situations de crise sont accentuées par les changements de cadre scolaire, voire de lieu de vie. De ce fait, les facteurs explicatifs s'entrecroisent : échec, réorientation, changement de configuration scolaire et sociale, mais aussi disponibilité – un échec étant susceptible de concorder avec une disponibilité accrue.

---

<sup>895</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

Dans un espace où les actions sont orientées vers l'acquisition de diplômes, les échecs représentent des moments où l'identité des étudiants est particulièrement mise à mal. En ce sens, P. Bourdieu et J.-C. Passeron soulignent « l'anxiété fondamentale de l'étudiant : condamné à se poser sans cesse la question de ce qu'il est et de ce qu'il vaut et n'ayant d'autre signe de son éléction que la réussite scolaire, c'est dans son être qu'il se sent atteint par l'échec ou l'anonymat<sup>896</sup> ». En bousculant leurs croyances et leurs attentes, les échecs conduisent à des remises en question : « Quels que soient les arguments avancés, ou les « raisons » mises en avant, il s'agit toujours (les redoublements) d'un véritable bouleversement pour les individus<sup>897</sup> ». Plusieurs enquêtés évoquent effectivement des moments de ruptures, tels que Christophe/75/SUD : « La plus grosse rupture, c'est d'être passé de la prépa à la fac parce que mon père me voyait plus prépa, grande école, IEP par exemple. Et à mon avis la rupture la plus importante c'est là. C'est d'être passé à la fac ». Le passage à l'Université prend la forme d'une déception pour lui, car il est apparu incapable de porter les espoirs paternels. Les échecs renvoient à des frustrations, un questionnement sur soi, un renoncement aux projets initiaux, un réajustement à la baisse des ambitions, et l'éloignement de la position sociale envisagée. Si plusieurs étudiants sont disponibles pour le militantisme, c'est aussi parce qu'ils ne sont plus complètement investis dans un projet d'ascension sociale<sup>898</sup>. Les remises en question semblent d'autant plus fortes que l'investissement scolaire a été conséquent, et que les étudiants ont construit leur identité sur la réussite scolaire au sein du cercle amical ou familial. De nombreux militants partagent, on le rappelle, une forme *d'illusio* scolaire associée à un côté « intello » et bon élève. Les échecs en rapport avec une dimension constitutive de leur identité entraînent une perte de repères, provoquent un réajustement, une redéfinition de l'identité, et nécessitent de reformuler d'autres projets souvent moins ambitieux. Comme le précise G. Felouzis : « Abandonner ses études et se réorienter dans une autre formation sont deux possibilités qui procèdent du même processus : celui de la découverte de son incapacité à continuer dans la voie présente, et de la recherche d'une « porte de sortie » à cette situation, par bien des aspects intenable pour les individus et l'image qu'ils ont d'eux-mêmes<sup>899</sup> ». Lorsque les projets scolaires ne sont plus accessibles, les étudiants cherchent d'autres terrains de satisfaction. Pour des étudiants politisés, le militantisme est une possibilité, comme pour Alex/22/Souris verte qui, au

---

<sup>896</sup> Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers*, op. cit., p. 74.

<sup>897</sup> Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, op. cit., p. 119.

<sup>898</sup> Voir Juhem (Philippe), « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS... », art. cit., p. 144.

<sup>899</sup> Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, op. cit., p. 119.

moment où il s'intéresse aux Verts, se trouve confronté à un désenchantement scolaire. Après deux années de prépa à Nancy, il échoue au concours de l'école vétérinaire :

« J'ai raté le concours la première année, ce qui est normal. La deuxième année, pour des raisons je vais dire de santé, puis de malchance, et de toute façon c'était très dur, j'ai raté, enfin j'ai raté l'admission, j'étais admissible, donc j'avais l'écrit, donc j'ai obtenu l'équivalence à Strasbourg en licence biochimie.

– *Sur le moment, ça t'a fait chier ?* –

Un petit peu, oui. Parce que j'en avais beaucoup bavé pendant deux ans, physiquement, parce que la prépa c'est très, très dur. [...] Il fallait sans arrêt dépasser ses limites, fallait bosser de plus en plus tard, de plus en plus, avec de plus en plus de choses, passer ses week-end à faire que ça et ses soirées, bon c'est très dur. Et j'en ai vraiment chié, le fait de pas avoir eu le concours, parce que je pensais le mériter, oui ça m'a un peu gêné, pour le dire poliment. » (Alex/22/Souris verte).

La déception est à la hauteur de son investissement conséquent en temps et en énergie. Afin de ne pas prendre une année de retard, il entre en licence par équivalence à Strasbourg : « La porte de sortie, c'était ici en licence. À Strasbourg ils donnaient l'équivalence, à Nancy ils ne donnaient pas l'équivalence. Donc quitte à gagner une année, je suis venu à Strasbourg ». Marqué par son échec qui le plonge dans un questionnement sur lui-même et le contraint à abandonner ses rêves professionnels, politisé, présentant une bonne volonté culturelle et un *ethos* promotionnel (ses grands-parents étaient ouvrier et paysan, sa mère est PEGC, son père ambulancier n'a pas la bac), familiarisé avec la politique par sa mère syndiquée et adjointe au maire d'une commune rurale, bénéficiant de temps et d'une offre militante plus conséquente, ne disposant pas d'un réseau relationnel très développé, il commence à suivre des conférences – dont l'une de D. Cohn Bendit lors de la campagne des européennes de 1999 –, et adhère peu de temps après chez les Verts. On perçoit là la pluralité des facteurs qui interviennent. L'échec scolaire s'intègre dans une configuration de facteurs. Pour ces étudiants désappointés et désillusionnés, le militantisme apparaît comme un élément possible d'une sortie de crise. Il forme « l'autrui généralisé au sens de Mead et le médiateur<sup>900</sup> ».

Les échecs au cours des études n'ont pas uniquement comme conséquence des adhésions, mais également, pour des étudiants déjà engagés, d'autres étapes de la carrière militante, notamment le début d'un militantisme actif. Tel est le cas de Jean-Claude/89/UMP, entré à l'UMP en 2004. La politique lui est familière depuis son enfance. Ses parents, commerçants, ont adhéré pendant plusieurs années au RPR. Sa mère, particulièrement

---

<sup>900</sup> Dubar (Claude), *La crise des identités*, op. cit., p. 172.

investie, était conseillère municipale d'une commune. Adolescent, Jean-Claude l'avait accompagnée à un meeting de J. Chirac en 1995, au moment de la présidentielle. Très intéressé par la politique et l'actualité, il suit quotidiennement les journaux télévisés, lit des quotidiens, recherche des informations sur Internet, consulte divers ouvrages politiques ou sur la politique de journalistes ou de sociologues (à titre d'exemple, ses derniers livres lus sont, au moment de l'entretien, l'ouvrage de François-Olivier Giesbert sur J. Chirac, et celui de M. Offerlé sur la sociologie de la vie politique française). Après avoir hésité à plusieurs reprises à prendre une carte, les grèves sur la réforme des retraites le décident à sauter le pas. La défense des acquis sociaux par de nombreux enseignants – corps qu'il envisage alors de rejoindre – le heurte. Si dès son entrée chez les Jeunes populaires (les jeunes UMP), il participe à quelques activités (tractage, mailing, meeting, etc.), très vite, il ne s'y investit quasiment plus en raison de sa priorité pour ses études. Titulaire d'une maîtrise STAPS, il passe le CAPES afin de devenir professeur de sports. C'est là pour lui la possibilité de réaliser une promotion culturelle par rapport à ses parents, notamment son père qui n'a pas fait d'études. Très motivé, il se donne les moyens de réussir (cours particuliers, travail quotidien en bibliothèque, entraînement à des dissertations, suppression de la plupart de ses loisirs, réduction de ses contacts avec ses amis, refus des sollicitations militantes). Alors qu'il s'y consacre très intensivement pendant plusieurs mois, il échoue à l'oral au printemps 2006, année d'une baisse très significative du nombre de postes mis au concours (« -75% ! », s'exclame-t-il). Cet échec, associé à des rumeurs sur une baisse à nouveau très importante du nombre de postes en 2007 le fait entrer dans une période de doute et de questionnement sur son avenir. Doit-il poursuivre dans cette voie avec des chances de réussite très aléatoires ? L'investissement dans un tel concours est-il pertinent ? Considérant ses projets professionnels et d'avenir « annihilés »<sup>901</sup>, selon ses propres termes, il envisage rapidement une autre poursuite d'études : un master de science politique, en rapport avec son intérêt pour la politique et les questions européennes. À ce moment là, disponible et en recherche d'une porte de sortie à son échec, il reprend contact avec le responsable local des Jeunes populaires qui lui propose une formation de deux jours, à Paris, destinée à quelques militants. Subissant le contrecoup de son échec à son concours et souhaitant « se changer les idées », pour reprendre son propos, il accepte sans hésiter. Ces formations sont, confie-t-il, encouragées par la direction dans le but de rivaliser avec le MJS *a priori* plus structuré, et ses militants davantage formés. À cette occasion, on lui tient, comme à tous les stagiaires, un discours de futur candidat (« dans

---

<sup>901</sup> Soulignons que la baisse du nombre de postes dont le gouvernement UMP est à l'origine ne le fait pas changer d'identification partisane.

cinq/dix ans, vous allez vous présenter, vous devez donc être formés pour être prêts »). Ce discours ne rend pas insensible Jean-Claude qui perçoit là une porte de sortie honorable à son échec et un nouvel objectif. Il est sensibilisé à la communication politique, puis rencontre des anciens ministres (R. Bachelot, É. Raoult), le directeur de cabinet de N. Sarkozy, et un chef de cabinet d'un autre ministre avec lequel il dîne et sympathise. Par l'intermédiaire de ce dernier, il obtient un stage de deux mois au sein d'un ministère. À cette période, on lui propose également le poste de responsable départemental des Jeunes populaires, qu'il accepte là aussi sans hésiter. Présent à Paris lors de son stage, il croise un des leaders des Jeunes populaires, et se trouve convié, puis associé au comité rédactionnel du programme des jeunes populaires. Par conséquent, pour Jean-Claude, l'échec dans ses études n'est pas à l'origine de son entrée en militantisme, mais plutôt de l'entrée dans un militantisme actif. Dans un contexte favorable, la politique est une solution de repli suite à un échec scolaire qui menace les étudiants de ne pas réussir à porter les espoirs parentaux d'ascension culturelle.

Les militants qui s'engagent suite à des déceptions scolaires n'ont pas toujours des parents militants. La carrière étudiante est alors particulièrement déterminante, et la crise identitaire profonde. En ce sens, l'exemple de Farid/16/Verts. Intéressé par la politique depuis son adolescence, il lit au moins un quotidien par jour (*Libération* le plus souvent). Cette politisation s'explique par celle de sa mère et de son grand-père, ainsi que par son environnement amical et scolaire favorable au lycée, puis à l'Université, successivement en droit et sociologie. En revanche, ses prédispositions ne permettent pas, en l'état, d'expliquer son militantisme (aucun militant au sein de sa famille, assez peu dans son cercle d'amis), ni le moment de son adhésion (en 2002). C'est en considérant l'ensemble de sa carrière étudiante que l'on peut comprendre le sens de son militantisme et le passage d'une politisation plutôt élevée à un militantisme actif. Farid est en situation de promotion culturelle. Son père est ouvrier. Son grand-père maternel, sans diplôme, harki, est ancien lieutenant de l'armée française. Sa mère, dotée d'un bac+2 acquis sur le tard, est comptable. Son *ethos* promotionnel affleure lorsqu'il admire la volonté de sa mère d'acquérir des diplômes, plus précisément pour le citer : « la volonté avec laquelle ma mère a fait preuve pour se réinstruire alors qu'elle n'avait pas de diplôme quand elle s'est mariée, et d'être devenue comptable aujourd'hui ». Il permet de saisir l'importance qu'il donne aux études, et sa détermination à les poursuivre en dépit d'un parcours scolaire laborieux. S'il redouble par deux fois au lycée, il obtient finalement un bac ES, et s'inscrit en droit. Après deux échecs en première année, sa réorientation en sociologie s'apparente à une porte de sortie pour y obtenir un diplôme du supérieur. Même s'il est hésitant quant à cette réorientation compte tenu du peu de prestige

des facultés de sociologie dans l'arène universitaire – il la considère alors comme une « fac de glandeurs » –, il n'a plus le choix. Rapidement, de nombreux enseignements de sociologie entrent en cohérence avec son intérêt pour l'actualité, la politique et la société, et l'amènent à se questionner. Ce sont notamment les travaux de P. Bourdieu qui ne le laissent pas indifférents. D'après lui, ils ne rendent pas compte de son parcours, celui d'un fils d'ouvrier qui a accédé à l'enseignement supérieur, et va – c'est ce qu'il envisage – accéder aux catégories intellectuelles supérieures. Il préfère des interprétations qui mettent au centre de l'interprétation un acteur plus libre de ses choix et plus autonome, représentations qui font davantage sens pour lui en situation de promotion culturelle et en conflit avec son père. La violence de sa critique de P. Bourdieu (« Y a des trucs de Bourdieu c'est n'importe quoi », ou « Bourdieu raconte parfois de grosses conneries ») témoigne de son attachement à sa situation de promotion culturelle et à ses études, qui doivent lui permettre de progresser dans l'espace social<sup>902</sup>, et de ne pas devenir ce qu'est son père, à qui il ne parle plus depuis plusieurs années. C'est à partir de sa manière de considérer la sociologie comme une opposition agent/acteur et quantitatif/qualitatif, avec une nette préférence pour la perspective qui met au centre de l'analyse les acteurs et le qualitatif, qu'il problématise la plupart de ses dissertations – cette vision manichéenne fait d'ailleurs écho au discours de certains enseignants pour qui cette représentation de la sociologie est facile à transmettre, voire confortable. Il réussit sans trop de difficultés à obtenir une licence, et projette de faire une thèse, de devenir sociologue comme ceux qui interviennent dans les quotidiens qu'il lit et les émissions de télévision qu'il regarde (il admire notamment Alain Touraine). Si Farid acquiert rapidement certains schèmes sociologiques, il n'est pas très travailleur et, pour reprendre ses propos, « se contente du minimum », de « quelques coups d'éclats ». Il livre en ce sens : « J'ai toujours été vraiment un fainéant ». Et c'est ainsi qu'en maîtrise, il ne parvient pas à rédiger son mémoire. L'année suivante, percevant les difficultés qu'il aura à continuer dans la recherche (en DEA et thèse), il s'inscrit en parallèle à sa maîtrise de sociologie à une maîtrise de science politique. Intéressé par la politique, sachant que ce diplôme comporte de nombreux enseignements de sociologie, il considère que ses connaissances sociologiques, son suivi régulier de l'actualité, sa « tchatche », pour reprendre son terme, lui permettront d'y réussir sans trop de difficultés. Comme en sociologie, il n'assiste pas à la plupart des cours – ce qui lui est de toute façon difficile en tant que maître d'internat. Comme en sociologie, il récupère quelques notes de cours juste avant les examens qu'il feuillette rapidement. Mais dans cette maîtrise de science

---

<sup>902</sup> Son attitude renvoie au refus de toute détermination sociale de certains étudiants évoqué par Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers*, *op. cit.*, p. 39.

politique, rattachée à une faculté de droit, le volume horaire est plus conséquent, les négociations avec les enseignants moins envisageables, le niveau d'exigence plus élevé, le système d'examens moins favorable au hasard, les approximations aux examens moins tolérées<sup>903</sup>. Alors qu'en sociologie, tous les examens sont des écrits à partir de sujets le plus souvent généraux avec un choix parmi deux – lors desquels Farid arrivait souvent à cadrer sa problématisation préférée en termes d'opposition agent/acteur –, en maîtrise de science politique les étudiants sont essentiellement évalués par des oraux. Le candidat tire au sort un sujet qui porte sur une petite partie du cours, ce qui demande de connaître la totalité du cours, et ne permet guère les hors-sujets. C'est au moment des examens qu'il comprend que les règles du jeu ne sont pas les mêmes qu'en sociologie<sup>904</sup>, et qu'il aura des difficultés à obtenir ce diplôme. En sociologie, il réussissait plus ou moins grâce à sa débrouillardise (citer des mots clés, des auteurs, des exemples tirés de l'actualité, développer un propos général sur les différences entre agent et acteur) – la débrouille, disposition développée lors de sa jeunesse dans un quartier dit sensible. En maîtrise de science politique, ce type de disposition est plus difficilement applicable. Il échoue très nettement aux examens de janvier 2002. Afin de garder la face, il avance alors des excuses disparates et contradictoires : une grippe le jour des écrits, une stratégie visant à passer la session de septembre, un manque de temps pour bachoter, ou encore un refus du bachotage, des cours peu intéressants, et même une stigmatisation des enseignants parce qu'il vient de sociologie :

« Moi j'étais vraiment allé là (en maîtrise de science politique) pour apprendre, en me disant je vais apprendre plein de choses, sur les politiques publiques, etc. Mais quand j'ai vu que c'était de la sociologie trempée dans l'eau, je me suis dit vraiment que c'était décevant. [...] Y a un contentieux qui est antérieur à moi, ils ont un problème avec les sociologues. » (Farid/16/Verts).

Toujours est-il que c'est là un échec, qui s'ajoute à son incapacité à entamer son mémoire de maîtrise. C'est à cette période de doute, au cours de laquelle il voit son avenir s'obscurcir, qu'il entre en contact avec un militant des Verts lors d'une conférence dans le lycée où il travaille :

« Après le 11 septembre (2001), dans le lycée où je travaille, les jeunes avaient voulu, pour faire décanter la chose, qu'on discute du racisme, de la montée anti-maghrébin. Donc avec le MRAP et son

---

<sup>903</sup> Pour une enquête sur des étudiants aux dispositions désaccordées, voir Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ?...*, *op. cit.*

<sup>904</sup> Sur les différences de règles du jeu entre les filières, cf. Felouzis (Georges), *La condition étudiante*, *op. cit.*



président, j'avais organisé une conférence dans mon lycée. Et y avait un mec du MRAP qui était chez les Verts aussi. Donc lui me disait : « on a besoin de suppléant, est-ce que ça te dit de venir adhérer chez les Verts ? » Moi, j'ai répondu : « y a pas de problème, je veux bien être suppléant, mais pas m'encarter, ne pas être chez les Verts tout de suite. » (Farid/16/Verts).

Ce responsable des Verts, en recherche de jeunes issus de l'immigration, lui propose très vite d'être suppléant aux législatives de juin 2002. Jusque là hésitant quant à un engagement dans un parti politique, il accepte, adhère peu de temps après au parti écologiste, et y devient très actif. À une question relative à ses regrets, il répond :

« - *Et dans ton parcours scolaire, est-ce que t'as des regrets ?* -

De ne pas avoir travaillé, de ne jamais avoir travaillé, de ne jamais avoir été un bûcheur. Mon regret c'est de ne pas avoir bossé, j'aurais peut-être fini plus vite. Mais d'un autre côté, j'aurais pas vécu ce que je vis aujourd'hui. » (Farid/16/Verts).

S'il entame une carrière militante, c'est parce qu'il rencontre un militant à un moment de doute sur son avenir. En même temps, le militantisme est une porte de sortie honorable, qui lui permet de mettre en action sa tchatche, son côté débrouillard, son sens de la répartie, les connaissances acquises par son suivi de l'actualité et ses études de sociologie et de science politique. Il trouve dans l'arène militante une arène de substitution. Le changement d'arène est consécutif à des événements de la carrière étudiante. Promotion culturelle, *ethos* promotionnel, intérêt politique, politisation comme norme dans le contexte scolaire, déception scolaire, menace d'un déclassement subjectif, rencontres, contexte politique, forment ici un ensemble d'éléments explicatifs de sa carrière militante.

De fait, pour de nombreux militants, l'investissement politique fait suite à des déceptions ou des désillusions dans une autre sphère, qui est tout de même le plus souvent la sphère étudiante. En conséquence, si nous rejoignons le propos de P. Juhem qui souligne que « le militantisme se voit pratiqué par une population ayant des ressources scolaires mais qui n'est pas engagée dans la concurrence scolaire la plus aiguë<sup>905</sup> », on souhaite le compléter en mettant en avant le rôle de la carrière scolaire. Si certains ne sont pas engagés dans la concurrence scolaire la plus aiguë, c'est aussi parce qu'ils y ont échoué, et que cet échec favorise leur entrée en militantisme. Mais les échecs ne sont pas les seuls points de rupture à considérer.

---

<sup>905</sup> Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée, note 1494, p. 651.

## 2. Une intégration impossible

Si plusieurs entrées en militantisme se rapportent à des déceptions scolaires, plus fréquentes encore sont celles suite à des positions en porte-à-faux avec le groupe des pairs. Le contexte d'études est en effet vecteur d'hétérogénéité. L'adhésion à une organisation politique peut correspondre à un refus ou une impossibilité d'intégration et d'adaptation au groupe d'arrivée, et dès lors à une forme de contestation, voire de révolte.

Les différences se cristallisent tout d'abord sur le rapport à l'Université, l'orientation politique, le rapport à la politique ou le *background* social. Soit le cas de Philippe/13/UNI/UMP. L'effet de sa position en porte-à-faux vis-à-vis de ses camarades de classe est patent dans l'activation de ses dispositions militantes, et le changement d'étape de sa carrière militante. Après avoir adhéré au RPR à 18 ans sans y être très actif, il rejoint l'UNI suite à son échec en droit et à sa réorientation en histoire, pour en devenir l'un des animateurs :

« 95-97 j'étais en droit, j'étais encore en droit à l'époque, une activité militante lambda. Pas beaucoup d'activité, je recevais des papiers que je redistribuais dans les amphithéâtres plus ou moins, puis participation à des réunions. **Mais pas un militantisme comme à partir de 97, à partir de 97 je suis passé en histoire, et c'est l'Université de sciences humaines qui m'a...** j'en étais comme deux ronds de patate, fallait voir ça dans les amphithéâtres. J'avais vu droit où tout était très... on respectait les professeurs, les locaux, les TD, une organisation bon an mal an. Et là la science humaine, le bordel, la chienlit, je reprends des termes vraiment gaullistes, gaulliens. Vraiment la chienlit, le prof qui parle, alors que derrière y a des types qui mangent, qui fument, qui boivent, qui écoutent de la musique, ou qui jouent aux cartes. Donc la première fois que je vois une distribution de tracts de l'UNI, je leur tombe dessus. Dans les dix minutes je sors mon chéquier, je signe, je remplis le bulletin, je prends les tracts et je continue de tracter avec eux. Le type, il en n'est pas revenu, il était comme deux ronds de patate. Voilà la même année, dans le mois suivant j'étais candidat à l'élection universitaire à Marc Bloch, élu. Ça fait quatre ans que je siége en tant que représentant syndical de l'UNI. Je devrais rempiler pour deux ans. » (Philippe/13/UNI/UMP).

Le changement de configuration scolaire est une étape décisive dans son rapport au militantisme. Il découvre la faculté d'histoire et l'Université des sciences humaines, dont les élèves ne sont pas aussi disciplinés et respectueux de l'institution universitaire qu'en droit. Cette situation qui l'excède s'ajoute à son échec et amplifie son sentiment de déclassement scolaire, par rapport à ce qu'il envisageait à la fin de ses études secondaires. En réaction à

l'attitude de certains étudiants d'histoire, dont il ne partage pas la vision de l'Université, ni les manières d'être, Philippe s'engage à l'UNI, le syndicat étudiant de droite qui prône l'ordre et le mérite. Sa position en porte-à-faux active ses prédispositions – ses grands-pères étaient syndicalistes dans les mines de Lorraine. Et c'est la rencontre de militants de l'UNI sur son lieu d'études qui déclenche son adhésion et son militantisme actif. Le choix de cette organisation est cohérent avec l'espace scolaire, les possibilités d'action à l'Université étant plus nombreuses par l'intermédiaire d'un syndicat étudiant que du parti politique auquel il adhère. Dans ce cas, différents facteurs se combinent : héritage, échec dans les études, déclassement subjectif, changement de configuration scolaire, décalage avec le groupe des pairs, et rencontre de militants sur le lieu d'études. Certaines étapes de la carrière étudiante sont donc plus décisives que d'autres. Pour Philippe, ce n'est pas tant l'entrée à l'Université qui est déterminante, que l'échec scolaire suivi d'une réorientation et surtout d'une position en porte-à-faux au sein de l'institution scolaire et d'un nouveau contexte.

Ce type de réaction au contexte scolaire fréquenté qui pousse les étudiants à l'engagement se comprend d'autant mieux lorsque la politique fait partie de leur identité héritée, et que le décalage porte sur des divergences politiques. Ainsi, plusieurs étudiants s'engagent après avoir été scolarisés dans une communauté étudiante aux opinions politiques différentes (être à droite dans un environnement scolaire de gauche, ou inversement)<sup>906</sup>. Soit le cas de Juliette/44. Elle adhère au RPR peu de temps après son arrivée à Paris pour y faire une licence de LEA à Jussieu. Elle découvre des étudiants « d'extrême gauche », ce qui la heurte, en tant que sympathisante du RPR, parti pour lequel elle a alors déjà collé des affiches avec son père militant :

« Je me suis toujours intéressée. Parce que mon père était déjà militant à l'époque, je l'accompagnais coller des affiches, des trucs comme ça. **Et j'ai commencé à vraiment, à prendre ma carte au RPR quand je suis arrivée à Paris, donc après mon deug, un peu par réaction, parce que j'étais à Jussieu qui est une grande fac d'extrême gauche**, il faut le dire. C'est là que j'ai commencé à militer dans la section jeune de mon quartier. » (Juliette/44/UMP).

Elle lie son engagement au RPR à son arrivée à Jussieu, université à la réputation de gauche. Outre la réaction au contexte scolaire, le militantisme est aussi un moyen alternatif,

---

<sup>906</sup> Cette situation est fréquente auprès d'étudiants qui investissent massivement dans leurs études, en promotion culturelle, et en phase de conversion de leurs propriétés héritées. Par exemple, effectuer des études de sciences humaines pour des fils et filles de commerçants, de chefs d'entreprise, ou une école de commerce pour des fils et filles d'employés de la fonction publique et d'instituteurs.

de construire un réseau amical plus en accord avec ses positions politiques que son environnement d'études. Soit également le cas de Jean/52/UMP, politisé et positionné à droite comme ses parents. Son père est conseiller municipal dans une petite commune. Les discussions sur l'actualité avec ses parents sont depuis toujours nombreuses. Ses parents qui n'ont pas de diplôme du supérieur ont amorcé une ascension sociale par la promotion interne au sein de leur entreprise. Ils lui ont transmis un *ethos* promotionnel et un respect de la culture légitime. Après son bac, attiré par les lettres – il écrit des nouvelles et des poèmes – et la culture – on ne peut que faire référence à une bonne volonté culturelle –, il s'oriente en hypokhâgne. Si le contenu des enseignements lui sied, il en est tout autrement du groupe des pairs, très majoritairement positionné à gauche et à l'extrême gauche. Il se trouve de ce fait en porte-à-faux par rapport à un élément constitutif de son identité et sur lequel il n'est pas question pour lui de transiger : le positionnement à droite. Après son échec au concours de Normale Sup', il se réoriente en école de commerce, ce qui lui permet de trouver une porte de sortie sans perdre une année, et de poursuivre ses études dans un environnement plus en adéquation avec ses idées. Et c'est là qu'il rejoint l'UMP. Il commente en ce sens son adhésion :

« Y avait peut-être un petit effet : « j'ai envie de me démarquer », parce qu'après l'hypokhâgne et la khâgne où tout le monde rabâche les oreilles avec « je vote à gauche, je vote à gauche, oulala tu votes à droite, oulala ». **Donc peut-être aussi cet effet là de : « moi je vote à droite et je le vis bien ». »** (Jean/52/UMP).

Son engagement militant est à mettre en rapport avec son échec mais avec une volonté de se distinguer de ses camarades de classe de prépa :

« – *Au niveau de la prépa, est-ce qu'il y avait beaucoup de discussions politiques entre les élèves ?* – Ces discussions, y en avait beaucoup. Mais ces discussions politiques d'hypokhâgne moyennes, des gens très intelligents, mais j'avais pas l'impression qu'ils menaient vraiment des discours sérieux. Beaucoup d'idées, beaucoup de rêves, beaucoup de choses qui me semblaient être moi complètement en dehors des réalités, ce qui faisait que je participais pas vraiment à ce genre de discussions. À un moment, « camarade la lutte finale », c'est bien pour mille huit cent quelque chose, mais on est en 2003. [...] J'avais des discussions avec des gens des MJS dont une amie, je suis en bon terme avec. On a des discours plus constructifs on va dire. Mais c'est vrai que les gens qui en parlaient le plus dans mon cursus de prépa, c'était vraiment des gens : « camarade la lutte finale », des gens éminemment intelligents, puisqu'ils ont fini brillamment normaliens. Je participais pas vraiment à ce genre de discussions. » (Jean/52/UMP).

Peu en adéquation avec les élèves de sa prépa, notamment ceux orientés à l'extrême gauche, son adhésion à l'UMP prend la forme d'un exutoire.

Les déceptions vis-à-vis du groupe des pairs sont aussi consécutives de dispositions désaccordées avec ce que représentent la politique et l'engagement. Si Sara/31/Attac s'engage à Attac, ce n'est pas en raison d'un échec scolaire, mais d'une position en porte-à-faux au sein de sa filière (géographie). Dotée d'une mention bien au bac, elle ne souhaite pas s'orienter en hypokhâgne, allant à l'encontre du souhait de ses parents, professeurs de lettres dans le secondaire. Le choix de la géographie, une des filières au recrutement social et scolaire le moins élevé de l'enseignement supérieur, n'est pas logique au regard de son *background*. Il a pour conséquence de la mettre en porte-à-faux par rapport aux autres élèves, précisément sur le rapport à la politique. Car à son entrée à l'Université, elle recherche le style de vie des étudiants intéressés par l'actualité et la politique, engagés. Représentation héritée de ses parents qui se sont rencontrés quand, étudiants, ils donnaient des cours d'alphabétisation à des immigrés dans le cadre d'une association. À son arrivée à l'Université, elle s'attend à trouver cette ambiance idéalisée :

« Au lycée, je me disais : « Et quand je vais aller à la fac, je vais rencontrer plein de gens, et tout, et on va discuter, et ça va être bien. » J'ai pas trouvé ça en fait. Mes deux années de deug, c'était sympa mais il manquait quelque chose.

– *Y a un peu cette attitude : « on vient en cours, on s'en va... »* –

On va boire des cafés mais bon on discute jamais de choses palpitantes. » (Sara/31/Attac).

Cependant en géographie, la plupart ne s'intéressent pas à la politique, ni à l'actualité. Sa filière et ses camarades de faculté ne répondent pas à ses attentes :

« Je pense que **ce qui m'a le plus motivée, paradoxalement c'est que les copains de la fac sont plutôt passifs**. [...] Un jour j'ai eu le malheur de dire que les élections étudiantes devraient être plus politisées, tout le monde m'est tombé dessus. Ce que j'entends toujours c'est : « l'AFGES c'est vachement bien, parce que c'est apolitique ». [...] Tout le monde vote pour eux à cause de ça. Moi c'est un truc qui m'avait frappé à l'amicale quand j'y étais, parce qu'on dépend plus ou moins de l'AFGES. Ben il fallait surtout se battre contre l'UNEF, et le gros truc c'était l'AFGES, c'est vachement bien, c'est apolitique. » (Sara/31/Attac).

Outre un très faible intérêt politique, les étudiants de géographie prônent l'apolitisme, ce qui entre en contradiction avec ses prédispositions politiques. Déçue par leurs pratiques,

intérêts et goûts, elle s'oriente vers une autre structure de socialisation. En concordance avec l'exemple parental de l'engagement associatif pendant la période étudiante et ses positions politiques, elle rejoint Attac dans le but de trouver des discussions et des débats absents sur son lieu d'études. Ce choix n'est pas non plus sans lien avec l'émergence de cette organisation au sein de l'espace militant. Son caractère novateur, en dehors des partis, interpelle des militants peu familiarisés avec l'engagement partisan. Dès les premiers contacts, l'association l'attire, car elle lui permet de rencontrer des étudiants plus en rapport avec ses goûts et l'image de l'étudiant engagé. Elle perçoit rapidement les rétributions afférentes à cet engagement : discussions sur l'actualité, suivi de conférences sur des thèmes variés, écriture d'articles dans le journal de l'organisation, sociabilité au sein du groupe étudiant d'Attac, bref un ensemble d'éléments qu'elle recherche en vain au sein de sa filière d'études.

Les positions en porte-à-faux au sein du contexte étudiant créent des conditions favorables à l'engagement d'une partie des militants. Les positions en porte-à-faux avec d'autres étudiants sont aussi dues à des situations de promotion culturelle et de violence symbolique. Si les études, qui constituent un facteur d'autonomisation vis-à-vis des parents et des socialisations primaires, permettent d'acquérir des diplômes, de se positionner dans l'espace social, et de réaliser une promotion culturelle et sociale, les déplacements sont souvent à l'origine de souffrances<sup>907</sup>. Les militants en promotion culturelle qui sont en porte-à-faux avec leurs pairs se retrouvent assez souvent au sein des syndicats étudiants et de la mouvance libertaire et révolutionnaire. Si certains étudiants sont particulièrement interpellés par leur discours, c'est parce qu'ils sont disposés à l'entendre au regard de leurs expériences<sup>908</sup>, notamment scolaires : confrontation avec le groupe des pairs, sentiment d'inégalité, domination subie, etc. En effet, on se souvient que : « L'adhésion à l'idéologie révolutionnaire peut prendre le caractère d'une conversion car il s'agit bien d'une transformation profonde de la vision du monde, d'une réinterprétation du passé et, éventuellement, d'une restauration de la dignité et de l'autoestimation<sup>909</sup> ». Après avoir investi dans leurs études, fait preuve d'une bonne volonté scolaire, et subi une forme de violence symbolique de l'institution scolaire et de ceux qui y sont dominants, l'entrée dans une organisation contestataire suite à une crise identitaire (un échec scolaire mais pas seulement),

---

<sup>907</sup> Cf. Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, op. cit.

<sup>908</sup> Sur le PCF, voir Ethuin (Nathalie), « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, n°63, 2003, p. 145-168.

<sup>909</sup> Ansart (Pierre), *Les idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974, p. 101.

représente pour des étudiants en promotion culturelle, le passage d'une bonne volonté scolaire à une bonne volonté militante et contestataire. Ils perçoivent l'activité militante comme un moyen de reconstruire positivement leur identité mise à mal. Certains militants s'épanouissent de ce fait à lutter contre les inégalités, notamment en milieu étudiant, d'autant qu'ils les ont subies ou les subissent. On a là une « résonance » entre les cadres cognitifs fournis par l'institution et les cadres personnels<sup>910</sup>. Le militantisme permet aux étudiants en promotion culturelle et en échec qui souffrent de la situation de transfuge d'être fidèles à leurs origines<sup>911</sup>, d'éviter les symptômes de la névrose de classe<sup>912</sup>, et de combattre ce qui les fait souffrir.

En ce sens, le cas de Mansour/12/UNEF/PS. Il étudie en médecine, c'est-à-dire une des filières les plus prestigieuses, au recrutement social très favorisé (plus de la moitié des étudiants sont originaires des catégories supérieures). Son engagement à l'UNEF représente une manière de réagir à la violence symbolique subie dans sa filière. Ses parents, immigrés, sont issus des fractions inférieures des catégories intermédiaires, technicien au chômage et aide soignante. Et si le militantisme fait partie des possibles – son père a été très engagé dans son pays d'origine –, le déclic se fait lorsqu'il rencontre des militants de l'UNEF venus tractés à la faculté de médecine. En fait, il voit en eux des personnes qui refusent la domination douce et symbolique à l'œuvre dans cette faculté plutôt bourgeoise qu'il subit depuis sa première année. Militer dans ce syndicat de gauche représente pour lui un moyen de contester cette domination exercée par l'institution et les élèves issus de milieux plus favorisés que le sien.

Le cas de Laurent/11/FA est assez proche. Fils d'instituteur et petit-fils d'ouvriers, il adhère à la Fédération anarchiste, l'année où il se trouve en classe préparatoire à l'école des Chartes, année qui se soldera par un échec :

« J'ai pas réussi à passer en deuxième année, et au bout d'un certain temps, ça m'intéressait plus trop. Surtout l'ambiance, surtout en prépa Chartes, c'est pas spécialement ce que j'apprécie parce que c'est

---

<sup>910</sup> Sur le PCF, voir Ethuin (Nathalie), « De l'idéologisation de l'engagement communiste... », art. cit. qui cite à ce propos, p. 152 : Snow (D.), Rochford (E.B.), Worden (S.), Benford (R.), « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51 (4), 1986, p. 464-481 ; Snow (D.), Benford (R.), « Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization », in Klandermans (B.), Kriesi (H.), Tarrow (S.) (eds.), *From Structure to Action: Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, JAI Press, 1988, p. 197-217.

<sup>911</sup> Cf. le cas des normaliens socialistes de la fin du 19<sup>e</sup> siècle étudié par C. Charle qui trouvent dans leur engagement un facteur d'intégration sociale et un moyen de rester fidèle à leur milieu d'origine : « Pour eux, le socialisme représente une revendication d'identité sociale symbolique d'intellectuels qui viennent de quitter le monde du peuple par suite d'un déracinement social, géographique et culturel douloureux. », Charle (Christophe), *Paris fin de siècle, op. cit.*, p. 242.

<sup>912</sup> Gaulejac (Vincent de), *La névrose de classe, op. cit.*

assez nobles déclassés, ça fait assez bizarre, j'ai jamais été dans une classe où il y avait autant de noms à particule. J'ai pas eu une grande facilité à m'intégrer dans ce genre de milieu. Donc je parlais finalement qu'à deux ou trois personnes. [...] C'est pas forcément des gens qui ont un regard critique, et de toute façon c'est pas non plus dans leur intérêt quelque part de se mettre en contradiction, c'est pas quelque chose d'évident pour eux. Sinon prépa Chartes, j'avais pas trop de discussions, mais je pense pas qu'il y avait, que ça soit au niveau politique ou économique, un regard critique très prononcé ». (Laurent/11/FA).

Dans sa prépa, il ne réussit pas à s'intégrer, en ne se sentant pas à son aise en présence d'élèves issus de milieux beaucoup plus huppés que le sien (« c'est assez bourge, fils de médecin et compagnie »). Cette incapacité d'intégration et ses difficultés scolaires le font entrer dans une période de crise. Face à une situation qui engendre une remise en question de ses projets d'avenir alliée à une perception d'inégalités, et à un souhait de rencontrer des jeunes plus en accord avec ses opinions et ses idées, Laurent se tourne vers un mouvement contestataire qui lutte contre toute tutelle et toute domination : la Fédération anarchiste.

Les positions en porte-à-faux des étudiants en promotion culturelle peuvent expliquer l'activation de dispositions militantes. Cependant, la prise de rôle du bon élève les a aussi coupés de leur famille, et à partir de là, seule une partie des dispositions issues de l'héritage est activée. En s'étant différenciés et autonomisés de leurs parents, les étudiants en promotion culturelle procèdent à une forme de négociation et d'arrangement entre leurs dispositions héritées, leur parcours, et leur situation : « En s'engageant dans des rôles et en négociant des ajustements dans l'interaction, les acteurs participent à la recomposition de leur patrimoine de schémas incorporés, et redessinent ainsi les cadres de leur détermination identitaire<sup>913</sup> ». Mais l'adaptation à un nouveau groupe peut s'avérer difficile.

Soit l'exemple de Julie/4/Attac. Suite à son échec en hypokhâgne, la confrontation avec des élèves plus dotés en ressources sociales et sa réorientation en deug de sociologie, elle adhère à Attac. Sa situation scolaire active ses dispositions militantes – elle a toujours connu son père particulièrement actif dans un syndicat enseignant. Son engagement respecte certaines valeurs paternelles : « Je sais que mon père est fier, même s'il ne le montre pas, de voir, le fait que lui est le seul dans sa famille à avoir bougé sa tête, il voit qu'en moi y a quelque chose qui est passé, et je sais que ça lui fait plaisir ». Elle évoque ici la fierté de son père de la voir militer dans une organisation politique. Outre le fait que cet engagement compense son échec en prépa, il se situe au cours d'une période de disponibilité biographique,

---

<sup>913</sup> Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité... », art. cit., p. 306.



et de changement de configuration scolaire et sociale. Il lui permet aussi, selon son propos, de se réaliser et de côtoyer des personnes cultivées : « Comme je me destine à l'enseignement, et que j'ai rencontré là-haut (à Attac) quasiment que des enseignants, milieu essentiellement universitaire, ça m'a appris sur le groupe social auquel je risquais d'appartenir ». Ce faisant, les adhérents d'Attac représentent le groupe qu'elle souhaite intégrer, c'est-à-dire celui des agrégés et des enseignants du supérieur – émerge ici son rapport réflexif à ses pratiques et son auto-analyse à partir des concepts sociologiques. Cet engagement et ses études supérieures symbolisent son départ de sa famille au sens propre comme au sens figuré :

« J'ai eu beaucoup de plaisir. Par exemple dans ma famille, je passais pour l'intello parce que j'étais souvent dans mes livres, et que ça n'allait pas de soi chez nous, c'est l'habitus. J'ai fait hypokhâgne, et ma mère l'a très mal pris, alors elle, elle fait la méga frustration, et du coup à table je pouvais jamais évoquer des auteurs qui me tiennent à cœur. Et là-bas il n'y avait que des gens comme ça. C'est comme une vengeance, tu te laisses aller, ça te fait plaisir, même si c'est de la spéculation, et de la démonstration de savoir et tout, ça fait du bien. Et tu te dis que c'est pas fortuit. Et quelque part ça me rassurait sur... **si je me suis un peu séparée de mon éducation familiale, ma prime éducation, c'est pas pour devenir rien du tout, c'est pour aussi retrouver des gens qui existent, qui sont comme moi ailleurs**, donc là c'est pas du tout un engagement politique, c'est identitaire, c'est dans ma transition vers ma vie d'adulte. » (Julie/4/Attac).

Ses connaissances sociologiques lui permettent d'interpréter sa position. En fait, par ses études supérieures, sa scolarité en hypokhâgne, et ses nombreuses lectures, Julie réalise une promotion culturelle par rapport à son père, professeur de sport dans un collège (sans le CAPES), sa mère, laborantine qui a obtenu difficilement le bac, et ses grands-parents, petits paysans devenus ouvriers. Si l'écart du niveau de diplôme avec son père n'est pas si élevé, c'est sur ses pratiques culturelles légitimes qu'elle se différencie particulièrement. Consciente de sa position et animée par un souhait d'ascension, héritière de *l'ethos* promotionnel de son père qui s'est lui-même, pour la citer, « émancipé de son éducation et de sa famille d'origine » paysanne et ouvrière, elle s'estime en décalage avec sa famille. En conséquence, si l'adhésion à Attac active ses prédispositions militantes, elle contre également une partie de l'héritage parental en étant au sein d'une organisation qui accueille des personnes d'un niveau social supérieur à ses parents, et surtout militent pour l'instauration de taxations boursières, point sur lequel Julie s'oppose à son père : « Mon père était communiste quand il était jeune jusqu'à l'âge de 40 ans. Maintenant il est à gauche, et ça le dérange pas d'être à gauche et d'avoir des

actions cotées en bourse. Ça m'a franchement déçue ». De la sorte, elle ne comprend pas que son père investisse en bourse.

Mais si la séparation de son groupe d'origine n'est pas aisée, l'ajustement à un nouveau groupe ne l'est pas davantage : « Il y a conflit entre l'ancienne et la nouvelle conception du soi, dédoublement de la personnalité. [...] Souvent l'ancien soi résiste, ou ne s'estompe que provisoirement, prêt à ressurgir<sup>914</sup> ». Julie propose un double décalage avec sa famille – surtout sa mère qui n'a pas fait d'études supérieures – mais aussi avec les membres d'Attac, l'organisation à laquelle elle adhère. Certes, son engagement à Attac lui permet de discuter de sujets qu'elle ne peut pas aborder dans sa structure familiale. Cependant, à Attac, les personnes qu'elle considérait *a priori* proches d'elle, ne se révèlent pas tout à fait comme elle. Ce groupe qu'elle souhaite atteindre n'apparaît pas si facile d'accès :

« Là où j'ai été déçue, c'est qu'ils sont pas forcément comme moi. Quand je te disais qu'il y avait une homogénéité sociale, c'est milieu intellectuel de gauche mais, peut-être communiste, mais tu sens que c'est le milieu bourgeois de gauche, très peu prolétaire. T'as déjà vu le film *Ridicule* ? Des fois j'avais l'impression d'être là-dedans. Des fois je me disais, rien que pour faire passer mon idée, comment je vais pouvoir prendre la parole ? Tu voyais, et il y avait un truc typique, c'était l'humour. Si tu comprenais pas cet humour là, t'avais rien à faire là, tu t'auto excluais. [...] Je crois que j'ai fait un complexe vis-à-vis de cette association. J'arrive pas... j'ai les idées, je me sens proche, mais j'ai pas le moyen d'expression, et je cherche pas à l'avoir. Si je peux m'exprimer... En fait, si je parlais comme eux j'aurais l'impression vraiment de jouer, et j'aurais l'impression d'être à côté de mes pompes, et j'aime bien m'engager naturellement. Je dis pas qu'il y a pas de gens comme moi à Attac. Mais quelque part c'était typique. À l'AG, j'ai pas pris la parole. Quand on était en comité plus restreint, je la prenais beaucoup plus. Je sais que ceux qui prennent la parole aux AG, c'est ceux qui se sentent légitimes à la prendre. Sauf ceux qui ont de l'audace et moi j'en ai pas autant. J'ai dû faire un complexe. »  
(Julie/4/Attac).

En ne disposant pas de la même compétence linguistique et en ne se sentant pas autorisée à parler<sup>915</sup>, il lui est difficile de s'exprimer, de faire passer ses idées, et de se sentir pleinement militante. Délaisant petit à petit cet engagement, elle conserve à l'égard d'Attac un sentiment double, fait d'attraction et de répulsion :

« Je vais essayer de faire l'agrégé en fait. Ça m'a fait un peu peur, en même temps c'était (à Attac) comme un miroir, faut l'accepter. J'ai gardé ça de l'éducation, c'est une frustration, un complexe. **Des**

---

<sup>914</sup> *Ibid.*, p. 309.

<sup>915</sup> Cf. Bourdieu (Pierre), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistique*, Paris, Fayard, 1982.

**fois, on est obligé de quitter des comportements pour en prendre des autres, et des fois on ne s'aime pas comme ça, mais ça fait partie de notre profession, de nos ambitions.** Ça m'a appris là-dessus, et aussi parce que je me pose franchement... **je fais l'expérience par rapport à mes parents d'une ascension sociale, pas du tout économique, mais sur le plan du capital symbolique et culturel. Et j'avoue que psychologiquement des fois c'est dur à assumer.** Et pour se faire confiance, c'est des trucs très cons, parce que les capacités intellectuelles je pense que je les ai, mais me faire valoir, il faut commencer par croire en soi. La perspective d'un concours (l'agrégation du secondaire en sciences économiques et sociales), ça m'effraie, se dire qu'on va se faire juger, quand je sais que je vais passer un concours, dans ma tête c'est pas que je vais me faire juger sur mes capacités mais que je vais ressembler au profil... ça me terrorise, c'est inconscient, c'est psychologique, et du coup le fait, de me retrouver à Attac, et de voir des jeunes peut-être pas dans le même cas que moi, qui viennent peut-être d'un milieu social culturel pas très élevé, mais peut-être des futurs, et de me faire accepter d'eux, ça fait partie de mes... » (Julie/4/Attac).

Tout est dit dans cet extrait : sentiment d'étrangeté, crise identitaire, questionnement sur soi-même, socialisation anticipatrice, difficulté d'ajustement au groupe d'arrivée. Outre l'illustration de l'effet des connaissances acquises sur les parcours des acteurs, l'entrée en militantisme de Julie permet de souligner la complexité des phénomènes de réorganisation identitaire. Cet exemple éclaire la manière dont se mettent en action les dispositions, mais aussi les négociations avec l'héritage et les difficultés à le contrer totalement.

Ainsi, les déceptions scolaires, les situations de déclassements scolaires objectifs et subjectifs, la rencontre d'étudiants aux propriétés sociales et politiques différentes, le décalage avec les parents que peuvent produire les études supérieures, créent des situations *d'hystérésis* qui constituent des éléments déclencheurs de changements d'étapes dans la carrière militante, d'engagements notamment. Mais, au sein des organisations, la rencontre de personnes aux propriétés différentes, est également susceptible de créer des situations où les militants se trouvent en porte-à-faux, ce qui entraîne des désengagements.

\*                    \*  
\*  
\*  
\*

Les carrières militantes des étudiants, notamment les entrées, doivent être appréhendées suivant le contexte politique et scolaire et les étapes de la carrière étudiante. Les entretiens biographiques avec une attention marquée pour les différentes phases des carrières militantes et étudiantes ont en cela été les plus adaptés. Ce chapitre rend compte de la complexité des facteurs et de la pluralité des situations. Il renseigne sur les effets, sur les

engagements, des changements de contexte et de configuration politique (événements politiques, rôle de militants intermédiaires) et scolaire (lieu d'études, groupe des pairs, échecs, ruptures, déceptions, réorientation, rencontres). Certaines étapes de la carrière étudiante s'avèrent plus décisives que d'autres. C'est un ensemble de ruptures produites par le contexte d'action par rapport à une situation antérieure, à l'héritage et aux dispositions, qui créent la réaction, ici l'entrée en militantisme ou le passage dans une phase militante plus active. Les résultats de l'enquête effectuée informent aussi sur la nécessité d'interroger le sens du militantisme. On distingue un militantisme d'adhésion (socialisation anticipatrice) d'un militantisme de contestation de l'ordre scolaire : endosser le rôle de défenseur des droits des étudiants et de l'égalité entre les individus permet de repenser sa position à l'intérieur de l'espace universitaire. Enfin, ce chapitre illustre les conséquences des ruptures liées à la carrière scolaire dans un contexte de massification de l'enseignement supérieur. L'investissement toujours plus conséquent dans les études accroît les crises identitaires, notamment par le biais de la promotion culturelle. Le militantisme représente une sortie de crise possible pour des étudiants dotés de dispositions militantes. Les situations de crise identitaire activent alors les prédispositions, et symbolisent une forme de retour sur l'héritage. Retour qui ne peut être total compte tenu de la rupture préalable qu'impose la promotion culturelle. L'entrée en militantisme constitue un analyseur de la négociation identitaire des étudiants, pris entre, d'une part un souhait d'autonomisation fréquemment lié à leur *ethos* promotionnel, et d'autre part leurs prédispositions, voire une forme de fidélité à leurs origines, notamment quand l'intégration au groupe de référence semble impossible.

# **Chapitre VII : Le cursus parallèle des étudiants militants : apprentissage, reconstruction identitaire, lutte contre un déclassement**

« Le militantisme m'a créé une personnalité. Si au moment du lycée, je deviens un taupin, et je fais des concours, aujourd'hui t'as pas le même gars en face de toi. » (Stéphane/65/UMP, étudiant militant devenu assistant parlementaire).

Les changements d'étape au cours des carrières militantes font fréquemment suite à des étapes de la carrière étudiante (entrées dans le supérieur, mobilités géographiques ou scolaires, échecs, déceptions, situations en porte-à-faux avec le groupe des pairs). Par les rétributions qu'il offre, le militantisme actif des étudiants forme une réponse à des crises identitaires. La sociabilité et la prise de rôle dans l'arène universitaire ont été abordées dans le chapitre précédent, il s'agit à présent de développer ce qui relève de l'apprentissage.

L'espace militant est une sphère sociale avec des activités, des règles et des intérêts spécifiques, un univers de socialisation où se forment des connaissances, des croyances, des façons d'agir et de penser. Comme le souligne F. Sawicki : « La participation prolongée aux activités d'un groupement, les actions entreprises, modifient la manière dont les membres définissent leur engagement, les personnes qu'ils fréquentent et les obligations qu'ils contractent à leur égard, les compétences qui sont les leurs, voire leur mode et leur niveau de vie...<sup>916</sup> ». Plusieurs recherches en rendent effectivement compte. D. McAdam signale que les militants du mouvement pour l'obtention des droits civiques se sont radicalisés et ont modifié leur manière de voir le monde suite à leur activisme<sup>917</sup>. Auprès des militants de l'OCI (l'Organisation Communiste Internationaliste) et de l'AJS (l'Alliance des jeunes pour le socialisme, l'organisation de jeunesse de l'OCI), K. Yon établit que le mode d'engagement *total*, et les univers sociaux et militants fréquentés ont façonné leurs dispositions, leur

---

<sup>916</sup> Sawicki (Frédéric), « Les temps de l'engagement... », art. cit., p. 126.

<sup>917</sup> McAdam (Doug), *Freedom Summer*, *op. cit.*

représentation du monde et leurs répertoires d'action<sup>918</sup>. Avec les étudiants – groupe en situation d'apprentissage –, se pose précisément la question des effets de la prise du rôle de militant sur leur identité, leurs savoirs et leurs connaissances, – et ce, pas seulement au sein d'une seule organisation. Les étudiants militants disposent de temps et sont, de ce fait, parmi les plus actifs au sein de l'espace militant. Sachant que l'acquisition de connaissances et de savoir-faire dépend directement du temps mis en jeu dans l'arène militante, ils font partie de ceux pour qui la socialisation militante est la plus prégnante. Mais qu'apprennent-ils ? Quelles sont les logiques de l'appropriation d'un capital militant et de sa répartition entre les militants ? Quels sont les enjeux identitaires auxquels renvoie la socialisation militante ? Quels sens donnent-ils à celle-ci ? Les travaux de B. Pudal sur le PCF sont ici éclairants. Il montre que le militantisme représente un cursus parallèle pour la plupart des responsables du PCF dotés d'un *ethos* promotionnel, *ethos* qui n'a pas trouvé un contexte favorable à son expression<sup>919</sup>. Nombreux sont les étudiants militants avec un rapport particulier à l'apprentissage. Comme nous l'avons évoqué précédemment avec les facteurs explicatifs de l'entrée en militantisme, ils présentent très souvent un côté « intello », et portent une attention marquée aux études et aux « choses » culturelles. Ils ont construit leur identité sur la réussite scolaire et, au cours de leur scolarité antérieure, mis en action leurs dispositions à l'apprentissage afin d'acquérir des ressources culturelles et scolaires. Or, suite à des échecs et des déceptions, ils ne sont pas ou plus dans la concurrence scolaire la plus intense. Quel sens donné à la socialisation militante au regard des prédispositions des militants, de leurs carrières militantes et étudiantes, et de leur position en porte-à-faux par rapport à leurs dispositions à l'apprentissage ?

Si les étudiants militants développent un capital militant, en quoi est-il convertible dans d'autres arènes<sup>920</sup>, plus précisément dans une carrière dans, ou en rapport avec, l'espace politique<sup>921</sup>. C'est là un autre intérêt à enquêter sur leur socialisation militante : l'étude des entrées en politique et de certaines formes de professionnalisation politique par la voie militante<sup>922</sup>. « Une fois close la situation d'apesanteur sociale autorisée par la vie d'étudiant

---

<sup>918</sup> Yon (Karel), « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant... », art. cit., p. 138.

<sup>919</sup> Pudal (Bernard), *Prendre parti, op. cit.*

<sup>920</sup> Cf. le taux de change évoqué par Matonti (Frédérique), Poupeau (Franck), « Le capital militant... », art. cit.

<sup>921</sup> Sur les mouvements de jeunesse politique comme lieux d'apprentissage des techniques nécessaires à la professionnalisation politique, voir Moncourtois (Florence), *Les jeunes dirigeants politiques français...*, Thèse citée.

<sup>922</sup> La voie militante se distingue d'une part de la filière locale et notabiliaire, et d'autre part de l'accès direct au centre *via* un cabinet ministériel. Sur les différentes voies d'accès à la carrière politique : Dogan (Mattei), « Les

militant, l'entrée dans la vie professionnelle conduit à réinvestir des dispositions militantes restées inemployées<sup>923</sup>. » Plusieurs étudiants militants envisagent d'entrer en politique, de s'y professionnaliser, et d'être un jour élus. Quelques uns accèdent effectivement à l'espace politique en tant que collaborateurs (assistant parlementaire ou permanent d'une organisation), mais tous ne sont pas concernés. Convertir les ressources militantes dans une nouvelle arène implique qu'elles y soient adaptées. On doit ainsi mettre en exergue les ressources pertinentes quant à une professionnalisation politique et les processus qui y conduisent. Quelles sont ces ressources ? En quoi font-elles sens au sein de l'espace politique ? Tous les militants ne souhaitent pas devenir des professionnels de la politique. Dans quelles conditions sociales, investissent-ils leurs ressources militantes dans l'arène politique ? Qui sont les plus aptes à s'accommoder des attentes de la professionnalisation politique ? Peu de travaux portent sur ce thème. La recherche de P. Juhem sur les fondateurs de SOS-Racisme fait exception. Il établit que le passage de l'extrême gauche au PS résulte « de la nécessité d'acquérir [...] des positions professionnelles correspondant à leur statut militant, et, d'autre part, des opportunités de promotions et de reclassements ouverts par l'arrivée de la gauche au pouvoir<sup>924</sup> ». Les fondateurs de SOS se trouvent à la fin de leurs études qu'ils ont menées le plus longtemps possible afin de maintenir leur activité politique au sein de l'UNEF-ID. Et « à l'issue d'une dizaine d'années de militantisme étudiant, les membres du groupe se trouvent trop peu diplômés pour accéder à un poste professionnel pleinement satisfaisant en regard de leurs niveaux de responsabilité antérieurs<sup>925</sup> ». Leur professionnalisation politique est une manière de convertir et de rentabiliser leurs ressources militantes par rapport à des ressources scolaires relativement communes. Cette configuration interroge plus largement les effets de la carrière étudiante sur la professionnalisation politique des militants quelle que soit l'organisation. Qu'en est-il auprès d'autres militants que les fondateurs de SOS ? Quels sont les effets de la carrière étudiante sur l'accès des militants à des postes de collaborateurs politiques ?

Dans ce chapitre, nous souhaitons montrer que, dans la routine de leurs activités militantes, les étudiants s'adaptent à leur environnement, et acquièrent un ensemble de dispositions, connaissances et autres savoir-faire. Ce sont là des rétributions qui expliquent

---

filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, VIII (4), 1967, p. 468-492 ; Gaxie (Daniel), *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1999, p. 77-79.

<sup>923</sup> Tissot (Sylvie), « Les reconversions militantes », in Tissot (Sylvie) (dir.), avec Gaubert (Christophe), Lechien (Marie-Hélène), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, p. 9-17, p. 11.

<sup>924</sup> Juhem (Philippe), « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS... », art. cit., p. 132.

<sup>925</sup> *Ibid.*, p. 146.

l'engagement dans la durée d'une partie des militants<sup>926</sup>. Beaucoup sont prompts à s'investir dans le militantisme et à saisir les occasions d'effectuer un cursus parallèle au sein de l'arène militante. L'acquisition d'un capital militant n'est toutefois pas homogène dans l'espace militant. Outre des variations entre organisations selon le type de ressource, les plus investis en sont assez logiquement les principaux bénéficiaires. Mais si la socialisation militante fait sens pour de nombreux étudiants, c'est que ceux-ci y sont disposés, non seulement en raison de leur héritage mais aussi de leur carrière scolaire. En représentant un cursus parallèle, le militantisme leur permet de mettre en action non seulement leurs dispositions militantes héritées mais aussi leurs dispositions à l'apprentissage, et de re-construire leur identité, notamment quand l'institution scolaire l'a mise à mal. Les ressources acquises par l'expérience du militantisme étudiant sont ensuite convertibles dans des postes de collaborateurs politiques à condition que les militants soient positionnés à proximité du centre du champ politique. Là encore, cette possibilité ne renvoie pas seulement à des logiques politiques et militantes, mais aussi au déroulement de la carrière étudiante. Car, à l'instar de l'entrée en militantisme, l'entrée dans une fonction de collaborateur politique en tant que nouvelle séquence de la carrière militante concorde avec des échecs, des doutes, et des positions en porte-à-faux dans l'arène scolaire. Non promus par le système scolaire, certains le sont par l'arène politique. La politique n'est pas que prestige, mais aussi un choix par défaut d'une carrière étudiante et professionnelle à laquelle on n'a pu accéder compte tenu d'un décalage entre des qualités requises et un profil demandé.

Les données sur l'acquisition de ressources militantes et les conditions de leur conversion dans une activité rémunérée au sein du champ politique, en bref ce que le militantisme fait des militants et ce que les militants en font, ont été recueillies au moyen de méthodes qualitatives (entretiens et observations)<sup>927</sup>. Ce chapitre abordera tout d'abord les effets de la socialisation militante (I), puis les étudiants militants qui se professionnalisent dans l'espace politique (II).

---

<sup>926</sup> Sur les rétributions du militantisme, voir Gaxie (Daniel), « Économie des partis et rétributions du militantisme », art. cit. ; Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », art. cit.

<sup>927</sup> Les observations, les expériences directes, et les entretiens effectués au sein de l'espace des étudiants militants ont permis d'appréhender des éléments relatifs à la socialisation militante. D'autre part, parmi les militants interrogés, une vingtaine étaient au moment de l'entretien, ou sont devenus, collaborateurs politiques (assistant parlementaire ou permanent d'une organisation). La connaissance de ce type de poste est complétée par notre enquête réalisée par ailleurs sur les assistants parlementaires des eurodéputés, qui repose sur une centaine d'entretiens effectués entre 2002 et 2005, cf. Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.



## I. Le militantisme : une formation parallèle

L'engagement dans une organisation politique correspond à une prise de rôle. Pour s'y conformer, les étudiants militants s'habituent aux routines organisationnelles, s'affairent à réduire la dissonance avec leurs camarades, acquièrent des savoirs, savoir-faire et compétences. Processus qui peut transformer leurs représentations<sup>928</sup>. Que font-ils ? Qu'apprennent-ils ? En quoi le militantisme modifie leurs manières d'être ? Quelle est la structure de leur capital militant ? Évoquer les ressources militantes ne doit pas occulter leur double dimension : collective et individuelle<sup>929</sup>. D'une part, les écarts de formation sont à interroger. C'est là considérer un espace de formation sur l'ensemble des étudiants militants, et non sur les militants d'une seule organisation. Cette perspective transversale implique d'observer la formation de « styles militants » et d'habitus militants spécifiques à chaque type de militantisme<sup>930</sup>. Quelles sont les variations entre les organisations ? Qu'est-ce qui différencie les militants ? D'autre part, les habitus militants sont actualisés diversement : non seulement selon les positions au sein des organisations, mais aussi selon les prédispositions et les étapes des carrières étudiantes. En fait, les plus enclins à s'accommoder de la socialisation militante sont bien évidemment ceux qui disposent d'une habitude à l'espace politique, et l'on a vu qu'une large majorité de militants était disposée. Mais cette explication n'est pas complètement satisfaisante. L'analyse ne peut pas s'arrêter à un constat. Elle doit mettre en sens le vécu : « Partir de l'idée que les gens ne font pas n'importe quoi suppose de prendre au sérieux le rapport qu'ils tentent d'établir entre l'action et la connaissance, savante entre autres<sup>931</sup> ». Quel sens les étudiants militants donnent-ils à l'apprentissage ?

Lieu de formation, le militantisme représente un cursus parallèle, voire un cursus de substitution, notamment pour les étudiants les plus proches d'un militantisme total, qui sont le plus souvent en promotion culturelle. Par l'acquisition de connaissances et de savoir-faire, les étudiants militants développent une perception plus valorisante d'eux-mêmes. Ils transfèrent dans l'arène militante des dispositions acquises dans l'arène scolaire, et combrent un manque :

---

<sup>928</sup> En ce sens : Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, *op. cit.*

<sup>929</sup> Offerlé (Michel), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2002 (1<sup>ère</sup> éd. 1987).

<sup>930</sup> Sur la théorie des champs comme théorie régionale du monde social : Lahire (Bernard), *L'homme pluriel*, *op. cit.*, p. 38-43.

<sup>931</sup> Siméant (Johanna), « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in Hamann (Philippe), Méon (Jean-Mathieu), Verrier (Benoît) (dir.), *Discours savants, discours militants. Mélange de genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 17-53, p. 24.

quand on a construit sa jeunesse sur l'apprentissage, difficile d'en faire fi. C'est là même un enjeu pour ceux dont la carrière étudiante a été perturbée par des déceptions et des échecs scolaires. La carrière militante compense alors les déceptions de la carrière scolaire, et la bonne volonté militante se superpose à la bonne volonté scolaire. La frustration scolaire serait ainsi au principe de l'accès autodidacte à la politique<sup>932</sup>.

Cette partie s'appuie sur l'enquête ethnographique menée au sein de l'espace militant, à partir d'entretiens, d'observations, de suivi de réunions et de meetings, mais aussi d'expériences directes lors de diverses mobilisations (entre-deux tours de la présidentielle de 2002, anti-CPE (Contrat première embauche) au printemps 2006). Elle appréhende l'apprentissage militant (A), puis l'espace des étudiants militants comme espace de formation (B).

## **A. Un apprentissage politique**

À leur entrée dans une organisation, les étudiants militants découvrent le fonctionnement et la signification des règles (dites et non dites) de l'espace militant. Petit à petit, ils tiennent leur rôle de militant par l'adoption d'un cadre de référence commun à l'organisation, la réduction des écarts avec les autres militants, et l'ajustement de leurs comportements. Ils procèdent par mimétisme, suivent les conseils des anciens, observent les réactions quant à leurs manières de faire et d'agir. Autant d'éléments qui leur indiquent, tel un apprentissage réciproque, les conduites à adopter. Des formations organisées facilitent l'adaptation et l'imprégnation. L'apprentissage est d'autant plus facile que, en tant qu'étudiants non investis dans la concurrence scolaire la plus intense, ils disposent de temps. Avant de présenter ce qui relève de l'acquisition de connaissances (2) et de savoir-faire (3), bref d'un capital militant, cette partie va s'appliquer à décrire les conditions de l'apprentissage (1).

### **1. Le temps au service d'un répertoire d'action classique**

Le répertoire d'action des étudiants militants se caractérisent, de fait, par un ensemble de pratiques qui contribuent à faire vivre le groupe, prendre contact avec les sympathisants et les nouveaux entrants, unir les membres de l'organisation et publiciser l'organisation, ses

---

<sup>932</sup> Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, op. cit., p. 99.

actions et ses revendications<sup>933</sup>, telles que : les réunions politiques, les manifestations de rue<sup>934</sup>, les meetings<sup>935</sup>, les soirées débats dans des cafés ou des restaurants, les tractages, les collages d'affiches, les distributions de journaux de l'organisation, les campagnes électorales ou de sensibilisation, les interventions en amphithéâtre, les permanences, les tables de presse, et parfois, comme lors des mobilisations contre le CPE, des occupations diurnes et nocturnes de locaux (des Universités pendant plusieurs semaines, l'ÉNA pendant une heure), ou diverses actions qui visent à attirer l'attention (blocage de trains, de trams ou du pont de l'Europe entre Strasbourg et Kehl, subtilisation d'urnes lors des élections du CROUS, etc.). Ces activités nécessitent quasiment toujours organisation et préparation (rédaction d'articles ou de tracts, discussions sur la stratégie à suivre et les décisions à prendre, négociations avec divers interlocuteurs, ou encore mailing, mise sous enveloppes, gestion de site Internet). Pour la plupart identiques au répertoire d'action de nombreux militants, certaines sont toutefois plus spécifiques au public étudiant, telles que les pratiques syndicales par exemple (problèmes relatifs aux allocations d'étude, chambres en cité universitaire, cartes de séjour, etc.). Au sein des mouvements de jeunesse mais pas seulement, les étudiants sont avant tout sollicités pour s'adresser à ceux dont l'âge est le plus proche du leur (les jeunes et les étudiants). Autrement dit s'ils tractent comme de nombreux militants, ils le font fréquemment devant les restaurants universitaires et les Universités.

Les contraintes sont relativement communes à toute activité militante. Parmi les insatisfactions rapportées, l'étiquetage a un sens particulier au sein de l'arène étudiante. Pour exprimer cette perception, l'un ou l'autre enquêté évoque un *coming out*, tel Xavier/18 :

« Ce qui est pas évident au départ, juste quand tu commences, par exemple le premier tractage, tu fais une sorte de *coming out*. Parce qu'avant quand tu marches dans la rue, personne ne sait ce que tu penses et tout ça. Et là par contre quand tu fais des actions, quand tu tiens ton stand, tout le monde sait. C'est une sorte de mise à nu. Tu te retrouves un peu à poil devant les gens. » (Xavier/18/Souris verte).

Cet étiquetage a des conséquences au sein du contexte d'études. Les militants peuvent se voir attribuer, par le groupe des pairs, l'identité de militant, de facho, de gauchiste, d'utopiste, ou d'idéaliste, ce dont rend compte Sara/31 :

---

<sup>933</sup> Sur le répertoire d'action, voir Offerlé (Michel), *Sociologie des groupes d'intérêt*, op. cit., p. 103 et s.

<sup>934</sup> Trois militants sur cinq déclarent une participation à une manifestation les dernières semaines (contre un sur cinq pour les non militants) (Source : enquête n°4).

<sup>935</sup> Sept militants sur dix sont déjà allés à un meeting politique (contre moins de deux sur dix pour les non militants) (Source : enquête n°4).

« J'ai l'impression d'être cataloguée. [...] J'ai l'impression de passer un peu pour l'idéaliste de la fac. Là j'ai mis des affiches pour le groupe étudiant (d'Attac) un peu partout, donc là tout le monde a repéré que c'était moi. Les gens me disent : « Ah c'est toi Attac ». Bon y a peut-être pas d'arrière-pensée derrière, mais je trouve qu'il y a quand même un petit malaise... » (Sara/31/Attac).

Cette militante d'Attac perçoit un stigmatisme dû à son militantisme. Les élus étudiants dévoilent également leurs opinions politiques aux enseignants dans le cadre d'activités syndicales et de représentation au sein des conseils centraux des établissements, ne serait-ce que leur positionnement sur l'axe gauche/droite – l'UNEF et SUD-étudiant étant à gauche, l'UNI à droite. Or, l'opposition des représentants étudiants à leurs enseignants ne va pas toujours de soi comme l'explique David/26 :

« On est amenés à s'opposer à des gens qui ont un pouvoir sur nous, alors c'est pas le patron, mais c'est celui qui met la note, qui fait passer. On peut se retrouver à un oral face à quelqu'un avec qui on a eu des rapports conflictuels deux semaines avant, il faut apprendre à le gérer. » (David/26/ex-UNEF).

Ce militant de l'UNEF a d'ailleurs été l'objet d'une discrimination en raison de son engagement :

« Moi j'ai eu vraiment qu'une seule fois des problèmes par rapport à ça, c'était un chargé de TD qui après m'avoir vu distribué des tracts, qui était quelqu'un de complètement néo-libéral, qui s'est mis à m'insulter, et à me saquer en TD sans raison, avec des copies avec des notes de merde, non corrigées. Bon ça s'est fini... le syndicat il fonctionne très bien là-dessus, c'est remonté en conseil de discipline immédiatement. Le vice-président de l'Université qui était le président du conseil de discipline a remis les pendules à l'heure au chargé de TD, et c'était réglé. Ça n'a pas eu plus de conséquences que ça. » (David/26/ex-UNEF).

L'événement rapporté n'a certes pas eu de conséquences sur ses études. Il témoigne tout de même d'une logique d'étiquetage consécutive aux prises de position au sein de l'arène universitaire, notamment pour les élus étudiants. Quoiqu'il en soit, ce type de contrainte ne doit pas être surévalué. Auprès d'enseignants engagés, le militantisme peut tout d'abord être bien perçu. Puis, comme ce fut évoqué, l'étiquetage correspond à une prise de rôle dans l'arène étudiante, et à une rétribution possible du militantisme. Enfin, pour les militants peu engagés dans la concurrence scolaire, la stigmatisation ne semble pas constituer un problème. Bien au contraire.

En dehors de cet aspect, les étudiants militants évoquent des difficultés à obtenir des résultats et la réalisation de tâches ingrates, peu valorisantes, surtout coûteuses en temps. Nombreux sont ceux qui s'y consacrent massivement, d'autant plus lorsqu'ils ont des responsabilités, comme l'exprime Élodie/25, trésorière de la Souris verte au niveau national : « J'arrête jamais avant dix/onze heures le soir, en enchaînant les cours, plus après ce qu'on appelle la politique à distance, Internet, récupérer ses mails, répondre à tous, c'est du non stop, le week-end tout le temps. Ça prend du temps ». Pour la plupart des militants, cet investissement conséquent, forme de don de soi, fait le plus souvent écho à une présentation de soi, une distinction vis-à-vis des non militants, et une prise de rôle au sein de l'arène étudiante, tels que pour Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF : « Je suis une des rares personnes sur cette université qui passe en moyenne trois à quatre heures par jour dans des activités politiques, ou politico-associatives ou, un peu plus rarement purement associatives ». Le militantisme empiète sur le temps d'études, ce qui peut avoir des conséquences sur les résultats scolaires<sup>936</sup>. Les militants les plus investis se contentent souvent d'assister aux séances de travaux dirigés et de travaux pratiques lorsque la présence est obligatoire. Le temps récupéré sur les cours est voué au militantisme. Corrélativement à leur investissement, de nombreux militants, pris par le jeu, prennent du retard dans leurs études, ce qui se matérialise par des échecs à des concours, comme pour Sabine/78 du Comité d'action étudiante (« J'aurai pas mon concours cette année à cause de toutes ces conneries. »), ou des redoublements, comme Matthieu/3/MJS qui refait sa première année de Sciences Po au moment où il est le plus actif au MJS, ou encore Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF, toujours en deug après cinq ans d'études. Antoine/17/UNEF/CUVED confirme :

« Ça prend pas mal de temps. C'est qu'il faut essayer de planifier au maximum ses activités. Parce que c'est bien de faire du militantisme, mais si on cherche à trop en faire, finalement on finit par oublier les problèmes qu'on a, et on se consacre trop dedans. Et puis le militantisme prend le pas par rapport à des choses plus importantes comme le fait de réussir ses études. [...]

– *Et t'as l'impression, justement l'an dernier, d'avoir mis trop de temps, de t'être trop investi finalement ?* –

---

<sup>936</sup> Constat également relevé auprès des responsables des mouvements de jeunesse (Moncourtois (Florence), *Les jeunes dirigeants politiques français...*, Thèse citée), et des étudiants de l'ESIB (European Student Information Bureau – The National Unions of Students in Europe) : Génicot (Geneviève), « À l'école buissonnière du lobbying. L'élite étudiante de l'ESIB », in Michel (Hélène) (dir.), *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne. Trajectoires, formations et pratiques des représentants d'intérêts*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2006, p. 113-141, p. 133.

J'ai un peu eu cette sensation là. Parce que l'année dernière, j'ai pas trop réussi mon année. J'ai quand même validé quelques modules. Mais j'ai peut-être pas assez travaillé mes cours.» (Antoine/17/UNEF/CUVED).

Il met en rapport son échec en première année d'histoire de l'art avec sa découverte de l'action militante. Toutefois pour certains étudiants, au niveau scolaire très moyen et à l'intérêt assez relatif pour leurs études, le militantisme constitue une excuse, présentée à l'enquêteur, afin de justifier un parcours scolaire laborieux.

Si de nombreux enquêtés peuvent militer aussi intensément, c'est parce qu'ils ne sont pas engagés dans la concurrence scolaire la plus intense. Le militantisme peut certes favoriser un retard scolaire, mais on ne doit pas oublier qu'une partie d'entre eux deviennent militants à des moments de disponibilité. Plus qu'une contrainte, le temps est une ressource et une spécificité des militants étudiants, qui les différencie des autres militants, y compris des lycéens. Les faibles contraintes liées aux études universitaires leur permettent d'organiser leurs journées par rapport à leur militantisme et de lui réserver plusieurs heures. C'est plus particulièrement le cas en période de mobilisation, comme lors de celle des anti-CPE, lorsque l'organisation selon les règles de l'autogestion, les négociations avec l'administration de l'Université et les syndicats de salariés, les relations avec la presse et les enseignants, les conflits entre organisations sur les dangers de la récupération, et bien évidemment l'occupation de locaux jour et nuit, étaient très prenants. Les militants étudiants avaient alors conscience de cette ressource, comme le résume un slogan relevé sur une banderole : « Ils ont du fric, on a du temps ». Peu investis dans leurs études, certains souhaitent même « pousser au maximum » la période d'études, pour reprendre leurs termes. L'objectif étant de profiter de la situation étudiante et de ses avantages (allocation d'études dans un premier temps, sécurité sociale, cité universitaire, etc.) pour militer à plein temps, comme Patrick/67/ex-UNEF/LCR :

« Je repoussais les délais jusqu'au bout. J'ai fait trois ans de deug, deux ans de licence, trois ans de maîtrise. Je repoussais jusqu'au bout, ce qui m'a permis d'avoir une vie étudiante très prolongée. Je rentre en 89 après mon bac. Et je sors en juillet 99 avec mon DESS. Ça fait quasiment dix ans avec une année d'interruption. » (Patrick/67/ex-UNEF/LCR).

Il a mis dix ans après son bac pour obtenir un DESS, soit deux fois plus de temps qu'un étudiant qui ne redouble pas. Dans son cas, le militantisme s'apparente à un cursus parallèle. L'acquisition de certains attributs du capital politique dépend, il est vrai, du temps investi. Les militants doivent faire leurs preuves, ce qui se perçoit dans les récit d'actes de

bravoure (nombre d'adhésions réalisées, interventions dans des amphis hostiles, etc.). Comme dans d'autres espaces, l'accès à des responsabilités (responsable d'une AGE ou d'une section, membre du bureau national, etc.) est fonction de l'expérience et du temps donné à l'organisation.

Si les militants s'investissent autant, c'est aussi parce que, telle une compensation, ils y trouvent davantage de satisfactions que dans leurs études : sociabilité, adrénaline, participation à des jeux sérieux, prise de rôle et de responsabilités, déceptions supportées collectivement, et aussi acquisition de connaissances et de savoir-faire.

## 2. Prise de rôle et acquisition de connaissances

La prise de rôle d'étudiant militant correspond à une acquisition de connaissances, que ce soit par l'intermédiaire d'une contrainte de rôle ou par le militantisme au quotidien.

### Contrainte de rôle

L'enquête réaffirme le constat d'un suivi de l'actualité et d'un niveau de compétence qui s'accroît suite à l'adhésion à une organisation politique<sup>937</sup>. L'attention portée à l'actualité se matérialise par le temps consacré et la recherche d'angles journalistiques différents. C'est plus précisément en lien avec leur position de militant, qu'ils se font un devoir de s'informer.

Leurs sources d'information sont plurielles : radios d'information (*France Infos*, *France Inter*, *BFM*, etc.), journaux télévisés, émissions spécialisées<sup>938</sup>, et surtout presse écrite<sup>939</sup>. Même si, pour reprendre un terme d'acteurs, certains « s'obligent » à consulter les pages politiques « locales » de la presse régionale, afin de se familiariser avec les problématiques et les enjeux locaux, leur faveur va essentiellement à la presse nationale, et en son sein aux titres les plus légitimes<sup>940</sup>. Leur préférence va également à Internet, que ce soit les sites de quotidiens nationaux et étrangers, ou pour de nombreux militants de la « gauche

---

<sup>937</sup> Voir entre autres Almond (Gabriel), Verba (Sidney), *The civic culture*, *op. cit.* ; Gaxie (Daniel), « Économie des partis et rétributions du militantisme », art. cit. ; Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.*, chapitre V.

<sup>938</sup> Un militant sur deux regarde régulièrement des émissions politiques (*France Europe Express* sur *France 3*, *Mots croisés* sur *France 2*, etc.) contre un sur six pour les non militants (Source : enquête n°4).

<sup>939</sup> Quatre militants sur cinq consultent régulièrement un quotidien (contre un sur trois pour les non militants) (enquête n°4). Un indicateur de l'importance donnée à ce média est par exemple la présence d'un kiosque à journaux lors de l'occupation par les anti-CPE de l'Université Marc Bloch à Strasbourg, avec *Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Les Dernières nouvelles d'Alsace*.

<sup>940</sup> Quatre militants sur cinq citent *Le Monde* (contre un sur trois pour les non militants), et seulement un sur quatre un quotidien régional (contre près d'un sur deux) (Source : enquête n°4).

mouvementiste<sup>941</sup> » les sites d'informations dits indépendants du type *Indymédia*. L'intérêt pour l'actualité plus que fréquent est illustré par l'exemple d'Élodie/25/Souris verte qui fait part de lectures particulièrement variées :

« *Libé* tous les jours, j'essaye. *Le Monde* parce qu'il faut quand même avoir un journal plus sérieux. J'essaye de jeter un œil dans *Les Échos* de temps en temps, parce qu'ils ont de bonnes pages juridiques. Ensuite, tout ce qui est hebdo : *Marianne* de temps en temps, *Charlie Hebdo* beaucoup, toutes les semaines, *Télérama* de temps en temps, le *Canard* quand je l'ai sous la main, sinon les journaux étrangers allemands et anglais, et au niveau des mensuels, *Le Monde diplo*, *Alternatives économiques*, *Politis* quand je le trouve. » (Élodie/25/Souris verte).

Elles lui permettent de compléter ses connaissances et de s'informer sur les événements relatifs au champ politique. Le suivi de l'actualité est également très prégnant pour Antoine/17/UNEF/CUVED :

« Comme je suis abonné au *Courrier international*, j'ai un point de vue général sur la politique dans le monde, et pas seulement sur la France.

– *Autrement qu'est-ce que tu lis ?*

– On est abonné au *Nouvel Obs* aussi. Donc je lis des articles de temps en temps. Sinon, j'achète assez régulièrement les *Inrockuptibles* qui, en ce moment, ont un peu évolué. Ils ont commencé à avoir une rubrique qui s'appelle « Agir », qui parle un peu de tous les mouvements sociaux, les associations, des débats sur la politique. Donc ils sont un peu plus engagés, ils se rapprochent un peu de la forme de *Télérama*.

– *Autrement, les quotidiens...*

– Ben je lis *Charlie Hebdo*. J'achète régulièrement le *Charlie Hebdo*, parce que c'est un journal que j'apprécie vraiment beaucoup. Ils critiquent pas mal la politique, mais à la fois ils ont des positions assez progressives. Donc c'est pas inintéressant de le lire. Sinon j'achète aussi de temps en temps le *Canard* aussi. Il m'est arrivé aussi d'acheter *Libération* mais moins en ce moment. À l'époque j'achetais aussi *Marianne*, et j'ai arrêté depuis. J'achète souvent des journaux en fait. De temps en temps, j'achète aussi *Alternatives Economiques* pour avoir des références sur l'économie, sur le marché, etc.

– *Est-ce que t'écoutes la radio ?*

– J'écoute la radio, oui. Il m'arrive d'écouter la radio, surtout la chaîne *France Inter*, et de temps en temps *France Culture* aussi, ça dépend des émissions. » (Antoine/17/UNEF/CUVED).

---

<sup>941</sup> Pour reprendre le terme d'Hélène Duriez, « Modèles d'engagement... », art. cit.



Il recourt à la quasi-totalité des titres et des médias classés à gauche, faisant preuve d'une certaine discipline à l'égard de l'information. Cette bonne volonté informationnelle est liée à une contrainte de rôle.

En endossant le rôle de militant, ces étudiants s'informent plus régulièrement. Leur engagement les « oblige » ou les « force » à suivre l'actualité pour reprendre les termes d'enquêtés, comme Lionel/9/RPR : « la politique t'oblige forcément à te renseigner, à être curieux, à suivre l'actualité » ; ou Mélanie/55/JE : « ça me permet de me forcer un peu à suivre l'actualité ». Dès lors, ils maîtrisent davantage le fonctionnement des institutions et du champ politique, les faits d'actualité, et la manière de les exposer, comme l'explique Élodie/25 :

« Avant je savais grossièrement parler sur le nucléaire, mais j'avais pas d'argument. Depuis que je suis dedans, vu qu'on fait beaucoup d'actions dessus, qu'on fait... ne serait-ce qu'à l'heure actuelle on fait signer une pétition, **t'es obligé d'avoir quelque chose à dire derrière**. Donc tu t'informes beaucoup plus. C'est presque plus scolaire. C'est-à-dire que **t'as la nécessité d'acquérir de la connaissance**, et de t'en resservir. » (Élodie/25/Souris verte).

Afin de défendre les positions de son organisation, et de ne pas être à court d'arguments, cette militante des Jeunes Verts estime nécessaire de s'informer. La contrainte de rôle sur l'information redouble en période de mobilisation. Les militants prennent alors connaissance des dernières dépêches : déclaration d'un ministre, nombre de manifestants et actions effectuées dans d'autres villes, compte-rendu des journalistes. Les sentiments à l'égard des journalistes sont alors partagés entre intérêt de leur venue pour qu'ils portent les revendications et rendent compte de la détermination du mouvement, et méfiance quant à leur neutralité et la justesse de leurs propos. Lors des mobilisations contre le CPE, la présence des journalistes dans les assemblées générales des étudiants faisait débat. Une partie des militants (notamment d'extrême gauche) partageaient des réticences à leur égard. Plusieurs interventions dénonçaient des articles jugés tendancieux.

Petit à petit, la contrainte de rôle par rapport à l'information se transforme en habitude<sup>942</sup>, comme l'indique Laurent/11/FA : « Je pense qu'on a le réflexe de s'informer, ne serait-ce que pour comprendre ce qui se passe, pouvoir voir un certain nombre de données qui permettent de comprendre ce qui va se passer, pour dépasser le discours médiatique

---

<sup>942</sup> Pour une réflexion sur les habitudes : Kaufmann (Jean-Claude), *Ego...*, *op. cit.*

ambient ». Il évoque un « réflexe de s'informer », et une forme de distinction relative aux connaissances acquises et au niveau d'information, ce qui est récurrent dans les entretiens :

« Tu progresses à un niveau, qui est hyper important, par rapport à la grande majorité des jeunes. » (Lionel/9/RPR).

« Plus de connaissances sur certains faits politiques, on sait tout un tas de choses que les gens ne savent pas. » (Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF).

« Je pense être beaucoup plus informée et avoir accès à beaucoup plus d'informations que la majorité des étudiants. » (Valentine/6/JCR/UNEF).

Plusieurs militants font effectivement part d'un sentiment de compétence élevé sur l'information et les connaissances politiques<sup>943</sup>. Cette compétence subjective agit sur la manière dont ils se perçoivent et se comparent aux autres. Ils s'estiment mieux informés, plus compétents sur les questions politiques, davantage conscients des logiques de l'espace journalistique et de sa structure. Tel est le cas d'Adrien/34 de l'UNEF :

« J'ai passé trois mois sans télévision, ça m'a fait le plus grand bien. Parce qu'en fin de compte les journaux de vingt heures ou treize heures sont très superficiels, et ne traitent pas des réels problèmes de l'actualité, et sont vraiment très synthétiques. Donc il faut vraiment rechercher l'information, pour vraiment se faire une opinion objective et indépendante. » (Adrien/UNEF/PS).

Comme lui, plusieurs enquêtés dénigrent le recours à la télévision pour s'informer, et se considèrent plus à même de rechercher une information de qualité. Le suivi de l'actualité par les médias les plus légitimes, et les connaissances sur le champ politique participent d'un style militant.

### **Les effets de la socialisation militante**

Outre la contrainte de rôle concernant le suivi de l'actualité, la recherche d'informations dans le cadre des activités militantes accroît les connaissances sur l'actualité, les institutions, certains projets de loi, ou encore des démarches administratives (demande de cartes de séjour, dépôt de pétitions, organisation de manifestations, etc.). Le militantisme actif favorise l'information, que ce soit par les tracts, les discussions, les réunions, les débats, les conférences, les manifestations, ou la lecture de documents diffusés en interne (publications,

---

<sup>943</sup> 100% des militants ne sont pas d'accord avec le fait que la politique est quelque chose de trop compliqué pour eux (Source : enquête n°4).

documents, argumentaires) et autres journaux de, ou proches de, l'organisation (*Rouge* pour la LCR, *L'hebdo des socialistes* pour le PS, *L'Union* pour l'UMP, etc.), ce qu'Adrien/34 à l'UNEF et au PS commente de la manière suivante : « Disons que la formation, elle se fait sur le terrain petit à petit, au fur et à mesure des discussions, au fur et à mesure de l'implication de chacun, au fur et à mesure des lectures, etc. [...] Par exemple, par rapport au PS, je reçois toutes les semaines le journal de Nouveau Monde<sup>944</sup>. Pour l'UNEF, c'est des publications au niveau des tracts, au niveau du national, au niveau du local ». La formation pratique « sur le terrain » et les lectures ne sont pas sans lien, là encore, avec une contrainte de rôle. Les étudiants militants se doivent de connaître l'histoire et le vocabulaire de leur organisation (pour les syndicalistes ce qu'est le CNESER, la FAGE) mais aussi de la structure interne (les tendances, les alliances, les conflits, bref l'état du jeu).

Autre vecteur de formation : les militants. Mansour/12 de l'UNEF souligne effectivement l'apprentissage au fur et à mesure des contacts avec des militants de diverses mouvances, de l'extrême droite à l'extrême gauche, que ce soit sur le terrain, lors d'élections ou de mobilisations, mais aussi au sein de l'UNEF qui rassemble plusieurs tendances, proches du PS, de la LCR, de LO ou du SPEB (socialisme par en bas) :

« Par ton militantisme à l'UNEF, t'es amené à rencontrer toutes les sensibilités politiques, mais vraiment toutes, de l'extrême droite à l'ultra gauche, ça te permet de voir toutes les formations politiques. Et à l'intérieur de l'UNEF, t'as des gens qui sont des formations politiques de gauche plurielle, même plus plurielles que la gauche plurielle parce que t'as des gens de l'extrême gauche, de la Ligue communiste révolutionnaire, des Jeunesses communistes révolutionnaires, des gens de Lutte ouvrière, des gens de SPEB, le socialisme par en bas, tout ça. Donc franchement, tu rencontres beaucoup de gens, et puis à force de discuter tu vois que t'arrives à voir les lignes politiques de ces différentes organisations, et à la fin quand tu sors, toutes les divisions du Trotskisme, Lambertistes, tout ça, tu les maîtrises. » (Mansour/12/UNEF/PS).

À la faveur de son militantisme, il dispose à présent d'une connaissance de la carte politique et des subtilités entre courants et clivages politiques, notamment de la base idéologique des partis de gauche. De fait, les activités qui réunissent plusieurs organisations sont des moments non seulement de confrontation, mais aussi d'échange et d'apprentissage. Par exemple, lors des mobilisations contre le CPE, plusieurs militants ont appris le désir de

---

<sup>944</sup> Entretien réalisé en 2002. Nouveau Monde est alors un courant du PS animé par H. Emmanuelli et J.-L. Mélenchon.

récupération, la lutte pour le monopole de la représentation de la jeunesse, le fonctionnement et les revendications des uns et des autres, bref certains attributs de l'espace militant.

L'apprentissage est le plus tangible auprès des nouveaux entrants qui s'approprient un espace, ses mécanismes, son fonctionnement, son vocabulaire, son histoire et ses règles, et sont de ce fait attentifs à leur progression, tels qu'Élodie/25/Souris verte :

« – *Et t'as l'impression de progresser ?* –

Ouais. Politiquement : ouais. [...] Dans les rapports avec les Verts, je comprends mieux comment ça marche.

– *Oui, comment ça marche, le fonctionnement de la structure, j'imagine ?* –

Ouais, voilà. À qui faut s'adresser, quand il faut s'adresser à telle personne, qui prend vraiment les décisions, tout ce qu'on sait pas obligatoirement de l'extérieur. » (Élodie/25/Souris verte).

Petit à petit, cette militante comprend le fonctionnement interne de son organisation, et accède à une connaissance de l'intérieur. Pour aider les nouveaux entrants, des formations sont organisées, comme l'explique David/26/ex-UNEF avec l'UNEF : « Y a eu des formations complètement politiques. Ça portait sur les idées politiques, l'histoire des idées politiques, genre l'histoire du syndicalisme en France depuis un siècle, des choses comme ça, le mouvement syndical, des choses beaucoup plus historiques, sociologiques, politiques ». Ce syndicat, comme d'autres organisations (PS, UMP, UNI, Verts), diffuse à ses militants des connaissances historiques et politiques. Par les formations internes<sup>945</sup>, les réunions thématiques, la lecture de documents internes et d'argumentaires, ou encore les conférences, les militants se spécialisent sur des sujets (pour reprendre les propos des enquêtés, l'énergie nucléaire, l'Europe, la politique internationale, « les enjeux actuels », « les élections », « la façon dont fonctionne une municipalité »). Depuis qu'elle milite chez les Verts, Élodie/25/Souris verte complète ses connaissances sur le nucléaire :

« – *Et t'as l'impression d'avoir appris des choses ?* –

Ben oui, sur certains domaines oui, beaucoup. Si je reprends l'exemple du nucléaire, j'ai appris beaucoup sur le nucléaire. Maintenant je peux en parler durant... Avant j'étais contre le nucléaire, mais j'avais pas trop d'arguments. Mais dans le cadre de réunions autant au niveau local que national, on cherche à faire venir des intervenants pour qu'ils nous forment.

– *Ça passe par des conférences, des trucs comme ça ?* –

---

<sup>945</sup> Sur les mouvements de jeunesse, voir Moncourtois (Florence), *Les jeunes dirigeants politiques français...*, Thèse citée, p. 536 et s.

Ouais, des conférences, des débats, de tout. On arrête un thème, on demande à telle personne de venir et de nous parler de cela. Avec un petit speech au début et un débat. » (Élodie/25/Souris verte).

Les conférences thématiques d'élus, d'universitaires et de chercheurs du CNRS (sur le nucléaire, le revenu d'autonomie, la démocratie participative, l'histoire de l'écologie, etc.) la familiarisent avec les thèmes des Verts. Les connaissances varient suivant l'organisation et leur marque politique. En ce qui concerne Victor/38, ancien responsable des Jeunes européens, ce sont les questions européennes :

« – *Qu'est-ce que tu as pu apprendre au niveau du Mouvement Européen ?* –

Les grands enjeux, quelles sont les problématiques européennes. [...] C'est-à-dire vraiment savoir quelles sont aussi les arrière-pensées, c'est fascinant. Pourquoi les français bloquent toujours le vote à la majorité qualifiée sur la PAC. Pourquoi Chirac est pour l'entrée de la Turquie.

– *Ah t'as appris ça ?* –

Au Mouvement Européen : bien sûr. On dit surtout pas à l'UMP que Chirac est pour l'entrée de la Turquie. Neuf dixièmes des militants sont contre. Chirac est pour. Pourquoi ? Tu t'aperçois, quand tu travailles sur le volet institutionnel, tu t'aperçois finalement que si tu fais entrer la Turquie, ça va totalement dans le sens de l'Europe des grands États prônée par Chirac, Schröder, Blair et Aznar, qui consiste à vouloir éviter une Europe intégrée, communautaire. Et ils prônent plutôt un conseil avec le pouvoir aux chefs d'État et de gouvernement. La Turquie, dans le schéma Chirac, Blair, etc. c'est une voix parmi d'autres, c'est pas gênant. [...] Cette réflexion sur le fond et la pensée, je l'ai acquise au Mouvement Européen. » (Victor/38/ex-JE/UMP).

Cet extrait témoigne de ses connaissances sur les questions européennes. Plus précisément, pour saisir les enjeux relatifs à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, il évoque la nécessité de comprendre les points de vue des chefs d'États et de gouvernements. Les dirigeants favorables à son entrée sont plus fréquemment adeptes d'une logique intergouvernementaliste. C'est le militantisme aux Jeunes européens qui l'a initié aux enjeux européens :

« La réceptivité aux enjeux européens, je l'ai acquise au Mouvement Européen, voir les pièges, les vrais enjeux. Voir quelles sont les personnalités françaises qui comptent au sein du Parlement européen : Pervenche Bérès au PS, Alain Lamassoure au PPE, Bourlanges. Puis, j'ai travaillé sur un peu tous les thèmes : politique étrangère, réforme des institutions, tous les sujets, et avec des spécialistes. Parce que le Mouvement Européen fait venir des spécialistes.

– *Parce que vous organisez des...* –

Des conférences, des ateliers de travail, de réflexion, de travail.

– Avec un petit journal ? –

Une lettre régulière qui... très pédagogique. J'ai même, presque envie de dire que j'ai plus appris là qu'en maîtrise ou en licence, en cours de droit communautaire d'un semestre. » (Victor/38/ex-JE/UMP).

Par la participation à des conférences et des groupes de travail sur divers thèmes relatifs à l'Europe, la lecture et la préparation d'articles destinés au journal de l'organisation, ses connaissances sur l'Union européenne sont à présent assez pointues. Il considère avoir davantage appris par ce canal que par ses cours de droit communautaire en licence et maîtrise de droit.

Le parallèle avec les études est habituel<sup>946</sup>. Sara/31/Attac explique en ce sens : « Je me dis que le temps que j'y consacre maintenant, c'est des trucs qui me servent de toute façon pour mes études, qui m'intéressent. Si je prends un samedi après-midi pour aller à des conférences, je pense que j'apprends tout autant qu'en bâchant sur des bouquins toute seule ». Le suivi de conférences à Attac forme, au même titre que le travail scolaire, un moment privilégié pour accroître ses connaissances. De manière assez proche, pour Mansour/12/UNEF/PS, « l'évolution des idées politiques, l'histoire des idées politiques, c'est un truc que tu peux faire sans aller en sciences po, on va dire ». Selon lui, les connaissances sur l'histoire des idées politiques peuvent remplacer un cursus à Sciences Po. Il oppose ainsi les connaissances acquises sur le terrain en militant activement, aux connaissances théoriques abordées dans des enseignements spécialisés au sein de l'arène étudiante. L'arène militante se substitue d'une certaine manière à l'arène scolaire.

La mise en perspective des apprentissages entre les sphères militante et scolaire illustre l'importance donnée à la socialisation militante. Les militants accèdent non seulement à la compréhension du fonctionnement de l'espace militant, et plus largement du champ politique, d'une manière théorique (les règles, les possibilités d'action), mais aussi et surtout d'une manière pratique (les routines, les interprétations des règles par les acteurs, les hiérarchies non écrites, les possibilités de contournement des règles), bref les coulisses pour reprendre le propos de Mathias/10/DL :

« – T'as l'impression d'avoir appris énormément de choses depuis que tu t'es engagé ? –

Ce qu'on apprend le mieux c'est les coulisses. Donc les coulisses c'est quoi ? C'est pourquoi telle décision a été prise. [...] Quand on sait que untel s'entend bien avec untel, et que donc ils ont discuté parfois du projet avant, que comme y a eu telle histoire, y a deux ou trois ans, et comme y a tel dossier

---

<sup>946</sup> Sur le parallèle entre la scolarité et les écoles du parti communiste français : Ethuin (Nathalie), « De l'idéologisation de l'engagement communiste... », art. cit., p. 165.

dans le placard, les choses ont été décidées dans ce sens plutôt que d'un autre. On comprend mieux pourquoi telle décision va dans un sens plutôt qu'un autre. » (Mathias/10/DL).

Ces connaissances internes au champ politique accentuent le sentiment de distinction avec les profanes et le sentiment de faire partie des initiés (en être). En cela, elles ne sont pas négligeables tant d'un point de vue symbolique qu'objectif. Cet ensemble de connaissances est complété par des savoir-faire.

### 3. Des savoir-faire spécifiques

Auprès des élites socialistes au début des années 1980, D. Gaxie et M. Offerlé considéraient que le passage par l'UNEF avait contribué à « l'acquisition d'un savoir-faire organisationnel », « l'apprentissage de technologies indispensables à l'exercice du travail politique », l'enracinement d'un « sentiment de compétence politique », « l'incorporation d'une prédisposition à une vision militante du monde, à une valorisation de ce principe de vision », enfin la construction d'un « réseau de relations susceptibles d'être mobilisé en de multiples circonstances »<sup>947</sup>. Que ce soit à l'UNEF ou ailleurs, les étudiants militants acquièrent effectivement des ressources politiques et des savoir-faire, souvent proches des pratiques scolaires.

Parmi les bénéficiaires du militantisme, nombreux sont ceux à évoquer l'aisance orale et la capacité à prendre la parole en public, tels que Sara/31 :

« Au départ, j'aimais pas prendre la parole en public, et c'était un peu une épreuve. Et quand je me suis retrouvée à la plénière, je m'attendais à prendre ma petite chaise derrière, et à écouter ce qu'ils disent, et à la limite repartir. Et donc ils ont commencé à parler, et c'est vrai que c'était souvent les mêmes qui parlaient au départ. Et après ils ont dit : « y a des nouveaux, on va quand même faire un tour de la salle pour savoir pourquoi vous êtes là. » Et je me suis dit : « va falloir que je parle ». Et en même temps, j'ai pris la parole. Et le fait de prendre la parole, ça m'a vraiment débloqué. Et je me suis rendue compte qu'apparemment les gens n'avaient pas trouvé stupide ce que j'avais à dire. Pour moi c'était quand même un pas de franchi. Et après ça, j'ai pu discuter beaucoup plus facilement avec les gens. Une fois qu'on a pris la parole c'est pas pareil. C'est vrai qu'après, par exemple au ciné d'Attac, il y avait un film de Pierre Carles avec un débat à la fin. Et j'avais envie de dire un truc quand même. Et je pense qu'en temps normal, j'aurais jamais osé faire ça. Et là, ça m'a pratiquement pas posé de problème de prendre

---

<sup>947</sup> Gaxie (Daniel), Offerlé (Michel), « Les militants syndicaux et associatifs au pouvoir ? Capital social collectif et carrière politique », in Birnbaum (Pierre) (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. 1981-1985*, Paris, PUF, 1985, p. 105-138, p. 111-112.

le micro, et de poser ma question. C'est vrai que maintenant... pour moi ça apporte aussi... pour moi la prise de parole est plus facile. » (Sara/31/Attac).

Cette militante d'Attac exprime ici un déblocage sur la prise de parole. Depuis qu'elle milite, elle devient moins timide et ne craint plus de parler en public. Les interventions orales répétées, la participation à des débats et des réunions, que ce soit avec d'autres militants, des institutionnels ou des élus, ainsi que la multiplication des interactions avec divers interlocuteurs (sympathisants, étudiants, etc.) font prendre de l'assurance. Compétence ensuite transposable dans l'arène scolaire. Il s'agit d'un apprentissage « sur le tas » comme en rend compte Mansour/12 :

« Ça vient sur le tas. Moi mes premières interventions, je les ai faites à la fac de médecine. Au début ben tu trembles, t'es devant plein d'étudiants. Tu racontes tes conneries. T'as peur de te faire huer à la fin. Et puis petit à petit, tu te blindes. Tu as un discours qui est structuré. Tu sais ce que tu vas dire à l'avance, les effets que tu vas mettre dans ton discours, tu sais quelles cordes utiliser pour que les gens s'intéressent à ton discours. » (Mansour/12/UNEF/PS).

Outre l'habitude de parler en public, il relève l'acquisition « d'ethnométhodes » (« les effets » et « les cordes » à utiliser), ces manières d'être et de faire propres à une tribu, à un sous monde social<sup>948</sup>. Les militants apprennent à utiliser les arguments adaptés à la situation et à insérer des effets rhétoriques. C'est cet aspect de la formation auquel les militants font référence lorsqu'ils évoquent la nécessité d'être calme, clair, et de prêter attention à l'argumentation adverse : « C'est essayer d'exprimer assez clairement les choses, d'être assez au clair avec les questions qu'on traite. » (Valentine/6/JCR/UNEF) ; « Faut que tu puisses poser vite en des termes clairs et chocs les idées que tu vas défendre. » (Philippe/13/UNI/UMP). D'autres abordent des techniques d'expression, comme Adrien/34 :

« On apprend une certaine gestuelle, on apprend une certaine intonation de voix, le sens des mots, le pouvoir des mots, et leur utilisation à bon escient. C'est-à-dire qu'un même mot placé à tel endroit n'aura pas le même effet qu'un mot placé en fin de phrase, ou une intonation... comment dire... C'est vraiment les paramètres de la rhétorique. » (Adrien/34/UNEF).

---

<sup>948</sup> Au sens de Garfinkel (Harold), *Studies in ethnomethodology*, Cambridge, Polity Press, 1984 (1<sup>st</sup> ed. 1967) ; Schutz (Alfred), *Le chercheur et le quotidien*, op. cit.



De ses premières interventions, ce militant de l'UNEF retient avoir pris conscience de l'importance de la gestuelle, de l'intonation de la voix, du sens des mots, autant de savoir-faire qui engagent l'apprenti sur la voie de la formation. Toujours en lien avec l'initiation à des ethnométhodes, les activités militantes nécessitent une adaptation au public visé, comme l'explique Philippe/13/UNI/UMP : « Il y a des techniques, l'approche, y a des techniques visuelles, quand tu approches quelqu'un qui visuellement te fait tel, tel, tel effet, tu peux faire tel, tel, tel argumentaire ». Il acquiert ainsi une aptitude à classer ses interlocuteurs suivant leur apparence et leur manière de parler, et par là à ajuster son propos.

Ces compétences orales et interactionnelles mises à part, les étudiants militants développent des savoir-faire en matière de rédaction et d'organisation de raisonnement<sup>949</sup>, très proches de pratiques scolaires. Les articles destinés au journal de l'organisation, mais aussi les tracts et les affiches, constituent autant d'occasions de familiarisation avec l'écriture. Les militants veillent à faire passer l'information, à se montrer compréhensibles, à envisager toutes les interprétations possibles, mais aussi à attirer l'attention avec des mots accrocheurs, en jouant sur le sens des mots ou en recourant à certaines techniques de rhétorique. Ils intègrent aussi l'impératif de clarté :

« Jusqu'à une époque encore très récente, je faisais des tracts très, très austères, des gros pavés et tout. Moi j'aimais bien mes tracts, je pensais que tout le monde les lirait. Les camarades à l'intérieur du syndicat m'ont fait remarquer : quand c'est les gros pavés, les gens ne les lisent pas, et ton message passe à la trappe. Après on a essayé de faire des tracts un peu plus clairs, faire des petits tableaux tout ça. » (Mansour/12/UNEF/PS).

L'acquisition de ces tours de main est facilitée par l'organisation de formations techniques, comme le précise Olivier/21 :

« Je fais une université permanente à Paris. Chaque année, dans chaque fédération, on désigne une personne qui va à Paris sur une formation une fois tous les trois mois, le week-end, de prise de parole en réunion, élaboration d'un plan d'action fédéral, le contact avec les médias, gestion de groupe, manifestations, des trucs comme ça. Et en même temps, ont lieu des ateliers plus sur le fond de certains sujets. Mais ça aussi c'est avec des techniques d'expression, des techniques de rédaction de communiqués de presse. [...] Des techniques d'expression, pas faire des phrases trop compliquées, des trucs assez basiques en somme. » (Olivier/21/PS).

---

<sup>949</sup> Ce sont des éléments également soulignés par D. Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », art. cit., p. 162.

Elles permettent d'accélérer l'apprentissage. Les étudiants militants s'habituent également aux espaces militants et politiques avec la connaissance du fonctionnement d'une organisation, des rouages politiques, des techniques électorales, des modes de scrutin à différents niveaux (national, local, universitaire ou organisationnel), et d'un ensemble de techniques militantes (pour reprendre des éléments cités : tenir une salle, respecter un ordre du jour, gérer le temps de parole, conduire une réunion, imposer les choses en donnant le sentiment d'une décision collégiale, gagner du temps en réunion ou en assemblée générale, mener une campagne électorale, etc.). C'est également à un sens politique qu'ils font référence. Le militantisme les initie aux stratégies politiques. Ils adoptent des aptitudes à comprendre les diverses actions : obtenir une position favorable sur une liste électorale, décrypter les alliances les plus efficaces quant à un positionnement dans une organisation, déterminer les prises de position les plus avisées, analyser les actes, les interventions et les positionnements. Mansour/12/UNEF/PS insiste par exemple sur la culture du rapport de force : « Une des idées de base du syndicalisme, c'est instaurer un rapport de force. Et un rapport de force tu peux le faire que si derrière t'as un corpus idéologique que t'intériorises, que tes militants intériorisent, qu'ils disent que faut peser par rapport à un thème parce qu'on négocie jamais, que quand on est en position de force ». Ce sens politique se distingue plus précisément par les modifications des manières de voir : « On apprend les travers de la manipulation politique. On a une grille de lecture qui est différente sur tout un tas de faits par la suite, parce que y a des rapports de force, y a des enjeux, ça on s'en rend compte » (Fred/8/Attac/CUVED/JCR/UNEF). Ce militant relève l'apprentissage d'une grille de lecture qui vise à comprendre les enjeux en présence. Au fur et à mesure, les militants décodent et anticipent. C'est ce que souligne Pierre-Yves/59/MRC : « On apprend à lire entre les lignes, on apprend le fonctionnement interne des organisations politiques. On décode mieux ». Ils découvrent, au fil de leurs activités, les stratégies des uns et des autres, comme l'explique Matthieu/3/MJS :

« On décrypte quand même vachement, on entend vachement les mêmes discours : « parce que virgule mes chers camarades, il est temps de... blablabla. » On peut tenir une demi-heure en alignant des bouts de phrases, l'UNEF ils sont très bons pour ça : « parce qu'aujourd'hui mes chers camarades, il est temps de se rendre compte que les étudiants blablabla ». Ou des mecs, on s'en rendait pas compte quand on est arrivé, mais en fait le jour où P. a parlé de la crise de la patate, je me rendais compte que... « Mais pourquoi elle nous ressort cet article du *Monde* que j'ai lu cet après-midi qui n'a aucun intérêt sur la crise de la patate et l'Union Européenne ? ». Et en fait c'était pour perdre une demi-heure tandis que derrière, ça négociait. On apprend à décrypter. » (Matthieu/3/MJS).

À présent, ce militant du MJS reconnaît aisément la forme des discours, les manières de présenter les choses et de gagner du temps en réunion. Les militants apprennent à « décrypter » et à « décoder », pour reprendre leurs termes. Outre l'observation, c'est par les discussions, qu'ils affinent leur sens politique. Quotidiennement, les activités en commun constituent des situations d'entraînement. Certains s'exercent à la rhétorique avec leurs camarades, en leur opposant des arguments sur lesquels ils sont restés sans réponse : « L'autre, il réfléchit pendant deux jours. Et deux jours après, il te propose un argument, que tu peux réutiliser après sur le terrain » (Éric/40/ex-UNEF/LCR). C'est à de véritables jeux de rôle auxquels s'affairent les plus investis. Par exemple Stéphane/65 préparait ses motions pendant de longues heures avec un autre militant :

« Ce que j'ai appris beaucoup, c'est à préparer des motions. C'est arriver avec un truc béton, où tu sais comment le mec va t'attaquer, mais tu sais comment tu vas lui répondre. Vraiment le pré-travail de réunion. Ça, on le faisait énormément avec un pote, et on passait des nuits entières à préparer nos motions. On prenait un pied pas possible. Et on disait : « ce gros con là, il va intervenir comme ça, celui là comme ça, et lui il va nous faire chier là-dessus ». » (Stéphane/65/UMP).

L'objectif est alors d'anticiper les arguments des opposants, afin de pouvoir les contrer et d'obtenir les profits maximum au cours d'une réunion ou d'une assemblée générale. Ce sont des aptitudes à l'analyse et au raisonnement politique qu'ils acquièrent avec le temps. Olivier/21 confie ainsi :

« C'est marrant, tu repères vite les contre-arguments. Ça c'est une déformation de la politique peut-être, quelque part tu cherches toujours à contrer, tu te fais toujours l'avocat du diable. Tu repères les sous-marins, les sous-entendus, ce que ça implique, et tu vas un peu plus loin. Et je l'ai surtout vu dans le cadre de mon stage. [...] Y a des stratégies : « de quoi on va parler avec untel, est-ce qu'on lui avance le même argument qu'à l'autre, faut pas qu'on se dévoile trop tout de suite ». Du coup, j'ai la modestie de croire que j'ai été assez efficace dans ce domaine. Ma maître de stage m'a d'ailleurs dit : « c'est très bien de discuter avec toi, à deux on peut voir les stratégies ». **Donc dans le boulot, je pensais politique. Et je me rends compte que tout est politique de toute façon.**

– *Tu cherches les règles, tu cherches celui qui va l'emporter, tu prévois même celui qui va l'emporter.* – Et t'anticipes. C'est vrai que du coup ça devient presque systématique, le côté suspicion en permanence. Tu te dis : « tiens est-ce qu'il essaye pas de me couillonner dans ce que je fais. » » (Olivier/21/PS).

C'est au cours d'un stage au sein d'une administration que ce militant très investi au PS se rend compte de l'incorporation et de l'efficacité de son sens politique. Au sein de l'espace militant, ce sens tactique est mis en application lors d'élections universitaires, de dépôts de motion dans un conseil de faculté, mais aussi de concurrences pour le leadership d'une section ou d'une fédération d'un parti politique. Les militants se familiarisent avec les règles de l'espace militant, les rôles et les acteurs (institutions, organisations politiques, etc.). Pour reprendre les propos d'enquêtés, l'engagement apporte « une meilleure compréhension des enjeux » et « des rapports de force », il favorise « l'intériorisation d'un vocabulaire », d'un « corpus idéologique » et « d'une manière de s'exprimer ». Ces dispositions deviennent permanentes, comme l'exprime Matthieu/3/MJS : « Pour moi, c'est inséparable de ma vie quotidienne parce qu'on est toujours en éveil, toujours en intérêt ». En ce sens Mansour/12/UNEF/PS considère que le militantisme structure la pensée :

« Quand tu penses, tu penses utile on va dire. [...] Ça a structuré ma pensée. [...] Si y a un truc qu'on peut apprendre à l'UNEF, pour autant qu'on s'y intéresse, c'est savoir parler, savoir s'organiser, et surtout avoir une pensée structurée. Parce que moi avant, j'avais vraiment une pensée qui partait vraiment en couille. Tu penses dans tous les sens, et puis finalement ta pensée n'est pas féconde. C'est surtout donner une suite à ta pensée. » (Mansour/12/UNEF/PS).

Ce faisant, les militants apprennent à interpréter les événements et les prises de position : réfléchir aux possibilités, aux chances de telle ou telle action, aux enjeux, tenants et aboutissants compte tenu de la position occupée et celle des organisations, puis élaborer une réponse aux stimuli de manière rationnelle.

La formation d'un sens politique est patente auprès des militants qui font part de changements d'attitudes et de modifications de leur regard, tels Xavier/18/Souris verte : « Mes opinions ont changé, que ce soit sur le nucléaire... Quand je suis rentré à la Souris Verte, le nucléaire moi je voyais pas trop, trop le problème. Mais quand tu discutes, que tu commences à t'informer, c'est une prise de conscience de l'écologie ». Depuis son adhésion chez les Jeunes Verts, il ne considère plus de la même manière le nucléaire. Les militants analysent aussi les événements politiques sous un autre angle, tel que l'indique Mansour/12/UNEF/PS :

« Disons qu'on a un autre regard. On voit les choses d'une autre façon. [...] Une fois que t'as acquis une analyse politique de la situation, après les choses tu les vois pas de la même façon. Donc ton militantisme, ça se traduit par le militantisme, et après dans ta vie, dans ta vie future tout change. [...]

Le jour où y a des grèves à la SNCF, si j'avais pas été à l'UNEF, j'aurais dit : « quels connards, ces fils de pute qui font grève, ils font chier, ils paralysent les gens ». Maintenant je vois pas les choses de la même façon, maintenant je dis : « y a un service public, la SNCF c'est le fleuron du service public et il faut le préserver ». C'est toutes ces choses là. Ça c'est un exemple simple de l'impact que ça peut avoir sur ta vision. » (Mansour/12/UNEF/PS).

Après quelques années à l'UNEF, il perçoit différemment la défense du service public, les grèves et les organisations syndicales. En fait, corrélativement au temps passé dans l'organisation, les militants adhèrent au jeu militant. Dans une logique de présentation de soi, ils mettent en avant la satisfaction et la fierté « d'être acteur », « de passer à l'action », d'apporter sa « pierre à l'édifice et ses idées », « d'avoir une certaine prise sur le réel », de « se réapproprier sa vie », et « d'agir sur la société », pour reprendre des termes d'enquêtés. Surtout, en participant aux activités militantes, ils se doivent de partager leur bien-fondé. Matthieu/3/MJS précise en ce sens : « ça passe très, très mal quand on est cynique, il faut être à fond dedans ». C'est là une règle fondamentale du jeu militant.

Par conséquent, si le répertoire d'action des étudiants militants apparaît relativement classique, certains aspects sont spécifiques à leur position d'étudiant, à commencer par le rapport au temps. Suivant leurs pratiques militantes et le temps dont ils disposent, les étudiants militants acquièrent un ensemble de connaissances et de savoir-faire, un capital militant et un sens politique. Le processus d'imprégnation est fonction du niveau d'investissement et du type de pratiques, ce qui amène à considérer un espace de formation.

## **B. Espace de formation et dispositions à l'apprentissage**

Compte tenu de la structuration de l'espace des étudiants militants, l'analyse des apprentissages ne peut faire fi des variables de positionnement politique qui sont, on le rappelle, liées aux caractéristiques socioculturelles. Il s'agit d'observer les variations de la formation suivant la position dans l'espace des étudiants militants. Le niveau et le type d'apprentissage dépendent de la durée de l'investissement, du niveau de responsabilité et du type d'organisation, donc de la carrière militante. Cependant, pour comprendre les effets de l'apprentissage au sein de l'arène militante, on ne doit pas seulement s'intéresser aux différences entre les organisations mais aussi à la carrière étudiante des militants.

## 1. Intellectuels versus techniciens

Un moyen de réfléchir à la distribution des ressources militantes est de s'intéresser dans un premier temps à l'espace des pratiques des militants actifs. C'est par celui-ci que l'on peut appréhender un espace de formation.

Ce serait adopter un biais objectiviste que de considérer une répartition homogène des pratiques militantes, de leurs contraintes et, de ce fait, des opportunités de formation suivant les organisations. Tous les militants ne se sentent pas concernés par les élections étudiantes (conseils centraux, conseils de faculté ou CROUS) qui se déroulent tous les deux ans<sup>950</sup>. Activité centrale pour les syndicats, temps forts qui cristallisent leur attention et leurs activités pendant plusieurs semaines, elles ne sont qu'anecdotiques pour les autres, et même, pour les anarchistes, contraires à leur marque politique. La participation à des manifestations, ensuite, est – sans surprise – corrélée au positionnement à gauche en étant davantage le fait des organisations de gauche et d'extrême gauche. Les interventions en amphithéâtre à l'Université en dehors des périodes de mobilisations (LMD, CPE), et les démarches syndicales sont exclusivement effectuées par les syndicats étudiants. En revanche, les réunions publiques (meetings, *stammtischs*) sont surtout tenues par les partis (notamment lors des campagnes électorales). Les plus marginalisés au sein de l'espace militant se contentent de permanences (FA). Puis, toutes les organisations n'ont pas un journal ou un site Internet. L'ensemble des organisations recourent au tractage et à l'affichage, mais leur usage et leur périodicité diffèrent entre les syndicats étudiants (en période d'élections universitaires, mais aussi régulièrement durant l'année avec des campagnes nationales), les partis (avant les élections), et les collectifs de la mouvance libertaire ou révolutionnaire (selon l'actualité), ceux-ci étant plus portés sur le tractage que l'affichage. L'occupation de locaux fait partie du répertoire d'action de la mouvance libertaire et, à un degré moindre, des syndicats (surtout SUD-étudiant), comme au moment des mobilisations contre le CPE – les militants du MJS et de l'UNEF, présents lors des Assemblées générales, les occupations de jour et les actions, ne dormaient pas sur place. L'étiquetage est plus central pour ceux qui interviennent dans l'arène étudiante. Enfin, le rapport au temps est évidemment induit par le niveau d'investissement : le retard scolaire dû au militantisme étant beaucoup plus fréquent à l'UNEF qu'au sein des

---

<sup>950</sup> Sur l'échantillon, deux tiers seulement des militants ont voté aux élections étudiantes (Source : enquête n°4).

partis. En fait, les écarts de pratiques renvoient sous certains aspects à l'espace des étudiants militants évoqué précédemment (figure 18).

**Figure 18 : Espace des propriétés sociopolitiques des étudiants militants (type de militantisme ajouté) (enquête n°4)**





L'axe des propriétés socioculturelles héritées oppose le militantisme intellectualisé des étudiants les plus dotés en ressources sociales, au militantisme total des étudiants qui en sont le moins dotés. Fonction des pratiques, l'acquisition de connaissances, savoir-faire et compétences, dépend de la position dans l'organisation – la formation étant plus intensive pour ceux qui détiennent des responsabilités –, mais aussi de l'organisation elle-même. Au militantisme intellectualisé sont plutôt associées des connaissances, au militantisme total des savoir-faire. Se distinguent ainsi d'un côté, le militantisme intellectuel, individualisé, qui est fait de pratiques d'intérieur, de lectures, de recherches d'informations, et d'une acquisition de connaissances ; à d'un autre côté, le militantisme total, collectif, tourné vers l'extérieur, par lequel les militants acquièrent des savoir-faire. On discerne là les contours d'une homologie entre type de militantisme et *background* social qui renvoie aux oppositions classiques : théorie/pratique, savoir/technique<sup>951</sup>.

### **Militantisme intellectuel**

D'une part, un militantisme qui s'apparente à un loisir intellectuel. Il s'observe au sein des partis, notamment au PS, à l'UDF, à l'UMP, chez les Verts, et dans plusieurs associations (défense des droits de l'homme, lutte contre le racisme, altermondialiste). Donc, davantage auprès des étudiants militants issus des catégories supérieures, les plus dotés en capital culturel hérité. L'activité militante se rapporte à un ensemble de réunions, lectures, envois de pétitions, travaux d'écriture ou débats, c'est-à-dire des pratiques d'intérieur, qui les attirent plus que les activités extérieures (tractage et collage notamment). Plusieurs militants de ce pôle n'apprécient guère ces activités de base du militantisme, comme l'illustre le propos de Flavie/30/Souris verte :

« – *Qu'est-ce que tu n'aimes pas ?* –

Le tractage. Tracter et faire signer des pétitions, c'est pas ce qui me motive le plus. [...] Ce que je trouve sympa, c'est d'aller discuter avec des gens, comme ce qu'on a fait au Parlement européen, tenir un stand, ou bien faire des actions plus ciblées, mais où on a vraiment l'impression de cibler les gens. C'est un peu plus engagé. » (Flavie/30/Souris verte).

---

<sup>951</sup> Sur ce point voir Bourdieu (Pierre), *La distinction, op. cit.*, p. 451. Sur ce point, voir également Péchu (Cécile), « Les générations militantes à Droit au logement », art. cit.

Les militants de ce pôle prônent l'usage de moyens de sensibilisation plus intellectuels (débats), plus originaux et plus festifs (cafés débats et stands bios par exemple). Associée à des coûts réduits (peu de temps consacré, peu ou pas d'étiquetage), l'activité se borne souvent à des réunions mensuelles et à quelques actions ponctuelles. Plusieurs enquêtés ont d'ailleurs été surpris à leur entrée par une certaine passivité, tel Axel/53 de l'UMP :

« C'est vrai que là, c'est assez passif au niveau du contenu. Y a les réunions techniques qui sont tous les premiers jeudis du mois. Et par la suite, il doit y avoir **différents *Stammtischs*, donc des discussions sur des idées. C'est surtout ça.** Sinon, il y avait une soirée, où il y avait surtout de l'affichage. Voilà ! (Sourire) C'est vrai que je suis un peu déçu, je pensais que ça serait plus actif. » (Axel/53/UMP).

Dans ce type de configuration, certains militants ont des difficultés à faire don de leur personne et à donner de leur temps, ce qui peut d'ailleurs entraîner des changements d'organisation<sup>952</sup>. De la sorte, la formation demeure assez réduite : des connaissances *via* les discussions internes, la lecture de documents et de journaux, voire une plus grande aisance à l'oral au fur et à mesure des réunions. L'activité au sein des partis s'intensifie néanmoins lors des campagnes électorales.

Quelques organisations de ce pôle apparaissent toutefois un peu plus actives. Sur le terrain étudié<sup>953</sup>, c'est notamment le cas de la mouvance altermondialiste (ici essentiellement composée de Attac et la Souris Verte<sup>954</sup>). Les possibilités d'investissement des militants y sont généralement plus conséquentes : organisation plus systématique d'actions à moyen et long terme (élaboration d'un journal, café-débats mensuel, etc.), réunions hebdomadaires – contrairement aux réunions mensuelles, voire trimestrielles, de la plupart des partis et d'autres associations. Puis, là où l'activité de nombreux partis se résumait à quelques actions ponctuelles, plusieurs associations de cette mouvance multiplient les contacts avec le public : réalisation d'un journal qui ne soit pas uniquement à usage interne, organisation de conférences, de stands avec des produits bios ou issus du commerce équitable, ou d'un ciné-

---

<sup>952</sup> Voir en ce sens la dissociation entre le champ militant radical et le champ militant partisan évoquée par : Péchu (Cécile), « Générations militantes à Droit au logement », art. cit.

<sup>953</sup> On doit ici souligner des variations possibles selon la configuration militante, et donc le lieu et le moment de l'enquête.

<sup>954</sup> La mobilisation des militants de la Souris verte sur des thématiques proches d'Attac (luttres contre les dérives néo-libérales, défense du commerce équitable, de l'économie solidaire, des principes de démocratie participative, de la protection de l'environnement, et du développement durable) permet, à notre sens, de les rattacher à cette mouvance. On rappelle que les militants de la mouvance libertaire et révolutionnaire se différencient de ceux de la mouvance altermondialiste au niveau de leurs prises de position mais aussi de leurs propriétés sociales (*cf.* chapitre V).

club avec projections de film suivies de débats (par exemple *Bowling for Columbine* de Michaël Moore sur la vente d'armes aux États-Unis, *Pas vu pas pris* ou *Enfin pris* de Pierre Carles sur la sphère télévisuelle pour Attac et la Souris verte, *La cité de Dieu* et *Le cauchemar de Darwin* pour Amnesty international en collaboration avec l'UNEF). Bref, des actions pédagogiques qui s'apparentent à de l'éducation populaire<sup>955</sup>. Dès lors, l'accès à des connaissances fait sens pour ces militants au capital culturel hérité plutôt élevé, plus encore pour ceux de la mouvance altermondialiste (à Attac notamment) dont la formation intellectuelle semble un fondement. Les réunions, les conférences et les occasions d'écrire de petits articles étant assez fréquentes, ils progressent sur l'aisance à l'oral et à l'écrit. Ils demeurent toutefois beaucoup moins compétents sur les techniques militantes que les syndicalistes par exemple.

Toujours est-il que les militants du pôle intellectuel ne sont pas les militants étudiants les plus investis, ni ceux auprès de qui la socialisation militante est la plus prégnante. Une petite fraction d'entre eux se rapprochent néanmoins du militantisme total par un investissement plus élevé. Ce sont les militants des partis et des associations avec des responsabilités au local et au national, qui organisent les activités d'un groupe ou d'une section. Positionnés dans les structures, ils se familiarisent avec les logiques internes et les stratégies politiques, et sont davantage sollicités pour des interventions, des interviews, et des réunions. Ils accroissent alors leurs savoir-faire et affinent leur sens politique. Certains d'entre eux revendiquent explicitement un profil d'apparatchik.

### **Militantisme total**

D'autre part, un militantisme total, quotidien et intensif, fait de pratiques de terrain (tractages, collages, etc.) et d'un don de soi. Beaucoup plus structurant, il renvoie davantage à un style de vie. La vie sociale des militants s'effectue quasiment exclusivement au sein de l'organisation. Il s'agit plutôt des étudiants des syndicats (à commencer par ceux de l'UNEF) et des organisations libertaires (MIB, GAG, etc.), qui sont beaucoup plus souvent en promotion culturelle, issus des catégories intermédiaires et populaires de l'espace social. Au contraire de ceux des partis et des associations, ils se différencient peu entre eux et fonctionnent davantage selon une logique de groupe.

Les syndicalistes de l'UNEF, tout d'abord, recourent, à l'inverse de ceux du pôle intellectuel, à l'ensemble du répertoire d'action évoqué : réunions, tractages, collages,

---

<sup>955</sup> Pour des observations semblables, voir Duriez (Hélène), « Modèles d'engagement... », art. cit., p. 171.

signatures de pétitions, interventions en amphï, organisation de semaines d'information et de sensibilisation (sur les discriminations par exemple), participation à des collectifs avec d'autres militants, relations avec les syndicats enseignants, permanences à « la maison des étudiants » où ils proposent divers services (photocopies, café, etc.), chaînes d'inscription, élaboration de tracts ou d'articles, activités syndicales (défense des intérêts de tel ou tel étudiant auprès d'un responsable de cité universitaire ou d'un service administratif)<sup>956</sup>. C'est surtout l'intensité de leur militantisme qui les distingue. Leur activité s'apparente à un militantisme total qui occupe toutes leurs journées, comme le précise Sébastien/68 :

« – Ça te prend combien de temps tout ça en fait ? –

Ça dépend des années, ça dépend aussi des périodes. Là c'est sûr, on a les élections au CROUS dans quelques jours, on avait la grève sur la LMD et tout ça, donc euh... c'était, ça m'a pris, bon en moyenne ça me prend entre 50 et 100 heures par semaine

– Par semaine ? –

Au maximum, c'est 100 heures dans la semaine. Bon, ça veut dire qu'il ne reste pas beaucoup d'heures pour dormir. » (Sébastien/68/UNEF/PS).

Ce militantisme est corrélatif d'un grandissement de soi et d'une forme de don de soi, comme en témoigne Mansour/12 :

« Y a des fois, genre on commence à six heures du mat' par un collage, on milite toute la journée, le soir on va dans une cité U. La dernière fois on était à la cité U W., on toquait aux portes, on discutait avec les gens, on terminait à onze heures, et à onze heures y a plus de bus. Et tu reviens de W. jusqu'à l'Esplanade (le campus universitaire), et moi j'habite à Hautepierre (un quartier périphérique de Strasbourg), je mettais deux heures pour rentrer. Le soir t'es vraiment fatigué, t'es larvé, tu dors. [...] Je vais pas continuer à militer comme ça toute ma vie. Je tiendrais pas. C'est sûr que je tiendrais pas, le rythme auquel on va, c'est pas possible, je peux pas continuer à 40 ans à militer comme je fais maintenant. Et puis ton militantisme par après, que ça soit dans un mouvement politique, dans le syndicalisme salarié, ou dans le milieu associatif n'a rien à voir avec ce qu'on fait maintenant. J'ai vu à peu près tous ces milieux là, je les ai approchés plus ou moins, mais j'ai vu que notre militantisme était le plus acharné, et en même temps le plus enthousiaste. » (Mansour/12/UNEF/PS).

---

<sup>956</sup> Pour les militants du Bureau national de l'UNEF-ID, K. Yon relève : « élaboration des publications, des tracts, travail de réflexion et d'analyse sur les propositions du gouvernement et celles du syndicat, travail des élus, etc. », cf. « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID... », art. cit. Le Bureau nationale décide chaque vendredi des actions qui seront menées dans les AGE (Association Générale des Étudiants, section de l'UNEF dans les Universités). Puis dans les AGE, la réunion hebdomadaire du lundi vise à donner les directives aux militants, établir le programme de la semaine, et relever les disponibilités pour mener les actions.

C'est avec fierté qu'il évoque son expérience. Un indicateur de ce militantisme total réside dans le retard scolaire des militants les plus actifs dû à leur carrière militante. Au sein du corpus, pratiquement tous ont refait des années d'études depuis leur entrée en militantisme<sup>957</sup>. D'où une situation paradoxale : ils défendent l'Université et les étudiants tout en étant très peu assidus en cours, pratique pourtant constitutive du métier d'étudiant. Les responsabilités (membre du bureau, président, trésorier, secrétaire général) favorisent plus précisément le retard scolaire<sup>958</sup>, et ce malgré le célèbre slogan de la charte du syndicaliste étudiant : « un bon syndicaliste est d'abord un bon étudiant ». Entre études et engagement, les militants les plus investis dans les syndicats font très vite le choix du militantisme. Ainsi, pendant son mandat de président de l'AGE de Strasbourg, Mansour/12 de l'UNEF met ses études de médecine de côté. De même, François/1 refait sa deuxième année de Sciences Po l'année qui suit sa prise de direction de l'AGE de l'UNEF. Samson/77 et Albert/71 redouble leur première année de sociologie l'année après leur entrée à l'UNEF. Quant à Sébastien/68, il choisit de mettre de côté ses études, l'année où il dirige l'AGE :

*« – Mais au niveau scolaire, tu arrives à concilier tout ça (les activités militantes) avec les études ? –  
Cette année, j'ai fait le choix en fait, cette année c'était particulier, parce qu'on a eu un petit problème de renouvellement de l'équipe donc on a... La rentrée a été un petit peu plus difficile, en plus on avait la grève sur le LMD qu'on a décidée de lancer. Donc au mois d'août, on avait décidé qu'on allait lancer une mobilisation sur le LMD à la rentrée universitaire, plus les élections au CROUS. Donc j'ai décidé cette année de mettre les études de côté. » (Sébastien/68/UNEF/PS).*

La plupart des enquêtés évoquent l'impact de la socialisation militante : « Moi si je n'étais pas à l'UNEF, les choses n'auraient pas été les mêmes. » (Mansour/12) ; « Je pense que si je prends les deux dernières années, depuis que je suis à l'UNEF, c'est le truc qui a le plus changé ma vie. » (Sébastien/68). L'investissement renforce divers savoir-faire (notamment l'aisance à l'oral, la maîtrise de techniques militantes et l'acquisition d'un sens politique) – le militantisme à l'UNEF constitue en ce sens une ressource au sein du PS dont les militants n'ont pas autant d'occasions de maîtriser des savoir-faire –, et participe finalement à une transformation de soi. L'investissement massif observé à l'UNEF est comparable à SUD-étudiant, mais en revanche un peu moins effectif à l'UNI. Proches de l'UNEF, les pratiques des militants de l'UNI apparaissent moins variées (essentiellement

---

<sup>957</sup> Les militants de l'UNEF interrogés sont assez peu entrés en militantisme suite à des échecs scolaires.

<sup>958</sup> Pour des observations en ce sens auprès des membres du Bureau national : Yon (Karel), « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID... », art. cit.

réunions, tractages et collages) et plus ciblées. Aspect d'autant plus perceptible que les effectifs sont moins importants<sup>959</sup>. L'investissement en temps mis à part, les coûts du syndicalisme étudiant semblent plus élevés en termes d'étiquetage que pour les militants du pôle intellectuel. Car, à la différence des autres militants, ces étudiants se dévoilent politiquement dans l'arène universitaire, et s'opposent parfois à leurs enseignants au sein des différents conseils électifs.

Par l'intensité et les coûts de leur militantisme, les étudiants qui se situent dans la mouvance libertaire et révolutionnaire ressemblent aux syndicalistes étudiants. Ils s'en différencient néanmoins, de même que des autres militants, à différents égards<sup>960</sup>. En raison de leur faible structuration (absence d'une structure hiérarchique forte, autogestion), ils consacrent une part importante de leur temps à s'organiser lors de réunions et de discussions – fonctionnement très différent de celui de l'UNEF où la hiérarchie est forte avec des consignes données par le national à appliquer localement, et où les réunions sont plus destinées à donner la marche à suivre qu'à la discuter<sup>961</sup>. Ensuite, moins positionnés sur les universités que l'UNEF et Attac, ils orientent surtout leurs actions vers la rue (manifestations, tractages, signatures de pétitions) et l'ensemble de la population<sup>962</sup>. S'ils effectuent un militantisme total, ce n'est pas seulement par l'implication de soi et l'investissement massif en temps – « H24 à faire des trucs sur le bitume » pour reprendre une expression d'Alain/7/MIB –, c'est aussi en raison de leurs pratiques susceptibles de les confronter à un certain danger. Les manifestations d'opposition aux militants du Front national (par exemple présence devant une salle où se réunissent des élus du FN) peuvent toujours tourner à l'affrontement. D'autre part, avec des actions parfois à la limite de la légalité, leur militantisme paraît aussi plus coûteux. Les militants d'un collectif proche du MIB ont par exemple publié et distribué un exemplaire d'un journal adoptant la mise en page du quotidien local (*DNA : Dernières Nouvelles d'Alsace*),

---

<sup>959</sup> Par exemple, les responsables de l'UNI à Strasbourg indiquent en 2004, dans un numéro de *La Lettre des Etudiants Alsaciens, numéro spécial adhérents, Le journal des Etudiants de l'U.N.I.* : « Notre syndicat se doit de constamment matérialiser sa présence sur le Campus par des collages. Une action par semaine semble une périodicité convenable et suffisante à cet effet. » Ils en appellent également aux bonnes volontés pour la constitution « d'équipes autonomes de 2/3 personnes ».

<sup>960</sup> Voir en ce sens Duriez (Hélène), « Modèles d'engagement... », art. cit., p. 171.

<sup>961</sup> Cf. l'image de « bolchevique » dont s'affublent les militants en référence au « modèle d'organisation politique développé par Lénine dans *Que faire ?* et perpétué par les organisations trotskistes : centralisation, discipline, hiérarchie. », Yon (Karel), « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID... », art. cit.

<sup>962</sup> Lors des mobilisations contre le CPE, les militants anarchistes ont par exemple occupé une antenne Assedic pendant quelques minutes dans le but de sortir du cadre universitaire.

sous le titre : « *PNA : Premières Nouvelles d'Alsace* »<sup>963</sup>. Le détournement de l'image du quotidien avait pour but d'attirer l'attention sur la désinformation et la non publicisation de certains faits : bavures policières, décès en détention, dérives sécuritaires, discriminations à l'école, au logement et au travail, racisme latent. Le quotidien régional, qui a peu apprécié l'usage de son logo et de sa mise en page, a entamé des poursuites judiciaires. Autre pratique illégale du répertoire d'action de cette mouvance : l'occupation de locaux<sup>964</sup>. Le 22 août 2002, plusieurs membres des No Border ont été arrêtés par la police suite à une occupation de locaux du ministère de la Justice, qui visait à dénoncer le jugement concernant l'un des leurs, arrêté pour outrage à agent lors d'une manifestation au moment du campement des No Border à Strasbourg, fin juillet 2002. Coûteux, ce militantisme l'est aussi en termes de temps et de difficultés à obtenir des résultats concrets. Sur les batailles qu'ils mènent, les succès sont rares, comme le précise Alain/7 :

« T'as jamais l'impression que ça avance. Nous, on gagne jamais. Donc on fait que de se prendre des claques. Là c'était la plus violente, c'était le procès du policier qui avait tué Youssef Khaïf, c'était le grand fil rouge du MIB depuis dix ans. C'était l'affaire qui avait lancé une dynamique sur ces affaires là. Parce qu'en plus c'était un proche du MIB, Youssef Khaïf. On a eu pire que tout, un acquittement. Malgré la mobilisation, le fait que pendant trois jours, jours et nuits, on a été devant le tribunal, avec des tentes, qu'il y a eu du monde qui est passé, qu'il y a eu 50 000 *Échos des cités* distribués dans toute la France, qu'il y avait des réunions publiques dans toute la France, ils nous ont donné pire que pire, un acquittement. Ils nous ont pas donné du sursis, ou une petite peine, ils l'ont acquitté, c'est vraiment ce qui pouvait arriver de pire, et c'est arrivé. Après ça, y a eu une grosse période de doute. Parce que tout ce que tu viens de faire, tout ce que t'as fait depuis deux ans, ça sert strictement à rien. » (Alain/7/MIB).

La déception relatée, suite à l'acquittement d'un policier impliqué dans une bavure, renseigne sur les difficultés morales auxquelles les militants de cette mouvance sont confrontés. Cet extrait informe également sur la succession de périodes d'intense activité d'une part, au cours desquelles les militants s'abandonnent tout entier à leur cause, et de périodes de repli d'autre part, notamment suite à des déceptions. Les compétences acquises se rapprochent de celles des syndicalistes, même s'ils prennent moins fréquemment la parole devant des assemblées et se trouvent moins astreints à une organisation stricte de leur temps.

---

<sup>963</sup> Numéro unique, février 2003, 8 pages.

<sup>964</sup> Ce qui rejoint les observations d'Hélène Duriez sur la mouvance libertaire, « Modèles d'engagement... », art. cit., p.171.

Situés sur les marges du champ politique, ils se socialisent assez peu avec d'autres militants : aucun contact à droite, très peu avec le PS, quelques uns avec les Verts sur des actions communes comme les convois de déchets nucléaires pour la FA, le GAG et la CNT, davantage avec Attac et l'UNEF lors des mobilisations contre les guerres en Afghanistan et en Irak, puis contre le CPE. Mais, opposés au compromis, critiques envers l'ordre établi, ils reprochent à la gauche altermondialiste et surtout social-démocrate – qu'ils désignent comme social-traître – de faire trop de concessions, comme le mentionne Laure/5 :

« Je trouve qu'ils (les militants d'Attac) ont les mêmes méthodes que les autres partis, en faisant des concessions sans demander à la base, faire des concessions comme les Verts. Nous, il y avait une campagne anti-nucléaire et on disait : « ni rose, ni vert », parce que vous êtes au gouvernement<sup>965</sup>, vous avez moyen de faire pression pour que ça passe pas, et ils le font quand même. Attac c'est un peu pareil... » (Laure/5/GAG/CNT).

Leur refus de toute compromission, tel que le rappelle un de leur slogan « négocier, c'est renoncer », leur préoccupation constante quant à la récupération des mobilisations, et leurs propositions de modes d'action toujours plus radicaux, déroutent fréquemment les personnes susceptibles de se mobiliser avec eux, à commencer par les militants des autres organisations. Alain/7 raconte ainsi leur récurrente mise hors-jeu :

« – *T'as souvent des contacts avec d'autres assocés...* –

Ben nous, c'est notre problème. Nous notre problème, c'est qu'on n'a pas beaucoup de monde, mais au bout du compte on se retrouve assez isolés à Strasbourg. C'est pas qu'on n'a pas notre part de responsabilité, y a peut-être eu des moments où on était un peu survoltés, on avait l'impression d'avoir tout le monde contre nous, en tout cas qu'on était les seuls à dire ces choses là et tout ça. Alors qu'il y a sûrement des gens qui sont sensibles à ce qu'on dit, à ce qu'on fait. Mais en attendant tous les gens qui, à un moment donné nous ont rejoint, sont partis aussi vite. Y a un certain nombre d'associations avec qui on a travaillé sur des affaires et avec qui ça s'est terminé en prise de tête.

– *Qui ça ?* –

Z. On a suivi une affaire avec eux. Au bout d'un moment, ils nous ont fait comprendre qu'ils voulaient lâcher. Nous, on n'a pas compris. Alors on a été leur faire un scandale en pleine réunion. On est rentrés dans leur salle, on leur a dit : « comment ça, vous pouvez pas vous permettre de lâcher cette femme qui avait une galère avec la justice. » Puis eux, ils trouvaient que ça devenait trop... Puis nous, on avait aussi cru comprendre que, eux c'était notre présence sur l'affaire qui les dérangeait. Ça veut dire que nous, notre discours, nous on fait pas de fioriture, quand on estime qu'il y a un crime raciste ou une bavure policière, c'est une bavure policière, y a pas à tergiverser. Donc par rapport à ça, y a des gens

---

<sup>965</sup> Entretien réalisé en novembre 2001, lorsque la gauche plurielle (PS, PCF, Verts) est au gouvernement.



que ça dérange. Donc nous, on a cru comprendre qu'ils se retiraient de l'affaire parce que notre présence les dérangeait. Pour eux, on portait sûrement préjudice au truc. Par rapport à ça, on a voulu qu'ils nous expliquent, on a voulu les voir, ça s'est terminé en prise de tête. » (Alain/7/MIB).

Cet extrait rend compte de l'incapacité des militants de ce collectif à s'entendre avec d'autres organisations, de leur position en porte-à-faux avec les autres militants, et de leur militantisme sans concession. Leurs difficultés à s'entendre avec d'autres organisations s'expliquent non seulement par la radicalité de leurs positions, leur rejet du champ politique, mais aussi par la faiblesse de leurs dispositions militantes héritées. Peu habitués aux organisations militantes, que ce soit par leur socialisation familiale ou de précédentes expériences, ils ne maîtrisent pas toujours les codes et les règles de cet espace.

Les pratiques et les apprentissages se répartissent donc différemment dans l'espace militant, suivant les organisations et les caractéristiques politiques et socioculturelles des étudiants. Le militantisme intellectuel est corrélatif d'une acquisition de connaissances, le militantisme total d'une acquisition de savoir-faire. Les deux pôles évoqués distinguent le niveau d'investissement – plus élevé pour le militantisme total que pour le militantisme intellectuel –, et de fait les coûts de l'activité – le deuxième empiète moins sur les études que le premier. Les militants du pôle intellectuel font état d'un don de soi et d'une bonne volonté militante moins affirmés et moins affichés que les syndicalistes, les libertaires et les révolutionnaires. Le rapport au public n'est pas non plus le même, entre d'un côté des contacts périodiques et une publicisation qui ne va pas de soi (militantisme intellectuel), et de l'autre un contact permanent, un étiquetage et une publicisation qui font partie du militantisme (militantisme total). L'espace des pratiques spécifie également l'adhésion au jeu politique. Sur ce point les libertaires s'opposent à tous les autres militants, y compris aux syndicalistes qui, fréquemment, militent en même temps au sein de partis de gouvernement et adhèrent davantage au jeu politique. Mais la socialisation militante ne fait pas seulement sens au regard du positionnement dans l'espace militant. L'effet de la carrière étudiante est également à discuter.

## 2. Se reconstruire et « retourner les fusils<sup>966</sup> » contre l'institution scolaire

Le temps dont certains étudiants militants jouissent facilite leur investissement, nous l'avons signalé. Les représentants d'un militantisme total sont les plus disponibles pour s'investir massivement dans le militantisme. Ceux du pôle intellectuel, davantage impliqués dans leurs études et moins souvent en retard scolaire, semblent moins prompts à s'abandonner tout entier à l'activisme. Les syndicalistes de l'UNEF, fréquemment étudiants en sciences humaines, envisagent assez souvent de préparer des concours de la fonction publique, de l'enseignement notamment. Le prolongement des études, avec la perte d'une ou de deux années, n'est pas vécu comme un handicap pour y arriver, d'autant plus qu'ils n'ont pas le sentiment de perdre leur temps en acquérant des connaissances et des savoir-faire. Les militants libertaires et révolutionnaires quant à eux, vivent assez fréquemment leurs études sur le mode du dilettantisme, tout en effectuant une activité rémunérée (assez souvent surveillants dans un collège ou un lycée) qui leur assure un certain confort matériel. Sans se limiter à la disponibilité accordée par les études, l'analyse doit considérer plus largement le rapport aux études au regard des étapes de la carrière étudiante. On peut comprendre certains effets de la socialisation militante en s'attachant à mettre en perspective le militantisme avec les étapes de la carrière étudiante et à restituer le sens donné à l'apprentissage par les militants. Si certains étudiants paraissent particulièrement disposés à s'investir dans l'arène militante, c'est parce que la formation en son sein fait sens avec leurs dispositions et leur carrière étudiante. L'arène militante leur permet de reconstruire leur identité par divers apprentissages – une compétence discursive notamment – et, pour certains, d'énoncer leur ressentiment à l'égard du système scolaire qui ne les a pas promus autant qu'ils l'espéraient.

L'investissement dans le militantisme, l'adoption d'un style militant, le suivi de l'actualité, la lecture de la presse ou la maîtrise de savoir-faire proches de pratiques scolaires, répondent fréquemment à des déceptions dans l'arène scolaire. L'apprentissage a un sens particulier pour les étudiants en promotion culturelle et/ou en crise identitaire, plus nombreux parmi le pôle du militantisme total. En favorisant l'acquisition de connaissances et en offrant « un substitut de scolarisation<sup>967</sup> », l'arène militante joue alors le rôle du système scolaire qui

---

<sup>966</sup> Pour faire référence au titre de : Ziegler (Jean), *Retournez les fusils !*, Paris, Seuil, 1980.

<sup>967</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit., p. 182-183.

ne les a pas consacrés<sup>968</sup>. C'est « une voie d'accès à un univers de savoirs et de savoir-faire substitutive à la voie scolaire<sup>969</sup> ». Les organisations politiques « sont disposées à accueillir ceux que l'école rejette<sup>970</sup> ». La socialisation militante a plus de chance de constituer un cursus parallèle lorsque les étudiants y trouvent une alternative, c'est-à-dire que la vie militante leur donne ce que leur scolarité ne leur a pas apporté<sup>971</sup>, lorsque le militantisme fait suite à des décalages entre les aspirations à l'égard des études et les chances objectives d'y parvenir<sup>972</sup>. Ceux qui n'ont pas pu réaliser leurs objectifs scolaires sont particulièrement disposés à l'apprentissage dans l'arène militante. C'est le cas de la plupart des étudiants de la mouvance libertaire – on retrouve des familles de trajectoires et une proximité de conditions de vie et d'expériences scolaires. Alors qu'ils se sont fortement investis dans leurs études secondaires, ils connaissent des échecs ou des déceptions dans le supérieur. Dès lors, ils mettent leur énergie au service du militantisme plutôt que de leurs études, et adoptent un style de vie révolutionnaire, à l'image de Laure/5/GAG/CNT.

Ses parents, ouvrier et technicienne, n'ont pas fait d'études supérieures. Après avoir accompli avec application sa scolarité dans le primaire et le secondaire et obtenu un bac L avec mention bien dans une ville moyenne, elle entre en hypokhâgne dans une ville universitaire. Le décalage trop grand avec ses pairs l'incite à se réorienter en faculté de sociologie. En acquérant des connaissances sur le monde social, elle prend conscience des inégalités qui structurent le système scolaire et la société. Un étudiant de sociologie au profil *d'héritier*, au sens de Bourdieu et Passeron, devient son petit ami. Cette rencontre accroît ses questionnements sur son identité, son héritage et son rapport aux études. En promotion culturelle, elle lui envie son héritage culturel. C'est avec ses connaissances sociologiques qu'elle interprète leurs incompréhensions et divergences de vue comme une différence d'habitus. Juste après leur rupture, elle rencontre un militant libertaire, en promotion culturelle comme elle. Elle rejoint le collectif libertaire de ce dernier. Peu familiarisée avec l'espace militant – ni son père, ni sa mère ne sont militants –, elle y trouve une arène d'expression de ses frustrations scolaires et sociales et adopte rapidement un style de vie

---

<sup>968</sup> Pour une analyse proche sur les autodidactes, voir Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, *op. cit.*, p. 133

<sup>969</sup> Mauger (Gérard), Fossé-Poliak (Claude), « La politique des bandes », *Politix*, n°14, 1991, p. 27-43, p. 41.

<sup>970</sup> Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, *op. cit.*, p. 139.

<sup>971</sup> Pennetier (Claude), Pudal (Bernard), « La certification scolaire communiste dans les années trente », art. cit. ; Pudal (Bernard), « Sociographies de lecteurs », in Mauger (Gérard), Fossé-Poliak (Claude), Pudal (Bernard), *Histoires de lecteurs*, *op. cit.*, p. 375-391.

<sup>972</sup> Sur la vocation d'autodidacte : Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, *op. cit.*, p. 107.

militant. Son propos résume assez bien son état d'esprit : « Je vis dans ce monde, j'ai pas choisi. Je préférerais vivre dans une autre société, pas celle qui est là, avec toutes ces injustices là, avec ces styles de classe, mais maintenant que j'y suis... Oui, c'est ma vie, c'est de vivre, d'être militant tout le temps ». Plus elle s'investit dans l'arène militante, plus elle se distancie de l'arène étudiante. Elle considère ne pas y avoir sa place. Pour cette étudiante qui n'a pas obtenu les profits scolaires espérés et qui s'est sentie en porte-à-faux par rapport à des étudiants « mieux nés », le militantisme apparaît comme une alternative pour mettre en action, tel un « effet de débordement<sup>973</sup> », sa bonne volonté culturelle et ses dispositions à l'apprentissage développées lors de sa scolarité, tout en contestant les inégalités rencontrées grâce à l'acquisition de ressources militantes.

Les connaissances, savoir-faire, argumentaires, l'aisance à l'oral et à l'écrit, un sens tactique et politique, forment autant d'éléments qui aident à construire positivement l'identité des étudiants militants, et surtout à la reconstruire quand elle a été mise à mal. En ce sens, Mansour/12/UNEF/PS, qui a subi la violence symbolique de l'institution scolaire à la faculté de médecine, affirme que son militantisme à l'UNEF l'a transformé :

« C'est un endroit (l'UNEF) qui m'a donné beaucoup de confiance en moi. Avant j'étais quelqu'un de super timide. [...] Avant j'étais un mec nul, même en parlant comme ça. Maintenant je peux intervenir même devant des amphis, tout ça. Et je kiffe ça vraiment, c'est super sympa. T'es devant un amphi, tu parles, t'harangues les gens, tu leur dis qu'il faut faire ça, et puis après t'as les gens qui sont super motivés qui applaudissent, ils viennent te voir. » (Mansour/12/UNEF/PS).

Par l'activité militante, il a appris à discourir en public et, pour faire référence au vocabulaire théâtral, accédé à une scène. Il a, de la sorte, renversé la domination subie dans l'arène étudiante. De même, Philippe/13, entré à l'UNI après son échec en droit et sa position en porte-à-faux en histoire, s'est décomplexé :

« Y a aussi une décomplexion, j'étais un peu introverti y a quatre ans et demi, bien rentré sur... bien fermé sur moi-même, à regimber et à... j'avais une révolte politique qui bouillonnait, qui bouillait, et l'UNI ça a été un exutoire, c'était une façon enfin de faire quelque chose, de prendre mon truc en main, de dire : « c'est le bordel qu'est-ce qu'on peut faire contre ». Et à l'UNI, j'ai essayé de faire de telle sorte qu'on entende ma voix. » (Philippe/13/UNI/UMP).

---

<sup>973</sup> Elster (Jon), *Psychologie politique*, *op. cit.*

Son militantisme s'apparente à une libération d'énergie, à une opportunité de passer à l'action et d'acquérir des moyens d'expression. L'activité politique participe ainsi d'une modification de l'identité en soi et pour soi. Elle permet également de dépasser la conscience pratique de difficultés, problèmes, ou insatisfactions, en favorisant les conditions d'une compétence discursive<sup>974</sup>. Les militants apprennent à argumenter, à expliquer les causes et à proposer des solutions. Comme l'aborde N. Ethuin, l'étude de la théorie au sein du parti communiste « contribue au passage de l'insu au su, du sentiment d'injustice à la compréhension de ses causes, bref, au « passage entre l'*ethos* et le *logos*, entre l'expérience et l'expression<sup>975</sup> »<sup>976</sup> ». Ce processus se retrouve par exemple auprès de Mansour/12 de l'UNEF :

« Avant, quand je regardais les infos, ce sentiment de révolte quand je voyais qu'il y avait des trucs qui n'allaient pas, ça s'arrêtait à ça. Mais maintenant, j'essaye d'inscrire tout ça dans une pensée politique et avoir une analyse politique. » (Mansour/12/UNEF/PS).

Grâce à sa compétence politique, il peut désormais décrypter les événements médiatiques et produire un discours par rapport à ceux-ci. En ce sens, Alain/7/MIB, primo entrant dans le supérieur au sein de sa famille, exprime sa satisfaction d'accéder, au fur et à mesure de sa carrière militante, à la compréhension de la société et du champ politique :

« Les gens, ils ont l'impression de pas comprendre ce qui se passe. Moi je sais que ça me l'a fait, je pense ça l'a fait à tout le monde, quand tu regardes le 20 heures et que tu es gamin, t'as l'impression de rien comprendre. Ou l'exemple typique : la guerre en Israël. Moi j'étais en terminale, j'ai suivi un cours dessus, j'ai vu des infos dessus toute ma jeunesse, mais j'ai jamais rien compris. Jusqu'au jour où j'ai eu la démarche de me dire : « mais qu'est-ce qu'il s'est vraiment passé avec cette histoire ? » Là tu comprends qu'il y a quand même un agresseur, qu'il y a des opprimés, on t'en parle jamais comme ça, pourtant on devrait commencer par t'en parler comme ça. C'est un peu plus compliqué que ça, mais y a quand même au départ un agresseur et des opprimés. [...] Je crois qu'on devrait se sentir concerné de tout, et **ça fait du bien de se réapproprier sa vie**. En même temps, c'est dur parce que t'as l'impression que c'est super lourd, que tu vas jamais y arriver, qu'on avance pas. Mais en même temps **t'as l'impression d'exister vraiment, tu comprends ta société, tu comprends qui t'es, où t'es, à quel moment. Tu te réappropries tes choix, ça c'est une libération. Pouvoir regarder le 20 heures et pas me faire, tu vois, ou pouvoir lire un article de journal et dire : « ça me dépasse, moi je serai**

---

<sup>974</sup> Sur la conscience pratique et la conscience discursive, voir Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, *op. cit.*

<sup>975</sup> Mauger (Gérard), « Postface », in Mannheim (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

<sup>976</sup> Ethuin (Nathalie), « De l'idéologisation de l'engagement communiste... », art. cit., p. 151.

**quelqu'un qui pourra jamais comprendre ça », et pouvoir se dire : « moi, ce qu'il a écrit le journaliste là, je vois mais je suis pas tout à fait d'accord parce que moi je sais que... » C'est un sentiment de libération. » (Alain/7/MIB).**

Grâce à son militantisme, il est à présent capable d'analyser les articles de journaux, les faits d'actualité et les prises de position politiques. L'acquisition d'une telle compétence produit chez lui le sentiment de comprendre le fonctionnement de la société dans laquelle il évolue, son positionnement en son sein, et finalement qui il est.

Deux prises de rôle au moins sont fréquemment consécutives d'un accès à une compétence discursive par le militantisme. Premièrement le rôle de *l'intellectuel engagé*, éclairé, voire éclairant pour ceux qui n'ont pas leur niveau de connaissance, comme en rend compte cette militante de la mouvance libertaire : « On s'adresse à des interlocuteurs qui n'ont pas forcément la même connaissance des choses que nous » (Laure/5/GAG/CNT). Ce sentiment de distinction par rapport à l'information est particulièrement fréquent auprès des militants en promotion culturelle dont la bonne volonté intellectuelle représente un élément constitutif de leur identité, comme Laure/5/GAG/CNT mais aussi Guy/73/Attac/CAE, dont la critique de la télévision est une manière de se singulariser de ses parents qui s'informent principalement par la télévision :

« – *Est-ce que tes parents suivent l'actualité politique ?* –

Ben, ce qu'on appelle suivre à la télévision, oui. Pour moi, la télévision, c'est pas vraiment de la politique. Parce qu'on ne peut pas parler de politique à la télévision sans parler politiquement, donc, euh, en employant un vocabulaire présent, justement dans un système néo-libéral, irréversible et fataliste. Donc non, je veux dire suivre les infos à la télévision, la politique à travers les médias pour moi c'est pas s'informer de la politique. » (Guy/73/Attac/CAE).

Il fait ici part du sentiment d'être politiquement plus compétent que ses parents, non militants et non diplômés du supérieur, et en quelques sortes, de les avoir dépassés sur le terrain des connaissances politiques.

Deuxième prise de rôle, celle de *l'étudiant contestataire*, rôle qui peut s'associer au précédent. Les ressources acquises (compétence discursive, connaissances, etc.) donnent aux étudiants militants les moyens de se faire entendre, de s'opposer à leurs enseignants et à leurs parents, et de poursuivre leur processus d'autonomisation. Les étudiants qui ont beaucoup investi dans leur scolarité sans obtenir les succès espérés disposent, grâce au militantisme, de ressources pour, d'une certaine manière, régler leurs comptes avec l'institution scolaire qui ne

les a pas consacrés, alors qu'ils lui vouaient une véritable dévotion. Ce sentiment de revanche se porte notamment sur ceux qui apparaissent comme les représentants de l'institution : les enseignants. Les activités militantes telles que les interventions orales, en cours, en réunions, ou en AG, constituent dès lors des occasions de casser le mythe qu'ils ont hérité et construit autour des études, de prendre une revanche sur leur passé scolaire, les échecs ou les déceptions, et de renverser les hiérarchies et la violence symbolique subies. Tel est le cas de Laurent/11/FA, entré à la Fédération anarchiste suite à une position en porte-à-faux avec les élèves de sa classe préparatoire. Après son échec en prépa, il poursuit sa scolarité en IUT où il n'hésite jamais à contredire les enseignants :

« Je réagis assez spontanément quand j'ai l'impression que le prof dit une connerie. Hier matin, je me suis pris un peu la tête avec la prof de ressources humaines qui nous fait un truc un peu économique, et apparemment elle ne s'y connaît pas trop, trop. Et ça tenait pas trop debout. [...]

– *Est-ce que t'as tendance à t'opposer par rapport aux profs par exemple, ou à la jouer un peu plus diplomate ?* –

J'ai tendance à parler quand ça ne me paraît pas vrai. Bon j'essaie d'argumenter, de dire qu'il faut un peu nuancer, ce genre de choses là. Mais y a des profs qui l'acceptent plus ou moins. Genre la prof de gestion, elle ne l'accepte absolument pas, rien que de poser une question elle considère ça comme contestataire, c'est son terme. Donc c'est parfois un peu difficile de faire passer, j'ai failli me faire virer du cours. » (Laurent/11/FA).

Les connaissances et les savoir-faire acquis par son militantisme lui donnent un sentiment de compétence. Il se sent autorisé à parler et à contester les propos de ses enseignants. Son militantisme est une manière d'inverser le sentiment de domination qu'il a précédemment ressenti en classe préparatoire.

Tel est également le cas d'Alain/7/MIB, militant libertaire et révolutionnaire, qui exprime sa déception à l'égard des enseignants de sociologie : « Mon militantisme m'a apporté par rapport à la socio, un esprit critique, surtout par rapport aux enseignants ». Il acquiert par le militantisme non seulement un esprit critique, mais aussi des moyens pour l'exprimer :

« Ça fait un bien fou de **décider de ses choix, de décider que le mec qui me représente, que ça soit Jospin<sup>977</sup>, ou le prof devant moi, de décider que je suis pas d'accord en mon âme et conscience, et je peux lui dire.** Pareil d'un cours, **pouvoir dire à un prof de socio : « écoutez je suis pas**

---

<sup>977</sup> Entretien réalisé en novembre 2001, L. Jospin est alors premier ministre.

**d'accord...** » Moi je suis à l'instant t à un certain endroit là, y a une assistance, y a quelqu'un qui s'exprime publiquement, je suis pas d'accord, donc je m'exprime, je vis dans cette société, je m'exprime. C'est ce sentiment là que j'essaie d'exprimer depuis avant, d'exister vraiment. » (Alain/7/MIB).

Comme Laurent/11/FA, il développe par le militantisme le sentiment d'exister, d'être autorisé à prendre la parole et à contredire ceux avec qui il n'est pas d'accord, à commencer par les enseignants. Cette prise de rôle était notamment observable lors des mobilisations contre le CPE. Plusieurs militants multipliaient les critiques à l'encontre des enseignants, en les considérant comme porteurs des intérêts du gouvernement. Cette tension se cristallisait sur des prises de position différentes (arrêt total des cours, blocage des cours et des examens). C'était là autant d'occasions de s'opposer aux enseignants, y compris à ceux qui soutenaient le mouvement des anti-CPE. Ce souhait de conflit suscitait l'incompréhension de nombreux enseignants. Cette attitude traduisait en fait un ressentiment à l'égard de l'institution scolaire et des enseignants, qu'il convient de mettre en rapport avec des déceptions vécues au cours de la scolarité. Cette mobilisation était une occasion de l'exprimer.

En conséquence, le répertoire d'action des étudiants militants varie entre les organisations. L'espace de pratiques oppose les militants les moins investis des plus investis, c'est-à-dire le pôle du militantisme intellectuel du militantisme total des libertaires et des syndicalistes. Cette distinction renvoie aux variations dans le recrutement des organisations en termes de caractéristiques sociales et aux positions dans l'espace militant. Espace de prises de position et de pratiques, l'espace des étudiants militants est aussi un espace de formation. Les militants en promotion culturelle, qui ont connu des déceptions au cours de la scolarité, sont les plus disposés à l'apprentissage. Grâce au militantisme, ils acquièrent des connaissances, des compétences, et ainsi, construisent ou reconstruisent leur identité, particulièrement lorsqu'elle a été mise à mal par leur scolarité. De la sorte, le militantisme est un cursus parallèle, spécialement pour des étudiants en phase de construction, d'autonomisation, ou de crise identitaire, déçus par les institutions scolaires à la hauteur des attentes qu'ils y avaient mises.

Une analyse menée à partir d'observations et d'entretiens a caractérisé les pratiques militantes des étudiants, les conditions et les effets de la socialisation militante par la mise en évidence d'un espace de formation lié à un espace de pratiques. Le militantisme correspond également à un ensemble de rétributions. Outre la sociabilité et la prise de rôle dans l'arène



étudiante, nous avons évoqué la participation à des prises de décision, le plaisir d'être acteur, l'épanouissement d'être au service d'une cause, d'être moins manipulé et mieux informé, et d'être de ceux qui comptent. Mais c'est surtout l'acquisition de connaissances, de dispositions, de savoir-faire, d'ethnométhodes, et de compétences qui a attiré notre attention. Fonction du type d'activité, du temps consacré et de l'organisation, ce capital militant est un moyen de distinction, de compensation des échecs, et de reconstruction identitaire par l'accès à des compétences discursives qui permettent de s'opposer aux parents et aux enseignants. Avec la rétribution que constitue la formation, on peut comprendre plus facilement le militantisme au sein d'organisations dont les rétributions matérielles sont quasiment inexistantes.

Se pose à présent la question de la conversion des ressources militantes dans d'autres arènes. Dans l'arène étudiante tout d'abord. Anne/43/UNEF/PS commente en ce sens :

« J'ai appris à travailler en équipe, à monter un projet de A à Z, à parler en public, à pas être impressionné par les institutionnels. Et on en apprend beaucoup sur soi-même, quand on se retrouve dans une réunion, qu'il faut un petit peu gérer la réunion, telle opposition interne, tout ça c'est des choses, je pense que... oui j'en ai beaucoup appris sur moi.

– *Et tu penses que ça a pu te servir après dans tes études ?* –

Ben oui, bien sûr. Ah oui, énormément. Y a deux éléments. D'abord ça me sert, parce que d'abord j'ai appris à travailler vite, parce que tout simplement, surtout ma deuxième année j'ai beaucoup milité, il a fallu apprendre à consacrer moins de temps pour Sciences Po, donc j'ai appris à travailler vite. Et pareil, à pas me démonter devant un prof, à parler à peu près correctement, même si j'ai pas l'impression de m'exprimer très bien, mais je crois que par rapport au reste des étudiants, il y a quand même une différence. Et quoi d'autre ? Oui, peut-être tout simplement un esprit critique qu'on n'a pas forcément quand on passe ses journées devant un bouquin dans une bibliothèque, donc oui un esprit critique, une autre ouverture, d'autres expériences, une autre vision des choses. » (Anne/43/UNEF/PS).

Elle estime que les acquis du militantisme (habitude du travail en équipe et de la rapidité d'exécution, aisance à l'oral et à l'écrit, connaissances politiques, esprit critique) lui servent pour ses études de Sciences Po, c'est-à-dire dans l'arène scolaire. La socialisation militante peut avoir des effets sur les pratiques scolaires, d'autant plus lorsqu'elles sont proches des pratiques politiques (en droit et à Sciences Po notamment). Les ressources militantes peuvent également être converties dans l'arène politique.

## II. La professionnalisation politique : effets de carrières

Un moyen d'étudier les effets des carrières militantes et étudiantes sur la socialisation militante est de s'intéresser aux conditions de leur professionnalisation politique, c'est-à-dire à ceux qui deviennent collaborateurs politiques. Ces auxiliaires politiques prennent part au jeu politique, aident à la préparation des coups, des stratégies, des décisions, tout en étant astreints à rester dans l'ombre des élus<sup>978</sup>. Permanents au sein d'une organisation, assistants parlementaires à l'Assemblée Nationale, au Sénat, au Parlement européen, ou encore collaborateurs de maires, d'élus régionaux ou généraux, forment les principales possibilités de professionnalisation politique pour les jeunes militants qui n'ont pas les ressources scolaires et politiques nécessaires pour intégrer un cabinet ministériel<sup>979</sup>. Il s'agit là d'une des voies d'entrée en politique par la filière militante<sup>980</sup>.

Les organisations politiques (partis, syndicats, associations) recrutent des permanents, dont le nombre dépend de leur budget – les données sont pour ceux-ci difficile d'accès. Ensuite, chaque élu à l'Assemblée, au Sénat, et au Parlement européen, dispose d'une indemnité de secrétariat qui lui permet de s'entourer de collaborateurs et de les rémunérer (14 000€ environ mensuels au Parlement européen). La composition des staffs diffère suivant les élus, leurs investissements et leurs positionnements dans les espaces politiques, militants, et associatifs<sup>981</sup>. Les conseillers régionaux et généraux bénéficient également d'un staff plus réduit au niveau de leur groupe politique, souvent deux à trois collaborateurs par groupe – leur nombre variant suivant le nombre d'élus –, dévoués au président du groupe et à l'ensemble des élus qui le compose. Les présidents de conseils généraux et régionaux, et les maires qui constituent un cabinet offrent également des emplois de ce type.

---

<sup>978</sup> Pour quelques éléments sur « les hommes de confiance » et les « fonctionnaires de parti » comme « déclassés », cf. Weber (Max), *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003 (1<sup>ère</sup> éd. 1919).

<sup>979</sup> Sur les membres des cabinets ministériels : Mathiot (Pierre), Sawicki (Frédéric), « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993). 1) Recrutement et reconversion 2) Passage en cabinet et trajectoires professionnelles », *Revue française de science politique*, vol.49, n°1, p. 3-30 et n°2, 1999, p. 231-264.

<sup>980</sup> Gaxie (Daniel), *La démocratie représentative*, op. cit., p. 77-79.

<sup>981</sup> La configuration la plus fréquente est de deux à trois collaborateurs : pour les députés et les sénateurs, un assistant à Paris et un en circonscription auxquels s'ajoute généralement une secrétaire ; pour les eurodéputés, un assistant en charge des activités à Bruxelles et Strasbourg et un en circonscription avec, là aussi, une secrétaire. Néanmoins, suivant le niveau d'investissement, les assistants sont plus nombreux au niveau de la circonscription ou de l'assemblée (Assemblée, Sénat, Parlement européen). Par exemple, un député fortement investi localement et sans ambition nationale, aura très rarement un assistant à temps plein à Paris, mais en revanche une équipe plus importante localement.

Peu de travaux se sont jusqu'ici intéressés aux collaborateurs politiques, et encore plus à la manière dont ils y accèdent. Les recherches sur les professionnels de la politique s'attachent davantage à l'analyse des élus ou des conseillers en communication<sup>982</sup>. Tout juste relève-t-on l'ouvrage coordonné par G. Courty qui regroupe des contributions sur les assistants à l'Assemblée, au Sénat et au Parlement européen<sup>983</sup>. L'une de ses conclusions est que les fonctions de collaborateurs s'institutionnalisent, avec la mise en place d'associations professionnelles<sup>984</sup>, la spécialisation des modes de recrutements avec des cursus types (Sciences Po, droit) et des diplômes spécialisés (Masters formant aux métiers de collaborateurs politiques dans les Université de Paris-I et Paris-X). Mais hormis les origines scolaires, les entrées en fonction ne sont que rapidement évoquées.

Plutôt jeunes, surtout parmi les assistants<sup>985</sup>, une partie des collaborateurs politiques commencent après une courte expérience professionnelle dans le lobbyisme, la communication, ou les relations publiques. Toutefois, nombreux sont ceux qui accèdent à ce type de poste à la fin de leurs études. Autre caractéristique : l'appartenance à l'organisation politique des élus. Elle peut parfois constituer une propriété négative auprès de ceux qui préfèrent recruter un non militant afin de ne pas courir le risque d'avoir un espion auprès d'eux. Pour d'autres, un simple positionnement en faveur de leurs idées peut être requis, sans nécessité que le postulant soit encarté. D'autres encore se contentent de s'assurer de leur non orientation en faveur des extrêmes de l'échiquier politique. Les militants sont néanmoins majoritaires dans ce type de fonction (environ 50% des assistants parlementaires à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, et beaucoup plus encore parmi les autres postes de collaborateurs politiques)<sup>986</sup>. Somme toute, pour une partie des collaborateurs, il s'agit de poursuivre leur expérience militante entamée lors de la scolarité. Ceci dit, tous les étudiants militants ne deviennent pas collaborateurs, et n'aspirent pas à le devenir, préférant

---

<sup>982</sup> Voir par exemple Legavre (Jean-Baptiste), « Du militant à l'expert en communication politique », *Politix*, n°7-8, 1989, p. 80-90 ; Offerlé (Michel) (dir.), *La profession politique XIXème-XXème siècles*, Paris, Belin, 1999.

<sup>983</sup> Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, *op. cit.*

<sup>984</sup> Courty (Guillaume), « À la découverte du travail de collaboration politique », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, *op. cit.*, p. 7-26, précisément p. 11-12.

<sup>985</sup> D'après l'enquête de J. Fretel et J. Meimon sur l'Assemblée nationale et la nôtre sur le Parlement européen, la moyenne d'âge des assistants parlementaires à l'Assemblée nationale et au Parlement européen est comprise entre 30 et 32 ans. Cf. Fretel (Julien), Meimon (Julien), « Les collaborateurs parlementaires à l'Assemblée Nationale (2002-2007) », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, *op. cit.*, p. 136-156 ; Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.

<sup>986</sup> Fretel (Julien), Meimon (Julien), « Les collaborateurs parlementaires à l'Assemblée Nationale (2002-2007) », art. cit. ; Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.

terminer leurs études et/ou s'orienter vers d'autres métiers. Quels sont ceux qui entrent en politique par cette voie ? Qu'est-ce qui favorise leur recrutement ? Comment rendre compte de la professionnalisation politique de certains étudiants ?

Nous souhaitons montrer que ce type de professionnalisation politique dépend non seulement des carrières militantes mais aussi des carrières étudiantes. Devenir collaborateur permet aux étudiants militants de convertir leurs ressources militantes dans une activité professionnelle. Après avoir beaucoup milité, c'est un retour sur investissement. Les militants n'ont toutefois pas les mêmes probabilités de se professionnaliser : les plus proches du centre du champ politique ont les chances les plus fortes. Dans ce type d'entrée en politique qui n'est pas celle, par le haut, des cabinets ministériels, les ressources militantes compensent des propriétés scolaires qui ne sont pas les plus légitimes (A). Cependant pour expliquer l'entrée dans ce type de carrière, on ne doit pas uniquement considérer les carrières militantes mais aussi les carrières étudiantes (B). Le choix de la politique se fait souvent à des moments d'échecs scolaires, d'incertitudes quant à la suite des études, et de doutes sur la valeur des ressources scolaires. Si les militants choisissent à un moment d'écourter leurs études ou de ne pas les poursuivre, c'est aussi parce qu'ils n'en ont pas les capacités ou les opportunités<sup>987</sup>.

## **A. Les effets de la carrière militante**

Si les étudiants militants se professionnalisent, c'est grâce à leur capital militant. Il compense des propriétés scolaires qui ne sont pas les plus élevées.

### **1. Le droit d'entrée : capital militant et proximité avec le centre du jeu**

Les ressources militantes acquises au cours de la carrière militante sont convertibles dans une activité de collaborateur politique. Cependant tous les militants n'ont pas les mêmes chances de se professionnaliser. Chances qui dépendent du niveau d'investissement dans l'espace politique et de la position en son sein.

---

<sup>987</sup> Notre propos s'appuie ici sur un ensemble d'entretiens menés auprès d'une vingtaine d'étudiants militants devenus collaborateurs politiques : permanents dans un parti (2), assistants parlementaires (15) – auprès de députés (5), de sénateurs (2) ou d'eurodéputés (9) –, collaborateurs d'un maire (2) ou d'un groupe politique au sein d'un Conseil régional (3), certains enquêtés ayant cumulé plusieurs postes (voir en annexe la liste de la vingtaine d'étudiants militants devenus collaborateurs interrogés). D'autre part, nous utilisons des données de cadrage issues de l'enquête par questionnaire effectuée sur les assistants parlementaires à l'Assemblée nationale par J. Fretel et J. Meimon (« Les collaborateurs parlementaires à l'Assemblée Nationale... », art. cit.), et de notre enquête par entretiens auprès d'une centaine de collaborateurs du Parlement européen (*cf.* « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.).

Les militants intéressent les élus et les organisations politiques pour leurs caractéristiques et leurs savoir-faire. L'investissement massif dans une organisation politique, notamment avec la participation à des campagnes électorales, a permis aux étudiants militants de développer des savoir-faire et des réseaux sociaux. Et si des militants deviennent collaborateurs politiques, c'est en raison de la rentabilité de leurs ressources militantes<sup>988</sup>.

L'habitude du suivi de l'actualité et les compétences rédactionnelles acquises par l'expérience militante sont mises en action dans les activités de collaborateurs d'élus : revues de presse, rédaction de notes d'information, de discours, voire pour certains, d'amendements, de rapports parlementaires ou de questions écrites. Leur maîtrise de la communication politique est également utile au quotidien. En effet, les collaborateurs concourent à la mise en œuvre des plans de communication de leur employeur qui comprennent : les réponses aux courriers<sup>989</sup>, la réalisation de photocopies et de mailings, la gestion de sites Internet, la rédaction d'articles pour les journaux d'informations relatant l'activité des élus, la mise en forme et la correction de communiqués de presse et d'articles destinés à la presse nationale ou régionale, l'entretien de relations avec les journalistes, divers groupes d'intérêt et partenaires, enfin l'organisation de manifestations ou d'événements aussi variés que des réunions publiques, des colloques, et des conférences. L'habitude des campagnes électorales est un autre atout pour mettre en place les activités militantes, organiser des meetings, ou rédiger les argumentaires, les tracts et les « quatre pages », pour utiliser un terme indigène. Initiés au travail politique, ils sont familiarisés avec les « coups de bourre », le stress, l'urgence, et l'anticipation. Ils ont des automatismes, des « parades » et des « réflexes », pour reprendre là encore des termes employés par les enquêtés, des aptitudes à gérer diverses situations (rapports de force, interactions avec les militants, des élus et des décideurs). Autant de connaissances et de savoir-faire nécessaires dans une activité de collaborateur<sup>990</sup> qu'il n'est pas possible d'obtenir par l'enseignement. Juliette/45/UMP explique en ce sens les apports du militantisme pour son activité d'assistante parlementaire :

« Ça m'a appris (son militantisme) la disponibilité pour le boulot que je fais actuellement (assistante parlementaire). Ça m'a appris à savoir qu'en politique, de toute façon tu comptes pas tes heures, entre

---

<sup>988</sup> Sur les propriétés du capital militant, voir Matonti (Frédérique), Poupeau (Franck), « Le capital militant... », art. cit.

<sup>989</sup> Par exemple pour l'Assemblée nationale et le Sénat : Courty (Guillaume), Havel (Tiphaine), « Le courrier parlementaire français. Enjeux et variations d'un travail politique routinier », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration...*, op. cit., p. 173-194.

<sup>990</sup> À l'Assemblée nationale et au Sénat : *Ibid.* Au Parlement européen : Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.

guillemets, je savais dans quoi j'allais me lancer. J'imagine que quand t'as jamais fait de politique, tu débarques assistant parlementaire, on te fait faire... en gros t'es là quand il faut, tu sais pas à quelle heure tu pars, tu sais pas quel jour. Je pense que tu peux prendre une claque. Là, je voyais déjà comment ça marchait. » (Juliette/45/UMP).

Grâce à son expérience militante, elle connaît déjà au moment de son recrutement en tant que collaboratrice, le fonctionnement du champ politique.

Les étudiants militants apparaissent également habitués aux organisations politiques et aux relations avec les élus et les militants. Le fonctionnement des espaces politiques et militants, le vocabulaire, les règles et les codes ne leur sont pas inconnus. Leur maîtrise d'une information *in situ* et leur insertion dans des réseaux de relations représentent également des ressources du point de vue des élus. Ces derniers cherchent effectivement à entretenir leurs soutiens au sein des espaces partisans et associatifs. Le travail de lobbying auprès du parti politique vise par exemple à obtenir une investiture dans une circonscription ou une place avantageuse sur une liste. Les militants ici étudiés ont également eu l'occasion de fréquenter des politiques, des décideurs, et les coulisses du monde politique. Or, élus et futurs élus repèrent des militants lors d'activités communes – particulièrement en périodes de campagnes électorales – qui apparaissent comme des moments d'évaluation par les premiers des compétences des seconds. Ceux qui ont fait leurs preuves peuvent se voir proposer un emploi de collaborateur. Les stages constituent d'autres moments propices à l'évaluation, à la constitution d'un capital social, et à l'acquisition de connaissances et de savoir-faire.

De précédents stages dans l'action publique sont fréquents pour les collaborateurs qu'ils soient militants ou non. Par exemple, avant d'entrer en fonction, deux tiers des assistants du Parlement européen en ont effectué un dans une institution (à la Commission, au Conseil ou au Parlement) ou un groupe d'intérêt à Bruxelles (bureaux de représentation, fédérations d'entreprises, cabinets de consulting ou ONG)<sup>991</sup>. Les étudiants militants devenus collaborateurs politiques ne font pas exception. Dans le corpus constitué, pratiquement tous les étudiants militants devenus collaborateurs ont accompli un stage : au Parlement européen, à l'Assemblée nationale, dans un Conseil régional, une mairie, ou un ministère. L'obtention d'un stage et d'un emploi est une rétribution possible du militantisme, envisagée par de nombreux militants, d'autant plus que, comme tous les étudiants, ils travaillent à leur perte<sup>992</sup>,

---

<sup>991</sup> Michon (Sébastien), « Entrer dans la carrière européenne : le passage par un groupe d'intérêt, entre pis-aller et rite d'institution », in Michel (Hélène) (dir.), *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne...*, op. cit., p. 89-111, p. 96.

<sup>992</sup> Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers*, op. cit.

et que l'insertion professionnelle demeure une de leurs préoccupations. Les stages favorisent les contacts avec divers acteurs (élus, militants, etc.), l'introduction dans des réseaux, et l'acquisition d'un relationnel, tant du point de vue d'un savoir-être que de la connaissance de personnes-ressources (« savoir où postuler, à qui demander »). Compte tenu du *turn-over* dans ce type de postes, la détention d'un relationnel rentable au moment de l'entrée et la connaissance des règles paraissent décisives. Si les stages forment une propriété pertinente, c'est aussi parce qu'ils permettent de s'habituer à un poste et à une institution, et de compléter des ressources scolaires et militantes par des savoir-faire spécifiques : la connaissance du vocabulaire, des lieux, de dossiers, de rapports parlementaires, d'amendements et autres directives, ou encore la maîtrise des processus de décision et de négociation à différents niveaux<sup>993</sup>, comme en témoigne Édouard/61, stagiaire devenu collaborateur d'un eurodéputé :

« C'est vraiment incomparable avec une expérience universitaire de droit communautaire par exemple. [...] L'intérêt du travail ici, c'est de voir la corrélation entre ce que j'ai pu apprendre en droit communautaire et la réalité, savoir ce que c'est un rapport concrètement, savoir comment... toute la procédure du début à la fin, toutes les procédures de co-décision, toutes les politiques aussi. »  
(Édouard/61/Verts).

Il est ainsi satisfait d'observer la dissonance entre des éléments abordés en cours et la réalité du terrain que ce soit dans l'application du droit communautaire ou l'implication des lobbyistes.

L'exemple de Juliette/45/UMP permet de rendre compte de l'effet des différentes ressources et de situer le stage parmi celles-ci. Avant de devenir assistante parlementaire d'une eurodéputée, elle effectue un stage au Parlement européen, d'abord grâce à ses ressources politiques qu'à ses propriétés scolaires – études en LEA (langues étrangères appliquées), et troisième cycle en relations européennes (DESS) dans une Université française peu reconnue. Originaire de la région C. et responsable d'une section jeune du RPR, elle postule auprès du député européen N. issu de sa région d'origine : « Je me suis dit : « N., c'est ma région, je le connais... pas très bien, mais un peu, parce que j'ai déjà tracté, des choses comme ça dans la région lors des élections, j'ai plus ou moins participé à sa campagne ». Elle connaît un peu ce député pour qui, avec son père, elle a milité lors de campagnes électorales, tracté et collé des affiches. À ces éléments, on doit ajouter une conjoncture favorable. Juliette fait sa demande de stage juste avant les élections législatives de 2002, élections auxquelles

---

<sup>993</sup> Voir Michon (Sébastien), « Devenir stagiaire au Parlement européen... », art. cit.

l'eurodéputé N. participe. De ce fait, ce dernier a besoin de son assistante auprès de lui, sur le terrain, pour sa campagne électorale, et par conséquent d'une stagiaire à Bruxelles pour suppléer son assistante. Élu à l'Assemblée en 2002, N. quitte le Parlement européen et demande à Juliette ce qu'elle souhaite faire. Jeune diplômée d'un DESS de relations européennes, souhaitant combiner dans son activité professionnelle son intérêt pour la politique et ses compétences européennes, satisfaite de son stage, Juliette lui confie son envie de devenir assistante parlementaire au Parlement européen :

« Mon stage s'est fini en même temps que les élections. Et N. (le député) m'a gentiment demandé ce que je voulais faire après. Je lui ai dit que j'aimerais bien continuer à être assistante parlementaire, ça me plaisait bien. Et il m'a recommandé à la députée avec qui je travaille actuellement, qui le remplace si tu veux dans le sens où elle est députée de la région Centre. Elle le remplaçait, comme c'est des listes, elle était pas juste derrière lui sur la liste, mais c'était un peu sa remplaçante, et il lui a dit : « tu cherches une assistante ? Je suis content de ma stagiaire, etc. ». Donc ça fait un an que je travaille avec elle. » (Juliette/45/UMP).

L'eurodéputé auprès de qui elle réalise son stage la recommande à la nouvelle députée de la délégation française du groupe politique du PPE<sup>994</sup> issue de la région C., qui l'embauche.

L'entrée en politique en tant que collaborateur est donc très fréquemment la combinaison de différentes ressources : militantisme, capital social, expérience d'une institution politique par un stage, et bien évidemment opportunité liée aux postes disponibles. Une autre variable incontournable est le positionnement politique.

Si la professionnalisation politique est la plus fréquente pour les étudiants militants très investis dans le militantisme, les opportunités sont plus nombreuses pour ceux issus des partis de gouvernement (PS, UDF, UMP, Verts) que pour ceux des autres partis (FN, LCR, LO, MPF, etc.) et surtout des organisations qui n'ont pas d'élus, à commencer par la mouvance libertaire (Fédération anarchiste, CNT, etc.). C'est là l'un des éléments qui a motivé le passage des fondateurs de SOS-Racisme de l'extrême gauche au PS<sup>995</sup>, l'accès à des activités rémunérées en rapport avec l'espace militant étant plus probable au PS qu'à la LCR<sup>996</sup>. Ici, trois filières de professionnalisation des étudiants militants se distinguent – les parcours ne se répartissent pas également entre celles-ci.

---

<sup>994</sup> Parti populaire européen qui regroupe notamment les élus de l'UMP.

<sup>995</sup> Juhem (Philippe), « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS... », art. cit.

<sup>996</sup> Les conversions ne sont cependant pas toujours évidentes en raison du décalage avec les dispositions développées lors de l'expérience militante antérieure, cf. Yon (Karel), « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant... », art. cit.



Premièrement, ceux qui se sont investis massivement pendant plusieurs années dans un mouvement de jeunesse d'un parti de gouvernement (Jeunes socialistes, UMP, UDF, voire Verts). Ils ont souvent fait un stage dans l'action publique, organisé des campagnes électorales au niveau local voire national, et développé un capital social interne à l'organisation. Certains d'entre eux se considèrent comme de jeunes *apparatchiks*<sup>997</sup>. Ils peuvent devenir permanent, collaborateur d'un maire, d'un groupe politique au sein d'un conseil régional ou général ou assistant parlementaire. Un exemple typique est celui de Patricia/47, assistante parlementaire entrée au MJS à l'âge de 15 ans. Elle a participé à plusieurs campagnes électorales, gravi les échelons au sein de l'organisation, et effectué des stages au sein d'institutions politiques grâce à ses contacts au PS. Éluée conseillère municipale d'une grande ville, elle intègre le staff d'une eurodéputée à la fin de ses études, et souhaite se professionnaliser en tant qu'élue.

Deuxièmement, les syndicalistes étudiants. Quelques militants de l'UNEF et de l'UNI deviennent permanents au bureau national de leur syndicat ou, pour ceux de l'UNEF, à La mutuelle des étudiants (LMDE) – ce qui ne concerne que les militants particulièrement méritants qui appartiennent le plus souvent à « la majo », pour reprendre des termes d'acteurs, c'est-à-dire le courant majoritaire au sein du syndicat. Outre ces deux possibilités, l'accès à des postes de collaborateurs rémunérés est soumis à la conversion de leurs ressources militantes dans une structure partisane (le plus souvent l'UMP pour l'UNI, le PS pour l'UNEF). L'expérience syndicale est en effet valorisable dans les partis au sein desquels les occasions d'acquérir des compétences militantes et de s'insérer dans des réseaux militants (syndicalistes, responsables associatifs, etc.) sont plus rares. Soit l'exemple de ce militant aujourd'hui premier secrétaire d'une fédération du PS. Ancien président d'une AGE de l'UNEF, il entre au PS dans le courant de la gauche socialiste, courant proche de l'UNEF et minoritaire au PS. À la fin de son militantisme syndical, il rejoint le courant majoritaire au niveau du PS national et de sa fédération, et participe à plusieurs campagnes électorales. Il entre ensuite au cabinet du maire PS de la ville où il milite. L'exemple de Samuel/48 est très proche. Entré au PS *via* son engagement à l'UNEF, il intègre peu après le courant majoritaire, et participe à différentes campagnes. À la fin de ses études, un député le recrute en tant qu'assistant parlementaire. Peu après, il prend la direction d'une section locale du PS.

Troisièmement, certains étudiants qui ont eu des fonctions de direction au sein d'une association (Amnesty, Attac, Jeunes européens, etc.) peuvent devenir permanents de leur

---

<sup>997</sup> On peut aussi faire référence aux « henchmen » présentés par Moisei Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard, 1993 (1<sup>ère</sup> éd. 1903), p. 528.

organisation – les postes y étant tout de même très peu nombreux. Lorsque des élus évoluent en son sein ou en sont proches, quelques uns ont parfois la possibilité de convertir leur expérience en devenant assistant parlementaire. Toutefois, cette professionnalisation est possible si et seulement si ces militants s'investissent dans l'organisation d'un élu multipositionné, ou qu'ils soient eux-mêmes multipositionnés et fortement investis dans un parti en parallèle à leur engagement associatif. Soit l'exemple de Victor/38, ancien président de la section française des Jeunes européens, composante jeune du Mouvement européen. Après son départ de la présidence de cette association, il rejoint l'UMP et devient en 2002 assistant parlementaire d'une eurodéputée UMP, grâce à la recommandation d'un eurodéputé UMP, ancien ministre, rencontré dans le cadre des activités des Jeunes européens. C'est ainsi la combinaison de ses ressources associatives et partisans qui favorise son recrutement.

Par conséquent, les ressources militantes sont convertibles dans des fonctions de collaborateurs politiques. Des stages au sein d'institutions politiques, ou directement auprès d'élus, les complètent assez souvent. L'accès à un poste de collaborateur représente une rétribution du militantisme, qui ne dépend toutefois pas que de l'intensité du militantisme, mais aussi du positionnement dans l'espace politique. La professionnalisation est beaucoup plus probable pour les militants les plus investis au sein des partis de gouvernement. Trois filières de professionnalisation ont été caractérisées. Néanmoins, l'analyse ne doit pas se limiter aux seules propriétés politiques des militants. Les caractéristiques scolaires sont aussi à considérer.

## **2. La compensation des ressources militantes**

L'étude des caractéristiques des étudiants militants qui se professionnalisent permet de montrer que les propriétés politiques compensent des propriétés scolaires relativement moyennes.

Les collaborateurs d'élus sont le plus souvent diplômés du supérieur (trois quarts environ des assistants à l'Assemblée nationale ont un diplôme à bac+4, la quasi-totalité au Parlement européen)<sup>998</sup>. Deux cursus font converger vers les postes de collaborateurs : Sciences Po (la moitié des assistants du Parlement européen, un quart environ des assistants de l'Assemblée nationale) et les études juridiques (un quart des assistants du Parlement

---

<sup>998</sup> Source sur l'Assemblée nationale : Fretel (Julien), Meimon (Julien), « Les collaborateurs parlementaires à l'Assemblée Nationale... », art. cit. Sur le Parlement européen : Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.

européen). Les impétrants se dirigent vers les postes les plus en rapport avec leurs ressources scolaires. Les collaborateurs situés en circonscription ou dans une fédération locale sont davantage dotés en diplômes et compétences valorisables au local (DESS collectivités locales, maîtrise du dialecte). Au Parlement européen, les spécialisations sur les questions européennes sont reconnues (bagage juridique en droit communautaire, connaissance du fonctionnement du triangle institutionnel européen et des questions politiques européennes), ainsi que la maîtrise de langues étrangères et les années à l'étranger (un assistant du Parlement européen sur deux), essentiellement dans le cadre du programme Erasmus.

Au sein de notre corpus d'entretiens, les étudiants militants qui se professionnalisent détiennent effectivement des diplômes qui font sens par rapport à une activité au sein du champ politique. Au moment où ils sont embauchés, seul un enquêté sur dix n'est pas doté d'un niveau d'études à bac+4 (deug de droit pour Robert/50/UMP et cursus d'IEP en cours pour Édouard/61/Verts) ; trois enquêtés sur quatre ont effectué un cursus en droit ou sciences politiques ; les autres sont diplômés dans d'autres disciplines de sciences humaines et sociales (sociologie, sciences économiques, histoire ou AES). Néanmoins, les étudiants militants qui deviennent collaborateurs ne participent pas à la concurrence scolaire la plus intense<sup>999</sup>. Dans le corpus, hormis quelques diplômés d'un IEP, aucun n'a par exemple effectué une classe préparatoire aux grandes écoles. Ce ne sont donc pas les militants les plus dotés en capital scolaire qui se professionnalisent – on rappelle qu'au sein du corpus des étudiants militants un tiers d'entre eux ont suivi une classe préparatoire aux grandes écoles (hypokhâgne, Cachan, Chartes, HEC, vétérinaire) ou un cursus comportant un cycle préparatoire (médecine, pharmacie, IEP, école d'ingénieur)<sup>1000</sup>. D'autre part, ils présentent aussi des ressources scolaires un peu moins élevées que les collaborateurs non militants. Ils sortent très rarement des masters qui forment aux carrières de l'action publique, et ceux du Parlement européen sont peu spécialisés sur les questions européennes. De la sorte, leurs ressources militantes compensent leurs propriétés scolaires, toutes choses égales par ailleurs, relativement quelconques. Le capital militant représente alors un complément, voire un substitut de capital scolaire. C'est là un retour sur investissement après avoir longuement milité. Plusieurs exemples en rendent compte, comme tout d'abord celui de Stéphane/65/UMP, assistant parlementaire en circonscription d'un député UMP :

---

<sup>999</sup> C'est également le cas des fondateurs de SOS-Racisme, voir Juhem (Philippe), « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS... », art. cit., p. 144.

<sup>1000</sup> Source : corpus d'entretiens des étudiants militants.

« J'ai pas le profil-type, qu'on soit clair, j'ai pas le profil-type de l'attaché. Je suis en science éco, ça choque. Moi je trouve ça désagréable, mais on me demande toujours pourquoi j'ai pas fait Sciences Po et droit. Mais bon, il (son député) accroche, il accroche. C'est vrai qu'à côté de la maîtrise de sciences éco, y a un CV. C'est ce qui me sauve, très clairement. » (Stéphane/65/UMP).

Son recrutement en tant qu'assistant s'effectue sur son « CV », c'est-à-dire son expérience militante, et non son parcours scolaire (une maîtrise de sciences économiques) qui ne correspond pas aux standards de la fonction. De même, si Mansour/12/UNEF/PS se voit proposer un poste de permanent au bureau national de l'UNEF – qu'il refuse –, ce n'est pas en raison de ses études de médecine, mais de son militantisme « acharné » dans un contexte difficile en raison du poids « des corpos » et de la faible tradition syndicale à Strasbourg, pour reprendre ses propos. Les succès qu'il a obtenus localement l'ont fait connaître au bureau national, et c'est cette expérience qui y est alors valorisable. Autre exemple que celui de Robert/50/UMP. Alors qu'il milite depuis ses 18 ans, il met quatre ans à obtenir un deug de droit. Et s'il entre au cabinet du président de la communauté urbaine de Gastrorubs en septembre 2002 en tant que responsable de la coordination et de la communication du groupe des élus UMP, ce n'est pas tant grâce à son deug de droit qu'à son parcours militant. Délégué départemental à la jeunesse du RPR, il participe activement à la campagne des municipales de 2001 à Gastrorubs<sup>1001</sup>, puis à celles de 2002 (présidentielle et législatives). Certes ses connaissances juridiques et son habitude des textes juridiques sont sûrement un atout. Néanmoins, les diplômés d'un bac+2 en droit ou sciences politiques sont plutôt nombreux, ne serait-ce que parmi les militants de son parti. De fait, son militantisme depuis plusieurs années et sa participation très active à la campagne électorale lui valent ce poste, qui prend la forme d'une rétribution du militantisme.

Cette configuration se retrouve fréquemment auprès de ceux qui deviennent permanents et collaborateurs d'élus positionnés en circonscription, dans un conseil régional ou une mairie. Il est vrai que les militants sont à ces postes généralement plus nombreux qu'à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, où les cursus en droit et sciences politiques semblent davantage requis, compte tenu de la participation au travail parlementaire (rédaction d'amendements, lecture de rapports parlementaires). Néanmoins les militants ne sont pas absents à l'Assemblée nationale et au Parlement européen (on le rappelle, la moitié environ),

---

<sup>1001</sup> Nom fictif. Ville de plus de 200 000 habitants.

plusieurs élus préfèrent effectivement recruter des militants « politiquement sûrs », pour reprendre un terme indigène<sup>1002</sup>. C'est par exemple le cas de ces deux militants.

Soit tout d'abord Patrick/67/ex-UNEF/LCR qui devient assistant parlementaire au Parlement européen, plus grâce à ses ressources militantes qu'à ses propriétés scolaires qui ne sont pas les plus légitimes : maîtrise d'histoire et DESS relatifs aux collectivités locales, et non un cursus en sciences politiques ou droit spécialisé sur l'Europe, une année Erasmus, un master à l'étranger sur les questions européennes par exemple au Collège d'Europe à Bruges ou Natolin. C'est au lycée qu'il commence à s'investir dans le militantisme (comité lycéen de SOS-Racisme, JCR), notamment lors des mobilisations contre le projet Devaquet en 1986, puis lors de la présidentielle de 1988 (soutien au comité Juquin). À son entrée à l'Université, il se syndique à l'UNEF-ID puis à l'UNEF (ex UNEF-SE). Très actif à l'UNEF – responsable local, élu étudiant au CROUS et au Conseil d'administration de son Université –, puis à la LCR, il pousse au maximum son cursus d'études en mettant dix ans pour obtenir un DESS en 1999. Il projette de préparer des concours administratifs et se trouve disponible. En juin 1999, alors qu'il termine son stage dans le cadre de son DESS, la LCR obtient deux sièges au Parlement européen :

« En juin 99, la LCR arrive au Parlement européen. Donc nouveauté, donc Parlement européen, ouverture des candidatures dans le parti. Ils veulent évidemment des militants fiables, des membres d'une direction, donc pas mal de critères que je remplis, donc je me dis pourquoi pas. On me propose, on me suggère : « t'habites Strasbourg, t'en es où dans tes études ? Qu'est-ce que tu fais ? » J'ai jamais réfléchi plus loin que ça, c'est une expérience, tentons-là. Donc entretien d'embauche auprès du parti, je remplis les critères. C'est parti. Octobre 99, je suis embauché. [...]

– *Les critères en gros c'est quoi ? Plusieurs années dans l'organisation.* –

**Plusieurs années d'organisation, être membre d'une direction, être membre de la ligue. Ça c'est le critère premier depuis au moins deux ans. Si possible être membre d'une direction, ça permet de bien connaître la ligue et les rapports de force.** Pas trop jeune et pas trop vieux. » (Patrick/67/ex-UNEF/LCR).

---

<sup>1002</sup> Il convient de préciser qu'auprès des élus de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen, les logiques de recrutement des collaborateurs varient suivant les caractéristiques des élus. Au Parlement européen, les députés qui doivent leur accès à un mandat à leurs investissements partisans, et non à leur carrière au sein d'autres assemblées ou à certaines propriétés symboliques liées à leur réussite professionnelle, à des engagements forts auprès de groupes sociaux ou à des réseaux relationnels dans le monde politique, recrutent beaucoup plus fréquemment des militants, plus ou moins convertis à l'Europe suivant leur adhésion au jeu parlementaire. Pour les députés les plus dépendants de leur organisation politique, les assistants peuvent leur être imposés par leur parti. Pour tous, ce recrutement de militants renvoie à la nécessaire confiance que l'élu doit avoir dans ses collaborateurs. Pour les plus investis dans des luttes politiques et notamment les luttes intrapartisanes, cette confiance passe par le recrutement de personnes, connues ou recommandées, qui appartiennent à la même tendance politique au sein de leur organisation. En ce sens : Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen... », art. cit.

Son recrutement en tant qu'assistant auprès du groupe politique de la LCR au Parlement européen (GUE-NGL<sup>1003</sup>) en charge de suivre la commission « Politiques régionales, transports, tourisme » est lié à ses propriétés favorables. Certes il comprend l'anglais et l'allemand (sa mère est allemande), détient un DESS en rapport avec les collectivités locales, et vient de faire un stage de six mois dans une région au cours duquel il s'est intéressé « aux collectivités territoriales et aux transports ». Mais surtout, il milite à la LCR et anime une section locale depuis plusieurs années.

Soit également le cas de Guillaume/90/PS, militant PS depuis le début de ses études devenu assistant parlementaire. C'est quand il lui faut un stage pour clore sa maîtrise d'AES qu'il commence à s'intéresser au Parlement européen. Sa mère, qui travaille auprès de la délégation socialiste française (DSF) à Bruxelles, lui trouve un stage auprès d'un eurodéputé PS. Cette expérience lui donne l'occasion de se faire connaître au sein de la DSF et d'y nouer des contacts, parmi lesquels une eurodéputée, issue de sa région d'origine. À la fin de son stage, cette dernière lui propose un contrat de collaborateur de quelques mois. Terminant sa maîtrise d'AES, il hésite entre poursuivre ses études par un DESS ou profiter de cette opportunité non seulement professionnelle mais aussi politique. Cependant, avec une maîtrise d'AES, l'accès à des postes à responsabilité n'est pas forcément évident, et par ailleurs il aspire à entrer en politique. Il accepte la proposition de l'eurodéputée. L'année suivante ont lieu les élections européennes de 1999. Il candidate auprès d'un eurodéputé nouvellement élu, qui l'embauche, plus sur son stage et sa connaissance du PS que sur ses propriétés scolaires. En effet, sa maîtrise d'AES ne fait pas partie des diplômes les plus rentables pour devenir assistant au Parlement européen. Il n'a pas non plus un cursus spécialisé sur les questions européennes et ne maîtrise pas couramment une langue étrangère. En revanche, son stage à la DSF, et son appartenance au PS constituent les éléments décisifs de son recrutement :

« J'arrive à Paris, il me dit : « on parle deux minutes », et au bout d'un moment, il me dit : « je peux te tutoyer ? ». Et là je comprends que c'est un code entre socialistes. Il teste si oui ou non, je suis encarté, il teste ça, et là moi je lui réponds, je réponds en le tutoyant : « oui tout à fait, tu peux m'en parler ». Si vous voulez chez lui, ça a été un facteur important, parce qu'il s'est dit : « il a l'habitude d'une certaine machine politique et d'un certain code politique ». Et du coup, **je pense que ça, ça a fait passer aussi mon CV à l'arrière-plan, « parce qu'un, il a une expérience politique, deux, il a une expérience du**

---

<sup>1003</sup> Groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/gauche verte nordique qui regroupait lors de la cinquième législature, entre autres, les élus de la LCR, LO, et du PCF.

**parlement. Après tout, ça vaut peut-être le coup de tenter l'expérience avec lui ». »**  
(Guillaume/90/PS).

Sa connaissance du parti, et son « habitude d'une certaine machine politique et d'un certain code politique », pour reprendre ses termes, favorisent son recrutement. Mais la seule appartenance au PS ne suffit pas toujours à obtenir la préférence du député, l'impétrant doit aussi avoir un positionnement proche de l'élu, c'est-à-dire au PS, dans le même courant :

« J'appartiens vraiment à un courant. Je peux le dire, j'étais un pro Jospin en 95. Ma culture politique s'est construite autour de Jospin, puisqu'il présente sa candidature contre Emmanuelli au sein du parti, il gagne la bataille interne. Et il est premier au premier tour, alors qu'on l'attend pas vraiment, et qu'à un moment on craint le 21 avril. Donc voilà, clairement Jospin, F. (l'eurodéputé qui l'a engagé) est clairement Jospin. Ça a joué. Lors de mon entretien d'embauche, on a parlé de ma sensibilité au sein du parti socialiste. » (Guillaume/90/PS).

Lors de l'entretien d'embauche, le député lui demande où il se situe. Or, Guillaume appartient justement au même courant que lui. Ces différents éléments expliquent son recrutement en tant qu'assistant. Après cinq années au Parlement européen, il est aujourd'hui directeur de cabinet d'une fédération du PS, et prépare son implantation politique locale. Il a ainsi un niveau de responsabilité et de salaire qu'il ne pouvait guère espérer *a priori* avec une maîtrise d'AES. Les propriétés militantes compensent des propriétés scolaires qui ne sont pas les plus légitimes dans l'espace politique, notamment dans les emplois de collaborateurs politiques.

Si les ressources scolaires des étudiants militants qui deviennent collaborateurs politiques sont souvent en rapport avec le type de poste occupé, c'est grâce à leurs ressources militantes (connaissance de l'organisation, capital social, avoir fait ses preuves) qu'ils se professionnalisent. On pourrait ainsi douter de l'effet de la carrière étudiante. Mais l'analyse ne doit pas se limiter aux propriétés scolaires objectives.

## B. La politique comme refuge

La compensation des propriétés scolaires par les propriétés politiques ne permet pas de comprendre pourquoi les étudiants-militants se professionnalisent au moment où ils le font. Opportunité ? Certainement. Mais pas seulement. Tous ne saisissent pas les offres qu'on leur propose. Comment expliquer que certains choisissent d'abandonner leurs études et pas d'autres ? C'est en s'attardant sur les étapes de la carrière étudiante, et la situation dans laquelle ils se trouvent au moment où ils deviennent collaborateur que l'on peut comprendre comment des étudiants se tournent vers ce type de postes. En fait, lorsque les étudiants militants se professionnalisent, ils sont le plus souvent non seulement disponibles, mais aussi en phase de questionnement et de doute quant à la rentabilité de leurs ressources scolaires. Un poste de collaborateur est un moyen de surmonter des déceptions scolaires, et d'éviter une forme de déclassement.

Au moment de leur accession à un poste de collaborateur, les enquêtés connaissent des difficultés dans leurs études ou des déceptions scolaires, redéfinissent leur projet professionnel, entament un doctorat sans financement, regrettent leur orientation scolaire actuelle, se questionnent sur leurs aptitudes à poursuivre leurs études, ou encore doutent de la rentabilité de leurs diplômes pour accéder à la position sociale qu'ils espèrent (par exemple des ressources scolaires insuffisantes pour réussir un concours). Dans ces périodes d'incertitude, ils semblent disposés à saisir les opportunités qu'on leur offre. Par exemple au moment de leur accès à un poste de collaborateur, Robert/50/UMP a des difficultés en droit ; Édouard/61/Verts redouble sa deuxième année d'IEP et s'ennuie ; Maxime/62/ex-MDC entame une thèse sans financement ; Nils/60/PS se rend compte après quelques semaines de prép'ÉNA de son peu d'intérêt pour cette voie ; Roland/85/PS commence une thèse et s'interroge sur ses aptitudes pour la recherche : « Le temps de la recherche, c'est se lever le matin, même le dimanche matin, pour un travail qu'on rendra dans quatre ans, cinq ans, six ans. [...] Je ne crois pas que le temps de la recherche soit mon temps ». Quant à Fabrice/66/UMP, c'est au moment où il rencontre des difficultés pour rédiger son mémoire de maîtrise d'histoire, et perçoit son avenir de manière plutôt floue, qu'on le sollicite pour participer à une campagne électorale :

« J'ai été sollicité en mars. Donc **ça faisait six mois que j'étais sur un mémoire qui avançait pas, je m'en foutais en gros de mon mémoire. J'étais en train de me rendre compte que si je le faisais**



**c'était sur deux ans, et que de toute façon, après je savais pas trop quoi faire. J'étais dans une période assez floue. J'avais le temps.** » (Fabrice/66/UMP).

Disponible, il y est très actif. Après les élections, le député nouvellement élu lui propose un poste d'assistant parlementaire en circonscription, proposition qui lui permet de trouver une porte de sortie à ses études, et de valoriser son cursus en sciences politiques antérieur à son cursus d'histoire. L'effet de la carrière étudiante est encore plus évident pour Érika/44/MJS, permanente du MJS. C'est par l'intermédiaire d'une camarade de classe du lycée qu'elle commence à militer. Au cours de ses études, elle devient secrétaire générale du MJS et membre du conseil fédéral du PS. Si ses ressources militantes ne sont pas négligeables, une carrière politique ne l'attire pas. En fait, elle a dans l'idée de valoriser son parcours européen, accompli à Sciences Po, dans le domaine des affaires publiques européennes à Bruxelles. Il est vrai qu'elle présente des dispositions favorables à une telle carrière. Outre des études de sciences politiques orientées sur les questions européennes, elle a effectué un stage auprès d'une députée européenne, et parle couramment trois langues (elle est issue d'un couple franco-allemand et a passé une année en Angleterre dans le cadre du programme Erasmus). Elle confie en juin 2003, à la fin de sa quatrième année d'IEP :

« – *Tu te verrais faire le Collège de Bruges ?* –

C'est l'objectif en fait, à terme. J'aimerais faire le collège d'Europe, mais pas à Bruges, plutôt Natolin (en Pologne), ça m'intéresse plus. Déjà la perspective, l'élargissement, c'est un créneau aussi au niveau professionnel un peu à exploiter. Et puis, ça m'intéresse peut-être à cause de mon côté allemand. Les allemands sont plus intéressés par l'élargissement. Puis bon, comme j'ai fait du russe, j'ai une ouverture vers les pays de l'Est. » (Erika/44/MJS/PS).

Elle souhaite alors intégrer un DESS spécialisé sur l'Europe puis le Collège d'Europe à Natolin. Cependant, elle n'est pas acceptée en DESS, et se tourne alors à regret vers un DEA qui ne l'intéresse guère. Dès lors, elle doute de ses chances d'intégrer Natolin et de réaliser son projet professionnel. Nous sommes début 2004. La fédération du PS la sollicite pour s'occuper de la campagne des régionales. Après avoir dirigé celle-ci, elle participe à celle des européennes en mai/juin. Quelques semaines après, la direction du MJS lui propose un poste de permanente au siège parisien. En voie de terminer son DEA, sans éclat, et ne sachant que faire après, elle accepte. Après un an et demi d'activité intense au MJS, elle devient assistante parlementaire d'une eurodéputée PS. Son cursus parallèle dans le champ politique se présente comme un moyen de compléter ses propriétés scolaires, et d'entamer,

comme elle le souhaitait initialement, une carrière dans le domaine de l'action publique européenne. Le militantisme est pour elle une voie de rattrapage de propriétés scolaires qui n'étaient pas assez élevées. Ce sont les événements scolaires qui entraînent son entrée dans une fonction de collaborateur.

Si plusieurs étudiants militants se professionnalisent, c'est parce qu'on leur propose une opportunité, alors qu'ils se trouvent dans une situation d'incertitude quant à la valeur de leurs ressources scolaires et à leurs perspectives scolaires et professionnels – sachant que, dans une configuration scolaire antérieure, une professionnalisation politique ne les attirait pas forcément. Outre l'étape de la carrière étudiante, il convient de s'intéresser au sens donné aux études et à ce que permet un poste de collaborateur politique par rapport à leurs études.

En phase de questionnement quant à leur parcours scolaire, de doute ou d'échec, l'accès à un poste de collaborateur politique est un moyen d'éviter un déclassement objectif pour les étudiants issus des catégories supérieures de l'espace social qui ont des difficultés à reproduire la position parentale, ou un déclassement subjectif pour ceux en promotion culturelle qui ont investi dans leurs études et en attendaient davantage. Par la professionnalisation politique, ces étudiants militants procèdent à un réajustement de leurs objectifs, et trouvent une voie de sortie acceptable à leurs études, une voie de substitution en dehors des classements sociaux habituels<sup>1004</sup> qui leur permet en quelque sorte de sauver la face. Soit l'exemple de Pierre/81/MJS, militant du MJS devenu permanent. C'est au lycée qu'il adhère au MJS. Il perçoit dans l'arène politique un moyen de compenser une trajectoire scolaire décevante. Ses échecs scolaires, au collège puis au lycée, le mettent en porte-à-faux avec ses parents enseignants, sa sœur et ses amis qui suivent, ou ont tous suivi, un cursus général. Le militantisme est une possibilité de « grandissement de soi » en réponse à un parcours scolaire laborieux. Fils d'enseignants (père enseignant dans un lycée technique, mère dans une école primaire), il échoue pourtant en classe de quatrième puis de seconde. Il s'oriente alors vers un BEP vente, puis un bac professionnel. En décalage avec les autres militants du MJS sur son *background* scolaire – ils sont pour la plupart lycéens au sein de filières générales ou étudiant à l'Université (Sciences Po, droit, médecine, sociologie, etc.) –, il se met en position d'apprentissage. Pour essayer de rattraper son déficit de connaissances politiques et de passer outre son sentiment d'incompétence politique, il observe les personnalités politiques en action, suit de nombreuses émissions politiques, écoute la radio, discute avec des militants plus âgés, apprend des phrases types et des techniques de

---

<sup>1004</sup> Cf. Lacroix (Bernard), *L'utopie communautaire*, *op. cit.* ; Bourdieu (Pierre), « Classements, déclassements, reclassements », *art. cit.*

rhétorique. Le militantisme lui sied particulièrement car il peut y mettre en action une certaine aisance orale, et masquer ses lacunes en termes d'expression écrite et ses nombreuses fautes d'orthographe. Faisant preuve d'une bonne volonté militante et d'un certain culot, il accède à la direction de la section locale du MJS, et réussit à faire progresser les adhésions de manière spectaculaire. Son bac pro décroché, il souhaite poursuivre ses études à l'Université, et s'inscrit en première année de sociologie – une des filières universitaires qui accueille le plus de bacs pros avec AES. Mais, peu préparé aux études supérieures<sup>1005</sup>, il y échoue<sup>1006</sup>. Tout en se réinscrivant en première année, il s'investit toujours plus au MJS et à La mutuelle des étudiants (LMDE), proche du MJS et de l'UNEF. C'est à ce moment là que la direction du MJS lui propose un poste de permanent. Ses perspectives d'avenir sont réduites à l'Université. Ils ne souhaitent pas non plus rentabiliser son bac professionnel en devenant vendeur. Animé par une certaine ambition politique, il accepte sans hésiter. Sa mission est directement liée à ses compétences : aller dans les sections pour faire progresser les adhésions, organiser les équipes, inculquer des techniques pour convaincre des jeunes d'adhérer. Cette opportunité représente une chance pour lui de rattraper une trajectoire scolaire qui lui promettait une situation de déclassement par rapport à ses parents et sa sœur, de sortir des clivages sociaux habituels, tout en espérant faire carrière en politique. On a là la combinaison de ressources militantes, et d'une carrière scolaire désaccordée par rapport à l'entourage familial et amical.

La professionnalisation politique des étudiants est une combinaison de facteurs liés aux carrières militantes et étudiantes, facteurs qui interviennent à différents moments. Le cas de Victor/38/ex-JE/UMP permet d'insister sur ce point et de revenir sur un ensemble de résultats. Ancien président de la section française des Jeunes européens fédéralistes (composante jeune du Mouvement européen), il devient assistant parlementaire d'une eurodéputée UMP. Son identification politique à droite paraît tout d'abord logique pour ce fils de médecin généraliste et petit-fils de viticulteur, dont toute la famille vote à droite. Son intérêt politique, ensuite, s'explique par la politisation relativement élevée de ses parents et grands-parents (abonnements à des quotidiens et des magazines d'actualité, prises de position lors des campagnes électorales, grand-père conseiller municipal d'une petite commune). Sa socialisation primaire est également patente concernant son intérêt pour les questions européennes. En effet, dès son plus jeune âge, son grand-père paternel le sensibilise aux dangers de l'extrême droite, aux « abominations de la deuxième guerre mondiale », et aux

---

<sup>1005</sup> En ce sens, voir Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ?...*, *op. cit.*

<sup>1006</sup> Il est extrêmement rare que les bacs pros accèdent à la deuxième année. Cf. Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire... », *art. cit.*

« bienfaits d'une Europe politique », pour reprendre ses propos. Un ensemble de socialisations secondaires façonnent son rapport à la politique : le suivi des débats sur le référendum de Maastricht puis sur l'OMC, des lectures (*1984* de Georges Orwell, *Le meilleur des mondes*, *Fahrenheit 451*), et l'influence d'enseignants en économie et histoire-géographie qui axent une partie de leurs cours sur l'extrême droite, le fascisme et la construction européenne. Après son bac ES, obtenu dans le Sud de la France, il décide de faire son droit à Assas. À son arrivée à Paris, il s'engage aux Jeunes européens :

« L'origine de mon engagement européen il est là, premièrement d'abord l'extrême droite, et après ce contexte 92/93 où l'Europe est à la fois revenue au premier plan médiatiquement parlant, et était assez contestée aussi. C'est pour ça que j'ai rejoint le Mouvement européen. [...] Je me souviens aussi avoir vu le Mouvement européen faire activement campagne, le Mouvement européen n'est pas toujours très actif, mais là pour le coup en 92 à Maastricht il a fait activement campagne, je me souviens de Jean-François Poncet qui était le président de l'époque, et quand j'ai terminé mon lycée à Marseille et que je suis monté à Paris pour ma première année de droit, j'ai vu la publicité pour la journée de l'Europe, organisée le 9 mai, et c'est comme ça que je suis rentré au Mouvement européen. » (Victor/38/ex-JE/UMP).

Ayant découvert cette organisation lors de la campagne en faveur du « oui » pour le référendum de Maastricht, souhaitant défendre les idées européennes, il participe à la Journée de l'Europe à Paris et adhère au Mouvement européen. Si cette entrée en militantisme intervient après une mobilité géographique, elle se comprend également par le côté pluraliste de cette organisation : « Ça m'a beaucoup plu, et il y avait ce côté pluraliste qui me plaisait bien, j'avais profondément aucune envie d'adhérer à l'UDF, ou au RPR, à gauche c'était pas mes idées, donc ça se posait pas ». En fait, le Mouvement européen est un moyen pour lui de se jouer de ses contradictions, et d'éviter de choisir entre le RPR et l'UDF sachant que son père est plutôt proche de l'UDF, et sa mère, fille de gaullistes convaincus, du RPR. Parallèlement à ses études de droit qu'il axe sur le droit international et le droit communautaire – il obtient une licence de droit international, une maîtrise de droit international européen et un DEA de droit communautaire –, Victor milite activement aux Jeunes européens, et en devient le président. Il acquiert alors un ensemble de connaissances sur les institutions et les thématiques européennes, et un capital social politique. De nombreux élus du PS, de l'UDF et de l'UMP appartiennent au Mouvement européen, notamment des eurodéputés :

« J'ai monté une opération avec les jeunes européens, une très belle opération qui consistait à réunir dans l'hémicycle du parlement pendant trois jours, 600 jeunes venus de toute l'Europe, y compris de pays candidats, pour discuter et adopter une charte des droits et des devoirs des étudiants. Et comme c'était en plein le débat qui a précédé l'avenir de l'Union qui a précédé la mise en place de la Convention, et qu'Alain Lamassoure était rapporteur de ce débat au Parlement européen, il est intervenu devant tout le monde. [...] Et ça s'était très bien passé, c'est comme ça que je l'ai connu un petit peu mieux, et c'est comme ça qu'entre guillemets il m'a repéré. » (Victor/38/ex-JE/UMP).

Par ses activités militantes, il rencontre notamment A. Lamassoure, ancien ministre, eurodéputé et président du Mouvement européen France, et, pour reprendre ses termes, se fait « repérer ». À la fin de ses études de droit, il quitte la présidence des Jeunes européens. À ce moment là, il ne souhaite pas entrer en politique. Il prépare le concours d'avocat et effectue un stage dans un cabinet d'avocat. Mais il écourte son stage qui ne correspond pas à ses attentes. Cette expérience l'amène à douter de la pertinence de cette orientation et à se questionner sur son avenir professionnel. Il hésite entre poursuivre dans la voie qu'il envisageait (devenir avocat), ou s'orienter vers une carrière européenne. Et c'est à ce moment là que, suite à une rencontre avec R. Dutreil (président de l'Union en Mouvement (UEM))<sup>1007</sup>, il intègre l'UEM. Cette organisation, qui a précédé l'UMP, propose de réunir les partis de droite. Si elle permet à Victor de résoudre ses contradictions quant à l'absence, relative, d'homogénéité du positionnement politique de ses parents au sein de la droite, entre l'UDF et le RPR, elle lui donne également l'occasion d'investir à nouveau les questions européennes. Car à l'UEM, R. Dutreil le charge de réfléchir sur l'Europe, et de produire des argumentaires pour les campagnes électorales de 2002 (présidentielle et législatives). Il hésite alors toujours plus quant à son orientation professionnelle, et ne présente pas le concours d'avocat :

« Et pendant un an, j'ai fait un petit peu ça. Et au bout du compte, j'ai pas présenté le concours d'avocat. [...] Je voulais un peu passer à autre chose, tout en continuant le domaine européen. Et c'est vrai que là, c'était une proposition qui me permettait de me replonger dans ces sujets qui m'intéressent beaucoup. C'est ma formation juridique et universitaire. [...] C'est mon engagement politique prioritaire avant tous les autres. C'est mon parcours associatif. [...] L'objectif à court terme c'était d'être au Parlement européen, enfin de saisir l'opportunité d'être au Parlement européen pendant le débat sur la Convention et à l'approche des élections européennes. Ça, ça m'intéresse, et je voulais vraiment voir comment ça se passait de l'intérieur. C'est un peu joindre l'utile à l'agréable, c'est un travail qui me permet de vivre, et c'est ce qui me plaît vraiment le plus. La deuxième raison, c'est que je

---

<sup>1007</sup> Alors député de l'Aisne, devenu en 2002 secrétaire d'État au PME, au Commerce, à l'Artisanat, aux Professions libérales et à la Consommation dans le gouvernement Raffarin.

voulais un peu tâter de la politique aussi. Puis, en travaillant pour un député européen, première adjointe à Z., ancien ministre elle-même en 95, c'était l'occasion de poursuivre un peu mon engagement à l'Union en Mouvement. » (Victor/38/ex-JE/UMP).

Finalement, souhaitant poursuivre une activité en lien avec l'Europe et son engagement à l'UMP, il envisage de devenir assistant parlementaire d'un eurodéputé. Il faut dire qu'à la suite des élections législatives de 2002, certains eurodéputés de l'UMP sont élus à l'Assemblée nationale (H. Novelli) ou nommés au gouvernement (N. Fontaine, T. Saïfi), ce qui entraîne l'entrée au Parlement européen des suivants sur les listes. Et c'est son capital social qui est décisif dans son recrutement par V., une eurodéputée de l'UMP nouvellement élue :

« Alain Lamassoure, qui est un parlementaire européen que je connais, lui a parlé de moi (à sa députée), et lui a dit que je correspondais certainement à ce dont elle avait besoin. Elle cherchait quelqu'un qui soit à la fois juriste communautaire, et qui ait une vraie connaissance déjà des arcanes européennes. Madame V. cherchait donc quelqu'un, et Alain Lamassoure lui a dit : « mais moi je connais quelqu'un qui peut être intéressé. » Donc c'est comme ça que j'ai été recruté. » (Victor/38/ex-JE/UMP).

A. Lamassoure, rencontré dans le cadre des activités des Jeunes européens, le recommande à V., issue du même groupe et du même parti que lui (PPE/UMP). Après les élections européennes de 2004, il devient l'assistant parlementaire d'une ancienne ministre devenue eurodéputée, et demeure très actif au sein des jeunes populaires (les jeunes de l'UMP). Il s'investit également au sein des Young European People's Party (YEPP)<sup>1008</sup>, et continue à développer son capital social politique. Socialisation politique familiale, carrière scolaire, type d'études, militantisme, changement de projet professionnel, rencontres, opportunités, conjoncture, sont autant d'éléments explicatifs de ce type d'entrée en politique.

En conséquence, les étudiants militants peuvent valoriser leurs ressources militantes au sein de l'espace politique en accédant à des postes de collaborateurs politiques. Cette entrée en politique est la plus probable pour ceux qui se sont beaucoup investis dans un mouvement de jeunesse, voire un syndicat ou une association, et ont effectué des stages dans l'action publique. Mais dans le choix d'entamer ce type de carrière, ce ne sont pas seulement les effets de la carrière militante qu'il convient de considérer, mais aussi ceux de la carrière

---

<sup>1008</sup> Parti qui équivaut à la composante jeune du PPE (Parti populaire européen) qui regroupe notamment les eurodéputés UMP.

étudiante. Certes, les ressources militantes compensent des propriétés scolaires relativement moyennes. Cependant les étudiants militants devenus collaborateurs politiques ont souvent dû réajuster leurs projets scolaires et professionnels. En position d'incertitude par rapport à leurs ressources scolaires, un poste de collaborateur politique est souvent un moyen de leur assurer des positions plus en accord avec ce qu'ils espéraient au début de leurs études. L'espace politique offre aux militants les plus méritants d'occuper des positions difficilement envisageables dans d'autres arènes professionnelles compte tenu de leur parcours scolaire. La professionnalisation politique évite les classements sociaux habituels et un déclassement objectif ou subjectif. Finalement, elle permet de se rapprocher du centre du champ politique et de poursuivre une forme d'incertitude proche de la position d'étudiant.

L'analyse des parcours des assistants parlementaires plus âgés laisse à penser que les étudiants militants qui arrêtent leurs études pour se professionnaliser en politique en tant que collaborateurs sont ceux qui restent le plus longtemps à ces positions. Ce faisant, si tel est le cas – ce qui reste à confirmer –, ils demeureraient dans un espace qui les a promus, dévoués à l'organisation politique et aux élus qui leur ont permis de se professionnaliser en tant qu'auxiliaire politique. Or, cette position d'auxiliaire s'apparente sous certains aspects à une « misère de position » par rapport aux élus. C'est-à-dire, à l'image du contrebassiste au sein de l'orchestre décrit par Patrick Süskind, dans « une position inférieure et obscure à l'intérieur d'un univers prestigieux et privilégié »<sup>1009</sup>, une position essentielle dans l'orchestre pas ou peu visible. En effet, les collaborateurs évoluent dans les coulisses d'institutions prestigieuses, auprès de personnalités politiques, mais sont en même temps peu reconnus, comme en atteste leur classement par la Sécurité sociale dans la catégorie « personnel de maison ». Le changement d'espace n'empêche pas les positionnements par rapport aux autres. Finalement, la professionnalisation dans une fonction de collaborateur politique, qui est pour les étudiants militants un moyen d'éviter un déclassement et les classements sociaux habituels, les amène à être confrontés à d'autres classements. La structure de leurs ressources, davantage construites sur leurs ressources militantes que scolaires, et les motivations quant à la professionnalisation politique, les rend encore plus dépendants du champ politique, de leurs organisations politiques, et de leurs employeurs.

\* \*  
\*

---

<sup>1009</sup> Bourdieu (Pierre) (dir.), *La misère du monde*, op. cit., p. 11.

Outre une meilleure connaissance du militantisme des jeunes et des entrées en politique par la voie militante, réaliser une sociologie des étudiants militants met en évidence l'intérêt d'une analyse en termes de socialisation militante et de conversion des ressources acquises. P. Bourdieu soulignait que considérer l'institution scolaire comme la seule voie d'accès à la culture intellectuelle était une illusion scolastique de la part d'universitaires<sup>1010</sup>. En effet, l'espace militant représente un espace d'apprentissage et d'acculturation, une école de formation parallèle à l'institution scolaire. Pas totalement parallèle toutefois, car ce serait une erreur que de considérer la sphère militante déconnectée de la sphère scolaire. Le sentiment de distinction des militants concernant l'information et la connaissance du champ politique, les effets de compensation et de débordement quant à l'acquisition de connaissances et de savoir-faire sont étroitement liés au rapport aux études, et même des conséquences de celui-ci. Le cas des militants qui se professionnalisent permet d'étayer cette thèse. L'enquête montre que, dans leur recrutement, les ressources militantes compensent les ressources scolaires, mais aussi que l'arène politique constitue un refuge. Si plusieurs étudiants s'investissent dans le militantisme, c'est parce qu'ils ont connu un désenchantement dans l'arène étudiante. La professionnalisation politique fait aussi souvent suite à des périodes de doute et d'incertitude quant à la poursuite de la carrière étudiante. On pourrait croire que la politique est une activité réservée à une élite. Pourtant, ce n'est pas vraiment le cas des étudiants qui entrent en militantisme ou se professionnalisent dans des fonctions de collaborateurs politiques. L'entrée en politique est une forme d'exutoire à des situations de souffrance, et l'arène militante une sphère de compensation.

---

<sup>1010</sup> Bourdieu (Pierre), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.



## Conclusion

Cette thèse s'est attachée à mettre en perspective l'action de l'expérience étudiante sur la socialisation politique. Pour cela, nous avons recouru à un ensemble de travaux issus de la sociologie de l'éducation et de la sociologie politique. En ce sens, nous pensons avoir contribué à une plus grande interdisciplinarité dans les études de socialisation politique, et à un renouvellement des concepts. Avec le concept de carrière étudiante, nous avons adopté une perspective dynamique des phénomènes étudiés en donnant toute son importance aux contextes traversés et au déroulement de la scolarité, sans pour autant négliger les dispositions des acteurs. En situant notre recherche ainsi, nous avons analysé les effets des dispositions, de prises de rôle, de l'exercice du métier d'étudiant, de la socialisation au sein du contexte d'études, des étapes de la carrière, et de la promotion culturelle. C'est l'étude de trois types de pratiques – politisation, orientation politique, et militantisme –, à partir de plusieurs enquêtes non seulement quantitatives par questionnaires, mais aussi qualitatives par entretiens, observations et expériences directes, qui nous a permis d'expliquer et de comprendre les processus à l'œuvre. Nous espérons avoir participé à changer le regard sur les liens entre études et politique, en apportant des éléments de connaissances sur la socialisation politique et la socialisation étudiante dans un contexte de « démocratisation scolaire ». Études et politique sont davantage liées que ne pouvaient le laisser penser la plupart des travaux répertoriés. Les études et la manière dont elles se déroulent participent à la construction de l'identité politique, et influencent les comportements politiques présents et futurs.

Plus précisément, la position sociale héritée, le sexe et la politisation parentale clivent la politisation des étudiants. La politisation parentale est la variable la plus significative. Cependant, le capital culturel des étudiants dans sa dimension acquise et non uniquement héritée ne doit pas être négligé. Le capital culturel, notamment scolaire, est bien une disposition favorable. Les bons élèves sont plus politisés, et la promotion politique va de pair avec une promotion culturelle. Les enquêtes réalisées montrent surtout que l'analyse des comportements politiques doit prendre en compte le type d'études. Le contexte d'études est effectivement décisif sur la politisation. Il active (en sciences humaines et sociales) ou met en

veille (en sciences et techniques) les dispositions préalablement incorporées. Il favorise aussi, par l'intermédiaire des enseignements et du groupe des pairs, une compréhension des phénomènes politiques, l'acquisition de connaissances sur l'actualité et le champ politique, ainsi qu'un sentiment de compétence politique. Ce processus a notamment été appréhendé avec le cas des étudiants de Sciences Po, pour qui la politisation est une dimension constitutive de leur métier d'étudiant.

L'orientation politique des étudiants – deuxième type de pratique – est elle aussi fortement due à leurs socialisations primaires. Cependant, à l'instar des observations faites sur la politisation, nous avons mis en évidence une action du contexte d'études sur les attitudes politiques. Certes, les changements d'orientation de la droite vers la gauche, ou de la gauche vers la droite ne sont guère nombreux. Toutefois, les ajustements à l'intérieur des entités gauche et droite sont moins négligeables. En s'ajustant à leur communauté étudiante, les étudiants acquièrent des éléments du discours de l'institution, véhiculé par les enseignants, les enseignements et le groupe des pairs. Nous avons vu qu'en sociologie et à Sciences Po, mais aussi plus largement en sciences humaines et sociales, plusieurs rôles disponibles comportent une identification à des auteurs, à des intellectuels et à des courants théoriques, qui ne sont que rarement neutres d'un point de vue politique. Ces prises de rôles sont susceptibles de modifier les identifications politiques. Le stock de connaissances acquis par les étudiants au cours de leurs études est réinterprété, et a de ce fait une influence sur la politisation, mais aussi sur les attitudes politiques et même les engagements. Au sein des filières où la politisation a du sens, l'enseignement supérieur a un effet non seulement sur la formation technique concernant les questions politiques, mais aussi sur le contenu des choix politiques. C'est là un constat relativement inédit que le rôle des études supérieures et du contexte d'études sur l'orientation politique. Si l'enquête confirme les travaux déjà anciens de T. Newcomb sur le rôle de la communauté étudiante auprès des élèves du *Bennington College*<sup>1011</sup>, elle valorise l'action des enseignements. Dans les configurations scolaires où la politisation constitue une norme – et auprès d'étudiants intéressés par la politique, donc dotés de dispositions favorables –, les enseignements, et par extension les enseignants, peuvent influencer l'orientation politique et le vote des étudiants. Les changements d'attitudes ont très fréquemment du sens, pour soi par rapport aux prédispositions, et en soi au sein du contexte d'études. Le type d'institution fréquenté influe sur les identifications politiques. Les institutions scolaires ne sont pas sans effet sur la politisation et les identifications politiques,

---

<sup>1011</sup> Newcomb (Theodore M.), *Personality and social change...*, *op. cit.*

plus prosaïquement sur ce qu'il convient de faire, d'évoquer et de penser. Nous avons également montré le rôle de la promotion culturelle et des étapes de la carrière étudiante sur les changements d'identifications politiques et les situations d'opposition politique. Les étudiants en opposition politique avec leurs parents présentent un *ethos* promotionnel particulièrement marqué et une politisation élevée. En promotion culturelle par leurs études, ils souhaitent se différencier de leurs parents, et s'ajustent au groupe de référence sur un objet qui a du sens pour eux, par rapport à leurs parents et par rapport au contexte d'études. Les changements d'étape au cours de la carrière étudiante, les variations de contexte et de configuration scolaire et sociale, les chocs biographiques, sont autant d'éléments décisifs sur les modifications d'attitudes.

Troisième pratique étudiée : le militantisme. Très fréquemment avec des parents militants, les étudiants militants se dirigent généralement vers des organisations politiques qui correspondent à leur position sociale héritée. Cependant, il convient de prendre en compte les différences générationnelles, la prise d'autonomie par rapport aux parents, les situations de promotion culturelle, et la socialisation militante lors des études secondaires au sein d'associations ou de mouvements de jeunesse – autant d'éléments qui permettent de comprendre les écarts avec l'héritage, les parents et la fratrie. Si les étudiants militants sont disposés à l'engagement, les événements politiques, les réseaux sociaux, les rencontres au sein du contexte d'études, les changements de contexte et de configuration scolaire, les moments de rupture, les échecs, les situations en porte-à-faux, bref les étapes de la carrière étudiante, favorisent l'activation de dispositions et les entrées en militantisme. Par ailleurs, le militantisme est socialisateur. Les étudiants militants acquièrent un capital militant, des connaissances, des savoir-faire, un sens politique. Ces ressources sont variables selon la position dans l'espace militant et le sens donné à l'apprentissage en son sein. Les étudiants les plus disposés à la socialisation militante sont ceux pour qui l'arène militante est un espace alternatif pour mettre en action leurs dispositions à l'apprentissage, et reconstruire leur identité mise à mal par l'institution scolaire. Le capital militant acquis au moment des études est convertible dans une activité de collaborateur politique à certaines conditions (investissement massif dans l'organisation, positionnement politique proche du centre du champ politique). Il compense des propriétés scolaires qui ne sont pas les plus légitimes. Favorables à l'acquisition d'une politisation et à des changements d'attitudes politiques, plusieurs étapes de la carrière étudiante – échecs, changements de configuration scolaire – rendent également compte des étapes de la carrière militante (adhésions, phases militantes plus actives, entrées en politique en tant que collaborateur politique).

Que ce soit par l'effet des dispositions héritées, du capital scolaire, du type d'études, de la communauté étudiante, du groupe des pairs au sein du contexte d'études, des enseignants et des enseignements, des étapes de la scolarité, et de la promotion culturelle par les études, l'action de la carrière étudiante sur la socialisation politique est avérée.

À une période où les recherches sur la socialisation politique sont délaissées, cette thèse est une *contribution à la sociologie des comportements politiques*. Elle permet de mieux comprendre les comportements politiques, aussi bien la formation des attitudes politiques que les processus de politisation et les changements dans les carrières militantes. Elle apporte une meilleure connaissance du militantisme des étudiants et des jeunes, des modes d'engagements, de la socialisation militante, de l'acquisition d'un capital militant, du sens qui peut être donné à la socialisation militante, et d'un type de professionnalisation politique (une séquence de l'entrée politique par la voie militante). Elle réaffirme le rôle incontestable des variables de position sociale et des socialisations primaires sur la socialisation politique. Quel que soit le type de pratiques, nos données font état du primat des variables politiques parentales, notamment maternelles. La famille reste un lieu important de socialisation politique. Cependant, aussi clivantes soient les variables de l'héritage, nous avons mis en évidence les limites d'une explication qui se baserait uniquement sur celles-ci. L'analyse de la socialisation politique ne peut pas faire l'impasse sur les carrières étudiantes.

Outre le rôle des enseignements et des enseignants, notre recherche complète les travaux de D. Gaxie sur la compétence politique<sup>1012</sup>. Car tout en réaffirmant l'importance du capital scolaire sur la politisation, elle invite à ne pas seulement prendre en compte le niveau d'études mais aussi le type d'études. Le contexte d'études est socialisateur. Il active plus ou moins les dispositions. De plus, le bagage acquis au cours des études est voué à constituer un ensemble de dispositions à la politisation, vouées à leur tour à être activées ou mises en veille suivant les contextes d'action ultérieurs.

Nos résultats sur le poids des contextes d'action et des étapes de la carrière étudiante confirment la nécessité de considérer systématiquement les contextes traversés par les individus et leur trajectoire biographique pour appréhender et comprendre leur rapport à la politique, que ce soit leur politisation, leurs identifications politiques ou leurs engagements<sup>1013</sup>. En suscitant des crises identitaires et des reconstructions identitaires, des événements

---

<sup>1012</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit.

<sup>1013</sup> Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique... », art. cit.

biographiques (changements de configuration sociale, rencontres marquantes, mobilité géographique et scolaire, positions en porte-à-faux, échecs, déceptions, chocs biographiques) sont favorables à une politisation, à des changements d'attitudes politiques, à l'entrée en militantisme et à une professionnalisation politique. Les arènes militantes et politiques peuvent ainsi, en rapport avec les rétributions qu'elles offrent, constituer des arènes refuges pour des individus en crise identitaire. Nos enquêtes affinent en ce sens la connaissance des rétributions du militantisme : auprès des étudiants, la sociabilité, la prise de rôle dans l'arène universitaire, et l'apprentissage font particulièrement sens.

Un autre aspect mis en valeur dans la compréhension des processus de socialisation politique est relatif au rapport à l'héritage. Si les socialisations primaires n'ont pas le même effet auprès de tous les individus, ce n'est pas seulement parce qu'ils n'ont pas le même héritage, mais aussi parce qu'ils n'ont pas le même rapport à leur héritage. Les situations de promotion culturelle favorisent une distance avec les parents, les socialisations primaires, et l'héritage politique. Ainsi, on ne doit pas négliger les processus de réflexivité des acteurs, consécutifs à des situations de promotion culturelle, qui amènent des individus à se différencier de leur héritage, à mettre en œuvre une socialisation anticipatrice, et à se tourner vers d'autres groupes de référence. La carrière étudiante, et plus largement les socialisations secondaires, sont les plus déterminantes sur l'identité politique auprès de ceux qui sont en déplacement dans l'espace scolaire et sociale.

Au terme de cette thèse, on ne peut qu'insister sur l'importance de la connaissance des phénomènes de socialisation politique, chez les enfants, les adolescents et les étudiants, du fait de leur influence sur l'ensemble des rapports ultérieurs à la politique<sup>1014</sup>. Sans toutefois perdre de vue qu'ils dépendent de l'actualisation et l'acquisition des dispositions, de leur mise en veille ou en activation suivant les contextes d'action, les événements, les rencontres, les activités professionnelles, etc., et que le rapport à la politique peut varier tout au long de la vie<sup>1015</sup>. D'autre part, la connaissance des processus de socialisation politique, et plus particulièrement des entrées en politique, revêt toute son importance afin de mieux connaître ceux qui font de la politique et en vivent. Sans négliger ce qui touche au métier politique<sup>1016</sup> et aux diverses prises de rôle possibles, les acteurs politiques sont dotés de dispositions politiques acquises au cours de leur enfance, leur adolescence, mais aussi leurs études. Ces

---

<sup>1014</sup> Voir Newcomb (T.M.), Koenig (K.E.), Flacks (R.), Warwick (D.P.), *Persistence and Change: Bennington College and its Students after 25 Years*, op. cit.

<sup>1015</sup> Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique... », art. cit.

<sup>1016</sup> Lagroye (Jacques), « Être du métier », art. cit. ; Lagroye (Jacques), « On ne subit pas son rôle », art. cit.

dispositions ont été activées et actualisées ensuite. Toujours est-il que parmi leur stock de dispositions – parfois contradictoires –, se trouvent celles acquises au cours de la carrière étudiante. Puis, comme nous l’avons établi, l’entrée en politique ne fait pas toujours suite à un parcours couronné de succès, mais aussi à des déceptions et des échecs. Le champ politique rassemble aussi des seconds, qui y trouvent des opportunités pour rebondir et reconstruire leur identité quand elle a été mise à mal dans l’arène étudiante, ce qui explique aussi des phénomènes d’orthodoxie de la part de militants qui doivent leur salut à l’organisation<sup>1017</sup>.

Pour compléter nos investigations, il faudrait mener d’autres enquêtes. Afin d’approfondir la connaissance des processus de socialisation politique, une première idée serait de suivre un groupe de personnes pendant plusieurs années suivant le modèle de A. Muxel auprès d’une cohorte de jeunes<sup>1018</sup>. Plus précisément sur l’action du contexte d’études, des enseignements et du groupe des pairs, la mise en place d’un panel auprès d’étudiants issus de quelques filières d’études sélectionnées, qui serait soumis pendant plusieurs années à des questionnaires et à des entretiens est une possibilité. Une démarche comparative entre plusieurs pays permettrait d’ajouter des éléments de variation. La connaissance des rapports à l’Europe doit également être poursuivie. Dans un contexte d’institutionnalisation de l’espace politique européen et d’élargissement, le rapport à l’Europe est une dimension à présent incontournable dans les études de socialisation politique. Or, les enquêtes sont encore peu nombreuses et la plupart du temps quantitatives à partir des résultats de l’eurobaromètre<sup>1019</sup>. Une perspective plus qualitative avec des entretiens auprès d’adolescents, de lycéens, et d’étudiants est une piste à explorer. Afin d’éclaircir davantage encore les conséquences de la promotion culturelle sur le rapport à la politique, une enquête complémentaire pourrait prendre pour objet les élèves de Sciences Po Paris entrés à la faveur des mesures de discrimination positive. Ils forment effectivement un groupe d’élèves dont la promotion culturelle est particulièrement patente. De plus, l’écart entre leurs lycées de banlieue et l’établissement de la rue Saint-Guillaume crée des conditions favorables à l’étude des processus d’adaptation et d’ajustement à la communauté étudiante dont la politisation est une norme. Une autre piste à explorer consisterait à évaluer la prégnance de l’effet de la carrière étudiante dans le temps long, en appréhendant sa permanence auprès d’individus d’âges plus élevés, que ce soit des citoyens dits ordinaires, des militants ou des professionnels de la

---

<sup>1017</sup> Cf. Pudal (Bernard), *Prendre parti, op. cit.*

<sup>1018</sup> Muxel (Anne), *L’expérience politique, op. cit.*

<sup>1019</sup> À l’exception de la recherche en cours coordonnée par D. Gaxie (projet CONCORDE).

politique à partir d'entretiens biographiques. Les effets socialisateurs du mouvement des anti-CPE sont également à appréhender. Enfin, la connaissance de la professionnalisation politique, des conversions et des reconversions en politique doit être poursuivie.

Cette thèse est aussi une *contribution à la sociologie des études et des étudiants*. Les enquêtes réalisées mettent en avant l'influence des carrières étudiantes sur les pratiques des étudiants, que ce soit le type d'études et leur déroulement. Elles confirment qu'on ne peut pas mener une sociologie des étudiants sans prendre en compte leurs dispositions et les variations suivant le contexte d'études<sup>1020</sup>. Ce dernier est déterminant dans l'activation et la mise en veille de dispositions au niveau des pratiques étudiantes.

Cette recherche souligne ensuite le rôle de la socialisation par la communauté étudiante. Contrairement au constat pessimiste d'un univers désocialisateur, le contexte d'études, par l'intermédiaire des enseignants, des enseignements et du groupe des pairs, est socialisateur. Les étudiants s'ajustent plus ou moins aux normes de leur communauté étudiante qu'ils incorporent à des degrés variables – et c'est là une piste de recherche que d'étudier ce type de variations. Les prises de rôle dans l'arène étudiante et l'exercice de leur métier étudiant s'accompagnent ainsi de modifications de pratiques, d'une acquisition de savoir-faire, d'une activation et d'une mise en veille de dispositions. On sait que ce serait toutefois une limite importante que de considérer une homogénéité des pratiques au sein du contexte d'études<sup>1021</sup>. L'action de ce dernier diffère suivant les sous espaces du contexte scolaire et les normes de chaque sous espace du contexte étudiant. Les résultats obtenus amènent à évoquer non pas un métier d'étudiant, mais des métiers étudiants. En dépendant des variations observables dans l'espace des études supérieures (variations du nombre d'heures de cours, du prestige, etc.), le métier étudiant n'a pas la même signification suivant le type d'études. Des enquêtes complémentaires devront affiner la connaissance de leurs caractéristiques et de leurs spécificités.

Nos résultats invitent également à ne pas occulter auprès des étudiants, les événements scolaires et les chocs biographiques quelles que soient les pratiques, ainsi que le sens donné aux études, et les conséquences de l'investissement scolaire en termes de crises identitaires, de remises en question, et de recherches d'alternatives. Tout d'abord, nous avons montré que la mobilité géographique, qui nécessite adaptation et ajustement au contexte d'études et au

---

<sup>1020</sup> Cf. Lahire (Bernard), « Formes de la lecture... », art. cit.

<sup>1021</sup> Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vue des étudiants*, op. cit.

groupe des pairs, est un facteur à ne pas négliger auprès de la population étudiante. Une population de plus en plus mobile, que ce soit en France avec la spécialisation des cursus, ou à l'étranger avec le développement des échanges Erasmus. Une poursuite de ce travail consisterait en ce sens à s'intéresser à la formation d'une élite étudiante européenne et d'habitus européens ou internationaux. L'arène étudiante est ensuite un lieu d'acquisition de dispositions au changement, notamment pour les étudiants de la « démocratisation scolaire ». Les effets de la carrière étudiante sont en cela liés aux transformations de l'enseignement supérieur qui rend les situations de crise identitaire et de promotion culturelle plus nombreuses. Les conséquences de la promotion culturelle, favorable à des situations de crises identitaires, doivent être détaillées avec d'autres pratiques que le rapport à la politique.

Cette thèse insiste sur les études comme vecteur de changement social et de transformation de soi, et sur la nécessaire prise en compte de la double herméneutique. Nous avons effectivement signalé le rôle de la sociologie en tant que discipline qui favorise la réflexivité. De nombreux étudiants ont fait part de capacités réflexives sur leur parcours, grâce notamment à des enseignements de sociologie. La sociologie aide à comprendre le monde, la société, mais aussi soi-même. Elle donne des outils d'analyse, d'auto-analyse, de réflexion sur ses déterminations. Et la prise de conscience de ce qui est en train de se jouer modifie le rapport au jeu. La connaissance des processus sociaux peut être considérée comme une condition pour les changer. Cet aspect doit être approfondi avec d'autres recherches empiriques : par exemple des enquêtes sur ce que produit la sociologie auprès des étudiants de sociologie, mais aussi sur la sociologie des sociologues ; car finalement ceux qui font la sociologie ont une influence sur la discipline et ses apprentis – au niveau de l'identité politique mais pas seulement. Devant l'attraction et la répulsion de nombreux étudiants et enseignants pour P. Bourdieu, une enquête sur les représentations des étudiants sur celui-ci est aussi envisageable.

L'impact de la sociologie et plus largement des enseignements sur la politisation, nous amène à défendre un enseignement politique organisé<sup>1022</sup>. Un enseignement qui aborderait l'instruction civique et le fonctionnement « technique » de la prise de décision, mais aussi et surtout qui analyserait les pratiques et les prises de position au sein du champ politique relayées par le champ médiatique en fonction des positions des acteurs (à partir d'articles de journaux par exemple), agirait à réduire les inégalités devant la politique dues à l'héritage. Ce type d'enseignement serait aussi un moyen de démystifier la politique – et nous avons eu

---

<sup>1022</sup> On rejoint le propos de D. Gaxie voici près de trente ans : *Le cens caché, op. cit.*, p.173.



l'occasion de nous rendre compte au cours des enquêtes à quel point elle était l'objet de représentations très hétérogènes, voire de mythes –, d'aller au-delà du tous pourris ou de la vénération pour des hommes et des femmes de conviction, et justement de comprendre que l'analyse des pratiques et des prises de positions politiques en termes de convictions est difficilement tenable<sup>1023</sup>. En tant que politiste et sociologue, nous ne pouvons qu'encourager le développement de cours de sociologie politique et la création de licences de science politique post-bac, qui offrent à des étudiants qui ne sont pas nécessairement les plus dotés en ressources scolaires (et sociales) d'accéder à ce type de connaissances car, faut-il le rappeler, les Instituts d'Études Politiques – davantage encore Sciences Po Paris –, demeurent réservés à une certaine élite.

Nous pensons avoir démontré, à notre tour, l'importance de l'empirie dans les recherches sociologiques. Sans enquêtes, nos hypothèses seraient restées des hypothèses. Le recours à l'empirie nous a évité non seulement de minimiser les effets de la carrière étudiante, mais aussi à l'inverse de les survaloriser au détriment des variables de l'héritage. La pluralité des techniques d'enquête, la mise en place de protocoles raisonnés, et l'adoption de différentes manières d'appréhender les données obtenues (avec la multiplication des croisements de variables, des comparaisons sur des sous-populations, la confrontation de différentes techniques statistiques, etc.) ont permis de vérifier nos hypothèses, et d'illustrer la complémentarité des méthodes quantitatives et qualitatives dans les recherches sur la socialisation politique. Les enquêtes par questionnaire ont mis en évidence le poids des variables de l'héritage, et leur activation différentielle suivant le type d'études. Grâce aux entretiens, nous avons pu retracer les parcours des étudiants et interroger le sens donné aux études et au militantisme. Les observations et les expériences directes ont été très utiles d'une part, au début de l'enquête, afin de construire des hypothèses et de nous familiariser avec la communauté des étudiants de Sciences Po et l'arène militante ; d'autre part à la fin, pour valider, compléter, nuancer certaines interprétations, mais aussi mettre en avant des éléments peu évoqués dans les entretiens. C'est au moment des mobilisations contre le CPE, que nous avons véritablement pris conscience de l'importance de l'étape de vérification et de retour sur le terrain.

Enfin, cette thèse va à l'encontre de discours entendus ici ou là, de la part d'étudiants, mais aussi parfois d'enseignants, qui simplifient la sociologie à une opposition entre

---

<sup>1023</sup> Voir en sens, Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »...*, Thèse citée.

objectivisme et subjectivisme, entre agents et acteurs, entre méthodes quantitatives où l'on ne se préoccupe pas du propos des enquêtés que l'on enferme soi disant « dans des petites cases », et qualitatives où l'on ne met au centre de l'interprétation que celle de l'acteur. Refusant cette « fausse opposition » qui évite d'interroger de manière « totale » les faits sociaux et l'activité sociale, nous avons souhaité, avec cette thèse, réaffirmer que l'on peut adopter une posture théorique visant à dépasser ces oppositions et les évidences premières – y compris sociologiques –, et associer méthodes quantitatives et méthodes qualitatives.

# Bibliographie

Nous présentons ici l'ensemble des ouvrages cités dans le corps du texte et les annexes. Les ouvrages sont classés par thème :

1. Sociologie (généralités)
2. Méthodologie
3. Sociologie de l'éducation (généralités)
4. Sociologie des étudiants
5. Sociologie politique (généralités)
6. Socialisation politique, politisation, orientation politique, vote
7. Militantisme et action collective
8. Étudiants et politique

## 1. Sociologie (généralités)

Ansart (Pierre), « Structure socio-affective et désidentification », *Bulletin de Psychologie*, n°360, 1983.

Anzieu (Didier), Martin (Jean-Yves), *La dynamique des groupes restreints*, Paris, PUF, 1971.

Beaud (Stéphane), Pialoux (Michel), *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

Becker (Howard S.), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (éd. originale : New York, The Free Press of Glencoe, 1963).

Berger (Peter), Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.

Bernstein (Basil), *Langage et classes sociales*, Paris, Minuit, 1975.

Bertaux (Daniel), Linhart (Danièle), Le Wita (Béatrice), « Mai 68 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n°143, 1988, p. 75-89.

Bihr (Alain), Pfefferkorn (Roland), *Déchiffrer les inégalités*, Paris, Syros, 1999.

Bihr (Alain), Pfefferkorn (Roland), *Hommes femmes, quelle égalité ?*, Paris, L'Atelier, Éd. Ouvrières, 2002.

Boltanski (Luc), *L'Amour et la Justice comme compétences*, Paris, Métailié, 1990.

Boltanski (Luc), *Les cadres*, Paris, Minuit, 1983.

Boltanski (Luc), Chiapello (Ève), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

- Bourdieu (Pierre), « L'anatomie du goût », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°5, 1976, p. 2-81.
- Bourdieu (Pierre), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Minuit, 1972.
- Bourdieu (Pierre), « Avenir de classe et causalité du probable », *Revue française de sociologie*, vol.15, 1974, p. 3-42.
- Bourdieu (Pierre), « Classements, déclassements, reclassements », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, 1978, p. 2-22.
- Bourdieu (Pierre), *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.
- Bourdieu (Pierre), « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°30, 1979, p. 3-6.
- Bourdieu (Pierre), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980.
- Bourdieu (Pierre), *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.
- Bourdieu (Pierre), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistique*, Paris, Fayard, 1982.
- Bourdieu (Pierre), *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.
- Bourdieu (Pierre), *Sur la télévision*, Paris, Liber Raisons d'agir, 1996.
- Bourdieu (Pierre), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.
- Bourdieu (Pierre), *Contre-feux*, Paris, Liber Raisons d'agir, 1998.
- Bourdieu (Pierre), *La domination masculine*, Paris, Le Seuil, 1998.
- Bourdieu (Pierre), Delsaut (Yvette), « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°1, 1975, p. 7-36.
- Bozon (Michel), Héran (François), « La découverte du conjoint I. Évolution et morphologie des scènes de rencontre », *Population*, 6, 1987, p. 943-986.
- Bozon (Michel), Héran (François), « La découverte du conjoint II. Les scènes de rencontre dans l'espace social », *Population*, 1, 1988, p. 121-150.
- Chamboredon (Jean-Claude), Lemaire (Madeleine), « Proximité spatiale et distance sociale », *Revue française de sociologie*, XI, n°1, 1970, p. 3-33.
- Chauvel (Louis), *Le destin des générations*, Paris, PUF, 2002, 2<sup>ème</sup> éd. (1998).
- Cherkaoui (Mohamed), « Mobilité sociale », in Boudon (Raymond) (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p. 153-193.
- Coulon (Alain), *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF, QSJ n°2393, 1996 (1<sup>ère</sup> éd. 1987).
- Dubar (Claude), *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2004 (3<sup>e</sup> éd.) (1991).
- Dubar (Claude), Gadéa (Charles) (éds.), *La promotion sociale en France*, Paris, Presses Universitaires Septentrion, 1999.

- Dubar (Claude), *La crise des identités*, Paris, PUF, 2000.
- Dubet (François), « Vraisemblance : entre les sociologues et les acteurs », *L'Année Sociologique*, vol.44, 1994, p. 83-107.
- Dubet (François), « Pour une conception dialogique de l'individu », *EspacesTemps.net*, 2005.
- Durkheim (Émile), *Le suicide. Étude de sociologie*, Paris, PUF, 1986, 10<sup>ème</sup> tirage (1897).
- Elster (Jon), *Psychologie politique*, Paris, Minuit, 1990.
- Erikson (Erik), *Adolescence et crise. La quête de l'identité*, Paris, Flammarion, 1972 (1<sup>ère</sup> éd. 1968).
- Ernaux (Annie), *Les armoires vides*, Paris, Gallimard, 1974.
- Ernaux (Annie), *La place*, Paris, Gallimard, 1984.
- Festinger (Léon), *A Theory of Cognitive Dissonance*, Evanston, Row, Peterson and Co, 1957.
- Foucault (Michel), *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.
- Foucault (Michel), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- Galland (Olivier), « Socialisation et entrée dans la vie adulte », in Lambert (Yves), Michelat (Guy), *Crépuscule des religions chez les jeunes ?*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 23-33.
- Galland (Olivier), « Parler en famille : les échanges entre parents et enfants », *Économie et statistique*, n°304-305, 1997, p. 163-177.
- Garfinkel (Harold), *Studies in ethnomethodology*, Cambridge, Polity Press, 1984 (1<sup>st</sup> ed. 1967).
- Garfinkel (H.), Sachs (H.), « On Formal Structures of Practical Action », in McKinney (J.C.), Tiryakian (E.A.) (eds.), *Theoretical Sociology : Perspectives and Developments*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1970, p. 337-366.
- Gaulejac (Vincent de), *La névrose de classe. Trajectoire sociale et conflits d'identités*, Paris, Hommes et Groupes Éditeurs, 1987.
- Giddens (Anthony), *La constitution de la société*, trad. franç., Paris, PUF, 1987 (1<sup>ère</sup> éd. 1984).
- Girard (Alain), *Le choix du conjoint*, Paris, PUF/INED, 2<sup>e</sup> édition, 1974 (1<sup>ère</sup> édition, Cahiers de l'INED, n°44, PUF, 1964).
- Goffman (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne, la présentation de soi*, Paris, Minuit, 1973 (1956).
- Goffman (Erving), *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974.
- Goffman (Erving), *Asiles*, Paris, Minuit, 1968.
- Grignon (Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le savant et le populaire*, Paris, Hautes Études – Gallimard – Le Seuil, 1989.

- Halbwachs (Maurice), *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1950.
- Halbwachs (Maurice), postface de Gérard Namer, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1<sup>ère</sup> éd. 1925).
- Hoggart (Richard), *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.
- Hughes (Everett), *Men and Their Work*, New York, The Free Press of Glencoe, 1958.
- Hugues (Everett C.), *Le regard sociologique. Essais choisis*, Éditions de l'EHESS, 1996.
- Kaufmann (Jean-Claude), « Rôles et identité : l'exemple de l'entrée en couple », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XCVII, 1994, p. 301-328.
- Kaufmann (Jean-Claude), *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Paris, Nathan, 2001.
- Kaufmann (Jean-Claude), *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004.
- Labov (William), *Le parler ordinaire. La langue dans les ghettos noirs des Etats-Unis*, Paris, Minuit, 1978.
- Lahire (Bernard), « La variation des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales Histoire Sciences Sociales*, n°2, 1996, p. 381-407.
- Lahire (Bernard), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.
- Lahire (Bernard), « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », in Lahire (Bernard) (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu, dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 1999, p. 121-152.
- Lahire (Bernard), *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002.
- Lahire (Bernard), *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La découverte, 2004.
- Lahire (Bernard), *L'esprit sociologique*, Paris, La découverte, 2005.
- Mannheim (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.
- Maslow (Abraham H.), *Motivation and Personality*, New York, Harper and Row, 1954.
- Mauger (Gérard), « Postface », in Mannheim (Karl), *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990, p. 83-115.
- Mauger (Gérard), « Espace des styles de vie déviants des jeunes de milieux populaires », in Baudelot (Christian), Mauger (Gérard) (dir.), *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 347-384.
- Mauger (Gérard), Fossé-Poliak (Claude), « Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°50, 1983, p. 49-67.

Mauger (Gérard), Poliak (Claude F.), Pudal (Bernard), *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999.

Merton (Robert K.), *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965 (2<sup>ème</sup> éd.).

Parsons (Talcott), *Eléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon, 1955.

Passeron (Jean-Claude), Singly (François de), « Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle », *Revue française de science politique*, vol.34, n°1, 1984, p. 48-73.

Passeron (Jean-Claude), *Le Raisonnement sociologique. L'espace non popérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991.

Pfefferkorn (Roland), *Inégalités et rapports sociaux : l'éclipse des classes, l'émergence du genre*, Habilitation à diriger les recherches, Université Marc Bloch de Strasbourg, 2004.

Pinto (Louis), « Le journalisme philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°101-102, 1994, p. 25-38.

Pudal (Bernard), « Sociographies de lecteurs », in Mauger (Gérard), Fossé-Poliak (Claude), Pudal (Bernard), *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999, p. 375-391.

Reynaud (Jean-Daniel), *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin, 1997.

Rosenmayr (Leopold), « Nouvelles orientations théoriques de la sociologie de la jeunesse », *Revue internationale des sciences sociales*, vol.24, n°2, 1972, p. 227-270.

Sainsaulieu (Renaud), « L'effet de la formation sur l'entreprise », *Esprit*, numéro spécial, 1974.

Schérif (Muzafer), *The psychology of social norms*, New York, Harper, 1936.

Schutz (Alfred), *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1987.

Simmel (Georg), *Le conflit*, Paris, Circée, 1992.

Singly (François de), *Fortune et infortune de la femme mariée*, Paris, PUF, 1987.

Stouffer (S.), Suchman (E.), De Vinney (L.), Star (S.), Williams Jr. (R.), *The American Soldier*, Princeton, Princeton University Press, 1949.

Strauss (Anselm), *Miroirs et masques*, Paris, A.-M. Métailié, 1990 (1<sup>ère</sup> éd. 1959).

Strauss (Anselm), *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan, textes réunis et présentés par Isabelle Baszanger, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. *Social Organization of medical work*, 1985).

Thélot (Claude), *Tel père, tel fils*, Paris, Dunod, 1982.

Villette (Michel), « Vendre et se vendre, notes sur une attitude « libérale » devant la vie », *Regards sociologiques*, n°21, 2001, p. 87-98.

Villette (Michel), « L'apprentissage de la vente, d'après le journal de Lissia B. », *Genèses*, n°42, 2001, p. 145-157.

Wagner (Anne-Catherine), *Les nouvelles élites de la mondialisation, une immigration dorée en France*, Paris, PUF, 1998.

Weber (Florence), *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA, Éditions EHESS, 1989.

Weber (Max), *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003 (1<sup>ère</sup> éd. 1919).

Weber (Max), *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965 (1<sup>ère</sup> éd. 1922).

Weber (Max), *Économie et société*, Paris, Plon, 1971 (1<sup>ère</sup> éd. 1922).

Willis (Paul), *Learning to labour*, Farnborough, Saxon House, 1977.

## 2. Méthodologie

Beaud (Stéphane), « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour « l'entretien ethnographique » », *Politix*, n°35, 1996, p. 226-257.

Beaud (Stéphane), Weber (Florence), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte et Syros, 1997 et 1998.

Bourdieu (Pierre), Chamboredon (Jean-Claude), Passeron (Jean-Claude), *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1968.

Bourdieu (Pierre), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°62-63, 1986, p. 69-72.

Conover (W.F.), *Practical Nonparametric Statistics*, New York, Wiley, 1971.

Desrosières (Alain), Thévenot (Laurent), *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, Repères, La découverte, 2000 (4<sup>e</sup> édition).

Desrosières (Alain), « Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence : les ambiguïtés de la sociologie quantitative », *Genèses*, n°43, 2001, p. 112-127.

Desrosières (Alain), Goy (Alain), Thévenot (Laurent), « L'identité sociale dans le travail statistique. La nouvelle nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles », *Économie et statistique*, n°152, 1983, p. 55-81.

Ghiglione (Rodolphe), Matalon (Benjamin), *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1978.

Goody (Jack), *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979.



Javeau (Claude), *L'enquête par questionnaire. Manuel à l'usage du praticien*. Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 1988 (3<sup>ème</sup> éd.).

Lebart (Ludovic), Morineau (Alain), Piron (Marie), *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Paris, Dunod, 2000 (3<sup>ème</sup> éd.).

Pudal (Bernard), « Du biographique entre « science » et « fiction » », *Politix*, n°27, 1994, p. 5-24.

Singly (François de), *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Paris, Nathan, 1992.

Volle (Michel), *Analyse de données*, Paris, Economica, 1985 (3<sup>ème</sup> éd.).

### **3. Sociologie de l'éducation (généralités)**

Baudelot (Christian), Establet (Roger), *Allez les filles !*, Paris, Le Seuil, 1992.

Baudelot (Christian), Leclercq (François) (dir.), *Les effets de l'éducation*, Rapport à l'intention du PIREF, Paris, La documentation Française, 2005.

Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.

Berthelot (Jean-Michel), *École, orientation, société*, Paris, PUF, 1993.

Coulon (Alain), *Ethnométhodologie et éducation*, Paris, PUF, 1993.

Derouet (Jean-Louis), « Une sociologie des établissements scolaires : les difficultés de construction d'un nouvel objet scientifique », *Revue française de pédagogie*, n°78, 1987, p. 86-108.

Derouet (Jean-Louis), *École et justice*, Paris, Métailié, 1992.

Dubet (François), *Les lycéens*, Paris, Le Seuil, 1991.

Duru-Bellat (Marie), *L'École des filles. Quelle formation pour quels rôles sociaux ?*, Paris, L'Harmattan, 1991.

Duru-Bellat (Marie), Van Zanten (Agnès), *Sociologie de l'école*, Paris, Armand Colin, 1992.

Galland (Olivier), « Perspectives d'ascension sociale chez les jeunes de milieu populaire : le cas des jeunes ruraux », in Baudelot (Christian), Mauger (Gérard) (dir.), *Jeunesses populaires : les générations de crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 155-171.

Grignon (Claude), « L'art et le métier. École parallèle et petite bourgeoisie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°4, 1976, p. 21-46.

Juhem (Philippe), « Les relations amoureuses des lycéens », *Sociétés Contemporaines*, n°21, 1995, p. 29-42.

Kellerhals (Jean), Montandon (Cléopâtre), *Les stratégies éducatives des familles. Milieu social, dynamique familiale et éducation des pré-adolescents*, Neuchâtel-Paris, Delachaux-Niestlé, 1991.

Lahire (Bernard), *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1995.

Montlibert (Christian de), « Promotion et reclassement. Les élèves d'un cours du soir à la recherche de la promotion par le diplôme », *Revue française de sociologie*, IX, 1968, p. 208-217.

Montlibert (Christian de), *L'institutionnalisation de la formation permanente*, Strasbourg, PUS, 1991.

Singly (François de), *Lire à 12 ans. Une enquête sur les lectures des adolescents*, Paris, Nathan, 1989.

Terrail (Jean-Pierre), *Destins ouvriers. La fin d'une classe ?*, Paris, PUF, 1990.

Terrail (Jean-Pierre), « Destins scolaires de sexe : une perspective historique et quelques arguments », *in Population*, n°3, 1992, p. 645-676.

Van Zanten (Agnès), « La mobilisation stratégique et politique des savoirs sur le social : le cas des parents d'élèves des classes moyennes », *Éducation et Sociétés. Revue internationale de sociologie de l'éducation*, n°9, 2003, p. 39-52.

Willis (Paul), « L'école des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24, 1978, p. 50-61.

#### **4. Sociologie des étudiants**

Beaud (Stéphane), *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La découverte, 2002.

Becquet (Valérie), « Fondements et dimensions de la participation associative des étudiants à l'Université », Thèse pour le doctorat de sciences de l'éducation, Université de Caen, 2001.

Blöss (Thierry), Erlich (Valérie), « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire : les bacheliers technologiques en question », *Revue française de sociologie*, vol.41, n°4, 2000, p. 747-775.

Bourdieu (Pierre), *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

Bourdieu (Pierre), Champagne (Patrick), « Les exclus de l'intérieur », *in* Bourdieu (Pierre) (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 597-603.

Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), avec la collaboration de Éliard (Michel), *Les étudiants et leurs études*, Paris, Mouton, 1964.

- Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude), *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Paris, Minuit, 1964.
- Bourdieu (Pierre), Saint-Martin (Monique) (de): « Les utilisateurs de la bibliothèque universitaire de Lille », in *Rapport pédagogique et communication*, Paris, Mouton, 1968, p. 109-120.
- Cicchelli (Vincenzo), *La construction de l'autonomie. Parents et jeunes adultes face aux études*, Paris, PUF, 2001.
- Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant. L'entrée dans la vie universitaire*, Paris, PUF, 1997.
- Dubet (François), « Les étudiants », in Dubet (F.), Filatre (D.), Merrien (F.-X.), Sauvage (A.), Vince (A.), *Universités et Villes*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Dubet (François), « Dimensions et figures de l'expérience étudiante dans l'université de masse », *Revue française de sociologie*, XXXV, 1994, p. 511-532.
- Duru-Bellat (Marie), Mingat (Alain), « Les disparités des carrières individuelles à l'Université : une dialectique de la sélection et de l'autosélection », *L'Année sociologique*, vol.38, 1988, p. 309-340.
- Erlich (Valérie), *Les nouveaux étudiants, un groupe social en mutation*, Paris, Armand Colin, 1998.
- Felouzis (Georges), « Repenser les inégalités à l'université. Des inégalités sociales aux inégalités locales dans trois disciplines universitaires », *Sociétés contemporaines*, n°38, 2000, p. 67-98.
- Felouzis (Georges), *La condition étudiante. Sociologie des étudiants et de l'université*, Paris, PUF, 2001.
- Fossé-Poliak (Claude), *La vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- Frickey (Alain), Primon (Jean-Luc), « Les manières sexuées d'étudier en première année d'Université », *Sociétés Contemporaines*, n°48, 2002, p. 63-85.
- Galland (Olivier) (dir.), *Le monde des étudiants*, Paris, PUF, 1995.
- Galland (Olivier), Oberti (Marco), *Les étudiants*, Paris, La Découverte, 1996.
- Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vue des étudiants, enquête OVE*, Paris, PUF, 2000.
- Grignon (Claude), Gruel (Louis), « L'étudiant moyen n'existe pas », *Informations sociales*, n°99, 2002, p. 4-13.
- Houzel (Guillaume), *Rapport sur le développement du bénévolat étudiant*, Paris, La Documentation française, 2003.
- Lahire (Bernard), *Les manières d'étudier*, Paris, La documentation française, Cahiers de l'OVE n°2, 1997.

Lahire (Bernard), « Conditions d'études, manières d'étudier et pratiques culturelles », in Grignon (Claude) (dir.), *Les conditions de vue des étudiants, enquête OVE*, Paris, PUF, 2000, p. 241-381.

Lahire (Bernard), « Formes de la lecture étudiante et catégories scolaires de l'entendement lectoral », *Sociétés Contemporaines*, n°48, 2002, p. 87-107.

Lapeyronnie (Didier), Marie (Jean-Louis), *Campus blues. Les étudiants face à leurs études*, Paris, Le seuil, 1992.

Laurens (Jean-Pierre), *1 sur 500 ou la réussite scolaire en milieu populaire*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1992.

Le Galès (Patrick), « Les étudiants et leurs familles » in Galland (Olivier) (dir.), *Le monde des étudiants*, Paris, PUF, 1995, p. 85-108.

Mauger (Gérard), Soulié (Charles), « Le recrutement des étudiants en lettres et sciences humaines et les objets de recherches », *Regards Sociologiques*, n°22, 2001, p. 23-40.

Millet (Mathias), *Les étudiants et le travail universitaire*, Lyon, PUL, 2003.

Montfort (Valérie), « Normes de travail et réussite scolaire chez les étudiants de première année de sciences », *Sociétés Contemporaines*, n°40, 2000, p. 57-76.

Montfort (Valérie), *Les étudiants de première année à l'université et le travail scolaire. L'exemple de deux filières : Sciences et AES*, Doctorat de sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2003.

Montlibert (Christian de), « L'emprise de la féminisation sur les savoirs sociologiques », *Regards Sociologiques*, n°22, 2001, p. 41-48.

Passeron (Jean-Claude), « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. XXIII, n°4, 1982, p. 551-583.

Poullaouec (Tristan), « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *Économie et statistique*, n°371, 2004, p. 3-22.

*Recueil d'études sociales* n°21, 2001.

*Recueil d'études sociales* n°22, 2001.

*Recueil d'études sociales*, n°32, 2004.

*Repères et références statistiques*, 1996.

Saint-Martin (Monique), *Les fonctions sociales de l'enseignement scientifique*, Paris, Mouton, 1971.

Singly (François de), « Savoir hériter : la transmission du goût de la lecture chez les étudiants », in Fraisse (Emmanuel) (dir.), *Les étudiants et la lecture*, Paris, PUF, 1993, p. 49-71.

Soulié (Charles), « Anatomie du goût philosophique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°109, 1995, p. 3-28.

Soulié (Charles), « L'adaptation aux « nouveaux publics » de l'enseignement supérieur : auto-analyse d'une pratique d'enseignement magistral en sociologie », *Sociétés contemporaines*, n°48, 2002, p. 11-40.

*Sociétés Contemporaines*, « La construction sociale des savoirs étudiants », n°48, 2002.

### **5. Sociologie politique (généralités)**

Ansart (Pierre), *Les idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974.

Beauvallet (Willy), Michon (Sébastien), « Les femmes élues au Parlement européen (1979-2004) : modes de recrutement et stratégies d'investissement », *Regards Sociologiques*, n°27-28, 2004, p. 70-84.

Bourdieu (Pierre), « La représentation politique, éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°36-37, 1981, p. 3-24.

Braud (Philippe), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 1992.

Champagne (Patrick), *Faire l'opinion*, Paris, Minit, 1990.

Charle (Christophe), *Paris fin de siècle. Culture et politique*, Paris, Seuil, 1998.

Collovald (Annie), « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°73, 1988, p. 29-40.

Collovald (Annie), *Jacques Chirac et le gaullisme*, Paris, Belin, 1999.

Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2005

Courty (Guillaume), « À la découverte du travail de collaboration politique », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2005, p. 7-26.

Courty (Guillaume), Havel (Tiphaine), « Le courrier parlementaire français. Enjeux et variations d'un travail politique routinier », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2005, p. 173-194.

Dobry (Michel), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.

Dogan (Mattei), « Les filières de la carrière politique en France », *Revue française de sociologie*, VIII (4), 1967, p. 468-492.

Fretel (Julien), Meimon (Julien), « Les collaborateurs parlementaires à l'Assemblée Nationale (2002-2007) », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2005, p. 136-156.

Gaxie (Daniel), *Les professionnels de la politique*, Paris, PUF, 1973.

Gaxie (Daniel), *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 1999.

Ivaldi (Gilles), « La liste Pasqua-de Villiers », *Revue française de science politique*, vol.49, n°4-5, 1999, p. 643-652.

Jobert (Bruno) (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994.

Lacroix (Bernard), *L'utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 1981.

Lagroye (Jacques), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 1993.

Lagroye (Jacques), « Être du métier », *Politix*, n°28, 1994, p. 5-15.

Lagroye (Jacques), « On ne subit pas son rôle », *Politix*, n°38, 1997, p. 7-17.

Legavre (Jean-Baptiste), « Du militant à l'expert en communication politique », *Politix*, n°7-8, 1989, p. 80-90.

Legavre (Jean-Baptiste), « D'un groupe à l'autre. Le passage de l'expertise en communication à la pratique politique professionnelle », *Politix*, n°35, 1996, p. 131-148.

Lochak (Danielle), « La société civile : du concept au gadget », in CURAPP, *La société civile*, Paris, PUF, 1986, p. 44-75.

Mathiot (Pierre), Sawicki (Frédéric), « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993). 1) Recrutement et reconversion 2) Passage en cabinet et trajectoires professionnelles », *Revue française de science politique*, vol.49, n°1, p. 3-30 et n°2, 1999, p. 231-264.

Mauger (Gérard), « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "génération de Mai 68" », in Chevallier (Jacques) (dir.), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226.

Michon (Sébastien), « Les assistants parlementaires au Parlement européen. Sociologie d'un groupe d'auxiliaires politiques », in Courty (Guillaume) (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2005, p. 118-135.

Michon (Sébastien), « Entrer dans la carrière européenne : le passage par un groupe d'intérêt, entre pis-aller et rite d'institution », in Michel (Hélène) (dir.), *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne. Trajectoires, formations et pratiques des représentants d'intérêts*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2006, p. 89-111.

Nay (Olivier), « Institutions and Representation : How Institutional Rules Shape Political Recruitment in French Regional Elections », *West European Politics*, vol.24, n°3, 2001, p. 151-172.

Offerlé (Michel) (dir.), *La profession politique XIXème-XXème siècles*, Paris, Belin, 1999.

Offerlé, « Avant propos », *Problèmes politiques et sociaux*, n°888, « La société civile en question », Paris, La documentation Française, 2003, p. 5-12.

Ziegler (Jean), *Retournez les fusils !*, Paris, Seuil, 1980.

## **6. Socialisation politique, politisation, orientation politique, vote**

Almond (Gabriel), Verba (Sidney), *The civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

Barber (J. A.), *Social mobility and voting behavior*, Chicago, Rand McNally and Co, 1970.

Berelson (Bernard R.), Lazarsfeld (Paul F.), McPhee (William N.), *Voting*, Chicago, Université of Chicago Press, 1954.

Bois (Paul), « Dans l'Ouest : politique et enseignement primaire », *Annales E.S.C.*, vol.9, n°3, 1954, p. 356-367.

Bois (Paul), *Paysans de l'Ouest : des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Le Mans, Imprimerie Maurice Vilaire, 1960.

Blondiaux (Loïc), « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol.46, n°5, 1996, p. 753-791.

Bonnal (Françoise), Boy (Daniel), « Avenir social et univers politique », in Percheron *et al.*, *Les 10-16 ans et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978, p. 95-137.

Bourdieu (Pierre), « Questions de politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°16, 1977, p. 55-89.

Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), « Que reste-t-il des variables lourdes ? », in Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 101-138.

Bréchon (Pierre), « Le rapport à la politique », in Riffault (Hélène) (dir.), *Les valeurs des français*, Paris, PUF, 1994, p. 163-200.

Bréchon (Pierre), « Les valeurs politiques en Europe : effet du contexte national et des attitudes religieuses », *Archives de sciences sociales des religions*, n°93, 1996, p. 99-128.

Briquet (Jean-Louis), « Communiquer en actes. Prescriptions de rôles et exercice du métier politique », *Politix*, n°28, 1994, p. 16-26.

Campbell (Angus), Converse (Philip E.), Miller (Warren), Stokes (Donald E.), *The American Voter*, New York, Wiley and Sons, 1964.

Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Elizabeth), « L'effet patrimoine », in Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Elizabeth), Grunberg (Gérard), Schweisguth (Etienne), Ysmal (Colette), *France de gauche, vote à droite*, Paris, PFNSP, 1981.

Cautrès (Bruno), Denni (Bernard), « Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », in Bréchon (Pierre), Laurent (Annie), Perrineau (Pascal) (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 323-354.

CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, PFNSP, 1990.

Chiche (Jean), Haegel (Florence), « Les connaissances politiques », in Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), Sniderman (Paul M.) (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 273-292.

Connel (R. W.), « Political socialization and the family : the evidence reexamined », *Public Opinion Quarterly*, 36 (3), 1972, p. 323-333.

Crête (Jean), Favre (Pierre) (dir.), *Génération et politique*, Laval et Paris, Les presses de l'Université de Laval et Economica, 1989.

Déhan (Nadia), Percheron (Annick), avec la collaboration de Barthélémy-Thomas (Martine), « La démocratie à l'école », *Revue française de sociologie*, XXI, 1980, p. 379-407.

Déloye (Yves), *La citoyenneté au miroir de l'école républicaine et de ses contestations : politique et religion en France XIX-XXe siècle*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris I, 1991.

Déloye (Yves), *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2006.

Deutsch (Emeric), Lindon (Denis), Weill (Pierre), *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Minuit, 1966.

Downs (Anthony), *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper, 1957.

Downs (Anthony), « Théorie économique et théorie politique », *Revue française de science politique*, vol.11, 1961, p. 380-412.

Dubar (Claude), Socialisation politique et identités partisans : pistes de recherche », in CURAPP, *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 227-236.



Duchesne (Sophie), Frogner (André-Paul), « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, vol.52, n°4, 2002, p. 355-373.

Easton (D.), Dennis (J.), *Children in the Political System*, New York, McGraw-Hill, 1969.

Garrigou (Alain), « Conjoncture politique et vote », in Gaxie (Daniel) (dir.), *Explication du vote, un bilan des études électorales en France*, Paris, PFNSP, 1989, p. 357-384.

Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978.

Gaxie (Daniel), « Mort et résurrection du paradigme de Michigan », *Revue française de science politique*, vol.32, n°2, 1982, p. 251-269.

Gaxie (Daniel), « Au-delà des apparences... Sur quelques problèmes de mesure des opinions », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, 1990, p. 93-112.

Gaxie (Daniel), « Le vote désinvesti, quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, n°22, 1993, p. 138-164.

Gaxie (Daniel), « Vu du sens commun », *EspacesTemps* 76-77, 2001, p. 82-94.

Gaxie (Daniel), « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements », in Briquet (Jean-Louis), Garraud (Philippe) (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001, p. 215-240.

Gaxie (Daniel), « Appréhender le politique à l'aune des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 145-178.

Gerstlé (Jacques), « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », *Revue française de science politique*, vol.46, n°5, 1996, p. 731-752.

Greenstein (F.I.), *Children and Politics*, New Haven, Yale University Press, 1965.

Grunberg (Gérard), « L'instabilité du comportement électoral », in Gaxie (Daniel) (dir.), *Explication du vote, un bilan des études électorales en France*, Paris, PFNSP, 1989, p. 418-446.

Habert (Philippe), Lancelot (Alain), « L'émergence d'un nouvel électeur », in Habert (Philippe), Ysmal (Colette), *Élections législatives, 1988 : résultats, analyses et commentaires*, Paris, Le Figaro-Études politiques, juin 1988, p. 16-23.

Hess (Robert), Torney (Judith), *The development of political attitudes in children*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1967.

Himmelveit (H. T.), Humphreys (P.), Jaeger (M.), *How voters decide*, London, Academic Press, 1981.

Hyman (Herbert), *Political socialization. A study in the psychology of political behaviour*, Glencoe, The free Press, 1959.

Ihl (Olivier), *Le vote*, Paris, Montchrestien, 1996.

Ihl (Olivier), « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 125-144.

Inglehart (Ronald), *The Silent Revolution. Changing values and political styles among western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

Jennings (Kent), Langton (Kenneth), Niemi (Richard), « Effects of the High school civics curriculum », in Jennings (M.K.), Niemi (Richard) (ed.), *The Political Character of Adolescence: The Influence of Families and Schools*, Princeton, Princeton University Press, 1974, p. 181-206.

Jennings (K.), Ehman (L.), Niemi (R.), « Social studies teachers and their pupils », in Jennings (M.K.), Niemi (Richard) (ed.), *The Political Character of Adolescence: The Influence of Families and Schools*, Princeton, Princeton University Press, 1974, p. 207-227.

Joignant (Alfredo), « La socialisation politique : stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », *Revue française de science politique*, vol.47, n°5, 1997, p. 535-559.

Joignant (Alfredo), « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales de civisme ordinaire au Chili, ou les logiques de la compétence du citoyen », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 233-249.

Joignant (Alfredo), « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique », *Politix*, n°65, 2004, p. 149-173.

Lancelot (Alain), *L'abstentionnisme électoral en France*, Paris, Armand Colin, 1968.

Lancelot (Alain), *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1974.

Lavau (Georges), « L'électeur devient-il individualiste ? », in Birnbaum (Pierre), Leca (Jean) (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, PFNSP, 1986, p. 301-329.

Lazarsfeld (Paul), Berelson (Bernard), Gaudet (Hazel), *The People's Choice*, New York, Columbia University Press, 1944.

Leca (Jean), « Réflexions sur la participation politique des citoyens en France », in Mény (Yves) (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de la FNPS, 1989, p. 43-70.

Matonti (Frédérique), *Le comportement politique des français*, Paris, Armand Colin, 1998.

Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002.

- Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992.
- Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal) (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.
- Memmi (Dominique), « L'engagement politique », in Grawitz (Madeleine), Leca (Jean) (dir.), *Traité de science politique*, tome III, Paris, PUF, 1985, p. 43-70.
- Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion, et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.
- Michelat (Guy), Simon (Michel), « Les « sans réponses » aux questions politiques : rôles imposés et compensations des handicaps », *L'Année sociologique*, vol. 32, 1982, p. 81-114.
- Michelat (Guy), Simon (Michel), « Déterminations socio-économiques, organisation symbolique et comportement électoral », *Revue française de sociologie*, XXVI, 1985, p. 32-69.
- Mossuz-Lavau (Janine), *Les jeunes et la gauche*, Presses de Sciences Po, 1979.
- Muxel (Anne), « Les attitudes socio-politiques des jeunes issus de l'immigration maghrébine en région parisienne », *Revue française de science politique*, vol.38, n°6, 1988, p. 927-940.
- Muxel (Anne), « Le moratoire politique des années de jeunesse », in Percheron (Annick), Rémond (René) (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991, p. 203-232.
- Muxel (Anne), « La mémoire familiale », in Singly (François de) (dir.), *La famille, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1991, p. 250-261.
- Muxel (Anne), « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, vol. XXXIII, 1992, p. 233-263.
- Muxel (Anne), « Jeunes des années 90 : à la rescousse d'une politique « sans étiquette » » in Perrineau (Pascal) (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation*, Paris, PFNSP, 1994, p. 239-266.
- Muxel (Anne), « Socialisation et lien politique », in Blöss (Thierry) (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 27-44.
- Muxel (Anne), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.
- Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de science politique*, vol.52, n°5-6, 2002, p. 521-544.
- Nie (N. H.), Verba (S.), Petrocik (J. R.), *The changing American voter*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1976.

- Niemi (Richard), « Collecting information about the family: a problem in survey methodology », in Dennis (J.), *Socialization to politics: a reader*, New York, John Wiley and Sons, 1973, p. 464-490.
- Percheron (Annick), *L'univers politique des enfants*, Paris, Presses de la FNSP/Armand Colin, 1974.
- Percheron (Annick), « L'école en porte-à-faux. Réalités et limites des pouvoirs de l'école dans la socialisation politique », *Pouvoirs*, n°30, 1984, p. 15-29.
- Percheron (Annick), « Le domestique et le politique », *Revue française de science politique*, vol.35, n°5, 1985, p. 840-891.
- Percheron (Annick), « La socialisation politique, défense et illustration », in Grawitz (Madeleine), Leca (Jean) (dir.), *Traité de science politique*, tome III, Paris, PUF, 1985, p. 166-235.
- Percheron (Annick), « Peut-on encore parler d'héritage politique en 1989 ? », in Mény (Yves) (dir.), *Idéologies partis politiques et groupes sociaux, Études réunies pour Georges Lavau*, Paris, PFNSP, 1991 (1<sup>ère</sup> éd. 1989), p. 157-174.
- Percheron (Annick), « Les Français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de science politique*, vol.41, n°3, 1991, p. 388-406.
- Percheron (Annick), *Socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.
- Percheron (Annick), Jennings (Kent), « Political Continuities in French Families. A New Perspective on an Old Controversy », *Comparative Politics*, 13, 1981, p. 421-436.
- Perrineau (Pascal), « La dimension cognitive de la culture politique. Les Français et la connaissance du système politique », *Revue française de science politique*, vol.35, n°1, 1985, p. 72-90.
- Perrineau (Pascal), *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du FN*, Paris, Fayard, 1998.
- Ranger (Jean), « Les français s'intéressent-ils à la politique », in CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, PFNSP, 1990.
- Revue française de science politique*, « Dimensions de la socialisation politique », vol.52, n°2-3, 2002.
- Siegfried (André), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>ème</sup> République*, Paris, Armand Colin et PFNSP, 2<sup>ème</sup> éd., 1964 (1<sup>ère</sup> éd. 1913).
- Sineau (Marianne), *Profession femme politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.
- Sniderman (Paul M.), Jackman (Simon), Tiberj (Vincent), « Argumentation et raisonnement politique », in Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), Sniderman (Paul M.) (dir.), *La démocratie*

à l'épreuve. *Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 239-272.

Tedin (K. L.), « The influence of Parents on the Political Attitudes of Adolescence », *The American Political Science Review*, 68, 1974, p.1579-1592.

Tournier (Vincent), *La politique en héritage ? Socialisation, famille et politique : bilan critique et analyse empirique*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Grenoble 2, 1997.

Tournier (Vincent), « École publique, école privée, le clivage oublié. Le rôle des facteurs politiques et religieux dans le choix de l'école et les effets du contexte scolaire sur la socialisation politique des lycéens français », *Revue française de science politique*, vol.47, n°5, 1997, p. 560-588.

Tournier (Vincent), « Filiation et politique, la construction de l'identité et ses conséquences », in Bréchon (Pierre), Laurent (Annie), Perrineau (Pascal) (dir.), *Les cultures politiques des français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 189-208.

Tournier (Vincent), « Générations politiques », in Cautrès (Bruno), Mayer (Nonna), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 229-252.

Tullock (Gordon), *Le Marché politique. Analyse économique des processus politiques*, Paris, Economica, 1978.

Verba (S.), Nie (N.H.), *Participation in America*, New York, Harper and Row, 1972.

## **7. Militantisme et action collective**

*Actes de la recherche en sciences sociales*, « Le capital militant (2). Crises politiques et reconversions : Mai 68 », n°158, 2005.

Agrikoliansky (Eric), « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 27-46.

Agrikoliansky (Éric), *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Bargel (Lucie), « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s », *Nouvelles Questions Féministes*, vol.24, n°3, 2005, p. 36-49.

Barthélemy (Martine), *L'âge d'or des associations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

- Berlivet (Luc), Sawicki (Frédéric), « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, n°27, 1994, p. 111-142.
- Boumaza (Magali), *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Robert Schuman Strasbourg 3, 2002.
- Bréchon (Pierre), Derville (Jacques), Lecomte (Patrick), *Les Cadres du RPR*, Paris, Economica, 1987.
- Collovald (Annie), « Introduction », in Collovald (Annie), Lechien (Marie-Hélène), Rozier (Sabine), Willemez (Laurent), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 7-18.
- Collovald (Annie), « Pour une sociologie des carrières morales », in Collovald (Annie), Lechien (Marie-Hélène), Rozier (Sabine), Willemez (Laurent), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229.
- Dauvin (Pascal), Siméant (Johanna) et C.A.H.I.E.R., *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- Dreyfus (François G.), « Le poids de la démocratie chrétienne », *Revue française de science politique*, vol. 40, n°6, 1990, p. 845-863.
- Duriez (Bruno), Sawicki (Frédéric), « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale. Le cas de la CFDT », *Politix*, n°63, 2003, p. 17-51.
- Duriez (Hélène), « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, n°68, 2004, p. 165-199.
- Ethuin (Nathalie), « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, n°63, 2003, p. 145-168.
- Favre (Pierre), Fillieule (Olivier), « La manifestation comme indicateur de l'engagement politique », in Perrineau (Pascal) (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, PFNSP, 1994, p. 115-139.
- Fillieule (Olivier), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 199-217.
- Fillieule (Olivier), Blanchard (Philippe), Agrikoliansky (Eric), Bandler (Marko), Passy (Florence), Sommier (Isabelle), « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militants,

- multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, vol.17, n°68, 2004, p. 13-48.
- Fretel (Julien), « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les « militants » de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 77-89.
- Gaxie (Daniel), « Les logiques du recrutement politique », *Revue française de science politique*, vol. 30, n°1, 1980, p. 5-45.
- Gaxie (Daniel), « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol.27, n°1, 1977, p. 123-154.
- Gaxie (Daniel), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de Science Politique*, vol.11, n°1, 2005, p. 157-188.
- Gaxie (Daniel), Offerlé (Michel), « Les militants syndicaux et associatifs au pouvoir ? Capital social collectif et carrière politique », in Birnbaum (Pierre) (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir. 1981-1985*, Paris, PUF, 1985, p. 105-138.
- Georgakakis (Didier), « Une mobilisation formatrice : les eurofonctionnaires contre la réforme du statut (printemps 1998) », in Georgakakis (Didier) (dir.), *Les métiers de l'Europe politique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2002, p. 55-83.
- Giugni (Marco), *Entre stratégie et opportunité. Les nouveaux mouvements en Suisse*, Zurich, Seismo, 1995.
- Héran (François), « Un monde sélectif : les associations », *Économie et statistique*, n°208, 1988, p. 17-31.
- Juhem (Philippe), *SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique ». Contribution à l'analyse des transformations des représentations politiques après 1981*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-X Nanterre, 1998.
- Juhem (Philippe), « La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 131-154.
- Kriegel (Annie), avec la collaboration de Bourgeois (Guillaume), *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Le Seuil, 1985.
- Lafont (Valérie), « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p. 175-198.
- Lazar (Marc), *Maisons rouges*, Paris, Aubier, 1992.
- McAdam (Doug), « Recruitment to High Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol.92, n°1, 1986, p. 64-90.
- McAdam (Doug), *Freedom Summer*, New York, Oxford University Press, 1988.

- McAdam (Doug), Paulsen (Ronelle), « Specifying Relationship Between Social Ties and Activism », *American Journal of Sociology*, vol.99, n°3, 1993, p. 640-667.
- Mauger (Gérard), Fossé-Poliak (Claude), « La politique des bandes », *Politix*, n°14, 1991, p. 27-43.
- Mayer (Sophie), *L'engagement politique au lendemain du 21 avril 2002 : exemple des nouveaux jeunes adhérents dans les partis politiques*, Mémoire de maîtrise de sociologie, Université Marc Bloch de Strasbourg, 2003.
- Matonti (Frédérique), Poupeau (Franck), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 5-11.
- Moncourtois (Florence), *Les jeunes dirigeants politiques français, le cas des responsables nationaux des mouvements de jeunesse politiques*, Thèse de science politique, Université Paris I, 1997.
- Montlibert (Christian de), *Crise économique et conflits sociaux*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Offerlé (Michel), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 2002 (1<sup>ère</sup> éd. 1987).
- Offerlé (Michel), *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998.
- Orfali (Birgitta), « Le droit chemin et les mécanismes de l'adhésion politique », in Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal) (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 119-134.
- Ostrogorski (Moisei), *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard, 1993 (1<sup>ère</sup> éd. 1903).
- Passy (Florence), *L'Action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Droz, 1998.
- Passy (Florence), « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie », in Fillieule (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 111-130.
- Péchu (Cécile), « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol.51, 2001, p. 73-103.
- Pennetier (Claude), Pudal (Bernard), « La certification scolaire », *Politix*, n°35, 1996, p. 69-88.
- Pouvoirs*, n°39, 1986.
- Pudal (Bernard), « Les dirigeants communistes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°71-72, 1988, p. 46-70.
- Pudal (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.



- Pudal (Bernard), « Un usage oblique de la biographie de Marcel Léger, député ouvrier et catholique de 1919 à 1924 », in *Convergences, études offertes à Marcel David*, Paris, Éd. Calligrammes, 1991, p. 371-389.
- Rey (Henri), Subileau (Françoise), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, PFNSP, 1991.
- Reynaud (Emmanuelle), « Le militantisme moral », in Mendras (Henri) (dir.), *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, NRF, 1980, p. 271-286.
- Sawicki (Frédéric), *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- Sawicki (Frédéric), « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Lagroye (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 123-146.
- Siméant (Johanna), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.
- Siméant (Johanna), « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in Hamann (Philippe), Méon (Jean-Mathieu), Verrier (Benoît) (dir.), *Discours savants, discours militants. Mélange de genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 17-53.
- Siméant (Johanna), « Un humanitaire « apolitique » ? », in Lagroye (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 163-196.
- Snow (David A.), Zurcher (Louis A.), Elkand-Olson (Sheldon), « Social Networks and Social Movements: a Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American sociological Review*, 45-5, 1980, p. 787-801.
- Snow (D.), Rochford (E.B.), Worden (S.), Benford (R.), « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51 (4), 1986, p. 464-481.
- Snow (D.), Benford (R.), « Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization », in Klandermans (B.), Kriesi (H.), Tarrow (S.) (eds.), *From Structure to Action: Comparing Social Movement Research across Cultures*, Greenwich, JAI Press, 1988, p. 197-217.
- Tissot (Sylvie), « Les reconversions militantes », in Tissot (Sylvie) (dir.), avec Gaubert (Christophe), Lechien (Marie-Hélène), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, p. 9-17.
- Verrier (Benoît), *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Robert Schuman Strasbourg 3, 2003.

Weisben (Julien), « Instituer la « société civile européenne » : la contribution des mouvements fédéralistes. L'expérience du Forum permanent de la société civile », à paraître.

Yon (Karel), « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n°70, 2005, p. 137-167.

Ysmal (Colette), *Les partis sous la cinquième République*, Paris, Montchrestien, 1990.

## 8. Étudiants et politique

Bargel (Lucie), *La socialisation politique dans les syndicats étudiants. Apprentissages de pratiques politiques et des identités de genre. SUD Étudiant Sciences Po et UNI Sciences Po*, Mémoire de DEA, EHESS, 2002.

Blainrue (Alain), « Le syndicalisme étudiant », *Pouvoirs*, n°26, 1983, p. 117-123.

Bruneau (Yvan), « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, n°57, 2002, p. 183-211.

Delsaut (Yvette), « Les opinions politiques dans le système des attitudes : les étudiants en lettres et la politique », *Revue française de sociologie*, XI, 1970, p. 45-65.

Eymeri (Jean-Michel), *La fabrique des énarques*, Paris, Economica, 2001.

Favre (Pierre), Offerlé (Michel), « Connaissances politiques, compétence politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue française de science politique*, vol.52, n°2-3, 2002, p. 201-232.

Fournière (Michel), Borella (François), *Le syndicalisme étudiant*, Paris, Seuil, 1957.

Génicot (Geneviève), « À l'école buissonnière du lobbying. L'élite étudiante de l'ESIB », in Michel (Hélène) (dir.), *Lobbyistes et lobbying de l'Union européenne. Trajectoires, formations et pratiques des représentants d'intérêts*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2006, p. 113-141.

Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante, intégration, participation, mobilisation*, Paris, PUF, 1997.

Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique et la société », in Galland (Olivier) (dir.), *Le monde des étudiants*, Paris, PUF, 1995, p. 127-163.

Lipset (Seymour), *Student politics*, New York, London, Basics books, 1967.

Lipset (Seymour), « Les étudiants et la politique dans une perspective comparative », *Articles et documents*, 5-12, juillet 1968.

Monchablon (Alain), *Histoire de l'UNEF de 1956 à 1968*, Paris, PUF, 1983.

Michel (Hélène), « Satisfaire son public au risque de le désenchanter ? Le cours de « Science politique de l'Europe » à Strasbourg », *Politique européenne*, n°14, 2004, p. 81-104.

Michon (Sébastien), « Devenir stagiaire au Parlement européen : une entrée dans l'espace politique européen », *Regards sociologiques*, n°27-28, 2004, p. 85-95.

Muxel (Anne) avec Catzaras (Nicolas), Chiche (Jean), Maurer (Sophie), Tiberj (Vincent), *Les étudiants de Sciences Po. Leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

Newcomb (Theodore M.), *Personality and social change. Attitude Formation in a Student Community*, New York, Dryden Press, 1957 (1<sup>st</sup> ed. 1943).

Newcomb (T.M.), Koenig (K.E.), Flacks (R.), Warwick (D.P.), *Persistence and Change: Bennington College and its Students after 25 Years*, New York, Wiley, 1967.

Schnabel (Virginie), « Élités européennes en formation. Les étudiants du "Collège de Bruges" et les études », *Politix*, n°43, 1998, p. 33-52.

Touraine (Alain), *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Paris, Éd. du Seuil, 1968.

Yon (Karel), « L'incorporation de l'autorité sociale chez les militants du Bureau national de l'UNEF-ID. Production et reproduction d'une " élite militante ", *Les Cahiers du GERME*, spécial n°4, mars 2003.

**Figure 19 : Légende des analyses des correspondances multiples (ACM)**

?: sentiment de maîtrise des questions politiques  
A projet : avoir un projet professionnel  
Adh parents syndicat : au moins un parent a adhéré à un syndicat  
Assoce : adhérer à une association  
Aucun log (ou logement) : les parents de l'étudiant ne sont propriétaires d'aucun logement  
Bac pro : l'étudiant est titulaire d'un bac professionnel  
Bac tech : l'étudiant est titulaire d'un bac technique  
Bcp : beaucoup  
Biblio : fréquenter une bibliothèque  
Candidat éle : au moins un parent a été candidat à une élection  
Chance tfaible : étudiant perçoit ses chances de réussite aux examens comme très faibles  
Cité u : l'étudiant réside en cité universitaire  
Comp- : l'étudiant s'estime peu compétent pour effectuer des études longues  
Difficult : éprouver des difficultés à suivre les enseignements  
Europe : l'Europe comme sujet politique préféré  
Gpp : questions relatives au grand-père paternel  
Int : intérêt politique  
Jms journée : jamais passer une journée sans suivre l'actualité politique  
Monde : lecture du *Monde*  
M : mère (indicateur concernant la mère)  
Niv bac+4 : l'étudiant aspire à atteindre un niveau d'étude à bac+4  
NSP vote m : réponse ne sait pas à la question sur le vote de la mère  
P : père (indicateur concernant le père)  
P<6000 : revenus mensuels du père estimé par l'étudiant inférieurs à 6000 francs  
P cadre sup fct publique : père cadre supérieur de la fonction publique  
P interPrivé : père exerçant une profession intermédiaire dans le secteur privé  
P etud qqfois : discussion avec son père à propos des études  
P NR prof : non réponse à la question sur la profession du père  
P prof libérale : père exerçant une profession libérale  
P sans dip : père sans diplôme  
P sans prof : père sans profession  
Pol peu : peu d'intérêt pour la politique  
Qqfois : quelquefois  
Quot : lecture de quotidien  
Quot reg : lecture d'un quotidien régional  
Région : lecture d'un quotidien régional  
Svt : souvent  
Tsvt : très souvent  
Tt : tout  
TV svt : regarder souvent les émissions politiques à la télévision  
V12=0 : non réponse à la variable V12 (axe gauche-droite)  
Week svt : étudier souvent le week-end

# Annexes



# Préambule : Indications sur les techniques statistiques utilisées

Test du khi-deux, régression logistique, analyse des correspondances multiples (ACM) accompagnée de classifications hiérarchiques ascendantes représentent les principales techniques statistiques utilisées dans le cadre de cette recherche. En ce sens, nous proposons quelques indications sur celles-ci.

## Principe du test d'indépendance du khi-deux<sup>1024</sup>

De nombreux tableaux croisés sont utilisés dans le cadre de cette thèse, sur lesquels le test d'indépendance du khi-deux est systématiquement appliqué. Ce faisant, nous proposons une présentation théorique de ce test statistique des plus classiques, suivie d'un exemple.

Soient 2 variables qualitatives :

$x_1, x_2, \dots, x_r$  : r modalités de X

$y_1, y_2, \dots, y_s$  : s modalités de Y

$H_0$  : les deux variables X et Y sont indépendantes

On tire un n-échantillon

	$y_1$	.....	$y_j$	.....	$y_s$	total
	.....	....	.....	....	.....	
$x_1$	$N_{11}$	.....	$N_{1j}$	.....	$N_{1s}$	$N_{1.}$
.	.	..	.	..	.	.
.	.	.	.	.	.	.
$x_i$	$N_{i1}$	.....	$N_{ij}$	.....	$N_{is}$	$N_{i.}$
.	.	....	.	....	.	.
.	.	.	.	.	.	.
$x_r$	$N_{r1}$	.....	$N_{rj}$	.....	$N_{rs}$	$N_{r.}$
.	.	....	.	....	.	.
total	$N_{.1}$	.....	$N_{.j}$	.....	$N_{.s}$	n

$N_{ij}$  = nombre aléatoire d'individus possédant la modalité  $x_i$  de X et  $y_j$  de Y dans n'importe quel échantillon aléatoire de taille n.

$$N_{i.} = \sum_{j=1}^{j=s} N_{ij}$$

$$N_{.j} = \sum_{i=1}^{i=r} N_{ij}$$

$$C_{ij} = (N_{i.} * N_{.j}) / n$$

<sup>1024</sup> Document distribué aux étudiants de deuxième année en tant que formulaire dans le cadre du cours de statistiques dispensés par Jacqueline Igersheim à la faculté des sciences sociales de Strasbourg.

L'indépendance du couple X,Y implique que le caractère

$$X^2 = \sum_{i,j} (N_{ij} - C_{ij})^2 / C_{ij} \text{ suit un } \chi^2 \text{ à } (r-1)(s-1) \text{ degrés de liberté}$$

dès que « n est grand »  $\implies c_{ij} > 5$  pour tout i et j

### TEST

1)  $R_1 = \varepsilon \implies q_{(r-1)(s-1)}$

2)  $I_A = (0, q_{(r-1)(s-1)})$

3) Si  $x^2 = \sum_{i,j} (n_{ij} - c_{ij})^2 / c_{ij} > q_{(r-1)(s-1)}$  rejet de  $H_0$  au seuil  $\varepsilon$  : X et Y sont dépendantes

Si  $x^2 = \sum_{i,j} (n_{ij} - c_{ij})^2 / c_{ij} < q_{(r-1)(s-1)}$  acceptation de  $H_0$  jusqu'à nouvel ordre

Soit deux exemples d'application du test du khi-deux.

#### - Exemple 1 :

Nous prenons ici un premier exemple avec un tableau croisé entre le vote aux dernières élections étudiantes et l'intérêt politique (enquête n°1, n=801).

Population= {étudiants des 3 universités strasbourgeoises}

A chaque individu, nous pouvons associer le couple de variables aléatoires (X, Y)

X : Avez-vous voté aux dernières élections étudiantes ?

Il existe 2 modalités de réponses :  $x_1 = \text{où}$   $x_2 = \text{non}$

Y : Êtes-vous intéressé par la politique ?

5 modalités de réponses :  $y_1 = \text{pas du tout}$   $y_2 = \text{un peu}$   $y_3 = \text{moyennement}$   $y_4 = \text{assez}$   
 $y_5 = \text{beaucoup}$

Problème posé : est ce que le fait de voter aux dernières élections étudiantes et l'intérêt porté à la politique de manière générale sont liés ?

Posons l'hypothèse suivante :

$H_0$  : les variables X et Y sont indépendantes

Ce qui signifie qu'il n'y a aucun lien entre le fait de voter aux dernières élections étudiantes et l'intérêt porté à la politique

Résolution du problème : On ne peut interroger la population toute entière, on va interroger un échantillon de taille 801

1) *Cadre théorique* : avant d'interroger les étudiants, on pose la théorie comme suit :

$N_{ij}$  = nombre d'étudiants ayant voté aux dernières élections étudiantes selon la modalité  $x_i$  de X et qui sont intéressés par la politique selon la modalité  $y_j$  de Y dans des 801 échantillons

Les  $N_{ij}$  sont des variables aléatoires au nombre de  $10=5*2$

Si  $H_0$  est vrai, c'est-à-dire s'il y a indépendance entre X et Y, alors ces variables aléatoires devraient être les mêmes que les variables aléatoires  $C_{ij}$



$C_{ij} = \frac{N_{i.} \times N_{.j}}{n}$  = nombre d'étudiants ayant voté aux dernières élections étudiantes selon la modalité  $x_i$  de X et qui sont intéressés par la politique selon la modalité  $y_j$  de Y dans des 801 échantillons si  $H_0$  est vrai

Appliquons le théorème :

Si  $H_0$  est vrai et que « n est grand », alors la variable aléatoire

$$\chi^2 = \sum_{i=1}^{i=2} \sum_{j=1}^{j=5} \frac{(N_{ij} - C_{ij})^2}{C_{ij}}$$
 suit une loi du Khi-Deux à  $(2-1)*(5-1)=4$  degrés de liberté

2) Situation après collecte de l'échantillon :

$n_{ij}$  = nombre d'étudiants ayant voté aux dernières élections étudiantes selon la modalité  $x_i$  de X et qui sont intéressés par la politique selon la modalité  $y_j$  de Y dans l'échantillon recueilli de taille 801.

Les  $n_{ij}$  sont des nombres au nombre de  $10=5*2$

Si  $H_0$  est vrai, c'est-à-dire qu'il y a indépendance entre X et Y, alors ces nombres ne devraient pas s'éloigner des nombres  $c_{ij}$  calculés comme suit

$c_{ij} = \frac{n_{i.} \times n_{.j}}{n}$  = nombre d'étudiants de l'échantillon qui auraient voté aux dernières élections étudiantes selon la modalité  $x_i$  de X et qui sont intéressés par la politique selon la modalité  $y_j$  de Y si  $H_0$  est vrai

$n_{ij}$ $c_{ij}$	Pas du tout	Un peu	moyen	Assez	beaucoup	Total
Contribution au Khi-deux						
Oui	39 53,2 0,98	88 98,9 1,20	114 107,3 0,41	109 97,4 1,38	48 41,2 1,11	398
Non	68 53,8 3,73	111 100,1 1,18	102 108,7 0,41	87 98,6 1,37	35 41,8 1,09	403
Total	107	199	216	196	83	801

Exemple : chiffre 1 :  $n_{11} = 39$  étudiants ont voté aux dernières élections étudiantes et ne sont pas du tout intéressés par la politique.

Chiffre 2 :  $c_{11} = \frac{107 \times 398}{801} = 53,2$  = on devrait observer 53,2 étudiants ayant voté aux dernières élections étudiantes et n'étant pas du tout intéressés par la politique s'il y a indépendance entre les deux variables.

Chiffre 3 =  $\frac{(n_{11} - c_{11})^2}{c_{11}} = \frac{(39 - 53,2)^2}{53,2} = 0,98$  = contribution de la cellule au calcul du Khi-deux observé.

On peut appliquer le test car au moins 80% des  $c_{ij}$  sont supérieurs à 5, d'ailleurs tous les  $c_{ij}$  le sont : le test est valide

TEST :

1)  $\varepsilon=5\%$  → table du khi-deux  $t= 9,49$

2)  $P(\chi^2 < 9,49) = 95\%$

Si il y a indépendance, nous avons 95% de probabilité pour que la valeur calculée soit inférieure à 9,49

$$3) \chi^2 = \sum_{i=1}^{i=2} \sum_{j=1}^{j=5} \frac{(n_{ij} - c_{ij})^2}{c_{ij}} = 0,98 + 1,20 + 0,41 + 1,38 + 1,11 + 3,73 + 1,18 + 0,41 + 1,37 + 1,09 = 12,86$$

$\chi^2 \geq 9,49 \Rightarrow$  l'hypothèse  $H_0$  est rejetée au risque de 5%

J'ai 5% de probabilité de me tromper en déclarant qu'il existe un lien entre le vote aux élections étudiantes et l'intérêt porté à la politique.

Quels liens ? Pourcentage ligne ou pourcentage colonne ?

*A priori* il semble logique que l'intérêt porté à la politique engendre un vote plus important aux élections étudiantes. Il est plus judicieux d'interpréter les % colonnes.

Tableau 1 : Avez-vous voté aux dernières élections étudiantes ? / Êtes-vous intéressé par la politique

% colonnes	Pas du tout	Un peu	moyen	Assez	beaucoup
Oui	36,45%	44,2%	52,8%	55,6%	57,8%
Non	63,55%	55,8%	47,2%	44,4%	42,2%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Plus l'intérêt porté à la politique est important et plus le vote aux élections étudiantes est fort, allant de 36,4% pour ceux qui ne s'y intéressent pas du tout à 57,8% pour ceux qui s'y intéressent beaucoup. Mais on peut quand même remarquer que même dans ce cas, ils ne sont qu'une petite majorité à voter aux élections étudiantes et que les pourcentages bougent peu à partir d'un intérêt moyen portée à la politique.

- **Exemple 2 :**

Un deuxième exemple est un tableau qui croise le vote aux dernières élections étudiantes avec l'inscription sur les listes électorales (Source : enquête n°1, n=801)

Tableau 2 : Avez-vous voté aux dernières élections étudiantes ? / Etes-vous inscrit sur les listes électorales

% ligne % colonne	inscrit	Pas inscrit	Total
Oui	325 81,7% 51,7%	73 18,3% 42,4%	398 49,7%
non	304 75,4% 48,3% %	99 12,4% 57,6%	403 50,3%
Total	629 78,5%	172 21,5%	801

Nombre de degré de liberté=1       $\chi^2 = 4,6$       prob= 0,032

Tableau 2 : La population est la même mais on veut voir s'il existe un lien entre le fait d'être inscrit sur les listes électorales et celui de voter au dernières élections étudiantes.

Chacune des deux variables possèdent seulement 2 modalités, ce qui donne un tableau 2x2  
Posons l'hypothèse d'indépendance entre ces deux variables.

L'échantillon est le même mais cette fois ci la variable  $\chi^2 = \sum_{i=1}^{i=2} \sum_{j=1}^{j=5} \frac{(N_{ij} - C_{ij})^2}{C_{ij}}$  suit un khi-deux à 1 degré de liberté.

Les effectifs théoriques  $c_{ij}$  sont tous supérieurs à 5 puisque le plus faible qui est  $c_{12} = \frac{172 \times 398}{801} = 85,5$  donc on peut appliquer le test :

Les résultats nous indiquent que la réalisation de cette variable est égale à 4,6, ce qui nous amène à un rejet de l'hypothèse au seuil de 5% puisque la valeur critique trouvée dans la table du khi-deux pour 1 degré de liberté et un risque de 5% est de 3,84.

Nous ne rejetons pas au risque de 1% puisque la valeur critique est alors de 6,63.

Prob=0,032=3,2% nous indique que nous pouvons aller jusqu'à un risque de 3,2% de rejeter l'hypothèse, en dessous de ce risque nous ne pouvons pas rejeter  $H_0$ .

Pourcentage colonne : Remarquons que 51,7% des étudiants inscrits sur les listes électorales ont voté aux dernières élections étudiantes alors que 42,4% de ceux qui ne sont pas inscrits l'on fait.

## Principe de la régression logistique

Après avoir présenté une définition rapide de la régression logistique, il s'agira de relever différentes contraintes.

### Définition

Le principe de la régression est d'expliquer une variable par un ensemble de variables. Si la variable à expliquer est une variable dichotomique (ou binaire) – par exemple le sexe (masculin/féminin) ou l'abstention (on a voté ou pas) –, on procède à une régression logistique. La régression permet de répondre à une difficulté d'interprétation liée au fait que des variables peuvent en cacher d'autres. Par exemple, dans les enquêtes sur les étudiants, les différences suivant la filière d'études peuvent refléter des différences suivant le sexe, le type de bac ou l'origine sociale. La régression permet effectivement d'isoler l'effet propre d'une variable en neutralisant les effets respectifs des autres variables. En séparant les effets on peut raisonner « toutes choses égales d'ailleurs », ce qui n'est pas le cas de l'analyse multivariée et de l'analyse factorielle de correspondances (ne serait-ce que parce que l'on ne peut multiplier les critères sans se retrouver très vite avec un très petit nombre d'individus par case)<sup>1025</sup>. Cette technique est utilisée dans diverses recherches. Trois exemples :

- L'explication du vote. Le Centre de la vie politique française explique le vote à droite avec des variables exogènes telles que l'âge, la profession ou la pratique de la religion catholique<sup>1026</sup>. L'objectif est par exemple de savoir si la profession est plus explicative que l'âge ou que la pratique religieuse, etc.
- L'effet établissement. G. Felouzis cherche à expliquer l'accès en licence trois ans après l'entrée à l'université suivant le lieu d'études (l'établissement), l'origine sociale,

<sup>1025</sup> Pour une réflexion sur ces méthodes, voir Desrosières (Alain), « Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence : les ambiguïtés de la sociologie quantitative », *Genèses*, n°43, 2001, p. 112-127.

<sup>1026</sup> Voir entre autres : CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, PFNSP, 1990 ; Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur a ses raisons*, op. cit.

le sexe, l'âge, la série du bac et la mention au bac<sup>1027</sup>. Il montre ainsi que la réussite en deug peut-être davantage expliquée par le lieu d'études que par l'origine sociale.

- Les échanges verbaux entre parents et enfants. O. Galland cherche à expliquer les échanges verbaux sur les relations amoureuses ou les études entre parents et enfants<sup>1028</sup> suivant le sexe, l'âge, la taille de la fratrie, le niveau de formation, etc.

### *Des contraintes fortes*

L'usage de la régression logistique implique trois types de contraintes liées au caractère binaire de la variable à expliquer, du choix du modèle et de variables non dépendantes. La variable à expliquer est une variable binaire (vote à droite ou pas, titulaire du bac ou pas, réussite en première année ou pas). Certes, la différenciation est *a priori* aisée pour ce qui est du sexe (masculin/féminin) ou du bac (être titulaire du bac ou non). Cependant, pour certaines variables, il n'est pas toujours évident d'avoir des variables binaires. Par exemple, avec les échanges verbaux entre parents et enfants : à partir de quand a-t-on échangé, et à partir de quand il n'y a pas échangé ? On est parfois obligé de construire des catégories larges, et d'adopter un raisonnement manichéen, d'où un manque de précision. Toutefois, la méthode est de plus en plus développée pour des questions à trois ou quatre modalités.

La mise en œuvre de la régression logistique nécessite une réflexivité constante par rapport au choix des variables explicatives. Le modèle log-linéaire s'applique lorsque l'on dispose de peu de variables. Il est par conséquent nécessaire de sélectionner les variables. Or, les résultats dépendent de la sélection des variables. C'est-à-dire qu'il suffit d'introduire dans le modèle une variable très explicative pour que les effets des autres variables décroissent. Prenons l'exemple de l'accès en licence trois années après le bac. Si on fait un modèle avec le sexe et l'origine sociale, on trouve que le sexe est plus explicatif que l'origine sociale. Maintenant si on élabore un nouveau modèle avec ces mêmes variables mais en introduisant le lieu d'étude, on perçoit que l'influence de l'origine sociale va baisser en raison du caractère très explicatif du lieu d'étude. Dès qu'on introduit les propriétés scolaires, les propriétés sociales n'ont plus d'incidence sur la réussite. En conséquence, si le modèle occulte une variable importante, le résultat est biaisé. Cela est contraignant, d'autant plus qu'il s'agit de se limiter à un nombre de variables explicatives assez faible.

D'autre part, la sélection des variables explicatives doit aussi s'effectuer dans un souci de ne pas retenir des variables indépendantes entre elles. Il est par conséquent conseillé de ne pas mettre dans un même modèle la profession et les revenus, ou la profession et le niveau de diplôme. Cette contrainte peut amener à créer de nouvelles variables qui synthétisent plusieurs variables. Pour limiter les biais, l'enquêteur doit procéder à un travail de préparation important : appréhender les variables explicatives les plus pertinentes, repérer les variables explicatives qui sont dépendantes entre elles, tester plusieurs modèles, construire de nouvelles variables pour que le modèle soit efficace, faire de nouvelles hypothèses, etc.

### **Principe de l'analyse des données**

L'analyse des données est avant tout une technique descriptive qui ne vise pas à confirmer ou infirmer une théorie préalablement formulée<sup>1029</sup>. Elle porte sur des tableaux de contingence qui distribuent des individus suivant des modalités de variables. Les facteurs sont construits suivant la proximité entre les modalités. A. Desrosières relève que : « Les acteurs

---

<sup>1027</sup> Felouzis (Georges), « Repenser les inégalités à l'université... », art. cit.

<sup>1028</sup> Galland (Olivier), « Parler en famille : les échanges entre parents et enfants », art. cit.

<sup>1029</sup> Desrosières (Alain), « Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence... », art. cit., p. 125.

du théâtre ainsi mis en scène sont des *groupes* (ou même des *individus*), et non plus des *variables*. Les sujets des verbes sont, dans les phrases des interprétations, ces groupes (qui peuvent être définis par le sexe, l'âge, la CSP, etc.). Ceux-ci ont une existence autonome par rapport à la nomenclature exhaustive (à la différence des méthodes de régression logistique). Ces méthodes peuvent servir de façon classificatoire *a posteriori*, en regroupant (de façon ascendante) des individus, ou en découpant (de façon descendante) l'ensemble initial, après définition d'une « distance », minimisée à l'intérieur des classes et maximisée entre les classes<sup>1030</sup>. » L'analyse des données renvoie à deux groupes de méthode, l'analyse factorielle et la classification automatique : « L'analyse factorielle porte sur des nuages de points dont on cherche à trouver les directions d'allongement maximal (« axes factoriels »). [...] La classification automatique porte sur des ensembles d'individus qu'il s'agit de regrouper en catégories jugées homogènes au regard de tel ou tel critère<sup>1031</sup>. »

#### *L'analyse des correspondances multiples (ACM)*

Le principe de cette technique est de mettre plusieurs variables en correspondance : « Deux individus se ressemblent s'ils ont choisi globalement les mêmes modalités, ces modalités correspondent aux points moyens des individus qui les ont choisies et sont proches parce qu'elles concernent globalement les mêmes individus ou des individus semblables<sup>1032</sup>. » L'analyse s'appuie sur un tableau disjonctif avec en ligne des individus et en colonnes des modalités de variables nominales (des modalités de réponses à des questions). L'analyse des correspondances vise à étudier le nuage des individus (points-lignes) et le nuage des modalités (points-colonnes). Elle induit la transformation du tableau de données en profils-lignes et en profils-colonnes, la pondération des points par leurs profils marginaux, et le calcul de la distance du khi-deux, le calcul des contributions des variables puis la qualité de représentation de chaque modalité et de chaque individu.

#### *La classification hiérarchique ascendante : complémentarité avec l'analyse factorielle*

Le but d'une classification hiérarchique ascendante est de produire des groupements de lignes et de colonnes d'un tableau, afin de construire des classes d'individus ou de caractères et donc de créer une partition en agrégeant les éléments les plus proches. La classification complète et nuance les résultats de l'analyse des correspondances multiples, en remédiant aux difficultés d'interprétation, à la compression excessive des données, à la robustesse imparfaite des données, et enfin en facilitant la lecture des liaisons en ne focalisant pas l'analyse sur quelques facteurs<sup>1033</sup>.

Le modèle log-linéaire et l'analyse des correspondances multiples sont complémentaires : « Le modèle log-linéaire et l'analyse des correspondances ne répondent pas aux mêmes préoccupations et ne fournissent pas des résultats de même nature. Ce sont en fait des techniques complémentaires<sup>1034</sup>. »

---

<sup>1030</sup> Desrosières (Alain), « Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence... », art. cit., p. 126.

<sup>1031</sup> Volle (Michel), *Analyse de données*, Paris, Economica, 1985 (3<sup>ème</sup> éd.), p. 17.

<sup>1032</sup> Lebart (Ludovic), Morineau (Alain), Piron (Marie), *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, op. cit., p. 120.

<sup>1033</sup> *Ibid.*, p. 185-186.

<sup>1034</sup> *Ibid.*, p. 295.

**Tableau A 1 : Comparaison entre l'approche suivant le modèle log-linéaire et les correspondances multiples**

<b>Modèle log-linéaire</b>	<b>Correspondances multiples</b>
- Description des interactions entre plus de deux variables dans un cadre inférentiel	- Description des liaisons entre les variables prises deux à deux sous forme essentiellement graphique
- Des hypothèses sur les liaisons doivent être formulées au préalable	- N'impose aucune hypothèse sur les liaisons mais impose une certaine homogénéité de l'ensemble des variables actives
- Est limité à peu de variables (en pratique moins de 5)	- N'est pas limitée dans le nombre de variables
- Méthode par essence confirmatoire, utilisée pour explorer l'univers des modèles. On cherche celui ou ceux qui s'adaptent le mieux aux observations	- Méthode descriptive et exploratoire de la structure intrinsèque des données
- Les individus n'apparaissent pas	- Les individus peuvent jouer un rôle central. L'analyse sert souvent à produire des typologies d'individus
- La notion de variable supplémentaire n'est pas directement pertinente	- La notion de variable supplémentaire est fondamentale

Source : Lebart (Ludovic), Morineau (Alain), Piron (Marie), *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, op. cit., p.297.

# Méthodologie de l'enquête n°1 (n=801) : politisation et orientation politique

Les données obtenues dans le cadre des enquêtes quantitatives sont le produit d'une construction. Sans reformuler l'ensemble des limites des questionnaires, il est néanmoins utile de rappeler le présupposé de ce type d'interrogation : les questions renvoient aux mêmes réalités pour l'ensemble des répondants. Puisque les sondages d'opinion n'atteignent qu'une partie des connaissances, il convient d'éviter la tentation de « la raison graphique<sup>1035</sup> », et de revenir sur les étapes de la construction des données. En effet, « les protocoles d'enquêtes quantitatives ont des limites qui sont souvent ignorées en vertu de l'aura de légitimité qui accompagne la production de chiffres<sup>1036</sup> ». Nous optons donc pour la connaissance critique et une perspective réflexive par rapport aux données produites et construites, et ce même si malheureusement « ce sont ceux qui commencent à ouvrir l'interrogation réflexive sur les données et leur construction, qui ont toutes les chances d'être lus avec le plus de doute critique et de suspicion par les lecteurs<sup>1037</sup> ».

Ce faisant, cette partie méthodologique vise à questionner le mode de production des données obtenues grâce à l'enquête par questionnaire n°1 (enquête n°1, n=801). Comment mesurer la politisation des étudiants ? Sur quels indicateurs repose l'analyse de la politisation ? Comment se répartissent-ils ? Comment se structurent-ils entre eux<sup>1038</sup> ? L'étude de la distribution et des liens entre les indicateurs de politisation et de positionnement politique doit ainsi permettre de mener une réflexion sur la fiabilité de l'instrument utilisé.

## Le questionnaire

Le questionnaire et le protocole de l'enquête n°1 (n=801) ont été fortement influencés par une pré-enquête<sup>1039</sup> réalisée en 2001.

Le questionnaire est formé de soixante-huit questions qui correspondent à soixante-dix-huit indicateurs répartis en trois catégories : le rapport à la politique des étudiants, celui des deux parents, et enfin les caractéristiques sociodémographiques. La pré-enquête a permis de tester la majorité des questions et d'éliminer les moins appropriées. Le questionnaire a été rempli par les étudiants sans autre vérification. La passation interroge ainsi la véracité des réponses. Néanmoins, le problème n'est pas tant de savoir si les enquêtés disent ou non la vérité, mais d'essayer de reconstruire des relations d'interdépendance<sup>1040</sup> en appréhendant la manière dont ils se présentent au cours d'une interrogation de ce type, et finalement l'image qu'ils souhaitent présenter. Ce ne sont pas les personnes « en soi » qui sont classées mais

---

<sup>1035</sup> Goody (Jack), *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979.

<sup>1036</sup> Joignant (Alfredo), « Pour une sociologie cognitive... », art. cit., p. 151.

<sup>1037</sup> Lahire (Bernard), *La culture des individus*, op. cit., p. 133.

<sup>1038</sup> Pour une réflexion en ce sens, voir Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), Sniderman (Paul M.) (dir.), *La démocratie...*, op. cit.

<sup>1039</sup> Pré-enquête effectuée dans le cadre d'un mémoire de maîtrise de sociologie auprès de 331 étudiants strasbourgeois en sociologie, droit, mathématiques, IUT information-communication, IUT scientifique (chimie et génie civil) et Institut d'Études Politiques (IEP)

<sup>1040</sup> Lahire (Bernard), *Tableaux de familles...*, op. cit.

leurs déclarations<sup>1041</sup>. L'enquête porte ainsi autant sur le niveau de politisation des étudiants de manière objective que sur la manière dont ils l'expriment et dont ils se présentent – c'est-à-dire d'un point de vue subjectif en rapport avec un éventuel « travail de figuration ». Finalement, que les réponses sur la politisation soient sincères, surévaluées ou sous-évaluées (volontairement ou non) importe assez peu, car l'intérêt pour la politique et la compétence sont en partie des facultés performatives<sup>1042</sup>.

Vingt-trois questions abordent les comportements politiques des étudiants. La politisation est ici sondée au moyen d'un ensemble d'indicateurs : l'inscription sur les listes électorales, la pratique du vote, l'activité politique, le suivi de l'actualité et des débats politiques, l'expression d'opinions politiques, la participation à une manifestation, le fait d'assister à des meetings politiques, l'adhésion à une association à caractère politique, un syndicat ou un parti<sup>1043</sup>. Attendu que la participation peut être ressentie comme un devoir ou une obligation morale, suscitant une surévaluation des pratiques<sup>1044</sup>, la multiplication des indicateurs vise à limiter ce type d'effets. Aucune question n'est posée sur la signature de pétitions – indicateur peu pertinent compte tenu de la multiplication de ce phénomène dans la rue à des fins pécuniaires – sur les « dispositions à l'engagement<sup>1045</sup> », car comme le précise P. Le Galès « rarement mises en pratique<sup>1046</sup> ». Afin de ne pas multiplier les questions, le questionnaire n'interroge pas non plus le rapport au contexte politique et aux événements politiques.

Trois questions fermées portent sur les élections : l'inscription sur les listes électorales, la participation aux élections étudiantes et aux élections municipales de 2001 – précédente élection au moment de l'enquête. Même si la loi du 10 novembre 1997 indique que les jeunes qui atteignent l'âge de 18 ans font l'objet d'une inscription d'office sur les listes électorales, la déclaration de non inscription n'est pas isolée auprès de nombreux jeunes, et met en exergue une certaine méconnaissance. La participation aux élections étudiantes s'est bornée à une question à deux modalités (oui ou non). Au regard des résultats de la pré-enquête, demander aux étudiants pourquoi ils ne votent pas aux élections étudiantes présente en effet assez peu d'intérêt : outre le risque de donner l'impression de présenter un questionnaire construit par un syndicat étudiant, les réponses – peu nombreuses – étaient assez évasives : problème de communication, manque d'intérêt ou de temps.auprès d'étudiants dont les âges sont majoritairement compris entre 18 et 23 ans, il est également peu pertinent d'interroger la participation électorales à des scrutins trop lointains (présidentielle de 1995, législatives de 1997, régionales de 1998, européennes de 1999 ou même référendum de 2000). Seules les municipales de 2001, l'année précédent l'interrogation ont été retenues. La question sur la participation aux municipales de 2001 comporte trois modalités : « oui », « non car non inscrit », et « non pour d'autres raisons ». La modalité « non pour d'autres raisons » représente l'abstention. En fait, lorsque le questionnaire a été testé avec le mot

---

<sup>1041</sup> Voir Dubar (Claude), *La crise des identités*, op. cit., p. 204.

<sup>1042</sup> Voir Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit.

<sup>1043</sup> Sur les indicateurs de politisation, voir entre autres : Memmi (Dominique), « L'engagement politique », art. cit. ; Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), *Les comportements politiques*, op. cit. ; Braud (Philippe), *Sociologie politique*, op. cit. ; Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur à ses raisons*, op. cit.

<sup>1044</sup> Lagroye (Jacques), *Sociologie politique*, op. cit., p. 324.

<sup>1045</sup> Il s'agit de questions du type : « Seriez-vous prêt à faire partie des mouvements suivants : une association pour la défense des droits de l'homme ou contre le racisme, une association pour la défense de l'environnement, un syndicat ou une organisation professionnelle, un parti politique ? », Percheron (Annick), *Socialisation politique*, op. cit., p. 169.

<sup>1046</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique... », art. cit.



abstention, peu d'enquêtés qui n'avaient pas voté lors de la précédente élection ont coché la case abstention, car connotée négativement. Par exemple, certains, qui ne choisissaient aucune case, ont écrit à côté de la question : « je ne pouvais pas être là », « j'étais en vacances ». Et pour eux, cela n'était pas assimilable à de l'abstention.

Trois questions fermées portent sur le rapport à l'actualité politique : une générale, et deux centrées sur la fréquence de lecture d'un quotidien et de suivi des émissions politiques à la télévision (avec en exemple trois émissions diffusées sur des chaînes généralistes : *France Europe Express* sur France 3 tous les dimanches soirs, *Mots croisés* alors mensuellement sur France 2, et *Le Vrai Journal* tous les dimanches sur Canal Plus). Ces questions sont complétées par celles sur les journaux et magazines consultés, dont les plus en rapport avec l'actualité politique ont été codés spécifiquement. Alors qu'interroger sur la fréquence de lecture d'un quotidien évalue l'intensité d'exposition à l'information écrite, le questionnement sur le type de journaux lus le plus fréquemment vise à cerner la qualité de l'information en distinguant la presse nationale (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Canard Enchaîné*, *Charlie Hebdo*, etc.), les magazines d'actualité (*L'Express*, *Le Point*, *Le Nouvel Observateur*, etc.), et la presse davantage centrée sur les relations internationales (*Le Courrier international* et *Le Monde diplomatique*).

Deux questions abordent la politisation subjective. Même si la formulation de la question classique sur le sentiment de compétence politique (« la politique est quelque chose de trop compliqué pour vous ») a montré, lors de la pré-enquête, une possible attraction de la réponse négative (« pas du tout d'accord » ou « plutôt pas d'accord »), cette assertion a tout de même été conservée, car elle demeure relativement liée aux autres indicateurs de politisation. Cette question a néanmoins été complétée par une question sur le sentiment de maîtrise des questions politiques, en partie afin de contrôler les réponses à la précédente question.

Trois questions portent sur l'intérêt politique. La première consiste à demander si les enquêtés s'intéressent à la politique, elle est, même pour les plus critiques des sondages d'opinions, considérée comme l'une des questions les plus pertinentes<sup>1047</sup>. Une deuxième, fermée, porte sur la plus grande sensibilisation à la politique avant les élections et une troisième, ouverte, interroge le sujet politique préféré. Cette dernière, remplace en fait une question testée lors de la pré-enquête sur les rubriques lues dans les journaux qui s'est révélée assez peu adaptée puisqu'un tiers ont répondu lire toutes les rubriques. Une question plus large sur le sujet politique permet de sonder l'intérêt d'un point de vue qualitatif en contournant ces difficultés.

Afin de cerner la proximité avec l'activité politique, des pratiques politiques plus actives sont questionnées telles que la participation récente à une manifestation et un meeting politique, ainsi que la connaissance de militants. Il n'est pas demandé à quelles manifestations les étudiants avaient participé, question qui lors de la pré-enquête avait donné des réponses assez exclusives : manifestations lycéennes, étudiantes ou anti-racistes. Un tableau est également consacré à l'engagement politique en demandant l'adhésion à une association, un syndicat étudiant et un parti politique.

Le positionnement sur un axe gauche/droite de l'étudiant et l'éventuelle proximité par rapport à un parti politique représentent les deux indicateurs utilisés pour appréhender l'orientation politique des étudiants. La question sur le positionnement sur l'axe gauche/droite, question classique des enquêtes sur les comportements politiques<sup>1048</sup>, se base sur une échelle de sept cases allant de l'extrême gauche à l'extrême droite. L'axe comporte sept cases : trois à gauche, trois à droite, et une au centre – c'est-à-dire la quatrième case.

---

<sup>1047</sup> Champagne (Patrick), *Faire l'opinion*, op. cit., p. 33.

<sup>1048</sup> Voir Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion...*, op. cit.

L'autre question sur la proximité avec un parti a pour intitulé exact : « De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ? » Une limite à ces indicateurs réside dans leur trop grand nombre de modalités (neuf modalités pour le positionnement sur l'axe et douze pour la proximité avec un parti) qui tend à rendre quasiment systématiquement le test du khi-deux non valide<sup>1049</sup>.

En second lieu, seize questions sont consacrées aux pratiques politiques des deux parents : quatorze sur la participation politique (vote, expression d'opinions, intérêt pour la politique, suivi de l'actualité, lecture de journaux, adhésion à des organisations politiques, candidature à une élection) et deux sur leur positionnement politique (axe gauche/droite). Or, les réponses à ces questions reposent sur les perceptions que les étudiants ont de leurs parents, ce qui introduit une limite à l'enquête<sup>1050</sup>. D'autres limites concernent l'absence de questions sur les sujets de discussion avec les parents, que l'on sait néanmoins se distribuer différemment suivant les familles<sup>1051</sup>, et sur d'autres liens de parenté (grands-parents, frères et sœurs).

En troisième lieu, le questionnaire comprend trente-deux indicateurs de type sociodémographique (sexe, âge, pratique d'une religion, loisirs, ainsi que les professions, diplômes et nationalités des parents) et cinq de type scolaire (filière d'études, année d'études, type de bac, mention au bac et nombre d'années de retard). Les questions sur les comportements politiques, qui forment le centre de l'étude, suivent directement celle sur la filière d'études qui débute le questionnaire, alors que celles sur les professions, diplômes, revenus et la nationalité des parents, qui ont souvent un taux élevé de non-réponses ou de réponses évasives, sont placées à la fin.

---

<sup>1049</sup> Voir la nécessité d'avoir 80% des cij supérieurs à 5 au niveau du test du khi-deux d'indépendance.

<sup>1050</sup> Voir Tournier (Vincent), « Filiation et politique... », art. cit.

<sup>1051</sup> Galland (Olivier), « Parler en famille : les échanges entre parents et enfants », art. cit.

**Figure A 1 : Questionnaire sur le rapport à la politique des étudiants (Enquête n°1, n=801)**

1. En quelle filière et en quelle année étudiez-vous actuellement ? .....
2. Etes-vous inscrit sur les listes électorales ? 1 ☐ oui 2 ☐ non
3. Avez-vous voté aux Municipales en 2001 ? 1 ☐ oui 2 ☐ non, car non inscrit 3 ☐ non, pour d'autres raisons
4. Votez-vous pour les élections étudiantes ? 1 ☐ oui 2 ☐ non
5. Regardez-vous des émissions politiques (France Europe Express, Mots croisés, Le vrai journal, etc.) ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
6. Vous arrive t-il de passer toute une journée sans suivre l'actualité politique ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
7. Etes-vous plus sensibilisé par la politique lorsqu'il va y avoir des élections ? 1 ☐ oui 2 ☐ non
8. Précisez à quand remonte la dernière manifestation à laquelle vous avez participé ?  
1 ☐ derniers jours 2 ☐ dernières semaines 3 ☐ l'année écoulée 4 ☐ au-delà 5 ☐ jamais
9. Avez-vous déjà assisté à un meeting politique ? 1 ☐ oui 2 ☐ non
10. Etes-vous intéressé par la politique ? 1 ☐ pas du tout 2 ☐ un peu 3 ☐ moyennement 4 ☐ assez 5 ☐ beaucoup

11. Adhérez-vous ou avez-vous adhéré à :

	Non	Oui	Si oui, lequel ou laquelle
une association			
un syndicat étudiant			
un parti politique			

12. Mettez une croix à l'endroit où vous situez votre vote sur l'axe droite/gauche  
Gauche 

--	--	--	--	--	--	--	--

 Droite ☐ ne sait pas

13. De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ?.....
14. Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « la politique est quelque chose de trop compliqué pour moi » ?  
1 ☐ tout à fait d'accord 2 ☐ plutôt d'accord 3 ☐ plutôt pas d'accord 4 ☐ pas d'accord du tout
15. Estimez-vous connaître les questions politiques ? 1☐ pas du tout 2☐ un peu 3☐ moyennement 4☐ assez 5☐ beaucoup
16. Quel est le sujet politique qui vous intéresse le plus ?.....
17. Lisez-vous un quotidien ? 1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
18. Quels journaux lisez-vous le plus fréquemment ?.....
19. Quels magazines lisez-vous le plus souvent ? .....
20. Dans votre entourage, connaissez-vous des militants politiques ? 1 ☐ oui 2 ☐ non 3 ☐ ne sait pas
21. En général, votre père vote-t-il lors des élections ? 1 ☐ oui 2 ☐ non 3 ☐ ne sait pas
22. Votre père suit-il les débats et l'actualité politique ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent 6 ☐ ne sait pas
23. Dans les conversations familiales, votre père exprime-t-il des opinions politiques ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
24. Votre père est-il intéressé par la politique ? 1 ☐ pas du tout 2 ☐ un peu 3 ☐ moyennement 4 ☐ assez 5 ☐ beaucoup

25. En général, votre mère vote-t-elle lors des élections ? 1  oui 2  non 3  ne sait pas
26. Votre mère suit-elle les débats et l'actualité politique ?  
1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent 6  ne sait pas
27. Dans les conversations familiales, votre mère exprime-t-elle des opinions politiques ?  
1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
28. Votre mère est-elle intéressée par la politique ? 1  pas du tout 2  un peu 3  moyennement 4  assez  
5  beaucoup
29. A votre connaissance, l'un de vos parents :

	Ne sait pas	Non	Oui	Si oui, lequel ou laquelle ?
adhère ou a adhéré à une association ?				
adhère ou a adhéré à un syndicat ?				
adhère ou a adhéré à un parti politique ?				
a été candidat à une élection ?				

30. Mettez un P à l'endroit où vous situez le vote de votre père et un M pour votre mère sur l'axe suivant :  
Gauche 

--	--	--	--	--	--	--	--

 Droite  ne sait pas

31. Est-ce que votre père lit des journaux ou magazines ? 1  non 2  oui, lesquels ?.....
32. Est-ce que votre mère lit des journaux ou magazines ? 1  non 2  oui, lesquels ?.....
33. Quel est le loisir préféré de votre père ?.....
34. Quel est le loisir préféré de votre mère ?.....
35. Quel est votre loisir préféré ?.....
36. Jouez-vous d'un instrument de musique ? 1  non 2  oui, lequel :.....
37. Combien de livres lisez-vous par an ?.....
38. Précisez à quand remonte le dernier livre lu ? 1  derniers jours 2  dernières semaines 3  derniers mois 4  au-delà
39. Pratiquez-vous régulièrement une activité physique et sportive ? 1  non 2  oui, laquelle :.....
40. Allez-vous au théâtre ou à l'opéra ? 1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
41. Allez-vous à des spectacles sportifs ? 1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
42. Avez-vous pour habitude de prendre la parole en public ?  
1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
43. Quel est votre type de logement ? 1  chez vos parents 2  cité U 3  appartement 4  autre :.....
44. Exercez-vous une activité rémunérée ?  
1  non 2  pendant les vacances 3  occasionnellement 4  régulièrement durant l'année
45. Etes-vous boursier ? 1  oui 2  non
46. Quel bac avez-vous obtenu ?.....
47. Avez-vous eu une mention au bac ? 1  non 2  oui : laquelle ?.....
48. Sexe : 1  masculin 2  féminin
49. Année de naissance ?.....

50. Pratiquez-vous régulièrement une religion ? 1  non 2  oui : laquelle ?.....
51. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre père :.....
52. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu :.....
53. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre mère :.....
54. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'elle a obtenu :.....
55. Vos parents habitent-ils une commune ?  
 1  de moins de 2 000 habitants 2  de 2 000 à 10 000 habitants 3  de 10 000 à 40 000 habitants 4  
 de 40 000 à 100 000 habitants 5  de plus de 100 000 habitants
56. Quelle est la nationalité de votre père ?..... de votre mère ?.....
57. De combien de logements vos parents sont-ils propriétaires ? 1  aucun 2  un 3  deux 4  trois  
 et plus
58. Dans quelle tranche situez-vous les revenus mensuels totaux de votre père ?  
 1  < 6000 francs 2  6000-10000 francs 3  10000-15000 francs 4  15000-20000 francs  
 5  20000-30000 francs 6  30000-40000 francs 7  40000-50000 francs 8  > 50000 francs
59. Dans quelle tranche situez-vous les revenus mensuels totaux de votre mère ?  
 1  < 6000 francs 2  6000-10000 francs 3  10000-15000 francs 4  15000-20000 francs  
 5  20000-30000 francs 6  30000-40000 francs 7  40000-50000 francs 8  > 50000 francs
60. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père paternel ?.....
61. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?.....
62. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père maternel ?.....
63. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?.....

## Les conditions de l'enquête

L'enquête s'est déroulée sur une période relativement courte (entre le 26 novembre 2001 et le 13 mars 2002). Le contexte de la passation du questionnaire jouant un rôle<sup>1052</sup>, il s'agit de rendre compte des situations rencontrées. À l'IEP, en droit, sociologie et STAPS, des enseignants ont fait passer le questionnaire lors de séances de travaux dirigés, soit avec des consignes données à l'avance, soit en notre présence. En biologie, mathématiques, pharmacie, sciences économiques, écoles d'ingénieur et de commerce et IUT, l'accès aux étudiants s'est effectué dans les couloirs, devant les amphithéâtres et les salles de cours, avant ou après des enseignements. Ce choix se base sur le principe suivant : tous ceux qui vont en cours ou en travaux dirigés passent par le couloir. Par cette méthode, ceux qui ne suivent pas les cours où la présence n'est pas obligatoire, parmi lesquels on recense ceux qui travaillent, n'ont pas été abordés. Compléter le questionnaire a nécessité un temps compris entre 10 et 20 minutes. Lors de la passation dans les salles de cours, nous avons essayé d'être le plus fréquemment présent afin de contrôler les réactions et les biais possibles. Des échanges verbaux entre les élèves au sujet des questionnaires ont par exemple été observés à l'une ou l'autre reprise, soit pour critiquer des questions, soit pour comparer leurs réponses. Afin de limiter les échanges, une des stratégies adoptées a été de préciser, sur le ton de la plaisanterie, qu'il n'était pas nécessaire de copier sur le voisin.

D'autres limites concernent les refus de répondre. Ils se distinguent entre ceux motivés par le manque de temps ou d'intérêt (par exemple, deux amicalistes de sciences économiques ont refusé l'interrogation en prétextant être apolitique), et ceux non affirmés (par exemple quatre étudiants en sciences économiques ont laissé les questionnaires vierges sur un banc, ou encore trois étudiants en mathématiques sont partis en cours sans rendre le questionnaire). Plusieurs étudiants intrigués par le questionnaire nous ont interrogé sur son utilisation future. Une certaine méfiance a parfois été perçue après la passation. Par exemple, un étudiant en sciences économiques a précisé, en rendant le questionnaire, qu'il n'avait pas répondu à plusieurs questions qu'il jugeait indiscretes comme celles sur les revenus des parents. Sur le questionnaire, certains ont adjoint des commentaires, principalement à côté des questions relatives aux professions, diplômes et revenus des parents (questions « un peu pipo » ou « indiscretes »), et de l'axe gauche/droite (un étudiant en deug de sciences économiques a écrit à côté de l'axe : « n'a plus que peu de raison d'exister »). L'échantillon exploitable, qui se compose de 801 étudiants<sup>1053</sup>, diffère finalement quelque peu de notre échantillon « idéal » :

**Tableau A 2 : Composition de l'échantillon (Source : enquête n°1, n=801)**

	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>ème</sup> cycle	Total	%
Droit	41	38	79	10%
Histoire	44	23	67	8%
Sociologie	43	62	105	13%
Biologie	42	12	54	6,5%
Mathématiques	30	41	71	9%
Pharmacie	37	17	54	6,5%
Economie	41	22	73	8%
STAPS	50	52	102	13%

<sup>1052</sup> En ce sens, voir entre autres : Gaxie (Daniel), « Au-delà des apparences... », art. cit.

<sup>1053</sup> 106 questionnaires n'ont pu être exploités pour différentes raisons : incohérences, nombre trop élevé de non-réponses – car bien qu'indicatives, elles empêchent certaines opérations statistiques –, biais trop importants – il s'agit de 15 questionnaires réalisés auprès d'élèves en architecture au sein de l'école d'ingénieur. Pour ne pas introduire un biais et devant l'impossibilité d'en interroger d'autres, ils ont été mis de côté.

IEP	44	32	76	9,5%
Ecole d'ingénieur	-	36	36	4,5%
Ecole de commerce	-	31	31	4%
IUT info com	30	-	30	4%
IUT génie civil	33	-	33	4%
Total	435	366	801	100%
	54,5%	45,5%	100%	

Il comporte une part quasiment égale d'hommes et de femmes (399 hommes et 402 femmes). Les bacheliers scientifiques sont majoritaires (50%), par rapport aux ES (28%), L (14,5%) et technologiques ou professionnels (7,5%). Les catégories d'âge se répartissent assez uniformément autour d'une moyenne comprise entre 20 et 21 ans comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau A 3 : Distribution de l'âge des étudiants de l'échantillon (Source : enquête n°1, n=801)**

18 ans	19 ans	20 ans	21 ans	22 ans	23 ans et plus	Total
17%	16%	19%	21%	14%	13%	100%

Le codage permet de relever quelques incohérences – assez rares tout de même –, particulièrement au niveau de l'axe gauche/droite. Par exemple, des étudiants en première année d'histoire, en école de commerce ou IUT génie civil, ont coché la troisième case de l'axe (centre-gauche) tout en se déclarant proche de l'UDF ou du RPR. D'autres en deuxième année de mathématiques ont choisi la cinquième case de l'axe (centre-droit) tout en affirmant une proximité avec « les socialistes ». D'autres réponses *a priori* surprenantes concernent la lecture de quotidiens avec par exemple une étudiante en première année de pharmacie qui a cité un journal gratuit de petites annonces. Mais c'est la question sur la dernière profession du grand-père maternel qui recueille le plus de confusions. De nombreux étudiants donnent des réponses concernant leur grand-mère et non leur grand-père maternel, comme l'emploi du féminin en atteste : « vendeuse », « secrétaire », « mère au foyer », ou « institutrice ». Les nombreuses erreurs rendent cette question inexploitable. Le codage constitue effectivement une opération importante et délicate. C'est pourquoi concernant les professions, le code des professions et catégories socioprofessionnelles de l'INSEE fait office de référence<sup>1054</sup>. Pour cette enquête, le codage a néanmoins été ajusté. La catégorie des agriculteurs exploitants est regroupée avec les artisans/commerçants car ne concernant que trop peu d'individus (moins de 1%). De même, les professeurs du secondaire et les professions scientifiques sont adjoints aux cadres supérieurs de la fonction publique, les instituteurs et les professions intermédiaires de la santé dans le secteur public aux professions intermédiaires de la fonction publique. Une limite aux modalités proposées concerne l'absence de profession. La modalité « sans profession » inclut les chômeurs et les retraités sans plus de précision sur la profession auparavant exercée.

<sup>1054</sup> Desrosières (Alain), Thévenot (Laurent), *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, Repères, La découverte, 2000 (4<sup>e</sup> édition).

**Tableau A 4 : Professions des parents des étudiants (%) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Père	Mère
Non-réponse	5,5%	4%
Agriculteur	1%	0,5%
Artisan/commerçant et PDG	10%	3%
Profession libérale	8%	3,5%
Cadre supérieur de la fonction publique	2%	1%
Professeur du secondaire	4,5%	8%
Profession scientifique	2%	1%
Cadre supérieur du privé	8%	0,5%
Instituteur	2,5%	6,5%
Profession intermédiaire de la santé	1%	6,5%
Profession intermédiaire du public	3%	1%
Profession intermédiaire du privé	9%	3%
Technicien	9%	2%
Employé	10,5%	33,5%
Ouvrier	15%	3,5%
Sans profession	9%	22,5%
	100%	100%

Même si l'échantillon construit ne se veut pas représentatif de l'ensemble des filières étudiantes, il convient de contrôler les biais possibles en comparant certaines variables aux valeurs sur la population théorique, comme par exemple le sexe. Dans l'échantillon, la répartition par sexe est globalement respectée, hormis en IUT, où les femmes sont sous-représentées, ce qui s'explique par l'interrogation d'étudiants issus de la filière sur-masculinisée qu'est le génie civil.

**Tableau A 5 : Écarts sur la proportion de femmes dans l'échantillon par rapport à la population théorique (Source : enquête n°1, n=801)**

	Population théorique <sup>1055</sup>	Population observée	Différence entre la population observée et la population théorique
Droit	61,6%	68,35%	+6,75%
Histoire	-	52,24%	-
Sociologie	64,07%	74,29%	+10,22%
Biologie	-	64,81%	-
Mathématiques	36,8%	21,13%	-15,67%
Pharmacie	68,88%	68,52%	-0,36%
Sciences Eco	51,5%	38,1%	-13,4%
STAPS	31,9%	40,20%	+8,3%
IEP	57,93%	59,20%	+1,27%
Ecole d'ingénieur	-	11,11%	-
Ecole de commerce	41,2%	35,48%	-5,72%
IUT	52,7%	36,5%	-16,2%

<sup>1055</sup> Les chiffres pour la sociologie et l'IEP sont ceux de l'année scolaire 1999/2000 à Strasbourg. Ceux sur les mathématiques et les IUT sont issus de la DEP (*Repères et références statistiques*, 1996, p. 290) ; ceux pour droit, sciences économiques du *Recueil d'études sociales* n°21, 2001 ; ceux concernant STAPS et l'école de commerce du *Recueil d'études sociales* n°22, 2001.



## Des étudiants assez peu politisés

La constitution de l'échantillon ne permet pas d'obtenir une représentativité de l'espace étudiant. Néanmoins, l'enquête suffit à rejeter le constat d'étudiants unanimement politisés ou dépolitisés. Selon les indicateurs, entre 30% et 35% des étudiants présentent une politisation non négligeable, et entre 40% et 50% des étudiants apparaissent peu ou pas du tout politisés. Les étudiants interrogés ne semblent ni plus, ni moins intéressés par la politique que la population française prise dans son ensemble.

À la question sur l'intérêt politique, indicateur considéré comme « sûr » du degré réel de politisation<sup>1056</sup>, 10% se déclarent très intéressés, 24% assez, 27% moyennement, 25% peu et 13% pas du tout. Ces résultats sont proches de ceux de l'enquête du Centre de la vie politique française (CEVIPOF) en 1995 sur l'ensemble de la population, qui ne propose toutefois que quatre modalités de réponses possibles – 12% beaucoup intéressés par la politique, 37% assez intéressés, 36% peu intéressés, et 15% pas du tout intéressés<sup>1057</sup>, – ou de celle du CEVIPOF/CIDSP de 2002 où les jeunes de 18-24 ans sont 45% à s'intéresser à la politique<sup>1058</sup>.

**Tableau A 6 : Intérêt politique (Source : enquête n°1, n=801)**

Pas du tout	Un peu	Moyennement	Assez	Beaucoup	Total
13,36%	24,84%	26,97%	24,47%	10,36%	100%

Lire : 13,36% des étudiants interrogés ne s'intéressent pas du tout à la politique

Le suivi de l'actualité politique se distribue de manière relativement analogue : minoritaire, il ne concerne que 30% environ des étudiants interrogés (25% quelquefois, 44% peu ou pas du tout). Il s'effectue par l'intermédiaire de plusieurs types de médias. La télévision ne semble pas le principal vecteur d'information politique : moins de 20% des étudiants interrogés affirment regarder souvent ou très souvent les émissions politiques. La presse écrite constitue d'après les réponses un canal d'information politique davantage prisé, et surtout culturellement plus légitime. La lecture d'un quotidien apparaît fréquente pour 37% des étudiants interrogés, rare ou inexistante pour seulement 25% d'entre eux (contre 41% pour les émissions télévisées).

**Tableau A 7 : Passer une journée sans suivre l'actualité politique (Source : enquête n°1, n=801)**

Jamais	Rarement	Quelquefois	Souvent	Très souvent	Total
7,87%	23,22%	25,34%	24,34%	19,23%	100%

Lire : 7,87% des étudiants interrogés ne passent jamais une journée sans suivre l'actualité politique

**Tableau A 8 : Fréquence du suivi des émissions politiques à la télévision (Source : enquête n°1, n=801)**

Jamais	Rarement	Quelquefois	Souvent	Très souvent	Total
16,35%	24,72%	41,45%	13,48%	4%	100%

Lire : 16,35% des étudiants interrogés ne suivent jamais les émissions politiques à la télévision

**Tableau A 9 : Fréquence de lecture d'un quotidien (Source : enquête n°1, n=801)**

Jamais	Rarement	Quelquefois	Souvent	Très souvent	Total
9,74%	15,61%	37,83%	24,72%	12,11%	100%

Lire : 9,74% des étudiants interrogés ne lisent jamais un quotidien

<sup>1056</sup> Lazarsfeld (Paul F.), Berelson (Bernard), Gaudet (Hazel), *The people's choice, op. cit.*

<sup>1057</sup> Boy (Daniel), Mayer (Nonna) (dir.), *L'électeur a ses raisons, op. cit.*

<sup>1058</sup> Tournier (Vincent), « Générations politiques », in Cautrès (Bruno), Mayer (Nonna), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 229-252.

Le questionnement sur le type de journaux lus permet de préciser les réponses – parmi les réponses proposées au niveau du questionnaire, deux quotidiens et deux magazines sont codés. Plus de 45% des étudiants citent un quotidien régional (*Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *L'Alsace* et *Le Républicain Lorrain*), 35% *Le Monde*, 19% un journal propre à l'information politique – *Le Figaro*, *Libération* (10%), le *Canard Enchaîné* et *Charlie Hebdo* (6%), etc. –, 20% un magazine d'actualité – *L'Express* (9%), *Le Point* (4,5%), *Le Nouvel Observateur* (7%) ou encore *Marianne* –, et enfin 15% la presse centrée sur les relations internationales – 10% pour *Le Courrier international* et 5% pour *Le Monde diplomatique*. Les étudiants consultent également d'autres types de presse<sup>1059</sup>. 10% citent des magazines culturels (*Télérama*, *Rock n'folk*, *Inrockuptibles*, *Ciné Live*, *Studio*, *Historia*, *L'Histoire*, *National Geographic*, *Geo*), 9% des magazines féminins ou *people* (notamment *Elle*, *Femme Actuelle*, *Voici*, *Gala*, *Entrevue*), 9% des magazines d'informatique ou de vulgarisation scientifique (*Joystick*, *Linux magazine*, *PC magazine*, *Science et vie*, *Sciences et avenir*), 7% des magazines économiques (*Capital*, *Alternatives économiques*), 11% des magazines sportifs (*L'Equipe magazine*, *France Football*, *Onze Mondial*, *Tennis Magazine*, *Snow surf* ou *Sport et vie*), et 5% *l'Equipe*. Ces résultats sont bien évidemment fonction de la structure de l'échantillon<sup>1060</sup>.

**Tableau A 10 : Lecture de la presse (Source : enquête n°1, n=801)**

	Oui	Non	Total
Quotidien régional	45,44%	54,56%	100%
<i>Le Monde</i>	34,60%	65,40%	100%
<i>Libération</i>	10,11%	89,89%	100%
Journal politisé ( <i>Libération</i> , <i>Figaro</i> , <i>La Croix</i> )	19,23%	80,77%	100%
<i>Equipe</i>	5,37%	94,63%	100%
Magazines d'actualité	19,85%	80,15%	100%
<i>Monde Diplomatique</i>	5,37%	94,63%	100%
<i>Courrier International</i>	9,86%	90,14%	100%
Magazine sportif	11%	89%	100%
Magazine économique	6,62%	93,38%	100%
Magazine d'informatique/scientifique	8,61%	91,39%	100%
Magazine féminin/people	8,74%	91,26%	100%
Magazine culturel	10%	90%	100%

Lire : parmi les étudiants interrogés 45,44% lisent un quotidien régional

Pour les pratiques plus actives, outre la participation à un meeting qui concerne un étudiant sur cinq, l'adhésion à une organisation est minoritaire : 4% à un syndicat, 3% un parti, et 38% une association (dont 13,5% à une association étudiante ou une amicale – type étudiants en sciences économiques ou en droit – et 8% à une association sportive – club de football ou de basket – là aussi, la structure de l'échantillon intervient fortement avec la présence d'environ 13% d'étudiants en STAPS).

**Tableau A 11 : Participation à un meeting politique (Source : enquête n°1, n=801)**

Oui	Non	Total
19,23%	80,77%	100%

Lire : 19,23% des étudiants interrogés ont déjà participé à un meeting politique

**Tableau A 12 : Adhésion à une association (Source : enquête n°1, n=801)**

Aucune	Association sportive	Association étudiante	Autres	Total
61,67%	8,11%	13,48%	16,74%	100%

<sup>1059</sup> Lahire (Bernard), « Conditions d'études... », art. cit.

<sup>1060</sup> Voir en ce sens les résultats de l'OVE : Grignon (Claude) (dir.) *Les conditions de vie...*, op. cit.

Lire : 61,67% des étudiants interrogés n'ont jamais adhéré à une association

Pour ce qui est du sentiment de compétence, la formulation de la question influence certainement les réponses. La question provoque une réaction de prestige auprès des enquêtés. Environ trois étudiants de l'échantillon sur quatre ne sont pas d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'affirmation : « la politique est quelque chose de trop compliqué pour moi », contre 59% au niveau des 18-24 ans – la question étant ici posée en des termes identiques<sup>1061</sup>. Cet écart peut s'expliquer par le fait que les étudiants sont en situation d'apprentissage. Les connaissances sont pour eux un enjeu et un élément constitutif de leur identité. Les réponses concernant le sentiment de maîtrise des questions politiques paraissent plus en rapport avec les précédents résultats. Là où 73% des étudiants s'estiment compétents à la première question, seuls 36% des étudiants déclarent maîtriser les questions politiques (45% des enquêtés estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques).

**Tableau A 13 : Sentiment de compétence : « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « la politique est quelque chose de trop compliqué pour moi » ? » (Source : enquête n°1, n=801)**

Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Total
5,56%	21,34%	38,38%	34,72%	100%

Lire : 5,56% des étudiants interrogés sont tout à fait d'accord avec le fait que la politique est quelque chose de trop compliqué pour eux

**Tableau A 14 : Sentiment de maîtrise des questions politiques (Source : enquête n°1, n=801)**

Pas du tout	Un peu	Moyennement	Assez	Beaucoup	Total
13,67%	31,77%	28,73%	23,29%	2,53%	100%

Lire : 13,67% des étudiants interrogés estiment ne pas du tout maîtriser les questions politiques

Les questions sur le sujet politique préféré – en dépit du taux de non-réponses élevé (plus de 35%) –, et la participation à des manifestations renvoient à des éléments conjoncturels. Les sujets les plus fréquemment cités sont : l'insécurité (8%), les relations internationales (7%), les questions sociales (7%), l'emploi (6,5%), l'environnement (6%), et la légalisation du cannabis (3%). Or, les relations internationales et l'insécurité couvrent des sujets particulièrement présents sur l'agenda médiatique au moment de la réalisation de l'enquête (entre décembre 2001 et mars 2002), c'est-à-dire, non seulement lorsque l'Afghanistan et le conflit israélo-palestinien sont au centre de l'actualité, mais aussi juste avant la campagne de la présidentielle de 2002, période au cours de laquelle l'insécurité devient un thème récurrent dans les médias et le débat politique<sup>1062</sup>. Si cette question avait été posée au moment de la guerre en Irak ou de l'élection présidentielle de 2002, les réponses auraient été incontestablement beaucoup plus élevées. De même, la participation à une manifestation aurait certainement été plus élevée si l'enquête avait été menée juste après la présidentielle de 2002<sup>1063</sup>.

**Tableau A 15 : Sujet politique préféré (Source : enquête n°1, n=801)**

	%
Réponse manquante	35,71%
Aucun	3,12%
Insécurité/violence	8,00%

<sup>1061</sup> Source : enquête CEVIPOF-CIDSP, cf. Tournier (Vincent), « Générations politiques », art. cit., p. 236.

<sup>1062</sup> Sur les effets de la conjoncture, voir Gerstlé (Jacques), « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », art. cit.

<sup>1063</sup> En ce sens, voir la participation massive des jeunes et des étudiants aux diverses manifestations lors de l'entre-deux tours : Muxel (Anne), « Soubresauts, fractures... », art. cit.

Relations internationales	6,87%
Social	6,87%
Emploi	6,49%
Environnement	6,24%
Education	3,87%
Justice	3,37%
Politique intérieure	3,12%
Economie	2,87%
Europe	2,75%
Légalisation du cannabis	2,75%
Autres	7,97%
Total	100%

Lire : 2,75% des étudiants interrogés citent la légalisation du cannabis comme sujet politique préféré

**Tableau A 16 : Dernière manifestation<sup>1064</sup> (Source : enquête n°1, n=801)**

Derniers jours	Dernières semaines	L'année écoulée	Au-delà	Jamais	Total
2,12%	5,12%	15,23%	42,57%	34,96%	100%

Lire : 2,12% des étudiants interrogés ont participé à une manifestation les derniers jours

Enfin, concernant l'orientation politique, P. Le Galès constate une très large majorité d'étudiants qui se positionne sur l'axe gauche/droite<sup>1065</sup>. De manière analogue, plus de trois-quarts des étudiants de l'échantillon acceptent de se positionner sur l'axe (77,5%). La distribution observée est bien évidemment liée à la constitution de l'échantillon et n'est en aucun cas représentative de la population étudiante dans son ensemble. Seuls 22,5% ne s'expriment pas : 3,5% ne répondent pas et 19% choisissent la modalité « ne sait pas ». Pour une partie de l'échantillon, les réponses « ne sait pas », certainement les plus faciles à donner, ne rassemblent pas uniquement les absences d'opinion<sup>1066</sup>. Elle demeure une modalité refuge pour ceux qui ne souhaitent pas répondre. Pour l'enquête effectuée, 43,5% des étudiants se positionnent à gauche, 20,5% à droite, 13,5% au centre.

Sur l'axe gauche/droite, les cases trois et cinq – centre gauche et centre droit – sont les plus choisies par les étudiants interrogés (respectivement 23,5% et 15,5%), suivies par les deuxième et quatrième cases – gauche et centre – (chacune environ 14% des réponses), et par les première et sixième cases (5% des réponses). Quant à la septième case – l'extrême droite – seuls neuf étudiants (sur 801) l'ont choisie. Pour ce qui est de la proximité partisane, 41% n'ont pas répondu, 15% ont indiqué « aucun » et seuls 44% énoncent un parti : 31% avec un parti de gauche et 13% avec un parti de droite<sup>1067</sup> – 18% le PS, 9% les Verts, 9% le RPR., 3% l'UDF, 2% le PCF, 1% DL, 1% LO ou la LCR, 1% le MDC, 3 personnes le RPF., et 3 le FN. Ces résultats illustrent la faible attirance des étudiants pour le FN (seuls 8% des étudiants ont voté pour J.-M. Le Pen au premier tour des présidentielles en 2002<sup>1068</sup>, et aux législatives de 1997, les jeunes qui n'ont pas le bac ont voté trois fois plus souvent pour les candidats du F.N. que les jeunes bacheliers<sup>1069</sup>). À l'instar de nombreux jeunes, les étudiants se montrent en

<sup>1064</sup> Au moment de l'interrogation, c'est-à-dire entre décembre 2001 et mars 2002.

<sup>1065</sup> Le Galès (Patrick), « Les étudiants, la politique... », art. cit.

<sup>1066</sup> Voir Ghiglione (Rodolphe), Matalon (Benjamin), *Les enquêtes sociologiques...*, op. cit., p. 216-219.

<sup>1067</sup> Là encore les résultats obtenus diffèrent quelque peu de ceux des enquêtes précédentes.

<sup>1068</sup> Ces chiffres sont cités par : Muxel (Anne), « Soubresauts... », art. cit.

<sup>1069</sup> Mayer (Nonna), *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999, p. 68-69.

effet plus disponibles que les autres classes d'âge à l'égard d'actions, mouvements et mobilisations exprimant un rejet de l'extrême droite<sup>1070</sup>.

### **Agrégation des indicateurs du rapport à la politique**

L'étude du rapport à la politique des étudiants par une enquête par questionnaire nécessite de s'interroger sur la manière dont s'agrègent les indicateurs. De sorte à respecter les conditions de validité de la plupart des tests statistiques, diverses modalités sont regroupées. Le test du khi-deux nécessite effectivement de restreindre les modalités afin d'éviter un éclatement des effectifs (les cij doivent être supérieurs à 5). Les modalités dites négatives (« jamais » et « rarement », ou « pas du tout » et « un peu »), et les modalités dites positives (« souvent » et « très souvent » ou « assez » et « beaucoup ») sont le plus fréquemment rassemblées, ce qui permet de disposer d'échelles à trois niveaux : « jamais/rarement, quelquefois, souvent/très souvent » ou « pas du tout/un peu, moyennement, assez/beaucoup ». Suite à l'observation de l'agrégation des indicateurs de politisation, il s'agit d'aborder les liens entre politisation et orientation politique.

### **Les indicateurs de politisation**

L'évaluation par les personnes de leur propre politisation pourrait certes questionner la pluralité des sens donnés par les enquêtés<sup>1071</sup>. Cependant, les nombreuses enquêtes effectuées sur ce thème montrent le très net lien entre l'évaluation subjective de l'intérêt politique et les autres indicateurs de politisation<sup>1072</sup>. Dans le cadre de l'enquête effectuée, les croisements de variables ainsi que l'étude du khi-deux<sup>1073</sup> et du V de Cramer<sup>1074</sup> permettent de mesurer la dépendance entre les réponses et de tester la validité de l'échelle de politisation adoptée. Compte tenu de la variété des indicateurs de politisation et de leur signification différente<sup>1075</sup>, il est en effet légitime de se demander si l'intérêt politique induit un suivi de l'actualité et un sentiment de compétence politique, ou si la participation à un meeting est réellement le fait des plus intéressés par la politique, ou encore si les sujets politiques se distribuent différemment suivant les pratiques de participation. Confirmant leur pertinence, plusieurs indicateurs sont dépendants entre eux : l'intérêt politique, le suivi des émissions politiques à la télévision, la fréquence du suivi de l'actualité politique, la fréquence de lecture d'un quotidien, la lecture du *Monde*, du *Monde diplomatique*, du *Courrier international*, de journaux politisés (*Figaro*, *Libération*, *Canard Enchaîné*, *Charlie Hebdo*), le sentiment de compétence politique, le sentiment de maîtrise des questions politiques, la participation à un meeting politique et le sujet politique préféré (avec de nombreux V de Cramer supérieur à 0,20).

---

<sup>1070</sup> Barthélemy (Martine), *L'âge d'or des associations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000 ; Muxel (Anne), *L'expérience politique...*, *op. cit.* ; Percheron (Annick), *Socialisation politique*, *op. cit.*

<sup>1071</sup> Voir en ce sens : Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.* p. 57.

<sup>1072</sup> Voir entre autres : Berelson (Bernard R.), Lazarsfeld (Paul F.), McPhee (William N.), *Voting*, Chicago, Université of Chicago Press, 1954 ; Deutsch (Emeric), Lindon (Denis), Weill (Pierre), *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Minuit, 1966 ; Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, *op. cit.*

<sup>1073</sup> Le khi-deux d'indépendance représente un test statistique : le test du khi-deux d'adéquation. Il s'agit d'observer l'indépendance entre deux variables avec un risque de 5%.

<sup>1074</sup> Le V de Cramer est un test statistique qui discerne le niveau de corrélation entre deux variables. Sa valeur varie entre 0 et 1. Plus on est proche de 1, plus la dépendance est effective. La dépendance commence à être assez importante pour un V de Cramer supérieur à 0,15, importante pour un V supérieur à 0,20, très importante au-dessus de 0,25/0,30. Elle est totale pour un V égal à 1.

<sup>1075</sup> Sur ce point, voir Lagroye (Jacques), *Sociologie politique*, *op. cit.*, p. 324.

**Tableau A 17 : Corrélation des indicateurs de politisation (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Lecture du <i>Courrier internationale</i> ou du <i>Monde diplomatique</i>	Lecture de magazines d'actualité	Lecture de journaux d'actualité	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture d'un quotidien régional	Connaissance de militants	Fréquence de lecture d'un quotidien	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Sentiment de compétence	Adhésion parti	Adhésion syndicat	Adhésion association	Intérêt politique	Suivi actualité politique	Suivi émissions politiques	Métier politique	Dernière manifestation	Sensibilisation avant les élections	Elections étudiantes	Municipales 2001	Listes électorales
Listes électorales	0,008	-	-	-	-	0,061	0,045	0,092	0,039	-	0,033	0,062	0,127	0,012	0,029	-	0,081	0,032	0,076	<b>0,487</b>	***
Municipales 2001	0,095	0,019	0,025	0,054	0,142	0,020	0,062	0,047	0,069	0,049	0,056	0,091	0,092	0,051	0,042	0,054	0,05	0,129	0,095	***	
Elections étudiantes	-	-	-	-	-	0,105	0,075	0,069	0,104	-	-	0,230	0,132	0,057	0,049	0,130	0,119	0,061	***		
Sensibilisation avant les élections	0,032	-	0,062	-	-	0,046	0,047	0,091	0,093	0,061	0,005	0,077	0,138	0,079	0,112	-	0,093	***			
Dernière manifestation	0,105	0,102	0,076	0,137		0,172	0,117	0,104	0,106	-	-	0,120	0,130	0,114	0,111	<b>0,344</b>	***				

Meeting politique	-	-	-	-	0,146	<b>0,360</b>	<b>0,238</b>	<b>0,279</b>	0,176	-	-	0,142	<b>0,312</b>	<b>0,203</b>	<b>0,252</b>	***					
Suivi émissions politiques	0,193	<b>0,205</b>	0,180	<b>0,287</b>	<b>0,219</b>	0,174	0,184	<b>0,307</b>	<b>0,239</b>	0,139	0,091	0,125	<b>0,356</b>	<b>0,319</b>	***						
Suivi actualité politique	<b>0,213</b>	0,150	0,186	<b>0,332</b>	0,107	0,167	<b>0,233</b>	<b>0,317</b>	<b>0,227</b>	0,166	0,065	0,093	<b>0,373</b>	***							
Intérêt politique	<b>0,276</b>	<b>0,243</b>	<b>0,246</b>	<b>0,339</b>	<b>0,206</b>	<b>0,205</b>	<b>0,227</b>	<b>0,455</b>	<b>0,330</b>	0,177	0,094	0,152	***								
Adhésion association	0,138	0,061	0,121	0,158	0,147	0,137	0,112	0,137	0,124	-	-	***									
Adhésion syndicat	-	0,026	0,062	0,093	-	0,091	0,068	0,101	0,082	-	***										
Adhésion parti	-	0,085	-	0,148	-	0,177	0,158	0,160	0,096	***											
Sentiment de compé	0,176	0,097	0,149	<b>0,239</b>	0,174	0,124	<b>0,203</b>	0,419	***												



tence																				
Sentiment de maîtrise des questions politiques	<b>0,236</b>	<b>0,232</b>	0,187	<b>0,317</b>	<b>0,203</b>	<b>0,205</b>	<b>0,232</b>	***												
Fréquence de lecture d'un quotidien	0,135	0,185	<b>0,213</b>	<b>0,369</b>	0,130	0,150	***													
Connaissance de militants	0,188	0,148	0,167	<b>0,208</b>	0,125	***														
Lecture d'un quotidien régional	-	-	-	-	***															
Lecture du <i>Monde</i>	<b>0,205</b>	<b>0,204</b>	0,112	** *																
Lecture de journaux	0,112	0,051	***																	

d'actu alité																				
Lectur e de magaz ines d'actu alité	0,025	***																		
Lectur e du <i>Courri er intern ational e</i> ou du <i>Monde diplom atique</i>	***																			

Les étudiants les plus intéressés par la politique suivent le plus fréquemment l'actualité politique, s'estiment politiquement compétents, et ont déjà participé à un meeting politique. *A contrario*, les moins intéressés présentent la participation politique la plus faible. L'intérêt pour la politique est solidement associé à certains comportements comme la recherche d'information et le sentiment de compétence politique<sup>1076</sup>. En conformité avec les résultats de précédentes enquêtes, plus de 60% des enquêtés, qui passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique, regardent souvent des émissions politiques à la télévision. Trois quarts de ceux qui se montrent intéressés par la politique regardent souvent ou très souvent les émissions politiques. Deux tiers des étudiants qui passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique se déclarent intéressés. Parmi les étudiants qui ont déjà assisté à un meeting politique, 64% se montrent intéressés par la politique. Plus de 80% des enquêtés qui s'intéressent beaucoup à la politique estiment connaître les questions politiques.

**Tableau A 18 : Intérêt politique suivant d'autres indicateurs de participation politique (Source : enquête n°1, n=801)**

	Intérêt politique
Effectifs	279
Suivre régulièrement l'actualité politique	58%
Lire souvent ou très souvent un quotidien	54%
Lire <i>Le Monde</i>	53%
Assistance à un meeting	35%

Lire : 58% des étudiants intéressés par la politique suivent régulièrement l'actualité politique

Plus en détails, deux tiers des étudiants interrogés qui ne regardent jamais ou rarement les émissions politiques à la télévision passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique. Inversement, plus de 60% des enquêtés qui passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique regardent souvent des émissions politiques à la télévision. Trois quarts de ceux qui s'intéressent assez ou beaucoup à la politique regardent souvent ou très souvent les émissions politiques. Deux tiers des étudiants qui passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique s'intéressent assez ou beaucoup à la politique. 58% des enquêtés assez ou beaucoup intéressés par la politique passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique. Ceux qui ont déjà assisté à un meeting regardent plus fréquemment les émissions politiques quelquefois ou souvent que ceux qui n'ont jamais participé à un meeting politique. Parmi les étudiants qui se sont déjà rendus à un meeting politique, 58% parcourent souvent ou très souvent un quotidien, 57% citent *Le Monde*, 50% passent rarement ou jamais une journée sans suivre la politique, et 64% se montrent assez ou beaucoup intéressés par la politique. Parallèlement, 35% de ceux qui s'estiment assez ou beaucoup intéressés par la politique ont déjà assisté à un meeting politique.

La fréquence de lecture d'un quotidien constitue également un indicateur de politisation lié aux autres indicateurs. Parmi les étudiants qui regardent souvent les émissions politiques, 57% parcourent un quotidien souvent ou très souvent, contre 10% rarement ou jamais. Parmi ceux qui lisent souvent ou très souvent un quotidien, 58% passent rarement ou pas du tout une journée sans suivre l'actualité politique. Les enquêtés qui ont déjà participé à un meeting lisent plus fréquemment un quotidien que les autres. 70% de ceux qui se déclarent très intéressés par la politique lisent souvent ou très souvent un quotidien. Entre l'intérêt et la

<sup>1076</sup> Pour des résultats en ce sens, voir Ranger (Jean), « Les français s'intéressent-ils à la politique », in CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, PFNSP, 1990.

fréquence de lecture d'un quotidien la corrélation est assez nette. Par ailleurs, plus les étudiants consultent un quotidien, plus ils s'estiment politiquement compétents (la moitié de ceux qui ne lisent jamais un quotidien s'estiment compétents contre 92% de ceux qui en feuilletent un très souvent) et plus ils considèrent connaître les questions politiques.

L'étude de la qualité des journaux consultés fait état de distinctions marquées entre les lecteurs du *Monde* et de journaux dits politisés (*Libération*, *Figaro*, *Canard Enchaîné*, *Charlie Hebdo*, etc.) – sans surprise – les plus intéressés par la politique, et les lecteurs de la presse sportive ou régionale. Les étudiants qui citent *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Le Canard Enchaîné* ou *Charlie Hebdo* s'avèrent, contrairement pour *L'Équipe* et les quotidiens régionaux, les plus nombreux à suivre l'actualité politique, regarder souvent ou très souvent les émissions politiques à la télévision, avoir déjà assister à un meeting, s'intéresser à la politique, s'estimer compétents, considérer maîtriser les questions politiques, parcourir un quotidien et connaître des militants. Les journaux abordant la politique se classent par ordre décroissant selon leurs liens avec les indicateurs qui attestent d'une participation politique élevée, des plus liés à ceux qui le sont moins : *Monde diplomatique*, *Courrier international*, *Le Monde*, journaux politisés, magazines d'actualité, et quotidiens régionaux – sachant que ces derniers s'opposent aux précédents en étant surtout attachés aux pratiques de faible participation. Par exemple, 60% des lecteurs du *Figaro* passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique contre 24% pour les lecteurs de quotidiens régionaux. Un tiers des étudiants qui mentionnent *Le Monde* et *Libération* déclarent une participation à un meeting contre moins de 10% pour *L'Équipe* ou les quotidiens régionaux. Près de deux tiers des lecteurs de *Libération* et du *Figaro* affirment un intérêt pour la politique (environ 55% de ceux préférant *Le Monde*, *Le Canard Enchaîné* ou *Charlie Hebdo*) contre environ 20% pour les lecteurs de quotidiens régionaux ou sportifs. 58% des étudiants qui citent *Libération* jugent maîtriser les questions politiques contre environ 15% pour les lecteurs de la presse régionale ou sportive. 63% des lecteurs du *Canard Enchaîné*, 56% pour *Libération*, 54% pour *Charlie Hebdo*, et 53% pour *Le Monde* connaissent des militants politiques contre 32% pour les quotidiens régionaux.

D'un autre côté, les lecteurs de quotidiens régionaux et sportifs sont les moins nombreux à s'intéresser à la politique (65% des lecteurs de *L'Équipe* sont peu ou pas du tout intéressés par la politique contre 37% sur le reste de l'échantillon), suivre l'actualité politique (ceux qui citent *L'Équipe* et les quotidiens régionaux apparaissent les plus nombreux à passer souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique), avoir assisté à un meeting politique (moins de 10% des lecteurs de *L'Équipe* et de quotidiens régionaux ont déjà participé à un meeting), s'estimer compétents (52% de ceux qui consultent les quotidiens régionaux se déclarent peu ou pas du tout compétents) et considérer connaître les questions politiques (la majorité des lecteurs de quotidiens régionaux (57%) et sportifs (50%) estiment connaître peu ou pas du tout les questions politiques).

Pour le restant de la presse, les lecteurs du *Monde diplomatique*, du *Courrier International*, de *L'Express*, du *Nouvel Observateur* et du *Point*, suivent le plus fréquemment l'actualité politique, s'y intéressent beaucoup plus, et s'estiment davantage compétents en politique que ceux citant des magazines sportifs, de vulgarisation scientifique et d'informatiques, féminins ou *people*. 60% des lecteurs du *Monde diplomatique* et 50% de ceux du *Nouvel Observateur* passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique contre 29% pour les adeptes de magazines féminin ou *people* et 22% pour ceux d'informatique/vulgarisation scientifique. De même, 72% des lecteurs du *Monde diplomatique* et 62% pour *Le Courrier international* et *Le Nouvel Observateur* s'intéressent à la politique, alors qu'au contraire, 59% des lecteurs de magazines sportifs se déclarent peu ou pas intéressés par la politique (contre 36% dans le reste de l'échantillon) et 27% de ceux des magazines féminins ou *people* (contre 12% dans le reste de l'échantillon). Puis, c'est 62% des

lecteurs de magazines d'informatique et de vulgarisation scientifique, 59% pour les magazines sportifs, 55% pour les magazines féminins ou *people* qui estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques et seulement 9% des lecteurs du *Monde diplomatique*.

**Tableau A 19 : Lecture de la presse suivant la politisation (Source : enquête n°1, n=801)**

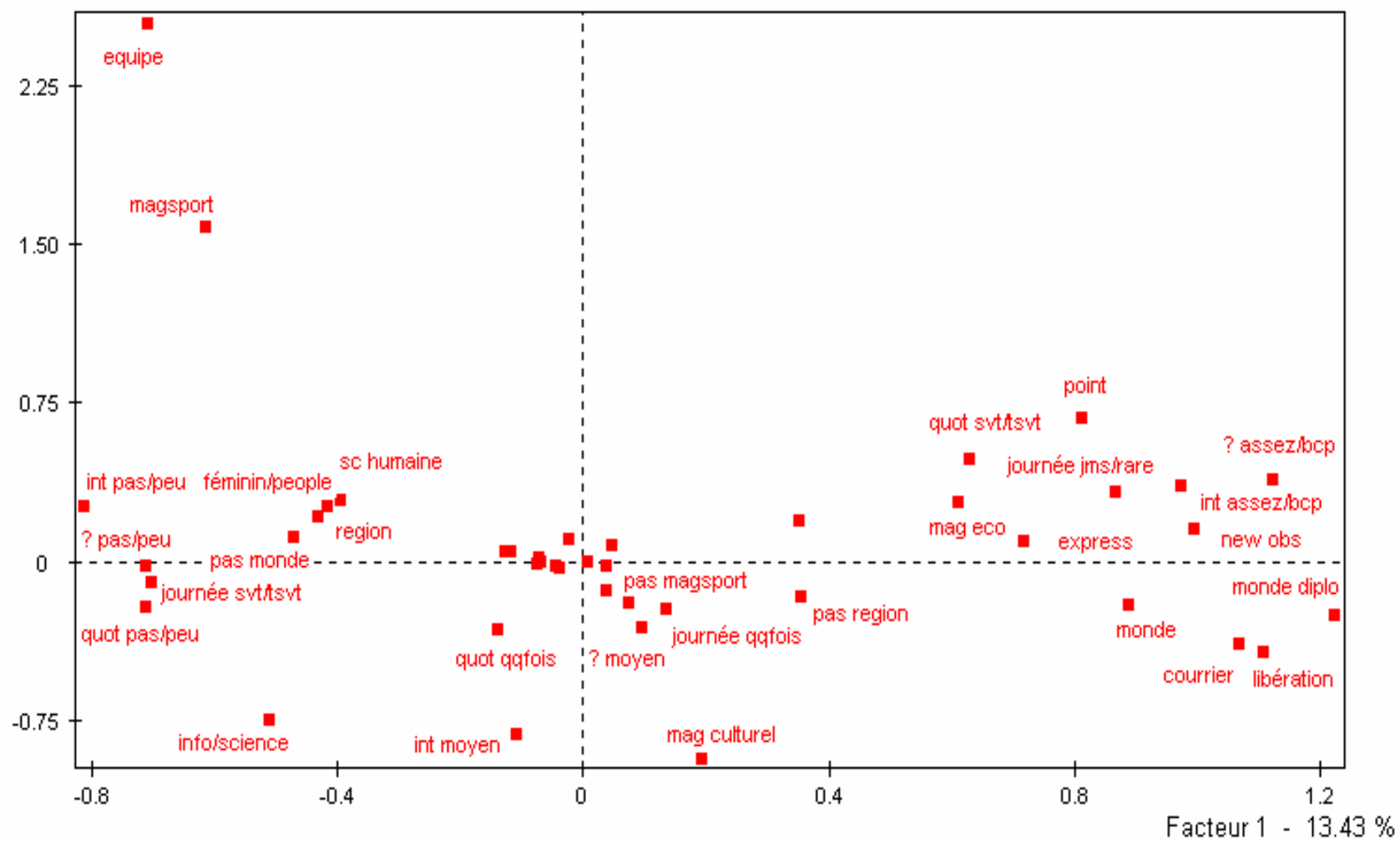
	Lecteurs de <i>Libération</i>	Lecteurs d'un quotidien régional	Lecteurs du <i>Monde diplomatique</i>	Lecteurs de magazines sportifs
Effectifs	81	364	43	88
Suivre régulièrement l'actualité politique	53%	26%	60%	22%
Être intéressé par la politique	59%	24%	72%	27%
Estimer peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques	25%	57%	9%	59%

Lire : 53% des étudiants interrogés lecteurs de *Libération* passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique contre 26% des lecteurs de quotidiens régionaux.

Une participation politique élevée correspond aussi à un fort sentiment de compétence politique. L'estimation de la connaissance des questions politiques s'avère liée au suivi de l'actualité, à l'intérêt pour la politique, à l'assistance à un meeting, et au sentiment de compétence. Plus les étudiants estiment connaître les questions politiques, moins ils passent une journée sans suivre l'actualité politique, et plus ils se déclarent intéressés par la politique. Seuls 9% de ceux qui estiment connaître les questions politiques passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique, 83% des enquêtés qui s'intéressent beaucoup à la politique estiment connaître les questions politiques et 76% des étudiants qui ne s'intéressent pas du tout à la politique estiment connaître peu ou pas du tout les questions politiques. Enfin, une forte liaison s'observe entre le sentiment de compétence et le sentiment de maîtrise des questions politiques : 97% des étudiants qui estiment maîtriser les questions politiques s'estiment compétents. Par conséquent, le suivi de l'actualité politique, l'intérêt pour la politique, la participation à un meeting, et le sentiment de compétence augmentent avec le sentiment de connaître les questions politiques.

**Figure A 2 : ACM sur les lectures et la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 6.43 %



Parmi ceux qui estiment connaître assez ou beaucoup les questions politiques, 39% suivent souvent les émissions politiques à la télévision, 47% quelquefois, et 15% rarement. Seulement 6% de ceux qui estiment connaître peu ou pas du tout les questions politiques, et 17% de ceux qui considèrent les connaître moyennement, suivent souvent ou très souvent les émissions politiques à la télévision. Ensuite, plus les étudiants estiment connaître les questions politiques, moins ils passent une journée sans suivre l'actualité politique, et plus ils se déclarent intéressés par la politique. Ainsi parmi ceux qui estiment connaître les questions politiques, seuls 9% passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique, 83% des enquêtés s'intéressant beaucoup à la politique estiment connaître assez ou beaucoup les questions politiques et 76% des étudiants qui ne s'intéressent pas du tout à la politique estiment connaître peu ou pas du tout les questions politiques. Par ailleurs, 50% de ceux qui ont déjà assisté à un meeting politique estiment connaître les questions politiques. Et 37% de ceux qui estiment connaître les questions politiques ont déjà assisté à un meeting politique. Enfin, une forte liaison s'observe entre le sentiment de compétence et le sentiment de maîtrise des questions politiques : 97% de ceux estimant connaître les questions politiques s'estiment compétents. Par conséquent, le suivi de l'actualité politique, l'intérêt pour la politique, la participation à un meeting, et le sentiment de compétence augmentent avec le sentiment de connaître les questions politiques.

**Tableau A 20 : Sentiment de compétence politique suivant d'autres indicateurs de participation politique (Source : enquête n°1, n=801)**

	Estimer maîtriser les questions politiques
Effectifs	204
Intérêt politique	80%
Suivre régulièrement l'actualité politique	59%
Lire souvent ou très souvent un quotidien	58%
Lire <i>Le Monde</i>	53%
Assistance à un meeting	37%

Lire : 80% des étudiants qui estiment maîtriser les questions politiques sont intéressés par la politique

La consultation d'un quotidien régional est un autre indicateur corrélé aux précédents, mais en suivant une répartition inverse : la consultation d'un quotidien régional – pratique culturelle peu légitime – est le plus fréquemment associée à une politisation peu élevée. Par rapport au reste de l'échantillon, les lecteurs de quotidiens régionaux regardent moins fréquemment les émissions politiques (11% déclarent suivre souvent ou très souvent les émissions contre 23% pour les non lecteurs de quotidiens régionaux), passent plus souvent une journée sans suivre l'actualité politique (26% contre 35%), ont moins participé à un meeting politique (13% contre 24%), se montrent moins intéressés par la politique (47% se déclarent peu ou pas du tout intéressés contre 31%, et seulement 24% sont intéressés contre 43%) et estiment moins maîtriser les questions politiques (16% estiment les maîtriser contre 34%). Il ne s'agit pas pour autant de considérer la lecture d'un quotidien régional comme une forme d'apolitisme total. Certes, le suivi de l'actualité par un quotidien régional est une pratique politique assez peu légitime qui n'apporte pas la même information qu'un quotidien national. Certes, les lecteurs des quotidiens régionaux sont moins exposés à des informations relatives aux espaces nationaux et internationaux relativement que ceux des quotidiens nationaux parmi les plus légitimes. Cependant, ils apportent aussi des connaissances sur l'actualité, notamment au niveau local.

Les journaux qui abordent la politique se classent par ordre décroissant selon leurs liens avec les modalités de politisation élevée, des plus liés à ceux qui le sont moins : *Le Monde* (avec l'intérêt pour la politique V de Cramer à 0,339), *Monde diplomatique/Courrier*

*international* (V=0,276), les autres journaux politisés (V=0,246) et les magazines d'actualité (V=0,243). Parmi les étudiants qui citent *Le Monde*, 49% passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique (contre 22% sur le reste de l'échantillon), 32% ont assisté à un meeting (contre 13%), 53% s'intéressent à la politique (contre 25%), 40% considèrent maîtriser les questions politiques (contre 18%).

Les étudiants qui prêtent particulièrement attention aux questions internationales (Europe et relations internationales) – thématique parmi les plus légitimes dans le champ politique – sont parmi les plus intéressés par la politique et les plus compétents : 70% à s'intéresser à la politique (contre 31% pour le reste de l'échantillon) et 51% à estimer maîtriser les questions politiques (contre 23%). Lecteurs du *Monde* à 60% (contre 32%), d'autres journaux nationaux à 29% (contre 18%), du *Courrier international* à 29% (contre 8%) et de magazines d'actualité (38% contre 18%), ils suivent régulièrement l'actualité politique à 52% (contre 29%), regardent les émissions politiques à la télévision souvent ou très souvent à 31% (contre 16%), et consultent un quotidien souvent ou très souvent à 55% (contre 35%). Les enquêtés qui citent l'insécurité sont en revanche parmi les moins politisés. Leur rapport à la politique diffère particulièrement par leur consultation plus fréquente d'un quotidien régional (64% contre 44%) et de journaux féminins ou *people* (16% contre 8%) que de *Libération* (1,5% contre 11%), du *Monde* (19% contre 36%), du *Courrier international* et du *Monde diplomatique* (5% contre 15%). Leur préoccupation vis-à-vis de l'insécurité va également de pair avec une moindre participation à des manifestations que dans le reste de l'échantillon (48% contre 34% à n'avoir jamais participé à une manifestation), comme s'ils étaient plus attirés par l'ordre. Enfin, la réponse « légalisation du cannabis » comme sujet politique préféré est plutôt le fait de ceux qui suivent peu l'actualité (55% contre 25% à consulter rarement ou jamais un quotidien). Par rapport au reste de l'échantillon, ils s'estiment particulièrement peu compétents (62% contre 26% à déclarer que la politique est quelque chose de trop compliqué pour eux et 64% contre 45% à considérer ne pas du tout maîtriser les questions politiques).

Plusieurs indicateurs paraissent en revanche moins pertinents quant à l'étude de la politisation des étudiants en raison des V de Cramer toujours inférieurs à 0,15 : l'inscription sur les listes (avec l'intérêt pour la politique V=0,127), le vote aux élections étudiantes (V=0,132) et municipales (V=0,092), la participation à des manifestations (V=0,130), et l'éventuelle sensibilisation avant les élections (V=0,138). L'inscription sur les listes électorales tout d'abord n'apporte que peu d'information. Les non-inscrits sur les listes apparaissent autant intéressés que les inscrits, et semblent être souvent des étudiants ayant récemment déménagé. L'abstention aux élections municipales et étudiantes, ensuite, peut pour une part s'expliquer par la présence d'électeurs ne pouvant y participer compte tenu de leur jeune âge. La participation à des manifestations ne constitue qu'un indicateur très approximatif de politisation<sup>1077</sup>. Au niveau de l'enquête, il s'avère peu lié au suivi de l'actualité. Ceux qui manifestent le plus souvent ont tendance à ne regarder que quelquefois les émissions politiques à la télévision. De plus, la participation à des manifestations demeure un indicateur relativement flou et biaisé entre les filières étant donné les mobilisations des étudiants en STAPS à Strasbourg l'année qui a précédé l'interrogation. Enfin, l'absence de sensibilisation à la politique avant les élections forme un autre indicateur peu pertinent dans l'étude de la politisation des étudiants. Les réponses sont autant le fait de ceux qui participent le moins, et qui dès lors ne prêtent pas plus attention à la campagne électorale, que de ceux qui participent beaucoup et pour qui la campagne ne modifie par leur intérêt et leur approche de la politique.

---

<sup>1077</sup> Gaxie (Daniel), *Le cens caché*, op. cit.



L'analyse des indicateurs de politisation deux à deux à partir du V de Cramer permet de discerner les plus fortes liaisons. Sur les vingt-et-un indicateurs de politisation des étudiants, huit se distinguent particulièrement par des corrélations plus nombreuses, avec par ordre de pertinence : l'intérêt pour la politique, le sentiment de maîtrise des questions politiques, la lecture du *Monde*, le suivi de l'actualité politique, la fréquence de lecture d'un quotidien, le suivi des émissions politiques à la télévision, le sentiment de compétence, la participation à un meeting politique.

**Tableau A 21 : Corrélation des huit indicateurs de politisation les plus pertinents (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Intérêt politique	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>	Suivi actualité politique	Fréquence de lecture d'un quotidien	Suivi émissions politiques	Sentiment de compétence	Meeting politique
Meeting politique	<b>0,312</b>	<b>0,279</b>	-	<b>0,203</b>	<b>0,238</b>	<b>0,252</b>	0,176	***
Sentiment de compétence	<b>0,330</b>	<b>0,419</b>	<b>0,239</b>	<b>0,227</b>	<b>0,203</b>	<b>0,239</b>	***	
Suivi émissions politiques	<b>0,356</b>	<b>0,307</b>	<b>0,287</b>	<b>0,319</b>	0,184	***		
Fréquence de lecture d'un quotidien	<b>0,227</b>	<b>0,232</b>	<b>0,369</b>	<b>0,233</b>	***			
Suivi actualité politique	<b>0,373</b>	<b>0,317</b>	<b>0,332</b>	***				
Lecture du <i>Monde</i>	<b>0,339</b>	<b>0,317</b>	***					
Sentiment de maîtrise des questions politiques	<b>0,455</b>	***						
Intérêt politique	***							

À partir de ces huit indicateurs de politisation, un indicateur global de politisation est créé. Est compté le nombre de fois où les étudiants présentent les modalités de politisation les plus élevées. Par exemple les étudiants les plus politisés déclarent à la fois un intérêt politique, un sentiment de maîtrise des questions politiques, une lecture régulière du *Monde*, etc., alors que les moins politisés donnent les réponses les moins élevées (tableaux 8 et 9). Environ 10% des étudiants interrogés présentent une politisation particulièrement élevée (ils présentent entre six et huit fois les réponses équivalentes à la politisation la plus élevée). Seuls

2% ont à chaque fois donné les modalités de réponses qui correspondent à la politisation la plus élevée.

**Tableau A 22 : Nombre d'occurrence sur les indicateurs de politisation (Source : enquête n°1, n=801)**

Nombre d'indicateurs de politisation	Effectifs	%
0 fois	204	26%
1 fois	146	19%
2 fois	126	16%
3 fois	90	12%
4 fois	66	8%
5 fois	61	8%
6 fois	41	5%
7 fois	33	4%
8 fois	14	2%
Total	781	100%

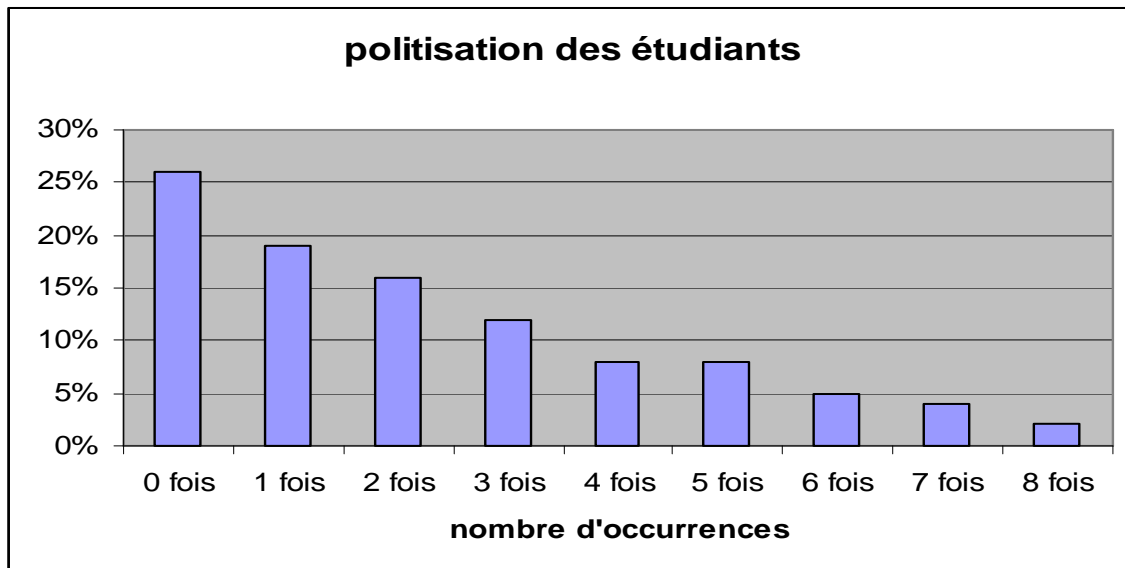
Lire : 26% des étudiants interrogés n'ont jamais donné une réponse indicatrice d'une politisation

**Tableau A 23 : Nombre d'occurrences regroupées sur les indicateurs de politisation (Source : enquête n°1, n=801)**

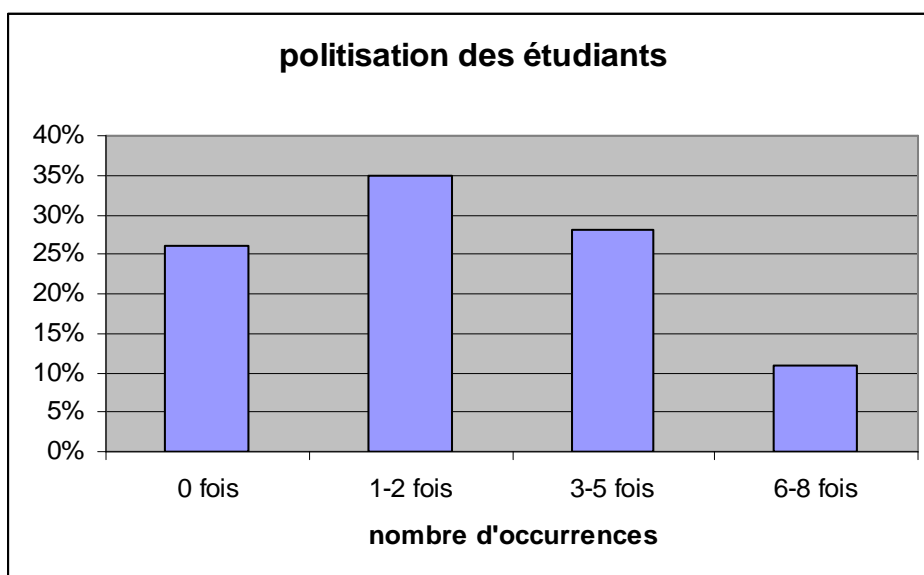
Nombre d'indicateurs de politisation	Effectifs	%
0 fois	204	26%
1-2 fois	272	35%
3-5 fois	217	28%
6-8 fois	88	11%
Total	781	100%

Lire : 11% des étudiants interrogés ont donné entre six et huit fois des réponses indicatrices d'une politisation

**Figure A 3 : Indicateur synthétique de politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)**



**Figure A 4 : Indicateur synthétique de politisation des étudiants (nombre d'occurrences regroupées) (Source : enquête n°1, n=801)**



### **Orientation politique et politisation**

Quels sont les liens entre orientation politique et politisation ? C'est au niveau du non positionnement, puis des lectures, et du type d'intérêt que se perçoivent les principales variations de la politisation suivant l'orientation politique.

Dans les années 1960, les auteurs de *The American Voter* constataient que ceux qui ne se déclaraient ni démocrate, ni républicain – les indépendants – étaient très peu intéressés par la politique<sup>1078</sup>. Ici aussi, la politisation est plus élevée pour ceux qui se positionnent sur l'axe gauche/droite, et plus précisément à gauche ou à droite de l'axe que pour ceux qui ne se positionnent pas ou choisissent la case du centre. En effet, les étudiants qui se situent sur la quatrième case de l'axe – la case du milieu – s'estiment moins compétents que les étudiants à gauche et à droite, présentent moins d'intérêt pour la politique, et suivent moins l'actualité politique : 28% des étudiants au centre s'intéressent à la politique contre 43% pour ceux qui se placent à droite, 27% suivent régulièrement l'actualité politique contre 40% pour ceux à droite. Les étudiants compétents qui rejettent le mode de classement gauche/droite en attestant d'un refus motivé du clivage gauche/droite ne sont ainsi guère nombreux. En fait, ces résultats sur une population qui, prise dans son ensemble ne s'estiment pas très compétente sur les questions politiques, confirment que le refus de l'échelle représente plus une absence de politisation qu'un refus de la dimension gauche/droite<sup>1079</sup>. Le centre de l'axe correspond davantage à une position refuge pour ceux qui n'ont pas une forte structuration idéologique<sup>1080</sup> qu'une caractéristique de l'électeur rationnel<sup>1081</sup>. Alors que l'électeur rationnel, politisé et compétent, est censé préférer le centre de l'axe, les étudiants ici au centre de l'axe s'avèrent moins politisés et moins compétents que ceux positionnés à gauche ou à droite de l'axe.

Quant aux étudiants qui cochent la case « ne sait pas », autre forme de non positionnement, ils suivent beaucoup moins l'actualité que tous les autres – y compris ceux

<sup>1078</sup> Campbell (Angus), Converse (Philip E.), Miller (Warren), Stokes (Donald E.), *The American Voter*, *op. cit.*

<sup>1079</sup> Bréchon (Pierre), « Le rapport à la politique », in Riffault (Hélène) (dir.), *Les valeurs des français*, Paris, PUF, 1994, p. 163-200.

<sup>1080</sup> Deutsch (Emeric), Lindon (Denis), Weill (Pierre), *Les familles politiques...*, *op. cit.*

<sup>1081</sup> Sur l'électeur rationnel en France, voir Habert (Philippe), Lancelot (Alain), « L'émergence d'un nouvel électeur », art. cit.

qui ne répondent pas à la question. 64% des « ne sait pas » passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique contre environ 35% pour les cases 1 (extrême gauche), 2 (gauche), 5 (centre droit) et 40% pour les non-réponses. 20% des « ne sait pas » consultent régulièrement un quotidien contre 48% pour la case 1 (extrême gauche), 42% pour la case 3 (centre gauche) et 5 (centre droit), 38% pour la case 6 (droite). 70% des « ne sait pas » s'estiment peu ou pas compétents contre 23% et 35% pour la première et la sixième case, 49% pour le centre et 45% sur l'ensemble de l'échantillon. Encore plus que le choix du centre, le refus de l'échelle est ici aussi constitutif d'une faible politisation et d'un sentiment d'incompétence politique<sup>1082</sup>. Puis, comme l'ont relevé G. Michelat et M. Simon sur la population française<sup>1083</sup>, les étudiants les plus politisés se situent davantage à l'extrême gauche de l'axe. 47% de ceux en 1 estiment maîtriser les questions politiques, contre 38% en 6, 37% en 2, 27% en 3 et 26% en 5.

**Tableau A 24 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant leur positionnement sur l'axe (Source : enquête n°1, n=801)**

	Non-réponses	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas
Effectifs	28	347	108	168	150
Intérêt politique	32%	42%	28%	43%	15%
Suivi de l'actualité politique	32%	35%	27%	40%	15%
Maîtrise des questions politiques	31%	33%	23%	29%	7%

Lire : 42% des étudiants se positionnant à la gauche de l'axe s'intéressent à la politique

**Tableau A 25 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant leur position sur l'axe en sept cases (Source : enquête n°1, n=801)**

	Non-réponse	1	2	3	4	5	6	Ne sait pas
Effectifs	28	48	111	188	108	125	34	150
Intérêt politique	32%	56%	45%	37%	28%	40%	53%	15%
Suivi de l'actualité politique	32%	42%	35%	34%	27%	39%	41%	15%
Maîtrise des questions politiques	31%	47%	37%	27%	23%	26%	38%	7%
Passer souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique	40%	35%	34%	37%	51%	36%	41%	<b>64%</b>
Consulter souvent ou très souvent un quotidien	39%	48%	36%	42%	38%	42%	38%	<b>20%</b>
S'estimer peu ou pas du tout compétent sur les questions politiques	42%	23%	29%	39%	49%	49%	35%	<b>70%</b>

Lire : 56% des étudiants se positionnant en 1 s'intéressent à la politique

**Tableau A 26 : Lecture de quotidiens selon le positionnement sur l'axe (Source : enquête n°1, n=801)**

	Extrême gauche	Gauche	Centre gauche	Centre	Centre droit	Droite
Effectifs	48	111	188	108	125	34
Lecture d'un quotidien régional	21%	41%	42%	44%	47%	51%
Lecture d'un journal politisé	40%	34%	22%	16%	14%	14%

Lire : 21% des étudiants se situant à l'extrême gauche consultent un quotidien régional

De manière conforme, les étudiants qui affirment une proximité avec un parti politique s'estiment plus compétents, plus intéressés, plus participatifs, bref plus politisés, que ceux qui

<sup>1082</sup> Sur la population française, voir Michelat (Guy), Simon (Michel), « Les « sans réponses » aux questions politiques : rôles imposés et compensations des handicaps », *L'Année sociologique*, vol. 32, 1982, p. 81-114.

<sup>1083</sup> Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion..., op. cit.*

mentionnent « aucun parti », et surtout ceux qui ne répondent pas à la question<sup>1084</sup>. Les écarts concernent également les partis. Les pratiques de participation politique et le sentiment de compétence sont moins élevés pour les sympathisants des Verts que pour les autres partis. Par exemple, 40% des étudiants qui s'estiment proches du PS ou du RPR affirment suivre fréquemment l'actualité politique, contre 28% pour les proches des Verts et 29% pour ceux sans proximité politique ; plus de 50% des étudiants proches du PS ou d'un parti de droite sont intéressés par la politique contre 33% pour les Verts, et 21% pour ceux qui n'ont pas répondu à la question ; enfin 70% des étudiants qui affirment une proximité avec les Verts s'estiment compétents, contre plus de 85% pour le PS, PCF, LO, LCR, UDF. L'environnement, qui jouit d'une image positive chez les étudiants et d'une prise de conscience plus élevée au niveau des jeunes générations, peut ainsi représenter une prise de position relativement neutre. Les Verts bénéficient d'une forme de sympathie d'étudiants peu politisés pour qui les thématiques de l'environnement et de l'écologie ne s'intègrent pas dans le jeu traditionnel du champ politique.

### **Le clivage gauche/droite structurant des lectures et du type d'intérêt**

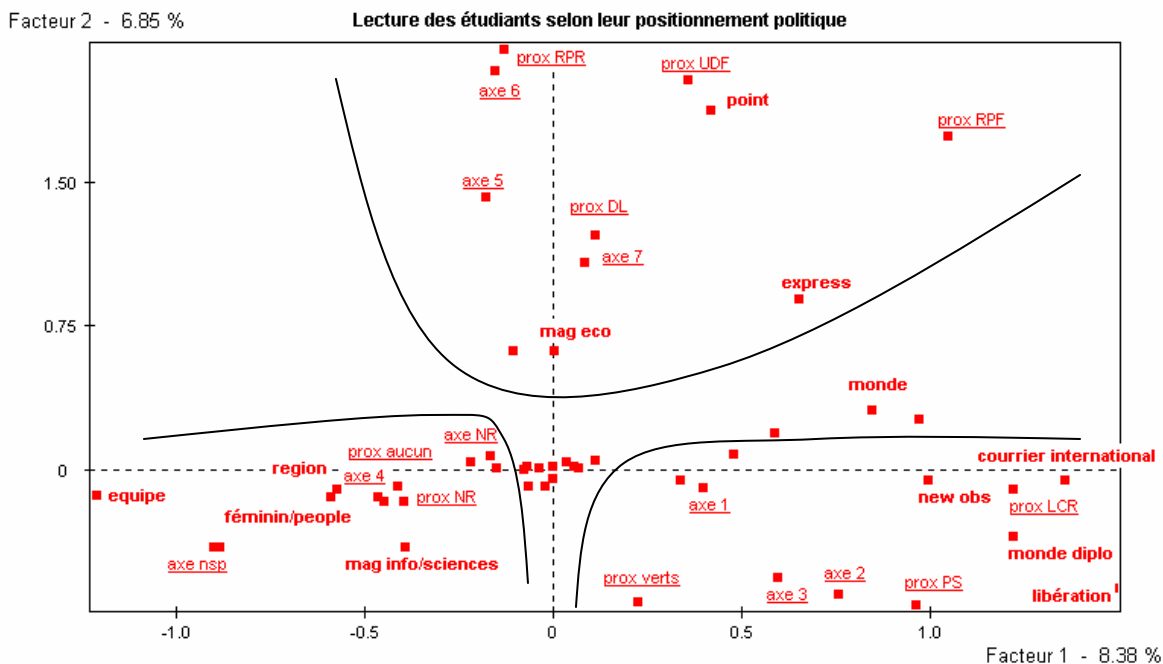
Outre les variations entre positionnement et absence de positionnement, le clivage gauche/droite s'avère particulièrement structurant du type de lecture et d'intérêt politique<sup>1085</sup>.

Par rapport au positionnement politique, trois types de comportements lectoraux se distinguent. Les étudiants de droite citent davantage *Le Point*, les magazines économiques, voire *L'Express* ; les étudiants de gauche *Libération*, *Le Monde diplomatique*, *Le Nouvel observateur* et *Le Courrier international* ; enfin les étudiants non positionnés les quotidiens régionaux, *L'Equipe* et les magazines féminins, *people*, informatiques ou de vulgarisation scientifique. Plus précisément, la lecture du *Monde* se répartit de manière relativement égale entre ceux qui se positionnent à gauche et à droite (entre 38% et 43% à le citer). En revanche, la consultation d'un quotidien régional croît avec le positionnement à droite : 21% de ceux qui se positionnent à l'extrême gauche en consultent un, contre 41% et 42% pour les deuxièmes et troisièmes cases de l'axe, 44% pour la quatrième, 47% pour la cinquième et 51% pour la sixième. La lecture de quotidiens nationaux (autres que *Le Monde*) suit la répartition inverse en diminuant avec l'orientation à droite : 40% de ceux qui se positionnent sur la première case de l'axe, 34% pour la deuxième case, 22% pour la troisième, 16% pour la quatrième, 14% pour la cinquième et la sixième. Les lecteurs de *Libération*, du *Nouvel observateur* et du *Monde diplomatique* se positionnent – sans surprise – surtout à gauche, et plutôt sur la deuxième et la troisième case de l'axe, alors que ceux citant *Le Point* se situent plutôt à droite : 82% des lecteurs de *Libération* sont à la gauche de l'axe, 48% des lecteurs du *Nouvel Observateur* sur la troisième case (contre 22% pour le reste de l'échantillon), 50% des lecteurs du *Point* à droite (contre 21% dans le reste de l'échantillon). Les autres quotidiens et magazines ne font pas l'objet de différences significatives.

**Figure A 5 : ACM sur les lectures des étudiants suivant leur positionnement politique (Source : enquête n°1, n=801)**

<sup>1084</sup> Pour des résultats en ce sens, voir : Chiche (Jean), Haegel (Florence), « Les connaissances politiques », art. cit., p. 285.

<sup>1085</sup> Sur le clivage gauche/droite comme échelle d'attitude, voir Michelat (Guy), Simon (Michel), *Classe, religion...*, op. cit.



D'autres clivages émergent pour les sujets politiques préférés. Les étudiants de gauche citent assez fréquemment les questions sociales. 33% des étudiants qui indiquent les questions sociales déclarent une proximité en faveur d'un parti de gauche contre 20% pour le reste de l'échantillon. 60% d'entre eux se positionnent à gauche sur l'axe contre 41%, d'ailleurs davantage sur les cases les plus à gauche (case 1 et 2). Outre les questions sociales, les étudiants situés au centre-gauche indiquent plus habituellement l'environnement, les relations internationales et la justice. Ceux qui évoquent les questions internationales affirment plus fréquemment que les autres une proximité politique indistinctement à gauche ou à droite – par exemple en répondant moins souvent « ne sait pas » à la question sur l'axe gauche/droite (9% contre 20%). Il s'agit d'ailleurs plutôt d'un positionnement en faveur des cases du centre gauche et du centre droit (cases 3 et 5) que celles des extrêmes. Les étudiants de droite se distinguent par leur mention plus fréquente de sujets touchant à l'économie et à l'insécurité. En effet, ceux qui citent l'insécurité se positionnent plus souvent à droite de l'axe (38% contre 20%) qu'à gauche (25% contre 45%), et évoquent une proximité plus fréquente en faveur d'un parti de droite (21% contre 12%). Enfin, ceux positionnés au centre de l'axe gauche/droite répondent peu à cette question, ou alors indiquent l'insécurité. La représentation factorielle des sujets politiques avec les indicateurs de positionnement politique établit à nouveau une division en trois pôles : le premier regroupe les étudiants de gauche qui apprécient les sujets relatifs à l'international, au social, à la justice ou à l'éducation ; le second les étudiants de droite qui citent surtout l'économie, et dans une moindre mesure l'Europe notamment pour les proches de l'UDF ; et le troisième les « apolitiques » qui ne citent aucun sujet. L'insécurité et la légalisation du cannabis représentent deux thèmes situés entre les groupes « droite » et « apolitique ».

Figure A 6 : ACM sur le sujet politique préféré des étudiants suivant leur positionnement politique (Source : enquête n°1, n=801)



Le premier facteur explicatif de 7,92% de l'inertie totale est construit à partir de l'intérêt politique (13,3%), du sentiment de maîtrise des questions politiques (11,8%), de la fréquence du suivi de l'actualité politique (9,2%), du suivi des émissions politiques à la télévision (8,8%), du sentiment de compétence politique (7,1%), de la lecture du *Monde* (6,4%), de la fréquence de lecture d'un quotidien (5,8%), de la participation à un meeting (5,3%), du sujet politique préféré (5,1%), et de la connaissance de militants (5%). Ces indicateurs se rangent le long de l'axe, avec d'un côté ceux illustratifs d'une faible politisation – ne pas s'intéresser du tout à la politique, ne pas connaître les questions politiques, ne pas suivre l'actualité politique, ne pas s'estimer compétent, ne pas lire *Le Monde*, etc. – et de l'autre côté ceux significatifs d'une forte politisation – s'intéresser beaucoup à la politique, suivre très souvent l'actualité politique, etc. À la question sur le sujet politique préféré, les étudiants les moins participatifs soit n'y répondent pas, soit citent dans l'ordre : aucun sujet, l'insécurité et la légalisation du cannabis. En revanche, à cette même question, les étudiants les plus participatifs évoquent l'Europe, ou la politique intérieure, des sujets légitimes qui supposent *a priori* une certaine compétence politique et une connaissance du champ politique

Le deuxième facteur, représentatif de 3,69 % de l'inertie totale, est sensiblement construit à partir des mêmes variables que pour le premier facteur avec des contributions quelque peu différentes : l'intérêt politique (21%), le sentiment de maîtrise des questions politiques (16,7%), le suivi de l'actualité politique (11,7%), le suivi des émissions politiques à la télévision (10%), etc. Si les variables y sont sensiblement identiques, ce n'est pas le cas de la distribution des modalités. Cet axe oppose les extrêmes aux moyens, c'est-à-dire ceux qui participent beaucoup ou pas du tout, à ceux qui participent un peu ou moyennement. D'un côté apparaissent ceux qui participent et s'intéressent beaucoup ou pas du tout à la politique. De l'autre côté, se regroupent ceux qui participent et s'intéressent un peu ou moyennement à la politique. L'axe 1 étant hiérarchisé avec les modalités équivalentes à une faible politisation d'un côté et celles évoquant une forte politisation de l'autre, et l'axe 2 exposant l'opposition des valeurs extrêmes aux valeurs médiantes, les indicateurs les plus pertinents se répartissent selon un effet *Guttman*. Dans le plan formé des axes 1 et 2, les points se placent sur une parabole. Ceux qui se situent sur la parabole paraissent bien expliqués contrairement à ceux qui s'en éloignent<sup>1089</sup>.

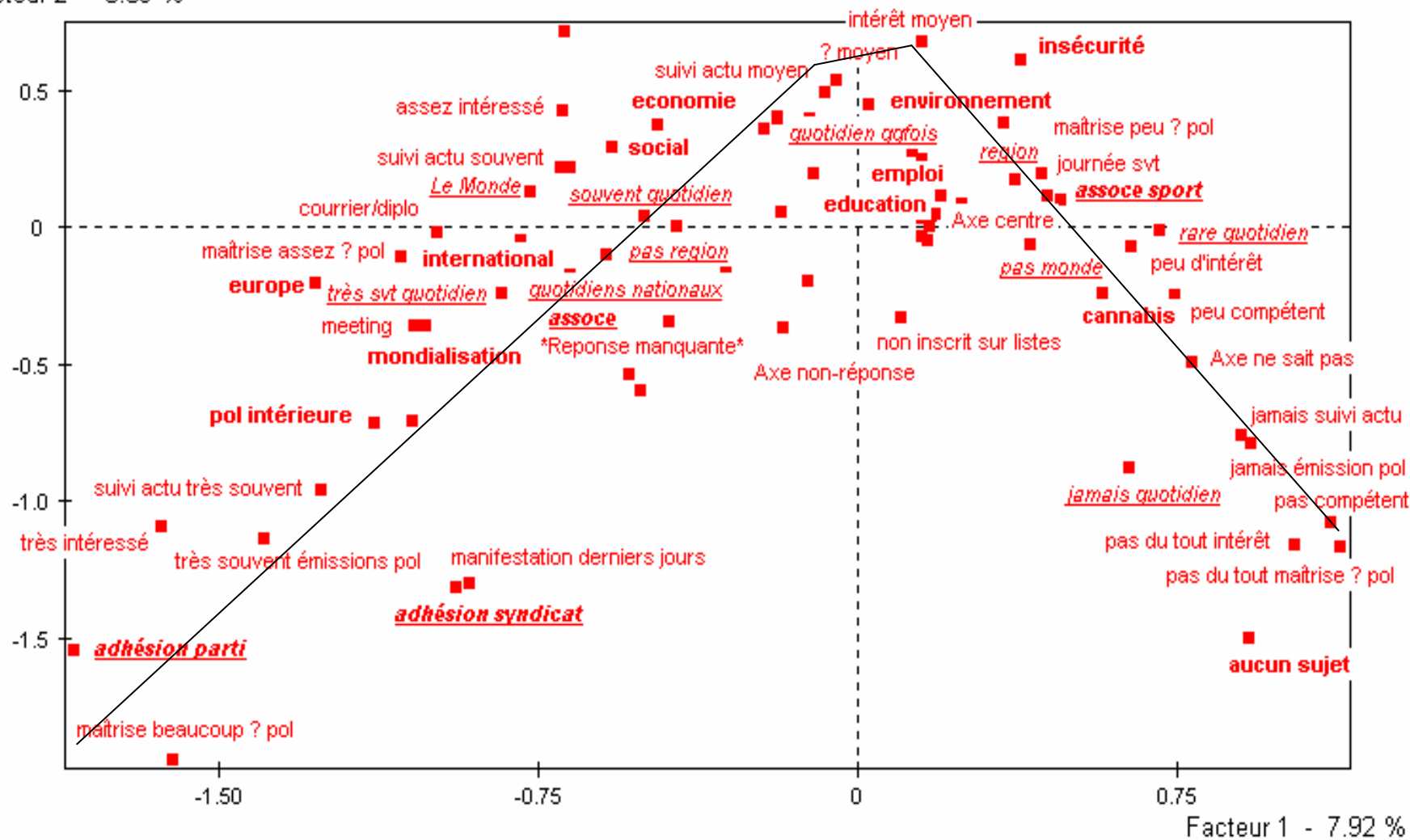
**Figure A 7 : ACM regroupant les indicateurs de politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)**

<sup>1089</sup> Volle (Michel), *Analyse de données, op. cit.*



Facteur 2 - 3.69 %

### Echelle des indicateurs de politisation auprès des étudiants (n=801)



## Continuum de la politisation

Participation –	Participation +
Investissement –	Investissement +
Suivi actualité –	Suivi actualité +
Abstention	Vote
Incompétence	Compétence
Absence de positionnement	Positionnement

Figure A 8 : Continuum de la politisation

Jessica (hors échantillon), qui ne suit pas l'actualité et ne vote pas à toutes les élections, constitue un cas idéal-typique d'absence d'intérêt, de participation, et d'incompétence politique. D'ailleurs, elle ne sait plus si elle a voté au premier ou au deuxième tour de l'élection présidentielle, qui a pourtant « marqué les esprits » de nombreux étudiants. Estimant ne rien comprendre à la politique et ne pas réussir à faire la différence entre les personnalités de gauche et celles de droite, elle hésite à identifier J. Chirac comme étant de droite, elle n'arrive pas à caractériser les différences entre la gauche et la droite, et elle ne connaît pas le nom du ministre de l'intérieur.

« - Par rapport aux élections qu'est-ce que tu penses des élections est ce que tu votes ? -

Quand j'ai le temps oui mais pas à chaque fois.

- Les dernières présidentielles t'as voté ? -

Au premier tour je crois mais pas au deuxième ou le contraire, non premier mais pas au deuxième

- Pourquoi ? -

Ben il me semble que j'avais quelque chose que j'étais pas là.

[...]

- T'as l'impression de comprendre ? -

Absolument rien je sais pas qui est qui. Je n'ai jamais su qui était de la gauche ou de la droite. En fait j'ai jamais rien compris à la politique.

- Tu sais pas qui est de gauche et qui est de droite actuellement. -

Si Chirac il est de gauche... il... il est droite... Il est droite. [...]

- Mais si tu pouvais faire une différence entre la gauche et la droite comment tu caractériserais la gauche ? Comment tu caractériserais la droite ? En gros ? -

Je sais pas... »

À l'opposé, les étudiants les plus investis par rapport à la politique sont les plus intéressés et les plus participatifs. Ils suivent quotidiennement l'actualité politique, par différents médias (radio, télévision, et surtout les quotidiens nationaux : *Le Monde* notamment), votent systématiquement à chaque élection, se montrent compétents sur les questions politiques, sont capables d'expliquer leur positionnement politique, énoncent des sujets politiques qui les intéressent, connaissent les différents candidats et leurs programmes à chaque élection, repèrent les personnalités politiques et discernent les différences entre les tendances à l'intérieur des entités gauche et droite. Thibault/29 fait figure d'idéal-type de l'étudiant très intéressé par la politique.

« J'ai eu cette passion rapidement, à une ouverture de chrysanthèmes alors que j'avais cinq ans et demi. [...] Dès le primaire, j'étais très intéressé par les élections, même locales. Donc, j'allais seul aux dépouillements. À sept heures, j'y allais, je partais à pied, dix minutes, et je restais jusqu'à que ce soit fini, sauf une fois où ils ont fini à trois heures du mat', j'étais rentré avant. Quand même ! Mais, oui je restais bien jusqu'à neuf heures, neuf heures et demie. Je faisais des allers et retours entre les deux bureaux de vote de ma commune, pour voir où ça balançait. J'ai même aidé, alors que j'avais pas 18 ans au dépouillement, parce que dans certains villages, c'est un peu dur. Alors ils signaient pour moi. J'ai donné quelques coups de main. Puis, j'aime bien aussi surveiller comment ça se passe, s'ils respectent bien. J'ai toujours lu un peu les codes électoraux. Donc ça, c'est un peu une passion des élections,

comme ça. [...] J'avais à peine onze ans, et j'étais déjà aux meetings en 95. Alors j'ai demandé à mon père pour qu'il m'amène. Alors on est allé voir plusieurs personnes, dont de Villiers qui m'a serré la main, et qui m'a parlé pendant deux/trois minutes à la sortie, en disant que je devrais peut-être être au lit. Et j'étais déjà en train de prendre des notes de ce qu'il racontait. J'ai donc vu Chirac à Metz. [...] J'étais très vite intéressé, je regardais les émissions politiques à la télé, je regardais les journaux pour voir les discours qui étaient tenus, de tous les côtés d'ailleurs. Et là-dessus, j'apprenais à faire la différence entre les différents partis par rapport à l'actualité. Et ça nous oblige à s'intéresser à ce que pensent les autres. Ce qui est bon, et pourquoi ils y croient. Et là-dedans, c'est assez motivant en fait, dans des débats, quand les personnes ne sont pas d'accord, et après parfois convaincre les gens. »

Pour lui, la politique est « une passion » depuis son plus jeune âge. Ses premiers souvenirs politiques remontent à ses cinq ans, lors d'une ouverture de chrysanthèmes. Depuis sa scolarité dans le primaire, il assiste au dépouillement de chaque élection, et connaît même le code électoral. À l'âge de 11 ans, il participe à ses premiers meetings politiques lors de la campagne des présidentielles de 1995 en allant écouter P. de Villiers et J. Chirac. Il suit l'actualité politique depuis son plus jeune âge, et parcourt quotidiennement *Le Monde*, *Le Figaro* et *L'Express*. Il s'est très tôt intéressé aux débats et aux discours des hommes politiques à la télévision et dans les journaux, et a appris à discerner les partis politiques, et les personnalités politiques. S'estimant compétent, il apprécie les discussions politiques au cours desquelles il n'hésite pas à exposer ses idées. Son positionnement sur l'axe gauche/droite est clairement à droite. Actif au sein de diverses organisations, il s'est tour à tour engagé dans des associations sportives, religieuses, en tant que délégué des élèves au conseil d'administration de son collège et de son lycée, et plus récemment à l'UMP et à l'UNI. Poursuivant son apprentissage du milieu politique, il profite de chaque campagne et de chaque meeting ou congrès (tel que celui de l'UMP) pour rencontrer de nouvelles personnalités politiques, tels que des ministres (le ministre des sports avec lequel il a discuté une demi-heure) ou le Président de la République auprès de qui il a chanté la Marseillaise en 2002.

# Méthodologie de l'enquête n°2 (n=702) : rapport aux études

## Le questionnaire

Le questionnaire, composé de 70 questions formulées à partir des 78 indicateurs, comprend trois indicateurs de politisation parmi les plus significatifs – l'intérêt pour la politique, le sentiment de maîtrise des questions politiques et la lecture d'un quotidien – complétés par ceux de lecture du *Monde*, d'autres quotidiens nationaux, du *Courrier international* et du *Monde diplomatique*<sup>1090</sup>. Outre les propriétés socioculturelles, il comprend sept types d'indicateurs du rapport aux études<sup>1091</sup> : du passé scolaire des étudiants (niveau d'études, type de bac, mention au bac, années de retard, demande de prépa, de STS ou d'IUT en classe de terminale), de l'intérêt et la satisfaction par rapport à leurs études et à leur filière (si études correspondent), des pratiques scolaires tant au niveau du temps d'études (travailler le week-end, si étude activité principale, présence en cours) que de la fréquentation de lieux d'études comme les bibliothèques universitaires, des représentations des étudiants quant à leur position scolaire (prestige de leur filière, échelle, sentiment de compétence par rapport aux études longues), des représentations par rapport à leur avenir scolaire et professionnel (niveau scolaire envisagé, perceptions de leurs chances de réussite aux examens, optimisme par rapport à l'avenir scolaire, projet professionnel).

Deux catégories d'indicateurs de rapport aux études n'entrent pas directement dans l'analyse. D'une part, l'adhésion à une association étudiante a été codée. Mais le faible nombre d'adhérents au sein de notre échantillon (n=29) ne permet pas de les insérer dans l'analyse. D'autre part, comme l'a montré A. Coulon, l'étudiant est plus ou moins membre de l'université et intégré à celle-ci en fonction du degré de connaissance des règles formelles et informelles propres à cette institution<sup>1092</sup>. Cependant, il a été difficile de formaliser cet aspect en indicateur dans le cadre d'un questionnaire. Les pratiques scolaires les plus légitimes (fréquentation des bibliothèques universitaires par exemple) sont néanmoins considérées comme des indicateurs susceptibles de prendre en compte la connaissance des règles de l'institution universitaire.

---

<sup>1090</sup> Comme sur la première enquête, ces indicateurs dépendent les uns des autres (khi-deux significatifs au seuil de 5%) : 78% des étudiants qui estiment maîtriser les questions politiques sont intéressés par la politique, 83% de ceux qui s'intéressent peu ou pas du tout à la politique estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques, et 72% de ceux qui estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques sont peu ou pas du tout intéressés par la politique.

<sup>1091</sup> Ces indicateurs sont pour partie empruntés aux diverses recherches sur les étudiants. Outre les cahiers de l'OVE et Le Bart (Christian), Merle (Pierre), *La citoyenneté étudiante...*, *op. cit.*, voir entre autres : Bourdieu (Pierre), Passeron (Jean-Claude) avec Eliard (Michel), *Les étudiants et leurs études*, *op. cit.* ; Dubet (François), « Dimensions et figures ... », *art. cit.* ; Erlich (Valérie), *Les nouveaux étudiants*, *op. cit.*

<sup>1092</sup> Coulon (Alain), *Le métier d'étudiant...*, *op. cit.*

**Figure A 9 : Questionnaire sur le rapport aux études des étudiants (enquête n°2, n=702)**

1. En quelle filière et en quelle année étudiez-vous actuellement ? .....
2. Qui vous a influencé dans votre choix pour vos études actuelles ?  
1 ☐ parents 2 ☐ professeur(s) 3 ☐ ami(s) 4 ☐ personne, vous avez choisi seul 5 ☐ autres : .....
3. Lors de votre choix pour votre filière d'études actuelle, vos parents :  
1 ☐ vous ont encouragé 2 ☐ ne sont pas intervenus 3 ☐ vous ont découragé
4. Avez-vous effectué d'autres études avant ? 1 ☐ oui 2 ☐ non (si non passez à la question 5.)  
Si oui, lesquelles ?..... Y avez-vous obtenu un diplôme ? 1☐ non 2☐ oui : lequel ?.....
5. Avez-vous hésité à faire d'autres études ? 1 ☐ oui 2 ☐ non (si non passez à la question 6.)  
Si oui, lesquelles ?.....  
Si oui, pourquoi ne les avez-vous pas faites ?.....
6. En terminale, aviez-vous demandé un BTS ou un IUT ? 1 ☐ oui 2 ☐ non
7. En terminale, aviez-vous demandé une classe préparatoire aux grandes écoles ? 1 ☐ oui 2 ☐ non
8. Fréquentez-vous ou avez-vous fréquenté un organisme d'orientation (CIO, SCUIOP, SIOE, etc.) ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
9. Etes-vous intéressé par vos études actuelles ?  
1 ☐ pas du tout 2 ☐ un peu 3 ☐ moyennement 4 ☐ assez 5 ☐ beaucoup
10. Vos études actuelles correspondent-elles à ce que vous pensiez avant de vous y inscrire ?  
1 ☐ pas du tout 2 ☐ un peu 3 ☐ moyennement 4 ☐ assez 5 ☐ beaucoup
11. Quel niveau scolaire souhaitez-vous acquérir ?  
1 ☐ bac+2 2 ☐ bac+3 3 ☐ bac+4 4 ☐ bac+5 5 ☐ bac+8 6 ☐ autre:.....
12. Aviez-vous un projet professionnel précis en entamant vos études actuelles ? 1☐ non 2☐ oui : lequel ?
13. Aujourd'hui, avez-vous un projet professionnel précis ? 1 ☐ non 2 ☐ oui : lequel ?
14. Selon vous, la filière d'études dans laquelle vous êtes inscrit actuellement a-t-elle un prestige ?  
1 ☐ élevé 2 ☐ plutôt élevé 3 ☐ moyen 4 ☐ plutôt faible 5 ☐ faible
15. Actuellement, au sein de votre filière d'études assistez-vous aux cours ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
16. Au cours d'une journée, vos études constituent-elles votre activité principale?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
17. Etudiez-vous le week-end ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ chaque week-end
18. Quel est votre lieu d'étude préféré ? 1 ☐ chez vous 2 ☐ bibliothèque 3 ☐ café 4 ☐ autre :.....
19. Fréquentez-vous une bibliothèque ?  
1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent
20. Etes-vous « scolaire » ? 1 ☐ pas du tout 2 ☐ un peu 3 ☐ moyennement 4 ☐ assez 5 ☐ beaucoup
21. Compte tenu de vos résultats antérieurs, pouvez-vous vous ranger sur l'échelle ci-dessous :  

Très faible	Faible	Médiocre	Moyen	Assez bon	Bon	Très bon
-------------	--------	----------	-------	-----------	-----	----------
22. Au sein de votre filière, avez-vous des difficultés à suivre les enseignements ?

- 1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
23. Selon vous, quelles sont vos chances de réussite aux examens ?  
1  très faibles 2  plutôt faibles 3  moyennes 4  plutôt fortes 5  très fortes
24. Envisagez-vous votre avenir scolaire avec optimisme ?  
1  pas du tout 2  un peu 3  moyennement 4  assez 5  beaucoup
25. Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « les études longues ne sont pas pour moi » ?  
1  tout à fait d'accord 2  plutôt d'accord 3  plutôt pas d'accord 4  pas d'accord du tout
26. Avec votre père, discutez-vous de vos études ?  
1  pas du tout 2  un peu 3  moyennement 4  assez 5  beaucoup
27. Avec votre mère, discutez-vous de vos études ?  
1  pas du tout 2  un peu 3  moyennement 4  assez 5  beaucoup
28. Lisez-vous un quotidien ? 1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
29. Quels journaux lisez-vous le plus fréquemment ? .....
30. Quels magazines lisez-vous le plus fréquemment ? .....
31. Est-ce que votre père lit des journaux ou magazines ? 1  non 2  oui, lesquels ?.....
32. Est-ce que votre mère lit des journaux ou magazines ? 1  non 2  oui, lesquels ?.....
33. Quel est le loisir préféré de votre père ?.....
34. Quel est le loisir préféré de votre mère ?.....
35. Quel est votre loisir préféré ?.....
36. Adhérez-vous ou avez-vous adhéré à une association (sportive, culturelle, etc.), un syndicat, ou un parti politique ? 1  non 2  oui, précisez son (ou leur) nom :.....
37. Etes-vous intéressé par la politique ?  
1  pas du tout 2  un peu 3  moyennement 4  assez 5  beaucoup
38. Estimez-vous connaître les questions politiques ?  
1  pas du tout 2  un peu 3  moyennement 4  assez 5  beaucoup
39. Combien de livres environ lisez-vous par an (donnez un nombre) ?.....
40. Précisez à quand remonte le dernier livre lu ?  
1  derniers jours 2  dernières semaines 3  derniers mois 4  au-delà
41. Pratiquez-vous régulièrement une activité physique et sportive ? 1  non 2  oui, laquelle :.....
42. Allez-vous au théâtre ou à l'opéra ?  
1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
43. Allez-vous à des spectacles sportifs ?  
1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent
44. Quel est votre type de logement ? 1  chez vos parents 2  cité U 3  appartement 4  autre :.....
45. Exercez-vous une activité rémunérée ?  
1  non 2  pendant les vacances 3  occasionnellement 4  régulièrement
46. Etes-vous boursier ? 1  oui 2  non
47. Quel bac avez-vous obtenu ?..... Avez-vous eu une mention au bac ? 1  non 2  oui : laquelle ?
48. Au cours de votre scolarité, avez-vous étudié dans un établissement privé ? 1  oui 2  non
49. Sexe : 1  masculin 2  féminin

50. Année de naissance ?.....
51. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre père :.....
52. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu :.....
53. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre mère :.....
54. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'elle a obtenu :.....
55. Vos parents habitent-ils une commune ?  
 1  de moins de 2 000 habitants    2  de 2 000 à 10 000 habitants    3  de 10 000 à 40 000 habitants  
 4  de 40 000 à 100 000 habitants    5  de plus de 100 000 habitants
56. Quelle votre nationalité ?..... celle de votre père ?..... de votre mère ?....
57. De combien de logements vos parents sont-ils propriétaires ?  
 1  aucun    2  un    3  deux    4  trois et plus
58. Dans quelle tranche situez-vous les revenus mensuels totaux de votre père ?  
 1  < 6000 francs    2  6000-10000 francs    3  10000-15000 francs    4  15000-20000 francs    5   
 20000-30000 francs    6  >30000 francs
59. Dans quelle tranche situez-vous les revenus mensuels totaux de votre mère ?  
 1  < 6000 francs    2  6000-10000 francs    3  10000-15000 francs    4  15000-20000 francs  
 5  20000-30000 francs    6  >30000 francs
60. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père paternel ?.....
61. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?.....
62. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père maternel ?.....
63. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?.....

## Le protocole

Le choix s'est porté sur 13 filières : sociologie, lettres, STAPS, IEP (Institut d'études politiques), mathématiques/informatique/physique, biologie, droit et AES à Strasbourg et à Mulhouse, et IUT carrières juridiques, STS action commerciale, STS informatique-gestion à Colmar. Comme précédemment, l'échantillon ne comporte que des étudiants de premier et deuxième cycle. La collecte des données s'est effectuée entre le 2 décembre 2002 et le 11 décembre 2003. Le questionnaire a toujours été présenté comme intégré à un travail de recherche en sociologie. L'anonymat a également été mis en relief. Dans un souci de limiter les biais, les interviewés ont toujours rempli eux-mêmes le questionnaire. L'accès aux étudiants s'est opéré dans les couloirs pour ceux en math/physique, biologie, et une partie de ceux en droit et en AES. En revanche, en sociologie, lettres, STAPS, IEP, l'IUT, les deux STS (ou BTS), et la majorité de ceux en droit et en AES, la passation des questionnaires a été effectuée par un enseignant en présence ou non de l'enquêteur.

**Tableau A 27 : Composition de l'échantillon (Source : enquête n°2, n=702)**

	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>ème</sup> cycle	Total
Sociologie	86	42	128
STAPS	35	85	120
IEP	64	28	92
Droit	44	41	85
Lettres	48	-	48
AES	59	7	66
Math/physique	4	37	41
IUT carrières juridiques	29	-	29
STS action commerciale	25	-	25
Biologie	18	19	37
STS informatique/gestion	31	-	31
Total	443	259	702

## La distribution des indicateurs

L'étude des V de Cramer relatifs aux différents croisements des indicateurs de rapport aux études informe sur les dépendances entre ces variables.

**Tableau A 28 : Table de corrélation entre les indicateurs du rapport aux études (V de Cramer) (Source : enquête n°2, n=702)**



	Années de retard	Mention au bac	Type de bac	Discussion mère étude	Discussion père étude	Compétence	Optimisme	Chances	Difficulté	Echelle	Fréquentation bibliothèque	Etude le week-end	Activité principale	Assister aux cours	Niveau	Représentation études	Intérêt	Prépa	STS ou IUT
STS ou IUT	0,1459	<b>0,1565</b>	<b>0,3119</b>	0,099	0,847	<b>0,2453</b>	0,1144	0,0745	0,0530	0,0586	0,1439	0,0868	0,0984	0,0799	<b>0,2512</b>	0,1394	0,126	<b>0,2946</b>	***
Prépa	<b>0,1581</b>	<b>0,3237</b>	0,1479	0,132	0,1368	<b>0,2036</b>	0,1069	0,1192	0,0335	0,1511	0,0660	0,1090	0,1060	0,0638	<b>0,2574</b>	0,0508	0,0759	***	
Intérêt études	0,0766	0,1235	0,1333	0,1264	0,1037	<b>0,3381</b>	<b>0,2248</b>	<b>0,2634</b>	<b>0,1970</b>	<b>0,1818</b>	<b>0,168</b>	<b>0,2478</b>	<b>0,2072</b>	<b>0,2399</b>	<b>0,2122</b>	<b>0,3968</b>	***		
Représentation études	0,1160	0,0712	0,1465	0,1093	0,1070	<b>0,2473</b>	0,1425	0,1429	0,1322	0,1128	0,0808	0,0891	0,1443	0,1495	<b>0,1638</b>	***			
Niveau	0,1072	<b>0,2022</b>	<b>0,2944</b>	0,0925	0,1100	<b>0,5570</b>	<b>0,1637</b>	<b>0,1990</b>	<b>0,1576</b>	<b>0,2202</b>	<b>0,1950</b>	<b>0,1718</b>	0,1361	0,0807	***				
Assister aux cours	0,1364	0,0996	0,1274	0,1361	0,1265	0,1126	0,1081	0,1213	0,0890	0,1068	0,1491	<b>0,2654</b>	<b>0,3575</b>	***					
Activité principale	0,0840	0,1308	0,0703	0,1431	0,1385	<b>0,2119</b>	0,1357	0,1151	0,0692	0,1024	<b>0,1900</b>	<b>0,2913</b>	***						
Etude le week-end	0,0823	<b>0,1943</b>	0,1445	<b>0,1703</b>	<b>0,1791</b>	<b>0,2062</b>	0,1313	0,0961	0,044	0,1101	<b>0,2182</b>	***							
Fréquentation bibliothèque	0,0970	0,1001	<b>0,1914</b>	0,1364	0,0960	<b>0,2056</b>	0,0958	0,0652	0,0445	0,0477	***								
Echelle	0,1431	<b>0,2374</b>	<b>0,1577</b>	0,1325	0,1222	<b>0,2725</b>	<b>0,2502</b>	<b>0,3578</b>	0,1834	***									
Difficulté	0,0946	0,0689	<b>0,1627</b>	0,1099	0,0431	<b>0,1977</b>	<b>0,1660</b>	<b>0,2316</b>	***										
Chances	0,0608	<b>0,1607</b>	<b>0,1936</b>	0,1056	0,1101	<b>0,2533</b>	<b>0,3205</b>	***											
Optimisme	0,0801	0,1333	<b>0,1586</b>	0,0957	0,1041	<b>0,2396</b>	***												

Compétence	<b>0,1649</b>	<b>0,1686</b>	<b>0,3525</b>	0,1106	<b>0,1732</b>	***												
Discussion père étude	0,0903	0,1231	0,1166	<b>0,4394</b>	***													
Discussion mère étude	0,1042	0,1334	<b>0,1646</b>	***														
Type de bac	0,1444	0,1145	***															
Mention au bac	<b>0,1572</b>	***																
Année retard	***																	

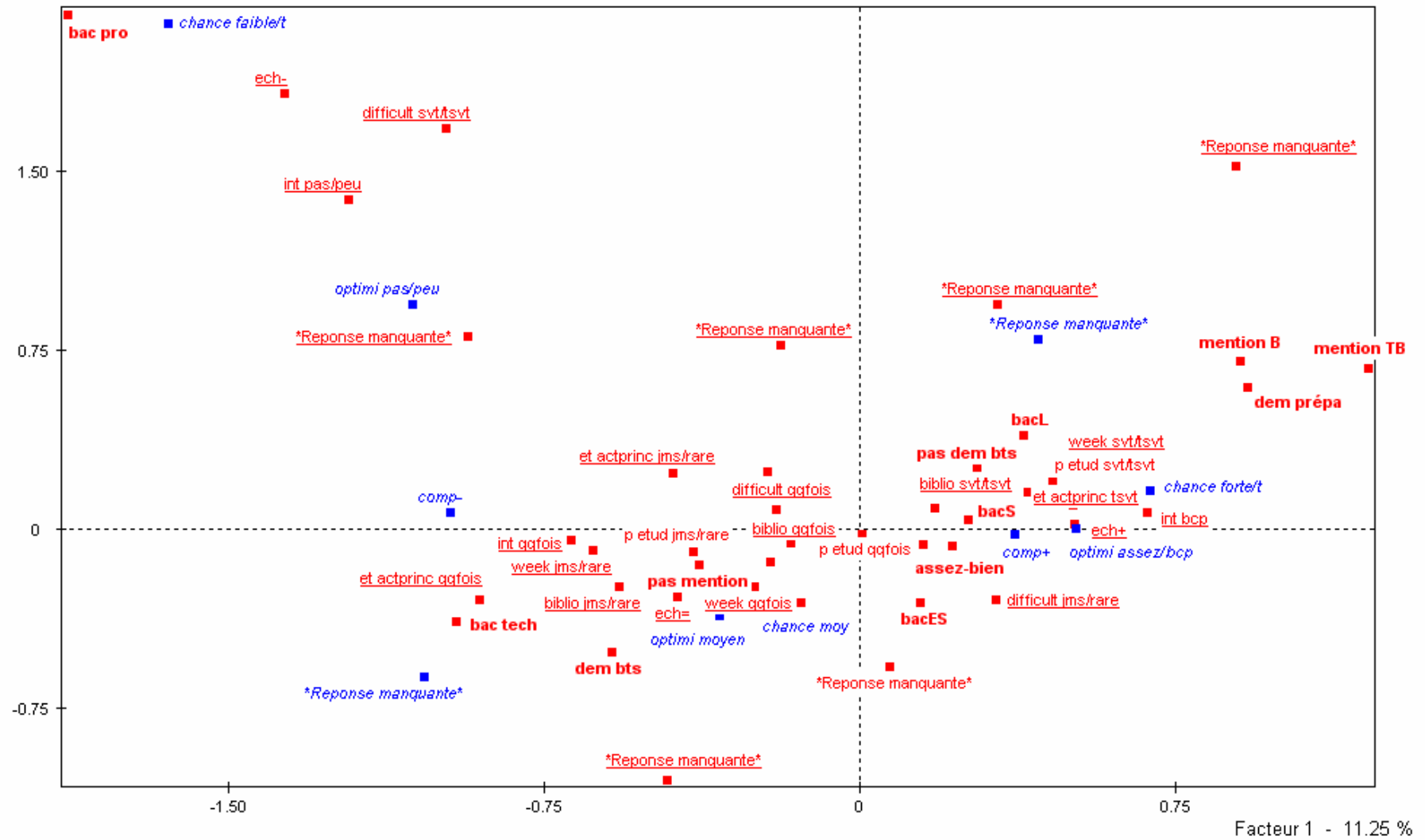
Une ACM réalisée à partir de 14 questions actives, 45 modalités et 702 individus interroge la pertinence des indicateurs d'intégration scolaire choisis.

Le premier facteur représente 11,25% de l'inertie totale dont les principales contributions renvoient aux principaux indicateurs précédemment construits : le passé scolaire des étudiants – type de bac (8,4%), mention au bac (7,2%), demande d'une classe prépa en terminale (5,6%), d'une STS ou d'un IUT (4,6%) ou – l'intérêt et la satisfaction par rapport aux études et à leur filière – l'intérêt pour les études (10,4%), se sentir compétent par rapport aux études longues (10,3%) –, les pratiques scolaires – la fréquence d'étude le week-end (7,3%), les études comme activité principale dans une journée (6,4%) –, la fréquentation de lieux d'études (fréquentation d'une bibliothèque universitaire (4,2%) –, les représentations des étudiants quant à leur avenir scolaire et professionnel – chances de réussite (9,7%), optimisme par rapport à l'avenir scolaire (9,3%) –, et l'implication des parents des étudiants – fréquence de discussion à propos des études avec le père (4,4%). Le premier axe oppose les étudiants suivant leur intégration scolaire. De manière idéal-typique, d'une part se trouvent les étudiants les moins dotés en propriétés scolaires (bac professionnel, sans mention), qui souhaitent se diriger vers des études courtes (demande d'une STS en terminale). En porte-à-faux avec l'institution scolaire – leurs études actuelles ne correspondent pas à leurs attentes – ils sont peu intéressés par leurs études, étudient peu et fréquentent peu les lieux universitaires tels que les bibliothèques universitaires. Ils sont pessimistes par rapport à leur avenir scolaire et professionnel, et ne discutent jamais de leurs études avec leurs parents. D'autre part, se situent les étudiants avec des bacs généraux avec mention bien ou très bien, intéressés par leurs études, engagés dans des études longues, investis dans leurs études, confiants dans leur avenir scolaire et professionnel, qui fréquentent assidûment la bibliothèque universitaire, et dont les parents s'impliquent dans les études de leurs enfants.

Le deuxième facteur rassemble 5,78% de l'inertie totale les mêmes contributions avec une part plus importante du type de bac (12,8%), de l'intérêt pour les études (10,2%), des représentations sur les chances de réussite aux examens (19,4%), les difficultés rencontrés (12,3%), les représentations sur le niveau scolaire (12,9%), et de l'optimisme concernant l'avenir scolaire (9,4%). Il oppose les modalités extrêmes aux modalités médiantes faisant état d'un effet *Guttman*. Sur le plan composé des deux premiers facteurs, les principaux indicateurs se répartissent sur une parabole.

**Figure A 10 : ACM sur les indicateurs de rapport aux études (Source : enquête n°2, n=702)**

Facteur 2 - 5.78 %



# Méthodologie de l'enquête n°3 (n=459) : politisation, orientation politique, et rapport à l'Europe des étudiants de sociologie et de l'IEP

## Le questionnaire

Figure A 11 : Questionnaire sur la politisation, l'orientation politique et le rapport à l'Europe des étudiants de sociologie et de l'IEP enquête n°3 (n=459)

1. En quelle filière et en quelle année étudiez-vous actuellement ? .....
2. Avez-vous effectué d'autres études avant ? 1 ☐ oui 2 ☐ non (si non passez à la question 3.)

Si oui, lesquelles ?..... Y avez-vous obtenu un diplôme ? 1☐ non 2☐ oui :  
lequel ?.....

3. Avez-vous un projet précis de poursuite d'étude ? 1 ☐ non 2 ☐ oui : lequel ?.....
4. Avez-vous un projet professionnel précis ? 1 ☐ non 2 ☐ oui :  
lequel ?.....

## Citoyenneté européenne

5. Etes-vous intéressé par les questions européennes ? 1☐ pas du tout 2☐ peu 3☐ moyennement 4☐ assez 5☐ beaucoup
6. Etes-vous favorable ou non à la construction européenne ? 1 ☐ pas du tout 2 ☐ peu 3 ☐ assez 4 ☐ beaucoup
7. Etes-vous favorable ou non à l'appartenance de votre pays à l'Union européenne ?  
1 ☐ pas du tout 2 ☐ peu 3 ☐ assez 4 ☐ beaucoup
8. Selon vous, est-ce que votre pays a jusqu'à présent bénéficié de l'appartenance à la communauté européenne ?  
1 ☐ pas du tout 2 ☐ peu 3 ☐ assez 4 ☐ beaucoup
9. Quel sentiment éprouveriez-vous si on annonçait la dissolution brutale de la communauté européenne ?  
1☐ une immense joie 2☐ une petite satisfaction 3☐ de l'indifférence 4☐ une déception 5☐ une grande déception
10. Vous sentez-vous européen ? 1 ☐ pas du tout 2 ☐ peu 3 ☐ assez 4 ☐ beaucoup
11. Etes-vous fier d'appartenir à l'Union européenne ? 1 ☐ pas du tout fier 2 ☐ pas très fier 3 ☐ assez fier 4 ☐ très fier
12. Etes-vous fier d'appartenir à votre pays ? 1 ☐ pas du tout fier 2 ☐ pas très fier 3 ☐ assez fier 4 ☐ très fier
13. Dans un futur proche, est-ce que vous vous imaginez comme :  
1 ☐ de votre pays seulement 2 ☐ de votre pays et européen 3 ☐ européen et de votre pays 4 ☐ européen seulement

14. Vous arrive-t-il de penser que vous êtes non seulement un citoyen de votre pays mais aussi un citoyen européen ?

1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ souvent 4 ☐ très souvent

15. Etes-vous satisfait du changement de monnaie et de l'arrivée de l'euro ?

1 ☐ pas du tout 2 ☐ peu 3 ☐ assez 4 ☐ beaucoup

16. Dans quelle mesure vous vous sentez attaché :

	Pas du tout attaché	Plutôt pas attaché	Plutôt attaché	Très attaché
A votre ville/village ?				
A votre région ?				
A votre pays ?				
A l'Europe ?				

17. Allez-vous fréquemment dans des pays étrangers ? 1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ souvent 4 ☐ très souvent

18. Avez-vous effectué ou effectuez-vous un échange Erasmus ? 1 ☐ oui 2 ☐ non

Si oui : dans quel pays ?.....

19. Avez-vous participé à des comités de jumelage entre deux pays ? 1 ☐ oui 2 ☐ non

20. Combien de langues parlez-vous couramment ?.....

Lesquelles ?.....

### Participation politique

21. Etes-vous intéressé par la politique ? 1 ☐ pas du tout 2 ☐ peu 3 ☐ moyennement 4 ☐ assez 5 ☐ beaucoup

22. Regardez-vous un journal télévisé ?

1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ plusieurs fois par mois 4 ☐ plusieurs fois par semaine 5 ☐ tous les jours

23. Vous arrive-t-il de passer toute une journée sans suivre l'actualité politique ?

1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent

24. Avez-vous déjà assisté à un meeting politique ? 1 ☐ oui 2 ☐ non

25. Estimez-vous connaître les questions politiques ? 1 ☐ pas du tout 2 ☐ peu 3 ☐ moyennement 4 ☐ assez 5 ☐ beaucoup

26. Adhérez-vous ou avez-vous adhéré à :

	Non	Oui	Si oui, lequel ou laquelle
une association			
un syndicat étudiant			
un parti politique			

27. Quel est le sujet politique qui vous intéresse le plus ?.....

28. Lisez-vous un quotidien ? 1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent

29. Quels journaux lisez-vous le plus fréquemment ?.....

30. Quels magazines lisez-vous le plus souvent ? .....

31. Mettez une croix à l'endroit où vous situez votre vote sur l'axe droite/gauche

Gauche 

--	--	--	--	--	--	--

 Droite ☐ ne sait pas

32. De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ?.....

33. Votre père suit-il les débats et l'actualité politique ?

1 ☐ jamais 2 ☐ rarement 3 ☐ quelquefois 4 ☐ souvent 5 ☐ très souvent 6 ☐ ne sait pas

34. Votre père est-il intéressé par la politique ? 1  pas du tout 2  peu 3  moyennement 4  assez  
5  beaucoup
35. Votre mère suit-elle les débats et l'actualité politique ?  
1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très souvent 6  ne sait pas
36. Votre mère est-elle intéressée par la politique ? 1  pas du tout 2  peu 3  moyennement 4  assez  
5  beaucoup
37. Mettez un P à l'endroit où vous situez le vote de votre père et un M pour votre mère sur l'axe suivant :
- |        |  |  |  |  |  |  |  |             |  |
|--------|--|--|--|--|--|--|--|-------------|--|
| Gauche |  |  |  |  |  |  |  | Droite      |  |
|        |  |  |  |  |  |  |  | ne sait pas |  |

### Sociographie

38. Quel est votre loisir préféré ?.....
39. D'après vous, combien de livres lisez-vous par an ?.....
40. Précisez à quand remonte le dernier livre lu ? 1  derniers jours 2  dernières semaines 3  derniers  
mois 4  au-delà
41. Allez-vous au théâtre ou à l'opéra ? 1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très  
souvent
42. Allez-vous à des spectacles sportifs ? 1  jamais 2  rarement 3  quelquefois 4  souvent 5  très  
souvent
43. Quel est votre type de logement ? 1  chez vos parents 2  cité U 3  appartement 4   
autre :.....
44. Exercez-vous une activité rémunérée ?  
1  non 2  pendant les vacances 3  occasionnellement 4  régulièrement durant l'année
45. Etes-vous boursier ? 1  oui 2  non
46. Au cours de votre scolarité, avez-vous étudié dans un établissement privé ? 1  oui 2  non
47. Quel bac avez-vous obtenu ?..... Avez-vous eu une mention au bac ? 1  non 2  oui :  
laquelle ?.....
48. Sexe : 1  masculin 2  féminin
49. Année de naissance ?.....
50. Quelle votre nationalité ?..... celle de votre père ?..... de votre  
mère ?.....
51. Pratiquez-vous régulièrement une religion ? 1  non 2  oui : laquelle ?.....
52. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre père :.....
53. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu :.....
54. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre mère :.....
55. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'elle a obtenu :.....
56. De combien de logements vos parents sont-ils propriétaires ? 1  aucun 2  un 3  deux 4  trois  
et plus
57. A combien estimez-vous les revenus mensuels de votre père ?.....
58. A combien estimez-vous les revenus mensuels de votre mère ?.....
59. Quel est le loisir préféré de votre père ?.....
60. Quel est le loisir préféré de votre mère ?.....

61. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père paternel ?.....
62. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?.....
63. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père maternel ?.....
64. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?.....

## Le protocole

Le questionnaire de l'enquête n°3 sur la politisation et la citoyenneté européenne est composé de 64 questions formulées à partir d'indicateurs de citoyenneté européenne – la plupart sont des indicateurs de l'eurobaromètre<sup>1093</sup> –, de politisation – intérêt pour la politique, suivi du journal télévisé, sentiment de maîtrise des questions politiques, lecture de journaux, participation à un meeting politique –, et de la sociographie – sexe, âge, etc.

459 étudiants ont été interrogés en sociologie et à l'IEP lors d'un de leurs enseignements entre mars 2004 et mars 2005 uniquement en premier et deuxième cycle. L'enquête s'est effectuée dans un souci d'obtenir un échantillon équilibré, tant au niveau des cycles d'études en sociologie que des années et des options à l'IEP.

**Tableau A 29 : Composition de l'échantillon, enquête n°3 (n=459)**

	1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>ème</sup> année	3 <sup>ème</sup> année	4 <sup>ème</sup> année	Total
Sociologie	0	161	2	49	212
IEP	80	64	0	103	247

<sup>1093</sup> Voir entre autres : Cautrès (Bruno), Denni (Bernard), « Les attitudes des Français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », in Bréchon (Pierre), Laurent (Annie), Perrineau (Pascal) (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 323-354 ; Duchesne (Sophie), Frogner (André-Paul), « Sur les dynamiques sociologiques et politiques... », art. cit. ; Percheron (Annick), « Les Français et l'Europe... », art. cit.



**Tableau A 30: Distribution de la profession du père des étudiants (Source : enquête n°3, n=459)**

Effectifs	artisan/ commerçant	PDG	prof libérale	cadSupF P	cadre entreprise	institute ur	prof intermédiaire e	technicie n	employé	ouvrier	inactif	autres
sociologie	6,3%	2,3%	3,4%	5,1%	4,5%	2,8%	8,5%	13,6%	23,9%	17,0%	10,2%	2,3%
IEP	3,6%	4,3%	12,9%	15,7%	21,4%	4,3%	10,7%	11,4%	5,0%	3,6%	6,4%	0,7%
IEP Adm Pub	0,0%	6,1%	21,2%	33,4%	15,2%	3,0%	12,1%	3,0%	3,0%	0,0%	0,0%	3,0%
IEP Eco Fi	3,2%	3,2%	9,7%	22,6%	25,8%	3,2%	16,2%	3,2%	6,5%	3,2%	3,2%	0,0%
IEP Etudes Europ	2,8%	0,0%	25,0%	8,3%	16,7%	2,8%	13,9%	2,8%	16,7%	2,8%	2,8%	5,6%

**Tableau A 31 : Diplôme du père (Source : enquête n°3, n=459)**

Effectifs	p sans diplôme	p certificat étude	p CAP/BEP/BEPC	p bac	p bac+2	p bac+3/4	p bac+5	p bac>5	ENSEMBLE
sociologie	12,1%	2,8%	39,7%	13,5%	10,6%	6,4%	7,8%	7,1%	100,0%
IEP	0,8%	3,2%	12,1%	4,8%	11,3%	21,8%	22,6%	23,4%	100,0%
IEP Adm Pub	0,0%	0,0%	6,9%	3,4%	10,3%	20,7%	17,2%	41,4%	100,0%
IEP Eco Fi	0,0%	0,0%	14,3%	10,7%	7,1%	14,3%	28,6%	25,0%	100,0%
IEP Etudes Europ	3,1%	0,0%	12,5%	9,4%	9,4%	12,5%	21,9%	31,3%	100,0%

**Tableau A 32 : Diplôme de la mère (Source : enquête n°3, n=459)**

Effectifs	m sans dip	m certificat d'étude	m CAP/BEP/BEPC	m bac	m bac+2	m bac+3/4	m bac+5	m bac>5	ENSEMBLE
sociologie	13,6%	5,7%	32,9%	17,1%	9,3%	14,3%	4,3%	2,9%	100,0%
IEP	1,6%	0,8%	9,6%	11,2%	12,0%	37,6%	15,2%	12,0%	100,0%
IEP Adm Pub	3,0%	0,0%	3,0%	12,1%	9,1%	45,5%	12,1%	15,2%	100,0%
IEP Eco Fi	0,0%	0,0%	3,4%	20,7%	10,3%	44,8%	10,3%	10,3%	100,0%
IEP Etudes Europ	0,0%	0,0%	10,8%	18,9%	13,5%	32,4%	8,1%	16,2%	100,0%

# Méthodologie de l'enquête par entretiens auprès des militants

Figure A 12 : Grille d'entretien étudiant militant

Adhérez-vous à une ou plusieurs organisations ? Quel est votre passé militant, votre passé associatif ? Avez-vous quitté des organisations ? Si oui, pourquoi ? Etes-vous à l'aise dans votre (ou vos) organisation(s) ? Comment s'est passée votre entrée dans les différentes organisations fréquentées ? Décrivez.

Y a-t-il des règles à respecter dans les organisations ? Des codes ?

Quels sont vos rapports avec les autres militants de votre (ou vos) organisation(s) ?

Quels sont vos rapports avec les autres organisations politiques ?

Qu'est-ce qui a influencé votre engagement ?

Famille : Vos parents sont-ils intéressés par la politique ? Suivent-ils l'actualité politique ? Discutent-ils de politique ? Expriment-ils des opinions politiques ? Sont-ils engagés ? Et vos grands-parents ? Et vos frères et sœurs ? Quelles sont les différences entre vos frères et sœurs et vous ? Comment votre famille perçoit votre engagement ?

Rencontres : Des amis ont-ils pu influencer votre engagement politique ou votre intérêt pour la politique ? Vos amis s'intéressent-ils à la politique ? Comment perçoivent-ils votre activité ?

Événements : Des événements vous ont-ils influencé ? L'entre-deux tours des présidentielles ?

Activités

Avez-vous toujours voté ? Etes-vous intéressé par la politique ? Est-ce que ça a toujours été le cas ? Regardez-vous un journal télé ? A quelle fréquence ? Regardez-vous des émissions à la télé où interviennent des politiciens ? Ecoutez-vous la radio ? Quelles stations ? Vous arrive-t-il d'écouter des émissions abordant des thèmes politiques ? Lisez-vous des journaux ? Des magazines ? Lesquels ? Avec quelle fréquence ? Suivez-vous davantage l'actualité politique depuis que vous êtes militant ?

Avez-vous déjà été à des meetings politiques ?

Par quelles activités se matérialise votre engagement ? Quelles sont les activités que vous appréciez le plus dans le militantisme ? Celles que vous appréciez le moins ?

Dans votre engagement, la parole est-elle importante ? Envisagez-vous de ne plus vous engager ? Comment vous représentez-vous l'engagement politique ? Pourquoi vous engagez-vous ?

Conditions

Décrivez rapidement une semaine type. Votre engagement est-il important en temps ? Précisez. Cela a-t-il des conséquences sur vos études ? Vos relations familiales ? Vos relations amicales ?

Insatisfactions

Quelles sont les insatisfactions liées à l'engagement ? Au cours de vos activités liées à votre engagement rencontrez-vous l'indifférence ? L'hostilité ? Vous arrive-t-il de douter ? Doutez-vous parfois de l'utilité des activités liées à votre engagement ?

### Satisfactions

Quelles sont les satisfactions liées à votre engagement ? Acquérez-vous de la notoriété ? Une reconnaissance par vos activités ? Est-ce que l'engagement est un plaisir ? Est-ce l'occasion de rencontrer des personnes intéressantes ? Des amis ? D'être proche de l'action ? Votre engagement vous a-t-il permis d'apprendre des choses ? Avez-vous appris des choses qui peuvent vous servir ailleurs ? Comment envisagez-vous votre avenir militant et politique ?

### Études

Étiez-vous délégué de classe ? Parcours scolaire ? Avez-vous étudié dans un établissement privé ? Précisez le bac, la mention au bac, les redoublements, les changements d'orientation. Si changement d'orientation : expliquez précisément pourquoi ? Avez-vous connu une ou plusieurs déceptions par rapport à votre scolarité ? Avez-vous fait les études que vous souhaitiez faire ?

Comment percevez-vous votre filière d'études actuelle ? Est-ce que votre filière d'études actuelle correspond à vos attentes ? Est-ce que le prestige des filières a guidé vos orientations scolaires ?

Allez-vous toujours en cours ? Les études sont-elles votre activité principale dans une journée ? Aimez-vous étudier ? Pour vous, est-ce que les études sont importantes ? Dans vos études, préférez-vous être encadré ou autonome ?

Comment envisagez-vous votre avenir scolaire ? Comment envisagez-vous votre avenir professionnel ? Souhaiteriez-vous changer certaines choses dans votre vie quotidienne ? Vos études vous aident-elles en politique ? Et inversement, ce que vous avez appris par votre engagement peut-il vous aider dans vos études ? Dans votre vie professionnelle future ?

### Divers

Pratiquez-vous une religion ? Quels sont vos loisirs ? Sport, sorties, lecture, culturels, etc. ?

Etes-vous boursier ? Exercez-vous une activité rémunérée ?

Professions de vos parents ? Grands-parents ? Frères et sœurs ?

Les plus hauts diplômes de vos parents ? Grands-parents ? Frères et sœurs ?

Vous considérez-vous issu d'une famille favorisée ?

## **Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants militants interrogés par entretien**

90 militants ont été interrogés. 73 l'ont été directement (n°1-67, 84-90), dont certains plusieurs fois (Matthieu/3, Luc/14, Farid/16, Olivier/21, Tom/24, Éric/40, Juliette/45, Maxime/62, Arnaud/88, Jean-Claude/89). 17 militants (n°68-83) ont été interrogés par des étudiants du groupe d'enquête que j'encadrerais sur les jeunes et la politique.

**Tableau A 33 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des militants interrogés par entretien**

N°	Prénom	Date(s) entretien	Age <sup>1094</sup>	Carrière militante et type d'engagement	Processus d'entrée	Carrière scolaire	Rapport à la politique de la famille	Déterminantes sociaux
1	François UNEF-PS	09/2001	20 ans	Délégué de classe Représentant lycéen Au moment de l'entretien : trésorier de l'UNEF à Strasbourg, membre de la République sociale. Est devenu, à la rentrée 2002, président de l'UNEF à Strasbourg et membre d'une section du PS à Strasbourg Tendance majoritaire au sein de l'UNEF Fort investissement à l'UNEF en temps (a redoublé sa deuxième année à l'IEP)	Entrée en première année, peu de temps après son arrivée à Strasbourg pour effectuer l'IEP	1999 : bac ES mention bien. 1999/2000 : prépa école des Chartes 2000/2001 : 1 <sup>ère</sup> année IEP de Strasbourg 2001/2003 : 2 <sup>ème</sup> année IEP 2003/2004 : année Erasmus qui marque un changement dans sa carrière militante	Parents à gauche, quelquefois suivi actualité politique, expression opinions politiques, un peu intéressés par politique Mère association de parents d'élèves Une sœur non engagée. Beau-frère devenu syndicaliste à Sud.	Originaire d'une ville moyenne du sud de la France. Cité U. Boursier. Père restaurateur (bac, revenus inférieurs à 10000 francs mensuels). Mère couturière (brevet, revenus inférieurs à 10000 francs mensuels). Grands-pères boulanger (apprentissage) et maçon (aucun diplôme)
2	Bastien Attac	10/2001	23 ans	Membre d'Attac et d'une association de développement durable dans les pays en voie de développement Investissement assez important. Correspondant Internet	Entrée la première année après son arrivée à Strasbourg pour faire son école, au moment de la campagne des élections européennes de 1999 (quand se trouve en 1 <sup>ère</sup> année d'école)	1996 : bac S mention à Lyon 1996/1998 : math sup bio à Lyon 1998/2001 : élève dans une école d'ingénieur à Strasbourg Se dirige vers le secteur public	Père ex adhérent au PCF, adhérent postérieurement à lui à Attac. Mère à gauche Parents politisés (suivi actualité, etc.)	Originaire de Lyon. Père médecin (revenus entre 15000 et 20000 francs). Mère institutrice (<10000 francs). Grand-père paternel maître de conférence en neuropsychologie.
3	Matthieu PS-MJS	10/2001 12/2002	19 ans	Délégué de classe Ancien scout, ancien dirigeant de l'Union nationale lycéenne. Membre du MJS et du PS.	Entrée au MJS à l'automne 1998 (en 1 <sup>ère</sup> L).	Lycée privé catholique du centre ville puis lycée public 2000 : bac L mention à Strasbourg	Père s'est présenté à des élections cantonales. Parents anciens adhérents du CDS devenus proches du PS. Grand-père	Père secrétaire général d'une grande ville tenue par le PS (ENA, ancien sous préfet, revenus entre 20000 et

<sup>1094</sup> Au moment de l'entretien

				Est devenu par la suite animateur fédéral du MJS dans le Bas-Rhin Investissement important		2000/2002 : 1 <sup>ère</sup> année IEP 2002/2004 : 2 <sup>ème</sup> année IEP Souhaite devenir journaliste Stage dans des organes de presse parisienne	paternel ancien ministre d'un gouvernement PS Une petite sœur aux MJS et un petit frère à la Souris verte, qui suivent son modèle	30000 francs). Mère fonction à l'évêché (DEA de théologie catholique). Grand-père paternel ancien ministre (ENA, ENS). Grand-père maternel directeur financier au sein d'une multinationale (bac+5)
4	Julie Attac	10/2001	22 ans	Membre d'Attac depuis début 1999. Ex AFEV Suivi de réunions et de commissions	Un étudiant de l'AFEV lui a parlé d'Attac, elle entre en 1 <sup>ère</sup> année de socio peu de temps après son échec en prépa	1997 : bac ES mention en Champagne 1997/1998 : une année de prépa lettres à Strasbourg (échec) 1998/2000 : deug de sociologie 2000/2001 : licence de sociologie 2001/2002 : maîtrise de sociologie A fait après un DESS.	Père membre actif du SNES, membre du bureau syndical. Père à gauche. Mère vote blanc. Sœur pas du tout intéressée	Originnaire d'un petit village de Champagne Travail rémunéré à temps partiel Père prof de sport (licence, 10000-15000F). Mère laborantine (bac, 6000-10000F). Grand-père magasinier et ouvrier agricole.
5	Laure GAG/CNT	11/2001	22 ans	Membre du Groupement anti-globalisation (GAG). Membre du Festival permanent contre les lois racistes, association affiliée au mouvement immigration banlieue (MIB) dont elle tend à se désinvestir Suivi des réunions, participation aux actions (manifestations, tractage, etc.) Apprécie le « côté radical » Entre à la CNT	Engagé depuis fin 1999 au Festival, après son deug de sociologie. Rupture avec son petit ami non militant puis rencontre de personnes engagées (dont son nouveau petit ami). Engagée au GAG depuis son existence Entre à la CNT par la suite	1997 : bac L mention 1997 : une semaine en prépa lettres avant d'intégrer la fac de socio. 1999 : deug de sociologie 1999/2001 : en licence de sociologie A depuis obtenu un DEA de socio	Mère qui vient d'adhérer au PS, présence sur une liste municipale. Père vote à l'extrême gauche, moyennement politisé. Une sœur moyennement intéressée, gauche un peu libérale	Originnaire d'une ville distante de 150km de Strasbourg. Surveillante dans un collège. Père chauffagiste (employé, CAP, 6000-10000F). Mère manipulatrice en radiologie, bac, 6000-10000F). Grand-père gendarme et ouvrier. Sœur bac+4.

6	Valentine UNEF- JCR	11/2001	23 ans	Syndiquée à l'UNEF. Adhésion par la suite aux JCR Tendance minoritaire au sein de l'UNEF Militante active	Entrée à l'UNEF à son entrée à l'université. Entre aux JCR deux ans et demi après par le biais de connaissances faites à l'UNEF	Bac L mention à Strasbourg En maîtrise de philo et d'ethno Loisirs culturels	Parents qui ont fait du syndicalisme étudiant. Mère ex PSU et ex PS a adhéré à Attac Baigné dans la politique « depuis toute petite » Grand-père maternel au RPR Frère ex UNEF	Originaire de Strasbourg. Père gérant de société (licence). Mère s'occupe de relations publiques dans un théâtre (maîtrise, 6000- 10000F). Grands-pères menuisier et architecte.
7	Alain MIB	11/2001	25 ans	Militant au Festival permanent contre les lois racistes, association affiliée au mouvement immigration banlieue (MIB) Militant actif, actions, voyages, etc. Investissement militant prend le pas sur les études	Socialisé à l'engagement par des rencontres, amis anarchistes, punk. Création de l'association en 1998 avec un ami qu'il avait croisé à la fac de socio en 1995	Bac ES mention en Moselle En maîtrise de sociologie, tarde à finir son mémoire.	Père vote PCF, a adhéré à la CFDT. Suivi actualité. Parents à gauche. Fils unique	Originaire de Moselle. Surveillant dans un lycée. Père charpentier (aucun diplôme, 6000- 10000F). Mère animatrice auprès de personnes âgées (BEPC, <6000F). Grands-pères charpentier et cheminot (aucun diplôme).
8	Fred Attac- UNEF- JCR	11/2001	29 ans	Ancien militant associatif d'une association qui organisait des concerts dans les Alpes Militant à l'UNEF Ancien élu au CEVU. Fondateur du CUVED. Surtout actif à Attac, au CUVED et aux JCR. Tendance minoritaire au sein de l'UNEF Militant actif. Passe beaucoup de temps. Militantisme prend le pas sur ses études.	Socialisé à la politique lors de son service militaire en Allemagne Entrée à l'UNEF à son arrivée à l'université à Strasbourg, puis par des connaissances aux JCR puis à Attac	Bac B dans les Alpes Echec en 1 <sup>ère</sup> année d'allemand. 2001/2002 : en 2 <sup>ème</sup> année de lettres (deug en cinq ans). A abandonné l'année suivante pour travailler.	Pas d'héritage politique. Fils unique	Originaire des Alpes. Père vitrier-miroitier (BEP, 6000-10000F). Mère aide comptable (bac, <6000F). Grands- pères garde-chasse et gardien.
9	Lionel RPR	11/2001	20 ans	Délégué de classe 1998 : entre au RPR	Rôle de la socialisation politique	Lycée privé catholique du centre	Grand-père gaulliste, père vote RPR, suivi actualité,	Père employé de banque (bac, 10000-

				Membre des Jeunes européens. Siège au conseil d'administration de son IUT Militant actif. Délégué vie étudiante du RPR jeunes Responsable du RPR jeunes à Strasbourg Tractages, campagnes électorales	au sein de son lycée Adhésion en 1998 après la dissolution, au moment des régionales	ville 1999 : Bac ES mention à Strasbourg 1999/2000 : Echec en 1 <sup>ère</sup> année de droit 2000/2001 : IUT information et communication 2001/2002 : 2 <sup>ème</sup> année d'IUT Loisirs culturels A fait ensuite une école de commerce	lecture de la presse Mère vote à droite, « apolitique » Fils unique	15000F). Mère secrétaire médicale (CAP, 10000-15000). Grands-pères chef d'entreprise et ouvrier
10	Mathias DL-UNI	12/2001	20 ans	2000 : militant à DL 2001 : membre de l'UNI Militant actif. Responsable du site Internet. Tractages	S'est engagé pendant sa prépa Rôle de la socialisation familiale	Lycée privé catholique du centre ville 1999 : Bac ES mention 1999/2001 : prépa HEC 2001/2002 : en 1 <sup>ère</sup> année d'école de commerce (IECS)	Père à DL, candidat à des élections municipales. Grand-père ancien maire Fils unique	Père agent commercial indépendant (licence éco, 20000-30000F). Mère assistante commerciale (brevet, 10000-15000F). Grands-pères garagiste et banquier (<bac)
11	Laurent FA	12/2001	20 ans	Militant à la fédération anarchiste (FA) Militant actif. Tables de presse, tractage, recherche d'informations	Intérêt pour l'anarchie. S'est engagé au début de sa prépa. Est d'abord allé voir SCALP et s'est finalement tourné vers la FA Volonté de se démarquer au sein de sa famille et des autres élèves	Lycée privé du centre ville 1999 : Bac ES mention assez bien 1999/2000 : Echec en prépa Chartes 2000/2001 : 1 <sup>ère</sup> IUT information et communication 2001/2002 : 2 <sup>ème</sup> année d'IUT	Parents adhérant à Terre sans frontière. Père dans un syndicat enseignant mais pas actif. Parents à la politisation « moyen plus » Un grand-père ex conseiller municipal Deux sœurs peu intéressées par la politique	Père directeur d'une école primaire (école normale, 10000-15000F). Mère au foyer (certificat d'étude). Grands-pères ouvriers usine et SNCF. Deux sœurs institutrices
12	Mansour UNEF-PS	02/2002	25 ans	Militant à l'UNEF puis au PS (République sociale puis gauche socialiste). Entre au PS en 2002.	Commence à militer fin 1998 à la Fédération anarchiste, adhère à l'UNEF en	1995 : Bac S mention bien à Strasbourg 2001/2002 : 5 <sup>ème</sup> année de médecine	Parents votent à gauche. Père intéressé par politique, a participé à la révolution en Iran	Père chômeur (licence de chimie). Mère aide soignante (diplôme d'infirmière

				A milité à la FA, a participé à des testings pour SOS Racisme. Président de l'UNEF à Strasbourg pendant plusieurs années. Est devenu ensuite secrétaire de section au PS (proche d'Emmanuel) Tendance majoritaire au sein de l'UNEF Militant très actif	1999 Rapport avec les inégalités sociales en médecine	Devenu interne en médecine	Frère peu intéressé par la politique	en Iran, 6000-10000F). Grands-pères commerçant et colonel.
13	Philippe UNI-RPR	02/2002	27 ans	Délégué de classe, représentant au conseil d'administration de son lycée Militant à l'UNI. Dirigeait à ce moment là l'UNI à Strasbourg. Membre du RPR depuis 1995 sans être très actif, du MIL puis de l'UMP. Par la suite a repris la direction de l'UNI à Strasbourg Militant très actif	Adhérent au RPR depuis 1995, il devient militant très actif à l'UNI en 1997 en lien avec le désordre qui règne en histoire. Réaction aux autres élèves	Bac B mention assez bien à 30km de Strasbourg Echec en droit, réorientation en histoire. En maîtrise d'histoire. A ensuite préparé l'agrégation d'histoire tout en enseignant dans un collège privé	Parents votent à droite. Grands-pères anciens communistes devenus gaullistes car écoeurés par le communisme Fils unique	Proche campagne de Strasbourg. Père gérant de biens (aucun diplôme, >50000F). Mère retraités (sténo). Grands-pères Charpentier et mineur.
14	Luc Ex UNI	06/2002 et 12/2002	29 ans	Délégué de classe A été militant à l'UNI au lycée, puis à l'université (élu étudiant). S'est occupé de la campagne de Balladur en 1995. S'est rapproché des souverainistes en 1999 (liste Pasqua-de Villier). Est devenu assistant parlementaire d'un eurodéputé souverainiste	Rôle groupe des pairs dans son entrée à l'UNI au lycée. Choc biographique (décès de son père), influence réseaux sociaux et promotion culturelle ensuite (milieu culturel, théâtre, voyages en Bretagne, cercles de réflexion)	Lycée privé catholique du centre-ville 1991 : Bac B à Strasbourg 1991/1992 : 1 <sup>ère</sup> année de science éco, échec. 1992/1994 : deug de lettres. Licence de lettres puis réorientation en ethnologie.	Parents votent à droite. Père a voté Barre, n'appréciait pas les gaullistes et Chirac Un frère militaire très à droite sans engagement Une sœur enseignante qui s'intéresse peu à la politique	Père décédé ancien militaire de carrière, ingénieur de promotion. Parents sans étude supérieure. Grands-parents petits agriculteurs. Frère militaire. Sœur prof d'histoire-géo



				pendant un an. A participé à la campagne de Chevènement en 2002. Inactif. Se dit « dégoûté de la politique »	Rôle des enseignements de littérature et d'ethnologie	En 2002 : 3 <sup>ème</sup> ou 4 <sup>ème</sup> année de doctorat d'ethnologie Ecriture d'ouvrages		
15	Valentin Réseau sortir du nucléaire	10/2002	19 ans	Membre du réseau Sortir du nucléaire Distribution de tract, manifestations	Rôle changement configuration sociale et échec en AES	2001 : Bac ES mention assez bien dans les Vosges 2001/2002 : inscription en deug de droit, réorientation après trois mois en deug d'AES (échec) 2002/2003 : 1 <sup>ère</sup> année d'AES	Mère vote à droite Père assez peu politisé Le fils de son beau-père en maîtrise de droit	Vient d'un village des Vosges. Père agent SNCF (BEP, 10000-15000F). Mère agent commercial (CAP, 6000-10000F).
16	Farid Verts	10/2002 trois entretiens	27 ans	Délégué de classe Représentant lycéen Contacté par les Verts au printemps 2002 Juin 2002 : militant chez les Verts. A été suppléant d'une candidat Verts aux législatives de 2002 Actif depuis le printemps 2002. Ecriture d'articles Responsable formation	Echecs en sociologie et science politique Rôle du 21 avril	1995 : Bac ES à Strasbourg 1995/1997 : Deux échecs en 1 <sup>ère</sup> année de droit. 1997/1999 : deug de sociologie. 1999/2000 : licence de sociologie. 2000/2001 : Ne termine pas son mémoire de maîtrise. 2001/2002 : échec en maîtrise de science politique, ne termine pas son mémoire de maîtrise de socio 2002/2003 : échec en maîtrise de science po. Arrêt de ses études	Mère vote à gauche. Grand-père à droite, gaulliste, politisé. Parents assez peu politisé Un frère cuisinier pas du tout politisé	Surveillant dans un lycée pendant plusieurs années Père marbrier (BEP, 10000-15000F). Mère comptable (bac+2, 6000-10000F). Grand-père militaire, harki
17	Antoine CUVED-UNEF	10/2002	20 ans	2001 : entre à l'UNEF. 2001/2003 : militant à l'UNEF. Actif, tractage,	Héritage familial, se démarquer de ses parents en se	2001 : Bac L option cinéma audiovisuel à 20 km de Strasbourg	Parents à gauche, intéressés par la politique. Père ayant adhéré au	Habite à 20km de Strasbourg. Père cadre d'entreprise

				manifs, etc. Se rapproche de la tendance minoritaire au sein de l'UNEF. 2002 : entre au CUVED 2003 : proche du comité d'action étudiante. 2005 : s'occupe de SUD étudiant à Strasbourg. Elu au Conseil d'administration de son université.	gauchisant Entrée à l'université, offre politique plus importante. Entrée au CUVED par des connaissances de l'UNEF	2001/2002 : Echech en 1 <sup>ère</sup> année d'histoire de l'art. 2002 : Réorientation en 1 <sup>ère</sup> année de sociologie. S'est ensuite orienté vers une licence d'ethnologie	Rotary club, mère à un syndicat enseignant Un grand-père « malgré nous », un autre qui voterait FN Un frère, qui s'est suicidé car homosexuel	sociale (30000-40000F). Mère conseillère d'orientation (10000-15000F). Grands-pères employé et paysan
18	Xavier Souris verte	10/2002	23 ans	Militant à la Souris verte. Direction de la Souris verte à Strasbourg Actif : réunions, tracts, écriture d'articles	Héritage familial. Variation par rapport aux parents avec l'investissement chez les Verts. Rôle du 21/04	1997 : bac S mention bien à Colmar 2002/2001 : 5 <sup>ème</sup> année de médecine	Parents à gauche plutôt PS. Père ex adhérent PS, s'investit dans l'humanitaire Parents très intéressés par politique Sœur à gauche mais non engagée	Père professeur de français (agrégation, 10000-15000F). Mère médecin conseillère rectorat (doctorat, 10000-15000F). Grands-pères ouvrier et comptable.
19	Nadia Ex UNEF- ID	10/2002	30 ans	Représentante étudiante au sein de son IUT. Ex militante à l'UNEF-ID. Ex militante au sein d'une association homosexuelle Entre à l'UNEF en avril 1993. Elue au conseil scientifique de son université. Quitte l'UNEF en 1996. Présente une liste aux élections du CROUS Fin 1996 adhère à une association homosexuelle qui se désagrège en 1998 Quitte l'UNEF en 1996 Arrêt de tout militantisme en 1998	Activation de dispositions militantes lorsqu'elle rencontre des militants de l'UNEF-ID. Conjoncture politique puis la thèse prend le pas.	1990 : bac B 1990/92 : IUT techniques de commercialisation. Echec au concours d'entrée de l'IEP 1992/93 : 2 <sup>ème</sup> année de deug de droit à Strasbourg 1993/94 : licence de droit 1994/95 : maîtrise de droit et maîtrise de science politique 1995/96 : DEA 1996 : doctorat	Père syndicaliste CGT Parents votent à gauche Frère et sœur à gauche Mère sur une liste municipale du PS Sœur a adhéré à l'UNEF-ID peu de temps après elle.	Père agent technique dans une ville. Mère précédemment employée de bureau (bac pro).

20	Guillaume UDF	10/2002	19 ans	Entre à l'UDF en juin 2002 Actif : réunions, un tractage.	Rôle du 21/04	2001 : bac S mention assez bien en Moselle 2001/2002 : 1 <sup>ère</sup> année d'une école d'ingénieur : échec 2002 : entrée en deug de sciences éco	Père à droite, mère au centre Parents politisés, intéressés par la politique Père conseiller prud'homal Frère au lycée qui s'intéresse aussi à la politique	Père directeur administratif et financier (DUT gestion, 20000-30000F). Mère prof de français (CAPES, 6000-10000F). Grand-père chef comptable (brevet) et géomètre (bac)
21	Olivier PS-MJS	11/2002	25 ans	Association d'éducation populaire qui organise des colonies de vacances 1998 : adhésion au PS après les régionales 1999 : adhésion au MJS 2001 : Association d'étudiants Juris Ludi 2001 : Association des élèves du DESS Actif, réunions, tractages, campagnes électorales, stratégie	Socialisation du groupe des pairs plutôt positionnés à droite. Positions politique et religieuse marginales en droit (gauche et protestant)	1995 : bac ES mention assez bien 1995/1996 : 1 <sup>ère</sup> année d'IEP (échec) 1996/1998 : deug de droit 1998/1999 : licence de droit 1999/2000 : maîtrise de droit 2000/2001 : maîtrise de droit des affaires en Irlande 2001/2002 : DESS Travaille pour une collectivité locale en tant que juriste	Parents ni gauche, ni droite, peu politisés. Grand-père maternel était positionné à gauche : influence, socialisation au cours de l'enfance Frère peu politisé.	Père : ingénieur en mécanique (école bac+5, 20000-30000F). Mère : secrétaire de direction (BTS, 6000-10000F). Grands-pères ouvrier et directeur d'école primaire. Religion protestante : pratiquant
22	Alex Souris verte-Verts	11/2002	25 ans	Intérêt pour les Verts à partir de 1997 1999 : entrée à la Souris verte après la campagne des européennes 2000 : entrée chez les Verts 2001 : adhésion à Alsace nature Actif à la Souris verte : responsabilités au niveau	Contexte politique : européennes et gauche plurielle (« Verts moins sectaires ») Changement de contexte, arrivée à la fac, échec en prépa véto	1995 : bac S mention bien dans les Vosges 1995/1997 : prépa véto à Nancy 1997/1998 : licence de biochimie 1998/1999 : maîtrise 1999/2000 : DEA 3 <sup>ème</sup> année de thèse de biochimie (allocataire-moniteur)	Parents votent à gauche Mère adjointe au maire d'une petite commune, adhésion à un syndicat enseignant (FSU), ex FCPE Sœur vote à gauche, peu politisée.	Père : retraité (ambulancier, sans diplôme, <6000F). Mère prof math/physique (BTS, 10000-15000F). Grands-pères ouvrier et paysan.

				national ex trésorier Non actif à Alsace nature		Loisirs culturels (théâtre, opéra, lecture) A terminé sa thèse et effectué un post doc aux Etats-Unis		
23	Ludovic UNI-UMP	11/2002	20 ans	Délégué de classe, élu au conseil d'administration de son collège Investissement dans des clubs de football Fin mars 2002 : adhésion à l'UNI. Tendance DL, a voté Madelin au 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle de 2002 2002 : adhésion à l'UMP Actif à l'UNI. Direction de l'UNI à Strasbourg A arrêté subitement son engagement à l'UNI	Promotion culturelle, rencontre en droit avec le précédent responsable de l'UNI	2000 : bac ES mention bien à 30 km de Strasbourg 2000/2001 : 1 <sup>ère</sup> année de droit 2001/2003 : 2 <sup>ème</sup> année droit (redoublement)	Parents votent à droite. Intérêt moyen. Grand-père réfugié hongrois, arrivé en France en 1956 pour fuir le communisme, vote à gauche. Son petit frère suit son exemple.	Père : boucher (employé, CAP, 6000-10000F). Mère : cuisinière (BEP, 6000-10000F). Grand-père agriculteur
24	Tom Ex UDF- PS	11/2002 et 2003	28 ans	Scoutisme pendant 15 ans Encadrement d'une association de jeunes de son village en Mayenne 1992 : adhésion au CDS puis Force démocrate (UDF) 1995 : arrêt engagement à l'UDF après l'élection présidentielle et le soutien de l'UDF à Balladur 1997 : entre au PS. Secrétaire général de la MNEF Entre à l'UNEF, élu au conseil scientifique puis au conseil d'administration de son université.	Poids de l'héritage familial, de la socialisation aux questions européennes, du groupe des pairs, de l'arrivée à Strasbourg	1991/1992 : redoublement de sa 1 <sup>ère</sup> S pour faire C 1993 : bac C en Mayenne, échec au concours d'entrée à Science po 1993/1995 : deug de droit à Laval 1996/1996 : licence de droit à Angers 1997/1998 : maîtrise de droit et maîtrise de science politique à Strasbourg 1998/1999 : DEA de science politique 1999 : inscription en	Parents votent à droite (UDF) Père maire d'une petite commune en Mayenne Père ancien adhérent à l'UDF Père politisé, intérêt politique, etc. Mère intérêt moyen. Aîné de sa famille.	Père : commercial (CAP charcutier). Mère : secrétaire de mairie (bac). Grands-pères : marchands de porc et petits agriculteurs. Pratique de la religion catholique

				Arrête l'UNEF. Arrête le PS. 2002 : membre d'un comité israélo-palestinien pour la paix, de l'Union juive pour la paix Successivement actif au sein de chaque association. Mission civile en Palestine, rencontre de Y. Arafat.		doctorat de science politique		
25	Elodie Souris verte	11/2002	22 ans	2001 : adhère à la Souris verte Devient trésorière nationale de l'organisation 2001/2003 : association Juris Ludi. Militante active, réunions, déplacements, etc.	Dispositions familiales	1998 : bac S en Moselle 1998/2001 : deug de droit à Strasbourg, a refait sa 1 <sup>ère</sup> année 2001/2002 : licence de droit 2002/2003 : maîtrise de droit	Père à gauche (plutôt PS), mère centre. Père vice-président d'un syndicat de médecins Parents politisés Un grand frère adhérent à Attac.	Père : psychiatre (doctorat, 20000-30000F). Mère : kiné (20000-30000F). Grands-pères proviseur (bac+5) et chef d'entreprise (sans diplôme)
26	David Assoce doctorants Ex UNEF	11/2002	24 ans	Adhésion à l'UNEF en 1997/1998. Arrêt en 2000. Elu représentant étudiant au CEVU. Investissement ensuite au sein d'une association de doctorants. Ancien militant actif à l'UNEF. Arrêt en DEA quand se trouve souvent à l'étranger. Les études prennent le dessus	Dispositions familiales. Rôle des rencontres.	1996 : bac S à Strasbourg 1996/1998 : deug de droit à Strasbourg 1998/1999 : licence de droit à Strasbourg 1999/2000 : maîtrise de droit à Paris 2000/2001 : DEA de droit à Strasbourg A partir de 2001 : doctorat de droit (allocataire)	Parents politisés. Votent à gauche. Parents divorcés. Aîné de sa famille, deux petits frères.	Père : maître de conférences en statistiques. Mère : chercheur en neuroscience
27	Aude PS-MJS	11/2002	25 ans	Mai 2002 : adhésion au PS et au MJS Militante active : réunions, campagne électorale, etc.	Promotion culturelle Plus de temps au niveau scolaire Rôle du 21/04	1995 : bac S mention assez bien option européenne à Strasbourg	Père maire d'une petite commune, membre de l'UMP Mère peu politisée.	Père : retraité de la fonction publique (certificat d'étude, 6000-10000F).

				Est restée active		1995/1996 : 1 <sup>ère</sup> année de maths à Strasbourg (échec) 1996/1998 : deug d'anglais 1998/2000 : licence d'anglais (redoublement) 2000/2001 : maîtrise d'anglais 2001/2002 : DEA d'anglais 2002 : doctorat d'anglais (allocataire)	Deux grandes sœurs peu politisées	Mère : retraitée (infirmière, 10000-15000F). Grand-père charpentier. Seule de sa famille à avoir fait des études supérieures.
28	Fabien UNI	11/2002	20 ans	Automne 2002 : adhésion à l'UNI (se dit royaliste) Tractage, collage	Promotion culturelle. Rôle du groupe des pairs, est entré par l'intermédiaire de Ludovic (23/UNI)	2000 : bac S dans le nord de l'Alsace 2000/2002 : deug de droit à Strasbourg 2002/2003 : licence de droit	Place ses parents au centre. Père assez politisé, mère peu politisée. Fils unique.	Père : chef cuisinier (10000-15000F). Mère : Chef caissière (BEP agent administratif, 6000-10000F). Grand-père ouvrier
29	Thibault UMP-UNI	11/2002	18 ans	Délégué au collège et au lycée. Investissement dans un club de judo, une association catholique. Responsable des enfants de cœur de sa paroisse. Prépare le BAFA. Lors de la présidentielle de 2002 assiste à des meetings. Lors de la campagne des législatives en 2002, boîtage pour un candidat UMP. Automne 2002 : adhésion à l'UMP, à l'UNI, aux bureaux des élèves et des sports de l'IEP Actif, boîtage, campagne		Collège et lycée privés catholiques à Nancy 2002 : bac S mention bien à Nancy 2002/2003 : 1 <sup>ère</sup> année IEP de Strasbourg	Parents votent à droite. Père adhère à l'UMP. Parents assez politisés. (les jugent moins politisés que lui) Fréquentation des milieux politiques depuis son plus jeune âge Aîné de sa famille, son petit frère suit son exemple.	Père : radiologue interventionnel (>40000F). Mère : maître de conférences en lettres (15000-20000F). Grands-pères pharmacien et militaire.

				électorale				
30	Flavie Souris verte	11/2002	23 ans	1999/2000 : active au sein du bureau des élèves de son école 2000/2001 : soutien scolaire pour enfant défavorisé Fin 2001 : entrée à la Souris verte Active : réunions, organisation d'actions	Changement configuration sociale.	1996 : bac S mention bien à Mantes la Jolie 1996/1998 : prépa à Mantes la Jolie 1998/2001 : école d'ingénieur de chimie Strasbourg 2000/2001 : DEA de chimie Depuis 2001 : doctorat de biochimie à Strasbourg	Parents au centre. Père assez politisé, a été candidat à une élection municipale, et appartenait à une association de résidents. Mère politisation moyenne. Aîné de sa famille.	Père : cardiologue (30000-40000F). Mère : infirmière-gouvernante (6000-10000F). Grands-pères médecin et charpentier.
31	Sara Attac	11/2002	21 ans	1999/2000 : investissement à l'amicale de géographie (organisation de conférences) Septembre 2001 : entrée à Attac. Active : réunions	Rôle de la configuration scolaire	1998 : bac L mention bien 1998/2000 : deug de géographie à Strasbourg 2000/2001 : licence en Erasmus en Islande 2001/2002 : maîtrise à Strasbourg	Parents votent à gauche, assez politisés, ont adhéré à des associations d'alphabétisation et humanitaires, et au SGEN Un grand frère assez politisé	Père : professeur de lettres (agrégation, 15000-20000F). Mère : professeur de lettres (agrégation, 10000-15000F). Un grand-père cadre
32	Vanda UEJF	12/2002	23 ans	Vote à gauche. 1994/1997 : adhésion à Ras le front 2001/2002 : participe à un collectif pour la paix entre juifs et arabes 2002 : adhésion et investissement à l'UEJF (membre du bureau) Actif	Rôle d'une amie	1997 : bac L mention bien à Strasbourg 1997/1998 : année d'étude en Israël 1998/2000 : deug de droit à Strasbourg 2000/2001 : licence de droit 2001/2002 : maîtrise de droit	Parents votent à gauche, politisés. Ont été engagés dans des associations et un syndicat Mère a appartenu au PCI dans sa jeunesse	Père : prof (DEA, 15000-20000F). Mère : psychologue (thèse, 10000-15000F). Grands-pères représentant et commerçant.
33	Benjamin Attac	12/2002	24 ans	Engagement au sein d'une association de théâtre d'humour. Adhère au PS pour « aider un ami au sein de sa section ». 2001 : association à la	Rôle d'un ami	1996 : Bac S mention bien 1996/2001 : faculté de pharmacie 2001/2002 : DEA	Parents votent à gauche. Engagement du père aux Restos du cœur et dans une association de théâtre d'humour. Fils unique	Père : cadre intermédiaire assurances (bac, 15000-20000F). Mère : cadre intermédiaire (bac, 15000-20000F).

				<p>faculté de pharmacie pour créer un journal Mars 2002 : entrée à Attac. Devient correspondant électronique local pour Attac Actif</p>				Grands-pères boulanger et cadre administratif.
34	Adrien UNEF	12/2002	19 ans	<p>Délégué de classe Septembre/octobre 2002 : entrée à l'UNEF et au PS</p>	Changement de configuration sociale	<p>2001 : échec au bac à Montbéliard, sort du système scolaire 2002 : passe son bac ES à Montbéliard en candidat libre 2002/2003 : 1<sup>ère</sup> année de sociologie (échec)</p>	Parents votent à gauche, assez politisés.	<p>Père : commerçant (bac pro, 10000-15000F). Mère : agent administratif (bac technique, 6000-10000F). Grands-pères ouvrier et boulanger.</p>
35	Olivier Asso doctorants (Hors corpus)	12/2002	30 ans	<p>Vote à gauche, plutôt Verts. 2000 : entrée de l'association de doctorants de son université Membre du bureau de l'association. A été élu au CA de son université</p>	Rôle de rencontres. Recherche de sociabilité.	<p>Collège et lycée privé dans le centre-ville de Strasbourg 1992 : bac B 1992/93 : échec en 1<sup>ère</sup> année d'AES 1993/95 : deug de sociologie 1995/96 : licence 1996/98 : maîtrise 1998/1999 : DESS de démographie 1999/2001 : DEA 2001/2002 : DU d'anglais</p>	Mère au centre. Ne connaît pas le vote de son père, se demande s'il vote à droite ou à l'extrême droite. Parents à la politisation moyenne. Fils unique.	<p>Père : technicien (aucun diplôme, 10000-15000F). Mère : secrétaire (CAP, 6000-10000F). Grands-pères cordonnier et employé.</p>
36	Arnaud AFGES (Hors corpus)	12/2002	20 ans	<p>Vote à droite. Pompier volontaire depuis l'âge de 16 ans. Septembre/octobre 2001 : adhère à l'amicale des étudiants de biologie, à l'amicale des sciences et à</p>	Changement configuration sociale	<p>2000 : bac S 2000/2001 : 1<sup>ère</sup> année de médecine (échec) 2001/2002 : 1<sup>ère</sup> année de biologie 2002/2003 : 2<sup>ème</sup> année de biologie</p>	Père pompier, anciennement syndiqué. Parents peu politisés. Affirme ne pas connaître le vote de ses parents. Une grande sœur non politisée	<p>Père : retraité mineur (BEP, 6000-10000F). Mère : infirmière (6000-10000F). Grand-père mineur</p>



				l'AFGES. Décembre 2002 : entre au bureau de l'AFGES. Elu au conseil d'administration.				
37	Caroline Asso doctorants (Hors corpus)	12/2002	27 ans	2001 : entre à l'association de doctorants de son université. Devient vice-présidente, élu au CS et au bureau de l'école doctorale. Est ensuite devenue présidente	Rôle de rencontres, promotion culturelle.	1993 : bac B 1993/95 : deug de sociologie 1995/96 : licence 1996/97 : maîtrise 1997/98 : préparation CAPES sciences économiques et sociales (échec) 1998/99 : DEA de sociologie 1999/2005 : doctorat	Parents votent à gauche. Mère syndiqué à la CFDT. Père assez politisé, mère moyennement. Une petite sœur.	Père : responsable marketing France Telecom (équivalent bac). Mère : secrétaire à la SNCF (CAP). Grands-pères magasinier et serrurier.
38	Victor Jeunes européens-UMP	01/2003	26 ans	Entrée aux Jeunes européens fédéralistes à Paris. Devient président du mouvement sur la France. 2002 : adhère à l'Union en mouvement, puis à l'UMP. Fin 2002 : devient assistant parlementaire d'une députée européenne (UMP)	Changement de configuration sociale	Lycée privé catholique à Marseille 1994 : bac B à Marseille Deug de droit à Paris (Assas) Licence de droit international Maîtrise en droit international 2000/2001 : DEA de droit communautaire 2001/2002 : préparation du concours d'avocat (échec)	Parents politisés, votent à droite. Aîné de sa famille.	Père : médecin généraliste. Mère : mère au foyer. Grand-père viticulteur.
39	Marc PS Asso doctorants	01/2003	31 ans	1998 : entrée au PS Juin 99 : participe à la création de l'association de doctorants de son université. Est ensuite devenu secrétaire d'une	PS : influence des scores du FN aux régionales de 98. Association de doctorants suite à un projet de réforme des	Bac B avec mention Deug de droit et prépa Cachan. ENS Cachan Licence et maîtrise de droit à Paris I. Agrégation de	Parents votent à gauche (plutôt Verts). Parents politisés. Ont eu un investissement au niveau local au début des années 80 lors de municipales.	Père : cadre dans une banque (école d'ingénieur). Mère s'occupe d'une association de yoga (licence d'histoire).

				section du PS.	ATER.	sciences éco et sociales. DEA de droit communautaire à Paris I. Doctorat de droit communautaire à Strasbourg	Engagement qui s'est poursuivi dans la mise en place d'action écolo : proposer du pain bio, etc. Aîné de sa famille. Frère et sœur à la politisation moyenne (maîtrise de commerce et thèse de bio)	Grands-pères pharmacien et cadre dans le privé. Arrière-grand-père prof en khâgne à Henri IV.
40	Eric Ex UNEF- JCR LCR	02/2003 04/2003 11/2003	35 ans	1984-1986 : adhésion aux JCR Octobre 1988 : entrée à l'UNEF (« UNEF PC ») Novembre 1988 à juillet 89 : adhésion aux JCR à Paris Septembre 1989 : devient président de l'UNEF à l'IEP de Paris Fin 1989 à 1997 : adhésion à la LCR Septembre 1997-janvier 1999 : adhésion au PS Juin 1999 : retour à la LCR 2005 : entrée chez les Verts	Rôle de rencontres. Conjoncture : marche des beurs, SOS. Intérêt pour l'antiracisme. Sur entrée à l'UNEF : conjoncture politique après élection présidentielle de 1988, comité Juquin	Lycée à Strasbourg, redouble sa 1 <sup>ère</sup> . 1987 : bac A1 avec mention à Nancy 1987/1988 : hypokhâgne à Metz 1988-1992 : IEP de Paris 1992/1994 : maîtrise puis DEA de science politique à Paris I Depuis 1994 : doctorat de science politique 1998/1999 : retour à Strasbourg	Parents ont voté Giscard en 1974 et Mitterrand en 1981. Une sœur qui a fait une école de commerce (ESCP) et qui ne milite pas. Compagne ex militante à l'UNEF et au PS	Père ingénieur de recherches au CNRS à la retraite. Mère : au foyer.
41	Gilles LO	02/2003	24 ans	Entrée à LO en 1998/1999 Militant actif (tractage, vente du journal de l'organisation, réunion, etc.)	Rôle de rencontres. Echecs en 1 <sup>ère</sup> année à l'université. Changement de configuration sociale.	1996 : bac L mention assez bien à Fribourg en Allemagne. 1996/1997 : 1 <sup>ère</sup> année de droit (échec) à Strasbourg. 1997/1998 : 1 <sup>ère</sup> année d'histoire (échec) Arrêt de ses études pendant un an, fait de l'intérim. 1999/2001 : deug d'allemand.	Père vote à gauche (PS), a déjà voté UDF. Mère vote à droite. Père syndiqué à FO, mère aux jeunes chrétiennes. Parents à la politisation moyenne. Grand-mère paternelle était syndiquée et active. Une petite sœur de 20 ans peu intéressée par la politique qui vote LO comme lui.	Père : tourneur-fraiseur (CAP, 10000-15000F). Mère : préparatrice en pharmacie (BEP, <6000F). Grands-pères serrurier et brasseur. Une grand-mère ouvrière.

						2001/2002 : licence d'allemand 2002/2003 : maîtrise d'allemand		
42	Julia Souris verte-Verts	03/2003	19 ans	Déléguée de classe au collège 2002 : entrée à la Souris verte. Participe à la campagne des Verts à la présidentielle. 2002/2003 : stagiaire au Parlement européen auprès d'un député Vert français. A été candidate sur la liste commune PS-Verts aux élections régionales de 2004.	Dispositions familiales. Rôle de rencontres. Une de ses copines est la fille d'un responsable des Verts à Strasbourg.	2002 : bac ES mention assez bien à Strasbourg 2002/2003 : 1 <sup>ère</sup> année de deug math-éco	Parents votent à gauche, politisés. Père a adhéré à des associations humanitaires, et pour la défense des kurdes. Père a adhéré au PSU et au PS, mère au parti démocrate aux Etats-Unis. Père actif au sein d'un syndicat enseignant. Il a également été candidat aux municipales en 1995 et 2001.	Père : prof de français et d'anglais (licence d'anglais, 15000-20000F). Mère : cadre d'entreprise (Master, 15000-20000F). Grands-pères agriculteur et journaliste politique (aux Etats-Unis).
43	Anne UNEF-PS	05/2003	22 ans	Déléguée de classe au collège et au lycée, une année représentante au conseil d'administration de son lycée. 1999 : entrée à l'UNEF puis au PS (Gauche socialiste). Active surtout en 1999/2001, secrétaire générale de l'UNEF à Strasbourg en 2000/2001, élu au conseil d'administration de son université et à celui du CROUS Stage au Parlement européen auprès d'un député PS alors proche de la gauche socialiste	Dispositions familiales. Rencontres sur le choix de l'UNEF	1999 : bac S mention bien à Strasbourg 1999/2003 : IEP de Strasbourg. 2001/2002 : année Erasmus à Madrid	Parents votent à gauche, politisés. Grand-père résistant pendant la guerre, ex militant PC. Une petite sœur à l'UNEF et au PS qui suit son exemple	Père : psychologue. Mère : au foyer. Grand-père militaire et commerçant.
44	Erika	06/2003	22 ans	1998 : entrée au MJS en	Rôle des rencontres.	1999 : bac ES avec	Parents votent à gauche,	Père : médecin.

	PS-MJS			<p>terminale. Participe à la campagne des européennes. Egalement militante au PS, elle a adhéré pendant deux ans à l'UNEF sans y être très active. Secrétaire générale du MJS pendant quelques mois à Strasbourg. 2002/2003 : stage au Parlement européen auprès de la députée européenne de Strasbourg 2004 : Responsable de la campagne du PS en Alsace pour les régionales 2004 : Devient permanente du MJS à Paris 2006 : Devient assistante parlementaire au Parlement européen</p>	Contexte politique avec la campagne des européennes.	<p>mention à Strasbourg 1999/2003 : IEP de Strasbourg. 2001/2002 : année Erasmus à Londres 2003/2004 : DEA de science politique</p>	<p>politisés, mais non engagés. Un petit frère non engagé, peu intéressé par la politique.</p>	<p>Mère prof d'allemand dans un lycée. Grand-père paternel : architecte. Grands-parents maternels prof dans un lycée et institutrice.</p>
45	Juliette UMP	06/2003 09/2003	23 ans	<p>Depuis 1999 : membre du RPR puis de l'UMP Stage à la mairie de Paris au service relations internationales et à la communication. Mai/juin 2002 : Stage au Parlement européen auprès d'un eurodéputé DL-PPE Depuis septembre 2002 : assistante parlementaire d'une eurodéputée UMP. Responsable de la délégation des jeunes de l'UMP dans une</p>	<p>Changement de configuration sociale. Arrivée à Paris, réaction aux étudiants de Jussieu.</p>	<p>1997 : bac L près de Tours 1997-98 : 1<sup>ère</sup> année de deug LEA à Tours 1998-99 : 2<sup>ème</sup> année de deug LEA option droit à Paris-Jussieu 1999-2001 : licence et maîtrise LEA à Jussieu 2001/2002 : DESS de relations européennes à Paris.</p>	<p>Père au RPR. Grands-parents paternels membres du RPR. Petit frère à l'intérêt politique moyen.</p>	<p>Père : commerçant-libraire. Mère : cadre-infirmier.</p>

				circonscription parisienne				
46	Carole UDF	06/2003	28 ans	A l'IEP de Lyon : adhésion pendant un an à DL puis passage à l'UDF. Fin 1998 : stage à la division du Parlement européen qui s'occupe des relations avec les parlements nationaux 1999 : stage au PPE. Participe à la campagne électorale pour les européennes dans le staff de l'UDF Depuis 1999 : assistante parlementaire d'un eurodéputé UDF	Dispositions familiales et contexte scolaire dans l'adhésion à un parti.	1993 : bac B avec mention à Saint- Etienne 1993/1997 : IEP de Lyon Année Erasmus en Angleterre 1997/99 : DEA de science politique à Bruxelles	Père militant UDF.	Père décédé : promoteur immobilier. Mère au foyer
47	Patricia PS	12/2002	31 ans	1985 : entrée au MJS (15 ans). 1988 : entrée au PS (18 ans) 1989 : entrée à l'UNEF- ID, élue au CEVU de son université. Stage et travail au Conseil de l'Europe à la fin de ses études pendant deux ans et demie. Conseillère municipale à Strasbourg de 1997 à 2001. Directrice de campagne du PS dans le Bas-Rhin pour les régionales 1998 et les européennes 1999 Assistante parlementaire au niveau local d'une eurodéputée PS entre 1999 et 2004, puis depuis		Faculté de sciences économiques (deug, licence, maîtrise) Licence d'économie en Erasmus en Angleterre. DESS de politiques publiques en Europe	Parents politisés mais non engagés en politique. Actifs dans des associations.	Père : ex directeur général de la CCI Mère : prof de statistiques à l'université (CAPES).

				2004 d'une autre eurodéputée PS				
48	Samuel PS	02/2003	29 ans	Délégué de classe 1991 : entrée à l'UNEF-ID, au PS et au MJS. Militant actif de l'UNEF-ID, élu étudiant au sein de son université. Participation aux campagnes électorales. Juillet 1998 : devient assistant parlementaire local d'un député PS		1991/95 : deug de droit à Strasbourg 1995/96 : licence de droit public et d'administration publique à Metz 1996/97 : maîtrise de droit public à Metz 1997/98 : DESS de droit des collectivités locales à Strasbourg 1998 : réussi le concours d'attaché territorial	Parents politisés sans pour autant militer.	Père chirurgien, décédé. Mère directrice d'un lycée privé.
49	Clara UMP	11/2003	20 ans	Printemps 2002 : adhère à l'UMP (avant la présidentielle) Participe aux campagnes pour la présidentielle et les législatives de 2002. Militante active (réunions, etc.).	Redoublement, rencontres, contexte politique, promotion culturelle.	1999 : bac ES à Strasbourg 1999/2000 : 1 <sup>ère</sup> année de droit à La Roche-sur-Yon (fac privée) 2000/2002 : 2 <sup>ème</sup> année de droit à Strasbourg 2002/2003 : licence de droit 2003/2004 : maîtrise de droit	Parents peu politisés, n'ont jamais été engagés, ni adhérents.	Père à la retraite (ancien comptable, niveau <bac). Mère au foyer, ancienne secrétaire (niveau <bac).
50	Robert UMP	11/2003	24 ans	1997 : entre au RPR, au lendemain de la dissolution. 2001 : délégué départemental du RPR à la jeunesse Juin 2002 : conseiller municipal Septembre 2002 : entre au cabinet du maire d'une grande ville : responsable	Dispositions familiales	1998 : bac à 15km de Strasbourg 1998/2000 : 1 <sup>ère</sup> année de droit 2000/2002 : 2 <sup>ème</sup> année de droit 2002/2004 : Inscrit en licence de droit.	Père gaulliste mais plus social : il siège au conseil des prud'hommes. Grand-père était maire (RPR) d'une petite commune à 30km de Strasbourg, aujourd'hui adhérent à l'UMP.	Père : cadre dans une société d'assurance (maîtrise de droit). Grand-père industriel dans le bois.

				du groupe des élus UMP, coordination et communication.				
51	Nicolas UMP	11/2003	25 ans	<p>1998 : entrée au RPR, suite à la dissolution, peu de temps avant les régionales. Participe à plusieurs campagnes électorales. 2001 : participe activement à la campagne municipale d'un candidat RPR d'une ville moyenne (20000 hab) en Alsace. Septembre 2001 : devient directeur de cabinet du maire de S. Délégué UMP de circonscription, délégué départemental à l'UMP, responsable adjoint des jeunes UMP. Printemps 2003 : rejoint le parti radical valoisien. Eté 2004 : directeur de cabinet du maire d'une ville moyenne. Juin 2005 : directeur de cabinet d'un maire d'une ville moyenne.</p>	<p>Préparation du concours d'entrée à Science Po comme « catalyseur ». Amis du lycée qui entrent avant lui au RPR. Un ami de fac qui entre au MJS.</p>	<p>1996 : bac ES à Sélestat. Echec au concours d'entrée de l'IEP. 1996/1998 : deug de droit. 1998/99 : licence de droit en Angleterre (Erasmus). 1999/2000 : maîtrise de science politique à l'IEP de Strasbourg. 2000/2001 : DESS politiques publiques en Europe à l'IEP de Strasbourg. 2001/2003 : uniquement son activité professionnelle 2003/2004 : DEA de science politique</p>	<p>Père à droite. Mère plutôt à gauche y a 15 ans qui vote à droite maintenant. Grand-mère maternelle gaulliste, résistante durant la guerre. Grands-parents à droite, un grand-père proche du MRP (voire même adhérent). Une sœur à gauche qui termine ses études de médecine.</p>	<p>Père : médecin-radiologue. Mère ex prof de français et d'histoire-géo dans un collège. Grand-père secrétaire général de la fac de droit.</p>
52	Jean UMP	12/2003	20 ans	<p>Septembre 2003 : entrée à l'UMP. Assiste aux réunions, écrit dans le journal de la mairie.</p>	<p>Réaction par rapport aux élèves gauchistes de sa prépa.</p>	<p>2001 : bac L avec mention en Franche-Comté. 2001/2003 : hypokhâgne et khâgne à Strasbourg 2003/2004 : 1<sup>ère</sup> année à l'IECS (école de commerce)</p>	<p>Père vote à droite, présent sur une liste locale dans une petite commune, membre d'associations sportives et culturelles. Mère peu intéressée par la politique. Un grand frère enseignant à l'étranger peu intéressé</p>	<p>Activité rémunérée à temps partiel. Père agent de maîtrise dans une entreprise du groupe PSA (&lt;bac). Mère : employée de bureau (&lt;bac).</p>

							par la politique.	
53	Axel UMP	12/2003	19 ans	Septembre 2003 : entrée à l'UMP. Assiste aux réunions.		2002 : bac ES mention assez bien à 25km de Strasbourg 2002/2003 : 1 <sup>ère</sup> année de droit à Strasbourg 2003/2004 : 2 <sup>ème</sup> année Préparation Cachan en parallèle.	Père votent à droite. Grand-père maternel actif au RPR. Un grand frère peu intéressé (salarié dans une entreprise de maintenance de climatisation)	Père : technicien d'étude (agent de maîtrise). Mère : assistante dentaire. Grand-père commercial et viticulteur.
54	Anthony Jeunes européens-UMP	11/2003	23 ans	Octobre 1997 : entre au RPR (peu de temps après la rentrée). Membre de la délégation cantonale, de la direction jeune, du comité départemental qui élit l'assemblée locale du RPR, présent sur une liste aux municipales dans sa ville (<10000 hab). Actif dans des associations municipales. Fin 2002 : stages d'un mois au Conseil de l'Europe et à la Cour européenne des droits de l'homme. Septembre 2003 : adhère aux Jeunes européens, en charge de la trésorerie. Actif au JE : organisation de conférences.	Pour le RPR : rôle du contexte politique, promotion culturelle. Pour les Jeunes européens : socialisation anticipatrice, souhaite intégrer le Collège de Bruges.	Lycée privé catholique du centre-ville de Strasbourg. 1997 : bac ES à Strasbourg 1997/99 : deug de droit et DU d'anglais 1999/2000 : licence de droit 2000/2001 : maîtrise de droit des affaires 2001/2002 : 2 <sup>ème</sup> année d'IEP à Strasbourg 2002/2003 : année de mobilité aux USA 2003/2004 : 4 <sup>ème</sup> année d'IEP section Eco-fi. Préparation au concours d'avocat.	Parents votent à droite, sont sympathisants UMP. Père s'occupe d'une association de judo. « Un certain intérêt pour la politique, mais pas au point d'adhérer. » Pro-européen « mais sans plus ».	Père : responsable d'une agence bancaire (a repris ses études à 40 ans dans la gestion patrimoniale). Mère : employée de banque (secrétariat). Grand-père boulanger.
55	Mélanie Jeunes européens	11/2003	23 ans	Octobre 2002 : adhère aux Jeunes européens. 2003 : secrétaire générale de l'association à Strasbourg. Vote à droite, intérêt	Rôle de la position scolaire sur son intérêt pour l'Europe.	Lycée privé 1998 : bac ES mention bien en région parisienne 1998/99 : hypokhâgne à Paris	Parents votent à droite, suivent l'actualité, pas plus d'intérêt que cela pour l'Europe. Mère lit Le Figaro et un quotidien régional sur Internet. Père	Père : gendarme, informaticien de la gendarmerie (bac). Mère : secrétaire (<bac).



				politique assez faible, suit l'actualité (Internet, abonnée au Point), intérêt pour l'Europe très élevé.		1999/2003 : IEP de Strasbourg 2001/2002 : année Erasmus en Suède 2003/2004 : DESS Politiques publiques en Europe à l'IEP	regarde le journal télévisé. Une grande sœur cadre dans les assurances (fac de droit et école)	
56	Emilie Jeunes européens	11/2003	19 ans	Octobre 2002 : adhère aux Jeunes européens. 2003 : vice-présidente des Jeunes européens à Strasbourg. Vote à gauche (Verts, PS), Mamère au 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle, PS aux législatives. Suivi actualité, lecture du Courrier international, radio (France infos). Discussions.	Promotion culturelle	2002 : bac ES mention très bien 2002/2003 : 1 <sup>ère</sup> année IEP 2003/2004 : 2 <sup>ème</sup> année IEP	Parents divorcés. Mère assez intéressée, vote Chevènement ou PS. Père vote FN. Sœur institutrice vote à gauche (PS/Verts)	Père : représentant en pièces de voiture (ex ouvrier). Mère : employée. Grands-pères maçon et cheminot.
57	Michel Jeunes européens (Hors corpus)	11/2003	25 ans	Adhère aux Jeunes européens. Participe à des réunions de l'UDF sans être encarté. Intérêt pour la politique. Assiste à des réunions publiques. Suivi de l'actualité. Se dit centriste. A voté pour Lepage au 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle.		1 <sup>ère</sup> année de droit 2 <sup>ème</sup> année de droit (échec, problèmes de santé) 2000/2002 : DEUST collectivités territoriales 2002/2003 : licence d'administration publique 2003/2004 : maîtrise d'administration publique	Pas de divergence politique avec ses parents. Père élu municipal, non encarté. Un frère (technicien) et deux sœurs (infirmière et secrétaire) peu intéressés par la politique.	Père cheminot à la retraite, maire d'une petite commune (2000 hab) et d'une communauté de communes.
58	René PS	02/2004	24 ans	2001 : Militant à Greenpeace Printemps 2002 : entre au PS et au MJS, participe à la campagne de la présidentielle et des		Lycée privé du centre-ville de Strasbourg 1998 : bac L 1998/2000 : deug de géographie	Parents votent PS, politisés, suivi de l'actualité, discussions. Parents ont adhéré au PS depuis qu'il est entré. Père auparavant	Surveillant dans un lycée. Père : retraité (ouvrier spécialisé). Mère : retraitée (employée à la Poste).

				législatives. Délégué fédéral du PS. Candidat PS aux cantonales de 2004 à Saales, une petite circonscription du Bas-Rhin. Organisation de la campagne des européennes pour le PS dans le Bas-Rhin.		2000/2001 : licence de géographie 2001/2002 : maîtrise de géographie 2002/2003 : DEA de géographie (non terminé) 2003/2004 : préparation de concours 2004/2005 : DESS Cultures et conflits A fait du théâtre	syndicaliste à la CGT, délégué syndical. Grands-parents moyennement politisés, plutôt UDF, catholique pratiquant. Petite sœur non politisée. Une grande sœur (aide soignante) assez politisée mais non engagée.	
59	Pierre-Yves MRC	03/2004	24 ans	Membre du club Saint-Just (« club de réflexion pour ressusciter le jacobinisme ») Juin 2002 : adhère au MRC	Clubs de réflexion. Rôle études. Dispositions familiales.	1998 : bac 1998/2000 : deug d'histoire à Strasbourg 2000/2001 : licence 2001/2002 : maîtrise 2002/2003 : DEA d'histoire 2003/2004 : prépare l'agrégation d'histoire	Parents ont très longtemps voté PS. Parents politisés, discussions, suivi actualité. Des grands-parents communistes.	Père : prof d'anglais dans un lycée. Mère : prof d'allemand dans un lycée. Grands-parents : ouvriers-paysans.
60	Nils PS	04/2004	25 ans	Rédacteur en chef du journal de l'IEP Début 2000 : adhère au PS 2001 : candidat aux élections municipales à S. commune de 15000 habitants dans le Bas-Rhin, élu conseiller municipal de l'opposition. Fin 2001/décembre 2003 : collaborateur auprès du groupe PS au Conseil régional. 2002 : candidat aux législatives à S.	Dispositions familiales. IEP. Carrière scolaire.	1996/1999 : IEP de Strasbourg Stage à l'Assemblée Nationale, au ministère des affaires étrangères à la direction de la coopération européenne, à l'hôtel du préfet. 1999/2000 : diplôme de l'Institut des études européennes de Strasbourg (IHEE) 2000/2001 : inscrit en prépa	Père ex adhérent PSU. Parents politisés, suivi de l'actualité, discussions. Père vote à gauche, mère pas toujours. Frère (IEP de Paris) et sœur (IEP de Strasbourg) cadets votent à gauche mais moins politisés.	Père : professeur des Universités en droit. Mère : prof d'anglais dans le secondaire. Grands-pères : mineur et pharmacien.

				2003 : administrateur des Jeunes européens de Strasbourg. Délégué fédéral Europe au PS dans le Bas-Rhin 2004 : candidat aux cantonales à S. 2005/2006 : assistant parlementaire au Sénat d'un élu PS de Strasbourg.		2003/2004 : maîtrise de droit public Octobre 2004 : réussite à l'examen d'entrée à l'école d'avocat. 2004/2005 : DEA de droit communautaire à Paris I Sorbonne. Janvier 2006 : entrée à l'école d'avocat.		
61	Edouard Verts ( <u>Hors corpus</u> )	06/2003	22 ans	De fin 2000 à juin 2003 : stagiaire à Strasbourg d'une eurodéputée française des Verts. Depuis 2001 : assistant parlementaire à temps partiel puis à temps plein d'un autre eurodéputé Verts français. Vote à chaque élection Suivi de l'actualité Intérêt pour l'Europe		1999 : bac ES dans les Ardennes 1999/2000 : 1 <sup>ère</sup> année de l'IEP de Strasbourg 2000/2002 : 2 <sup>ème</sup> année de l'IEP 2002/2003 : année de mobilité qu'il effectue à Bruxelles en tant qu'assistant 2003/2004 : 4 <sup>ème</sup> année de l'IEP	Mère vote à droite (RPR/UDF) Père : suivi élevé actualité Ne connaît pas le vote de son père	Père : ingénieur à la retraite. Mère : chef d'entreprise.
62	Maxime Ex MDC	02/2003 11/2003	32 ans	1996/1997 : adhère au MDC. Assiste à quelques réunions, écrit un ou deux articles dans le journal local du parti, colle des affiches pour les législatives de 97. Fin 1997 à 1999 : assistant parlementaire au local d'un député PS. A présent se situe proche de l'extrême gauche.	Prend sa carte « pour faire plaisir à sa mère ». Aussi un intérêt pour Chevènement, la défense de l'Etat, et l'opposition à la construction européenne sous l'angle Europe néolibérale.	1989 : bac B mention bien en Franche Comté Echec au concours d'entrée de l'IEP. 1989/1991 : 1 <sup>ère</sup> année de droit à Strasbourg 1991/93 : 2 <sup>ème</sup> année de droit 1993/94 : licence de droit 1994/95 : maîtrise de droit 1995/97 : service militaire en tant	Père ancien militant UDR puis RPR, responsable de section, conseiller municipal d'une petite commune et conseiller intercommunal. Mère ex adhérente au MDC, trésorière d'une petite section, mais venue sur le tard à la politique. Auparavant peu politisée, votait à gauche ou à droite. Continue de voter pour Chevènement.	Parents ont tous deux commencé comme ouvriers. Père chargé de clientèle dans un organisme HLM, ancien directeur adjoint d'une PME par promotion interne. Mère secrétaire. Grands-parents ouvriers. A été boursier après le divorce de ses parents.

						<p>qu'objecteur dans une association</p> <p>1995/96 : maîtrise de science politique</p> <p>1996/97 : DEA de science politique</p> <p>1997 : inscription en thèse de science politique</p> <p>1998/1999 : assistant parlementaire</p> <p>1999/2002 : salarié au sein d'un établissement public qui s'occupe de logement social</p> <p>2002/2003 : inscrit en prépa</p>		
63	Ludovic Verts (Hors corpus)	06/2003		<p>A son entrée à l'université, s'investit dans une association de protection de l'environnement.</p> <p>Rencontre les jeunes Verts et Génération écologie. Adhère et milite chez les Verts.</p> <p>De 1999 à 2003 : assistant parlementaire d'un eurodéputé Verts</p>		<p>Bac ES à Paris</p> <p>Deug de sociologie à Paris</p> <p>Licence de sociologie</p> <p>Maîtrise de sociologie</p> <p>1997 : DEA de sociologie</p> <p>1997/99 : successivement responsable commercial, responsable de recrutement, et chargé de dossiers dans une agence de communication politique.</p> <p>Monte une association de covoiturage.</p>	Père réfugié politique.	<p>Père : chômeur (ex directeur d'un festival de théâtre, thèse de lettres).</p> <p>Mère : agent artistique (beaux arts, BTS communication)</p>
64	Annie	11/2003	23 ans	1999/2000 : activité au		1998 : bac L avec	Parents à gauche (plutôt	Père : professeur des

	Diverses assoc			sein d'une association d'aide au devoir et aux Restos du cœur 2000 : stage en ambassade 2001/2002 : stage au Parlement européen Engagement successif dans différentes associations (humanitaire, réfugiés politiques) Participation au contre sommet du G8 d'Evian Vote à chaque élection Suivi de l'actualité Manifestations suite à la présence de Le Pen au deuxième tour et contre la guerre en Irak.		mention à Strasbourg 1998/2001 : IEP de Strasbourg 2001/2002 : licence de sociologie et un semestre à Berlin 2002/2004 : prépa 2003/2004 : maîtrise de sociologie	PS), engagés dans des associations (Attac, humanitaire, sans papiers, Tchétchénie). Mère ex candidate des Verts à la fin des années 80.	universités. Mère : ingénieur d'études au CNRS.
65	Stéphane UMP Ex Afges	11/2003	26 ans	Délégué de classe 1993 : adhère aux Jeunes démocrates sociaux à 16 ans. Participation à des campagnes électorales et à des universités d'été. Deviens président des Jeunes démocrates de Strasbourg (FD) 1995 : entre à l'association des étudiants de sciences éco 1996 : vice-président de l'association des étudiants de sciences éco. Se détache de son engagement à FD. Elu au conseil d'administration du		Interne dans un lycée de Strasbourg (section sport-étude échec) 1995 : bac S à Strasbourg 1995/97 : 1 <sup>ère</sup> année de science éco 1997/99 : 2 <sup>ème</sup> année de sciences éco 1999/2001 : licence de sciences éco 2001/2002 : maîtrise de sciences éco	Père actif dans plusieurs associations. Mère : conseillère municipale d'une commune de 8000 habitants, membre active d'une association de parents d'élèves.	Parents : instituteurs à la retraite, ex directeurs d'école. Grands-pères : employés de mairie et dans une administration.

				<p>Crous. 1998/2000 : président de l'AFGES 1998/2002 : vice-président étudiant au Crous Trésorier de la Mutuelle des étudiants Secrétaire adjoint de la FAGE. Septembre 2002 : assistant parlementaire d'un député alsacien UMP. Novembre 2002 : adhère à l'UMP</p>				
66	Fabrice UMP	12/2003	25 ans	<p>Depuis 2001 : conseiller municipales d'une petite commune alsacienne (300 habitants) Campagne électorale d'un candidat aux législatives en Alsace Depuis 2002 : assistant parlementaire Fin 2002 : adhère à l'UMP</p>		<p>1996 : bac 1996/2000 : IEP de Strasbourg 1998/1999 : année de mobilité en Allemagne 2000/2001 : licence d'histoire 2001/2002 : maîtrise d'histoire (interrompue)</p>	<p>Parents votent à droite. Un oncle ancien député (de la circonscription sur laquelle il est assistant). Une sœur comptable qu'il a inscrite à l'UMP, un frère ingénieur de droite, une sœur employée (bac pro) plutôt à gauche qui ne votent pas toujours.</p>	<p>Père : ouvrier, agriculteur. Mère : au foyer. Grands-parents : agriculteurs.</p>
67	Patrick LCR	12/2003	32 ans	<p>1986 : Participe activement aux manifestations lycéennes et étudiantes. 1986/88 : proche de SOS Racisme, monte un comité SOS, comité lycéen anti-raciste dans son lycée. 1988 : rencontre des militants de la LCR pendant la campagne de</p>	<p>Conjoncture, dispositions familiales, changement de configuration</p>	<p>1989 : bac B à Strasbourg 1989/1992 : deug d'histoire 1992/94 : licence d'histoire 1995 : service militaire 1994/95 et 1996/98 : maîtrise d'histoire 1998/99 : DESS Villes et conflits,</p>	<p>Père et grand-père ex adhérent au PCF. Mère allemande social-démocrate. Père a arrêté son activité au PCF peu de temps après mai 68. Hormis quelques manifestations, n'a plus d'activité politique lorsqu'il naît. Une sœur qui travaille dans la com (arts déco), a</p>	<p>Père : à la retraite (géologue, thèse). Mère : secrétaire. Naissance en Bretagne, divorce des parents, départ avec sa mère et ses sœurs à Strasbourg. Un grand-père employé dans une municipalité.</p>

				<p>Juquin lors de la présidentielle.      Octobre 1988 : devient militant des JCR.      Octobre 1989 : adhère à l'UNEF-ID.      1991 : mobilisation importante autour de la guerre du Golfe.      1991/92 : départ de l'UNEF-ID avec les militants des JCR pour entrer à l'UNEF-SE (« l'UNEF PC »).      Devient président de l'UNEF-SE à Strasbourg.      Elu étudiant au conseil d'administration de son université et au CROUS.      1991-1995 : double appartenance JCR-LCR.      1995 : quitte la présidence pour effectuer son service militaire, prend du recul avec l'UNEF et les JCR.      1996 : adhérent à la LCR sans être très actif.      1997 : participe à l'auto-organisation des chômeurs.      1999/2004 : assistant parlementaire au Parlement européen</p>		<p>stage dans un Conseil régional      2003 : réussit le concours d'attaché territorial</p>	<p>fait un court passage chez les JCR au lycée), une sœur architecte qui travaille dans le milieu artistique.</p>	
68	Sébastien UNEF-PS	03/2004	20 ans	<p>2001 : entrée à l'UNEF puis au PS (Nouveau Monde)      2003 : président de l'UNEF à Strasbourg</p>	<p>Dispositions familiales, changement de configuration scolaire.</p>	<p>2001 : bac S mention bien      2001/02 : 1<sup>ère</sup> année d'arts plastiques à Strasbourg.      2002/03 : 2<sup>ème</sup> année</p>	<p>Parents votent à gauche (gauche du PS), intéressés par la politique. Père ne se voit pas dans un parti politique. A fait adhérer sa mère au PS.</p>	<p>Père : ex photographe, animateur de débats sur l'audiovisuel (en rapport avec secteur public).      Mère : psychologue</p>

						d'arts plastiques et 1 <sup>ère</sup> année de physique (abandon) 2003/04 : licence d'arts plastiques	Grands-parents à droite.	dans la formation professionnelle (DESS de psychologie). Grands-pères : notaire et instituteur. Une sœur en BEP métier de la mode.
69	Anna Collectif libertaire (Hors corpus)	04/2004	25 ans	Manifestations lycéennes. Adhère à l'UNEF-ID Adhère aux JCR A adhéré puis quitté le MRAP 1999 : manifestations contre le traité de Nice, rencontre des militants de la CNT. Depuis 1999 : milite dans un collectif libertaire à Metz qui réunit la FA, la CNT, SCALP	Dispositions familiales. Contexte scolaire et rencontres comme activation des dispositions.	1997 : bac ES mention assez bien 1997/2000 : deug de droit à Nanterre puis à Metz. Redouble sa 2 <sup>ème</sup> année. 2000/2001 : licence de droit à Metz 2001/2002 : maîtrise de droit (abandon) 2002/2003 : maîtrise de science politique à Strasbourg 2003/2004 : DEA de sciences du travail à Strasbourg	Parents votent à gauche, intéressés par la politique. Discussions politiques. Mère adhérente au PCF depuis longtemps. Un grand-père très intéressé par la politique.	Père : directeur de recherches au CNRS. Mère : psychologue en hôpital psychiatrique (DESS et DEA). Grands-pères retraités (contremaître dans une usine et chauffeur-livreur)
70	Raoul CUVED Ex JCR	12/2002	23 ans	Printemps 1998 : entrée au JCR. 1999 : entrée à l'UNEF-ID. Membre d'Attac pendant deux ans. 1999 : Participe à la création d'un Comité de vigilance contre l'extrême droite. A quitté les JCR	Arrivée à l'université comme activation de dispositions. Promotion culturelle.	1997 : bac 1997/99 : 1 <sup>ère</sup> année de deug d'histoire à Strasbourg 1999/2000 : 2 <sup>ème</sup> année de deug d'histoire 2000/2001 : licence d'histoire 2001/2002 : maîtrise d'histoire 2002/2003 : préparation au CAPES d'histoire-géo	Père issu « d'une famille traditionnellement communiste, tendance stalinienne », a été adhérent au PCF. Mère « plutôt tendance droite royaliste catholique ». Parents non militants. Un oncle paternel maire PCF d'une commune. Frère peu intéressé par la politique	Boursier. Père : ouvrier à France Télécom. Mère : au foyer. Frère : comptable (BTS). Grands-pères coiffeur et agriculteur.
71	Albert UNEF	04/2003	21 ans	1998/99 : adhère à la Fédération anarchiste	Le 21/04 entraîne son adhésion à l'UNEF.	Etude dans une école catholique.	Parents à gauche. Père à l'UNEF-ID dans les	Père décédé (médecin cardiologue).



				(FA) Quitte la FA 6 mois après (« pour des questions de convictions politiques ») Printemps 2002 : Rejoint l'UNEF. Fin 2002 : adhère au PS.	Voir aussi son adhésion suite à sa réorientation de droit en socio	2001 : Bac ES dans un lycée privé du centre ville de Strasbourg. Echec au concours d'entrée de l'IEP 2001/2002 : 1 <sup>ère</sup> année de droit, se réoriente à la fin du 1 <sup>er</sup> semestre en sociologie (échec). 2002/2003 : 1 <sup>ère</sup> année de sociologie.	années 70. Mère « a milité dans différents partis politiques ». Mère suit l'actualité.	Mère : institutrice. Famille du côté paternelle d'origine mauricienne
72	Daniel PS Assoc ( <u>Hors corpus</u> )	12/2002	23 ans	Délégué de classe 18 ans : adhère à une association de développement (une ONG économie solidaire) à Strasbourg. Adhère ensuite à une association de protection de la nature à Strasbourg. Adhère au PS à Paris dans la même section que son père.	Changement de configuration scolaire comme activation de dispositions familiales. Rôle de rencontres (notamment pour l'ONG). Des amis chez les Verts.	Bac S mention bien à Paris IEP de Strasbourg.	Parents votent à gauche, suivent l'actualité, discutent de politique. Père milite au PS. Grand-père paternel sympathisant du PCF. Grand-père maternel ex militant dans un syndicat. Frère milite au PCF.	Père : directeur d'entreprise (maîtrise d'économie, école de commerce). Mère : chargée de communication dans un institut scolaire. Grands-parents paternels : instituteurs. Grands maternels : dentiste et mère au foyer.
73	Guy Attac Comité d'action étudiant	12/2002	19 ans	Octobre 2001 : adhésion à l'UNEF. 2002 : assiste à des réunions de la LCR Automne 2002 : quitte l'UNEF et adhère au Comité d'action étudiant ainsi qu'à Attac. Actif au sein du comité étudiant d'Attac. Militant actif au Comité d'action étudiant et à Attac (réunions, collage, tractage, actions)	Rôle des enseignements. Promotion culturelle. Changement de configuration scolaire : arrivée à Strasbourg pour ses études, changement de région	2001 : bac ES avec mention assez bien près de Mulhouse. 2001/2002 : 1 <sup>ère</sup> année de sociologie à Strasbourg. 2002/2003 : 2 <sup>ème</sup> année de sociologie.  Guitare classique France-culture, Lecture de <i>Libération</i> , du <i>Monde</i> , <i>Monde diplomatique</i>	Juge ses parents peu intéressés. Suivent l'actualité politique à la télévision. Une grande sœur étudiante en maîtrise d'histoire de l'art peu intéressée.	Boursier Père dessinateur industriel, ex-ouvrier. Mère : au foyer. Grands-pères employé.
74	Steve	11/2002	25 ans	Délégué de classe		Redouble sa 6 <sup>ème</sup>	Parents à gauche. Père	Père : préretraite

	Ex PC (Hors corpus)			Au comité de son équipe de football Depuis 1996 : s'occupe de l'association qui aide les jeunes de son quartier 1999 : entrée dans l'amicale de son IUT à Nancy. 1999 : entrée au Mouvement des Jeunes communistes.		1997 : bac technique à Forbach 1997/2000 : IUT génie mécanique à Nancy 2000/2002 : IUT électronique à Nancy	s'est présenté sur une liste lors de municipales, sans être élu. Syndicaliste CGT. Cependant, il trouve que son père n'est pas très ouvert. Mère peu politisée. Un frère et une sœur (lycée professionnel et général) peu intéressés.	(mineur). Mère : femme de ménage. Grands-pères mineur et électricien.
75	Christophe SUD	04/2004	19 ans	Délégué de classe 2002 : créé un journal dans son lycée 2003 : participe à la création d'un collectif lycéen par rapport au LMD et aux réformes Ferry 2003 : fonde, avec d'autres, Sud étudiant à Strasbourg	Changement de configuration scolaire. Rôle des enseignements.	2002 : bac S mention très bien à Vesoul 2002/2003 : prépa lettres à Besançon 2003/2004 : 2 <sup>ème</sup> année de deug philosophie à Strasbourg 2005/2006 : 2 <sup>ème</sup> année de deug sociologie à Strasbourg	Père vote à gauche, intéressé par la politique, suit l'actualité. Grands-parents maternels à la FNSEA. Un frère en terminale S peu intéressé.	Mère décédée quand il a 7 ans. Père : directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse. Grands-parents maternels agriculteurs. Grand-père paternel viticulteur puis employé.
76	Francis UNEF-PS	04/2003	18 ans	Délégué de classe Au lycée, participe à diverses manifestations, notamment pendant l'entre-deux tour 2001/2002 : milite à la LCR à Mulhouse. Octobre 2002 : entre à l'UNEF à Strasbourg Novembre 2002 : entre au PS. Membre du bureau de l'UNEF à Strasbourg	Rôle des enseignements (bac ES) Changement de configuration scolaire.	2002 : bac ES à Mulhouse 2002/2003 : 1 <sup>ère</sup> année de deug d'histoire à Strasbourg	Mère syndiquée au SGEN-CFDT, suit l'actualité, s'intéresse. Mère et beau-père votent à gauche.	Mère : institutrice en maternelle. Beau-père : employé dans un magasin. Grand-père prof, grand-mère institutrice.
77	Samson UNEF-PS	04/2003	19 ans	Scoutisme Actif dans une association culturelle pendant dix ans.	Activation de dispositions. Changement de	2001 : bac S à Montbéliard 2001/2003 : 1 <sup>ère</sup> année	Parents votent à gauche, intéressés par la politique. Père conseiller municipal	Père proviseur d'un lycée (ENS, agrégé). Mère institutrice.

				<p>En première et terminale : membre d'une troupe de théâtre pendant deux ans en Franche Comté, et de son CA.</p> <p>Délégué de classe</p> <p>Au lycée, membre du conseil de la vie lycéenne et au conseil d'administration de son lycée.</p> <p>Septembre/octobre 2001 : entre à l'UNEF. Devient militant actif. Entre au PS.</p> <p>Trésorier puis secrétaire général de l'UNEF à Strasbourg. Fonction à la LMDE.</p>	configuration scolaire.	<p>de sociologie</p> <p>2003/2004 : 2<sup>ème</sup> année de sociologie</p> <p>2004/2005 : licence de sociologie</p> <p>2005/2006 : préparation au concours de professeur des écoles à l'IUFM</p>	<p>dans un petit village de 200 habitants. Mère au MRAP. Père ancien syndicaliste.</p>	<p>Grands-parents maternels</p> <p>polytechnicien et secrétaire.</p>
78	Sabine Comité d'action étudiant	03/2003	23 ans	<p>2002/2003 : participe à la création du Comité d'action étudiante à Strasbourg.</p> <p>Proche du Parti des travailleurs (PT).</p>	<p>Dispositions familiales très fortes.</p> <p>Rôle du contexte politique, l'après 21/04. Echecs en 1<sup>ère</sup> année à l'université.</p>	<p>1997 : bac L</p> <p>1997/2000 : 1<sup>ère</sup> année de deug de lettres</p> <p>2000/2001 : 2<sup>ème</sup> année de deug de lettres.</p> <p>2001/2002 : licence de lettres</p> <p>2002/2003 : prépare le CAPES de lettres</p>	<p>Père très impliqué en politique, a été secrétaire fédéral du PS, plusieurs fois candidats à diverses élections. Père milite au PT. Parents anciens de l'UNEF. Mère impliquée dans une association.</p> <p>Grands-parents impliqués contre la guerre d'Algérie.</p> <p>Un frère de 20 ans intéressé mais non engagé.</p>	<p>Parents profs dans le secondaire.</p>
79	Claire Comité d'action étudiant	12/2002	21 ans	<p>1998/2000 : adhère à Attac en classe de 1<sup>ère</sup> « poussée par sa mère » à La Rochelle.</p> <p>2002 : intègre le Comité d'action étudiant.</p>	<p>Dispositions familiales.</p> <p>Changement de configuration scolaire et sociale. Rôle des amis.</p>	<p>Redouble une classe au lycée</p> <p>2000 : bac L à La Rochelle dans un lycée privé. N'est pas acceptée dans un IUT</p>	<p>Parents votent à gauche. Mère adhérente à Attac. Père membre du Parti des travailleurs, candidats à diverses élections, adhérent à FO, délégué</p>	<p>Père : enseignant chercheur (thèse).</p> <p>Mère : chargée de relations université-entreprises (thèse).</p> <p>Un grand-père chef</p>

						en lien avec l'humanitaire 2000/2001 : année de voyages dans le cadre de missions (Sénégal, Ghana, Algérie) 2001/2002 : 1 <sup>ère</sup> année de deug sociologie à Strasbourg 2002/2003 : 2 <sup>ème</sup> année de sociologie	syndical.	d'entreprise.
80	Denis CUVED	12/2002	24 ans	Depuis septembre 1998 : actif à l'AFEV Depuis 1999 : militant au Comité de vigilance contre l'extrême droite	Changement de configuration scolaire. Rôle de rencontres.	1997 : bac ES mention bien au Luxembourg. 1997/99 : deug de philosophie à Strasbourg. 1999/2000 : licence de philosophie. 2000/2003 : maîtrise de philosophie.	Père s'intéresse à la politique, suit l'actualité, vote PS. Ancien syndicaliste actif. Un frère, en deug d'histoire, intéressé par la politique, positionné à l'extrême gauche, sans engagement.	Travaille avec des enfants dans une école en ZEP. Père : cadre intermédiaire (bac+2). Mère au foyer (bac). Grands-pères cadres supérieurs et technicien.
81	Pierre MJS-PS	03/2004	21 ans	Délégué de classe. Délégué au conseil d'administration de son lycée. Depuis 2002 : militant au MJS. Membre du PS. Fin 2003 : devient président d'une section locale du MJS, animateur fédéral. Fin 2005/début 2006 : devient permanent du MJS (chargé de relever les sections peu performantes)	Déclassement. Déceptions scolaires.	Redouble une année au collège, redouble sa seconde, se réoriente en lycée professionnel en BEP. 2004 : bac professionnel vente. 2004/2005 : 1 <sup>ère</sup> année de sociologie (échec). 2005/2006 : inscrit en 1 <sup>ère</sup> année de sociologie	Parents votent à gauche, peu politisés, non engagés. Une petite sœur en 1 <sup>ère</sup> ES adhérente à l'UNL (syndicat lycéen).	Père : prof dans un lycée technique. Mère : institutrice.
82	Sophie Ex PS	04/2003	22 ans	Lit quelquefois un quotidien régional. Regarde des émissions	Amis proche du PS et de la LCR Socialisation à	1998/2000 : deug de sociologie 2000/2002 : licence	Mère a voté Chirac au 2 <sup>ème</sup> tour de la présidentielle de 1995, se	Mère : laborantine. Parents divorcés. Grand-père maternel à

				politiques à la télévision (Cent minutes pour convaincre, Mots croisés, Le vrai journal) Discussions politiques avec son grand-père très intéressé 2002 : adhère au PS suite au 21/04. Va à une réunion et arrête son engagement.	l'antiracisme.	de sociologie 2002/2003 : maîtrise de sociologie	dit proche du centre droit (Bayrou)	la retraite (chercheur en physique nucléaire au CNRS). Boursière.
83	Sandra MJS	12/2002	23 ans	Entre au MJS au lycée avec un copain.		Bac ES Maîtrise de droit Prépare les concours de s carrières juridiques (ENM, etc.)	« Est tombée dedans » Parents à gauche (PS). Père homme politique, ancien député Mère aussi très politisée, active dans diverses associations	Père : maire PS d'une grande ville, avocat. Mère : avocate.
84	Jérémie UDF	11/2005	31 ans	Militant UDF. Entre en 1998 suite aux négociations entre certains présidents de l'UDF et le FN pour les présidences de région, notamment en Picardie, sa région d'origine. A pris des responsabilités par la suite au niveau des Jeunes UDF. Est devenu assistant parlementaire au Parlement européen en 2004 quelques années après avoir terminé ses études.	Rôle du contexte politique.	Bac B Etudes de droit à Amiens Année Erasmus en Allemagne en licence Maîtrise de droit des affaires à Strasbourg Master de droit en Allemagne. Echec en deuxième année et en maîtrise.	Parents de droite, non militants.	Père : cadre supérieur dans le privé. Mère : agent administratif dans la fonction publique.
85	Roland PS	12/2005	30 ans	Assistant parlementaire en circonscription d'un sénateur PS				Père : éducateur spécialisé. Mère : institutrice à la retraite.

86	Virginie MJS	04/2003	21 ans	Suivi de l'actualité politique. Lecture du <i>Monde</i> et de <i>Libération</i> Vote à gauche, adhère au MJS, alors que ses parents votent à droite.	Les élèves de sa filière comme groupe de référence	Primo-entrante Une partie de sa scolarité dans le privé Bac ES avec mention assez bien IEP	Parents votent à droite. Père adjoint au maire d'une petite commune	Père agent de maîtrise, ouvrier en ascension Mère couturière retoucheuse. Grands-pères ouvrier et ouvrier qualifié. Boursière. Dernière de sa famille. Bénéficie du parcours de ses deux frères aînés l'un en échec devenu ouvrier, l'autre ingénieur
87	Jacques (Hors corpus)	04/2006	23 ans	Suivi de l'actualité. Lecture de quotidiens. Vote à gauche. Très actif lors des mobilisations contre le CPE	Participe à la mobilisation contre le LMD. Très actif à nouveau contre le CPE.	Maîtrise de sociologie	Parents votent à gauche. Père a adhéré au PS. Mère dans un syndicat enseignant.	Père agent immobilier. Mère institutrice.
88	Arnaud PS (Hors corpus)	02/2006	25 ans	Militant PS	Commence à militer en maîtrise, quand désenchantement par rapport à ses études de droit.	Maîtrise de droit. DEA de science politique	Père membre du PS	Parents professeurs des écoles. Grands-parents agriculteurs.
89	Jean-Claude UMP (Hors corpus)	04/2006	26 ans	Militant UMP	Décès de sa mère. Position en porte-à-faux sur la réforme des retraites avec les enseignants qu'ils côtoient en tant que surveillant dans un lycée. Plus actif suite à son échec au CAPES et à la baisse très importante du nombre de postes mis au concours	Primo-entrant Maîtrise STAPS. CAPES pour devenir professeur de sport : échec	Mère adhérente au RPR Père adhérent au RPR	Père boulanger à la retraite. Mère infirmière, décédée.
90	Guillaume PS	06/2003	28 ans	Assistant parlementaire d'un eurodéputé. Militant		Bac ES. Maîtrise d'AES		Père artisan. Mère travaille pour la

	<u>(Hors corpus)</u>			<p>au PS. Entrée au PS en deug.</p> <p>Stage au Parlement européen.</p> <p>Entré à la direction d'une fédération du PS. Prépare son implantation locale.</p>				<p>délégation socialiste française à Bruxelles.</p>
--	----------------------	--	--	--	--	--	--	---

**Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants militants devenus collaborateurs politiques**



**Tableau A 34 : Corpus des entretiens des étudiants militants devenus collaborateurs politiques**

N°	Prénom	Date(s)	Age	Carrière militante et type d'engagement	Processus d'entrée	Carrière scolaire	Rapport à la politique de la famille	Déterminantes sociaux
14	Luc Ex UNI	06/2002 et 12/2002	29 ans	Délégué de classe A été militant à l'UNI au lycée, puis à l'université (élu étudiant). S'est occupé de la campagne de Balladur en 1995. S'est rapproché des souverainistes en 1999 (liste Pasqua-de Villier). Est devenu assistant parlementaire d'un eurodéputé souverainiste pendant un an. A participé à la campagne de Chevènement en 2002. Inactif. Se dit « dégoûté de la politique »	Rôle groupe des pairs dans son entrée à l'UNI au lycée. Choc biographique (décès de son père), influence réseaux sociaux et promotion culturelle ensuite (milieu culturel, théâtre, voyages en Bretagne, cercles de réflexion) Rôle des enseignements de littérature et d'ethnologie	Lycée privé catholique du centre-ville 1991 : Bac B à Strasbourg 1991/1992 : 1 <sup>ère</sup> année de science éco, échec. 1992/1994 : deug de lettres. Licence de lettres puis réorientation en ethnologie. En 2002 : 3 <sup>ème</sup> ou 4 <sup>ème</sup> année de doctorat d'ethnologie Ecriture d'ouvrages	Parents votent à droite. Père a voté Barre, n'appréciait pas les gaullistes et Chirac Un frère militaire très à droite sans engagement Une sœur enseignante qui s'intéresse peu à la politique	Père décédé ancien militaire de carrière, ingénieur de promotion Parents sans étude supérieure Grands-parents petits agriculteurs Frère militaire. Sœur prof d'histoire-géo
38	Victor Jeunes européens-UMP	01/2003	26 ans	Entrée aux Jeunes européens fédéralistes à Paris. Devient président du mouvement sur la France. 2002 : adhère à l'Union en mouvement, puis à l'UMP. Fin 2002 : devient assistant parlementaire d'une députée européenne (UMP)	Changement de configuration sociale	Lycée privé catholique à Marseille 1994 : bac B à Marseille Deug de droit à Paris (Assas) Licence de droit international Maîtrise en droit international 2000/2001 : DEA de droit communautaire 2001/2002 : préparation du concours d'avocat (échec)	Parents politisés, votent à droite. Aîné de sa famille.	Père : médecin généraliste. Mère : mère au foyer. Grand-père viculteur.
44	Erika PS-MJS	06/2003	22 ans	1998 : entrée au MJS en terminale. Participe à la	Rôle des rencontres. Contexte politique avec	1999 : bac ES avec mention à Strasbourg	Parents votent à gauche, politisés, mais non engagés.	Père : médecin. Mère prof

				campagne des européennes. Egalement militante au PS, elle a adhéré pendant deux ans à l'UNEF sans y être très active. Secrétaire générale du MJS pendant quelques mois à Strasbourg. 2002/2003 : stage au Parlement européen auprès de la députée européenne de Strasbourg 2004 : Responsable de la campagne du PS en Alsace pour les régionales 2004 : Devient permanente du MJS à Paris	la campagne des européennes.	1999/2003 : IEP de Strasbourg. 2001/2002 : année Erasmus à Londres 2003/2004 : DEA de science politique	Un petit frère non engagé, peu intéressé par la politique.	d'allemand dans un lycée. Grand-père paternel : architecte. Grands-parents maternels prof dans un lycée et institutrice.
45	Juliette UMP	06/2003 09/2003	23 ans	Depuis 1999 : membre du RPR puis de l'UMP Stage à la mairie de Paris au service relations internationales et à la communication. Mai/juin 2002 : Stage au Parlement européen auprès d'un eurodéputé DL-PPE Depuis septembre 2002 : assistante parlementaire d'une eurodéputée UMP. Responsable de la délégation des jeunes de l'UMP dans la seizième circonscription, c'est une partie du 17 <sup>ème</sup> arrondissement	Changement de configuration sociale. Arrivée à Paris, réaction aux étudiants de Jussieu.	1997 : bac L près de Tours 1997-98 : 1 <sup>ère</sup> année de deug LEA à Tours 1998-99 : 2 <sup>ème</sup> année de deug LEA option droit à Paris-Jussieu 1999-2001 : licence et maîtrise LEA à Jussieu 2001/2002 : DESS de relations européennes à Paris.	Père au RPR. Grands-parents paternels membres du RPR. Petit frère à l'intérêt politique moyen.	Père : commerçant-libraire. Mère : cadre-infirmier.
46	Carole UDF	06/2003	28 ans	A l'IEP de Lyon : adhésion pendant un an à DL puis passage à l'UDF. Fin 1998 : stage à la division du Parlement européen qui	Dispositions familiales et contexte scolaire dans l'adhésion à un parti.	1993 : bac B avec mention à Saint-Etienne 1993/1997 : IEP de Lyon	Père militant UDF.	Père décédé : promoteur immobilier. Mère au foyer

				<p>s'occupe des relations avec les parlements nationaux</p> <p>1999 : stage au PPE.</p> <p>Participe à la campagne électorale pour les européennes dans le staff de l'UDF</p> <p>Depuis 1999 : assistante parlementaire d'un eurodéputé UDF</p>		<p>Année Erasmus en Angleterre</p> <p>1997/99 : DEA de science politique à Bruxelles</p>		
47	Patricia PS	12/2002	31 ans	<p>1985 : entrée au MJS (15 ans).</p> <p>1988 : entrée au PS (18 ans)</p> <p>1989 : entrée à l'UNEF-ID, élue au CEVU de son université.</p> <p>Stage et travail au Conseil de l'Europe à la fin de ses études pendant deux ans et demie.</p> <p>Conseillère municipale à Strasbourg de 1997 à 2001.</p> <p>Directrice de campagne du PS dans le Bas-Rhin pour les régionales 1998 et les européennes 1999</p> <p>Assistante parlementaire au niveau local d'une eurodéputée PS entre 1999 et 2004, puis depuis 2004 d'une autre eurodéputée PS</p>		<p>Faculté de sciences économiques (deug, licence, maîtrise)</p> <p>Licence d'économie en Erasmus en Angleterre.</p> <p>DESS de politiques publiques en Europe</p>	Parents politisés mais non engagés en politique. Actifs dans des associations.	<p>Père : ex directeur général de la CCI</p> <p>Mère : prof de statistiques à l'université (CAPES).</p>
48	Samuel PS	02/2003	29 ans	<p>Délégué de classe</p> <p>1991 : entrée à l'UNEF-ID, au PS et au MJS.</p> <p>Militant actif de l'UNEF-ID, élu étudiant au sein de son université.</p> <p>Participation aux campagnes électorales.</p> <p>Juillet 1998 : devient assistant</p>		<p>1991/95 : deug de droit à Strasbourg</p> <p>1995/96 : licence de droit public et d'administration publique à Metz</p> <p>1996/97 : maîtrise de droit public à Metz</p> <p>1997/98 : DESS de</p>	Parents politisés sans pour autant militer.	<p>Père décédé chirurgien</p> <p>Mère directrice d'un lycée privé</p>

				parlementaire local d'un député PS		droit des collectivités locales à Strasbourg 1998 : réussi le concours d'attaché territorial		
50	Robert UMP	11/2003	24 ans	1997 : entre au RPR, au lendemain de la dissolution. 2001 : délégué départemental du RPR à la jeunesse Juin 2002 : conseiller municipal d'une petite ville Septembre 2002 : entre au cabinet du maire d'une grande ville : responsable du groupe des élus UMP, coordination et communication.	Dispositions familiales	1998 : bac à 15km de Strasbourg 1998/2000 : 1 <sup>ère</sup> année de droit 2000/2002 : 2 <sup>ème</sup> année de droit 2002/2004 : Inscrit en licence de droit.	Père gaulliste mais plus social : il siège au conseil des prud'hommes. Grand-père était maire (RPR) d'une petite commune à 30km de Strasbourg, aujourd'hui adhérent à l'UMP.	Père : cadre dans une société d'assurance (maîtrise de droit). Grand-père industriel dans le bois.
51	Nicolas UMP	11/2003	25 ans	1998 : entrée au RPR, suite à la dissolution, peu de temps avant les régionales. Participe à plusieurs campagnes électorales. 2001 : participe activement à la campagne municipale d'un candidat RPR à S. ville moyenne (20000 hab) en Alsace. Septembre 2001 : devient directeur de cabinet du maire d'une petite commune. Délégué UMP de circonscription, délégué départemental à l'UMP, responsable adjoint des jeunes UMP. Printemps 2003 : rejoint le parti radical valoisien. Eté 2004 : directeur de cabinet d'un maire.	Préparation du concours d'entrée à Science Po comme « catalyseur ». Amis du lycée qui entrent avant lui au RPR. Un ami de fac qui entre au MJS.	1996 : bac ES. Echec au concours d'entrée de l'IEP. 1996/1998 : deug de droit. 1998/99 : licence de droit en Angleterre (Erasmus). 1999/2000 : maîtrise de science politique à l'IEP de Strasbourg. 2000/2001 : DESS de politiques publiques en Europe à l'IEP de Strasbourg. 2001/2003 : uniquement son activité professionnelle 2003/2004 : DEA de	Père à droite. Mère plutôt à gauche y a 15 ans qui vote à droite maintenant. Grand-mère maternelle gaulliste, résistante durant la guerre. Grands-parents à droite, un grand-père proche du MRP (voire même adhérent). Une sœur à gauche qui termine ses études de médecine.	Père : médecin-radiologue. Mère ex prof de français et d'histoire-géo dans un collège. Grand-père secrétaire général de la fac de droit.

				<p>Juin 2005 : directeur de cabinet d'un maire.</p>		<p>science politique</p>		
60	Nils PS	04/2004	25 ans	<p>Rédacteur en chef du journal de l'IEP  Mars 2000 : adhère au PS  2001 : candidat aux élections municipales à S. commune de 15000 habitants dans le Bas-Rhin, élu conseiller municipal de l'opposition.  Fin 2001/décembre 2003 : collaborateur auprès du groupe PS au Conseil régional.  2002 : candidat aux législatives à S.  2003 : administrateur des Jeunes européens de Strasbourg.  Délégué fédéral Europe au PS dans le Bas-Rhin  2004 : candidat aux cantonales à S.  2005/2006 : assistant parlementaire au Sénat d'un élu PS de Strasbourg.</p>	<p>Dispositions familiales. IEP. Carrière scolaire.</p>	<p>1996/1999 : IEP de Strasbourg  Stage à l'Assemblée Nationale, au ministère des affaires étrangères à la direction de la coopération européenne, à l'hôtel du préfet.  1999/2000 : diplôme de l'Institut des études européennes de Strasbourg (IHEE)  2000/2001 : inscrit en prépeña  2003/2004 : maîtrise de droit public  Octobre 2004 : réussite à l'examen d'entrée à l'école d'avocat.  2004/2005 : DEA de droit communautaire à Paris I Sorbonne.  Janvier 2006 : entrée à l'école d'avocat.</p>	<p>Père ex adhérent PSU.  Parents politisés, suivi de l'actualité, discussions. Père vote à gauche, mère pas toujours.  Frère (IEP de Paris) et sœur (IEP de Strasbourg) cadets votent à gauche mais moins politisés.</p>	<p>Père : professeur de droit à l'université.  Mère : prof d'anglais dans le secondaire.  Grands-pères : mineur et pharmacien</p>
61	Edouard Verts	06/2003	22 ans	<p>De fin 2000 à juin 2003 : stagiaire à Strasbourg d'une eurodéputée française des Verts.  Depuis 2001 : assistant parlementaire à temps partiel puis à temps plein d'un autre eurodéputé Verts français.  Vote à chaque élection</p>		<p>1999 : bac ES dans les Ardennes  1999/2000 : 1<sup>ère</sup> année de l'IEP de Strasbourg  2000/2002 : 2<sup>ème</sup> année de l'IEP  2002/2003 : année de mobilité qu'il</p>	<p>Mère vote à droite (RPR/UDF)  Père : suivi élevé actualité  Ne connaît pas le vote de son père</p>	<p>Père : ingénieur à la retraite  Mère : chef d'entreprise</p>

				Suivi de l'actualité Intérêt pour l'Europe		effectue à Bruxelles en tant qu'assistant 2003/2004 : 4 <sup>ème</sup> année de l'IEP		
62	Maxime Ex MDC	02/2003 11/2003	32 ans	1996/1997 : adhère au MDC. Assiste à quelques réunions, écrit un ou deux articles dans le journal local du parti, colle des affiches pour les législatives de 97. Fin 1997 à 1999 : assistant parlementaire au local d'un député PS. A présent se situe proche de l'extrême gauche.	Prend sa carte « pour faire plaisir à sa mère ». Aussi un intérêt pour Chevènement, la défense de l'Etat, et l'opposition à la construction européenne sous l'angle Europe néo- libérale.	1989 : bac B mention bien en Franche Comté Echec au concours d'entrée de l'IEP. 1989/1991 : 1 <sup>ère</sup> année de droit à Strasbourg 1991/93 : 2 <sup>ème</sup> année de droit 1993/94 : licence de droit 1994/95 : maîtrise de droit 1995/97 : service militaire en tant qu'objecteur dans une association 1995/96 : maîtrise de science politique 1996/97 : DEA de science politique 1997 : inscription en thèse de science politique 1998/1999 : assistant parlementaire 1999/2002 : salarié au sein d'un établissement public qui s'occupe de logement social 2002/2003 : inscrit en prépéna	Père ancien militant UDR puis RPR, responsable de section, conseiller municipal d'une petite commune et conseiller intercommunal. Mère ex adhérente au MDC, trésorière d'une petite section, mais venue sur le tard à la politique. Auparavant peu politisée, votait à gauche ou à droite. Continue de voter pour Chevènement.	Parents ont tous deux commencé comme ouvriers. Père chargé de clientèle dans un organisme HLM, ancien directeur adjoint d'une PME par promotion interne. Mère secrétaire Grands-parents ouvriers. A été boursier après le divorce de ses parents.

63	Ludovic Verts	06/2003		<p>A son entrée à l'université, s'investit dans une association de protection de l'environnement. Rencontre les jeunes Verts et Génération écologie. Adhère et milite chez les Verts.</p> <p>De 1999 à 2003 : assistant parlementaire d'un eurodéputé Verts</p>		<p>Bac ES à Paris Deug de sociologie à Paris Licence de sociologie Maîtrise de sociologie 1997 : DEA de sociologie 1997/99 : successivement responsable commercial, responsable de recrutement, et chargé de dossiers dans une agence de communication politique. Monte une association de covoiturage.</p>	Père réfugié politique.	<p>Père : chômeur (ex directeur d'un festival de théâtre, thèse de lettres). Mère : agent artistique (beaux arts, BTS communication)</p>
65	Stéphane UMP Ex Afges	11/2003	26 ans	<p>Délégué de classe 1993 : adhère aux Jeunes démocrates sociaux à 16 ans. Participation à des campagnes électorales et à des universités d'été.</p> <p>Deviens président des Jeunes démocrates de Strasbourg (FD)</p> <p>1995 : entre à l'association des étudiants de sciences éco 1996 : vice-président de l'association des étudiants de sciences éco. Se détache de son engagement à FD. Elu au conseil d'administration du Crous.</p>		<p>Interne dans un lycée de Strasbourg (section sport-étude échec) 1995 : bac S à Strasbourg 1995/97 : 1<sup>ère</sup> année de science éco 1997/99 : 2<sup>ème</sup> année de sciences éco 1999/2001 : licence de sciences éco 2001/2002 : maîtrise de sciences éco</p>	<p>Père actif dans plusieurs associations. Mère : conseillère municipale d'une commune de 8000 habitants, membre active d'une association de parents d'élèves.</p>	<p>Parents : instituteurs à la retraite, ex directeurs d'école. Grands-pères : employés de mairie et dans une administration.</p>

				<p>1998/2000 : président de l'AFGES  1998/2002 : vice-président étudiant au Crous  Trésorier de la Mutuelle des étudiants  Secrétaire adjoint de la FAGE.  Septembre 2002 : assistant parlementaire d'un député alsacien UMP.  Novembre 2002 : adhère à l'UMP</p>				
66	Fabrice UMP	12/2003	25 ans	<p>Depuis 2001 : conseiller municipales d'une petite commune alsacienne (300 habitants)  Campagne électorale d'un candidat aux législatives en Alsace  Depuis 2002 : assistant parlementaire  Fin 2002 : adhère à l'UMP</p>		<p>1996 : bac  1996/2000 : IEP de Strasbourg  1998/1999 : année de mobilité en Allemagne  2000/2001 : licence d'histoire  2001/2002 : maîtrise d'histoire (interrompue)</p>	<p>Parents votent à droite. Un oncle ancien député (de la circonscription sur laquelle il est assistant). Une sœur comptable qu'il a inscrite à l'UMP, un frère ingénieur de droite, une sœur employée (bac pro) plutôt à gauche qui ne votent pas toujours.</p>	<p>Père : ouvrier, agriculteur. Mère : au foyer. Grands-parents : agriculteurs.</p>
67	Patrick LCR	12/2003	32 ans	<p>1986 : Participe activement aux manifestations lycéennes et étudiantes.  1986/88 : proche de SOS Racisme, monte un comité SOS, comité lycéen anti-raciste dans son lycée.  1988 : rencontre des militants de la LCR pendant la campagne de Juquin lors de la présidentielle.  Octobre 1988 : devient militant des JCR.  Octobre 1989 : adhère à l'UNEF-ID.</p>	<p>Conjoncture, dispositions familiales, changement de configuration</p>	<p>1989 : bac B à Strasbourg  1989/1992 : deug d'histoire  1992/94 : licence d'histoire  1995 : service militaire  1994/95 et 1996/98 : maîtrise d'histoire  1998/99 : DESS Villes et conflits, stage dans un Conseil régional  2003 : réussit le</p>	<p>Père et grand-père ex adhérent au PCF. Mère allemande social-démocrate. Père a arrêté son activité au PCF peu de temps après mai 68. Hormis quelques manifestations, n'a plus d'activité politique lorsqu'il naît.  Une sœur qui travaille dans la com (arts déco), a fait un court passage chez les JCR au lycée), une sœur architecte qui travaille dans le milieu artistique.</p>	<p>Père : à la retraite (géologue, thèse). Mère : secrétaire. Naissance en Bretagne, divorce des parents, départ avec sa mère et ses sœurs à Strasbourg. Un grand-père employé dans une municipalité.</p>



				<p>1991 : mobilisation importante autour de la guerre du Golfe.</p> <p>1991/92 : départ de l'UNEF-ID avec les militants des JCR pour entrer à l'UNEF-SE (« l'UNEF PC »).</p> <p>Devient président de l'UNEF-SE à Strasbourg.</p> <p>Elu étudiant au conseil d'administration de son université et au CROUS.</p> <p>1991-1995 : double appartenance JCR-LCR.</p> <p>1995 : quitte la présidence pour effectuer son service militaire, prend du recul avec l'UNEF et les JCR.</p> <p>1996 : adhérent à la LCR sans être très actif.</p> <p>1997 : participe à l'auto-organisation des chômeurs.</p> <p>1999/2004 : assistant parlementaire au Parlement européen auprès du groupe politique GUE-NGL en tant que représentant de la LCR</p>		concours d'attaché territorial		
81	Pierre MJS-PS	03/2004	21 ans	<p>Délégué de classe.</p> <p>Délégué au conseil d'administration de son lycée.</p> <p>Depuis 2002 : militant au MJS. Membre du PS.</p> <p>Fin 2003 : devient président d'une section locale du MJS, animateur fédéral.</p> <p>Fin 2005/début 2006 : devient permanent du MJS (chargé de relever les sections peu performantes)</p>	Déclassement. Déceptions scolaires.	<p>Redouble une année au collège, redouble sa seconde, se réoriente en lycée professionnel en BEP.</p> <p>2004 : bac professionnel vente.</p> <p>2004/2005 : 1<sup>ère</sup> année de sociologie (échec).</p> <p>2005/2006 : inscrit</p>	Parents votent à gauche, peu politisés, non engagés. Une petite sœur en 1 <sup>ère</sup> ES adhérente à l'UNL (syndicat lycéen).	Père : prof dans un lycée technique. Mère : institutrice.

						en 1 <sup>ère</sup> année de sociologie		
85	Roland PS	12/2005	30 ans	Assistant parlementaire en circonscription d'un sénateur PS				Père : éducateur spécialisé Mère : institutrice à la retraite.
90	Guillaume PS	06/2003	28 ans	Assistant parlementaire d'un eurodéputé. Militant au PS. Entrée au PS en deug. Stage au Parlement européen. Entré à la direction d'une fédération du PS. Prépare son implantation locale.		Bac ES. Maîtrise d'AES		Père artisan Mère travaille pour la délégation socialiste française à Bruxelles.

# Méthodologie de l'enquête par entretiens auprès des non militants

Sur le rapport à la politique des étudiants, un ensemble d'entretiens (exploratoires tout d'abord, puis directement inscrits en rapport avec les hypothèses de travail) a été réalisé. Seuls 20 d'entre eux ont été utilisés dans cette étude (*cf.* tableau).

## Figure A 13 : Grille d'entretien étudiant non adhérent

### Rapport à la politique :

Que pensez-vous de la politique ? Que pensez-vous des élections ?

Les différences droite-gauche sont-elles réelles ? Qu'en pensez-vous ? Comment percevez-vous le monde politique ? Faire émerger leur classement du monde politique. Quel parti appréciez-vous le plus ? Quel parti détestez-vous le plus ? Quelles personnalités politiques appréciez-vous le plus ? Quelles personnalités politiques détestez-vous le plus ?

Selon vous, y a-t-il des différences entre les jeunes hommes politiques et les vieux ? Pensez-vous que les hommes politiques sont honnêtes ?

### Pratiques :

Etes-vous intéressé par la politique ? Est-ce que vous pourriez faire de la politique ? Militer dans un parti ?

Est-ce que vous avez déjà voté ? Avez-vous voté à chaque élection à laquelle vous pouviez participer ? Si ce n'est pas indiscret : pour qui avez-vous voté ? Y a-t-il un parti dont vous vous sentez proche ?

Lisez-vous les pages politiques des quotidiens ? Consultez-vous régulièrement des quotidiens ou des magazines ? Quels sont les journaux et les magazines que vous parcourez ? Regardez-vous les émissions politiques à la télévision ? Les journaux télévisés ?

Estimez-vous connaître les questions politiques ? Quel est le sujet politique qui vous intéresse le plus ?

Avez-vous déjà assisté à un meeting politique ? A une réunion politique ? Avez-vous déjà participé à une manifestation ? Quand ? Où ? Comment ?

Adhérez-vous à une association (sportive, culturelle, etc.) ? Envisagez-vous d'adhérer un jour à un parti politique, un syndicat, ou une association.

Est-ce que des événements ont pu modifier votre perception ou votre approche de la politique ? Comment avez-vous perçu les dernières élections présidentielles ? Pensez-vous qu'elles peuvent modifier votre attitude par rapport à la politique ? Vos comportements peuvent-ils se modifier ? Lesquels ?

### Famille :

En général, vos parents (père et mère) votent-ils lors des élections ? Suivent-ils les débats et l'actualité politique ? Consultent-ils des journaux ou des magazines ?

Dans les conversations familiales, vos parents expriment-ils des opinions politiques ? Vos parents sont-ils intéressés par la politique ?

A votre connaissance, l'un de vos parents adhère ou a adhéré à une association ? Un syndicat ? Un parti politique ? L'un de vos parents a-t-il été candidat à une élection ?  
Si ce n'est pas indiscret : où situez-vous le vote de vos parents sur l'axe gauche/droite ?  
Mêmes questions pour les frères et sœurs. Y a-t-il des différences entre vous et vos frères et sœurs ?

Amis :

Vos amis sont-ils intéressés par la politique ? Discutez-vous de politique avec eux ?

École :

Quel est votre parcours scolaire ? Avez-vous étudié dans un établissement privé ? Précisez le bac, la mention au bac, les redoublements, les changements d'orientation. Explicitez vos orientations ?  
Si changement d'orientation, expliquez précisément pourquoi ?

Avez-vous connu une ou plusieurs déceptions par rapport à votre scolarité ? Avez-vous fait les études que vous souhaitiez faire ?

Comment percevez-vous votre filière d'études actuelle ? Est-ce que votre filière d'études actuelle correspond à vos attentes ? Selon vous, quelles sont les filières les plus prestigieuses ? Et les moins prestigieuses ? Est-ce que le prestige des filières a guidé vos orientations scolaires ?

Allez-vous toujours en cours ? Les études sont-elles votre activité principale dans une journée ? Quel est votre lieu d'étude préféré ? Aimez-vous étudier ? Pour vous, est-ce que les études sont importantes ?

Par rapport à vos études, êtes-vous plutôt débrouillard ou scolaire ? Dans vos études, préférez-vous être encadré ou autonome ?

Comment envisagez-vous votre avenir scolaire et professionnel ? Souhaiteriez-vous changer des choses dans votre vie quotidienne ?

Sociographie :

Age ? Quels sont vos loisirs ? (précisez la fréquence des pratiques)

Exercez-vous une activité rémunérée ? Etes-vous boursier ?

Pratiquez-vous régulièrement une religion ? Si oui, laquelle ?

Professions de vos parents ? Grands-parents ? Frères et sœurs ?

Les plus hauts diplômes obtenus par vos parents ? Grands-parents ? Frères et sœurs ?

Vous considérez-vous issu d'une famille favorisée ?

**Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants non militants interrogés par entretiens**

**Tableau A 35 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants non militants interrogés par entretiens**

N°	Prénom	Orientation politique	Participation politique	Rapport à la politique des parents	Professions des parents
91	Geoffrey (entretien effectué en 2002) Primo-entrant Bac ES avec mention assez bien Prépa HEC et école de commerce de province, en dernière année	Vote centre-droit, a déjà voté PS	Politisé, connaissances sur le champ politique Lecture du <i>Monde</i> , <i>Monde diplomatique</i>	Son père vote PS, sa mère LO	Père cadre intermédiaire maison dans une banque avec un BEPC. Mère ouvrière. Grands-pères ouvriers. Grands-mères femmes de ménage. Un petit frère étudiant en sociologie.
92	Marie (2002) Primo-entrante Enseignement privé Bac ES avec mention très bien IEP Licence de sociologie	Se positionnait avant à droite comme ses parents, se situe maintenant plus à gauche A voté Lepage à la présidentielle de 2002 puis PS aux législatives	Politisée, connaissances sur le champ politique Lecture du <i>Courrier international</i> et du <i>Monde diplomatique</i>		Père agent des douanes puis instructeur d'équitation puis chef d'entreprise (BEPC). Mère avec le bac. Grands-pères agent EDF et chef d'entreprise, sans diplôme. Dans la famille aucun diplômé du supérieur.
93	David (2002) Deug STAPS Primo-entrant Bac ES	Se positionne proche des Verts et de LO	Suivi de l'actualité politique	Père vote FN	Père et mère employés, sans diplôme. Ancien boursier.
94	Stéphanie (2003) deug d'allemand Primo-entrante Enseignement dans le privé Bac L avec mention assez-bien Hypokhâgne	Se positionne en faveur du PS puis proche de l'extrême gauche	Suivi de l'actualité politique.		Père ouvrier. Mère employée. Grands-pères agriculteurs. Boursière. Une grande sœur (infirmière) et un petit frère (lycéen).
95	Franck (2004) deug de sociologie Surveillant dans un	PS puis LO	Suivi de l'actualité politique.	Père PS, adjoint au maire d'une petite commune	Père agent commercial, ex-ouvrier, sans diplôme.

	collège Primo-entrant. Bac ES				Mère aide-soignante. Grand-père ouvrier chez Peugeot. Une petite sœur en BEP. Dans la famille aucun diplômé du supérieur.
96	William (2002) Licence de sociologie Surveillant dans un collège Primo-entrant Bac STI	Vote Verts. Proche de la LCR.	Suivi de l'actualité politique	Père a voté Lepage à la Présidentielle de 2002	Père cuisinier, CAP. Mère serveuse, a arrêté ses études en première technologique. Grands-pères ouvriers. Un petit frère technicien.
97	Bruno (2003) DESS secteur social Primo-entrant Bac B Internat (stratégie scolaire)	Sympathisant FN, vote Le Pen en 1995, manifeste contre Le Pen en 1997, vote Chirac au 2ème tour de la présidentielle de 2002	Suit un peu l'actualité. Lecture d'un quotidien régional	Suivi de l'actualité. Journal télévisé, quotidien régional. Vote à droite	Père chef d'une petite entreprise. Mère femme de ménage. Dans la famille aucun diplômé du supérieur.
98	Anne (2004) En maîtrise de droit. Ancienne élève de l'IEP Bac ES	PCF mais a voté PS aux européennes	Vote à chaque élection Suivi de l'actualité Abonnée au <i>Monde</i> . Lit aussi <i>l'Équipe</i> . Manifestations contre la guerre en Irak Manifestations lycéennes Intérêt pour les questions européennes	Suivi de l'actualité, lecture de <i>l'Humanité</i> Père ancien du PCF, maire d'une petite commune Mère adhère au PCF, élue régionale sur une liste du PCF	Père : technicien formateur à EDF, pas de diplôme. Mère : institutrice. Grands-parents : paternels ouvriers. Grands-parents maternels : institutrices.
99	Françoise (2004) Prépare le concours de professeur des écoles. Deug de sociologie Licence de sciences de l'éducation	Aucune A voté Mamère au premier tour de la présidentielle (Chirac au 2 <sup>ème</sup> ), apprécie Chirac, n'aime pas Fillon (alors ministre de l'éducation	Vote à chaque élection Faible compétence politique, faible politisation, hormis au niveau des sujets sur l'éducation	Parents à droite Père : journal télé, lecture de <i>l'Alsace</i>	Père : ouvrier. Mère : au foyer. Grands-parents : ouvriers. Dans la famille aucun diplômé du supérieur.

		nationale)			
100	Raoul (2003) En deuxième année d'une grande école de commerce à Paris Bac ES Prépa HEC	UDF. A voté Bayrou au premier tour de la présidentielle, puis Chirac au 2 <sup>ème</sup> tour	Vote à chaque élection Compétence politique. Suivi de l'actualité, lecture de quotidiens variés ( <i>Le Monde, Figaro, Libération</i> ), écoute d'émissions politiques à la radio (jury RTL- <i>Le Monde</i> ) et à la télévision (LCI ou <i>France Europe Express</i> )	Parents plutôt au centre droit Suivi de l'actualité, mais se trouve un peu plus politisé que ses parents	Père : cadre dans une banque, DES en droit. Mère : tient un petit commerce. Grands-parents paternels : paysans.
101	Lila (2002) En maîtrise de sociologie Bac ES	Gauche, PS mais a voté Laguiller au premier tour de la présidentielle (Chirac au 2 <sup>ème</sup> )	Vote à chaque élection Suivi de l'actualité par les <i>Dernières Nouvelles d'Alsace</i> et <i>Libération</i> Manifestations suite à la présence de Le Pen au deuxième tour et contre la guerre en Irak	Parents plutôt à gauche, n'ont pas le droit de vote en tant qu'étrangers Suivi de l'actualité à la télévision sur les questions de l'immigration	Père : ouvrier. Mère : femme de ménage. Parents d'origine mauricienne, immigrés.
102	Alexandre (2002) En première année de sociologie Bac ES	Aucune A voté Chirac aux deux tours de la présidentielle, ne savait pas quoi voté, a voté comme ses parents	Très faible politisation Ne discute pas de politique, ne lit pas de quotidien, ne regarde pas les émissions politiques à la télévision. Il préfère les magazines automobiles.	Vote à droite (RPR/UMP) Suivi de l'actualité politique. Discussions entre les parents mais pas avec les enfants	Père : dentiste. Mère : infirmière.
103	Aurore (2003) En maîtrise de droit Ancienne élève de l'IEP Bac ES	Sympathisante des Verts	Ancienne membre du bureau des élèves de l'IEP Vote à chaque élection Suivi de l'actualité Abonnée au <i>Monde</i> Stage au Parlement européen Intérêt pour l'Europe	Père vote à droite Mère ne vote pas Père politisé, suivi de l'actualité politique, discussion avec sa fille. Mère pas du tout politisée	Père : chef d'entreprise, polytechnicien. Mère : restauratrice.
104	Daphné (2003) En quatrième année à l'IEP Bac S	Vote à droite mais se sent proche du <i>Labour</i> en Grande-Bretagne	Vote à chaque élection Suivi de l'actualité, lecture du <i>Monde</i> Stage au Parlement européen	Votent à droite Suivi de l'actualité, discussions politiques.	Père : médecin spécialiste. Mère : pharmacienne.
105	Marine (2005) Ancienne élève de l'IEP En maîtrise de droit	A toujours voté PS sauf au deuxième tour de la présidentielle de 2002 (Chirac). Apprécie Jospin, Strauss-Kahn, Delanoë	Vote à chaque élection Suivi de l'actualité (France Inter, <i>L'Express, Monde diplomatique, Courrier international</i> ) Politisée Grand intérêt pour les questions européennes Un ami au PS, un autre à l'UMP	Parents votent à chaque fois Père vote à droite Mère vote à gauche (souvent PS mais aussi Laguiller au 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle) Discussions politiques	Père : ingénieur. Mère : laborantine, niveau bac+2. Grands-parents paternels : directeur de production et institutrice. Grands-parents maternels : employés

					dans l'industrie textile
106	Aurélie (2005) Ancienne élève de l'IEP. En maîtrise de droit Bac L	Vote PS. Intérêt pour les questions européennes.	Vote à chaque élection. Suivi de l'actualité politique. Discussions politiques avec sa sœur notamment. Active dans une association de réfugiés politiques.	Parents votent. Père vote à l'extrême droite. Mère vote PS. Discussions politiques	Père : agent hospitalier Mère : infirmière (sans diplômes) Grand-père ouvrier et agriculteur. Une sœur plus âgée qui a fait les mêmes études qu'elle.
107	Cécile (2002) Licence de sociologie Bac STT	A voté pour Laguiller à la présidentielle de 2002 (Chirac au 2 <sup>ème</sup> tour)	Vote à chaque élection sauf au référendum sur le quinquennat Regarde parfois des émissions politiques Discussions politiques avec des amis Meeting de la LCR Diverses manifestations (contre le FN, contre Juppé)	Mère à gauche Père plutôt à droite Mère syndiquée à la CGT : « politiquement elle s'intéresse un minimum, elle connaît à peu près les personnes, les partis mais sans plus. Mon père je crois qu'il s'en fout complètement et qu'il va plus du tout voter et qu'il a pas dû y aller souvent dans sa vie. » Discussions assez régulièrement avec les parents Frère plutôt à l'extrême gauche Grand-père ex PCF	Mère ouvrière Père chômeur, ancien vendeur dans un magasin Grand-père ouvrier. Dans la famille aucun diplômé du supérieur.
108	Géraldine (2003) Bac ES 2003/2004 : quatrième année IEP	Centre gauche, PS, Strauss-Kahn A voté Mamère au premier tour de la présidentielle (Chirac au 2 <sup>ème</sup> )	Vote à chaque élection Suivi de l'actualité, lecture de quotidiens ( <i>El Mundo, Le Monde, Libération</i> ) Manifestations suite à la présence de Le Pen au deuxième tour et contre la guerre en Irak Participation à des meetings (PS) et à des manifestations Présence une journée au contre sommet du G8 à Evian	Votent à gauche (plutôt PS) Suivi de l'actualité, lecture d'un quotidien régional, journal télévisé Père ancien adhérent dans un syndicat d'instituteur, conseiller municipal d'une petite commune.	Père : instituteur Mère : au foyer Grands-parents : ouvriers, agriculteurs.
109	Émilie (2003) Bac ES. Licence STAPS	Vote pour les Verts (Chirac au 2 <sup>ème</sup> tour de la présidentielle en 2002).	Assez compétente au niveau politique, suivi de l'actualité, connaissances sur le champ politique et les questions européennes	Père au centre. Mère et beau-père à droite. Grands-parents à droite, voire extrême droite. Mère ayant été sur une liste lors de municipales dans une petite commune.	Père ouvrier. Mère employée. Beau-père ouvrier. Grands-parents ouvrier et viticulteur. Grand-mère employée. Un grand frère métallier (bac pro



					chaudronnerie/ métallier). Dans la famille aucun diplômé du supérieur
110	Karim (2003) 20 ans Bac pro électrotechnique En 1 <sup>ère</sup> année de sociologie	Vote à gauche. A voté Jospin au 1 <sup>er</sup> tour de la présidentielle, Chirac au 2 <sup>ème</sup> .	Vote à chaque élection. A manifesté lors de l'entre-deux tour contre Le Pen. Affirme ne pas beaucoup suivre l'actualité. Est pourtant au courant de nombreux sujets. Intérêt pour tout ce qui concerne les pays arabes, se sent « obligé », selon ses propres termes, de suivre ce qu'il s'y passe.	Ses parents n'ont pas le droit de vote. Se situent à gauche. Suivent l'actualité sur les chaînes arabes par le satellite.	Parents étrangers. Père : ouvrier. Mère : au foyer. Grands- parents : petits marchands. Parents ne connaissance pas trop la langue française. Dans la famille aucun diplômé du supérieur.

# Annexe chapitre I : Héritage et adhésion au jeu scolaire

## Annexe I. La politisation en héritage

### Politisation et position sociale

#### - Capital économique hérité

Tableau A 36 : Indicateurs de politisation de l'étudiant selon les revenus mensuels de la mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001)

Revenus mensuels de la mère	Effectifs	Intérêt politique	Lecture du <i>Monde</i>	Suivi de l'actualité politique
Non-réponse	127	31%	32%	26%
< 915€ (6 000F)	233	34%	33%	25%
915€ à 1 524€ (6 000F à 10 000F)	221	29%	30%	29%
1 524€ à 3 049€ (10 000F à 20 000F)	181	40%	38%	40%
> 3 049€ (20 000F)	39	62%	64%	49%

Lire : parmi les étudiants dont la mère a des revenus supérieurs à 3 049€, 62% sont intéressés par la politique

#### - Capital culturel hérité

Tableau A 37 : Intérêt pour la politique des étudiants et lecture du *Monde* selon le diplôme le plus élevé de leur père (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001)

Diplôme du père	Effectifs	Etudiant intéressé par la politique	Lecture du <i>Monde</i> par l'étudiant
Non-réponse	203	28%	28%
Sans diplôme	70	40%	29%
CAP/BEP, BEPC	145	32%	35%
Bac	80	31%	30%
Bac+2	59	39%	37%
Bac+3 ou Bac+4	75	33%	37%
≥ Bac+5	169	44%	45%
V de Cramer		0,115	0,136

Lire : 29% des étudiants dont le père n'a pas de diplôme cite *Le Monde*

#### - Professions des parents

Tableau A 38 : Politisation des étudiants selon le nombre de parents avec une profession supérieure (Source : enquête n°1, n=801)

Nombre de parents avec une profession supérieure	Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>
Deux	78	45%	47%	34%	53%	63%
Un	151	28%	39%	25%	42%	39%

Aucun	571	30%	32%	25%	33%	30%
-------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Lire : 47% des étudiants avec deux parents avec une profession supérieure sont intéressés par la politique contre 32% avec aucun

**Tableau A 39 : Lecture du *Monde* par l'étudiant selon la profession de sa mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001)**

Profession de la mère	Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>
Non-réponses	36	42%
Artisan/commerçant	24	42%
Profession libérale	28	64%
Cadre supérieur fonction publique	77	56%
Cadre supérieur privé	4	75%
Profession intermédiaire public	116	30%
Profession intermédiaire privé	26	65%
Technicien	15	33%
Employé	269	26%
Ouvrier	29	31%
Sans	177	30%
V de Cramer		0,136

Lire : 42% des étudiants avec une mère artisan/commerçant cite le Monde

**Tableau A 40 : Avoir déjà assister à un meeting politique selon la profession du père (Source : enquête n°1, n=801)**

Profession du père	Effectifs	Avoir déjà assister à un meeting politique
Non-réponses	45	11%
Artisan/commerçant	89	24%
Profession libérale	64	13%
Cadre supérieur fonction publique	68	37%
Cadre supérieur privé	66	21%
Profession intermédiaire public	52	29%
Profession intermédiaire privé	71	21%
Technicien	73	16%
Employé	84	14%
Ouvrier	118	13%
Sans	70	17%
Valeur de p		0,003

**Tableau A 41 : Indicateurs de politisation des étudiants dont le père est ouvrier (Source : enquête n°1, n=801)**

	Peu ou pas intéressé par la politique	Maîtrise peu ou pas les questions politiques	Consulter un quotidien régional
Père ouvrier	48%	57%	57%

#### - Styles de vie des parents

L'intérêt des étudiants est plus fréquent lorsque leurs parents apprécient la lecture et/ou les loisirs culturels, plutôt que la pêche, la chasse, le sport ou la télévision : 52% des étudiants dont la mère apprécie la lecture connaissent des militants politiques contre seulement 24% des étudiants dont la mère préfère la télévision. La grande majorité des étudiants qui citent la chasse ou la pêche comme loisir préféré de leur père, s'intéressent peu ou pas du tout à la politique, et s'estiment peu ou pas du tout compétents en matière de politique – suivis par ceux dont les parents apprécient la télévision et le sport. 59% des étudiants qui citent comme loisir préféré de leur père la chasse ou la pêche s'intéressent peu ou pas du tout à la politique, 53% s'estiment peu

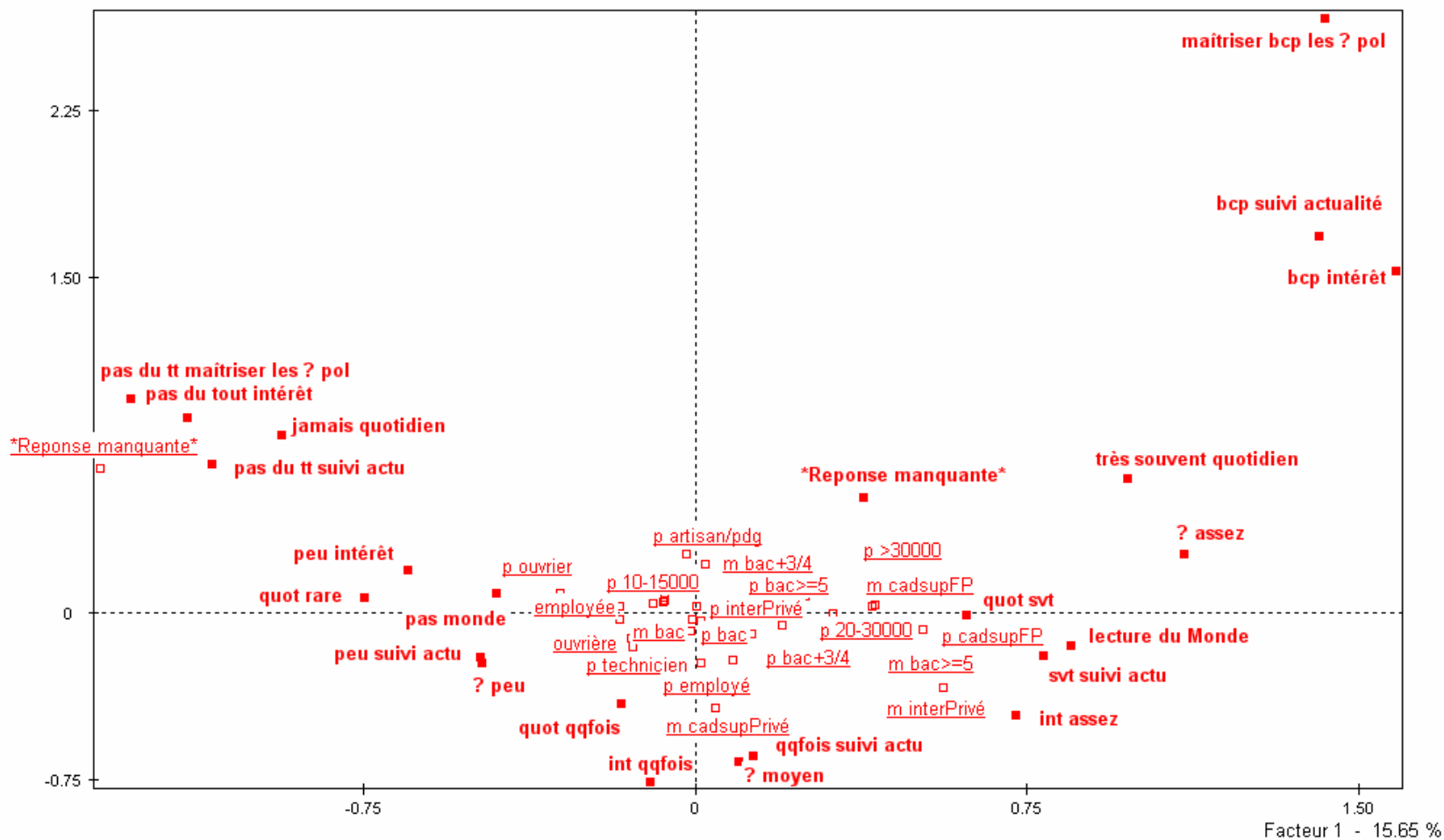
ou pas du tout politiquement compétents. Les étudiants dont les parents s'adonnent à des loisirs comme le sport, le bricolage, la chasse ou la pêche sont les plus nombreux à parcourir les quotidiens régionaux et à répondre « ne sait pas » à la question sur l'axe gauche/droite : par exemple plus de 30% des enfants de chasseurs et pêcheurs répondent « ne sait pas » à la question sur l'axe contre 8% de ceux énonçant la lecture comme loisir préféré de leur père.)

Au sein de l'échantillon *Le Monde* correspond plus à une lecture des cadres supérieurs de la fonction publique (34% contre 20% pour les professions libérales, 14% pour les cadres supérieurs du privé et moins de 6% sinon) alors que les quotidiens régionaux sont davantage le fait des employés (15%) et des ouvriers (21%) que des catégories supérieures (moins de 5%). De même, 30% des pères avec un diplôme supérieur ou égal à bac+5 lisent *Le Monde* contre 17% à bac+3/4, 8% à bac+2 et moins de 4% avec au plus le bac. 15% des pères avec un diplôme supérieur ou égal à bac+5 consultent un quotidien régional contre 25% à bac+3/4, 48% avec le bac et 44% avec un CAP/BEP. Le suivi de l'actualité politique des étudiants, leur assistance à un meeting, leur intérêt pour la politique, leur sentiment de compétence politique et leur positionnement sur l'axe gauche/droite s'accroissent lorsque leurs parents parcourent des quotidiens nationaux. La lecture de la presse (et notamment celle du *Monde*, du *Monde diplomatique*, et du *Courrier international*) des étudiants est beaucoup plus fréquente pour ceux dont les parents parcourent *Le Monde* (près de 60% pour environ 30% pour les parents qui ne lisent aucun journal). 56% des étudiants dont le père consulte la presse nationale (63% pour la mère) s'intéressent à la politique contre 26% pour les quotidiens régionaux (29% pour la mère). Les étudiants dont les parents consultent *Le Monde* indiquent plus fréquemment les questions internationales : 21% des étudiants dont le père lit *Le Monde* s'y intéressent contre 10% (13% contre 4% pour la mère). A l'inverse, 42% des pères des étudiants répondant « ne sait pas » à la question sur le positionnement politique lisent régulièrement un quotidien régional (contre moins de 30% pour ceux s'orientant à droite ou à gauche) et seulement 5% *Le Monde*.

**Figure A 14 : ACM des indicateurs de politisation (variables socioculturelles héritées en modalités illustratives) (enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 9.61 %

Plan factoriel (axes 1 et 2): ACM des indicateurs de politisation (variables socioculturelles héritées en modalités illustratives)



## Des étudiantes globalement moins politisées

**Tableau A 42 : Distribution de la déclaration de l'intérêt pour la politique selon le sexe (V=0,131) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Pas du tout	Un peu	Moyennement	Assez	Beaucoup
Effectifs		107	199	216	196	83
<b>Garçons</b>	399	44%	48,5%	42,5%	<b>56,5%</b>	<b>61,5%</b>
<b>Filles</b>	402	<b>56%</b>	51,5%	57,5%	43,5%	38,5%
Total	801	100%	100%	100%	100%	100%

Lire : parmi les étudiants interrogés, 61,5% de ceux qui sont beaucoup intéressés par la politique sont des garçons

**Tableau A 43 : Sentiment de maîtrise des questions politiques des étudiants selon leur sexe (% colonnes) (V=0,188) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Pas du tout/un peu	Moyennement	Assez/beaucoup
Effectifs		359	227	204
<b>Garçons</b>	399	44%	44%	66%
<b>Filles</b>	402	56%	56%	34%
Total	801	100%	100%	100%

Lire : 56% des étudiantes estiment maîtriser un peu ou pas du tout les questions politiques

**Tableau A 44 : Sentiment de maîtrise des questions politiques des étudiants selon leur sexe (% lignes) (V=0,188) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Pas du tout/un peu	Moyennement	Assez/beaucoup	Total
<b>Garçons</b>	399	40%	25%	35%	100%
<b>Filles</b>	402	50%	32%	18%	100%

Lire : Parmi les étudiantes, 50% estiment maîtriser un peu ou pas du tout les questions politiques

## La politisation par les parents

**Tableau A 45 : Vote des parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Oui	Non	Ne sait pas	Total
Père	84,02%	11,11%	4,87%	100%
Mère	85,39%	11,74%	2,87%	100%

Lire : 85,39% des étudiants interrogés ont une mère qui vote

**Tableau A 46 : Suivi de l'actualité politique des parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Réponse manquante	Jamais	Rarement	Quelquefois	Souvent	Très souvent	Ne sait pas	Total
Père	1,37%	4,24%	10,61%	26,09%	31,21%	22,22%	4,24%	100%
Mère	1,88%	10,61%	28,09%	32,21%	18,60%	8,61%	0%	100%

Lire : 10,61% des mères des étudiants interrogés ne suivent jamais l'actualité politique

**Tableau A 47 : Expression d'opinion politique dans les conversations par les parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Jamais	Rarement	Quelquefois	Souvent	Très souvent	Total
Père	9,68%	20,51%	33,76%	25,73%	10,32%	100%
Mère	16,98%	30,19%	34,09%	14,09%	4,65%	100%

Lire : 16,98% des mères des étudiants interrogés n'expriment jamais d'opinion politique dans les conversations familiales

**Tableau A 48 : Intérêt pour la politique des parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Pas du tout	Un peu	Moyennement	Assez	Beaucoup	Total

Père	5,89%	21,38%	25,86%	32,39%	14,47%	100%
Mère	15,41%	33,63%	27,26%	18,09%	5,61%	100%

Lire : 15,41% des mères des étudiants interrogés ne s'intéressent pas du tout à la politique

**Tableau A 49 : Si parents candidat à une élection (Source : enquête n°1, n=801)**

Ne sait pas	Non	Municipales	Autres élections	
8,5%	74%	13,5%	4%	100%

Lire : 13,5% des étudiants interrogés ont au moins un parent qui a été candidat à une élection municipale

**Tableau A 50 : Adhésion d'au moins un parent à une association (Source : enquête n°1, n=801)**

Ne sait pas	Non	Oui
20%	54%	25%

Lire : 25% des étudiants interrogés ont au moins un parent qui a adhéré à une association

**Tableau A 51 : Adhésion d'au moins un parent à un syndicat (Source : enquête n°1, n=801)**

Ne sait pas	Non	Oui
16%	63%	21%

Lire : 21% des étudiants interrogés ont au moins un parent qui a adhéré à un syndicat

**Tableau A 52 : Adhésion d'au moins un parent à un parti politique (Source : enquête n°1, n=801)**

Ne sait pas	Non	Oui
13%	76%	10,5%

Lire : 10,5% des étudiants interrogés ont au moins un parent qui a adhéré à un parti politique

**Tableau A 53 : Corrélation entre les indicateurs de politisation des étudiants et ceux de leurs parents (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801)**

Indicateurs de participation politique des étudiants	Suivi actualité politique du père	Expression opinions politiques du père	Intérêt politique du père	Suivi actualité politique de la mère	Expression opinions politiques de la mère	Intérêt politique de la mère
Emissions politiques	0,161	0,161	0,135	0,1485	0,1862	0,1394
Suivi actualité politique	0,169	0,152	0,134	0,1661	0,1596	0,1733
Intérêt pour la politique	<b>0,205</b>	<b>0,229</b>	<b>0,209</b>	<b>0,2185</b>	<b>0,2501</b>	<b>0,2875</b>
Maîtrise les questions politiques	0,194	0,182	<b>0,220</b>	0,1502	0,1910	<b>0,2198</b>
Sentiment de compétence	0,171	<b>0,217</b>	<b>0,224</b>	0,1856	<b>0,2184</b>	<b>0,2176</b>
Participation à un meeting	0,179	0,163	0,204	0,1559	0,1472	0,1729
Fréquence de lecture d'un quotidien	0,111	0,153	0,126	0,1515	0,1579	0,1576
Lecture du <i>Monde</i>	<b>0,233</b>	0,153	0,197	<b>0,2369</b>	0,1598	<b>0,2063</b>
Lecture de journaux d'actualité	0,153	0,116	0,125	0,1117	0,1623	0,1291
Lecture de magazines d'actualité	0,153	0,179	0,151	0,1749	0,1471	0,1743
Lecture du <i>Monde diplomatique</i> ou du <i>Courrier international</i>	0,146	0,099	0,117	0,0920	0,0856	0,1315
Lecture d'un quotidien régional	0,119	0,074	0,051	0,1283	0,0254	0,0507
Indicateur de politisation	0,1594	<b>0,2049</b>	0,1931	<b>0,2115</b>	<b>0,2229</b>	<b>0,2389</b>

**Tableau A 54 : Indicateurs de participation politique des étudiants selon la politisation de leur père (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001)**

Indicateur	Effectif	Suivre	Intérêt	Maîtrise	Etre	Lire	Lectur	Lecture	Lecture du	Lecture
------------	----------	--------	---------	----------	------	------	--------	---------	------------	---------

s de politisation des étudiants	s	l'actualité politique	politique	des questions politiques	déjà allé à un meeting	régulièrement un quotidien	e du Monde	d'autres quotidiens nationaux	Monde diplomatique ou du Courrier international	d'un quotidien régional
Père suivant très souvent actualité politique	178	39%	49%	41%	32%	50%	49%	24%	22%	37%
Père ne suivant jamais actualité politique	34	6%	6%	9%	11%	32%	21%	9%	3%	50%
Père exprimant très souvent des opinions politiques	81	56%	57%	43%	36%	57%	41%	28%	19%	38%
Père n'exprimant jamais opinion politique	76	17%	7%	9%	13%	28%	17%	9%	7%	43%
Père très intéressé par la politique	113	45%	56%	43%	37%	48%	55%	23%	22%	30%
Père pas du tout intéressé par la politique	46	13%	24%	16%	17%	26%	22%	11%	11%	35%

Lire : 22% des étudiants dont le père suit très souvent l'actualité politique citent le *Monde diplomatique* ou le *Courrier international*.

**Tableau A 55 : Indicateurs de participation politique des étudiants en fonction de la politisation de leur mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001)**

Indicateurs de politisation des étudiants	Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Etre déjà allé à un meeting	Lire souvent ou très souvent un quotidien	Lecture du Monde
Mère suivant très souvent actualité politique	69	54%	68%	44%	38%	60%	57%
Mère ne suivant jamais actualité politique	85	16%	13%	11%	9%	22%	11%
Mère exprimant très souvent des opinions politiques	37	60%	68%	50%	41%	68%	49%
Mère n'exprimant jamais opinion politique	135	20%	17%	14%	12%	27%	20%



Mère très intéressée par la politique	44	52%	77%	56%	41%	55%	55%
Mère pas du tout intéressée par la politique	121	18%	21%	14%	16%	29%	26%

Lire : 57% des étudiants dont la mère suit très souvent l'actualité lisent *Le Monde*.

**Tableau A 56 : Indicateurs de politisation de l'étudiant suivant le nombre de parents intéressé par la politique (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001)**

	Effectifs	Suivi actualité politique			Intérêt politique			Maîtrise des questions politiques		
		Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup	Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup	Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup
<b>2 parents intéressés</b>	153	29,5%	22%	48,5%	14,5%	21,5%	64%	21,5%	32,5%	46%
<b>1 parent intéressé</b>	237	37%	29,5%	33,5%	32,5%	29%	38,5%	38,5%	32%	29,5%
<b>Juste le père</b>	207	39,5%	28%	32,5%	35%	30%	35%	38,5%	32%	29,5%
<b>Juste la mère</b>	30	20%	40%	40%	13,5%	23%	63,5%	40%	32,5%	28,5%
<b>Aucun parent intéressé</b>	377	54%	24%	22%	51%	28,5%	20,5%	34,5%	27,5%	38%
Effectifs	767	336	195	236	291	210	266	344	219	193
Valeur de p		<0,0001			<0,0001			<0,0001		
V de Cramer		0,1733			0,2610			0,2372		

**Tableau A 57 : Valeur de p concernant les croisements entre les indicateurs de politisation des étudiants avec de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Suivi actualité père	Opinion politique père	Intérêt politique père	Suivi actualité mère	Opinion politique mère	Intérêt politique mère
Meeting politique	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	0,0002	<0,0001
Lecture du <i>Monde</i>	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001
Emissions politique	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001
Suivi actualité politique	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001
Intérêt politique	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001
Sentiment de compétence	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001
Sentiment de maîtrise des questions politiques	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001
Fréquence de lecture d'un quotidien	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001	<0,0001

**Tableau A 58 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de la lecture par leurs parents du *Monde* (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Être déjà allé à un meeting	Lecture fréquente d'un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>
Lecture du	85	50%	56%	46%	32%	49%	66%

<i>Monde</i> par le père							
Lecture du <i>Monde</i> par la mère	41	49%	63%	48%	39%	59%	85%
Total sur l'échantillon	801	31%	35%	26%	19%	37%	35%

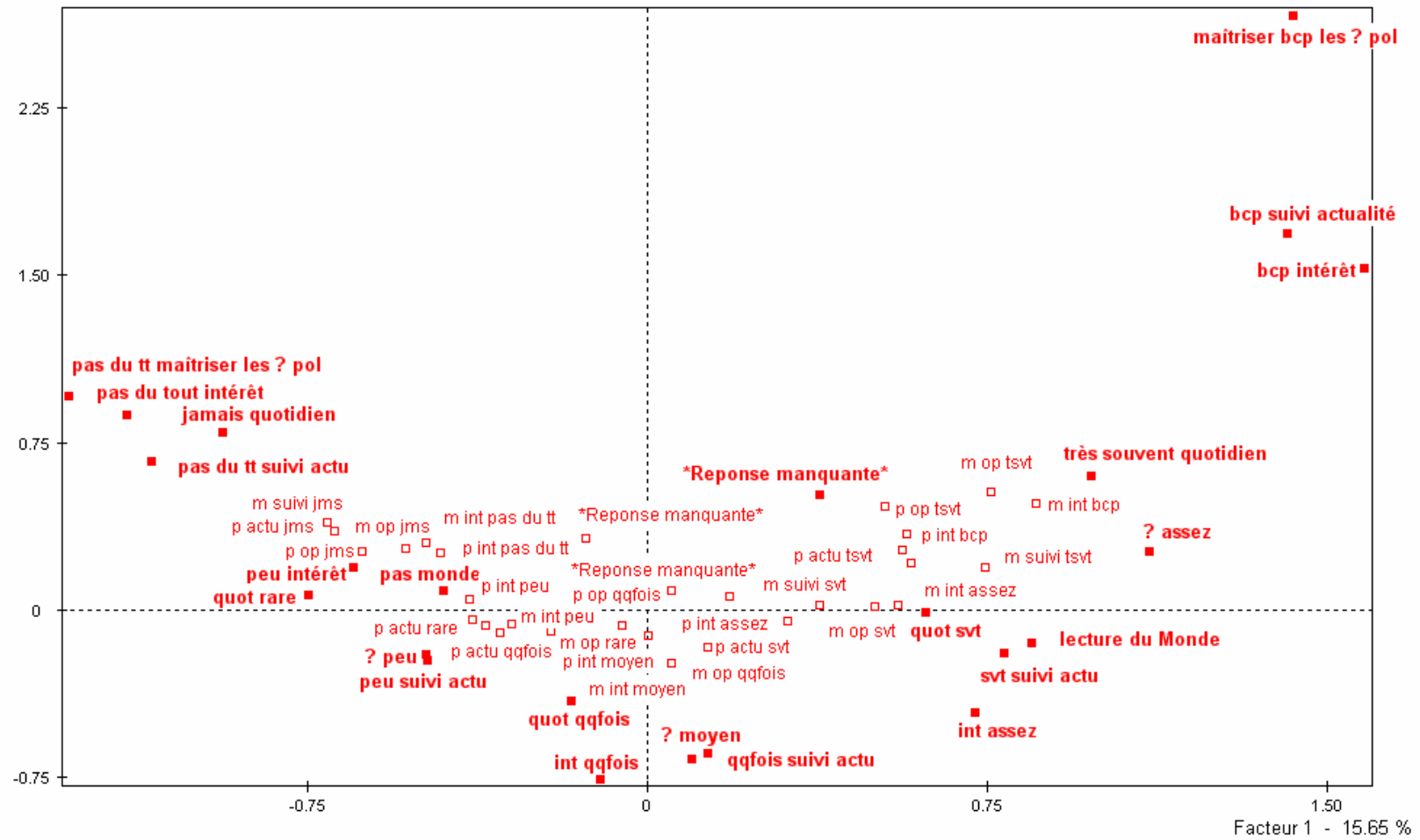
Lire : 66% des étudiants dont le père parcourt *Le Monde*, le lisent également, contre 35% sur l'ensemble de l'échantillon.

### **ACM des indicateurs de politisation des étudiants avec ceux des parents en modalités illustratives**

**Figure A 15 : ACM des indicateurs de politisation des étudiants avec ceux des parents en modalités illustratives (Source : enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 9.61 %

Plan factoriel axes 1 et 2: ACM des indicateurs de politisation des étudiants avec ceux des parents en modalités illustratives



**Tableau A 59 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de la lecture par leurs parents du *Monde* (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01)**

Indicateurs de participation politique des étudiants	Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Maîtrise les questions politiques	Etre déjà allé à un meeting	Lire souvent ou très souvent un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture d'un quotidien régional
Lecture du <i>Monde</i> par le père	85	50%	56%	46%	32%	49%	66%	15%
Lecture d'un quotidien régional par le père	250	56%	26%	17%	14%	57%	23%	74%
Lecture du <i>Monde</i> par la mère	41	49%	63%	48%	39%	59%	85%	12%
Lecture d'un quotidien régional par la mère	232	30%	29%	21%	18%	41%	23%	71%

Lire : 66% des étudiants dont le père parcourt *Le Monde*, le lisent également.

**Tableau A 60 : Intérêt politique des étudiants selon l'homogénéité des positions politiques des parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Peu ou pas	Moyen	Assez/beaucoup	Total
Choix parents homogènes ou non contradictoires	735	39%	27%	34%	100%
Choix parents non homogènes	66	30%	26%	44%	100%
Effectifs	801	306	216	279	

Lire : 44% des étudiants avec des parents aux choix politiques non homogènes s'intéressent à la politique

**Tableau A 61 : Sentiment de maîtrise des questions politiques selon l'homogénéité des positions politiques des parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Peu ou pas	Moyen	Assez/beaucoup	Total
Choix parents homogènes ou non contradictoires	735	47%	28,5%	24,5%	100%
Choix parents non homogènes	66	32%	30%	38%	100%
Effectifs	801	359	227	204	

Lire : 38% des étudiants avec des parents aux choix politiques non homogènes estiment maîtriser les questions politiques

### Politisation des étudiants suivant la nationalité de leur père

**Tableau A 62 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant la nationalité de leur père (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Suivi actualité politique			Intérêt politique			Maîtrise des questions politiques		
		Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup	Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup	Peu ou pas	Moyen	Assez ou beaucoup
Père français	724	30%	25%	45%	39%	28%	33%	47%	28%	25%
Père étranger	64	39%	27%	34%	28%	27%	45%	30%	38%	32%
Valeur de p		0,221			0,111			0,034		

Lire : 28% des étudiants interrogés avec un père étranger s'intéressent un peu ou pas du tout à la politique

**Tableau A 63 : Indicateurs de position sociale héritées suivant la nationalité du père (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Résidence en cité universitaire	Allocation d'étude	Père ouvrier	Revenus mensuels du père inférieurs à 1 524€ (10 000F)	Parents non propriétaires	Père avec un diplôme égal ou supérieur au bac
Père français	724	10%	26%	13%	20%	15%	50%
Père étranger	64	29%	55%	38%	50%	30%	27%

### Politisation des parents en fonction de leur position sociale

**Tableau A 64 : Intérêt pour la politique des parents des étudiants suivant leur niveau de diplômes (Source : enquête n°1, n=801)**

Niveau de diplôme	Père intéressé par la politique	Mère intéressée par la politique
Bac>=5	60%	45%
Bac+3/4	55%	31%
Bac+2	51%	41%
Bac	41%	19%
CAP/BEP/BEPC	38%	14%
Sans	37%	9%
Valeur de p	0,166	0,2051

Lire : 14% des mères titulaires d'un CAP ou du BEPC sont intéressées par la politique

**Tableau A 65 : Intérêt politique des parents en fonction de leur profession (Source : enquête n°1, n=801)**

Profession	Père intéressé par la politique	Mère intéressée par la politique
Cadre supérieur de la fonction publique	72%	41%
Cadre supérieur du privé	54%	-
Profession libérale	48%	42%
Artisans commerçants chef d'entreprise	55%	25%
Profession intermédiaire	44%	32%
Technicien	43%	13%
Employé	41%	16%
Ouvrier	34%	10%
Sans	47%	43%
Valeur de p	0,003	<0,0001
V de Cramer	0.1630	0.2043

Lire : 41% des mères des étudiants qui sont cadre supérieur de la fonction publique sont intéressées par la politique

**Tableau A 66 : Corrélations entre les indicateurs de politisation des parents et leurs propriétés socioculturelles (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Suivi actualité politique du père	Expression opinions politiques du père	Intérêt politique du père	Suivi actualité politique de la mère	Expression opinions politiques de la mère	Intérêt politique de la mère
Diplôme père	<b>0,169</b>	0,109	<b>0,166</b>	<b>0,1903</b>	<b>0,1581</b>	<b>0,1646</b>
Diplôme mère	0,122	0,115	<b>0,168</b>	<b>0,2323</b>	<b>0,1704</b>	<b>0,2051</b>
Profession père	<b>0,276</b>	0,144	<b>0,209</b>	<b>0,2225</b>	<b>0,1783</b>	<b>0,1804</b>
Profession mère	0,139	0,143	<b>0,163</b>	<b>0,2261</b>	<b>0,1827</b>	<b>0,2043</b>
Revenus	<b>0,187</b>	0,084	0,141	<b>0,1505</b>	0,1120	<b>0,1579</b>

père						
Revenus	0,110	0,063	0,068	<b>0,1706</b>	0,1207	<b>0,1517</b>
mère						

### ACM à partir des indicateurs de politisation des étudiants et de leurs parents, ainsi que ceux de leur trajectoire sociale

L'ACM à partir des indicateurs de politisation des étudiants et de leurs parents ainsi que de leur trajectoire sociale est effectuée à partir de 13 questions actives, soit 68 modalités associées, et les 801 individus de l'échantillon. Le premier facteur, explicatif de 7,12% de l'inertie totale, est davantage déterminé à partir des variables de politisation des étudiants – l'intérêt pour la politique (contribuant à 13,3% à la détermination du facteur), le sentiment de maîtrise des questions politiques (10,2%), le suivi de l'actualité politique (9,3%), la lecture du *Monde* (6,6%) –, de politisation des parents – l'intérêt pour la politique (9% pour le père et 12,2% pour la mère), le suivi de l'actualité politique (11% pour la mère) –, que de la position sociale héritée – la profession et les revenus du père (5,8% et 4,6%).

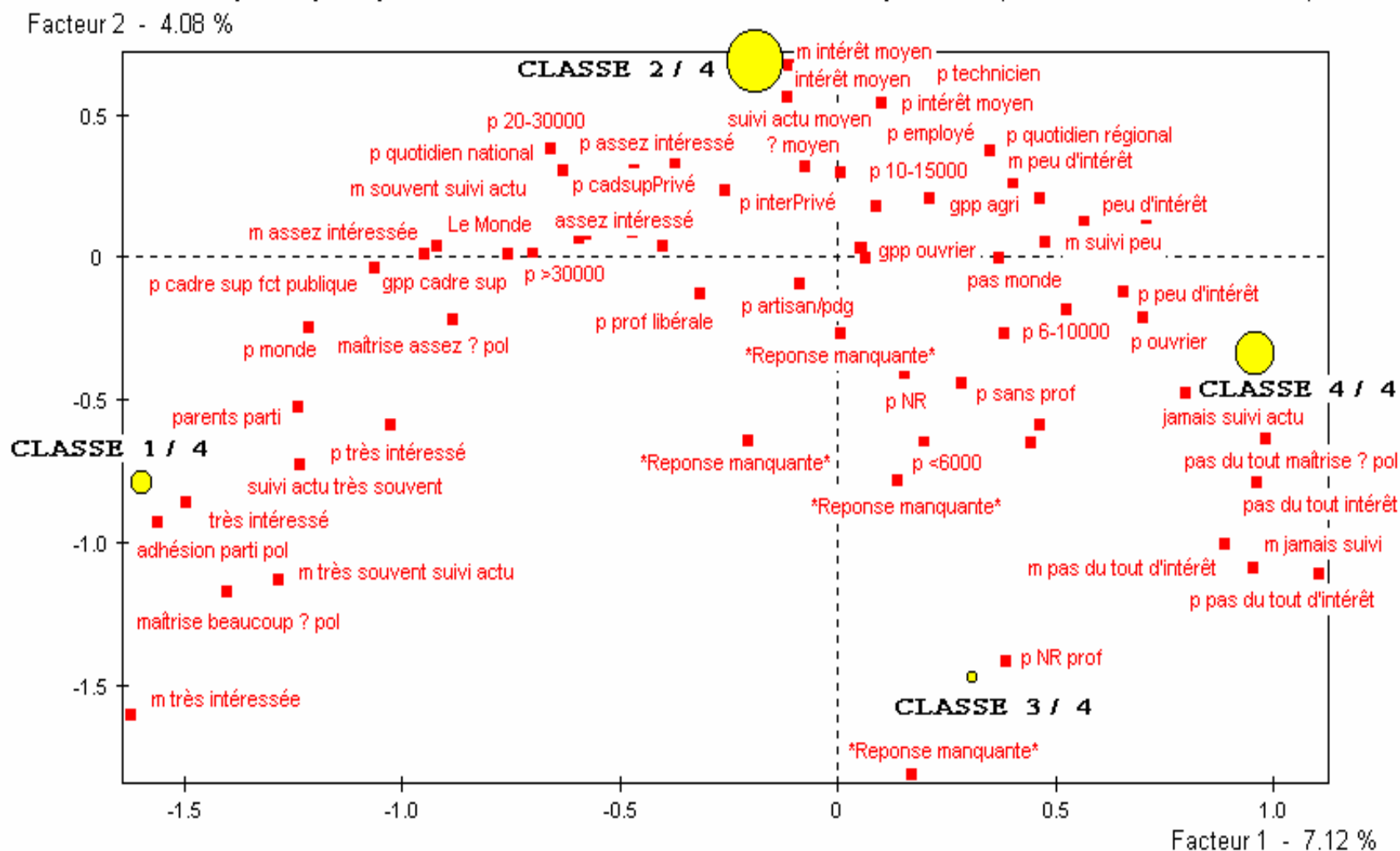
Suivant leurs liens, les modalités des différentes variables se répartissent le long de l'axe. D'une part (pôle négatif sur le graphique), se situent les modalités de participation politique les plus intenses pour les étudiants comme pour leurs parents mais aussi les enfants de cadres supérieurs. D'autre part (pôle positif sur le graphique) s'ajustent les moins fréquentes que ce soit pour les étudiants comme pour les parents, et les enfants d'ouvriers. Les modalités de participation politique se hiérarchisent le long de l'axe des plus aux moins fréquentes. Les variables supplémentaires illustrent l'analyse sans concourir à la construction des axes. Du côté de la politisation, se répartissent sans surprise les autres indicateurs de politisation des étudiants (entre autres : l'inscription sur les listes électorales, la participation récente à une manifestation, les sujets politiques relatifs aux questions internationales, à l'Europe, à la politique intérieure et à la justice, l'adhésion à une association culturelle, environnementale ou politique, ou encore à un syndicat, la lecture de magazines d'actualité, du *Monde diplomatique* ou du *Courrier international*) et de leurs parents (l'absence d'abstention lors des élections, l'adhésion à une association ou un syndicat, la candidature à une élection), ainsi que des propriétés socioculturelles (l'absence d'allocation d'études sur critères sociaux, les diplômes du supérieur des parents et des grands-pères). De l'autre côté se regroupent les variables opposées aux précédentes (la non inscription sur les listes électorales, l'absence de participation à des manifestations, l'absence d'adhésion à des organisations politiques, etc.).

Le premier axe oppose donc les étudiants les plus politisés, aux comportements politiques proches de leurs deux parents et/ou issus des catégories fortement pourvues en capital culturel, à ceux qui ne participent pas et ne s'intéressent pas du tout à la politique, à l'instar de leurs parents et/ou peu dotés en capital culturel hérité. Le deuxième facteur (4,08% de l'inertie totale) est sensiblement construit à partir des mêmes indicateurs que le précédent facteur, avec une part plus importante des variables parentales de politisation – le suivi de l'actualité politique (16,8% pour la mère), l'intérêt politique (12,9% et 19,5%) – sur celles des étudiants – l'intérêt politique (10,9%), le sentiment de maîtrise des questions politiques (6,4%) – et la profession du père (9,5%), ce qui tend à illustrer le rôle prédominant de la structure familiale dans la socialisation politique. Cet axe oppose principalement les modalités illustrant la participation politique la plus ou la moins fréquente aux réponses médiantes. Dès lors, sur le dessin représentant les axes 1 et 2, les modalités d'intérêt et de participation s'ajustent plus ou moins sur une parabole attestant d'un effet *Guttman* (cf. graphique). Le troisième facteur (3,37% de la variance totale) et le quatrième

axe (3,29%) regroupent les principales variables de positionnement dans l'espace social (professions, diplômes, revenus) entre elles.

**Figure A 16 : ACM participation politique des étudiants suivant les indicateurs de socialisations primaires (variables actives et classes) (Source : enquête n°1, n=801)**

### Participation politique des étudiants suivant leurs socialisations primaires (variables actives et classes)





Par l'intermédiaire de cette analyse factorielle, il est possible de procéder à une classification hiérarchique ascendante. En réalisant une partition des individus de sorte à ce que chaque classe soit non seulement la plus différente des autres classes mais aussi la plus homogène en fonction de ses caractéristiques, elle regroupe les étudiants interrogés selon leurs comportements politiques. À partir du dendrogramme, c'est-à-dire l'arbre hiérarchique qui agglomère les individus au fur et à mesure de leurs ressemblances, la meilleure partition apparaît être en quatre classes représentatives d'une politisation élevée, moyenne, faible, et des non-réponses.

La première classe constituée de 15% de l'échantillon (123 individus) est représentative des étudiants les plus politisés. Intéressés par la politique (73%), suivant l'actualité (64% passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique, 68% affirment consulter fréquemment *Le Monde*), une partie d'entre eux présente également des pratiques de participation plus actives : la moitié a déjà assisté à un meeting politique et 15% adhèrent à un parti (contre respectivement 19% et 3% sur l'ensemble de l'échantillon). Politisés, ces étudiants présentent un sentiment de compétence élevé : 70% estiment maîtriser les questions politiques (contre 25% sur l'ensemble de l'échantillon). À leur image, leurs parents ont le plus fréquemment une participation politique élevée. Particulièrement intéressés par la politique (72% des mères sont intéressés par la politique contre 23% sur l'ensemble de l'échantillon), ils expriment des opinions politiques (72% des pères expriment souvent ou très souvent des opinions politiques) et suivent régulièrement l'actualité politique (77% des mères suivent souvent ou très souvent l'actualité politique). À ces pratiques s'ajoutent pour une partie d'entre eux des engagements politiques : près de 40% des personnes de cette classe ont au moins un parent ayant déjà adhéré à un parti politique et/ou ayant déjà été candidat à une élection locale ou professionnelle. Les parents de ces étudiants se positionnent davantage – mais non exclusivement – au sein des catégories supérieures (environ la moitié des pères), avec une part non négligeable de cadres supérieurs de la fonction publique et notamment des enseignants du secondaire et du supérieur (environ un quart des pères et des mères). Le capital culturel d'une grande partie des étudiants les plus politisés est relativement conséquent : près de deux tiers des pères détiennent un diplôme du supérieur, 42% un diplôme supérieur ou égal à bac+5 (contre respectivement 38% et 21% sur l'ensemble de l'échantillon).

La deuxième classe (46% de l'échantillon soit 370 individus) représente les étudiants à la politisation moyenne. Ils sont 44% à être moyennement intéressés par la politique, 42% à estimer maîtriser moyennement les questions politiques, 48% à regarder quelquefois les émissions politiques à la télévision, et 35% à suivre quelquefois l'actualité politique. Sans surprise, la participation politique de leurs parents est également plutôt moyenne. 43% des mères ont un intérêt moyen pour la politique et 46% d'entre elles suivent quelquefois l'actualité politique. Même si peu d'indicateurs de position sociale se distinguent, on relève toutefois des étudiants plutôt positionnés dans les catégories intermédiaires de l'espace social.

La troisième classe, construite à partir de 6% de l'échantillon (45 étudiants), regroupe des étudiants enclins à donner de nombreuses non-réponses sur les questions relatives aux parents tant au niveau de leurs comportements politiques – le vote, l'intérêt pour la politique, l'adhésion à un parti, le positionnement sur l'axe – que de leur positionnement dans l'espace social (revenus, professions, et diplômes). Le seul élément en rapport avec leur position sociale indique une majorité de boursiers.

La quatrième classe, 33% de l'échantillon (263 individus), rassemble les étudiants les moins intéressés par la politique (78% sont peu ou pas du tout intéressés par la politique contre 38% sur l'ensemble de l'échantillon), ceux qui s'estiment les moins compétents sur les questions

politiques (79% considèrent peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques) et qui suivent peu l'actualité politique (76% passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique). De même que pour les deux premières classes, le rapport à la politique de leurs parents est assez proche (par exemple 83% des mères sont peu ou pas intéressées par la politique). Confirmant le rôle non négligeable de la position sociale héritée, les étudiants de ce regroupement appartiennent plus fréquemment aux catégories populaires ou aux fractions inférieures de catégories intermédiaires de l'espace sociale. 26% des étudiants y présentent un père ouvrier (contre 15%). 25% des pères et 22% des mères sont diplômés du supérieur (contre 38% et 36% sur l'ensemble de l'échantillon). 27% ont un père avec des revenus mensuels compris entre 915€ à 1 524€ (6 000F à 10 000F) et 3% une mère avec des revenus inférieurs à 915€ (6 000F).

### Analyse multivariée par rapport aux indicateurs de politisation des parents et la position sociale héritée

**Tableau A 67 : Table de corrélation entre les indicateurs de politisation de l'étudiant et les indicateurs de politisation des parents et de position sociale (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801)**

Indicateurs de politisation des étudiants	Suivi actualité politique du père	Expression opinions politiques du père	Intérêt politique du père	Suivi actualité politique de la mère	Expression opinions politiques de la mère	Intérêt politique de la mère	Diplôme père	Diplôme mère	Profession père	Profession mère	Revenus père	Revenus mère
Intérêt politique	<b>0,205</b>	<b>0,229</b>	<b>0,209</b>	<b>0,2185</b>	<b>0,2501</b>	<b>0,2875</b>	0,1152	0,1315	0,1419	<b>0,1517</b>	0,1264	0,1214
Maîtrise des questions politiques	<b>0,194</b>	<b>0,182</b>	<b>0,220</b>	<b>0,1502</b>	<b>0,1910</b>	<b>0,2198</b>	0,0997	0,1458	0,1383	0,1277	0,1293	0,1319
Sentiment de compétence	<b>0,171</b>	<b>0,217</b>	<b>0,224</b>	<b>0,1856</b>	<b>0,2184</b>	<b>0,2176</b>	0,1414	0,1111	0,11	0,1135	0,0793	0,0811
Participation à un meeting	<b>0,179</b>	<b>0,163</b>	<b>0,204</b>	<b>0,1559</b>	0,1472	<b>0,1729</b>	0,1156	0,0946	<b>0,1726</b>	0,1057	0,1351	0,0884
Emissions politiques	<b>0,161</b>	<b>0,161</b>	0,135	0,1485	<b>0,1862</b>	0,1394	0,0980	0,1138	0,1429	0,1301	0,1071	0,1062
Suivi actualité politique	<b>0,169</b>	<b>0,152</b>	0,134	<b>0,1661</b>	<b>0,1596</b>	<b>0,1733</b>	0,0901	0,1253	0,1209	0,1401	0,1292	0,1336
Fréquence de lecture d'un quotidien	0,111	<b>0,153</b>	0,126	<b>0,1515</b>	<b>0,1579</b>	<b>0,1576</b>	0,1138	0,1132	0,1263	0,1131	0,1231	0,1188
Lecture du <i>Monde</i>	<b>0,233</b>	<b>0,153</b>	<b>0,197</b>	<b>0,2369</b>	<b>0,1598</b>	<b>0,2063</b>	0,1358	<b>0,2267</b>	<b>0,1872</b>	<b>0,2260</b>	<b>0,1615</b>	<b>0,1648</b>
Lecture de journaux d'actualité	<b>0,153</b>	0,116	0,125	0,1117	<b>0,1623</b>	0,1291	0,0776	0,1247	0,1158	0,1285	0,0674	0,0261
Lecture de magazines d'actualité	<b>0,153</b>	<b>0,179</b>	<b>0,151</b>	<b>0,1749</b>	0,1471	<b>0,1743</b>	0,1066	0,0976	0,1219	<b>0,1517</b>	0,1336	0,1120
Lecture du <i>Monde diplomatique</i> ou du <i>Courrier international</i>	0,146	0,099	0,117	0,0920	0,0856	0,1315	<b>0,1527</b>	0,1808	<b>0,1702</b>	<b>0,1828</b>	0,1388	0,1053

Lecture d'un quotidien régional	0,119	0,074	0,051	0,1283	0,0254	0,0507	<b>0,1592</b>	0,1458	<b>0,1767</b>	<b>0,1752</b>	0,0886	0,0868
Indicateur de politisation	<b>0,1594</b>	<b>0,2049</b>	<b>0,1931</b>	<b>0,2115</b>	<b>0,2229</b>	<b>0,2389</b>	0,0964	0,1291	0,1196	0,1312	0,1213	0,1279

**Tableau A 68 : Variations des indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents diplômés du supérieur (Source : enquête n°1, n=801)**

		Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>
<b>Deux parents diplômés du supérieur</b>	Deux parents politisés	70	<b>54%*<sup>1095</sup></b>	<b>70%*</b>	56%*	64%*	60%*
	Un parent politisé	59	34%*	41%*	32%*	44%*	49%*
	Aucun parent politisé	60	20%*	20%*	9%*	27%*	33%*
<b>Un parent diplômé du supérieur</b>	Deux parents politisés	34	35%	53%	29%	41%*	38%
	Un parent politisé	60	37%	42%	31%	42%*	33%
	Aucun parent politisé	89	31%	30%	22%	40%*	30%
<b>Aucun parent diplômé du supérieur</b>	Deux parents politisés	49	<b>49%*</b>	<b>63%*</b>	43%*	49%*	45%*
	Un parent politisé	118	31%*	36%*	28%*	33%*	40%*
	Aucun parent politisé	228	19%*	17%*	13%*	27%*	20%*

**Tableau A 69 : Variations des indicateurs de participation politique des étudiants suivant le nombre de parents avec une profession supérieure (Source : enquête n°1, n=801)**

		Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>
<b>Deux parents avec une profession supérieure</b>	Deux parents politisés	29	59%	<b>76%*<sup>1096</sup></b>	52%*	62%	72%
	Un parent politisé	21	43%	52%*	43%*	62%	71%
	Aucun parent politisé	23	35%	9%*	5%*	30%	48%
<b>Un parent avec une profession supérieure</b>	Deux parents politisés	35	43%*	63%*	49%*	57%*	54%
	Un parent politisé	51	29%*	39%*	24%*	37%*	37%
	Aucun parent politisé	60	18%*	25%*	14%*	37%*	32%
<b>Aucun parent avec une profession supérieure</b>	Deux parents politisés	89	47%*	61%*	43%*	47%*	42%*
	Un parent politisé	165	33%*	36%*	30%*	35%*	38%*
	Aucun parent politisé	293	22%*	20%*	16%*	29%*	21%*

### Régression logistique sur l'explication de l'intérêt politique des étudiants

<sup>1095</sup> Sur ce tableau \* signifie que les croisements sont significatifs au seuil de 1% ( $p \leq 0,01$ ) suivant le test du khi-deux. L'absence d'étoile signifie que les croisements ne sont pas significatifs à ce seuil.

<sup>1096</sup> Sur ce tableau \* signifie que les croisements sont significatifs au seuil de 1% ( $p \leq 0,01$ ) suivant le test du khi-deux. L'absence d'étoile signifie que les croisements ne sont pas significatifs à ce seuil.

**Tableau A 70 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. *Odds-ratio*) (Source : enquête n°1, n=801) (c=0,724)**

	<i>Odds-ratio</i>	Intérêt politique	Significativité
Sexe			
Masculin	Ref	Ref	Ref
Féminin	0,517	-0,3298	<0,0001
Nombre de parents diplômés			
Zéro	0,708	-0,2038	0,0668
Un	Ref	Ref	Ref
Deux	0,923	0,0617	0,6318
Nombre de parents politisés			
Zéro	0,390	-0,9688	<0,0001
Un	Ref	Ref	Ref
Deux	2,785	0,9964	<0,0001

**Tableau A 71 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. *Odds-ratio*) (Source : enquête n°1, n=801) (c=0,737)**

	<i>Odds-ratio</i>	Intérêt de l'étudiant	Significativité
Sexe			
Féminin	0,522	-0,3246	0,0001
Masculin	Ref	Ref	Ref
Plus haut diplôme de la mère			
<bac	0,667	-0,2444	0,0650
Bac/bac+2	0,617	-0,3235	0,0439
Bac+3/4	Ref	Ref	Ref
Bac+5	1,281	0,4079	0,0674
Nombre de parents politisés			
Deux	2,895	1,0186	<0,0001
Un	Ref	Ref	Ref
Aucun	0,397	-0,9708	<0,0001
Nationalité du père			
Etrangère	2,123	0,3764	0,0071
Française	Ref	Ref	Ref

## Annexe II. Études, culture et politisation

### Promotion et décrochage politique

Les étudiants en promotion (source : enquête n°1, n=801) sont : 44% à regarder souvent ou très souvent les émissions politiques (contre 17% sur l'ensemble de l'échantillon), 55% à suivre régulièrement l'actualité politique (contre 31%), environ 50% à estimer maîtriser les questions politiques (contre un quart) et à consulter fréquemment un quotidien (contre 37% sur l'échantillon). Au contraire, les étudiants en décrochage sont : 47% à regarder rarement ou jamais les émissions politiques (contre 41% sur l'ensemble de l'échantillon) et 53% à suivre peu ou pas l'actualité politique (contre 44% sur l'ensemble de l'échantillon). Les différences de politisation portent également sur le type d'intérêt. Les étudiants en promotion citent beaucoup plus fréquemment les sujets politiques les plus légitimes : 17% les questions internationales contre 2% pour ceux en décrochage et 10% sur l'ensemble de l'échantillon, mais en revanche moins de 3% l'insécurité contre 8% sur l'ensemble de l'échantillon. Les parents des étudiants en promotion s'avèrent moins intéressés par la politique que ceux en décrochage. 64% des pères des étudiants en décrochage expriment fréquemment des opinions politiques contre 26% de ceux en promotion et 36% pour l'ensemble de l'échantillon, 84% des pères des étudiants en décrochage suivent régulièrement l'actualité politique contre 34% de ceux en décrochage et 55% pour l'ensemble de l'échantillon, et 65% des mères des étudiants en décrochage suivent régulièrement l'actualité politique contre 18% de ceux en promotion et 28% pour l'ensemble de l'échantillon.

**Tableau A 72 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant les variables de promotion et de décrochage (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Regarder souvent ou très souvent les émissions politiques	Suivre régulièrement l'actualité politique	Estimer maîtriser les questions politiques	Consulter fréquemment un quotidien
Promotion	77	44%	55%	49%	49%
Décrochage	55	11%	22%	9%	33%
Ensemble de l'échantillon	801	17%	31%	25%	37%

Lire : 44% des étudiants en promotion politique affirment regarder souvent ou très souvent les émissions politiques contre 11% en décrochage et 17% pour l'ensemble de l'échantillon.

**Tableau A 73 : Indicateurs de politisation des parents des étudiants suivant les variables de promotion et de décrochage (Source : enquête n°1, n=801)**

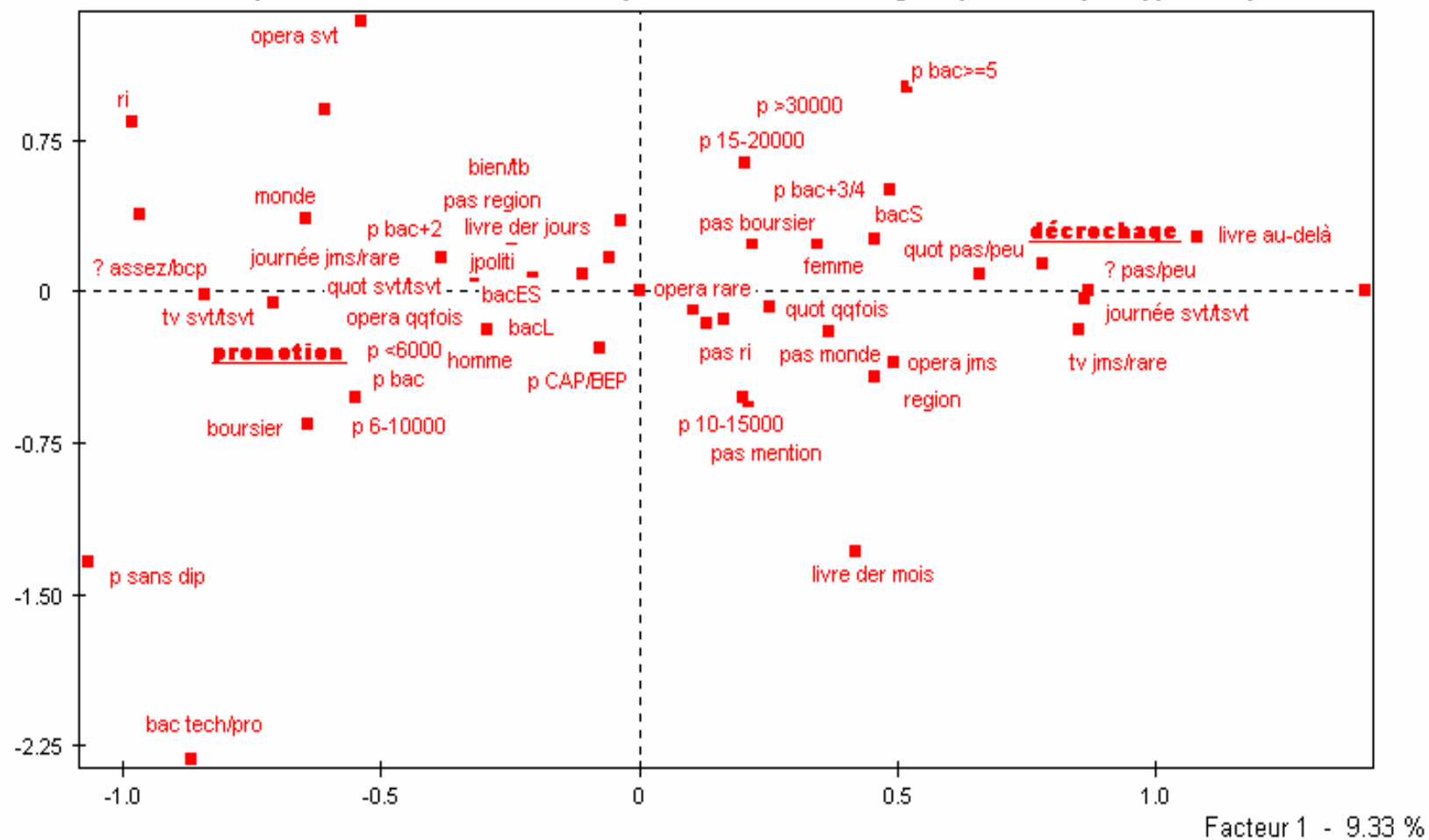
	Effectifs	Père exprime souvent ou très souvent des opinions politiques	Père suit régulièrement l'actualité politique	Mère suit régulièrement l'actualité
Promotion	77	26%	34%	65%
Décrochage	55	64%	84%	18%
Ensemble de l'échantillon	801	36%	55%	28%

L'ACM sur les étudiants en promotion et en décrochage est effectuée sur les 132 étudiants de l'échantillon en promotion (77) ou en décrochage (55). Les indicateurs retenus sont ceux de politisation et des propriétés socioculturelles héritées. Le graphique ci-dessous représente le plan constitué par les deux premiers facteurs qui représentent 9,33% et 5,87% de l'inertie expliquée.

**Figure A 17 : Répartition des indicateurs suivant la promotion ou le décrochage de politisation par rapport aux parents (Source enquête n°1, n=132)**

Facteur 2 - 5.87 %

### Répartition des indicateurs suivant la promotion ou le décrochage de politisation par rapport aux parents



## Politisation et rapport aux études

**Tableau A 74 : V de Cramer sur les croisements entre le cycle d'études et les indicateurs de politisation**  
(Source : enquête n°1, n=801)

	Cycle d'études	Nombre d'années de retard
Intérêt politique	0,0465	0,068
Suivi actualité politique	0,0645	0,042
Suivi émissions politiques à la télévision	0,1058	0,099
Fréquence lecture d'un quotidien	0,0526	0,072
Sentiment de maîtrise des questions politiques	0,1446	0,088
Lecture du <i>Monde</i>	0,0639	0,101

**Tableau A 75 : Corrélations entre indicateurs de politisation et indicateurs du rapport aux études (V de Cramer)** (Source : enquête n°2, n=702)

	Intérêt politique	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>	Quotidien régional	<i>Courrier international</i> ou <i>Monde diplomatique</i>
Cycle d'études	0,0832	0,1064	0,1163	0,1348	0,0303
Demande de STS	0,1111	0,0731	<b>0,1848</b>	<b>0,2352</b>	<b>0,1771</b>
Demande de prépa	<b>0,2077</b>	<b>0,1711</b>	<b>0,2582</b>	<b>0,2855</b>	<b>0,2359</b>
Intérêt études	<b>0,1995</b>	0,1498	<b>0,2322</b>	0,1091	0,0730
Niveau d'études envisagé	<b>0,2538</b>	<b>0,2255</b>	<b>0,32</b>	<b>0,3140</b>	<b>0,2557</b>
Activité principale	0,1117	0,0592	<b>0,1528</b>	0,0966	0,0864
Etude le week-end	<b>0,2091</b>	<b>0,1524</b>	<b>0,2105</b>	0,0715	<b>0,1798</b>
Fréquentation bibliothèque	<b>0,1668</b>	0,1280	<b>0,2079</b>	0,0331	<b>0,1523</b>
Chances	<b>0,1814</b>	<b>0,1784</b>	<b>0,1944</b>	0,0933	0,0907
Optimisme	<b>0,1685</b>	<b>0,1652</b>	<b>0,1897</b>	0,0899	0,1132
Compétence	<b>0,2408</b>	<b>0,2085</b>	<b>0,2297</b>	<b>0,1590</b>	<b>0,1762</b>
Discussion père	<b>0,1683</b>	<b>0,1532</b>	<b>0,1980</b>	0,0644	0,1286
Type de bac	<b>0,1686</b>	<b>0,1542</b>	<b>0,2138</b>	<b>0,2778</b>	0,1498
Mention au bac	<b>0,2015</b>	<b>0,1554</b>	<b>0,2446</b>	<b>0,2473</b>	<b>0,2231</b>

**Tableau A 76 : Intérêt politique suivant le type de bac** (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)

	Effectifs	Pas ou peu	Moyen	Assez ou beaucoup	Total
Total bacs généraux	571	32%	27%	40%	100%
Bacs techniques	101	59%	25%	16%	100%
Bacs professionnels	22	54,5%	22,5%	22,5%	100%
Total bacs techniques et professionnels	123	59%	24%	17%	100%
Effectifs	701	280	198	267	100%

Lire : 32% des étudiants interrogés ayant un bac général s'intéressent peu ou pas à la politique

**Tableau A 77 : Intérêt politique suivant l'intérêt pour les études** (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)

	Effectifs	Peu ou pas d'intérêt politique	Intérêt moyen politique	Intérêt politique	Total
Pas ou peu intéressé par	53	62%	19%	19%	100%



leurs études					
Moyennement intéressé par leurs études	102	47%	28%	25%	100%
Assez intéressé par leurs études	284	42%	27%	31%	100%
Très intéressé par leurs études	256	22%	28%	50%	100%

Lire : 22% des étudiants beaucoup intéressés par leurs études sont peu ou pas intéressés par la politique

**Tableau A 78 : Intérêt politique suivant la fréquence d'étude le week-end (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Peu ou pas d'intérêt politique	Intérêt politique moyen	Intérêt politique	Total
Etudie peu ou pas le week-end	175	47%	33%	20%	100%
Etudie quelquefois le week-end	223	41%	31%	28%	100%
Etudie souvent ou très souvent le week-end	302	28%	20%	52%	100%

Lire : 28% des étudiants étudiant souvent ou très souvent le week-end sont peu ou pas intéressés par la politique

**Tableau A 79 : Lecture du *Monde*, du *Monde diplomatique* et du *Courrier international* suivant la fréquence d'étude le week-end (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture du <i>Monde diplomatique</i> ou du <i>Courrier international</i>
Effectifs	191	77
Etudie peu ou pas le week-end	14%	9%
Etudie quelquefois le week-end	27%	23%
Etudie souvent ou très souvent le week-end	59%	68%
Total	100%	100%

Lire : 60% des étudiants consultant régulièrement *Le Monde* étudient souvent ou très souvent le week-end

**Tableau A 80 : Fréquentation d'une bibliothèque suivant le sentiment de compétence politique (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Peu ou pas politiquement compétent	Fréquente quelquefois une bibliothèque	Fréquente souvent ou très souvent une bibliothèque	Total
Fréquente peu ou pas une bibliothèque	149	28%	35,5%	36,5%	100%
Moyennement compétent	242	14%	40%	46%	100%
Politiquement compétent	308	19%	27%	53%	100%

Lire : 36,5% des étudiants fréquentant souvent ou très souvent une bibliothèque estiment peu ou pas maîtriser les questions politiques

**Tableau A 81 : Fréquentation d'une bibliothèque suivant la lecture du *Monde*, du *Monde diplomatique* et du *Courrier international* (%) (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture du <i>Monde diplomatique</i> et du <i>Courrier international</i>
Effectifs	191	78
Fréquente peu ou pas une bibliothèque	9%	13%
Fréquente quelquefois une bibliothèque	33%	22%
Fréquente souvent ou très souvent une bibliothèque	58%	65%

Total	100%	100%
-------	------	------

Lire : 9% des étudiants consultant régulièrement *Le Monde* fréquentent peu ou pas une bibliothèque

**Tableau A 82 : Sentiment de maîtrise des questions politiques suivant les difficultés des étudiants à suivre les enseignements (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Peu ou pas politiquement compétent	Moyennement compétent	Politiquement compétent	Total
Difficultés jamais/rarement	329	37%	32%	31%	100%
Difficultés quelquefois	329	46%	31%	23%	100%
Difficultés souvent/très souvent	43	63%	25,5%	11,5%	100%

Lire : 63% des étudiants rencontrant souvent ou très souvent des difficultés à suivre les enseignements estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques

**Tableau A 83 : Sentiment de maîtrise des questions politiques suivant les représentations des étudiants sur leurs chances de réussite aux examens (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Peu ou pas politiquement compétent	Moyennement compétent	Politiquement compétent	Total
Chances faibles	44	66%	16%	18%	100%
Chances moyennes	429	42%	27%	31%	100%
Chances élevées	226	22%	29%	49%	100%

Lire : 66% des étudiants estimant leurs chances de réussite aux examens faibles ou très faibles estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques

**Tableau A 84 : Optimisme par rapport à l'avenir scolaire suivant leur sentiment de maîtrise des questions politiques (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,0001)**

	Effectifs	Peu ou pas politiquement compétent	Moyennement compétent	Politiquement compétent	Total
Peu ou pas du tout optimisme	95	54%	32%	14%	100%
Moyennement optimisme	246	53%	29%	18%	100%
Optimiste	357	33%	32%	35%	100%

Lire : 33% des étudiants envisageant leur avenir scolaire avec optimisme estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques

**Tableau A 85 : Sentiment de compétence par rapport aux études longues suivant leur sentiment de maîtrise des questions politiques (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Peu ou pas politiquement compétent	Moyennement compétent	Politiquement compétent	Total
Ne pas s'estimer fait pour les études longues	191	59%	25%	16%	100%
S'estimer fait pour les études longues	509	37%	33%	30%	100%

Lire : 59% des étudiants considérant que les études longues ne sont pas faites pour eux estiment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques

**Tableau A 86 : Niveau d'étude envisagé suivant l'intérêt politique (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Peu ou pas d'intérêt	Intérêt moyen	Intérêt politique	Total
Niveau bac+2	68	60%	27%	13%	100%
Niveau bac+3	88	50%	32%	18%	100%
Niveau bac+4	131	47%	30%	23%	100%

Niveau bac+5	309	29%	28%	43%	100%
Niveau bac>5	90	18%	16%	66%	100%

Lire : 60% des étudiants envisageant d'atteindre un niveau à bac+2 sont peu ou pas du tout intéressés par la politique

**Tableau A 87 : Projet professionnel suivant l'intérêt politique (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,148)**

	Effectifs	Peu ou pas d'intérêt	Intérêt moyen	Intérêt politique	Total
Projet professionnel	353	35%	25%	40%	100%
Pas de projet professionnel	338	38%	29%	33%	100%

Lire : 45% des étudiants n'ayant pas de projet professionnel sont peu ou pas du tout intéressés par la politique

**Tableau A 88 : Intérêt politique en fonction de la demande d'une classe préparatoire en classe de terminale (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Peu d'intérêt	Intérêt moyen	Intérêt	Total
Demande de prépa	131	17%	19%	64%	100%
Pas demande de prépa	564	42%	28%	30%	100%

Lire : Parmi les étudiants ayant demandé en terminale une classe préparatoire aux grandes écoles, 64% sont intéressés par la politique

**Tableau A 89 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction des demandes de prépa, de STS et d'IUT en terminale (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

	Effectifs	Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques	Lecture du <i>Monde</i>
Demande de prépa	131	64%	45%	51%
Demande de STS ou d'IUT	227	27%	20%	15%

Lire : 64% des étudiants ayant demandé une prépa en terminale s'intéressent à la politique contre 27% de ceux ayant demandé une STS ou un IUT

## Liaisons entre propriétés scolaires et propriétés socioculturelles héritées

**Tableau A 90 : Corrélations entre les indicateurs de propriétés socioculturelles héritées et ceux du rapport aux études (V de Cramer) (Source : enquête n°2, n=702)**

	Diplôme père	Diplôme mère	Profession père	Profession mère	Revenus père	Revenus mère
Type de bac	<b>0,2285</b>	<b>0,2209</b>	<b>0,2240</b>	<b>0,1688</b>	<b>0,1886</b>	<b>0,1570</b>
Mention au bac	<b>0,1931</b>	<b>0,1828</b>	<b>0,2187</b>	<b>0,1996</b>	<b>0,1844</b>	0,1180
Demande de STS	<b>0,2221</b>	<b>0,1853</b>	<b>0,2065</b>	<b>0,1542</b>	<b>0,1810</b>	0,1445
Demande de prépa	<b>0,2457</b>	<b>0,2149</b>	<b>0,2316</b>	<b>0,2120</b>	<b>0,2150</b>	0,1229
Intérêt pour les études	0,1147	0,1013	0,1075	0,0794	0,1432	0,0919
Etudes comme activité principale dans une journée	0,1217	0,1086	0,0907	0,0853	0,1257	0,0716
Fréquence d'étude le week-end	0,1353	0,1422	0,1304	0,1218	0,1086	0,0998
Fréquentation bibliothèque	0,1240	0,1389	0,0962	0,0704	0,0978	0,0645
Chances estimées	<b>0,2173</b>	<b>0,2020</b>	<b>0,1960</b>	<b>0,1675</b>	<b>0,2340</b>	0,1288
Représentations sur les difficultés rencontrées dans les études	0,1134	0,1213	<b>0,1517</b>	0,1321	<b>0,1677</b>	0,1174
Optimisme par rapport à l'avenir scolaire	<b>0,1674</b>	<b>0,1888</b>	0,1428	<b>0,1504</b>	<b>0,1723</b>	0,1161
Sentiment de compétence par rapport aux études longues	<b>0,2126</b>	<b>0,1986</b>	<b>0,2736</b>	<b>0,1651</b>	<b>0,2707</b>	<b>0,1580</b>
Niveau d'études espéré	<b>0,1710</b>	<b>0,1751</b>	<b>0,1834</b>	<b>0,1523</b>	<b>0,1727</b>	<b>0,1592</b>

Les propriétés scolaires des étudiants et leur rapport aux études se distribuent différemment suivant leurs propriétés socioculturelles héritées. Sans surprise, l'enquête

confirme le poids des propriétés socioculturelles héritées sur les dispositions quant à la réussite scolaire.

La dimension économique, tout d'abord, atteste de plusieurs variations. Au sein de l'échantillon, les boursiers sont en proportion plus nombreux parmi les mentions passables au bac (65% contre 52% pour les non boursiers) ainsi que les bacs professionnels (86%) et techniques (52%) que généraux (31%). 46% des boursiers envisagent un niveau bac supérieur ou égal à bac+5 contre 63% pour les non boursiers. Plus les revenus des parents sont élevés, plus les étudiants s'intéressent à leurs études, se présentent comme sérieux dans leurs études, perçoivent leurs chances de réussite aux examens élevées, s'estiment compétents pour effectuer des études longues, et envisagent un niveau d'études élevé. 69% des étudiants avec un père dotés de revenus mensuels inférieurs à 1 524€ s'intéressent à leurs études contre 82% avec des revenus compris entre 1 524 et 3 049€, et 86% avec des revenus supérieurs à 3 049€. 86% des étudiants dont la mère gagne plus de 2 288€ mensuels sont intéressés par leurs études contre 73% avec moins de 915€. 54% des étudiants dont le père a des revenus supérieurs à 3 049€ déclarent étudier souvent ou très souvent le week-end contre 35% avec des revenus inférieurs à 1 524€. 55% des étudiants interrogés dont le père a des revenus supérieurs à 3 049€ discernent leurs chances de réussite élevées ou très élevées contre 32% avec des revenus entre 1 524 et 3 049€. 19% avec des revenus inférieurs à 1 524€. 91% des étudiants dont le père présente des revenus supérieurs à 3 049€ estiment que les études longues sont faites pour eux contre 50% avec des revenus inférieurs à 915€. 43% des étudiants dont le père gagne moins de 1 524€ par mois projettent d'acquérir un niveau supérieur ou égal à bac+5 contre 55% avec des revenus compris entre 1 524 et 2 288€ et 81% avec des revenus supérieur à 3 049€. 42% des étudiants avec des parents propriétaires d'aucun logement ambitionnent un niveau supérieur ou égal à bac+5 contre 71% des étudiants avec au moins trois logements. 37% des étudiants dont le père a des revenus inférieurs à 915€ évoquent un projet professionnel contre 51% de ceux avec des revenus supérieurs à 3 049€. La projection du niveau d'études est confirmée par les indicateurs de demandes de STS et de classes préparatoires en classe de terminale, qui différencie les études courtes des études longues. 17% des étudiants dont le père a des revenus supérieurs à 3 049€ ont demandé un STS contre 46% avec des revenus inférieur à 1 524€. 38% des étudiants dont le père a des revenus supérieurs à 3 049€ ont demandé une prépa contre 8% avec des revenus inférieurs à 1 524€.

À l'instar du capital économique, le rapport aux études est lié au capital culturel hérité. Les bacheliers techniques et surtout professionnels présentent un capital culturel hérité très faible : 5% des bacs techniques et 0% pour les professionnels ont un père avec un diplôme du supérieur (contre 42% pour les bacs généraux et même 48% pour les seuls bacs S). Par ailleurs, plus leurs parents et leurs grands-parents sont diplômés, plus ils sont intéressés par leurs études, plus ils considèrent leurs chances de réussite élevées et plus ils envisagent un niveau d'études élevé. 43% des étudiants dont le père a un diplôme du supérieur sont très intéressés par leurs études (contre 33% pour le reste de l'échantillon). 86% des étudiants avec un père détenant un diplôme d'au moins cinq années après le bac s'estiment aptes à faire des études longues contre seulement 66% de ceux dont le père n'a pas de diplôme du supérieur. Enfin, 76% des étudiants dont le père a un diplôme du supérieur souhaitent atteindre un niveau supérieur ou égal à bac+5 (contre 47% pour le reste de l'échantillon). 15% des étudiants dont le père est diplômé du supérieur ont demandé une STS ou un IUT contre 44% pour le reste de l'échantillon, en revanche, 34% ont demandé une prépa contre 10% pour le reste de l'échantillon.

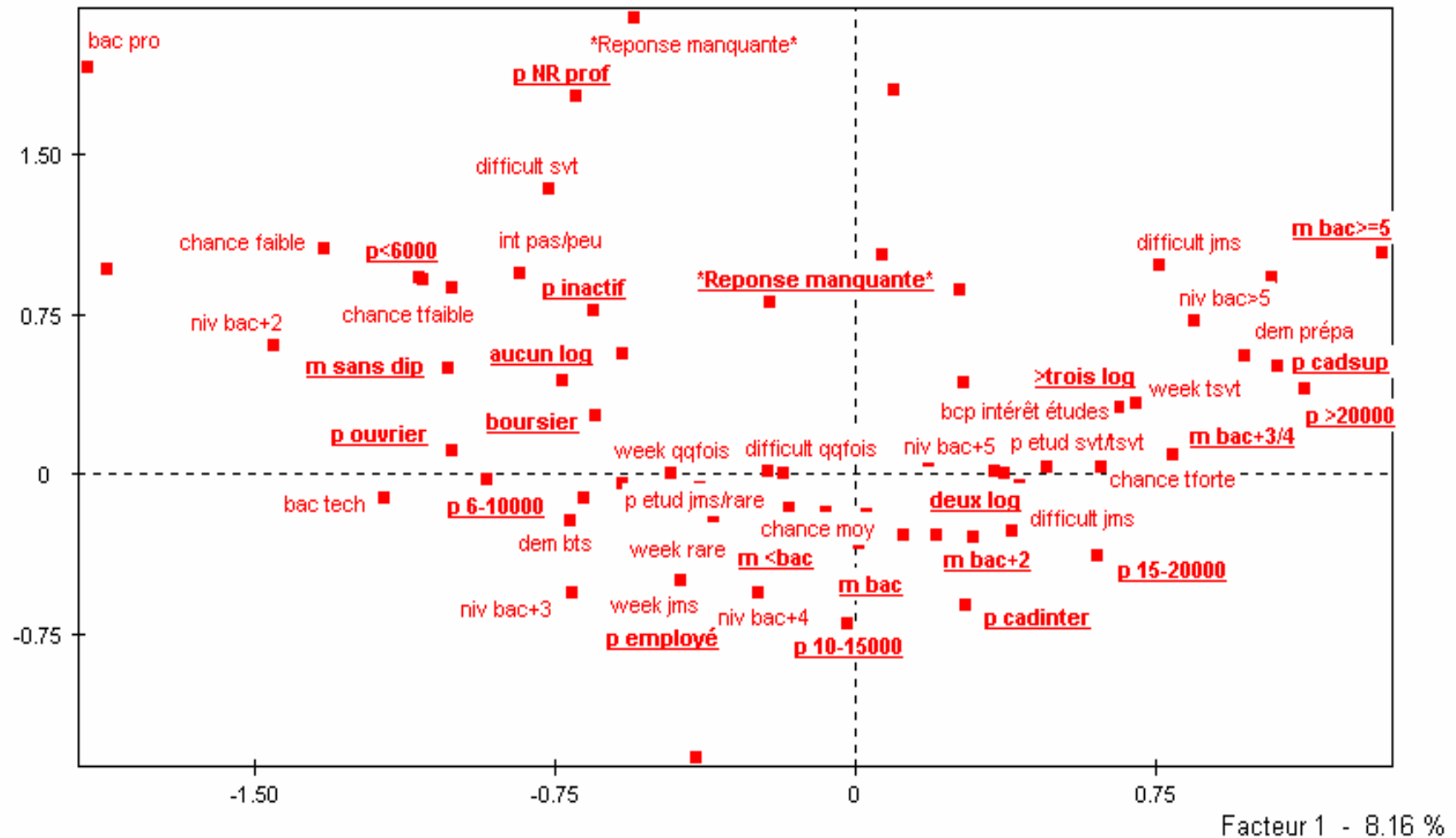
La profession des parents constitue le troisième type d'indicateur de position sociale héritée. Sans surprise, le type de bac se distribue différemment suivant la profession du père. Les bacs pros ont le plus souvent un père ouvrier, les bacs techniques un père employé. Les

enfants d'artisans commerçants sont plus souvent titulaires d'un bac ES (51%), ceux de cadres supérieurs un bac S (47%). Les enfants de cadres supérieurs se montrent les plus intéressés par leurs études et les plus optimistes par rapport à leur avenir scolaire. 46% s'estiment très intéressés par leurs études contre 39% pour les cadres intermédiaires, 37% les artisans-commerçants, 31% les employés et 29% les ouvriers. 46% considèrent leurs chances de réussite élevées contre 18% des fils d'ouvriers et 90% que les études longues sont faites pour eux contre 79% pour les cadres intermédiaires, 63% pour les artisans-commerçants et 58% pour les employés. Nos résultats confirment que le statut social de la famille exerce une influence sur les aspirations : 77% des enfants de cadres supérieurs visent un niveau d'études au moins égal à bac+5, contre 59% pour les cadres intermédiaires, 51% pour les artisans-commerçants, 43% pour les employés et 38% pour les ouvriers. Les étudiants avec un grand-père cadre supérieur projettent plus fréquemment d'acquérir un niveau au moins égal à bac+5 (80% d'entre eux contre 62% pour les petits-fils d'ouvriers). 55% des enfants d'ouvriers ont demandé une STS ou un IUT contre seulement 14% pour les professions supérieures. Dans l'échantillon, 40% des étudiants dont le père exerce une profession supérieure ont demandé une prépa contre 9% des fils et filles d'ouvriers. 55% des étudiants dont le père exerce une profession supérieure étudient souvent ou très souvent le week-end contre 33% avec un père employé.

**Figure A 18 : ACM sur les indicateurs du rapport aux études suivant les propriétés socioculturelles (Source : enquête n°2, n=702)**

Facteur 2 - 4.13 %

### Indicateurs du rapport aux études suivant les propriétés socioculturelles



## Limites des propriétés socioculturelles : effet des propriétés scolaires légitimes

**Tableau A 91 : Lecture du *Monde* suivant le type de bac pour les étudiants dont les parents ne sont pas diplômés du supérieur (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)**

		Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>
Parents non diplômés du supérieur	Bac L	58	31%
	Bac ES	124	26%
	Bac S	96	21%
	Total bacs généraux	278	25%
	Bacs technologiques et professionnels	111	7%

Lire : Parmi les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur, 7% des bacheliers technologiques citent *Le Monde*

**Tableau A 92 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents diplômés du supérieur et la mention au bac (Source : enquête n°1, n=801)**

		Effectifs	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique	Sentiment de maîtrise des questions politiques	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du <i>Monde</i>
Deux parents diplômés du supérieur	Sans mention	96	27%* <sup>1097</sup>	34%*	23%*	36%*	30%*
	Mention assez bien	62	44%*	47%*	40%*	44%*	58%*
	Mention bien ou très bien	41	46%*	63%*	48%*	59%*	68%*
Aucun parent diplômé du supérieur	Sans mention	250	25%	25%*	18%*	29%*	28%
	Mention assez bien	112	28%	30%*	26%*	28%*	27%
	Mention bien ou très bien	46	39%	43%*	31%*	61%*	37%

**Tableau A 93 : Intérêt politique des étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur suivant l'intérêt pour les études (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001)**

		Effectifs	Peu ou pas d'intérêt politique	Intérêt politique moyen	Intérêt politique	Total
Parents non diplômés du supérieur	Peu ou pas d'intérêt pour ses études	32	75%	12,5%	12,5%	100%
	Intérêt moyen pour ses études	66	48%	35%	17%	100%
	Assez intéressé par ses études	169	47%	28%	25%	100%
	Intéressé par ses études	123	31%	31%	38%	100%

Lire : Parmi les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur, 38% sont intéressés par leurs études et par la politique

**Tableau A 94 : Intérêt politique des étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur suivant leur fréquence d'étude le week-end (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001)**

		Effectifs	Peu ou pas d'intérêt politique	Intérêt politique moyen	Intérêt politique	Total
Parents non diplômés	Etudier rarement ou jamais le week-end	108	54,5%	31,5%	14%	100%

<sup>1097</sup> Sur ce tableau \* signifie que les croisements sont significatifs au seuil de 5% (p<0,05) suivant le test du khi-deux. L'absence d'étoile signifie que les croisements ne sont pas significatifs à ce seuil.

du supérieur	Etudier quelquefois le week-end	141	45%	32%	23%	100%
	Etudier souvent ou très souvent le week-end	141	36%	23,5%	40,5%	100%

**Tableau A 95 : Intérêt politique des étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur suivant leur fréquentation d'une bibliothèque (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001)**

		Effectifs	Peu ou pas d'intérêt politique	Intérêt politique moyen	Intérêt politique	Total
Parents non diplômés du supérieur	Rarement ou jamais à la bibliothèque	98	51%	40%	9%	100%
	Quelquefois à la bibliothèque	138	52%	25,5%	22,5%	100%
	Souvent ou très souvent à la bibliothèque	154	34%	24,5%	41,5%	100%

Lire : Parmi les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur, 41,5% de ceux qui fréquentent souvent ou très souvent la bibliothèque sont intéressés par la politique

**Tableau A 96 : Intérêt politique suivant le niveau d'études envisagé (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,05)**

		Effectifs	Peu ou pas intéressé	Moyennement intéressé	Intéressé	Total
Parents non diplômés du supérieur	< ou = à bac+4	211	53%	31%	16%	100%
	Bac+5	144	34,5%	28%	37,5%	100%
	Bac>5	29	28%	24%	48%	100%

Lire : parmi les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur, 48% de ceux qui aspirent à un niveau supérieur à bac+5 sont intéressés par la politique

**Tableau A 97 : Sentiment de compétence politique suivant le niveau d'études envisagé (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,05)**

		Effectifs	Peu ou pas compétent	Moyennement compétent	Compétent	Total
Parents non diplômés du supérieur	< ou = à bac+4	209	57%	31%	12%	100%
	Bac+5	144	44%	29%	27%	100%
	Bac>5	30	26,5%	36,5%	37%	100%

Lire : parmi les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur, 37% de ceux qui aspirent à un niveau supérieur à bac+5 estiment maîtriser les questions politiques

**Tableau A 98 : Lecture du Monde suivant le niveau d'études envisagé (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,05)**

		Effectifs	Monde
Parents non diplômés du supérieur	< ou = à bac+4	211	9%
	Bac+5	144	29%
	Bac>5	30	53%

Lire : parmi les étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur, 53% de ceux qui aspirent à un niveau supérieur à bac+5 citent *Le Monde*

**Tableau A 99 : Sentiment de compétence politique suivant le niveau d'optimisme par rapport à l'avenir scolaire (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001)**

		Effectifs	Peu ou pas compétent	Moyennement compétent	Compétent	Total
Parents non	Peu ou pas	60	60%	30%	10%	100%



diplômés du supérieur	optimiste					
	Moyennement optimiste	159	58%	28%	14%	100%
	Optimiste	169	39%	33%	28%	100%

### Pratiques culturelles

**Tableau A 100 : Sorties et lecture de la presse des étudiants selon leur positionnement sur l'axe gauche/droite (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Aller quelques fois ou souvent à des spectacles sportifs	Aller rarement ou jamais au théâtre ou à l'opéra	Quotidiens régionaux	<i>Le Monde</i>	Autres quotidiens nationaux
« ne sait pas »	150	51%	70%	60%	16%	7%
Cases de droite	168	48%	60%	48%	40%	14%
Cases de gauche	347	44%	58%	39%	40%	29%

Lire : 51% des étudiants répondant « ne sait pas » à la question sur le positionnement sur l'axe gauche/droite vont quelquefois ou souvent à des spectacles sportifs

**Tableau A 101 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant leur loisir préféré (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Suivre fréquemment l'actualité politique	S'intéresser à la politique	Lire souvent ou très souvent un quotidien	Lecture de quotidiens régionaux	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture du <i>Monde diplomatique</i> ou du <i>Courrier international</i>
Lecture comme loisir préféré	75	41%	50%	51%	27%	56%	27%
Sport comme loisir préféré	311	29%	30%	38%	55%	25%	8%

Lire : 27% des étudiants qui citent la lecture comme leur loisir préféré consultent *Le Monde diplomatique*.

**Tableau A 102 : Fréquentation de l'opéra ou du théâtre suivant la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)**

Indicateurs de politisation	Fréquentation de l'opéra ou du théâtre		V de Cramer
	Jamais	Souvent/ très souvent	
Suivre fréquemment l'actualité politique	21%	52%	0,173
Avoir déjà assisté à un meeting	11%	39%	0,217
S'intéresser à la politique	24%	56%	0,176
Estimer maîtriser les questions politiques	20%	42%	0,156
Lire souvent ou très souvent un quotidien	26%	61%	0,170
Connaître des militants politiques	28%	70%	0,172
Citer un quotidien régional	55%	28%	0,182
Citer <i>Le Monde</i>	17%	71%	0,348
Citer d'autres quotidiens nationaux	13%	34%	0,172
Citer <i>Le Courrier international</i> ou <i>Le Monde diplomatique</i>	5%	37%	0,271

Lire : 5% de ceux qui ne se rendent jamais au théâtre ou à l'opéra citent le *Monde diplomatique*.

**Tableau A 103 : Nombre de livres lus par an suivant la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)**

Indicateurs de politisation	Livres lus par an			V de Cramer	Date du dernier livre lu			V de Cramer
	>25 livres	1 à 2 livres	0 livre		Derniers jours	Derniers mois	Au-delà	
Regarder souvent ou très souvent les émissions politiques	23%	8%	6%	0,136	22%	16%	12%	0,130

Suivre fréquemment l'actualité politique	47%	22%	17%	0,175	38%	18%	18%	0,158
S'intéresser à la politique	57%	16%	9%	0,221	43%	19%	16%	0,172
Estimer maîtriser les questions politiques	45%	17%	3%	0,232	34%	10%	9%	0,176
Lire souvent ou très souvent un quotidien	52%	22%	22%	0,175	44%	24%	20%	0,151
Citer un quotidien régional	32%	50%	47%	0,169	39%	50%	46%	0,112
Citer <i>Le Monde</i>	63%	14%	6%	0,316	45%	27%	13%	0,230
Citer des journaux politisés	28%	11%	6%	0,170	23%	14%	16%	0,102
Citer <i>Le Monde diplomatique</i> ou <i>Le Courrier international</i>	29%	1%	0%	0,243	21%	5%	5%	0,178

Lire : 0% de ceux qui lisent aucun livre par an consulte *Le Monde diplomatique* ou *Le Courrier international*, et 21% de ceux qui ont lu un livre dans les derniers jours consultent *Le Monde diplomatique* ou *Le Courrier international*.

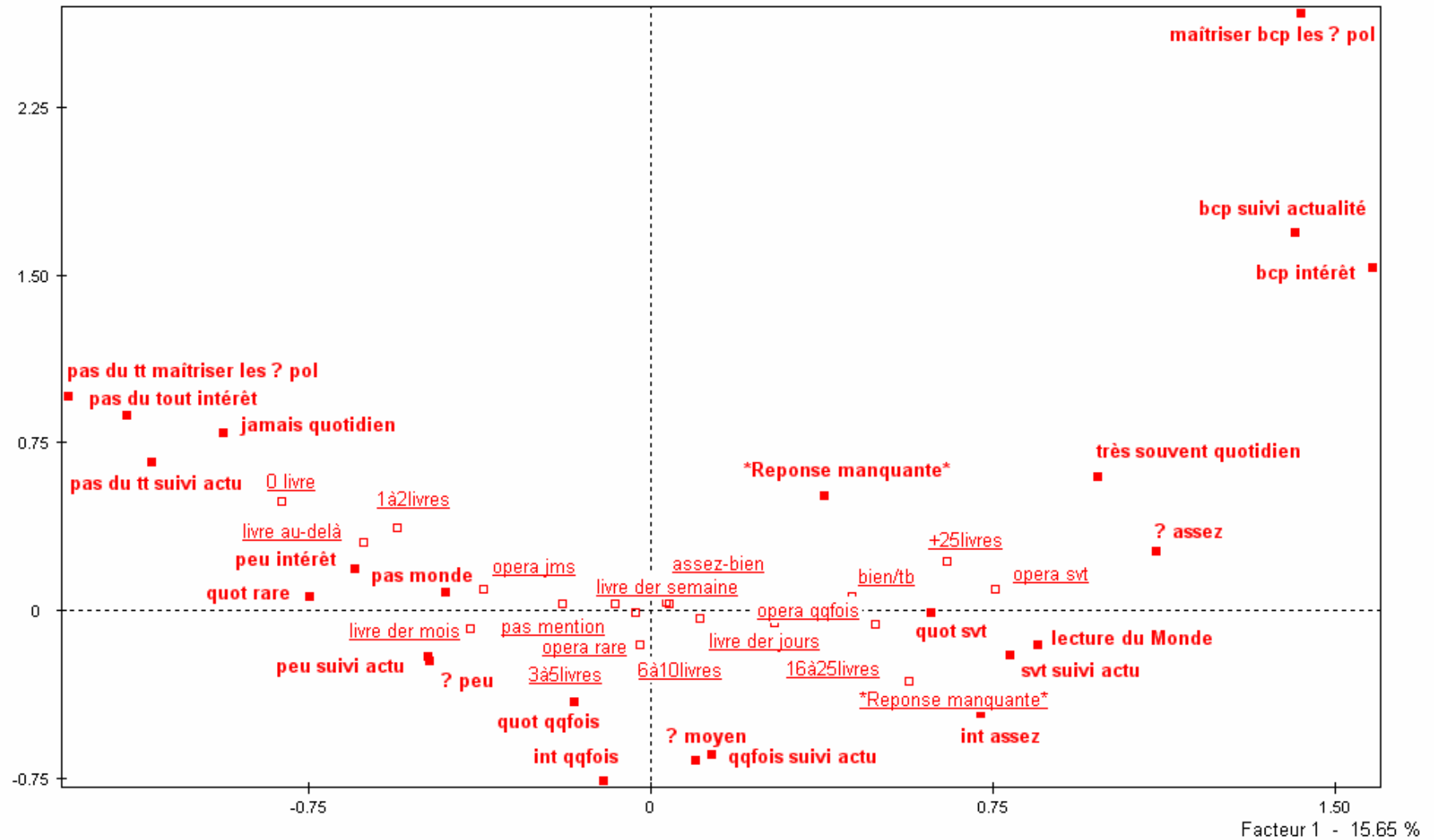
**Tableau A 104 : Fréquentation de spectacles sportifs suivant la lecture de journaux (Source : enquête n°1, n=801)**

	Fréquentation de spectacles sportifs		V de Cramer
	Jamais	Souvent	
Effectifs	205	144	
Quotidiens régionaux	36%	63%	0,186
<i>Le Monde</i>	34%	22%	0,138
Autres quotidiens	27%	13%	0,121
Lecture du <i>Courrier international</i> ou du <i>Monde diplomatique</i>	20%	6%	0,133

Lire : 34% de ceux qui ne vont jamais à des spectacles sportifs consultent *Le Monde*

**Figure A 19 : ACM des indicateurs de politisation des étudiants avec les loisirs culturels et la mention au bac en modalités illustratives (Source : enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 9.61 % **Plan factoriel (axes 1 et 2): ACM des indicateurs de politisation des étudiants (loisirs culturels et mention au bac en modalités illustratives)**



**Tableau A 105 : Corrélations entre les indicateurs de pratiques culturelles des étudiants et les propriétés sociales héritées (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801)**

Indicateurs de propriétés sociales héritées des étudiants	Spectacles culturels	Spectacles sportifs	Dernier livre lu	Estimation du nombre de livres lus dans l'année
Diplôme du père	0,11	0,0781	0,0896	0,1022
Diplôme de la mère	0,1398	0,1072	0,0830	0,1203
Profession du père	<b>0,1703</b>	0,1076	0,1227	0,1042
Profession de la mère	<b>0,1595</b>	0,1203	0,1103	0,1326
Revenus du père	0,1309	0,1031	0,1157	0,1157
Revenus de la mère	<b>0,1660</b>	0,0963	0,1072	0,1197

**Tableau A 106 : Indicateurs de politisation des étudiants sans parent positionné dans les catégories supérieures suivant leurs pratiques lectorales et culturelles (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

		Effectifs	Lecture du Monde	Suivre régulièrement l'actualité politique	Intérêt politique	Estimer maîtriser les questions politiques
<b>Aucun parent positionné dans les catégories supérieures</b>	Livre les derniers jours	267	42%	37%	41%	34%
	Livre au-delà	309	19%	23%	24%	17%
	Spectacle culturel rarement ou jamais	372	19%	23%	27%	20%
	Spectacle culturel quelquefois ou souvent	199	49%	43%	42%	34%

**Tableau A 107 : Indicateurs de politisation des étudiants dont aucun des deux parents n'est intéressé par la politique suivant leurs pratiques lectorales et culturelles (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,05)**

		Effectifs	Lecture du Monde	Intérêt politique	Estimer maîtriser les questions politiques
<b>Aucun parent intéressé par la politique</b>	Livre les derniers jours	161	35%	25%	22%
	Livre au-delà	216	17%	17%	9%
	Spectacle culturel quelquefois ou souvent	125	41%	29%	23%
	Spectacle culturel rarement ou jamais	252	16%	16%	10%

### Variations des pratiques culturelles suivant le sexe

**Tableau A 108 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le dernier livre lu et le sexe (Source : enquête n°1, n=801)**

		Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques
Garçons (399)	Livre derniers jours (169)	53% (90)	50% (83)
	Ensemble (399)	41% (162)	34% (134)
	Valeur de p	0,001	0,001
Filles (402)	Livre derniers jours (217)	36% (77)	22% (47)
	Ensemble (402)	29% (117)	18% (70)

	Valeur de p	0,003	0,003
--	-------------	-------	-------

Lire : parmi les garçons, les étudiants ayant lu un livre les derniers jours sont 53% intéressés par la politique contre 41% pour l'ensemble

**Tableau A 109 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant la fréquentation de spectacles culturels et le sexe (Source : enquête n°1, n=801)**

		Intérêt politique	Maîtrise des questions politiques
Garçons (399)	Souvent opéra/théâtre (30)	70% (21)	69% (20)
	Ensemble (399)	41% (162)	34% (134)
	Valeur de p	0,001	0,001
Filles (402)	Souvent opéra/théâtre (49)	47% (23)	25% (47)
	Ensemble (402)	29% (117)	18% (70)
	Valeur de p	0,001	0,001

Lire : parmi les garçons, les étudiants avec une mention au bac sont 47% intéressés par la politique contre 34% pour ceux sans mentions

## Annexe chapitre II : La politisation par le contexte d'études

### Politisation des étudiants suivant la filière d'études

**Tableau A 110 : Corrélation entre les indicateurs de politisation et la filière d'études (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801)**

Intérêt politique	0,313
Suivi actualité politique	0,294
Suivi émissions politiques à la télévision	0,216
Consultation d'un quotidien	0,266
Lecture du <i>Monde</i>	0,514
Autre quotidien national	0,266
Magazines d'actualité	0,311
<i>Courrier international/Monde diplomatique</i>	0,459
Participation à un meeting politique	0,293
Sentiment de maîtrise des questions politiques	0,283
Sentiment de compétence politique	0,237

**Tableau A 111 : Politisation des étudiants selon leur filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Faible (0 à 2 fois)	Elevée (3 à 8 fois)	Total
Effectifs		476	305	781
Sociologie	105	59%	41%	100%
Staps	102	<b>80%</b>	20%	100%
Histoire	67	50%	50%	100%
Droit	79	38%	<b>62%</b>	100%
IEP	76	14%	<b>86%</b>	100%
Economie	63	43,5%	<b>56,5%</b>	100%
Maths	71	<b>86%</b>	14%	100%
Biologie	54	<b>84,5%</b>	15,5%	100%
Pharmacie	54	<b>80%</b>	20%	100%
Ecole de commerce	31	67%	33%	100%
Ecole d'ingénieur	36	<b>80%</b>	20%	100%
IUT communication	30	60%	40%	100%
IUT génie civil	33	<b>82%</b>	18%	100%

**Tableau A 112 : Politisation des étudiants selon leur filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Très faible (0 fois)	Faible (1 à 2 fois)	Assez élevée (3 à 5 fois)	Très élevée (6 à 8 fois)	Total
Effectifs		204	272	217	88	781
Sociologie	105	21%	38%	30%	11%	100%
Staps	102	38%	42%	16%	4%	100%
Histoire	67	18%	32%	33%	17%	100%
Droit	79	9%	29%	<b>40%</b>	<b>22%</b>	100%
IEP	76	0%	14%	<b>49%</b>	<b>37%</b>	100%
Economie	63	14,5%	29%	<b>42%</b>	14,5%	100%
Maths	71	38%	48%	14%	0%	100%

Biologie	54	<b>48%</b>	36,5%	13,5%	2%	100%
Pharmacie	54	39%	41%	16,5%	3,5%	100%
Ecole de commerce	31	10%	57%	26,5%	6,5%	100%
Ecole d'ingénieur	36	<b>51,5%</b>	28,5%	20%	0%	100%
IUT communication	30	40%	20%	30%	10%	100%
IUT génie civil	33	39,5%	42,5%	15%	3%	100%

### Test de Friedman

Le test de Friedman est un test non paramétrique. Soit  $(x_1, \dots, x_n)$  un n-échantillon d'une variable  $X$  et  $(x(1), \dots, x(n))$  l'échantillon associé, ordonné suivant les valeurs croissantes. Le rang de  $x_i$  est la variable notée  $r(x_i)=r_i$ , définie par  $r_i=j$  si  $x(j)=x_i$ . S'il y a des observations ex æquo, il convient de prendre comme rang la moyenne de leurs rangs<sup>1098</sup>. Le test de Friedman présente une situation tout à fait particulière d'échantillons « dépendants ». Il s'agit de comparer  $I$  traitements avec deux plans possibles constitués de blocs ou sous-populations homogènes : d'une part  $N$  blocs de  $I$  unités chacun, et d'autre part  $N$  unités, chacune considérée comme bloc, qui subissent les  $I$  traitements dans un ordre aléatoire pour chaque unité. Un classement est établi pour chacun des indicateurs de participation politique des étudiants significatifs par rapport à la filière d'études à partir des rangs des filières suivant l'importance de la participation observée. Les indicateurs retenus sont : le suivi des émissions, le suivi de l'actualité politique, l'intérêt politique, l'adhésion à un parti, le sentiment de compétence, le sentiment de maîtrise des questions politiques, la lecture d'un quotidien, la connaissance de militants, la lecture du *Monde*, la lecture de journaux politisés. La somme des rangs par filières est ensuite calculée. En cas d'égalité, le rang moyen est calculé. Il s'agit de comparer  $I$  filières ( $I=13$ ) avec  $N$  indicateurs de participation politique des étudiants ( $N=11$ ) et de tester l'hypothèse : ( $H_0$  : la participation selon les filières est équivalente contre  $H_1$  : la participation selon les filières est différent). La statistique de Friedman obtenue ( $Q=100,075$ ) est supérieure à la variable critique ( $c=21,03$ ), par conséquent, au seuil de 5%, la participation politique des étudiants est différente selon leurs filières d'études.

La valeur critique positive pour cette opération est  $|R_i - R_i'| > 17,318$ .

<sup>1098</sup> Voir : Conover (W.F.), *Practical Nonparametric Statistics*, New York, Wiley, 1971.

**Tableau A 113 : Classements des filières d'études selon les différents indicateurs de participation politique choisis (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Suivi des émissions	Suivi actualité politique	Participation meeting	Intérêt politique	Adhésion à un parti	Sentiment de compétence	Maîtrise questions politiques	Lecture d'un quotidien	Connaissance de militants	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture de journaux politiques	Somme des rangs	<b>Rang total</b>
Sociologie	6	7	6	6	6	5	4	6	5	6	5	62	<b>6</b>
Staps	10,5	6	10,5	10	10,5	10	10,5	8	8,5	9	12,5	106	<b>9</b>
Histoire	4	3	7	4	5	3	6	3	6	5	1	47	<b>3</b>
Droit	2	4	2	2	4	2	2,5	5	2	2	7,5	35	<b>2</b>
IEP	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	12	<b>1</b>
Economie	5	2	5	3	10,5	4	2,5	7	8,5	4	11	62,5	<b>7</b>
Maths	7	9	13	10	10,5	8	8	12	10,5	8	6	102	<b>8</b>
Biologie	9	11	9	10	10,5	11,5	12	10	10,5	10	10	113,5	<b>10</b>
Pharmacie	12	12	12	8	7	11,5	10,5	11	13	13	7,5	117,5	<b>11</b>
Ecole de commerce	10,5	8	3	5	3	6	5	3	4	3	4	54,5	<b>5</b>
Ecole d'ingénieur	8	10	10,5	12	10,5	13	13	13	7	12	9	118	<b>12</b>
IUT communication	3	5	4	7	2	7	7	3	3	7	3	51	<b>4</b>
IUT génie civil	13	13	8	13	10,5	9	9	9	12	11	12,5	120	<b>13</b>



**Tableau A 114 : Comparaisons multiples entre les filières d'études suivant la politisation (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Sommes des rangs					
IUT génie civil	120	*				
Ecole d'ingénieur	118	*	*			
Pharmacie	117,5	*	*			
Biologie	113,5	*	*			
STAPS	106	*	*			
Mathématiques	102		*			
Economie	62,5			*		
Sociologie	62			*		
Ecole de commerce	54,5			*		
IUT communication	51			*	*	
Histoire	47			*	*	
Droit	35				*	
IEP	12					*

### ACM sur la politisation suivant la filière d'études

L'analyse factorielle des correspondances proposée est réalisée à partir des indicateurs de participation politique des étudiants et de la filière d'études, soit 20 questions actives, 86 modalités associées et les 801 individus de notre échantillon. Le premier facteur, explicatif 8,18% de l'inertie totale dessine un axe de la fréquence de participation selon la filière. Il est construit à partir de la filière (8,3%), de l'intérêt politique (12,3%), du sentiment de maîtrise des questions politiques (10,8%), du suivi de l'actualité politique (8,5 %), du suivi d'émissions politiques (7,9%), du sentiment de compétence politique (6,3%), de la fréquence de lecture d'un quotidien (5,4%), de la lecture du *Monde* (6,8%), etc. Sur cet axe, les pratiques de participation politique des étudiants se disposent suivant leur fréquence. D'un côté s'échelonnent tous les indicateurs attestant d'une faible participation (avec à l'extrémité de l'axe : ne jamais regarder les émissions politiques, ne jamais parcourir un quotidien, ne pas du tout maîtriser les questions politiques, ne pas s'estimer politiquement compétent, ne s'intéresser à aucun sujet politique, etc.) sur lesquels se juxtaposent l'école d'ingénieur, l'IUT génie civil, pharmacie, biologie, STAPS, et mathématiques. De l'autre côté, se trouvent toutes les modalités indiquant une forte participation politique (avec à l'extrémité de l'axe : déclarer beaucoup d'intérêt, adhérer à un parti politique, estimer maîtriser les questions politiques, regarder très souvent les émissions politiques, s'intéresser à l'Europe et à la politique intérieure) auxquels s'ajoutent par ordre décroissant sur l'axe : IEP, droit, histoire, économie, école de commerce, IUT communication, et sociologie. Ces cinq dernières filières se positionnent à proximité du centre de l'axe. Le deuxième facteur (3,67% de la variance totale), construit à partir des mêmes indicateurs de participation, différencie les modalités extrêmes (par exemple pas du tout intéressé et très intéressé) à celles plus médiantes (moyennement intéressé), ce qui signale un effet *Guttman*.

À partir de cette analyse, nous effectuons une classification hiérarchique ascendante avec une coupure en quatre classes. La première classe (263 étudiants soit 32,83% de l'échantillon) représente la classe de ceux qui participent plus que la moyenne (55% s'intéressent assez à la politique, 82% regardent quelquefois ou souvent les émissions politiques à la télévision, 82% considèrent maîtriser assez ou moyennement les questions politiques, 60% votent aux élections étudiantes, 74% parcourent souvent ou quelquefois un quotidien dont *Le Monde* (61%), des magazines d'actualité (*Point*, *Express*, etc.) (33%), le *Monde diplomatique* ou le *Courrier international* (26%), et des journaux politisés (25%). Ces étudiants, qui s'intéressent plus souvent

à des sujets relatifs à l'économie, au droit, à l'éducation, et aux affaires sociales, se composent de 59% des élèves de l'IEP, 60% des étudiants en économie, 57% de ceux en droit, 61% de l'école de commerce. La seconde catégorie, formée à partir de 89 individus (11,11% de l'échantillon), représente les plus participatifs et les plus intéressés par la politique (trois quarts d'entre eux se déclarent beaucoup intéressés par la politique et très compétents en politique, 58% ont déjà assisté à un meeting, 44% parcourent un journal politisé mais quasiment aucun ne feuilletent un quotidien régional, et un quart adhère ou a adhéré à un parti politique, 38% à une association politique, culturelle ou environnementale, et 16% à un syndicat). Ces étudiants qui citent comme sujets politiques préférés l'Europe, la politique intérieure, et les relations internationales, sont plutôt scolarisés à l'IEP (un tiers d'entre eux et 40% des étudiants de l'IEP interrogés), et en droit (20%). La troisième classe, plus ou moins symétrique à la première par rapport à l'axe 2, regroupe 323 personnes (40,32% de l'échantillon), qui s'intéressent davantage à des sujets politiques autour de l'éducation, l'environnement, ou l'insécurité, et se trouvent plutôt en mathématiques, ou STAPS (70% des étudiants en mathématiques et 63% de ceux en STAPS sont ici présents). En n'ayant jamais assisté à un meeting politique, en n'adhérant pas à des organisations politiques ou à des associations hormis sportives, en ne lisant pas la presse évoquant la politique hormis les quotidiens régionaux (63% d'entre eux citent un quotidien régional) ces étudiants se montrent peu intéressés par la politique (45% d'entre eux, ajoutés au 37% étant moyennement intéressés). La quatrième classe (126 individus soit 15,73% de l'échantillon) représente la classe opposée à la deuxième. Les étudiants y sont très peu participatifs et très peu intéressés par la politique (deux tiers d'entre eux se déclarent pas du tout intéressés par la politique, 54% ne regardent jamais les émissions politiques à la télévision, plus de 95% d'entre eux n'ont jamais assisté à un meeting politique, la moitié estiment ne pas savoir où se positionner sur l'axe gauche/droite, la plupart ne parcourt pas la presse, et plus de la moitié ne répond pas à la question sur le sujet politique qui intéresse le plus). Ils étudient plutôt en biologie, école d'ingénieur et pharmacie (40% des enquêtés de l'école d'ingénieur et de biologie, et 30% de ceux en pharmacie se trouvent ici).

**Figure A 20 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leur filière d'études avec la classification hiérarchique ascendante en quatre classes (Source : enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 3.67 %

### Politisation des étudiants suivant la filière d'études



**Tableau A 115 : Intérêt pour la politique selon la filière d'études (en %) V=0,313 (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Pas du tout/Un peu	Moyennement	Assez/Beaucoup	Total
Sociologie	105	36	28	36	100
Staps	102	54	28	18	100
Histoire	67	31	31	38	100
Droit	79	12	32	<b>56</b>	100
IEP	76	5	17	<b>78</b>	100
Economie	63	30	24	46	100
Maths	71	54	32	31	100
Biologie	54	54	31	<b>15</b>	100
Pharmacie	54	46	28	26	100
Ecole de commerce	31	32	36	32	100
Ecole d'ingénieur	36	64	19	<b>17</b>	100
IUT communication	30	37	26	37	100
IUT génie civil	33	67	12	21	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 36% s'intéressent un peu ou pas du tout à la politique.

**Tableau A 116 : Maîtrise des questions politiques selon la filière d'études (en %) V=0,283 (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Pas du tout/Un peu	Moyennement	Assez/Beaucoup	Total
Sociologie	105	34	41	25	100
Staps	102	<b>63</b>	24	11	100
Histoire	67	37	27	36	100
Droit	79	30	29	39	100
IEP	76	16	30	<b>53</b>	100
Economie	63	30	38	32	100
Maths	71	<b>58</b>	30	11	100
Biologie	54	<b>67</b>	21	11	100
Pharmacie	54	<b>63</b>	20	17	100
Ecole de commerce	31	35	39	25	100
Ecole d'ingénieur	36	<b>72</b>	11	17	100
IUT communication	30	40	23	37	100
IUT génie civil	33	<b>61</b>	27	12	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 33% estiment maîtriser un peu ou pas du tout les questions politiques

**Tableau A 117 : Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « la politique est quelque chose de trop compliqué pour moi » ? (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

Filières	Effectifs	Tout à fait d'accord Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord Pas d'accord du tout	Total
Sociologie	105	26	74	100
Staps	102	34	66	100
Histoire	67	21	79	100
Droit	79	15	85	100
IEP	76	5	95	100
Economie	63	22	78	100
Maths	71	31	69	100
Biologie	54	35	65	100
Pharmacie	54	35	65	100
Ecole de commerce	31	29	71	100
Ecole d'ingénieur	36	50	50	100
IUT communication	30	30	70	100

IUT génie civil	33	33	67	100
-----------------	----	----	----	-----

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 26% sont tout à fait d'accord ou plutôt avec le fait que la politique est quelque chose de trop compliqué pour eux.

**Tableau A 118 : Passer une journée sans suivre l'actualité politique selon la filière d'études (%)  $V=0,294$  (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Jamais/rarement	Quelquefois	Souvent/très souvent	Total
Sociologie	105	30	26	44	100
Staps	102	25	33	42	100
Histoire	67	42	28	30	100
Droit	79	45	22	33	100
IEP	76	<b>67</b>	26	<b>7</b>	100
Economie	63	41	30	29	100
Maths	71	17	24	59	100
Biologie	54	<b>13</b>	20	<b>67</b>	100
Pharmacie	54	17	13	<b>70</b>	100
Ecole de commerce	31	<b>10</b>	32	58	100
Ecole d'ingénieur	36	20	20	60	100
IUT communication	30	27	33	40	100
IUT génie civil	33	<b>12</b>	15	<b>73</b>	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 30% passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique.

**Tableau A 119 : Fréquence de lecture d'un quotidien selon la filière d'études (%)  $V=0,266$  (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Jamais/rarement	Quelquefois	Souvent/très souvent	Total
Sociologie	105	18	45	37	100
Staps	102	27	37	36	100
Histoire	67	10	42	48	100
Droit	79	11	42	47	100
IEP	76	7	27	<b>66</b>	100
Economie	63	19	32	49	100
Maths	71	42	33	25	100
Biologie	54	33	52	15	100
Pharmacie	54	37	37	26	100
Ecole de commerce	31	10	61	29	100
Ecole d'ingénieur	36	47	42	11	100
IUT communication	30	10	70	20	100
IUT génie civil	33	30	29	41	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 18% consultent rarement ou jamais un quotidien.

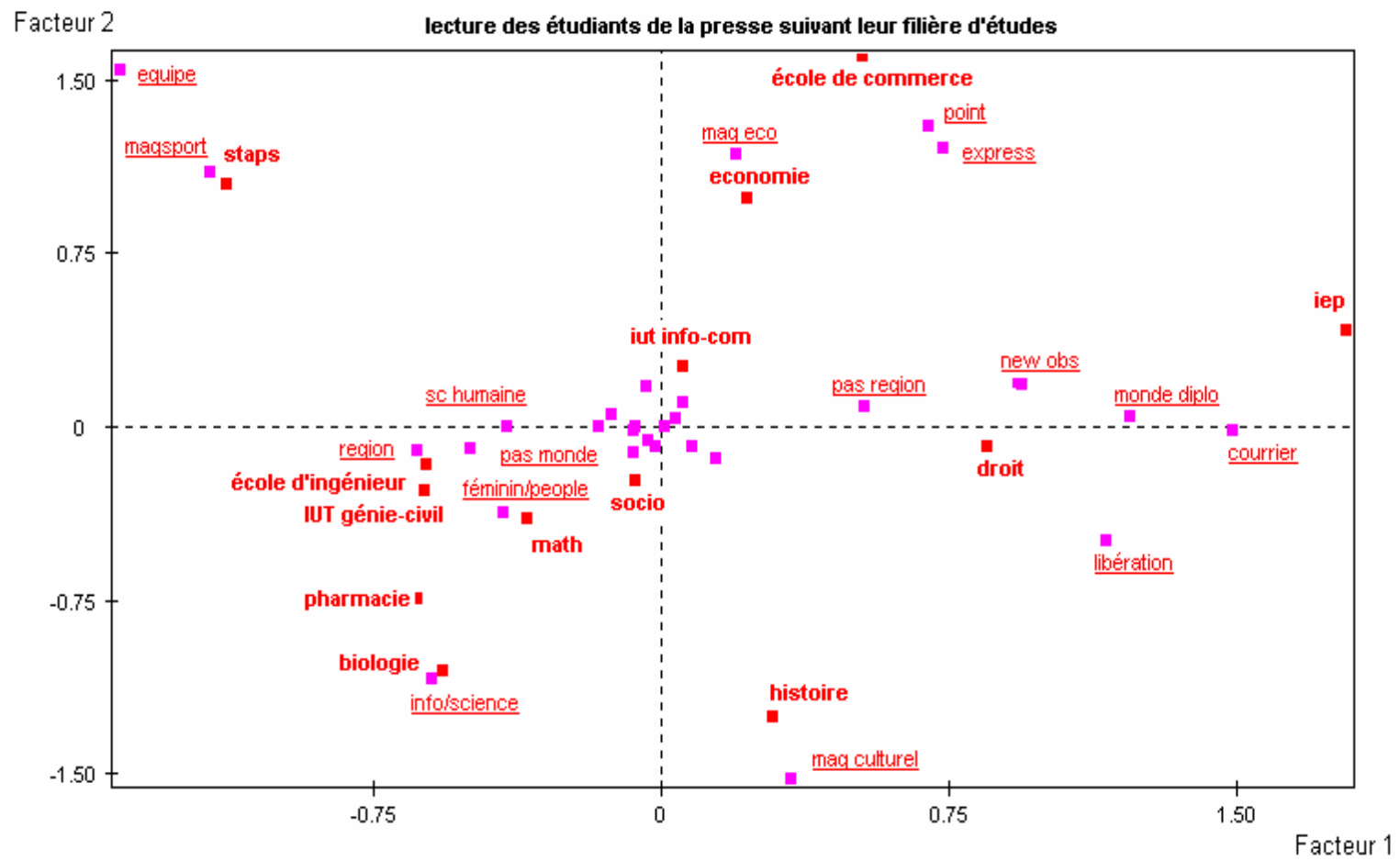
**Tableau A 120 : Lecture de divers journaux et magazines (Source : enquête n°1, n=801)**

	Quotidien régional	Libération	Monde diplomatique	Courrier international	Point	Express	Nouvel Observateur	Equipe	Mag sport	Mag éco	Mag culturel	Mag informatique/sciences	Magazines féminines/people	Sciences humaines
Socio	52%	12%	9,5%	9%	3%	4%	6%	4%	9%	5%	9%	6%	<b>12%</b>	<b>12%</b>
Staps	<b>78%</b>	3%	1%	0%	2%	9%	3%	<b>20%</b>	<b>39%</b>	7%	1%	6%	5%	2%
Histoire	55%	21%	1,5%	10%	6%	7,5%	9%	0%	6%	4,5%	46%	4,5%	10%	0%
Droit	28%	10%	11%	19%	4%	14%	<b>14%</b>	0%	1%	4%	13%	5%	9%	1%
IEP	<b>8%</b>	<b>25%</b>	<b>20%</b>	<b>43%</b>	8%	16%	<b>18%</b>	3%	1%	5%	8%	0%	4%	1%
Economie	32%	2%	3%	3%	5%	11%	5%	3%	5%	<b>33%</b>	0%	0%	<b>13%</b>	0%
Math	34%	7%	3%	4%	3%	1%	7%	10%	7%	3%	4%	<b>25%</b>	8,5%	0%
Biologie	59%	4%	4%	6%	0%	0%	2%	2%	6%	0%	11%	<b>28%</b>	4%	0%
Pharmacie	<b>65%</b>	7%	0%	2%	4%	0%	2%	0%	6%	4%	7%	15%	<b>15%</b>	0%
Ecole de commerce	29%	13%	3%	3%	<b>26%</b>	<b>32%</b>	6,5%	6,5%	10%	16%	3%	0%	6,5%	0%
Ecole d'ingénieur	25%	3%	0%	3%	0%	3%	0%	8%	<b>22%</b>	0%	6%	<b>19%</b>	11%	0%
IUT com	53%	20%	0%	10%	7%	<b>30%</b>	7%	3%	7%	3%	10%	0%	10%	0%
IUT génie civil	<b>58%</b>	3%	0%	3%	3%	3%	6%	3%	<b>18%</b>	0%	12%	6%	6%	0%
ENSEMBLE	45%	10%	5%	10%	4,5%	9%	7%	5%	11%	7%	10%	9%	9%	2%

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 12% citent Sciences humaines.

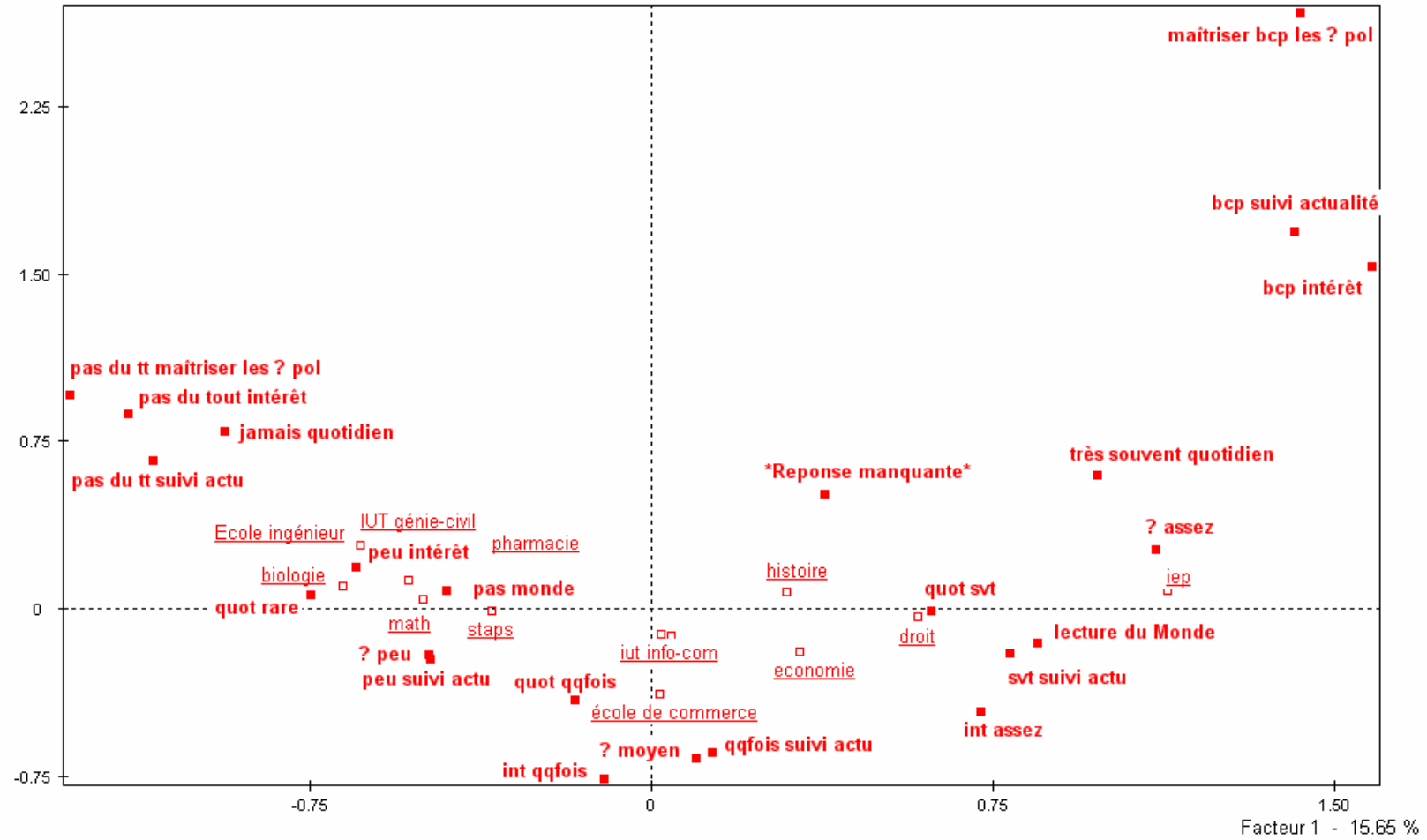
**Figure A 21 : ACM sur la lecture de la presse par les étudiants suivant leur filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

**Figure A 22 : ACM sur les indicateurs de politisation des étudiants avec la filière d'études en modalités illustratives (Source : enquête n°1, n=801)**



Facteur 2 - 9.61 %

Plan factoriel (axes 1 et 2) : ACM des indicateurs de politisation des étudiants (filière d'études en modalités illustratives)





**Tableau A 121 : Suivi des émissions politiques à la télévision selon la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

Filières	Effectifs	Jamais/rarement	Quelquefois	Souvent/très souvent	Total
Sociologie	105	37	39	24	100
Staps	102	53	37	8	100
Histoire	67	34	42	24	100
Droit	79	26	51	23	100
IEP	76	18	50	<b>32</b>	100
Economie	63	35	44	21	100
Maths	71	41	51	8	100
Biologie	54	52	37	11	100
Pharmacie	54	<b>63</b>	28	9	100
Ecole de commerce	31	53	36	11	100
Ecole d'ingénieur	36	45	38	17	100
IUT communication	30	30	43	27	100
IUT génie civil	33	<b>64</b>	30	6	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 37% suivent jamais ou rarement les émissions politiques à la télévision.

**Tableau A 122 : Assistance à un meeting ou réunion politique selon la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

Filières	Effectifs	Meeting	Pas meeting	Total
Sociologie	105	21	79	100
Staps	102	<b>8</b>	92	100
Histoire	67	19	81	100
Droit	79	27	63	100
IEP	76	<b>40</b>	58	100
Economie	63	22	78	100
Maths	71	<b>4</b>	96	100
Biologie	54	13	87	100
Pharmacie	54	<b>7</b>	93	100
Ecole de commerce	31	<b>35</b>	65	100
Ecole d'ingénieur	36	<b>8</b>	92	100
IUT communication	30	23	77	100
IUT génie civil	33	15	85	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 79% n'ont jamais assisté à un meeting politique

**Tableau A 123 : Connaissance de militants selon la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

Filières	Effectifs	Oui	Non	Total
Sociologie	105	50	50	100
Staps	102	43	57	100
Histoire	67	49	51	100
Droit	79	65	35	100
IEP	76	68	32	100
Economie	63	43	57	100
Maths	71	41	59	100
Biologie	54	41	59	100
Pharmacie	54	30	70	100
Ecole de commerce	31	52	48	100
Ecole d'ingénieur	36	47	53	100
IUT communication	30	63	37	100
IUT génie civil	33	42	58	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 50% connaissent des militants politiques

**Tableau A 124 : Adhésion à une association politique, un syndicat ou un parti politique suivant la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Adhésion à une association		Adhésion à un syndicat		Adhésion à un parti politique	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Sociologie	35	65	4	96	3	97
Staps	47	53	4	96	0	100
Histoire	42	58	12	88	4	96
Droit	22	78	6	94	5	95
IEP	51	49	5	95	13	87
Economie	41	59	2	98	0	100
Maths	39	61	0	100	0	100
Biologie	26	74	4	96	0	100
Pharmacie	30	70	2	98	2	98
Ecole de commerce	68	52	3	97	6	94
Ecole d'ingénieur	66	44	0	100	0	100
IUT communication	33	67	7	93	10	90
IUT génie civil	36	64	0	100	0	100

### Politisation des parents suivant la filière d'études

**Tableau A 125 : Politisation des pères selon la filière d'études de leur enfant (en %) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Suivi de l'actualité V=0,1685			Expression d'opinions politiques V=0,153			Intérêt pour la politique V=0,173		
	Jamais/rarement	Quelquefois	Souvent/très souvent	Jamais/Rarement	Quelquefois	Souvent/très souvent	Peu/pas du tout	Moyen	Assez/beaucoup
Sociologie	16	35	49	33	34	33	31	25	44
Staps	20	32	48	31	34	35	30	28	42
Histoire	9	30	61	23	30	47	16	32	52
Droit	13	9	78	22	33	45	20	22	58
IEP	7	33	60	16	32	52	13	26	61
Economie	11	48	41	32	34	34	26	22	52
Maths	16	34	50	33	38	29	31	26	43
Biologie	26	24	50	44	32	24	43	21	36
Pharmacie	17	33	50	32	32	36	34	68	34
Ecole de commerce	7	38	55	30	37	33	10	27	63
Ecole d'ingénieur	11	58	31	46	40	14	43	28	29
IUT communication	20	22	58	21	34	45	24	17	59
IUT génie civil	24	43	33	41	31	28	41	25	34

Lire : 24% des pères des étudiants interrogés en IUT génie civil suivent rarement ou jamais l'actualité

**Tableau A 126 : Politisation des mères selon la filière d'études de leur enfant (en %) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Suivi de l'actualité V=0,193	Expression d'opinions politiques V=0,195	Intérêt pour la politique V=0,190
----------	---------------------------------	---	--------------------------------------

	Jamais/ rarement	Quelques fois	Souvent/ très souvent	Jamais/ Rarement	Quelques fois	Souvent/ très souvent	Peu/pas du tout	Moyen	Assez/ beaucoup
Sociologie	48	30	22	43	41	16	58	20	22
Staps	38	34	28	53	28	19	50	27	23
Histoire	36	39	25	36	36	<b>28</b>	48	30	22
Droit	29	27	<b>44</b>	37	33	<b>30</b>	35	26	<b>39</b>
IEP	20	35	<b>45</b>	30	37	<b>33</b>	29	31	<b>40</b>
Economie	48	32	20	59	26	15	58	22	20
Maths	40	33	27	45	38	17	53	29	18
Biologie	63	24	13	67	22	11	66	21	13
Pharmacie	42	37	21	51	40	9	53	30	17
Ecole de commerce	37	43	20	48	49	3	27	43	30
Ecole d'ingénieur	45	39	16	55	42	3	64	30	6
IUT communication	21	33	<b>46</b>	53	24	23	40	27	33
IUT génie civil	49	27	24	61	27	12	58	30	12

Lire : 58% des mères des étudiants de sociologie interrogés sont peu ou pas du tout intéressées par la politique.

**Tableau A 127 : Nombre de parents intéressés par la politique suivant la filière d'études (en %) (p<0,001 ; V=0,1938) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Deux	Un	Aucun	Total
Sociologie	105	17	33	50	100
Staps	102	19	27	<b>54</b>	100
Histoire	67	20	34,5	45,5	100
Droit	79	<b>31</b>	33	36	100
IEP	76	<b>35</b>	32	33	100
Economie	63	15	42,5	42,5	100
Maths	71	16,5	28,5	<b>52</b>	100
Biologie	54	9,5	31	<b>59,5</b>	100
Pharmacie	54	15	21	<b>54</b>	100
Ecole de commerce	31	24	48	28	100
Ecole d'ingénieur	36	3	22	<b>75</b>	100
IUT communication	30	<b>34,5</b>	24	41,5	100
IUT génie civil	33	12,5	22	<b>65,5</b>	100
Total	801	20	31	49	100

Lire : 17% des étudiants de sociologie interrogés ont deux parents intéressés par la politique.

### Propriétés socioculturelles héritées suivant la filière d'études

**Tableau A 128 : Profession du père selon la filière d'études (en %) (V=0,1699) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Non-réponses	Agriculteurs/ Artisans/ Chefs d'entreprise	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Sans profession	Total
Sociologie	4	13	19	14	12	<b>22</b>	16	100
Staps	4	14	20	35	7	16	4	100
Histoire	1	10	15	33	18	15	8	100
Droit	5	3	<b>41</b>	16	11	15	9	100
IEP	3	11	<b>39</b>	25	13	<b>3</b>	6	100
Economie	3	11	<b>33</b>	30	10	10	3	100
Maths	4	11	<b>34</b>	14	17	17	3	100

Biologie	9	7	13	33	11	<b>20</b>	7	100
Pharmacie	17	4	22	28	7	13	9	100
Ecole de commerce	0	<b>26</b>	26	32	3	<b>6</b>	7	100
Ecole d'ingénieur	11	19	17	19	8	11	15	100
IUT communication	10	7	17	28	17	14	7	100
IUT génie civil	12	18	9	21	9	<b>27</b>	4	100

Lire : 22% des étudiants interrogés en sociologie ont un père ouvrier.

**Tableau A 129 : Profession de la mère selon la filière d'études (en %) (V=0,17) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Réponse manquante	Agriculteurs/ Artisans/ Chefs d'entreprise	Cadres supérieurs	Professio ns intermé diaires	Employé s	Ouvriers	Sans profession	Total
Sociologie	0	4	5	18	37	7	29	100
Staps	1	3	13	21	39	5	18	100
Histoire	1	7	7	19	39	9	18	100
Droit	6	1	<b>24</b>	16	28	1	24	100
IEP	4	3	<b>28</b>	29	20	0	16	100
Economie	6	3	13	21	32	2	23	100
Maths	4	3	18	16	25	3	31	100
Biologie	2	0	7	17	44	6	24	100
Pharmacie	17	2	9	19	37	0	16	100
Ecole de commerce	3	10	13	26	32	0	16	100
Ecole d'ingénieur	11	3	11	11	33	6	25	100
IUT communication	7	0	7	33	33	3	17	100
IUT génie civil	6	0	6	12	39	3	34	100

Lire : 37% des étudiants interrogés en sociologie ont une mère employée

**Tableau A 130 : Nombre de parents avec un diplôme du supérieur selon les filières d'études (en %) (p<0,001 ; V=0,2168) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Deux	Un	Aucun	Total
Sociologie	17	21	<b>62</b>	100
Staps	22,5	25,5	52	100
Histoire	21	15	<b>64</b>	100
Droit	29	21,5	49,5	100
IEP	<b>45</b>	30	25	100
Economie	<b>35</b>	19	46	100
Maths	27	31	42	100
Biologie	15	15	<b>70</b>	100
Pharmacie	22	22	56	100
Ecole de commerce	23	58	19	100
Ecole d'ingénieur	14	25	<b>61</b>	100
IUT communication	26,5	16,5	57	100
IUT génie civil	21	18	<b>61</b>	100
Ensemble	25	24	51	100

Lire : 17% des étudiants de sociologie interrogés ont deux parents diplômés du supérieur.

**Tableau A 131 : Diplôme du supérieur des parents des étudiants selon les filières d'études (en %) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Père avec un diplôme du supérieur	Mère avec un diplôme du supérieur
Sociologie	30	26
Staps	36	34
Histoire	24	33
Droit	41	39
IEP	58	62
Economie	51	38
Maths	45	39
Biologie	20	24
Pharmacie	35	31
Ecole de commerce	58	45
Ecole d'ingénieur	28	25
IUT communication	30	40
IUT génie civil	36	21

Lire : 30% des pères des étudiants de sociologie interrogés détiennent un diplôme du supérieur.

**Tableau A 132 : Revenus déclarés des deux parents (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Ratio des revenus déclarés du père	Rang
Sociologie	0,61	13
Staps	0,79	6
Histoire	0,73	8
Droit	0,93	3
IEP	1	1
Economie	0,92	4
Maths	0,69	10
Biologie	0,80	5
Pharmacie	0,76	7
Ecole de commerce	0,96	2
Ecole d'ingénieur	0,68	11
IUT communication	0,66	12
IUT génie civil	0,73	9

Les ratios ont été calculés à partir des revenus déclarés pour les deux parents par rapport à ceux de la filière où ils s'avèrent les plus élevés, c'est-à-dire l'IEP.

**Tableau A 133 : Dotation d'une allocation d'étude selon la filière (en %) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Dotation d'une allocation d'étude V=0,196		Total
	oui	non	
Sociologie	<b>48</b>	52	100
Staps	26	74	100
Histoire	31	69	100
Droit	19	81	100
IEP	22	78	100
Economie	27	73	100
Maths	28	72	100
Biologie	26	74	100
Pharmacie	22	78	100
Ecole de commerce	16	84	100

Ecole d'ingénieur	40	60	100
IUT communication	47	53	100
IUT génie civil	28	72	100

Lire : 14 % des étudiants de sociologie interrogés logent en cité universitaire

**Tableau A 134 : Nombre de logements détenus par les parents suivant la filière (en %) (V=0,133) (Source : enquête n°1, n=801)**

	Aucun	Un	Deux	Trois	Total
Sociologie	23	52	10	14	100
Staps	16	51	21	13	100
Histoire	16	61	17	6	100
Droit	17	44	26	13	100
IEP	12	55	21	12	100
Economie	15	44	12	29	100
Maths	16,5	48,5	21	14	100
Biologie	26	49	17	8	100
Pharmacie	11	51	26	11	100
Ecole de commerce	13	52	23	13	100
Ecole d'ingénieur	14	51	14	20	100
IUT communication	23	53	17	7	100
IUT génie civil	9	49	21	21	100

Lire : 23 % des parents des étudiants de sociologie interrogés n'ont aucun logement

**Tableau A 135 : Classement des indicateurs de capital économique et de capital culturel hérité selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Boursier	Nombre de logements	Cité universitaire	Revenus des deux parents	Somme des rangs	Classement des filières à partir des indicateurs de propriétés économiques	Père avec un diplôme du supérieur	Mère avec un diplôme du supérieur	Somme des rangs	Classement à partir des indicateurs de capital hérité
Sociologie	13	10,5	11,5	13	48	13	9,5	10	19,5	9,5
Staps	5,5	8,5	11,5	6	31,5	8,5	6,5	7	13,5	7
Histoire	10	12,5	8	8	38,5	12	12	8	20	11
Droit	2	3	9,5	3	17,5	4	5	4,5	9,5	5
IEP	3,5	8,5	2,5	1	15,5	2	1,5	1	2,5	1
Economie	7	2	13	4	26	6	3	6	9	4
Maths	8,5	6	7	10	31,6	8,5	4	4,5	8,5	3
Biologie	5,5	10,5	9,5	5	30,5	7	13	12	25	13
Pharmacie	3,5	4	2,5	7	17	3	8	9	17	8
Ecole de commerce	1	5	4	2	12	1	1,5	2	3,5	2
Ecole d'ingénieur	11	7	5,5	11	34,5	10	11	11	22	12
IUT communication	12	12,5	1	12	37,5	11	9,5	3	12,5	6
IUT génie civil	8,5	1	5,5	9	24	5	6,5	13	19,5	9,5

**Variables de l'héritage suivant la filière d'études**

**Tableau A 136 : Intérêt politique des étudiants avec aucun parent n'est intéressé par la politique selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Intérêt politique
Sociologie	50	24%
Staps	54	4%
Histoire	29	28%
Droit	27	37%
IEP	25	68%
Economie	25	24%
Maths	37	11%
Biologie	31	10%
Pharmacie	34	18%
Ecole de commerce	8	25%
Ecole d'ingénieur	24	17%
IUT communication	12	17%
IUT génie civil	21	5%

Lire : parmi les étudiants de sociologie sans parent intéressé par la politique, 24% s'intéresse à la politique

**Tableau A 137 : Répartition d'indicateurs de politisation suivant la filière pour les étudiants dont la mère détient un diplôme du supérieur (Source : enquête n°1, n=801)**

	sociologie	STAPS	droit	IEP	économie	mathématiques
Effectifs	27	35	31	47	24	28
Lecture du <i>Monde</i>	33%	17%	81%	87%	50%	29%
Suivre l'actualité politique	33%	23%	48%	68%	50%	14%
Etre intéressé par la politique	41%	26%	68%	79%	58%	14%
Estimer maîtriser les questions politiques	37%	11%	52%	54%	38%	11%
Lire souvent ou très souvent un quotidien	33%	37%	68%	64%	50%	32%

Lire : 41% des étudiants de sociologie dont la mère détient un diplôme du supérieur sont intéressés par la politique contre 26% de ceux en STAPS

**Tableau A 138 : Comparaison d'indicateurs de position sociale des parents des étudiants suivant différentes filières (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Effectifs	Père cadre supérieur	Mère cadre supérieur	Père diplôme supérieur ou égal à bac+5	Mère diplôme supérieur ou égal à bac+5	Père diplôme supérieur au bac	Mère diplôme supérieur au bac
Economie	63	33%	14%	29%	11%	51%	38%
Sociologie	105	20%	5%	15%	4%	33%	29%
Mathématiques	71	34%	18%	25%	6%	45%	39%
IEP	76	39%	30%	37%	21%	58%	62%
Droit	79	41%	24%	33%	18%	41%	39%

Lire : 37% des étudiants de l'IEP ont un père avec un diplôme supérieur ou égal à bac+5 contre 33% en droit

**Tableau A 139 : Comparaison d'indicateurs de politisation des parents des étudiants suivant différentes filières (%) (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Père : intérêt politique	Père : suivi de l'actualité politique	Père : expression d'opinions politiques souvent ou très souvent	Mère : intérêt politique	Mère : suivi de l'actualité politique	Mère : expression d'opinions politiques souvent ou très souvent
Economie	52	60	34	20	20	15
Sociologie	44	45	33	22	22	16
Maths	43	41	29	18	27	17
IEP	61	78	51	39	45	33
Droit	58	65	45	39	44	30

Lire : 61% des pères des étudiants de l'IEP sont assez ou beaucoup intéressés par la politique contre 58% en droit

**Tableau A 140 : Comparaison entre des pratiques de politisation des étudiants suivant différentes filières**  
(Source : enquête n°1, n=801)

Filières	Effectifs	Etre intéressé par la politique	Estimer maîtriser les questions politiques	Suivre régulièrement l'actualité politique	Consulter souvent ou très souvent un quotidien	Regarder régulièrement les émissions politiques à la télévision	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture de journaux politiques	Lecture de magazines d'actualité
Economie	63	46%	32%	41%	49%	21%	51%	8%	21%
Sociologie	105	36%	25%	30,5%	37%	24%	33%	25%	13%
Mathématiques	71	14%	11%	17%	25%	8,5%	17%	21%	14%
IEP	76	78%	54%	67%	66%	32%	86%	33%	40%
Droit	79	56%	40%	46%	47%	23%	65%	15%	34%

Lire : 86% des étudiants de l'IEP citent *Le Monde* contre 65% en droit

### ACM avec la famille et la filière : les contributions élevées de la filière

Une analyse factorielle des correspondances effectuée à partir de 17 questions actives et des 801 individus de l'échantillon permet de discerner les grands axes de structuration de la politisation des étudiants en fonction de leur trajectoire sociale, la famille et la filière d'études.

Le premier facteur, explicatif de 5,8% de l'inertie totale, est construit à partir des variables de politisation des étudiants – l'intérêt pour la politique (11,2%), le sentiment de connaissance des questions politiques (8,6%), le suivi de l'actualité politique (8%), la lecture du *Monde* (7,3%) –, de politisation des parents – l'intérêt pour la politique (6,4% pour le père et 8,3% pour la mère), le suivi de l'actualité politique par la mère (7,9%), et l'adhésion à un parti politique (3,5%) –, de position sociale – les professions du père (4,5%) et du grand-père paternel (3%) – et enfin de la filière d'études (8,4%). La part des contributions des parents et de la filière d'études dans la construction de cet axe de la politisation des étudiants permet de confirmer statistiquement le rôle de ces deux agents de socialisation aux côtés de la trajectoire sociale. Suivant leurs liens, les modalités des différentes variables se répartissent le long de l'axe. D'une part (pôle négatif sur le graphique) se situent les modalités de participation politique les plus intenses pour les étudiants comme pour leurs parents mais aussi les étudiants en science politique et les enfants de cadres supérieurs. D'autre part (pôle positif sur le graphique) se distribuent les modalités de participation les moins fréquentes que ce soit pour les étudiants comme pour les parents, les étudiants en génie civil, biologie et école d'ingénieur et les enfants d'ouvriers. Les indicateurs de participation politique se hiérarchisent le long de l'axe des plus aux moins fréquents. Les filières se répartissent également selon cet axe suivant le niveau de politisation de leurs élèves.

Les variables supplémentaires qui illustrent l'analyse sans concourir à la construction des axes confirment les précédents résultats. Du côté de la politisation se trouvent – sans surprise – les autres indicateurs du rapport à la politique des étudiants (par exemple la participation récente à un meeting politique ou à une manifestation, l'adhésion à une association politique) et de leurs parents (l'adhésion à une association ou un syndicat, et la candidature à une élection), ainsi que des propriétés socioculturelles (l'absence de bourse sur critères sociaux, et les diplômes du supérieurs des parents et des grands-pères). De l'autre côté se présentent les variables opposées aux précédentes (la non inscription sur les listes électorales, l'absence de participation à des manifestations, etc.). Le premier axe oppose donc les étudiants les plus politisés, plutôt scolarisés dans des filières de sciences humaines et sociales (IEP, droit) et/ou aux comportements politiques



proches de leurs deux parents et/ou issus des catégories fortement pourvues en capital culturel, à ceux qui ne participent pas et ne s'intéressent pas du tout à la politique, comme leurs parents et/ou plutôt scolarisés dans des filières scientifiques et/ou peu dotés en capital culturel.

Le deuxième facteur (3,01% de l'inertie totale) est sensiblement construit à partir des mêmes indicateurs que le précédent facteur, mais avec une part plus importante des variables parentales – l'intérêt politique (11,1% pour le père et 17,2% pour la mère), le suivi de l'actualité de la mère (15,2%), et la profession du père (8,2%) – sur celles des étudiants – l'intérêt politique (9,6%), le sentiment de connaissance des questions politiques (5,7%), le suivi de l'actualité (6,1%), et la filière d'études (4,7%) –, confirmant le rôle déterminant des parents. Cet axe oppose les modalités extrêmes qui illustrent la participation politique la plus ou la moins fréquente, associées aux réponses manquantes d'un côté, aux réponses médiantes d'un autre côté. Ainsi sur le dessin représentant les axes 1 et 2, les modalités d'intérêt et de participation s'ajustent plus ou moins sur une parabole attestant d'un effet *Guttman* (voir graphique).

Cette analyse factorielle permet de procéder à une classification hiérarchique ascendante. En réalisant une partition des individus de sorte à ce que chaque classe soit non seulement la plus différente des autres classes mais aussi la plus homogène en fonction de ses caractéristiques, elle regroupe les étudiants interrogés selon leurs comportements politiques. À partir du dendrogramme, la meilleure partition est en quatre classes, représentatives d'une participation politique élevée, moyenne, faible, et des non-réponses.

La première constituée de 22% de l'échantillon (174 individus) regroupe les étudiants les plus politisés. C'est près des trois-quarts des élèves interrogés à l'IEP et la moitié de ceux en droit qui se situent ici. Intéressés par la politique (82% affirment être assez ou beaucoup intéressés par la politique), suivant l'actualité (70% passent rarement ou jamais une journée sans suivre l'actualité politique, les trois-quarts consultent fréquemment *Le Monde*), une partie d'entre eux présente également des pratiques de participation plus actives : 44% ont déjà assisté à un meeting politique (contre 19% sur l'ensemble de l'échantillon) et 13% adhèrent à un parti (contre 3%). Politisés, ces étudiants présentent un sentiment de compétence plutôt élevé : 64% estiment maîtriser assez ou beaucoup les questions politiques (contre 25% sur l'ensemble de l'échantillon). À l'instar d'eux, leurs parents ont le plus fréquemment une participation politique élevée. Particulièrement intéressés par la politique (près de 80% des pères sont assez ou beaucoup intéressés par la politique), ces derniers expriment des opinions politiques (64% des pères expriment souvent ou très souvent des opinions politiques) et suivent fréquemment l'actualité politique (87% des pères et 63% des mères suivent très souvent l'actualité politique). À ces pratiques s'ajoutent des engagements politiques pour une partie d'entre eux : 30% des personnes de cette classe ont au moins un parent qui a adhéré à un parti politique et 25% qui a déjà été candidat à une élection locale ou professionnelle. Les parents de ces étudiants se positionnent davantage – mais non exclusivement – au sein des catégories supérieures, avec une part non négligeable de cadres supérieurs de la fonction publique. Le capital culturel d'une grande partie des étudiants les plus politisés est relativement conséquent : 39% des pères détiennent un diplôme supérieur ou égal à bac+5 (contre 21% sur l'ensemble de l'échantillon).

La deuxième classe (50% de l'échantillon soit 403 individus) représente les étudiants à la politisation moyenne. Ils sont 40% à être quelquefois intéressés par la politique, 38% à estimer maîtriser moyennement les questions politiques, 44% à consulter quelquefois un quotidien et 30% à passer souvent une journée sans suivre l'actualité politique. Sans surprise, la participation politique de leurs parents est également plutôt moyenne. 37% des mères ont un intérêt moyen pour la politique et 43% d'entre elles suivent quelquefois l'actualité politique. Même si peu d'indicateurs de position scolaire et sociale se distinguent. On distingue d'un part les deux tiers

des étudiants de STAPS interrogés et d'autre part des étudiants plutôt positionnés dans les catégories intermédiaires de l'espace social : 23% des pères ont un niveau scolaire entre bac et bac+2.

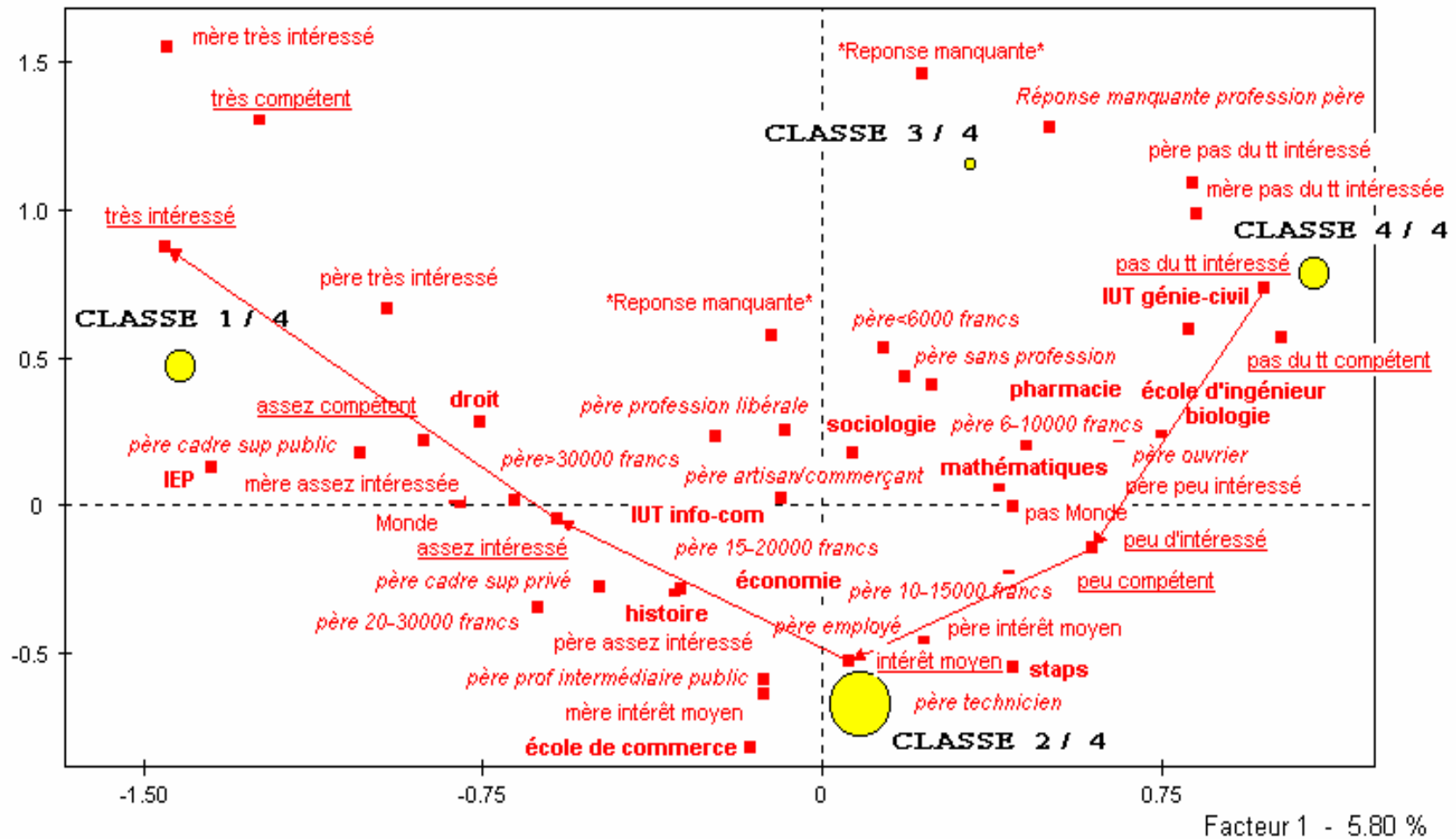
La troisième classe, construite à partir de 5% de l'échantillon (40 étudiants), représente les étudiants enclins à donner de nombreuses non-réponses sur les questions relatives aux parents tant au niveau de leurs comportements politiques – le vote, l'intérêt pour la politique, l'adhésion à un parti, le positionnement sur l'axe – que de leur positionnement dans l'espace social (revenus, professions, et diplômes). Le seul élément en rapport avec leur position sociale indique une majorité de boursiers.

La quatrième classe, 23% de l'échantillon (184 individus), rassemble les étudiants les moins intéressés par la politique (80% sont peu ou pas du tout intéressés par la politique contre 38% sur l'ensemble de l'échantillon), ceux qui s'estiment les moins compétents sur les questions politiques (78% considèrent peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques) et qui suivent peu l'actualité politique (78% passent souvent ou très souvent une journée sans suivre l'actualité politique). De même que dans les classes précédentes, le rapport à la politique de leurs parents est assez proche (par exemple, 50% des mères ne s'intéressent pas du tout à la politique). Ces étudiants sont le plus fréquemment dans des filières scientifiques et techniques. 70% des étudiants interrogés en IUT génie civil et la moitié des étudiants en biologie et en école d'ingénieur interrogés se situent ici. Confirmant le rôle non négligeable de la position sociale, les étudiants de cette classe appartiennent plus fréquemment aux catégories populaires ou aux fractions inférieures de catégories intermédiaires de l'espace sociale. 37% des étudiants de cette catégorie sont boursiers (contre 29% sur l'ensemble de l'échantillon), 30% des étudiants présentent un père ouvrier (contre 15%), 41% une mère employée (contre 34%), 32% ont un père avec des revenus mensuels compris entre 915€ et 1 524€, 38% une mère avec des revenus inférieurs à 915€.

**Figure A 23 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leurs propriétés sociales et la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 3.01 %

Distribution de la participation politique des étudiants (projection des variables actives)



## Dispositions culturelles suivant le type d'études

**Tableau A 141 : Date du dernier livre lu suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

	Effectifs	Derniers jours	Dernières semaines	Derniers mois	Au-delà	Total
Sociologie	105	65%	23%	8,5%	3,5%	100%
Staps	102	33%	44%	17%	6%	100%
Histoire	67	69%	24%	6%	1%	100%
Droit	79	56%	20%	16%	8%	100%
IEP	76	61%	26%	11%	3%	100%
Economie	63	35%	35%	21%	10%	100%
Maths	71	42%	28%	14%	15%	100%
Biologie	54	50%	24%	20%	6%	100%
Pharmacie	54	37%	22%	22%	19%	100%
Ecole de commerce	31	52%	26%	13%	10%	100%
Ecole d'ingénieur	36	28%	22%	31%	19%	100%
IUT communication	30	53%	27%	17%	3%	100%
IUT génie civil	33	21%	33%	24%	21%	100%
Total	801	48%	28%	16%	8%	100%

**Tableau A 142 : Fréquentation du théâtre et de l'opéra suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

	Effectifs	Jamais	Rarement	Quelquefois	Souvent	Total
Sociologie	105	35%	27%	31%	7%	100%
Staps	102	33%	37%	24%	5%	100%
Histoire	67	22%	25%	39%	13%	100%
Droit	79	21%	27%	34%	18%	100%
IEP	76	7%	17%	43%	33%	100%
Economie	63	35%	37%	24%	5%	100%
Maths	71	44%	30%	23%	4%	100%
Biologie	54	33%	39%	20%	7%	100%
Pharmacie	54	32%	46%	19%	4%	100%
Ecole de commerce	31	23%	36%	32%	10%	100%
Ecole d'ingénieur	36	42%	33%	25%	0%	100%
IUT communication	30	17%	20%	50%	13%	100%
IUT génie civil	33	46%	42%	12%	0%	100%
Total	801	30%	31%	29%	10%	100%

**Tableau A 143 : Fréquentation de spectacles sportifs suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

	Effectifs	Jamais	Rarement	Quelquefois	Souvent	Total
Sociologie	105	38%	31%	21%	11%	100%
Staps	102	4%	20%	33%	43%	100%
Histoire	67	30%	30%	33%	7%	100%
Droit	79	33%	30%	28%	9%	100%
IEP	76	36%	36%	22%	7%	100%
Economie	63	22%	33%	32%	13%	100%
Maths	71	34%	24%	23%	20%	100%
Biologie	54	22%	33%	22%	22%	100%
Pharmacie	54	24%	37%	22%	17%	100%
Ecole de commerce	31	26%	16%	32%	26%	100%
Ecole d'ingénieur	36	14%	33%	39%	14%	100%
IUT communication	30	27%	20%	23%	30%	100%
IUT génie civil	33	12%	21%	46%	21%	100%
Total	801	26%	29%	28%	18%	100%

**Tableau A 144 : Récapitulatif des classements des filières d'études suivant les différents indicateurs (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Pratique	Nombre	Livre lu	Théâtre/	Loisir	Somme	Classement des
----------	----------	--------	----------	----------	--------	-------	----------------

	d'un instrument de musique	de livre lu par an	les derniers jours	opéra	culturel	des rangs	indicateurs de pratiques culturelles
Sociologie	9	4	2	6	6,5	27,5	5
Staps	7,5	9	11	7	12	46,5	<b>11</b>
Histoire	6	1	1	3	1	12	1
Droit	2,5	3	4	4	2	15,5	3
IEP	2,5	2	<b>3</b>	1	5	13,5	2
Economie	7,5	6,5	10	8,5	9	41,5	9
Maths	4	6,5	8	10	10,5	39	8
Biologie	5	8	7	8,5	6,5	35	6
Pharmacie	1	11	9	12	10,5	43,5	<b>10</b>
Ecole de commerce	11	10	6	5	4	36	7
Ecole d'ingénieur	10	12	12	11	8	53	<b>12</b>
IUT communication	12	5	5	2	3	27	4
IUT génie civil	13	13	13	13	13	65	<b>13</b>

**Tableau A 145 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences humaines et sociales (sociologie, histoire, droit, économie, école de commerce, IUT communication, sans l'IEP) suivant leur fréquentation de spectacles culturels (Source : enquête n°1)**

En ligne fréquentation théâtre ou opéra

Lecture du

En colonne Monde

Effectifs % ligne % colonne	pas monde	monde	ENSEMBLE
jms/rare	134 64,1% 64,7%	75 35,9% 44,6%	209 100,0% 55,7%
qqfois/svt	73 44,0% 35,3%	93 56,0% 55,4%	166 100,0% 44,3%
ENSEMBLE	207 55,2% 100,0%	168 44,8% 100,0%	375 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra

journée sans suivre

En colonne l'actualité politique

Effectifs % ligne % colonne	journée jms/rare	journée qqfois	journée svt/tsvt	ENSEMBLE
jms/rare	66 31,6% 49,6%	57 27,3% 55,9%	86 41,1% 61,4%	209 100,0% 55,7%
qqfois/svt	67 40,4% 50,4%	45 27,1% 44,1%	54 32,5% 38,6%	166 100,0% 44,3%
ENSEMBLE	133 35,5% 100,0%	102 27,2% 100,0%	140 37,3% 100,0%	375 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
intérêt  
En colonne politique

Effectifs % ligne % colonne	int pas/peu	int moyen	int assez/bcp	ENSEMBLE
jms/rare	67 32,1% 60,9%	63 30,1% 58,3%	79 37,8% 50,3%	209 100,0% 55,7%
qqfois/svt	43 25,9% 39,1%	45 27,1% 41,7%	78 47,0% 49,7%	166 100,0% 44,3%
ENSEMBLE	110 29,3% 100,0%	108 28,8% 100,0%	157 41,9% 100,0%	375 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
En colonne connaissance questions politiques

Effectifs % ligne % colonne	? pas/peu	? moyen	? assez/bcp	ENSEMBLE
jms/rare	79 38,3% 62,7%	71 34,5% 56,8%	56 27,2% 46,7%	206 100,0% 55,5%
qqfois/svt	47 28,5% 37,3%	54 32,7% 43,2%	64 38,8% 53,3%	165 100,0% 44,5%
ENSEMBLE	126 34,0% 100,0%	125 33,7% 100,0%	120 32,3% 100,0%	371 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
En colonne fréquence lecture de quotidiens

Effectifs % ligne % colonne	quot pas/peu	quot qqfois	quot svt/tsvt	ENSEMBLE
jms/rare	47 22,5% 72,3%	95 45,5% 60,9%	67 32,1% 43,5%	209 100,0% 55,7%
qqfois/svt	18 10,8% 27,7%	61 36,7% 39,1%	87 52,4% 56,5%	166 100,0% 44,3%
ENSEMBLE	65 17,3% 100,0%	156 41,6% 100,0%	154 41,1% 100,0%	375 100,0% 100,0%

**Tableau A 146 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences et techniques (STAPS, mathématiques, biologie, pharmacie, école d'ingénieur, IUT génie civil) suivant leur fréquentation de spectacles culturels (Source : enquête n°1)**

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
Lecture du  
En colonne Monde

Effectifs	pas Monde	Monde	ENSEMBLE
-----------	-----------	-------	----------

% ligne % colonne			
jms/rare	238 91,2% 77,8%	23 8,8% 52,3%	261 100,0% 74,6%
qqfois/svt	68 76,4% 22,2%	21 23,6% 47,7%	89 100,0% 25,4%
ENSEMBLE	306 87,4% 100,0%	44 12,6% 100,0%	350 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
journée sans suivre  
En colonne l'actualité politique

Effectifs % ligne % colonne	journée jms/rare	journée qqfois	journée svt/tsvt	ENSEMBLE
jms/rare	39 14,9% 60,0%	60 23,0% 74,1%	162 62,1% 79,4%	261 100,0% 74,6%
qqfois/svt	26 29,2% 40,0%	21 23,6% 25,9%	42 47,2% 20,6%	89 100,0% 25,4%
ENSEMBLE	65 18,6% 100,0%	81 23,1% 100,0%	204 58,3% 100,0%	350 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
intérêt  
En colonne politique

Effectifs % ligne % colonne	int pas/peu	int moyen	int assez/bcp	ENSEMBLE
jms/rare	153 58,6% 79,7%	65 24,9% 68,4%	43 16,5% 68,3%	261 100,0% 74,6%
qqfois/svt	39 43,8% 20,3%	30 33,7% 31,6%	20 22,5% 31,7%	89 100,0% 25,4%
ENSEMBLE	192 54,9% 100,0%	95 27,1% 100,0%	63 18,0% 100,0%	350 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
En colonne connaissance questions politiques

Effectifs % ligne % colonne	? pas/peu	? moyen	? assez/bcp	ENSEMBLE
jms/rare	174 67,4% 78,7%	50 19,4% 62,5%	34 13,2% 77,3%	258 100,0% 74,8%

qqfois/svt	47 54,0% 21,3%	30 34,5% 37,5%	10 11,5% 22,7%	87 100,0% 25,2%
ENSEMBLE	221 64,1% 100,0%	80 23,2% 100,0%	44 12,8% 100,0%	345 100,0% 100,0%

En ligne fréquentation théâtre ou opéra  
En colonne fréquence lecture de quotidiens

Effectifs % ligne % colonne	quot pas/peu	quot qqfois	quot svt/tsvt	ENSEMBLE
jms/rare	99 37,9% 75,0%	94 36,0% 74,0%	68 26,1% 74,7%	261 100,0% 74,6%
qqfois/svt	33 37,1% 25,0%	33 37,1% 26,0%	23 25,8% 25,3%	89 100,0% 25,4%
ENSEMBLE	132 37,7% 100,0%	127 36,3% 100,0%	91 26,0% 100,0%	350 100,0% 100,0%

**Tableau A 147 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences humaines et sociales en sciences humaines et sociales (sociologie, histoire, droit, économie, école de commerce, IUT communication, sans l'IEP) suivant la mention au bac (Source : enquête n°1)**

En ligne mention au bac  
Lecture du  
En colonne Monde

Effectifs % ligne % colonne	pas Monde	Monde	ENSEMBLE
sans mention	139 60,2% 67,5%	92 39,8% 55,8%	231 100,0% 62,3%
mention	67 47,9% 32,5%	73 52,1% 44,2%	140 100,0% 37,7%
ENSEMBLE	206 55,5% 100,0%	165 44,5% 100,0%	371 100,0% 100,0%

En ligne mention au bac  
journée sans suivre  
En colonne l'actualité politique

Effectifs % ligne % colonne	journée jms/rare	journée qqfois	journée svt/tsvt	ENSEMBLE
sans mention	73 31,6% 56,2%	69 29,9% 67,6%	89 38,5% 64,0%	231 100,0% 62,3%
mention	57 40,7% 43,8%	33 23,6% 32,4%	50 35,7% 36,0%	140 100,0% 37,7%



ENSEMBLE	130	102	139	371
	35,0%	27,5%	37,5%	100,0%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

En ligne mention au bac  
intérêt  
En colonne politique

Effectifs % ligne % colonne	int pas/peu	int moyen	int assez/bcp	ENSEMBLE
sans mention	82	63	86	231
	35,5%	27,3%	37,2%	100,0%
	74,5%	58,9%	55,8%	62,3%
mention	28	44	68	140
	20,0%	31,4%	48,6%	100,0%
	25,5%	41,1%	44,2%	37,7%
ENSEMBLE	110	107	154	371
	29,6%	28,8%	41,5%	100,0%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

En ligne mention au bac  
En colonne connaissance questions politiques

Effectifs % ligne % colonne	? pas/peu	? moyen	? assez/bcp	ENSEMBLE
sans mention	92	75	61	228
	40,4%	32,9%	26,8%	100,0%
	73,6%	61,0%	51,3%	62,1%
mention	33	48	58	139
	23,7%	34,5%	41,7%	100,0%
	26,4%	39,0%	48,7%	37,9%
ENSEMBLE	125	123	119	367
	34,1%	33,5%	32,4%	100,0%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

En ligne mention au bac  
En colonne fréquence lecture de quotidiens

Effectifs % ligne % colonne	quot pas/peu	quot qqfois	quot svt/tsvt	ENSEMBLE
sans mention	48	97	86	231
	20,8%	42,0%	37,2%	100,0%
	73,8%	63,0%	56,6%	62,3%
mention	17	57	66	140
	12,1%	40,7%	47,1%	100,0%
	26,2%	37,0%	43,4%	37,7%
ENSEMBLE	65	154	152	371
	17,5%	41,5%	41,0%	100,0%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

**Tableau A 148 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences et techniques (STAPS, mathématiques, biologie, pharmacie, école d'ingénieur, IUT génie civil) suivant la mention au bac (Source : enquête n°1)**

En ligne mention au bac  
Lecture du  
En colonne Monde

Effectifs % ligne % colonne	pas Monde	Monde	ENSEMBLE
sans mention	175 87,1% 57,2%	26 12,9% 60,5%	201 100,0% 57,6%
mention	131 88,5% 42,8%	17 11,5% 39,5%	148 100,0% 42,4%
ENSEMBLE	306 87,7% 100,0%	43 12,3% 100,0%	349 100,0% 100,0%

En ligne mention au bac  
Journée sans suivre  
En colonne l'actualité politique

Effectifs % ligne % colonne	journée jms/rare	journée qqfois	journée svt/tsvt	ENSEMBLE
sans mention	41 20,4% 63,1%	51 25,4% 63,0%	109 54,2% 53,7%	201 100,0% 57,6%
mention	24 16,2% 36,9%	30 20,3% 37,0%	94 63,5% 46,3%	148 100,0% 42,4%
ENSEMBLE	65 18,6% 100,0%	81 23,2% 100,0%	203 58,2% 100,0%	349 100,0% 100,0%

En ligne mention au bac  
intérêt  
En colonne politique

Effectifs % ligne % colonne	int pas/peu	int moyen	int assez/bcp	ENSEMBLE
sans mention	114 56,7% 59,7%	51 25,4% 53,7%	36 17,9% 57,1%	201 100,0% 57,6%
mention	77 52,0% 40,3%	44 29,7% 46,3%	27 18,2% 42,9%	148 100,0% 42,4%
ENSEMBLE	191 54,7% 100,0%	95 27,2% 100,0%	63 18,1% 100,0%	349 100,0% 100,0%

En ligne mention au bac  
En colonne connaissance questions politiques

Effectifs % ligne	? pas/peu	? moyen	? assez/bcp	ENSEMBLE

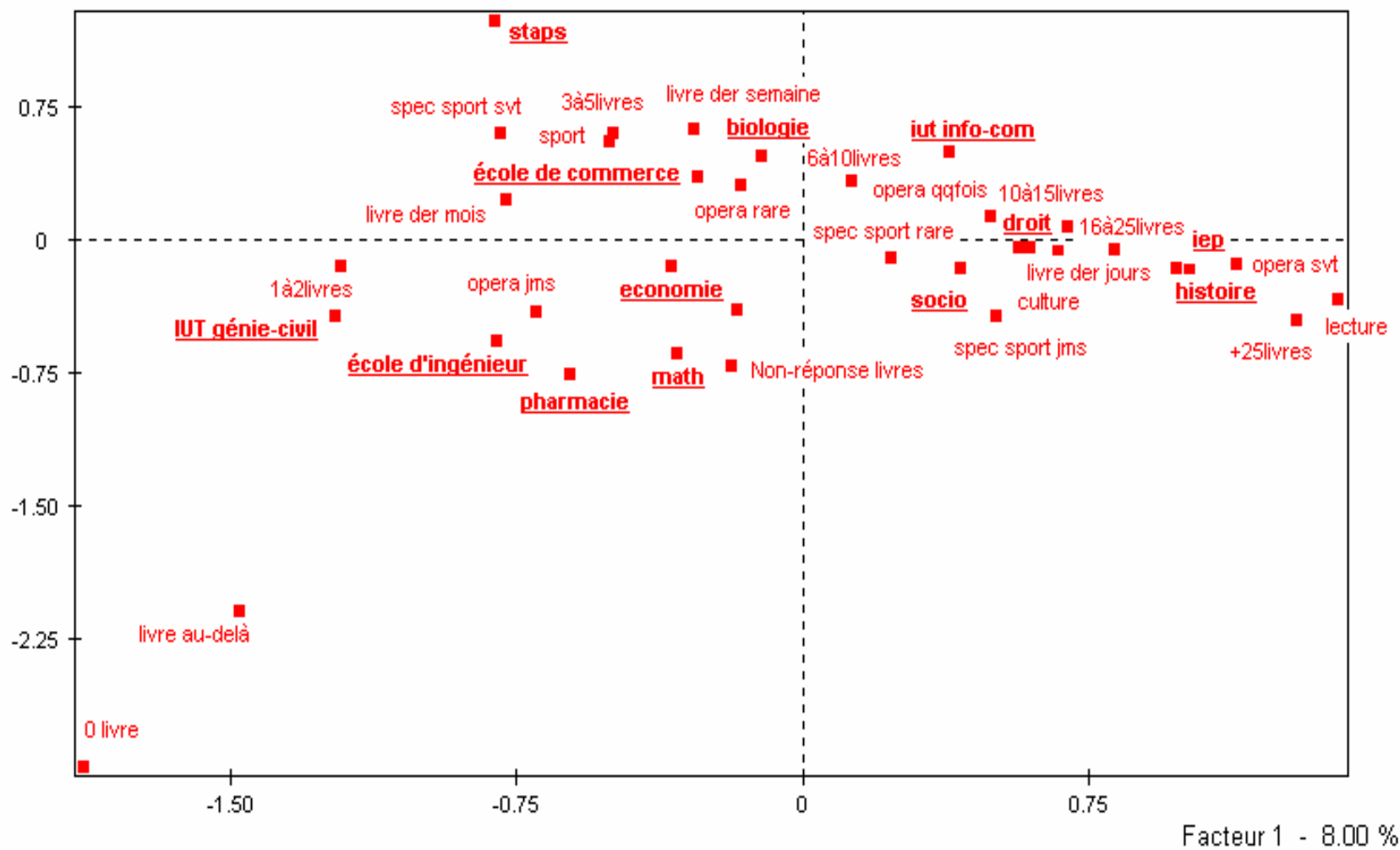
% colonne				
sans mention	127 64,8% 57,5%	45 23,0% 57,0%	24 12,2% 54,5%	196 100,0% 57,0%
mention	94 63,5% 42,5%	34 23,0% 43,0%	20 13,5% 45,5%	148 100,0% 43,0%
ENSEMBLE	221 64,2% 100,0%	79 23,0% 100,0%	44 12,8% 100,0%	344 100,0% 100,0%

En ligne      mention au bac  
En colonne    fréquence lecture quotidien

Effectifs % ligne % colonne	quot pas/peu	quot qqfois	quot svt/tsvt	ENSEMBLE
sans mention	77 38,3% 58,3%	74 36,8% 58,7%	50 24,9% 54,9%	201 100,0% 57,6%
mention	55 37,2% 41,7%	52 35,1% 41,3%	41 27,7% 45,1%	148 100,0% 42,4%
ENSEMBLE	132 37,8% 100,0%	126 36,1% 100,0%	91 26,1% 100,0%	349 100,0% 100,0%

**Figure A 24 : ACM sur la filière d'études et les loisirs et les pratiques culturelles (Source : enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 5.49 %



## Sujet politique préféré selon la filière d'études

**Tableau A 149 : Sujet politique préféré selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

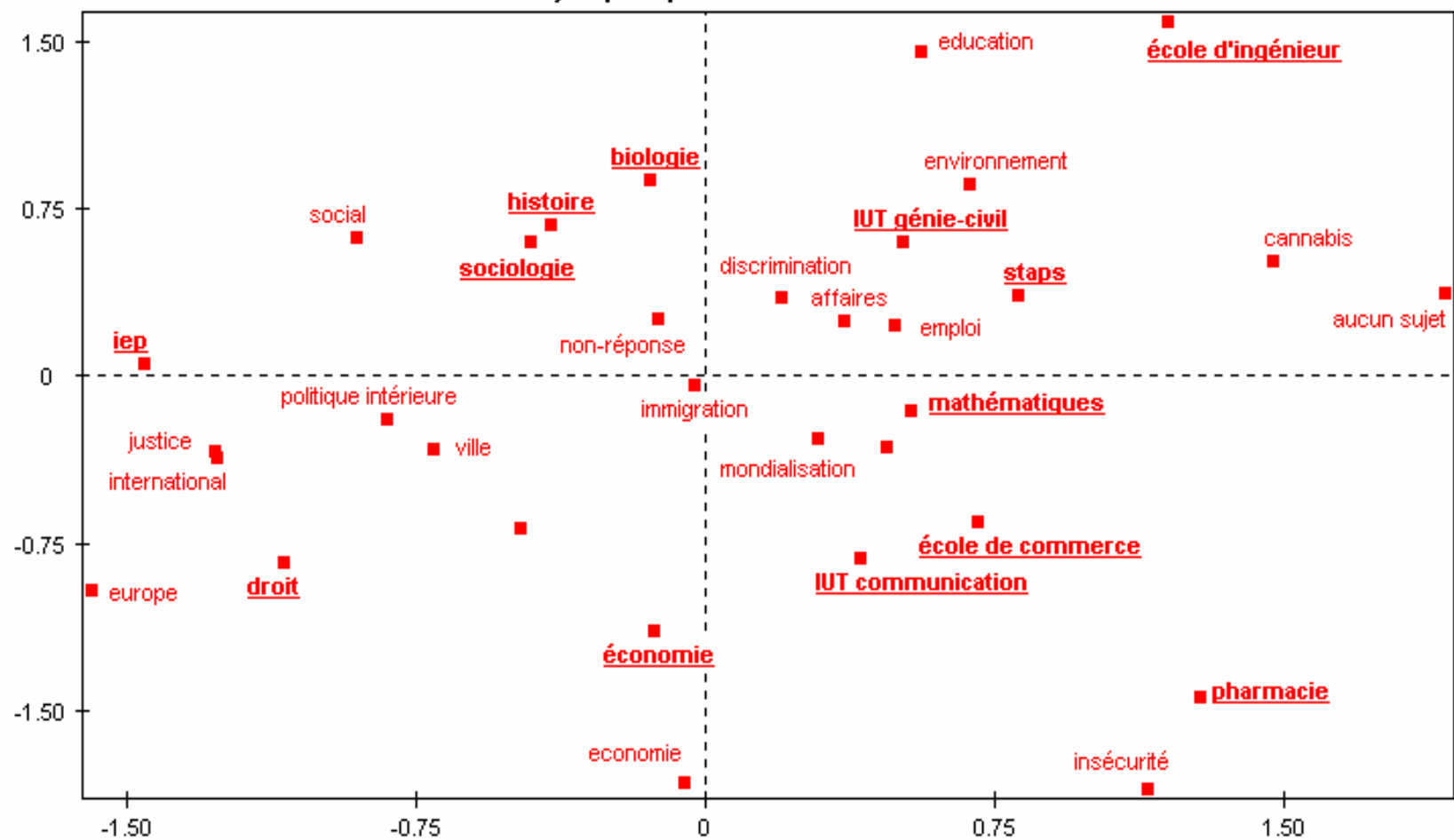
	Effectifs	Questions sociales	Questions internationales
Effectifs		107	77
Proportion sur l'échantillon		13%	10%
Sociologie	105	23%	5%
STAPS	102	12%	8%
Histoire	67	18%	15%
Droit	79	6%	20%
IEP	76	9%	28%
Economie	63	19%	9,5%
Mathématiques	71	8,5%	4%
Biologie	54	17%	2%
Pharmacie	54	7%	2%
Ecole de commerce	31	6,5%	13%
Ecole d'ingénieur	36	3%	0%
IUT communication	30	17%	7%
IUT génie civil	33	24%	0%

Lire : 24% des étudiants en IUT génie civil citent les questions sociales comme sujet politique préféré

**Figure A 25 : ACM sur les sujets politiques préférés des étudiants suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 5.11 %

**sujets politiques suivant la filière d'études**



Facteur 1 - 5.46 %



**Tableau A 155 : Diplôme et catégorie sociale des parents des étudiants à l'IEP et en sociologie (Source : enquête n°3, n=247) (p<0,05)**

	Effectifs	Père : diplôme supérieur au bac	Mère : diplôme du supérieur	Père : catégorie supérieure	Mère : catégorie supérieure
IEP	247	68%	69%	56%	35%
Sociologie	212	25%	23%	13%	7%

**Tableau A 156 : Politisation des étudiants en sociologie selon la position sociale héritée (Source : enquête n°3, n=212)**

	Effectifs	Intérêt politique	Suivi actualité	Maîtrise questions politiques
Père : diplôme supérieur au bac	53	51%* <sup>1099</sup>	40%	23%
Père : pas diplôme du supérieur	159	30%*	28%	20%
Mère : diplôme du supérieur	48	56%*	46%*	33%*
Mère : pas diplôme du supérieur	164	27%*	27%*	17%*
Père : catégorie supérieure	30	60%*	40%	30%
Père : pas catégorie supérieure	182	31%*	30%	19%

**Tableau A 157 : Politisation des étudiants en sociologie selon la politisation de leurs parents (Source : enquête n°3, n=212)**

	Effectifs	Intérêt politique	Suivi actualité	Maîtrise questions politiques	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du Monde
Père : intérêt politique	89	56%* <sup>1100</sup>	42%*	34%*	38%	<b>22%</b>
Père : pas d'intérêt	51	21%*	25%*	13%*	23%	<b>15%</b>
Père : suivi de l'actualité politique	93	52%*	41%*	31%*	41%*	<b>25%</b>
Père : pas suivi	39	24%*	24%*	14%*	21%*	<b>15%</b>
Mère : intérêt politique	49	67%*	47%*	45%*	43%*	33%*
Mère : pas d'intérêt	95	25%*	26%*	13%*	25%*	14%*
Mère : suivi de l'actualité politique	51	57%*	<b>39%</b>	33%*	50%*	33%*
Mère : pas suivi	74	28%*	<b>28%</b>	17%*	23%*	13%*

**Tableau A 158 : Intérêt pour les questions européennes à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,117)**

	Effectifs	Peu	Moyen	Assez/beaucoup	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	4%	15%	81%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	3%	14%	83%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	103	4%	8%	88%	100%
Dont :administration pub	80	9%	11%	80%	100%
éco-fi	64	0%	6%	94%	100%
études européennes	103	3%	5%	91%	100%

<sup>1099</sup> Sur ce tableau \* signifie que les croisements sont significatifs au seuil de 5% (p<0,05) suivant le test du khi-deux. L'absence d'étoile signifie que les croisements ne sont pas significatifs à ce seuil.

<sup>1100</sup> Sur ce tableau \* signifie que les croisements sont significatifs au seuil de 5% (p<0,05) suivant le test du khi-deux. L'absence d'étoile signifie que les croisements ne sont pas significatifs à ce seuil.



**Tableau A 159 : Etre favorable à la construction européenne à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,170)**

	Effectifs	Peu	Assez	Beaucoup	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	1%	36%	63%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	3%	25%	72%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	103	1%	20%	78%	100%
<u>Dont</u> :administration pub	35	2%	26%	71%	100%
éco-fi	31	3%	13%	84%	100%
études européennes	37	0%	22%	78%	100%

**Tableau A 160 : Etre favorable appartenance de son pays à l'UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,404)**

	Effectifs	Peu	Assez	Beaucoup	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	1%	15%	84%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	2%	17%	81%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	103	1%	8%	91%	100%
<u>Dont</u> :administration pub	35	0%	14%	86%	100%
éco-fi	31	3%	7%	90%	100%
études européennes	37	0%	3%	97%	100%

**Tableau A 161 : Si bénéfice de l'appartenance à l'UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,001)**

	Effectifs	Peu	Assez	Beaucoup	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	14%	57%	29%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	3%	44%	53%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	100	5%	39%	56%	100%
<u>Dont</u> :administration pub	33	3%	36%	61%	100%
éco-fi	31	3%	42%	55%	100%
études européennes	36	8%	39%	53%	100%

**Tableau A 162 : Si déception en cas de dissolution UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p<0,001)**

	Effectifs	Satisfaction	Indifférence	Déception	Grande déception	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	0%	5%	44%	51%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	3%	3%	20%	73%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	101	1%	1%	18%	80%	100%
<u>Dont</u> :administration pub	34	0%	0%	26%	74%	100%
éco-fi	30	3%	3%	10%	84%	100%
études européennes	37	0%	0%	16%	84%	100%

**Tableau A 163 : Se sentir européen à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,02)**

	Effectifs	Peu	Assez	Beaucoup	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	24%	46%	30%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	12%	47%	41%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	103	9%	42%	49%	100%
<u>Dont</u> :administration pub	35	14%	49%	37%	100%
éco-fi	31	6%	29%	65%	100%
études européennes	37	5%	46%	49%	100%

**Tableau A 164 : Etre fier d'appartenir à l'UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,115)**

	Effectifs	Peu	Assez	Beaucoup	Total
--	-----------	-----	-------	----------	-------

IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	16%	64%	20%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	11%	58%	31%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	102	10%	52%	38%	100%
Dont : administration pub	35	17%	40%	43%	100%
éco-fi	31	6%	65%	29%	100%
études européennes	36	5%	53%	42%	100%

**Tableau A 165 : Indicateurs de politisation des étudiants de sociologie suivant l'année d'études (Source : enquête n°3, n=212) (p<0,05)**

	Effectifs	Intérêt politique	Suivi de l'actualité	Maîtrise questions politiques	Lecture d'un quotidien	Lecture du Monde
Sociologie 2 <sup>ème</sup> année	161	30%	22%	14%	24%	14%
Sociologie 4 <sup>ème</sup> année	49	53%	61%	43%	47%	31%

Lire : 30% des étudiants de deuxième année de sociologie sont intéressés par la politique contre 53% des quatrièmes années

### Propriétés politiques des parents des étudiants de l'IEP

**Tableau A 166 : Répartition des indicateurs de politisation des parents des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247)**

	Effectifs	Suivi actualité du père	Intérêt politique du père	Suivi actualité mère	Intérêt politique mère	Aucun parent intéressé par la politique
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	66%	65%	48%	42%	30%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	87%	75%	74%	67%	15%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	102	78%	75%	50%	43%	32%
Valeur de p		0,031	0,260	0,002	0,004	0,022

Lire : 65% des étudiants de première année d'IEP ont un père intéressé par la politique contre 75% en deuxième et quatrième année

### Propriétés socioculturelles des étudiants de l'IEP

**Tableau A 167 : Répartition du sexe des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247)**

	Effectifs	Homme	Femme	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	54%	46%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	48%	52%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	102	42%	58%	100%

**Tableau A 168 : Profession du père des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide)**

	Artisan/comm erçant/PDG	Profession libérale	Cadre supérieur du public	Cadre supérieur du privé	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Inactif	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	9	12	14	21	29	4	6	5	100
IEP 2 <sup>ème</sup> année	8	15	18	23	23	6	0	8	100

année									
IEP 4 <sup>ème</sup> année	6	19	21	19	20	9	2	2	100

**Tableau A 169 : Profession de la mère des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide)**

	Artisan/ commerçant	Profession libérale Cadre sup privé	Cadre supérieur du public	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Inactif	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	1	11	18	28	23	0	20	100
IEP 2 <sup>ème</sup> année	0	19	21	32	13	0	16	100
IEP 4 <sup>ème</sup> année	3	14	24	27	17	0	15	100

**Tableau A 170 : Diplôme du père des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide)**

	Sans ou certificat d'étude	CAP/BEP	Bac	Bac+2	Bac+3/4	Bac+5	Bac>5	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	3	13	6	14	23	20	20	100
IEP 2 <sup>ème</sup> année	5	11	4	7	20	25	27	100
IEP 4 <sup>ème</sup> année	1	11	8	9	16	22	33	100

**Tableau A 171 : Diplôme de la mère des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide)**

	Sans ou certificat d'étude	CAP/BEP	Bac	Bac+2	Bac+3/4	Bac>=5	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	3	8	13	18	35	23	100
IEP 2 <sup>ème</sup> année	2	11	9	4	41	33	100
IEP 4 <sup>ème</sup> année	1	6	17	11	40	24	100

**Tableau A 172 : Revenus mensuels du père des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide)**

	<1500 euros	1500-2250 euros	2250-3000 euros	3000-4500 euros	>4500 euros	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	20	24	25	8	24	100
IEP 2 <sup>ème</sup> année	13	23	29	13	23	100
IEP 4 <sup>ème</sup> année	8	20	28	21	23	100

**Tableau A 173 : Revenus mensuels de la mère des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (p=0,973)**

	<1000 euros	1000-1500 euros	1500-2250 euros	>2250 euros	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	27	19	31	23	100
IEP 2 <sup>ème</sup> année	24	24	24	29	100
IEP 4 <sup>ème</sup> année	23	20	29	29	100

**Tableau A 174 : Indicateurs de ressources économiques des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247)**

	Effectifs	Boursiers	Parents non propriétaires
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	14%	6%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	9%	16%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	102	19%	12%

**Tableau A 175 : Type de bac des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,162)**

	Effectifs	L	ES	S	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	15%	37,5%	47,5%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	26,5%	33%	40,5%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	102	19%	47%	34%	100%

**Tableau A 176 : Mention au bac des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,535)**

	Effectifs	Sans	Assez bien	Bien	Très bien	Total
IEP 1 <sup>ère</sup> année	80	6%	24%	50%	20%	100%
IEP 2 <sup>ème</sup> année	64	6%	26,5%	55%	12,5%	100%
IEP 4 <sup>ème</sup> année	102	9%	30%	40%	21%	100%

### Limites des socialisations primaires et contexte scolaire favorable à l'acquisition de compétences politiques pour les élèves de l'IEP

**Tableau A 177 : Politisation des élèves de l'IEP selon la position sociale héritée (Source : enquête n°3, n=247)**

	Effectifs	Intérêt politique	Suivi actualité	Maîtrise questions politiques	Lecture régulière d'un quotidien	Lecture du Monde
Père : diplômé supérieur au bac	168	85%	59%	64,5%	57%	43%
Père : pas diplôme du supérieur	78	86%	63%	60%	60%	37%
Père : diplôme > ou = à bac+5	105	85%	59%	69%	57%	43%
Père : pas diplôme > ou = à bac+5	107	86%	64%	60%	58%	43%
Père : catégorie supérieure	137	87%	59%	67%	57%	44%
Père : pas catégorie supérieure	109	83%	62%	58%	60%	38%
Mère : diplôme du supérieur	170	86%	63%	63%	57%	39%
Mère : pas diplôme du supérieur	76	83%	55%	64%	61%	47%
Mère : catégorie supérieure	86	87%	59%	72%	61%	35%
Mère : pas catégorie supérieure	160	84%	61%	58%	57%	45%

Lire : 85% des étudiants de l'IEP dont le père a un diplôme supérieur au bac s'intéressent à la politique

# Annexe chapitre III : L'action du contexte étudiant sur l'orientation politique

## Orientation politique et propriétés socioculturelles

**Tableau A 178 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction d'une allocation d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Boursier	4	9	21	19	15	11	3	2	15	100
Non boursier	3	5	11	25	13	17	5	1	20	100

**Tableau A 179 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction du nombre de logements détenus par leurs parents (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Aucun logement	4	12	21	21	12	10	4	2	14	100
Un	3	2	14	24	14	13	3	2	22	100
Deux	5	4	8	29	10	22	4	0	17	100
Trois	4	5	11	18	18	23	9	0	15	100

**Tableau A 180 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction du plus haut diplôme de leur père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Réponse manquante	3	7	12	23	13	15	4	1	20	100
Sans diplôme	6	13	17	19	14	16	3	3	10	100
CAP/BEP	3	5	13	21	17	12	4	1	24	100
Bac	4	9	11	26	11	13	6	1	19	100
Bac+2	3	2	15	24	12	17	5	3	19	100
Bac+3/4	4	3	16	32	9	16	4	0	16	100
Bac>=5	2	4	15	23	14	20	4	1	17	100

**Tableau A 181 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction du plus haut diplôme de leur mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Réponse manquante	4	7	13	19	12	16	5	1	24	100
Sans diplôme	6	15	22	15	9	14	3	4	13	100
CAP/BEP	2	5	12	23	15	16	3	2	22	100
Bac	3	6	12	24	15	17	5	0	18	100

Bac+2	3	0	13	21	22	13	6	2	19	100
Bac+3/4	3	4	15	33	12	12	4	0	17	100
Bac>=5	5	5	13	28	14	25	3	0	8	100

**Tableau A 182 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction des revenus mensuels du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Revenus mensuels du père	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Non-réponse	4	5	6	17	18	17	4	1	29	100
< 915€ (6 000F)	8	13	23	18	0	13	3	3	21	100
915€ à 1 524€ (6 000F à 10 000F)	4	8	23	26	15	7	3	1	13	100
1 524€ à 2 288€ (10 000F à 15 000F)	2	7	16	25	15	12	3	2	18	100
2 288€ à 3 049€ (15 000F à 20 000F)	4	3	13	27	11	16	4	1	22	
3 049€ à 4 573€ (20 000F à 30 000F)	4	5	10	26	14	22	6	0	12	100
> 4 573€ (30 000F)	1	3	8	24	9	28	9	1	16	100

**Tableau A 183 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction des revenus mensuels de la mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Revenus mensuels du père	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Non-réponse	5	5	7	19	15	16	5	1	28	100
< 915€ (6 000F)	2	8	17	21	11	14	5	2	20	100
915€ à 1 524€ (6 000F à 10 000F)	3	7	15	28	14	15	3	1	14	100
1 524€ à 2 288€ (10 000F à 15 000F)	7	2	11	23	19	15	4	1	18	100
2 288€ à 3 049€ (15 000F à 20 000F)	2	9	26	28	5	14	2	0	14	
> 3 049€ (20 000F)	0	0	8	23	13	33	7	0	15	100

**Tableau A 184 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction de la profession du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Revenus mensuels du père	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Non-réponses	2	16	9	18	11	18	4	0	22	100
Artisan/commerçant	6	5	17	14	15	23	4	2	16	100
Profession libérale	2	5	11	22	13	23	2	2	22	100
Cadre supérieur fonction publique	3	9	22	32	12	15	4	0	3	100
Cadre supérieur privé	3	0	9	30	17	15	5	0	21	100
Profession intermédiaire public	6	4	10	38	10	10	2	0	21	100
Profession intermédiaire privé	4	4	7	20	14	23	9	3	17	100
Technicien	3	4	21	18	15	10	6	0	25	100
Employé	4	11	11	23	12	12	4	1	24	100
Ouvrier	3	8	14	25	14	12	3	1	20	100
Sans	4	3	19	21	16	14	4	3	16	100

**Tableau A 185 : Part des étudiants se situant à gauche selon la profession des parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Profession intermédiaire du privé	Artisan/commerçant/chef d'entreprise	Profession libérale	Cadre supérieur des entreprises	Techniciens	Employés	Ouvriers	Profession intermédiaire du public	Cadres supérieurs du public
Etudiant à gauche	31%	35%	37%	39%	41%	44%	48%	52%	63%

Lire : 31% des étudiants dont le père exerce une profession intermédiaire du privé se situent sur la gauche de l'axe.

**Tableau A 186 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction de la profession de la mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Revenus mensuels du père	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Non-réponses	6	11	14	8	14	17	6	0	24	100
Artisan/commerçant	4	4	13	21	8	38	8	0	4	100
Profession libérale	4	4	11	21	11	39	0	0	10	100
Cadre supérieur fonction publique	1	7	13	39	14	13	4	0	9	100
Profession intermédiaire public	4	4	16	29	12	10	4	0	21	100
Profession intermédiaire	8	4	12	31	12	15	8	0	10	100

privé										
Technicien	0	20	0	13	33	7	0	0	27	100
Employé	3	4	15	20	13	16	4	2	23	100
Ouvrier	10	3	14	28	17	14	0	3	11	100
Sans	3	9	14	22	14	14	5	2	17	100

## Orientation politique et pratique religieuse

**Tableau A 187 : Positionnement gauche/droite selon la religion pratiquée (Source : enquête n°1, n=801)**

	Effectifs	Réponses manquantes	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Total
Non pratiquants	620 (77% de l'échantillon)	3%	44%	15%	19,5%	18,5%	100%
Pratiquants de la religion catholique	109 (14% de l'échantillon)	3%	33%	8%	35%	21%	100%
Pratiquants d'une autre religion	72 (9% de l'échantillon)	5,5%	55,5%	10%	12,5%	16,5%	100%

Lire : parmi les non pratiquants 44% se positionnent à gauche

## Orientation politique et nationalité des parents

**Tableau A 188 : Variations des propriétés économiques et scolaires des étudiants selon la nationalité de leur père (Source : enquête n°1, n=801)**

	Etudiants avec un père étranger	Etudiants avec un père français
Logement en cité universitaire	29%	10%
Boursier	55%	26%
Revenus mensuels du père inférieurs à 1 524€	50%	20%
Parents propriétaires d'aucun logement	30%	15%
Diplôme du père supérieur ou égal au bac	27%	50%

Lire : 29% des étudiants avec un père étranger résident en cité universitaire contre 10% des étudiants avec un père français

**Tableau A 189 : Distribution de la proximité avec un parti politique droite selon la nationalité du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Effectifs	Réponses manquantes	Aucun	LCR/LO	PC	PS	Les Verts	UDF+DL	RPR	FN	Total
Etudiant avec un père français (%)	n=736 (91,88% de l'échantillon)	41,5	15,5	1,5	2	17,5	8,5	4	9	0,5	100
Etudiant avec un père étranger (%)	n=65 (8,12% de l'échantillon)	34,5	8	0	1,5	<b>28</b>	<b>18,5</b>	1,5	8	0	100

Lire : parmi les étudiants avec un père étranger, 28% affirment une proximité avec le PS

**Tableau A 190 : Distribution du positionnement gauche/droite selon la nationalité du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Effectifs	Réponses manquantes	Extrême gauche (1)	Gauche (2)	Centre gauche (3)	Centre (4)	Centre droit (5)	Droite (6)	Extrême droite (7)	Ne sait pas	Total
Etudiant	n=736	3	5,5	13	22,5	14	16	5	1	20	100



avec un père français (%)	(92% de l'échantillon)										
Etudiant avec un père étranger (%)	n=65 (8% de l'échantillon)	6	8	25	33	6	11	0	1,5	9,5	100

Lire : parmi les étudiants avec un père étranger, 33% se positionnent au centre-gauche

## Orientation politique par rapport à celles des parents

**Tableau A 191 : Positionnement sur l'axe gauche/droite de l'étudiant en fonction de celui de son père (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01)**

Etudiant \ Père	Réponse manquante	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas
Réponse manquante	43%	4%	5%	6,5%	4%
Gauche	14%	<b>63%</b>	26%	5%	10%
Centre	0%	8%	18%	3%	3%
Droite	18%	13%	32,5%	<b>73%</b>	13%
Ne sait pas	25%	12%	19,5%	12,5%	<b>70%</b>
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Lire : 13% des étudiants qui se situent à gauche placent leur père à droite

**Tableau A 192 : Positionnement sur l'axe gauche/droite de l'étudiant en fonction de celui de sa mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01)**

Etudiant \ Mère	Réponse manquante	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Total
Réponse manquante	39%	4,5%	4,5%	7%	6%	100%
Gauche	21%	<b>62%</b>	30%	7%	11%	100%
Centre	4%	9,5%	26%	9%	3%	100%
Droite	4%	11%	22%	<b>64%</b>	11%	100%
Ne sait pas	32%	13%	17,5%	13%	<b>69%</b>	100%

Lire : 11% des étudiants qui se situent à gauche placent leur mère à droite

**Tableau A 193 : Positionnement politique de l'étudiant suivant le nombre de parents à gauche (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Non-réponse	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Total
Deux	2	82	9	2	4	100
Un	1	64	16	9	10	100
Aucun	5	20	15	33	28	100

**Tableau A 194 : Positionnement politique de l'étudiant suivant le nombre de parents à droite (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

	Non-réponse	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Total
Deux	1	12	12	67	8	100
Un	3	40	20	26	11	100
Aucun	4	53	12,5	7	23,5	100

**Tableau A 195 : Positionnement politique de l'étudiant sur l'axe gauche/droite selon la perception qu'ils ont du classement de leur mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Mère \	Réponse	Extrême	Gauche	Centre	Centre	Centre	Droite	Extrême	Ne	Total
--------	---------	---------	--------	--------	--------	--------	--------	---------	----	-------

Étudiant	manquante	Gauche		gauche		droit		droite		sait pas
		1	2	3	4	5	6	7		
Non-réponses	39,5	0	10,5	10,5	3,5	0	3,5	0	32,5	100
Extrême gauche 1	0	<b>37,5</b>	19	23	6,5	6	2	0	6	100
Gauche 2	6,5	7	<b>35</b>	<b>31,5</b>	8	3	1	0	8	100
Centre gauche 3	5	0,5	10,5	<b>39</b>	11	11	5	0,5	17,5	100
Centre 4	5	3	5	21,5	26	17,5	4,5	0	17,5	100
Centre droit 5	5,5	0	1,5	5	11	<b>48</b>	15	1	13	100
Droite 6	11,5	0	6	3	3	14,5	<b>50</b>	3	9	100
Extrême droite 7	11	0	22	0	0	33,5	0	22,5	11	100
Ne sait pas	6	0,5	2	8	3	8	2,5	0,5	<b>69,5</b>	100

Lire : 23% des étudiants qui se situent à l'extrême gauche placent leur mère au centre-gauche

## Filiations

**Tableau A 196 : Répartition des étudiants selon le type de filiation (Source : enquête n°1, n=801)**

	Filiations	Effectifs	Part en %	
Affiliés	Droite	120	15%	Total « affiliés » : 67,5%
	Gauche	221	27,5%	
	A-politique	201	25%	
Désaffiliés	Non homogène	139	17,5%	Total « désaffiliés » : 32,5%
	Changement	35	4,5%	
	Décrochage	85	10,5%	
Total		801	100%	

**Tableau A 197 : Filiation politique suivant les comportements politiques des parents (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01)**

	Droite	Gauche	Apolitique	Non homogène	Changement	Décrochage
Intérêt politique père	<b>53%</b>	<b>55%</b>	38%	41%	44%	47%
Opinions politiques père	<b>49%</b>	<b>46%</b>	23%	25%	29%	42%
Opinions politiques mère	<b>29%</b>	<b>29%</b>	16%	25%	14%	21%

Lire : 42% des étudiants à la filiation droite suivent régulièrement l'actualité politique

**Tableau A 198 : % d'étudiants dont le père a des revenus supérieurs à 20 000 francs mensuels (Source : enquête n°1, n=801)**

Droite	Gauche	Apolitique	Non homogène	Changement	Décrochage
39%	19%	15%	22%	40%	27%

Lire : 39% des étudiants à la filiation droite ont un père avec des revenus supérieurs à 20 000 francs mensuels

**Tableau A 199 : % d'étudiants dont le père a un diplôme supérieur au bac (Source : enquête n°1, n=801) (p=0,230)**

Droite	Gauche	Apolitique	Non homogène	Changement	Décrochage	Total
47%	40%	<b>29%</b>	32%	46%	47%	38%

Lire : 47% des étudiants à la filiation droite ont un père avec un diplôme supérieur au bac

**Tableau A 200 : Répartition des filiations selon la profession du père (Source : enquête n°1, n=801) (p=0,065)**

	Réponse manquante	Artisan/commerçant/	Profession libérale/cadre	Profession intermédiaire	Technicien	Employé	Ouvrier	Sans profession	Total

	ante	PDG	supérieur						
Droite	4	18,5	25	20,5	6	9	9	8	100%
Gauche	4	9	28	14	10	9	17	9	100%
Apolitique	8	11	<b>21</b>	14,5	9	<b>11</b>	15	10	100%
Non homogène	9	7	25	13	8	12	15	10	100%
Changement	6	14	26	<b>17</b>	<b>9</b>	9	17	3	100%
Décrochage	1	10,5	24	17,5	<b>15</b>	12	14	6	100%

Lire : 10% des étudiants à la filiation apolitique ont un père artisan/commerçant ou chef d'entreprise.

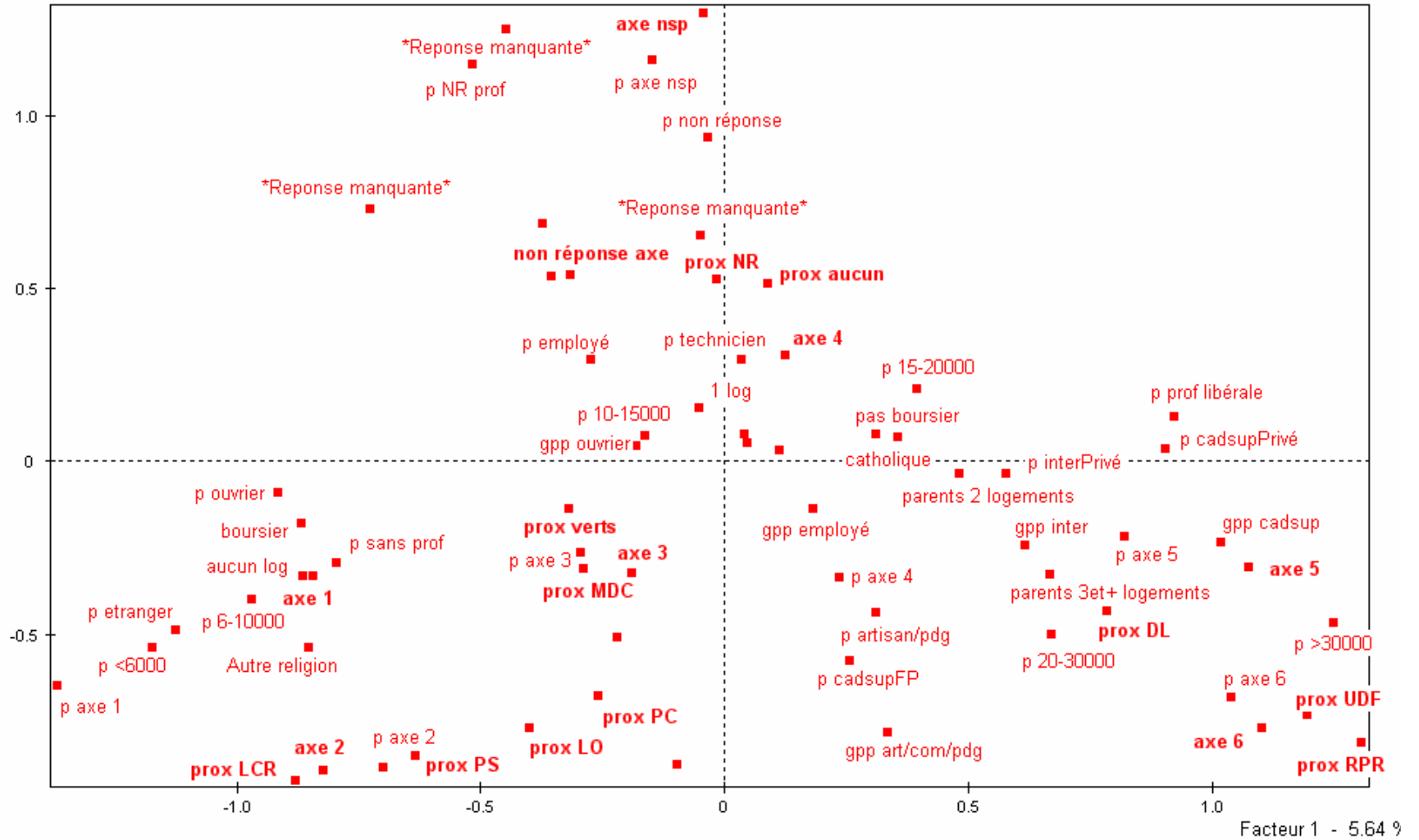
### **ACM sur l'orientation politique des étudiants en fonction de leurs propriétés sociopolitiques héritées**

Il s'agit d'expliquer l'orientation politique des étudiants par la mise en évidence des liaisons les plus importantes entre les 10 indicateurs (59 modalités) : généraux (la nationalité du père, la pratique d'une religion), politiques (le positionnement sur l'axe gauche/droite de l'étudiant et de son père, la proximité avec un parti politique) et socioéconomiques (le fait d'être boursier, le nombre de logements détenus par les parents, les revenus mensuels du père, la profession du père et du grand-père paternel). Les autres indicateurs sont placés en variables illustratives.

**Figure A 26 : ACM sur le positionnement politique des étudiants en fonction de leurs caractéristiques héritées (enquête n°1, n=801)**

Facteur 2 - 4.38 %

### Positionnement politique des étudiants et caractéristiques sociopolitiques héritées



Le premier facteur représente l'explication de l'axe de l'orientation politique par les propriétés économiques. Représentatif de 5,64% de l'inertie totale, il est construit à partir du vote sur l'axe de l'étudiant (13,8%) et de son père (13,2%), de la profession du père (13,9%) et d'indicateurs de propriétés économiques – dotation d'une bourse d'études (11,1%), nombre de logements détenus par les parents (8,3%) et revenus du père (17,8%).

D'un côté, se situent les étudiants qui se positionnent, comme leurs parents, les plus à gauche. Ils sont aussi les moins favorisés économiquement. Boursiers, leurs parents ne détiennent aucun logement, et présentent les plus faibles revenus. Ils sont ouvriers ou inactifs. Ces étudiants, plus fréquemment issus de l'immigration, pratiquent assez fréquemment une autre religion que le catholicisme (l'islam). Les variables supplémentaires indiquent qu'ils résident fréquemment en cité universitaire, et que pour une partie, leurs parents n'ont pas de diplômes. De l'autre côté de ce premier facteur, se situent des étudiants de droite qui sont les plus dotés en propriétés économiques. Non boursiers, leurs parents sont propriétaires d'au moins trois logements et disposent de revenus mensuels supérieurs à 4 573€. Les pères et les grands-pères de ces étudiants exercent généralement – ou ont exercé – une profession de type cadre supérieur du privé ou profession libérale – et non cadre supérieur dans le public, confirmant une nouvelle fois l'opposition gauche/droite comme une opposition public/privé. Ce pôle regroupe aussi ceux qui pratiquent régulièrement la religion catholique. Au regard des variables supplémentaires, les étudiants de droite affirment davantage que les autres un intérêt pour les sujets politiques relatifs aux questions de violence et d'insécurité, c'est-à-dire les thèmes constitutifs de la marque électorale de la droite au moment de l'enquête (avant l'élection présidentielle de 2002).

Le deuxième facteur (4,38% de l'inertie totale), construit à partir du positionnement sur l'axe gauche/droite de l'étudiant (24,1%) et de son père (25,8%), la proximité avec un parti politique de l'étudiant (16,6%), les revenus mensuels du père (12,1%) et la profession du père (7,1%) différencie les étudiants qui se positionnent sur l'axe, plutôt proches du PS ou du RPR, à ceux qui ne répondent pas aux questions sur le positionnement politique, les professions et les revenus des parents. Les variables supplémentaires précisent que ces derniers sont aussi les étudiants parmi les moins politisés (absence de suivi de l'actualité, sentiment d'incompétence par rapport aux questions politiques, pas de participation à des manifestations ou des meetings, etc.). Le troisième facteur (3,59% de l'inertie totale) dépend sensiblement des mêmes contributions que le deuxième axe. Il oppose les étudiants de droite à ceux qui s'abstiennent massivement de répondre aux différentes questions sur l'orientation politique et les professions des parents.

À partir de l'analyse factorielle des correspondances, nous avons réalisé une classification hiérarchique ascendante. Le dendrogramme invite à opter pour une partition en cinq classes de sorte. Une première classe représente ceux du centre gauche (28%), une deuxième ceux de l'extrême gauche ou de gauche (19,5%), une troisième ceux qui ne se positionnent pas sur l'axe gauche/droite (30%), et une dernière ceux de droite (22,5%).

La première classe (222 individus, soit 28% de l'échantillon) est celle des étudiants du centre gauche. Plus de la moitié d'entre eux se positionnent sur la troisième case de l'axe et quatre sur dix affirment leur préférence pour le PS. Cette orientation politique est généralement proche de celles de leurs parents : les trois-quarts d'entre eux ont positionné leur père sur la deuxième ou la troisième case de l'axe. Politisés, plutôt politiquement participatifs, à l'image de leurs parents, ces étudiants, dotés de propriétés culturelles non négligeables, se situent plutôt du côté du pôle culturel de l'espace social. Conformément aux développements précédents, leurs parents occupent beaucoup plus fréquemment que dans le reste de l'échantillon un poste dans le secteur public de cadre supérieur ou de cadre intermédiaire. Cette proximité avec le pôle culturel

est confirmée par leurs goûts. Ils fréquentent plus que les autres les spectacles culturels, et apprécient – comme leurs parents – la lecture de livres (64% en ont lu un les derniers jours contre 48% sur l'ensemble de l'échantillon) et de la presse. Ils citent par exemple deux fois plus *Le Monde diplomatique* ou *Le Courrier international* que le reste de l'échantillon, *Le Monde* pour la moitié d'entre eux, un autre quotidien ou un magazine d'actualité à 30%.

La deuxième classe (157 individus, soit 19,5% de l'échantillon) rassemble les étudiants les plus à gauche de l'échantillon. Près de la moitié d'entre eux choisit la première (17%) ou la deuxième case (29%) de l'axe gauche/droite. Ils reproduisent là le positionnement parental : 91% des étudiants qui placent leur père à l'extrême gauche de l'axe sont ici présents. S'estimant politiquement plutôt compétents, intéressés par des problématiques dites de gauches (au premier rang desquelles les questions sociales), ceux qui appartiennent à cette classe se trouvent peu dotés en propriétés non seulement culturelles héritées (un quart d'entre eux ont au moins un parent sans diplôme), mais aussi économiques. 78% des étudiants y sont boursiers, plus d'un quart logent en cité universitaire, 61% ont un père avec des revenus mensuels compris entre 915€ (6 000F) et 1 524€ (10 000F), et 50% une mère avec des revenus mensuels inférieurs à 915€ (6 000F), leur père est ouvrier pour plus de 40% et sans profession pour près d'un quart d'entre eux. Ce regroupement est constitué d'une part non négligeable d'étudiants issus de l'immigration (56% des étudiants dont le père n'a pas la nationalité française sont ici présents), qui pratiquent une autre religion que le catholicisme (environ 20% d'entre eux), l'islam notamment, et dont les parents n'occupent pas des positions favorisées dans l'espace social.

La troisième classe (241 individus, soit 30% de l'échantillon) est surtout composée des étudiants qui ne se positionnent pas sur l'axe. Appartiennent à cette classe 54% de ceux qui n'ont pas répondu à la question sur le positionnement sur l'axe, 52% et 62% qui ont répondu « ne sait pas » pour eux-mêmes et pour leurs parents. Ils suivent peu l'actualité politique, s'intéressent peu à la politique et s'estiment peu compétents sur les questions politiques. Ils se rattachent pour une grande part à la filiation apolitique. Près de la moitié de ceux qui ne s'intéressent pas du tout à la politique et estiment ne pas du tout connaître les questions politiques sont dans ce regroupement. Non boursiers à environ 80%, ces étudiants ont des parents plus fréquemment propriétaires d'un logement (près de deux tiers d'entre eux) que dans le reste de l'échantillon. Cette catégorie qui rassemble plus de filles que de garçons (59% de l'effectif de la classe), fait part de taux de non réponse assez élevés sur les questions relatives aux revenus, aux loisirs, aux professions et au positionnement sur l'axe gauche/droite des parents. Près de trois quarts des étudiants qui ne répondent pas aux questions sur la profession de leur père et son niveau de diplôme sont ici présents.

La quatrième et dernière classe (181 individus soit 22,5% de l'échantillon) est formée par les étudiants de droite (trois-quarts des étudiants présents dans ce regroupement se positionnent sur la cinquième ou la sixième case de l'axe). Leurs parents, qui consultent davantage des quotidiens politisés de droite (*les Échos*, *le Figaro*) et apprécient particulièrement les loisirs sportifs, se situent également à droite. Citant relativement fréquemment les problèmes de violence et d'insécurité comme sujets politiques préférés – c'est-à-dire l'un des principaux thèmes de campagne du Président de la République et de son parti lors de la présidentielle et des législatives de 2002 – les étudiants de cette classe présentent les caractéristiques habituelles des électeurs de droite : une pratique religieuse supérieure à la moyenne (un quart d'entre eux pratiquent la religion catholique régulièrement) et des propriétés économiques élevées (52% d'entre eux ont un père avec des revenus mensuels supérieurs à 3 049€ (20 000F) contre 23% pour l'ensemble de l'échantillon et 32% ont un père avec des revenus mensuels supérieurs à 4 573€ (30 000F) ; 27% des parents sont propriétaires d'au moins trois logements, 55% d'au moins

deux). Ces étudiants appartiennent pour une part non négligeable à la bourgeoisie économique comme le confirment les professions des pères et des grands-pères, plus souvent artisan/commerçant ou chef d'entreprise et moins fréquemment syndiqués que dans l'ensemble de l'échantillon.

### Poids respectif des indicateurs de socialisations primaires

**Tableau A 201 : Vote à droite de l'étudiant suivant les revenus de son père et le vote à droite de ses parents (Source : enquête n°1, n=801)**

	Revenus mensuels du père	Vote à droite de l'étudiant
Deux parents à droite	<1 524€ (10 000F)	73%
	1 524-3 049€ (10 000-20 000F)	59%
	>3 049€ (20 000F)	69%
Un parent à droite	<1 524€ (10 000F)	10%
	1 524-3 049€ (10 000-20 000F)	24%
	>3 049€ (20 000F)	36%
Aucun parent à droite	<1 524€ (10 000F)	4%
	1 524-3 049€ (10 000-20 000F)	6%
	>3 049€ (20 000F)	11%

### Variations des identifications politiques suivant la filière d'études

**Tableau A 202 : Positionnement politique de l'étudiant selon sa filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Filières	Non-réponses	Gauche (1+2+3)	Centre (4)	Droite (5+6+7)	Ne sait pas	Total
Sociologie	5	<b>67,5</b>	15	6	6,5	100
Staps	4	34	<b>19,5</b>	22	20,5	100
Histoire	1,5	46	16,5	24	12	100
Droit	4	39	14	29	14	100
IEP	5,5	<b>56,5</b>	6,5	21	10,5	100
Economie	3	39,5	14	22,5	21	100
Maths	3	50,5	15,5	17	14	100
Biologie	3,5	37	15	15	29,5	100
Pharmacie	3,5	29,5	9,5	20,5	37	100
Ecole de commerce	3	29	6,5	<b>42</b>	19,5	100
Ecole d'ingénieur	3	22	14	22	39	100
IUT communication	3	44	10	16	27	100
IUT génie civil	0	27	6	<b>42,5</b>	24,5	100

Lire : 67,5% des étudiants de sociologie interrogés se classent à gauche

**Tableau A 203 : Positionnement selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)**

Filières	Gauche étudiant	Gauche père	Gauche mère	Droite étudiant	Droite père	Droite mère
Sociologie	<b>67,5</b>	49,5	54	<b>6</b>	22	15
Staps	34	27	22,5	22	25,5	25,5
Histoire	46	39	36	24	28	25,5
Droit	39	29	40,5	29	33	26,5
IEP	56,5	35,5	38	21	35,5	30,5

Economie	39,5	35	35	22,5	27	22
Maths	50,5	41	41	17	28	21
Biologie	37	39	37	15	20	17
Pharmacie	29,5	20	15	20,5	20	24
Ecole de commerce	29	13	22,5	42	58	42
Ecole d'ingénieur	22	31	25	22	14	16,5
IUT communication	44	40	43,5	16	30	20
IUT génie civil	27	21	24	42,5	42	30,5

Lire : 54% des mères des étudiants de sociologie se situent à gauche

**Tableau A 204 : Positionnement des pères selon la filière d'étude de leur enfant (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Filières	Non-réponses	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Total
Sociologie	6	49,5	9,5	22	13	100
Staps	6	27	7	25,5	13	100
Histoire	4,5	39	7,5	28	21	100
Droit	10	29	10	33	18	100
IEP	6,5	35,5	10,5	35,5	12	100
Economie	8	35	5	27	25	100
Maths	1	41	10	28	20	100
Biologie	6	39	7	20	28	100
Pharmacie	7	20	0	20	52	100
Ecole de commerce	6	13	3	58	19	100
Ecole d'ingénieur	8	31	6	14	42	100
IUT communication	7	40	0	30	23	100
IUT génie civil	7	21	3	42	27	100

Lire : 49,5% des pères des étudiants de sociologie se situent à gauche

**Tableau A 205 : Positionnement des mères selon la filière d'études de leur enfant (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Filières	Non-réponses	Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Total
Sociologie	5	54	12,5	15	13,5	100
Staps	7	22,5	12	25,5	33	100
Histoire	1,5	36	15	25,5	22,5	100
Droit	9	40,5	7,5	26,5	16,5	100
IEP	8	38	10,5	30,5	13	100
Economie	11	35	6	22	25,5	100
Maths	4	41	15,5	21	18	100
Biologie	7,5	37	11	17	28	100
Pharmacie	7,5	15	0	24	54	100
Ecole de commerce	6,5	22,5	6,5	42	22,5	100
Ecole d'ingénieur	8,5	25	11	16,5	40	100
IUT communication	6,5	43,5	3,5	20	26,5	100
IUT génie civil	6	24	12	30,5	27,5	100

Lire : 54% des mères des étudiants de sociologie se situent à gauche

**Tableau A 206 : Filiation suivant la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

Filières	Droite	Gauche	Apolitique	Non homogène	Opposition	Décrochage	Total
Sociologie	5,5	45,5	17	17	5,5	9,5	100
Staps	16,5	18,5	35,5	19,5	1	9	100
Histoire	15	33	18	17,5	4,5	12	100
Droit	24	28	26,5	14	2,5	5	100
IEP	18,5	33,5	12	21	5,5	10,5	100



Economie	8	27	20,5	19	<b>8</b>	17,5	100
Maths	12,5	35	21	15,5	<b>4</b>	11,5	100
Biologie	7,5	22	33,5	17	<b>5,5</b>	15	100
Pharmacie	13	11	42,5	22	<b>3,5</b>	7,5	100
Ecole de commerce	32,5	13	19,5	19,5	<b>6,5</b>	9,5	100
Ecole d'ingénieur	14	16,5	44,5	11,5	<b>3</b>	11	100
IUT communication	13,5	33,5	23,5	6,5	<b>6,5</b>	16,5	100
IUT génie civil	30,5	18	21	18	<b>3</b>	9	100
Ensemble	15	27,5	25	17	<b>4,5</b>	10,5	100

**Tableau A 207 : Positionnement politique des étudiants et de leurs parents sur l'axe gauche/droite selon sa filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide)**

Filières		Non-réponses	1	2	3	4	5	6	7	Ne sait pas	Total
Sociologie	Etudiant	5	<b>17</b>	<b>27,5</b>	23	15	5	0	1	<b>6,5</b>	100
	Père	5,5	<b>8,5</b>	<b>20</b>	21	9,5	11,5	8,5	2	<b>13,5</b>	100
	Mère	5	<b>10,5</b>	<b>19</b>	25	12	12	2	1	<b>13</b>	100
Staps	Etudiant	4	1	13,5	19,5	19,5	17	4	1	20,5	100
	Père	6	2	10	15,5	7	14,5	10	1	34	100
	Mère	7	0	7	16	12	20	6	0	33	100
Histoire	Etudiant	1,5	9	9	<b>28</b>	16,5	15	6	3	12	100
	Père	4,5	4,5	13,5	<b>21</b>	7,5	13,5	10,5	4,5	21	100
	Mère	1,5	3	12	<b>21</b>	15	15	10,5	0	22	100
Droit	Etudiant	4	5	9	25	14	17,5	9	2,5	14	100
	Père	10	5	9	15	10	19	11,5	2,5	17,5	100
	Mère	9	6	6	28	7,5	15	10	1	16,5	100
IEP	Etudiant	5,5	2,5	13	<b>41</b>	6,5	21	0	0	<b>10,5</b>	100
	Père	5,5	6,5	4	<b>13</b>	18	25	10,5	0	<b>11,5</b>	100
	Mère	8	2,5	12	<b>24</b>	10,5	25	5	0	<b>13</b>	100
Economie	Etudiant	3	8	14	17,5	14	17,5	5	0	21	100
	Père	8	6	12,5	16	5	20,5	6,5	0	25,5	100
	Mère	11	5	13	17,5	6	17,5	5	0	25	100
Maths	Etudiant	3	5,5	18	27	15,5	14	3	0	14	100
	Père	1,5	4	15,5	21	10	11	17	0	19,5	100
	Mère	4	4	13	24	15,5	11,5	10	0	18	100
Biologie	Etudiant	3,5	5,5	9,5	22	15	13	2	0	29,5	100
	Père	6,5	2	13	24	7,5	11	5,5	3,5	28	100
	Mère	7,5	4	11	22	11	9	5,5	2	28	100
Pharmacie	Etudiant	3,5	2	5,5	22	9,5	11	7,5	2	<b>37</b>	100
	Père	7,5	0	3,5	16,5	0	9,5	7,5	3,5	<b>52</b>	100
	Mère	7,5	2	2	11	0	11	11	2	<b>54</b>	100
Ecole de commerce	Etudiant	3	0	6,5	22,5	6,5	39	3	0	19,5	100
	Père	6,5	0	0	13	3	42	16	0	19,5	100
	Mère	6,5	0	3	19,5	6,5	32	9,5	0	22,5	100
Ecole d'ingénieur	Etudiant	3	3	8	11	14	16,5	5,5	0	<b>39</b>	100
	Père	8,5	5,5	8,5	16,5	5,5	11	3	0	<b>41,5</b>	100
	Mère	8	3	8	14	11	14	3	0	<b>39</b>	100
IUT communication	Etudiant	3	3,5	23,5	17	10	6,5	6,5	3	27	100
	Père	6,5	3,5	20	16,5	0	20	10	0	23,5	100
	Mère	6,5	0	16,5	26,5	3	3	16,5	0	27	100
IUT génie civil	Etudiant	0	6	9	12	6	<b>27,5</b>	<b>12</b>	3	24,5	100
	Père	6	3	9	9	3	<b>21</b>	<b>15</b>	6	27,5	100
	Mère	6	3	12	9	12	<b>18</b>	<b>6</b>	6	27	100

Lire : 17% des étudiants de sociologie interrogés se positionnent sur la première case de l'axe gauche/droite

**Tableau A 208 : Positionnement politique de l'étudiant sur l'axe gauche/droite selon sa filière d'études (%)**  
**(Source : enquête n°3, n=459) (test du khi-deux non valide)**

Filières	Effectifs	Non-réponses	1	2	3	4	5	6	7	Ne sait pas	Total
Sociologie	210	1%	5%	30,5%	26,5%	10,5%	6%	2%	0,5%	18%	100%
IEP	244	1,5%	3,5%	20,5%	31%	14%	20%	4,5%	0,5%	4,5%	100%

**Tableau A 209 : Positionnement des étudiants de sociologie en fonction du positionnement de leur père**  
**(Source : enquête n°3)**

En ligne Axe père

En colonne Axe

Effectifs % ligne % colonne	gauche	centre	droite	nsp	ENSEMBLE
p gauche	81 91,0% 65,3%	3 3,4% 13,6%	2 2,2% 11,8%	3 3,4% 8,1%	89 100,0% 44,5%
p centre	5 38,5% 4,0%	7 53,8% 31,8%	1 7,7% 5,9%	0 0,0% 0,0%	13 100,0% 6,5%
p droite	18 45,0% 14,5%	6 15,0% 27,3%	12 30,0% 70,6%	4 10,0% 10,8%	40 100,0% 20,0%
p nsp	20 34,5% 16,1%	6 10,3% 27,3%	2 3,4% 11,8%	30 51,7% 81,1%	58 100,0% 29,0%
ENSEMBLE	124 62,0% 100,0%	22 11,0% 100,0%	17 8,5% 100,0%	37 18,5% 100,0%	200 100,0% 100,0%

**Tableau A 210 : Positionnement des étudiants de sociologie en fonction du positionnement de leur mère**  
**(Source : enquête n°3)**

En ligne Axe mère en classes

En colonne Axe

Effectifs % ligne % colonne	gauche	centre	droite	nsp	ENSEMBLE
m gauche	80 87,9% 62,5%	5 5,5% 22,7%	3 3,3% 16,7%	3 3,3% 8,1%	91 100,0% 44,4%
m centre	10 62,5% 7,8%	5 31,3% 22,7%	1 6,3% 5,6%	0 0,0% 0,0%	16 100,0% 7,8%
m droite	19 46,3% 14,8%	6 14,6% 27,3%	12 29,3% 66,7%	4 9,8% 10,8%	41 100,0% 20,0%
m nsp	19 33,3% 14,8%	6 10,5% 27,3%	2 3,5% 11,1%	30 52,6% 81,1%	57 100,0% 27,8%

ENSEMBLE	128	22	18	37	205
	62,4%	10,7%	8,8%	18,0%	100,0%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

**Tableau A 211 : Positionnement des étudiants de Sciences Po en fonction du positionnement de leur père**  
(Source : enquête n°3)

En ligne Axe père

En colonne Axe

Effectifs % ligne % colonne	gauche	centre	droite	nsp	ENSEMBLE
p gauche	90 87,4% 67,2%	9 8,7% 29,0%	4 3,9% 6,8%	0 0,0% 0,0%	103 100,0% 43,8%
p centre	15 50,0% 11,2%	6 20,0% 19,4%	7 23,3% 11,9%	2 6,7% 18,2%	30 100,0% 12,8%
p droite	20 24,1% 14,9%	15 18,1% 48,4%	46 55,4% 78,0%	2 2,4% 18,2%	83 100,0% 35,3%
p nsp	9 47,4% 6,7%	1 5,3% 3,2%	2 10,5% 3,4%	7 36,8% 63,6%	19 100,0% 8,1%
ENSEMBLE	134 57,0% 100,0%	31 13,2% 100,0%	59 25,1% 100,0%	11 4,7% 100,0%	235 100,0% 100,0%

**Tableau A 212 : Positionnement des étudiants de Sciences Po en fonction du positionnement de leur mère**  
(Source : enquête n°3)

En ligne Axe mère en classes

En colonne Axe

Effectifs % ligne % colonne	gauche	centre	droite	nsp	ENSEMBLE
m gauche	94 87,0% 71,8%	9 8,3% 27,3%	4 3,7% 6,6%	1 0,9% 9,1%	108 100,0% 45,8%
m centre	15 41,7% 11,5%	9 25,0% 27,3%	10 27,8% 16,4%	2 5,6% 18,2%	36 100,0% 15,3%
m droite	11 15,5% 8,4%	14 19,7% 42,4%	45 63,4% 73,8%	1 1,4% 9,1%	71 100,0% 30,1%
m nsp	11 52,4% 8,4%	1 4,8% 3,0%	2 9,5% 3,3%	7 33,3% 63,6%	21 100,0% 8,9%
ENSEMBLE	131 55,5% 100,0%	33 14,0% 100,0%	61 25,8% 100,0%	11 4,7% 100,0%	236 100,0% 100,0%

**Tableau A 213 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont les parents sont à droite (Source : enquête n°3, n=459)**

	Filière de l'étudiant	Effectifs	Positionnement des étudiants					Total
			Gauche	Centre	Droite	Ne sait pas	Non-réponse	
Au moins un des parents à droite sans que l'autre parent soit en contradiction	Sociologie	33	36%	15%	36%	12%	0%	100%
	IEP	82	14,5%	19,5%	61%	4%	1%	100%

Lire : 36% des étudiants de sociologie dont les parents sont à droite se positionnent à gauche

## Annexe chapitre IV : Opposition politique et changements d'opinions politiques : la carrière étudiante productrice de crises identitaires et de contextes hétérogènes

**Tableau A 214 : Participation politique des étudiants suivant leur filiation politique (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001)**

Type de filiation	Droite	Gauche	Apolitique	Non homogène	Opposition	Décrochage
Effectifs	120	221	201	139	35	85
Etre intéressé par la politique	46%	43%	16%	36%	51%	33%
Suivre régulièrement l'actualité politique	42%	35%	20%	33%	43%	22%
Lire souvent ou très souvent un quotidien	50%	42%	24%	33%	46%	39%

Lire : 46% des étudiants en opposition déclarent lire souvent ou très souvent un quotidien

**Tableau A 215 : Part d'étudiants avec une mention bien ou très bien au bac suivant leur filiation politique (Source : enquête n°1, n=801) (p=0,104)**

Type de filiation	Droite	Gauche	Apolitique	Non homogène	Opposition	Décrochage
% de mention bien ou très bien au bac	17%	15%	13%	14%	23%	19%

Lire : 23% des étudiants en opposition sont dotés d'une mention au bac

**Tableau A 216 : Pratiques lectorales et loisirs culturels des étudiants suivant leur filiation politique (Source : enquête n°1, n=801)**

Type de filiation	Droite	Gauche	Apolitique	Non homogène	Opposition	Décrochage
Effectifs	120	221	201	139	35	85
Lecture du <i>Monde</i> (p<0,001)	43%	43%	20%	38%	34%	32%
Lecture d'un quotidien régional (p<0,001)	48%	38%	57%	45%	31%	41%
Lecture d'un quotidien national en dehors du <i>Monde</i>	14%	30%	9%	18%	40%	16%
Avoir lu un livre les derniers jours	45%	58%	41%	43%	56%	45%
Avoir lu plus de dix livres l'année écoulée	28%	34%	24%	27%	40%	32%
Avoir la lecture pour loisir préféré	5%	11%	7%	9%	20%	14%

Lire : 40% des étudiants en opposition déclarent avoir lu plus de dix livres l'année écoulée

**Tableau A 217 : Corpus des entretiens des étudiants en opposition politique ou en changement d'orientation politique**

N°	Enquêtés	Rapport à la politique et orientation politique	Promotion scolaire et culturelle	Composition de la structure familiale	Contexte scolaire	Réseaux sociaux autres que scolaires	Changement de configuration sociale	Conjoncture politique	Chocs biographiques
14	<b>Luc</b> (Doctorat d'ethnologie) (plusieurs entretiens en 2002) Père ancien militaire de carrière, ingénieur de promotion Parents sans étude supérieure Grands-parents petits agriculteurs	Suivi de l'actualité politique. Adhérent à l'UNI. Soutien de Balladur en 1995, puis de Pasqua et de Villiers en 1999, et de Chevènement en 2002	Lycée privé (stratégie scolaire) Bac B Prépare un doctorat Ecriture d'ouvrages	Dernier de sa fratrie (frère militaire et sœur prof d'histoire), bénéficie de conditions favorables et de l'expérience de sa sœur dans le supérieur	Rôle des enseignements de littérature et d'ethnologie Associations étudiantes (UNI)	Milieu culturel (théâtre, voyages en Bretagne), cercles de réflexion	Arrivée à Strasbourg pour effectuer son lycée	Structure de l'offre politique : positionnements de Balladur, Pasqua, et Chevènement	Décès de son père
24	<b>Tom</b> (Doctorat en science politique) (plusieurs entretiens en 2002 et 2003) Père commercial, a un CAP de charcutier Mère secrétaire de mairie, a le bac Grands-parents marchands de porc et petits agriculteurs	Suivi de l'actualité politique. Adhérent à l'UDF, puis au PS et à un comité israélo-palestinien pour la paix Père maire d'une petite commune	Primo-entrant Enseignement dans le privé Bac C Prépare un doctorat	Aîné, primo-entrant Un frère employé sans le bac Un frère et une sœur au collège	Rôle de la science politique et des cours de sociologie	Associations Militantisme au CDS et à Force Démocrate	Arrivée à Strasbourg en provenance de l'Ouest de la France pour faire une maîtrise de droit et de science politique	Offre politique, positionnement de l'UDF puis du PS.	Décès de sa petite sœur dans un accident de la route
27	<b>Aude</b> (doctorat d'anglais) (2002) Père petit fonctionnaire à la retraite, maire d'une petite commune Mère infirmière à la retraite Grand-parents employés	Suivi de l'actualité politique. Adhère au PS alors que ses parents votent à droite, et son père maire d'une petite commune adhère à l'UMP	Primo-entrant Classe européenne Bac S avec mention assez-bien Prépare un doctorat Lecture du <i>Monde</i> et de <i>Libération</i> . Lecture comme loisir principal	Dernière de sa fratrie (deux sœurs niveau inférieur au bac), bénéficie de conditions favorables (ces deux sœurs sont serveuses)			Arrivée à Strasbourg en provenance de la campagne pour effectuer son lycée	21 avril 2002	
41	<b>Gilles</b> (Maîtrise d'allemand) (2003) Père ouvrier. Mère préparatrice en	Suivi de l'actualité politique. Adhérent à Lutte Ouvrière. Père vote	Primo-entrant. Bac L mention assez bien Lecture	Une sœur infirmière	Rôle de ses échecs à l'université.	Rôle d'un ami	Arrivée à Strasbourg pour ses études		

	pharmacie. Grands-parents ouvriers et artisans	PS ou UDF. Mère à droite							
62	<b>Maxime</b> (Doctorat en science politique) (plusieurs entretiens en 2003 et 2004) Père chargé de clientèle dans un organisme HLM, ancien directeur adjoint d'une PME par promotion interne Mère secrétaire Grands-parents ouvriers A été boursier	Suivi de l'actualité politique. Ex adhérent au MDC, a voté récemment pour la LCR Père ancien du RPR, a déjà voté FN Mère ex adhérente MDC	Primo-entrant Bac B mention bien En doctorat Quelques mois en prép'ENA Lecture, cinéma	Fils unique	Rôle de la science politique et des cours de sociologie	Associations d'étudiants Amis	Arrivée à Strasbourg pour ses études		Divorce de ses parents, chômage de son père
73	<b>Guy</b> (deug de sociologie) (2002) Père dessinateur industriel, ex-ouvrier Mère au foyer Grands-pères employés Boursier	Suivi de l'actualité politique. PS puis LCR Milite à Attac et au Comité pour un nouveau syndicat	Sa sœur était primo-entrante Bac ES avec mention assez-bien Guitare classique France-culture, Lecture de <i>Libération</i> , du <i>Monde</i> , <i>Monde diplomatique</i>	Une grande sœur étudiante en maîtrise d'histoire de l'art	Rôle de la sociologie Références à Bourdieu Le militantisme de gauche comme référence Associations étudiantes		Arrivée à Strasbourg pour ses études. Changement de région		
86	<b>Virginie</b> (IEP) (2003) Père agent de maîtrise, ouvrier en ascension Mère couturière retoucheuse Grands-pères ouvrier et ouvrier qualifié Boursière	Suivi de l'actualité politique Vote à gauche, adhère au MJS, alors que ses parents votent à droite. Père adjoint au maire d'une petite commune	Primo-entrante Enseignement dans le privé Bac ES avec mention assez bien IEP Lecture du <i>Monde</i> et de <i>Libération</i>	Dernière de sa famille. Bénéficiaire du parcours de ses deux frères aînés l'un en échec devenu ouvrier, l'autre devenu ingénieur	Les élèves de sa filière comme groupe de référence		Arrivée à Strasbourg pour faire l'IEP		
91	<b>Geoffrey</b> (école de commerce) (entretien effectué en 2002) Père cadre intermédiaire maison dans une banque avec un BEPC	Politisé, connaissances sur le champ politique Vote centre-droit, a déjà voté PS Son père vote PS, sa	Primo-entrant Bac ES avec mention assez bien Prépa HEC et école de commerce de province	Aîné (un petit frère étudiant en sociologie)	Prépa HEC Associations au sein de sa filière Les élèves de sa filière		Changement de lieu de vie pour effectuer son école de commerce	La construction européenne comme un thème au-dessus des	

	Mère ouvrière Grands-pères ouvriers Grands-mères femmes de ménage	mère LO	Lecture du <i>Monde</i> , <i>Monde diplomatique</i>		comme groupe de référence			partis	
<b>92</b>	<b>Marie</b> (IEP) (2002) Père agent des douanes puis instructeur d'équitation puis chef d'entreprise (BEPC) Mère avec le bac Grands-pères agent EDF et chef d'entreprise, sans diplôme	Politisée, connaissances sur le champ politique Se positionnait avant à droite comme ses parents, se situe maintenant plus à gauche A voté Lepage à la présidentielle de 2002 puis PS aux législatives	Primo-entrante Enseignement privé Bac ES avec mention très bien IEP Lecture du <i>Courrier international</i> et du <i>Monde diplomatique</i> Danse	Fille unique	Rôle de cours à l'IEP, de sociologie notamment	Association de soutien scolaire	Arrivée à Strasbourg pour faire l'IEP	Offre politique : vote Lepage, comme un moyen de choisir une candidate ni gauche, ni droite	
<b>93</b>	<b>David</b> (STAPS) (2002) Père et mère petits employés, sans diplôme Ancien boursier	Suivi de l'actualité politique Se positionne proche des Verts et de LO alors que son père vote FN	Primo-entrant Bac ES	Dernier de sa famille. Une sœur étudiante		Amis avec qui il pratique le foot			Dettes des parents
<b>94</b>	<b>Stéphanie</b> (deug d'allemand) (2003) Père ouvrier Mère employée Grands-pères agriculteurs Boursière	Suivi de l'actualité politique. Se positionne en faveur du PS puis proche de l'extrême gauche Lecture et musique	Primo-entrante Enseignement dans le privé Bac L avec mention assez-bien Hypokhâgne Rôle de ces profs du lycée sur son orientation	Une grande sœur (infirmière) et un petit frère (lycéen)	Les élèves de son ancienne filière comme groupe repoussoir	Amis proches de l'extrême gauche	Arrivée à Strasbourg pour ses études supérieures	Sujet politique : international, Europe et chômage	
<b>95</b>	<b>Franck</b> (deug de sociologie) (2004) Père agent commercial, ex-ouvrier, sans diplôme Mère aide-soignante Grand-père ouvrier chez Peugeot Surveillant dans un collège	Suivi de l'actualité politique. PS puis LO Père PS, adjoint au maire d'une petite commune	Primo-entrant. Bac ES	Une petite sœur en BEP	Rôle de la sociologie, de son prof de SES au lycée et d'enseignants de sociologie	Rôle d'amis et surtout de son colocataire	Arrivée à Strasbourg pour ses études		



96	<b>William</b> (licence de sociologie) (2002) Père cuisinier Mère serveuse Grands-pères Surveillant dans un collège	Suivi de l'actualité politique. Vote Verts. Proche de la LCR. Père a voté Lepage à la Présidentielle de 2002	Primo-entrant Bac STI	Un petit frère technicien (BTS)	Rôle de la sociologie	Rôle d'amis (colocataires et militants) Surveillant dans un collège	Arrivée à Strasbourg pour ses études		
97	<b>Bruno</b> (DESS secteur social) (2003) Père chef d'une petite entreprise Mère femme de ménage	Sympathisant FN, vote Le Pen en 1995, manifeste contre Le Pen en 1997, vote Chirac au 2ème tour de la présidentielle de 2002	Primo-entrant Bac B Internat (stratégie scolaire)	Enfant unique	Rôle de la sociologie	Réseaux amicaux, groupe des pairs	Arrivée à Strasbourg pour ses études	Institutionnalisation du FN et de Le Pen dans le champ politique	
109	<b>Emilie</b> (Licence STAPS) (2003) Père ouvrier. Mère employée. Beau-père ouvrier. Grands-parents ouvrier et viticulteur. Grand-mère employée.	Assez compétente au niveau politique, suivi de l'actualité, connaissances sur les questions européennes. Vote pour les Verts (Chirac au 2ème tour de la présidentielle en 2002). Père au centre. Mère et beau-père à droite. Grands-parents à droite, voire extrême droite. Mère ayant été sur une liste lors de municipales dans une petite commune	Primo entrante. Bac ES. Ski, natation Danse, cinéma	Un grand frère métallier (bac pro chaudronnerie/métallier)	Souhaite devenir institutrice	La plupart de ses copines sont sensibles à l'écologie, dont ses colocataires Certaines sont actives au sein d'association de protection de l'environnement	Arrivée à Strasbourg pour ses études.		

## Annexe chapitre V : Des dispositions au militantisme

**Tableau A 218 : Variations des indicateurs de politisation entre militants et non militants (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Intérêt politique	Sentiment de compétence politique	Suivi actualité	Consultation de quotidiens	Suivi émissions politiques à la télévision	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture d'un autre quotidien national	Lecture du <i>Courrier international</i> ou du <i>Monde diplomatique</i>	Lecture d'un quotidien régional
Militants (72)	93%	78%	78%	78%	50%	78%	50%	44%	22%
Non militants (752)	33%	24%	30%	30%	16%	33%	18%	14%	46%

Lire : dans notre échantillon 22% des étudiants militants citent un quotidien régional contre 46% des non militants

**Tableau A 219 : Suivi de l'actualité entre militants et non militants (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Jamais/rarement	Quelquefois	Souvent/très souvent	Total
<b>Emissions politiques à la télévision</b>				
Militants (72)	14%	36%	50%	100%
Non militants (752)	42%	42%	16%	100%
<b>Journée sans suivre l'actualité politique</b>				
Militants (72)	78%	18%	4%	100%
Non militants (752)	30%	26%	44%	100%
<b>Consulter un quotidien</b>				
Militants (72)	4%	18%	78%	100%
Non militants (752)	32%	38%	30%	100%

Lire : dans notre échantillon 4% des étudiants militants consultent rarement ou jamais un quotidien contre 32% des non militants

**Tableau A 220 : Type de presse consulté selon le fait d'être militant ou pas (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Militants (72)	Non militants (752)
Quotidien régional	22%	46%
<i>Le Monde</i>	78%	33%
Journal politisé	50%	18%
Magazine politique	42%	19%
<i>Courrier international/ Monde diplomatique</i>	44%	14%

Lire : dans notre échantillon 22% des étudiants militants citent un quotidien régional contre 46% des non militants

**Tableau A 221 : Indicateurs de politisation des parents selon le fait d'être militant ou pas (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Militants (72)	Non militants (752)
Père suivant souvent ou très souvent l'actualité politique	73%	55%
Père exprimant souvent ou très souvent des opinions politiques	68%	35%
Père intéressé par la politique	70%	46%
Mère suivant souvent ou très souvent l'actualité politique	62%	26%
Mère exprimant souvent ou très souvent des opinions politiques	53%	18%
Mère intéressée par la politique	44%	23%

Lire : dans notre échantillon 44% des étudiants militants ont une mère intéressée par la politique

**Tableau A 222 : Adhésion des parents à des organisations selon le fait d'être militant ou pas (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Militants (72)	Non militants (752)
Adhésion d'au moins un des parents à une association	54%	24%
Adhésion d'au moins un des parents à un syndicat	35%	20%
Adhésion d'au moins un des parents à un parti	39%	9%
Candidature d'au moins un des parents à une élection	28%	17%

Lire : dans notre échantillon 28% des étudiants militants ont un de leurs parents qui a été candidat à une élection contre 17% pour les non militants

**Tableau A 223 : Profession du père selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4)**

	Non-réponse	Artisan/commerçant	Profession libérale	Cadre supérieur fonction publique	Cadre supérieur privé	Profession intermédiaire public	Profession intermédiaire privé	Technicien	Employé	Ouvrier	Sans	Total
Militants (72)	0%	13%	10%	18%	7%	8,5%	12,5%	3%	8%	13%	7%	100%
Non militants (752)	6%	11%	8%	9%	9%	6%	8%	9%	10%	15%	9%	100%

Lire : dans notre échantillon 13% des étudiants militants interrogés ont un père artisan/commerçant

**Tableau A 224 : Profession de la mère selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4)**

	Non-réponse	Artisan/commerçant	Profession libérale	Cadre supérieur fonction publique	Profession intermédiaire public	Profession intermédiaire privé	Technicien	Employé	Ouvrier	Sans	Total
Militants (72)	6%	3%	7%	18%	15%	8%	3%	26%	1%	12%	100%
Non militants (752)	4%	3%	4%	10%	14%	3%	2%	34%	4%	22%	100%

Lire : dans notre échantillon, 3% des étudiants militants interrogés ont un père artisan/commerçant

**Tableau A 225 : Variations des propriétés économiques des étudiants selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4)**

	Militants (72)	Non militants (752)
Boursiers	22%	28%
Activité rémunérée régulière	31%	18%
Résidence en cité universitaire	13%	10%
Parents propriétaires d'au moins trois logements	7%	14%
Parents propriétaires d'au moins deux logements	30%	33%

Lire : dans notre échantillon, 22% des étudiants militants sont boursiers contre 28% des non militants

**Tableau A 226 : Revenus mensuels de la mère selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4)**

	Non-réponse	<6000 francs	6000 à 10000 francs	10000 à 15000 francs	15000 à 20000 francs	>20000 francs
Militants (72)	10%	26%	33%	19%	5,5%	5,5%
Non militants (752)	16%	30%	27%	17%	5%	5%

Lire : dans notre échantillon, 30% des militants déclarent des revenus mensuels maternels inférieurs à 6000 francs

**Tableau A 227 : Variations des propriétés culturelles des parents selon le militantisme de l'étudiant (Source : enquête n°4)**

	Militants (72)	Non militants (752)
Diplôme du père au moins égal à bac+5	28%	22%
Diplôme du père au moins égal au bac	64%	47%
Diplôme de la mère au moins égal à bac+5	18%	8%
Diplôme de la mère au moins égal au bac	65%	50%
Père lit <i>Le Monde</i>	25%	11%
Mère lit <i>Le Monde</i>	22%	4%
Père avec la lecture comme loisir préféré	15%	6%
Mère avec la lecture comme loisir préféré	33%	15%

Lire : dans notre échantillon, 26% des étudiants militants ont un père avec un diplôme au moins égal à bac+5 contre 22% des non militants

**Tableau A 228 : Variations des propriétés culturelles des étudiants selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4) (p<0,05)**

	Militants (72)	Non militants (752)
Avoir consulté un livre les derniers jours	69%	47%
Aller souvent à l'opéra ou au théâtre	29%	9%
Aller rarement ou jamais à l'opéra ou au théâtre	32%	63%
Aller rarement ou jamais à des spectacles sportifs	69%	54%
Lecture comme loisir préféré	24%	8%
Sport comme loisir préféré	26%	39%
Déclarer lire plus de 25 livres par an	27%	9%
Lire plus de 10 livres par an	47%	28%

Lire : dans notre échantillon, 47% des étudiants militants déclarent lire plus de 10 livres par an contre 28% pour les non militants

### Variations suivant le type d'organisation

**Tableau A 229 : Capital culturel hérité des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4)**

	Père >= bac+5	Père >=bac	Mère >= bac+5	Mère >=bac
Syndicat (24)	21%	62,5%	8%	58%
Association (46)	35%	61%	26%	70%
Parti (39)	31%	67%	18%	69%

**Tableau A 230 : Propriétés économiques des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4)**

	Boursiers	Loger en cité universitaire	Parents propriétaires	Revenus père <1500 euros
Syndicat (24)	42%	17%	78%	37,5%
Association (46)	15%	4%	91%	26%
Parti (39)	26%	11%	81%	31%
Non militant (752)	28%	10%	84%	23%

**Tableau A 231 : Profession du père des militants suivant leur organisation (Source : enquête n°4)**

	Artisan/ commerçant	Catégories supérieures	Professions intermédiaires	Employé	Ouvrier	Sans	Total
Syndicat (24)	21%	25%	25%	17%	8%	4%	100%
Association (46)	9%	44%	22%	7%	13%	4%	100%
Parti (39)	16%	32%	24%	5%	13%	10%	100%

**Tableau A 232 : Revenus mensuels du père suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4)**

	Non-réponse	<6000 francs	6000 à 10000 francs	10000 à 15000 francs	15000 à 20000 francs	20000 à 30000 francs	>30000 francs
Syndicat (24)	9%	9%	17%	17%	22%	17%	9%

Association (46)	0%	8%	<b>29%</b>	21%	12,5%	17%	12,5%
Parti (39)	5%	13%	18%	18%	15%	15%	15%

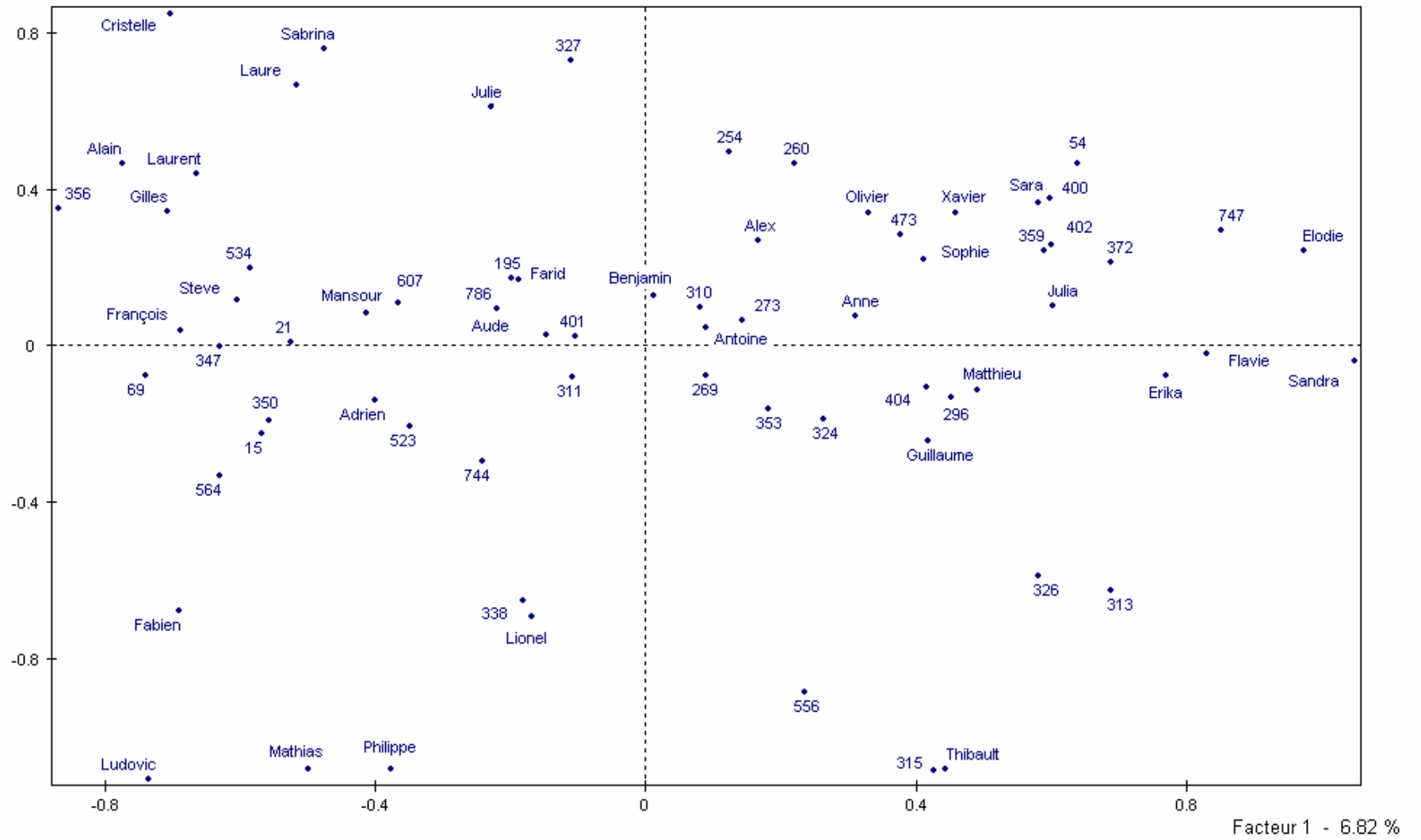
Lire : dans notre échantillon 9% des militants dans une association déclarent des revenus mensuels de leur père inférieur à 6000 francs

**Tableau A 233 : Variations des propriétés culturelles des militants étudiants selon le type d'organisation (Source : enquête n°4)**

	Aller souvent ou très souvent à l'opéra ou au théâtre	Aller rarement ou jamais à des spectacles sportifs	Avoir lu un livre les derniers jours
Syndicat (24)	35%	67%	74%
Association (46)	33%	62,5%	58%
Parti (39)	33%	67%	69%

Lire : dans notre échantillon 74% des étudiants militants dans une association politique déclarent avoir lu un livre les derniers jours contre 58% dans un syndicat et 69% dans un parti

Facteur 2 - 5.40 %



## Militantisme et rapport aux études

**Tableau A 234 : Adhésion à une association, un syndicat et un parti selon la filière d'études (en %)**  
(Source : enquête n°1, n=801)

Filières	Adhésion à une association	Adhésion à un syndicat	Adhésion à un parti politique
Sociologie	35	4	3
Staps	47	4	0
Histoire	42	<b>12</b>	4
Droit	<b>22</b>	6	5
IEP	<b>51</b>	<b>5</b>	<b>13</b>
Economie	41	2	0
Maths	39	<b>0</b>	<b>0</b>
Biologie	26	4	<b>0</b>
Pharmacie	<b>30</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Ecole de commerce	68	3	<b>6</b>
Ecole d'ingénieur	<b>66</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
IUT communication	33	7	<b>10</b>
IUT génie civil	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 35% adhèrent à une association

**Tableau A 235 : Connaissance de militants politiques suivant la filière d'études (en %) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01)**

	Oui	Non	Ne sait pas	Total
Sociologie	41	50	9	100
Staps	35	57	8	100
Histoire	45	51	4	100
Droit	57	35	8	100
IEP	66	31	3	100
Economie	35	57	8	100
Mathématiques	<b>32</b>	59	9	100
Biologie	<b>24</b>	59	17	100
Pharmacie	<b>26</b>	70	4	100
Ecole de commerce	48,5	48,5	3	100
Ecole d'ingénieur	<b>30</b>	53	17	100
IUT communication	60	37	3	100
IUT génie civil	<b>24</b>	58	18	100
ENSEMBLE	41	51	8	100

Lire : parmi les étudiants de sociologie, 41% déclarent connaître des militants politiques

# Liste des tableaux

## - Tableaux du corps du texte

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon n°1 selon la filière et l'année d'études (nombre d'étudiants interrogés), enquête n°1, n=801.....	40
Tableau 2 : Répartition de l'échantillon n°2 selon la filière et le cycle d'études (nombre d'étudiants interrogés), enquête n°2, n=702.....	41
Tableau 3 : Composition de l'échantillon n°3 selon la filière et l'année d'études (nombre d'étudiants interrogés), enquête n°3, n=459.....	43
Tableau 4 : Indicateur de politisation des étudiants selon les revenus mensuels du père (Source : enquête n°1, n=801).....	58
Tableau 5 : Indicateurs de politisation des étudiants selon le diplôme le plus élevé de la mère (Source : enquête n°1, n=801).....	61
Tableau 6 : Indicateurs de politisation des étudiants selon la profession du père (Source : enquête n°1, n=801).....	64
Tableau 7 : Indicateurs de politisation des étudiants selon la profession du grand-père paternel (Source : enquête n°1, n=801).....	69
Tableau 8 : Indicateurs du suivi de l'actualité des étudiants selon le sexe (Source : enquête n°1, n=801).....	71
Tableau 9 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants selon le sexe ( $V=0,149$ ; $p=0,022$ ) (Source : enquête n°1, n=801).....	71
Tableau 10 : Déclaration de proximité avec un parti politique des étudiants selon le sexe ( $V=0,201$ ; $p=0,002$ ) (Source : enquête n°1, n=801).....	72
Tableau 11 : Homogamie politique entre les parents (Source : enquête n°1, n=801).....	74
Tableau 12 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de l'intérêt politique des parents (Source : enquête n°1, n=801) ( $p<0,001$ ).....	75
Tableau 13 : Indicateurs de politisation de l'étudiant suivant le nombre de parents intéressés par la politique (Source : enquête n°1, n=801).....	75
Tableau 14 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le sexe et le nombre de parents diplômés du supérieur (Source : enquête n°1, n=801).....	81
Tableau 15 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le sexe et le nombre de parents intéressés par la politique (Source : enquête n°1, n=801).....	83
Tableau 16 : Variations des indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents politisés et diplômés du supérieur (Source : enquête n°1, n=801).....	87
Tableau 17 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. <i>Odds-ratio</i> ) ( $c=0,729$ ) (Source : enquête n°1, n=801).....	89
Tableau 18 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. <i>Odds-ratio</i> ) ( $c=0,737$ ) (Source : enquête n°1, n=801).....	90
Tableau 19 : Corrélations entre indicateurs de politisation et indicateurs du rapport aux études ( $V$ de Cramer) (Source : enquête n°2, n=702).....	99
Tableau 20 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de leur mention au bac (Source : enquête n°1, n=801).....	101
Tableau 21 : Fréquentation de l'opéra ou du théâtre et nombre de livres lus par an suivant la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801) ( $p<0,01$ ).....	104
Tableau 22 : Indicateurs de politisation des étudiants dont les parents ne sont pas diplômés du supérieur suivant la mention au bac (Source : enquête n°1, n=801).....	106



Tableau 23 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant la mention au bac et leur sexe (Source : enquête n°1, n=801).....	107
Tableau 24 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents politisés et la mention au bac (Source : enquête n°1, n=801) .....	107
Tableau 25 : Modèle explicatif de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique, c= 0,7416) (Source : enquête n°1, n=801) .....	108
Tableau 26 : Indicateurs de politisation des étudiants dont aucun des deux parents n'est diplômé du supérieur suivant leurs pratiques lectorales et culturelles (Source : enquête n°1, n=801) .....	110
Tableau 27 : Lecture de la presse selon la filière d'études (p<0,0001) (Source : enquête n°1, n=801) .....	124
Tableau 28 : Répartition d'indicateurs de politisation des étudiants suivant la filière pour ceux dont le père est positionné dans les catégories supérieures de l'espace social (Source : enquête n°1, n=801).....	133
Tableau 29 : Répartition d'indicateurs de politisation des étudiants suivant la filière pour ceux dont le père détient un diplôme du supérieur (Source : enquête n°1, n=801).....	133
Tableau 30 : comparaison d'indicateurs des étudiants et de leurs parents suivant cinq filières d'études (Source : enquête n°1, n=801) .....	135
Tableau 31 : Politisation suivant la mention au bac et le type d'études (Source : enquête n°1, n=801) .....	137
Tableau 32 : Politisation suivant la fréquentation du théâtre ou de l'opéra et le type d'études (Source : enquête n°1, n=801).....	138
Tableau 33 : Politisation des élèves de l'IEP selon la politisation des parents (Source : enquête n°3, n=247).....	162
Tableau 34 : Politisation des élèves de l'IEP selon la position sociale héritée (Source : enquête n°3, n=247) (p>0,05).....	163
Tableau 35 : Propriétés sociopolitiques héritées des élèves de l'IEP suivant l'année d'études (Source : enquête n°3, n=247).....	165
Tableau 36 : Indicateurs de citoyenneté européenne des élèves de l'IEP suivant l'année d'études (Source : enquête n°3, n=247) .....	166
Tableau 37 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction d'indicateurs de capital économique (Source : enquête n°1, n=801).....	188
Tableau 38 : Orientation gauche/droite des étudiants par rapport à leurs parents (%) (Source : enquête n°1, n=801) .....	194
Tableau 39 : Positionnement politique des étudiants sur l'axe gauche/droite selon la perception qu'ils ont du classement de leur père (%) (Source : enquête n°1, n=801) .....	197
Tableau 40 : Filiation suivant les comportements politiques des étudiants (Source : enquête n°1, n=801).....	200
Tableau 41 : L'explication du positionnement politique des étudiants à gauche (Régression logistique, c=0,811) (Source : enquête n°1, n=801).....	203
Tableau 42 : L'explication du positionnement politique des étudiants à droite (Régression logistique, c=0,839) (Source : enquête n°1, n=801).....	204
Tableau 43 : Positionnement politique de l'étudiant sur l'axe gauche/droite selon le type d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) .....	208
Tableau 44 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont le père est à droite (Source : enquête n°3, n=459) (p<0,01) .....	212
Tableau 45 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont le père est en 1 ou 2 sur l'axe gauche/droite (Source : enquête n°3, n=459) (p<0,01).....	213
Tableau 46 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont les parents sont en 1 ou 2 sur l'axe gauche/droite (Source : enquête n°3, n=459) (p<0,01) .....	213

Tableau 47 : Profession du père des étudiants suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05).....	308
Tableau 48 : Revenus mensuels du père suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05).....	309
Tableau 49 : Loisirs et lectures des parents des étudiants suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05).....	309
Tableau 50 : Indicateurs de politisation des parents suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05).....	310
Tableau 51 : Type de militantisme des parents suivant le fait d'être militant (Source : enquête n°4) (p<0,05).....	312
Tableau 52 : Type de militantisme des parents suivant celui des étudiants militants (Source : enquête n°4).....	318
Tableau 53 : Politisation des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4).....	319
Tableau 54 : Caractéristiques économiques des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4).....	320
Tableau 55 : Capital culturel hérité des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4).....	320
Tableau 56 : Profession du père des militants suivant leur organisation (Source : enquête n°4).....	321
Tableau 57 : Loisirs suivant le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4) (p<0,05) .	342

#### - Tableaux des annexes

Tableau A 1 : Comparaison entre l'approche suivant le modèle log-linéaire et les correspondances multiples .....	542
Tableau A 2 : Composition de l'échantillon (Source : enquête n°1, n=801) .....	550
Tableau A 3 : Distribution de l'âge des étudiants de l'échantillon (Source : enquête n°1, n=801) .....	551
Tableau A 4 : Professions des parents des étudiants (%) (Source : enquête n°1, n=801).....	552
Tableau A 5 : Écarts sur la proportion de femmes dans l'échantillon par rapport à la population théorique (Source : enquête n°1, n=801).....	552
Tableau A 6 : Intérêt politique (Source : enquête n°1, n=801) .....	553
Tableau A 7 : Passer une journée sans suivre l'actualité politique (Source : enquête n°1, n=801) .....	553
Tableau A 8 : Fréquence du suivi des émissions politiques à la télévision (Source : enquête n°1, n=801).....	553
Tableau A 9 : Fréquence de lecture d'un quotidien (Source : enquête n°1, n=801) .....	553
Tableau A 10 : Lecture de la presse (Source : enquête n°1, n=801) .....	554
Tableau A 11 : Participation à un meeting politique (Source : enquête n°1, n=801).....	554
Tableau A 12 : Adhésion à une association (Source : enquête n°1, n=801) .....	554
Tableau A 13 : Sentiment de compétence : « Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « la politique est quelque chose de trop compliqué pour moi » ? » (Source : enquête n°1, n=801) .....	555
Tableau A 14 : Sentiment de maîtrise des questions politiques (Source : enquête n°1, n=801) .....	555
Tableau A 15 : Sujet politique préféré (Source : enquête n°1, n=801) .....	555
Tableau A 16 : Dernière manifestation (Source : enquête n°1, n=801) .....	556
Tableau A 17 : Corrélation des indicateurs de politisation (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801).....	558

Tableau A 18 : Intérêt politique suivant d'autres indicateurs de participation politique (Source : enquête n°1, n=801).....	563
Tableau A 19 : Lecture de la presse suivant la politisation (Source : enquête n°1, n=801)...	565
Tableau A 20 : Sentiment de compétence politique suivant d'autres indicateurs de participation politique (Source : enquête n°1, n=801) .....	567
Tableau A 21 : Corrélation des huit indicateurs de politisation les plus pertinents (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801) .....	569
Tableau A 22 : Nombre d'occurrence sur les indicateurs de politisation (Source : enquête n°1, n=801) .....	570
Tableau A 23 : Nombre d'occurrences regroupées sur les indicateurs de politisation (Source : enquête n°1, n=801) .....	570
Tableau A 24 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant leur positionnement sur l'axe (Source : enquête n°1, n=801).....	572
Tableau A 25 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant leur position sur l'axe en sept cases (Source : enquête n°1, n=801) .....	572
Tableau A 26 : Lecture de quotidiens selon le positionnement sur l'axe (Source : enquête n°1, n=801) .....	572
Tableau A 27 : Composition de l'échantillon (Source : enquête n°2, n=702) .....	584
Tableau A 28 : Table de corrélation entre les indicateurs du rapport aux études (V de Cramer) (Source : enquête n°2, n=702).....	584
Tableau A 29 : Composition de l'échantillon, enquête n°3 (n=459) .....	592
Tableau A 30: Distribution de la profession du père des étudiants (Source : enquête n°3, n=459) .....	593
Tableau A 31 : Diplôme du père (Source : enquête n°3, n=459).....	593
Tableau A 32 : Diplôme de la mère (Source : enquête n°3, n=459) .....	593
Tableau A 33 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des militants interrogés par entretien .....	596
Tableau A 34 : Corpus des entretiens des étudiants militants devenus collaborateurs politiques .....	633
Tableau A 35 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants non militants interrogés par entretiens .....	645
Tableau A 36 : Indicateurs de politisation de l'étudiant selon les revenus mensuels de la mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001).....	650
Tableau A 37 : Intérêt pour la politique des étudiants et lecture du <i>Monde</i> selon le diplôme le plus élevé de leur père (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001).....	650
Tableau A 38 : Politisation des étudiants selon le nombre de parents avec une profession supérieure (Source : enquête n°1, n=801) .....	650
Tableau A 39 : Lecture du <i>Monde</i> par l'étudiant selon la profession de sa mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001) .....	651
Tableau A 40 : Avoir déjà assister à un meeting politique selon la profession du père (Source : enquête n°1, n=801) .....	651
Tableau A 41 : Indicateurs de politisation des étudiants dont le père est ouvrier (Source : enquête n°1, n=801) .....	651
Tableau A 42 : Distribution de la déclaration de l'intérêt pour la politique selon le sexe (V=0,131) (Source : enquête n°1, n=801) .....	654
Tableau A 43 : Sentiment de maîtrise des questions politiques des étudiants selon leur sexe (% colonnes) (V=0,188) (Source : enquête n°1, n=801).....	654
Tableau A 44 : Sentiment de maîtrise des questions politiques des étudiants selon leur sexe (% lignes) (V=0,188) (Source : enquête n°1, n=801) .....	654
Tableau A 45 : Vote des parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	654

Tableau A 46 : Suivi de l'actualité politique des parents (Source : enquête n°1, n=801).....	654
Tableau A 47 : Expression d'opinion politique dans les conversations par les parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	654
Tableau A 48 : Intérêt pour la politique des parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	654
Tableau A 49 : Si parents candidat à une élection (Source : enquête n°1, n=801) .....	655
Tableau A 50 : Adhésion d'au moins un parent à une association (Source : enquête n°1, n=801) .....	655
Tableau A 51 : Adhésion d'au moins un parent à un syndicat (Source : enquête n°1, n=801) .....	655
Tableau A 52 : Adhésion d'au moins un parent à un parti politique (Source : enquête n°1, n=801) .....	655
Tableau A 53 : Corrélations entre les indicateurs de politisation des étudiants et ceux de leurs parents (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801).....	655
Tableau A 54 : Indicateurs de participation politique des étudiants selon la politisation de leur père (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001).....	655
Tableau A 55 : Indicateurs de participation politique des étudiants en fonction de la politisation de leur mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001).....	656
Tableau A 56 : Indicateurs de politisation de l'étudiant suivant le nombre de parents intéressé par la politique (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,0001).....	657
Tableau A 57 : Valeur de p concernant les croisements entre les indicateurs de politisation des étudiants avec de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801).....	657
Tableau A 58 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de la lecture par leurs parents du <i>Monde</i> (Source : enquête n°1, n=801) .....	657
Tableau A 59 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction de la lecture par leurs parents du <i>Monde</i> (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01) .....	660
Tableau A 60 : Intérêt politique des étudiants selon l'homogénéité des positions politiques des parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	660
Tableau A 61 : Sentiment de maîtrise des questions politiques selon l'homogénéité des positions politiques des parents (Source : enquête n°1, n=801).....	660
Tableau A 62 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant la nationalité de leur père (Source : enquête n°1, n=801).....	660
Tableau A 63 : Indicateurs de position sociale héritées suivant la nationalité du père (Source : enquête n°1, n=801) .....	661
Tableau A 64 : Intérêt pour la politique des parents des étudiants suivant leur niveau de diplômes (Source : enquête n°1, n=801) .....	661
Tableau A 65 : Intérêt politique des parents en fonction de leur profession (Source : enquête n°1, n=801).....	661
Tableau A 66 : Corrélations entre les indicateurs de politisation des parents et leurs propriétés socioculturelles (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801) .....	661
Tableau A 67 : Table de corrélation entre les indicateurs de politisation de l'étudiant et les indicateurs de politisation des parents et de position sociale (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801).....	666
Tableau A 68 : Variations des indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents diplômés du supérieur (Source : enquête n°1, n=801).....	667
Tableau A 69 : Variations des indicateurs de participation politique des étudiants suivant le nombre de parents avec une profession supérieure (Source : enquête n°1, n=801).....	667
Tableau A 70 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. <i>Odds-ratio</i> ) (Source : enquête n°1, n=801) (c=0,724).....	668
Tableau A 71 : L'explication de l'intérêt politique des étudiants (Régression logistique. <i>Odds-ratio</i> ) (Source : enquête n°1, n=801) (c=0,737).....	668

Tableau A 72 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant les variables de promotion et de décrochage (Source : enquête n°1, n=801).....	669
Tableau A 73 : Indicateurs de politisation des parents des étudiants suivant les variables de promotion et de décrochage (Source : enquête n°1, n=801) .....	669
Tableau A 74 : V de Cramer sur les croisements entre le cycle d'études et les indicateurs de politisation) (Source : enquête n°1, n=801) .....	672
Tableau A 75 : Corrélations entre indicateurs de politisation et indicateurs du rapport aux études (V de Cramer) (Source : enquête n°2, n=702) .....	672
Tableau A 76 : Intérêt politique suivant le type de bac (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001).....	672
Tableau A 77 : Intérêt politique suivant l'intérêt pour les études (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001).....	672
Tableau A 78 : Intérêt politique suivant la fréquence d'étude le week-end (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001).....	673
Tableau A 79 : Lecture du <i>Monde</i> , du <i>Monde diplomatique</i> et du <i>Courrier international</i> suivant la fréquence d'étude le week-end (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001) .....	673
Tableau A 80 : Fréquentation d'une bibliothèque suivant le sentiment de compétence politique (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001).....	673
Tableau A 81 : Fréquentation d'une bibliothèque suivant la lecture du <i>Monde</i> , du <i>Monde diplomatique</i> et du <i>Courrier international</i> (%) (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001)....	673
Tableau A 82 : Sentiment de maîtrise des questions politiques suivant les difficultés des étudiants à suivre les enseignements (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001).....	674
Tableau A 83 : Sentiment de maîtrise des questions politiques suivant les représentations des étudiants sur leurs chances de réussite aux examens (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001) .....	674
Tableau A 84 : Optimisme par rapport à l'avenir scolaire suivant leur sentiment de maîtrise des questions politiques (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,0001).....	674
Tableau A 85 : Sentiment de compétence par rapport aux études longues suivant leur sentiment de maîtrise des questions politiques (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001) ....	674
Tableau A 86 : Niveau d'étude envisagé suivant l'intérêt politique (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001) .....	674
Tableau A 87 : Projet professionnel suivant l'intérêt politique (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,148).....	675
Tableau A 88 : Intérêt politique en fonction de la demande d'une classe préparatoire en classe de terminale (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001).....	675
Tableau A 89 : Indicateurs de politisation des étudiants en fonction des demandes de prépa, de STS et d'IUT en terminale (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001) .....	675
Tableau A 90 : Corrélations entre les indicateurs de propriétés socioculturelles héritées et ceux du rapport aux études (V de Cramer) (Source : enquête n°2, n=702) .....	675
Tableau A 91 : Lecture du <i>Monde</i> suivant le type de bac pour les étudiants dont les parents ne sont pas diplômés du supérieur (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,001) .....	679
Tableau A 92 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le nombre de parents diplômés du supérieur et la mention au bac (Source : enquête n°1, n=801).....	679
Tableau A 93 : Intérêt politique des étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur suivant l'intérêt pour les études (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001).....	679
Tableau A 94 : Intérêt politique des étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur suivant leur fréquence d'étude le week-end (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001) .....	679

Tableau A 95 : Intérêt politique des étudiants dont les parents n'ont pas de diplôme du supérieur suivant leur fréquentation d'une bibliothèque (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001).....	680
Tableau A 96 : Intérêt politique suivant le niveau d'études envisagé (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,05) .....	680
Tableau A 97 : Sentiment de compétence politique suivant le niveau d'études envisagé (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,05).....	680
Tableau A 98 : Lecture du <i>Monde</i> suivant le niveau d'études envisagé (Source : enquête n°2, n=702) (p<0,05) .....	680
Tableau A 99 : Sentiment de compétence politique suivant le niveau d'optimisme par rapport à l'avenir scolaire (Source : enquête n°2, n=702) (p=0,001) .....	680
Tableau A 100 : Sorties et lecture de la presse des étudiants selon leur positionnement sur l'axe gauche/droite (Source : enquête n°1, n=801).....	681
Tableau A 101 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant leur loisir préféré (Source : enquête n°1, n=801) .....	681
Tableau A 102 : Fréquentation de l'opéra ou du théâtre suivant la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801).....	681
Tableau A 103 : Nombre de livres lus par an suivant la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801) .....	681
Tableau A 104 : Fréquentation de spectacles sportifs suivant la lecture de journaux (Source : enquête n°1, n=801) .....	682
Tableau A 105 : Corrélations entre les indicateurs de pratiques culturelles des étudiants et les propriétés sociales héritées (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801) .....	684
Tableau A 106 : Indicateurs de politisation des étudiants sans parent positionné dans les catégories supérieures suivant leurs pratiques lectorales et culturelles (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001) .....	684
Tableau A 107 : Indicateurs de politisation des étudiants dont aucun des deux parents n'est intéressé par la politique suivant leurs pratiques lectorales et culturelles (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,05) .....	684
Tableau A 108 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant le dernier livre lu et le sexe (Source : enquête n°1, n=801).....	684
Tableau A 109 : Indicateurs de politisation des étudiants suivant la fréquentation de spectacles culturels et le sexe (Source : enquête n°1, n=801) .....	685
Tableau A 110 : Corrélation entre les indicateurs de politisation et la filière d'études (V de Cramer) (Source : enquête n°1, n=801) .....	686
Tableau A 111 : Politisation des étudiants selon leur filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) .....	686
Tableau A 112 : Politisation des étudiants selon leur filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) .....	686
Tableau A 113 : Classements des filières d'études selon les différents indicateurs de participation politique choisis (Source : enquête n°1, n=801) .....	688
Tableau A 114 : Comparaisons multiples entre les filières d'études suivant la politisation (Source : enquête n°1, n=801).....	689
Tableau A 115 : Intérêt pour la politique selon la filière d'études (en %) V=0,313 (Source : enquête n°1, n=801) .....	692
Tableau A 116 : Maîtrise des questions politiques selon la filière d'études (en %) V=0,283 (Source : enquête n°1, n=801).....	692
Tableau A 117 : Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante : « la politique est quelque chose de trop compliqué pour moi » ? (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001) .....	692

Tableau A 118 : Passer une journée sans suivre l'actualité politique selon la filière d'études (%) V=0,294 (Source : enquête n°1, n=801).....	693
Tableau A 119 : Fréquence de lecture d'un quotidien selon la filière d'études (%) V=0,266 (Source : enquête n°1, n=801).....	693
Tableau A 120 : Lecture de divers journaux et magazines (Source : enquête n°1, n=801) ...	694
Tableau A 121 : Suivi des émissions politiques à la télévision selon la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001).....	697
Tableau A 122 : Assistance à un meeting ou réunion politique selon la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001).....	697
Tableau A 123 : Connaissance de militants selon la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001) .....	697
Tableau A 124 : Adhésion à une association politique, un syndicat ou un parti politique suivant la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) .....	698
Tableau A 125 : Politisation des pères selon la filière d'études de leur enfant (en %) (Source : enquête n°1, n=801) .....	698
Tableau A 126 : Politisation des mères selon la filière d'études de leur enfant (en %) (Source : enquête n°1, n=801) .....	698
Tableau A 127 : Nombre de parents intéressés par la politique suivant la filière d'études (en %) (p<0,001 ; V=0,1938) (Source : enquête n°1, n=801).....	699
Tableau A 128 : Profession du père selon la filière d'études (en %) (V=0,1699) (Source : enquête n°1, n=801) .....	699
Tableau A 129 : Profession de la mère selon la filière d'études (en %) (V=0,17) (Source : enquête n°1, n=801) .....	700
Tableau A 130 : Nombre de parents avec un diplôme du supérieur selon les filières d'études (en %) (p<0,001 ; V=0,2168) (Source : enquête n°1, n=801).....	700
Tableau A 131 : Diplôme du supérieur des parents des étudiants selon les filières d'études (en %) (Source : enquête n°1, n=801) .....	701
Tableau A 132 : Revenus déclarés des deux parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	701
Tableau A 133 : Dotation d'une allocation d'étude selon la filière (en %) (Source : enquête n°1, n=801).....	701
Tableau A 134 : Nombre de logements détenus par les parents suivant la filière (en %) (V=0,133) (Source : enquête n°1, n=801) .....	702
Tableau A 135 : Classement des indicateurs de capital économique et de capital culturel hérité selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) .....	702
Tableau A 136 : Intérêt politique des étudiants avec aucun parent n'est intéressé par la politique selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) .....	703
Tableau A 137 : Répartition d'indicateurs de politisation suivant la filière pour les étudiants dont la mère détient un diplôme du supérieur (Source : enquête n°1, n=801).....	703
Tableau A 138 : Comparaison d'indicateurs de position sociale des parents des étudiants suivant différentes filières (Source : enquête n°1, n=801).....	703
Tableau A 139 : Comparaison d'indicateurs de politisation des parents des étudiants suivant différentes filières (%) (Source : enquête n°1, n=801).....	703
Tableau A 140 : Comparaison entre des pratiques de politisation des étudiants suivant différentes filières (Source : enquête n°1, n=801).....	704
Tableau A 141 : Date du dernier livre lu suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001) .....	708
Tableau A 142 : Fréquentation du théâtre et de l'opéra suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001) .....	708
Tableau A 143 : Fréquentation de spectacles sportifs suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001) .....	708

Tableau A 144 : Récapitulatif des classements des filières d'études suivant les différents indicateurs (Source : enquête n°1, n=801) .....	708
Tableau A 145 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences humaines et sociales (sociologie, histoire, droit, économie, école de commerce, IUT communication, sans l'IEP) suivant leur fréquentation de spectacles culturels (Source : enquête n°1).....	709
Tableau A 146 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences et techniques (STAPS, mathématiques, biologie, pharmacie, école d'ingénieur, IUT génie civil) suivant leur fréquentation de spectacles culturels (Source : enquête n°1) .....	710
Tableau A 147 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences humaines et sociales en sciences humaines et sociales (sociologie, histoire, droit, économie, école de commerce, IUT communication, sans l'IEP) suivant la mention au bac (Source : enquête n°1).....	712
Tableau A 148 : Tris croisés des indicateurs de politisation des étudiants en sciences et techniques (STAPS, mathématiques, biologie, pharmacie, école d'ingénieur, IUT génie civil) suivant la mention au bac (Source : enquête n°1) .....	713
Tableau A 149 : Sujet politique préféré selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001).....	717
Tableau A 150 : Intérêt politique à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,149).....	719
Tableau A 151 : Sentiment de maîtrise des questions politiques à l'IEP suivant l'année d'études (Source : enquête n°3, n=247) (p<0,001) .....	719
Tableau A 152 : Suivi actualité politique à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,237) .....	719
Tableau A 153 : Fréquence de lecture d'un quotidien à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,823).....	719
Tableau A 154 : Lecture du type de presse à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) .....	719
Tableau A 155 : Diplôme et catégorie sociale des parents des étudiants à l'IEP et en sociologie (Source : enquête n°3, n=247) (p<0,05) .....	720
Tableau A 156 : Politisation des étudiants en sociologie selon la position sociale héritée (Source : enquête n°3, n=212).....	720
Tableau A 157 : Politisation des étudiants en sociologie selon la politisation de leurs parents (Source : enquête n°3, n=212).....	720
Tableau A 158 : Intérêt pour les questions européennes à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,117) .....	720
Tableau A 159 : Etre favorable à la construction européenne à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,170) .....	721
Tableau A 160 : Etre favorable appartenance de son pays à l'UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,404).....	721
Tableau A 161 : Si bénéfice de l'appartenance à l'UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,001) .....	721
Tableau A 162 : Si déception en cas de dissolution UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p<0,001) .....	721
Tableau A 163 : Se sentir européen à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,02).....	721
Tableau A 164 : Etre fier d'appartenir à l'UE à l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,115) .....	721
Tableau A 165 : Indicateurs de politisation des étudiants de sociologie suivant l'année d'études (Source : enquête n°3, n=212) (p<0,05) .....	722



Tableau A 166 : Répartition des indicateurs de politisation des parents des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) .....	722
Tableau A 167 : Répartition du sexe des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247).....	722
Tableau A 168 : Profession du père des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide).....	722
Tableau A 169 : Profession de la mère des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide).....	723
Tableau A 170 : Diplôme du père des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide).....	723
Tableau A 171 : Diplôme de la mère des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide).....	723
Tableau A 172 : Revenus mensuels du père des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (test du khi-deux non valide).....	723
Tableau A 173 : Revenus mensuels de la mère des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (%) (p=0,973) .....	723
Tableau A 174 : Indicateurs de ressources économiques des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247).....	724
Tableau A 175 : Type de bac des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,162) .....	724
Tableau A 176 : Mention au bac des étudiants de l'IEP suivant l'année (Source : enquête n°3, n=247) (p=0,535) .....	724
Tableau A 177 : Politisation des élèves de l'IEP selon la position sociale héritée (Source : enquête n°3, n=247) .....	724
Tableau A 178 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction d'une allocation d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide) .....	725
Tableau A 179 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction du nombre de logements détenus par leurs parents (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	725
Tableau A 180 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction du plus haut diplôme de leur père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	725
Tableau A 181 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction du plus haut diplôme de leur mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide) .....	725
Tableau A 182 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction des revenus mensuels du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	726
Tableau A 183 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction des revenus mensuels de la mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	726
Tableau A 184 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction de la profession du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	726
Tableau A 185 : Part des étudiants se situant à gauche selon la profession des parents (Source : enquête n°1, n=801).....	727
Tableau A 186 : Positionnement sur l'axe gauche/droite des étudiants en fonction de la profession de la mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide) .....	727
Tableau A 187 : Positionnement gauche/droite selon la religion pratiquée (Source : enquête n°1, n=801).....	728
Tableau A 188 : Variations des propriétés économiques et scolaires des étudiants selon la nationalité de leur père (Source : enquête n°1, n=801).....	728
Tableau A 189 : Distribution de la proximité avec un parti politique droite selon la nationalité du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	728

Tableau A 190 : Distribution du positionnement gauche/droite selon la nationalité du père (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	728
Tableau A 191 : Positionnement sur l'axe gauche/droite de l'étudiant en fonction de celui de son père (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01) .....	729
Tableau A 192 : Positionnement sur l'axe gauche/droite de l'étudiant en fonction de celui de sa mère (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01) .....	729
Tableau A 193 : Positionnement politique de l'étudiant suivant le nombre de parents à gauche (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	729
Tableau A 194 : Positionnement politique de l'étudiant suivant le nombre de parents à droite (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	729
Tableau A 195 : Positionnement politique de l'étudiant sur l'axe gauche/droite selon la perception qu'ils ont du classement de leur mère (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	729
Tableau A 196 : Répartition des étudiants selon le type de filiation (Source : enquête n°1, n=801) .....	730
Tableau A 197 : Filiation politique suivant les comportements politiques des parents (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,01) .....	730
Tableau A 198 : % d'étudiants dont le père a des revenus supérieurs à 20 000 francs mensuels (Source : enquête n°1, n=801).....	730
Tableau A 199 : % d'étudiants dont le père a un diplôme supérieur au bac (Source : enquête n°1, n=801) (p=0,230).....	730
Tableau A 200 : Répartition des filiations selon la profession du père (Source : enquête n°1, n=801) (p=0,065) .....	730
Tableau A 201 : Vote à droite de l'étudiant suivant les revenus de son père et le vote à droite de ses parents (Source : enquête n°1, n=801).....	735
Tableau A 202 : Positionnement politique de l'étudiant selon sa filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide) .....	735
Tableau A 203 : Positionnement selon la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801).....	735
Tableau A 204 : Positionnement des pères selon la filière d'étude de leur enfant (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide) .....	736
Tableau A 205 : Positionnement des mères selon la filière d'études de leur enfant (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	736
Tableau A 206 : Filiation suivant la filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (p<0,001).....	736
Tableau A 207 : Positionnement politique des étudiants et de leurs parents sur l'axe gauche/droite selon sa filière d'études (%) (Source : enquête n°1, n=801) (test du khi-deux non valide).....	737
Tableau A 208 : Positionnement politique de l'étudiant sur l'axe gauche/droite selon sa filière d'études (%) (Source : enquête n°3, n=459) (test du khi-deux non valide).....	738
Tableau A 209 : Positionnement des étudiants de sociologie en fonction du positionnement de leur père (Source : enquête n°3).....	738
Tableau A 210 : Positionnement des étudiants de sociologie en fonction du positionnement de leur mère (Source : enquête n°3).....	738
Tableau A 211 : Positionnement des étudiants de Sciences Po en fonction du positionnement de leur père (Source : enquête n°3) .....	739
Tableau A 212 : Positionnement des étudiants de Sciences Po en fonction du positionnement de leur mère (Source : enquête n°3) .....	739
Tableau A 213 : Positionnement politique des étudiants suivant leur filière pour ceux dont les parents sont à droite (Source : enquête n°3, n=459) .....	740

Tableau A 214 : Participation politique des étudiants suivant leur filiation politique (Source : enquête n°1, n=801) ( $p<0,001$ ) .....	741
Tableau A 215 : Part d'étudiants avec une mention bien ou très bien au bac suivant leur filiation politique (Source : enquête n°1, n=801) ( $p=0,104$ ) .....	741
Tableau A 216 : Pratiques lectorales et loisirs culturels des étudiants suivant leur filiation politique (Source : enquête n°1, n=801).....	741
Tableau A 217 : Corpus des entretiens des étudiants en opposition politique ou en changement d'orientation politique .....	742
Tableau A 218 : Variations des indicateurs de politisation entre militants et non militants (Source : enquête n°4) ( $p<0,05$ ) .....	746
Tableau A 219 : Suivi de l'actualité entre militants et non militants (Source : enquête n°4) ( $p<0,05$ ) .....	746
Tableau A 220 : Type de presse consulté selon le fait d'être militant ou pas (Source : enquête n°4) ( $p<0,05$ ) .....	746
Tableau A 221 : Indicateurs de politisation des parents selon le fait d'être militant ou pas (Source : enquête n°4) ( $p<0,05$ ) .....	746
Tableau A 222 : Adhésion des parents à des organisations selon le fait d'être militant ou pas (Source : enquête n°4) ( $p<0,05$ ) .....	747
Tableau A 223 : Profession du père selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4) .....	747
Tableau A 224 : Profession de la mère selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4).....	747
Tableau A 225 : Variations des propriétés économiques des étudiants selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4).....	747
Tableau A 226 : Revenus mensuels de la mère selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4).....	747
Tableau A 227 : Variations des propriétés culturelles des parents selon le militantisme de l'étudiant (Source : enquête n°4).....	748
Tableau A 228 : Variations des propriétés culturelles des étudiants selon le fait d'être militant ou non (Source : enquête n°4) ( $p<0,05$ ) .....	748
Tableau A 229 : Capital culturel hérité des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4) .....	748
Tableau A 230 : Propriétés économiques des étudiants militants suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4) .....	748
Tableau A 231 : Profession du père des militants suivant leur organisation (Source : enquête n°4).....	748
Tableau A 232 : Revenus mensuels du père suivant le type d'organisation (Source : enquête n°4).....	748
Tableau A 233 : Variations des propriétés culturelles des militants étudiants selon le type d'organisation (Source : enquête n°4).....	749
Tableau A 234 : Adhésion à une association, un syndicat et un parti selon la filière d'études (en %) (Source : enquête n°1, n=801) .....	751
Tableau A 235 : Connaissance de militants politiques suivant la filière d'études (en %) (Source : enquête n°1, n=801) ( $p<0,01$ ).....	751

# Liste des figures

## - Figures du corps du texte

Figure 1 : ACM sur la politisation des étudiants et les indicateurs de capital économique (Source : enquête n°1, n=801).....	59
Figure 2 : ACM sur la politisation des étudiants et les diplômes de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	62
Figure 3 : ACM sur la politisation et les catégories socioprofessionnelles des parents et du grand-père paternel (Source : enquête n°1, n=801).....	65
Figure 4 : ACM sur les indicateurs de participation politique des étudiants suivant ceux de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	76
Figure 5 : ACM sur la politisation des étudiants suivant les indicateurs de socialisations primaires (Source : enquête n°1, n=801).....	85
Figure 6 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leur rapport aux études (Source : enquête n°2, n=702) .....	101
Figure 7 : Le niveau de politisation des étudiants suivant leur filière d'étude (Source : enquête n°1, n=801).....	120
Figure 8 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leur filière d'études avec la classification hiérarchique ascendante en quatre classes (Source : enquête n°1, n=801) .....	121
Figure 9 : ACM sur les propriétés socioculturelles des étudiants suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801).....	127
Figure 10 : ACM sur la politisation des parents suivant la filière d'études de leur enfant (Source : enquête n°1, n=801).....	127
Figure 11 : ACM sur les identifications politiques des étudiants suivant leurs propriétés économiques (Source : enquête n°1, n=801).....	188
Figure 12 : ACM sur les identifications politiques des étudiants suivant les professions de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801) .....	191
Figure 13 : ACM sur les identifications politiques des étudiants selon celles de leurs parents (Source : enquête n°1, n=801).....	195
Figure 14 : ACM sur le positionnement politique des étudiants en fonction de leurs caractéristiques sociopolitiques héritées (enquête n°1, n=801) .....	200
Figure 15 : ACM sur le positionnement politique étudiants en fonction de leurs caractéristiques sociopolitiques héritées, filière d'études en variable illustrative (source : enquête n°1, n=801) .....	209
Figure 16 : ACM : Espace des propriétés sociopolitiques des étudiants militants (Source : enquête n°4, n=72) .....	322
Figure 17 : ACM : Espace des propriétés sociopolitiques des étudiants militants (catégories ajoutées) (Source : enquête n°4, n=72) .....	327
Figure 18 : Espace des propriétés sociopolitiques des étudiants militants (type de militantisme ajouté) (enquête n°4) .....	455
Figure 19 : Légende des analyses des correspondances multiples (ACM) .....	532

## - Figures des annexes

Figure A 1 : Questionnaire sur le rapport à la politique des étudiants (Enquête n°1, n=801)	547
Figure A 2 : ACM sur les lectures et la politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801) .....	565

Figure A 3 : Indicateur synthétique de politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)	570
Figure A 4 : Indicateur synthétique de politisation des étudiants (nombre d'occurrences regroupées) (Source : enquête n°1, n=801)	570
Figure A 5 : ACM sur les lectures des étudiants suivant leur positionnement politique (Source : enquête n°1, n=801)	573
Figure A 6 : ACM sur le sujet politique préféré des étudiants suivant leur positionnement politique (Source : enquête n°1, n=801)	574
Figure A 7 : ACM regroupant les indicateurs de politisation des étudiants (Source : enquête n°1, n=801)	576
Figure A 8 : Continuum de la politisation	578
Figure A 9 : Questionnaire sur le rapport aux études des étudiants (enquête n°2, n=702)	581
Figure A 10 : ACM sur les indicateurs de rapport aux études (Source : enquête n°2, n=702)	587
Figure A 11 : Questionnaire sur la politisation, l'orientation politique et le rapport à l'Europe des étudiants de sociologie et de l'IEP enquête n°3 (n=459)	589
Figure A 12 : Grille d'entretien étudiant militant	594
Figure A 13 : Grille d'entretien étudiant non adhérent	643
Figure A 14 : ACM des indicateurs de politisation (variables socioculturelles héritées en modalités illustratives) (enquête n°1, n=801)	652
Figure A 15 : ACM des indicateurs de politisation des étudiants avec ceux des parents en modalités illustratives (Source : enquête n°1, n=801)	658
Figure A 16 : ACM participation politique des étudiants suivant les indicateurs de socialisations primaires (variables actives et classes) (Source : enquête n°1, n=801)	663
Figure A 17 : Répartition des indicateurs suivant la promotion ou le décrochage de politisation par rapport aux parents (Source enquête n°1, n=132)	670
Figure A 18 : ACM sur les indicateurs du rapport aux études suivant les propriétés socioculturelles (Source : enquête n°2, n=702)	677
Figure A 19 : ACM des indicateurs de politisation des étudiants avec les loisirs culturels et la mention au bac en modalités illustratives (Source : enquête n°1, n=801)	682
Figure A 20 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leur filière d'études avec la classification hiérarchique ascendante en quatre classes (Source : enquête n°1, n=801)	690
Figure A 21 : ACM sur la lecture de la presse par les étudiants suivant leur filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)	694
Figure A 22 : ACM sur les indicateurs de politisation des étudiants avec la filière d'études en modalités illustratives (Source : enquête n°1, n=801)	694
Figure A 23 : ACM sur la politisation des étudiants suivant leurs propriétés sociales et la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)	706
Figure A 24 : ACM sur la filière d'études et les loisirs et les pratiques culturelles (Source : enquête n°1, n=801)	715
Figure A 25 : ACM sur les sujets politiques préférés des étudiants suivant la filière d'études (Source : enquête n°1, n=801)	717
Figure A 26 : ACM sur le positionnement politique des étudiants en fonction de leurs caractéristiques héritées (enquête n°1, n=801)	731

# Table des matières

Sommaire .....	5
Introduction générale.....	7
Les effets de l'expérience étudiante : un angle mort des recherches sur la socialisation politique.....	9
Une sociologie des carrières étudiantes : approche dispositionnaliste et interactionniste	18
Une pluralité de méthodes.....	32
<b>Partie I : Études et politisation.....</b>	<b>51</b>
Chapitre I : Héritage et adhésion au jeu scolaire.....	53
I. La politisation en héritage .....	56
A. Des étudiants « héritiers » .....	57
1. La significativité de la position sociale héritée .....	57
2. Des étudiantes un peu plus distantes .....	70
3. La politisation par les parents.....	73
B. La politisation parentale plus clivante.....	80
1. La part explicative du sexe.....	81
2. La politisation parentale plus significative que la position sociale.....	83
II. Études, culture et politisation .....	92
A. Dissonances politiques et distinction scolaire.....	92
1. Les effets de la carrière scolaire .....	93
2. Le décrochage : une mise en veille des dispositions.....	94
3. Promotion politique et promotion culturelle .....	96
B. Formation de dispositions à la politisation : l'action de la carrière scolaire ....	98
1. Adhésion au jeu scolaire et déférence envers la culture légitime.....	99
2. L'effet de la promotion culturelle .....	105
Chapitre II : La politisation par le contexte d'études .....	113
I. Activation de dispositions en sciences humaines et sociales .....	117
A. Sciences humaines et sociales versus sciences et techniques.....	119
B. L'activation des dispositions héritées fonction du contexte d'études .....	126
C. Des dispositions culturelles sous la contrainte du type d'études .....	136
II. Formation d'une compétence politique au sein de contextes d'études favorables	141
A. Enseignements et groupe des pairs : des intermédiaires de politisation.....	143
1. La politisation par les enseignements.....	143
2. Promotion politique et changement de groupe de référence .....	152
B. Le métier politisé d'étudiant à l'IEP de Strasbourg .....	160
1. Politisation et européanisation .....	161
2. Prise de rôle et ajustement aux normes .....	167
<b>Partie II : Études et orientation politique .....</b>	<b>179</b>
Chapitre III : L'action du contexte étudiant sur l'orientation politique .....	181

I.	« Pas de chrysanthèmes » pour les variables de l'héritage .....	187
A.	Des ressources économiques clivantes .....	187
B.	Prégnance des identifications parentales .....	193
1.	Proximité avec les parents .....	194
2.	La transmission favorisée par la politisation .....	198
II.	Changements d'identifications politiques en sociologie et sciences politiques .....	205
A.	Effet de contexte .....	206
1.	Variations dans l'espace d'études .....	207
2.	Identification à la communauté étudiante et réorganisation identitaire .....	214
B.	Action des enseignements .....	218
1.	Projets professionnels et groupe des pairs .....	218
2.	Prises de rôle liées aux enseignements .....	220
Chapitre IV : Opposition politique et changements d'opinions politiques : la carrière étudiante productrice de crises identitaires et de contextes hétérogènes .....		227
I.	Des dispositions au changement .....	232
A.	Promotion culturelle et politisation .....	233
B.	Tourner le dos à l'héritage .....	242
1.	« Tuer le père », une différenciation par rapport aux parents .....	242
2.	L'ajustement au groupe de référence .....	251
II.	Changements dans les études, changements d'identification politique : études de cas .....	260
A.	De l'extrême droite à l'abstention : les changements d'arènes d'un repentini..	261
B.	Le gaullisme comme sortie de crise (identitaire) .....	271
C.	De l'UDF à l'extrême gauche : une révélation sociologique .....	280
<b>Partie III : Études et militantisme .....</b>		<b>297</b>
Chapitre V : Des dispositions au militantisme .....		299
I.	Prédispositions militantes .....	307
A.	Le militantisme en héritage .....	307
1.	Héritage culturel .....	308
2.	Filiations militantes .....	309
B.	Les logiques du recrutement militant : un espace de positions .....	317
II.	Autonomisation et construction de dispositions à l'engagement .....	331
A.	Effets de génération et effets de scolarisation .....	332
1.	<i>Generation gap?</i> .....	333
2.	Effets des études .....	339
B.	Des engagements pré-universitaires .....	347
1.	Une initiation : représentant d'élève et militant associatif .....	348
2.	La politique en herbe : syndicats lycéens et mouvements de jeunesse	351
Chapitre VI : Les entrées en militantisme : variations de contextes au cours de la carrière étudiante .....		359
I.	Effets des contextes politiques et scolaires .....	363
A.	Le rôle d'un événement : le 21 avril 2002 .....	364
1.	Activation de dispositions à la politisation .....	366
2.	Activation de dispositions à l'engagement contre l'extrême droite .....	372

B.	Un contexte d'études favorable.....	377
1.	Le jeu des cercles sociaux.....	377
2.	Des dispositions qui prennent sens et forme.....	383
II.	Déplacements scolaires et sociaux.....	389
A.	Une réponse aux contraintes de la mobilité étudiante.....	390
1.	Mobilité scolaire et mobilité géographique.....	390
2.	Sociabilité et prise de rôle : des rétributions du militantisme.....	397
B.	Des positions en porte-à-faux.....	409
1.	Des échecs scolaires.....	410
2.	Une intégration impossible.....	418
Chapitre VII : Le cursus parallèle des étudiants militants : apprentissage, reconstruction identitaire, lutte contre un déclassement.....		
		429
I.	Le militantisme : une formation parallèle.....	433
A.	Un apprentissage politique.....	434
1.	Le temps au service d'un répertoire d'action classique.....	434
2.	Prise de rôle et acquisition de connaissances.....	439
3.	Des savoir-faire spécifiques.....	447
B.	Espace de formation et dispositions à l'apprentissage.....	453
1.	Intellectuels versus techniciens.....	454
2.	Se reconstruire et « retourner les fusils » contre l'institution scolaire.....	466
II.	La professionnalisation politique : effets de carrières.....	474
A.	Les effets de la carrière militante.....	476
1.	Le droit d'entrée : capital militant et proximité avec le centre du jeu.....	476
2.	La compensation des ressources militantes.....	482
B.	La politique comme refuge.....	488
Conclusion.....		497
Bibliographie.....		507
1.	Sociologie (généralités).....	507
2.	Méthodologie.....	512
3.	Sociologie de l'éducation (généralités).....	513
4.	Sociologie des étudiants.....	514
5.	Sociologie politique (généralités).....	517
6.	Socialisation politique, politisation, orientation politique, vote.....	519
7.	Militantisme et action collective.....	525
8.	Étudiants et politique.....	530
<b>Annexes .....</b>		<b>533</b>
Préambule : Indications sur les techniques statistiques utilisées.....		535
Principe du test d'indépendance du khi-deux.....		535
Principe de la régression logistique.....		539
Principe de l'analyse des données.....		540
Méthodologie de l'enquête n°1 (n=801) : politisation et orientation politique.....		543
Le questionnaire.....		543
Les conditions de l'enquête.....		550
Des étudiants assez peu politisés.....		553
Agrégation des indicateurs du rapport à la politique.....		557
Les indicateurs de politisation.....		557



Orientation politique et politisation.....	571
Le clivage gauche/droite structurant des lectures et du type d'intérêt .....	573
Un continuum de la politisation .....	575
Méthodologie de l'enquête n°2 (n=702) : rapport aux études.....	580
Le questionnaire .....	580
Le protocole.....	584
La distribution des indicateurs .....	584
Méthodologie de l'enquête n°3 (n=459) : politisation, orientation politique, et rapport à l'Europe des étudiants de sociologie et de l'IEP.....	589
Le questionnaire .....	589
Le protocole.....	592
Méthodologie de l'enquête par entretiens auprès des militants .....	594
Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants militants interrogés par entretien .....	595
Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants militants devenus collaborateurs politiques .....	632
Méthodologie de l'enquête par entretiens auprès des non militants .....	643
Tableau récapitulatif des caractéristiques des étudiants non militants interrogés par entretiens .....	644
Annexe chapitre I : Héritage et adhésion au jeu scolaire .....	650
Annexe chapitre II : La politisation par le contexte d'études .....	686
Annexe chapitre III : L'action du contexte étudiant sur l'orientation politique.....	725
Annexe chapitre IV : Opposition politique et changements d'opinions politiques : la carrière étudiante productrice de crises identitaires et de contextes hétérogènes.....	741
Annexe chapitre V : Des dispositions au militantisme .....	746
Liste des tableaux .....	752
Liste des figures .....	764
Table des matières .....	766

## **Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique**

Cette thèse interroge les effets de la période des études supérieures sur le rapport à la politique. Elle montre, auprès des étudiants français du début du XXI<sup>ème</sup> siècle, que la carrière étudiante, au sens interactionniste du terme, détermine la socialisation politique. Les variables de l'héritage demeurent certes très clivantes. Néanmoins, l'explication doit prendre en compte d'autres éléments liés à la scolarité. Les contextes d'études traversés, les placements et déplacements au cours de la scolarité, ainsi que les étapes qui jalonnent son déroulement interviennent dans l'activation et l'acquisition de dispositions favorables. La carrière étudiante, génératrice de crises identitaires, a d'autant plus de chances d'influer qu'elle est décisive sur les parcours. À partir de données quantitatives (questionnaires) et qualitatives (entretiens et observations), trois types de comportements politiques sont étudiés : politisation, orientation politique, et militantisme.

Mots clés : étudiants ; carrière étudiante ; contexte d'études ; crises identitaires ; socialisation politique ; politisation ; orientation politique ; militantisme.

### **Higher education and politic: effects of student career on political socialization.**

The PhD thesis questions the impacts of the higher education period on one's relations with politic. It demonstrates, in the case of French students of the beginning of the 21<sup>st</sup> century, that student career, as interactionnists mean it, conditions political socialization. If variables related to heritage still divide, the study must consider other data linked to the schooling. Throughout the university period, various contexts, positionments and displacements, as well as the steps that mark out its developpement, step in the activation and acquisition of favourable aptitudes. The more student career, at the origin of identity crisis, is determinative for the future the more it will have influence. Based on quantitative (questionnaires) and qualitative (interviews, observations) data three kinds of political behaviours are studied: politization, political attitudes and militancy.

Key words: students, student career, context of study, identity crisis, political socialization, politization, political attitudes, activism.